

Université Lumière-Lyon II

Ecole doctorale Lettres, Langues, Linguistique et Arts (« 3LA »)

Centre de recherche en Langues et Cultures Européennes (« LCE »)

Gudrun Mattes

Journalisme et pouvoir politique pendant la révolution de 1848 – l'exemple de la *Nouvelle gazette rhénane*



Tome 1

Thèse de doctorat en Etudes germaniques

Dirigée par Mme Anne-Marie SAINT- GILLE

Présentée et soutenue publiquement le 2 mars 2015

Devant un jury composé de :

Jean- Paul CAHN, Professeur émérite à l'université Paris-Sorbonne-Paris IV
Anne-Marie SAINT-GILLE, Professeur émérite à l'université Lumière - Lyon II
Friedrich TAUBERT, Professeur à l'université de Bourgogne
Ralf ZSCHACHLITZ, Professeur à l'université Lumière - Lyon II

0-INTRODUCTION	1
I-L'ESPACE PUBLIC ALLEMAND ET LES PREMICES DE LA NOUVELLE GAZETTE RHENANE.....	17
I-1 La notion d'espace public.....	17
I-1-1 Habermas et l'espace public.....	17
I-1-2 L'espace public et la presse	22
I-1-3- La critique de la conception de l'espace public bourgeois	23
I-2- L'impossibilité d'un espace public national	28
I-2-1- Habermas et l'espace public en Allemagne	28
I-2-2- Centralisation et communication	32
I-2-3- L'exemple du grand-duché de Bade	37
I-2-4- Deux stratégies d'évitement des interdictions à la fin du <i>Vormärz</i>	38
I-2-5- L'espace public au début de la révolution.....	42
I-3- Espace(s) public(s) et classe ouvrière	48
I-3-1- L'espace public plébéien	48
I-3-2- Entre espace public plébéien et espace public prolétarien	49
I-3-3- Vers la formation d'une classe ouvrière	56
I-3-4- L'espace public prolétarien pendant la révolution	64
I-3-5- Rapports entre deux espaces publics.....	66
I-4- A la formation de la classe ouvrière en exil aux débuts de <i>Ligue des communistes</i>	69
I-4-1- De l'association populaire allemande à la Ligue des justes	69
I-4-2- La Ligue des justes.....	75
I-4-3- L'impact du <i>manifeste communiste</i>	86
I-4-4- Retour en Allemagne.....	92
I-4-5- Bilan.....	102

I-5- La fondation de la <i>Nouvelle gazette rhénane</i> et ses enjeux	103
I-5-1- La conception du journal pour l'espace public bourgeois	103
I-5-2- L'affirmation de la conception de départ - organe de la démocratie.....	117
I-5-3- Cologne et la défense de la révolution	129
I-5-4- Le titre et les documents de fondation du journal	135
I-6- Conclusion	142
II- MILITANTISME ET PROFESSIONALISME : LE FONCTIONNEMENT DE LA NOUVELLE GAZETTE RHENANE	145
II-1- Le fonctionnement matériel	145
II-1-1- Les enjeux financiers et la forme juridique	145
II-1-2- L'impression, la distribution et le tirage.....	157
II-1-2-a- L'impression	157
II-1-2-b- La distribution	165
II-1-2-c- Le tirage.....	170
II-2- Le travail rédactionnel	174
II-2-1- L'évolution de la profession de rédacteur en chef	174
II-2-2- La conception rédactionnelle de Marx.....	179
II-2-3- Le rédacteur en chef comme organisateur	185
II-2-4- Les rédacteurs de la <i>Nouvelle gazette rhénane</i> ou la «bande sulfureuse»	187
II-2-4-a- Expériences politiques communes	195
II-2-4-b- Un regroupement d'exilés	196
II-2-4-c- Expériences avec la Prusse.....	198
II-2-4-d- Connaissance du monde bourgeois	200
II-2-4-e- L'idéal bourgeois de l'éducation	200
II-2-4-f- L'expérience journalistique	202
II-2-4-g- L'âge des rédacteurs	202

II-2-4-h- Bilan	203
II-3- Les rubriques de la <i>Nouvelle gazette rhénane</i>	205
II-3-1- Les éditoriaux de la <i>Nouvelle gazette rhénane</i>	205
II-3-1-a- L'éditorial comme forme journalistique	205
II-3-1-b- La présentation des éditoriaux de la <i>Nouvelle gazette rhénane</i>	207
II-3-1-c- Les auteurs des éditoriaux.....	209
II-3-1-d- Deux caractéristiques des éditoriaux.....	210
II-3-2- Les articles concernant l'Allemagne	212
II-3-2-a- Le réseau de correspondants	212
II-3-2-b- Formes et présentation des articles.....	218
II-3-2-c- Un sujet spécifique des articles concernant l'Allemagne - les tumultes et les charivaris	220
II-3-2-d- La conception de l'Allemagne de la <i>Nouvelle gazette rhénane</i>	222
II-3-2-e- La répartition géographique des articles concernant l'Allemagne	224
II-3-2-f- Bilan de la répartition géographique	233
II-3-3- Les articles concernant l'étranger.....	235
II-3-3-a- La présentation des articles concernant l'étranger	235
II-3-3-b- Le réseau de correspondants et la collecte des informations.....	237
II-3-3-c- La répartition géographique des articles concernant l'étranger	241
II-3-4- Les suppléments, deuxièmes éditions et suppléments spéciaux.....	249
II-3-5- Le feuilleton de la <i>Nouvelle gazette rhénane</i>	253
II-3-5-a- L'évolution du feuilleton	253
II-3-5-b- La présentation du feuilleton de la <i>Nouvelle gazette rhénane</i>	254
II-3-5-c- Un feuilleton politique	255
II-3-5-d- Les auteurs du feuilleton et leur production	258
II-3-6- Les petites annonces de la <i>Nouvelle gazette rhénane</i>	265

II-4- Conclusion	273
III- LA NOUVELLE GAZETTE RHENANE FACE AUX MODIFICATIONS DE L'ESPACE PUBLIC	275
III-1- L'installation dans l'espace public bourgeois - les premières semaines	276
III-1-1- La nature des parlements de Francfort et de Berlin aux yeux de la <i>Nouvelle gazette rhénane</i>	279
III-1-2- critique du mouvement démocrate	281
III-1-3- Avertissements contre les provocations militaires.....	284
III-1-4- Engagements pour la liberté des autres peuples d'Europe	286
III-2- Premiers enjeux décisifs et premières modifications de l'espace public.....	288
III-2-1- Premiers signes d'une modification de l'espace public bourgeois.....	288
III-2-2- L'assaut de l'arsenal de Berlin	290
III-2-3- Les réactions à <i>l'insurrection de juin</i> à Paris.....	298
III-2-4- La <i>Nouvelle gazette rhénane</i> après un mois d'existence	303
III-3- Radicalisation et diversification des sujets - l'été 1848.....	304
III-3-1- Attaques contre les <i>acquis de mars</i>	305
III-3-1-a- Arrestations à Cologne.....	306
III-3-1-b- Mise en accusation de la <i>Nouvelle gazette rhénane</i>	309
III-3-1-c- La suppression des associations démocratiques de Stuttgart et de Heidelberg	313
III-3-1-d- Les projets de loi concernant la Garde civile	315
III-3-1-e- Les projets de loi sur la presse	316
III-3-2- La presse comme champ de débats.....	318
III-3-2-a- Polémiques contre la <i>Gazette de Cologne</i>	320
III-3-2-b- Réponse à un article de la <i>Halle des journaux de Berlin</i>	322
III-3-3 Les débats sur la Pologne	324
III-3-4- La suppression des charges féodales	333
III-3-5- Bilan de l'été 1848.....	335

III-4- La crise de septembre – de la propagande à l’action	338
III-4-1- La situation de la <i>Nouvelle gazette rhénane</i> au mois de septembre 1848	342
III-4-2- Les éditoriaux du mois de septembre 1848	343
III-4-2-a- Les éditoriaux de la <i>Nouvelle gazette rhénane</i> sur l’armistice de Malmö	344
III-4-2-b- «La crise et la contre-révolution»	347
III-4-2-c- Bilan des éditoriaux de septembre 1848	352
III-4-3- Les événements en Rhénanie	354
III-4-4- La <i>Nouvelle gazette rhénane</i> pendant les mobilisations de septembre 1848	364
III-4-5- L’insurrection de Francfort du 18 septembre 1848.....	367
III-4-6- Les articles de la <i>Nouvelle gazette rhénane</i> sur l’insurrection de Francfort.....	370
III-4-7- La fin de la crise de septembre à Cologne.....	371
III-4-8- Bilan des événements de septembre 1848 en Rhénanie.....	374
III-5- Le soulèvement d’octobre à Vienne et les enjeux pour la révolution européenne	376
III-5-1- Les rapports de forces en Autriche entre printemps et été 1848	376
III-5-2- Les tumultes ouvriers du mois d’août 1848	380
III-5-3- La bataille de Vienne	382
III-5-4- La situation de la <i>Nouvelle gazette rhénane</i> après l’état de siège de Cologne.....	385
III-5-5- L’insurrection de Vienne et sa présentation dans la <i>Nouvelle gazette rhénane</i>	387
III-5-5-a- Les articles sur le 6 octobre 1848 et la défense de la ville	388
III-5-5-b- Les articles sur Vienne jusqu’à fin octobre 1848	389
III-5-5-c- La chute de Vienne	390
III-5-5-d- Quelques remarques sur le correspondant de la <i>Nouvelle gazette rhénane</i> à Vienne : Eduard von Müller-Telling.....	393
III-5-5-e- Le journalisme de Müller-Telling dans ses articles du 6 octobre	397
III-5-6- Les éditoriaux de Marx sur l’insurrection de Vienne	400
III-5-6-a- L’axe européen de la révolution.....	401

III-5-6-b- La guerre avec la Russie et les peuples «sans histoire» de l'Europe de l'Est	403
III-5-6-c- Polémiques contre la <i>Gazette de Cologne</i> et première mise en cause stratégique	403
III-5-6-d- Polémique contre la déclaration du deuxième congrès des démocrates à propos de Vienne	406
III-5-6-e- La chute de Vienne	412
III-6- La révolution européenne et la guerre contre la Russie dans les <i>articles de la Nouvelle gazette rhénane</i>	417
III-6-1- la révolution européenne et les «peuples sans histoire»	426
III-6-2- «Le combat magyar»	428
III-6-3- «Le panslavisme démocratique»	434
III-6-4- Bilan des articles d'Engels sur les peuples slaves du Sud.....	438
III-7- La crise de novembre et la campagne pour le boycott des impôts	440
III-7-1- Le coup d'Etat à Berlin.....	440
III-7-2- Nouvelles attaques contre la <i>Nouvelle gazette rhénane</i>	443
III-7-3- Consolidation de l'influence sur l' <i>association ouvrière de Cologne</i>	445
III-7-4- La présentation de la <i>Nouvelle gazette rhénane</i> dans la campagne du boycott des impôts	446
III-7-5- Les prémices de la campagne dans la <i>Nouvelle gazette rhénane</i>	448
III-7-6- La <i>Nouvelle gazette rhénane</i> , le comité populaire de Cologne et les appels du comité régional des démocrates rhénans.....	451
III-7-7- La campagne pour le boycott des impôts dans le monde paysan.....	457
III-7-8- Les tentatives pour armer le mouvement.....	460
III-7-9- L'enlisement de la campagne	464
III-7-10- Bilan de la campagne pour le boycott des impôts en Rhénanie	467
III-7-10- a- La <i>Nouvelle gazette rhénane</i> dans la campagne pour le boycott des impôts - bilan	469
III-7-10-b- Le rôle de la Rhénanie pour la <i>Nouvelle gazette rhénane</i> en novembre 1848 ...	471

III-10-4-b- Bilan intermédiaire: la position de la <i>Nouvelle gazette rhénane</i> envers les démocrates au début de l'année 1849	529
III-10-5- L'évolution de la <i>fraternité ouvrière</i>	531
III-10-5-a- Le projet d'un deuxième congrès national des associations ouvrières.....	535
III-10-5-b- Le départ du groupe de Marx du comité <i>régional des démocrates rhénans</i>	537
III-10-5-c- Le départ de <i>l'Association ouvrière de Cologne</i> de l'organisation démocrate et l'orientation vers la <i>fraternité ouvrière</i> de Leipzig	540
III-10-5-d- Conclusion - l'orientation du groupe de Marx vers la <i>fraternité ouvrière</i>	541
III-11- L'adaptation de la <i>Nouvelle gazette rhénane</i> aux modifications de l'espace public	543
III-11-1- «Un document de la bourgeoisie».....	544
III-11-2- «Travail salarié et capital»	545
III-11-3- «Le milliard silésien»	548
III-11-4- «Le débat sur la loi concernant les affiches».....	554
III-11-5- Bilan	556
III-12- La fin de la <i>Nouvelle gazette rhénane</i>	557
III-13- Conclusion	562
IV. CONCLUSION GENERALE.....	567
BIBLIOGRAPHIE.....	577
ANNEXES	591

0-INTRODUCTION

L'objet de notre étude est le journal la *Nouvelle gazette rhénane* qui parut pendant la révolution de 1848 entre le 1^{er} juin 1848 et le 19 mai 1849 à Cologne¹.

La littérature mise à contribution pour notre travail se base sur quatre axes : les œuvres sur la révolution de 1848 qui nous fournissent l'arrière-plan historique et des renseignements sur la chronologie des événements, la littérature sur l'espace public - source principale pour mettre en place nos outils de recherche, la littérature sur la presse et la communication qui nous renseigne sur le paysage de la presse et l'évolution du journalisme de l'époque et enfin les études sur la *Nouvelle gazette rhénane* elle-même.

La littérature sur la révolution de 1848 en Allemagne est tellement riche que le problème n'est pas tellement de trouver des études, mais plutôt d'en faire le tri. Au sein de cette littérature, on retrouve plusieurs démarches visant à maîtriser la profusion des informations et la multitude des phénomènes souvent contradictoires. La première d'entre elles est d'analyser d'abord la situation des divers Etats allemands pour se consacrer ensuite à la chronologie des événements et aux acteurs. Un exemple assez classique de cette façon de procéder est l'œuvre de Veit Valentin², dont le premier tome a été publié en 1930 et le deuxième en 1931. Une autre stratégie consiste à insister plutôt sur la dynamique et les «vagues» successives de la révolution, à l'instar de Jacques Droz³, qui appelle son livre déjà en 1957 «les révolutions de 1848/49 en Allemagne». Les deux démarches ont longtemps cohabité et se sont complétées mutuellement. Cette coexistence démontre en même temps

¹ *Neue Rheinische Zeitung, Organ der Demokratie*, Band 1 (Nummer 1 bis Nummer 183), Köln 1. Juni 1848 bis 31. Dezember 1848
Verlag Detlev Auermann KG, Glashütten im Taunus, 1973.

Neue Rheinische Zeitung, Organ der Demokratie, Band 2 (Nummer 184 bis Nummer 301)
Köln, 1. Januar 1849 bis 19. Mai 1849

Verlag Detlev Auermann KG, Glashütten im Taunus, 1973

(Reproduktionsvorlage dieses Neudrucks war das Redaktionsexemplar der „Neuen Rheinischen Zeitung“ im Besitz des Internationalen Instituts für Sozialgeschichte Amsterdam, sowie die in den anderen Bibliotheken ermittelten Ergänzungen, darunter die beschlagnahmte und nicht ausgelieferte Nr. 113 vom 26. September 1848 und verschiedene Extra-Blätter und Beilagen.)

² Veit Valentin: *Geschichte der deutschen Revolution 1848-1849*, in zwei Bänden, Erster Band, bis zum Zusammentritt des Frankfurter Parlaments, Neudruck der Ausgabe Berlin, 1930, Scientia Verlag Aalen, 1968, Zweiter Band, bis zum Ende der Volksbewegung von 1849, Büchergilde Gutenberg, Frankfurt am Main, Wien Zürich, Verlag Kiepenheuer & Witsch, 1977.

³ Jacques Droz : *Les révolutions allemandes de 1848*, Presses Universitaires de France, Paris, 1957.

l'impossibilité de concilier dans une œuvre les démarches diverses et de restituer la totalité des phénomènes et événements en respectant tous les acteurs et toute la géographie de l'Allemagne. Encore en 1985, l'étude de Wolfram Siemann⁴ essaie d'établir une sorte de compromis entre ces deux démarches en parlant d'abord de l'état de la société allemande et de la situation internationale pour se consacrer ensuite à la dynamique de la révolution et à ce qu'il considère comme ses étapes les plus importantes.

La recherche actuelle a retenu la difficulté de parler d'une seule interprétation de la révolution de 1848 et a tendance à évoquer «plusieurs révolutions dans la révolution». Elle tient compte des incohérences et des fractures qui se produisent pendant l'année 1848/49 en Allemagne selon les différents acteurs ou les divers Etats. Cette vue de la révolution allemande de 1848 s'est plus ou moins imposée après 1989. La conséquence est une grande diversification de la recherche, qui a engendré notamment nombre d'études régionales (ou traitant les événements d'un Etat particulier). Parmi ces études, nous voudrions mentionner surtout deux exemples :

Le livre de Rüdiger Hachtmann sur la révolution de 1848/49 à Berlin⁵, publié en 1997 et l'œuvre de Jonathon Sperber⁶ sur les démocrates radicaux en Rhénanie pendant la révolution, éditée quelques années auparavant en 1993. Ces deux études nous semblent être exemplaires d'une démarche qui prend son point de départ dans une étude locale et un sujet restreint, tout en contribuant d'une manière significative à la compréhension de la révolution en tant que telle.

A notre sens, toutes les démarches indiquées ont leur utilité pour la compréhension globale de la révolution. En ce qui concerne la recherche sur un processus plus pointu en revanche, il nous semble que la dernière démarche - prendre appui sur une région ou un phénomène singulier comme point de départ - soit plus fructueuse que la recherche d'un schéma global qui veut intégrer tous les événements avec toutes leurs contradictions.

⁴ Wolfram Siemann: *Die deutsche Revolution von 1848/49*, Neue Historische Bibliothek, Edition Suhrkamp, Neue Folge Band 266, Frankfurt am Main, 1985.

⁵ Rüdiger Hachtmann: *Berlin 1848. Eine Politik- und Gesellschaftsgeschichte der Revolution*, Dietz-Verlag, 1997.

⁶ Jonathon Sperber, *Rhineland Radicals: The Democratic Movement and the Revolution of 1848-1849*, Princeton University Press, Princeton, New Jersey, 1993.

La conception de «l'espace public» représente pour cette thèse un substantiel outil d'analyse. Pour cette raison, la littérature sur l'espace public y prend une place importante ; à commencer par le livre «fondateur» de Jürgen Habermas⁷ sur l'espace public bourgeois.

La contribution d'un certain nombre de critiques ou d'élargissements de la conception de l'espace public de Habermas nous a paru indispensable afin de saisir les agissements des classes sociales inférieures pendant une révolution sur le plan de la communication. Il s'agit surtout des études d'Oskar Negt et d'Alexander Kluge⁸ ou encore de Hans Medick⁹, dont le sujet d'étude est un espace public plébéien ou prolétarien. L'idée que la notion du public puisse être pensée au pluriel nous a inspiré pour l'explication de la conception du journal, même si les œuvres indiquées n'étudient pas particulièrement la presse.

La traduction de l'œuvre de Habermas en anglais et en français¹⁰ a suscité au début des années quatre-vingt-dix un renouveau sur la conception de l'espace public¹¹. Ces débats ont contribué à faire le lien entre la conception de l'espace public et de nouveaux contextes sociétaux et - plus important pour nous - ont évoqué les notions de la légitimité et de la représentativité dans le contexte des réseaux de communication. Ces derniers débats nous ont particulièrement aidés à préciser les changements de la fonction du journal au cours de la révolution 1848.

Habermas lui-même parle très peu de l'Allemagne et pas du tout de la révolution de 1848, Negt et Kluge en parlent uniquement à la marge¹². En revanche, Habermas indique comme critères d'un espace public évolué l'existence d'une presse indépendante et des parlements. Or des parlements et

⁷ Jürgen Habermas: *Strukturwandel der Öffentlichkeit. Untersuchungen zu einer Kategorie der bürgerlichen Öffentlichkeit*, Luchterhand Verlag, Neuwied und Berlin, 1962.

⁸ Oskar Negt/Alexander Kluge: *Öffentlichkeit und Erfahrung. Zur Organisationsanalyse von bürgerlicher und proletarischer Öffentlichkeit*, Edition Suhrkamp, Frankfurt am Main, 1972.

⁹ Hans Medick: *Plebejische Kultur, plebejische Öffentlichkeit, plebejische Ökonomie. Über Erfahrungen und Verhaltensweisen Besitzarmer und Besitzloser in der Übergangsphase zum Kapitalismus*, in: Berdahl/ Lüdtké/ Medick /Reddy/ Rosaldo/ Sabeian/ Schindler/ Sider/ *Klassen und Kultur. Sozialantropologische Perspektiven in der Geschichtsschreibung*, Syndikat Verlag, Frankfurt am Main, 1982.

¹⁰ Jürgen Habermas : *L'espace public*, avec une préface inédite de l'auteur. traduction de Marc B. de Launey, Payot et Rivages, Paris, 1997.

¹¹ Voir notamment Craig Calhoun : *Habermas and the Public Sphere*, The MIT Press, Cambridge, Massachusetts and London, England, 1992, ou Nick Crosley and John Michael Roberts : *After Habermas, New Perspectives on the Public Sphere*, Blackwell Publishing, the Sociological Review, Oxford, 2004. Alain/Cottureau, Paul Ladrière : *Pouvoir et légitimité. Figures de l'espace public*, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 1992.

¹² Oskar Negt, Alexander Kluge, op.cit. pp 429-440, chapitre 15, „Friedrich Engels zu Parteipresse und Öffentlichkeit“.

une presse indépendante apparaissent pour la première fois en Allemagne au début de la révolution. De ce fait vient notre hypothèse selon laquelle les notions mentionnées de légitimité et de représentativité dans un contexte de communication sont transposables à la révolution de 1848 en Allemagne.

La recherche sur la presse et de la communication - le troisième axe - se répartit en trois champs d'études : des analyses de l'évolution de la presse en général, des travaux sur le journalisme et des études de journaux particuliers.

Les grandes anthologies de l'histoire de la presse et du journalisme s'intéressent à la presse de la révolution de 1848 d'une manière très inégale. Le livre de Kurt Koszyk¹³ sur la presse allemande du XIX^e siècle est le plus exhaustif, mais il date de l'année 1966. Dans les travaux beaucoup plus récents de Jürgen Wilke¹⁴ ou Rolf Stöber¹⁵ qui ont été publiés entre le début des années 1990 et 2010, la révolution de 1848 trouve une place, mais pas une place privilégiée ; elle est plutôt considérée comme une parenthèse entre *Vormärz* et *Empire*. La bibliographie de Martin Henkel et de Rolf Taubert¹⁶, éditée en 1986, sur la presse allemande entre 1848 et 1850 constitue une exception. Quant aux études sur le journalisme, anciennes ou récentes, elles étudient plutôt le journalisme du XVIII^e siècle ou l'évolution du métier de journaliste durant les siècles afin de mettre en évidence les différentes étapes. Cela est le cas de Dieter Baumert¹⁷, dont le travail - qui date de 1928 - nous sert de référence pour notre analyse du journalisme de la *Nouvelle gazette rhénane*. Mais cela est vrai aussi pour l'œuvre beaucoup plus récente de Jörg Requate¹⁸ sur le journalisme en tant que métier, éditée en 1995.

¹³ : Kurt Koszyk: *Deutsche Presse im 19. Jahrhundert. Geschichte der deutschen Presse Teil II*, Colloquium Verlag, Berlin, 1966.

¹⁴ Jürgen Wilke: *Grundzüge der Medien - und Kommunikationsgeschichte 2*, durchgesehene und ergänzte Auflage, Böhlau Verlag, Köln, Weimar, Wien, 2008.

¹⁵ Rolf Stöber: *Deutsche Pressegeschichte, Einführung, Systematik, Glossar*, UVK Medien, Konstanz, 2000.

¹⁶ Martin Henkel/ Rolf Taubert: *Die deutsche Presse 1848-1850. Eine Bibliographie*, K.G.Saur, München, London, New York, Oxford, Paris, 1986.

¹⁷ Dieter Paul Baumert: *Die Entstehung des deutschen Journalismus. Eine sozialgeschichtliche Studie*, Verlag Duncker und Humblot, München und Leipzig, 1928.

¹⁸ Jörg Requate: *Journalismus als Beruf: Entstehung und Entwicklung des Journalistenberufs im 19. Jahrhundert; Deutschland im internationalem Vergleich*, Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft 109, Vandenhoeck und Ruprecht, Göttingen, 1995.

En ce qui concerne les études d'une presse régionale ou les monographies d'un journal en particulier, les journaux de la révolution de 1848 sont beaucoup plus pris en compte, à l'instar du livre de Nobert Deuchert¹⁹, paru en 1983 sur le rôle de la presse en Bade pendant le *Vormärz* et la révolution de 1848. A la fin des années quatre-vingt dix sont parues un certain nombre de monographies sur de grands journaux de l'époque, comme sur la *Gazette générale d'Augsbourg* ou sur la *Gazette allemande*, qui précisent le paysage de la presse de l'époque sans forcément se limiter ou se concentrer sur la révolution de 1848.

Hormis le livre de Nobert Deuchert, déjà mentionné, ces études ne s'occupent pas particulièrement de la région dont le journal analysé est originaire. Cela est en revanche le cas des travaux de Ruth Esther Geiger²⁰, parus en 1973, sur les revues oppositionnelles de Berlin du XVIII^e siècle à la révolution de 1848, ou encore le travail de Sigrid Weigl²¹, publié en 1977 sur les tracts de la révolution de 1848 à Berlin.

En général, il est frappant de constater qu'il y a peu de littérature sur la presse de 1848 en tant que telle, or tous les auteurs décrivent l'émergence massive de la presse comme un des phénomènes qui a le plus marqué cette révolution.

Le mot «événement médiatique» (*Medienereignis*) tombe à plusieurs reprises²² dans la recherche actuelle, mais nous avons en vain cherché des études sur la presse de la révolution en tant que telle, aucune ne traite non plus l'émergence de la presse autrement que sur le plan quantitatif.

Le quatrième axe de notre recherche bibliographique est finalement constitué des études sur la *Nouvelle gazette rhénane* elle-même. Cette littérature a longtemps été une sorte d'apanage des chercheurs de RDA, pratiquement les seuls à s'intéresser véritablement à ce journal. Leur grand

¹⁹ Norbert Deuchert: *Vom Hambacher Fest zur badischen Revolution. Politische Presse und Anfänge deutscher Demokratie 1832/1848/49*, Konrad Theiss Verlag, Stuttgart, 1983.

²⁰ Ruth Esther Geiger: *Der Teufel soll die Wählerpresse holen. Zeitschriften oppositioneller Öffentlichkeit von den Jakobinern bis zur Berliner Märzrevolution 1848*, Dissertation zur Erlangung des Doktors der Philosophie der Universität Hamburg, Verlag Klaus Guhl, Hamburg, 1977.

²¹ Sigrid Weigl: *Flugschriftenliteratur 1848 in Berlin. Geschichte und Öffentlichkeit einer volkstümlichen Gattung*, Metzlerische Verlagsbuchhandlung, Stuttgart, 1979.

²² Voir : S.Gramp, K.Kirchmann, M.Sandl, R.Schlögl, E.Wiebel (Hg.): *Revolutionsmedien – Medienrevolutionen*, UVK Verlagsgesellschaft GmbH, Konstanz, 2008.

mérite est sans doute d'avoir fait une recherche de fond dans les archives et d'avoir réuni des documents, comme les lettres des rédacteurs²³, le prospectus et les statuts du journal²⁴ les numéros et suppléments manquants²⁵ – des documents qui seraient sans doute perdus ou inaccessibles aujourd'hui. Toutes ces études sont très détaillées et se basent sur de larges recherches d'archives.

A la suite de ces recherches sont parues un certain nombre d'études sur la *Nouvelle gazette rhénane* ; elles traitent pour la plus grande partie de la ligne politique de Marx et d'Engels²⁶. Un article de S.Z. Leviova²⁷ fait exception à la règle ; son article sur le travail rédactionnel de la *Nouvelle gazette rhénane* a comme sujet la vie quotidienne de la rédaction et donne des informations détaillées sur le réseau de correspondants, le travail de chaque rédacteur et les lettres des lecteurs. D'autres œuvres encore, toujours côté est-allemand, étudient d'une manière minutieuse des questions très spécifiques, comme la question du Schleswig²⁸ ou la révolution hongroise²⁹, vue par la *Nouvelle gazette rhénane*.

Cette recherche sur la *Nouvelle gazette rhénane* reste essentiellement factuelle ; il y a comme une hésitation à chercher derrière le journal une conception politique : la *Ligue des communistes* est étudiée d'un côté et la *Nouvelle gazette rhénane* de l'autre. Le journal est volontairement vu comme étant au service de la *Ligue des communistes*³⁰, mais sans préciser les rapports entre les deux. Pour cette raison, la question de savoir pourquoi avoir choisi un journal comme activité politique principale n'est discutée qu'à la marge. De même, le rôle du journal pendant la crise de septembre et

²³ Voir: Manfred Häcke., *Freiligraths Briefwechsel mit Marx und Engels*, Teil I, Einleitung und Text, Teil II, Anmerkungen, bearbeitet und eingeleitet von Manfred Häckel, 2, unveränderte Auflage, Akademie Verlag, Berlin, 1976.

²⁴ Karl Obermann : *Origines de la Neue Rheinische Zeitung*, in : *Le mouvement social*, octobre-décembre 1971, n°77, les Editions Ouvrières, Paris, 1971.

²⁵ Entre autre: Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED/ Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der KPDSU: *Der Bund der Kommunisten. Dokumente und Materialien, Band I, 1836-1849*, Dietz Verlag Berlin, 1970.

²⁶ Voir: Joachim Strey/Gerhard Winkler: *Marx und Engels 1848/49: Die Politik und Taktik der „Neuen Rheinischen Zeitung“ während der bürgerlich-demokratischen Revolution in Deutschland*, Dietz Verlag, Berlin, 1972.

²⁷ S.Z. Leviova: Die Redaktionsarbeit der „Neuen Rheinischen Zeitung“, in: *Jahrbuch für Geschichte* Band 8, Akademie Verlag, Berlin, 1973, pp.49-185.

²⁸ Sieglinde von Treskow: *Die Behandlung der Schleswig-Holstein-Frage in der „Neuen Rheinischen Zeitung“ 1848/49*, Phil..Diss., Berlin, 1989 .

²⁹ François Melis: *Die Rezeption der ungarischen Revolution von 1848/49 durch die „Neue Rheinische Zeitung“*. Die Artikel von Friedrich Engels über den Befreiungskampf in Ungarn im Frühjahr 1849, (Phil. Diss) Berlin, 1987.

³⁰ Voir: *Der Bund der Kommunisten, Dokumente*, op. cit. ou : Matin Hundt : *Bund der Kommunisten 1836-1852*, Akademie Verlag, Berlin, 1988.

la crise de novembre est étrangement éclipsé et le rôle actif pendant cette époque plutôt attribué à *l'association ouvrière de Cologne*³¹.

A de rares d'exceptions près, la recherche ouest-allemande ne s'est pas intéressée à la *Nouvelle gazette rhénane*. Si elle l'a fait, c'était souvent pour prendre immédiatement le contre-pied de la recherche est-allemande. De ce fait, le travail d'Hermann Kühn³² est une des rares études ouest-allemandes sur la *Nouvelle gazette rhénane* avant l'unification. Pour d'autres études, le journal est un sujet parmi d'autres. Ainsi, il entre dans l'œuvre de Dieter Dowe³³ qui discute l'histoire du journal dans le contexte de son sujet : l'histoire du mouvement ouvrier rhénan. A part cela, le journal apparaît dans les diverses biographies de Marx, mais surtout en tant que moyen d'expression de la ligne politique de Marx.

Après 1991, la recherche sur la *Nouvelle gazette rhénane* s'est considérablement ralentie tout autant que la recherche sur la révolution de 1848 qui a quand même connu un sursaut éphémère en 2008 (à l'occasion du 160^{ème} anniversaire de la révolution). Quelques auteurs ont continué le travail. Il s'agit surtout de François Melis qui a fourni encore après l'unification des travaux minutieux sur l'édition des exemplaires inconnus³⁴ ou des articles sur la fondation du journal³⁵ ou sur les imprimeurs de la *Nouvelle gazette rhénane*³⁶. Dans ses travaux plus récents, Melis se distingue d'autres chercheurs de RDA en insistant sur la conception du journal en tant que «organe de la démocratie» sans pour autant s'engager en ce qui concerne les rapports entre la *Nouvelle gazette*

³¹ Gerhard Becker : *Karl Marx und Friedrich Engels in Köln, 1848-1849. Zur Geschichte des Kölner Arbeitervereins*, Rüttgen und Loening. Berlin, 1963.

³² Hermann Kühn: *Karl Marx und die „Neue Rheinische Zeitung“ in ihrem Verhältnis zur demokratischen Bewegung der Revolutionsjahre 1848/49*, Inaugural-Dissertation zur Erlangung eines Doktors der Philosophie der Philosophischen Fakultät der Freien Universität Berlin, vorgelegt von Hermann Kühn aus Köln, Berlin, 1961.

³³ Dieter Dowe: *Aktion und Organisation. Arbeiterbewegung, sozialistische und kommunistische Bewegung in der preußischen Rheinprovinz 1820-1852*, Schriftenreihe des Forschungsinstituts der Friedrich-Ebert-Stiftung, Band 78, Verlag für Literatur und Zeitgeschehen, Hannover, 1970.

³⁴ François Melis: *Neue Rheinische Zeitung, Organ der Demokratie, Edition unbekannter Nummern, Flugblätter, Druckvarianten und Separatdrucke*, K.G. Saur München, 2000.

³⁵ François Melis: *Zur Gründungsgeschichte der Neuen Rheinischen Zeitung*, Mega-Studien, herausgegeben von der Internationalen Marx-Engels-Stiftung Amsterdam, 1998/1999, 1, pp. 3-63.

³⁶ François Melis: *Zusammenarbeit und Aufkündigung. Die beiden Drucker der Neuen Rheinischen Zeitung*, in: *Geschichte in Köln, Zeitschrift für Stadt und Regionalgeschichte*, August 1998 Nr.43, Janus Verlagsgesellschaft, Köln, 1998.

rhénane et la *Ligue des communistes*. Cet exemple démontre qu'il n'y a plus actuellement d'opinions communes aux chercheurs de l'ancienne RDA.

Problématique de notre étude

La grande majorité des études mentionnées ont en commun qu'elles s'occupent en première ligne des *articles* du journal, en priorité des articles de Marx et Engels, ainsi que de la ligne politique du journal, dont l'interprétation dépend du bord politique.

En revanche, la question de savoir quel est l'objectif exact de la fondation de la *Nouvelle gazette rhénane* et à quoi elle a effectivement servi, n'a pas été - à notre sens - discutée encore d'une manière détaillée. Le projet que nous proposons est d'étudier la fonction du journal comme outil d'intervention.

Les objectifs politiques que Marx et son groupe voulaient imposer pendant la révolution de 1848 ont été certes déjà beaucoup étudiés. Pour notre part, les questions auxquelles nous nous proposons de répondre sont les suivantes : par quels moyens voulaient-ils faire avancer leurs idées ? Pourquoi avoir choisi justement un journal ? Pourquoi avoir passé la plus grande partie de la révolution à organiser un journal et à écrire des articles ? Quel rôle a joué ce journal pour que les rédacteurs de la *Nouvelle gazette rhénane* aient considéré leur travail non comme un apport théorique, mais explicitement comme une pratique politique ? L'apport nouveau que nous voudrions attribuer à la recherche sur la *Nouvelle gazette rhénane* consiste notamment à jeter un nouveau regard sur l'articulation entre la ligne politique générale du *manifeste communiste*, la pratique journalistique du journal et le public qu'il cible.

Ces questionnements nécessitent un large angle de vue. Il convient de ne pas s'occuper *uniquement* du contenu des articles et de ne pas considérer le journal *uniquement* dans la perspective de la biographie ou de la ligne politique de Marx et Engels. Une analyse de la fonction de

la *Nouvelle gazette rhénane* devrait renvoyer à la fois à sa conception, à sa réalisation et à son rayonnement. Elle devrait traiter la ligne politique et idéologique, mais également traiter le journal en tant que produit journalistique. Elle devrait inclure les conditions politiques et sociales de l'Allemagne au milieu du XIX^e siècle, comme les origines du journal même.

Outils de recherche

En conséquence, cette étude nécessite une approche synthétique, capable d'intégrer des aspects des sciences diverses : de l'Histoire, comme de l'histoire de la communication, de la sociologie comme de la philosophie politique.

L'outil qui nous semble le plus à même pour remplir ces conditions est la conception de «l'espace public» telle qu'elle a été développée par Jürgen Habermas³⁷ dans sa thèse de l'année 1961 sur «l'espace public bourgeois». Cette conception est synthétique, car «*l'espace public est tout à la fois le lieu de légitimation du politique, le fondement de la communauté démocratique et une scène d'apparition du politique*»³⁸. L'hypothèse qui consiste à comprendre la naissance des réseaux de communication en-dehors du pouvoir en place comme un élément indispensable pour l'existence de la démocratie nous paraît particulièrement adaptée pour discerner la place d'un journal dans le contexte d'une révolution qui cherche justement à aboutir à la démocratie.

Nous intégrons également dans notre démarche certaines critiques de la conception de Habermas, des critiques qu'il a lui-même acceptées et intégrées entre-temps, tout en renonçant à un renouvellement de son livre ; tâche qui lui paraissait trop vaste³⁹. De ces critiques nous retenons avant tout la mise en question d'un seul espace public (bourgeois) et l'affirmation de l'existence d'autres espaces publics, liés à d'autres classes, répondant à d'autres critères que ceux de l'espace

³⁷ Jürgen Habermas, op. cit.: *Strukturwandel der Öffentlichkeit*.

³⁸ Eric Dacheux (responsable de la collection) : *L'Espace public*, Les essentiels d'Hermès, (introduction), CNRS Editions, Paris, 2008, p.19.

³⁹ Voir particulièrement George Eley: *Nations, Publics, and Political Cultures* » in: Craig Calhoun: *Habermas and the Public Sphere*, op. cit., Nancy Frazer: *Rethinking the Public Sphere: A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy*, in: Craig Calhoun, *Habermas and the Public Sphere*, op. cit., Nick Crosley and John Michael Roberts: *After Habermas: New Perspectives on the Public Sphere*, Blackwell Publishing/ the Sociological Review, Oxford, 2004.

public bourgeois. Il s'agit d'abord de l'évocation d'un *espace public plébéien*, ensuite la conception d'un *espace public prolétarien*, incarnant un «contre-projet», comme l'ont développé Oskar Negt et Alexander Kluge⁴⁰, L'idée que les confrontations entre les camps politiques et des milieux sociaux différents s'expriment aussi dans le domaine de la communication, que des espaces publics différents peuvent se comporter de manière hostile l'un envers l'autre me semble présenter un éclairage indispensable pour l'époque de cette révolution, où le combat pour le pouvoir se joue aussi sur la scène médiatique.

La conception de Negt, de Kluge et d'autres auteurs nous permet en même temps d'examiner la question des espaces publics des classes inférieures ou de la classe ouvrière. Nous partons de l'hypothèse qu'il existe au début de la révolution les premiers germes d'un espace public prolétarien (formes de protestation plutôt organisées, comme la fondation des associations, des congrès, des journaux) qui porte encore beaucoup de traits d'un espace public plébéien⁴¹ (tumultes spontanés, plus ou moins violents et non organisés, verbaux et non écrits, mixité des sexes). Toujours selon notre hypothèse, il s'agirait d'un espace public en transition entre un espace public plébéien et prolétarien. L'histoire de cette transition influencerait ensuite également l'histoire de la *Nouvelle gazette rhénane* dans la mesure où les éléments caractéristiques de l'espace public prolétarien se renforcent pendant la révolution.

Le choix de la conception de l'espace public comme outil de recherche nous amène à la difficulté tangible d'aborder quasiment à la fois l'outil de recherche et la problématique. L'outil de l'espace public n'est pas seulement indispensable pour répondre à des questions que nous posons, mais encore pour poser ces questions – donc pour développer notre problématique. Quand nous affirmons que notre intention est d'étudier la fonction du journal, cela n'aurait, à notre avis, aucun sens, si nous ne considérons pas *a priori* déjà le contexte «communicationnel» d'un journal comme un facteur important. Et c'est justement la conception de l'espace public qui nous permet de prendre ce facteur en considération.

⁴⁰ Oskar Negt, Alexander Kluge: *Öffentlichkeit und Erfahrung*, op. cit.

⁴¹ Sur le sujet de l'espace public plébéien :

Hans Medick: *Plebejische Kultur, plebejische Öffentlichkeit, plebejische Ökonomie. Über Erfahrungen und Verhaltensweisen Besitzarmer und Besitzloser in der Übergangsphase zum Kapitalismus*, op. cit.

Questionnements et hypothèses

Venons en maintenant à l'histoire même de la *Nouvelle gazette rhénane*. Notre premier questionnement sur la *Nouvelle gazette rhénane* est de savoir d'où vient cette revendication de vouloir peser sur le cours des événements de la part d'une poignée d'exilés, qui ont passé plusieurs années à l'étranger et qui se «parachutent» deux mois après l'éclatement de la révolution dans leur pays sans une véritable influence visible et palpable. Comment pouvaient-ils penser réussir à l'aide d'un journal ? Car visiblement, c'est ce journal qui se trouve au centre des activités du «groupe Marx», après son arrivée en Allemagne en avril 1848.

Le deuxième questionnement est celui du public visé par le journal. Quelle place le journal prend-il dans la conception de Marx ? A première vue, la réponse ressemble à une sorte de paradoxe : quelques mois avant la révolution, Marx désigne dans son programme, le *manifeste communiste*, le prolétariat comme le sujet révolutionnaire, mais le journal est sous-titré «organe de la démocratie» et pas du tout «organe du prolétariat» ou «organe communiste»⁴². Le mouvement démocrate de l'époque est formé sociologiquement de la petite-bourgeoisie, de la bourgeoisie cultivée notamment. Quand on regarde le style du journal: son langage, ses allusions littéraires et historiques, les métaphores utilisées, on ne peut que confirmer cela, du moins dans une première phase - jusqu'à la fin de l'année 1848 -, le journal s'adresse effectivement sans ambiguïté à ce milieu de la démocratie radicale, très cultivé. Impossible pour le prolétariat de comprendre une grande partie des articles.

Pour certains auteurs (Oscar Hammon⁴³ ou Wolfgang Schieder⁴⁴) ce paradoxe s'explique par l'incohérence de Marx ; en effet, ses vraies intentions pendant la révolution n'auraient pas été la libération du prolétariat. D'autres voient une explication dans sa conception de la démocratie⁴⁵.

⁴² Theo Stammen/Alexander Classen (Hg): Karl Marx, *Das Manifest der kommunistischen Partei*, W.Fink UTB, 2009. ou : MEW 4 Dietz Verlag Berlin 1977, pp.461-493.

⁴³ Oscar Hammen: *Die Roten 48er*, Akademische Verlagsgesellschaft, Athenaion, Frankfurt am Main 1972.

⁴⁴ Wolfgang Schieder, *Karl Marx als Politiker*, Piper Verlag, München, 1991.

⁴⁵ Par exemple : Fernando Claudin : *Marx; Engels et la révolution de 1848*, François Maspéro, Paris, 1980.

Sans vouloir *a priori* remettre en cause l'une ou l'autre de ces explications, nous nous posons la question de savoir si elles donnent une explication de (ce qui nous semble) l'aspect essentiel, le lien entre la volonté d'influencer le mouvement démocrate et le moyen choisi à cette fin, un journal.

Notre hypothèse est la suivante : c'est justement parce que Marx reconnaît l'importance de l'espace public comme facteur politique au printemps 1848 qu'il compte s'appuyer sur lui et qu'il fonde la *Nouvelle gazette rhénane*. Le terme «espace public» en tant que tel n'est évidemment pas utilisé ni par lui, ni par ses collaborateurs, mais lorsque Marx dit que «*le régime parlementaire vit de la discussion, comment pourrait-il interdire la discussion*»⁴⁶ ou qu'Engels appelle directement au «*forum de l'espace public*»⁴⁷, ils ont à notre avis parfaitement compris l'importance des débats publics, accessibles à tous.

L'exigence des fondateurs du journal de créer un journal qui soit à tout prix un «grand journal», un journal «national» reflète bien à notre avis la prise en compte d'une grande faiblesse du nouvel espace public en Allemagne, son éclatement et son incapacité à proposer une action politique centralisée.

Dès le départ, il ne surgit pas un seul espace public bourgeois en Allemagne - à cause de l'absence d'un Etat national -, mais logiquement une multitude d'espaces, selon la configuration de la *Confédération germanique*. Or, il n'est pas question de fonder un journal local ou régional. Il semble impératif de pouvoir joindre les lecteurs dans tous les Etats d'Allemagne. Cette possibilité servirait, - toujours selon notre hypothèse - à renforcer toute tendance centralisatrice de ces forces qui seraient capables de faire avancer la révolution.

C'est cette prise de conscience de l'importance, mais aussi des faiblesses de l'espace public en Allemagne, dont nous devrions trouver la trace dans la *Nouvelle gazette rhénane*.

Selon notre hypothèse la définition du public est une clé pour la définition du projet de la *Nouvelle gazette rhénane* en général. Jusqu'à aujourd'hui le journal a été soit considéré comme associé à la

⁴⁶ Karl Marx: *Der achzehnte Brumaire des Louis Bonaparte*, Suhrkamp Verlag, Frankfurt am Main, 2007,p.60, „*Das parlamentarische System lebt von der Diskussion, wie soll es die Diskussion verbieten?*”.

⁴⁷Karl Marx,Friedrich Engels, *Pressefreiheit und Zensur*, Europäische Verlagsanstalt Frankfurt, Europa Verlag Wien, Frankfurt am Main, 1969, S. 177, „*das Forum der Öffentlichkeit*”.

*Ligue des communistes*⁴⁸ ou au contraire comme un projet à part⁴⁹, sans lien évident avec cette organisation. En utilisant l'approche de «l'espace public» nous voudrions en revanche apporter un éclairage sur le paradoxe mentionné plus haut, proposer un nouveau regard sur la conception du journal et définir autrement le rapport entre la *Ligue des communistes* et la *Nouvelle gazette rhénane*.

Le corpus

Le corpus de notre analyse est le journal même, avec ses 301 numéros, mais aussi les suppléments ou les deuxièmes numéros de la journée, souvent distribués comme affiches et comme tracts. Outre les articles, nous prenons en compte également les annonces rédactionnelles, ainsi que la partie qui n'est pas formulée par la rédaction, la partie «sous le trait» (*unter dem Strich*), c'est-à-dire les lettres de lecteurs, les petites annonces et les annonces de publicité. En plus de la ligne politique du journal, c'est également son fonctionnement, son travail rédactionnel, son public et son tirage qui nous intéressent.

Nous nous appuyons sur la reproduction de l'édition Detlev Auermann à Glashütten de l'année 1973 en deux tomes (premier tome n° 1-183/ deuxième tome : n°184-301)⁵⁰. Cette reproduction se base sur l'exemplaire de rédaction qui se trouve à l'Institut International de l'Histoire sociale à Amsterdam. Elle a été complétée par les suppléments et les numéros inédits, trouvés dans d'autres bibliothèques. Nous nous servons également du travail de François Melis⁵¹ qui a établi des éditions des numéros inconnus, des tracts et des variantes d'impression.

Le plan

Ce travail comprend trois grandes parties. Dans un premier volet, nous étudions l'émergence des espaces publics en Allemagne et leur état au moment de la révolution. Nous expliquons par la suite le

⁴⁸ Martin Hundt: *Geschichte des Bundes der Kommunisten 1836-1852'*, Philosophie und Geschichte der Wissenschaften, Studien und Quellen, Bd.3, Frankfurt am Main, 1993, (Anmerkung 11), p.550.

⁴⁹ François Melis: *Zur Gründungsgeschichte der Neuen Rheinischen Zeitung*, op. cit. 1998/1999, 1, pp. 3-63

⁵⁰ Collection personnelle.

⁵¹ Id., op. cit.

lien entre la conception du journal pensée et voulue par ses fondateurs, et l'état des espaces publics pour finir avec la genèse du journal dans son contexte historique. La mise en œuvre de cette conception, son fonctionnement, constituent un deuxième volet. La troisième partie est dédiée aux adaptations du journal aux évolutions et aux modifications de l'espace public.

Etant donné que la conception de la *Nouvelle gazette rhénane* se base sur l'espace public qui existe au début de la révolution, il nous paraît nécessaire de donner d'abord un aperçu de l'émergence d'un espace public en Allemagne et de son évolution pendant la révolution avant d'étudier le journal même. Le journal dépend bien de ce contexte concret de l'évolution de la communication. Il nous paraît de même indispensable d'examiner la question de l'évolution de la classe ouvrière en Allemagne à la même époque, car la *Nouvelle gazette rhénane* s'y réfère. Cette question nécessite une définition de ce que sont à l'époque la classe ouvrière ainsi qu'un espace public plébéen ou prolétarien possible. Cette problématique influe non seulement sur la conception et la stratégie du journal, mais renseigne également sur l'état de l'espace public (ou des espaces publics) pendant la révolution.

Une des difficultés consiste pour nous dans le fait que l'étude de Habermas n'analyse pas directement le problème des révolutions diverses. Il ne traite la révolution de 1789 en France qu'à la marge et ne parle pas du tout de la révolution de 1848. Or certaines évolutions en Allemagne (à partir de l'été 1848) consistent en une division des acteurs de la révolution de mars, une division qui comprend également une rupture sociale. Ces évolutions sont difficilement saisissables uniquement par la conception d'un seul espace public bourgeois, tel que Habermas⁵² l'envisage.

Ce qui est important pour notre analyse de la genèse de la *Nouvelle gazette rhénane* est qu'un espace public autre que bourgeois naît avec le début de la révolution; il n'existe pas avant. Il y a déjà quelques associations, mais elles ne correspondent pas encore à un critère essentiel de l'espace public : son fonctionnement en forme de réseau. Ce fonctionnement en forme de réseau existe en revanche à l'étranger - en France, en Suisse ou en Angleterre - où des compagnons artisans allemands, fiers de s'appeler « ouvrier » s'organisent et réfléchissent à un nouveau modèle de

52 Ces évolutions de rupture se voient bien dans le livre de Jacques Droz, *Les révolutions allemandes de 1848*, op. cit.

société. Avant la révolution, ces compagnons à l'étranger forment à notre avis l'avant-garde du mouvement ouvrier allemand. Et c'est en France que Marx découvre pour la première fois véritablement ces précurseurs du mouvement ouvrier allemand. Retracer le cheminement de ses premières organisations ouvrières⁵³ constitue pour nous - après l'évocation des circonstances géopolitiques et sociales - le «troisième pied» des racines d'un projet politique, dont la *Nouvelle gazette rhénane* fait partie.

Cette démarche – expliquer le contexte d'abord – est un détour nécessaire pour mettre en évidence plusieurs facettes de la genèse et de la conception du journal.

Cette conception initiale est remise en question par l'échec du projet de la *Ligue des communistes*. Des facteurs comme le manque évident de temps, une discussion trop hâtive, mal comprise par certains, une situation d'urgence constante, des conditions sociales et politiques différentes dans chaque Etat particulier, qui mettent en difficulté toute discussion consensuelle, ne permettent pas la réalisation d'un projet de centralisation nationale avec aussi peu de moyens. Cet échec reflète également un manque d'accord ou simplement un manque de discussion sur la situation immédiate. De toute évidence, la stratégie de la prise d'influence sur la révolution a perdu un de ses deux piliers. La question est maintenant de savoir si cet échec se reflète sur la mise en œuvre du journal.

Cette mise en œuvre, les réactions et adaptations aux événements de la révolution sont les aspects du deuxième volet de notre travail. Nous voudrions démontrer dans cette deuxième partie que tous les aspects de la pratique de la *Nouvelle gazette rhénane*, - contacts, réseau de correspondants, choix des rédacteurs, forme du journalisme et articles - visent non seulement à s'enraciner dans l'espace public bourgeois, mais de plus à y occuper une place d'excellence. Nous

⁵³ Jacques Grandjonc: *Ideologische Auseinandersetzungen im Bund der Gerechten*, in : *Die frühsozialistischen Bünde in der Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung, Ein Tagungsbericht*, Colloquium Verlag Berlin, 1975/

Jürgen Kocka: *Arbeitsverhältnisse und Arbeiterexistenzen. Grundlagen der Klassenbildung im 19. Jahrhundert*, Verlag J.H.W, Dietz Nachf. Bonn, 1990.

Wolfgang Schieder: *Anfänge der deutschen Arbeiterbewegung. Die Auslandsvereine im Jahrzehnt nach der Julirevolution von 1830*, Ernst Klett Verlag, Stuttgart, 1963.

Michael Vester: *Die Entstehung des Proletariats als Lernprozeß. Die Entstehung antikapitalistischer Theorie und Praxis in England 1792-1848*, 2. unveränderte Auflage 1972, Europäische Verlagsanstalt, Frankfurt am Main, (1. Auflage 1970).

voudrions démontrer dans notre troisième partie que cette donne se modifie par la suite à cause des modifications dans l'espace public bourgeois même. Comment évolue la *Nouvelle gazette rhénane* dans cet espace public modifié ?

Le problème est ici de définir la place de la *Nouvelle gazette rhénane* dans la contestation de la politique des parlements. Nous reviendrons ici à la notion de la légitimité et sur la manière dont la *Nouvelle gazette rhénane* l'utilise, à partir de l'été 1848, pendant la crise de septembre jusqu'à la fin du journal. Selon notre hypothèse, il s'agit d'une notion centrale dans l'argumentation de la *Nouvelle gazette rhénane*. Il convient alors d'analyser les moyens que le journal met en place pour la défense de la révolution.

La revendication d'une légitimité (révolutionnaire) reste primordiale pour la *Nouvelle gazette rhénane* jusqu'au 19 mai 1849, jour de la parution du dernier numéro, imprimé totalement en rouge. Cette revendication apparaît dans le poème d'adieu de Freiligrath qui prévoit que ce sera au peuple de proclamer le dernier «*coupable*»⁵⁴.

Dans les années suivant la révolution, Karl Marx, Friedrich Engels et les autres rédacteurs se sont très peu expliqués sur leur travail à la *Nouvelle gazette rhénane*.⁵⁵ Apparemment, ils n'en ont pas vu la nécessité, bien qu'il s'agisse d'une phase décisive de leur vie et de leur évolution politique. L'importance du journal leur semblait sans doute être une évidence. Pour cette raison, les questionnements sur la *Nouvelle gazette rhénane* sont restés la tâche des générations ultérieures. En proposant notre approche, nous voudrions participer à préciser son rôle.

⁵⁴ NGR, n°301 du 19 mai 1849.

⁵⁵ Engels Friedrich: *Marx und die «Neue Rheinische Zeitung » 1848-1849*, in: *Der Sozialdemokrat*, Nr.11 vom 13.März 1884, cité dans: Hg. Wolfgang Abendroth, Ossip K. Flechtheim, Iring Fetscher: *Karl Marx/ Friedrich Engels, Pressefreiheit und Zensur*, op. cit.

I-L'ESPACE PUBLIC ALLEMAND ET LES PREMICES DE LA NOUVELLE GAZETTE RHENANE

I-1 La notion d'espace public

I-1-1 Habermas et l'espace public

Un des outils principaux de notre étude est emprunté au travail de Jürgen Habermas sur «l'espace public bourgeois» de 1961⁵⁶. Nous en donnerons une esquisse et étudierons par la suite quels éléments nous retenons et dans quelle mesure sa conception de l'espace public bourgeois peut avoir une utilité pour notre sujet.

Selon Habermas, l'espace public bourgeois est «*la sphère des personnes privées, réunies en tant que public*»⁵⁷. Ce public s'organise sous forme de réseaux sur la base de l'égalité, du volontariat et de la publicité pour débattre de manière rationnelle. Il est indépendant de la Cour ou des autorités de l'Etat. Dans ces réseaux de communication, qui prennent des formes différentes selon les époques et les pays, des citoyens libres, cultivés et responsables, raisonnent sur ce qui est censé être de l'intérêt public.

Ce public revendique dans un deuxième temps que le domaine de l'échange commercial et du travail soit réglé selon ses exigences. En revanche, l'objectif n'est pas directement la prise de pouvoir, mais une influence sur la forme et les conditions de régence.

«Les bourgeois sont des personnes privées ; en tant que telles, ils ne «règnent» pas. Leurs exigences face au pouvoir public ne se dirigent donc pas contre la concentration d'un pouvoir qui devrait être «partagé» ; ils se soustraient plutôt au principe de la domination existante.»⁵⁸

⁵⁶ Jürgen Habermas : *Strukturwandel der Öffentlichkeit. Untersuchungen zu einer Kategorie der bürgerlichen Gesellschaft*, Luchterhand, Neuwied am Rhein/Berlin, erste Auflage 1962.

⁵⁷ Ibid., p.4: „Bürgerliche Öffentlichkeit läßt sich vorerst als Sphäre der zum Publikum versammelten Privatleute begreifen.“

⁵⁸ Ibid.: p.43: „Die Bürgerlichen sind Privatleute; als solche „herrschen“ sie nicht. Ihre Machtansprüche gegen die öffentliche Gewalt richten sich darum nicht gegen die Zusammenballung von Herrschaft, die „geteilt“ werden müßte; sie unterlaufen vielmehr das Prinzip der bestehenden Herrschaft.“ (Traduction GM) La traduction française: L'espace public,

En d'autres termes, la revendication de pouvoir s'exprime surtout par la revendication d'une domination sociale, et ne concerne qu'indirectement les formes de pouvoir politique.

La théorie que Habermas développe sur l'espace public dans sa thèse de 1961 date la création d'un espace public bourgeois à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle et le localise au sein des sociétés occidentales européennes. Son modèle est en premier lieu l'Angleterre⁵⁹, ensuite les «variantes continentales» ; d'abord la France et dans une dimension moindre l'Allemagne. Ce choix se justifie par l'avance de la société bourgeoise anglaise et par le fait que l'Angleterre est déjà un pays centralisé. Dès 1688⁶⁰, il y a identité entre la dominance socio-économique et le pouvoir politique⁶¹. Sur le continent, c'est la France qui ressemble le plus au modèle anglais, moins dans son développement économique que dans son fonctionnement politique. La Révolution de 1789 a propulsé la bourgeoisie au pouvoir dans un espace géographique unifié et a permis l'émergence des institutions du public, comme les clubs, les parlements et la presse quotidienne politique⁶². Ces «institutions de l'opinion publique» surgissent en France subitement. En Angleterre, elles ont mis un siècle à s'installer et elles s'y révèlent cependant être plus durables. L'Allemagne se trouve loin derrière ces deux exemples.

L'émergence de cet espace se déroule dans le cadre de la montée en puissance de la classe bourgeoise. Dans ce fait réside sa particularité, qui le distingue des autres formes d'espace public

Payot et Rivages, Paris 2010; traduction de Marc B. de Launay) traduit ce passage comme suit : « *Les bourgeois sont des personnes privées, et, en tant que tels, ils «n'exercent» aucun pouvoir. Leurs exigences face au pouvoir ne sont donc pas dirigées contre la concentration d'une autorité politique qui devrait être «répartie» ; ils s'attaquent au contraire au principe que défend le pouvoir établi* ». Cette dernière partie de la phrase représente à notre avis un contre-sens par rapport à l'original. Le mot «unterlaufen» signifie à notre sens «se soustraire» ou «contourner», «s'opposer en évitant la confrontation». Afin d'éviter des malentendus, nous avons préféré traduire nous-mêmes les passages de Habermas que nous citons par la suite.

Cette traduction française privilégie d'ailleurs l'expression «sphère publique» pour le mot allemand «Öffentlichkeit», ce qui est selon notre opinion une traduction plus adaptée que «espace public». Néanmoins cette traduction de «Öffentlichkeit» ne s'est apparemment pas imposée dans l'espace francophone. Pour cette raison, nous gardons le terme «espace public» et cela d'autant plus que dans le titre du livre le terme « espace public» a été maintenu.

⁵⁹ Habermas consacre un chapitre entier au «modèle de l'évolution anglaise», pp.76-87 qui est suivi des «variantes continentales», pp.87-94.

⁶⁰ 1688 : date de la «révolution glorieuse» d'Angleterre. Elle mène au renversement du roi Jacques II et à la montée au trône de Guillaume, prince d'Orange, époux de la princesse Marie II d'Angleterre. Guillaume III accorde des droits importants au parlement en contrepartie de la couronne d'Angleterre. Il signe également la «Déclaration des Droits» (Bill of Rights). Les conséquences de ces nouveaux droits sont un essor de la presse, la fondation de la première banque nationale (la banque d'Angleterre) en 1694 et le développement du commerce.

⁶¹ Ibid p. 82.

⁶² Ibid. p.90.

dans l'histoire, par exemple de l'espace public féodal. Il s'agit d'un espace public qui accompagne la création des Etats modernes avec ses formes de démocratie représentative.

Une condition préalable à l'émergence de l'espace public bourgeois est la séparation nette entre les sphères du privé et les sphères du public. La sphère publique est celle de l'Etat et des autorités, là où la sphère privée se compose de la sphère de la production et de la distribution des marchandises d'un côté et de la sphère intime de la famille d'un autre côté, comme havre de la reproduction personnelle et de l'harmonie⁶³. La sphère intime se nourrit d'un idéal qui veut que la famille soit basée sur l'union volontaire du couple, qu'elle soit le lieu de l'instruction et que le couple constitue une communauté d'amour. Ces trois critères composent l'idéal d'un humanisme tout court⁶⁴. L'autonomie de la famille correspond à l'autonomie dans la production des marchandises. Le propriétaire est libre, dans la mesure où il s'émancipe des directives de l'Etat et qu'il n'obéit qu'aux règles du marché. Habermas souligne que cet idéal se heurte évidemment à des réalités différentes, bien qu'ils connaissent certaines concrétisations⁶⁵.

Les protagonistes de l'espace public bourgeois gardent néanmoins l'ambivalence d'être «bourgeois et homme» à la fois. Dans l'optique du public, les deux caractéristiques se superposent pour former un seul espace public. Le bourgeois devient dans sa typologie idéale le citoyen par excellence et le représentant de l'humanité simultanément⁶⁶.

Cet idéal ne tient pas compte de certaines dépendances, des contraintes et des exclusions, comme le reconnaît Habermas lui-même, notamment la dépendance des femmes et des enfants dans le type de la famille patriciale, et les exclusions des femmes et des couches sociales inférieures de l'espace public (leur exclusion des cafés en Angleterre, en Allemagne leur exclusion des sociétés de lecture et des bibliothèques de prêt).

Le principe que l'espace public bourgeois soit accessible à tous, reste également une abstraction. «Tous» signifie concrètement tous ceux qui ont accès à l'éducation et qui peuvent payer des prix

⁶³ Ibid.p. 45: „Die für unseren Zusammenhang fundamentale Trennungslinie zwischen Staat und Gesellschaft scheidet die öffentliche Sphäre vom privatem Bereich“.

⁶⁴ Ibid. p.64.

⁶⁵ Ibid. p.65.

⁶⁶ Ibid. pp. 4 : „ Die entfaltete bürgerliche Öffentlichkeit beruht auf einer fiktiven Identität der zum Publikum versammelten Privatleute in ihren beiden Rollen als Eigentümer und als Menschen schlechthin.“

d'entrée au théâtre, à l'opéra, etc. Mais ce qui importe ici, ce n'est pas la réalité sociale, mais le principe. Tous *pourraient* avoir accès aux institutions de l'espace public.

« Là où le public s'établit comme institution et groupe stable de discutants, il ne s'identifie pas avec le public, mais revendique tout au plus de se présenter comme son porte-parole, peut-être même son éducateur, de parler en son nom, de le représenter - la nouvelle forme de la représentation bourgeoise. »⁶⁷

Le point de départ de l'espace public bourgeois est la culture, mais la façon de raisonner sur la culture prend à un moment donné une dimension politique. C'est maintenant la bourgeoisie, qui a accès à toutes les manifestations de la culture et de l'éducation, ce ne sont plus des domaines réservés à la Cour. Le public éduqué et cultivé devient un facteur décisif. Les liens étroits avec les écrivains et artistes lui donnent la possibilité de critiquer et de commenter. Cette capacité de critique est transférée ensuite sur la politique. C'est à partir de son raisonnement, acquis dans le cadre d'un «espace public littéraire», que le public acquiert un potentiel de pouvoir.

Le modèle d'un public autonome fait référence à Kant et à son modèle d'un public qui raisonne et «s'auto-éduque»⁶⁸. Pour Kant, le citoyen idéal est l'érudit. Son principe d'un public, comme élément autonome et progressiste, détermine également sa conception du droit et affirme ainsi l'existence des sphères indépendantes de l'autorité de l'Etat.

Mais contrairement à Kant, qui dessine les contours d'une société intemporelle, Habermas montre un citoyen idéal qui est issu de la bourgeoisie à l'époque de son combat pour sa liberté et son indépendance. L'espace public devient ainsi une catégorie historique, avec un cadre historique défini.

⁶⁷ Ibid.p.53 : „*Wo sich das Publikum institutionell als feste Gruppe etabliert, setzt es sich nicht mit dem Publikum gleich, sondern beansprucht allenfalls, als sein Sprecher, vielleicht gar als sein Erzieher, in seinem Namen aufzutreten – die neue Gestalt der bürgerlichen Repräsentation*“.(Traduction GM)

⁶⁸ Voir sur ce sujet: Peter Uwe Hohendahl: *Die Entstehung der modernen Öffentlichkeit im Zusammenhang mit der Entstehung des modernen Publikums*, in: Peter Uwe Hohendahl: *Öffentlichkeit. Geschichte eines kritischen Begriffs*, Verlag J.B. Metzler, Stuttgart/Weimar 2000, pp. 8-37 et Ho-Won Joung: *Volkssouveränität, Repräsentation und Republik. Eine Studie zur politischen Philosophie Immanuel Kants*, Königshausen&Neumann, Würzburg 2006. Joung se réfère surtout aux textes suivants de Kant: Immanuel Kant. *Werkausgabe in 12 Bänden*(WA), herausgegeben von W. Weischedel, Suhrkamp Insel, Frankfurt am Main 1991 (erste Ausgabe 1978) et *Akademieausgabe in 29 Bänden*, Walter de Gruyter, Berlin, New York 1978 (AA) : *Die Metaphysik der Sitten*,(WA) Band 8 / *Streit der Fakultäten*, (WA) Band 11/ *Kritik der reinen Vernunft*, (WA) Band 4 / *Über den Gemeinspruch: Das mag in der Theorie richtig sein, taugt aber nicht für die Praxis*, (WA) Band 11/ *Kritik der praktischen Vernunft*, (WA) Band 7 / *Zum ewigen Frieden*, (WA) Band 11/ *Beantwortung der Frage: was ist Aufklärung?* (WA), Band 11 / *Reflexionen* (AA) Band 19.

A la différence de Kant, qui prône une sorte d'imbrication idéale et harmonieuse entre espace public et sphère de l'Etat, Habermas démontre comment l'espace public devient un outil de pouvoir d'une classe, qui est en train de s'imposer comme classe dominante. Les «hommes privés» ne revendiquent pas le pouvoir, mais imposent, à partir de leur espace public leurs normes de production et d'échange de marchandises, comme leurs normes de vertu, de comportement, de mode et de modèle familial.

Les citoyens qui raisonnent sur les intérêts de la communauté demandent dans un premier temps l'accessibilité et la publicité des informations et débats. La publicité est indispensable pour le raisonnement responsable. Dans un deuxième temps ils revendiquent la participation aux décisions. Par ce biais ils mettent non seulement en doute le monopole d'information de l'Etat, mais aussi le monopole de juger les implications de ces informations. Ainsi ils se mettent sur un pied d'égalité avec les autorités. La publicité des informations, surtout la publicité des décisions, implique la transparence des structures politiques, donc la possibilité de contrôle. En révélant le fonctionnement du pouvoir, la revendication de publicité peut directement ou indirectement mettre en doute la légitimité des autorités. La transition entre un espace public littéraire et un espace public politique se fait par les «outils de l'opinion publique», à savoir un journalisme critique et indépendant, les clubs politiques et les parlements⁶⁹.

Selon Habermas, l'espace public bourgeois se développe et s'agrandit dans un milieu urbain. Ce milieu est en train de changer ses habitudes de lecture. Au lieu de lire et de relire constamment les mêmes œuvres, le nouveau lectorat demande de plus en plus de nouvelles lectures, favorisant ainsi l'essor de l'édition et de la presse périodique. Les cafés sont à la fois des lieux de rencontre - où on lit la presse - et de discussion. (Ce phénomène se déroule surtout en Angleterre.) Les changements dans les habitudes de lecture jouent un rôle prépondérant en Allemagne. Des formes précoces de vie associative se développent grâce aux nouvelles habitudes de lecture : des sociétés de lecture et les bibliothèques de prêt. Ce sont les premiers germes et premiers outils d'un espace public bourgeois en Allemagne.

⁶⁹ Jürgen Habermas : *Strukturwandel...*, op.cit. p.90.

Habermas reconnaît que ces nouvelles formes de vie sociale excluent certaines catégories de la population, comme les femmes et les couches sociales inférieures. Il souligne que l'éducation, comme la lecture devient un trait constitutif de classe, et cela particulièrement en Allemagne où la bourgeoisie se constitue plus tardivement et plus difficilement qu'en Angleterre ou en France. Elle a besoin plus qu'ailleurs de se distinguer et de se singulariser des autres classes sociales et d'imposer ses propres modèles⁷⁰. Néanmoins, sous l'apparence de la réunion des citoyens libres, la création d'un espace public bourgeois, élaborait des normes universelles d'une société future, basée sur l'égalité politique et les valeurs du mérite. Les germes d'un espace public en Allemagne - les sociétés de lecture et les bibliothèques de prêt «expérimentent» ces nouvelles normes d'égalité politique et de mérite comme normes d'une société future.

Dans ses travaux postérieurs Habermas conditionne la réalisation de la démocratie, à un espace de communication libre⁷¹. Il souligne encore le caractère normatif et constitutif de l'espace public. La notion de l'espace public est en revanche beaucoup plus que dans sa thèse de 1961, séparée d'un contexte historique précis.

Dans sa thèse de 1961, Habermas décrit après l'ascension de l'espace public bourgeois à la fin du XVIII^e, début du XIX^e siècle, son déclin dans une deuxième partie. Son déclin résulte de l'effacement des frontières entre sphère privée et sphère publique⁷², les effets de la massification et toutes les manipulations qui en résultent, ainsi que l'emprise de l'Etat sur la sphère privée. Cette deuxième partie a pour notre étude beaucoup moins d'importance.

I-1-2- L'espace public et la presse

L'espace public bourgeois n'est pas une mouvance politique, même si son émergence est liée à la montée en puissance de la bourgeoisie, qui a des intérêts de classe, et évidemment encore moins un parti politique (qui n'existe pas encore dans sa forme moderne). Il s'agit surtout d'un mode de

⁷⁰ Ibid.: pp.92/93.

⁷¹ Voir par exemple : Jürgen Habermas : *Faktizität und Geltung : Beiträge zur Diskurstheorie des Rechts und des demokratischen Rechtsstaats*. Suhrkamp Verlag, Frankfurt am Main, 1992.

⁷² Habermas ne donne pas de dates précises pour ce processus. Il situe son début dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, plus précisément au début de la grande dépression 1873(*Strukturwandel*, p.175), la fin de l'ère libérale d'après lui. Selon lui, ce processus se prolonge ensuite tout au long du XX^e siècle.

fonctionnement social en forme de réseaux de communication. L'espace public bourgeois se cristallise sous la forme de l'opinion publique. Cette opinion publique émerge à une époque où les formes de communication de masse sont en train de naître. La nébuleuse de personnes, intégrées dans ce fonctionnement social, a besoin de manière vitale des outils de communication et d'expression. Pour cette raison la presse occupe une place primordiale dans la théorie de l'espace public bourgeois. Elle est à la fois miroir et moteur. Comme outil d'expression et de publication, elle focalise toutes les attentes de libertés sur sa propre liberté. La revendication de la liberté de la presse devient synonyme de liberté tout court. Elle devient «la bouche du peuple». A l'aube de l'industrialisation de l'imprimerie, elle est également un facteur multiplicateur décisif. L'introduction de nouvelles techniques de reproduction permet des tirages presque illimités et condamne les anciennes méthodes de censure à une inefficacité croissante. C'est grâce à la presse et autour du combat pour la liberté de la presse que la revendication pour la publicité des informations devient un enjeu politique. La marge de manœuvre de la presse devient en Allemagne au plus tard pendant le *Vormärz* une sorte d'étalon de mesure des rapports de forces⁷³. Cette fonction s'intensifie encore à un moment où la censure tombe et où la presse se fait l'écho des germes d'une société nouvelle.

I-1-3- La critique de la conception de l'espace public bourgeois

La théorie de Habermas a suscité beaucoup de réactions depuis la publication de son étude, un effet qui perdure encore aujourd'hui. Il a trouvé encore un nouvel essor depuis les traductions de son livre en français et en anglais⁷⁴. Son attrait consiste dans sa démarche interdisciplinaire qui marie les disciplines les plus diverses comme la sociologie, l'histoire, la philosophie jusqu'à la psychologie, l'urbanisme, etc. L'introduction de la notion d'«espace public» a engendré une grande créativité

⁷³ Ibid.: p.80: Cet effet de la presse est également décrit à l'aide de l'exemple anglais à la fin du XVIII^e siècle. Habermas écrit « *Le degré d'évolution de l'espace public se mesure dorénavant au niveau de la confrontation entre Etat et presse* » (..)(„*Der Entwicklungsgrad der Öffentlichkeit bemißt sich fortan am Stand der Auseinandersetzung zwischen Staat und Press* (..).

⁷⁴ Traduction en français : Jürgen Habermas : *L'Espace public*, Payot, Paris 1978 / Nouvelle édition 1990.
Traduction en anglais : Jürgen Habermas : *The Structural Transformation of the Public Sphere*, trans. T.Burger and F.Lawrence, Cambridge, Massachusetts, 1989.

notamment dans l'espace anglo-saxon, mais elle a suscité également des critiques qui se cristallisent autour de plusieurs points⁷⁵ :

Cette critique met en cause la définition de ce qui est public et privé. Selon Habermas, l'espace public est un champ de médiation entre Etat et personnes privées qui discutent publiquement des affaires publiques. Selon l'appartenance sociale, sexuelle ou selon l'âge, la définition de ce qui est public ou privé peut différer considérablement, (critique par exemple de Nancy Frazer⁷⁶). La critique se dirige contre une définition générale du privé/public. Elle s'appuie beaucoup sur un exemple de contradiction : L'exclusion de la femme de la sphère publique serait l'affaire d'un lieu privé - la famille.

Le deuxième point de critique a comme objet l'existence d'un seul et unique espace public dans chaque pays. Cet unique espace public serait, selon Habermas, l'espace public bourgeois. Au début des années soixante-dix, Oskar Negt et Alexander Kluge revendiquent l'existence d'un «espace public prolétarien» qui se distingue essentiellement de l'espace public bourgeois⁷⁷. L'espace public prolétarien aurait non seulement d'autres porteurs sociaux, la classe ouvrière, mais se constituerait selon des critères différents et ne serait en aucun cas un reflet ou une imitation de l'espace public bourgeois, mais une forme autonome. L'espace public prolétarien se forme à partir des expériences collectives dans le domaine du travail, de la famille, de la vie de quartier, bref des domaines qui sont considérés comme «privés» par Habermas. L'espace public prolétarien ne suivrait ainsi pas la séparation entre privé et public, dictée par l'espace public bourgeois. Selon son évolution et sa maturité, l'espace public prolétarien peut vivre «dans l'ombre» de l'espace public bourgeois, comme il peut s'opposer directement à lui⁷⁸.

Dans un deuxième temps, Negt et Kluge quittent un point de vue purement sociologique, en définissant le public de l'espace public prolétarien qui ne devrait plus appartenir à une seule classe ou

⁷⁵ Nous nous appuyons par la suite surtout sur l'article d'Eric Dacheux : *L'Espace public : un concept clé de la démocratie*, in : *L'Espace public*, les Essentiels d'Hermès, CNRS Editions, Paris, 2008.

⁷⁶ Nancy Frazer: *Rethinking the Public Sphere: A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy*, in: Craig Calhoun: *Habermas and the Public Sphere*, The MIT Press, Cambridge, Massachusetts, 1992, pp.109 -143.

⁷⁷ Oskar Negt/Alexander Kluge *Öffentlichkeit und Erfahrung. Zur Organisationsanalyse von bürgerlicher und proletarischer Öffentlichkeit*, Suhrkamp Verlag, Frankfurt am Main, 1972 (erste Auflage).

⁷⁸ Voir sur ce sujet (l'évolution en Angleterre) aussi : Michael Vester : *Die Entstehung des Proletariats als Lernprozeß. Die Entstehung antikapitalistischer Theorie und Praxis in England 1792-1848*, 2. unveränderte Auflage 1972, Europäische Verlagsanstalt, Frankfurt am Main (1. Auflage 1970).

un groupe fermé. Ce public devrait avoir la perspective de développer un contre-projet à la forme libérale de la représentation, un «contre-espace public» (*Gegenöffentlichkeit*) ou «espace public oppositionnel»⁷⁹. Contrairement à l'espace public bourgeois, l'espace public prolétarien devrait fonctionner sans mécanismes d'exclusion, mais au contraire intégrer toute expérience vécue, tout processus d'apprentissage et toute sorte de projet pour être en mesure de proposer une alternative à l'espace public bourgeois dans un processus d'apprentissage continu.

Le concept d'un espace public non bourgeois est repris ensuite par Hans Medick⁸⁰. Il revient à la définition d'un «espace public plébéien», un sujet que Habermas effleure dans l'introduction de son livre. Habermas ne voit qu'une existence éphémère de cette forme d'espace public, essentiellement pendant une certaine phase de la *Révolution française*, un espace public qui ne serait qu'un écho de l'espace public bourgeois. Medick voit au contraire dans l'espace public plébéien un espace public propre, qui répond aux mêmes critères que l'espace public prolétarien, dont il pourrait constituer l'ancêtre. L'espace public plébéien est constitué des couches sociales inférieures, antérieures à la formation de la classe ouvrière ou au début de sa formation. Il s'agirait donc de deux espaces publics différents. Medick s'interroge sur l'existence d'un transfert des formes de communication des couches sociales inférieures des villes et des campagnes vers la classe ouvrière naissante.

Le concept d'un seul et unique espace public dans chaque Etat complique également l'analyse des évolutions internationales ou supranationales et donc aussi les transferts culturels d'un pays à l'autre.

Le dernier point de divergence concerne la fonction émancipatrice de l'espace public bourgeois⁸¹. L'existence de plusieurs espaces publics met en cause l'universalité d'un consensus rationnel par la communication. La critique de l'existence d'une communication rationnelle comme base d'une formation de volonté démocratique émerge de plusieurs côtés. Niclas Luhmann par exemple soutient

⁷⁹ Le livre de Negt et Kluge : *Öffentlichkeit und Erfahrung*.. a été traduit en 2007 sous le titre *Espace public oppositionnel*. Cette traduction a inspiré particulièrement la littérature anglo-saxonne, (traduction en 1993) ; le terme a été traduit en «*Counter-Public Sphere*»: *Espace public*, les essentiels de Hermès, CNRS Editions, Paris, 2008, p.14.

⁸⁰ Hans Medick: *Plebejische Kultur, plebejische Öffentlichkeit, plebejische Ökonomie. Über Erfahrungen und Verhaltensweisen Besitzarmer und Besitzloser in der Übergangsphase zum Kapitalismus*, in: Berdahl, Lüdtke, Medick, Poni, Reddy, Rosaldo, Sabean, Schindler, Sider : *Klassen und Kultur. Sozialantropologische Perspektiven in der Geschichtsschreibung*. Syndikat Autoren und Verlagsgesellschaft, Frankfurt am Main, 1982.

⁸¹ Cette question est par exemple traitée par George Eley: *Nations, Publics, and Political Cultures*, in: Craig Calhoun : *Habermas and the Public Sphere*, op.cit. pp. 289-339.

l'hypothèse d'un fonctionnement de la société comme un ensemble de sous-systèmes autonomes, qui s'auto-régulent entre eux⁸².

D'autres chercheurs soulignent l'effet d'exclusion de l'espace public (des femmes, des couches sociales inférieures), non comme un défaut, une faiblesse ou un phénomène secondaire réparable, mais comme un élément constitutif, qui existerait dès le départ.

Malgré toutes ces critiques, la notion d'espace public a démontré une énorme «élasticité» et cela en intégrant des critiques diverses, tout en restant opératoire. Habermas lui-même intègre partiellement certaines de ces critiques⁸³. Il souligne certes une certaine homogénéité de l'espace public bourgeois et persiste à croire que ses formes spécifiques de publicité sont l'arrière-plan historique des formes modernes de communication. En revanche, il admet l'existence de plusieurs espaces publics, en concurrence les uns avec les autres par leurs intérêts de classe⁸⁴. L'exclusion des couches sociales inférieures aurait amené à une «pluralisation» d'espaces publics, et cela dès le début⁸⁵. Habermas nuance également sa première analyse de l'espace public plébéen comme reflet de l'espace public bourgeois en admettant l'existence des formes de culture politique propres et indépendantes.

«Cette culture des gens communs n'était de toute évidence en aucun cas seulement l'arrière-plan, un écho passif de la culture dominante. C'était également une révolte violente, se répétant régulièrement, exprimant un contre-projet par rapport au monde hiérarchique dominant.»⁸⁶

En revanche, Habermas ne dit rien sur une éventuelle différenciation entre l'espace public plébéen et l'espace public prolétarien. Il corrige son appréciation du premier, mais il ne parle pas du tout du deuxième⁸⁷. Il est également frappant que la révolution de 1848 ne figure pas parmi ses

⁸² Niclas Luhmann: *Political theory in the Welfare State*, Walter de Gruyter, New York, 1990.

⁸³ Jürgen Habermas: *Further Reflexions on the Public Sphere*, in: Craig Calhoun: *Habermas and the Public Sphere*, op.cit. pp.421-377.

⁸⁴ Ibid. p. 42.

⁸⁵ Ibid.: *«The exclusion of the culturally and politically mobilized lower strata entails a pluralization of the public sphere in the very process of its emergence.»*

⁸⁶ Ibid. p.427: *«The culture of the commun people apparantly was by no means only a backdrop, that is, a passive echo of the dominant culture ; it was also the periodically recurring violent revolt of a counterproject to the hierachical world of domination (..).»*

⁸⁷ Ibid. p.425.

exemples historiques. Cela étonne d'autant plus qu'on pourrait supposer que cette époque représente un premier aboutissement ou du moins une percée importante d'un espace public bourgeois en Allemagne.

La plupart des critiques mettent en cause l'origine, le fonctionnement ou la finalité de l'espace public (bourgeois) mais ne nient pas le terme en tant que tel. La notion d'espace public s'est en quelque sorte émancipée de son «créateur», elle «dépasse» la notion de l'espace public bourgeois de Habermas. Ainsi, il n'est pas obligatoire d'accepter la théorie de l'espace public bourgeois de Habermas dans son intégralité, ni d'adhérer à ses théories postérieures sur le fonctionnement de la démocratie par la communication, pour pouvoir se servir de la notion de l'espace public comme outil d'analyse.

Pour notre part, nous retenons de la théorie de Habermas l'aspect de l'organisation de la société sous forme de réseaux de communication, indépendamment des autorités de l'Etat. Nous retenons également l'existence d'une opinion publique comme expression et manifestation de ces réseaux. Nous incluons dans notre définition de l'espace public la possibilité de l'existence de plusieurs espaces publics, les uns à côté des autres. Un des questionnements de notre étude sera d'analyser à quel niveau d'évolution les divers espaces publics existent, à quel moment ils s'ignorent, ils se superposent ou se combattent. Pour cette raison il nous paraît indispensable de revenir dans notre étude aux définitions de l'espace public plébéien et prolétarien à l'aube de la révolution, pour étudier plus exactement si l'un a émergé de l'autre et à quel degré d'évolution se trouve ce processus à l'époque de la révolution.

Habermas a certes démontré l'existence d'un espace public bourgeois pour la fin du XVIII^e et le début du XIX^e siècle. Il s'agit encore d'adapter la notion à l'époque de la révolution de 1848 en Allemagne. Habermas parle d'un espace public bourgeois «embryonnaire» en Allemagne pour la période qu'il étudie. Mais quelle est son évolution pendant la révolution et quelles en sont les conséquences ?

I-2- L'impossibilité d'un espace public national

I-2-1- Habermas et l'espace public en Allemagne

Avant d'examiner notre sujet d'étude - la *Nouvelle gazette rhénane* - nous étudierons dans un premier temps les formes et la nature de l'espace public en Allemagne avant et au début de la révolution. Nous avons vu que les évolutions en Angleterre et en France au XVIII^e et au début du XIX^e siècle représentent pour Habermas des cas normatifs sur lesquels il base son concept de l'espace public bourgeois. L'espace public se développe dans ces pays dans des conditions comparables qui divergent considérablement de l'évolution en Allemagne, ce qui laisse supposer que le rôle que joue l'espace public bourgeois pour l'épanouissement de la société bourgeoise n'est pas non plus entièrement le même.

Pour les cas d'étude de Habermas, il y a harmonie entre l'espace géographique et politique. L'espace public se forme dans le contexte politique et social d'un Etat national. La France et l'Angleterre sont déjà au début du XIX^e siècle des pays centralisés, avec une bourgeoisie développée, qui détermine le pouvoir politique. La noblesse joue encore un rôle mais seulement secondaire - ou complémentaire. Après une première phase d'émancipation, dans des réseaux de communication spécifiques indépendants des Cours, l'espace public est dans une phase ultérieure fortement lié aux débats parlementaires, où il profite pleinement du principe de publicité, vital pour son épanouissement.

Contrairement à la France et à l'Angleterre, L'Allemagne ne jouit pas d'une unité nationale. Même au début du XIX^e siècle elle est, après le *Congrès de Vienne de 1815*, morcelée en 38 Etats. La bourgeoisie y joue un rôle plus modeste. L'organisation de la *Confédération germanique* prône une politique de restauration et de maintien des monarchies absolues. Après l'expérience de la *Révolution française*, l'unification du pays est identifiée avec l'idée de la nation dans un sens moderne qui implique la notion de la souveraineté du peuple, une idée qui menace l'ordre établie de la Restauration.

S'il y a bien quelques Etats constitutionnels, ce ne sont pas des Etats dominants. Leurs aspirations à l'indépendance sont fortement limitées par l'influence des «grandes» monarchies absolues, l'Autriche et la Prusse. Pour les mêmes raisons, il n'y a pas de débats parlementaires⁸⁸.

Des débats ont pu jouer un rôle dans quelques Etats constitutionnels du Sud - avant tout dans le grand-duché de Bade - dans les deux ans précédant la révolution⁸⁹. D'autres Etats, comme la Bavière ou le Palatinat mènent pour un court laps de temps une politique vis-à-vis de la presse plus libérale que d'autres, sans qu'on puisse pour autant parler d'une véritable liberté de la presse.

Les Diètes, telles qu'elles ont existé en Prusse, n'ont aucun caractère parlementaire (dans un sens moderne), car elles n'ont aucune représentativité et aucune obligation de publier leurs débats⁹⁰. Or «*L'espace public bourgeois vit et meurt avec le principe de l'accessibilité universelle.*»⁹¹ Habermas mentionne effectivement que :

*«quelque chose comme une vie parlementaire émerge en Allemagne tout au plus - et cela seulement pour un court laps de temps - à la suite de la révolution française de juillet, aux lieux de résidence de quelques territoires du Sud et du Sud-Ouest.»*⁹²

Il ajoute que l'application des mesures prises en 1819 par les *décrets de Carlsbad* - comme la censure de la presse, la surveillance des universités, la criminalisation de toute expression d'opinion politique - a aussitôt étouffé ces débuts de vie publique.

Les exemples d'une presse critique que Habermas cite - expression selon lui de l'existence d'un public qui raisonne - ne datent pas de l'époque qui nous intéresse, mais uniquement de la fin du

⁸⁸ Voir à propos de ce sujet par exemple Wolfram Siemann: *Vom Staatenbund zum Nationalstaat. Deutschland 1806-1871*, Verlag C.H.Beck, München, 1995, chapitre II: *Zwiespältige Politik: Gesellschaftliche Mobilisierung, Restauration und Wirtschaftsunionen*, 1815-1830/34, pp.313-342.

⁸⁹ Voir à propos de ce sujet: Wolfgang Hardtwig: *Vormärz. Der monarchistische Staat und das Bürgertum*, Deutscher Taschenbuchverlag, München, 1985, chapitre II/2: *Die frühkonstitutionellen Verfassungen und die Anfänge des parlamentarischen Lebens in Deutschland, Motive der Verfassungsgebung in den süddeutschen Mittelstaaten*, pp.50-52.

⁹⁰ Ibid.: chapitre II/1: *Die Restauration in Preußen*, pp.39-46 et: *Die Verschärfung der Reaktion nach der Julirevolution*, pp.46-50.

⁹¹Jürgen Habermas : *Strukturwandel der Öffentlichkeit*, op.cit. p.107: „Die bürgerliche Öffentlichkeit steht und fällt mit dem Prinzip des allgemeinen Zugangs“.

⁹² Ibid.: „In Deutschland regt sich so etwas wie ein parlamentarisches Leben überhaupt erst, und dann auch nur kurzfristig, im Gefolge der französischen Julirevolution an den Residenzorten einiger süd - und südwestdeutscher Territorien.“

XVIII^e siècle⁹³. Et finalement la réaction brutale des Princes contre les premiers publicistes critiques (*Wekherlin, Schubart*) ne peut pas être un symptôme «*de la force critique de l'espace public*».

Cette «force critique» n'est d'ailleurs plus mentionnée pour l'époque d'après le *Congrès de Vienne de 1815*. Habermas ne fait à aucun moment de différence entre la fin du XVIII^e siècle, le *Vormärz* et la révolution dans son analyse d'un espace public bourgeois.

Pour Habermas, un espace public bourgeois se serait quand même constitué en Allemagne - loin des débats politiques - par les rencontres privées entre citoyens. Il se serait créé dans la sphère culturelle, où le public se serait retiré. Pour la bourgeoisie allemande, l'éducation culturelle devient ainsi un élément constitutif. La lecture qui augmente et qui s'accélère, la «rage de lecture» (*Lesewut*), est un phénomène typiquement allemand.

De même, l'éducation devient un moyen de sélection sociale. Elle devient un signe distinctif de la bourgeoisie, qui exclue maintenant les «anciens bourgeois des villes», les artisans et les petits marchands, qu'elle ne considère plus comme membres de sa classe⁹⁴. Ils n'ont pas d'accès à ses rencontres culturelles, comme aux sociétés de lecture (tout aussi peu que les femmes). Ces sociétés de lecture seraient avec leur «*fonctionnement parlementaire*» (statuts, choix de lecture etc.) une sorte de «bouillon de culture» pour l'indépendance bourgeoise.

Cette description confirme non seulement qu'un espace public bourgeois est peu constitué en Allemagne, mais laisse entendre également - sans que ce soit explicite - qu'il est bloqué dans son évolution. Selon nous, la différence par rapport à l'Angleterre est quantitative et aussi qualitative. En Allemagne, les outils de transition entre l'espace public littéraire et l'espace public politique font défaut en grande partie. En conséquence, le processus de transition tarde dans l'Allemagne du *Vormärz*. L'espace public littéraire évolue certes avec l'émergence des sociétés de lecture et les bibliothèques de prêt⁹⁵, mais ces institutions ne dépassent pas la sphère culturelle. Dès qu'un

⁹³Jürgen Habermas, op.cit. p.94. Il s'agit de „*Staatsanzeiger*“ de Schlözer, „*Teutscher Merkur*“ de Wieland, „*Minerva*“ de Archenholz, „*Das Hamburger Politische Journal*“ et „*Journal von und für Deutschland*“

⁹⁴ Ibid, p.93.

⁹⁵ Voir sur ce sujet: Franz Schneider: *Pressefreiheit und politische Öffentlichkeit. Studien zur politischen Geschichte Deutschlands bis 1848*, Luchterhand Verlag, Neuwied am Rhein und Berlin, 1966, p.73.

Schneider caractérise les sociétés de lecture comme une sorte d'avant-projet (Vorstufen) d'un espace public bourgeois politique.

journalisme critique se manifeste dans la sphère politique, il est étouffé par la censure et la répression (comme cela est démontré par les exemples que Habermas donne). Les débuts d'un journalisme critique existent certes à plusieurs reprises - après *la révolution de juillet* et pour une courte période en Prusse, après la montée sur le trône de Frédéric-Guillaume IV - mais cette évolution est chaque fois interrompue brutalement et ne peut pas s'épanouir.

Les *Diètes* sont en Prusse, après 1815, de nouveau dominées par la noblesse⁹⁶ et ne sont pas sous l'influence d'un journalisme critique. Elles ne sont pas un lieu de rencontre ou même de fusion comme en Angleterre. L'espace public reste en Allemagne bloqué dans les formes de l'espace public littéraire et chaque tentative de percer vers la sphère politique est rapidement étouffée.

La question reste également ouverte de savoir comment les institutions d'un raisonnement politique critique peuvent se créer dans un espace coupé en 38 Etats, sans parler des territoires germanophones hors de la *Confédération germanique*. Or l'efficacité de l'espace public bourgeois réside pour une grande part dans ses stratégies de communication.

Torsten Liesegang remarque sur ce sujet :

«L'évolution d'un espace public bourgeois est liée à l'émergence de nouvelles possibilités de communication, un trafic postal publiquement accessible, de nouvelles techniques d'imprimerie et l'émergence de la presse depuis la fin du XVII^e siècle.»⁹⁷

Ces nouveaux moyens de communication se sont non seulement développés de manière très inégale au sein des Etats divers, ils sont surtout très limités voire inexistant entre les Etats⁹⁸. On est encore très loin des réseaux de communication «nationaux», même sur un niveau purement technique. Cet espace public existe plus dans ses intentions que dans ses réalisations. C'est la combinaison entre répression et morcellement géopolitique qui le maintient dans un état embryonnaire, comparé à ce qu'il est dans les Etats plus développés de l'Europe. Dans cette

⁹⁶ Voir sur ce sujet : Wolfgang Hardtwig, op. cit. pp. 128-130.

⁹⁷ Torsten Liesegang. *Öffentlichkeit und öffentliche Meinung. Theorien von Kant bis Marx (1780-1850)*, Königshausen und Neumann, Würzburg, 2004, p. 25 : „Die Entwicklung der bürgerlichen Öffentlichkeit ist an die Entstehung neuer Kommunikationsmöglichkeiten gebunden - öffentlich zugänglicher Postverkehr, neue Drucktechniken und die Entstehung des Pressewesens seit dem Ende des 17. Jahrhunderts.“

⁹⁸ Sur les problèmes de communication en Allemagne au XIV^e siècle voir: Wolfram Siemann: *Vom Staatenbund zum Nationalstaat, Deutschland 1806-1871*, Verlag C.H.Beck, München, 1995, chapitre VI: *Nationbildung durch Kommunikation*, p.204.

Allemagne morcelée, un potentiel critique existe certes, il se manifeste à des occasions propices, mais seulement pour un court laps de temps. L'absence de continuité est telle qu'elle ne permet pas non plus une analyse commune des échecs, mais renvoie à des stratégies très disparates (exil, acceptation de la politique des Etats du Sud-Ouest). Tandis que l'opinion publique s'est créée en Angleterre et en France des marges de liberté importantes, (la censure avant l'impression fut abolie en Angleterre dès 1695⁹⁹) la censure s'intensifie dans l'Allemagne du *Vormärz*.

I-2-2- Centralisation et communication

Un facteur aggravant du morcellement de l'Allemagne est l'absence d'une véritable capitale de la *Confédération germanique*, servant d'amplificateur et d'accumulateur des idées. Le rayonnement de Vienne et de Berlin ne dépasse pas considérablement la frontière de leur propre Etat. Notamment Berlin a encore la réputation d'être un «désert culturel». L'historien Veit Valentin commente : « *Des poètes autrichiens, allemands du Sud et silésiens croyaient à l'époque encore s'enfoncer dans la barbarie en venant à Berlin.* »¹⁰⁰

L'omniprésence de la Cour, avec ses services de surveillance, a tendance à étouffer toute vie intellectuelle. C'est seulement après 1850 que Berlin devient un grand centre de presse¹⁰¹.

Pendant le *Vormärz*, ce n'est pas l'espace public bourgeois qui se centralise mais la répression contre lui et cela à travers les *décrets de Carlsbad* (ainsi que les mesures ultérieures complétant les *décrets de Carlsbad*). L'évolution de l'économie est un deuxième indicateur de centralisation.

Les *décrets de Carlsbad* et surtout les décisions confédérales qui suivent dans les années trente sont une réaction contre toute tentative de mettre en doute l'ordre établi. Hormis les *décrets de Carlsbad* eux-mêmes, il s'agit de la *décision confédérale du juillet 1832*, les *60 articles secrets de Vienne* le 12 juin 1834 et depuis 1833 de la création du *bureau d'information de Mayence*, la centrale

⁹⁹ Habermas : „Strukturwandel...“, op.cit. p.78.

¹⁰⁰ Veit Valentin: *Geschichte der deutschen Revolution 1848-49*, erster Band, Neudruck der Ausgabe Berlin 1930, Scientia Verlag, Aalen, 1968, p.259: „*Österreichische, süddeutsche und schlesische Poeten glaubten damals immer noch in die Barbarei zu versinken, wenn sie nach Berlin kamen.*“

¹⁰¹ Kurt Koszyk : *Deutsche Presse im 19. Jahrhundert, Geschichte der deutschen Presse, Teil II*, Colloquium Verlag Berlin, 1966, p.123.

d'une sorte de police secrète¹⁰². Les mesures, décidées aux congrès de la *Confédération germanique*, sont dirigées contre la presse et les associations politiques. Elles criminalisent toute revendication d'unité nationale.

Leur effet centralisateur consiste dans le fait qu'elles donnent aux Etats particuliers la possibilité d'intervenir, même au-delà de leurs propres frontières. Un Etat peut par exemple exiger l'interdiction d'un journal dans un autre Etat. S'il s'agit d'une décision confédérale, le journal en question est interdit pour tout le territoire de la *Confédération germanique*. Il ne peut donc pas continuer à paraître en changeant simplement le lieu du siège et de l'édition (comme cela a été encore possible avant la *fête de Hambach*). De plus, le *bureau d'information de Mayence*, une instance tout à fait centralisée, constitue des dossiers pour le territoire de toute la *Confédération germanique*.

Ce droit d'ingérence favorise en fait les marges de manœuvre des grandes puissances, l'Autriche et la Prusse. Elle se concrétise par exemple en 1831, lorsque la Bade décide une libéralisation de sa loi sur la presse. La Bade est contrainte de retirer cette loi sous la pression de la Confédération. L'instrument des décisions confédérales sert comme menace constante contre tout «écart» surtout des Etats moyens. Il «sert» aussi notamment après la *fête de Hambach* contre l'opposition politique, car il donne la possibilité de poursuivre tout oppositionnel partout en Allemagne.

Cette tendance à la centralisation par des mesures répressives n'a évidemment rien à voir avec un espace public quelconque, bien au contraire. On peut supposer que c'est même *le* facteur, qui l'a le plus empêché, bien plus que la répression de chaque Etat pour soi ou le morcellement de l'Allemagne en tant que tel. Ces deux éléments existent déjà au XVIII^e siècle. L'Allemagne est alors encore plus morcelée qu'après le *Congrès de Vienne*, les publicistes critiques vivent déjà dangereusement, comme le montre l'exemple déjà mentionné de Schubart. Mais cela n'empêche pas à l'époque l'existence d'une presse très riche qui se trouve à la pointe de l'Europe. Andreas Würigler mentionne dans son travail sur «troubles sociaux et espace public»¹⁰³ une densité unique de journaux

¹⁰² Wolfgang Hardtwig, op. cit.: *Die Karlsbader Beschlüsse*, pp.37-39, et: Edda Ziegler. *Literarische Zensur in Deutschland 1819-1848, Materialien und Kommentare*, Carl Hanser Verlag, München,Wien, 1983.

¹⁰³ Andreas Würigler : *Unruhen und Öffentlichkeit. Städtische und ländliche Protestbewegungen im 18. Jahrhundert*, Bibliotheca Academica, Tübingen, 1995, p.203 : « *Le nombre des journaux germanophones, parus en même temps,(93) est plus grand que ceux qui ont été jamais fondé en France avant 1789 (80). Vers 1800 le tirage du journal de pointe allemand, le «Correspondant impartial de Hambourg» dépassait sept fois celui de son pendant anglais, le «Times».*

germanophones en Europe autour de 1750, des journaux qui pouvaient tout à fait rapporter les événements de protestation d'autres endroits en Allemagne. Comparé à la fin du XVIII^e siècle, on assiste à l'époque du *Vormärz* à un affaiblissement de l'espace public quant à sa qualité et sa quantité.

En revanche cette tendance à la centralisation reste seulement une tendance. Malgré tout, les régimes du *Vormärz* ne sont pas comparables à des dictatures modernes. Ils n'avaient pas les moyens d'empêcher à long terme, l'émergence des contre-pouvoirs et la diffusion des idées oppositionnelles. Ils ont cependant réussi à empêcher pour longtemps que ces contre-pouvoirs s'organisent dans des structures suprarégionales.

Le rôle prédominant de l'Autriche et de la Prusse reste aussi un facteur constant pour le déroulement de la révolution. Leur influence directe ou indirecte sur ce qui se passe dans les autres parties d'Allemagne, est non seulement en complète contradiction avec le principe fédéral de la *Confédération germanique* pendant le *Vormärz*, mais aussi avec le principe fédéral tel qu'il s'impose pendant la révolution. C'est une contradiction qui restera pendant toute la révolution sans solution.

Le deuxième facteur de centralisation est l'évolution économique. L'industrialisation sur une échelle européenne met les Etats allemands dans une concurrence sans espoir avec l'industrie anglaise. Les douanes intérieures et le manque de moyens de communication suprarégionaux se révèlent être une entrave considérable. Cette situation de «détresse» pousse à un espace économique homogène.

L'économiste Friedrich List se plaint dans une pétition de l'année 1819 :

«Les 38 lignes de douane et de péage en Allemagne paralysent le trafic de l'intérieur et produisent à peu près le même effet, que si chaque membre du corps était garrotté, pour que le sang ne coule surtout pas dans un autre. Afin de faire du commerce de Hambourg en Autriche, de Berlin à la Suisse, il faut traverser dix Etats et il faut étudier dix règlements de douane et de péage, payer dix fois la douane de passage. Celui qui a le malheur

(„Die Zahl der um 1750 gleichzeitig erscheinenden deutschsprachigen Zeitungen (93) ist größer als die vor 1789 überhaupt je gegründeten französischsprachigen (80). Um 1800 übertraf die Auflage des deutschen Spitzenblattes, des „Hamburgischen Unparteyischen Correspondenten“ diejenige des englischen Pendantes „Times“ um das Siebenfache.“)

d'habiter sur une frontière, où trois ou quatre Etats se rejoignent, passe sa vie entière entouré de douaniers et de fonctionnaires de péage hostiles. Celui-là n'a pas de patrie.»¹⁰⁴

Lorsque l'Union Douanière est créée en 1834 à l'initiative de la Prusse, sa dynamique unificatrice et centralisatrice est indéniable. En 1834 L'Union Douanière englobe 18 Etats allemands avec 23 millions d'habitants et en 1840 déjà 23 Etats avec 27 millions d'habitants¹⁰⁵.

Cette dynamique centralisatrice est déjà analysée et reconnue par beaucoup de contemporains, entre autre par Friedrich Engels qui met l'accent sur le lien entre le succès de l'Union Douanière, le progrès technique et la montée en puissance de la bourgeoisie allemande :

«L'extension et la consolidation de l'Union Douanière, l'introduction générale de la vapeur dans les moyens de communication, la concurrence croissante sur le marché intérieur, rapprochaient les classes commerciales des différents Etats et provinces, uniformisaient leurs intérêts et centralisaient leur force.»¹⁰⁶

Wolfram Siemann relativise toutefois l'effet centralisateur de l'Union Douanière¹⁰⁷. Elle ne serait que la création d'une bureaucratie d'Etat qui aurait œuvré pour les intérêts hégémoniques de la Prusse. L'Autriche, qui dès le départ n'y était pas conviée, regarde l'Union Douanière avec méfiance, tout comme quelques Etats du Nord qui craignent d'être engloutis par la Prusse.

Rudolf Stadelmann au contraire, parle encore avec beaucoup d'enthousiasme d'une «bureaucratie progressiste» qui aurait déjà très tôt reconnu l'importance de l'industrie et des entrepreneurs et aurait réagi dans leurs sens¹⁰⁸.

¹⁰⁴ Friedrich List, *Schriften, Reden, Briefe*, Hrg.v. E. von Beckerath u.a. Bd.1, 2, Berlin 1933, p. 492ff, cité d'après Wolfram Siemann: *Vom Staatenbund...*, op. cit. p.337: „38 Zoll und Mautlinien in Deutschland lähmen den Verkehr im Innern und bringen ungefähr dieselbe Wirkung hervor, wie wenn jedes Glied des menschlichen Körpers unterbunden wird, damit das Blut ja nicht in ein anderes überfließe. Um von Hamburg nach Österreich, von Berlin in die Schweiz zu handeln, hat man zehn Staaten zu durchschneiden, zehn Zoll und Mautordnungen zu studieren, zehnmal Durchgangszoll zu bezahlen. Wer aber das Unglück hat, auf einer Grenze zu wohnen, wo drei oder vier Staaten zusammensroßen, der verlebt sein ganzes Leben mitten unter feindlich gesinnten Zöllnern und Mautnern. Der hat kein Vaterland.“

¹⁰⁵ Wolfram Siemann: *Vom Staatenbund...*, op. cit.p.340.

¹⁰⁶ Friedrich Engels : *Révolution et Contre-révolution en Allemagne*, Editions Sociales Internationales, Paris, 1935, p.15.(Friedrich Engels: *Revolution und Konterrevolution in Deutschland*, in : Karl Marx-Friedrich Engels-Werke (MEW) Band 8, pp.5-108).

¹⁰⁷ Wolfram Siemann : *Vom Staatenbund...*, op.cit. p.342.

¹⁰⁸ Rudolf Stadelmann : *Soziale und politische Geschichte der Revolution von 1848*, König Verlag München, 1973 (première édition 1948), p.32.

Jürgen Kocka souligne les changements dans le fonctionnement de cette bureaucratie. Au départ - sous les ministres prussiens du début du siècle Hardenberg et vom Stein - encore ouverte et par principe non opposée à une certaine participation de la bourgeoisie dans les décisions d'Etat - elle se referme rapidement après 1815, la noblesse y regagnant sa dominance, elle devient plutôt un frein pour le développement de la société. Kocka écrit :

«Finalement existait aussi une certaine contradiction entre l'objectif, de créer une société relativement libre des sujets responsables, avec sa dynamique propre, et les moyens de faire cela par des réformes bureaucratiques, d'en haut, et sous la direction autoritaire de l'Etat. La base sociale et le caractère monarchique-bureaucratique des réformes, excluaient finalement une politique de transformation radicale-démocrate ou bonapartiste.»¹⁰⁹

La création de l'Union Douanière ne signifie donc pas une ouverture vers un espace participatif, même si elle fonctionne dans le sens d'un renforcement objectif de la bourgeoisie d'affaires. Mais il suffit de regarder les propos d'industriels et hommes de finances importants, comme la pétition du banquier rhénan David Hansemann¹¹⁰ ou la correspondance entre les frères Camphausen, pour se rendre compte, qu'ils attendaient désespérément qu'on les «laisse faire.»¹¹¹

Finalement c'est moins la création de l'Union Douanière en tant que telle, mais plutôt ses conséquences, l'accélération de la construction des chemins de fer et des bateaux à vapeur, ainsi que l'industrialisation de la presse, qui créent des conditions préalables pour des réseaux de communication.

¹⁰⁹ Jürgen Kocka : *Arbeitsverhältnisse und Arbeiterexistenzen. Grundlagen der Klassenbildung im 19. Jahrhundert*, Verlag J.H.W. Dietz Nachf. Bonn, 1990, p. 33/34 : „ Letztlich bestand wohl auch ein gewisser Widerspruch zwischen dem Ziel eine relativ freie Gesellschaft mündiger Subjekte mit eigener Dynamik hervorzubringen, und dem Mittel, dies durch bürokratische Reform von oben und unter maßgeblicher obrigkeitstaatlicher Anleitung zu tun. Soziale Basis und monarchisch-bürokratische Prägung der Reformen schlossen eine radikaldemokratische oder bonapartistische Umgestaltungspolitik letztlich aus.“

¹¹⁰ *Rheinische Briefe und Akten, Band 1*, pp.11- 81.

¹¹¹ *Rheinische Briefe und Akten, Band 2*, erste Hälfte, par exemple pp. 8-28.

I-2-3- L'exemple du grand-duché de Bade

Est-ce que le grand-duché de Bade, en tant que «contre-exemple» sur la question d'espace public, a pu jouer un rôle comme déclencheur pour les autres Etats de l'Allemagne ?

En Bade se développe effectivement, autour des débats de la deuxième chambre, une vie politique réelle. Ces débats sont relayés par des journaux qui ne sont plus réprimables - tout du moins pas dans les deux ans qui précèdent la révolution.

Mais la Bade est un petit Etat à la marge de la *Confédération germanique*. Il est peu industrialisé. Socialement c'est la petite bourgeoisie qui domine. S'il est vrai qu'il existe en Bade un véritable espace public, et que les débats menés en Bade précèdent souvent ceux qui se dérouleront plus tard dans le reste de l'Allemagne. Il est vrai également, que par sa situation géographique excentrée, le cheminement des idées se fait presque plus facilement entre la France et la Bade et plus encore entre la Suisse et la Bade, que entre la Bade et le reste de l'Allemagne. Mais ce n'est pas seulement un problème géographique. La communication ne se fait que difficilement par manque de structures semblables dans les autres Etats.

Il en résulte que même là, où une opposition est possible, elle ne prend pas une dimension nationale, elle se fonde dans le moule de l'Etat particulier. La situation particulière de la Bade ne fait finalement qu'accentuer les différences entre les Etats allemands.

L'historien Wolfgang Hardtwig commente :

« La pratique de la vie parlementaire dans les Etats du Sud de l'Allemagne renforça le déchirement du monde des Etats allemands dans les camps différents avec des systèmes politiques différents. »¹¹²

Il conclut pour l'époque de la révolution :

« Les débuts d'une vie politique bourgeoise se développaient en Allemagne donc au niveau des Etats particuliers. Cela contribuait au fait que les délégués et les partis restaient aussi en 1848 profondément ancrés dans le particularisme. »¹¹³

¹¹² Wolfgang Hardtwig : *Vormärz. Der monarchistische Staat und das Bürgertum*, op.cit. p.65: „Die Praxis des parlamentarischen Lebens in den süddeutschen Staaten vertiefte die Zerissenheit der deutschen Staatenwelt in unterschiedliche Lager mit verschiedenen politischen Systemen.“

¹¹³ Ibid. p.65/66: „Die Anfänge eines bürgerlich-politischen Lebens entfalteten sich also auf der Ebene der Einzelstaaten. Dies trug dazu bei, daß die Abgeordneten und die Parteien auch 1848 stark im Partikularismus verankert blieben.“

L'ancrage dans le particularisme implique - et nous revenons à notre point de départ - une multitude de situations non seulement différentes, mais aussi partiellement contradictoires. Engels a résumé cet état de fait d'une façon assez plausible après la révolution, dans son récit « Révolution et Contre-révolution en Allemagne » :

« Quand des intérêts aussi variés, aussi opposés et qui s'entrecroisent aussi étrangement, en viennent à se heurter violemment ; quand ces intérêts opposés sont mêlés dans des proportions différentes en chaque district, en chaque province, quand, par-dessus tout, il n'y a pas de grand centre dans le pays, point de Londres, point de Paris, qui puisse par le poids de ses décisions obvier à la nécessité de régler toujours à nouveau par la lutte la même dispute dans chaque localité, à quoi faut-il s'attendre sinon à voir la lutte se résoudre en un amas de combats isolés et sans liaison entre eux, où sera dépensée une quantité énorme de sang, d'énergie et de capitaux et où, malgré tout, aucun résultat définitif ne sera acquis. »¹¹⁴

I-2-4- Deux stratégies d'évitement des interdictions à la fin du Vormärz

S'il y a une ébauche d'espace public dans les Etats constitutionnels, la vie politique se développe ailleurs sur des dimensions encore plus rétrécies. En Allemagne une vie politique se développe tout au plus à un niveau local¹¹⁵. Toute tentative de créer une structure supra-locale est forcément suspecte et systématiquement suivie d'une interdiction. C'est le sort qui attend par exemple les gymnastes qui essayent de s'organiser au niveau de la Prusse¹¹⁶.

Deux éléments se dessinent comme essentiels pour survivre dans ces années jusqu'à la révolution et pour organiser malgré tout un certain potentiel politique. Il est indispensable de se donner un air

¹¹⁴ Friedrich Engels : *Révolution...* op.cit. p.20. (Texte original in MEW8 : *Revolution und Konterrevolution in Deutschland, I. Deutschland am Vorabend der Revolution*, erschienen am 25. Oktober 1851, pp.5-13): „ Wenn so verschiedenartige, so merkwürdig sich durchkreuzende Interessen heftig aufeinanderprallen; wenn diese sich gegenseitig bekämpfenden Interessen in jedem Bezirk, in jeder Provinz verschieden gemischt sind, wenn es vor allem kein großes Zentrum im Land gibt, kein London, kein Paris, dessen Entscheidung so viel Gewicht hat, daß nicht der gleiche Zwist in jeder Gegend immer wieder von neuem durchgefochten zu werden braucht: was kann man da anders erwarten, als daß der Kampf sich in eine Menge unzusammenhängender Einzelkämpfe auflöst, in denen ungeheuer viel Blut, Energie und Kapital aufgewendet wird und die trotz alledem ohne ein entscheidendes Ergebnis bleiben?“

¹¹⁵ Joachim Paschen : *Demokratische Vereine und preußische Staat; Entwicklung und Unterdrückung der demokratischen Bewegung während der Revolution von 1848/49*, R. Oldenbourg Verlag, München, Wien, 1977.

¹¹⁶ Ibid.p.27.

délibérément apolitique et de développer une stratégie politique sur la plus petite échelle géographique possible.

La première stratégie consiste à adopter des formes strictement corporatistes où toute discussion politique est exclue. C'est l'unique possibilité d'organisation à un niveau suprarégional, entre les Etats ou même «national», avant la révolution de 1848. Elle n'est valable que pour des catégories professionnelles facilement contrôlables, telles que les professions intellectuelles comme les médecins et les scientifiques (1822: *Versammlung Deutscher Naturforscher und Ärzte*), les philologues (1837: *Versammlung Deutscher Philologen und Schulmänner*), les vétérinaires (1841 : *Verein Deutscher Tierärzte*), les avocats (1846: *Deutscher Anwalttag*) etc.¹¹⁷. Une telle forme d'organisation est en revanche impensable pour les artisans ou ouvriers.

A cette époque, à partir de l'année 1844, deux sortes d'associations se développent prudemment en Prusse, des associations de citoyens (*Bürgervereine*) regroupant essentiellement des membres de la petite bourgeoisie et les associations des artisans, (*Handwerkervereine*) au départ sans différenciation entre ouvriers artisans et maîtres artisans. Les deux sortes d'association émergent surtout dans les grandes villes. Certaines associations citoyennes ont même pu essayer de peser sur la politique locale, tout en respectant leur cadre explicitement local. Une limitation stricte de rayonnement est le prix à payer pour être toléré par les autorités. Ces associations existent par exemples à Dortmund, Bielefeld, en Silésie, à Elbing et dans la province rhénane¹¹⁸.

Des associations d'artisans et d'ouvriers peuvent se développer en Prusse mais seulement sous le camouflage de lieu de rencontres sociales ou d'instruction. La plus importante se trouve à Berlin. Stephan Born, un des plus importants leaders des ouvriers dans la révolution, rapporte dans ses mémoires :

«L'association des artisans berlinois dans la Sophienstraße, qui a été fondé en 1843, était un bouillon de culture pour des révolutionnaires futures, pas seulement pour la classe ouvrière mais pour toutes les couches de la population berlinoise.»¹¹⁹

¹¹⁷ Wolfram Siemann : *Vom Staatenbund..* , op.cit. p. 226/227.

¹¹⁸ Ibid. p.24/25.

¹¹⁹ Stephan Born: *Einnerungen eines Achtundvierzigers*, Verlag JHW. Dietz Nachf. GMBH, Berlin,Bonn, 1978, p.17:., *Der Berliner Handwerkerverein in der Sophienstraße, der im Jahre 1843 gegründet wurde, war eine Bildungsstätte für heranwachsende Revolutionäre, nicht bloß des Arbeiterstandes, sondern aller Berliner Gesellschaftskreise.*“

Malgré le fait qu'on y écoute surtout des «exposés instructifs», l'association sert essentiellement comme creuset d'une opposition encore très vague, avec des ramifications multiples aux cercles de la littérature oppositionnelle¹²⁰. Ce sont les premiers avant-postes d'une expression ouvrière.

En dépit de leur caractère inoffensif et apolitique, affiché à l'extérieur, les deux types d'association sont étroitement surveillés. Déjà le fait qu'elles soient des institutions durables, qui se réunissent régulièrement, avec des statuts et un cercle d'adhérents stables, représente pour les autorités un facteur d'irritation et de suspicion¹²¹. La réaction des fonctionnaires locaux peut varier considérablement. A Cologne, le président de régence (*Regierungspräsident*) est, dans une lettre au ministre de l'intérieur, encore très rassurant, en caractérisant les membres de l'ancienne association «*pour le bien-être des classes laborieuses*» comme des médecins ou juristes isolés, sans réelle influence sur la population de la ville¹²². Seulement quelques mois plus tard, en novembre, le président supérieur (*Oberpräsident*) de la province, Eichmann, rapporte presque dans la panique les agitations des communistes¹²³. A aucun endroit de la province rhénane, la police ne serait capable de surveiller et d'endiguer les agissements «*d'un parti actif, intelligent et largement répandu*¹²⁴» et le groupe le plus dangereux se trouverait à Cologne¹²⁵. Ces propos sont certainement exagérés, mais ils montrent que déjà très tôt que certains fonctionnaires de la bureaucratie prussienne se rendent compte du risque que représente des associations, capables de s'organiser plus systématiquement entre les unités géographiques. Deux éléments allant dans ce sens reviennent : la presse et les moyens de communication modernes. Un mémoire sur «l'agitation communiste» de juin 1847, constate un intérêt accru de la population prussienne pour des agitations «*fiévreuses*»¹²⁶ :

«La presse, et à côté d'elle, et main dans la main avec elle, l'agitation personnelle par la mise en place des réunions publiques et la création des associations, ostensiblement pour des objectifs d'utilité publique, étaient les moyens principaux, par lesquels ce mouvement

¹²⁰ Ibid. p.17-19.

¹²¹ Joachim Paschen, op. cit.p.23.

¹²² Joseph Hansen : *„Rheinische Briefe und Akten zur Geschichte der politischen Bewegung 1830-1850, Zweiter Band, Erste Hälfte (Januar 1846 – April 1848)*, p. 3: *Der Regierungspräsident v. Raumer an den Minister des Innern v. Bodelschwingh in Berlin, Köln 1846, Januar 16.*, Geh. Staatsarchiv Berlin R77, 505 Nr.9 vol.2 fol.105.-Orig.

¹²³ Ibid.: *Oberpräsident Eichmann an den Minister des Innern v. Bodelschwingh in Berlin. Koblenz 1846 November 14.* Geh. Staatsarchiv Berlin R 77 VI Pol. verd. Personen Lit. J. Nr.16 Fol. 144 (*eigenhändig, vertraulich*), p.120.

¹²⁴ Ibid, p.120 „*eine eifrige, kluge und weitverbreitete Partei.*“

¹²⁵ Ibid.

¹²⁶ Ibid.: p.26/27.

a été amplifié et poussé vers une direction qui tend à changer la constitution. Le levier principal pour cela est la presse.»¹²⁷

Un autre rapport souligne l'importance de la communication, des chemins de fer et des bateaux à vapeur. A cause d'eux, une organisation plus globale des éléments dangereux ne serait qu'une question de temps¹²⁸.

L'assertion de Wolfram Siemann, selon laquelle il y avait déjà dans les deux décennies avant la révolution des contacts intenses entre des sociétés citoyennes à un niveau suprarégional et des réseaux de contacts communaux qui «*n'ont dû qu'être activés à l'année de la révolution afin de créer des associations politiques*»¹²⁹, ne prend pas suffisamment en compte, à notre avis, les enjeux de cette «activation». Il y a une différence considérable entre l'échange des points de vue abstraits et la mise en œuvre d'une politique pratique. L'exigence de (seulement) activer les réseaux, était le véritable problème. Si des contacts entre membres des associations ont existé avant la révolution, ils n'ont pas permis de créer un processus de discussion entre groupes structurés à cette époque, et encore moins des actions communes. Pendant le *Vormärz*, les premières formes d'espace public sont encore embryonnaires. Toutes les organisations et toutes les tendances politiques souffrent d'un ancrage essentiellement local ou régional et d'un manque de centralisation.

A la veille de la révolution, les enjeux en Allemagne se cristallisent sur les revendications : liberté de la presse et unité nationale, deux conditions préalables pour l'évolution d'un espace public.

¹²⁷ Joachim Paschen, op.cit. p.26: „*Die Presse und, neben ihr sowie Hand in Hand mit ihr, persönliche Agitation durch Veranstaltung öffentlicher Zusammenkünfte und Bildung von Vereinen waren die Hauptmittel, wodurch jene Bewegung gesteigert und in eine auf Umänderung der Verfassung hinstrebenden Richtung getrieben wurde. Als Haupthebel erscheint hierbei die Presse.*“

DZA, Hist. Abt. II, Merseburg Ministerium des Innern, Rep. 77, Tit. 500 Nr.1 Vol.II Bl.

¹²⁸ Ibid.: p.27, DZA Hist. Abt. II Merseburg, Ministerium des Innern, Rep. 77, Tit. 509 Nr.1 4Bl., 58ff.

¹²⁹ Ibid.: p.240.

I-2-5- L'espace public au début de la révolution

La liberté d'expression, acquise au début de la révolution, change entièrement la donne et met en route des processus de centralisation. Partout se multiplient les tentatives de centralisation des structures locales et de création de confédérations d'associations. Les problèmes des structures différentes de chaque Etat persistent en revanche. D'un autre côté, il existe un tel besoin et un tel retard de débat qu'il semble prioritaire de discuter d'abord des revendications sur place, avant d'aller ailleurs. Ces processus de clarification et d'apprentissage se déroulent parfois très vite, mais dans la plupart des cas, toujours en retard par rapport aux événements.

La vie politique «explose» à partir de l'abolition de la censure, début mars 1848 et toute forme d'expression politique semble devenir possible. Cette nouvelle donne se concrétise par la fondation d'un nombre impressionnant de journaux¹³⁰. Les journaux deviennent dorénavant un moyen privilégié de rassembler des camps politiques divers. Une autre expression de la vie politique sont les associations¹³¹ qui auront par la suite la fonction de germe de parti politique d'un côté et de contre-pouvoir des parlements d'un autre côté. Tandis que les associations démocrates foisonnent dès l'éclatement de la révolution, (la division entre démocrates et libéraux est consommée au début de l'été 1848), les autres courants mettent un peu plus de temps à s'organiser. Les associations des autres courants politiques n'atteindront pas l'ampleur et le niveau d'ancrage des associations démocratiques.

Les conservateurs, partisans d'une monarchie absolue, comme les libéraux, ont des problèmes de fond avec le nouvel espace public dont ils veulent se servir. Pour les conservateurs, le problème réside surtout dans la nécessité de créer de nouvelles institutions pour défendre leurs intérêts

¹³⁰ Frank Engehausen : *Die Revolution von 1848/49*, Seminarbuch Geschichte, Schöningh UTB Paderborn, München, Wien, Zürich, 2007, p.187: « Surtout dans les Etats, où la censure a été pratiqué d'une manière particulièrement restrictive pendant le Vormärz, se produisirent beaucoup de fondations de journaux. Le nombre des journaux augmenta en Prusse de 1847 à 1849, de 400 à plus de la moitié, à 620, en Autriche il se triplait même presque pendant la même durée de 80 à 215.»

(„Vor allem in den Staaten, in denen die Pressezensur besonders restriktiv gehandhabt worden war, kam es zu vielen Zeitungsneugründungen. Die Zahl der Zeitungen stieg in Preußen von 1847 bis 1849 von etwa 400 um mehr als die Hälfte auf 620 an, in Österreich verdreifachte sie sich im gleichen Zeitraum sogar fast von 80 auf 215.“)

¹³¹ Des informations détaillées sur les associations pendant la révolution de 1848 en Allemagne in : Wolfram Siemann, op.cit.: chapitre III/3 : *Politisches Vereinswesen und bürgerliche Interessenverbände*, pp.90-114.

(garantie de la propriété) et de faire cela sur la base d'une révolution qu'ils rejettent. Par la suite, le consensus s'avère impossible entre ceux qui défendent une monarchie absolue inchangée et d'autres qui s'ouvrent à l'idée d'une monarchie constitutionnelle. Les conservateurs qui ne disposent pas de fractions importantes dans les parlements forment en juillet 1848 une confédération d'associations, *l'association pour le roi et la patrie (Verein für König und Vaterland)*¹³². Mais le véritable centre de la réflexion des conservateurs devient le journal «*la Nouvelle gazette de Prusse*» (*Neue Preußische Zeitung*), également fondée en juillet 1848¹³³. Les associations catholiques, surtout *les associations de Pie (Pius-Vereine)* jouent un rôle à part¹³⁴. Leur objectif est surtout une plus grande indépendance de l'Église par rapport à l'État. En général elles sont proches des conservateurs, mais cette proximité n'est pas toujours évidente du fait des différences régionales qui existent aussi dans le catholicisme politique. Le catholicisme en Rhénanie par exemple se trouve depuis le *Vormärz* dans une certaine confrontation avec l'État prussien¹³⁵.

Chez les libéraux également, il y a création de plusieurs confédérations d'associations¹³⁶ dans les États particuliers, comme en Saxe, en Hesse, au Wurtemberg, en Rhénanie et en Prusse. *L'association allemande (Deutscher Verein)* est fondée à Leipzig dès avril 1848, mais elle n'arrive pas à se constituer sur une base «nationale». Un congrès des associations libérales se déroule à Berlin le 7 juillet 1848, qui réunit environ 90 associations. Ce congrès reste cependant sans lendemain. En novembre 1848, le congrès de Kassel n'a pas plus de visibilité. Ces congrès n'arrivent pas à mobiliser la population, ni à établir un lien avec les fractions parlementaires des libéraux de Francfort et de Berlin. Les libéraux s'appuient beaucoup plus sur leur influence parlementaire que sur une mobilisation populaire. La conception et même les cotisations élevées¹³⁷ excluent à priori les masses populaires de leurs structures. Les invitations pour leur grand rassemblement quelques mois avant la révolution (le 10 octobre 1847), sont «triées sur le volet». L'initiative la plus audacieuse des libéraux pour se créer un espace public se déroule un an avant la révolution avec la création du journal

¹³² Frank Engehausen, op. cit. pp.182-184.

¹³³ Voir: *Deutsche Geschichte in Quellen und Darstellung*, Band 7: *Vom Deutschen Bund zum Kaiserreich 1815-1871*, Reclam Verlag, Stuttgart, 1997, chapitre 49: *Das Programm der Kreuzzeitung*, pp.227-231.

¹³⁴ Voir Wolfram Siemann, op.cit.: *Die Vereine des politischen Katholizismus*, pp.108/109.

¹³⁵ Voir sur ce sujet Pierre Ayçoberry: *Cologne entre Napoléon et Bismarck, la croissance d'une ville rhénane*, Aubier collection historique, Paris, 1981, particulièrement les chapitres : *Le catholicisme à la croisée des chemins*, pp.79-83, *Le catholicisme dans le siècle*, pp.213-222, et concernat l'époque après la révolution : *Le catholicisme populaire et politique*, pp.370-376 et *Le suffrage universel, la guerre et les débuts du Kulturkampf (1867-1874)*, pp.376-383.

¹³⁶ Frank Engehausen, op.cit. p.179.

¹³⁷ Ibid.

*Gazette allemande (Deutsche Zeitung)*¹³⁸ en été 1847 qui a l'ambition de rassembler la nation autour du libéralisme. Les associations libérales fonctionnent essentiellement de manière sélective, se considérant comme représentantes du peuple, et donc agissant à sa place. Elles excluent ainsi toutes participations populaires.

Le mouvement démocrate connaît au début de la révolution des conditions de centralisation particulièrement favorables. Les démocrates sont les seuls à pouvoir s'appuyer dès le début de la révolution, sur un nombre impressionnant d'associations. Le premier congrès national, est tenu en juin 1848, à peine trois mois après le début de la révolution (14 - 17 juin 1848), avec 88 associations, venant de 66 villes différentes, représentées par 193 délégués¹³⁹. Parmi eux se trouvent 31 associations ouvrières¹⁴⁰. Le congrès décide une organisation interne, structurée du bas vers le haut, composée des comités locaux, des comités cantonaux et d'un comité centrale (Zentralausschuss). Des associations locales envoient leurs délégués dans un comité local, qui à son tour envoie son délégué dans un comité cantonal qui est responsable devant une assemblée cantonale, comme le comité local est responsable devant une assemblée locale. C'est une forme d'organisation cohérente toutefois handicapée par le fait que les responsabilités et compétences du comité central restent très vagues. Les décisions du comité central sont vite contestées par nombre d'associations locales qui craignent pour leur indépendance¹⁴¹. La composition sociale différente et les différences des situations locales se révèlent être des facteurs centrifuges considérables. La contestation de certaines décisions majoritaires du congrès et de l'autorité (autre que seulement médiatrice) du comité central, a comme résultat que de nombreux points du programme restent sans application. Cette situation confuse qui reste sensiblement la même lors du deuxième congrès au mois d'octobre, bloquera par la suite toute autre tentative de centralisation.

De plus, le fait de vouloir chercher à tout prix des compromis entre les défenseurs d'une république fédérale et ceux d'une monarchie parlementaire, et de ne pas concrétiser les revendications sociales, ni le mode de leur réalisation, pèsera lourd et empêchera surtout de mener des actions communes, ou du moins cela amoindra considérablement leur impact.

¹³⁸ Ulrike von Hirschhausen: *Liberalismus und Nation. Die Deutsche Zeitung 1847-1850*, Droste Verlag, Düsseldorf, 1998.

¹³⁹ Joachim Paschen, op.cit. p.53.

¹⁴⁰ Max Quarck, op.cit. p.157.

¹⁴¹ Ibid. 76/77.

La communication du mouvement démocrate et la communication au sein du mouvement démocrate se fait beaucoup à travers sa presse, qui devient une véritable presse de masse. La presse démocrate est pendant la révolution la presse politique la plus visible. Son essor se fait en parallèle de la diminution de l'influence parlementaire du mouvement. C'est elle qui contribue beaucoup à établir des liens entre les associations des régions et Etats, des liens que ni le comité central, ni les fractions parlementaires ne réussissent à créer d'une manière efficace. Chaque ville, chaque région ou Etat particulier a son journal démocrate important. Ainsi la *Gazette du soir de Mannheim* (*Mannheimer Abendzeitung*) joue un rôle prépondérant en Bade, la *Halle des journaux de Berlin* pour Berlin. Très implantés dans leur régions et souvent en contact les uns avec les autres, ils ont toutefois aussi des problèmes à s'installer sur un plan «national», ne serait-ce que pour des raisons matérielles et financières. Seule la *Nouvelle gazette rhénane* (*Neue Rheinische Zeitung*) réussit à devenir un journal d'une dimension «nationale». A travers de cette constellation, l'importance de ce journal devient déjà perceptible.

Lorsque la révolution est déjà gravement menacée - la Prusse ayant refusé la constitution s'apprête à intervenir militairement - le mouvement démocrate réagit par un dernier sursaut en créant le *Zentralmärzverein*. (*L'association centrale de mars*) Le nom choisi exprime la prise de conscience (théorique) du fond du problème, la division des forces. Elle réunit les tendances républicaines comme les partisans d'une monarchie constitutionnelle. Cette organisation se crée en mars 1849 avec l'objectif de défendre les *acquis de mars* (*Märzerrungenschaften*). Elle représente 950 associations avec un demi-million d'adhérents¹⁴². Mais même dans cette situation de menace, l'organisation reste entièrement sur le terrain exclusivement parlementaire. Elle n'arrive pas non plus à se mettre d'accord sur un comportement commun à adopter face à la Prusse. Elle perd par la suite toute influence sur les événements.

Au début de la révolution nombre d'associations ouvrières font partie des associations démocrates, mais l'adhésion simultanée aux associations ouvrières et démocratiques concerne

¹⁴² Christoph Klessmann : *Zur Sozialgeschichte der Reichsverfassungskampagne von 1849*, in : *Historische Zeitschrift*, Bd. 218, Heft 2, R. Oldenbourg Verlag München, 1974, p.284.

beaucoup plus les dirigeants que la masse des adhérents des associations ouvrières¹⁴³. Au cours de la révolution, les associations ouvrières se distinguent de plus en plus dans leur façon d'aborder le problème de leur organisation, comme dans leurs questionnements et revendications. Les problèmes de coordination et d'actions organisées se posent particulièrement pour elles.

Une difficulté de taille pour toute centralisation, est le fait que la situation sociologique des artisans soit différente dans les Etats particuliers. Tandis que certains Etats, comme la Prusse, ont déjà supprimé les corporations, dans d'autres, comme dans la ville de Francfort, elles sont encore intactes¹⁴⁴. De plus, les bas salaires ne permettent pas de voyager beaucoup. Les premières associations ouvrières, comme elles s'appellent maintenant, ont déjà beaucoup de problèmes à construire leurs propres structures. Ainsi un premier essai de centralisation échoue en mai 1848¹⁴⁵.

Max Quarck rapporte dans son étude sur l'association *fraternité ouvrière (Arbeiterverbrüderung)*¹⁴⁶ que tout au début de la révolution deux des plus grandes associations ouvrières, celle de Francfort et celle de Berlin ne se sont pas rencontrées. Celle de Berlin, le «*comité central de Berlin*», a été fondée le 19 avril, celle de Francfort le 14 mai 1848. Les deux publient un journal, *le peuple (das Volk)* à Berlin, dont Stephan Born est le rédacteur, et le *Journal ouvrier de Francfort (Frankfurter Arbeiterzeitung)*. Malgré des objectifs très semblables, elles ne se rencontrent pas - même pas lors des congrès du mouvement démocrate, auxquels les deux ont participé. Les dirigeants de l'association de Francfort, Christian Esselen et Eduard Pelz participent au premier congrès en juin, Stephan Born et ses camarades au deuxième au mois d'octobre. A partir de l'été, l'association de Francfort décline certes, mais Esselen est encore dans la ville de Francfort. Il ne participe pas au congrès ouvrier du mois d'août, organisé par l'organisation berlinoise.

Pour Max Quarck, c'est la situation très différente des deux villes, qui est responsable de cette «non-rencontre». Berlin connaît déjà ses premières usines, Francfort est une ville d'artisans uniquement. Les marchés du travail ne se croisent pas. Et comme pour tout autre aspect de la révolution, l'existence ou le manque des moyens de communication, est un facteur décisif. Il n'y a

¹⁴³ Ibid.: p.123. Quarck s'appuie concernant cette assertion, aux informations données par: Gustav Lüders: „*Die demokratische Bewegung in Berlin im Oktober 1848*“, Rothschild, Berlin und Leipzig, 1909.

¹⁴⁴ Max Quarck : *Die erste deutsche Arbeiterbewegung. Geschichte der Arbeiterverbrüderung 1848/49*, Verlag C.L. Hirschfeld, Leipzig, 1924, p.98.

¹⁴⁵ Nous étudierons ce premier essai à l'initiative de l'association ouvrière de Mayence dans le chapitre I-4-.

¹⁴⁶ Ibid. p.122/123.

pas de chemin de fer entre Berlin et Francfort en 1848. Ces problèmes ont pu jouer un rôle également entre d'autres villes¹⁴⁷.

Début août 1848, une première grève « nationale » des imprimeurs échoue, justement à cause d'un manque d'organisation surpararégionale, et en conséquence un comportement très différent entre les imprimeurs de chaque ville. Logiquement les résultats varient extrêmement d'une ville à l'autre, c'est le chaos, selon Max Quarck : « *ordre, contrordre, désordre* »¹⁴⁸ (citation en français).

Le premier congrès des ouvriers du 23 août 1848 en revanche, est une importante initiative pour coordonner les activités des associations ouvrières¹⁴⁹. Les 40 participants représentent, selon R. Stadelmann, à peu près 1200 ouvriers organisés¹⁵⁰. A ce congrès, on décide de créer une organisation nationale centralisée, avec des structures démocratiques : des associations locales, un comité local, un comité cantonal, une assemblée cantonale et un comité central. Cette structure ressemble à celle du mouvement démocrate, à la différence que l'autorité du comité central ne sera pas contestée. La volonté de créer un effet centralisateur s'exprime également dans le choix de la répartition des cantons. Ils négligent complètement les frontières des Etats allemands existants (inclusivement l'Autriche) et se constituent uniquement selon des aspects pratiques, par centres de communication et d'industrie, par exemple Danzig, Königsberg, Cologne, etc.¹⁵¹. Il est remarquable de constater avec quelle rapidité la nécessité d'une structure centralisée s'impose aux participants de ce congrès. En quelques mois, ils passent de petits groupes locaux à une structure « nationale », dans un pays dont la forme étatique n'existe pas encore. Mais malgré ces énormes progrès, la nouvelle organisation ne réunit qu'une minorité parmi les ouvriers. Quarck mentionne la contradiction entre la structure centralisée et la base encore trop faible et disparate¹⁵².

A la fin de l'année 1848 cependant, les associations ouvrières connaissent un essor sans précédent. Le processus de centralisation s'accélère et débouche sur le projet d'un deuxième congrès

¹⁴⁷ Voir Max Quarck, op.cit, pp.122/123.

¹⁴⁸ Ibid. p. 157.

¹⁴⁹ Etant donné que toutes les désignations de l'époque portent le nom « ouvrier » (Arbeiterkongress, Arbeiterzeitung, Arbeiterverbrüderung, etc.) nous reprenons ce terme dorénavant, malgré le fait qu'il s'agit pour une majorité écrasante des artisans. Pour l'instant nous ne traitons pas encore la question, si les artisans sont à considérer comme des ouvriers ou non.

¹⁵⁰ Rudolf Stadelmann, op.cit. p. 173.

¹⁵¹ Max Quarck, op.cit. p. 165 ; des informations plus détaillée à propos de ce congrès in : Max Quarck, op.cit. pp.97-122.

¹⁵² Ibid.: p.176.

qui devait se dérouler en juin 1849. Ce deuxième congrès a comme objectif la création d'une organisation ouvrière nationale. La fin de la révolution empêchera la réalisation de ce projet.

Comme nous avons vu, tous les courants politiques se structurent à un moment donné pendant la révolution autour de la presse¹⁵³. C'est partiellement dû aux difficultés de s'établir sur un niveau «national», des problèmes compréhensibles, alors que le pays même n'est pas encore structuré sur une base nationale. Dans cette situation la presse leur donne la plus grande visibilité dans l'espace public. L'autre raison est que la presse est à ce moment le moyen de communication le plus performant. La presse sert pendant la révolution non seulement à informer le plus rapidement possible, mais elle structure également autour d'elle les débats et polémiques politiques. C'est un moyen puissant pour influencer une opinion politique élargie. Se pose la question de savoir, qui a la mainmise sur la presse et qui a les compétences pour s'en servir.

I-3- Espace(s) public(s) et classe ouvrière

I-3-1- L'espace public plébéien

Habermas considère la forme de l'espace public bourgeois comme dominante pour l'époque qui nous intéresse. Dans la préface de son livre, il fait allusion à un «espace public plébéien», comme une copie et en même temps comme «la *variante opprimée*» de l'espace public bourgeois. Il accorde une existence à cet espace public dont les acteurs ne sont plus les classes éduquées, mais le peuple, pour l'époque de la *Révolution française*.

Indépendamment de la question de savoir si un espace public plébéien n'est vraiment apparu qu'avec la *Révolution Française*, il est intéressant de remarquer que Habermas retient une révolution comme le moment privilégié de cet espace, depuis là disparu de la surface de l'histoire, selon lui.

¹⁵³ Nous étudierons la presse ouvrière dans un des sous-chapitres suivants, I-3-4, L'espace public prolétarien, p.72.

Cette catégorie d'espace public aurait continué à exister, mais seulement «*sous une forme subliminale*», dans le mouvement chartiste en Angleterre et le mouvement anarchiste continental. Néanmoins il s'orienterait toujours par rapport aux objectifs de l'espace public bourgeois, bref, il s'agit de toute façon d'un écho, de la variante d'un original qui reste l'espace public bourgeois¹⁵⁴. Habermas n'accorde pas une continuité de cet espace public au mouvement ouvrier globalement, mais seulement à certaines de ses formes.

Les explications de Habermas sur le caractère d'un espace public plébéen se limitent à ces remarques ; il n'en reste pas moins qu'il en a introduit le terme.

I-3-2- Entre espace public plébéen et espace public prolétarien

La conception d'un seul espace public, qui serait l'espace public bourgeois, est mise en question très tôt par Oskar Negt et Alexander Kluge¹⁵⁵ qui mettent en doute l'exclusivité et la fonction émancipatrice universelle de l'espace public bourgeois¹⁵⁶. Ils mettent en avant l'existence d'un «espace public prolétarien» qui serait différent et de l'espace public bourgeois et de l'espace public plébéen. L'espace public prolétarien n'a pas, selon Negt et Kluge, suivi la séparation entre sphères privées et publiques, à l'instar de l'espace public bourgeois. Il se distingue par ses formes non écrites, par des expériences collectives vécues, en intégrant la sphère de la production et la socialisation

¹⁵⁴ Jürgen Habermas : *Strukturwandel...*, op.cit. p.8: „*In jenem Stadium der französischen Revolution, das mit dem Namen Robespierre verknüpft ist, tritt eine Öffentlichkeit, sozusagen für einen Augenblick, in Funktion, die ihr literarisches Gewand abgestreift hat – nicht mehr die „gebildeten Stände“, sind ihr Subjekt, sondern das ungebildete „Volk“ . Gleichwohl bleibt auch diese plebejische Öffentlichkeit, die in der Chartistenbewegung ebenso untergründig fortlebt wie vor allem in den anarchistischen Traditionen der kontinentalen Arbeiterbewegung, an den Intentionen der bürgerlichen Öffentlichkeit orientiert, - geistesgeschichtlich wie diese, ein Erbe des 18. Jahrhunderts.*”

« *Dans ce stade de la Révolution Française, qui est lié au nom de Robespierre, entre en fonction, pour ainsi dire pour un moment un espace public, qui a ôté son habit littéraire. Ce ne sont plus les classes éduquées qui sont leur sujet, mais le «peuple» inculte. Néanmoins cet espace public plébéen - qui continue à vivre dans le mouvement chartiste d'une manière subliminale, ainsi que surtout dans les traditions du mouvement ouvrier anarchiste continental - reste orienté aux objectifs de l'espace public bourgeois, l'un et l'autre étant, au niveau de l'histoire des idées, un héritage du XVIII^e siècle.*»

¹⁵⁵ Oskar Negt/Alexander Kluge: *Öffentlichkeit und Erfahrung. Zur Organisationsanalyse von bürgerlicher und proletarischer Öffentlichkeit.* Edition Suhrkamp, Frankfurt a.M., 1972.

¹⁵⁶ En ce qui concerne la critique récente voir surtout: Craig Calhoun : *Habermas and the Public Sphere*, The MIT Press, Massachusetts Institute of Technology, Cambridge, Massachusetts and London, England 1992 op.cit. , ou : Nick Crosley and John Michael Roberts : *After Habermas : New Perspectives on the Public Sphere*, Blackwell Publishing/ the Sociological Review, Oxford, 2004.

familiale. Il s'agirait d'un espace public entièrement indépendant de l'espace public bourgeois et même partiellement orienté contre celui-ci.

Negt et Kluge le distinguent également d'un espace public plébéen, en suivant les affirmations de Habermas, selon lesquelles l'espace public plébéen s'oriente dans ses objectifs suivant l'espace public bourgeois et serait ainsi lié à lui.

Hans Medick¹⁵⁷ pose la question encore autrement. Ce que Negt et Kluge définissent encore comme distinction entre espace public plébéen et espace public prolétarien est pour lui plutôt un trait commun. Les deux seraient des expressions autonomes, indépendantes de l'espace public bourgeois. Pour cette raison, il se pose la question de savoir si les expressions spécifiques de l'espace public plébéen ne continuent pas à exister dans le mouvement ouvrier ou, autrement dit, si l'espace public prolétaire n'est pas un héritier historique de l'espace public plébéen.

C'est justement un des critères principaux de Negt et Kluge pour définir l'espace public prolétarien - l'expérience collective - qui pourrait mener à la problématique *«si et dans quel sens le mode d'action et d'expérience de la culture plébéenne et de l'espace public plébéen trouve dans l'espace public prolétarien son équivalent et sa continuité.»*¹⁵⁸

Medick entrevoit l'expression d'un espace public plébéen indépendant qui perdure et se mélange avec l'espace public prolétaire, par exemple dans les fêtes populaires, les foires ou les révoltes de la faim.

Les réflexions et hypothèses de Hans Medick nous paraissent particulièrement adaptées à la situation de l'Allemagne du milieu du XIX^e siècle. Nous nous trouvons à une époque de transition et le contexte commun d'instabilité économique et sociale a comme conséquence qu'un artisan peut être victime d'un déclassement social et devenir journalier ou ouvrier d'usine. De même, être ouvrier d'usine n'est, au milieu du siècle, qu'un épisode de la vie. Le caractère du travail peut changer rapidement.

¹⁵⁷ Hans Medick : *Plebejische Kultur, plebejische Öffentlichkeit, plebejische Ökonomie. Über Erfahrungen und Verhaltensweisen Besitzarmer und Besitzloser in der Übergangsphase zum Kapitalismus*, op.cit. pp. 157-196

¹⁵⁸ Ibid. p.164 *...ob und inwiefern der spezifische Handlungs- und Erfahrungsmodus plebejischer Kultur und plebejischer Öffentlichkeit seine Entsprechung und Weiterführung findet.*“

Manfred Gailus confirme dans son étude sur la contestation sociale entre 1847 et 1849¹⁵⁹ la présence récurrente des artisans pendant les tumultes urbains, les révoltes de la faim ou les charivaris. Cela signifierait effectivement le maintien et l'adaptation des formes anciennes de communication et de protestation à côté de formes nouvelles, une sorte de mélange d'espace public plébéen et espace public prolétarien. Les acteurs de ces contestations et protestations seraient les couches sous- bourgeoises des villes, y compris une partie des artisans compagnons et des ouvriers d'usine.

Que sont les formes anciennes (plébéiennes) de protestation ? Contrairement à Habermas, la recherche récente voit un espace public plébéen également en Allemagne, non comme une copie de l'espace public bourgeois, mais au contraire, comme son antécédent.

Andreas Würigler¹⁶⁰ mène dans son travail sur les «tumultes et l'espace public» une vaste étude sur les expressions de l'espace public plébéen du XVIII^e siècle dans l'espace germanophone. Même si ses cas d'étude sont un peu limités géographiquement¹⁶¹, ses exemples montrent toutefois un espace large de manifestations publiques des classes sous-bourgeoises contre les décisions injustes et autoritaires, comme par exemple les impôts arbitraires.

Ces formes de protestation sont dans la plupart des cas verbales et non écrites. Il s'agit de racontars et de rumeurs, délibérément mis en place, de chansons qui insultent et ridiculisent les personnes de haut rang, mal considérées par le peuple ou de charivaris, auxquels auraient également participé les femmes.

Dans le cas des protestations écrites, les auteurs sont les anciens citoyens des villes, les artisans, dont la situation sociale se dégrade. Ils n'auront plus accès à l'espace public bourgeois, dont le critère d'adhésion devient l'éducation. De plus en plus exclus ou marginalisés dans les administrations communales, ils ont des revendications toujours du même ordre, qui ressemblent étrangement aux expressions de l'espace public bourgeois plus tard. Ces revendications portent sur la publicité des

¹⁵⁹ Manfred Gailus : *Straße und Brot; sozialer Protest in den deutschen Staaten unter besonderer Berücksichtigung Preußens, 1847-1849*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen, 1990.

¹⁶⁰ Andreas Würigler, op. cit.

¹⁶¹ Beaucoup de ses exemples viennent de la Suisse qui est traitée au même titre que l'Empire. Les cas d'étude de l'Empire viennent uniquement de l'Allemagne du Sud.

documents, la participation aux décisions qui les concernent et une représentation permanente. Du moins dans leur genèse, les différents espaces publics semblent donc avoir des traits de ressemblance.

En Allemagne, l'image d'une connexion entre amusement populaire, expression de révolte populaire mélangée avec les formes de révolte de la classe ouvrière naissante est encore floue pendant le *Vormärz*. Ce qui joue ici, ce ne sont pas seulement les différences de coutumes régionales importantes et la non-simultanéité dans l'évolution politique des Etats particuliers, (en Bade les fêtes des gymnastes prennent beaucoup plus tôt qu'ailleurs des couleurs politiques et oppositionnelles) c'est aussi l'hétérogénéité de la classe ouvrière elle-même, qui donne une image plutôt confuse avant la révolution. Les traditions rurales, transférées en ville, se mélangent avec les protestations de la population pauvre des villes - par exemple dans les révoltes de la faim et le pillage des magasins - et se mélangent encore avec les traditions corporatistes du compagnonnage. Pendant la révolution, ces expressions deviennent plus ciblées et nettement plus politiques. Le contour d'un espace public en transition se dessinent, avec des traits caractéristiques plébéiens et prolétariens où des traditions diverses se côtoient, se superposent, se contredisent parfois, se densifient. Il s'agit toujours des fêtes populaires qu'on transforme en manifestation politique, des charivaris nocturnes, d'insultes publiques des soldats, d'agitations de rue (discours dans les rues, discussion publique autour des affiches et tracts) de manifestations pétitionnaires, de grèves, de congrès et finalement de la presse ouvrière.

Dans les grandes villes de la Rhénanie, le carnaval est établi depuis des siècles. Surtout à Cologne, il représente la fête populaire la plus importante de l'année; il est depuis toujours également la soupape pour des mécontentements, des haines, des histoires «à régler» avec les autorités. Depuis 1815 (et jusqu'aujourd'hui) une grande partie des déguisements tournent en ridicule l'armée prussienne. Début mars 1848, les baudruches du cortège prennent des couleurs noire, rouge et or¹⁶². D'ailleurs à Cologne, la révolution éclate le 3 mars, un jour après le grand jour du début du carnaval colonais, «le carnaval des femmes» (*Weiberfastnacht*). Carnaval et révolution se mélangent ensuite joyeusement.

¹⁶² Jürgen Herres : *1848/49 Revolution in Köln*, Janus Verlag, Köln, 1998, p.9.

A Vienne également le déguisement parodique est employé par les ouvriers terrassiers le 23 août¹⁶³. En vérité il s'agit d'une manifestation contre une baisse des salaires et contre le ministre du travail. La manifestation prend la forme d'un cortège funèbre. Hommes et femmes sont déguisés et portent avec eux sur un brancard une poupée qui représente le ministre en expliquant avec des mines attristées qu'il avait avalé quatre *Kreuzer*, et qu'il se serait étouffé en avalant le cinquième.

Les participants des charivaris sont habituellement déguisés ou ont le visage caché par des foulards. Il s'agit de manifestations spontanées contre des fonctionnaires, des politiciens ou des notables mal vus par la population, souvent accompagnées par des jets de pierre. Ces manifestations semblent certes être tolérées par le mouvement ouvrier organisé, néanmoins elles suscitent quelques inquiétudes. Un article du *le peuple*, dirigé par Stephan Born, exprime ainsi ses inquiétudes, les charivaris et «*autres amusements*» révolutionnaires innocents pourraient servir comme prétexte pour mobiliser le peuple et la Garde civile l'un contre l'autre, et le tout à cause des «malentendus»¹⁶⁴. Il y a également quelques charivaris très politisés. Un des plus connus à Cologne, au début de la révolution le 3 mars, finit par l'assaut de la mairie (*Kölner Rathaussturm*)¹⁶⁵.

Pendant les différentes insurrections de la révolution, discussions et insultes contre les soldats alternent. Notamment des femmes, le plus souvent de condition très modeste, essaient de convaincre les soldats de ne pas intervenir contre la population. Ces interventions pour démoraliser les soldats réussissent parfois¹⁶⁶. Ces discussions tournent rapidement en insultes et étant donné que la population est armée (inclusivement les femmes) deviennent vite violentes. La même chose vaut pour les incidents autour des discussions de rue sur des tracts publiquement affichés ou des véritables discours dans la rue¹⁶⁷.

¹⁶³ Gerlinde Hummel-Haasis (Hg): *Schwestern zerreit eure Ketten. Zeugnisse zur Geschichte der Frauen in der Revolution von 1848/49'' dtv Dokumente 1982*, p.182, cité d'après Maximilian Bach: *Geschichte der Wiener Revolution im Jahre 1848*, Wien, 1898, p.654.

¹⁶⁴ Max Quarck, op. cit. p.89.

¹⁶⁵ Manfred Gailus, op.cit. pp.149-15.

¹⁶⁶ Gerlinde Hummel-Haasis, op.cit. pp.28/29.

¹⁶⁷ Ibid.: pp. 105 ou pp.126/127.

Toutes ces dernières formes de communication et de protestation ont les mêmes traits caractéristiques : il s'agit de manifestations spontanées, c'est un phénomène de masse et la participation des femmes et même des enfants est récurrente. La participation des femmes choque particulièrement la presse bien pensante qui essaye même de dénoncer la révolution en tant que telle par le fait que les femmes ne seraient pas à leur place. Cela laisserait craindre le pire pour l'avenir¹⁶⁸. De plus, ces formes sont caractérisées par une violence latente ou directe, même les charivaris contiennent au moins une violence symbolique.

Les manifestations pour soutenir une pétition sont encore suivies par des femmes, des grèves en revanche, suivies ou même initiées par des femmes, sont beaucoup plus rares.

Les grèves du *Vormärz* suivent encore pour l'essentiel le schéma décrit. Ce sont des actions spontanées, pour ainsi dire explosives, violentes et localement très limitées. Normalement elles ne sont pas considérées comme politiques. Pendant une action de destruction de machines (plutôt rare en Allemagne) dans le canton d'Aix-la-Chapelle, à Eupen en avril 1821¹⁶⁹, le fonctionnaire régional remarque cependant :

*«Les ouvriers d'usine commencent tout juste à s'exprimer librement : à vrai dire ce seraient eux qui produiraient la richesse des propriétaires d'usines, mais ils ne recevraient en aucun cas un traitement et un salaire correspondant à leur travail - ils croient cependant pouvoir exiger les deux.»*¹⁷⁰

Ces premières grèves du *Vormärz* se servent clairement des autres formes de protestation, déjà mentionnées. Au début des années quarante, les terrassiers des constructions de chemin de fer de la province rhénane, quand ils se sentent spoliés sur leur salaire, arrêtent non seulement le travail, mais campent régulièrement devant les maisons des fonctionnaires responsables, les menacent, les insultent. Souvent ces actions sont accompagnées de jets de pierres et du saccage des appartements¹⁷¹. Le caractère local et limité des actions, ainsi qu'un manque de solidarité des autres équipes, facilitent dans la plupart des cas le travail des autorités pour arrêter, ou du moins endiguer

¹⁶⁸ Ibid.: p.182: *Langes Haar und kurzer Verstand*, Anton Füster, *Memoiren vom März 1848 bis Juli 1849*, Bd. 2 Frankfurt a.M., 1850, p.101.

¹⁶⁹ Dieter Dowe : *Aktion und Organisation, Arbeiterbewegung, sozialistische und kommunistische Bewegung in der preußischen Rheinprovinz 1820-1852*, Verlag für Literatur und Zeitgeschichte, Hannover, 1970, p.26/27.

¹⁷⁰ Ibid.: „*Die Fabrikarbeiter fangen überhaupt an, sich freimüthig zu äußern: daß sie es doch eigentlich wären, die den Wohlstand der Fabrikherren größtentheils herbeiführten, keineswegs aber dafür eine zweckmäßige Behandlung und angemessenen Lohn erhielten – sie glaubten allerdings, auf beides Ansprüche machen zu können.*“

¹⁷¹ Ibid.: pp. 36-41.

ses mouvements, d'autant plus que les plus militants ouvriers sont punis avec la plus grande sévérité¹⁷².

La concentration de milliers d'ouvriers sur un chantier représente toutefois un fait nouveau et plutôt inquiétant. Depuis 1844 les autorités prussiennes tiennent un dossier spécial pour les agissements des terrassiers et ne les comptent plus dans le dossier plus général «révoltes populaires et tumultes»¹⁷³ tant ces actions sont devenues fréquentes.

Toutes ces formes d'expression de colère persistent pendant la révolution. Elles deviennent même plus qu'avant encore, un phénomène de masse. En revanche, la création d'un espace d'expression libre, mène à des formes beaucoup plus organisées et structurées, comme des grèves à tendance nationale, comme celle des imprimeurs au début de la révolution, ainsi que des fondations massives d'associations ouvrières. Les anciennes formes de caractère plébéen cohabitent et se mélangent avec les nouvelles formes, surtout pendant les grandes crises révolutionnaires en juillet, en septembre et en novembre 1848, ainsi qu'en mai 1849. L'expression concrète de cette imbrication est le fait que se mélangent l'espoir de meilleures conditions de vie et la formation d'un contre-pouvoir. Cela donne à ces manifestations une dynamique particulière. Comme le démontre l'étude de Manfred Gailus, les tumultes urbains, les manifestations des masses populaires dans la rue ne se caractérisent pas forcément par une conscience politique précise, mais ont néanmoins souvent une tendance clairement anti-bourgeoise. La colère populaire se transfère des anciennes élites vers les nouvelles¹⁷⁴. Cette tendance est renforcée par une méfiance croissante envers les représentants parlementaires à partir de l'été 1848. Nous voyons ici deux espaces publics qui s'opposent progressivement. En même temps se produit une modification dans l'espace plébéen/prolétarien même, avec l'apparition de nouvelles formes d'expression comme des grèves à tendance nationale, des structures plus organisées et durables comme les associations ouvrières et leur presse.

¹⁷² Ibid.

¹⁷³ Jürgen Kocka, op.cit. p.370.

¹⁷⁴ Manfred Gailus, op.cit. pp.42-55.

I-3-3- Vers la formation d'une classe ouvrière

Pour l'époque de la révolution de 1848/49, les ouvriers sont généralement considérés comme la base sociale des insurrections diverses¹⁷⁵. En revanche, on hésite à les appeler «classe ouvrière» ou simplement «ouvriers», car il s'agit en fait surtout de compagnons artisans, en partie de journaliers. L'ancienne société féodale se dissout progressivement. L'industrialisation menace de plus en plus l'existence des anciens artisans. Le signe indéniable de leur prolétarianisation est le fait qu'on compte de plus en plus de compagnons sur un nombre de plus en plus restreint de maîtres, tandis que le nombre des maîtres qui travaillent seuls, sans compagnon, augmente¹⁷⁶. Lors d'un processus qui prend plusieurs décennies, le plus grand nombre de compagnons se transforma en ouvriers de fabrique. Dans les années quarante, ce processus est loin d'être achevé.

Afin de définir le terme «classe» nous nous appuyerons sur la définition de Wolfram Siemann¹⁷⁷. Les classes sont :

«...des grands groupes sociaux, dont les membres partagent la même position économique et en conséquence les mêmes intérêts et qui se comprennent tendanciellement sur cette base comme faisant partie d'une communauté et agissent en fonction.»¹⁷⁸

¹⁷⁵ Voir Veit Valentin: *Geschichte der deutschen Revolution 1848-1849*, Bd.1: *Bis zum Zusammentritt des Frankfurter Parlaments*, Neudruck der Ausgabe Berlin 1930, Scientia Verlag Aalen, 1968, p.532: „Ohne Arbeiter wäre die ganze sozialrevolutionäre Bewegung unmöglich gewesen.“

(«Sans les ouvriers tout le mouvement social révolutionnaire aurait été impossible.»)

Frank Engehausen préfère l'expression : « *die unterbürgerlichen Schichten* » (les couches sous-bourgeoises)

Die Revolution von 1848/49, Seminarbuch Geschichte, Schönigh UTB, Paderborn, München, Wien, Zürich, 2007 p.197, tout comme Wolfram Siemann, qui souligne néanmoins leur rôle décisif pendant la «révolution de base» (Basisrevolution): p.367: „*Die Massenbewegungen der Straße verhalfen der 1848er Politik überhaupt erst zum Durchbruch. Schaut man auf die Träger dieser Basisrevolution wird man der verbreiteten Charakterisierung der Erhebung von 1848 als „bürgerlich-demokratischer Revolution“ nur wenig abgewinnen können.*“, p. 369: „*Die meisten Aktionsträger der Basisrevolution waren unmittelbar von sozialen, wirtschaftlichen Krisen der vorausgegangenen Zeit geprägt und gehörten vorwiegend unter-oder außerbürgerlichen Schichten an...Die kleinen Handwerker, die Gesellen und Lehrlinge sah man an vorderster Front.*“

¹⁷⁶ Jürgen Kocka, op.cit. pp.318-323.

¹⁷⁷ Wolfram Siemann: *Vom Staatenbund...*, op.cit.p.178: „*Gesellschaftliche Großgruppe, deren Angehörige die ökonomische Stellung und daraus folgend, gleiche Interessen teilen, sich der Tendenz nach, auf dieser Grundlage als zusammengehörig begreifen und entsprechend handeln.*“

Siemann se réfère de son côté à Jürgen Kocka: *Arbeitsverhältnisse und Arbeiterexistenzen. Grundlagen der Klassenbildung im 19 Jahrhundert*“, Dietz Verlag, Bonn, 1990, p.5, sans pour autant reprendre les mêmes formulations. Il les a plutôt résumées.

¹⁷⁸ Ibid.

Selon cette définition, la conscience et les actions communes sont donc également des critères, tout comme la situation économique.

Concernant la période avant et au début de la révolution, deux questions restent ouvertes et ne trouvent que des réponses assez vagues ; c'est premièrement la question pure et simple de l'existence ou non d'une classe ouvrière et deuxièmement de savoir si cette classe (ouvrière ou non) est capable d'agir comme un groupe social, en articulant des intérêts communs. Surtout cette deuxième question nous relie à la problématique de l'espace public. La discussion se focalise souvent sur la transition de statut des artisans : quel est leur niveau de prolétarianisation et y a-t-il adéquation entre le degré de prolétarianisation et la conscience de classe?

Si dans les années trente du XIX^e siècle, l'Allemagne était encore un pays sous-développé comparé à l'Angleterre, cette situation commence à changer avec les premiers grands travaux pour les chemins de fer à la fin des années trente et au cours des années quarante¹⁷⁹. La construction des chemins de fer est à l'origine du premier essor industriel en Allemagne ; elle stimule ensuite tous les secteurs de la métallurgie. Les chantiers de terrassement concentrent un grand nombre d'anciens chômeurs et sont, comme déjà mentionné, un des premiers lieux de conflits, mais aussi de solidarité de classe. A Vienne, selon une statistique du Comité de sécurité de l'époque de la révolution, sur 18 561 employés, il y a 46,7% qui viennent à l'origine des métiers qualifiés de l'artisanat¹⁸⁰. Cela signifie que le processus de l'absorption des artisans ouvriers est déjà bien entamé.

A l'époque de la révolution de 1848, nous avons déjà dépassé la phase initiale de l'industrialisation. L'organisation du travail en usine commence à s'imposer dans le domaine de la construction mécanique qui est le domaine phare de l'industrialisation.

Depuis le début des années quarante, nous nous trouvons au début de la percée définitive du système capitaliste, mais certes pas encore dans sa forme développée. Les usines sont petites (en moyenne trente employés) et les définitions de ce qu'est une usine ne sont pas très claires, tantôt il s'agit d'«usines manufactures» et tantôt d'«usines industrialisées» (ayant pour base les machines à vapeur)¹⁸¹. La moyenne des effectifs reste basse dans les usines allemandes, trente ouvriers par

¹⁷⁹ Jürgen Kocka op.cit, p.68: La première ligne de chemin de fer allemande fut construite en 1835 entre Nürnberg et Fürth et mesurait 6 km. Le réseau au sein de la *Confédération germanique* mesurait 579 km en 1840, et 7 123 km en 1850.

¹⁸⁰ Ibid.

¹⁸¹ Wolfram Siemann : *Staatenbund* ...op.cit. p.187.

usine dans le territoire de l'*Union Douanière*, mais 14 usines sur 38 comptent déjà plus de 100 personnes¹⁸². Les ouvriers d'usine sont donc certes encore une minorité, mais une minorité qui est déjà visible et qui grandit vite. En revanche, les ouvriers d'usine ne véhiculent pas encore l'image de «l'ouvrier typique» comme c'est le cas pour la deuxième moitié du XIX^e siècle.

La définition de la classe ouvrière qui prédomine encore dans la première moitié du XIX^e siècle en Allemagne ne se limite pas aux ouvriers d'usine. «Classe ouvrière» est souvent identifiée aux couches inférieures, aux pauvres en général. Joachim Paschen cite le directeur du service statistique de Prusse, Dieterci¹⁸³, qui a établi une étude juste après la révolution pour les années 1848/49. Dans cette étude, le critère de différenciation entre les classes est uniquement le revenu. Il arrive à la conclusion qu'il existe en Prusse trois groupes sociaux différents, avec des inégalités considérables entre eux :

Une mince couche supérieure (*Oberschicht*) de 3% (plus de 500 thalers de revenu annuel), à peu près 30% de la population qui constitue la classe moyenne (*Mittelschicht*), entre 150 et 500 thalers de revenu annuel) et une énorme «classe ouvrière» (*Arbeiterklasse*), constituée par deux tiers de la population, dans laquelle il compte les ouvriers de tout secteur, les dépendants, les mineurs, les gens de maison.

Paschen accorde une certaine crédibilité à cette étude, malgré l'intention supposée de Dieterci de «noircir le tableau», c'est-à-dire d'exagérer les chiffres pour les pauvres afin de mettre en garde contre les «classes dangereuses».

Jürgen Kocka cite une statistique semblable pour la Prusse des années 1846/49¹⁸⁴, où la catégorie de «la couche inférieure» comprend sans différenciation : les ouvriers, les artisans ouvriers, les gens de maison, les employés de ferme, les soldats, les tisserands, les petits épiciers, les journaliers et les mendiants. Tous ensembles représentent dans cette étude 73,3% de la population prussienne. Si on rajoute la frange inférieure de la classe moyenne, qui était effectivement très fragile (petits employés, petits paysans indépendants et maître artisans sans ouvriers), on arrive même à 82,2%.

Dans la France de l'époque règne également encore l'idée que le prolétariat englobe la majorité de la population, et non seulement la minorité des ouvriers d'usine. Un exemple en est donné par

¹⁸² Jürgen Kocka, op.cit. p.439-441.

¹⁸³ Joachim Paschen, op.cit. p.19.

¹⁸⁴ Jürgen Kocka: *Arbeitsverhältnisse...*op.cit., p.82.

Auguste Blanqui. Lorsque, après l'insurrection échouée de 1836, le tribunal lui demande sa profession, il répond sans hésitation : «*prolétaire*». Quand le président du tribunal réplique que «*prolétaire*» ne serait pas une profession, Blanqui fait alors jouer ses talents oratoires : «*Quoi, ce n'est pas un métier ? C'est le métier de 30 millions de Français qui vivent de leur travail et qui sont dépossédés de leurs droits politiques.*»¹⁸⁵

Cette fluctuation entre les termes «*classe ouvrière*» et «*couches inférieures*» est certainement explicable par les innombrables formes mixtes qui règnent encore entre l'artisanat, le travail des (petits) paysans et travail salarié (en usine ou non). L'amalgame entre ouvriers et pauvres en général s'explique de plus d'autant mieux que le travail en usine est encore rarement une destinée. Les changements entre travail artisanal, travail industriel et travail de la terre sont encore nombreux (dans les deux sens) et ne représentent que des phases de la vie, qui de plus sont fréquemment interrompues par des périodes de chômage. Les changements de statut, par exemple entre artisan et ouvrier, peuvent se faire dans un court laps de temps. Aussi rapidement peut se produire la chute dans la misère par le chômage, la maladie ou l'âge avancé. Ces nombreux changements de l'existence, qui correspondent aux transitions de l'industrie, rendent dans les années quarante une classification définitive en tant qu'artisan, ouvrier ou autre pratiquement impossible. Cette classe ouvrière en train de naître n'est visiblement pas (ou pas uniquement) définissable par le seul critère de la concentration dans les grandes usines industrialisées.

L'historien Jürgen Kocka retient un autre critère comme le critère décisif de la formation d'une classe ouvrière en Allemagne, la percée du travail salarié¹⁸⁶. Or le travail salarié comme «*phénomène structurel de masse*» s'impose à partir de la fin des années trente. Le critère de Kocka est à notre avis d'autant plus pertinent qu'il prend en compte le caractère progressif de l'industrialisation et le fait que la formation de classe soit un processus.

«La percée du travail salarié comme phénomène de masse était du point de vue analytique le maillon le plus important qui liait les grands bouleversements de l'époque à l'histoire du travail, des ouvriers et de la formation de la classe prolétarienne.»¹⁸⁷

¹⁸⁵ Cité d'après Arthur Rosenberg: *Demokratie und Sozialismus*, Athenäum Verlag, Frankfurt am Main, 1988, pp.31/32.

¹⁸⁶ Ibid, pp.5/6.

¹⁸⁷ Ibid, p.9: „Die Durchsetzung der Lohnarbeit als eines Massenphänomens war, analytisch gesprochen, das wichtigste Mittelglied, das die großen Wandlungen der Zeit mit der Geschichte der Arbeit, der Arbeiter und der proletarischen Klassenbildung verknüpfte.“

L'élément décisif pour la percée du travail salarié est d'ailleurs pour Kocka moins la mécanisation du travail en tant que telle, que la centralisation de la production - deux éléments qui sont pourtant liés. Pendant la révolution de 1848, Karl Marx a également considéré le travail salarié comme un facteur constituant de la formation de classe et lui dédie une série importante d'articles (*Travail salarié et capital*) dans la *Nouvelle gazette rhénane*¹⁸⁸.

Un autre élément de la définition de «classe sociale» que nous avons retenu est la conscience de partager le même sort et de se sentir membre d'un même groupe. En ce sens, le nom que les membres des associations donnent à leur organisation peut être révélateur. Ces organisations qui ont comme membres surtout des artisans, s'appellent – selon une certaine logique - dans la plupart des cas «associations d'artisans» (*Handwerkerverein*) avant la révolution ainsi que par exemple l'association de Berlin, déjà citée (*Berliner Handwerkerverein*). Les artisans salariés se mêlent encore fréquemment aux maîtres artisans. Dès le début de la révolution, la situation change. Les discussions révèlent des intérêts différents. Les associations plutôt corporatistes se séparent des artisans salariés¹⁸⁹. Ceux-ci s'appellent dorénavant «association ouvrière». Or les nouvelles associations ouvrières se composent toujours pour une large part d'artisans. Cette dénomination n'est pas un hasard, car elle est tout à fait revendiquée. Dans le *Journal ouvrier de Francfort* (*Frankfurter Arbeiterzeitung*), journal éphémère de l'association ouvrière de Francfort, nous trouvons la définition suivante :

«[Comme ouvrier] nous entendons chaque personne qui vit de son propre travail et non de l'exploitation d'autres ouvriers et également tous ceux qui donnent par le travail de leur tête leur contribution pour la libération, l'instruction et amélioration du peuple.»¹⁹⁰

Il s'agit donc d'une définition assez large de qui est ouvrier, tout à fait dans l'entendement de l'époque. Cependant, les artisans indépendants qui emploient des compagnons sont déjà exclus de la définition. C'est le travail salarié, dans un sens large, qui semble être à la base de cette définition.

¹⁸⁸ Nous revenons en détail à cette série d'articles dans la chapitre III de notre étude.

¹⁸⁹ Cette séparation est consommée par le déroulement du congrès des maîtres, qui débute le 14 juillet 1848 à Francfort et les controverses avec la tendance «social-conservatrice» Winkelblech, qui se bat pour le maintien des anciens privilèges des artisans. Voir Max Quarck, op. cit. pp.133-149.

¹⁹⁰ Cité d'après M.Quarck, op; cit. p.116: „Denn unter Arbeiter « verstehen wir jeden, der von seiner eigenen Arbeit und nicht von der Ausbeutung anderer Arbeiter lebt », auch jeden, der « durch die Arbeit des Kopfes seinen Beitrag zur Befreiung, Bildung und Veredlung des Volkes liefert.“

Selon la définition citée, «ouvrier» est en substance chaque salarié, et inclusivement ceux qui défendent les intérêts des salariés. «Ouvrier» n'est donc pas exclusivement l'ouvrier d'usine.

Il est remarquable que cette définition de l'année 1848 n'ait, une génération plus tard, pas changé pour le milieu ouvrier, du moins pas pour tout le monde, et cela malgré l'évolution fulgurante du prolétariat de fabrique entre-temps. Dans le journal du parti ouvrier social-démocrate (SDAP) on peut lire en 1874 :

«Nous nous appelons parti ouvrier, parce ce que le peuple qui travaille a le plus d'intérêt et a, grâce à son nombre, seul le pouvoir de créer un ordre de l'Etat et de la société juste, raisonnable et humain. Et, notons bien, nous entendons comme ouvrier non seulement les ouvriers de l'industrie, mais toute personne qui ne vit pas du travail des autres, donc à part les ouvriers salariés urbains et ruraux, également les petits paysans et les petits commerçants.»¹⁹¹

Bien qu'il existe en 1874 déjà un large prolétariat industriel, la définition de qui est ouvrier, n'a non seulement pas changé, mais au contraire, s'est encore élargie.

Objectivement, le prolétariat est selon les deux définitions, essentiellement le prolétariat salarié, néanmoins les deux approches comportent une composante importante ni économique ni sociale, mais politique. Elles tiennent compte de la conscience de ceux qui défendent les mêmes intérêts. En aucun cas elles n'excluent les artisans, à condition qu'il s'agisse des compagnons et non des maîtres. Nous retenons donc la conscience de classe des compagnons comme critère décisif et nous les appellerons dorénavant «ouvriers» et leurs associations «associations ouvrières», parce qu'eux-mêmes s'appellent ainsi.

¹⁹¹ *Der Volksstaat. Organ der sozialdemokratischen Arbeiterpartei und der internationalen Gewerksgenossenschaften*, n° 151 du 30 décembre 1874, p.1, cité d'après J. Kocka: *Arbeitsverhältnisse...*op.cit. p.531: „Arbeiterpartei nennen wir uns, weil das arbeitende Volk das nächste Interesse und, Kraft seiner Zahl, allein die Macht hat, eine [gerechte, vernunftgemäße, menschenwürdige Ordnung von Staat und Gesellschaft] herzustellen. Und, wohlgemerkt, unter arbeitendem Volk verstehen wir nicht bloß die Industriearbeiter, sondern Jeden, der nicht von der Arbeit Anderer lebt, also außer den städtischen und ländlichen Lohnarbeitern auch die Kleinbauern und Kleingewerbetreibenden.“

Plusieurs facteurs mettent les compagnons particulièrement sur l'avant de la scène. Il en résulte que s'ils ne sont certes pas le noyau de la nouvelle classe ouvrière, ils sont, en revanche tout à fait le noyau du mouvement ouvrier naissant. La nouvelle conscience de se percevoir comme ouvrier est aussi influencé par les anciennes normes d'honneur des artisans.

«Parmi les autres facteurs favorables comptaient certainement une haute qualification et une bonne position sur le marché du travail, en plus de la spécificité du poste de travail, la situation d'hébergement, facilitaient la communication et la solidarité, en se délimitant en même temps des employeurs et de la bourgeoisie, enfin quelques traditions professionnelles et culturelles qui justifiaient d'un côté un niveau d'exigence relativement haut des groupes respectifs - dont le non-respect pouvait mener à des mécontentements et une disposition à la protestation, et qui d'un autre côté renforçait les rapports internes et ainsi la capacité d'action collective de la catégorie respective d'ouvriers. Ainsi s'explique que beaucoup de compagnons artisans partiellement prolétarisés, avec des traditions corporatistes suffisamment relâchées, étaient beaucoup plus faciles à convaincre pour le mouvement ouvrier naissant que la plupart des ouvriers et ouvrières textiles d'origine rurale, pleinement prolétarisés.»¹⁹²

La haute qualification des compagnons - assez semblable à celle des maîtres - explique d'un côté leur potentiel de mécontentement, car les différences de salaires entre maîtres et compagnons sont exorbitantes¹⁹³. Ils ont de moins en moins la possibilité de s'établir en tant que maître et ne possèdent aucun droit politique, c'est à dire pratiquement aucune chance d'obtenir le droit de s'établir ni de se marier ; ils sont étroitement surveillés pendant leurs voyages. D'un autre côté, les compagnons ont un accès plus facile aux produits de la presse. Beaucoup de compagnons savent lire et estiment beaucoup les vertus de l'instruction. Cela facilite en même temps la communication entre eux et leur permet de s'adresser directement à un public en produisant eux-mêmes des articles. C'est évidemment encore plus vrai pour les compagnons des métiers de l'imprimerie. Ce n'est pas un

¹⁹² Jürgen Kocka: *Arbeitsverhältnisse...*, op.cit. p.523 : „Zu den weiteren förderlichen Faktoren gehörten sicherlich hohe Qualifikation und gute Stellung auf dem Arbeitsmarkt, daneben Eigenarten des Arbeitsplatzes und der Wohnsituation, die bei gleichzeitiger Abgrenzung von Arbeitgebern und Bürgertum kommunikativen Zusammenhalt erleichterten; und vor allem gewisse berufskulturelle Traditionen, die einerseits ein relativ hohes Anspruchsniveau der jeweiligen Gruppe begründeten – dessen Verletzung dann zu Unzufriedenheit und Protestbereitschaft führen konnte – und die andererseits den inneren Zusammenhang und damit die kollektive Handlungsfähigkeit der betreffenden Arbeiterkategorie verstärkten. So erklärt sich, dass viele teil-proletarisierte Handwerksgelesen mit genügend gelockter berufsständischer Tradition für die entstehende Arbeiterbewegung leichter zu gewinnen waren als die meisten voll-proletarisierten Textilarbeiter und Textilarbeiterinnen ländlicher Herkunft.“

¹⁹³ Ibid. p.329.

hasard si la première grève voulue à tendance « nationale » fut une grève des imprimeurs (même si elle ne fut pas couronnée de succès)¹⁹⁴.

Les artisans sont un groupe social en pleine dissolution qui se divise pendant la révolution. Une partie - essentiellement les maîtres - maintient les exigences des anciens statuts et privilèges. Une partie des compagnons en revanche change de conscience et se déclare « ouvrier », même avant que leur situation objective le « permette ». Ils anticipent en quelque sorte l'évolution à venir. L'historien Rüdiger Hachtmann confirme dans son étude sur la révolution de 1848 à Berlin¹⁹⁵ que « même les artisans qui travaillaient dans des métiers encore traditionnellement structurés se désignaient sans équivoque comme « ouvriers ».¹⁹⁶

Cependant, cette conscience d'appartenir à la classe des salariés ne s'exprime *pas* publiquement en Allemagne *avant la révolution*. Cela tient essentiellement aux lois de censure et à la répression politique. L'essentiel reste la liberté de se réunir, arrachée aux pouvoirs au début de la révolution. Cela engendre un processus d'apprentissage qui est intensifié et accéléré au cours de la révolution. Par la suite, la dénomination « ouvrier » ou « classe ouvrière » devient une sorte de nom d'honneur¹⁹⁷, un synonyme d'une émancipation universelle. En conséquence il est plus compréhensible que des artisans se nomment sans problème dorénavant « ouvriers » et qu'ils nomment leurs associations « association ouvrière ». Leur engagement pour les acquis de la révolution montre d'ailleurs qu'une grande partie des artisans lient leur sort à celui de la révolution. Les listes de ceux qui sont tombés pendant les insurrections armées diverses pendant la *campagne pour la constitution du Reich* révèlent chaque fois une grande majorité d'artisans¹⁹⁸.

¹⁹⁴ Max Quarck, pp. 149-156.

¹⁹⁵ Rüdiger Hachtmann: *Berlin 1848. Eine Politik- und Gesellschaftsgeschichte der Revolution*, Dietz Verlag Nachf., Bonn, 1997.

¹⁹⁶ Ibid.: „Selbst die Gesellen noch recht eindeutig traditionell-handwerklich strukturierter Gewerbe bezeichneten sich unmißverständlich als ‚Arbeiter‘.“

¹⁹⁷ Werner Conze: „Arbeiter“ : *Wörterbuch der historischen Grundbegriffe*, tome 1, p.228.

¹⁹⁸ Voir l'article de Christoph Klessmann: *Zur Sozialgeschichte der Reichsverfassungskampagne von 1849* in: *Historische Zeitschrift*, herausgegeben von Theodor Schiefel, unter Mitwirkung von Lothar Gall, Band 218, Heft 2, R. Oldenbourg Verlag, München, 1974.

I-3-4- L'espace public prolétarien pendant la révolution

L'évolution de l'espace public prolétarien se développe surtout pendant la révolution avec ses formes caractéristiques : les associations ouvrières, les congrès ouvriers et la presse ouvrière. Elles font reculer les formes plébéiennes de protestation, sans pour autant les évincer entièrement. Mais dans certaines de leur normes, ces expressions de l'espace public prolétarien se rapprochent ou ressemblent de plus en plus à certaines normes de l'espace public bourgeois ; la communication écrite qui est privilégiée par exemple, les formes d'organisation durables, l'exclusion des femmes.

Les fondations des associations ouvrières représentent une véritable rupture avec les formes de protestations, mentionnées auparavant. Leur nombre semble exploser au début de la révolution. Le nombre des adhérents de la *fraternité ouvrière (Arbeiterverbrüderung)*, est estimé entre 12 000 et 15 000 (parfois même 20 000), le nombre des associations du réseau à environ 170¹⁹⁹. Leur centre est d'abord Berlin, ensuite Leipzig, qui devient le siège du comité central. Le saut qualitatif dans l'évolution de la fraternité réside dans sa tendance de s'établir comme une organisation « nationale » et centralisée à partir de la fin de l'année 1848.

L'autre grand centre, qui cependant ne réussit pas à créer un réseau comparable, est l'*association ouvrière de Cologne*. Les chiffres des adhérents varient entre 4000 et 6000²⁰⁰.

La mixité des sexes est exclue dorénavant du mouvement ouvrier. Sur ce point également, les traditions des corporations se poursuivent et maintiennent un monde assez clos, excluant les femmes. Les associations, avec toutes leurs formes d'expression : congrès, réunions, presse, représentent un monde entièrement masculin.

Les associations dominent dorénavant le monde politique ouvrier. L'élément spontané recule nettement devant la volonté d'organiser et de structurer un travail durable avec des adhérents permanents. De même, l'élément écrit prend le dessus sur les formes orales. L'expression privilégiée

¹⁹⁹ Frolinde Balsler : *Sozial –Demokratie 1848-1863. Die erste deutsche Arbeiterorganisation „Allgemeine deutsche Arbeiterverbrüderung“ nach der Revolution*. Textband, Ernst Klett Verlag Stuttgart, 1962, p. 73

²⁰⁰ Gerhard Becker : *Journaux de l'union ouvrière de Cologne*, in : *La presse ouvrière 1819 – 1850. Angleterre. Etats Unis. France. Belgique. Italie. Allemagne, Tchécoslovaquie. Hongrie. Etudes présentées par Jacques Godechot*, Bibliothèque de la révolution de 1848, tome XXIII, Paris, 1966, p.266.

du mouvement devient maintenant la presse ouvrière qui représente un genre de presse nouveau en Allemagne²⁰¹.

Cette presse est un pur produit de la révolution ; elle apparaît et disparaît (du moins pour un certain temps) avec elle. Dans un premier temps, elle est le porte-parole des associations locales et reflète nettement les préoccupations de son public: salaires, conditions de travail, conditions de déplacement des compagnons, etc. Dans sa partie générale, les événements locaux prennent une grande place. Avec l'élan du début de la révolution, et la création des structures interrégionales, naissent également des journaux qui visent un rayonnement « nationale », dont l'exemple phare est *la fraternité (Die Verbrüderung)*²⁰², héritière de *le peuple*, journal du comité central de Berlin, rédigé comme *la fraternité*²⁰³ par Stephan Born. Cette presse reflète toujours fortement la vie associative, mais contient aussi une partie politique générale, très orientée vers les questionnements des ouvriers. Elle représente alors l'énorme effort de dépasser les faiblesses du mouvement, c'est-à-dire sa fragmentation régionale. *Die Verbrüderung* a un rayonnement impressionnant dans la plus grande partie de l'Allemagne (Berlin, Wurtemberg, Königsberg, Essen ; il ne manque que la Rhénanie) avec un tirage d'environ 1000 exemplaires, deux fois par semaines ; ce qui est un exploit considérable pour l'époque, d'autant plus que généralement ce sont non des individus, mais des associations qui sont abonnées au journal. Le nombre des lecteurs dépasse donc largement celui des abonnements.

En même temps la politisation des débats est massive, ce qui démontre la conscience et la fierté d'appartenir à une classe et de se considérer comme acteurs de l'histoire. Pendant le premier congrès déjà, les ouvriers formulent des revendications et des propositions pour une organisation sociale future.

²⁰¹ Les informations suivantes sont prises de : Frolinde Balsler : *Une presse à rédaction ouvrière 1848-1851*, in : *La presse ouvrière 1819-1850. Angleterre. Etats Unis. France. Belgique. Italie. Allemagne. Tchécoslovaquie. Hongrie*, op. cit.

²⁰² *Die Verbrüderung, Correspondenzblatt aller deutschen Arbeiter*, Hrsg.vom Centralcomitee für die deutschen Arbeiter. Leipzig 3 octobre 1848, juin 1850. Rédacteurs en chef : Stephan Born jusqu'à mai 1849, F.Schwenninger jusqu'au 12 juin 1849, K. Gangloff. Imprimé 1848 chez Brockhaus. 1849 et 1850 à la Vereinsbuchdruckerei, Leipzig.

²⁰³ *La fraternité* a été étudiée surtout dans le contexte de l'organisation, dont elle est l'organe, la « fraternité ouvrière », qui réunit les associations ouvrières ; par exemples Max Quarck, op ; cit. ou Jacques Droz : *Les révolutions allemandes..*, op.cit.pp.523-527.

I-3-5- Rapports entre deux espaces publics

Malgré de multiples liens entre mouvement démocrate et mouvement ouvrier au début de la révolution, ces liens ne se resserrent pas au cours des événements, mais au contraire se dissolvent. La question sociale se trouve plutôt à la marge des préoccupations des démocrates.

Une grande partie des démocrates ne prennent pas en compte ou ne comprennent pas la volonté des associations ouvrières et de leur propre base prolétarienne de décider eux-mêmes de leur condition de vie et de travail²⁰⁴. Les objectifs des associations ouvrières, de réaliser les valeurs de l'égalité sociale et de solidarité (fraternité), sont assez étrangers au monde bourgeois. D'ailleurs la plupart des intellectuels petit-bourgeois connaissent peu la vie ouvrière²⁰⁵. Les deux groupes diffèrent dans leur style de vie, dans la façon de faire la politique et de communiquer. Le mouvement démocrate reste dans les formes de communication de l'espace public bourgeois, créées au début de la révolution : les débats parlementaires. De ces débats les ouvriers sont justement exclus. Une méfiance, d'abord latente, s'accroît au cours de la révolution et mène finalement en octobre 1848, après le deuxième congrès des démocrates à la rupture²⁰⁶. Rüdiger Hachtmann a également étudié ce manque de communication entre deux espaces publics pour Berlin :

«Au scepticisme des comités directeurs, essentiellement bourgeois, des associations démocrates par rapport au peuple et à sa façon de faire de la politique, correspondait une méfiance de la base prolétarienne du mouvement démocrate par rapport à sa direction, qui était d'abord latente et qui augmentait depuis mai/juin. Cette méfiance résulte en fin de compte d'une profonde distance culturelle entre ces deux grands groupes sociaux. La faiblesse du mouvement démocrate résultant de ce clivage socio-culturel, était insoluble en

²⁰⁴ Voir sur ce sujet: Franz Neuland: *Proletarier und Bürger, Arbeiterbewegung und radikale Demokratie 1848/49* in Frankfurt am Main, DGB, Landesbezirk Hessen und Kreis Frankfurt a.M., Frankfurt a.M., 1998: chapitre 12: *Versuch eines Bündnisses, der Frankfurter Demokratenkongress*, pp.95-100; et Max Quarck, op. cit. chapitre X: *Die Demokratie und die Arbeiterbewegung*, pp.123-133.

²⁰⁵ Voir à propos de ce sujet aussi: Dieter Langewiesche: *Arbeiter in Deutschland. Studien zur Lebensweise der Arbeiterschaft im Zeitalter der Industrialisierung*, herausgegeben von Dieter Langewiesche und Klaus Schönhoven. Ferdinand Schöningh, Paderborn, 1981, introduction, pp. 22/23.

et: Jürgen Kocka : *Arbeiterbewegung in der Bürgergesellschaft, Überlegungen zum deutschen Fall*, in: *Geschichte und Gesellschaft, Zeitschrift für Historische Sozialwissenschaft*, 20. Jahrgang/Heft 4, Oktober-Dezember 1994, *Arbeiterbewegung im Vergleich*, p.492.

²⁰⁶ Plus de détails sur cette question in Max Quarck, op. cit. chapitre XIII : *Der Bruch mit der bürgerlichen Demokratie*, pp. 178-191.

1848. *Le fossé entre les couches bourgeoises et prolétaires se révélait être à peine surmontable.*»²⁰⁷

Hachtmann met en cause le renoncement du mouvement démocrate à définir une ligne politique, indépendamment du parlement de Francfort et constate que «*la focalisation du mouvement démocrate de Berlin sur le parlement l'entravait (..) d'une manière déterminante à élaborer des conceptions politiques indépendantes et à prendre des initiatives stratégiques.*»²⁰⁸ Cela est également l'analyse de Max Quarck²⁰⁹ qui souligne de plus que les efforts de la *fraternité ouvrière* de Stephan Born d'unifier les associations démocrates et ouvrières n'avaient pas trouvé d'écho positif auprès des démocrates²¹⁰.

La communication entre des membres de couches sociales différentes, qui semble si difficile en Allemagne, existe toutefois à l'étranger, bien avant la révolution de 1848. Les associations ouvrières des compagnons allemands en Suisse, à Paris ou à Londres attirent également les intellectuels en exil, qui trouvent que leurs sorts respectifs sont tout à fait comparables et fraternisent²¹¹. Ces intellectuels font en général partie de la bourgeoisie cultivée, journalistes, avocats ou étudiants. Malgré cela, ils se tournent vers les organisations de compagnons au lieu de s'adresser aux milieux de leur propre classe. L'historien Wolfgang Schieder²¹² explique cette évolution par le fait que les intellectuels en question ne représentent qu'une infime partie des intellectuels allemands, la frange la plus radicale. Ils ont pour certains participé à des actions de caractère insurrectionnel comme à *l'assaut de la garde*

²⁰⁷ Rüdiger Hachtmann, op.cit. p.880/881: „*Der Skepsis der bürgerlich dominierten Vorstände der demokratischen Vereine gegenüber dem ‚Volk‘ und seiner Art ‚Politik‘ zu machen, korrespondierte ein latentes, seit Mai/Juni wachsendes Mißtrauen der proletarischen Basis der demokratischen Bewegung Berlins gegenüber ‚ihrer Führung‘. Dieses Mißtrauen gründet letztlich in einer tiefsitzenden kulturellen Distanz zwischen beiden sozialen Großgruppen. Die in diesen sozial-kulturellem Zwiespalt liegende Schwäche der demokratischen Bewegung ließ sich 1848 nicht lösen. Der Graben zwischen den bürgerlichen und proletarischen Schichten erwies sich als kaum überbrückbar.(..) Die frühe Berliner Arbeiterbewegung wiederum wollte und konnte diese Lücke nicht schließen.*“

²⁰⁸ Max Quarck, op. cit. p.178: „*Die Trennung von der Paulskirche hätte der republikanischen Demokratie die Sympqthie der Arbeiterbewegung in stärkerem Maße gewinnen können. Eine Reihe von kompromittierlichen Geschehnissen sorgte für das Gegenteil.*“ A un autre endroit de son étude, Hachtmann partage la critique de Quarck: Rüdiger Hachtmann, op.cit. p.877: „*Die Fixierung auf das Parlament hemmte insofern die demokratische Bewegung Berlins entscheidend bei der Ausbildung eigener politischer Konzepte und strategischer Initiativen.* »

²⁰⁹ Rüdiger Hachtmann, op.cit. p.877: „*Die Fixierung auf das Parlament hemmte (insofern) die demokratische Bewegung Berlins entscheidend bei der Ausbildung eigener politischer Konzepte und strategischer Initiativen.*»

²¹⁰ Max Quarck, op. cit. p.187.

²¹¹ Wolfgang Schieder, op. cit. chapitre III.1: *Die Träger der Arbeiterbewegung. Die Verbindung der Handwerksgesellen und emigrierten Intellektuellen als ‚Arbeiterbewegung‘*, pp. 82-92.

²¹² Ibid.

de Francfort (*Frankfurter Wachensturm*) le 3 avril 1833 et ont été contraints à l'exil. Ce groupe a très peu de contact avec l'Allemagne et se trouve dans une situation isolée. En conséquence, il est «naturel» pour une partie d'entre eux de s'orienter vers les associations ouvrières, dont ils partagent les idées de justice sociale et de solidarité. D'un autre côté, ces organisations y trouvent également leur avantage et profitent des membres hautement cultivés car l'idée d'un avancement social, moral et politique par la culture et l'instruction est fortement ancrée dans le milieu des compagnons²¹³. Il en résulte que les ouvriers allemands à l'étranger sont certainement les plus politisés des ouvriers allemands.

Certain de ces intellectuels, comme Karl Schapper, se prolétarisent réellement, d'autres du moins se considèrent comme prolétaires. D'ailleurs le fait de se nommer «ouvriers» et «association ouvrière» en dépit du statut social, devance l'évolution en Allemagne et est à Paris ou à Londres déjà très marquée avant 1848. C'est également à l'étranger, surtout à Londres, que s'implante l'idée internationaliste dans le mouvement ouvrier allemand, ainsi que l'idée d'être associé au mouvement démocrate. Les membres de l'association ouvrière allemande à Londres participent en 1845 activement à la fondation des «démocrates fraternels» (*fraternal democrats*) une organisation démocrate qui se considère comme internationaliste.

Un des fondateurs est Georg Weerth, qui est lui-même d'origine modeste et qui travaille au milieu des années quarante en Angleterre comme employé de commerce. Il est poète, futur membre de la *Ligue des communistes* et futur rédacteur de la *Nouvelle gazette rhénane*, dont il dirigera le feuillet. Il déclare en 1844 dans la manière joyeuse qui lui est propre :

*«Je me réjouis de tout mon cœur d'être un prolétaire, qui aide à emmerder religion, propriété et patrie.»*²¹⁴

Le mouvement ouvrier allemand à l'étranger s'enrichit ainsi d'une composante de l'espace public bourgeois. Le lien avec des intellectuels radicaux devient même son trait caractéristique. Ce processus est néanmoins beaucoup plus hésitant en Allemagne même. Ce décalage dans l'évolution

²¹³ Ibid.

²¹⁴ Forian Vaßen: *Georg Weerth. Ein politischer Dichter des Vormärz und der Revolution von 1848/49*, J.B. Metzlersche Verlagsbuchhandlung Stuttgart 1971, p.17: „...ich freue mich von Herzen, daß ich ein Proletarier bin, der Religion, Eigentum und Vaterland mit bescheißten hilft.“

mènera à nombre de malentendus et d'incompréhensions au moment du retour au début de la révolution.

I-4- A la formation de la classe ouvrière en exil aux débuts de *Ligue des communistes*

I-4-1- De l'association populaire allemande à la Ligue des justes

Ce n'est pas en Allemagne même qu'apparaît pour la première fois un espace public prolétarien allemand, mais dans les pays européens environnants. Les porteurs de cet espace public sont les compagnons artisans, dont nous avons déjà parlé, heurtés de plein fouet par la crise économique de l'artisanat et menacés par la paupérisation.

Nous traiterons surtout l'organisation des compagnons qui se trouvait à Paris et plus tard à Londres, structure importante pour le contexte de la fondation de la *Nouvelle gazette rhénane*, et également parce que nous voudrions démontrer que son histoire est exemplaire de l'évolution d'un espace public bourgeois vers un espace public prolétarien.

Au départ, il y eut l'*association populaire allemande*, (*Deutscher Volksverein*) filiale parisienne du *Press- und Vaterlandsverein* (*l'association de la presse et de la patrie*). C'est à l'origine une fondation d'intellectuels allemands qui se donne pour but de sauver la patrie des tyrans par la presse libre²¹⁵.

L'absence de tout débat politique, qui s'installe en Allemagne après l'échec de la *fête de Hambach* et l'interdiction de toute association, pousse la partie la plus persécutée, mais aussi la plus décidée de l'opposition à l'exil. Les pays d'accueil de cette émigration sont les pays voisins, la Suisse d'abord, qui présente l'avantage de la langue, mais aussi la France, qui héberge depuis la *République de Mayence* un noyau dur de réfugiés politiques allemands. De plus, Paris est particulièrement attractif

²¹⁵ Voir à propos ce sujet : J.G.A. Wirth : *Deutschlands Pflichten 1832*, in: Edda Ziegler: *Literarische Zensur in Deutschland 1819-1848, Materialien, Kommentare*, Carl Hanser Verlag, München, Wien, 1983, p.23.

pour sa richesse culturelle et la vivacité de ses débats politiques. Tous les pays voisins de l'ouest sont plus ou moins concernés, y compris l'Angleterre, car ces réfugiés veulent peser d'une façon ou d'une autre sur la situation en Allemagne. Si jamais l'occasion d'un retour se présente, il faut rester proche du pays.

Parmi ces réfugiés allemands à Paris, toutes les professions libérales sont représentées : les médecins, les juristes, les étudiants en philosophie, mais ce qui est significatif c'est le nombre impressionnant d'écrivains et de journalistes. C'est donc «naturellement» que la filiale française du *Press und Vaterlandsverein* (dont le nom officiel est *Deutscher Vaterlandsverein zur Unterstützung der freien Presse/ association allemande pour la patrie et le soutien à la presse libre*) les accueille en 1832. Ses objectifs sont l'instauration d'une république et l'unité allemande²¹⁶. L'organisation ne peut cependant plus rester une association de presse, après la suppression de la presse libre en Allemagne. Elle se transforme la même année en *association populaire allemande (Deutscher Volksverein)*.

Le changement de dénomination n'est pas forcément l'expression d'un changement d'orientation vers d'autres couches sociales car très tôt l'association ne se limite plus à recruter parmi les intellectuels réfugiés. Tout en gardant dans ses rangs nombre de journalistes et d'écrivains - Heinrich Heine et surtout Ludwig Börne en étaient membres - elle s'adresse également au milieu des compagnons itinérants de langue allemande. L'orientation politique reste en revanche celle de l'opposition libérale. Cette situation sociale de départ concorde avec la sociologie du *Press- und Vaterlandsverein*, l'origine de l'organisation de Paris. Le *Press - und Vaterlandsverein* est déjà, lors de sa fondation en Allemagne, fortement fréquenté par les artisans, sans qu'ils déterminent pour autant sa politique. La domination de la petite bourgeoisie dans les positions dirigeantes est écrasante²¹⁷.

Il n'y a donc pas d'intrusion des artisans compagnons dans l'organisation parisienne. En revanche leur participation à la direction est un fait nouveau et s'explique par leur nombre important à l'étranger, leur situation économique difficile qui se dégrade encore, et leur politisation croissante.

²¹⁶ Wolfgang Schieder, op. cit. p.177.

²¹⁷ Ibid.: p.173.

Ces compagnons itinérants sont forcément en contact avec la culture des pays d'accueil et obligés de s'adapter aux conflits spécifiques de chaque pays, ils s'inspirent des publications et des débats locaux. Il s'agit sans doute de la partie la plus instruite, la plus politisée et la plus radicalisée du mouvement ouvrier allemand de l'époque. Il est donc compréhensible que les compagnons allemands à l'étranger prennent une part active à la vie politique des associations allemandes dans les pays d'accueil et cela d'autant plus que cet engagement fait courir moins de risque qu'en Allemagne même.

Grâce à leur nombre important, ils constituent un véritable milieu social. Wolfgang Schieder estime le nombre des artisans allemands pour le début des années quarante en Suisse à 10 000, à Paris entre 15 000 et 20 000 et à Londres à 20 000 personnes²¹⁸. Jacques Grandjonc avance pour l'année 1841 le chiffre de 100 000 Allemands en France, dont 30 000 à Paris ; il serait en revanche très difficile d'indiquer la part de population ouvrière, à cause du flux permanent de l'immigration²¹⁹. Les estimations des témoins contemporains sont généralement beaucoup plus hautes que celles données précédemment et certainement exagérées, Moses Hess parle de 85 000 Allemands²²⁰, tandis qu'un rapport de police de l'année 1838 ne relève que 120 000 ouvriers à Paris, dont 9% issus de divers Etats allemands et 4% de Prussiens²²¹.

C'est surtout à Paris qu'existe une véritable infrastructure du prolétariat allemand, avec ses auberges, cafés, organisations de soutien etc... Bref, c'est un milieu «compact», cultivant des rapports sociaux étroits, dus à l'origine et à une langue communes, à la même situation de travail et de vie. Le fait que les compagnons allemands à l'étranger se considèrent comme «ouvriers» ne peut pas rester sans effet sur les organisations, dans lesquelles ils s'engagent. A côtés des intellectuels se trouvent donc dans *l'association populaire allemande* bientôt des tailleurs, des ébénistes, des horlogers, des cordonniers²²². Cette conscience de soi-même d'être «ouvrier» et non «artisan» sera bientôt un fait

²¹⁸ Ibid.: pp. 94-101.

²¹⁹ Jacques Grandjonc : *Demographische Grundlagenforschung*, pp.83-84 in : *Transferts : les relations interculturelles dans l'espace franco-allemand*, Editions Recherche sur les civilisations, Paris, 1988.

²²⁰ Jean-Louis Lacascade : *Les métamorphoses du jeune Marx*, Actuel Marx confrontation, Puf, Paris, 2002, p.135.

¹⁶⁴ Lacascade cite ses chiffres de Jean Tulard : *La préfecture de police sous la monarchie de Juillet*, suivie d'un inventaire sommaire et d'extraits de rapports de la préfecture de police, conservés aux archives nationales. Paris, imprimerie municipale, Hôtel de Ville, 1964.

²²² Ibid. p.146.

international et se développe également en Belgique et à Londres, beaucoup moins en Suisse²²³. En ce qui concerne cette conscience, le titre d'un tract, rédigé à Paris est révélateur : «*Réflexions d'un ouvrier allemand sur les mesures récentes des gouvernements allemands confédéraux d'interdire aux artisans le séjour en France, en Belgique et en Suisse, sous peine de perdre leur droit à la nationalité*»²²⁴. Jacques Grandjonc a interprété ce titre dans ce sens : «*les gouvernements allemands s'adressent à des «artisans», ce sont des «ouvriers» qui répondent.*»²²⁵

Une année après sa fondation, l'association subit la dégradation de la situation en France. Elle est dissoute en avril 1834 par le gouvernement de Louis-Philippe à la suite du renforcement de la loi sur les associations ; aussitôt²²⁶ elle réussit à renaître sous le nom de *Ligue des proscrits (Bund der Geächteten)*, mais la forme d'organisation change considérablement. La situation politique nécessite alors de s'organiser en société secrète, pour avoir la moindre chance de survivre. Il s'agit d'une forme d'organisation au-delà de la «seule» clandestinité. Le modèle de la «charbonnerie française» s'impose avec une structure hiérarchique stricte, basée sur des principes de conspiration et des statuts qui exigent l'obéissance absolue envers la direction²²⁷.

Le prix à payer pour ce repli contraint de la scène publique, est une stagnation des adhésions, qui se limitent maintenant au «noyau dur» de l'ancienne association publique, et une perte progressive de légitimité, lorsque l'organisation se recroqueville sur elle-même. Elle est loin d'avoir l'ampleur de la *Société des Familles* d'Auguste Blanqui, qui regroupe en 1834, 10 à 12 000 adhérents²²⁸, dont l'organisation est certes strictement clandestine et centralisée, mais dont les principes sont beaucoup plus égalitaires²²⁹.

²²³ Jacques Grandjonc : *Ideologische Auseinandersetzungen im „Bund der Gerechten“*, in : *Die frühsozialistischen Bünde*, op. cit. p.83.

²²⁴ Ibid. : *„Betrachtungen eines deutschen Arbeiters über die neuesten Maßregeln der deutschen Bundesregierungen, durch welche den deutschen Handwerkern der Aufenthalt in Frankreich, Belgien und der Schweiz bei Verlust ihres Heimatrechts untersagt wird.“*

²²⁵ Ibid.

²²⁶ La fondation de la *Ligue des proscrits* se fait en mai 1834; l'information est pris de: Otto Büsch/Hans Herzfeld (Hg.) : *Die frühsozialistischen Bünde in der Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung. Ein Tagungsbericht*, Colloquium Verlag, Berlin, 1975 (Anhang).

²²⁷ Wolfgang Schieder, op.cit. p.24.

²²⁸ Auguste Blanqui : *Maintenant il faut des armes*, Textes choisis et présentés par Dominique Le Nuz, la fabrique, Paris, 2006, p.127.

²²⁹ Ibid. : p.126.

Selon Wolfgang Schieder, la *Ligue des proscrits* reste essentiellement un phénomène parisien et ne rassemble pas plus de 60 membres au départ²³⁰. Elle n'arrive pas à s'étendre en Suisse ou en Angleterre, mais réussit à s'implanter en Allemagne à partir de Francfort. Nous ne savons que peu de chose sur la composition sociale de ces 60 membres. Mais la composition du groupe dirigeant laisse supposer la même mixité sociale qu'auparavant ; il s'agit d'un groupe de compagnons, au côté de plusieurs intellectuels. Parmi ces derniers, il y a surtout deux personnalités qui se détachent, Theodor Schuster et Jakob Venedy. La première unité de base de trois ou quatre membres qui s'installe en Allemagne (*la «tente»*), rassemble un maître, un compagnon et un sous-officier, cette première implantation en Allemagne reproduit donc la même mixité sociale qu'en France.

Il est problématique de parler d'espace public dans le cas de la *Ligue des proscrits*. Ces doutes sont d'autant plus justifiés, si on prend en compte la structure non démocratique, c'est à dire l'existence de deux statuts différents, les uns pour les membres simples (*Allgemeine Statuten/ les statuts généraux*), les autres pour le petit cercle des initiés (*Berg ou Lagerstatuten*). Il y a un espace qui n'est pas vraiment public²³¹. Néanmoins, la *Ligue des proscrits* continue de mener une certaine propagande dans le milieu des compagnons allemands et publie un journal «*le Proscrit*» (*Der Geächtete*). Dans un de ses tracts, intitulé «*profession de foi d'un proscrit*», (*Glaubensbekenntnis eines Geächteten*)²³² elle prône l'égalité des citoyens - pas seulement en droit, mais aussi en éducation et devant la propriété - une Allemagne unifiée et une vision floue d'une république démocratique. Elle vise à être un espace public, plus qu'elle ne le représente.

L'entrée en clandestinité de la *Ligue des proscrits* n'est qu'une forme de protection dans un combat entre un Etat qui réclame le monopole de l'espace public et des organisations de forme

²³⁰ Wolfgang Schieder : *Anfänge...* op.cit. p.27.

²³¹ Concernant le rapport : *Ligue des proscrits* et l'espace public, nous nous référons à Jürgen Habermas : *Strukturwandel...* op.cit. pp.50/51. Habermas parle des Loges - qui sont également une sorte de «société secrètes»- et les considère comme faisant partie de l'espace public bourgeois, malgré l'absence de publicité. Habermas met en avant que les Loges fonctionnent quand même selon le principe du volontariat, de l'égalité et du raisonnement, la publicité serait «anticipée» : „Nicht sowohl die politische Gleichheit der Mitglieder als vielmehr ihre Exklusivität gegenüber dem politischen Bereich des Absolutismus überhaupt ist das Entscheidende : die soziale Gleichheit ist zunächst nur als eine Gleichheit außerhalb des Staates möglich. Der Zusammenschluß der Privatleute wird deshalb im Geheimen, Öffentlichkeit noch weitgehend unter Ausschluß der Öffentlichkeit antizipiert.“

²³² *Der Bund der Kommunisten. Dokumente und Materialien. Band I 1836-1849*, Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED, Dietz Verlag, Berlin, 1970, pp.986-987.

subversive, qui se battent pour leur survie. En revanche, l'organisation en société secrète est une forme ambiguë, surtout quand il s'agit d'un milieu aussi clos et malgré tout limité, que les compagnons allemands. Elle permet de rester intact, mais réduit considérablement les chances d'un renouvellement. Il n'est donc pas étonnant, que la *Ligue des proscrits* en France recrute bien moins que la *Jeune Allemagne* en Suisse²³³. Ce n'est pourtant pas entièrement dû au mérite de la *Jeune Allemagne*, car jusqu'à 1836 la liberté de réunion est en Suisse bien plus étendue qu'en France. Mais même après leur expulsion de la Suisse, les membres de la *Jeune Allemagne*, rescapés à Paris, essaient de garder des structures plus ouvertes.

Lorsqu'en 1836 les membres du mouvement *Jeune Allemagne*, expulsés à leur tour de la Confédération helvétique, rejoignent la *Ligue des proscrits*, les conséquences ne sont pas seulement un renforcement en nombre, mais aussi une remise en cause de la légitimité des structures autoritaires et hiérarchiques.

La *Jeune Allemagne* a connu en Suisse à peu près la même évolution que l'association parisienne. Fondée et dirigée par des intellectuels, elle a recruté fortement dans le milieu des compagnons, probablement encore plus que la *Ligue des proscrits*. Ce qui différencie les deux groupes, c'est la politique plus ouverte et dynamique des membres de la *Jeune Allemagne* réfugiés en France²³⁴ qui exercent une pression importante sur la *Ligue des proscrits*. Une pression qui se termine par une scission et la «récupération» de la plus grande partie dans une nouvelle organisation, la *Ligue des justes*. Le résultat logique de la scission est que les structures de la nouvelle organisation sont bien plus transparentes, sans pour autant renoncer complètement au fonctionnement en société secrète. Pour l'instant, les conditions extérieures de sécurité ne leur laissent pas le choix, mais même après la fondation de la *Ligue des justes*, les enjeux - organisation ouverte ou semi-clandestine - restent toujours sujet à controverses²³⁵. Beaucoup plus tard, lors de la transformation de la *Ligue des justes* en *Ligue des communistes*, la revendication principale du groupe autour de Marx, sera : «pas de

²³³ Voir Wolfgang Schieder, op.cit. p.120.

²³⁴ Un groupe important a été expulsé vers l'Angleterre.

²³⁵ Dans la recherche marxiste «orthodoxe», la scission entre la *Ligue des proscrits* et la *Ligue des justes* est normalement présentée comme une scission entre la ligne libérale des anciens leaders et la nouvelle ligne, nettement plus prolétaire. C'est en fait surtout cette assertion que W. Schieder met en doute dans son étude sur les organisations ouvrières allemandes à l'étranger. En revanche, la première version se révèle comme très tenace, étant donné qu'elle apparaît encore dans des études récentes, par ex. chez Jean-Louis Lacascade : *Les métamorphoses du jeune Marx*, op.cit.

société secrète». Cela signifie qu'on veut bien s'organiser dans la clandestinité s'il est nécessaire, mais avec des structures et des prises de décision démocratiques, respectant le droit de la majorité.

Bien qu'un désaccord sur la démocratie interne semble très probable - quelques interrogatoires des membres par les autorités allemandes vont dans ce sens²³⁶ - la recherche n'est pas unanime sur les véritables raisons de la scission entre *Ligue des proscrits* et *Ligue des justes*. Franz Mehring souligne un désaccord politique entre Theodor Schuster et Jakob Venedy. Schuster revendiquerait, selon lui, l'égalité sociale dans le cadre de la république, alors que Venedy se contenterait d'une représentation politique²³⁷. D'autres chercheurs comme Wolfgang Schieder soutiennent l'hypothèse d'une dispute autour du fonctionnement interne²³⁸.

I-4-2- La Ligue des justes

Le résultat direct ou indirect de la scission à la fin de l'année 1836 est que la *Ligue des justes* se transforme pendant les dix années suivantes en une véritable organisation ouvrière. C'est à partir de ce moment que l'on peut parler d'un espace public prolétarien (allemand). Nous justifions ce terme à travers les aspects suivants :

Il s'agit de la composition sociale des membres, le public visé, le caractère des activités, et sur le plan théorique, le programme politique. Ces éléments devraient montrer dans quelle mesure il s'agit d'une organisation qui regroupe un public socialement à part de l'espace public bourgeois, se basant dans son raisonnement sur des expériences collectives et dans quelle mesure elle développe des utopies sociales d'une émancipation universelle.

Partout où elle apparaît, la Ligue est considérée maintenant - d'une manière positive ou négative - comme une organisation des compagnons allemands. La scission entre *Ligue des proscrits* et *Ligue des justes* est au moins pour les contemporains ressentie comme un changement de cap.

Friedrich Engels désigne ce moment comme le véritable point de départ d'un groupe ouvrier :

²³⁶ *Der Bund der Kommunisten*, op.cit.p.91: Johann Robert Alexander Werner aus Leipzig, DZA Merseburg, Rep.77, Tit.509, Nr.47, Bd.2 (Abschrift).

²³⁷ Franz Mehring : *Geschichte der deutschen Sozialdemokratie, Erster Teil. Von der Julirevolution bis zum preußischen Verfassungskstreite, 1830- 1863*, Dietz-Verlag, Berlin 1976, pp. 91-94.

²³⁸ Wolfgang Schieder : *Anfänge der deutschen Arbeiterbewegung*, op.cit. pp.191-199.

«De la société démocratique, républicaine des «proscrits», fondée en 1834 par des réfugiés allemands, se séparèrent en 1836 les éléments les plus radicaux, dans la plupart des cas prolétaires, et formèrent la nouvelle société secrète des justes.»²³⁹

Moses Hess qualifie la fondation de la *Ligue des justes*, comme : *«Le grand processus de délimitation entre bourgeoisie et peuple, capitalistes et prolétaires, usuriers et ouvriers.»²⁴⁰*

La composition sociale penche de plus en plus en faveur des compagnons. Les réfugiés politiques intellectuels y sont toujours présents, mais deviennent très sensiblement minoritaires au point d'être, à la fin de la *Ligue des justes*, une quantité négligeable²⁴¹. Pour W. Schieder, il s'agit d'une tendance générale - qui ne se produit pas seulement à Paris, et qui s'accroît au fur et à mesure.

«Au cours du temps [a] eu lieu un changement dans l'appartenance sociale. En Suisse, comme en France (Paris) et dans une moindre mesure aussi à Londres, prévalait finalement dans les associations allemandes clairement l'élément artisanal. (...) Les groupes d'intellectuels émigrés, qui se sont décidés à organiser politiquement les compagnons itinérants, se trouvèrent dans le mouvement naissant bientôt sensiblement en minorité partout.»²⁴²

Après son arrestation, Friedrich Mentzel qui est membre de la Ligue de 1840-1845, et à partir de 1843 membre de la direction (*Volkshalle*)²⁴³, compte de façon nominative pour Paris 72 adhérents, pratiquement tous des compagnons, dont un nombre impressionnant de tailleurs, et seulement deux intellectuels, German Mäurer et Hermann Ewerbeck²⁴⁴. Pour Berlin, Mentzel indique sept intellectuels sur 42 personnes, avec lesquelles il était en contact²⁴⁵ et pour Londres, il rapporte 23 noms, dont trois sont des intellectuels.

²³⁹ Friedrich Engels : *Zur Geschichte des Bundes der Kommunisten'*, MEW Bd.8, p.577.

²⁴⁰ Moses Hess: *Sozialistische Aufsätze 1841-1847*, hrsg. v. Theodor Zlocisti, Berlin 1921, p. 122, cité dans : Werner Kowalski : *„Endgültiger Zerfall des Bundes der Geächteten und Gründung des Bundes der Gerechten*, in : *Bund der Kommunisten 1836- 1852*, Akademie-Verlag Berlin, 1988, pp. 127/12.

²⁴¹ Pour Wolfgang Schieder cette tendance devient sensible au plus tard à partir de 1836. op. cit. pp.125- 129.

²⁴² Ibid.: p.166: „ (...) daß im Laufe der Zeit überall eine soziale Umgruppierung der Mitgliedschaft stattgefunden hat. Sowohl in der Schweiz wie in Frankreich (Paris) und - in kleinerem Maßstab - auch in London überwog in den deutschen Assoziationen schließlich eindeutig das handwerkliche Element, (...) Die Gruppen der emigrierten Intelligenz, die sich entschlossen hatten, die wandernden Handwerksgelesen politisch zu organisieren, gerieten in der damit anlaufenden Bewegung bald überall deutlich in die Minderzahl.“

²⁴³ *Der Bund der Kommunisten*. op.cit. p.116.

²⁴⁴ Ibid.: pp.116-113, Stadtarchiv Leipzig, Vereinigtes Kriminalamt, Rep.I, Nr.10, 273 (Abschrift).

²⁴⁵ Ibid.: pp.258-273.

En ce qui concerne ce petit groupe d'intellectuels qui reste, on peut de plus observer qu'il change de caractéristiques. Si la *Ligue des proscrits* compte dans ses rangs encore le type d'intellectuel qui se lie avec les compagnons pour des raisons tactiques ou pour des raisons de compassion morale (Schuster et Venedy), dans la *Ligue des justes* prédomine un type d'intellectuel, qui s'identifie entièrement au mouvement ouvrier en tant que tel. Il attache non seulement son destin personnel à celui du mouvement, mais sa production intellectuelle y est exclusivement consacrée. Il s'agit déjà de ce type «d'intellectuel prolétarisant»²⁴⁶ qui se fond dans le mouvement ouvrier, qui correspond à la description qui est donnée à la fin du chapitre précédent et qui devient si caractéristique du mouvement ouvrier de la deuxième moitié du siècle. Son représentant le plus typique est Karl Schapper qui devient un des dirigeants les plus importants de la *Ligue des justes* et plus tard de la *Ligue des communistes*.

Quand Karl Marx et Friedrich Engels entrent en contact avec la *Ligue* autour de 1844, ils trouvent même que l'élément artisan y est trop présent. Marx explique dans une lettre à Ludwig Feuerbach :

*«Cependant, l'artisan allemand est encore trop artisan. Néanmoins l'histoire prépare parmi ces «barbares» de notre société civilisée, l'élément pratique pour l'émancipation de l'Homme.»*²⁴⁷

En ce qui concerne ses formes de propagande, la *Ligue des justes* est maintenant essentiellement orientée vers un public ouvrier ; c'est un travail qui privilégie le contact «physique» direct et qui unit les sphères du travail (soutien en cas de chômage ou de précarité) de propagande politique (meeting, discussions) et de la vie privée (distraction et formation). La formation des compagnons n'est pas uniquement une formation politique. Karl Marx décrit rétrospectivement cet engagement «global», qui reste le même dans la *Ligue des communistes*, comme suit :

«Un jour de la semaine était destiné à la discussion, un autre à la distraction sociale (chant, déclamation, etc.) Partout furent fondées des bibliothèques associatives et partout où cela fut permis des cours d'instruction furent créés pour l'enseignement des connaissances

²⁴⁶ Nous avons emprunté ce terme à Shlomo Na'anam, qui l'utilise dans le livre: *Gibt es einen wissenschaftlichen Sozialismus? Marx, Engels und das Verhältnis zwischen sozialistischen Intellektuellen und den Lernprozessen der Arbeiterbewegung*. Herausgegeben und eingeleitet von Michael Vester, SOAK Verlag Hannover, 1979, surtout pp. 16-22.

²⁴⁷ MEW 27 p.426: *Karl Marx in Paris an Ludwig Feuerbach in Buckberg, 11. August 1844:*

„Nur ist der deutsche Handwerker noch zuviel Handwerker. Jedenfalls aber bereitet die Geschichte unter diesen „Barbaren“ unserer zivilisierten Gesellschaft das praktische Element zur Emanzipation des Menschen vor.“

élémentaires aux ouvriers. La Ligue qui se trouvait derrière les associations ouvrières publiques et les dirigeait, trouvait dans leurs rangs l'espace le plus proche pour la propagande publique, comme elle s'est régénérée et élargie par ses membres les plus capables.»²⁴⁸

Ces activités précèdent de quelques années celles des ouvriers allemands en Allemagne et anticipent cette avant-garde du mouvement ouvrier qui n'émergera en Allemagne qu'au début de la révolution. A la fin des années quarante, la *Ligue* a - tout en gardant son caractère de bassin de rassemblement d'ouvriers *allemands* - des ramifications dans certaines villes de France, (surtout à Paris) en Angleterre, Suisse, Hollande, et dans plusieurs villes d'Allemagne.

Concernant ses objectifs politiques, la *Ligue des justes* évolue considérablement lorsqu'elle recrute le tailleur Wilhelm Weitling qui devient rapidement membre de l'autorité centrale. Il est chargé de formuler un nouveau programme, qui devrait décrire plus précisément l'organisation d'une nouvelle société. En la personne de Weitling, la Ligue se trouve pour la première fois un authentique compagnon comme dirigeant idéologique²⁴⁹, un leader charismatique et reconnu. Weitling est fortement influencé par les concepts des socialistes français, notamment de Lammenais²⁵⁰, mais partiellement aussi par Babeuf et son «*manifeste des égaux*». Il conçoit à la fin de l'année 1838 ou au début de 1839 dans ce nouveau programme : «*L'humanité telle qu'elle est et telle qu'elle devrait être*» (*Die Menschheit wie sie ist und wie sie sein sollte*), une société qui est basée sur le principe de l'égalité et la communauté des biens. Ces idées se précisent et se radicalisent encore dans un deuxième manuscrit de 1842, «*Les garanties de l'harmonie et de la liberté*» (*Garantien der Harmonie und der Freiheit*). Dans ce dernier livre, Weitling développe nombre de points, qui représentent une rupture nette avec les origines libérales du mouvement et qui le distingue maintenant clairement du *Jeune Allemagne*. Ce sont des éléments développés aussi par Karl Marx peu de temps après et qui constituent jusqu'à la fin de l'année 1845 un dénominateur commun aux deux.

²⁴⁸ Karl Marx: *Herr Vogt*, London 1860, in: MEW14, pp.438-439: „*Ein Tag der Woche wurde zur Diskussion bestimmt, ein anderer für gesellschaftliche Unterhaltung (Gesang, Deklamtion etc.) Überall wurden Vereinsbibliotheken gestiftet und, wo es immer tubar, Klassen errichtet für den Unterricht der Arbeiter in elementarischen Kenntnissen. Der hinter den öffentlichen Arbeitervereinen stehende und sie lenkende „Bund“ fand in ihnen sowohl den nächsten Spielraum für öffentliche Propaganda, wie er andererseits sich aus ihren brauchbarsten Mitgliedern ergänzte und erweiterte.*“

²⁴⁹, W.Schieder, cit.op. p.176: „*Weitling legte die werdende Klassenbewegung erstmals auf eine Klassenideologie fest.*“

²⁵⁰ Auguste Cornu : *Karl Marx et Friedrich Engels, Leur vie et leur œuvre, tome second : Du libéralisme démocratique au communisme, la «Gazette rhénane», les «Annales franco-allemandes 1842-1844 »*, Presses universitaires de France, Paris, 1958. pp. 148/149.

Weitling partage avec Marx la méfiance envers la démocratie représentative et la manipulation probable du peuple qui ne pourrait que confirmer les inégalités sociales²⁵¹. Non seulement dans ses écrits, mais également dans une de ses chansons, Weitling déclare que les jolis noms de «république» et de «constitution» ne suffiraient pas pour supprimer la misère. La prochaine révolution devrait être une révolution sociale²⁵².

Weitling souligne ensuite l'insuffisance des réformes et de toute sorte de mesures, comme l'éducation, les caisses de soutien, etc..., qui bien que nécessaires, ne remplacent pas l'action révolutionnaire²⁵³.

Weitling ne considère pas l'unité allemande comme le remède contre tous les abus, et surtout pas contre l'exploitation des ouvriers.

Et comme dernier point important, il pose la question de la propriété privée, (même si Weitling le fait sans une véritable analyse économique²⁵⁴). Ce dernier point distingue Weitling même de Proudhon, qui déclare certes que la propriété est du vol, mais seulement dans sa forme actuelle et qui veut plutôt transformer les ouvriers en propriétaires.

La grande estime de Marx pour Weitling, s'exprime dans les lignes suivantes de l'été 1844 :

«Pour ce qui est de la culture et de l'aptitude au développement culturel des ouvriers allemands en général, il suffit de rappeler les ouvrages géniaux de Weitling, qui dépasse souvent Proudhon lui-même du point de vue théorique, tout en étant inférieur à lui dans l'art de composer. La bourgeoisie, y compris ses philosophes et ses savants écrivains, peut-elle montrer un livre sur la lutte, pour son émancipation, qui puisse se comparer aux 'garanties de l'harmonie et de la liberté' ? Si on compare la pâle et timide médiocrité de la littérature

²⁵¹ Ibid.: p.260.

²⁵² „ Die Namen Republik und Konstitution,
So schön sie sind, genügen nicht allein,

Das arme Volk hat nichts im Magen,
Nichts auf dem Leib und muß sich immer plagen,
Drum muß die nächste Revolution,
Soll sie verbessern, eine soziale sein.”

In : *Der Bund der Kommunisten*, cit.op., p.108.

²⁵³ Wilhelm Weitling: *Die Menschheit wie sie ist und wie sie sein sollte*, Paris, 1838, réimprimé dans: *Sammlung gesellschaftswissenschaftlicher Aufsätze*, herausgegeben von E.Fuchs, G.Heft, München, 1895. Nouvelle édition Munich, Vienne, Zurich, 1949, cité selon : A.Cornu, cit.op. p.148, annotations : « Ne croyez pas qu'en transigeant avec vos ennemis vous puissiez obtenir quelque chose. Votre seul espoir réside dans votre épée. Toute entente entre eux et vous ne peut se faire qu'à votre détriment. »

²⁵⁴ Franz Mehring, op.cit. pp.100/101.

*politique allemande à cet extraordinaire et brillant début des ouvriers allemands, si l'on compare ces gigantesques souliers d'enfant du prolétariat allemand aux chaussures politiques éculées de la bourgeoisie, on peut prédire à la Cendrillon allemande une stature d'athlète.»*²⁵⁵

Au plus tard à partir de la parution du livre «*Les garanties de l'harmonie et de la liberté*» (1842), la *Ligue des justes* est considérée comme une organisation communiste. Weitling qui se rend en Suisse en mission pour la Ligue, pour y construire une section, se heurte avec ce projet assez violemment aux membres de la *Jeune Allemagne*, qui ne partagent pas ses idées. En Suisse, les cercles de la *Ligue des justes* s'appellent en conséquence «*associations communistes*» (*Kommunistenvereine*) pour se différencier des groupes de la *Jeune Allemagne*²⁵⁶.

Weitling lui-même découvre une «parenté idéologique » avec Marx. Il lui écrit de Londres, où il se rend après une année d'incarcération en Suisse :

« *Cher Marx,*

*Je crois vous avoir reconnu dans quelques articles du 'Vorwärts', en comparant leur esprit avec ce qu'on m'a dit de vous, et je m'en réjouis. Je n'ai pas besoin de m'étaler en long et en large, assez, nous sommes des amis et en tant que tels nous voulons, de temps en temps, faire voir quelque chose l'un à l'autre, c'est à dire quelques lignes.»*²⁵⁷

²⁵⁵ MEW1, pp. 404-409: Karl Marx : *Kritische Randglossen zu dem Artikel : 'Der König von Preußen und die Sozialreform. Von einem Preußen.'*, in *Vorwärts*, n°64 du 10 août 1844: „Was den Bildungsstand oder die Bildungsfähigkeit der deutschen Arbeiter im allgemeinen betrifft, so erinnere ich an Weitlings geniale Schriften, die in theoretischer Hinsicht oft selbst über Proudhon hinausgehen, so sehr sie in der Ausführung nachstehen. Wo hätte die Bourgeoisie – ihre Philosophen und Schriftgelehrten eingerechnet – ein ähnliches Werk wie Weitlings „Garantien der Harmonie und Freiheit“ in bezug auf die Emanzipation der Bourgeoisie – die politische Emanzipation - aufzuweisen? Vergleicht man die nüchterne, kleinlaute Mittelmäßigkeit der deutschen politischen Literatur mit diesem maßlosen und brillanten literarischen Debüt der deutschen Arbeiter; vergeicht man diese riesenhafte Kinderschuhe des Proletariats mit der Zwergenhaftigkeit der ausgetretenen politischen Schuhe der Bourgeoisie, so muß man dem deutschen Aschenbrödel eine Athletengestalt prophezeien.“

Traduction reprise de Auguste Cornu, op. cit. p.157.

²⁵⁶ Voir la lettre le l'association ouvrière de Lausanne aux compagnons tailleurs de Bâle, in : *Der Bund der Kommunisten*, op. cit. p.202 (annotations), p. 204 : La signature est : « u nom de l'association communiste, Karl Greif, forgeron d'armes. » (im Namen des Kommunistenvereins, Karl Greif, Waffenschmied)

²⁵⁷ Franz Mehring : *Aus dem literarischen Nachlaß von Karl Marx und Friedrich Engels 1841 bis 1850*, Zweiter Band (3.Auflage) Stuttgart, 1920, p. 32/33. Ernst Barnikol: *Weitling der Gefangene und seine "Gerechtigkeit"*, cité dans: *Der Bund der Kommunisten*, pp. 198/199 : *Brief von Wilhelm Weitling in London an Karl Marx in Paris, 18. Oktober 1844 : „Lieber Marx! Ich glaube, Sie in einigen Artikeln des „Vorwärts!“ erkannt zu haben, indem ich den Geist derselben mit dem, was mir von Ihnen gesagt wurde, verglich, und freue mich darüber. Ich brauch darüber nichts Langes und Breites zu sagen, genug, wir sind Freunde und wollen als solche einer vom andern von Zeit zu Zeit etwas sehen lassen, nämlich einige Zeilen.“*

De cette époque (1845) date une certaine complicité entre les deux, qui reste cependant éphémère. La même année, Weitling participe avec Engels à la réunion fondatrice des «*fraternel democrats*» - une sorte de «sous-organisation» des chartistes qui se donne pour tâche de rassembler les démocrates de tous les pays et de leur fournir un forum de discussion. Son discours est largement cité par Engels, qui n'a, à ce moment, rien à y redire²⁵⁸.

C'est en Angleterre que la *Ligue des justes* connaîtra ses dernières grandes modifications, avant sa transformation en *Ligue des communistes*. Une prétendue implication de la Ligue de Paris dans l'insurrection de la *Société des quatre saisons* d'Auguste Blanqui en 1839 sert de prétexte aux autorités françaises pour arrêter de nombreux membres et les expulser de France, comme Karl Schapper, qui se rend à Londres. Le centre de gravité de la Ligue se transfère alors à Londres, où l'influence du chartisme devient prédominante, mais où Schapper jouit également d'une certaine influence chez les chartistes.

En Angleterre, ce n'est pas seulement l'industrie qui est bien plus développée que dans le reste de l'Europe, mais aussi le mouvement ouvrier. Il s'agit d'un véritable travail de masse, basé sur un contingent déjà impressionnant d'ouvriers industriels. Les dernières conceptions de Weitling ne sont pas compatibles avec leurs pratiques politiques. La conséquence en est que la *Ligue des justes*, avant tout la section de Londres, prend de plus en plus ses distances avec leur ancienne idole.

Sur certains points, les idées de Weitling et la conception du communisme de Marx et Engels restent assez éloignées. Ces différences se renforcent en 1845.

Contrairement à Marx, Weitling n'attribue pas un rôle progressiste au développement de l'industrie, ni à la bourgeoisie. Pour lui, le développement de l'industrie n'augmente pas les capacités d'agir du prolétariat. Il mise au contraire sur sa misère croissante et son désespoir. Dans ce contexte, il ne justifie pas seulement le vol, mais il y voit un phénomène encourageant. Il envisage même de faire appel à une sorte d'armée de miséreux, pour détruire la société existante. Cette dernière

²⁵⁸ Voir l'article de Friedrich Engels sur le rassemblement international à Londres à l'occasion de la fondation des «*fraternel democrats*», le 22 septembre 1845, MEW Bd.2, pp.611-617, 619-624, cité dans : *Der Bund der Kommunisten*, op. cit. pp.250-252.

position est très vivement critiquée par la section de Paris, mais aussi par une partie des adhérents en Suisse²⁵⁹. Tout en misant sur l'énergie révolutionnaire des masses, Weitling s'éloigne parfois de ses racines égalitaires, et tend à faire appel à un «sauveur suprême» avec des traits messianiques, qui devrait installer le communisme²⁶⁰. Ces différences de point de vue mèneront finalement à la rupture entre Weitling et le groupe autour de Marx en 1846.

En même temps se déroule et s'achève la discussion sur la religion, inspiré par Feuerbach sur *«L'essence du christianisme»* (*Das Wesen des Christentums*). Weitling, comme les socialistes utopiques en général, avait largement puisé dans des inspirations religieuses. Ainsi, ils avaient suivi à leur tour les traditions des révolutionnaires français de 1789. Ceux-ci avaient utilisé le langage et les concepts du christianisme, partiellement par dérision, mais en grande partie pour atteindre un public de masse des couches inférieures, qui n'avaient pour concepts intellectuels que ceux de la Bible.

Tandis qu'au début des années quarante les conceptions religieuses prévalent dans le socialisme et le communisme, la section de Londres adopte l'athéisme, suivie seulement partiellement, par la section de Paris, mais pas par celle de la Suisse, qui reste fidèle au messianisme de Weitling. En 1843/44 les *Annales franco-allemandes* n'arrivent à convaincre aucun socialiste français à collaborer, tellement la réputation des «philosophes allemands» athées, d'origine jeune-hégélienne, fonctionne comme repoussoir²⁶¹. C'est seulement quelques années plus tard que la conception athée s'imposera dans une partie importante du mouvement ouvrier.

Un autre facteur qui accentue le changement de perspective de la section de Londres, est l'internationalisation du travail. Engels rapporte à propos de ce processus :

«Depuis que le centre de gravité avait été transféré de Paris à Londres, un autre aspect prit de plus en plus d'importance : La Ligue, qui était une organisation allemande, devenait petit à petit une organisation internationale. Dans l'association ouvrière se trouvèrent outre les

²⁵⁹ Auguste Cornu, op. cit. p.160 : Cornu indique que cette tendance est déjà visible dans *«Garanties de l'harmonie et de la liberté»*, cit.op.pp.259-260 : *«Si contre toute supposition, les puissants voulaient nous enfermer dans des maisons de travaux forcés, pour empêcher la réalisation des nos principes...il faudra alors prêcher une morale que personne jusqu'ici n'a osée prêcher et qui rendra impossible tout régime fondé sur la propriété privée... une morale qui amènera à nous des légions de combattants, auxquels nous avons jusqu'ici répugné faire appel. Cette morale ne peut être prêchée avec profit que dans les grandes villes, où grouillent des masses plongées dans la plus grande misère et portées au désespoir.»*

²⁶⁰ Wilhelm Weitling, op. cit. p.281, cité dans Auguste Cornu, op.cit.p.156 : *«Un nouveau messie viendra pour réaliser la doctrine du premier. Il détruira l'édifice vermoulu de l'ancien ordre social, dirigera les sources de pleurs vers la mer de l'oubli et transformera la terre en un paradis.»*

²⁶¹ Auguste Cornu, op.cit. pp. 245/246.

Allemands et des Suisses, également les membres de toutes ces nationalités qui se servaient de la langue allemande, surtout comme moyen de communication avec des étrangers, donc des Scandinaves, Hollandais, Hongrois, Tchèques, Slaves du Sud, également des Russes et des Alsaciens. (..) L'association se nomma bientôt : 'association communiste pour l'instruction des ouvriers' et sur les cartes d'adhérents se trouvait la phrase : 'Tous les hommes sont frères' en au moins vingt langues, bien qu'avec, par-ci par-là, des fautes de traduction. A l'instar de l'association publique, la Ligue secrète prit bientôt un caractère plutôt international ; d'abord dans un sens limité : dans la pratique, à cause des nationalités différentes des membres, dans la théorie à cause de la prise de conscience du fait que chaque révolution devrait être européenne, pour pouvoir vaincre. On n'allait pas encore plus loin, mais la base était donnée.»²⁶²

Au fur et à mesure, l'influence de Weitling s'estompe. Une lettre de Julian Harney, leader chartiste et rédacteur du journal très influent du chartisme *Northern Star*, informe Engels, qui se soucie de l'influence possible de Weitling à Londres, que celui-ci est de plus en plus isolé²⁶³. Celui qui déciderait tout, serait «le vieux», c'est-à-dire Schapper. Sans l'accord de Schapper, Harney ne veut pas non plus rentrer dans le groupe, récemment fondé par Marx et Engels, le *comité de correspondance communiste*. Finalement ce n'est pas seulement Harney, mais tout le groupe dirigeant de Londres (Karl Schapper lui-même, l'horloger Joseph Moll et le cordonnier Heinrich Bauer) qui y entre. C'est de ce groupe que Marx reçoit la mission d'écrire le nouveau programme de la *Ligue des justes* pour son congrès de 1847.

²⁶² Friedrich Engels: *Zur Geschichte des Bundes der Kommunisten* (1885), in: Marx-Engels III, Studienausgabe, Fischer Taschenbuch, Frankfurt am Main, 1966, p.16: „Seit der Schwerpunkt von Paris nach London verlegt, trat ein neues Moment in den Vordergrund: Der Bund wurde aus einem deutschen allmählich ein internationaler. Im Arbeiterverein fanden sich außer Deutschen und Schweizern auch Mitglieder aller jener Nationalitäten ein, denen die deutsche Sprache vorwiegend als Verständigungsmittel mit Ausländern diene, also namentlich Skandinavien, Holländer, Ungarn, Tschechen, Südslawen, auch Russen und Elsässer. (..) Der Verein nannte sich bald ‚Kommunistischer Arbeiterbildungsverein‘, und auf den Mitgliedskarten stand der Satz. „Alle Menschen sind Brüder“ in wenigstens zwanzig Sprachen, wenn auch hie und da nicht ohne Sprachfehler ; Wie der öffentliche Verein, so nahm auch der geheime Bund bald einen mehr internationalen Charakter an ; zunächst noch in einem beschränkten Sinn, praktisch durch die verschiedene Nationalität der Mitglieder, theoretisch durch die Einsicht, daß jede Revolution, um siegreich zu sein, europäisch sein müsse. Weiter ging man noch nicht; aber die Grundlage war gegeben.“

²⁶³ *Der Bund der Kommunisten*, op. cit. pp.293-301 :Brief von George Julian Harney in London an Friedrich Engels in Brüssel, 30. März 1846: « As regards Weitling, he may have friends in the London society, but certainly not the majority. S[chapper] is the man who leads, and properly so. He repudiates 'leadership', but nature forms some men for chiefs and she has given him the necessary qualifications.»

(« En ce qui concerne Weitling, il se peut qu'il ait des amis dans la société de Londres, mais certainement pas la majorité. S[chapper] est l'homme qui dirige, et c'est bien comme cela. Il déteste «être dirigeant » mais la nature désigne quelques hommes comme chefs et elle lui a donné les qualités nécessaires»).

Lorsque la *Ligue des justes* prépare ce congrès de Londres, elle est confrontée à plusieurs questions, auxquels le nouveau programme devrait apporter des réponses.

L'organisation progresse dans sa mutation d'une société secrète en société de propagande, mais elle garde toujours quelques traits d'une société secrète. Le travail de masse est le domaine de *l'association pour l'instruction des ouvriers (Arbeiterbildungsverein)*, mais les décisions sont toujours réservées à un petit cercle d'initiés (les véritables membres de la *Ligue*). Un changement définitif des statuts est à l'ordre du jour.

Une autre question est celle du rapport entre les formes diverses de communisme. La *Ligue des justes* a déjà pris ses distances par rapport au putschisme à la Blanqui de Weitling (que Blanqui lui-même a déjà dépassé) ; mais cette prise de distance concerne essentiellement la direction de l'organisation. Les doctrines de Weitling continuent à jouir d'une grande influence sur la base de l'organisation. Cette base est également sensible au «communisme philosophique» qui rejette l'action révolutionnaire et qui veut appeler à la compassion des êtres humains pour dépasser les clivages de classes et faire renaître la «vrai nature» de l'homme, le soit disant *socialisme vrai*. Cette forme de socialisme est surtout prônée par le journaliste Karl Grün et Moses Hess, une vieille connaissance de Marx et Engels. Quelle position prendre envers ces deux formes du communisme ?

A une époque, où des changements révolutionnaires s'annoncent en Allemagne et en Europe, la *Ligue* ressent la contradiction d'avoir des ramifications à peu près partout en Europe, mais de n'organiser que des Allemands. Elle veut peser sur les événements en Allemagne, mais se trouve surtout à l'étranger.

Le fait que Marx et Engels puissent prendre une place décisive dans ces discussions programmatiques, bien qu'ils ne soient pas encore membres, démontre à quel point la *Ligue* est à cette époque dans un processus de transformation et de mise en question générale.

Ce qui «séduit» finalement la direction de la *Ligue des justes*, ce qui est décisif pour confier la mission de rédaction d'un programme à Marx, c'est sa capacité à développer une stratégie à partir d'un constat basé sur les études de l'histoire et de l'économie.

C'est la science, avec tout son potentiel de progrès, de prise de conscience et finalement de pouvoir, qui fascine la direction de la *Ligue des justes* de l'époque. Cette fascination est telle, qu'une partie de la Ligue à Paris s'approche même des phrénologistes²⁶⁴.

Cependant, ce n'est pas seulement l'analyse scientifique des conditions existantes qui arrive à convaincre la direction londonienne, mais aussi la capacité de développer une stratégie de la prise du pouvoir, une théorie de la révolution. Cette question apparaît tardivement dans les débats de la Ligue, à la fin de l'année 1847 elle devient incontournable. La proximité d'un changement radical devient évidente, même si personne ne prévoit la révolution pour si tôt. Cette théorie de la révolution comporte la certitude qu'une révolution n'est pas un produit volontariste, mais le résultat de conditions précises. Elle traite la question de la transition entre la société existante et un nouvel ordre, et la nécessité d'acquérir des alliés, car les ouvriers ne constituent pas une majorité en Allemagne.

Ces réflexions durant l'année 1847 sont le fruit d'une véritable culture de discussion entre les groupes différents dans des pays différents. Après avoir renoncé aux derniers vestiges de société secrète, l'organisation est maintenant en mesure de remplir tous les critères d'un espace public, à savoir une large accessibilité et un travail public. Ses structures permettent un fonctionnement démocratique qui repose sur le volontariat de ses membres. Ces facteurs sont certes aussi les critères de l'espace public bourgeois ; ce qui est différent, c'est leur interprétation et leur réalisation. De plus, il s'agit d'une base sociale - les compagnons allemands à l'étranger - exclue justement par l'espace public bourgeois. Certains éléments d'exclusion leur sont d'ailleurs communs, notamment une tendance à exclure les femmes. En revanche la grande notoriété de l'instruction, que semblent partager l'espace public bourgeois et l'espace public prolétarien, n'a pas du tout le même sens dans les deux espaces publics. Dans la Ligue comme dans le mouvement ouvrier en général, il ne s'agit pas d'un moyen de distinction et de sélection, mais d'un outil d'émancipation et d'ouverture. Les lieux de cet outil sont les associations ouvrières d'instruction. Ces associations organisent déjà à l'époque, la vie politique comme la vie de tous les jours - une différence importante par rapport à l'espace public bourgeois. Les formes organisationnelles de débat et de vie sont tout à fait avant-gardistes et se créent en Allemagne après les événements de mars 1848. Leur notion d'égalité est clairement de

²⁶⁴ Jacques Grandjonc : *Ideologische Auseinandersetzungen...*, op.cit. p.87.

nature sociale et non seulement politique. Ils comptent jouer un rôle important dans la construction d'une nouvelle société qui devrait réaliser non seulement leur propre émancipation, mais une émancipation universelle.

I-4-3- L'impact du *manifeste communiste*

Les statuts de la nouvelle *Ligue des communistes* prônent :

*«le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, la suppression de l'ancienne société bourgeoise fondée sur les oppositions de classe, et la création d'une nouvelle société sans classes et sans propriété privée.»*²⁶⁵

C'est maintenant une société de propagande qui a abandonné tous les aspects qui lui restaient encore de la conspiration. La clandestinité est uniquement prévue pour les pays où il n'y a pas de liberté de réunion et de rassemblement. Les structures sont en tout cas démocratiques, organisées de bas en haut, selon le principe des décisions majoritaires. L'organisation de base est «la commune» (*Gemeinde*), entre trois et vingt membres, le canton (*Kreis*) qui rassemble entre deux et dix communes. L'autorité centrale (*Zentralbehörde*) est composée d'un minimum de cinq membres, l'instance suprême est le congrès qui se réunit une fois par an ; il représente le pouvoir législatif de la Ligue. Les délégués de tous les niveaux sont élus et révocables à chaque instant.

Dans les faits, la *Ligue des communistes* est une organisation internationaliste, car l'article 1 des anciens statuts de la *Ligue des justes* qui stipulait : « *La Ligue allemande de la justice est composée d'Allemands, c'est à dire d'hommes de langue et de mœurs allemandes*»²⁶⁶ disparaît. De plus, la

²⁶⁵ Karl Marx: *Das Manifest der kommunistischen Partei*, Kommentierte Studienausgabe UTB Theo Stammen/Alexander Classen (Hg.), W. Fink Verlag, Paderborn, 2009: *Statuten des Bundes der Kommunisten, angenommen vom zweiten Kongreß, 8. Dezember 1847*, pp.117-122.

²⁶⁶ *Der Bund der Kommunisten*, op.cit, p.93: „*Der deutsche Bund der Gerechtigkeit besteht aus Deutschen, d.h. aus Männern, die der deutschen Sprache und Sitte angehören.*”

devise nouvelle de la *Ligue des communistes* est : «*Prolétaires de tous les pays unissez-vous !*» ce qui a évidemment un caractère clairement internationaliste.

Le programme de la nouvelle organisation, la *Ligue des communistes*, est le *manifeste du parti communiste*, ou le *manifeste communiste*, comme il est nommé dans une version postérieure. Marx définit le terme «parti» non dans le sens d'une organisation existante, mais comme «*la classe pour soi, c'est à dire la classe ouvrière telle qu'elle est parvenue à la clairvoyance historique et à la conscience d'elle-même.*»²⁶⁷ Mais même en ce sens, il s'agit (du moins pour l'Allemagne) plutôt d'une tâche à réaliser que d'une réalité, car un véritable parti ouvrier, comme Marx le définit, n'existe selon le manifeste, qu'en Angleterre avec les chartistes et en Amérique du Nord avec les «*National Reformers*».

Le *manifeste communiste* est un document complexe, car, malgré sa forme concise, plusieurs niveaux se superposent. C'est une explication de l'histoire, une analyse du présent, avec tous les indices et toutes les tendances d'un dépassement du présent ; c'est finalement un programme de lutte, qui avance des revendications concrètes et des stratégies pour l'action politique des communistes dans les divers pays européens. Il veut représenter une synthèse de tous les courants communistes - de la tradition révolutionnaire du blanquisme, de l'analyse économique de Fourier et Owens, et l'analyse des rythmes et des évolutions de l'histoire de la philosophie hégélienne. Avec son exigence de l'unité entre théorie et pratique, il représente cependant une nouveauté : la théorie doit être réalisée dans la pratique, et la pratique doit se baser sur un examen scientifique des conditions existantes.

Selon la recherche actuelle, c'est Karl Marx seul qui a rédigé le texte²⁶⁸, bien que l'influence d'Engels dans leur travail commun de deux à trois ans soit considérable. Le manifeste est justement le résumé de toutes les découvertes de ce travail en commun.

L'Allemagne est au centre de l'attention des communistes, car, toujours selon le manifeste, l'Allemagne est proche d'une révolution bourgeoise. La proximité de cette révolution est mise en évidence par la contradiction entre les besoins de la bourgeoisie d'avoir un cadre (national) pour les

²⁶⁷ Cette définition est empruntée d'Isabelle Garo : *Marx, une critique de la philosophie*, Editions du Seuil, Paris, 2000, p.110.

²⁶⁸ Karl Marx : *Das Manifest der kommunistischen Partei*, op. cit. (Zur Autorenschaft), pp.16/17.

affaires économiques, et l'incapacité du régime actuel de satisfaire ces besoins. En même temps, le prolétariat est déjà plus fort à la veille de cette révolution que le prolétariat anglais au XVII^e siècle et le prolétariat français du XVIII^e siècle. La révolution bourgeoise à venir n'est donc que le préliminaire d'une révolution prolétarienne.

Malgré cela, le prolétariat allemand est encore trop faible pour être porteur d'une révolution prolétarienne immédiate. Il a besoin des libertés de se réunir et de se rassembler, fournies par la prise de pouvoir de la bourgeoisie pour se constituer comme classe, pour envisager ensuite la prise du pouvoir à son tour.

Cette idée est au centre de la théorie de révolution de Marx pour l'Allemagne et elle est lourde de conséquences, car en préconisant une stratégie d'alliance, elle donne des perspectives globales pour la révolution. Le parti révolutionnaire du moment en Allemagne est pour les auteurs la bourgeoisie; elle seule a la force et les possibilités de renverser les monarchies actuelles. Le manifeste préconise pour cette raison que les communistes doivent :

«... faire surgir chez les ouvriers la conscience la plus claire possible sur l'opposition hostile entre bourgeoisie et prolétariat pour que les ouvriers allemands soient en mesure de dresser aussitôt les conditions sociales et politiques que la bourgeoisie doit provoquer par sa dominance, comme autant d'armes contre la bourgeoisie, afin que commence, après le renversement des classes réactionnaires en Allemagne, tout de suite la lutte contre la bourgeoisie même.»²⁶⁹

Cette théorie de la révolution - le prolétariat a besoin des libertés de la démocratie bourgeoise pour se renforcer et pour développer une conscience de classe, cette évolution peut ensuite déboucher sur une révolution prolétarienne - est nommée plus tard par Marx «la révolution en permanence» ou «la révolution permanente».

Mais l'idée même est déjà développée dans le *manifeste communiste* et traverse en filigrane maints articles de la *Nouvelle gazette rhénane*. Selon le *manifeste communiste*, «la révolution

²⁶⁹ Ibid. 95 : „Sie [die kommunistische Partei] unterläßt es aber keinen Augenblick, bei den Arbeitern ein möglichst klares Bewußtsein über den feindlichen Gegensatz von Bourgeoisie und Proletariat herauszuarbeiten, damit die deutschen Arbeiter sogleich die gesellschaftlichen und politischen Bedingungen, welche die Bourgeoisie mit ihrer Herrschaft herbeiführen muß, als ebensovielle Waffen gegen die Bourgeoisie kehren können, damit nach dem Sturz der reaktionären Klassen in Deutschland, sofort der Kampf gegen die Bourgeoisie selbst beginnt.“

bourgeoise allemande ne peut être que le prélude direct d'une révolution prolétarienne.»²⁷⁰ Il ne s'agit pas d'un modèle à étapes - d'abord une étape bourgeoise et exclusivement bourgeoise, et après l'étape prolétarienne et exclusivement prolétarienne - il s'agit plutôt d'une phase historique entière et fluctuante, au sein de laquelle jouent des forces sociales contradictoires avec des rapports de forces évolutifs. L'issue décrite est possible ou même probable, mais pas automatique. Ses caractéristiques dépendent fortement de la constellation finale des rapports de force. A la longue, elle serait tout de même inéluctable.

Cette théorie de la *révolution en permanence* n'est pas non plus une réponse de circonstances, une solution de secours, comme l'explique pourtant Wolfgang Schieder. Il met en avant que cette théorie a été «tiré du sac» par Marx fin 1848 pour calmer les leaders ouvriers de la *Ligue*, qui s'impatientaient. Elle aurait disparu aussitôt²⁷¹.

Cette théorie date, au contraire - d'une époque bien antérieure²⁷² ; elle est explicitement évoquée dans le *manifeste communiste* - ce dernier est lui-même l'aboutissement d'un processus de discussion de deux ans. Marx révisera cependant à la fin de l'année 1848 une de ses prémices - le comportement révolutionnaire de la bourgeoisie. Dans une longue série d'articles du décembre

²⁷⁰ Ibid.p.96:.. „ *die deutsche bürgerliche Revolution also nur das unmittelbare Vorspiel einer proletarischen Revolution sein kann.*“

²⁷¹ Wolfgang Schieder: *Karl Marx als Politiker*, Piper, München, 1991, p.58 (Schieder parle dans ce passage du communiqué de la direction de la *Ligue de communistes* de 1852): „Seine [Marx'] politische Grundauffassung, daß die bürgerliche Revolution der proletarischen vorangehen müsse, war nicht erschüttert. Um aber überhaupt noch etwas durchsetzen zu können, mußte Marx sich auf die Kompromissformel von der ‚Revolution in Permanenz‘ einlassen. Für ihn stand zwar nach wie vor fest, daß die Arbeiter in Deutschland nicht „zur Herrschaft und zur Durchsetzung ihrer Klasseninteressen kommen können, ohne einen längeren revolutionären Entwicklungsgang durchzumachen.“ Mit der Forderung „die Revolution permanent zu machen“ wurden für die ungeduldigen Arbeiterführer jedoch die bürgerliche und die proletarische Revolution gleichsam zusammengezogen.“ (Sa conception politique, selon laquelle la révolution bourgeoise devrait précéder la révolution prolétarienne n'était pas ébranlée. Afin de pouvoir encore imposer quelque chose, Marx a dû se résoudre à accepter la formule de compromis de la «révolution en permanence». Il en était certes toujours convaincu que les ouvriers ne pouvait pas arriver à la domination de classe et à imposer leurs intérêts «sans parcourir un processus évolutionnaire long». Avec l'exigence de « rendre la révolution permanente », pour les dirigeants ouvriers impatients, la révolution bourgeoise et prolétarienne furent en quelque sorte contractées. Un autre exemple que pour Schieder cette conception était plutôt tactique, et servait surtout à calmer „les dirigeants ouvriers impatients de la *Ligue des communistes* après la révolution p.33: „In Ähnlicher Weise entsprang auch die Formel von der ‚Revolution in Permanenz‘ einem politischen Kompromiß mit seinem kommunistischen Weggefährten im Londoner Exil.(..) Jedoch war er[Marx] der Überzeugung, daß die proletarische Revolution in Deutschland auch nach Einführung der politischen Demokratie noch lange auf sich warten werden lasse. Der offenkundige Widerspruch zwischen seinen Auffassungen und denen der Arbeiterführer des Kommunistenbundes wurden in der Formel von der ‚Revolution in Permanenz‘ aufgehoben.“ (De même, la formule de la „révolution en permanence“ résultait également d'un compromis politique avec ses compagnons de route communistes de l'exile de Londres. Il était pourtant toujours d'avis que la révolution prolétarienne en Allemagne ne serait pas à l'ordre du jour, même longtemps après la victoire de la démocratie politique. La contradiction évidente entre ses idées et celles des dirigeants ouvriers de la *Ligue des communistes* fut annulée par la formule de la 'révolution en permanence'.)

²⁷² Nous reviendrons à ce sujet d'une manière plus détaillée dans la troisième partie de notre étude.

1848²⁷³, Marx exprime l'idée que la bourgeoisie n'était pas capable de mener une révolution à cette époque et qu'une révolution bourgeoise ne pouvait pas être à l'ordre du jour.

Si déjà la théorie de la *révolution en permanence* est complexe, cela est encore plus vrai pour le manifeste globalement. Pour les membres de base de la Ligue, il était pratiquement impossible à comprendre avec toutes ses implications. Pour des ouvriers qui venaient juste de sortir de leur condition d'artisans, il n'offrait aucune perspective individuelle et immédiate sauf celle de se fondre dans la masse du prolétariat industriel et d'influencer le cours des événements dans le cadre de la classe. Au sein du capitalisme, il n'y avait pas de «niche» pour eux, fut-elle collective, comme des coopératives économiques. Même si cette analyse s'avérait plus tard cohérente, elle n'était pas facile à accepter.

Cependant c'est le manque de temps qui se révèle être le problème le plus important. Le manifeste est publié en langue allemande quelques semaines avant la révolution de février. Puis, les événements se précipitent. Marx, comme d'autres leaders de la Ligue sont expulsés de Bruxelles et doivent quitter la Belgique en catastrophe. L'autorité centrale, qui a été transférée de Londres à Bruxelles à la suite du congrès, est dissoute. Marx demande et reçoit les pleins pouvoirs pour restructurer la direction de la Ligue à Paris, où une partie de l'ancienne direction s'est retirée grâce à l'initiative de Ferdinand Flocon, l'ancien rédacteur en chef du journal *La Réforme* et actuel ministre du gouvernement provisoire. L'autorité centrale se rétablit donc à Paris. Il reste peu de temps pour expliquer le manifeste, car bientôt, la révolution éclate également en Allemagne, et avec elle naissent les premiers projets de retour. Revenir veut forcément dire, rentrer avec la Ligue ou du moins avec une partie importante de ses membres. L'organisation est loin d'être idéale pour Marx et Engels, mais elle représente leur seul ancrage dans la classe ouvrière.

En toute hâte, Marx fonde une association ouvrière ouverte et légale pour rassembler outre les membres de la Ligue d'autres ouvriers de la nébuleuse communiste, en vue d'un retour en Allemagne. Entre-temps les premières correspondances sont arrivées et on peut mieux appréhender la situation du pays. En fonction de ces nouvelles, les «*17 revendications*» (ou les *revendications du*

²⁷³ Nouvelle gazette rhénane (dorénavant nommé NGR), n°165 du 10 décembre 1848: *Die Bourgeoisie und die Konterrevolution (La bourgeoisie et la contre-révolution)*, ainsi que NGR, n°169 du 15 décembre 1848, NGR, n°170 du 16 décembre 1848, NGR, n°183 du 31 décembre 1848.

parti communiste en Allemagne)²⁷⁴ sont rédigées, elles sont une adaptation des revendications du manifeste pour l'Allemagne, qui de toute façon n'étaient prévues que pour les pays les plus développés. Les revendications les plus radicales sont restreintes ou modérées, par exemple n'il ne s'agit plus de supprimer le droit de succession, mais de le restreindre. Mais même avec ce catalogue plus modéré, en vue d'une meilleure pédagogie, demeure le problème qu'il n'y a guère d'assimilation de la méthode implicite. Surtout, le temps manque pour l'instruction à la mise en pratique. Toutes les mesures prises à cette époque sont des mesures prises dans l'urgence.

L'historien Shlomo Na'aman décrit la situation de la manière suivante :

«Elle [la Ligue des communistes] avait certes un programme, le 'manifeste communiste' devenu célèbre, tout juste né de la collaboration de Marx et Engels et également accepté par la 'Ligue'. En revanche, il n'avait pas encore été propagé ; il manquait aux nouvelles idées toute interprétation. A priori, les thèses, présentées dans le 'manifeste', étaient le fond idéologique commun de tous les communistes, qu'il s'agisse de Weitling, Hess ou Schapper. Dans leur conception plus précise, nettement défini par Marx et Engels, elles étaient quand même nouvelles et sans instruction, indigestes. Le programme d'action des 17 revendications a été conçu à Paris en toute hâte et il manquait les enseignements pour la mise en pratique. Le communisme des communistes, partout dispersés en Allemagne, avait dans chaque tête un autre visage et avait partout plutôt la coloration de l'agitation de Weitling et Hess (ou de Proudhon et Blanqui) que celle nouvelle de Marx et Engels. Il n'y avait qu'un petit cercle de gens qui apprenaient eux-mêmes, en côtoyant Marx quotidiennement, comment le programme des communistes était à traduire en action politique : c'étaient les rédacteurs de la 'Nouvelle gazette rhénane'.»²⁷⁵

²⁷⁴ *Der Bund der Kommunisten*, op.cit. p.739-741: *Forderungen der Kommunistischen Partei in Deutschland, etwa 27. März 1847*, signé par Karl Marx, Karl Schapper, H. Bauer, F.Engels, J. Moll, W.Wolff.

²⁷⁵ Shlomo Na'aman: *Lassalle*, Verlag für Literatur und Zeitgeschehen, Veröffentlichungen des Instituts für Sozialgeschichte Braunschweig, Hannover, 1970, p.127 : „*Er [der Bund der Kommunisten] hatte zwar ein Programm, das berühmt gewordene ‚Kommunistische Manifest‘, das eben erst aus der Zusammenarbeit von Marx und Engels hervorgegangen und auch vom ‚Bund‘ angenommen worden war. Es war aber noch gar nicht propagiert worden; den neuen Gedanken fehlte überhaupt die Interpretation. Ganz allgemein gesehen waren die im ‚Manifest‘ enthaltenen Thesen wohl Gedankengut aller Kommunisten, sei es Weitling, Hess oder Schapper. In ihrer genaueren, von Marx und Engels scharf gedachten Auffassung waren sie aber doch neuartig und ohne Verdauungsarbeit unverdaulich. Das Aktionsprogramm der 17 Punkte war außerdem in Paris in aller Hast ausgeheckt worden, und es fehlte jede Anleitung zu seiner Durchführung. Der Kommunismus der in Deutschland verstreuten Kommunisten sah in jedem Kopf anders aus und hatte überall mehr die Färbung der Agitation von Weitling und Hess (oder von Proudhon und Blanqui) als der neuartigen von Marx und Engels. Es gab nur einen kleinen Kreis von Menschen, die im täglichen Umgang mit Marx selber lernten, wie das Programm der Kommunisten in die politische Aktion überzuführen sei: Das waren die Redakteure der ‚Neuen Rheinischen Zeitung‘.*“

Na'aman pense que cette ligne était, une fois comprise, facile à mettre en écriture. Pour cette raison, la *Nouvelle gazette rhénane* aurait eu la ligne la plus cohérente des journaux de la révolution (à l'exception peut-être de la «*Kreuzzeitung*» monarchiste²⁷⁶). Il conclut que le véritable parti communiste aurait été la *Nouvelle gazette rhénane* et non la *Ligue des communistes*.

I-4-4- Retour en Allemagne

Au moment du retour en Allemagne, Marx et Engels se font peu d'illusions sur les possibilités d'implanter leur petit groupe de quelques centaines d'ouvriers comme organisation ouvrière en Allemagne. Ils sont conscients du manque d'instruction ; les remarques d'Engels dans sa correspondance avec Marx sur leur faiblesse en autonomie politique sont significatives. Engels parle de plus dans son article «Marx et la *Nouvelle gazette rhénane*» d'«*une armée insignifiante*»²⁷⁷. En même temps, et indépendamment du projet de la Ligue, Marx et Engels préparent un autre projet, la fondation d'un grand quotidien. Comme nous l'expliquerons sous peu, tout porte à croire qu'il s'agit dès le départ des deux projets indépendants ; deux projets qui servent la même finalité, mais par d'autres biais et en suivant des objectifs intermédiaires différents. Le projet du journal nécessite déjà à l'époque beaucoup de travail.

Malgré cela, ils mobilisent des énergies considérables pour organiser le retour des membres de la Ligue le mieux possible. Ils réussissent à avoir le soutien de Ferdinand Flocon, pour une aide financière et logistique. Les ouvriers, «équipés» des *17 revendications des communistes*, ont pour instruction de rentrer seuls ou en petits groupes, pour ne pas attirer l'attention des douaniers et policiers aux frontières, et de s'installer ensuite partout en Allemagne.

La prise de risque de cette entreprise de rapatriement est considérable, et cela pour tous les participants. Pour les ouvriers, cela signifie rentrer dans un pays qu'ils ne connaissent plus, dont ils étaient séparés depuis plusieurs années. Les conditions précises sur place leur sont complètement inconnues et ils en savent peu sur l'ambiance politique en Allemagne. Toute la production

²⁷⁶ Ibid.: p.128.

²⁷⁷ Friedrich Engels: *Marx und die «Neue Rheinische Zeitung» 1848-1849*, in: *Der Sozialdemokrat* n°11 du 13 mars 1884, cité dans: Hg. Wolfgang Abendroth, Ossip K. Flechtheim, Iring Fetscher: *Karl Marx/ Friedrich Engels, Pressefreiheit und Zensur*, Europäische Verlagsanstalt, Frankfurt, Europa Verlag Wien, Frankfurt am Main, 1969.

idéologique du jeune mouvement ouvrier s'est faite depuis quinze ans en dehors des frontières allemandes, sous l'influence des conditions d'autres pays, qui ne ressemblent en rien à celles qu'ils retrouveront dans les Etats allemands. Il ne s'agit donc non seulement d'un rapatriement des hommes, mais aussi des idées.

De plus, les adhérents de la Ligue, rentrant en Allemagne, sont maintenant coupés de leur unité organisationnelle, de leur «commune», qui est dans la plupart des cas dissoute. Ceux qui rentrent maintenant au pays sont donc complètement isolés, sans liaison directe avec la Ligue, et ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Leur arrivée est d'ailleurs annoncée dans un article du journal démocrate, la *Halle des journaux de Berlin (Berliner Zeitungshalle)* qui publie également pour la première fois en Allemagne les *17 revendications*²⁷⁸.

Pour les organisateurs, le risque est encore autre. Pendant qu'ils essayent d'encadrer le projet au mieux, à partir de la France, ils risquent de rater le début de la révolution en Allemagne. Cette première phase est décisive, car les rapports de force se dessinent et les positions clé sont distribuées. Même en rentrant tout de suite, le risque aurait été grand d'être considérés comme «étrangers». Les quelques contacts au pays n'étaient pas suffisants pour connaître vraiment la situation, c'est le destin de tout exilé. En attendant encore deux mois, ce risque grandit. Ne seront-ils pas confrontés aux faits accomplis ? Vouloir peser sur le cours de la révolution *a posteriori* pourrait se révéler vain. S'engager pour leur petite «*armée insignifiante*» - surtout quand celle-ci a peu de chance de réussir - signifie donc risquer de tout perdre.

Pour résumer ces risques multiples : L'essai d'implanter la Ligue à partir de la France en Allemagne, est un peu comme la greffe d'un organe sur un corps en pleine mutation, en situation de tempête.

Malgré tout cela, le défi est relevé. Mais ce que personne de l'autorité centrale n'a pu analyser, c'est l'esprit politiquement attardé de la population allemande comparé à celui régnant en France. Evidemment, on ne s'attend pas à des miracles. La plupart des exilés savaient pourquoi ils avaient quitté leur pays. Mais en fait, le décalage entre un pays, où les révolutions deviennent une sorte de «normalité» - la France - et un pays qui est encore profondément imprégné par l'esprit de soumission - les Etats allemands - est trop important, pour qu'on puisse l'imaginer de l'extérieur.

²⁷⁸ *Halle de journaux de Berlin (Berliner Zeitungshalle)*, n° 82 du 6 avril 1848, supplément spécial (Extra-Beilage), cité selon : *Der Bund der Kommunisten*, op.cit. p.749.

Les trois à quatre cents ouvriers qui s'apprêtent à rentrer au pays ont quand même des missions précises : partout où ils vont, ils doivent fonder des communes de la Ligue, et partout où ils vont, ils doivent fonder des associations ouvrières ou y participer, si elles existent déjà.

Ces deux tâches sont étroitement liées. Il s'agit en quelque sorte de reproduire le schéma expérimenté en France et en Angleterre. Les communes de la Ligue sont la base opérationnelle, et les associations sont le champ d'action, le public auquel la Ligue s'adresse. L'un n'est pas pensable sans l'autre. Le critère pour la réussite de ce projet est le degré de centralisation auquel on arrive. Dans la société allemande de l'époque, seules les structures centralisées «nationales» peuvent jouer un rôle révolutionnaire. Sous la condition d'un particularisme monarchique, c'est une des caractéristiques les plus importantes qui s'opposent au *statu quo* en Allemagne. La victoire ou l'échec de la révolution dépend de plus du fait de pouvoir ou non contrecarrer les possibilités de l'ancien pouvoir à se retirer dans les niches du particularisme, pour mieux rebondir ensuite. Pour cette raison aussi, l'objectif de la Ligue concernant les formes du futur Etat, est la république une et indivisible.

Sur ce sujet Marx a déclaré déjà en 1847 dans la *Gazette allemande de Bruxelles (Deutsche-Brüsseler Zeitung)* :

«Si les conditions de vie de la société se sont développées au point que la transformation de sa forme officielle politique est devenue pour elle une nécessité de vie, toute la physionomie du vieux pouvoir politique se métamorphose. Ainsi la monarchie absolue essaie maintenant de décentraliser, au lieu de centraliser, ce qui constituait sa véritable activité civilisatrice.»²⁷⁹

Seule une organisation centralisée du prolétariat est en mesure de défendre non seulement les intérêts économiques des ouvriers, mais également de leur donner de plus une importance politique et de peser dans les alliances avec la partie progressiste de la bourgeoisie. La centralisation des

Karl Marx: *Die moralisierende Kritik und die kritische Moral. Beitrag zur Deutschen Kulturgeschichte. Gegen Karl Heinzen von Karl Marx*, in: MEW4, p.347: *Gazette allemande de Bruxelles (Deutsche Brüsseler Zeitung)* n° 92 du 18 novembre 1847: „Haben sich die materiellen Lebensbedingungen der Gesellschaft so weit entwickelt, daß die Umwandlung ihrer offiziellen politischen Gestalt eine Lebensnotwendigkeit für sie geworden ist, so verwandelt sich die gesamte Physiognomie der alten politischen Gewalt, so versucht die absolute Monarchie nun, statt zu zentralisieren, worin ihre eigentliche zivilisierende Tätigkeit bestand, zu dezentralisieren.“

structures de la Ligue et la centralisation des associations ouvrières n'est certes pas la même chose, mais sert le même objectif.

Début avril 1848, l'association de Mayence est censée jouer un rôle d'avant-garde. C'est une des premières associations ouvrières et elle a déjà une certaine importance; elle est à cette époque fortement influencée par des membres de la Ligue. Dans un appel signé par deux membres de la *Ligue des communistes*, Adolf Cluß et Karl Wallau²⁸⁰, daté du 5 avril 1848 et adressé à toutes les associations ouvrières existantes de l'époque, l'association de Mayence propose la construction d'une structure ouvrière nationale pour mieux défendre les intérêts des ouvriers. L'appel insiste sur le fait que isolés ils pourraient être battus et exploités, mais unis non. Il faudrait s'organiser d'une façon indépendante. L'association de Mayence prône aussi une représentation des ouvriers au parlement qui est en train de se constituer. L'appel exprime donc clairement la ligne de la *Ligue des communistes*.

L'appel propose ensuite de considérer Mayence comme centre provisoire d'une structure nationale de toutes les associations ouvrières. L'association de Mayence se considère comme légitime, car elle aurait reçu des demandes de plusieurs associations des environs : Trodtnau, à côté de Fribourg (Breisgau), Pforzheim, Heidelberg, Mannheim, Darmstadt, Hanau, Francfort sur Main, Oderheim et Bruchsal²⁸¹.

A propos de cet appel, Wolfgang Schieder émet l'hypothèse qu'il s'agit d'une initiative indépendante des «petits cadres» de la *Ligue des communistes* qui auraient investi leurs efforts dans la construction d'une structure nationale des associations ouvrières, sans la connaissance et sans l'accord de Marx. Cette assertion fait partie de l'argumentation de l'article, selon laquelle Marx n'aurait jamais eu l'intention de créer un parti ouvrier de masse, mais aurait voulu dès le départ privilégier le mouvement pour un parti démocrate²⁸². Dans une annotation, Schieder fait référence à

²⁸⁰ Cet appel est reproduit dans MEW5, p.483: Dans son article „*Der Bund der Kommunisten und die Versuche einer Zentralisierung der deutschen Arbeitervereine im April und Mai 1848*”, in: *Bund der Kommunisten 1836-1852*, Akademie-Verlag Berlin, 1988, p.103: Walter Schmidt désigne Cluß et Wallau comme membres de la Ligue.

²⁸¹ Ibid.: p.111.

²⁸² W. Schieder : *Die Rolle der Arbeiter in der Revolution von 1848-49*, op.cit.p. 53: „*Das Verhalten von Marx und Engels beweist eindeutig, daß sie die politische Selbstorganisation der Arbeiter gegenüber dem Aufbau einer demokratischen*

l'article de Walter Schmidt (cité précédemment) et affirme que Schmidt non plus n'aurait pas pu prouver une influence de Marx sur l'initiative de Mayence²⁸³.

Dans ce cas, comme dans d'autres, nous n'avons pas de preuves formelles pour l'un ou l'autre cas de figure. Nous n'avons donc pas d'autre choix que de travailler avec des hypothèses, plus ou moins crédibles selon les indices. Selon les sources accessibles²⁸⁴, il paraît du moins improbable que Marx ignorait l'initiative.

Marx et Engels séjournèrent vers le 8 avril à Mayence²⁸⁵ avant de s'installer à Cologne, signe de l'importance qu'ils attribuaient à l'association de Mayence. Il paraît très invraisemblable qu'ils n'aient pas discuté de l'appel qui venait d'être lancé quelques jours auparavant. Avant eux, entre le 1^{er} et le 6 avril 1848²⁸⁶, c'était Wilhelm Wolff, membre de l'autorité centrale, émissaire pour la construction de la Ligue et un ami proche de Marx, qui avait séjourné à Mayence, d'où il revient avec le tract de l'association ouvrière de Mayence.

Dans une lettre à l'autorité centrale du 18 avril, Wilhelm Wolff rapporte qu'il avait distribué l'appel de Mayence partout, dans le train, sur le bateau à vapeur etc. et qu'il l'avait apporté à Andreas Gottschalk, qui était pendant ce temps en train de fonder une association ouvrière à Cologne²⁸⁷. Quelques jours plus tard, Wolff distribue une nouvelle fois l'appel de l'association de

Parteiabewegung hinanstellten.“ et p.54: „Weitgehend ohne Wissen und entgegen den Willen von Marx entwickelten die kleinen Kader des vorrevolutionären Kommunistenbundes eine beachtliche Initiative beim Aufbau von Arbeitervereinen; Das gilt z.B. für die Mitbegründer des Mainzer Arbeiterbildungsvereins Adolf Cluss und Karl Wallau, deren bekannter Aufruf an die Arbeiter Deutschlands vom 5. April 1848 allem Anschein nach unabhängig von Marx und Engels verfaßt wurde.“

²¹⁸ Ibid.: „Auch Walter Schmidt, (*Der Bund der Kommunisten und die Versuche einer Zentralisierung der deutschen Arbeitervereine im April und Mai 1848*, in: *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, 9 (1961); pp.577-614) kann einen Einfluss von Marx und Engels auf die Initiative der Mainzer Arbeiterführer nicht beweisen.“

²⁸⁴ Nous nous appuyons surtout sur la lettre de Wilhelm Wolff: *Brief von Wilhelm Wolff in Breslau an Karl Wallau und andere in Mainz für die Zentralbehörde des Bundes der Kommunisten*, 18. April, in: *Bund der Kommunisten*, op.cit. pp.759-763.

²⁸⁵ Dieter Dowe: *Aktion und Organisation. Arbeiterbewegung, sozialistische und kommunistische Bewegung in der preußischen Rheinprovinz 1820-1852*, Schriftenreihe des Forschungsinstituts der Friedrich-Ebert-Stiftung, Verlag für Literatur und Zeitgeschehen, Hannover, 1970, p.139, chapitre II: *Organisationsversuche und Agitation der Zentralbehörde des Bundes der Kommunisten, Marx' und Engels' Übersiedlung nach Köln*.

²⁸⁶ Walter Schmidt: *Wilhelm Wolff, Kampfgefährte und Freund von Marx und Engels 1846-64*, Dietz Verlag, Berlin, 1979, pp.152/153. Schmidt indique le 6 avril comme jour de départ, car Wolff parle dans sa lettre du 18 avril 1848 du tract appelant au congrès qu'il amène et qui a été publié le 5 avril (annotation 60, p.360).

²⁸⁷ *Der Bund der Kommunisten*, op.cit.p.760: *Brief von Wilhelm Wolff in Breslau an Karl Wallau und andere in Mainz für die Zentralbehörde des Bundes der Kommunisten: „Der B[und] vegetiert, wie es mir aus G[ottschalk]s Äußerungen hervorging, in großer Zusammenhangslosigkeit fort. Den Aufruf des Mainzer Arbeitervereins gab ich ihm, und G[ottschalk] wird im Kölner Arbeiterverein den Anschluß bewirken. Exemplare des Aufrufs habe ich auf dem Dampfschiffe mehrfach verteilt, nach vorheriger Auseinandersetzung und Besprechung (...)“*

Mayence à Hanovre et à Breslau²⁸⁸. Cette lettre est à notre avis l'indice le plus probant que l'autorité centrale de la Ligue fut bel et bien au courant de l'initiative de Mayence.

W. Schieder ne prend apparemment pas en compte cette lettre, tandis que l'historien Dieter Dowe conclut dans le sens, que l'effort de Marx et Engels pour la création d'une organisation indépendante des ouvriers allemands est aujourd'hui prouvée²⁸⁹.

Les tâches qui ont été confiées aux membres de la *Ligue* se révèlent en fait encore plus difficiles que prévu. Engels parle dans son article sur la *Ligue des communistes* d'environ 30 communes en Allemagne. Mais ces communes ne sont pas forcément en relation les unes avec les autres, il manque apparemment toute la structure intermédiaire des «cantons». Cependant sans cette structure intermédiaire toute la démocratie interne est paralysée et avec elle tout le processus de la prise de position collective.

De plus, ces communes semblent être bizarrement inertes. Leurs membres sont actifs dans toute sorte d'initiatives qui foisonnent depuis le début de la révolution ; mais ils n'arrivent pas à apparaître comme organisation.

L'initiative de transformer ces «points de chute» isolés en réseau est impulsée de l'extérieur, par les émissaires de l'autorité centrale. Ces émissaires sont issus de la «garde rapprochée» de Marx de l'époque de Bruxelles ou de Paris, avec Karl Schapper, venant de la direction de l'ancienne *Ligue des justes*, en renfort. Hormis Karl Schapper, il s'agit surtout d'Ernst Dronke²⁹⁰ et de Wilhelm Wolff.

²⁸⁸ Ibid, p.760: „Von Köln nach Hannover; in letzterer Stadt übernachtet und an ein Mitglied des dortigen Arbeitervereins, der aber noch der Mehrheit nach aus Bourgeoisie-Elementen mit einer stark vorwärts drängenden proletarischen Minorität besteht, den fraglichen Aufruf übergeben. Man versprach, den Anschluß an Mainz zu beantragen und hinzuschreiben. Auf der Eisenbahn vielfach propagiert, so daß mir das Maul wenig stillgestanden.“ et p.761: „ Am 14. wurde hier ein Arbeiterverein konstituiert. Ich meldete mich natürlich sofort zum Beitritt. Heut' ist wieder Versammlung, worin ich mehreres und auch den Mainzer Aufruf zu Sprache bringen werde.“

²⁸⁹ Dieter Dowe: *Bibliographie der deutschen Arbeiterbewegung, sozialistischen und kommunistischen Bewegung von den Anfängen bis 1863, unter Berücksichtigung der politischen, wirtschaftlichen und sozialen Rahmenbedingungen*, Verlag Neue Gesellschaft, Bonn-Bad Godesberg, 1976, p.53: „Ein strittiger Punkt dürfte mittlerweile geklärt sein. Wie Walter Schmidt nachgewiesen hat, bemühte sich die Kölner Zentralbehörde des Bundes der Kommunisten um Marx seit April 1848, eine gesamtdeutsche Arbeiterorganisation zustandezubringen, die von einem Netz von Bundesgemeinden kontrolliert und im Sinne ihres Aktionsprogramms, der ‚17 Forderungen der Kommunistischen Partei in Deutschland‘ eingesetzt werden sollte.“

²⁹⁰ Ernst Dronke a déjà pendant le Vormärz une certaine réputation comme journaliste et écrivain. Il publie en 1846 son livre le plus important : *Berlin*. Condamné à deux ans de forteresse, il réussit à s'enfuir. Il se rend à Bruxelles, où il fait la connaissance d'Engels. Plus tard il fait la connaissance de Marx à Paris. En avril 1848, il revient avec Marx et Engels de

Pendant presque deux mois, ils passent dans un temps record, d'une ville à l'autre pour y consolider une commune, fonder une autre ailleurs, imposer une ligne dans un troisième lieu, réprimander les membres trop peu actifs ailleurs, revenir sur leur pas pour rediscuter avec le premier groupe car les décisions convenues n'ont pas été mises en pratique etc.

Nous donnons comme exemple la lettre de Wilhelm Wolff du 18 avril 1848²⁹¹, déjà citée : Wolff se rend de Mayence, où il séjournait du 1^{er} au 6 avril, à Coblenz et essaie de convaincre ses auditeurs lors des réunions publiques de fonder une association ouvrière. Le lendemain, il arrive à Cologne, où il constate que la *Ligue* «y végète». Cela est d'autant plus étonnant que le groupe de Cologne était jusque là un des plus importants. Son contact, n'est pas non plus une des vieilles connaissances de Marx, comme Karl d'Ester, Roland Daniels ou Heinrich Bürgers, mais Andreas Gottschalk, médecin des pauvres, qui s'apprête à fonder une association ouvrière à Cologne. Avec Gottschalk, Wolff discute de l'initiative de Mayence et semble avoir reçu la promesse que Cologne se ralliera au projet. Wolff reste une journée à Cologne avant de se rendre à Hanovre. Là aussi, il propage l'appel de Mayence. Ensuite il part de Mayence à Berlin, où il reste trois jours, et où il rencontre Stephan Born et le cordonnier Hätzel. Wolff privilégie le contact avec Hätzel car il soupçonne Born d'envisager une carrière politique individuelle. Hätzel aussi déplore l'isolement du groupe, qui comprend vingt personnes, mais à qui il manque toute structure pour fonctionner. Ensuite, le 13 avril 1848, c'est Breslau qui se trouve sur le programme, où il fait des constats semblables et où il essaye à nouveau de convaincre de l'importance de l'appel de Mayence.

Ce sont effectivement des nouvelles catastrophiques qui s'accumulent. Born rapporte de Berlin dans une lettre à Marx sur la Ligue :

*« Sur la Ligue en tant que telle, comme elle existe ici, je ne peux rien rapporter. Personne n'a encore eu le temps de l'organiser strictement dans sa forme antérieure. Elle est dissoute, partout et nulle part. Pour le moment ce n'est pas grave, car chacun fait son devoir. (...)»*²⁹².

Paris en Allemagne, où il devient émissaire de la *Ligue des communistes*. Il sera un des rédacteurs les plus importants de la future *Nouvelle gazette rhénane*.

²⁹¹ *Der Bund der Kommunisten*, op. cit. pp. 759-763: *Brief von Wilhelm Wolff in Breslau an Karl Wallau und andere in Mainz, für die Zentralbehörde des Bundes der Kommunisten*.

²⁹² Ibid.: p.784: *Brief von Stephan Born in Berlin an Karl Marx in Köln, 11.Mai 1848: „ Über den B[un]d als solchen, wie er hier besteht, kann ich jetzt nichts berichten. Es hat noch niemand Zeit gehabt, ihn in der früheren Weise fest zu organisieren. Er ist aufgelöst, überall und nirgends. Für den Augenblick schadet dies nichts, denn es tut ein jeder seine Pflicht (...)»*

Wilhelm Wolff écrit sur ses activités dans la lettre déjà citée :

«Si je n'étais pas pressé comme un chien de toute part, c'est-à-dire si je n'étais pas dans des conditions, où j'aimerais me couper au moins en vingt pour me faire entendre à plusieurs endroits en même temps, je vous décrirais la situation ici, les positions des partis, etc. d'une manière plus détaillée.»²⁹³

Ainsi, tous les rapports des émissaires concordent, Schapper se plaint du groupe de Wiesbaden²⁹⁴, Dronke de celui de Mayence, où il avait retrouvé *«le début d'une anarchie totale.»*²⁹⁵ En même temps tous les émissaires soulignent dans les mêmes rapports déjà cités, qu'ils avaient trouvé partout des ouvriers extrêmement intéressants, avec lesquels ils avaient longuement discuté et exprimé l'espoir que ces discussions allaient avoir une suite. Malheureusement il fallait repartir déjà, etc., bref, nous trouvons un contraste frappant dans la réaction des émissaires ; ils sont exaspérés par la situation plus ou moins désastreuse de la Ligue et enthousiasmés par le dynamisme des ouvriers.

Au plus tard fin mai, il semble évident que les émissaires s'épuisent, mais n'avancent pas. Le projet d'une *Ligue des communistes* comme organisation nationale est devenue victime du particularisme allemand. Chacun fait son travail dans sa ville ou région, ce qui est parfois considérable. Mais les conditions des provinces et des Etats divers sont tellement différentes que les initiatives n'ont jamais les mêmes caractéristiques et toute tentative de centralisation s'avère vaine.

Engels décrit cette situation bien plus tard en 1885 :

«Comme on pouvait le prévoir aisément, la Ligue s'avérait face à ce déclenchement de mouvement des masses populaires comme un levier beaucoup trop faible. (..) Et la situation était finalement dans chaque petit Etat, dans chaque province, chaque ville si différente, que la Ligue n'aurait pas été en mesure de donner des directives tout à fait générales, mais celles-ci étaient beaucoup plus faciles à diffuser par la presse.»²⁹⁶

²⁹³ Ibid.: pp.759-763: *Brief von Wilhelm Wolff in Breslau an Karl Wallau und andere in Mainz, für die Zentralbehörde des Bundes der Kommunisten.*

²⁹⁴ Ibid.: p.775: *Brief von Karl Schapper in Wiesbaden an die Zentralbehörde des Bundes der Kommunisten in Köln, 26. April 1848.*

²⁹⁵ Ibid.: p.779: *Brief von Ernst Dronke in Koblenz an die Zentralbehörde des Bundes der Kommunisten in Köln, 5.Mai 1848: „In Mainz habe ich im Bunde den Beginn zu völliger Anarchie gefunden. (..)“*

²⁹⁶ Friedrich Engels: *Zur Geschichte des Bundes der Kommunisten*, in: *Marx Engels III Studienausgabe, Geschichte und Politik*, op.cit.p.23: *„Wie leicht vorherzusehn, erwies sich der Bund gegenüber der jetzt losgebrochenen Bewegung der Volksmassen, als ein viel zu schwacher Hebel.(..) und endlich lagen die Verhältnisse in jedem einzelnen Kleinstaate, jeder*

Pour les mêmes raisons le projet d'une centralisation des associations ouvrières échoue. Ces associations qui viennent d'être créées veulent d'abord s'affirmer et s'implanter sur une échelle locale avant d'aller plus loin. L'initiative de Mayence rencontre des réponses positives surtout dans le Sud et le Sud-Ouest - donc plus ou moins dans les environs de Mayence même - mais pas de réponse ou une réponse négative dans le Nord, la Saxe, la Prusse orientale et même l'association de Cologne ne se décide pas à rallier au projet.

Une initiative ultérieure de l'association de Hanau qui propose d'organiser un congrès ouvrier sur un niveau national, connaît le même sort. La réponse de l'association de Cologne (à peu près le 20 mai 1848) est assez symptomatique :

« Chers amis et frères,

*Nous avons reçu la lettre par laquelle vous nous avez honorés le 17 du mois. Nous vous en remercions, comme pour la sympathie que vous nous montrez. Nous devons en revanche refuser de nous nommer aujourd'hui l'association ouvrière **allemande**, comme l'adresse de votre lettre l'annonce. C'est seulement lorsque dans tous les pays allemands, ou dans leur majorité, des associations ouvrières se seront créées, et seulement à ce moment là, que nous voulons bien initier un congrès des délégués de tous. (..).»²⁹⁷*

En mai 1848, la situation pour un projet de centralisation ne semble pas être mûre, ni pour celui de la Ligue, ni pour celui des associations ouvrières. Du côté de la direction de la Ligue, les deux projets étaient liés. Une fois l'échec constaté, il semble inutile de fonder une structure nationale, qui ne correspond pas à la réalité. Les deux projets sont donc provisoirement abandonnés. En ce qui concerne les associations ouvrières, on les laisse pour le moment «vivre leur vie», quant à la Ligue, les émissaires sont retirés du projet et associés à d'autres tâches, essentiellement à la réalisation de la *Nouvelle gazette rhénane*. Dans les faits, cela signifie «la mise en sommeil de la Ligue», car c'était en grande partie les émissaires qui avaient donné une impulsion aux groupes divers, qui sans eux «végétaient». A l'époque, même Schapper s'est apparemment résigné au fait, car lui-même, en tant qu'émissaire, n'avait pas plus de succès que Wolff ou Dronke. En revanche Schapper s'engagera dans

Provinz, jeder Stadt wieder so verschieden, daß der Bund außerstande gewesen wäre, mehr als ganz allgemeine Direktiven zu geben; diese waren aber viel besser durch die Presse zu verbreiten.“

²⁹⁷ *Der Bund der Kommunisten, op.cit. p.787: Schreiben des Kölner Arbeitervereins an den Arbeiterverein in Hanau, etwa 20. Mai 1848: „Freunde und Brüder! Wir haben das Schreiben, womit Ihr unter dem 17.d. uns beehrt habt, erhalten. Wir danken Euch für dasselbe und die Gesinnung, die ihr uns bekundet. Wir müssen es aber ablehnen, uns bis heute noch den **deutschen** Arbeiterverein zu nennen, wie die Adresse Eures Briefes lautet. Erst wenn sich durch alle oder die Mehrzahl der deutschen Lande Arbeitervereine gebildet haben werden, erst dann wollen wir es gern übernehmen, einen Kongreß von Abgeordneten aller derselben zu veranlassen. (..).“*

l'avenir surtout dans *l'association ouvrière de Cologne*, tandis que Wolff et Dronke entrent dans la rédaction de la *Nouvelle gazette rhénane*.

Cologne devient ainsi le centre opérationnel du groupe. Marx et Engels y séjournent, comme Joseph Moll et Karl Schapper, et après la fin de leur mission comme émissaires, également Ernst Dronke et Wilhelm Wolff. La ville est devenue la centrale de la Ligue et le lieu de parution du journal, probablement au cours du mois d'avril. Auparavant d'autres options étaient apparemment encore ouvertes²⁹⁸. Le choix de Cologne est probablement une adaptation au cours de la révolution ; tout comme le constat de l'échec de la Ligue et la décision de rapporter toutes les forces sur la parution de la *Nouvelle gazette rhénane*.

Tout cela apparaît dans les quelques lignes de Engels que nous venons de citer, comme une évidence. Mais quarante ans après les faits, Engels se focalise sur la forme de la Ligue comme société secrète. Mais il oublie au moment, où il écrit son article - en octobre 1885 - qu'à l'époque, la Ligue est déjà essentiellement une organisation de propagande. Le deuxième congrès de Londres avait justement donné raison à Marx et Engels sur cette question. D'un autre côté, cette société de propagande avait des missions importantes, qui dépassaient sa propre mise en place.

Au contraire, tout porte à croire, que la centrale de la Ligue, Marx, Engels, comme tous les autres, avaient sous-estimé les difficultés de créer des structures «nationales », et avaient surestimé le degré de politisation en Allemagne, comme conséquence de la révolution.

Engels décrit encore fin avril dans une lettre à Marx de Barmen l'ambiance dominante :

*«Si un seul exemplaire de nos 17 points était distribué ici, tout sera perdu pour nous. L'ambiance chez les bourgeois est vraiment accablante.»*²⁹⁹

²⁹⁸ Voir François Melis: *Zur Gründungsgeschichte der Neuen Rheinischen Zeitung*, Mega-Studien, herausgegeben von der Internationalen Marx-Engels-Stiftung Amsterdam, 1998/1999, 1, pp. 3-63.

²⁹⁹ MEW27, p.126: *Engels an Marx in Köln, Barmen, 25. 4. 1848: „Wenn ein einziges Exemplar unserer 17 Punkte hier verbreitet würde, so wär' hier alles verloren für uns. Die Stimmung bei den Bourgeois ist wirklich niederträchtig.“*

I-4-5- Bilan

Au bout d'environ 15 années, l'ancienne l'organisation des exilés allemands en France a connu des transformations importantes. Dans son identité, ses objectifs et son public elle s'est métamorphosée à l'étranger en un espace public prolétarien en élaborant des statuts, un programme et des structures qui visent l'émancipation de la classe ouvrière comme une émancipation universelle. C'est un espace public prolétarien, formé par des compagnons artisans allemands qui se comprennent comme ouvriers. Cet espace public prolétarien se développe dans des pays avec des conditions politiques plus favorables qu'en Allemagne et particulièrement une plus grande liberté d'expression ; cet espace public prolétarien grandit dans l'ombre d'un espace public bourgeois bien plus développé qu'en Allemagne permettant aux compagnons - dans des limites qui varient d'un pays à l'autre - de se rencontrer, de discuter et de publier. Au plus tard à partir du moment où la *Ligue des justes* commence un travail de propagande, elle attire et assimile un certain nombre d'intellectuels qui se prolétarisent comme Karl Schapper, ou qui apportent quelques atouts de l'espace public bourgeois, comme Karl Marx et Friedrich Engels qui viennent du journalisme politique. Ces derniers imposent à la fin de l'année 1847 la fin de la *Ligue des justes* comme société secrète, un travail de propagande de masse, des structures «transparentes» et démocratiques et l'intégration dans les mouvements révolutionnaires qui commencent à ébranler Europe. Ce qui nous intéresse particulièrement dans la transition entre *Ligue des justes* et *Ligue communistes* est le fait que c'est le changement du mode de communication qui détermine le changement de nature de l'organisation. Ce sont des traits caractéristiques de l'espace public bourgeois, comme la publicité et l'accessibilité qui caractérisent dorénavant la *Ligue des communistes* ; avec la différence nette qu'ils s'appliquent à un public d'ouvriers compagnons visant des masses populaires en Allemagne. En abandonnant les derniers vestiges d'une société secrète et en mettant la priorité sur une communication de masse, la Ligue est destinée à devenir un instrument politique prêt à s'impliquer dans la révolution future, qui sera elle-même un événement de communication de masse³⁰⁰.

Les expériences de l'ancienne *Ligue des justes* avaient enseignées à Marx et Engels que des ouvriers allemands étaient capables de s'organiser. Ce sont sans doute aussi ces expériences à travers les pays divers d'Europe qui leur ont permis à comprendre que le prolétariat était en mesure

³⁰⁰ Sur cette définition de la révolution de 1848 en Allemagne, cf. Martin Scharfe: *Revolution als Kommunikationsprozeß 1848/49*, in: *Direkte Kommunikation und Massenkommunikation*, Referate und Diskussionsprotokolle des 20. Deutschen Volkskunde-Kongresses in Weingarten, Tübinger Vereinigung für Volkskunde E.V. Schloss, Tübingen, 1976, pp.55-64.

de s'organiser sur une échelle internationale et que la révolution, qui était déjà en train de se dessiner, était de nature européenne. Ce sont des prises de consciences sans doute déjà fait par une partie de la *Ligue des justes*, mais qui ne sont formulées explicitement et d'une forme programmatique qu'à partir de la fondation de la *Ligue des communistes*.

Au début de la révolution se produit un transfert d'espace public d'un pays à l'autre, planifié et organisé. Le «cahier de charge» est précis, mais dépasse les capacités de la *Ligue des communistes*. Elle est trop faible en nombre, ses structures sont trop jeunes et pas suffisamment solides, son programme pas suffisamment compris par ses membres pour braver le particularisme allemand et pour faire face à une conscience politique de la population bien moins développée qu'attendue. Au printemps 1848, l'atout considérable des membres de la Ligue de connaître les autres pays d'Europe n'est pas mis en évidence ; au contraire, car le revers de la médaille est une connaissance insuffisante des conditions du propre pays. La centralisation des associations ouvrières par les ouvriers compagnons revenant de France, se révèle au printemps 1848 être une tâche non réalisable.

I-5- La fondation de la *Nouvelle gazette rhénane* et ses enjeux

I-5-1- La conception du journal pour l'espace public bourgeois

Alors qu'il est encore à Paris, Marx prend la décision, probablement autour du 19 mars³⁰¹ (après le début des insurrections en Allemagne et notamment à Vienne, mais avant que les événements du 18 mars ne soient connus à l'étranger), de fonder un grand journal en Allemagne. La base programmatique en est, selon l'article de Friedrich Engels sur «*Marx et la Nouvelle gazette rhénane*»³⁰², le *manifeste communiste*, et ensuite les *17 revendications des communistes*. Une fois arrivés en Allemagne, les auteurs du projet précisent et modifient leur conception. Des adaptations à

³⁰¹ L'information est prise de: François Melis: *Zur Gründungsgeschichte der Neuen Rheinischen Zeitung*, op. cit. pp.3-63.

³⁰² Friedrich Engels : *Marx und die Neue Rheinische Zeitung 1848-1849*, op. cit.

la situation rencontrée sur place se révèlent inévitables, mais trois points semblent avoir été retenus dès le départ.

Il s'agit de fonder un journal «national», un quotidien qui couvre tous les territoires de la *Confédération germanique*, un journal qui puisse suivre les événements partout en Allemagne, voire en Europe. Cette exigence paraît logique au regard de la revendication d'une république une et indivisible³⁰³. Un journal qui veut donner des réponses pour l'Allemagne entière doit parler de toutes ses parties et doit être accessible partout.

Comme deuxième *a priori*, ce journal doit être entièrement indépendant³⁰⁴ - financièrement et politiquement et ne doit dépendre d'aucun groupe, fraction ou mouvement politique. Marx et Engels se savent tout à fait minoritaires dans le paysage politique naissant - et cela même dans le camp démocrate qui est en train de se former³⁰⁵. Il s'agit pour eux d'acquérir une influence sur un processus qu'ils estiment susceptible de changement et de ne pas s'exposer à des restrictions de leur liberté d'action.

³⁰³ Sur l'attitude du journal vis-à-vis de l'unité allemande, voir par exemple NGR, n°25 du 25 juin 1848, l'article : *La menace de la Gazette de Gervinus* (Drohung der Gervinus-Zeitung) : „Wir wollen die Einheit Deutschlands, aber nur aus der Zersplitterung der großen deutschen Monarchien können sich die Elemente zu dieser Einheit ausscheiden; Nur im Kriegs- und Revolutionssturm werden sie zusammengeschmiedet werden. Der Konstitutionalismus aber verschwindet von selbst, sobald die Parole der Ereignisse lautet: Autokratie oder Republik.“ ou bien : Friedrich Engels : *Marx und die Neue Rheinische Zeitung 1848-1849*, op.cit. p.148: „Das Interesse des Proletariats verbot ebensowohl die Verpreußung Deutschlands wie die Verewigung der Kleinstaaterei. Es gebot die endliche Vereinigung Deutschlands zu einer Nation, die allein den von allen überkommnen kleinlichen Hindernissen gereinigten Kampfplatz herstellen konnte, auf dem Proletariat und Bourgeoisie ihre Kräfte messen sollten.“

³⁰⁴ La NGR se réfère à la démocratie comme mouvement, mais tient à garder son indépendance par rapport au parti qui est en train de se former, voir par exemple : NGR, n°2 du 2 juin 1848 : *Die demokratische Partei* (Le parti démocratique) : „Es ist eine gewöhnliche Anforderung an jedes neue Organ der öffentlichen Meinung : Begeisterung für die Partei, deren Grundsätze es bekennt, unbedingte Zuversicht zu ihrer Kraft, stete Bereitschaft, sei es mit der faktischen Macht das Prinzip zu decken, sei es mit dem Glanz des Prinzips die faktische Schwäche zu beschönigen. Diesem Verlangen werden wir nicht entsprechen.“ ou bien :

³⁰⁵ Friedrich Engels: *Marx und die Neue Rheinische Zeitung 1848-1849*, op.cit. p.148: „Wir hatten lauter verächtliche Gegner und behandelten sie ausnahmslos mit der äußersten Verachtung. Das konspirierende Königtum, die Kamarilla, der Adel, die ‚Kreuzzeitung‘, die gesamte ‚Reaktion‘, über die sich der Philister sittlich entrüstete – wir behandelten sie nur mit Hohn und Spott. Aber nicht minder auch die durch die Revolution aufgekommenen neuen Götzen. : die Märzminister, die Frankfurter und Berliner Versammlung, Rechte wie Linke darin.“

Il s'en suit, et cela représente le troisième point, que le journal exige une liberté de la presse absolue³⁰⁶. La liberté de la presse figure parmi les *acquis de mars* et elle est revendiquée comme une des conditions préalables pour la constitution de la classe ouvrière en Allemagne³⁰⁷, mais dans les faits, elle est loin d'être réalisée et assumée. La censure est certes officiellement abolie dans la *Confédération germanique* depuis le 3 mars (en Prusse depuis le 17/18 mars³⁰⁸), mais les poursuites contre les journaux et les journalistes «indésirables» continuent. En défendant la liberté de la presse comme un des acquis phare de la révolution, le journal s'inscrit dès le départ dans la ligne de la défense de la révolution et exige que la révolution soit considérée comme base de droit.

Ces trois *a priori* sont lourds d'implications, ils ne sont pourtant pas nouveaux en 1848, mais s'inscrivent dans une logique qui se dessine depuis plusieurs années.

Notre hypothèse concernant la fondation de la *Nouvelle gazette rhénane* repose sur deux axes : premièrement le journal est conçu explicitement - au moins au départ - pour l'espace public bourgeois, deuxièmement il se situe (dès le départ) dans l'optique de la défense de la révolution. Cela expliquerait, pourquoi le journal se greffe au moment de sa fondation d'une manière si exclusive sur le mouvement démocrate. Cela expliquerait également le choix de Cologne comme site du journal.

Le journal se situe en effet dans le contexte des perspectives politiques de Marx, mais sans lien direct avec le deuxième projet, la *Ligue des communistes*. Cette conception semble déjà exister avant le retour en Allemagne, elle se confirme encore lorsqu'il s'avère que la Ligue ne peut pas jouer le rôle d'organisatrice du mouvement ouvrier, comme nous l'avons explicité dans le chapitre précédent. A aucun moment effectivement, la *Nouvelle gazette rhénane* n'est nommée organe de la *Ligue des*

³⁰⁶ Nous étudierons ultérieurement en détail l'attitude de la NGR envers la liberté de la presse, comme un des fondements de la révolution. Cette attitude se confond avec le rôle que le journal donne à la presse tout court. Nous citons déjà un passage clé concernant la conception et la mission de la presse, défendues par la *Nouvelle gazette rhénane*, provenant du discours de Marx devant les jurés de Cologne, in : *Karl Marx/ Friedrich Engels, Pressefreiheit und Zensur*, op. cit. p.172: „*Sie [die Presse] ist ihrem Berufe nach der öffentliche Wächter, der unermüdliche Denunziant der Machthaber, das allgegenwärtige Auge, der allgegenwärtige Mund des eifersüchtig seine Freiheit bewachenden Volksgeistes.*“ (Elle [la presse] est selon sa vocation le surveillant public, le dénonciateur infatigable des puissants, l'œil omniprésent, la bouche omniprésent de l'esprit populaire qui surveille jalousement sa liberté).

³⁰⁷ Friedrich Engels: *Marx und die Neue Rheinische Zeitung 1848-1849*, op.cit.p.146: „*Die deutschen Arbeiter hatten vor allen Dingen diejenigen Rechte zu erkämpfen, die ihnen zu ihrer selbständigen Organisation als Klassenpartei unumgänglich waren: Freiheit der Presse, der Vereinigung und Versammlung (...).*“

³⁰⁸ Voir Wolfram Siemann : *Die deutsche Revolution von 1848/49*, Edition Suhrkamp, Frankfurt am Main, 1985, p.67.

*communistes*³⁰⁹, elle paraît depuis le premier numéro comme «organe de la démocratie»³¹⁰. Ce sous-titre est programmatique et tout à fait confirmé par le prospectus, qui désigne comme objectif la réalisation de la démocratie³¹¹.

Or la possibilité de créer un organe de la Ligue a existé. Mais un seul et unique numéro de la «*Gazette communiste*» (*Kommunistische Zeitschrift*) avait paru à Londres en septembre 1847. La plus grande partie avait été rédigée par Karl Schapper, le seul et unique article du cercle rapproché de Marx est habituellement attribué à Wilhelm Wolff³¹², qui s'est souvent «sacrifié» aux tâches ingrates. Visiblement ni Marx, ni Engels n'envisageaient cette sorte de «journal de parti», qui sert en première ligne à l'instruction et à la cohérence des adhérents.

Une seule fois, il est - selon les documents qui sont à notre disposition - indirectement question de la *Nouvelle gazette rhénane*, comme un «organe communiste», c'est dans une lettre du canton de la Ligue de Paris (*Kreis Paris*) à l'autorité centrale à Cologne³¹³, signée par Hermann Ewerbeck, dans laquelle il salue la création «d'un organe communiste à Cologne», en regrettant

³⁰⁹ Le choix du sous-titre et l'orientation vers le mouvement démocrate a trouvé des explications controversées dans la recherche. Nombre de marxistes orthodoxes ont interprété (encore après 1989) ce choix comme purement tactique et ont considéré la *Nouvelle gazette rhénane* effectivement comme «organe de la Ligue des communistes», ainsi par exemple Cornelia Komek dans : *Marx Exzerpte zur Neuen Rheinischen Zeitung vom Frühjahr 1860* (Dissertation), Martin-Luther Universität, Halle- Wittenberg, 1990", p.1:

„Die NRhZ war von ihrer ersten Nummer an immer ein Organ des Bundes der Kommunisten und zugleich das tatsächliche leitende, ideologische und politische Zentrum des Bundes.“

Cela correspond aux conclusions de Martin Hundt, un des spécialistes de la *Ligue des communistes: Geschichte des Bundes der Kommunisten 1836-1852*, Philosophie und Geschichte der Wissenschaften, Studien und Quellen, Bd.3, Frankfurt am Main, 1993, (Anmerkung 11) p.550 cité d'après François Melis, op.cit, p.44. : „Alle drei Arbeiten [„die Bourgeoisie und die Konterrevolution“, „die Klassenkämpfe in Frankreich“, „Der achzehnte Brumaire des Louis Bonaparte“] wurden in Fortsetzungen, alle drei für Bundesorgane geschrieben – für die 'Neue Rheinische Zeitung' in Köln, die 'Neue Rheinische Zeitung. Politisch-ökonomische Revue' in Hamburg und 'die Revolution' in New York.“ Seul François Melis contredit clairement cette version des choses et insiste sur l'indépendance du journal.

François Melis : *Zur Gründungsgeschichte...*, op.cit. p. 44/45:

„Besonders die in der „Vereinbarung“ festgeschriebene politische Grundrichtung des Blattes widerlegt die Behauptung von Hundt, die am 1. Juni erschienene Neue Rheinische Zeitung sei das Organ des Bundes der Kommunisten gewesen.“

D'autres chercheurs ont évité de se prononcer explicitement sur le rapport entre la *Ligue des communistes* et la *Nouvelle gazette rhénane*.

³¹⁰ NGR, n°1 du 1^{er} Juin 1848.

³¹¹ Karl Obermann : *Origines de la Neue Rheinische Zeitung* (annexes), in : *Le Mouvement social* n° 77, les Editions ouvrières, Paris, 1971, p.74: *Appel pour la fondation de la Neue Rheinische Zeitung* : « Pour répondre à ces exigences, son premier devoir (celui du 'peuple') est de se donner les formes à l'intérieur desquelles, en sécurité contre l'oppression ou la duplicité, il puisse développer sa puissance ; Ce sont les formes de la démocratie. (...) Apporter d'appui de ses forces à ce prochain effort général, tel est aussi le premier but de la NEUE RHEINISCHE ZEITUNG. ».

³¹² Wilhelm Wolff : *Der preußische Landtag und das Proletariat in Preußen wie überhaupt in Deutschland*, Probeblatt der „*Kommunistischen Zeitschrift*“ Nr.1, Anfang September 1847, in: *Der Bund der Kommunisten* op.cit., pp.511-521.

³¹³ Karl Marx/Friedrich Engels Gesamtausgabe(MEGA), dritte Abteilung, Briefwechsel, Band 2, Mai 1845 bis Dezember 1848 (MEGA III/2), Dietz Verlag, Berlin,1979,: *Der Kreis Paris an die Zentralbehörde in Köln, Paris, 30. April 1848*, p.439.

vivement le départ prévisible de Ferdinand Wolff. Ferdinand Wolff fera effectivement partie de la rédaction de la *Nouvelle gazette rhénane*. Ewerbeck se plaint dans la même lettre d'un manque de communication avec la centrale de Cologne. Apparemment ils sont sans nouvelles de l'évolution de la Ligue en Allemagne, une lettre de leur part, adressée à Mayence n'a pas reçu de réponse. Il est donc très probable que la conception précise du journal ne leur est pas connue et que la désignation «organe communiste» est plutôt une interprétation de leur part ou de celle d'un tiers. A aucun autre moment - ni dans les documents de la Ligue ni dans les lettres de Engels ou Marx - un lien direct et «officiel» n'est établi entre la *Ligue des communistes* et la *Nouvelle gazette rhénane*.

Ce manque de références nous permet de conclure que la préparation de deux grands projets - la création d'une organisation ouvrière nationale et la création d'un grand quotidien, - se déroule en même temps, mais parallèlement, sans que l'un semble s'appuyer sur l'autre. Dans le groupe Marx règne une certaine division du travail jusqu'à fin mai. Karl Schapper, Wilhelm Wolff et Ernst Dronke s'occupent essentiellement de la Ligue ; Wolff et Dronke ne rentrent que plus tard dans la rédaction du journal. Marx et Engels se consacrent à la préparation du journal. Cela n'a rien d'exclusif. Ainsi Engels parle dans une lettre du 9 mai³¹⁴ «d'un début d'une commune de la Ligue à Barmen», mais seulement dans une courte phrase à la fin de la lettre. Ses priorités sont visiblement ailleurs. Les deux projets sont supervisés à partir de Cologne par Marx (même si personnellement Marx s'occupe surtout de la *Nouvelle gazette rhénane*). Par ce biais, les deux projets sont certes en rapport l'un avec l'autre, mais restent quand même indépendants dans leur organisation et leur mise en place. Plus important, ils s'adressent à des publics différents et visent des objectifs différents.

D'autres indices que l'absence de documents semblent consolider notre hypothèse de l'indépendance des deux projets. En fait, la «dualité» des formes organisationnelles a déjà une certaine tradition. Elle peut être constatée dès le moment où le groupe Marx/Engels essaie de mettre en pratique ses théories et analyses. En ce qui concerne le public visé, les efforts vont dès le départ dans deux sens. En 1846, ils investissent beaucoup d'efforts pour influencer les processus de discussion dans la *Ligue des justes*, en même temps ils fondent les *comités de correspondance*

³¹⁴ MEW27, p.127: *Friedrich Engels an Karl Marx in Köln, 9. Mai 1848: Zu einer Bundesgemeinde ist ebenfalls der Anfang gemacht*''.

communistes³¹⁵, qui eux, s'adressent aux intellectuels communistes. Il y a comme une sorte d'hésitation, un flottement entre les deux publics et les intérêts différents concernant les deux groupes.

Or, cette hésitation n'apparaît pas en tant que telle dans les souvenirs d'Engels. Engels prétend dans son article : «*Contributions à l'histoire de la Ligue des communistes*», que lui et Marx ne sont pas entrés dans la Ligue avant 1847 en privilégiant le travail dans le *comité de correspondance communiste*³¹⁶. Pour sa part, Jean-Louis Lacascade³¹⁷ met ces propos en doute en se référant au passage suivant de ce même article :

«Avec la Ligue des justes, nos rapports étaient les suivants ; nous connaissions naturellement l'existence de la Ligue ; en 1843 Schapper m'avait proposé d'y adhérer, ce que j'ai évidemment décliné (..). Sans nous mêler des affaires intérieures de la Ligue, nous étions tenus au courant de tout événement important. D'autre part, nous agissions de vive voix par lettre et par la presse sur les conceptions théoriques les plus importants de la Ligue. (..) Ainsi, un jeune étudiant westphalien, H.Kriege qui partit pour l'Amérique (..) avait fondé un journal ou il prêchait, au nom de la Ligue, un communisme fondé sur «l'amour» (..) Nous répliquâmes par une circulaire qui ne manqua pas son effet. Kriege disparut de la scène de la Ligue.»³¹⁸

³¹⁵ Voir sur le sujet : Dieter Dowe : *Aktion und Organisation. Arbeiterbewegung*, op; cit. p.114,, ainsi que: Fernando Claudin: *Marx; Engels et la révolution de 1848*, François Maspéro, Paris, 1980, pp. 95/96 / Herwig Förder: *Marx und Engels am Vorabend der Revolution*, Akademie-Verlag, Berlin, 1960, pp.41-110 / Walter Schmidt: *Wilhelm Wolff. Kampfgefährte und Freund von Marx und Engels 1846-1864*, Dietz Verlag,1979, pp.16-36.

³¹⁶ Voir à propos du *comité de correspondance communiste* (Kommunistisches Korrespondenz- Komitee)Herwig Förder: *Marx und Engels am Vorabend der Revolution*, op.cit., chapitre III: *Die Gründung des Kommunistischen Korrespondenz-Komitees in Brüssel und die ersten Auseinandersetzungen über Fragen der Politik der Arbeiterklasse* (1846), pp.41-125.

³¹⁷ Jean-Louis Lacascade : *Les métamorphoses du jeune Marx*, actual Marx confrontation, presses universitaires de France, Paris, 2002, pp.148/149.

³¹⁸ Cité selon Jean-Louis Lacascade, op.cit. p. 149 ; F.Engels « *Contributions à l'histoire de la Ligue des communistes* », Londres le 8 octobre 1885, in : K.Marx Œuvres IV Politique I, préface à la rééditions de « Révélation sur le procès des communistes à Cologne », p.112. (Texte original Friedrich Engels: *Zur Geschichte des Bundes der Kommunisten (1885)*:in *Marx/ Engels Studienausgabe Geschichte und Politik 1*, Fischer Taschenbuch Verlag, Frankfurt am Main, 1966, pp.13-43, p.19: „Mit dem Bund der Gerechten standen wir folgendermaßen. Die Existenz des Bundes war uns natürlich bekannt; 1843 hatte mir Schapper den Eintritt angetragen, den ich damals selbstredend ablehnte (..). Ohne uns um die innern Bundesangelegenheiten zu kümmern, erfuhren wir doch von jedem wichtigen Vorgang. Andererseits wirkten wir mündlich, brieflich und durch die Presse auf die theoretischen Ansichten der bedeutendsten Bundesmitglieder ein. (..) So war ein junger westphälischer Studiosus, Hermann Kriege, der nach Amerika ging, dort als Bundesemissär aufgetreten (..) und hatte ein Blatt gegründet, worin er einen auf Liebe beruhenden (..) Kommunismus im Namen des Bundes predigte. Hiergegen fuhren wir lis in einem Zirkular, das seine Wirkung nicht verfehlte. Kriege verschwand von der Bundesbühne.“

Lacascade se demande avec droit «comment Engels, sans être adhérent de la Ligue se sent-il légitimé pour intervenir directement dans ses réunions et «imposer une ligne ?³¹⁹» Il en tire la conclusion : «Cette stratégie porte le nom de la double-appartenance.»³²⁰

Lacascade se pose même la question de savoir si la fondation du *comité de correspondance communiste* ne sert pas à doubler la Ligue, pour arriver à la conclusion qu'il s'agit plutôt d'un moyen de l'influencer, une sorte de «police scientifique»³²¹. Nous voudrions intégrer dans cette notion de la double-appartenance, l'idée d'une organisation parallèle des publics :

Il paraît difficile, voire impossible d'organiser deux publics différents pour l'instant dans une seule organisation, car la Ligue se comprend explicitement comme une organisation ouvrière ; les intellectuels restent une composante à la marge. Son fonctionnement, comme ses «mœurs» sont calquées sur les habitudes des compagnons, perçues comme étranges par les intellectuels petits-bourgeois.

Il est également impensable de faire un choix entre les deux publics car tous deux ont leurs qualités et leurs défauts. La *Ligue des justes* est constituée par des ouvriers politisés, souvent polyglottes. L'idée internationaliste ne leur est pas étrangère. Ils représentent une base sociale venant du prolétariat. Ils sont certes à l'époque courtisés par le *socialisme vrai* de Karl Grün, mais commencent à intégrer les principes de lutte de classe. En revanche, Engels leur reproche de maintenir un esprit trop étroit et borné ; la rupture avec le milieu artisanal, sectaire, la tendance à se «barricader» dans des sociétés secrètes, ne serait pas encore vraiment dépassée. De plus, il y règne une méfiance palpable envers les intellectuels, les «docteurs», ce qui exaspère Engels plus d'une fois. Il faut dire, qu'Engels non plus n'évite pas les conflits. Pendant des discussions sur le programme de la Ligue, il supprime les propositions de Moses Hess en «trichant»³²². Marx lui écrit de Paris que les ouvriers sont en colère contre lui³²³.

³¹⁹ Jean-Louis Lacascade, op.cit. p.149.

³²⁰ Ibid.

³²¹ Ibid.: p.174.

³²² Engels s'est fait mandater pour concevoir un nouveau programme de la *Ligue des justes*, bien que la version de Hess eût déjà décidé par les «communes» de la Ligue de Paris. Cette conception de programme fut un des travaux préliminaires pour le futur «manifeste communiste» ; voir la lettre d'Engels à Marx du 25-26 octobre 1847, in : MEGA II/2, pp.114/115 : „Dem Mosi hab ich, ganz unter uns, einen höllischen Streich gespielt. Er hatte richtig ein ein gottvoll verbessertes Glaubensbekenntnis durchgesetzt. Vorigen Freitag nun nahm ich dies im Kreis vor, Frage für Frage, und war noch nicht an der Hälfte angekommen als die Leute sich für Satisfaits erklärten. Ohne alle Opposition ließ ich mich beauftragen ein neues zu entwerfen, was nun nächsten Freitag im Kreis wird diskutiert und hinter dem Rücken der

Les intellectuels sont, de leur côté, souvent prêts à travailler contre les intérêts de leur propre classe - la petite bourgeoisie - pour des considérations morales ou politiques. Ils sont les porteurs des théories du socialisme. On a assez souvent remarqué que les théoriciens du prolétariat n'étaient pas des prolétaires eux-mêmes. L'historien Michel Loewy explique ce phénomène par le fait que les intellectuels de la petite bourgeoisie étaient en fait les théoriciens de toutes les classes de la société industrielle, car «l'activité professionnelle dévolue à ce groupe social [était] la «production spirituelle.»³²⁴ Ils peuvent donc être - selon leur situation et leurs attaches - les idéologues de la petite bourgeoisie, de la bourgeoisie ou du prolétariat. En ce qui concerne les «théoriciens du prolétariat», on leur reproche de ne pas voir forcément la société telle qu'elle est, mais telle qu'ils souhaitent qu'elle soit. Il y a en effet comme un fil rouge de la critique marxienne des «positions fantaisistes» des *Jeunes hégéliens* jusqu'à celles des *socialistes vrais*. La position forte de la presse du *socialisme vrai* dans la presse allemande au milieu des années quarante notamment, représente un élément d'inquiétude³²⁵. Le *comité de correspondance communiste* est un outil plus propice que la Ligue pour la dénonciation de ces positions.

La «double-appartenance» à deux organisations n'est peut-être pas souhaitée directement, mais paraît inévitable. Visiblement, les efforts vont dans le sens d'organiser les uns comme les autres, sans pour autant réussir à les «centraliser» tous dans la même organisation. La synthèse entre les deux groupes semble pourtant être l'objectif final ; orienter les organisations ouvrières vers le milieu intellectuel et inversement orienter les intellectuels vers le milieu ouvrier ; établir une synthèse entre les deux, dès que les circonstances le permettent.

Gemeinden nach London geschickt werden. Das darf natürlich kein Teufel merken, sonst werden wir Alle abgesetzt, und es gibt einen Mordsscandal.“

« J'ai joué un tour infernal à Mosi, mais que cela reste tout à fait entre nous. Il avait fait adopter une profession de foi divinement améliorée. Vendredi dernier, je l'ai discutée au district, point par point, et n'en étais pas encore à la moitié que tout le monde se déclarait satisfait. Sans aucune opposition, je fus mandaté pour élaborer une nouvelle que l'on discutera maintenant vendredi prochain au district et qu'on enverra à Londres derrière le dos des communes. Naturellement, il ne faut pas que quiconque le remarque, sinon nous serions tous déposés et il y aura un scandale du tonnerre de Dieu.»

Traduction française dans : Fernando Claudin : « Marx, Engels et la révolution de 1848 », op.cit. p.107 - qui a également mentionné l'épisode.

³²³ MEW27: *Marx an Engels in Brüssel, Paris 16.März*, p.119.: „...Die hiesigen Straubinger widmen Dir alle mehr oder minder Wut.“

³²⁴Michael Loewy: *La théorie de la révolution chez le jeune Marx*, François Maspéro, Paris, 1970, p.17.

³²⁵ Voir sur ce sujet : Jacques Droz : *Les Révolutions Allemandes de 1848*, op. cit. pp.90-92.

Cette synthèse a apparemment, au moins partiellement, réussie. Michael Loewy a fait le travail d'analyser sociologiquement les membres de la *Ligue des communistes* entre 1847 et 1852³²⁶. Loewy a pu retrouver les professions de 65 membres³²⁷ et a constaté «33 intellectuels et membres de professions libérales, ainsi que 32 artisans et ouvriers.»³²⁸ Parmi le premier groupe, les écrivains et journalistes sont dominants, tandis que dans le deuxième prédominent les tailleurs, cordonniers et menuisiers, donc l'artisanat traditionnel. Cette «recomposition sociale» de la Ligue (au cours de trois ans et pendant les deux périodes d'existence) est clairement une rupture avec le constat fait pour l'ancienne *Ligue des justes*.

Ce processus de synthèse ne se fait en revanche pas immédiatement, il est beaucoup influencé par le cours de la révolution.

Un premier signe est donné après le congrès fondateur de la *Ligue des communistes*, lorsque l'*association démocratique de Bruxelles*, co-fondée par Marx, rentre entièrement dans la *Ligue des communistes*. En revanche, la dualité reprend après l'éclatement de la révolution de février et dès que la perspective de rentrer en Allemagne se concrétise. On sait le prolétariat comme la bourgeoisie allemande à un stade d'évolution moins développé qu'à Paris, Bruxelles ou Londres. Il s'en suit qu'il y a de nouveau deux initiatives différentes selon le public auquel elles s'adressent, d'un côté la

³²⁶ Michel Loewy, op.cit. p. 153.

³²⁷ Ibid (annotations) Loewy note pour le groupe des intellectuels dix écrivains, journalistes, poètes et publicistes : H. Bûrgers ; E.Dronke, F.Engels, F.Freiligrath, L.Heilberg, K.Marx, W.Pieper, F.Wolff, G.Weerth ; six medecins : R. Daniels, H.Ewerbeck, K.D'Ester, A.Gottschalk, , A.Jakoby, J.Klein ; cinq officiers : F.Anneke, K.Bruhn, A.Hentze, J.Weydemeyer, A.Willich ; quatre juristes : H.Becker, J.Miquel, S.Seiler, V.Tedesco ; deux instituteurs : P.Imandt, W.Wolff ; un ingénieur : A.Cluss ; un fonctionnaire : P.Gigot ; un «candidat-géomètre» : J.Jansen ; un chimiste : K.Otto ; un commerçant : W.Reiff ; un étudiant : W.Liebknecht.

Pour le groupe des ouvriers/artisans il note :

Sept tailleurs : G.J.Eccarius, Haude, F.Lessner, J.C.Lüchow ; C.F.Mentel, Meyer, P.Nothing, ; cinq cordonniers : H.Bauer, Hatzel, Muller, Pierre, Wissing ; cinq menuisiers ébénistes : Buhring, Hanse, G.Lochner, K.Schramm, J.Weiler ; trois typographes : S.Born, K.Schapper, K.Wallau, deux commis : J.L. Erhard, W.Haupt, ; deux peintres : K.Pfänder, A.Steinges ; deux horlogers :H.Jung, J.Moll ; un brossier : J.P.Becker ; un barbier : Bedarf ; un cararettier : P.G.Röser ; un orfèvre :Bisky ; un passementier :R.Riedel ; un tonnelier : C.F.Esser.

Loewy souligne que hors le groupe des dix écrivains, il y a d'autres membres de la Ligue qui ont – du moins temporairement – exercé l'activité de journaliste.

³²⁸ Ibid.

fondation d'une association ouvrière qui prépare le retour des ouvriers et de l'autre le début de la préparation de la *Nouvelle gazette rhénane* qui s'adresse au mouvement démocrate.

Notre hypothèse est donc que la *Ligue des communistes* est conçue pour l'espace public prolétarien naissant, avec l'objectif d'orienter les ouvriers à soutenir et à poursuivre la révolution, qui ne serait pas encore aboutie. La *Nouvelle gazette rhénane* en revanche est conçue pour l'espace public bourgeois. Elle s'adresse - au moins au départ - sociologiquement à un public petit bourgeois, et politiquement au mouvement démocrate.

Or, l'équilibre de ce «double-projet» est mis en question par l'échec de la Ligue à se constituer comme organisation nationale et à impulser une structure nationale des associations ouvrières. Les efforts de la Ligue ne parviennent pas à acquérir une portée nationale, mais s'émiettent dans les initiatives locales. Ce constat est fait par l'autorité centrale au plus tard fin mai 1848, comme nous l'avons déjà mentionné.

Mais de toute façon, les difficultés de la Ligue ne sont pas uniquement de nature organisationnelle et l'émiettement des forces n'est pas uniquement dû à la géopolitique de l'Allemagne, il y a également une différenciation dans le comportement politique de ses membres qui ont participé au début de la révolution dans le pays. Cela apparaît notamment dans l'attitude du groupe assez important de Cologne. Lors du 3 mars, journée de soulèvement à Cologne et événement déclencheur de la révolution en Prusse, les divers membres de la Ligue se comportent de manière très différente³²⁹. Des membres plutôt «récents», mais très actifs, comme le médecin des pauvres Andreas Gottschalk et les anciens officiers Friedrich Anneke et August von Willich se mettent à la tête des masses populaires, font irruption dans la mairie et imposent une discussion sur leur catalogue de revendications, les six *revendications du peuple*³³⁰, qui ressemblent aux 17

³²⁹ Marcel Seyppel : *Die Demokratische Gesellschaft in Köln 1848/49. Städtische Gesellschaft und Parteientstehung während der bürgerlichen Revolution.* Dme-Verlag Köln, Janus-Verlagsgesellschaft, Köln, 1991, chapitre 2.1: *Der 3. März und seine Folgen*, pp.49-53.

³³⁰ Forderungen des Volkes : (*revendication du peuple*)

1. *Gesetzgebung und Verwaltung durch das Volk; Allgemeines Wahlrecht und allgemeine Wählbarkeit in Gemeinde und Staat. (Législation et administration par le peuple; droit de vote actif et passif dans la commune et l'Etat).*
2. *Unbedingte Freiheit der Rede und der Presse. (Liberté absolue de la parole et de la presse).*
3. *Aufhebung der stehenden Heere und Einführung einer allgemeinen Volksbewaffnung mit vom Volke gewählten Führern. (Dissolution de l'armée permanente et introduction d'un armement général du peuple avec un commandement, élu par le peuple).*

revendications. Karl d’Ester et Heinrich Bürgers également membres de la Ligue, en revanche, se tiennent en retrait et sont visiblement plutôt du côté des démocrates modérés. Il semble que - lorsque Gottschalk tient son discours dans la mairie - d’Ester essaie de le «calmer»³³¹ et ne le soutient pas énergiquement ce qui lui est vivement reproché plus tard³³². Willich, qui fait de l’agitation devant la mairie, est arrêté le jour même, Gottschalk et Anneke le lendemain pour «*incitation à l’insurrection*». Tous les trois sont libérés le 21 mars, mais le fait que les démocrates - ce qui inclut d’Ester, Daniels et Bürgers, les anciens compagnons du cercle de la *Gazette rhénane* - les défendent plutôt mollement, crée un différend important. Pourtant Gottschalk ne pense pas commettre un acte violent, mais veut seulement exercer une pression «paisible» sur les représentants de la ville.

La troisième position au sein de la Ligue sur le 3 mars est celle d’Engels, qui ne se trouve pas sur place, mais qui est informé par le tailleur Peter Nothung sur les événements. Sur la base des ses descriptions, Engels reproche justement aux acteurs de la Ligue le caractère paisible de leurs intentions et leur naïveté, une action armée aurait été largement possible, l’armée était pour les manifestants. Ses sympathies vont en revanche clairement aux trois arrêtés³³³.

Dans ces conditions, il est difficile de trouver une base commune même au sein de la Ligue de la ville de Cologne. Comme déjà mentionné, Gottschalk et Marx se brouillent par la suite à propos de la ligne de l’association ouvrière et de la direction du journal. Gottschalk quittera bientôt la Ligue. Au vu de cette situation, où il n’y a qu’une cohérence superficielle dans la théorie et aucune cohérence dans l’action, le désir de trouver un dénominateur commun est compréhensible. Ce dénominateur

4. *Freies Vereinigungsrecht. (Droit de se réunir librement)*

5. *Schutz der Arbeit und Sicherstellung der menschlichen Lebensbedürfnisse für Alle. (Protection du travail et garantie des besoins primaires humains pour tous).*

6. *Vollständige Erziehung aller Kinder auf öffentliche Kosten. (Gratuité de l’éducation de tous les enfants, prise en charge par l’Etat).*

Tract, distribué début mars 1848 à Cologne, cité dans: Heinrich Billstein/Karl Obermann: *Marx in Köln*, Pahl Rugenstein Verlag, Köln, 1983, p.151.

³³¹ Dieter Dowe : *Aktion...*op.cit. p.136.

³³² Ibid.

³³³ MEW27, pp. 115/116: *Friedrich Engels an Marx, 8/9 März 1848: „Die Geschichte in Köln ist unangenehm. Die 3 besten Leute sitzen. Ich hab’ einen aktiven Teilnehmer an der Geschichte gesprochen. Sie wollten losschlagen, aber statt sich mit Waffen zu versehen, die leicht zu haben waren, gingen sie vors Rathaus, unbewaffnet, und ließen sich zernieren. Es wird behauptet, daß der größte Teil der Truppen für sie war. Die Sache war unvernünftig dumm angefangen; wenn die Berichte des Kerls richtig sind, so hätten sie ruhig losschlagen können und wären in 2 Stunden fertig gewesen. Aber schrecklich dumm war das alles angelegt.*

Unsre alten Freunde in Köln scheinen sich sehr zurückgehalten zu haben, obwohl sie beschlossen hatten, loszubrechen. Der kleine d’E [ster] D[aniels], B[ürgers], waren einen Augenblick da, gingen aber gleich wieder fort, obwohl der kleine Dr. Im Stadtrat gerade nötig war.“

semble être l'orientation vers la démocratie et d'une manière nationale, la presse était effectivement le moyen le plus rapide et efficace d'y parvenir.

La conséquence est visiblement un déplacement des priorités vers la *Nouvelle gazette rhénane*. Le projet de la Ligue est «mis en veille», du moins en ce qui concerne sa réalisation nationale. Certains groupes locaux continuent d'exister, d'autres se disloquent complètement. «L'assoupissement» de la correspondance interne à partir de fin mai montre également le déplacement des priorités. Le travail dans les associations ouvrières continue, mais à un niveau local. A Cologne, ce sont Schapper et Moll qui s'engagent maintenant dans l'importante *association ouvrière de Cologne*. Cela ne signifie pas un renoncement définitif aux anciens objectifs - Schapper et Moll s'engagent dorénavant beaucoup pour la centralisation des associations ouvrières au niveau régional. Il s'agit plutôt de la prise de conscience que des «à coups» ne sont pas possibles et qu'il faut plus de temps.

En ce qui concerne la *Nouvelle gazette rhénane*, le «noyau» Marx/Engels est renforcé par Dronke et Wilhelm Wolff qui étaient auparavant émissaires de la Ligue. De même, il est demandé à Ferdinand Wolff de quitter son travail de réorganisation de la Ligue à Paris et de rejoindre la rédaction du journal.

Il n'en reste pas moins que «l'encerclement» des deux publics est mis en difficulté, car le double-projet *Ligue des communistes/ Nouvelle gazette rhénane* n'existe plus dans les faits. Les deux étaient des projets «nationaux». Seul un des deux semble maintenant réalisable. Il en résulte que les marges de manœuvre du projet qui survit sont rétrécies.

Quant à Engels, il insiste surtout sur les difficultés de nature géopolitique ce qui ne suffit pas tout à fait à expliquer la complexité du problème :

« ...Les conditions dans chaque petit Etat, dans chaque province, dans chaque ville, se sont révélées comme tellement différentes, que la Ligue n'aurait été pas en mesure de donner autre chose que des directives tout à fait générales ; celles-ci en revanche étaient beaucoup plus faciles à répandre par la presse. »³³⁴

³³⁴ Friedrich Engels : *Zur Geschichte des Bundes der Kommunisten*, op. cit.p.23: „Und endlich lagen die Verhältnisse in jedem einzelnen Kleinstaat, jeder Provinz, jeder Stadt wieder so verschieden, daß der Bund außerstande gewesen wäre, mehr als ganz allgemeine Direktiven zu geben; diese aber waren viel besser durch die Presse zu verbreiten.“

L'orientation de la *Nouvelle gazette rhénane* est en revanche maintenue, ou peut-être encore renforcée par la prise de conscience de la faiblesse du mouvement ouvrier et la difficulté de poursuivre des initiatives nationales. Théoriquement Engels justifie l'orientation du journal par le *manifeste communiste* qui préconise qu'en Allemagne, c'est une révolution bourgeoise qui est à l'ordre du jour. La bourgeoisie serait la seule classe capable et suffisamment forte pour mener la révolution à son terme. La *Nouvelle gazette rhénane* s'adresse à la partie la plus progressiste de la bourgeoisie, le mouvement démocrate, et cela en utilisant leur propre outil, l'espace public. Le but serait d'orienter le mouvement démocrate vers le mouvement ouvrier pour que se créent les meilleures conditions possibles, lui permettant de se former en tant que classe. Selon Engels il fallait démontrer à la «petite bourgeoisie démocrate» le caractère de classe des conflits et en même temps la rallier aux intérêts du prolétariat. Par ce biais, il revendique également l'indépendance du journal par rapport au mouvement démocrate:

«De même, nous contestions l'erreur fréquemment répandue par la petite bourgeoisie, selon laquelle la révolution serait terminée par les journées de mars et qu'on n'avait qu'à en récolter les fruits. Pour nous, février et mars ne pouvaient avoir la signification d'une véritable révolution, que si elle n'était pas la fin, mais le point de départ d'un long mouvement révolutionnaire, dans lequel, comme dans la grande Révolution Française, le peuple continua à se développer par ses propres luttes, les partis se distinguèrent de plus en plus nettement, jusqu'à ce qu'ils coïncidèrent entièrement avec les grandes classes, la bourgeoisie, la petite bourgeoisie et le prolétariat. (...) Moins nous permettions à la petite bourgeoisie de mal percevoir notre démocratie prolétarienne, plus elle devenait docile et obéissante envers nous. Plus on se positionne de manière tranchée et décidée envers elle, plus elle s'incline, plus elle fait des concessions au parti ouvrier. C'est ce que nous avons vu.»³³⁵

Il s'agit donc pour le journal d'utiliser le nouvel espace public, crée par la révolution, et les marges de manœuvre qu'il offre, jusqu'au bout de sa propre logique, jusqu'à ce que les débats menés

³³⁵ Friedrich Engels: *Marx und die Neue Rheinische Zeitung* in: *Pressefreiheit und Zensur*, op.cit. p.149:

„Ebenso traten wir auch der vom Kleinbürgertum eifrig verbreiteten Täuschung entgegen, als ob die Revolution mit den Märztagen abgeschlossen sei und man jetzt nur noch die Früchte einzuheimsen habe. Für uns konnten Februar und März nur dann die Bedeutung einer wirklichen Revolution haben, wenn sie nicht Abschluß, sondern im Gegenteil Ausgangspunkte einer langen revolutionären Bewegung wurden, in der wie in der großen französischen Umwälzung, das Volk sich durch seine eigenen Kämpfe weiterentwickelte, die Parteien sich schärfer und schärfer schieden und in der die einzelnen Positionen vom Proletariat nach und nach in einer Reihe von Schlachttagen erobert wurden.(...) Je weniger wir aber dem Kleinbürgertum erlaubten, unsere proletarische Demokratie mißzuverstehen, desto zahmer und gefügiger wurde es uns gegenüber. Je schärfer und entschiedener man ihm gegenüber tritt, desto williger duckt es sich, desto mehr Konzessionen macht es der Arbeiterpartei. Das haben wir gesehen.“

démasquent leur intérêt de classe. Ce processus aurait comme point de départ l'espace public bourgeois, mais aurait tendance à le transformer. Pour ces débats, les journaux sont à l'époque du début de la révolution, un outil adapté, car rapide, vu les énormes problèmes de communication entre les parties diverses de la *Confédération germanique*. Ce sont également les journaux qui établissent le lien entre les nouveaux parlements, les nouvelles associations ouvrières ou associations démocratiques et «l'espace public de la rue».

L'historienne Ruth Esther Geiger décrit la situation de l'espace public spécifiquement à Berlin, mais cette description concorde assez bien avec l'approche d'Engels et met en lumière le fonctionnement futur de la *Nouvelle gazette rhénane* :

«Le caractère de l'espace public consiste en 1848 dans le mélange des intérêts partiels différents et leurs articulations. Sa qualité fut le lien entre eux ; la relation étroite entre de divers espaces publics partiels fut nouvelle. Prenant cette qualité comme point de départ, je parle d'un «nouvel espace public» qui fait éclater les limites d'un pur espace public bourgeois, mais qui ne fut pas encore en mesure de représenter un espace public oppositionnel. Les sujets actifs de cet espace public essayaient de réaliser les principes bourgeois d'une manière si radicale, qu'ils faisaient éclater en même temps la façade de l'idéologie bourgeoise constituante.»³³⁶

Il reste maintenant à examiner si la *Nouvelle gazette rhénane* a su concrétiser son orientation théorique et si oui dans quelle mesure. La piste indiquée - s'orienter vers la partie la plus radicale de la bourgeoisie - veut nécessairement dire s'emparer de leur propre outil et de leur propre mode de fonctionnement et mode de communication. Au vu de la fragilité de l'espace public bourgeois, la revendication radicale de ses propres crédos (unité allemande/liberté de la presse) peut amener cet espace public bourgeois rapidement à ses limites.

Mais revenons au moment de la fondation du journal car les conditions de départ du mois de février ont changé et imposent des modifications tactiques.

³³⁶ Ruth Esther Geiger: *Der Teufel soll die Wählerpresse holen. Zeitschriften oppositioneller Öffentlichkeit von den Jakobinern bis zur Berliner Märzrevolution 1848*, Dissertation zur Erlangung des Doktors der Philosophie der Universität Hamburg, Verlag Klaus Guhl, Hamburg, 1977, p.73 : „...bestand auch der Charakter der 48er Öffentlichkeit in der Vermischung unterschiedlicher Teilinteressen und - Artikulationen.. Ihre Qualität war ihre Verbindung untereinander; der enge Bezug der verschiedenen Teilöffentlichkeiten aufeinander war neu. Von dieser Qualität ausgehend, spreche ich 1848 in Berlin von einer „neuen Öffentlichkeit“, die die Grenzen der rein bürgerlichen schon sprengte, aber noch nicht in der Lage war, Gegenöffentlichkeit darzustellen. Die handelnden Subjekte dieser Öffentlichkeit unternahmen den Versuch, die bürgerlichen Prinzipien so radikal zu verwirklichen, daß sie die Hülle der konstituierenden bürgerlichen Ideologie gleichzeitig sprengten...“

I-5-2- L'affirmation de la conception de départ - organe de la démocratie

Lorsque le 1^{er} juin 1848 le premier numéro de la *Nouvelle Gazette rhénane* paraît, à peine deux mois après l'arrivée de Marx à Cologne, la situation a déjà profondément évolué depuis l'éclatement de la révolution en Allemagne, entre février et mars 1848. A la rapidité avec laquelle les gouvernements divers de l'Allemagne furent renversés succède, à peine ce fait réalisé, une sorte d'effritement de l'énergie révolutionnaire. Cette évolution surprend le groupe autour de Marx, car encore quelque mois avant, la révolution semble avancer presque partout en Europe

Au moment de la conception du journal, fin mars 1848, les événements du 18 mars n'étaient pas encore connus à Paris. En revanche, on sait déjà que la *révolution de février* a fonctionné comme une étincelle à peu près partout en Europe, les émeutes et les scènes insurrectionnelles se sont déjà produites fin février dans le Sud de l'Allemagne pour arriver le 3 mars dans la province rhénane de la Prusse, elles se poursuivent en Autriche. Sur le plan européen, des révoltes éclatent en Italie (d'abord à Naples, ensuite en Lombardie-Vénétie) en Pologne, en Hongrie. La proclamation de la République en France a considérablement conforté les tendances républicaines dans les autres pays mentionnés. En Angleterre, un mouvement de masse comme il n'en a jamais été vu, s'est formé pour le droit de vote général.

La perspective d'une république en Allemagne paraît à ce moment - en mars 1848 - envisageable, si ce n'est pas comme une possibilité immédiate, du moins comme une option à moyen terme. De toute façon, elle semble être la seule solution pour unifier toute l'Allemagne, sans exclure à priori l'un ou l'autre pôle de pouvoir, surtout sans exclure l'Autriche.

Quelques semaines plus tard - à partir du mois d'avril - lorsque le groupe revient effectivement en Allemagne, lorsque Marx et Engels font leur premier «voyage de prospection» et prennent connaissance des conditions concrètes sur place, la situation a considérablement évolué - et cela non seulement parce que l'idée qu'on se faisait des événements en Allemagne à l'étranger ne concorde pas exactement avec la réalité. La perspective d'une république s'éloigne de plus en plus pour devenir explicitement improbable.

Déjà avant que la révolution ne s'installe réellement en Allemagne, le mouvement ouvrier anglais connaît une défaite historique dont il ne se relèvera pas³³⁷. L'Angleterre est ainsi éclipsée du processus révolutionnaire en Europe. La révolution stagne en Italie et la Pologne insurrectionnelle capitule devant les troupes prussiennes. Face à cette situation d'un isolement croissant, la République française se recroqueville sur elle-même. Lamartine déclare comme porte-parole du gouvernement provisoire :

*« La proclamation de la République française n'est pas un acte d'agression contre aucune forme de gouvernement. (..) La guerre n'est pas le principe de la République française, comme elle en devint la fatale et glorieuse nécessité en 1792 (..) La République française n'intentera donc la guerre à personne. »*³³⁸

La jeune République française met ainsi fin à son rayonnement européen. Le gouvernement provisoire hésitera de plus en plus aussi sur le plan national à prendre des mesures radicales, par exemple vis-à-vis des banques. Un grand conflit, les journées de juin, se dessine déjà à l'horizon.

Suite au relâchement de la pression internationale, l'élan révolutionnaire stagne également en Allemagne. Au développement fougueux des expressions de l'espace public au moment et juste après la révolution, suit presque immédiatement une forte pression des pouvoirs encore en place à l'encontre des libertés tout juste gagnées.

Les grands acquis de la révolution - la promesse d'une Constitution qui concernerait tous les Etats allemands et la liberté de la presse, de réunion et d'association - sont mis en cause dès le mois d'avril. Il se dessine déjà, qu'une partie importante du libéralisme allemand, notamment la grande bourgeoisie de Rhénanie, se prononce pour une forme politique de l'Allemagne qui concorde avec la dimension de l'*Union Douanière*³³⁹. Cela pourrait déjà signifier une exclusion possible de l'Autriche et une confirmation de la Prusse comme pôle de pouvoir, et cela en dépit de toutes les déclarations d'unité.

³³⁷ Plus d'information sur ce sujet in : Edward Royle : *Chartism*, third edition, Seminar studies in History, Longman, London and New York, 1996 (first publishes 1980), chapitre 5 : 1848-1858 : *Reconciliation to defeat*, pp.42-53.

³³⁸ Cité d'après : Jacques Godechot : *Les révolutions de 1848*, Editions Albin Michel, Paris, 1971, p.224.

³³⁹ Voir le programme de Heppenheim des libéraux du Sud-Ouest, 10 octobre 1847, in : *Die Revolution von 1848. Eine Dokumentation*, Reclam, Stuttgart, 1998.

Les débats sur la mission du parlement de Berlin visent à une participation modeste aux affaires de l'Etat, mais non à la représentation du peuple comme souverain suprême. Ce qui semble probable à ce moment de l'évolution, c'est une forme de monarchie constitutionnelle à l'anglaise, qui laisserait pourtant - dans l'imaginaire de la plupart des contemporains - une large place aux libertés d'expression. Le fait que la «paisible» monarchie constitutionnelle anglaise fut précédée de plus d'un siècle de luttes violentes n'est à cette époque pas dans l'esprit de cette partie de l'opinion publique allemande. Le renoncement à une véritable solution de la «question allemande» se révèle d'une manière assez emblématique dans la personne du politicien libéral badois Friedrich Bassermann qui avait enthousiasmé le public dans tous les Etats allemands, lorsqu'il avait demandé le 17 février 1848 devant la deuxième chambre de la Bade une institution représentative pour toute l'Allemagne - et qui adopte peu de temps après la position de ses amis politiques et accepte de plus en plus la prédominance de la Prusse³⁴⁰.

Un certain renoncement est aussi palpable en ce qui concerne le deuxième grand axe des *acquis de mars*, la liberté d'expression. Déjà au début du mois d'avril, les attaques contre des représentants de la nouvelle presse et des associations, se concrétisent, et montrent une volonté affichée de contester à ces nouveaux acteurs de la société, toute légitimité d'expression. Ces attaques concernent les personnes très exposées du camp démocratique, comme le jeune étudiant Gustav Adolph Schlöffel à Berlin³⁴¹ pour se tourner rapidement contre d'autres dirigeants emblématiques représentatifs du mouvement ouvrier. Le journaliste et étudiant Schlöffel est arrêté le 20 avril 1848 et condamné un mois plus tard pour ses articles dans son journal *l'ami du peuple (Der Volksfreund)* pour lèse-majesté sur la base de l'ancienne législation (*Landrecht*) et par les anciens tribunaux (*Kammergericht*). Les journalistes et leaders de l'association ouvrière de Francfort, Eduard Pelz et Christian Esselen, sont expulsés de la ville de Francfort (entre le 17 et le 24 mai 1848) sans jugement et interdits de séjours³⁴². Dans les deux cas, il s'agit de la volonté de faire un exemple et d'intimider le milieu politique démocrate ou ouvrier.

³⁴⁰ Jacques Droz : *Les Révolutions...* op. cit. p.169.

³⁴¹ Voir aussi: Karl Obermann: *Gustav Adolph Schlöffel*, in: *Männer der Revolution von 1848*, Akademie-Verlag Berlin, 1970, pp. 191-215, ou: Ruth-Esther Geige: *Der Teufel soll die Wählerpresse holen*, op.cit. p.83 et p.124.

³⁴² Max Quarck : *Die Allgemeine Frankfurter Arbeiter-Zeitung von 1848. Mit einer Einführung von Max Quarck.* In: *Grünbergs Archiv für die Geschichte des Sozialismus* Bd.XI, 1925, Unveränderter Neudruck der *Frankfurter Arbeiter-Zeitung* von 1848, Heft 1-5, soweit erschienen Verlag Sauer & Auvermann, Frankfurt am Main 1968, p.107.

Quelques semaines plus tard dans le premier numéro de la *Nouvelle gazette rhénane* un article constate que les choses continuent comme si la révolution n'avait pas créé des conditions différentes de légitimité et de représentation³⁴³. D'autres intimidations de la presse et des associations suivront.

Pour le groupe autour de Marx, l'image se complète. Les conditions pour fonder un grand journal ne correspondent plus au point de départ, c'est-à-dire à la situation juste après la révolution de février, au moment de la formulation des *17 revendications*. Dans le deuxième numéro du journal du 2 juin 1848 on peut déjà lire que la révolution a subi des défaites importantes, qu'il s'agit maintenant d'arrêter d'être naïf et de reconnaître au moins ces défaites³⁴⁴.

De plus, l'opinion publique semble en mai et avril 1848 peu réceptive aux positions communistes. Dans la correspondance de l'époque, la crainte des communistes devient un thème récurrent. Elle apparaît dans la lettre d'Engels qui la décrit comme une marque caractéristique de la bourgeoisie d'Elberfeld ; elle se répète dans une lettre de Dronke, à l'époque à Francfort. Dronke mentionne «*qu'on se fait presque lapider*», si on se déclare ouvertement comme communiste³⁴⁵. Cette ambiance est perceptible également dans la lettre de Wolf du 18 avril 1848³⁴⁶. Elle se retrouve de même dans d'autres correspondances, par exemples entre Gottschalk et Hess ou de Johann Schickel, qui écrit à Karl Marx le 14 avril 1848 de Mayence en reprenant curieusement la même image que Dronke de la «lapidation» :

³⁴³ NGR, n°1 du 1^{er} juin 1848: *Die Frankfurter Versammlung*.

³⁴⁴ NGR, n°2 du 2 juin 1848: *Die demokratische Partei: „Die demokratische Partei hat Niederlagen erlitten; die Grundsätze, die sie im Augenblick ihres Triumphes proklamiert hat, sind in Frage gestellt, das Terrain, das sie wirklich gewonnen, wird ihr Fuß für Fuß streitig gemacht; schon hat sie viel verloren, und bald wird sich die Frage bieten, was ihr noch übriggeblieben sei.(..) Damit ist dann freilich ihre Begeisterung veraucht und die nüchterne Erkenntnis an die stelle getreten, daß eine mächtige Reaktion zur Herrschaft gelangt ist und zwar merkwürdigerweise, noch ehe es überhaupt zu einer Aktion im Sinne der Revolution gekommen ist.“*

³⁴⁵ MEGA III/2, p.442: *Ernst Dronke an die Zentralbehörde des Bundes der Kommunisten in Köln, Koblenz, 5. Mai 1848: „In Frankfurt (wo man fast gesteigert wird, wenn man sich als Kommunisten bekennt ...(..).“*

³⁴⁶ MEGA III/2 pp. 422-426: *Brief von Wilhelm Wolff an die Zentralbehörde des Bundes der Kommunisten in Mainz, Breslau, 18. April 1848.*

«Si quelqu'un ici se présentait comme communiste, il serait certainement lapidé à mort, bien que ces bœufs n'aient même pas la moindre idée de ce que pourrait être le communisme.»³⁴⁷

On peut donc supposer qu'il ne s'agit pas de phénomènes isolés, mais d'une ambiance assez générale. Cette crainte surgit depuis la *révolution de février* en France et vient justement du fait qu'elle s'est déroulée en France pour se propager ensuite à travers l'Europe³⁴⁸. Dans l'imaginaire d'une partie de l'opinion publique allemande, et notamment des décideurs libéraux et conservateurs, se superposent les clichés des communistes d'un côté, des républicains et des Français comme envahisseurs de l'Allemagne de l'autre³⁴⁹. Le spectre d'une nouvelle invasion française de l'Allemagne pour s'emparer de nouveau de la rive gauche du Rhin est également bien enraciné dans la population et livre un excellent arrière-plan à une propagande anti-révolutionnaire. La création d'une *légion allemande pour la démocratie*, mise en route par Adalbert von Bornstedt et Georg Herwegh pour venir en aide à l'insurrection de Friedrich Hecker en Bade, met apparemment encore de l'huile sur le feu. Wolff conclut sa lettre du 18 avril³⁵⁰ par la remarque que même en Silésie, la nouvelle de cette légion donne d'excellents arguments à la réaction et au «*parti constitutionnel*». Des journaux, comme la *Gazette d'Elberfeld (Elberfelder Zeitung)* s'applique immédiatement à ternir publiquement l'image des exilés qui rentrent au pays :

« Il se trouve maintenant un nombre d'hommes connus ici. Marx, Engels, Hess sont au premier rang. Le communisme mine, mais on peut penser que tous ces clubs, qui créent des agitations à Cologne et ailleurs, peuvent certes faire des dégâts, mais n'arrivent à rien imposer.»³⁵¹

³⁴⁷ MEGA III/2, p.421: *Johann Schickel an Karl Marx in Köln, Mainz, 14. April 1848*: „Wenn hier einer als Communist aufträte so würde er gewiß zu todtte gesteinigt obschon diese Rinder auch nicht den verworrensten Begriff von dem was Communismus ist haben.“

³⁴⁸ Voir sur ce sujet. Konrad Repken : *Märzbewegung und Maiwahlen des Revolutionsjahres 1848 im Rheinland*, Ludwig Röhrscheid Verlag, Bonn, 1955, pp.13-16: *Schreckenssekunde der Liberalen*.

³⁴⁹ Un bel exemple de cette identification se trouve dans l'avertissement de la «*Trier'schen Zeitung*». Daniels et Bürgers envoient des extraits au *comité de correspondance communiste* à Bruxelles : MEGA III/2, p.200: *Roland Daniels und Heinrich Bürgers an das kommunistische Korrespondenzkomitee in Brüssel, Köln, 15. Mai 1848*: „Es sei erlaubt, einen Augenblick inne zu halten für die Betrachtung: ob Zeitungsblätter eine Theorie, ob sie Ansichten verbreiten dürfen, welche vermeintliche oder reelle französische (!) Gesellschaftszustände, wie die von Bourgeoisie und Proletariat, als auch bei uns existant vorstellig zu machen trachten, die Sicherheit des Besitzstandes in den Gemüthern trüben, (..)und überhaupt darauf angelegt sind, bei der Jugend und dem ganzen mindergebildeten Publikum die Achtung vor dem Gesetze etc. zum Wanken zu bringen.“

³⁵⁰ MEGA III/2, p.426: *Wilhelm Wolff an die Zentralbehörde des Bundes der Kommunisten in Mainz, 18.April 1848*: „Die Führer, diese Herwegh, Bornstedt etc., haben mit ihrem Freischaarenplane der reaktionären und konstitutionellen Parthei überall und so auch in Bezug auf Schlesien vortrefflich in die Hände gearbeitet..“

³⁵¹ Cité par François Melis, in: *Zur Gründungsgeschichte...*, op. cit. p.32: „Es befindet sich jetzt eine Schaar bekannter Männer hier. Marx, Engels, Heß führen den Reigen. Der Communismus wühlt, doch meint man, daß alle diese Cubs, die in Köln und anderswo agitiren, wohl Unheil stiften können, aber nichts durchsetzen.“

Le danger est assez palpable de s'isoler en avançant des revendications non comprises et non compréhensibles dans l'immédiat. Les *17 revendications* ne pouvaient donc pas être la base d'une politique de propagande de masse. Engels mentionne clairement dans son article sur «*Marx et la Nouvelle gazette rhénane*»³⁵² le risque de se voir attribuer le rôle du «prêcher dans le désert» ou d'une «secte» qui connaît la vérité, mais qui n'est pas entendue. Bref, la nécessité de changer de stratégie s'impose.

Cela explique que les *17 revendications* sont certes publiées par certains journaux, mais jamais directement par la *Nouvelle gazette rhénane*, qu'elle ne se comprend pas comme organe du communisme, mais comme organe de la démocratie - avec, en revanche, l'idée à l'arrière-plan que la démocratie amènerait tôt ou tard une révolution socialiste.

La défense des deux axes de la révolution, l'unité et une constitution pour toute l'Allemagne et la liberté de la presse et d'association, devient un objectif prioritaire de la *Nouvelle gazette rhénane*. Ces deux axes se confondent souvent avec l'image que le journal se fait de la mission de la presse en général.

Dès son premier numéro, la *Nouvelle gazette rhénane* prône la défense de la révolution. Etant donné que les acquis de la révolution allemande consistent essentiellement à l'établissement d'un espace public bourgeois, la nécessité de gagner le public démocrate se confirme et se renforce et l'implantation de la *Nouvelle gazette rhénane* dans l'espace public s'impose d'autant plus.

Au début de la révolution, ce sont tous les journaux existants qui profitent d'une demande d'informations et augmentent d'une manière spectaculaire leurs tirages. Mais il y a également un besoin de journaux nouveaux, indépendants, qui rompent avec les conceptions de la presse antérieure.

En même temps, il existe un énorme besoin de s'exprimer, d'où cette incroyable explosion des titres au début de la révolution, qui qualifie la révolution aussi comme «événement de communication»³⁵³. Il n'y a pratiquement aucune personnalité qui ne fonde ou ne participe à un

³⁵² Friedrich Engels: *Marx und die Neue Rheinische Zeitung*, in: *Pressefreiheit und Zensur*, op.cit, p.146.

³⁵³ Wolfram Siemann: *Die deutsche Revolution von 1848/49*, op; cit. chapitre 4 : *Kommunikation und Öffentlichkeit*, pp.114-124.

journal, mais il y a aussi beaucoup «d'illustres inconnus» Tous n'ont pas les possibilités financières et techniques de faire perdurer leur journal. Nombre de ces journaux n'existent que pendant quelques mois, ou même seulement pendant quelques semaines. Le besoin d'une presse indépendante est énorme, mais la concurrence est également rude. En arrivant à Cologne, Marx en fera le constat

Fin mars 1848, les amis de Marx à Cologne savent qu'il voudrait fonder un journal, mais apparemment sans en connaître ni le lieu d'édition, ni le caractère précis envisagé. Roland Daniels, un des plus anciens amis de Cologne, écrit le 21 mars 1848 à Marx : «*J'ai appris par Mademoiselle Schöler [une amie de la famille Marx] que tu as l'intention de fonder un journal, à Paris ou en Allemagne?*»³⁵⁴

Il n'est donc même pas évident pour le groupe de Cologne qui est juste en train de fonder une section de la *Ligue des communistes*, que Marx prévoit de rentrer en Allemagne. Qu'il reste à Paris semble être encore une option tout à fait envisageable. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que ce même groupe envisage de son côté de fonder un journal, sans pour autant avoir pour le moment l'idée que ce projet pourrait coïncider avec les projets de Marx.

Cette hypothèse est renforcée par les propos de Georg Weerth, qui est déjà rentré à Cologne et qui écrit à Marx le 25 mars :

*«Daniels, Bürgers et d'Ester parlent d'un nouveau journal. Mais les fonds sur lesquels on compte me semblent encore incertains. Au lieu de rester à Paris, il serait certainement bon que tu viennes ici, car en tout cas il y a beaucoup à faire.»*³⁵⁵

Même Weerth ne sait donc pas à l'époque que «les Parisiens» sont en train de rentrer au pays, ni qu'ils ont l'intention de fonder un journal. Karl Obermann interprète ces phrases différemment ; il y voit la preuve de la confirmation de l'aide immédiate du groupe aux projets de Marx³⁵⁶. Il nous semble plus probable, au vu du manque de connaissances sur les intentions de Marx, qu'il s'agissait au départ d'un projet tout à fait indépendant. C'est probablement seulement après l'arrivée de Marx à Cologne que le groupe Daniels/d'Ester/Bürgers qui est très proche de Marx, s'est rendu compte des intentions de Marx et s'est rallié aux préparations de la *Nouvelle gazette rhénane* car pour eux il

³⁵⁴ Karl Obermann : *Aux origines...* op.cit. p.69.

³⁵⁵ Ibid.

³⁵⁶ Ibid.

n'était pas question d'avoir un autre journal en parallèle. Cela était d'autant plus facile que le projet soit apparemment encore assez vague et le financement non garanti.

Le croisement des informations explique donc qu'il n'y a pas eu de concentration des efforts au début de la mise en place du journal.

La question est de savoir si Marx et Engels de leur côté savaient tout de suite où s'installer en Allemagne, et où éditer le journal. François Melis plaide pour une phase de plusieurs semaines d'incertitude. Il aurait été tout à fait plausible d'opter plutôt par exemple pour Mayence, où la Ligue était forte et plus vraisemblable encore pour Berlin. Berlin comme capitale de la Prusse est censée jouer un rôle décisif dans les événements à venir. Et pourquoi ne pas se faire élire député dans l'assemblée de Berlin ?

Cette hypothèse a une certaine importance dans l'histoire de la fondation de la *Nouvelle gazette rhénane* car en même temps (fin mars et début avril 1848) il y a un troisième projet de journal à Cologne. Cette fois-ci les protagonistes sont Andreas Gottschalk qui appartient encore au cercle autour de Marx et adhère à la Ligue, Moses Hess, qui séjourne à la fin de la révolution à Bruxelles, ainsi que Friedrich Anneke, ancien officier prussien. Anneke, Gottschalk ainsi qu'August von Willich et d'autres forment depuis un certain temps un autre «cercle communiste» que celui qui est issu de l'ancienne *Gazette rhénane*, et qui semble être plus soudé et plus actif que les «anciens» qui se sont éloignés les uns des autres en s'engageant dans la politique locale et qui sont devenus avec le temps plus individualistes.

Karl Obermann interprète les faits comme une intention claire de la part du moins de Gottschalk et de Hess, de devancer le projet de Marx et Engels. Il renvoie à une lettre de Gottschalk à Hess du 26 mars 1848, qui décrit en détail les événements révolutionnaires à Cologne et qui mentionne également le projet du groupe Daniels/Bürgers/d'Ester de fonder un journal. Le fait que Hess arrive à Cologne quelques jours après avoir reçu cette lettre, qu'il commence immédiatement les préparations d'un journal et signe déjà le 7 avril 1848 une annonce dans la *Gazette de Cologne (Kölnische Zeitung)* avec Anneke pour une résurrection de la *Gazette rhénane*, prouve aux yeux d'Obermann que Hess et Gottschalk voulaient à tout prix être les premiers à profiter du nom réputé

de la *Gazette rhénane*, avec certainement l'arrière pensée que Marx et Engels pourraient avoir la même idée et qu'il fallait donc être les plus rapides³⁵⁷.

François Melis, pour sa part, conteste cette version des événements. Il s'appuie sur la même correspondance entre Gottschalk et Hess, mais sur d'autres remarques de Gottschalk qui évoque dans la même lettre plutôt la priorité à se faire élire député à Francfort et Berlin, et pour lui-même à Cologne. Il verrait bien une candidature de Marx à Trèves et une candidature d'Engels à Barmen. Le projet du groupe Daniels/Bürgers/d'Ester n'est mentionné qu'à la marge. Melis souligne également la conception tout à fait différente du projet de Hess et Gottschalk par rapport à la conception prévue pour la *Nouvelle gazette rhénane*. Le prospectus du journal de Hess et Gottschalk, publié dans la *Gazette de Cologne (Kölnische Zeitung)* évoque certes une orientation «*entièrement démocratique*». Il met la question sociale au centre du journal d'un point de vue politique et économique, mais ne veut pas discuter cette question «*selon des théories, idées, principes et systèmes, mais plutôt d'un point de vue pratique, selon des conditions réellement existantes.*»³⁵⁸ Pour Melis ce sont les indices qu'il s'agirait également d'un projet indépendant, qui n'aurait pas eu l'intention de devancer un éventuel «projet Marx», qu'on imaginerait plutôt à Berlin, soit comme député, soit comme rédacteur en chef d'un journal berlinois. Melis émet même l'hypothèse que le journal de Gottschalk/Hess/Annecke aurait pu être prévu comme organe de l'association ouvrière que Gottschalk est en train de fonder début avril.

D'autres détails, évoqués par Melis, ainsi que d'autres correspondances (Wilhelm Wolff du 18 avril³⁵⁹, Ernst Dronke à Marx le 29 avril 1848³⁶⁰) tendent en revanche à indiquer que peut-être pas Gottschalk, mais du moins Hess, essaie de profiter de son avance. Le fait qu'il écrive le prospectus avec Annecke en quelques heures montre qu'il est extrêmement pressé; le fait que des

³⁵⁷ Ibid.: p. 70 et suite.

³⁵⁸ François Melis : *Zur Gründungsgeschichte....*, op.cit. pp.24/25: *...,die nicht mehr zu umgehende sociale Frage, d.h. die Frage über das Verhältniß von Capital und Arbeit u.s.w. nach ihrer ökonomischen und politischen Seite ... vom practischen Gesichtspuncte der gegebenen thatsächlichen Verhältnisse aus, gründlich erörtert wird.* ". *Kölnische Zeitung*, n° 98, 7 avril 1848, supplément, p.2.

³⁵⁹ MEGA III/2, p. 422: *Wilhem Wolff an die Zentralbehörde des Bundes der Kommunisten in Mainz, Breslau, 18. April 1848*: „Hess, Anneke, Gottschalk etc. haben den Prospectus zu einer Zeitung erlassen und sind mit der Aufbringung der Actien beschäftigt!! Hess hat wieder einmal schlaue operiert...“

Visiblement la méfiance de Wolff ne se dirige pas contre Gottschalk à qui il s'adresse au sujet de l'appel de l'association ouvrière de Mayence, ni contre Annecke, qu'il ne mentionne plus, mais exclusivement contre Moses Hess.

³⁶⁰ MEGA III/2, p.437: *Ernst Dronke an Karl Marx in Köln, Frankfurt am Main: 29. April 1848*: „Moses war hier, und wie es mir schien als Intrigant.“

correspondants prévus pour son journal lui posent la question de savoir s'il s'agit du même projet que celui de Marx et s'il se fonde bien sur la base des 17 revendications³⁶¹, aurait dû du moins lui mettre la «puce à l'oreille».

Quoi qu'il en soit, ces différends ne nous intéressent que dans la mesure où ils mettent en lumière les conceptions de journal considérablement différentes de Hess et de Marx. Pour cette raison, Marx ne peut pas accepter le «projet Hess» et insiste pour imposer sa propre conception.

Pour nous, la conception du journal, choisie par Moses Hess - comme elle est exposée dans le prospectus - rappelle la conception du *Miroir de la société (Gesellschaftsspiegel)* que Hess publia de janvier 1845 à juillet 1846 à Elberfeld, au départ avec Engels³⁶². Ce journal décrit les changements sociaux à travers la situation des travailleurs de terrassement. Il est un des premiers journaux en Allemagne à retracer «très concrètement, selon les conditions réellement existantes», des aspects de la formation de la classe ouvrière sur place. Il semble que le journal ait trouvé un écho auprès des ouvriers³⁶³. Ce journal est considéré comme une sorte d'archétype du journalisme du *socialisme vrai*, (bien que Engels soit pendant les débuts du journal le co-rédacteur en chef - ce qui montre peut-être que Marx/Engels et Hess étaient malgré tout assez proches en 1845) - une sorte de «centre d'information» installé et mis à disposition par l'intelligentsia «prolétarisante» afin d'inspirer et d'accompagner les processus d'apprentissage du mouvement ouvrier naissant³⁶⁴. On trouve deux autres journaux qui appliquent à peu près la même conception, la «*Gazette de Trèves*» (*Trierische*

³⁶¹ *Der Bund der Kommunisten*, op.cit, pp.757/758: *Brief von Louis Heilberg in London an Moses Hess in Köln, 17 avril 1848: „...Ich irre mich gewiß nicht, wenn ich voraussetze, daß Sie nicht die „Rheinische Zeitung“ wieder ins Leben rufen wollen, die 1843 unter Arnims Gewaltmaßregeln gestorben (...) ... so erkläre ich mich hiermit bereit, die Mitredaktion Ihres Blattes zu übernehmen, wenn sowohl Sie, als auch F. Anneke mir schriftlich erklären, da Ihr Blatt es sich zur Aufgabe machem wird, die in dem beiliegenden Druckblatte 17 Punkte (...) zu verfechten“*

ou bien: Ibid.: p.753: *Brief von Heinrich Zulauff in Eberfeld an Moses Hess in Köln, 10. April 1848: „Lieber Heß! Bevor ich in der Zeitungsgeschichte losgehe, bitte ich mir zu beantworten, ob es wahr ist, daß Bürgers das Unternehmen der Gründung einer „Rheinischen Zeitung“ schon früher vorbereitet gehabt hat und schon nächstens damit hervortreten wird? (...) Du nimmst's mir nicht übel, das riecht etwas stark nach Egoismus. Die Hauptsache ist mir die, zuverlässig zu wissen, welcher Mitarbeiter ihr gewiß seid.“*

³⁶² Pour plus d'informations sur le *Gesellschaftsspiegel* se reporter à : Dieter Dowe: *Aktion und Organisation*, op. cit. pp. 86-90 : Der „Gesellschaftsspiegel“ est également traité dans: Shlomo Na'aman: *Zur Entstehung der deutschen Arbeiterbewegung. Lernprozesse und Vergesellschaftung 1830-1868*, SOAK-Verlag, Hannover, 1978.

³⁶³ Dieter Dowe, op. cit. p.89, annotation 655: Hess écrit à Engels fin mai ou en juin 1845 que le premier numéro avait été vendu à 200 exemplaires. La *Gazette de Trèves* rapporta le 22 juin 1845 que 300 exemplaires avaient été vendus, dont 270 parmi les ouvriers.

³⁶⁴ Voir sur ce sujet: Shlomo Na'aman: *Zur Entstehung der deutschen Arbeiterbewegung. Lernprozesse und Vergesellschaftung 1830-1868*, SOAK-Verlag Hannover, 1978, pp.37-43.

Zeitung) et «*Le bateau à vapeur de Westphalie* » (*das Westphälische Dampfboot*) d'Otto Lünig. Au milieu des années quarante, c'est cette presse qui domine la partie radicale de la presse allemande, bien que handicapée par une censure extrêmement forte et vigilante. Dans ce dernier journal, Marx publie une partie de son article «l'idéologie allemande». Dans sa correspondance, il est plusieurs fois question d'un envoi de quelques numéros du journal pour lui. Apparemment il tient à l'époque à rester au courant de ces publications.

La même conception se retrouve à notre avis également dans la «*Nouvelle gazette de Cologne*» (*Neue Kölnische Zeitung*) fondée en septembre 1848 par Fritz Anneke³⁶⁵. La véritable nature de cette conception journalistique apparaît peut-être encore plus clairement dans ce journal que dans les journaux déjà cités, car à partir d'avril 1848, les journaux ne craignent plus la censure, ni l'impôt sur les journaux politiques, une mesure qui jusqu'à maintenant avait fortement réduit le cercle des lecteurs de la presse politique. La *Nouvelle gazette de Cologne* est fortement implantée à Cologne et donne surtout la voix aux ouvriers, paysans et soldats qui se trouvent sur place et leur donne un espace d'expression. C'est une conception émancipatrice et participative qui tend plutôt à refléter la situation des parties marginalisées de la population qu'à leur donner une impulsion. Ce journal ne peut en revanche accéder qu'aux informations locales ou régionales et ne peut en aucun cas jouer un rôle national. Pendant la révolution, la *Nouvelle gazette de Cologne* et la *Nouvelle gazette rhénane* ne sont pas perçues comme des journaux rivaux, ils se complètent plutôt. Après l'interdiction de la *Nouvelle gazette rhénane*, sa rédaction nomme explicitement la *Nouvelle gazette de Cologne* comme son successeur. Lorsque Engels parle dans son article sur Marx et la *Nouvelle gazette rhénane* du caractère «*authentiquement local à la manière de Cologne*» („*echt lokal kölnisch*“) il pense certainement à une telle conception de journal.

Ce n'est pas seulement la conception du journal qui est différente. Hess est devenu dans les deux dernières années un des symboles du *socialisme vrai*. Ce courant prône au début de la révolution que les ouvriers devraient se tenir à l'écart de la révolution bourgeoise ; il ne serait pas concevable de faire le travail à la place des bourgeois. Hess n'a jamais pu accepter l'analyse du

³⁶⁵ Sur la *Nouvelle gazette de Cologne* (*Neue Kölnische Zeitung*): Jacques Droz: *La presse socialiste en Rhénanie pendant la révolution de 1848*, in: *Annalen des historischen Vereins für den Niederrhein*, Heft 155/156, Verlag L.Schwann Düsseldorf, 1954, pp. 184-201, particulièrement p.191.

manifeste communiste de l'actualité d'une révolution bourgeoise en Allemagne et de la nécessité d'un travail au sein du mouvement démocrate. Le problème pour le groupe Marx est que la logique du *socialisme vrai* implique que les ouvriers ne devraient pas s'engager pour les élections futures. C'est exactement ce qui arrive. Gottschalk qui suit Hess dans son orientation politique et qui est le leader très écouté de *l'association ouvrière de Cologne* à l'époque appelle au boycott des élections. Selon des estimations mises en avant par l'historien Marcel Seyppel³⁶⁶, les démocrates perdent ainsi à Cologne entre 3000 et 5000 voix, ce qui est à l'époque absolument pas négligeable et peut tout à fait décider du sort des élections. Les quelques affinités politiques qui auraient pu encore exister à l'époque du *Gesellschaftsspiegel* se transformeront en véritables rivalités politiques. Selon B. Nicolaevsky³⁶⁷, Marx aurait participé aux premières séances de l'association ouvrière de Gottschalk, mais se serait trouvé rapidement en total désaccord avec lui.

L'annonce du projet de journal de Hess dans la *Gazette de Cologne* a pu alarmer le groupe autour de Marx qui arrive le 15 avril 184 à Cologne et se rend immédiatement à la réunion, organisée par le «groupe Hess». Il devient vite évident que les deux conceptions sont inconciliables. Les détails des événements nous concernent peu. Il n'en reste pas moins que Marx s'impose rapidement et entièrement. Un seul «compromis» est fait ; Heinrich Bürgers, qui a opéré comme médiateur entre les deux groupes est retenu comme membre de la rédaction. Bürgers a de très bonnes relations avec le milieu démocrate et il est, dans cette fonction, important pour le journal. L'accord, élaboré pendant cette rencontre, concorde entièrement avec la ligne que la *Nouvelle gazette rhénane* exprime effectivement pendant les premiers mois de son existence - une prudence considérable concernant la revendication de la république. La république n'est jamais revendiquée de manière ostentatoire, elle ressort des articles plutôt comme conclusion logique. Bürgers insiste sur le point suivant :

³⁶⁶ Marcel Seyppel: *Demokratische Gesellschaft in Köln*, op. cit. p.86: „Nur 21 700 Bürger waren – bei einer Bevölkerung von 88 000 – tatsächlich wahlberechtigt. Die Unterschichten waren aber eine wichtige Zielgruppe der Demokraten. Zum andren wurde – so beurteilten es zumindest viele Beobachter – der Boycottaufruf Gottschalks von vielen Arbeitern befolgt; das allein kostet die Demokraten ungefähr 3000 bis 5000 Stimmen.“
(Seulement 21 7000 citoyens avaient le droit de vote – par rapport à une population de 88 000. Or les couches inférieures furent particulièrement visées par les démocrates. De plus, l'appel au boycott des élections de Gottschalk a été suivi par beaucoup d'ouvriers – au moins aux yeux de beaucoup d'observateurs. Cela coûtait aux démocrates environ 3000 à 5000 de voix.)

³⁶⁷ B. Nicolaevsky /O.Maenchen-Helfen : *Karl Marx. Eine Biographie*, Fischer Taschenbuch Verlag, Frankfurt am Main, 1982 (écrit en1935/36) p.163.

«...[le journal] devrait être rédigé dans le sens de la démocratie allemande, qui traite la décision d'une monarchie ou d'une république en Allemagne comme une question ouverte, en donnant la préférence à la république d'un point de vue théorique et pratique.»³⁶⁸

A cette condition, les démocrates de Cologne sont d'accord pour que Marx prenne le journal en main. Gottschalk, très contrarié, se retire dans son association ouvrière. Moses Hess part plein d'amertume pour Paris. Hess était déjà en 1842 prévu comme rédacteur en chef de la *Gazette rhénane*, pour se faire dessaisir finalement du projet par les gérants du journal après avoir effectué tous les travaux préparatoires. Il y écrit encore des articles, mais se brouille successivement avec tous les rédacteurs en chef, participe ensuite aux *Annales franco-allemandes* à Paris pour se brouiller avec Arnold Ruge et se fait devancer par Engels en 1847 pour la première rédaction du programme de la *Ligue des communistes*. En ce qui concerne Fritz Anneke, il fondera par la suite, en septembre 1848 la *Nouvelle gazette de Cologne* déjà mentionnée. L'ancrage dans le mouvement démocrate n'est donc pas seulement une question de conception politique, mais résulte également de la prise en considération de l'ambiance régnante en Allemagne.

I-5-3- Cologne et la défense de la révolution

Lorsqu'Engels décrit quarante ans après les événements les débuts de la *Nouvelle gazette rhénane*, le choix de Cologne comme site du journal lui semble évident. Il mentionne dans ce contexte la ville comme centre industriel et terrain de concentration du prolétariat d'un côté, et la structure politique et juridique de la Rhénanie d'un autre côté.

Cologne est certes la capitale historique de la Rhénanie et sa plus grande ville, mais depuis que la région est devenue province prussienne en 1822³⁶⁹, les autorités prussiennes craignent des

³⁶⁸ Ibid.: p.168/169: „Die Zeitung mußte im Sinne der deutschen Demokratie redigiert werden, welche die Entscheidung über Monarchie und Republik in Deutschland als offene Frage behandelte, während sie der Republik aus theoretischen und praktischen Gesichtspunkten den Vorzug gab.“

aspirations d'indépendance ou encore plus des sympathies subversives avec la France. Pendant le *Vormärz*, elles font tout pour relativiser le poids de Cologne dans la région. Le centre administratif devient Coblenche en 1822, l'université de la Rhénanie est installée en octobre 1818 à Bonn, ce qui représente un véritable affront envers l'ancienne ville universitaire que fut Cologne. En dépit de tout cela, Cologne reste clairement le centre intellectuel de la région. Cologne est un site qui concentre les banques, les assurances et le commerce ; elle a une très influente chambre de commerce, dont le président est pour un certain temps (1838-1848) Ludolf Camphausen, le futur chef du gouvernement de Berlin. A Cologne habite le très actif Gustav Mevissen, fondateur d'une société d'assurance (*Agrippina*) en 1845 et de 1844 à 1880 le président de la *société de chemins de fer de Rhénanie (Rheinische Eisenbahngesellschaft)*. Tous les deux participent en 1842/43 à l'aventure de la *Gazette rhénane*. Le banquier et futur ministre des finances David Hansemann s'est certes installé à Aix-la-Chapelle, mais c'est plutôt une exception. Cologne est marquée par un mélange d'illustres familles qui règnent sur la production et le commerce, et des nouveaux arrivants du Bas-Rhin (Niederrhein) très dynamiques et très actifs dans les innovations techniques et financières (société par actions) ; bref Cologne est le centre de la bourgeoisie rhénane.

La Rhénanie diffère effectivement largement du reste de la Prusse³⁷⁰, car elle a un statut tout à fait exceptionnel. A la suite de l'occupation de la Rhénanie par les troupes françaises en 1794, elle fut rattachée à la France comme département. «L'époque française» (*die Franzosenzeit*) dure de 1794 à 1815. Toutes les réformes de la Révolution y furent appliquées «en bloc». La constitution française fut introduite en 1802. Les conséquences sont une noblesse quasiment inexistante, l'introduction du Code Civil, des tribunaux de jurés - et sur le plan économique un renforcement de l'industrialisation. La bourgeoisie rhénane négocie lors de l'annexion de la Rhénanie par la Prusse en 1815 le maintien de ce cadre, nécessaire à son épanouissement. Depuis le début du *Vormärz* déjà, la bourgeoisie rhénane se comprend comme la classe décisive de la société. La Rhénanie est probablement la seule province de Prusse où la bourgeoisie est pleinement consciente de ses

³⁶⁹ La Province rhénane fut fondée le 27 juin 1822 par décret, en regroupant les provinces Bas Rhin (Niederrhein) et Jülich-Kleve-Berg, deux provinces attribuées à la Prusse par le *Congrès de Vienne* en 1815.

³⁷⁰ Plus d'information sur ce sujet in : Pierre Ayçoberry : *Cologne entre Napoléon et Bismarck...* op. cit./ Jonathan Sperber : *Rheinland Radicals. The Democratic Movement and the Revolution of 1848-1849*, Princeton university Press, Princeton, New Jersey, Oxford, 1993, *Chapter one : The Rhinellands*, pp.13-52, *Chapter two : Social Conflict during the Vormärz*, pp.53-91, *Chapter three : Popular Politics during the Vormärz*, pp.92-136.

possibilités en tant que classe sociale et où elle a également la base matérielle et la concentration de capital nécessaire, pour se considérer sans complexes comme moteur de la société. Engels insiste explicitement sur ce fait.

S'agit-il pour autant des raisons de l'implantation à Cologne d'un grand quotidien qui se donne la mission d'influencer le déroulement de la révolution ?

Le premier volet de l'argumentation d'Engels est facile à relativiser. A Cologne se trouve certes un nombre important de fabriques moyennes, mais la grande concentration de l'industrie ne se trouve pas à Cologne même, mais plutôt à Solingen, Elberfeld ou Barmen, des lieux où se concentre logiquement également le prolétariat industriel.

Ce décalage entre la concentration de la production et des grandes masses du prolétariat au dehors de Cologne d'un côté et la concentration de la fine fleur de la bourgeoisie rhénane dans la ville de Cologne de l'autre côté, a même amené l'historien Shlomo Na'aman à supposer que le véritable but de Marx n'est point de peser sur le prolétariat, mais plutôt sur cette partie la plus avancée de la bourgeoisie allemande³⁷¹. Na'aman pense bien sûr à l'orientation, donnée par le *manifeste communiste* pour l'Allemagne selon laquelle une révolution bourgeoise est à l'ordre du jour qui doit en finir avec tous les vestiges du régime de la monarchie absolue. Si on veut peser sur la bourgeoisie, il serait logique de s'installer là, où elle est le plus développée et le plus forte.

Au plus tard à partir de la Diète provinciale rhénane de 1845 la bourgeoisie rhénane cesse de se replier sur elle-même - d'être «régionaliste» - et cherche sa place au sein du royaume de Prusse³⁷². La fondation de l'*Union Douanière* de 1834 lui avait donné des raisons de croire qu'elle y trouve son intérêt et qu'elle peut même y jouer un rôle important. Elle s'efforce par la suite à vouloir modeler la Prusse «à son image», c'est-à-dire à travailler à une «modernisation» de la Prusse, en quelque sorte une continuation des réformes de vom Stein et Hardenberg, un Etat qui fournit le cadre de l'épanouissement de la bourgeoisie et de ses affaires. C'est le «modèle français» qu'elle vise - qui est

³⁷¹ Shlomo Na'aman : *Lassalle*, op.cit. p.128.

³⁷² Pierre Ayçoberry, op. cit. pp.209/210 : Selon Ayçoberry, la bourgeoisie rhénane commence à partir de cette époque à considérer une réforme des institutions prussiennes comme possible et à travers elle, la Prusse comme moteur pour l'unité allemande. «Ceci entraîne l'abandon du particularisme provincial et de la prussophobie : c'est vers ce moment que les Colonais perdent l'habitude d'appeler «Prussien» tous ceux qui ne sont pas de chez eux ; c'est à ce fameux Landtag de 1845 que L. Camphausen s'écrie : «Le prussien, ce n'est pas seulement un habitant de la province de Prusse, mais encore un homme d'honneur et de devoir » et que le vieux Merkens [l'ancien président de la Chambre de Commerce de Cologne, GM] lui-même fait amende honorable : »Nous voulons devenir encore plus Prussiens que nous ne le sommes maintenant.»

celui de la Rhénanie - une noblesse qui se trouve à l'arrière-plan, une grande liberté de la production par l'abolition des corporations, des facilités de transports par l'encouragement de la construction de voies de transport modernes, inclusivement libre accès aux ports, et une bureaucratie d'Etat discrète.

Les industriels et banquiers rhénans prennent une place dominante dans le mouvement libéral. Ludolf Camphausen persuade les libéraux du Sud de se rendre à la Diète réunie en 1847. Il persuade également le roi Frédéric-Guillaume IV d'accepter les *acquis de mars*, car il entrevoit clairement le risque d'un embrasement de la révolution, mettant en cause la monarchie en tant que telle. Sa correspondance avec son frère Otto montre à quel point Camphausen défend même avant le 18 mars 1848, les intérêts dynastiques de la Prusse³⁷³.

Engels est arrivé en mars 1848 à des conclusions tout à fait semblables à celles de Camphausen. Mais lui, espère que le roi ne cède pas, pour que la révolution continue son chemin. Camphausen réussit pourtant - avec un minimum de promesses, ce qui semble pour le moment satisfaire tout le monde - à bloquer la dynamique qui met en danger l'existence du trône.

Tous les efforts de Camphausen, et pas seulement les siens mais également ceux de tout un groupe d'industriels rhénans comme son frère Otto Camphausen, Hermann Beckerrath, David Hansemann etc. se concentrent dorénavant sur les événements de Berlin. Lui et Hansemann entrent dans le gouvernement le 29 mars 1848³⁷⁴. Dans la mesure où les représentants dirigeants de la bourgeoisie rhénane voient en la Prusse le pôle d'une future Allemagne, leur centre d'action se déplace de Cologne à Berlin. Il est assez clair pour le groupe Marx aussi que le sort de la révolution se décidera à Berlin et non à Cologne. C'est maintenant à Berlin, où on pourrait peser sur la bourgeoisie rhénane, à condition d'en avoir les moyens. Mais justement, malgré tous les tumultes et mouvements insurrectionnels, et même malgré le 18 mars, la pression sur Berlin reste limitée. Berlin reste une ville de la Cour avec tous ses services et une police secrète omniprésente, un prolétariat assez peu développé, une vie intellectuelle coupée du monde à cause de l'absence de liberté.

³⁷³ Par exemple: Joseph Hansen, *Rheinische Briefe und Akten zur Geschichte der politischen Bewegung 1830-1850, Zweiter Band 1846 Erste Hälfte Januar 1846-April 1848*, Peter Hanstein Verlagsbuchhandlung, Bonn 1942, pp.549-551, Historisches Archiv Köln, Nachlass Camphausen, Org.: *L. Camphausen an O. Camphausen in Berlin, Köln, 1848, März 9*. Historisches Archiv Köln, Nachlass Camphausen, Org.

³⁷⁴ Jürgen Hofmann: Ludolf Camphausen. *Erster bürgerlicher Ministerpräsident in Preußen*, in: *Männer der Revolution von 1848*, Akademie Verlag Berlin, 1997, pp.425-448, p.438.

C'est dans ce sens qu'Engels se prononce sur Berlin :

«Le Berlin de l'époque, nous le connaissions que trop bien de notre propre expérience, avec sa bourgeoisie à peine naissante, sa petite bourgeoisie hâbleuse, mais lâche et servile, ses ouvriers encore totalement sous-développés, son énorme canaille de bureaucrates, de nobles de courtisans était dans son caractère une simple «résidence». Le fait décisif en revanche fut : à Berlin régna le misérable droit prussien et les procès politiques furent amenés devant le juge professionnel.»³⁷⁵

Dans ces propos percent clairement le deuxième volet de l'argumentation d'Engels qui d'ailleurs prédomine dans son article sur la *Nouvelle gazette rhénane*, la situation juridique et pénale en Rhénanie. La raison essentielle du choix de Cologne est sa législation, qui est celle d'un Etat bourgeois, très éloignée de celle du reste de la Prusse.

« En Rhénanie prévalait le Code Napoléon, qui ne connaît pas de procès contre la presse, car il présume la censure, et si on ne commettait pas de délit politique, mais seulement des crimes, cela vous amenait devant les jurés ; à Berlin le jeune Schlöffel fut - après la révolution – condamné à un an de prison pour une bagatelle - en Rhénanie nous avons une liberté de la presse absolue - et nous en avons profité jusqu'à la dernière goutte.»³⁷⁶

La base essentielle de la liberté de la presse est en effet son intégration dans la législation. Formellement la liberté de la presse existe en Rhénanie comme dans le reste de la Prusse ; en Rhénanie, elle fait partie du Code Civil, qui ne connaît pas le délit de diffamation de fonctionnaire ou de lèse-majesté. De plus, le tribunal de jurés garantit une certaine ouverture devant les interprétations de la loi, Marx lui-même réussira à convaincre, à plusieurs reprises, un tribunal de jurés qu'il faut interpréter la loi selon les nouvelles conditions, c'est-à-dire prendre en compte la

³⁷⁵ Friedrich Engels: *Marx und die Neue Rheinische Zeitung 1848-1849*, op. cit. p.147: „Das damalige Berlin kannten wir nur zu gut aus eigener Anschauung, mit seiner kaum entstehenden Bourgeoisie, seinem maulfrechen, aber tatfeigen und kriechenden Kleinbürgertum, seinen noch total unterentwickelten Arbeitern, seinem massenhaften Bürokraten, Adels - und Hofgesindel, seinem ganzen Charakter als bloße ‚Residenz‘.“

³⁷⁶ Ibid; „am Rhein bestand der Code Napoléon, der keine Presseprozesse kennt, weil er die Zensur voraussetzt und wenn man keine politische Vergehen, sondern nur Verbrechen beging, kam man vor die Geschworenen; in Berlin ward nach der Revolution der junge Schlöffel wegen einer Kleinigkeit zu einem Jahre verurteilt, am Rhein hatten wir unbedingte Pressefreiheit – und wie haben sie ausgenutzt bis zum letzten Tropfen.“

révolution - tout ce qu'a plaidé également le jeune Schlöffel dans son procès à Berlin, mais en vain³⁷⁷. Car il est confronté à un tribunal professionnel, qui ne juge que selon sa formation traditionnelle. Le maintien des délits de lèse-majesté ouvre la porte à tout acte arbitraire envers la presse.

Les propos d'Engels montrent que pour les fondateurs du journal, Berlin n'est pas un endroit «sûr» car la liberté de la presse n'y est pas garantie. Selon lui, Berlin est certes un centre important, mais souvent dans un sens négatif. Le projet d'y fonder un journal radical, indépendant et «national» semble risqué en 1848. C'est sa base législative qui rend Berlin incertain, voir dangereux pour la presse.

Il est en effet assez révélateur que dans le Berlin de la révolution ne naisse aucun nouveau journal quotidien de rayonnement national, et cela malgré la foule des publications nouvelles spécifiquement berlinoises³⁷⁸; certains des quotidiens, comme la *Halle des journaux de Berlin* ou la *Réforme* d'Arnold Ruge ont joué des rôles importants, mais surtout à Berlin même, sans arriver - par leur réseau de correspondants ou leur réseau de distribution - à une véritable dimension «nationale».

Si l'argument - la liberté de la presse garantie - est effectivement l'élément décisif pour le choix de Cologne, cela veut dire que Marx et Engels ont pris en compte les conditions difficiles en Allemagne. Leur analyse constate que la révolution est déjà menacée et qu'eux-mêmes se trouvent dans une situation de défense. La *Nouvelle gazette rhénane* applique dès son premier numéro la maxime qui veut que l'attaque soit la meilleure des défenses et se montre particulièrement agressive. Mais un autre facteur rentre plus que jamais en jeu, celui du temps. L'urgence est installée dès le départ entre les lignes des articles. Dès dans son deuxième numéro, l'éditorial affirme que le mouvement démocrate a subi des défaites importantes et qu'il faut se rendre compte de ces défaites pour pouvoir renverser la barre³⁷⁹.

Les conditions de départ pour un grand journal national sont donc dans l'ensemble tout autres qu'idéales. Il n'y a pas de véritable base sociale, car les membres de la Ligue sont éparpillés partout

³⁷⁷ Plus d'informations concernant ce procès dans: Rüdiger Hachtmann: *Berlin 1848. Eine Politik- und Gesellschaftsgeschichte der Revolution*, Verlag J.H.W.Dietz Nachfolger, Bonn, 1997, chapitre III.6: *Preßvergehen und andere politische Delikte - der Prozeß gegen Gustav Schlöffel und die Folgen*, pp.309-322.

³⁷⁸ Voir à propos de ce sujet: Ruth-Esther Geiger: *Der Teufel soll die Wählerpresse holen*, op. cit.

³⁷⁹ NGR, n°2 du 2 juin 1848: *Die demokratische Partei*.

en Allemagne et n'ont pas pu se forger une pratique et une perspective politique commune. Au premier juin, la révolution a déjà plus de deux mois, les hommes de la rédaction viennent presque tous de l'exil. Il fallait du temps pour analyser la situation sur place et pour constater que l'ambiance n'était pas très favorable envers les communistes. Une bonne partie de la presse se méfie déjà d'eux. Comme nous allons encore le voir, les conditions financières sont plus que modestes. A peine commencée, la révolution a déjà perdu du terrain, la liberté de la presse n'est pas aussi absolue qu'elle paraît dans les proclamations. Ses seuls véritables atouts sont l'analyse cohérente de la situation, le réseau de correspondance qui profite des connexions internationales de la Ligue et la qualité journalistique de la rédaction – des qualités qui sont encore à démontrer. De plus, il reste encore à trouver un public suffisamment large comme «caisse de résonance», sans quoi il serait impossible pour le journal de remplir le rôle envisagé de «butoir de la révolution». Tous ces facteurs expliquent cette prudence infinie envers le milieu démocrate à l'époque de la fondation de la *Nouvelle gazette rhénane*. Nous retrouvons cette prudence dans le choix du titre, et dans la formulation du prospectus.

I-5-4- Le titre et les documents de fondation du journal

Nous avons déjà brièvement parlé du sous-titre du journal «organe de la démocratie» qui sera encore à examiner de plus près. Mais c'est évidemment aussi le titre en tant que tel qui pèse dans son positionnement.

Comme déjà mentionnée, le titre «*Nouvelle gazette rhénane*» fait référence au journal de Cologne «*Gazette rhénane*» de 1842/43. A l'époque de la fondation, la *Gazette rhénane*, est prévue comme un organe oppositionnel par rapport à la *Gazette de Cologne (Kölnische Zeitung)* qu'on voudrait plus moderne et plus radicale. C'est seulement au cours de son existence que le journal devient un symbole d'une opposition virulente contre les dérives autoritaires de l'Etat, le seul quotidien du *Vormärz* qui remplisse cette fonction. Elle fut surtout le symbole de la lutte pour la liberté de la presse. Durant les 15 mois de son existence, elle avait consacré plus de 300 contributions aux questions de la presse³⁸⁰.

³⁸⁰ Wilhelm Klutentreter : *Die Rheinische Zeitung von 1842/43 in der politischen und geistigen Bewegung des Vormärz*, Dortmunder Beiträge zur Zeitungsforschung, Fr. Wilh. Ruhfus, Dortmund, 1966, p.97.

C'est à cette tradition que la rédaction de la *Nouvelle Gazette rhénane* fait référence en 1848, plus précisément à sa dernière phase, à partir d'octobre 1843, lorsque Marx fut rédacteur en chef et commença à comprendre le journalisme comme action politique. Quand Engels écrit à son beau-frère à Londres le 24 mai 1848 que le capital nécessaire pour faire paraître le journal serait récolté³⁸¹, il utilise encore pour titre «*Gazette rhénane*». En revanche, un document officiel, *l'accord provisoire pour la fondation de la Nouvelle gazette rhénane, (Vorläufige Vereinbarung zur Begründung der Neuen Rheinischen Zeitung)*³⁸² daté «avril 1848», mentionne déjà le titre et le sous-titre final : *Nouvelle gazette rhénane. Organe de la démocratie*, sans doute pour accentuer le fait, que maintenant que la censure est tombée, la situation diffère de celle en 1843, quand l'ancienne *Gazette rhénane* en fut victime. Le sous-titre revendique - comme déjà évoqué - l'ancrage dans le mouvement démocrate.

Après la révolution, Marx essaie de publier une revue mensuelle à partir de Hambourg, qui s'appelle «*Nouvelle gazette rhénane, revue politique et économique*»³⁸³. Heinrich Bürgers, ancien collaborateur de la *Gazette* de 1842/43, collaborateur du *Vorwärts*, rédacteur de la *Nouvelle gazette rhénane*, qui change le cap à la fin des années cinquante tente également de reprendre le nom. Il est le seul rédacteur de la *Nouvelle gazette rhénane* à se rallier par la suite au parti libéral «*parti du progrès*» (*Fortschrittspartei*), dont il dirige l'organe de 1863 à 1867 et qui s'appellera.... *Gazette rhénane*³⁸⁴.

Pour la bourgeoisie de Cologne également, le nom est emblématique, et cela d'autant plus qu'elle avait à l'époque financé et soutenu le journal. Ce qui importe pour elle, c'est l'engagement de l'ancienne *Gazette rhénane* pour le libre échange et pour une constitution en Prusse. (Les représentants de la bourgeoisie rhénane avaient évité en revanche tout conflit direct avec l'Etat de Prusse). L'industriel Gustav Mevissen s'enthousiasme en 1847 pour la libérale *Gazette allemande (Deutsche Zeitung)*, dans laquelle il voit une version moderne de la *Gazette rhénane*, plus précisément

³⁸¹ MEW27, p.482-483: *Engels in Köln an Emil Blank in London, 24 Mai 1848.*

³⁸² *Vorläufige Vereinbarung zur Begründung der Neuen Rheinischen Zeitung*, reproduit in: François Melis: *Gründungsgeschichte....*, op. cit. p.41: paragraphe 2 : „Der Zweck der Gesellschaft ist, unter dem Titel **Neue Rheinische Zeitung, Organ der Demokratie** ein Tagesblatt herauszugeben.“

³⁸³ *Neue Rheinische Zeitung. Politisch-ökonomische Revue.*

³⁸⁴ Wilhelm Klutentreter, op. cit. Bd.2, *Dokumente*, p.250, index des personnes.

de la tendance modérée dont il se revendique³⁸⁵. Pendant la révolution, il a en effet quelques difficultés à expliquer son engagement d'antan.

Cependant le fait que des protagonistes, qui appartiennent en 1848 à des courants politiques très différents, peuvent se référer à l'ancienne *Gazette rhénane*, n'est pas un malentendu. Le libéralisme fut en 1842/43 encore beaucoup plus uni - des tendances communistes et socialistes commencent à peine à émerger, mais le travail journalistique a fini par clarifier des positions qui se sont révélées antagoniques.

Finalement des positions politiques diverses se retrouvent rétrospectivement dans la *Gazette rhénane* ou plutôt dans les différentes phases de son existence. Il n'en reste pas moins qu'en choisissant ce nom, la *Nouvelle gazette rhénane* maintient une certaine ambiguïté ; elle fait référence à l'ensemble de ce que fut la *Gazette rhénane* - à savoir un grand quotidien radical - mais aussi à sa base sociale initiale, la grande bourgeoisie rhénane, qui a fourni les actionnaires de l'époque. Il est difficile de s'imaginer qu'une telle ambiguïté ne fut pas calculée. Même si l'ancienne *Gazette rhénane* fut un projet cher à Marx ; ses positions ont tout de même considérablement évolué depuis. En reprenant ce nom, il n'exprime pas uniquement une certaine «fidélité», mais aussi le souhait de mobiliser les anciens actionnaires, ainsi que l'ancien lectorat.

Le même objectif est poursuivi par le prospectus. Rédigé par Heinrich Bürgers, il surprend au premier regard. Comparé avec le langage concis du *manifeste communiste* et les *17 revendications*, l'expression paraît peu précise, assez floue, d'un style verbeux et lourd. Prenons comme exemple le début de l'appel qui insiste sur la nécessité de réaliser la démocratie en Allemagne :

³⁸⁵ *Rheinische Briefe und Akten zur Geschichte der politischen Bewegung 1830-1850*, Zweiter Band 1846-1850, Erste Hälfte (Januar 1846-April 1848), Peter Hanstein Verlagsbuchhandlung, Bonn, 1942, pp.329-331: G. Mevissen an R. Haym in Halle vom 29. August 1847 (Hist. Archiv Köln, Nachlass Mevissen. Kopie):

„Daß die Idee der seligen Rheinischen Zeitung nicht gänzlich erfolglos geblieben, zeigt die auf gleicher Grundlage begründete ‚Deutsche Zeitung‘ von Gervinus, die füglich die Rheinische Zeitung von 1847 genannt werden könnte.Eine dritte Fraktion ist nach jener Periode des Sturmes zu einer mildereren, das bestehende mehr anerkennenden Weltanschauung gelangt, wie Gervinus sie in der ‚Deutschen Zeitung‘ in einer etwas zu doktrinären Art und Weise zur Geltung bringen sucht. Der letzteren Fraktion gehöre ich an.“

«Un esprit nouveau a fait irruption en Allemagne. Il a jeté à terre le vieux régime, voué à la mort le vieux monde. Il exige une nouvelle société, une nouvelle vie. C'est le génie du peuple. Le peuple a pris sur lui la puissance souveraine, le peuple ne veut aucune dispersion des forces, aucune domination de classe, qui voit son existence comme celles de membres agissant dans un grand corps. Sa volonté doit diriger sa vie, régir son travail, forger sa prospérité. Pour répondre à ces exigences, son premier devoir est de se donner les formes à l'intérieur desquelles, en sécurité contre l'oppression ou la duplicité, il puisse développer sa puissance. Ce sont les formes de la démocratie.»³⁸⁶

Même la révolution n'est jamais directement mentionnée en tant que telle, ni son caractère clairement défini. La révolution devient «*un nouvel esprit*» qui aurait vaincu le vieux régime. Le peuple est certes désigné comme «*puissance souveraine*», mais le texte reste flou sur la question de savoir si cette puissance souveraine est déjà entièrement réalisée ou si elle reste encore à réaliser. Nous lisons seulement qu'il faut la «*développer*», mais comment, par quels moyens, pour installer quel régime précisément, les questions restent ouvertes.

L'historien Gerhard Becker s'étonne de ce manque de clarté et en a conclu que Bürgers n'était pas à la hauteur des exigences. Becker se voit confirmé par le peu d'estime qu'Engels porte apparemment à Bürgers dans son article sur la *Nouvelle gazette rhénane* ainsi que dans sa correspondance³⁸⁷.

François Melis, qui s'est également occupé du «cas Bürgers», apporte d'autres éléments qui éclairent le choix en faveur de Bürgers. Pour Melis, Marx aurait eu suffisamment de temps pour

³⁸⁶ Karl Obermann: *Origines de la »Neue Rheinische Zeitung* in: *Mouvement social* n°77, op. cit.pp.74-76, document annexe : *Appel pour la fondation de la NEUE RHEINISCHE ZEITUNG*. L'original est reproduit dans: Karl Obermann und Gerhard Becker: *Zur Genesis der „Neuen Rheinischen Zeitung“- Der Prospekt und das Statut* in: *Beiträge zur Geschichte der Arbeiterbewegung* 4, Herausgegeben vom Institut für Marxismus-Leninismus beim Zentralkomitee der Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands, 12. Jahrgang Berlin, 1970, pp.576-595:

„Ein neuer Geist ist in Deutschland zum Durchbruch gekommen. Er hat das alte Regiment zu Boden geworfen, die alte Welt dem Tode geweiht. Er fordert eine neue Gesellschaft, ein neues Leben. Es ist der Geist des Volkes. Das Volk hat die souveräne Macht an sich genommen, das Volk, das keine Zersplitterung, keine Klassenherrschaft will, das seine Bestandteile als die zusammenwirkenden Glieder eines großen Körpers betrachtet. Sein Wille soll sein Leben leiten, seine Arbeit regeln, sein Wohl gestalten. Für diesen Willen ist die erste Aufgabe, sich die Formen zu schaffen, innerhalb derer er, sicher gegen Unterdrückung oder Fälschung, seine Macht entfalten kann. Es sind das die Formen der Demokratie.“

³⁸⁷ Gerhard Becker, op. cit. : *Das Statut der „Neuen Rheinischen Zeitung“*, p.586 (annotations): *„Deshalb muß festgestellt werden, dass der Prospekt der ‚Neuen Rheinischen Zeitung‘ vom April 1848 offenbar durchaus nicht voll und ganz den Intentionen von Marx und Engels entsprach. Jedenfalls hat die ‚Neue Rheinische Zeitung‘ selbst - trotz bürgerlicher und kleinbürgerlicher Leser - die Sache der Demokratie nicht in solche verschwommenen phrasenhaften Wendungen vertreten, wie das H.Bürgers in dem von ihm verfaßten [..]Prospekt tat! und in einigen Beiträgen; die er später von Zeit zu Zeit in der Zeitung ‚aushauchte‘, wie Friedrich Engels ironisch bemerkte.(..)“*

corriger ou critiquer le prospectus si celui-ci n'avait été pas à sa convenance ou de le formuler lui-même; Marx était de plus en position de force, car il avait remporté sans grande contestation la direction du journal ; il ne s'est pas gêné non plus pour corriger drastiquement l'article de Bürgers dans le premier numéro du journal. Mais le prospectus de Bürgers «passe» apparemment, malgré son contenu plutôt flou. Melis en conclut que le prospectus est tout à fait en accord avec les objectifs de Marx.

Selon Melis, trois raisons ont pesé sur le choix de Bürgers comme auteur du prospectus et aussi comme personne officiellement responsable du journal, même si cette dernière fonction n'est que provisoire :

Bürgers constitue un atout non négligeable par ses relations privilégiées avec le milieu démocrate de Cologne. Il joue un rôle important pendant les grandes réunions des démocrates de Cologne le 25 et 26 mars 1848³⁸⁸, il participe à l'élaboration du programme démocrate et il se trouve plus tard également dans la direction de la *société démocrate* de Cologne. Bürgers a donc un lien fort avec le public qui est justement visé par la *Nouvelle gazette rhénane*. Avec sa réputation de citoyen respectable, il peut aider à ouvrir des portes dans un climat qui est pour l'instant peu enclin aux solutions radicales ; cela constitue la deuxième raison. Sa respectabilité le qualifie également comme représentant officiel du journal vis-à-vis des autorités. Seuls des citoyens de nationalité prussienne ont - selon un décret du 6 avril 1848³⁸⁹ - le droit de fonder des associations, d'organiser des réunions ou de fonder des journaux, sans accord préalable, or Marx est sans nationalité. Il a tout de suite après son arrivée à Cologne, demandé la nationalité prussienne et le droit de s'installer, mais il n'a pas encore de réponse. Pendant tout le mois de mai, Marx évite d'être mis en rapport officiellement avec la direction du journal. Jusqu'à sa parution définitive, c'est Bürgers qui est désigné le responsable principal et Marx est mentionné seulement comme collaborateur du journal ; Bürgers semble plus apte à ne pas attirer le soupçon des autorités - la troisième raison en sa faveur. Le procédé de mise en avant des citoyens respectables comme couverture, est connu de Marx. Il a pu l'observer dans les pratiques de l'ancienne *Gazette rhénane*. A l'époque, ses gérants Dagobert Oppenheim et Georg Jung, avaient choisi en 1842 le très respectable Monsieur Renard comme responsable officiel.

³⁸⁸ Marcel Seyppel: *Die demokratische Gesellschaft in Köln 1848/49*, op. cit. p.63.

³⁸⁹ François Melis: *Zur Gründungsgeschichte...*, op. cit. pp.35/36.

En s'appuyant sur Bürgers, Marx cherche donc l'ouverture la plus large vers les cercles démocrates de Cologne et accepte des formulations d'objectifs aussi vagues que pompeuses dans le but d'atteindre le plus d'éléments possibles dans un mouvement extrêmement hétérogène.

Pour cette raison, la revendication d'une république n'apparaît à aucun moment directement, l'idée qu'elle pourrait être souhaitée n'apparaît qu'en filigrane. L'essentiel est d'abord l'union du mouvement contre l'absolutisme. Cette discussion doit s'exprimer dans les débats proches sur la constitution. La problématique délicate des peuples qui cherchent également leur unité - mais qui sont sous la domination prussienne ou autrichienne - est formulée avec une telle diplomatie «*les questions identiques des peuples étrangers*³⁹⁰», que même le plus virulent monarchiste ne pourrait pas être choqué.

*«Sa tâche principale [celle de la Nouvelle gazette rhénane] sera, provisoirement, de discuter à fond les questions concernant la constitution d'Allemagne et de la Prusse, en liaison avec des questions identiques qui préoccupent les pays étrangers. Elle ne se fermera à aucune idée, pourvu que celle-ci ne soit pas l'expression de l'absolutisme ou d'un intérêt particulier ; elle ne représentera de façon particulière aucune des tendances de la démocratie, ne procédera d'aucune théorie préconçue, ne rejettera sans examen aucun point de vue, même si celui-ci n'a pas encore acquis la sympathie générale.»*³⁹¹

Sur un point en revanche, le prospectus est relativement clair. Il dit explicitement que la constitution, et avec elle la démocratie politique, ne sera pas un objectif en soi, mais seulement le moyen «*d'apporter les changements décisifs à la société bourgeoise*».³⁹² Qu'il puisse s'agir de la république, n'apparaît ici de nouveau que d'une manière très voilée :

*«Il s'agira là de soumettre les oppositions d'intérêts, intérêts de caste ou de localité, à une organisation destinée à fonder puis maintenir le bien général, de régler travail, transport et subsistance selon les conditions d'existence d'une grande nation qui, non pas par la guerre et le pillage, mais par des échanges paisibles et un effort commun et homogène, s'efforcera d'apporter la prospérité à tous et à chacun.»*³⁹³

³⁹⁰ Karl Obermann : op.cit. : *Origines de la «Neue Rheinische Zeitung*, op. cit.pp.74-76, document annexe : *Appel pour la fondation de la NEUE RHEINISCHE ZEITUNG*». *Das Statut der Neuen Rheinischen Zeitung*.

³⁹¹ Ibid.

³⁹² Ibid.

³⁹³ Ibid.

On est effectivement loin de la précision des *17 revendications* qui réclament sans détour par exemple la nationalisation du transport ou la gratuité de l'éducation - mais ces revendications ne sont pas directement exclues non plus. Avec un peu de bonne volonté, on peut encore en reconnaître une petite trace dans les formulations du prospectus.

Il est aussi discrètement question de la classe ouvrière sur la quelle «*pèsent les maux les plus pénibles : le chômage, le dépérissement, la misère*»³⁹⁴, une situation qui nécessite de grandes réformes, des réformes qui ne sont en revanche pas détaillées ni développées. Le paragraphe respectif finit avec une phrase, par laquelle les tendances les plus diverses ne peuvent qu'être d'accord : «*Le peuple réclame une vie libre dans une libre et joyeuse activité.*»³⁹⁵

En ce qui concerne la fonction de la presse, et particulièrement de la *Nouvelle gazette rhénane*, le prospectus définit la tâche du journal comme une véritable éducation de l'opinion publique, même si on reste là aussi dans une des formulations très générales : «*...rechercher les conditions de la transformation, (...) discuter les moyens de la réforme, (...) former l'esprit public, (...) montrer à la volonté générale la voie du salut.*»³⁹⁶

Le prospectus qui concorde à peu près avec programme des démocrates³⁹⁷, s'adresse clairement au mouvement démocrate dans son ensemble et a en même temps la fonction de rassurer les actionnaires potentiels. Tout ce qui est dit peut finalement être résumé aux assertions suivantes : la *Nouvelle gazette rhénane* est un quotidien politique indépendant qui s'insère au sein du mouvement démocrate et qui pense qu'à partir des *acquis de mars*, la société doit être transformée.

Dans ce sens, ce prospectus reflète surtout l'intention de faciliter les débuts du journal, c'est-à-dire de trouver un maximum d'actionnaires potentiels et un lectorat le plus large possible. Apparemment le prospectus satisfait les premiers actionnaires qui décident en avril un accord

³⁹⁴ Ibid.

³⁹⁵ Ibid.

³⁹⁶ Ibid.

³⁹⁷ François Melis: *Zur Gründungsgeschichte...*, op. cit. p.41 (annotations). Les ressemblances concernent essentiellement les revendications de souveraineté du peuple, des libertés démocratique de la réforme de l'administration, de la justice de l'éducation, réforme de l'armée, garantir la subsistance du peuple etc., voir également sur le programme des démocrates : Marcel Seyppel, op.cit. pp.77-86.

provisoire, qui met en route le fonctionnement administratif, d'abord sous forme d'un accord provisoire ; ensuite une assemblée générale décidera autour du 26 mai 1848 sur les détails du statut juridique, du fonctionnement et la composition de la rédaction.

Il est vital pour le journal de se présenter d'une façon convaincante comme partie intégrante du mouvement démocrate et surtout d'être reconnu en tant que tel - avant même que les premiers articles paraissent. C'est seulement en se constituant comme une partie du mouvement démocrate, qu'il peut avoir l'espoir de faire avancer ses positions - ce qui est son objectif principal.

Il reste la question de savoir pourquoi le journal, une fois établi, poursuit une ligne si différente de celle du prospectus. Cela ne s'explique pas uniquement par un pragmatisme permettant au journal de commencer à exister car en ce qui concerne le travail dans le mouvement démocrate, des positions plus «douces» cohabitent parfois avec des positions des plus radicales. Ainsi Marcel Seyppel a remarqué des écarts entre des articles très revendicatifs, voire agressifs du journal qui servent de base de discussion au sein de la *société démocratique de Cologne* et certains discours de Marx beaucoup plus consensuels dans la même société³⁹⁸.

I-6- Conclusion

Dans cette première partie nous avons étudié les évolutions diverses de la société allemande de la première moitié du XIX^e siècle, dont la *Nouvelle gazette rhénane* se nourrit et sur lesquelles elle s'appuie. Il s'agit de l'évolution d'un espace public bourgeois et en parallèle l'évolution d'un espace public prolétarien. Nous avons constaté une grande fragilité de l'espace public bourgeois, même pendant la révolution. Néanmoins, la presse se développe comme un facteur important de prise d'influence.

Un espace public prolétarien est juste en train de naître. La classe ouvrière, à laquelle le groupe autour de Marx se réfère, commence seulement à émerger. Elle consiste en grande partie d'artisans déclassés qui s'appellent eux-mêmes ouvriers et qui anticipent par leur conscience de classe une situation future. A cause de l'instabilité de leur status, ils se mélangent souvent avec les couches

³⁹⁸ M.Seyppel, pp.129/130.

inférieures des villes. Il en résulte d'un côté que des éléments de l'espace public prolétarien et de l'espace public plébéien se côtoient, d'un autre côté cette situation mène à une perception «élargie» de ce qui relève de la «classe ouvrière». La conception de la classe ouvrière de l'époque ne se limite pas - y compris chez Marx et Engels - aux ouvriers d'usine. Aux contraire, les termes «classe ouvrière» et «peuple» se confondent fréquemment.

La fragilité des deux espaces publics explique en grande partie les difficultés de communication. Ces difficultés existent au sein de chacun des espaces publics, mais pèsent surtout sur la communication entre l'un et l'autre. C'est à notre avis une des raisons pour laquelle la *Ligue des communistes* et la *Nouvelle gazette rhénane* s'appuient sur des espaces publics différents : la *Nouvelle gazette rhénane* sur l'espace public bourgeois et la *Ligue des communistes* sur l'espace public prolétarien. Selon notre hypothèse, il s'agit de projets jumeaux, dont les deux parties sont indépendants l'une de l'autre. Ils poursuivent pourtant la même finalité d'en finir avec la monarchie absolue en Allemagne, en revanche avec des moyens différents et en s'appuyant sur un public différent. Cette conception double implique la perspective d'une convergence, car la *Ligue des communistes* devrait sensibiliser les ouvriers à poursuivre la révolution, c'est-à-dire consolider le pouvoir des parlements et renforcer les *acquis de mars*. La *Nouvelle gazette rhénane* devrait sensibiliser les démocrates allemands à la question sociale. Le renforcement des libertés individuelles devrait permettre aux ouvriers à s'organiser et à s'exprimer.

La deuxième raison de cette conception double réside dans l'analyse que ses initiateurs avaient de la situation en Allemagne. Selon eux, l'Allemagne se trouvait à la veille d'une révolution bourgeoise et ils considèrent que les acquis de la révolution bourgeoise sont dans cette situation précise en Allemagne une condition indispensable pour l'évolution politique de la classe ouvrière. Pour cette raison, les initiateurs de ces deux projets ne voient aucune contradiction entre la défense de la révolution et de ses acquis et le fait de revendiquer la domination de la classe ouvrière.

Néanmoins il s'agit d'un projet initial qui connaît des modifications importantes au moment où le groupe autour de Marx rentre en Allemagne. Notamment le projet de la *Ligue des communistes* d'initier une organisation nationale des associations ouvrières se révèle être prématuré. Il était sans doute basé sur une surestimation des possibilités vues de l'étranger. Arrivé en Allemagne, la situation s'est avérée comme beaucoup moins «mature» qu'espérée et les moyens de la Ligue étaient trop faibles.

Le groupe se concentre en conséquence sur le projet de la *Nouvelle gazette rhénane* qu'il considère comme prioritaire. Ce projet vise toujours l'espace public bourgeois et particulièrement le milieu démocrate qui est considéré comme le futur acteur décisif pour une poursuite de la révolution. Etant donné que les acquis de la révolution consistent dans les faits à la création d'un espace public bourgeois, la défense de la révolution se superpose à la défense de la liberté de la presse et un journal semble le mieux amêé à mener ce combat. Dans un premier temps, la question sociale est en retrait – une autre modification du projet initial. Néanmoins, dans les considérations de Marx cela ne signifie pas l'abandon de la classe ouvrière, car l'épanouissement de l'espace public bourgeois reste pour lui la prémisse pour l'organisation des ouvriers en classe. Dans la vision et dans la stratégie de la *Nouvelle gazette rhénane*, la défense de la révolution signifie donc également la défense de la classe ouvrière.

II- MILITANTISME ET PROFESSIONALISME : LE FONCTIONNEMENT DE LA NOUVELLE GAZETTE RHENANE

II-1- Le fonctionnement matériel

Les prochains chapitres étudieront la *Nouvelle gazette rhénane* en tant que produit journalistique. Le journal n'a pas seulement un message politique à proposer, il est comme tous les autres journaux soumis à certaines conditions de financement et de fabrication. 1848 est une année où le nombre des journaux se multiplie d'une manière exponentielle. Les journaux sont les seuls médias de masse de l'époque, mais média de masse veut dire fabrication industrielle et par ce fait soumission aux règles du marché. Nous verrons de quelle manière la *Nouvelle gazette rhénane* affronte les contraintes de la concurrence et de la rentabilité. A notre avis, l'étude de son fonctionnement matériel et organisationnel contribue à mettre en évidence le rôle qu'elle a pu jouer pendant la révolution de 1848/49.

II-1-1- Les enjeux financiers et la forme juridique

Le financement d'un journal est évidemment un aspect essentiel qui pèse sur de nombreux aspects du fonctionnement. Nous ne disposons que de quelques éléments concernant la situation financière de la *Nouvelle gazette rhénane*. Ainsi, nous n'avons pas pu établir un calcul des coûts globaux de production et de distribution, étant donné que les sources fiables nous manquent dans ces domaines. Néanmoins nous pouvons quand même retracer en grandes lignes les enjeux financiers de la *Nouvelle gazette rhénane*, ainsi que leurs imbrications avec la situation politique.

Le financement de la *Nouvelle gazette rhénane* repose sur trois sources : la première est la base financière par la vente des actions. Pour cette raison, la forme juridique du journal - *la société par*

actions - est directement liée à la question des finances. Cette base en capital est une condition pour le démarrage du projet. Nous verrons par la suite que la deuxième source, la vente des abonnements, gagne en importance dans la vie du journal. Un troisième apport provient des annonces.

La décision de créer un grand journal afin de peser sur le mouvement démocrate implique des exigences fortes :

La première exigence est de créer un journal «national». Afin qu'il soit «national», il doit être distribué partout en Allemagne, il doit avoir un tirage considérable et des moyens techniques importants pour pouvoir réagir sur-le-champ aux événements et aux imprévus, bref, il doit pouvoir disposer de moyens financiers importants, qui correspondent à la création d'une grande entreprise.

En même temps, il doit pouvoir se préserver une liberté d'expression illimitée, sans crainte de blesser des sensibilités pour pouvoir juste exprimer ce qu'on pense nécessaire de dire, afin de constituer une sorte de «boussole incorruptible».

Il se trouve que ces deux exigences semblent contradictoires car les fondateurs de la *Nouvelle gazette rhénane* ne possédaient pas de moyens propres ; ils devaient donc nécessairement dépendre des donateurs d'argent, ce qui limitait forcément leur rayon d'action. De la liberté d'action cependant dépend la réalisation du projet comme outil politique dans le sens que voulaient lui donner ses fondateurs. Les questions de la collecte des fonds nécessaires et de la forme juridique à donner à l'entreprise deviennent donc forcément des questions d'ordre politique.

Après leur arrivée à Cologne au début du mois d'avril 1848, Marx, Engels et en partie aussi Ernst Dronke commencent sur-le-champ à s'occuper de la collecte des fonds. Comme nous avons déjà vu, ils comptent s'appuyer sur la bonne réputation de l'ancienne *Gazette rhénane*, en proposant un projet d'apparence similaire avec un programme plutôt vague, qui pourrait être considéré comme modéré. Leur calcul est de «séduire» ainsi les anciens actionnaires de la *Gazette rhénane*, tous originaires de grandes familles de la bourgeoisie rhénane, qui avaient jadis généreusement financé ce journal.

Le choix de la forme juridique du journal se fait dans le même contexte et se calque également sur le modèle de l'ancienne *Gazette rhénane* - il s'agit d'une *société par action en commandite* - mais la décision est certainement aussi prise en raison des avantages de ce type de société pour un journal politique.

La *société anonyme par actions* était très inhabituelle pour des journaux de 1842, mais commence à se répandre en 1848. La libérale *Gazette allemande* et l'*Observateur allemand (Deutscher Beobachter)* de Gustav Struwe, de tendance démocrate radicale fonctionnent déjà sur cette base. En fait, elle s'impose de plus en plus auprès des journaux politiquement engagés qui émergent pendant la révolution, mais se limite quasiment à cette catégorie de journaux. La grande majorité des autres journaux sont et restent la propriété privée d'éditeurs.

La *société par actions* a l'énorme avantage de réduire les risques pour les actionnaires car ils se portent garant uniquement par leurs actions et non par leur patrimoine. Elle permet en même temps une plus grande indépendance d'édition car un groupe d'actionnaires influence moins facilement la ligne d'un journal qu'un seul propriétaire et un groupe est lui-même moins influençable. Un contrat de société peut stipuler que les actionnaires n'ont aucune influence directe sur la ligne du journal, même s'ils pèsent évidemment indirectement à travers les décisions économiques de l'assemblée des actionnaires et du conseil d'administration. Un prospectus fixe normalement la ligne envisagée par le journal, dont le garant est le rédacteur en chef. Ce règlement doit être accepté par les actionnaires. Ces dispositifs favorisent la liberté rédactionnelle et présentent globalement de telles facilités, en comparaison avec le statut «traditionnel» et la toute-puissance des éditeurs³⁹⁹, que même la très conservatrice *Nouvelle gazette de Prusse (Neue Preußische Zeitung)* également appelée *Gazette de la Croix, (Kreuzzeitung)*⁴⁰⁰ qui paraît à partir de juillet 1848, choisit la *société en actions* comme forme juridique.

³⁹⁹ Nous revenons au rôle des éditeurs dans le sous-chapitre sur le «travail rédactionnel», p.184 et suite.

⁴⁰⁰ L'emblème de ce journal était la croix prussienne, qui était intégrée dans le titre. Autour de cette croix, se trouvait la devise du journal : «*En avant avec Dieu, pour le roi et la patrie*» (*Vorwärts mit Gott, für König und Vaterland*). Pour cette raison, on donnait au journal le surnom «*La Gazette de croix*».

La *société par actions en commandite* est une variante de la *société anonyme par actions*. Elle a été choisie par la *Gazette rhénane* en 1842, parce qu'elle était une des possibilités prévues par le droit rhénan et ne nécessitait pas d'autorisations particulières⁴⁰¹. Elle avait l'avantage de combiner la forme de la société anonyme, qui implique moins de risques, avec la forme de responsabilité nominale ce qui convenait aux autorités prussiennes, qui se méfiaient en 1842 encore de ces nouveautés «rhénanes». Il s'agit d'un contrat entre deux formes de propriétaires : d'un côté des commanditaires qui apportent du capital dans la société et qui se portent garant par leur patrimoine et d'un autre côté un groupe d'actionnaires qui assument leurs responsabilités uniquement par leurs actions.

Le capital de départ de la *Gazette rhénane* s'élevait à 15 000 *thalers*⁴⁰², ce qui était une base confortable en 1842 et cela d'autant plus que toutes les grandes familles de la bourgeoisie rhénane y participaient.

Le prospectus de la *Nouvelle gazette rhénane* indique la même forme juridique de la *société par actions en commandite*⁴⁰³. Cependant, il prévoit un capital de 30 000 *thalers* ; un fond de 15 000 *thalers* comme capital de roulement et les autres 15 000 comme fond de réserve afin de pouvoir résister aux imprévus. Ce qui en soi était une prévision avisée se révèle en revanche irréalisable dans la pratique. Les fondateurs du journal doivent faire l'expérience douloureuse que les intérêts des bourgeois au niveau de la communication avaient bien changé pendant les cinq années de leur absence.

Or, les espoirs de Marx de se servir de la bourgeoisie rhénane n'étaient pas absurdes. Il a été lui-même deux fois sollicité par les autorités prussiennes qui voyaient très bien qu'un personnage comme Marx serait plus facile à aborder s'il travaillait pour elles. La première fois il était sollicité directement après l'interdiction de la *Gazette rhénane* en 1843, lorsqu'on lui proposa de s'occuper de la *Gazette de l'Etat prussien (Preußische Staatszeitung)*, l'organe officiel du gouvernement prussien⁴⁰⁴

⁴⁰¹ Voir Wilhelm Klutentreter : *Die Rheinische Zeitung von 1842/43 in der politischen und geistigen Bewegung des Vormärz*. Dortmunder Beiträge zur Zeitungsforschung, 10. Band, 1. Teil, Verlag Fr. Wilh. Ruhfus, Dortmund, 1966: chapitre: *Die Gründung der Rheinischen Zeitung für Politik, Handel und Gewerbe, die wirtschaftliche Basis: der Verlag*, pp.41 – 45.

⁴⁰² Ibid. p.45.

⁴⁰³ Karl Obermann und Gerhard Becker: *Zur Genesis der Neuen Rheinischen Zeitung - der Prospekt und das Statut*, in: *Beiträge zur Geschichte der Arbeiterbewegung 4*, herausgegeben vom Institut für Marxismus-Leninismus beim Zentralkomitee der Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands, Berlin, 1970, p.583.

⁴⁰⁴ Karl Bittel : *Karl Marx als Journalist*, Aufbau-Verlag, Berlin 1953, p.18/19.

- la deuxième fois juste après son retour à Cologne en 1848, lorsqu'un homme de confiance du Premier ministre Camphausen lui proposa d'entrer dans son cabinet⁴⁰⁵.

Marx pense tout simplement retourner la situation avec la fondation de la *Nouvelle gazette rhénane*, mais les clivages sont déjà trop prononcés pour que ce projet aboutisse.

Engels, qui avait la mission de sensibiliser son père - un entrepreneur important de Barmen - n'obtient pas de résultat. Il rapporte que son père était horrifié par son projet, qu'il considérait déjà la très prudente *Gazette de Cologne* comme un organe de fauteurs de troubles et qu'il préférerait leur donner «mille balles de fusils au lieu des mille thalers.»⁴⁰⁶ *La Gazette de Cologne* conviendrait selon Engels d'ailleurs même aux bourgeois les plus avancés de Barmen. Engels résume la situation de la manière suivante :

«Au fond, la question est que même ces bourgeois radicaux voient en nous leurs futurs ennemis principaux et qu'ils ne veulent pas nous mettre des armes en main que nous retournerions très bientôt contre eux-mêmes.»⁴⁰⁷

Ce qui est vrai pour la bourgeoisie de Barmen se confirme également pour les anciens financiers de la *Gazette rhénane*. Nombre d'entre eux, comme Ludolf et Otto Camphausen, David Hansemann, Joseph Beckerath, ou Gustav Mevissen ont pris des responsabilités au sein du gouvernement de Berlin - ou sont juste en train d'y accéder. Comme les libéraux du Sud, ils préconisent «l'entente» entre la Couronne et le parlement et ne se considèrent en aucun cas comme des représentants de la révolution. Hansemann, Mevissen et Beckerath soutiennent de surcroît clairement le journal phare du libéralisme allemand, la *Gazette allemande*⁴⁰⁸. Avec un certain droit, ils voient dans ce journal - et non dans un «organe de la démocratie» (radicale) - une défense de leurs intérêts.

⁴⁰⁵ Heinrich Billstein, in : Heinrich Billstein/ Karl Obermann : *Marx in Köln*, Pahl Rugenstein Verlag, Köln, 1983, p.123.

⁴⁰⁶ MEGA III/2 p.152, *Friedrich Engels an Karl Marx in Köln, Barmen, 25. April 1848*: „...statt 1000 Thalern schickte er uns lieber 1000 Kartätschenkugeln [auf den Hals].“

⁴⁰⁷ Ibid. „ Die Sache ist au fond die, daß auch diese radikalen Bourgeois hier in uns ihre zukünftigen Hauptfeinde sehen und daß sie uns keine Waffen in die Hand geben wollen, die wir sehr bald gegen sie selbst kehren würden.“

⁴⁰⁸ Voir Ulrike von Hirschhausen : *Liberalismus und Nation. Die Deutsche Zeitung 1847-1850*, Droste Verlag Düsseldorf, 1998, pp.30/31.

Etant donné qu'il n'y a rien à attendre des grands bailleurs de fond, les espoirs se concentrent sur un public moins fortuné. De toute façon, il était déjà prévu dans le prospectus de créer 600 actions à «seulement» 50 *thalers*⁴⁰⁹. Ce prix relativement bas, permet aux membres de la classe moyenne d'acquérir l'une ou l'autre action et cela d'autant plus qu'une autre mesure décisive sera ajoutée : les actions seront signées par paiement échelonné. 10% des actions doivent être payées toute de suite, le deuxième acompte (les prochains 10%) avant le 10 juin, et le reste échelonné environ tous les mois et demi. Régulièrement, la *Nouvelle gazette rhénane* publie dorénavant des appels à ses actionnaires à bien vouloir payer le prochain acompte.

Malgré ces dispositifs, la vente des actions se déroule d'une manière hésitante. Elle progresse à Cologne, mais a du mal à démarrer ailleurs en Rhénanie. Ernst Dronke qui a été envoyé à Francfort, a un peu plus de succès qu'Engels à Barmen, mais lui aussi se plaint du fait que la vente se fasse laborieusement⁴¹⁰.

Finalement des actions sur 13 000 *thalers* seront quand même signées en six semaines. Cela est inférieur au capital actif prévu et surtout il n'y a pas de fonds de réserve. De plus, il s'agit de promesses de vente, la somme intégrale n'est pas encore à la disposition des fondateurs. Néanmoins, cela est estimé suffisant pour démarrer la production du journal⁴¹¹.

Selon une lettre de sa femme⁴¹² Marx aurait investi lui-même 7000 *thalers* dans l'entreprise du journal, une somme qui semble exagérée à plusieurs de ses biographes⁴¹³, étant donné qu'il ne dispose pas en 1848 de plus de 2000 *thalers* de son héritage. Mais déjà une telle somme est considérable. Marx semble avoir investi la plus grande partie de son héritage dans le journal. François Melis mentionne le fait qu'ainsi Marx ne soit pas seulement rédacteur en chef, mais aussi un des commanditaires importants ; qu'il a donc un double rôle pour le journal, certainement aussi avec

⁴⁰⁹ Karl Obermann und Gerhard Becker : *Zur Genesis der Neuen Rheinischen Zeitung*, op. cit. p.583.

⁴¹⁰ MEGA III/2, p.447 : *Ernst Dronke an Karl Marx in Köln, Frankfurt am Main*, 15. Mai 1848. Dronke ne donne pas de détails sur les acheteurs potentiels d'actions. Il parle de «philistins» (*Philister*). Il a visé donc probablement un public semblable à celui d'Engels.

⁴¹¹ MEGA III/2, p.155, *Friedrich Engels an Emil Blank in London. Köln, den 24.Mai 1848*: „Das nöthige Capital für die Zeitung ist zusammen.“

⁴¹² MEGA III/3, p.733 : *Jenny Marx an Joseph Wedemeyer, 20.Mai 1850*.

⁴¹³ François Melis : *Zur Gründungsgeschichte der Neuen Rheinischen Zeitung*, op. cit. p.51. Melis cite Bert Andréas (annotation302, p.51) qui avait constaté que l'avance que Marx avait pris sur son héritage ne dépassait pas les 2000 *thalers* et qu'il ne possédait pas d'autres ressources.

l'objectif de garder une influence non négligeable sur les décisions économiques.

Les bases financières du journal restent pourtant restreintes. Si nous comparons le capital de départ de la *Nouvelle gazette rhénane* avec ceux de la *Gazette allemande* et ses ressources, le décalage est flagrant. Les fonds de la *Gazette allemande* se chiffrent en 1847 à 60 000 *gulden* ; cela représente à peu près 35 000 *thalers*⁴¹⁴. Ce capital ne semble pas considérablement plus important que celui qui était prévu pour la *Nouvelle gazette rhénane*, avec la différence que contrairement à la *Nouvelle gazette rhénane*, la *Gazette allemande* dispose effectivement de ce capital. Les fonds de la *Gazette allemande* sont donc plus de deux fois plus importants que ceux de la *Nouvelle gazette rhénane*.

La différence entre ces deux journaux se poursuit au niveau de la vente des actions. Malgré des prix élevés, la *Gazette allemande* n'a pas beaucoup de difficultés à vendre - non des actions une par une, mais des «paquets d'actions» - dont le prix s'élève à 3000 *gulden*, donc environs 1800 *thalers* (Comme référence : le salaire annuel d'Andreas Gottschalk en tant que médecin des pauvres était de 130 *thalers*⁴¹⁵). Nous pouvons en conclure que la *Gazette allemande* n'avait pas seulement une base financière beaucoup plus solide, mais aussi des actionnaires bien plus aisés que ceux de la *Nouvelle gazette rhénane*.

Quant aux prix d'abonnement, les prix des divers journaux politiques se ressemblent dans le sens où ils sont assez élevés - toute tendance confondue. Il y a quand même des différences. La *Nouvelle gazette rhénane* propose aussi pour les abonnements le principe de l'échelonnement, c'est-à-dire qu'elle propose des abonnements par trimestre. Le prix de l'abonnement trimestriel s'élève à un *thaler*, et 15 *silbergroschen* (3,5 *thalers* par année = environ 6,5 *gulden*).

Contrairement au dispositif de la *Nouvelle gazette rhénane*, La *Gazette allemande* ne prévoit que l'abonnement annuel, qui se chiffre à 10 *gulden*. Ce n'est pas le même prix que celui de la *Gazette du soir de Mannheim*, journal démocrate de Bade. Comme la *Nouvelle gazette rhénane*, la *Gazette du*

⁴¹⁴ 1 *thaler* = à peu près 1,75 *gulden*. (Le «*gulden*» était la monnaie des Etats du Sud, tandis qu'on payait en «*thaler*» en Prusse.)

⁴¹⁵ François Melis : *Zur Gründungsgeschichte der Neuen Rheinischen Zeitung*, Mega-Studien 1998/1999, p.52.

soir de Mannheim propose des abonnements trimestriels. Le prix s'élève à 1,24 *gulden* (5 *gulden* par année = environ 2,80 *thalers*). Cela fait la moitié du prix de la *Gazette allemande*⁴¹⁶ et est encore moins cher que le prix de la *Nouvelle gazette rhénane*. Hors le niveau de leur prix, les journaux politiques se différencient également au niveau de la durée de l'abonnement. Les dispositifs des journaux démocrates reflètent l'effort entrepris pour faciliter l'accès à leur journal à un public plus modeste.

Il faudrait ajouter dans ce contexte qu'on recevait les journaux en Allemagne, à l'époque de la révolution, uniquement par abonnement. La vente au détail s'impose seulement à la fin du XIX^e siècle avec la presse de masse, les «*Generalanzeiger*»⁴¹⁷. Mais au milieu du XIX^e siècle, le risque financier pour une distribution au détail est encore beaucoup trop important.

Les personnes non fortunées peuvent lire «leur» journal avec un peu de chance dans certains cafés ou dans les salles de lecture des associations. Quelquefois des articles ou des numéros particulièrement importants sont affichés dans la rue ou distribués sous forme de tract⁴¹⁸. Dans ce cas, la lecture se fait souvent d'une manière collective, les articles sont souvent lus à haute voix. Ces formes de réception correspondent à des espaces publics autres que bourgeois.

Revenons maintenant à la constitution de la «*société par actions en commandite Nouvelle gazette rhénane*». Nous n'avons pas beaucoup d'informations sur les actionnaires du journal. La hauteur des contributions et les noms des commanditaires ont dû être inscrits au registre de commerce et la liste des actionnaires dans le livret des actions, mais ces documents n'ont pas été préservés. Les quelques actionnaires de Cologne qui nous sont connus appartiennent pour la plupart au cercle des connaissances de Marx et apparaissent en tant qu'actionnaires dans sa correspondance ou celle de

⁴¹⁶ Von Hirschhausen indique aussi environ 10 *gulden* annuel pour la *Gazette du soir de Mannheim*, voir Ulrike von Hirschhausen : *Liberalismus und Nation*, op.cit. p.77. En recherchant sur les journaux de l'époque, nous n'avons pas trouvé, pour notre part, les mêmes prix.

⁴¹⁷ Voir Rudolf Stöber: *Deutsche Pressegeschichte, Einführung, Systematik, Glossar*, UVK-Medien, Konstanz, 2000, p.234.

⁴¹⁸ Voir sur ce sujet: Ruth-Esther Geiger: *Der Teufel soll die Wählerpresse holen! Zeitschriften oppositioneller Öffentlichkeit von den Jakobinern zur Berliner Märzrevolution 1848*, Verlag Klaus Guhl, Hamburg, 1977, p.162.

ou : Sigrid Weigel : *Flugschriftenliteratur 1848 in Berlin. Geschichte und Öffentlichkeit einer volkstümlichen Gattung*, J.B. Metzlerische Verlagsbuchhandlung, Stuttgart, 1979.

son entourage⁴¹⁹. Il s'agit des personnes suivantes :

- Heinrich Bürgers, publiciste et professeur privé, ancien collaborateur de la *Gazette rhénane* et du «*Vorwärts*», très connu dans les cercles démocrates de la ville de Cologne, membre de la *Ligue des communistes* et rédacteur de la *Nouvelle gazette rhénane*.
- Eduard Bohnstedt, juriste de Barmen.
- Karl d'Ester, médecin des pauvres, avant 1848 très actif dans le milieu démocrate et membre de la *Ligue des communistes*. Depuis le printemps 1848, député de l'Assemblée de Berlin.
- Salomon Gottschalk, frère d'Andreas Gottschalk, juriste.
- Karl Hecker, commerçant, un des dirigeants de l'insurrection d'Elberfeld en mai 1849.
- Friedrich Wilhelm Hühnerbein, tailleur d'Elberfeld, un des dirigeants de l'insurrection d'Elberfeld, membre du comité de sécurité d'Elberfeld, membre de la *Ligue des communistes*.
- Hermann Korff, ancien, lieutenant de l'armée prussienne, actif dans le milieu démocrate, membre de la *Ligue des communistes* et gérant de la *Nouvelle gazette rhénane* jusqu'au 31 mars 1849.
- Johann Domenicus Kothés, président du conseil d'administration de la *Nouvelle gazette rhénane*.
- Stephan Adolph Naut, commerçant ; d'abord co-gérant de la *Nouvelle gazette rhénane*. Il reprend les responsabilités de Korff après le départ de celui-ci.
- Louis Schulz, commerçant, cogérant de la *Nouvelle gazette rhénane*.
- Carl Wachter, un membre très actif de la *société démocrate de Cologne* sans appartenir au cercle rapproché autour de Marx. Capitaine de la 9^{ème} compagnie de la Garde civile de Cologne.
- Georg Weerth, poète, membre de la *Ligue des communistes* et rédacteur de la *Nouvelle gazette rhénane*.
- Heinrich Zulauff, commerçant.

Cette liste, certes fragmentaire, donne néanmoins une indication du niveau socio-professionnel des actionnaires, qui correspond également au profil des activistes de la *société démocrate de Cologne*, beaucoup de juristes, commerçants et artisans⁴²⁰. La plupart des actionnaires cités dans

⁴¹⁹ L'énumération de ces quelques actionnaires et l'indication des sources dans: François Melis : *Zur Gründungsgeschichte der Neuen Rheinischen Zeitung*, op.cit. pp.50/51.

⁴²⁰ Marcel Seyppel : *Die Demokratische Gesellschaft in Köln 1848/49*, dme-Verlag, Janus Verlagsgesellschaft, Kölner Schriften zu Geschichte und Kultur, Köln, 1991, p. 136, tableau II.

cette liste sont des personnes plus ou moins de l'entourage de Marx, qui financent en première ligne un projet politique qui leur convient.

Mais apparemment il existe aussi un autre groupe d'actionnaires, moins «militant», qui tient surtout à son argent. L'unique personne de ce type d'actionnaires, dont nous avons le nom, est le commerçant en papier Plasmann de Cologne, qui possède des actions et avait donné, comme d'autres actionnaires, des crédits au journal en automne 1848. Au début de l'année 1849, cet actionnaire fait confisquer l'argent des abonnements auprès de la poste pour récupérer son crédit⁴²¹. Déjà début novembre 1848, d'autres problèmes sont apparemment survenus avec certains actionnaires qui avaient demandé de rayer les salaires d'Engels et Dronke qui avaient échappé de justesse à l'arrestation et qui s'étaient réfugiés l'un à Paris, l'autre en Suisse⁴²². Marx a coupé court aussitôt à ces tentatives. Ces quelques conflits montrent néanmoins que le groupe des actionnaires n'est pas homogène. Les actionnaires peuvent tout à fait constituer un facteur de risque et la protection par la forme juridique de la *société par action* est tout à fait relative.

De plus, le dispositif consistant à payer les actions par paiement échelonné se révèle bientôt être un «talon d'Achille financier». Si dans un premier temps, il a permis de collecter du moins le minimum des fonds, le journal devient - par la même mesure - particulièrement vulnérable financièrement face à la conjoncture politique. Selon Engels, nombre d'actionnaires refusent de payer leur acompte après les premières critiques contre l'Assemblée de Francfort.

«Ainsi nous commençons le 1^{er} juin 1848 avec un capital en actions très limité, dont seulement peu était payé et les actionnaires eux-mêmes furent plus qu'incertains. Juste après le premier numéro, la moitié d'entre eux nous abandonnèrent et à la fin du mois, il n'y avait plus personne.»⁴²³

A la fin du mois d'août 1848, la situation financière devient si préoccupante que Marx se rend à Berlin et ensuite à Vienne pour collecter de nouveaux fonds - avec un certain succès. Il revient avec 2000 *thalers*, collectés auprès de l'opposition polonaise. Au printemps 1849, il partira de nouveau,

⁴²¹ Karl Obermann und Gerhard Becker : *Zur Genesis der Neuen Rheinischen Zeitung*, op. cit. p.588/589.

⁴²² Voir MEGA III/2, p.164 : *Karl Marx an Friedrich Engels in Lausanne, Köln, erste Hälfte November 1848*.

⁴²³ Friedrich Engels: *Marx und die neue Rheinische Zeitung 1848-1849*, in: Karl Marx/ Friedrich Engels: *Pressefreiheit und Zensur*, op. cit. p.147: „So fingen wir am 1. Juni 1848 an, mit einem sehr beschränkten Aktienkapital, von dem nur wenig einbezahlt war, und die Aktionäre selbst mehr als unsicher. Gleich nach der ersten Nummer verließ uns die Hälfte, und am Ende des Monats hatten wir gar keine mehr.“

cette fois-ci en Allemagne du Nord, avec le même objectif. Cela sera juste avant l'interdiction du journal, ou plutôt avant les mesures prises contre ses rédacteurs. Finalement la fin du journal sera d'ordre politique et non financier.

Malgré les nouveaux fonds collectés, la situation devient dramatique en automne 1848. Lorsqu'en septembre l'état de siège est prononcé à la ville de Cologne et la *Nouvelle gazette rhénane* temporairement interdite, les voies de communication sont interrompues également, y compris pour la poste. Le journal peut réapparaître le 11 octobre 1848, mais la situation financière est catastrophique, car l'argent des abonnements n'est pas rentré. Il n'y a donc aucun argent, mais toutes les factures à payer. C'est une situation contradictoire, car au même moment, le nombre des abonnements fait un bond en avant. La *Nouvelle gazette rhénane* est en quelque sorte victime de son succès. Cette augmentation spectaculaire des abonnements nécessite de nouvelles capacités d'impression, donc des moyens encore plus importants. La *Nouvelle gazette rhénane* est sauvée in extremis par une mesure exceptionnelle ; une assemblée des amis du journal est convoquée. Ces «amis» consentent à prêter des fonds – même de petites contributions parfois – mais la somme finale est suffisante pour éviter la banqueroute immédiate.

Pendant ces mois de tensions extrêmes, apparaissent également des différends avec le gérant du journal, Hermann Korff⁴²⁴. Marx avait pris soin que le gérant - qui est le responsable devant la loi - n'ait pas de position décisive sur le contenu du journal⁴²⁵. Hermann Korff est certes actif dans le milieu démocrate de Cologne, il est aussi membre de la *Ligue des communistes*, mais contrairement à beaucoup d'autres parmi les collaborateurs du journal, cet ancien lieutenant de l'armée prussienne n'a pas de formation ou d'expérience en gestion ou en travail journalistique⁴²⁶. En tant que responsable, il est plutôt «un homme de paille»⁴²⁷. En revanche, il occupe une position-clé en ce qui concerne les finances et la distribution. Il est responsable de l'expédition du journal et s'occupe du

⁴²⁴ Des détails sur la biographie de Hermann Korff et sa fonction en tant que gérant de la *Nouvelle gazette rhénane* dans : Erhard Kiehnbaum : *Hermann Korff – Gerant der Neuen Rheinischen Zeitung. Bruchstücke seines Lebens*, in : *Die Journalisten Marx und Engels. Das Beispiel Neue Rheinische Zeitung. Beiträge zur Marx-Engels-Forschung, Neue Folge* 2005, Argument Verlag, Berlin, Hamburg, 2006, pp.223-248.

⁴²⁵ Voir le sous-chapitre sur le rédacteur en chef, pp.175-180.

⁴²⁶ Erhard Kiehnbaum, op. cit. pp.232/233.

⁴²⁷ En tant que responsable officiel du journal, Korff a été quand même cités plusieurs fois devant les tribunaux et une fois condamné à une peine de prison d'un mois et au remboursement d'une partie des frais du tribunal. , Erhard Kiehnbaum, op. cit. pp.236/227.

payement des salaires. Il est également responsable de la partie non-rédactionnelle, c'est-à-dire la partie consacrée aux annonces⁴²⁸.

Les annonces occupent presque dans tous les numéros entre une demie et une page entière, sauf pour le premier mois (juin 1848). Pour cette raison, les annonces représentent un apport financier non négligeable. François Melis a calculé qu'elles règlent à peu près un tiers des coûts⁴²⁹.

Au moment où la situation financière du journal s'aggrave, des plaintes de collaborateurs sur Korff se multiplient. Ils se plaignent d'un traitement arbitraire de sa part ou tout simplement du non-paiement de leurs salaires⁴³⁰. Notamment Ernst Dronke qui est à la fin de l'année 1848 à Paris dans une situation difficile, l'a pris en grippe⁴³¹. Dronke l'accuse d'incompétence et le traite à plusieurs reprises d'«âne»⁴³². Marx décide finalement de congédier Korff qui quitte son service le 31 mars 1849. Mais la rupture a eu lieu certainement bien plus tôt.

Par la suite c'est Stephan Naut, jusqu'alors cogérant du journal, qui s'occupera de l'expédition et des autres obligations du gérant. C'est lui, qui gèrera finalement aussi la liquidation du journal en mai 1849. Marx de son côté reprend après le départ de Korff la responsabilité officielle et devient ainsi le responsable principal devant la loi.

Dans les dernières semaines du journal, Marx essaie non seulement de reprendre la fonction du gérant, mais songe apparemment aussi à prendre de l'indépendance par rapport aux imprimeurs, qui eux aussi posent problème⁴³³. De toute façon, les soucis financiers pèsent lourd sur le journal

⁴²⁸ Le contrat de la société précise :

„Der Gerant trägt die gesetzliche Verantwortlichkeit für den Inhalt der Zeitung, er besorgt die kommerziellen Geschäfte der Gesellschaft, die Expedition der Zeitung, die Redaktion der Annoncen und die Revision der Blätter. Die kommerzielle Leitung führt derselbe unter Mitwirkung und Contrôle der beiden Cogeranten.“

(Le gérant porte la responsabilité juridique pour le contenu du journal, il s'occupe des affaires commerciales de la société, de l'expédition du journal, de la rédaction des annonces et de la révision des feuilles. Le même exerce la direction commerciale avec la participation et sous le contrôle des deux co-gérants.), cité selon Erhard Kiehnbaum, op.cit. p.233.

⁴²⁹ François Melis : *Neue Rheinische Zeitung. Organ der Demokratie. Ein Redaktionsalltag – oder mehr ? Köln, den 14. November 1848*, in : *Jahrbuch zur Geschichte der Arbeiterbewegung, 2002/II*, Berlin, 2002, pp.85-107, p.95.

⁴³⁰ Voir par exemple: MEGA III/2, p. 544: *Friedrich Kapp an Karl Marx in Köln, Paris, den 21.Dezember 1848*, ou: MEGA III/2, p.545: *A. Riedel an Karl Marx in Köln, Lüttich, den 27.Dezember 1848*.

⁴³¹ MEGA III/2, p.510: *Ernst Dronke an Karl Marx in Köln, Paris, den 20. November 1848*.

⁴³² Ibid. Dronke accuse Korff dans la même lettre d'avoir retardé son payement, alors qu'il était dans une situation financière catastrophique. Dronke laisse entrevoir qu'il ne s'agissait pas du premier conflit, sans pourtant préciser.

⁴³³ François Melis : *Georg Weerth und die Neue Rheinische Zeitung. Neue Tatsachen und Erkenntnisse*, in : Walter Schmidt (Hgr.) : *Bürgerliche Revolution und revolutionäre Linke*, Beiträge eines wissenschaftlichen Kolloquiums anlässlich des 70. Geburtstages von Helmut Bock, Trafo-Verlag, Berlin, 2000, p.123.

pendant toute son existence - comme sur toute la presse politique et particulièrement la presse démocrate.

II-1-2- L'impression, la distribution et le tirage

II-1-2-a- L'impression

La *Nouvelle gazette rhénane* qui, au moment de son démarrage, n'a pas encore d'actionnaires en nombre suffisant, ne peut évidemment pas se permettre d'installer une imprimerie pour elle seule. Elle est obligée de passer par des imprimeurs professionnels et de négocier avec eux les prix, les capacités de tirage et les capacités libres pour les «ajouts», c'est-à-dire les suppléments, les numéros exceptionnels et les deuxièmes éditions. Comme nous l'avons vu, les moyens du journal sont restreints. Les prix sont pour cette raison un des facteurs de choix important. Mais ce qui prévaut pour le démarrage du journal semble-t-il, est surtout l'argument de la rapidité et des capacités d'impression.

L'installation technique phare qui permet à l'époque des tirages importants, est la presse rapide. La presse rapide peut être «automatisée» et mise sous vapeur, mais même dans son fonctionnement mécanique, elle représente un gain de temps important. Une équipe expérimentée est en mesure d'imprimer à l'aide d'une seule machine rapide (sans le fonctionnement à vapeur) jusqu'à 1200 feuilles par heure⁴³⁴.

L'impression des anciennes machines à platine fonctionne selon le principe surface contre surface en position horizontale. Une surface porte les feuilles de papier qui sont pressées contre l'autre surface portant la forme d'impression avec les articles composés. Ce procédé est lent, abime

⁴³⁴ François Melis : *Neue Rheinische Zeitung. Organ der Demokratie Ein Redaktionsalltag – oder mehr ? Köln, 14. November 1848*, op. cit. pp.85-107.

rapidement les lettres de plomb de la typographie, nécessite de la force physique et un personnel très qualifié.

Friedrich Gottlob König invente en 1810 le nouveau dispositif, une machine qui fonctionne selon le principe cylindre contre surface⁴³⁵; une impression toujours en position horizontale. Le cylindre avec le papier est pressé contre la surface contenant la forme d'impression. La forme d'impression est amenée à l'aide d'un dispositif sur rails sous le papier. Ce procédé est beaucoup plus rapide, nécessite beaucoup moins de force physique et aussi moins de qualification de la part du personnel ; il préserve également mieux les lettres de la typographie. En revanche, cette machine est très chère. De plus, si elle est mise sous vapeur, les locaux doivent subir un aménagement important.

Pour ces raisons, seuls les journaux à tirage très important sont imprimés par des machines à vapeur, par exemple la *Gazette de Voss*, une feuille locale berlinoise qui est un produit uniquement économique. Ce journal est avec ses 20 000 exemplaires, le journal qui a le plus important tirage au milieu du XIX^e siècle en Allemagne. D'autres journaux, comme la *Gazette générale d'Augsbourg* et la *Gazette de Cologne* peuvent se permettre ce luxe, bien qu'ils aient un tirage bien moindre, de 9000 à 10 000 exemplaires environ par jour pendant le *Vormärz* - seulement parce que ces deux journaux sont édités par de grands éditeurs, pour lesquels leur journal représente plutôt un objet de prestige ; ils ne vivent pas uniquement de leurs journaux phares.

Malgré ces quelques exemples, les journaux imprimés par la presse rapide, sous vapeur ou non, sont encore de rares exceptions par rapport à la majorité écrasante des autres journaux, encore imprimés par la technique traditionnelle. En revanche un journal, imprimé par des presses rapides a sans doute un bon argument de vente, et les imprimeries disposant des presses rapides ont des avantages considérables. Cela est particulièrement vrai pour les quotidiens de la révolution, toujours dans l'urgence pour imprimer les nouvelles. Plus vite ils produisent, plus leurs informations sont d'actualité.

⁴³⁵ Plus d'informations sur l'évolution des machines de presse dans: Rolf Stöber: *Deutsche Pressegeschichte*, op. cit.: chapitre : *Die Entwicklung der Druckmaschinen*, pp.114 – 116.

Pour l'évolution de l'imprimerie en France, voire l'exposition permanente du musée de l'imprimerie à Lyon et son catalogue.

Pour un journal comme la *Nouvelle gazette rhénane*, qui tient tellement à l'actualité de ses articles, le nombre des presses rapides est un facteur de choix décisif. C'est sans doute, parce que l'imprimerie Clouth possède deux presses rapides, qu'on lui donne la préférence par rapport à l'imprimerie de l'ancienne *Gazette rhénane*, l'imprimerie Dietz, qui n'en possède qu'une à l'époque de la révolution⁴³⁶. Sinon, il n'y a pas de lien particulier entre le cercle autour de Marx et cet imprimeur. Wilhelm Clouth s'engage certes vaguement dans le milieu démocrate de Cologne, mais il semble être plus un homme d'affaires qu'un militant politique. Un indice de cette attitude est le fait que ce soit lui qui avait imprimé *l'Observateur rhénan (Der Rheinische Beobachter)*, le journal officieux de la Prusse - connu par tous en tant que tel. Malgré l'investissement massif du gouvernement prussien - on avait installé une deuxième presse rapide spécialement pour les besoins de ce journal - *l'Observateur rhénan* a dû fermer ses portes. Clouth a des capacités importantes disponibles, juste au moment où la *Nouvelle gazette rhénane* cherche un imprimeur ; l'occasion se prête alors d'opter pour Clouth. Par la suite, les locaux de la rédaction seront également installés à l'adresse de l'imprimerie, *St. Agatha 12*, dans la vieille ville de Cologne⁴³⁷.

Les rapports entre le journal et l'imprimeur commencent à se compliquer lorsque les suppléments et numéros spéciaux se multiplient, c'est-à-dire à l'été 1848. L'affaire semble moins avantageuse pour l'imprimeur. Il se pourrait également que Clouth ait des réserves sur la ligne politique du journal. Dès le 19 juillet, il fait publier dans le journal une déclaration selon laquelle lui, en tant que propriétaire de l'imprimerie «*n'avait pris des responsabilités - comme pour l'Observateur rhénan - que pour l'impression de la Nouvelle gazette rhénane et ne peut pour cette raison, exercer aucune influence sur le contenu du journal.*»⁴³⁸ Ces paroles sonnent déjà comme une prise de distance assez nette.

⁴³⁶ Des détails sur ces deux imprimeurs de Cologne dans : François Melis : *François Melis : Zusammenarbeit und Aufkündigung. Die beiden Drucker der Neuen Rheinischen Zeitung*, in: *Geschichte in Köln, Zeitschrift für Stadt – und Regionalgeschichte*, Heft 43, August 1998, herausgegeben von Ruth Etemadi – Peter Heil- Martin Kröger – Georg Mölich – Wolfgang Rosen – Lars Wirtler – Stefan Wunsch, in Verbindung mit «Freunde des Kölnischen Stadtmuseums e.V.», Janus Verlagsgesellschaft, Köln, 1998, pp.83 -105.

⁴³⁷ Ibid. p.89.

⁴³⁸ NGR, n°49 du 19 juillet 1848, supplément: „*Der Unterzeichnete sieht sich zu der Erklärung veranlaßt, daß er, gleichwie beim Rheinischen Beobachter, nur den Druck der neuen rheinischen Zeitung übernommen und daher nirgend einen Einfluß auf den Inhalt derselben ausüben kann. W.Clouth, Buchdruckereibesitzer.*“

Clouth transmet la pression sur ses ouvriers qui, eux, n'apprécient guère les heures supplémentaires sans fin, mal payées et protestent ouvertement. A cette époque, entre le 13 et le 16 août 1848 se déroule à Cologne la fête de la cathédrale (*Dombaufest*), qui est considérée partout en Allemagne comme une manifestation en faveur de l'unité allemande. C'est pendant cette fête que le numéro 76 ne paraît qu'avec deux pages et le numéro 77 ne paraît pas du tout. Le lendemain, la *Nouvelle gazette rhénane* publie un numéro double (77/78) en s'excusant auprès de son public et avec un certain humour : «*Nos typographes ont rendu hier hommage à l'unité allemande et pour cette raison, hier le journal n'a pas paru.*»⁴³⁹

A partir de cette époque, les problèmes avec des typographes deviennent récurrents. Déjà au début de la *Nouvelle gazette rhénane*, lorsque la décision est prise de faire paraître le journal un mois plus tôt que prévu, Clouth avait eu des difficultés à trouver suffisamment de typographes acceptant ses conditions. La *Gazette de Leipzig* avait cru bon de commenter que la *Nouvelle gazette rhénane* «*avait à se battre déjà la première journée avec le socialisme pratique des typographes.*»⁴⁴⁰

Les tensions avec les typographes s'apaisent provisoirement lorsque le journal décide, à l'instar des autres journaux rhénans, de cesser l'édition du lundi afin de permettre aux typographes d'avoir leur dimanche libre⁴⁴¹. A partir de cette date, le 27 août 1848, la *Nouvelle gazette rhénane* paraît donc six fois par semaine, de mardi à dimanche.

Le véritable conflit d'une certaine gravité n'éclate pas à cause des typographes, mais à cause de leur patron. En août 1848, les problèmes financiers du journal sont devenus intenable et Marx est

⁴³⁹ NGR, n° 77/78 du 17 août 1848: „*Unsere Setzer haben gestern der deutschen Einheit gehuldigt und darum erschien die gestrige Zeitung nicht.*“

⁴⁴⁰ *Gazette de Leipzig (Leipziger Zeitung)* 156 du 6 juin 1848, cité d'après François Melis: *Zusammenarbeit...*, op. cit. p.89: „*Sie[die Neue Rheinische Zeitung] hatte schon am ersten Tag mit dem praktischen Socialismus der Setzer zu kämpfen...*“

⁴⁴¹ NGR, n°87 du 27 août 1848: „*Nachdem in Folge der von den deutschen Buchdruckergehilfen ergangenen Auftrag, fast alle Zeitungen, welche seither Montags erschienen, an diesem Tage zu erscheinen aufhören, sind auch die Verleger der rheinischen Blätter darin übereingekommen, am Sonntage ihre Druckereien feiern zu lassen, um auch ihrem, im Laufe der Woche so sehr angestregten personale den Ruhetag zu verschaffen. Von jetzt ab wird daher die „Neue Rheinische Zeitung“ Montags (Sonntag Abends) nicht mehr ausgegeben. Die verehrlichen Abonnenten werden sicherlich diese Maßregel um so weniger unbillig finden, als ihnen dadurch schwerlich eine geringere Bogenzahl geliefert werden wird, als bisher. Die Geranten der Neuen Rheinischen Zeitung.*“

justement à ce moment à Berlin et à Vienne en quête de soutien financier. Le 28 août 1848, en l'absence de Marx, lorsqu'Engels prépare avec la rédaction le numéro de la journée suivante - avec un supplément en plus - les tensions avec Clouth se transforment en crise, et la crise en rupture. Engels se voit obligé de changer d'imprimeur en catastrophe. C'est alors que l'impression de la *Nouvelle gazette rhénane* bascule vers le deuxième imprimeur important de Cologne, Dietz. En même temps, les locaux de la rédaction déménagent et se trouvent dorénavant aussi à l'adresse de Dietz, *Unter Hutmacher 17*, également dans la vieille ville de Cologne, à quelques rues de l'adresse précédente⁴⁴². Dans ce contexte, le numéro 88 du journal ne peut pas paraître et la rédaction donne encore une explication :

«A cause des différends avec notre imprimeur, le numéro d'aujourd'hui n'a pas pu paraître. Pour cette raison nous donnons aujourd'hui un aperçu sur l'ensemble des informations arrivées et nous fournirons demain à nos lecteurs le numéro intégral d'aujourd'hui.»⁴⁴³

Le changement vers Dietz a comme implication que la présentation sera légèrement changée. Au niveau du titre, «*Nouvelle*» sera sur une ligne «*gazette rhénane*» sur la deuxième et le sous-titre «*organe de la démocratie*» sur une troisième ligne.



Ancienne présentation du titre de l'imprimeur Clouth

⁴⁴² François Melis : *Zusammenarbeit...*op.cit. p.93.

⁴⁴³ NGR, n°88 du 29 août 1848 („Notausgabe“) in François Melis : *Neue Rheinische Zeitung, Organ der Demokratie, Edition unbekannter Nummern, Druckvarianten und Separatdrucke*, Dortmunder Beiträge zur Zeitungsforschung, Band 57, K.G.Saur, München, 2000, p.81:

„Wegen Differenzen mit dem bisherigen Drucker, Hrn. Clouth, hat die heutige Nummer nicht erscheinen können. Wir geben daher heute nur eine kurze Uebersicht der eingetroffenen Nachrichten und werden unseren Lesern morgen die ganze heutige Nummer nachliefern.“

N e u e
Rheinische Zeitung
Organ der Demokratie.

N° 93.

Köln, Sonntag den 8. September.

1848.

Die „Rheinische Zeitung“ erscheint vom 1. Juni an, mit Ausnahme des Sonntags, täglich. Bestellungen für das nächste Quartal, October bis December, wollen man beliebig machen. Der Preßminister des Reichs nimmt die Druckerei überlassen Klammert Dr. G. Y. Kitzinger, Nr. 28 Brühlstraße in Straßburg, und Nr. 21 rue Notre-Dame de Nazareth in Paris, so wie das k. k. Ober-Postamt in Wien; für England die Herren

Nouvelle présentation du titre de l'imprimeur Dietz

En choisissant de plus le même type de lettres qu'en 1842, l'héritage de l'ancienne *Gazette rhénane* est évidemment encore plus mis en évidence.

Dietz semble avoir été très intéressé à reprendre l'impression du journal. En revanche, il n'a pas les mêmes capacités d'impression que son concurrent. Ainsi son stock de lettres du type d'écriture, utilisé pour la *Nouvelle gazette rhénane*, ne suffit pas pour l'impression d'un numéro complet avec souvent plusieurs suppléments par journée. On remarque donc à partir de la reprise de l'impression par Dietz parfois plusieurs types de lettres dans un seul article. Cela nuit non seulement à la fluidité de la lecture, mais provoque de nouveau les railleries de quelques autres journaux. Et ce sont justement les journaux libéraux qui se pressent à commenter ce fait avec un plaisir non dissimulé⁴⁴⁴. Mais le journal peut au moins être publié dans les délais souhaités.

Pour améliorer la situation, Marx achète avec une partie de la somme collectée en août 1848 une deuxième presse rapide, qui reste la propriété de la rédaction. Avec deux presses rapides, les capacités d'impression sont suffisantes pour l'impression du journal.

Etant donné que la *Nouvelle gazette rhénane* est une édition du soir, la composition des articles commence dès la fin de la matinée ou au plus tard au début de l'après-midi. Les pages intérieures (pages 2 et 3) sont imprimées d'abord, ensuite les feuilles sont retournées et l'impression des pages

⁴⁴⁴ Ainsi la *Gazette allemande* du 6 septembre 1848, cité d'après François Melis : *Neue Rheinische Zeitung. Organ der Demokratie Ein Redaktionsalltag – oder mehr*, op. cit. p.95.

extérieures (1 et 4) suit⁴⁴⁵. Selon les recherches de François Melis⁴⁴⁶, l'impression d'un numéro ne s'effectue pas en une seule fois pour le tirage complet, mais successivement selon l'expédition. Les exemplaires des destinations les plus éloignées sont imprimés d'abord - en respectant les heures de départ des diligences ou des trains, pour finir par le tirage prévu pour les abonnés de Cologne.

Dans les mois suivants, vers l'automne 1848, la situation financière du journal s'aggrave encore, entre autre à cause de la proclamation de l'état de siège sur Cologne fin septembre 1848. Les factures restent apparemment souvent impayées et il n'est pas étonnant que Dietz aussi tienne à ses intérêts d'entrepreneur et à sa survie commerciale. Lui aussi fait porter la pression sur ses ouvriers en demandant des rythmes de travail de plus en plus élevés. De nouveau, les protestations des typographes deviennent monnaie courante. En février 1849, Marx écrit à Dronke, alors à Paris, qu'il doit compter à tout moment avec des «*rébellions des typographes pour quelques thalers.*»⁴⁴⁷

De nouveau, les typographes prennent quelques libertés, à commencer pendant le carnaval. Le numéro 227 du 21 février 1849, qui paraît sur deux pages, est introduit par l'explication du gérant : «*Le carnaval de Cologne n'a aujourd'hui pas permis à la plupart de nos typographes de venir à l'imprimerie. Nous sommes donc obligés de paraître en format réduit.*»⁴⁴⁸

Ces typographes qui suivent de près les débats politiques et les polémiques du journal, décoorent même un jour les locaux de l'imprimerie avec des affiches⁴⁴⁹ sur lesquelles est écrit en grosses lettres : «*lorsqu'il s'agit d'argent, toute bonhomie cesse*» en se référant à une citation du politicien

⁴⁴⁵ Ibid. p.97

⁴⁴⁶ Ibid.

⁴⁴⁷ MEGA III/3, p.10: *Karl Marx und Wilhelm Wolff an Ernst Dronke in Paris, 3. Februar 1849: „... (daß in einer Lage), wo wir täglich Setzerrebellionen wegen ein paar Thaler hatten...“*

⁴⁴⁸ NGR, n° 227 du 27 février 1849: *„Der kölnische Karneval hat der Mehrzahl unserer Setzer heute nicht gestattet, auf die Setzerei zu kommen. Wir sind daher genöthigt, in verkleinertem Format zu erscheinen.“*

⁴⁴⁹ Cet «incident» est relaté par Edgar Bauer, ancien collaborateur de la *Gazette rhénane* et frère de l'ancien professeur de Marx, Bruno Bauer. (Source citée dans : François Melis : *Zusammenarbeit ...cit. op ; p.103.*) Après la révolution Edgar Bauer travaille pour le roi danois et rédige des rapports sur les milieux de l'émigration politique à Londres : *Edgar Bauer : Konfidentenberichte über die europäische Emigration in London 1852 – 1861*, Hg. Eric Gamby. Texte bearbeitet von Magret Dietzen und Elisabeth Neu, Trier, 1969.

libéral David Hansemann⁴⁵⁰ persiflée par Marx dans sa série d'article «*La bourgeoisie et la contre-révolution*» de décembre 1848⁴⁵¹.

En revanche, les typographes peuvent aussi se montrer solidaires. Lorsque le journal est dans sa phase financière la plus critique en novembre 1848, les typographes contribuent également, comme d'autres, à la survie de la *Nouvelle gazette rhénane* par une collecte suivie du commentaire :

«*De la part des typographes de la Nouvelle gazette rhénane, 2 thalers selon la devise : les trônes se réduisent en flammes, les princes s'enfuient vers la mer.*»⁴⁵²

Au printemps 1849 les rapports avec l'imprimeur sont tellement tendus qu'une rupture se prépare à nouveau. Le 9 mai 1849, Dietz publie finalement une annonce dans le journal dans laquelle il déclare qu'il cessera d'imprimer la *Nouvelle gazette rhénane* à partir du 1^{er} juin 1849⁴⁵³. En même temps, Marx envisage apparemment de créer ses propres capacités d'impression⁴⁵⁴. Il possède déjà une presse rapide et l'hypothèse semble crédible selon laquelle un élargissement de ses possibilités est déjà mis en œuvre juste avant l'interdiction du journal sans qu'on sache pour autant jusqu'où ses préparatifs ont été menés. Cela aura été une dernière tentative de garantir l'indépendance du journal, y compris au niveau de sa production.

⁴⁵⁰ Citation d'un discours de Hansemann pendant la réunion de la première Diète réunie, le 8 juin 1847 : „*Meine Herren, in Geldfragen hört die Gemütlichkeit auf!*“

⁴⁵¹ NGR, n° 165 du 10 décembre 1849, NGR, n° 169 du 15 décembre 1849, NGR, n° 170 du 16 décembre 1849, NGR, n° 183 du 31 décembre 1849.

⁴⁵² François Melis : *Neue Rheinische Zeitung. Organ der Demokratie. Ein Redaktionsalltag....*, op. cit. p.95 : „*Von den Setzern der Neuen Rheinischen Zeitung, 2 Thlr. Mit dem Motto: Die Throne gehn in Flammen auf, die Fürsten fliehn zum Meere.*“ Il s'agit d'une citation du poème de Freiligrath : *Die Toten an die Lebenden*.

⁴⁵³ NGR, n°293 du 9 mai 1849.

⁴⁵⁴ Friedrich Adolf Sorge : *Zum 14. März*, in : *Mohr und General. Erinnerungen an Marx und Engels*, Dietz Verlag, Berlin 1970, p.199: „*Die Zeitung löste sich auf; ihr Inventar bestand 1. aus einer Dampfpresse, 2. aus **der neu** eingerichteten Setzerei, 3. aus 1000 Talern Abonnementgeldern auf der Post. Marx ließ alles da, um die Schulden der Zeitung zu decken.*“ Voir également François Melis: *Georg Weerth und die Neue Rheinische Zeitung. Neue Tatsachen und Erkenntnisse*, op. cit. p.123.

II-1-2-b- La distribution

Au XIX^e siècle, les journaux sont presque exclusivement distribués par la poste. Or, cette institution est devenue depuis le début du siècle une poste «régionale». Chaque Etat allemand possède ses propres services postaux⁴⁵⁵. La poste suit évidemment les voies de communication habituelles, les chaussées, les fleuves et les lignes de chemin de fer. Ces voies de communication se sont diversifiées et multipliées depuis le *Vormärz*, mais elles sont, elles aussi, propres à chaque Etat, c'est-à-dire qu'elles restent souvent au sein d'un Etat et ne mènent pas forcément plus loin. En conséquence, les lignes de chemin de fer par exemple ne suivent pas toujours une logique géographique et n'aident pas systématiquement à lier les Etats allemands entre eux. La communication est compliquée et chère. Cela se vaut aussi bien pour le transport des personnes des marchandises que pour le transport des articles et l'expédition du journal lui-même. Cela signifie également que la distribution d'un journal dépend au milieu du siècle encore beaucoup de la situation géographique de sa ville d'origine.

La situation géographique de Cologne présente un atout considérable pour l'édition d'un journal. Cologne est certes un peu excentrée en ce qui concerne la Prusse, mais la ville dispose de deux atouts décisifs. Par sa situation au bord du Rhin, elle est liée par le fleuve avec la Rhénanie du Sud et les Etats de l'Allemagne du Sud. Les bateaux à vapeur simplifient, accélèrent et multiplient la communication. La *société des bateaux à vapeur prusso-rhénane* ouvre déjà en 1827 une ligne régulière entre Cologne et Mayence et introduit en 1838 le premier bateau à vapeur sur le Rhin⁴⁵⁶. Cette évolution favorise également la construction de nouveaux canaux, par exemple entre le Rhin et le Danube⁴⁵⁷. Sur cette situation se greffe en 1843 la première ligne de chemin de fer rhénane, de Cologne à Anvers via Liège⁴⁵⁸. «*La ligne sera plus qu'un nouveau bras du Rhin, le 'Rhin de fer', elle va devenir rapidement un axe essentiel de l'économie de l'Europe du nord-ouest.*»⁴⁵⁹

⁴⁵⁵ Plus d'informations dans : Wolfram Siemann : *Vom Staatenbund zum Nationalstaat, Deutschland 1806-1870*, Deutsche Geschichte, Band 7, herausgegeben von Peter Moraw, Volker Press, Wolfgang Schieder, Verlag C.H. Beck, München, 1995, chapitre VI : *Nationbildung durch Kommunikation*, pp.204-249.

⁴⁵⁶ Ibid. p.208.

⁴⁵⁷ Ibid, pp. 208/209.

⁴⁵⁸ Pierre Ayçoberry : *Cologne entre Napoléon et Bismarck. La croissance d'une ville rhénane*, Aubier collection historique, Paris, 1981, p.114.

⁴⁵⁹ Ibid.

En 1847 se rajoute la ligne de chemin de fer Cologne-Minden qui lie la Rhénanie avec la Ruhr, ce qui représente une étape décisive pour l'essor de cette région. Elle va ensuite jusqu'au bord de la Weser. Minden, ville frontalière, donne accès au royaume de Hanovre. Elle est desservie par la ligne de chemin de fer de Hanovre qui effectue la liaison avec Berlin⁴⁶⁰. La possibilité de communication par les lignes de chemin de fer est le deuxième atout de la ville pour les questions de communication.

A Cologne, on trouve donc des liaisons rapides et modernes vers l'Allemagne du Sud et du Nord ainsi qu'avec les pays voisins comme les Pays Bas et la Belgique. A partir de Cologne, les villes comme Anvers, Bruxelles et Paris sont accessibles rapidement. Les nouvelles vont aussi vite d'Ouest en Est que du Nord au Sud. Après l'éclatement de la révolution de février à Paris, les premiers tumultes en Prusse ne se sont pas déroulés par hasard à Cologne⁴⁶¹.

La gare de Cologne se trouve à l'époque sur la rive droite à Deutz, qui est en 1848 encore une ville indépendante. A partir de la rédaction de la *Nouvelle gazette rhénane* qui se trouve dans la vieille ville, donc rive gauche, les journaux sont expédiés à Deutz à l'aide de bateaux à vapeur ou par un messenger qui passe par le pont. Lorsque les hivers sont froids et que le Rhin est pris par les glaces, toute expédition est retardée. Le pont de Deutz est à l'époque encore un pont de bateaux, inutilisable quand le Rhin gèle⁴⁶².

Toute l'expédition comme la production du journal est alignée sur les horaires de départ des moyens de transport de l'époque. Le train pour Magdeburg et Berlin par exemple, part déjà à 18h50. Les tirages pour Vienne sont également expédiés via Berlin. En conséquence, les exemplaires pour ces villes sont les premiers à être imprimés et préparés pour l'expédition qui est effectuée aussitôt. Ce procédé permet aux abonnés les plus éloignés de recevoir quand même rapidement les

⁴⁶⁰ Rheinischer Verein für Denkmalpflege und Landschaftsschutz (Hg.): *Vom Rhein zur Weser. Mit der Köln-Mindener Eisenbahn von Deutz nach Minden*. Klartext Verlag, Essen, 1997.

⁴⁶¹ L'importance des chemins de fer est d'ailleurs un sujet récurrent de la *Nouvelle gazette rhénane*, elle publie régulièrement des articles sur la construction de nouvelles lignes aux Etat-Unis

⁴⁶² En ce qui concerne toutes ces informations sur l'expédition: François Melis: *Neue Rheinische Zeitung....ein Redaktionsalltag...* op.cit. p.97.

informations récentes, c'est-à-dire dès le lendemain matin. Les villes plus proches comme Düsseldorf reçoivent leur journal déjà vers 18h le jour même⁴⁶³.

Cette manière échelonnée d'expédier les journaux a de plus l'avantage que certains abonnés peuvent encore recevoir le même jour d'éventuels suppléments ou éditions spéciales.

Néanmoins, l'expédition par la poste rend les journaux considérablement plus chers. Tandis que le prix d'abonnement trimestriel de la *Nouvelle gazette rhénane* est de 1 *thaler* et 15 *silbergroschen*, l'envoi dans d'autres régions de la Prusse fait augmenter le prix à 2 *thalers*, 3 *silbergroschen* et 9 *pfennigs*. L'expédition dans d'autres Etats d'Allemagne est encore plus chère. Ici le prix dépend des frais de la poste de chaque Etat car ces prix sont différents selon les Etats et ne correspondent pas uniquement à la distance du trajet. Ces frais d'expédition élevés sont évidemment un problème pour tous les journaux de l'époque.

L'abonnement trimestriel de la *Gazette du soir de Mannheim* coûte 1,24 *guldens* à Mannheim (à peu près 0,7 *thaler*), ailleurs en Bade 2, 3 *guldens* (environ 1,3 *thalers*) et au dehors de la Bade selon les frais de la poste respectif, donc sans doute encore plus cher.

La *Gazette allemande* coûte 10 *guldens* par année à Heidelberg⁴⁶⁴ (environ 6 *thalers* ; c'est-à-dire à peu près 1,5 *thalers* par trimestre). L'abonnement pour la Bade augmente à 12,26 *Guldens* (à peu près 7 *thalers*). Pour d'autres Etats vaut de nouveau la règle que le prix est fonction des frais de poste de l'Etat respectif⁴⁶⁵. Tout cela démontre une nouvelle fois que les informations et les débats dans les journaux coûtent cher. Avoir accès à ces «denrées» ne va pas de soi. S'il n'y avait pas eu les affiches dans les rues et les exemplaires des associations et des cafés, on peut conclure que la plupart des personnes modestes en auraient été exclues.

Le défi pour un journal «national» est donc aussi que son prix - encore plus élevé dans les autres Etats d'Allemagne - soit être accepté par le lectorat. Le prix considérablement plus élevé dans d'autres Etats que l'Etat d'origine fausse forcément le débat sur le rayonnement «national» d'un

⁴⁶³ Ibid.

⁴⁶⁴ Ulrike von Hirschhausen, op. cit. p.77.

⁴⁶⁵ Ulrike von Hirschhausen, op. cit. p.77. Hirschhausen indique un prix de 10,4 *thalers* pour la Prusse qui se réduit à partir de juillet 1848 à 8,56 *thalers*.

journal, car l'acceptation du prix dépend indubitablement aussi de la classe sociale et des moyens financiers du lectorat du journal en question. Chaque description du rayonnement d'un journal doit prendre en compte cet aspect.

La poste qui est un moyen indispensable pour la distribution fait parfois aussi sa propre politique ou s'aligne sur celle des gouvernements. En ce qui concerne la *Nouvelle gazette rhénane*, les problèmes avec la poste commencent à se faire sentir fin octobre 1848, donc après l'interdiction provisoire du journal. Cette date coïncide avec l'augmentation de la pression sur les publications et les associations démocrates. A partir de ce moment, un grand nombre de lecteurs se plaignent dans des lettres, adressées à la rédaction, d'un retard significatif ou d'une non-distribution tout court du journal. La plupart du temps, il ne s'agit visiblement pas d'un incident technique, mais d'une mesure prise volontairement à l'encontre du journal. Ainsi par exemple J. H. qui écrit de Sinzig :

«Depuis que votre feuille a ressuscité, elle n'arrive plus comme avant le matin, mais seulement vers midi, tandis que sa cousine : la Gazette de Cologne sert son bouillon fade à sa clientèle régulièrement le matin.»⁴⁶⁶

D'autres réclamations arrivent de Recklinghausen⁴⁶⁷, de Kalkar⁴⁶⁸ et de Siegen⁴⁶⁹, Jülich⁴⁷⁰, Wietscheid⁴⁷¹. Ces réclamations perdurent les sept mois que la *Nouvelle gazette rhénane* a encore à vivre. Selon une autre lettre, plusieurs lecteurs de Ratingen insistent sur le fait que la poste envoie bel et bien la *Gazette de Cologne*, mais non les exemplaires de la *Nouvelle gazette rhénane* ; selon cette lettre, les deux se trouvaient pourtant dans le même train.⁴⁷²

⁴⁶⁶ MEGA III/2, p.479 : J.H. an Karl Marx in Köln, Sinzig, 18. Oktober 1848 :

„Seitdem Ihr Blatt wieder auferstanden, erscheint dasselbe hier nicht mehr des Morgens, wie früher, sondern erst gegen Mittag, während die Frau Base „Kölnische Zeitung“ ihrer Sippschaft regelmäßig jeden Morgen ihre schmale Brühe aufischt.“

⁴⁶⁷ Ibid. p.480.

⁴⁶⁸ Ibid.p.482.

⁴⁶⁹ Ibid p.483.

⁴⁷⁰ Ibid p.490.

⁴⁷¹ Ibid p.493.

⁴⁷² Ibid. p.496, mehrere Abonnenten an die Redaktion der Neuen Rheinischen Zeitung in Köln, Ratingen, 1. November 1848.

Ces problèmes augmentent au point que le journal se voit obligé de publier régulièrement des remarques sur sa première page, indiquant que des journaux ont été expédiés ponctuellement et qu'il s'agit uniquement de problèmes liés à la poste. Ainsi le 19 octobre 1848, le journal mentionne un retard important des exemplaires envoyés à Düsseldorf⁴⁷³. Depuis, le journal indique régulièrement dans l'espace réservé pour l'expédition que tel ou tel supplément ou deuxième édition a été envoyé. Ainsi les abonnés ont la possibilité de contrôler eux-mêmes, si des numéros leur manquent.

Le journal lui-même devient victime des aléas de la poste. A plusieurs reprises les lettres et journaux de Vienne n'arrivent pas à l'heure ou pas du tout. A partir de janvier 1849, il arrive la même chose pour les envois de Berlin. A partir de novembre 1848, Berlin est en état de siège, et les interdictions des journaux (démocrates) de Berlin sont déjà mises en place. Cette fois-ci, le journal ne publie pas seulement une annonce, mais un article en première page⁴⁷⁴: «*Une interpellation à la poste*», où on constate de nouveau que la *Gazette de Cologne* n'a pas subi le même sort, car elle aurait bien reçu les correspondances de Berlin. La deuxième édition du même jour indique que de nouveau, le courrier en provenance de Prusse n'est pas arrivé⁴⁷⁵. Au début du printemps 1849, c'est la poste de l'Allemagne du Sud qui pose problème, et particulièrement les villes de Darmstadt et de Höchst, car elle refuse d'accepter les abonnements trimestriels ; elle exige qu'ils soient bisannuels (donc moins abordables pour un public modeste).⁴⁷⁶

Selon tous ces indices, la poste (ou plutôt les postes) semblait bien avoir sélectionné les journaux qui lui semblent acceptables et essaie par les moyens de retard ou non-expédition de certains journaux et de leur courrier, de faire sa propre politique d'information. La *Nouvelle gazette rhénane* est apparemment une de leurs cibles préférées. Pour la *Nouvelle gazette rhénane*, cela constitue un fait politique qui est traité dans le journal en tant que tel.

⁴⁷³ NGR, n°120 du 19 octobre 1848.

⁴⁷⁴ NGR, n°195 du 14 janvier (article : *Eine Interpellation an die Post*).

⁴⁷⁵ NGR, n° 195 du 14 janvier, 2^{ème} édition: „*Die preußische Reichspost ist abermals ausgeblieben.*“

⁴⁷⁶ NGR, n°255 du 25 mars 1849 : *Avis für unsere süddeutschen Abonnenten*.

II-1-2-c- Le tirage

Comme nous l'avons vu, La *Nouvelle gazette rhénane* n'a aucun soutien de l'extérieur, hormis un petit cercle d'amis sans moyens particuliers. Elle ne peut donc compter que sur ses propres forces. Les débuts reflètent d'ailleurs tout à fait à ce manque de moyens. Le nombre d'abonnés avec lesquels le journal démarre est modeste et ne dépasse au début du mois de juin pas les 300 exemplaires⁴⁷⁷. En très peu de temps, en quelques semaines, le journal est suffisamment connu pour que le premier congrès national des démocrates⁴⁷⁸ le désigne comme un des organes officiels du mouvement démocrate.

Cela est d'autant plus étonnant que ce laps de temps correspond à la période durant laquelle la *Nouvelle gazette rhénane* critique déjà les parlements de Francfort et de Berlin - inclusivement la fraction démocrate. Ses prises de position scandalisent les actionnaires du journal, tout autant qu'une partie importante du «grand public» en Allemagne. Mais étonnamment ce n'est pas un obstacle pour une augmentation constante des tirages. Le nombre des tirages grimpe continuellement pendant tout l'été 1848 et se chiffre - selon les indications d'Engels⁴⁷⁹ - autour de 5000 exemplaires au moment de l'interdiction temporaire du journal au mois de septembre. Après le redémarrage, le 11 octobre 1848, les tirages augmentent encore et s'élèvent au moment de l'interdiction définitive du journal en mai 1849, à environ 6000 exemplaires.

Ainsi, la *Nouvelle gazette rhénane* remplit ses exigences d'être un «grand journal». Ce constat devient évident quand on compare les tirages des journaux de l'époque. Au début du XIX^e siècle un

⁴⁷⁷ François Melis : *Zur Gründungsgeschichte...* op.cit., p. 53 : en ce qui concerne ces indications, Melis cite la *Gazette de Trier (Trier'sche Zeitung)* n°162 du 10 juin 1848.

⁴⁷⁸ Le premier congrès des démocrates se déroule du 14 au 17 juin 1848 à Francfort.

⁴⁷⁹ Friedrich Engels : *Marx und die Neue Rheinische Zeitung 1848/49*, op. cit. p.152.

Ces chiffres sont confirmés dans : François Melis : *Zur Gründungsgeschichte*, op. cit. p. 53, annotation 34. Melis cite le *Journal de Francfort (Frankfurter Journal)* du 21 mai 1849.

journal de 4000 tirages est considéré comme un «grand journal»⁴⁸⁰. Et seuls quelques journaux - tous des projets essentiellement économiques - dépassent ce chiffre⁴⁸¹.

La grande concurrente de la *Nouvelle gazette rhénane* à Cologne, la *Gazette de Cologne* a sur la même période un tirage autour de 17 000 exemplaires⁴⁸². Or la *Gazette de Cologne* est depuis des générations en main de la famille DuMont, un des éditeurs les plus importants d'Allemagne ; elle a donc un grand investisseur derrière elle. Quant à l'autre grand journal d'un certain niveau, la *Gazette générale d'Augsbourg*, elle ne dépasse jamais sensiblement un tirage de 10 000 exemplaires.

En ce qui concerne les journaux explicitement politiques, les chiffres sont tout à fait différents : La plupart des journaux démocrates sont très ancrés dans leur Etat, ou leur ville, mais ne dépassent pas considérablement les frontières de leur Etat, province ou ville d'origine.

Nobert Deuchert indique dans son étude sur la presse politique en Bade que les trois «grands» journaux radicaux de Bade ont ensemble un tirage de 5100 exemplaires⁴⁸³ en 1847. Ce sont des chiffres, juste avant la révolution, mais l'essor de la presse s'est produit en Bade plus tôt qu'ailleurs. Ces chiffres sont donc déjà relativement significatifs même pour l'époque de la révolution ; du moins ils donnent une idée de l'importance des journaux de Bade.

Le journal démocrate «*Les feuilles du Lac*» (*Seebblätter*) de Joseph Fickler, très influent dans la région autour du Lac de Constance, n'a jamais dépassé les 700 exemplaires⁴⁸⁴. *L'Observateur allemand* (*Der Deutsche Zuschauer*) de Gustav Struwe a atteint en 1847 un tirage de 1200 exemplaires⁴⁸⁵, considéré à l'époque comme très honorable. Il reste donc un tirage de 3200 exemplaires pour le journal le plus influent de Bade, la *Gazette du soir de Mannheim*.

⁴⁸⁰ Jürgen Wilke : *Auf dem Weg zur „Großmacht“: Die Presse im 19. Jahrhundert*, in. *Das 19. Jahrhundert*, herausgegeben von Rainer Wimmer, Walter de Gruyter, Berlin-New York, 1991, pp.73-94.

⁴⁸¹ Voir par exemple Rudolf Stöber, op. cit. p.212, voir également Rudolf Stöber, op.cit., le chapitre : *Die Makroökonomie der Presse*, pp.151 – 163.

⁴⁸² Ibid.: p.212.

⁴⁸³ Norbert Deuchert : *Vom Hambacher Fest zur badischen Revolution. Politische Presse und Anfänge deutscher Demokratie 1832 – 1848/49*, Konrad Theiss Verlag, Stuttgart, 1983, pp.228/229.

Pour Deuchert, ces trois journaux sont : *l'Observateur allemand* (Gustav Struwe), la *Gazette du soir de Mannheim* (Johann Peter Grohe) et les *Feuilles du lac* (Joseph Fickler).

⁴⁸⁴ Norbert Deuchert, op. cit. chapitre : *Die Seebblätter – Entwicklung, Verbreitung und Wirkung*, p.139 : Deuchert indique le tirage des *Feuilles du lac* à 400 exemplaires en 1845, et de 700 au plus pendant la révolution.

⁴⁸⁵ Norbert Deuchert : op. cit. p.230.

Des chiffres comparables sont indiqués pour la presse démocrate de Berlin, à peu près 2000 exemplaires pour la *Halle de journaux de Berlin*⁴⁸⁶, (*Berliner Zeitungshalle*) qui réussit à augmenter ses tirages à 4000 en août 1848⁴⁸⁷, 2000 exemplaires également pour le journal du jeune Schlöffel, «*l'Ami du peuple*»⁴⁸⁸ (*der Volksfreund*).

La *Gazette allemande*, autre grand journal politique, côté libéral, présente à son apogée au printemps 1848, un tirage de 4000 exemplaires, un nombre qui baisse en revanche considérablement à partir de l'été 1848⁴⁸⁹.

Le projet phare des milieux monarchistes, la *Nouvelle gazette prussienne*, soutenu par la grande noblesse et le milieu des propriétaires terriens, débute en juillet 1848 avec un tirage de 1000 exemplaires⁴⁹⁰. Les temps sont difficiles pour la presse monarchiste en été 1848. La *Nouvelle gazette prussienne* prend son essor à la fin de la révolution et augmente ses tirages vers les 3000 exemplaires⁴⁹¹.

Tous ces chiffres démontrent que le débouché de la presse politique en 1848 ne dépasse pas - toutes tendances confondues - quelques milliers d'exemplaires. Les 4000 exemplaires maximum pendant un certain temps de la *Gazette allemande* et de la *Halle des journaux de Berlin*, semblent effectivement être un seuil limite. C'est un seuil franchi par la *Nouvelle gazette rhénane*, avec ses 6000 exemplaires à partir de l'automne 1848. Ces chiffres représentent un nombre d'abonnés qui dépasse forcément le milieu de la *Ligue des communistes* et certainement aussi celui des démocrates radicaux au sens strict.

⁴⁸⁶ Rüdiger Hachtmann : *Berlin 1848. Eine Politik- und Gesellschaftsgeschichte der Revolution*, Dietz Verlag Nachf. Bonn 1997, p. 311/312 (annotation 3).

⁴⁸⁷ Rüdiger Hachtmann, op.cit. p.39.

⁴⁸⁸ *Ibid.* pp. 311/312 (annotation3).

⁴⁸⁹ Kurt Koszyk : *Deutsche Presse im 19. Jahrhundert, Geschichte der deutschen Presse, Teil II Colloquium Verlag Berlin, 1966, p.112, voir aussi :*

Ulrike von Hirschhausen, op. cit. pp.43-50. Hirschhausen indique ce tirage maximum pour la fin du mois de juin 1848, pour baisser vers la fin de la même année à 3000 exemplaires, pour baisser encore en été 1849 à 2000, pour finir en 1850 à moins de 1000 abonnements.

⁴⁹⁰ Rüdiger Hachtmann, op. cit. p.40.

⁴⁹¹ *Ibid.*

En ce qui concerne les journaux de nature explicitement politique, la *Nouvelle gazette rhénane* se présente comme le journal au plus fort tirage pendant la révolution. La *Gazette de l'Ouest (Westdeutsche Zeitung)* mentionne de plus pour la *Nouvelle gazette rhénane* au printemps de l'année 1848, un nombre de 2400 abonnés extérieurs à la Prusse, c'est-à-dire plus d'un tiers de l'ensemble des tirages. C'est un exploit considérable pour l'époque car les marchés de la presse supra-régionaux sont peu développés. Encore pour l'année 1866, Rudolf Stöber indique pour la *Gazette de la Croix* 328 exemplaires, envoyés dans d'autres Etats allemands et pour la *Gazette de Voss* pas plus de 63 exemplaires⁴⁹².

L'étude de l'ensemble de la situation financière et des conditions matérielles du journal reflète une image ambivalente, voire contradictoire.

Les conditions matérielles sont décidément précaires ; cela est le résultat inéluctable d'une base en capital fragile et de l'inexistence totale de réserves. A plusieurs reprises, cette situation déjà alarmante s'aggrave encore dramatiquement du fait des aléas des événements politiques. Il n'est certainement pas exagéré de conclure que d'un point de vue purement économique, la *Nouvelle gazette rhénane* était un projet à peine viable, voire pas viable du tout. Ce qui la maintient en vie, ce sont les efforts permanents de la rédaction et notamment du rédacteur en chef pour trouver chaque fois in extremis l'argent nécessaire à sa survie, en «ratissant» les fonds des cercles démocratiques de Cologne, de l'Allemagne entière et même de l'opposition polonaise. Ce sont des efforts couronnés de succès, dépassant néanmoins souvent les limites de «l'auto-exploitation». Les salaires des rédacteurs sont ridiculement bas⁴⁹³ ; Marx investit et perd une partie considérable de son patrimoine personnel ; les journées de travail n'en finissent pas et on y ajoute souvent la nuit.

Ces caractéristiques concernent certes une bonne partie de la presse démocratique. De plus, les problèmes financiers et juridiques sont récurrents. En revanche, certaines de ses feuilles ont l'avantage d'exister déjà depuis un certain nombre d'années - notamment la *Gazette du soir de*

⁴⁹² Rudolf Stöber, op. cit. p.153.

⁴⁹³ MEGA III/2, p. 510, *Ernst Dronke an Karl Marx in Köln. Paris, 20. November 1848* : Dans cette lettre de Dronke à Marx, nous trouvons les indications de 35-40 thalers par mois de salaire réellement reçu. Apparemment le salaire officiel était plus élevé, mais ne pouvait pas être payé.

Mannheim et la *Halle des journaux de Berlin*⁴⁹⁴. Elles ont pu s'établir déjà avant la révolution, tandis que les «nouveau-nés» comme la *Nouvelle gazette rhénane* doivent tout construire en très peu de temps. Dans ce sens, la situation de la *Nouvelle gazette rhénane* est particulièrement vulnérable.

Pourtant, malgré cette image plutôt morose, le succès du journal est indéniable. Malgré toutes les difficultés, la *Nouvelle gazette rhénane* arrive à se créer un environnement professionnel et le journal prend les allures d'un «grand journal». Avec ses 5000 - 6000 exemplaires de tirage, la *Nouvelle gazette rhénane* s'impose dans le paysage de la presse allemande comme une voix incontournable. Les clés de ce succès sont à chercher dans la qualité du travail rédactionnel.

II-2- Le travail rédactionnel

II-2-1- L'évolution de la profession de rédacteur en chef

En 1848, nous ne sommes pas encore à l'époque de véritables journaux de masse, qui ne font leur apparition qu'à partir des années soixante. En 1848, le journalisme n'est pas non plus considéré partout comme une vraie profession. Le plus souvent règne encore l'idée préconçue que les journalistes seraient des intellectuels ratés incapables de trouver une place ailleurs⁴⁹⁵.

⁴⁹⁴ Kurt Koszyk, op. cit. p.110 :

La *Halle des journaux de Berlin* est jusqu'au mars 1848 l'organe de l'ancien ministre du commerce Christian von Rothers et son « commerce maritime prussienne » (*Preußische Seehandlung*) mais à partir du début de la révolution, son rédacteur en chef, Gustav Julius, le mène vers une politique de la démocratie radicale. Koszyk considère la *Halle des journaux de Berlin* à partir de son supplément du 10 avril 1848 ; comme le premier journal de parti en Allemagne, Koszyk, op. cit. p.115.

Quant à la *Gazette du soir de Mannheim*, elle est au début de son existence, une feuille plutôt insignifiante, avant que – en 1842 – le socialiste vrai Karl Grün devienne son rédacteur en chef. Ce journal profite alors des conditions pour la presse plus « clémentes » qu'en Prusse. Karl Grün est finalement expulsé de la Bade, mais le journal garde – toujours selon les possibilités du moment – sa voie oppositionnelle et devient en 1848 la voix de la démocratie radicale du Sud. Voir Koszyk, op. cit. p.100 ou :

Norbert Deuchert, op. cit. chapitre 5 : *Die Mannheimer Abendzeitung* (1842-1849), pp.159-175.

⁴⁹⁵ Voir par exemple : Wolfgang Hardtwig : *Der monarchische Staat und das Bürgertum*, Deutscher Taschenbuchverlag, München, Originalausgabe September 1985, aktualisierte Auflage Januar 1998, le chapitre : *Die kritische Intelligenz*, pp.135-138, ou :

Jörg Requate : *Journalismus als Beruf. Entstehung und Entwicklung des Journalistenberufs im 19. Jahrhundert. Deutschland im internationalem Vergleich*, Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft Band 109. Herausgegeben von

En revanche, nous sommes déjà loin de la situation du début du XIX^e siècle. Le cas le plus fréquent à cette époque était que les journaux étaient fondés et menés par des écrivains ou autres intellectuels. Il s'agissait souvent d'une activité secondaire. Les fondateurs de ces journaux avaient normalement un autre travail (principal) à côté de leur journal ; de toute façon, avec un journal, on ne gagnait que rarement assez d'argent pour en vivre.

Joseph Görres par exemple, était l'éditeur de son journal le «*Mercur Rhénan*» (*Rheinischer Merkur*) et (le seul) journaliste en même temps. Le journal de Görres avait certes un écho considérable, mais il était tout seul à le rédiger. Les informations complémentaires venaient d'autres journaux ou de ses contacts personnels qui voyageaient dans les pays d'Europe pour des raisons diverses. Les informations voyageaient avec des personnes ou par la poste, qui mettait encore du temps à atteindre ses destinataires. C'était donc moins l'information en tant que telle qui était au premier plan, mais plutôt son commentaire. Dieter Paul Baumert⁴⁹⁶, dans son étude sur la naissance du journalisme allemand, appelle cette forme de journalisme : le «*journalisme écrivain*» (*der schriftstellerische Journalismus*).

Ce «journalisme écrivain» perdure jusqu'au *Vormärz*, où petit à petit une autre forme de journalisme fait son apparition. Cette catégorie nouvelle devient plus visible pendant la révolution de 1848, pour s'imposer définitivement à la fin du siècle. Il s'agit, toujours selon Baumert, du «*journalisme rédactionnel*»⁴⁹⁷ (*der redaktionelle Journalismus*). C'est une forme de journalisme qui est marquée par le travail de la rédaction, c'est-à-dire par la diversification des tâches et une spécialisation dans les domaines journalistiques. C'est justement la révolution de 1848 qui constitue la phase de transition entre le «journalisme d'écrivain» et le «journalisme rédactionnel».

Helmut Berding, Jürgen Kocka, Hans Peter Ullmann, Hans Ulrich Wehler, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen, 1995, II.2.4. Berufswahl *Journalismus : Auffangbecken für Gescheiterte ?*, pp. 156 – 158.

⁴⁹⁶ Dieter Paul Baumert : *Die Entstehung des deutschen Journalismus. Eine sozialgeschichtliche Studie*, Verlag von Duncker & Humblot, München und Leipzig, 1928.

⁴⁹⁷ Ibid. chapitre 5 : *Die Periode des redaktionellen Journalismus*, pp.47 – 84.

Le changement vient avec l'évolution des moyens de transport et l'industrialisation de l'imprimerie. La poste se sert maintenant des lignes de chemin de fer et de bateaux à vapeur. Les informations mettent maintenant en moyenne trois jours pour arriver à leur public au lieu d'une semaine minimum auparavant. L'effet inéluctable n'est pas seulement une accélération du flux d'informations, mais aussi une multiplication des informations qui arrivent chaque jour. Dorénavant, il est impossible à une personne seule de maîtriser ce qui est maintenant une véritable «surabondance» d'informations. Le traitement des informations a maintenant besoin du collectif, la rédaction. Plusieurs collaborateurs se partagent le travail et se spécialisent selon les rubriques. La fonction du rédacteur en chef s'impose par le besoin de coordonner le travail des autres rédacteurs et des correspondants.

La production des journaux est également révolutionnée par l'apparition de la presse rapide à vapeur et l'industrialisation de la production de papier. La presse rapide permet des tirages quasiment illimités et cela, plusieurs fois par jour si nécessaire. Mais elle constitue un tel investissement que seuls les journaux les plus importants peuvent se permettre ce «luxue». Pour cette raison, les journaux deviennent de plus en plus l'affaire des grandes maisons d'édition, qui assurent la base financière et aussi un cadre de protection, tant que la censure est en vigueur. Ainsi, la structure d'un journal devient encore plus complexe par le partage des responsabilités entre rédacteur en chef et éditeur. Or, l'implication des éditeurs signifie souvent une soumission du rédacteur en chef, qui devient un simple employé tributaire des contraintes économiques, dictées par l'éditeur⁴⁹⁸.

Cette situation de dépendance est typique pour les grands journaux de l'époque, comme la *Gazette générale d'Augsbourg* ou la *Gazette de Cologne*. Ces journaux étaient pendant des générations entre les mains de grandes familles d'éditeurs - la famille des Cotta pour la *Gazette générale d'Augsbourg* et la famille des DuMont pour la *Gazette de Cologne*. Cette forme d'édition garantissait une certaine pérennité par la puissance en capital de l'éditeur. En revanche, la

⁴⁹⁸ Wolfgang Donsberg : *Redaktionelle Strukturen* in : *Fischer Lexikon Publizistik Massenkommunikation*, herausgegeben von Elisabeth Noelle-Neumann, Winfried Schulz, Jürgen Wilke, Fischer Taschenbuchverlag, Frankfurt am Main, 1994, pp.75 – 91. Donsbach caractérise la fonction d'un rédacteur en chef comme : « *la direction du travail rédactionnel sous la commande de l'éditeur.*» (*Leitung der Redaktionsarbeit im Auftrag des Verlegers*), p. 77.

conséquence était la mainmise de l'éditeur sur la ligne du journal ce qui limitait considérablement les marges de manœuvre des rédacteurs.

Jörg Requate relate dans son étude sur l'évolution du journalisme en Allemagne⁴⁹⁹ qu'il n'y avait certes pas beaucoup de conflits ouverts entre les rédacteurs en chef respectifs et leurs éditeurs. Toujours est-il que les conséquences d'un non-respect des règles auraient été lourdes. Requate cite le cas d'un rédacteur en chef de la *Gazette d'Augsbourg*, lui-même ancien *Burschenschaftler*, qui avait passé deux ans en prison au début des années vingt du XIX^e siècle et qui se voyait contraint de censurer les articles des correspondants au début des années quarante - entre autre ceux d'Heinrich Heine - pour éviter des conflits avec des autorités. Requate conclut :

*« L'exemple démontre que même les rédacteurs qui avaient un passé politique intériorisaient rapidement le système de la censure et procédaient probablement aussi pour des articles rédigés par eux-mêmes avec la plus grande prudence. »*⁵⁰⁰

Quant à Marx, il écarte une telle dépendance en choisissant la forme légale de la *société par actions* et en nommant un gérant (le responsable devant la loi) dont le pouvoir est très limité. Le prix à payer est une base financière très aléatoire, dont nous avons déjà parlé.

Dans son impératif d'indépendance, Marx n'est pas seul. Un autre type de rédacteur surgit pendant la révolution. Avec l'abolition de la censure émerge quantité de journaux politiques, dont le but principal n'est pas le profit, mais la propagation d'une ligne politique. Ces journaux ne peuvent pas se permettre une ingérence dans leur ligne et ce sont les rédacteurs en chef qui veillent particulièrement à ce que le programme du journal soit respecté. Il s'agit de personnages comme Johann Grohe pour la *Gazette du soir de Mannheim (Mannheimer Abendzeitung)*, Joseph Wedemeyer pour la *Nouvelle gazette allemande (Neue Deutsche Zeitung)* ou Gustav Julius de la *Halle de journaux*

⁴⁹⁹ Jörg Requate: *Journalismus als Beruf.*, op. cit.

⁵⁰⁰ Ibid. op. cit. p.248 : „Das Beispiel zeigt, daß selbst Redakteure, die eine politische Vergangenheit hatten, das System der Zensur bald internalisierten und vermutlich auch bei den von ihnen selbst verfassten Artikeln größte Vorsicht walten ließen.“

de Berlin (*Berliner Zeitungshalle*)⁵⁰¹. La même position dominante du rédacteur en chef se trouve (du moins au début) auprès de la libérale *Gazette allemande* (*Deutsche Zeitung*) avec son rédacteur en chef Georg Gottfried Gervinus.

Les rédacteurs en chef de ces «journaux politiques» ont en commun que ce sont eux qui décident de la ligne du journal. Ici c'est le rédacteur en chef qui prime sur l'éditeur. La dépendance vis-à-vis d'un éditeur ou même d'un gérant est soit bien moindre, soit quasiment inexistante. Les éditeurs des journaux engagés sont souvent du même bord politique, ce qui facilite le travail du rédacteur en chef⁵⁰². Parfois le rédacteur en chef et l'éditeur sont la même personne et on revient en quelque sorte à la situation du «journalisme d'écrivain». Dans un autre cas de figure, on met en avant un «homme de paille» comme responsable officiel qui n'a aucune influence sur le contenu du journal, même s'il en est responsable devant la loi. Ce dernier cas est celui de la *Nouvelle gazette rhénane*.

Le gérant officiel de la *Nouvelle gazette rhénane* est, comme déjà mentionné, Hermann Korff⁵⁰³. Il gère la publicité pour le journal dans d'autres feuilles et il est responsable de la partie des petites annonces, indispensable pour le financement du journal. En tant que responsable officiel, c'est lui qui est impliqué lors de plusieurs procès de presse contre la *Nouvelle gazette rhénane*.

Cette dualité à symétrie variable entre éditeur et rédacteur est également décrite par Dieter Paul Baumert⁵⁰⁴. Baumert distingue également clairement plusieurs types de journaux et souligne que dans le cas du journal «idéologiquement orienté», le rédacteur peut prendre le dessus. Selon Baumert :

«La raison la plus importante réside dans la constitution littéraire et politique du journal, dont les facteurs déterminants pour la compétitivité en affaires de presse ne sont pas

⁵⁰¹ Plus d'informations sur la *Halle de journaux de Berlin* (*Berliner Zeitungs-Halle*) dans: Kurt Koszyk: *Deutsche Presse im 19. Jahrhundert, Geschichte der deutschen Presse, Teil 2*, Colloquium Verlag, Berlin, 1966, p.110.

⁵⁰² C'est par exemple le cas pour la *Gazette allemande*.

⁵⁰³ Des détails sur la vie de Korff et sa fonction tant que gérant de la *Nouvelle gazette rhénane* dans : Erhard Kiehnbaum : *Hermann Korff – Gerant der Neuen Rheinischen Zeitung. Bruchstücke seines Lebens*, in : *Die Journalisten Marx und Engels. Das Beispiel Neue Rheinische Zeitung*, Beiträge zur Marx-Engels Forschung, Neue Folge 2005, Argument-Verlag, Berlin, 2006, pp.223 – 248.

⁵⁰⁴ Dieter Paul Baumert, op. cit. pp.56/57.

uniquement créés par la dépendance de la puissance en capital et la capacité de crédit de l'éditeur, mais aussi par les convictions du lectorat en interaction avec l'idée du dirigeant politique. Justement par sa qualité en tant qu'outil politique, le journal n'est pas seulement devenu l'objet d'une entreprise capitaliste, qui se limite - sans prendre parti - à exploiter économiquement le besoin d'informations et de sensations les plus actuelles ou l'opinion politique la plus répandue au débouché local respectif (...) mais il est aussi resté moyen de publicité pour des idées politiques, portées par des personnalités individuelles ou par des groupes. Ce n'est alors pas le « marché idéologique » qui est prioritaire, mais l'idée, et ce n'est pour cette raison pas l'éditeur qui dirige l'entreprise, mais le journaliste.»⁵⁰⁵

C'est justement pendant la révolution de 1848, que ces journaux «idéologiquement orientés» émergent massivement. Selon la définition de Baumert, la *Nouvelle gazette rhénane* se trouverait donc dans cette catégorie, avec un rédacteur en chef fort et une rédaction importante. Dans ce sens, le journal porte des traits d'un «journalisme rédactionnel» ce qui correspond à un partage des tâches rédactionnelles et une professionnalisation croissante du travail. Cette professionnalisation commence effectivement à être indispensable pour un grand journal en 1848, s'il veut attirer un public au-delà d'une ville ou d'une région particulière. Attirer un public «national» est en effet un des objectifs principaux de la fondation de la *Nouvelle gazette rhénane*.

II-2-2- La conception rédactionnelle de Marx

Nous allons voir que la conception rédactionnelle de Marx correspond exactement à l'évolution du journalisme que nous venons de décrire. En quelque sorte il la précède même en développant très

⁵⁰⁵ Ibid.: „Der wichtigste Grund hierfür liegt wohl in der literarisch-politischen Bedingtheit der Zeitung, bei der deshalb nicht nur die von der Kapitalkraft und Kreditfähigkeit des Verlegers abhängige Aktualität, sondern auch die mit der Idee des politischen Führers in Wechselwirkung stehende Gesinnung der Leserschaft einen der die Konkurrenzverhältnisse im Zeitungswesen bestimmenden Faktoren bildet. Gerade wegen ihrer Eigenschaft als politisches Werkzeug ist die Zeitung nicht nur Objekt eines kapitalistischen Unternehmens geworden, das parteilos nur das aktuellste Nachrichten – und Sensationsbedürfnis oder die jeweils im lokalen Absatzbereich verbreitetste politische Auffassung wirtschaftlich auswerten will, (...) sondern sie ist auch Werbemittel für die von einzelnen Persönlichkeiten oder Gruppen getragenen Ideen geblieben, wo also nicht die Lage des „Gesinnungsmarktes“, sondern die Idee voransteht, und wo deshalb nicht der Verleger, sondern der Journalist Leiter des Unternehmens ist.“

tôt - même avant la révolution - une conception du rôle du rédacteur en chef et de la rédaction qui correspond à ce que Baumert décrit à propos du «journal idéologiquement orienté».

Marx s'appuie dans son travail de rédacteur en chef sur ses expériences de l'ancienne *Gazette rhénane* de 1842/43. Comme la *Nouvelle gazette rhénane*, l'ancienne *Gazette rhénane* avait l'exigence d'être un «grand journal»⁵⁰⁶. C'est en fait pendant son travail à la *Gazette rhénane* - dans un premier temps comme simple collaborateur - que Marx développe pour la première fois ses idées sur la rédaction d'un journal. Ces idées l'amènent plus tard à devenir le rédacteur en chef lui-même.

Lorsque la *Gazette rhénane* est à un moment donné submergée par les contributions d'un groupe de philosophes de *Jeunes hégéliens* de Berlin, elle passe dans une phase de crise où l'absence d'une conception rédactionnelle se fait sentir douloureusement. Dans cette situation, Marx expose dans une lettre au gérant Dagobert Oppenheim sa propre conception :

*«... premièrement des controverses générales et théoriques sur la constitution de l'Etat conviennent plutôt à des revues exclusivement scientifiques qu'aux journaux. La vraie théorie devrait être explicitée et développée dans des conditions concrètes et à l'aide des situations existantes.»*⁵⁰⁷ [...] *«Je considère comme indispensable que la Gazette rhénane ne soit pas dirigée par ses collaborateurs, mais que cela soit inversement elle qui dirige ses collaborateurs. Des exposés comme le concerné»*⁵⁰⁸ *donnent la meilleure occasion à esquisser aux collaborateurs d'esquisser un plan d'organisation déterminé. L'écrivain seul ne peut pas avoir devant les yeux l'ensemble de la même manière que le journal.»*⁵⁰⁹

⁵⁰⁶ Wilhelm Klutentreter : *Die Rheinische Zeitung von 1842/43 in der politischen und geistigen Bewegung des Vormärz*, Dortmunder Beiträge zur Zeitungsforschung, Wilhelm Ruhfus Verlag Dortmund, 1966, p.73 „Zweifellos haben die Gründer der Rheinischen Zeitung ein großes Blatt ins Leben rufen wollen.“

⁵⁰⁷ Karl Marx an Dagobert Oppenheim in Köln, Bonn ca. 25. August 1842, MEGA III/2, p. 280: *Erstens sind ganz allgemeine theoretische Erörterungen über Staatsverfassung eher passend für rein wissenschaftliche Organe als für Zeitungen. Die wahre Theorie muß innerhalb konkreter Zustände und an bestehenden Verhältnissen klar gemacht und entwickelt werden.*

⁵⁰⁸ Il s'agit d'un article d'Edgar Bauer sur le « Juste Milieu » qui donnait l'occasion à Marx d'écrire sa lettre.

⁵⁰⁹ Ibid.: „Ich halte es für unumgänglich, dass die Rheinische Zeitung nicht sowohl von ihren Mitarbeitern geleitet wird, als daß sie vielmehr umgekehrt ihre Mitarbeiter leitet. Aufsätze, wie der berührte, geben die beste Gelegenheit, einen bestimmten Operationsplan den Mitarbeitern anzudeuten. Der einzelne Schriftsteller kann nicht in der Weise das Ganze vor Augen haben als die Zeitung.“

Quelques semaines plus tard - devenu entre-temps lui-même rédacteur en chef de la *Gazette rhénane* - Marx critique vivement dans une lettre adressée à Arnold Ruge⁵¹⁰ ce groupe d'anciens collaborateurs du journal :

«J'exigeais de fournir moins de raisonnement vague, moins de phraséologie grandiloquente, moins de suffisance vaniteuse, plus de détermination, plus de connaissances approfondies des conditions réelles, plus de compétences.»⁵¹¹

Dans ces citations de l'année 1842, nous pouvons découvrir trois points essentiels de la conception de Marx sur la direction d'un journal. Ce sont les critères que Marx maintiendra pour le travail de la *Nouvelle gazette rhénane* et qui correspondent à la conception du «journalisme rédactionnel» :

Il s'agit premièrement du refus du «fauteuil confortable de l'abstraction»⁵¹². Ce ne sont pas des considérations générales et théoriques qui conviennent à un quotidien, mais le «concret». Toute prise de conscience doit avoir comme point de départ le «concret». Le «concret» signifie pour Marx dans le contexte d'un quotidien : les faits et les informations. La devise - chaque analyse doit se fonder sur des faits et des informations - distingue déjà la *Gazette rhénane* des autres journaux de l'époque de 1842/43. Avec plusieurs séries d'articles, comme celle sur le vol du bois et sur les vigneronns de la Moselle⁵¹³, Marx invente une sorte de «journalisme d'investigation» qu'il doit abandonner en exil, car il n'a plus accès à des sources d'information comme avant, et les journaux

⁵¹⁰ Arnold Ruge dirige à cette époque les «*Annales Allemandes*». Marx et lui correspondent assez fréquemment et développent des idées politiques semblables. Lorsque les *Annales Allemandes* comme la *Gazette rhénane* sont interdites en 1843, Ruge sollicite Marx pour éditer avec lui un journal à l'étranger : *les Annales franco-allemandes*. A Paris cependant, la ligne politique de ces deux hommes évolue dans un sens différent et le journal est bientôt abandonné.

⁵¹¹ *Karl Marx an Arnold Ruge in Dresden, Köln, 30. November 1842*, MEGA I, 2, p.285 :

„Ich forderte auf, weniger vages Rasonnement, weniger großklingende Phrasen, selbstgefällige Bespiegelungen und mehr Bestimmtheit, mehr Eingehen in die konkreten Zustände, mehr Sachkenntnis an den Tag zu fördern.“

⁵¹¹ Daniel Bensaïd : *Karl Marx et Friedrich Engels. Inventer l'inconnu. Textes et correspondances autour de la Commune, précédé de «Politiques de Marx» par Daniel Bensaïd*, édition la fabrique, Paris, 2008, p.49.

⁵¹² Expression utilisée par Marx pour dénoncer le journalisme des *Jeunes hégéliens* (voir MEW27, pp.409/410 : *Marx an Dagobert Oppenheim in Köln, Bonn, um den 25.August 1842*, p.410 : *„Jedenfalls verstimmen wir eine große, und zwar die größte Menge freigesinnter praktischer Männer, welche die mühsame Rolle übernommen haben, Stufe vor Stufe, innerhalb der konstitutionellen Schranken, die Freiheit zu erkämpfen, während wir von dem bequemen Sessel der Abstraktion ihre Widersprüche ihnen vordemonstrieren.“*

⁵¹³ *Gazette rhénane* n° 15 du 15 janvier 1843 ; *Gazette rhénane* n° 17 du 17 janvier 1843 ; *Gazette rhénane* n°18 du 18 janvier 1843 ; *Gazette rhénane* n°20 du 20 janvier 1843.

auxquels il collabore alors⁵¹⁴ ne sont pas des quotidiens. Il réédite en revanche cette forme de journalisme en 1848, et il l'exige clairement des rédacteurs de la *Nouvelle gazette rhénane*.

La deuxième exigence est la conséquence logique de la première, la compétence. Depuis le temps de la *Gazette rhénane*, Marx pratique lui-même et exige de la part de ses journalistes de véritables recherches sur les arrière-plans d'un événement et des connaissances avérées sur leur sujet. Ce sont les mêmes articles, notamment ceux sur les vigneron de la Moselle qui mènent la *Gazette rhénane* dans la ligne de mire des autorités prussiennes. Ses affirmations se révèlent irréfutables, ce sont des constats, basés sur des rapports officiels qui dénoncent l'attitude de l'administration prussienne.

C'est la même méthode qui prévaut pour la *Nouvelle gazette rhénane*. Une des séries d'articles la plus connue est celle sur les paysans de la Silésie⁵¹⁵, où Wilhelm Wolff démontre de la même manière que Marx, minutieusement, de quelle façon les riches propriétaires terriens se sont enrichis encore davantage sur le dos des paysans pauvres.

Une autre illustration est le discours de Marx devant les jurés pendant le premier procès contre la *Nouvelle gazette rhénane*⁵¹⁶. Le prétexte pour ce procès est un article sur l'arrestation de Friedrich Anneke et Andreas Gottschalk, les tumultes qui se produisent à Cologne par la suite et les agissements des notables prussiens⁵¹⁷. Cet article vaut à la *Nouvelle gazette rhénane* un procès en lèse-majesté. Marx réussit à convaincre les jurés que les faits ne peuvent pas constituer un cas de lèse-majesté, outre le fait que le terme de lèse-majesté n'existe pas dans le code napoléonien qui est toujours en vigueur en Rhénanie. Dans ce cas, Marx convainc également par sa compétence en tant que juriste.

⁵¹⁴ Il s'agit hors les *Annales franco-allemandes*, du « *En Avant* » (*Vorwärts*) et la *Gazette allemande de Bruxelles*. (*Deutsch-Brüsseler Zeitung*).

⁵¹⁵ Une série d'articles en forme d'éditoriaux : NGR, n° 252 du 22 mars 1849 : *Auch eine Milliarde*.

NGR, n° 255 (2^{ème} édition) du 25 mars (sans titre)

NGR, n° 256 du 27 mars 1849: *Die schlesische Milliarde*/ NGR, n° 258 du 29 mars 1849 : *Schlesische Milliarde*/NGR, n°263 du 4 avril 1849: *Die schlesischen Rezessen*/ NGR, n° 270 du 12 avril 1849: *Zur schlesischen Milliarde. Das Schutzgeld*/NGR, n°271 du 13 avril 1849: *Zur schlesischen Milliarde. Schutzgeld* / NGR, n°272 du 14 avril 1849: *Zur schlesischen Milliarde. Das raubritterliche Jagdrecht*/ NGR, n°281 du 25 avril 1849: *Zur schlesischen Milliarde- Oberschlesien*.

⁵¹⁶ NGR, n°221 du 14 février 1849.

⁵¹⁷ NGR, n°35 du 5 juillet 1848.

Le troisième aspect qui paraît dans les explications de Marx, est la revendication d'un « plan d'organisation déterminée ». Cela veut dire que les journalistes (qui sont nommés « écrivains » dans les textes de Marx et effectivement, à cette époque il n'y a pas encore une différenciation nette entre les deux catégories) devraient se tenir à certaines directives données par le journal. Il faut bien une concertation, mais les journalistes doivent respecter un plan d'ensemble dont le garant est le rédacteur en chef.

En fait, Marx esquisse ici la position forte d'un rédacteur en chef, comme il l'a lui-même occupé dans la *Gazette rhénane* de 1842/43 et qu'il reprend dans la *Nouvelle gazette rhénane* de 1848/49. Selon lui, c'est le rédacteur en chef qui a une vue sur l'ensemble, tandis que chaque autre rédacteur reste plus ou moins dans la spécialité de sa rubrique respective. L'autorité d'un rédacteur en chef résulte selon ce modèle non pas de son statut hiérarchique officiel, mais en premier lieu de sa fonction au sein du journal, fonction qui se justifie par la compétence de celui qui a une vue sur l'ensemble. Dans cette fonction, le rédacteur en chef exige des autres rédacteurs le même degré de compétence dans leurs domaines respectifs.

Outre ce rôle décisif du rédacteur en chef, les explications de Marx contiennent deux autres éléments. C'est d'abord l'idée qu'un journal a besoin d'un plan d'organisation. Cette idée indique déjà qu'une orientation politique devrait engager ses collaborateurs. C'est déjà le germe d'une conception du journal « idéologiquement orienté ».

L'autre élément est le rôle des rédacteurs. Ce n'est pas la conception d'une « rédaction collégiale », où tous les rédacteurs décident ensemble sur le contenu du journal, loin de là, mais nous allons voir que le « plan d'organisation », dont parle Marx et les exigences en compétences vis-à-vis de ses rédacteurs, nécessitent en contrepartie une autonomie relative des rédacteurs dans leur rubrique.

Effectivement la position forte de Marx en tant que rédacteur en chef de la *Nouvelle gazette rhénane*, est confirmée par Friedrich Engels. Il écrit dans son article sur *Marx et la Nouvelle gazette*

rhénane, que la rédaction était sous la «*simple dictature de Marx*»⁵¹⁸. Cela veut dire que Marx était en effet le décideur. Nous notons en revanche que le mot «dictature» n'a pas encore à l'époque, ou Engels écrit son texte, le sens d'un règne violent et illégitime, il s'agit en fait d'un pouvoir exceptionnel⁵¹⁹.

Engels rajoute d'ailleurs tout de suite après sa première remarque, que cette «dictature» n'était à aucun moment contestée par qui que ce soit et qu'un grand quotidien, notamment pendant la révolution, nécessitait une direction gardant la vue sur l'ensemble, capable de trancher rapidement dans des questions importantes.

D'autres témoignages confirment encore cette autorité que Marx a exercée sur sa rédaction. Paul Lafargue raconte dans ses souvenirs de Marx et Engels⁵²⁰ que les rédacteurs étaient en tant que groupe quasiment ingérables, justifiant ainsi largement le surnom de «*Schwefelbande*» (*bande sulfureuse*)⁵²¹. Pendant les quelques absences de Marx - lorsque Engels prend les rênes du journal - règne le chaos le plus total. Engels, avec ses manières un peu «rêches» (lui aussi avait mérité son surnom de «général») est apparemment incapable de les tenir. Il est question de disputes, de désordres, même de menaces de duel, bref d'«anarchie totale». Marx doit, quand il revient, utiliser

⁵¹⁸ Friedrich Engels *Marx und die „Neue Rheinische Zeitung“*, in: Iring Fetscher (Hg.): *Karl Marx, Friedrich Engels, Pressefreiheit und Zensur*, Europäische Verlagsanstalt Frankfurt, Europa Verlag, Wien, 1969, p.147: „Die Verfassung der Redaktion war die einfache Diktatur von Marx.“

⁵¹⁹ Daniel Bensaïd : *Inventer l'inconnu. Textes et correspondances autour de la Commune*, édition la fabrique, Paris, 2008, p. 49: « Le mot « dictature au 19^{ème} siècle, évoque encore la vertueuse institution romaine d'un pouvoir d'exception, dûment mandaté et limité dans le temps pour faire face à une situation d'urgence. Il s'oppose à l'arbitraire de la « tyrannie ».

D'autres historiens confirment une modification dans le sens du mot « dictature » ; cette question est fréquemment traitée lorsqu'il s'agit de « la dictature du prolétariat ». Voir Wolfgang Schieder in : *Karl Marx als Politiker*, R. Piper, München 1991, p.34:

„Überdies verstand er, ebenso wie Marx, unter der „Diktatur des Proletariats“ letzten Endes nichts anderes als die seit jeher prognostizierte ‚Klassenherrschaft des Proletariats‘. Der Begriff der „Diktatur“ war also für ihn mit der ‚Herrschaft‘ synonym.“

(De plus, il comprenait par « dictature du prolétariat » comme Marx finalement rien d'autre que « la domination de classe du prolétariat » pronostiquée depuis toujours. Le terme de la « dictature » était donc pour lui synonyme avec « domination.»)

⁵²⁰ Paul Lafargue : *Persönliche Erinnerungen an Engels*, in : *Mohr und General. Erinnerungen an Marx und Engels*, Berlin 1983, p.480.

⁵²¹ Notamment Georg Weerth adorait représenter la *Nouvelle gazette rhénane* comme enfant terrible de la presse allemande en évoquant son côté «diabolique».

toute sa diplomatie pour mettre de l'ordre et remettre cette bande explosive au travail, ce qu'il réussit effectivement.

Même si Marx n'est certes pas connu pour ses talents diplomatiques, en tant que rédacteur en chef il semblait avoir eu le don de dépassionner les disputes personnelles. C'était vraisemblablement parce que ses décisions avaient l'art de satisfaire ces «têtes chaudes» et qu'il avait réussi à mettre le travail journalistique au premier rang pour tout le monde. Au-delà de l'anecdote, cet épisode nous donne également un premier aperçu sur le caractère et le tempérament de l'équipe rédactionnelle, qui n'étaient certainement pas de simples exécutants.

II-2-3- Le rédacteur en chef comme organisateur

Le fait d'être un quotidien à l'époque de la révolution signifie être doublement pressé par le temps. Le travail d'élaboration d'un quotidien demande une organisation sans faille. En 1848, cette organisation doit être présente quasiment auprès de tous les foyers de la révolution. Le fait tout simplement de pouvoir «coller» à l'actualité partout et à tout moment exige un réseau important de correspondants et une rédaction qui travaille en permanence. Surtout le rédacteur en chef doit être présent pour trier et analyser les informations et les articles qui arrivent. Marx prend apparemment un grand soin à corriger les articles et à choisir les passages des correspondances qui devraient être publiées.⁵²²

Marx écrit lui-même certains éditoriaux importants, mais une grande partie est écrite par Engels. Il arrive à Engels d'être exaspéré par Marx en tant que journaliste. Une fois il se confie ainsi à Stephan Born qui est de passage :

«Il n'est pas journaliste» disait-il «et il ne le sera jamais. Un éditorial que quelqu'un d'autre écrit en deux heures, il le couve pendant une journée, comme s'il s'agissait de la solution d'un

⁵²² S.Z. Leviova : *Die Redaktionsarbeit der Neuen Rheinischen Zeitung*, in : *Jahrbuch für Geschichte* , Band 8, Akademie-Verlag, Berlin, 1973, p.50.

profond problème philosophique ; il change et peaufine et change de nouveau ce qu'il a changé ; il est tellement minutieux qu'il n'arrive jamais à terminer à l'heure.»⁵²³

Malgré ce cri du cœur, Engels reconnaît quand même la lourdeur des tâches organisationnelles du rédacteur en chef. En 1895, il écrit à Victor Adler lorsque la *Gazette des ouvriers* de Vienne devient un quotidien :

« Que tu n'aies pas de temps d'écrire des éditoriaux pour le moment se comprend ; pour Marx cela fut pareil avec la N[ouvelle] g[azette] rh[énane], [...] Le rédacteur en chef a au début suffisamment à faire en organisant, et cela est le plus important.»⁵²⁴

C'est donc l'organisation qui prend la plus grande partie du travail de Marx comme rédacteur en chef. Que le rédacteur en chef soit surtout organisateur concorde certes aussi avec la division des tâches au sein de la rédaction, mais cela devient également une nécessité absolue à ce moment précis du début de la révolution. Le choix et la coordination des articles, les négociations avec l'imprimeur, la coordination de l'impression et de la distribution des numéros l'absorbent presque entièrement. Sa charge de travail est considérable et cela d'autant plus que le journal est constamment à court d'argent et risque à plusieurs reprises de s'arrêter par manque de moyens.

Marx doit aussi s'occuper de lever des fonds pour la *Nouvelle gazette rhénane*. A deux reprises, Marx quitte Cologne - d'août à septembre 1848 pour Berlin et Vienne, en avril 1849 pour Brême et Hambourg. Un des objectifs prioritaires de ces voyages est la collecte d'argent.

Pour les mêmes raisons financières les négociations avec le gérant, l'imprimeur, et même avec les typographes se compliquent. Marx doit de surcroît gérer une vague importante de lettres de lecteurs qui proposent leurs services en tant que correspondants, ainsi que des demandes d'aide des journaux

⁵²³ Stephan Born: *Erinnerungen eines Achtundvierzigers*, hrgs. u. eingel. Von Hans J. Schütz, Dietz Nachf., Berlin, Bonn, 1978, p.103: „ Er ist kein Journalist“, sagte er „ und wird nie einer werden. Über einem Leitartikel, den ein anderer in zwei Stunden schreibt; hockt er einen ganzen Tag, als handle es sich um die Lösung eines tiefen philosophischen Problems; er ändert und feilt, und ändert wieder das Geänderte, und kann vor lauter Gründlichkeit niemals zur rechten Zeit fertig werden.“

⁵²⁴ Jürgen Herres : *Karl Marx als politischer Journalist im 19. Jahrhundert*, in: *Die Journalisten Marx und Engels. Das Beispiel „Neue Rheinische Zeitung“* Beiträge zur Marx-Engels-Forschung, Neue Folge 2005, Argument Verlag, 2006, p.17/18:

„Daß Du einstweilen keine Zeit hast zum Leitartikeln, begreift sich, es ging Marx bei der „N[eu]en Rh[einischen] Z[eitung]“ ebenso. [...]. Der Chefredakteur hat anfangs genug zu tun mit dem Organisieren, und das ist das wichtigste.“ (9.Januar 1895.)

démocratiques locaux, plus petits et encore plus dans l'urgence et le besoin que la *Nouvelle gazette rhénane*. Tous ces solliciteurs ne peuvent pas s'imaginer qu'un «si grand journal» se trouve à la limite de la banqueroute et qu'il a le plus grand mal à payer ses propres rédacteurs et correspondants.

Engels reste finalement quand même assez «jubilatoire» dans son jugement final sur son ami Marx, il déclare que :

«Aucun autre journal allemand, ni avant, ni après n'a jamais possédé autant de pouvoir et d'influence, n'a jamais su autant électriser les masses prolétariennes comme l'a fait la Nouvelle gazette rhénane. Et cela, elle le devait surtout à Marx»⁵²⁵

II-2-4- Les rédacteurs de la *Nouvelle gazette rhénane* ou la «bande sulfureuse»

Bien que Marx et Engels soient à l'origine du journal, ils s'entourent assez rapidement d'un groupe de collaborateurs comme rédacteurs, c'est-à-dire comme responsables permanents du journal, et non seulement comme correspondants occasionnels.

Cette rédaction permanente comprend outre Karl Marx et Friedrich Engels, Wilhelm Wolff, Ernst Dronke, Georg Weerth, Ferdinand Wolff, Heinrich Bürgers, et finalement Ferdinand Freiligrath qui rejoint la rédaction en octobre 1848.

Il s'agit donc d'un groupe de sept à huit personnes. Cela représente une rédaction «permanente» exceptionnellement nombreuse pour l'époque. Jusqu'à la révolution, la plupart des journaux disposent, hormis le rédacteur en chef, d'un nombre plus restreint de collaborateurs permanents. Les journaux prestigieux comme la *Gazette de Cologne*, *La Gazette de Bonn* ou la *Gazette de la Weser* (*Weserzeitung*) ne disposent pas à l'époque de plus de deux ou trois collaborateurs permanents, et

⁵²⁵ Friedrich Engels: *Marx und die Neue Rheinische Zeitung*, op. cit. p.152: „Keine deutsche Zeitung, weder vorher, noch nachher, hat je die Macht und den Einfluss besessen, hat es verstanden so die proletarischen Massen zu elektrisieren wie die Neue Rheinische. Und das verdankte sie vor allem Marx.“

quatre pour la très célèbre *Gazette d'Augsbourg*⁵²⁶. Seule la *Gazette allemande* qui paraît depuis le 1^{er} juillet 1847 dispose d'une équipe rédactionnelle de cinq collaborateurs⁵²⁷. L'importance qui est accordée à la rédaction permanente de la *Nouvelle gazette rhénane* saute donc immédiatement aux yeux.

La *Nouvelle Gazette rhénane* partage avec la *Gazette allemande* une autre particularité du travail journalistique, une répartition des tâches bien définie. Chaque rubrique est attribuée à un rédacteur respectif⁵²⁸, une rubrique qui se modifie au fur à mesure que la révolution évolue. Cette responsabilité pour une rubrique reste une des marques de fabrique de la *Nouvelle gazette rhénane* et témoigne d'une certaine indépendance de chaque rédacteur pour sa «spécialité» bien que - comme nous le verrons plus tard - l'influence du rédacteur en chef sur la ligne générale soit très fort.

Voici une brève esquisse du parcours des rédacteurs respectifs et de leurs responsabilités au sein du journal. Elle devrait amener à un premier éclairage sur les critères de choix des collaborateurs et à travers cela sur certaines priorités du journal.

Karl Marx, comme rédacteur en chef, est responsable pour la ligne générale du journal et s'occupe surtout de l'organisation. C'est lui aussi qui choisit les autres collaborateurs.

Marx a en 1848 tout juste 30 ans et déjà une carrière journalistique de six ans derrière lui. Après des études de droit et de philosophie, il débute en 1842 comme collaborateur de la *Gazette rhénane*⁵²⁹ pour devenir à 25 ans son rédacteur en chef. La notoriété de Marx en Allemagne est fondée essentiellement sur cette expérience, tandis que ses activités à Paris et Bruxelles sont peu connues du grand public allemand. Certains articles des *Annales franco-allemandes*, (*Deutsch- französische Jahrbücher*) du *Vorwärts* et surtout de la *Gazette allemande de Bruxelles* (*Deutsche Brüsseler Zeitung*) ont pourtant fait leur chemin clandestinement en Allemagne. Ce travail journalistique à l'étranger a valu à Marx surtout une certaine reconnaissance dans les milieux de l'émigration. En tant que journaliste et rédacteur en chef, il est sans doute le plus expérimenté du groupe. Selon Engels, son

⁵²⁶ Cité d'après: Ulrike von Hirschhausen: *Liberalismus und Nation. Die Deutsche Zeitung*, Droste Verlag Düsseldorf, 1998, p.42, annotation 7.

⁵²⁷ Ibid, p.42.

⁵²⁸ Ibid. p.42, également p.320.

⁵²⁹ Sur la *Gazette rhénane*: Wilhelm Klutentreter: *Die Rheinische Zeitung von 1842/43 in der politischen und geistigen Bewegung des Vormärz*, Dortmunder Beiträge zur Zeitungsforschung, 10.Band, Fr. Wilh. Ruhfus, Dortmund, 1966.

leadership n'est jamais contesté⁵³⁰. Il est surnommé par Dronke « *Jupiterhaupt* » (*tête de Jupiter*).⁵³¹
Nous avons déjà parlé de sa façon de diriger le journal.

Friedrich Engels remplace Marx en cas d'absence. Il signe à ces moments précis la ligne politique et reprend également le travail organisationnel. Dans la rédaction, il est considéré comme spécialiste des questions militaires. Il écrit au début du journal sur les débats des parlements de Francfort et de Berlin, jusqu'au mois d'août 1848 les articles sur d'Italie, sur les mouvements nationaux des Tchèques, sur la Pologne et en 1849 de nombreux articles sur la révolution hongroise. Une grande partie des éditoriaux viennent de sa plume.

Engels est en 1848 âgé de 28 ans. Comme fils d'une famille d'industriels, il a suivi une formation commerciale. Sa passion est pourtant le journalisme. Il écrit pour plusieurs journaux allemands, avant de travailler pour les affaires familiales en Angleterre. En Angleterre, il prend contact avec des chartistes anglais, et notamment avec Julian Harvey, le rédacteur en chef du *Northern Star* (*Etoile du Nord*) un journal qui devient pour lui une sorte de modèle journalistique. Son étude de la «*classe laborieuse en Angleterre*» a un grand écho en Allemagne. Il collabore ensuite aux mêmes journaux que Marx à Paris et à Bruxelles. En tant que journaliste de la *Gazette allemande de Bruxelles*, il est notamment responsable d'un échange permanent entre la *Gazette allemande de Bruxelles*, le journal démocrate parisien *la Réforme* et le journal des Chartistes en Angleterre *Northern Star*⁵³². Marx et Engels travaillent étroitement ensemble depuis 1844. Ils ont déjà fait un bout de chemin ensemble et partagent - hormis leurs activités journalistiques - l'engagement dans les *comités de correspondance communistes*, *l'association démocrate de Bruxelles*, *l'association ouvrière de Paris* et ensuite bien sûr les efforts pour transformer la *Ligue des justes* en *Ligue de communistes*

⁵³⁰ Friedrich Engels: *Marx und die neue Rheinische Zeitung*, op. cit. p.147: „ Hier aber war noch dazu Marx' Diktatur selbstverständlich, unbestritten, von uns allen gern anerkannt.“

⁵³¹ MEGA III/2 Briefwechsel Mai 1846 bis Dezember 1848, p.447 : *Ernst Dronke an Karl Marx in Köln*, 15. Mai 1848 : *Liebes „Jupiterhaupt“*...

⁵³² Friedrich Engels: *Zur Geschichte des Bundes der Kommunisten*, in: *Marx-Engels III Studienausgabe, Geschichte und Politik 1*, op. cit. p.19

Wilhelm Wolff⁵³³ qui est considéré comme le «troisième homme» de la rédaction, assume plusieurs responsabilités. Il est le grand spécialiste des questions paysannes et s'occupent des correspondances venant de Silésie. Il assure également la chronique «*de l'Empire*» (*Aus dem Reich*), où il informe sur les événements des petits Etats allemands et à partir de juillet 1848, il s'occupe également de la rubrique concernant «*les petites principautés du Danube*» (*Aus den Donaufürstentümern*). En tant que «secrétaire de rédaction»⁵³⁴, il apporte son aide à Marx dans le travail rédactionnel.

Wilhelm Wolff est avec ses 39 ans le plus âgé de la rédaction. Issu d'un milieu extrêmement pauvre de journaliers silésiens, il commence quand même des études universitaires. Il est le seul de la rédaction à avoir vécu et avoir participé aux *Burschenschaften*. A cause de ces engagements, il est envoyé pour six ans en prison. De nouveau en liberté, il travaille comme professeur privé et se fait un nom comme journaliste critique en Silésie. Ses reportages sur les conditions de logement indignes des classes inférieures de Breslau, lui vaut en novembre 1843 le surnom «Kasematten-Wolff»⁵³⁵(*loup des taudis*). Wolff est très impressionné par l'insurrection des tisserands de Silésie en 1844 et il écrit un article remarqué sur cet événement⁵³⁶. Au printemps 1846, il est accusé comme «démagogue» pour «délit de presse» (*Pressvergehen*)⁵³⁷. Wolff doit fuir la justice prussienne et s'exile à Bruxelles. C'est là, où il rejoint Marx et Engels. A partir de cette année, il participe à tous les projets, et cela en position de responsable. Il est notamment membre du comité central de la *Ligue des communistes*. Il est l'homme de confiance de Marx et aussi d'Engels et un conseiller incontournable dans toutes les questions d'importance.

⁵³³ Des détails sur la vie de Wilhelm Wolff dans: Walter Schmidt: *Wilhelm Wolff, Kampfgefährte und Freund von Marx und Engels 1846 – 1864*, Dietz Verlag, Berlin, 1979.

⁵³³ Friedrich Engels : *Zur Geschichte des Bundes der Kommunisten*, op. cit. p.13.

⁵³⁴ Walter Schmidt : *Wilhelm Wolff, Kampfgefährte und Freund von Marx und Engels*, op. cit. pp.171-181.

⁵³⁵ Ibid. p.13 : L'expression est un jeu de mots, car «Wolf» signifie «loup» en français.

⁵³⁶ Wilhelm Wolff: *Das Elend und der Aufruhr in Schlesien*, in: *Deutsches Bürgerbuch für 1845*, neu herausgegeben von Rolf Schloesser, eingeleitet von Hans Pelger, mit einem Vorwort von Walter Dirks, Ilv Leske Republik, Köln, 1975, 174-199.

⁵³⁷ Selon Friedrich Engels (*Wilhelm Wolff*, in/ MEW19, Dietz Verlag, 4. Auflage, Berlin, 1973, unveränderter Nachdruck der 1.Auflage, Berlin, 1962, pp. 55-58) La raison de sa mise en accusation était insignifiante. Walter Schmidt (*Wilhelm Wolff*, in: *Männer der Revolution von 1848*, Akademie-Verlag Berlin, 1970, pp.39-78) mentionne un article qui avait mis en cause le militarisme prussienne, sans donner des détails. Schmidt n'indique pas non plus le lieu de publication de cet article.

A Bruxelles, il travaille pour la *Gazette allemande de Bruxelles* et pour le *Bateau à vapeur de Westphalie (Westphälisches Dampfboot)*⁵³⁸. Après la révolution de mars, il est pour quelques mois émissaire de la Ligue, avant d'être sollicité pour collaborer à la *Nouvelle gazette rhénane*.

Ernst Dronke est avec ses 26 ans un des benjamins du groupe. Il est natif de Coblenche et suit des études de droit, d'abord à Bonn, ensuite à Berlin, des études qu'il ne termine pas, car il préfère l'écriture. Comme beaucoup d'écrivains de l'époque, il gagne (difficilement) sa vie en publiant des feuilletons dans des quotidiens divers, *le Messenger frontalier* » (*Grenzbote*) de Leipzig, la *Gazette de Cologne (Kölnische Zeitung)*, le *Journal de Francfort (Frankfurter Journal)*, la *Gazette du soir de Mannheim (Mannheimer Abendzeitung)* ou le *Miroir de la société (Gesellschaftsspiegel)* de Moses Hess⁵³⁹.

Déjà avant la révolution, Dronke a une certaine notoriété en tant qu'écrivain. Son livre le plus connu, «*Berlin*»⁵⁴⁰ est un mélange de nouvelles et d'études socio-politiques. A la suite de la publication de ce livre, il est condamné à deux ans de prison à la forteresse de Wesel, où il devient membre de la *Ligue des communistes* dans des circonstances assez aventureuses. Il arrive à s'enfuir et rejoint le groupe autour de Marx et Engels à Bruxelles. A partir de ce moment, il appartient au cercle étroit autour de Marx et Engels et a très vite des responsabilités considérables au sein de la Ligue. Selon un de ses biographes Alfonso A. Frost, il devient membre du comité central fin mars 1848⁵⁴¹ avant de revenir en Allemagne. A l'instar de Wilhelm Wolff, il travaille pendant quelques mois comme émissaire de la *Ligue des communistes* avant de participer à la *Nouvelle gazette rhénane*.

En tant que rédacteur du journal, il assure d'abord la correspondance de Francfort avant de s'installer à Cologne. Par la suite, il fait à plusieurs reprises des allers-retours entre l'Allemagne du Sud et Cologne en mission pour le journal. Il écrit un certain nombre d'éditoriaux sur l'*Assemblée nationale de Francfort*. Recherché par la police à Cologne, il se rend à Paris où il signe comme

⁵³⁸ Walter Schmidt : *Wilhelm Wolff, Kampfgefährte und Freund von Marx und Engels*, op. cit. pp.14-16.

⁵³⁹ Irina Hundt : *Ernst Dronke, Schriftsteller und Kommunist*, in : *Männer der Revolution*, Band II, Akademie Verlag Berlin, 1987, pp.89.

⁵⁴⁰ Ernst Dronke : *Berlin*. Nachdruck der Erstausgabe Frankfurt am Main 1846, herausgegeben von Rainer Nitschke, Luchterhand Verlag, Darmstadt und Neuwied, Mai 1974.

⁵⁴¹ Alfonso A. Frost jr. : *Ernst Dronke. His Life and His Works*, North American Studies in Nineteenth-Century German Literature. Vol.2, Peter Lang, New York. Bern. Frankfurt am Main, Paris, 1988.

responsable des articles sur la France. Il écrit également une série d'articles sur l'évolution en Italie. Il est une des «plumes» du journal, mais a aussi un rôle non négligeable comme organisateur.

Georg Weerth est le deuxième écrivain de la rédaction. A l'instar de Dronke, il est très jeune. Il a 26 ans en 1848. Originaire de Detmold, dans le duché de Lippe, il est le cinquième enfant d'une famille de pasteur.⁵⁴²

Weerth a une formation d'employé commercial. Dans le cadre de son métier, il passe plusieurs années en Angleterre où il devient un fin connaisseur du milieu ouvrier. Pour cette raison, il est également un des spécialistes du journal pour l'Angleterre, pour l'Amérique et pour la Belgique. En Angleterre, où il est déjà membre de la *Ligue des justes*, il rejoint également les *fraternal democrats*. Weerth fait la connaissance d'Engels et de Marx en 1845 ; il rejoint le groupe des collaborateurs proches en 1846 à Bruxelles⁵⁴³. A Bruxelles, c'est lui qui tient un discours très remarqué au congrès de *l'association démocratique* sur les taux de protection.

Weerth fait dès le départ partie du groupe fondateur du journal et arrive à Cologne avant Marx et Engels pour préparer le terrain.

Il est le responsable du feuilleton de la *Nouvelle gazette rhénane*. Grand admirateur de Heinrich Heine et connu pour son imagination débordante, il écrit plusieurs séries satiriques et assure la chronique : « *Stupidités des journaux allemands* » (*Blödsinn deutscher Zeitungen*)⁵⁴⁴, où il critique les articles d'autres journaux. Dans la série : « *Esquisses humoristiques de la vie commerciale allemande* » (*Humoristische Skizzen aus dem deutschen Handelsleben*), il utilise ses connaissances du milieu du commerce et son sens de la satire. Son œuvre la plus connue est le roman à feuilleton : « *Vie et Hauts faits du célèbre chevalier Schnapphanski* » (*Leben und Taten des berühmten Ritters Schnapphanski*)⁵⁴⁵,

⁵⁴² Florian Vaßen : *Georg Weerth. Ein politischer Dichter des Vormärz und der Revolution von 1848/49*. J.B.Metzlerische Verlagsbuchhandlung, Stuttgart, 1971, p.11.

⁵⁴³ Ibid.p.19.

⁵⁴⁴ Voir Georg Weerth : *Blödsinn deutscher Zeitungen und anderes*, mit einem Nachwort von Dieter Pforte, Anhang von Bruno Kaiser, Anabas-Verlag Günter Kumpf KG Steinbach, Oktober 1970.

⁵⁴⁵ Georg Weerth : *Leben und Taten des berühmten Ritters Schapphanski* (publié dans les numéros suivants de la NGR): NGR, n°69 du 8 août 1848 / NGR, n° 70 du 9 août 1848 / NGR, n° 71 du 10 août 1848 / NGR, n°72 du 11 août 1848 / NGR, n°74 du 13 août 1848 / NGR, n°92 du 2 septembre 1848 / NGR, n°95 du 6 septembre 1848 / NGR, n°103 du 15 septembre 1848 / NGR, n° 104 du 16 septembre 1848 / NGR, n°105 du 17 septembre 1848 / NGR, n°106 du 19 septembre 1848 / NGR, n°107 du 20 septembre 1848 / NGR, n° 167 du 13 décembre 1848 / NGR, n° 169 du 15 décembre 1848 / NGR, n°171 du 17 décembre 1848 / NGR, n°172 du 19 décembre 1848 / NGR, n° 176 du 23 décembre 1848 / NGR, n°178 du 25 décembre 1848 / NGR, n°185 du 3 janvier 1849 / NGR, n° 188 du 6 janvier 1849 / NGR, n°201 du 21 janvier 1849.

une brillante satire du député conservateur de l'Assemblée de Berlin, le Duc de Lichnowski, et de la noblesse allemande en général, une satire qui lui a valu un procès au printemps 1849.

Mais Weerth n'écrit pas uniquement des satires, mais également d'autres articles, dont plusieurs éditoriaux surtout sur l'Angleterre. Francis Melis a révélé dans une étude⁵⁴⁶ que Weerth avait rédigé environ 160 contributions sur l'économie et la politique britannique dans la rubrique «Grande-Bretagne». Il est particulièrement utile pour ses connaissances du milieu bourgeois qui servent non seulement ses satires, mais profitent aux autres articles, et probablement aussi à la collecte de fonds pour le journal⁵⁴⁷.

Ferdinand Wolff est appelé «le loup rouge» (*der rote Wolf*) pour le distinguer de Wilhelm Wolff, (lui étant surnommé «Lupus») non à cause de ses convictions, mais à cause de ses cheveux roux. Au sein de la rédaction de la *Nouvelle gazette rhénane*, il est responsable des articles sur la France. Il écrit de nombreux articles, notamment sur *l'insurrection de juin* ou sur les débats de l'Assemblée nationale.

Ancien étudiant en médecine, il vit pendant dix ans à Paris et est un grand connaisseur des cercles politiques français et du milieu ouvrier en France, où il garde de multiples contacts. Il connaît par exemple personnellement Auguste Blanqui. Ferdinand Wolff est actif depuis des années dans les cercles de l'émigration allemande et dans le milieu ouvrier français avant de rejoindre Marx et Engels à la fin de l'année 1848. Fin septembre 1847, il devient membre de la *Ligue des communistes* et a des responsabilités surtout dans l'organisation à Paris⁵⁴⁸, où il reste d'abord, tandis que les autres

⁵⁴⁶ François Melis : *Georg Weerth in neuer Sicht : Großbritannienberichterstatter und Feuilletonist der Neuen Rheinischen Zeitung*. In: *Grabbe-Jahrbuch 2004, Bielefeld, 2005, pp.176-303*; cité d'après: François Melis: *Eine neue Sicht auf die Neue Rheinische Zeitung? Zur Edition der MEGA²-Bändel/7-9*, in: *Die Journalisten Marx und Engels. Das Beispiel Neue Rheinische Zeitung*, Argument Verlag, Berlin-Hamburg 2006.

⁵⁴⁷ Voir François Melis : *Georg Weerth und die „Neue Rheinische Zeitung“*. *Neue Tatsachen und Erkenntnisse*; in: *Bürgerliche Revolution und revolutionäre Linke. Beiträge eines wissenschaftlichen Kolloquiums anlässlich des 70. Geburtstages von Helmut Bock*. Herausgegeben von Walter Schmidt, Trafo Verlag Dr. Wolfgang Weist, Berlin, 2000.

⁵⁴⁸ Walter Schmidt: *Ferdinand Wolff. Mitstreiter von Marx und Engels in der Redaktion der „Neuen Rheinischen Zeitung“*, in: Helmut Bleiber, Walter Schmidt und Rolf Weber: *Männer der Revolution von 1848*, Band II, Akademie Verlag Berlin, 1987, p.17 et MEGA III/2, p. 439: *Der Kreis Paris an die Zentralbehörde des Bundes der Kommunisten in Köln. Paris, 30, April 1848*: „...und wir haben es dem B[ruder] F. Wolff lediglich zu verdanken, daß die deutschen Komm[unisten] hier Anerkennung finden. B[ruder] Wolff hat mit großem Eifer und mit vieler Sachkenntniß in persönlichen Berührungen sowohl als in manchem französischem Klub die wirkliche Arbeiterbewegung auseinandersetzt;(..)“ signé Ewerbeck.

membres de l'organisation partent pour l'Allemagne. Selon l'article biographique de Walter Schmidt⁵⁴⁹, il fait partie dès le départ et encore à Paris, du groupe qui prépare la parution du journal.

Ferdinand Freiligrath, le dernier arrivé et le troisième écrivain du groupe, rejoint la rédaction en octobre 1848. Freiligrath est originaire de Düsseldorf. A l'instar de Weerth, il a suivi une formation comme employé commercial. Freiligrath est un des poètes le plus connu du *Vormärz*⁵⁵⁰. A l'époque de la *Gazette rhénane*, une joute poétique devenue célèbre, le confronte à Georg Herwegh qui est alors rédacteur de la *Gazette rhénane*. A cette époque, il défend la neutralité de l'art. Plus tard il passe plusieurs années en Angleterre avant de rentrer en Allemagne. Il a alors changé de position - sur l'art et sur la politique. Dans son poème : «*Die Toten an die Lebenden*» (*Les morts s'adressent aux vivants*), il accuse les demi-mesures de changement après la révolution et la remontée en force de la réaction. Accusé de lèse-majesté à cause de ce poème, il est vivement défendu par la *Nouvelle gazette rhénane*. Après son acquittement, il rejoint la rédaction.

En tant que rédacteur, il publie non seulement ses poèmes, mais il est surtout responsable des articles sur l'Angleterre. A cette époque, la plupart des autres rédacteurs sont recherchés par la police et en fuite ou dans la clandestinité. Freiligrath s'occupe alors avec Marx et Weerth seuls de la totalité du travail rédactionnel. Il assure pour un certain temps les articles sur tout l'étranger, sauf sur la France⁵⁵¹.

Après l'échec de la révolution, il est un des responsables de la reconstruction de la *Ligue des communistes* dans la clandestinité avant d'être obligé de quitter de nouveau le pays.

Heinrich Bürgers, publiciste de profession, est une très ancienne connaissance du groupe des communistes de Cologne. Ce groupe est issu d'un ancien cercle de discussion autour de l'ancienne *Gazette rhénane*, le *cercle du lundi* (*Montagskränzchen*). Bürgers rejoint le groupe autour de Marx

⁵⁴⁹ Walter Schmidt: *Ferdinand Wolff*...op. cit. p.17.

⁵⁵⁰ Voir par exemple David Menschenfreund: *Ferdinand Freilighgrath. Ein politischer Dichter des 19. Jahrhunderts*, Thèse pour le doctorat d'université, soutenu devant la Faculté des Lettres de l'Université de Dijon. Dijon, 1935, ou Manfred Häckel: *Ferdinand Freiligrath*, in: *Männer der Revolution*, op. cit. pp.79 – 99.

⁵⁵¹ Manfred Häckel : *Freiligraths Briefwechsel mit Marx und Engels*, Teil 1: Einleitung und Text. Bearbeitet und eingeleitet von Manfred Häckel, 2. unveränderte Auflage, Akademie Verlag, Berlin, 1976, p.50.

dès 1844 et rend visite à Marx plusieurs fois à Paris et à Bruxelles⁵⁵². Il participe aux *comités de correspondances communistes*, mais n'a pas de responsabilités au sein de la Ligue. Il est en revanche membre de la direction de la *Société démocratique de Cologne*. Bürgers écrit peu d'articles, mais il a formulé le prospectus du journal. Très apprécié dans les cercles démocrates de Cologne et très implanté dans ce milieu, il assure le lien entre le journal et le mouvement démocrate et s'occupe également du travail organisationnel du journal.

Ces quelques remarques biographiques laissent entrevoir que les membres de la rédaction se caractérisent visiblement par un nombre de traits communs ou semblables. Ces traits caractéristiques concernent certes pour une grande partie leurs convictions politiques communes, mais pas exclusivement. On peut rajouter le fait qu'ils sont tous issus de l'exil ou du moins qu'ils connaissent bien d'autres pays européens et qu'ils parlent plusieurs langues. Ils se ressemblent également dans leur formation et leur culture, dans l'expérience journalistique et l'aisance dans l'écriture et finalement aussi dans l'appartenance à la même génération.

II-2-4-a- Expériences politiques communes

Parmi les sept rédacteurs du début de la *Nouvelle gazette rhénane*, quatre sont membres du comité central de la *Ligue des communistes* (Marx, Engels W.Wolff et Dronke). Le groupe appartient pour la plupart de ses membres depuis plusieurs années au cercle étroit autour de Marx et Engels. Même avant leurs activités au sein de la *Ligue des communistes*, ils ont plusieurs années de travail comme oppositionnels derrière eux, en Allemagne ou à l'étranger.

⁵⁵² Wilhelm Klutentreter: *Die Rheinische Zeitung*op. cit. chapitre : *Von der „Rheinischen Zeitung“ zur „Neuen Rheinischen Zeitung“*, p.37.

I-2-4-b- Un regroupement d'exilés

Tous les rédacteurs - à l'exception de Bürgers - ont passé plusieurs années à l'étranger. Non seulement ils parlent plusieurs langues, mais ils connaissent aussi parfaitement les conditions et les milieux politiques des pays respectifs. Ces connaissances et les contacts noués facilitent les reportages d'actualité sur les autres pays européens. Ce fait implique également un autre regard sur la situation en Allemagne, un regard un peu «de l'extérieur», plus critique, toujours tenté de comparer les conditions en Allemagne avec les conditions ailleurs.

De là vient probablement aussi une certaine aisance à parler des événements dans les autres pays. Pour eux, c'est pour ainsi dire «naturel» d'analyser les informations les plus actuelles de la France, de l'Italie ou de la Grande Bretagne. C'est une facilité qui fait totalement défaut à la plus grande partie des journaux allemands de l'époque qui, soit reprennent les articles des journaux du pays respectif, soit s'appuient sur les correspondances des contacts - des contacts qui sont souvent des voyageurs occasionnels et qui ne connaissent pas forcément le fonctionnement du pays «de l'intérieur»⁵⁵³.

Il y a évidemment beaucoup d'autres émigrés qui rentrent en Allemagne dans les mois qui suivent la révolution. Certains essaient de se fondre dans les structures politiques qui se sont créés entre-temps et de s'intégrer de nouveau en Allemagne. Arnold Ruge par exemple, de retour de Paris, devient député à Francfort, plus tard, il s'installe à Berlin et édite le journal *La Réforme (Die Reform)*. D'autres, comme Moses Hess ou Wilhelm Weitling ont beaucoup de difficultés à accepter de nouveau les conditions en Allemagne qui - malgré la révolution - diffèrent tellement des anciens pays d'accueil; les deux ne sont que de passage.

La particularité de la rédaction de la *Nouvelle Gazette rhénane* est en fait que d'anciens exilés se retrouvent ensemble, pour ainsi dire «concentrés» dans une structure commune.

Au regard de cet arrière-plan, il n'est pas étonnant que Marx pense depuis longtemps que l'Allemagne se trouve dans un éternel retard par rapport à la France. Il déclare en 1844 la « *guerre à la situation en Allemagne. (..) Elle est en dessous du niveau de l'Histoire, elle est en dessous du niveau de toute critique, mais elle reste un objet de critique...* »⁵⁵⁴. La révolution ne lui a pas fait

⁵⁵³ Ibid. pp.73 /74, Klutentreter explique que cette pratique perdure aussi dans les années après le *Vormärz* et il cite notamment Theodor Fontane.

⁵⁵⁴ Karl Marx: *Kritik der Hegelschen Rechtsphilosophie, Einleitung, MEW 1, p.380:*

fondamentalement changer d'avis. Les articles de la *Nouvelle gazette rhénane* reflètent constamment l'idée que la révolution allemande emboîterait le pas à la situation des autres pays européens. Prenons comme exemple cette remarque sur la localisation de l'*Assemblée nationale allemande* à Francfort :

«L'Assemblée nationale (...) souffre d'une bizarre maladie germanique. Elle réside à Francfort sur le Main, et Francfort sur le Main n'est qu'un centre virtuel (..) Francfort sur le Main n'est pas non plus une grande ville avec une grande population révolutionnaire, qui est derrière l'Assemblée nationale, partiellement la protégeant ; partiellement la poussant en avant. Pour la première fois dans l'histoire mondiale, l'Assemblée constituante d'une grande nation réside dans une petite ville. (..) Tandis que les Assemblées nationales françaises ou anglaises se trouvaient sur un sol crachant du feu – Paris ou Londres – l'Assemblée nationale allemande devait s'estimer heureuse de trouver un sol neutre.» [..]⁵⁵⁵

Cette comparaison avec Paris ou Londres reste pour la rédaction un repère.

A l'époque il n'y a pas d'autres rédactions de grands quotidiens en Allemagne qui connaissent une telle concentration de personnes venant de l'étranger avec des idées d'ailleurs. Cette présentation du choix de la rédaction montre donc qu'il ne s'agit pas du tout pour la *Nouvelle gazette rhénane* de s'intégrer ou d'accepter une situation existante, mais au contraire mesurer la situation en Allemagne à l'aune de la situation en Europe.

Ces hommes venant de l'exil partagent cette «culture d'opposition» a priori seulement avec les journaux de Bade, où le régime parlementaire à deux Chambres a facilité l'émergence d'une presse critique. En Bade, l'évolution du clivage entre les libéraux modérés, et les démocrates radicaux est en effet considérablement en avance par rapport au reste de l'Allemagne.

„ Krieg den deutschen Zuständen (..) Sie stehn unter dem Niveau der Geschichte, sie sind unter aller Kritik, aber sie bleiben ein Gegenstand der Kritik...“.

⁵⁵⁵ NGR, n°7 du 7 juin 1848 :

„Die deutsche Nationalversammlung (..) leidet an einer eigentümlich germanischen Krankheit. Sie residiert in Frankfurt am Main, und Frankfurt am Main ist nur ein idealer Mittelpunkt (..) Frankfurt am Main ist auch keine große Stadt mit einer revolutionären Bevölkerung, die hinter der Nationalversammlung steht, teils schützend, teils vorwärts treibend. Zum erstenmal in der Weltgeschichte residiert die konstituierende Versammlung einer großen Nation in einer kleinen Stadt (..) Während französische und englische Nationalversammlungen auf einem feuerspeienden Boden standen – Paris und London – mußte die deutsche Nationalversammlung sich glücklich schätzen, einen neutralen Boden zu finden (..)“

II-2-4-c- Expériences avec la Prusse

La plupart des rédacteurs viennent des régions diverses de la Prusse, mais aucun est originaire de la capitale Berlin ni des régions «traditionnelles» de la Prusse. Ils viennent plutôt des régions excentrées qui «subissent» la domination prussienne, principalement de la Rhénanie ou de la Silésie en ce qui concerne Wilhelm Wolff. Certains n'ont pas la nationalité prussienne. Marx et Dronke sont apatrides et Weerth est né dans le duché de Lippe. Ce qui les réunit n'est pas tellement l'origine commune en soi, mais surtout une haine profonde de l'autoritarisme, de la soif du pouvoir et de l'arrogance des autorités prussiennes. Ils ont connu personnellement l'exigence de pouvoir et des «capacités de nuisance» de l'Etat prussien.

Wilhelm Wolff, par exemple, a passé six ans dans les cachots prussiens et il n'est pas prêt à renouveler l'expérience. Très impressionné par l'insurrection des tisserands de Silésie en 1844, il établit très rapidement un lien entre le système politique et la misère des pauvres⁵⁵⁶, un sujet qui ne le quitte pas⁵⁵⁷. Dronke, originaire de Coblenche en Rhénanie, a également connu le cachot prussien ; de plus, il a été expulsé de Berlin et de surcroît déchu de la nationalité prussienne. Pendant les mois de la révolution, il essaie en vain de récupérer cette nationalité - comme le fait Marx lui aussi - pour être protégé d'une nouvelle expulsion.

A l'exception de Wilhelm Wolff et de Georg Weerth, tous les autres rédacteurs sont d'origine rhénane. Georg Weerth est né à Detmold (comté de Lippe), mais a fait son apprentissage à Elberfeld et a travaillé ensuite à Cologne avant de partir pour l'Angleterre. La confrontation entre Rhénans et Etat Prussien est une des constantes de la *Nouvelle gazette rhénane*.

Bien que la grande bourgeoisie rhénane se soit réconciliée avec l'Etat prussien, cela n'est pas le cas de la population ni des intellectuels rhénans. Pour beaucoup d'intellectuels, la Prusse ne cesse d'être considérée comme une puissance étrangère et hostile. Cologne est d'ailleurs toujours ville forteresse et connaît une concentration de militaires qui est plus forte que celle des frontières de

⁵⁵⁶ *Le Bateau de Vapeur de Westphalie*, édition de mai 1847, p. 270, d'après Walter Schmidt: *Wilhelm Wolff*, op. cit. p.70.

⁵⁵⁷ Ibid.: A Bruxelles, comme rédacteur de la *Gazette allemande de Bruxelles* et du *Bateau de vapeur de Westphalie*, son sujet principal sont les révoltes de faim en Belgique et en Allemagne.

l'Est. Les incidents entre soldats et la population ne diminuent pas. Les remarques de Friedrich Engels sur l'attitude prussienne à l'occasion des débats sur la Pologne à Francfort, sont un cri de cœur, compréhensible par chaque Rhénan :

«Nous aussi, nous connaissons la façon dont, tout récemment encore, les fonctionnaires prussiens ont usé « pour tout donner et imposer ». Quel Rhénan, ayant eu l'affaire à des fonctionnaires vieux prussiens importés de fraîche date, n'a eu l'occasion d'admirer leur incomparable, leur arrogante infatuation, leur outrecuidance éhontée, ce mélange d'esprit borné et d'infailibilité, cette grossièreté sans appel.»⁵⁵⁸

Au vu de l'incompatibilité de la mentalité et des traditions politiques, nombre de Rhénans considèrent la Prusse - à côté de la Russie - comme le véritable centre de la *Sainte Alliance*, comme le pays de la «barbarie», à l'instar de Karl Marx qui proclame dans la *Nouvelle gazette rhénane* :

Si la Prusse ne redoute pas 'une perte momentanée de la province rhénane', la province rhénane redoute encore moins une perte permanente de la domination prussienne. Si les Prussiens s'allient avec les Russes, les Allemands s'allieront avec les Français et mèneront avec eux la guerre de l'Ouest contre l'Est, de la civilisation contre la barbarie, de la république contre l'autocratie.»⁵⁵⁹

En conséquence la rédaction de la *Nouvelle gazette rhénane* considère la Prusse de 1848 comme le véritable centre de pouvoir en Allemagne et le véritable danger pour la révolution. L'attention du journal se portera donc particulièrement sur les conditions politiques en Prusse.

⁵⁵⁸ Pour la traduction : *Les débats sur la Pologne à Francfort*, in : *K.Marx Œuvres IV, Politique I*, édition de Maximilien Rubel, Paris, Gallimard 1994, collection la Pléiade, p. 1024, cité dans : Jean Louis Lacascade : *Les métamorphoses du jeune Marx*, op.cit. p.24 (original: NGR, n° 70 du 9 août 1848) :

„ Auch wir kennen die Art, in der die preußischen Beamten noch in letzter Zeit gewohnt waren „alles zu geben und aufzuzwingen“. Wo ist der Rheinländer, der nicht mit frischimportierten altpreußischen Beamten zu tun gehabt, der nicht die Gelegenheit gehabt hat, dies unvergleichliche, naserweise Besserwissen, dies unverschämte Dreinreden, diese Vereinigung von Beschränktheit und Unfehlbarkeit, diese apodiktische Grobheit zu bewundern"

⁵⁵⁹ NGR, n°25 du 25 juin 1848 (publié aussi dans : MEW 5, p.105), *Drohung der Gervinus-Zeitung* :

„Wenn sich Preußen nicht ‚vor einem momentanen Verlust der Rheinprovinz scheut‘, scheut sich die Rheinprovinz noch weniger vor einem „permanenten“ Verlust preußischer Herrschaft. Wenn die Preußen mit den Russen, werden die Deutschen sich mit den Franzosen alliiieren und mit ihnen vereint den Krieg des Westens gegen den Osten, der Zivilisation gegen die Barbarei, der Republik gegen die Autokratie führen.“

II-2-4-d- Connaissance du monde bourgeois

Les rédacteurs Friedrich Engels, Georg Weerth et Ferdinand Freiligrath ont une formation professionnelle du négoce et du commerce et ils ont une expérience professionnelle de plusieurs années dans leur profession. Ce fait leur permettra d'ailleurs de renouer avec cette même activité après la révolution, lorsqu'il s'agit tout simplement de gagner sa vie pour survivre. Cette connaissance du monde bourgeois et des rouages du fonctionnement économique, ce regard «de l'intérieur» du monde bourgeois permet des analyses qui distinguent la rédaction de la *Nouvelle gazette rhénane* de la plupart des autres rédactions de l'époque.

Marx n'a pas cette formation commerciale, mais il était rédacteur en chef du premier journal en Allemagne qui s'est occupé de l'économie - la *Gazette rhénane*. Depuis cette époque, il étudie le lien entre des évolutions économiques et les questions sociales et politiques. Marx démontre par exemple le non-fondé d'un article de la *Gazette de Cologne* par des calculs économiques. Cet article fait l'éloge de la monarchie constitutionnelle de la Belgique et considère les conditions dans cet Etat comme exemplaires⁵⁶⁰. Marx répond avec des chiffres et des statistiques en soulignant l'augmentation de l'appauvrissement, de la criminalité des jeunes des couches inférieures ; des évolutions qu'il met en relation avec le dépérissement de l'industrie de la Belgique et une chute considérable de l'exportation.

II-2-4-e- L'idéal bourgeois de l'éducation

A l'exception d'Engels, les rédacteurs viennent de la (petite) bourgeoisie cultivée. Par leur milieu familial, par leurs études ou par des études autodidactes, ils ont intégré l'idéal bourgeois éducatif. Cet idéal comprend une connaissance poussée du monde de la littérature mondiale et du théâtre, de l'Histoire, ainsi qu'une certaine perfection dans la maîtrise de la rhétorique et des langues étrangères vivantes et anciennes.

⁵⁶⁰ NGR, n °68 du 7 août 1848 (également in MEW5 : *Der Musterstaat Belgien*, pp.315- 318)

Le premier article d'Engels critique vivement le fonctionnement de l'assemblée de Francfort. Afin de démasquer l'indifférence de cet assemblée face aux problèmes cruciaux et l'étouffement de ces problèmes par des procédures de règlement, Engels utilise une expression en latin - en langue latine - la répète plusieurs fois pour augmenter l'effet, en combinant cette expression avec d'autres langues et en la variant selon la question qui est traitée. «*Fiat reglementum partout et toujours*»⁵⁶¹ devient ainsi : «*pereat mundus, fiat reglementum*»⁵⁶² pour se transformer en : «*pereat Moguntia, fiat reglementum*»⁵⁶³ et finir en : «*fiat politia, pereat reglementum*»⁵⁶⁴. Ce jeu de mots est assez drôle et brillant, mais évidemment incompréhensible pour qui ne possède pas le même degré de culture générale. Dans tous les éditoriaux, de la part de tous les rédacteurs, les citations de Heine fusent. Marx et Engels en citent des vers entiers⁵⁶⁵, mais presque aussi fréquemment Goethe, Shakespeare et Cervantes. Surtout Marx se réfère fréquemment à la *Révolution française*⁵⁶⁶ ou aux *guerres napoléoniennes*. Ce sont des références qui se répandent à partir de l'éditorial jusqu'au feuilleton. Georg Weerth fustige de plus le style de langage insuffisant d'autres journaux⁵⁶⁷. Il repère par exemple 17 fautes de style pour 34 lignes d'article de *la Réforme*, journal de Ruge. Le même Georg Weerth avait écrit, ses «*chansons de Lancashire*» (*Lieder aus Lancashire*)⁵⁶⁸ ou les «*chanson des compagnons*» (*Handwerksburschenlieder*)⁵⁶⁹ d'une manière sobre et simple. Les rédacteurs de la *Nouvelle gazette rhénane* ont certes intégré l'idéal bourgeois de l'éducation, mais ils l'utilisent aussi d'une façon consciente pour leur journal.

⁵⁶¹ *Que le règlement règne, partout et toujours* (la deuxième partie de la phrase est en français dans l'original).

⁵⁶² .. *même si le monde succombe, que le règlement règne.*

⁵⁶³ *et même si Mayence succombe, que le règlement se fasse.*

⁵⁶⁴ *que l'autorité de l'Etat règne, même si le règlement succombe.*

⁵⁶⁵ NGR, n° 34 du 4 juin 1848, „*Vereinbarungsdebatten*“ (également in: MEW5, p.161).

*M.H. Ich bin glücklich heut
In Eurer Mitte zu weilen
Wo so viel' edle Gemüter mir,
Mit Liebe entgegenheulen.
Was ich in diesem Augenblick
Empfinde, ist unermeßlich;*

*Ach! Diese schöne Stunde bleibt
Mir ewig unvergesslich;*

Cité d'après: „*Deutschland, ein Wintermärchen*“ Kaput XII; 161 435.

⁵⁶⁶ Par exemple : NGR, n° 4 du 4 juin 1848 dans les articles : «*Das Ministerium Camphausen*, (MEW5, p.32)

⁵⁶⁷ NGR, n° 139 du 10 novembre 1848 (feuilleton).

„*Die „Reform“ schließt jetzt die 34 Zeilen lange Passage, in der wir nicht mehr als 17 Stilfehler, Simpeleien und Widersprüche entdeckten* (...).“

⁵⁶⁸ Georg Weerth: *Ausgewählte Werke*, herausgegeben von Bruno Kaiser, Verlag Volk und Welt, Berlin, 1948, pp. 19-27.

⁵⁶⁹ *Ibid.* : pp. 30-35.

II-2-4-f- L'expérience journalistique

Tous les rédacteurs viennent du monde de la publication et ils ont plusieurs années d'expérience derrière eux, soit en tant que journaliste ou rédacteur en chef ou en tant qu'écrivains qui publient également dans les journaux. Ce dernier fait est une pratique qui date du XVIII^e siècle, mais qui s'est généralisée pendant le *Vormärz*.

Le choix des rédacteurs reflète également une exigence de professionnalisme. La volonté de travailler d'une manière professionnelle semble nettement prévaloir par rapport à d'autres critères. Car il y a d'autres collaborateurs importants de Marx à Cologne, comme Karl Schapper et Joseph Moll⁵⁷⁰, qui eux, ne rejoignent pas à la rédaction.

II-2-4-g- L'âge des rédacteurs

Il s'agit d'une rédaction étonnamment jeune. Personne ne dépasse la quarantaine. Le rédacteur en chef a tout juste 30 ans, trois des sept rédacteurs n'ont même pas trente ans (Engels, Dronke, Weerth). Cela est d'autant plus remarquable si on compare cette rédaction avec d'autres publicistes ou hommes politiques de l'époque. La plupart des acteurs de l'époque ont la quarantaine passée ou sont encore beaucoup plus âgés⁵⁷¹. Cette jeunesse facilite également une plus grande ouverture vers de nouvelles techniques (la presse rapide) ou de nouvelles formes juridiques de la presse (la *société par actions*). Les jeunes hommes de cette rédaction ont peu de respect pour leurs aînés qu'ils ne considèrent que très rarement comme exemplaires. C'est un groupe exubérant, débordant de plaisanteries, une joyeuse compagnie. Stephan Born qui est de voyage à Mayence et passe par

⁵⁷⁰ Ces deux derniers s'occupent de l'association ouvrière. Schapper est correcteur du journal, mais il n'écrit pas d'articles.

⁵⁷¹ Pour comparaison : En 1848, Heinrich von Gagern, le président de l'*Assemblée nationale de Francfort* a 49 ans, Ludolf Camphausen, le chef du gouvernement prussien après la révolution en a 45. L'historien et rédacteur en chef de la *Gazette Allemande* Georg Gottfried Gervinus a 43 ans. Un des plus importants journalistes du même journal Karl Mathy a 41 ans. L'ancien rédacteur en chef des *Annales Franco-Allemandes* et l'actuel rédacteur en chef du journal berlinois *la Réforme* Arnold Ruge a 46 ans. On pourrait poursuivre ces exemples. Très peu de ces acteurs ont moins de 40 ans, et extrêmement peu ont moins de 30 ans.

Cologne, tient à faire une visite aux locaux de la rédaction pour revoir la «*bande sulfureuse*» (*Schwefelbande*), comme ils sont appelés⁵⁷².

II-2-4-h- Bilan

Le bilan de ces points communs des membres de la rédaction, laisse déjà apparaître la stratégie de la *Nouvelle gazette rhénane* pour s’implanter dans l’espace public bourgeois. Cette façon particulière se laisse résumer en deux notions : cohérence et compétence.

Il s’agit d’une cohérence au niveau de la ligne du journal. Les critères de choix des rédacteurs diminuent considérablement les risques de grandes différences d’opinion ou d’analyse. L’arrière-plan commun (connaissance des pays étrangers, expérience journalistique, idées politiques communes) permet aux rédacteurs de voir les événements d’un même regard. Cette cohérence existe à un tel point qu’il est parfois impossible de détecter l’auteur d’un article. C’est le cas des articles d’Engels et de Dronke, qui écrivent à un moment donné sur le même sujet, c’est-à-dire sur *l’Assemblée nationale de Francfort*.

Cette ligne cohérente est rare à l’époque dans le paysage journalistique d’Allemagne. Nous avons déjà cité l’historien Shlomo Na’amam qui a constaté qu’il n’y a pas de contradiction, de rupture ou d’incohérence dans la ligne de la *Nouvelle gazette rhénane*, comme c’était le cas de la plupart des autres journaux de l’époque :

«Ainsi la Nouvelle gazette rhénane défendit dès le premier moment de son existence une ligne qui n’a jamais changé et qui avait dû avoir une influence notable sur ses lecteurs ; Il s’agissait du seul journal - à l’exception peut-être de la Gazette de la croix⁵⁷³- qui défendait une ligne aussi absolument claire.»⁵⁷⁴

⁵⁷² Voir par exemple Wilhelm Liebknecht: *Erinnerungen eines Soldaten der Revolution*, Dietz Verlag Berlin, 1976, p.201: „ Es war die Zeit der tollen „Schwefelbande“. (C’était l’époque de la pétulante «bande sulfureuse»).

⁵⁷³ Il s’agit de la *Neue Preußische Zeitung*- déjà mentionné auparavant -journal monarchiste fondée en été 1848.

⁵⁷⁴ Shlomo Na’aman : *Lassalle*, Verlag für Literatur und Weltgeschehen GmbH, Hannover, 1970, p.128:

Il paraît ensuite très plausible que les rédacteurs ont été choisis pour une grande partie pour leur compétence en tant que journaliste, c'est-à-dire qu'ils devaient savoir écrire. La présence de trois écrivains plaide pour cette hypothèse. Ces trois sont des maîtres de la langue, ils excellent beaucoup moins en tant que leaders politiques et ils n'ont pas été choisis pour cela. Les rédacteurs sont d'abord des collaborateurs professionnels du journalisme. Ils écrivent depuis des années pour des journaux et connaissent les contraintes du métier. Très compétents dans leur rubrique, ils sont aussi suffisamment flexibles pour changer de rubrique rapidement si la situation l'exige. Dans un court laps de temps, ils sont de nouveau spécialistes de leur domaine. Leur passé politique leur permet de s'adapter très vite à une tournure surprenante de la révolution ou à des situations personnelles difficiles (fuite, clandestinité passagère, manque d'argent) tout en écrivant des articles. Ce sont des personnalités fortes qui partagent le travail au journal comme un projet politique et comme un engagement personnel et non seulement comme une activité professionnelle.

L'exigence d'une écriture d'excellence expliquerait également le cas d'Heinrich Bürgers, qu'on a déjà mentionné dans un chapitre précédent. Effectivement, l'écriture fleurie et pompeuse du prospectus ne correspond pas du tout au style précis habituel de la *Nouvelle gazette rhénane*. Nous avons déjà expliqué notre hypothèse selon laquelle il s'agit dans ce cas exceptionnellement d'un choix politique tactique et non journalistique, car Bürgers joue un rôle considérable auprès des démocrates de Cologne. Malgré cela, et malgré le fait qu'il continue à établir un lien entre le journal et le mouvement démocrate de Cologne, il est de fait écarté de la rédaction en tant que journaliste⁵⁷⁵. La suite de notre hypothèse concernant Bürgers est qu'il ne savait tout simplement pas écrire selon les normes d'excellence du rédacteur en chef. Le style du prospectus que Bürgers avait écrit correspond encore au style de l'époque et en ce sens il a rempli sa fonction : attirer des futurs actionnaires. Mais pour le journal, les exigences sont autres. Il devrait être concis et faire mouche. Bürgers est bien moins capable que les autres rédacteurs de remplir cette tâche.

„So verfocht die „neue Rheinische Zeitung“ vom ersten Moment ihres Bestehens an eine Richtung, die nie geändert wurde und auf die Leser weitgehend Einfluß haben mußte. Es war die einzige Zeitung, abgesehen vielleicht von der „Kreuzzeitung“, die so unbedingt eine klare Linie verfocht.“

⁵⁷⁵ MEGA III/3, p. 502, Heinrich Bürgers an Karl Marx in London, Düsseldorf, den 27. März 1850 :

Dans cette lettre, Bürgers décrit lui-même que son rôle dans la rédaction de la *Nouvelle gazette rhénane* s'est limité à celui d'un notable. (*bloßer Honorius*).

L'exigence d'une écriture d'excellence nous amène à l'objectif envisagé par le journal : peser sur l'espace public bourgeois. Le public du mouvement démocrate qui est particulièrement ciblé par la *Nouvelle gazette rhénane* est un public cultivé qui non seulement comprend, mais encore recherche toutes ces références au théâtre à la littérature et à l'Histoire. Car il s'agit de points de références dans un monde qui bouge. La révolution a fait éclater les lignes fixes de la politique et de la vie. Utiliser les citations et les métaphores de la culture veut dire pour ce public précis proposer des outils de compréhension et d'explication. C'est également un appel à conquérir - toujours dans le langage de la culture - l'espace public politique, jusqu'alors inaccessible à une bonne partie de ce public. Plus ces références culturelles sont utilisées avec brio, plus les positions politiques qui sont exprimées deviennent acceptables ou du moins envisageables pour ce public qui reste encore hésitant.

II-3- Les rubriques de la *Nouvelle gazette rhénane*

II-3-1- Les éditoriaux de la *Nouvelle gazette rhénane*

II-3-1-a- L'éditorial comme forme journalistique

L'éditorial est un article d'opinion qui exprime explicitement le point de vue de la rédaction et non l'avis d'un seul rédacteur individuellement.⁵⁷⁶ Il représente pour son journal une sorte de «colonne vertébrale» et lui donne son profil spécifique⁵⁷⁷. Pour cette raison, il prend traditionnellement une place privilégiée au début de la première page⁵⁷⁸.

⁵⁷⁶ Voir sur ce sujet: *Fischer Lexikon Publizistik Massenkommunikation*, hrsg. von Elisabeth Noelle-Neumann, Winfried Schulz, Jürgen Wilke, Fischer Taschenbuch Verlag, Frankfurt am Main, 1994, chapitre: *Leitartikel*, pp. 108-110.

⁵⁷⁷ Rudolf Stöber, op.cit. p.313 Le mot allemand pour éditorial «Leitartikel » est emprunté de l'anglais «leading article». Il a la double signification de «introduire» et «d'instruire, guider».

⁵⁷⁸ Cette place traditionnelle a changé entre-temps. De nos jours, les quotidiens réservent normalement les premières pages pour les actualités.

Déjà dans le *Vormärz*, pendant la courte période d'assouplissement de la censure 1842/43, certains quotidiens, notamment la *Gazette rhénane*, essaient d'introduire l'éditorial, mais ce n'est pas encore une pratique systématique. L'éditorial ne s'impose comme forme journalistique qu'après la révolution de mars, car évidemment il fallait l'abolition de la censure pour pouvoir exprimer librement la ligne politique d'un journal⁵⁷⁹. Mais même après la révolution, la prise de position globale d'une rédaction n'est pas forcément une évidence pour tous les journaux. Elle reste l'apanage des journaux politiques⁵⁸⁰.

Même après la révolution de 1848, la *Gazette générale d'Augsbourg* refuse encore d'introduire l'éditorial comme forme journalistique. Sa conception reste celle d'un «forum d'opinions» (*Sprechsaalkonzeption*)⁵⁸¹. Son exigence de neutralité est en revanche déjà à partir du *Vormärz* souvent considérée comme opportunisme.

Dans la recherche, c'est généralement la *Gazette allemande* qui tient un rôle d'avant-garde pour l'éditorial, c'est en effet le premier quotidien allemand qui introduit à la veille de la révolution en 1847 l'éditorial sous une forme régulière et pérenne. Ce journal prône également une séparation nette entre les articles qui expriment l'avis de la rédaction et les articles informatifs⁵⁸².

Cette conception d'une séparation claire entre analyse et information devient à partir de cette époque un modèle pour d'autres quotidiens politiques. Mais elle n'est à l'époque de la révolution pas la règle. Cette conception est plutôt une exception même pour les journaux qui connaissent déjà la forme journalistique de l'éditorial. Contrairement à la tradition anglaise, la tradition allemande ne connaît pas au XIX^e siècle de séparation stricte entre analyse et information. En 1815, le *Mercure rhénan* de Joseph Görres par exemple contient jusqu'à 50% d'articles qui sont en même temps

⁵⁷⁹ Un aperçu sur le processus de l'abolition de la censure in: Franz Schneider: *Pressefreiheit und politische Öffentlichkeit. Studien zur politischen Geschichte Deutschlands bis 1848*, Politica. Abhandlungen und Texte zur politischen Wissenschaft. Herausgegeben von Wilhelm Hennis und Hans Maier, Band 24, Luchterhand Verlag 1965, chapitre IX: *Das Ende der Zensur*, pp.289 -312.

⁵⁸⁰ Voir Jörg Requate : *Journalismus als Beruf*, op. cit., chapitre 2.2 : *Die « Allgemeine Zeitung »*. *Keine deutsche Times*, pp. 271 – 280 et chapitre 4.2 : *Anspruch und Wirklichkeit der Unparteilichkeitsbehauptung*, pp.366-382.

⁵⁸¹ Elke Blumenauer : *Journalismus zwischen Pressefreiheit und Zensur. Die Augsburger «Allgemeine Zeitung» im Karlsbader System (1818-1848)*, Böhlau Verlag, Köln, Weimar, Wien, 2000, p.45.

⁵⁸² Ulrike von Hirschhausen : *Liberalismus und Nation. Die Deutsche Zeitung 1847-1850*, op. cit. pp.96/97.

informatifs et d'analyse⁵⁸³. La *Gazette rhénane* de 1842/43 et la *Gazette allemande de Bruxelles* de 1847 pratiquent certes l'éditorial fréquemment, mais prônent par ailleurs la conception d'un journal politique qui a des éléments de raisonnement dans strictement toutes les rubriques. Quant à la *Nouvelle gazette rhénane*, elle se tient clairement au modèle de sa prédécesseur - la *Gazette rhénane*. La séparation entre informations et analyses n'est pas son exigence. Au contraire, elle prône ouvertement le caractère politique des informations qu'elle diffuse et elle ne revendique en aucun cas d'être «objective», mais veut être au contraire un journal qui prend parti.

II-3-1-b- La présentation des éditoriaux de la *Nouvelle gazette rhénane*

Etant donné que la plupart des articles ne sont pas signés, l'éditorial n'est pas désigné clairement en tant que tel. Toutefois, les grands articles d'analyse se trouvent habituellement sous la rubrique «Allemagne», à la première place sur la première page, éventuellement précédés de petites notes rédactionnelles ou de communiqués officiels. Dans ces articles la forme «nous» est fréquemment utilisée et le contexte nous donne clairement à comprendre que c'est la rédaction qui s'exprime. Il s'agit donc bien d'éditoriaux.

Toutefois la manière de parler au nom de la rédaction peut se trouver parfois aussi dans d'autres articles, à l'intérieur du journal. La *Nouvelle gazette rhénane* s'adresse régulièrement d'une façon directe à ses lecteurs. Le public est désigné comme «nos lecteurs». Les éditoriaux regorgent de formulations comme «*nos lecteurs le savent...*»⁵⁸⁴, ou «*on a constamment attiré l'attention de nos lecteurs sur...*»⁵⁸⁵ Le journal se présente ainsi comme interlocuteur de son public. Cette façon de s'adresser au public se trouve surtout dans les éditoriaux.

Comme c'est l'usage à l'époque, les articles ne sont pas titrés non plus, mais sont précédés de leur lieu d'origine. Les titres des articles se trouvent uniquement au début de la première page dans un aperçu (*Übersicht*). Dans le cas des éditoriaux, ils sont introduits par le sigle «Cologne», suivi d'une ou

⁵⁸³ Rudolf Stöber, op. cit. p.172.

⁵⁸⁴ NGR, n°52 du 22 juillet 1848: *Unsere Leser wissen es...*

⁵⁸⁵ NGR, n°33 du 3 juillet 1848: *Marrast und Thiers: („Die Leser der „Neuen Rheinischen Zeitung haben wir fortwährend auf... aufmerksam gemacht..“).*

de plusieurs étoiles. Cette présentation toujours identique, indique également qu'il s'agit d'éditoriaux.

Le placement des éditoriaux comme des autres articles peut cependant changer selon l'actualité. La première place sur la première page est occasionnellement prise par d'autres articles et à ce moment-là, il n'y a pas d'éditorial à proprement parler. Pendant *l'insurrection de juin à Paris*, les articles venant de Paris se trouvent ainsi mis en valeur sur la première page. Pendant les événements de Vienne, en octobre 1848, les articles du correspondant viennois - dans la forme très personnalisée du reportage - se trouvent en évidence à la place de l'éditorial, tandis que le rédacteur en chef s'efface au profit de l'information. Pendant la crise de novembre, les actualités sur la Rhénanie ou les actualités de Berlin peuvent se trouver sur la première place et il n'y a pas de sigle «Cologne» avec étoile sur la première page. Le poème de Freiligrath : «Un mot d'adieu de la *Nouvelle gazette rhénane*» (*Abschiedswort der Neuen Rheinischen Zeitung*), normalement placé au feuilleton, se trouve à la première place du dernier numéro du journal, imprimé en rouge⁵⁸⁶. D'un autre côté, quelques événements considérés comme grotesques par la rédaction sont banni de l'éditorial et relégués au feuilleton, telle la fête pour les six cents ans de la construction de la cathédrale de Cologne qui fait pourtant l'actualité des autres journaux.

Il en résulte une disposition des articles très variable et flexible, ce qui représente - sur le plan de la réalisation du journal - un réel défi rédactionnel.

Dans la plupart des cas, les éditoriaux s'appuient dans leur analyse générale sur les informations récentes traitées dans les articles sur l'Allemagne ou sur l'étranger. C'est un schéma qui est utilisé par exemple pendant la crise de septembre et qui donne l'effet d'une grande cohérence entre les rubriques diverses. Toujours est-il que la réalisation de cet effet demande un travail considérable de coordination du rédacteur en chef.

⁵⁸⁶ NGR, n° 301 du 19 mai 1849: *Abschiedswort der Neuen Rheinischen Zeitung*.

La cohésion entre les rubriques diverses s'installe comme trait caractéristique à partir du mois de juillet 1848, après quelques hésitations dans les premières semaines, où le décalage entre les éditoriaux et les autres articles est encore palpable. L'avancement de la parution du journal d'un mois avait en effet nui dans un premier temps à la qualité rédactionnelle. Ensuite, la *Nouvelle gazette rhénane* met en œuvre tous les moyens journalistiques en même temps, dans toutes les parties du journal, afin de poursuivre ses objectifs.

II-3-1-c- Les auteurs des éditoriaux

Comme déjà mentionné, c'est Engels qui écrit un grand nombre d'éditoriaux à côté de Marx, qui est pourtant très occupé par les tâches organisationnelles. Cette affirmation est toutefois à relativiser ; beaucoup d'éditoriaux, jusqu'à peu attribués à Engels, sont aujourd'hui plutôt attribués à Ernst Dronke ou à Georg Weerth. Ainsi François Melis a mis en évidence que c'est Georg Weerth qui a écrit les articles sur l'affaire «Risquons Tout»⁵⁸⁷. Selon la biographe de Ernst Dronke, Irina Hundt, Dronke est l'auteur du plus grand nombre des éditoriaux sur l'*Assemblée nationale de Francfort* pendant l'été 1848⁵⁸⁸. Il est jusqu'à aujourd'hui pratiquement impossible de distinguer sûrement Engels ou Dronke en tant qu'auteur de certains éditoriaux. Nous rappelons que les articles de l'époque ne sont généralement pas signés. La ressemblance du style d'écriture des deux rédacteurs, le fait qu'ils aient écrit pendant un certain temps sur les mêmes sujets rend l'attribution des articles à un des deux extrêmement difficile⁵⁸⁹.

⁵⁸⁷ Par exemple NGR, n°93 du 3 septembre 1848 : *Die Antwerpner Todesurteile*. (également in MEW5, pp.378-381). La NGR publia une série de 13 articles sur une affaire qui date du 29 mars 1848. A côté du village belge de „Risquons-Tout“ près de la frontière franco-belge, se déroula un heurt entre une partie de l'armée belge et des révolutionnaires belges (la légion républicaine belge) qui rentraient de France. Le gouvernement belge profita de l'occasion afin de mettre en scène un procès qui se déroula du 9 au 30 août 1848 et se termina par 17 condamnations à mort. Voir: François Melis: *Wer schrieb die Artikelserie über den belgischen „Riesenprozess“ „Affaire Risquons-Tout“(1848)?* In: *Revolution und Reform in Deutschland im 19. Und 20. Jahrhundert*, pp.125 - 136.

⁵⁸⁸ Irina Hundt : *Ernst Dronke. Schriftsteller und Kommunist*, in : *Männer der Revolution von 1848*, Band 2, Akademie-Verlag, Berlin 1987, pp.85-115.

⁵⁸⁹ Comme le disait Wolfgang Schieder dans l'introduction de l'étude de François Melis sur les éditions inconnues de la *Nouvelle gazette rhénane* (François Melis : *Neue Rheinische Zeitung, Organ der Demokratie, Edition unbekannter Nummern, Flugblätter, Druckvarianten und Separatdrucke*, Dortmunder Beiträge zur Zeitungsforschung 57, K.G. Saur, München 2000), la recherche sur Marx s'était contenté longtemps à rassembler les articles les plus importants de Marx et

L'attribution de tel article à l'un ou l'autre rédacteur de la *Nouvelle gazette rhénane* ne peut pas être traitée ici ; le problème ne nous intéresse que dans la mesure où il nous semble démontrer de nouveau la cohérence du travail des rédacteurs. Car ce n'est pas seulement le style d'écriture, mais aussi l'analyse et le message politique qui sont semblables. Cela ne nous semble explicable que par un processus permanent de discussion au sein du groupe rédactionnel⁵⁹⁰. Cette cohésion du groupe rédactionnel nous semble être un facteur plus significatif pour évaluer la qualité du travail journalistique que des certitudes sur l'auteur de certains articles. Pour un journal hautement politique comme la *Nouvelle gazette rhénane*, cette cohésion semble en effet indispensable afin que tous les rédacteurs (à l'exception de Bürgers) puissent écrire des éditoriaux et exprimer ainsi la ligne du journal.

II-3-1-d- Deux caractéristiques des éditoriaux

Nous n'exposerons pas ci-dessous le contenu des éditoriaux. Etant donné que l'évolution de la ligne rédactionnelle ne concerne pas uniquement les éditoriaux, nous développerons ce sujet à part, dans la partie suivante de notre étude. Nous nous limitons à mettre en évidence deux traits caractéristiques des éditoriaux de la *Nouvelle gazette rhénane* qui la distinguent d'autres journaux de l'époque : le primat de l'actualité et la presse comme partenaire et sujet de débat.

En suivant la ligne rédactionnelle, que nous avons déjà traitée, il apparaît qu'une spécificité éditoriale de la *Nouvelle gazette rhénane* est le primat de l'actualité. Ce sont les faits, et ensuite l'analyse des faits qui doivent convaincre et non les raisonnements généraux abstraits. Les grandes discussions sur l'avantage de la république par rapport à la monarchie constitutionnelle sont

Engels dans des œuvres complètes (MEW) et de reproduire plusieurs fois la *Nouvelle gazette rhénane*. Mais au niveau de l'histoire des médias, le journal serait encore peu exploité. François Melis a non seulement retrouvé des variantes d'impression et de numéros inconnus jusque-là, mais aussi attribué certains articles à leur auteur, là où s'était possible. Néanmoins le travail d'attribution est toujours insatisfaisant. Melis souligne dans un autre article (François Melis : *Eine neue Sicht auf die Neue Rheinische Zeitung ? Zur Edition der Mega2-Bände 1/7-9** in : *Die Journalisten Marx und Engels. Das Beispiel Neue Rheinische Zeitung*, Beiträge zur Marx-Engels-Forschung, Neue Folge 2005, Argument Verlag, Berlin 2006, pp.121-138) que Marx et Engels peuvent être identifiés clairement comme auteurs pour seulement 38 articles. Ces attributions ont été effectuées d'après les indications de la correspondance des rédacteurs, en étudiant des données biographiques - par exemple la présence sur place- ainsi que l'étude des éléments stylistiques. Selon Melis, il serait de plus presque impossible à évaluer pour tous les articles, dans quelle mesure Marx et Engels serait intervenu pour modifier les articles des autres rédacteurs ou correspondants. (9500 articles, notes et articles envoyés et huit rédacteurs) ! Nous nous appuyons donc prudemment – manque de recherche plus complètes et critiques – sur des indications d'auteur des œuvres Marx/Engels (MEW) en prenant en compte le plus possible les corrections des chercheurs mentionnés.

⁵⁹⁰ Voir notre chapitre précédent sur les rédacteurs et le travail rédactionnel de la *Nouvelle gazette rhénane*.

complètement absentes des pages du journal ; et cela contrairement aux autres grands quotidiens, y compris des quotidiens démocratiques.

Des articles d'analyse générale n'apparaissent qu'à partir de décembre 1848, lorsqu'il s'agit de faire le bilan de l'année 1848 et de tirer les leçons. Le journal publie alors dans les derniers mois de sa vie de grandes séries d'éditoriaux qui ont l'exigence de former le public, comme par exemple «*La bourgeoisie et la contre-révolution*»⁵⁹¹. Mais même à cette époque, les événements du moment comme la guerre en Hongrie et en Italie ou les élections en Prusse en janvier et février 1849 ont toujours la priorité par rapport au raisonnement. De plus, même dans le cas de la plupart de ces grandes séries d'articles «formateurs», il ne s'agit pas d'une argumentation abstraite (sauf peut-être la série : «*Travail salarié et capital*»), car ces articles s'appuient sur les informations publiées auparavant et sur le vécu d'une grande partie de la population.

Dans la quête de l'actualité et des informations se place également la publication de nombreux documents de l'époque : des débats des parlements, les proclamations des généraux contre-révolutionnaires devant Vienne ou Berlin. C'est une documentation riche qui se trouve parfois intégrée dans l'éditorial ou en première place dans les suppléments exceptionnels.

La presse, à l'heure de la révolution seul média de masse et occupante privilégiée de l'espace public, devient rapidement un sujet de débat, et cela dans un sens multiple. La rédaction est très attentive aux informations et aux opinions publiées dans les journaux divers, en Allemagne, mais aussi partout en Europe ; elle rapporte minutieusement ces informations et opinions. Ensuite la *Nouvelle gazette rhénane* considère les journaux «adverses» comme de véritables représentants de leur ligne politique respective. Les éditoriaux du journal contiennent un nombre impressionnant de polémiques avec d'autres journaux. L'emplacement privilégié de ces polémiques à l'éditorial indique l'importance que la *Nouvelle gazette rhénane* prête à la presse en tant que telle et à sa fonction dans le débat public.

⁵⁹¹ NGR, n°165 du 10 décembre 1848 (également in MEW5, pp.102-105)/NGR, n°169 du 15 décembre 1848 (également in MEW6, pp.106-109)/NGR, n°170 du 16 décembre 1848 (également in MEW6, pp.109- 113)/NGR, n°183 du 31 décembre 1848 (également in MEW6, pp.113-124).

II-3-2- Les articles concernant l'Allemagne

II-3-2-a- Le réseau de correspondants

Un des signes distinctifs d'un «grand» journal du milieu du XIX^e siècle est l'étendue de son réseau de correspondants. La rapidité de publication des informations joue déjà un grand rôle et un quotidien ne peut à cette époque recevoir des informations fiables que par ses collaborateurs locaux, étant donné que les agences de presse sont encore dans leurs tout premiers débuts⁵⁹². La qualité du travail des correspondants a évidemment aussi une importance pour la pertinence de l'éditorial qui a besoin de ces informations. Des grands journaux, comme la *Gazette générale d'Augsbourg* ou la *Gazette allemande* basent leur renommée sur la fiabilité et la stabilité de leurs réseaux⁵⁹³. Ces qualités recherchées sont en revanche difficiles à trouver, car des collaborateurs permanents dans tous les coins du pays, ayant des contacts significatifs, coûtent chers. Des fluctuations sont fréquentes, car les correspondants ne vivent généralement pas exclusivement de leurs articles et travaillent souvent seulement occasionnellement en tant que journalistes, ou travaillent pour plusieurs journaux en même temps⁵⁹⁴.

Tout au début du mois de juin 1848, le travail de la *Nouvelle gazette rhénane* a encore des côtés improvisés, un fait qui s'explique par la parution précipitée du journal, avancée d'un mois par rapport au projet initial. Notamment le réseau de correspondants n'est pas encore entièrement établi, comme la rédaction l'explique dans le 1^{er} numéro. Ces problèmes semblent résolus entre début et mi-juillet ; à partir de ce moment, les lieux d'envoi des articles d'Allemagne se diversifient et

⁵⁹² Rudolph Stöber, op.cit. p.125-127, chapitre 1.2. *Nachrichten und Nachrichtenagenturen*, p.125.

Selon Stöber, les quatre agences fondatrices sont : «Agence Havas», France 1835 / «Das Wolffsche Telegraphische Bureau» (WTB) Allemagne 1849 / « Reuters » 1851/ «Associated Press» (AP) USA 1848.

⁵⁹³ Voir par exemple Ulrike von Hirschhausen, op.cit. chapitre3 : *Das Korrespondenznetz der Deutschen Zeitung*, pp.52 – 68, Ulrike von Hirschhausen a pu détecter dans son étude 490 personnes qui correspondaient avec la *Gazette allemande* en Allemagne et à l'étranger, p.54.

Sur le même sujet : Wilhelm Klutentreter, op.cit. chapitre : *Mitarbeiter der Rheinischen Zeitung und Aufbau des Korrespondentennetzes*, pp.71-92.

⁵⁹⁴ Rudolph Stöber, op. cit. p.196.

se multiplient, pour arriver normalement à environ une dizaine de contributions quotidiennes pour l'Allemagne⁵⁹⁵.

Le flottement des premières semaines concerne également la composition de la rédaction. Certains rédacteurs commencent en tant que correspondants de villes diverses pour devenir ensuite rédacteur à Cologne :

Ernst Dronke rapporte les premières semaines de Francfort, Ferdinand Wolff envoie ses articles de Paris et Wilhelm Wolff écrit pendant les toutes premières semaines de Silésie (comme de nouveau au printemps 1849). Ces collaborateurs talentueux, membres expérimentés de la *Ligue des communistes*, ont été rappelés plus tard à Cologne. En général, le journal semble dans les débuts s'appuyer encore beaucoup sur le réseau de la *Ligue des communistes*.

Deux exemples d'anciens membres de la *Ligue des communistes*, devenus correspondant de la *Nouvelle gazette rhénane*, sont avérés. Il s'agit de Joseph Wedemeyer⁵⁹⁶ qui avait coédité à Paderborn le «*Bateau à vapeur westphalien*» (*das Westphälische Dampfboot*). Dans le dernier numéro de ce journal, il avait annoncé la parution de la *Nouvelle gazette rhénane*. Wedemeyer écrit de Darmstadt pour le journal⁵⁹⁷, la ville où il participe pendant la révolution à la «*Nouvelle gazette allemande*» (*Neue Deutsche Zeitung*)⁵⁹⁸, un autre «*organe de la démocratie*»

Un deuxième membre de la Ligue, Stephan Born, est contacté par Marx en mai 1848⁵⁹⁹. Born écrit régulièrement des articles dans les premiers mois, avant qu'il soit trop pris par son travail dans le «*comité central des ouvriers allemands*», la coordination des associations ouvrières mise en place à la fin du mois de mars 1848⁶⁰⁰.

⁵⁹⁵ Nous prenons par exemple la NGR, n°40 du 10 juillet 1848: hors l'article qui figure comme l'éditorial, nous avons des articles des villes suivantes : Berlin et Francfort bien entendu, mais aussi Cologne, Düsseldorf, Potsdam, Halle, Eisleben, Hanovre et Butzbach.

⁵⁹⁶ S.Z. Leviova : *Die Redaktionsarbeit der „Neuen Rheinischen Zeitung“*, in: Jahrbuch für Geschichte, Band 8: *Die bürgerlich-demokratische Revolution von 1848/49 in Deutschland. Studien zu ihrer Geschichte und Wirkung*, Band 2, Herausgegeben von Horst Bartel, Helmut Bleiber, Rolf Dlubek, Ernst Engelberg, Heinrich Scheel, Walter Schmidt und Wolfgang Schröder, Akademie Verlag, Berlin, 1973, pp.49- 90, p.63.

⁵⁹⁷ Par exemple NGR, n°170 du 16 décembre 1848, ou

NGR, n°248 du 17 mars 1849.

⁵⁹⁸ Sur la *Nouvelle gazette allemande* : Kurt Koszyk, op. cit. p.114 et p.117.

⁵⁹⁹ Voir la lettre de Born, in MEGA III/2: *Stephan Born an Karl Marx in Köln, Berlin, 11. Mai 1848*, pp.444/445.

⁶⁰⁰ Max Quarck, op. cit. p.55.

Le réseau des correspondants de la *Nouvelle gazette rhénane* se diversifiera rapidement et recrutera essentiellement dans le milieu démocrate dans le sens le plus large du terme. Nous donnons ci-dessous les noms des correspondants, établis par S.Z. Leviova⁶⁰¹. Ces indications sont largement incomplètes ; elles ne donnent par exemple peu d'information sur la grande diversité des correspondants rhénans que nous pouvons supposer à cause de nombreux lieux et signe d'articles. Les données biographiques qui pourraient nous renseigner sur les activités politiques de ces correspondants sont également lacunaires. Néanmoins les informations existantes nous permettent d'établir quelques hypothèses sur le profil des correspondants.

Les liens de la *Nouvelle gazette rhénane* avec Francfort se caractérisent par les relations étroites de ses correspondants avec l'Assemblée nationale. Alfred Wiesner est un des députés autrichiens de l'assemblée de Francfort. Il appartient à l'aile radicale des démocrates du «*Donnersberg*». Le juriste Friedrich Kapp, originaire de Hamm, travaille depuis le début de la révolution à Francfort en tant que journaliste. Par son oncle, Christian Kapp, également membre du *Donnersberg*, il est en contact avec les milieux parlementaires. En septembre 1848, Friedrich Kapp doit s'enfuir de Francfort et de l'Allemagne ; il était apparemment impliqué dans l'insurrection de septembre de Francfort. Le troisième correspondant de Francfort est Albert Lehfeld, sur lequel nous n'avons pas d'informations.

En mars 1849, Gustav Adolph Schlöffel rejoint les rangs des correspondants de la *Nouvelle gazette rhénane*. Schlöffel était le fils du démocrate et député de Francfort Friedrich Wilhelm Schlöffel de Hirschberg en Silésie. En tant que rédacteur de *l'Ami du peuple (Volksfreund)* de Berlin, Gustav Schlöffel a une notoriété comme révolutionnaire et devient une des premières victimes de la répression contre la presse après la révolution en avril 1848. Schlöffel fut condamné à une peine de prison à la forteresse de Magdebourg. Après sa fuite en octobre 1848, il s'engage dans l'armée révolutionnaire hongroise, mais est contraint de rentrer en Allemagne après quelques mois. Le député de Francfort Franz Schmidt s'adresse en mars 1849 à Marx en proposant Schlöffel comme correspondant⁶⁰².

⁶⁰¹ S.Z. Leviova, op.cit. : chapitre : *Die Korrespondenten*, pp.62-70.

⁶⁰² MEGA III/3, p.290 : *Franz Schmidt an Karl Marx in Köln, Frankfurt am Main, 10. März 1849.*

Schlöffel envoie deux jours plus tard une lettre de remerciement à Marx : MEGA III/3, pp.294 – 295 : *Gustav Adolph Schlöffel an Karl Marx in Köln, Frankfurt am Main, 12. März 1849.*

Le profil des correspondants de Berlin est assez différent, comparé à ceux de Francfort ; il ne semble pas exister de liens directs entre les correspondants et *l'Assemblée nationale de Prusse*. Le contact avec la gauche parlementaire était apparemment suffisamment garanti par l'organisation interne du mouvement démocrate et à travers de vieilles connaissances, comme Karl d'Ester, devenu député de Berlin.

Visiblement la *Nouvelle gazette rhénane* prend grand soin d'être informée des événements de Berlin. Nous notons la présence de cinq correspondants différents qui rapportent à partir de la capitale prussienne. Hormis Stephan Born, ils semblent plutôt venir d'un milieu intellectuel. Parmi eux figurent deux vieilles connaissances de Marx qui ont de solides expériences journalistiques. Il s'agit du publiciste radical Hermann Püttmann, qui était déjà collaborateur de la *Gazette rhénane*. (à partir de fin mars 1848 ; il envoie des articles d'Elberfeld) et de l'ancien ami de Marx, Karl Friedrich Köppen, qui était également collaborateur de la *Gazette rhénane*. Nous avons ensuite les noms de deux autres correspondants, un certain Dr. D.M. Dyrenfurth, sur lequel nous n'avons aucune information et Emmanuel Fernbach, qui était étudiant. Fernbach s'adresse fin novembre 1848 à la rédaction, en appelant à l'aide, car il est expulsé de Berlin⁶⁰³.

Etonnamment il existe très peu d'informations sur les correspondants de la Rhénanie. Nous ne connaissons de nom que W.H. Stahling, qui était le correspondant de Düsseldorf depuis novembre 1848, et Ludwig Stierlin de Münster, référendaire au tribunal et membre du comité dirigeant de l'association démocrate de la ville. Ce sont pourtant les correspondants de la Rhénanie qui ont rédigés le plus grand nombre d'articles pour la *Nouvelle gazette rhénane*. Au regard des 141 endroits différents de la Rhénanie⁶⁰⁴ d'où les correspondants rhénans rapportent, c'est-à-dire un tiers des articles sur l'Allemagne, les informations dont nous disposons sont encore largement insuffisantes.

Pour le reste de la Prusse nous ne disposons que de quelques noms. De la Silésie rapportent trois correspondants. A.Weber, est le correspondant de Breslau et travaille pour la *Nouvelle gazette rhénane* depuis octobre 1848. Weber est étudiant en droit et membre de l'association démocrate de la ville. Rudolph Matäi et plus tard l'enseignant Stiller écrivent de Liegnitz. De Greifswald en

⁶⁰³ MEGAIII/2, p.512: *Emmanuel Fernbach an Karl Marx in Köln, Berlin, 22. November 1848.*

⁶⁰⁴ Nous étudierons la répartition des contributions sous peu dans ce même chapitre.

Poméranie rapporte l'étudiant en médecine Zahn. Leo Lorek⁶⁰⁵, membre dirigeant de l'association démocrate de Königsberg propose en août 1848 le démocrate Krause comme correspondant pour la *Nouvelle gazette rhénane*.

L'étudiant en droit Humann, dont nous n'avons pas d'autres informations, est le correspondant de Jena en Saxe-Weimar-Eisenach. Le correspondant du royaume de Saxe est Emil Ottokar Weller⁶⁰⁶. Weller est éditeur et membre de l'association démocrate de Leipzig. Ancien socialiste vrai, il a connu plusieurs métamorphoses politiques avant de correspondre pour la *Nouvelle gazette rhénane*.

Les correspondants de l'Allemagne du Sud que nous connaissons se répartissent sur la Bade, la Hesse et la Bavière. Il ne s'agit là encore d'une petite partie des correspondants. L'étudiant en médecine B. Heilbutt de Heidelberg dans le grand-duché de Bade, est membre de l'association ouvrière de la ville. De lui vient initialement la critique du «*Märzverein*». Karl Ohly qui rapporte de Darmstadt dans le grand-duché de Hesse, est le rédacteur du journal «*Nouvelle gazette populaire de Rhénanie*» (*Neues Rheinisches Volksblatt*). Friedrich Meyer de Nuremberg est également rédacteur. Il dirige la «*Gazette de la Franconie moyenne*» (*Mittelfränkische Zeitung*). Le correspondant de Munich est le lycéen K. Marette.

Plusieurs correspondants écrivent depuis l'Autriche. Il s'agit surtout d'Eduard von Müller-Telling, correspondant responsable de Vienne, un journaliste doué, très contesté dans la recherche à cause de sa description insultante de la démocratie viennoise et de ses tendances ouvertement antisémites⁶⁰⁷. Telling doit quitter Vienne en janvier 1849 et envoie des articles de Saxe. La relève à Vienne est prise par Dr. Shifft, collaborateur du journal viennois «*le Radical*» (*Der Radikale*). Le correspondant de Prague est Adolf Nolte.

Ces indications certes très incomplètes font néanmoins apparaître qu'une grande partie des correspondants est assez jeune, qu'ils sont intégrés dans le mouvement démocrate de leur ville, souvent dans des positions de responsabilité. Certains sont des journalistes expérimentés. Un certain nombre est même rédacteur, ou du moins collaborateur d'un journal «régional». Ce dernier élément

⁶⁰⁵S.Z. Leviova, op.cit. p.68 : S.Z.Leviova indique Leo Lorek lui-même comme correspondant. Dans une lettre à Marx cependant, [MEGA III/2, p.468 : *Leo Lorek an Karl Marx in Köln, Königsberg, 31. August 1848*] Lorek propose Krause en tant que correspondant. Dans la même lettre, il annonce de vouloir faire la publicité pour la *Nouvelle gazette rhénane* à l'association démocratique de Königsberg.

⁶⁰⁶ Voir également MEGAIII/2, p.469 : *Emil Ottokar Weller an Karl Marx in Köln, Leipzig, 7. September 1848*: „...sende hiermit wieder eine Correspondenz mit der dringenden Bitte, mir endlich einmal zu antworten.(..)“

⁶⁰⁷ Nous étudierons ce journaliste viennois ultérieurement dans le chapitre sur l'insurrection de Vienne.

indique la possibilité d'une sorte de «réseau journalistique». Ces journalistes «locaux» pourraient envoyer des informations à la *Nouvelle gazette rhénane* et reprendre de leur côté des éditoriaux ou des articles sur l'étranger de la *Nouvelle gazette rhénane*. C'est par exemple le procédé qu'utilise Born qui publie ses articles en même temps dans son propre journal *le peuple* et les envoie à la *Nouvelle gazette rhénane*, tandis que son journal reprend d'autres articles de la *Nouvelle gazette rhénane*. Le nombre impressionnant de journaux locaux qui font de la publicité dans la *Nouvelle gazette rhénane* à partir de l'été 1848, n'est certes pas une preuve pour cette hypothèse, mais pourrait en être un indice supplémentaire.

Selon S. Z. Leviova il y aurait eu une correspondance suivie entre la rédaction de la *Nouvelle gazette rhénane* et de nombreuses autres rédactions⁶⁰⁸: La «*Berliner Zeitungshalle*», la «*Westphälische Volkshalle*» de Dortmund, la «*Anhältische Volkszeitung*» de Köthen, la «*Volksstimme*» d'Elberfeld, la «*Calesches Kreisblatt*», la «*Westphälische Zeitung*» de Paderborn, la «*Neue Bonner Zeitung*», et la «*Hallesche Demokratische Zeitung*».

Le point central au niveau du travail des correspondants est sans doute Berlin et ensuite Francfort. Mais c'est surtout Berlin qui est considéré comme le véritable pivot de la politique allemande et en conséquence dispose de quatre correspondants en même temps.

Il nous paraît assez évident que la *Nouvelle gazette rhénane* a ses sources d'information dans l'*Assemblée nationale de Francfort* et aussi dans le parlement de Berlin. Le fait de publier à plusieurs reprises des décisions, avant même leur proclamation officielle, ne laissent pas d'autres conclusions plausibles. Nous avons cité l'exemple d'Alfred Wiesner pour l'assemblée de Francfort et aussi au moins un contact direct à l'assemblée de Berlin, éventuellement Karl d'Ester, vieille connaissance de Cologne et membre de la *Ligue des communistes*. En ce qui concerne ces contacts qui peuvent livrer des informations (donc pas forcément des correspondants) ils dépassent certainement le cercle assez restreint de la démocratie radicale.

⁶⁰⁸ S.Z. Leviova, op.cit. p.81, selon la source (annotation 120) : Institut Marksizma-Leninisma, Moskau, Zentral' nye Partijnyi Archiv, Fond 23, Nr.6/29, 15/12, 18/2, 11/19, 12/1, 13/25, 14/9, 6/24, 13/10 ; Fond1,op.1, Nr. 322 ; Fond 1, op.5, Nr.187.

II-3-2-b- Formes et présentation des articles

Malgré la présence de raisonnement ou de polémique dans nombre d'articles, il existe en parallèle d'autres articles qui sont surtout informatifs et qui retracent simplement ce qui s'est passé dans une ville ou un village. Dans ce cas, c'est le choix du sujet, les abus du militaire, la répression contre des individus ou des associations, les rassemblements populaires qui donnent le ton et produisent l'effet de l'article.

Pendant les grandes crises en revanche - en septembre 1848, l'insurrection d'octobre à Vienne, la crise de novembre, le printemps 1849 - les articles se personnalisent en se radicalisant. Ils prennent souvent la forme du reportage⁶⁰⁹, le journaliste insère son propre vécu et parle parfois à la première personne. L'accélération dans la révolution devient ainsi visible. Pendant ces phases de crise, le ton monte et devient de plus en plus direct et agressif. Nous en donnons quelques échantillons afin d'illustrer cette évolution :

Le 20 septembre un des correspondants de Francfort, (signé:!!!)⁶¹⁰, écrit pendant l'insurrection à Francfort:

*« Je reviens juste d'une sortie à la poste. Toutes les rues près de l'église St Paul sont parsemées de cordons militaires. L'excitation dans la ville est importante.... »*⁶¹¹

Le journaliste fait partager l'ambiance dans la ville et met en lumière la tension et le danger de la confrontation dans la rue.

Un correspondant de Trèves (signé : +) rapporte d'un conflit dans sa ville pendant la crise de novembre⁶¹² :

⁶⁰⁹ Le reportage est un récit personnalisé des événements qui laisse paraître les opinions et le vécu du journaliste et qui tente d'intégrer le lecteur. Plus d'informations sur le reportage dans le chapitre sur l'insurrection de Vienne.

⁶¹⁰ NGR, n°107 du 20 septembre, supplément.

⁶¹¹ Ibid.: „Eben komme ich von einem Gange zur Post zurück. Alle Straßen in der Nähe der Paulskirche sind von militärischen Cordons durchzogen. Die Aufregung in der Stadt ist bedeutend...“

⁶¹² NRG, n°156 du 27 novembre 1848.

« Nous nous rapprochons de plus en plus de l'état de siège. Notre président de régence Seebaldt a soit reçu l'ordre de mettre Trèves à tout prix en état de siège, ou lui-même est avide de gagner les plis d'un habit de dictateur... »⁶¹³

L'auteur personnalise ici le conflit en le ramenant à la personne du président de régence. Par l'expression « les plis d'un habit de dictateur » il ridiculise l'adversaire et le désigne en même temps comme dangereux. La menace de l'état de siège est dans cet article identifiée avec le président de régence. Le journaliste renforce ainsi l'opposition entre les deux camps, entre les démocrates et les autorités prussiennes.

Le correspondant de Dresde rapporte le 1^{er} mars 1849:

« La démocratie en Saxe se donne beaucoup de peine pour faire évoluer le peuple ; seulement elle se sent elle-même trop impuissante, trop fatiguée de le faire en faisant de grands pas bruyants. Elle prêche de manière modeste et démocratique. [...] partout manque de la moutarde, du poivre et du sel. »⁶¹⁴

Au mois de mars 1849, la *Nouvelle gazette rhénane* considère le mouvement démocrate comme impuissant dans l'action et incapable de reconnaître les réels rapports de force. L'article du correspondant de Dresde reflète la déception sur le manque d'énergie et de volontarisme du mouvement.

Le 17 mars un autre correspondant de Francfort (x) se met en colère contre le député Welcker qui prône la couronne de l'Empire pour le roi de Prusse⁶¹⁵ :

« Il y a un an, j'ai vu ce [...] M. Welcker devenir rouge comme une dinde devant lequel on agite un tissu rouge, dès que le roi de Prusse a été mentionné et aujourd'hui il, se réfugie en pleurnichant aux pieds de la majesté de Berlin, pour qu'elle - - « sauve l'Allemagne. » Mon vieux, je t'interpelle, toi et ta bande, les MM. Bassermann, Mathy et consorts, [...] Qu'est-ce

⁶¹³ Ibid. : „Wir rücken dem Belagerungszustande immer näher, unser Regierungspräsident Seebaldt hat entweder den Befehl, Trier à tout prix in Belagerungszustand zu versetzen, oder er selbst geht darauf los, die falten eines Diktatorgewandes zu gewinnen.“

⁶¹⁴ NGR, n°248 du 17 mars 1849:

„Die Demokratie in Sachsen giebt sich viele Mühe, das Volk emporzuheben, allein sie fühlt sich selbst zu ohnmächtig, zu energielos, es mit großen dröhnenden Schritten zu thun. Sie predigt bescheiden-demokratisch (..), überall fehlen Senf, Pfeffer und Salz.“

⁶¹⁵ Ibid.

que vous avez fait de cette Allemagne, de cette patrie pour qu'elle ait besoin d'un empereur de Potsdam, pour la sauver ?»⁶¹⁶

Cette attaque très émotionnelle et personnelle contre le député Carl Theodor Welcker de l'Assemblée de Francfort exprime toute la hargne de la *Nouvelle gazette rhénane* contre les libéraux qui comme Welcker se sont transformés au cours de la révolution en conservateurs. La fraction à laquelle appartenait Welcker, la fraction Casino, déterminait en grande partie la politique du parlement de Francfort. L'auteur reproche à Welcker, comme aux libéraux de Bade Bassermann et Mathy d'avoir trahi la révolution, c'est-à-dire d'avoir abusé de leur position de pouvoir pour pratiquer une politique liberticide.

Ces contributions émotionnelles expriment le côté militant de la *Nouvelle gazette rhénane*. Elles apportent au journal l'aspect de l'authenticité, grâce aux témoignages des correspondants qui sont sur place et qui sont dans leur ville politiquement engagés. Sur l'ensemble de ces articles respectifs, l'expression de déception, de colère ou de satisfaction ne prend pourtant que rarement entièrement le dessus. Même les articles très émotionnels contiennent normalement des informations ou de l'argumentation.

II-3-2-c- Un sujet spécifique des articles concernant l'Allemagne - les tumultes et les charivaris

La *Nouvelle gazette rhénane* ne partage pas l'incompréhension d'une bonne partie du mouvement démocrate pour les expressions de l'espace public plébéien. Les tumultes et charivaris accompagnent toute la révolution de 1848/49. Pendant les grandes crises révolutionnaires, ils se noient dans la violence populaire généralisée. En septembre, la violence des masses populaires en fureur mène au lynchage du Duc de Lichnowski, en octobre des scènes semblables se déroulent à

⁶¹⁶ Ibid.: „Vor einem Jahr sah ich diesen Herrn [...] Welcker roth werden wie ein Puter, dem man ein rothes Tuch vorhält, sobald des preußischen Königs erwähnt wurde, und heute flüchtet er sich winselnd zu den Füßen der Berliner Majestät, damit sie - - „Deutschland rette.“ Mensch, ich interpelliere dich und deine Bande, die Herren Bassermann, Mathy und Konsorten, (..) was habt ihr mit diesem Deutschland, diesem Vaterlande gemacht, damit es eines Potsdamer Kaisers bedarf, um es zu retten...“

Vienne. La plus grande partie de ces événements se déroulent d'une manière moins dramatique bien qu'on soit souvent à la limite entre la comédie et la tragédie.

Sauf les deux exemples cités, ces charivaris et tumultes ne sont pas mentionnés dans les éditoriaux. La plupart du temps il s'agit d'incidents locaux. Ils se retrouvent donc dans les nouvelles des villes respectives ; ils sont tout de même notés régulièrement.

La *Nouvelle gazette rhénane* relate ces scènes d'une manière détaillée; sans commentaire ou jugement. La violence populaire n'est pas condamnée. C'est comme si pour le journal elle était une partie intégrante et normale de l'époque. Cette violence n'est pas revendiquée non plus. Sur nombre de ces incidents, la sympathie du journaliste est quand même palpable. Nous en donnons deux exemples :

Le correspondant de Munich rapporte avec un amusement non dissimulé l'assaut de la population sur la maison d'un des plus riches brasseurs de la ville. L'article porte dans l'aperçu le titre: «*la révolution de la bière*» (*Bierrevolution*)⁶¹⁷ :

« La population de notre métropole de bière, normalement si bon enfant, s'est battue depuis quelques jours avec une fureur si déchaînée contre des membres du parlement, contre des dénonciateurs des démocrates, contre les brasseurs et négociant de saucisses, qu'on devrait vraiment croire que la moitié de la ville est ivre de la bière forte.[..] Les bonnes gens de Munich se sont dressées justement contre leurs meilleurs amis, contre les aubergistes et les brasseurs. Ces derniers se sont attirés la haine mortelle du peuple souverain en augmentant le prix de la bière, et comme jadis à Paris la Garde nationale et les prolétariens se sont unis dans l'assaut des Tuileries, les citoyens et les soldats de Munich ont cette fois-ci fait cause commune en attaquant la maison du riche brasseur Pschorr.... »⁶¹⁸

De même, l'expression de regret du correspondant de Cologne, à l'occasion d'un charivari devant la maison de l'éditeur de la *Gazette de Cologne* Joseph DuMont⁶¹⁹ sonne plutôt de manière ambiguë :

⁶¹⁷ NGR, n°125 du 25 octobre 1848.

⁶¹⁸ Ibid. : „Die sonst so gutmüthige Bevölkerung unserer Biermetropole hat seit einigen Tagen mit einer solchen Berserkerwut gegen Parlamentsmitglieder, gegen Demokraten-Denunzianten, gegen Bierbrauer und Wursthändler gekämpft, daß man wirklich glauben mußte, die halbe Stadt sei von Bockbier berauscht (...) die guten Münchner machten sich gerade an ihre besten Freunde, an die Wirthe, an die Bierbrauer. Die letztern hatten sich nämlich durch eine Erhöhung des Bierpreises den tödlichen Haß des souveränen Volkes zugezogen. [...] und wie sich wailand in Paris Nationalgarden und Proletarier zu einem Sturm auf die Tuileries vereinigten, so machten diesmal in München Bürger und Soldaten gemeinschaftliche Sache bei einem Angriffe auf das Haus des reichen Bierbrauers Pschorr...“

⁶¹⁹ NGR, n°151 du 24 novembre 1848.

«La Gazette de Cologne publie dans son édition de ce matin la nouvelle qu'on a détruit hier d'une manière très regrettable l'appartement du premier maire intérimaire et qu'on a aussi de nouveau provoqué une scène scandaleuse devant la maison de M.DuMont. Nous regrettons de tout notre cœur le malheur de l'éditeur de la Gazette de Cologne... »⁶²⁰

Ces articles assez systématiques sur les charivaris montrent que la *Nouvelle gazette rhénane* a malgré son orientation explicite sur l'espace public bourgeois dès le début un regard sur ce qui se passe du côté populaire et plébéien de la révolution.

II-3-2-d- La conception de l'Allemagne de la *Nouvelle gazette rhénane*

La *Nouvelle gazette rhénane* ne donne à aucun moment une définition globale de ce qu'elle comprend par «Allemagne» en 1848/49. Ce sont donc essentiellement les indications de lieux des articles dans la rubrique «Allemagne» qui peuvent nous donner des indices sur une éventuelle conception d'une Allemagne unifiée. Or il se révèle que les attributions des lieux sont parfois assez aléatoires.

L'île de Helgoland par exemple, qui appartenait à l'époque à la Grande Bretagne, est sans commentaire comptée dans la rubrique Allemagne⁶²¹. C'est vrai que l'île de Helgoland ne présentait pas un grand enjeu à l'époque. C'est pourtant le cas pour le Schleswig qui était sous gouvernance danoise et qui figure aussi dans cette rubrique.

Dans d'autres cas, La *Nouvelle gazette rhénane* s'en tient aux frontières de la *Confédération germanique*. Les villes de Trieste et de Prague, appartenant à Autriche, se trouvent effectivement dans la rubrique Allemagne. Les villes de Hongrie, appartenant également à l'Autriche - mais pas à la *Confédération germanique* - ne s'y trouvent pas et figurent sous la rubrique «Hongrie». Les villes

⁶²⁰ Ibid. : „Die Kölnische Zeitung bringt in ihrer heute Morgen erschienenen Ausgabe die Nachricht, daß man gestern die Wohnung des kommissarischen Oberbürgermeisters auf sehr bedauerliche Weise verwüstet und auch vor dem Hause des Hrn. DuMont abermals einen sehr unheimlichen Scandal aufgeführt hat. Wir bedauern das Malheur des Herausgebers der Kölnischen Zeitung von ganzem Herzen....“

⁶²¹ NGR, n°81 du 20 août 1848.

italiennes de la Lombardie-Vénétie en révolte, appartenant à l'Autriche mais non à la *Confédération germanique* sont comptées dans une rubrique «Italie» - même si un Etat italien unifié n'existe pas à l'époque.

Dans la plupart des cas, la clé de l'attribution «nationale» de la *Nouvelle gazette rhénane* semble être l'attitude révolutionnaire de la population. Le Schleswig par exemple commence à intéresser le journal au moment où il installe un gouvernement révolutionnaire qui s'oppose au Danemark en tant que système monarchiste. Ce gouvernement organise des élections au suffrage universel et demande le rattachement à une Allemagne qui est en train de se donner une constitution. Le conflit risque alors de révolutionner toute l'Allemagne. La *Nouvelle gazette rhénane* compte donc le Schleswig sous «l'Allemagne» étant donné que le gouvernement le plus révolutionnaire des territoires «allemands» le demande.

La Hongrie en revanche exige son indépendance par rapport à l'Autriche et mène une guerre révolutionnaire contre elle ; la *Nouvelle gazette rhénane* anticipe donc par l'attribution d'une rubrique cette indépendance, tout autant que pour l'Italie.

L'attitude révolutionnaire des régions ou pays n'explique pourtant pas tout. Certaines attributions donnent l'impression d'être données sur le moment, d'une manière peu systématique et brouillonne. Krakau par exemple est deux fois considéré comme allemande⁶²², mais une trentaine de fois comme polonaise⁶²³. Cette manière de procéder plutôt approximative et forcément évolutive n'est pas problématisée par le journal. En général, la *Nouvelle gazette rhénane* semble y prêter peu d'attention.

A une époque où une partie des peuples d'Europe se bat pour le droit de créer un Etat national, la *Nouvelle gazette rhénane* semble considérer la question nationale comme secondaire, seule conclusion possible au regard de cette utilisation brouillonne des attributions «nationales» de la part d'un journal qui est normalement si fier de sa rigueur.

Dans certaines constellations «nationales» la *Nouvelle gazette rhénane* donne même l'impression de refuser une conception globale des nations et des nationalités - comme dans la question de la Pologne. Elle veut bien prendre position quand le problème se pose concrètement. Engels affirme par

⁶²² NGR, n°163 du 8 décembre 1848 et NGR, n°175 du 22 décembre 1848.

⁶²³ Par exemple : NGR, n°159 du 3 décembre 1848 et NGR, n°224 du 17 février 1849, 2^{ème} édition.

exemple dans les débats du parlement de Francfort sur la Pologne : «*On ne peut définir la frontière entre l'Allemagne et la Pologne qu'au moment où la Pologne existera de nouveau.*»⁶²⁴ De plus, la question nationale cache selon Engels souvent des intérêts beaucoup plus matériels ; ce ne serait pas la revendication de l'une ou l'autre nationalité qui avait mené à la division de la Pologne, mais uniquement la «*rapacité du gouvernement prussien.*»⁶²⁵ L'essentiel de la question est la revendication du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ils devraient décider eux-mêmes de leur nationalité : «*Qu'on ne déclare pas les gens allemands ou polonais selon le bon vouloir des fonctionnaires prussiens, mais selon leur propre volonté.*»⁶²⁶ A ce moment, la rédaction n'était pas encore confrontée avec des peuples qui s'expriment contre la révolution, comme dans le cas de certains peuples slaves d'Autriche.

II-3-2-e- La répartition géographique des articles concernant l'Allemagne

Néanmoins il est essentiel pour le journal de pouvoir rapporter depuis tous les lieux en Allemagne qui représentent un enjeu pour l'avenir du pays ; rappelons-nous la véhémence avec laquelle Marx s'est exprimé contre le projet d'un journal régional en rentrant à Cologne en avril 1848. Le but de la fondation de la *Nouvelle gazette rhénane* était de créer un journal certes bien implanté en Rhénanie, mais qui soit crédible en proposant des solutions pour l'Allemagne entière. Afin de mieux connaître les lieux d'intérêt de la *Nouvelle gazette rhénane*, nous étudierons maintenant la répartition géographique des articles qui concerne l'Allemagne.

Nous avons répertorié tous les articles de la rubrique Allemagne selon les lieux de provenance indiqués par le journal. L'objectif est de connaître d'un côté la quantité des articles selon les lieux indiqués et d'un autre côté la fréquence des articles par semaine pour savoir quel lieu était à quel moment précis l'objet de l'attention du journal⁶²⁷.

⁶²⁴ NGR, n°81 du 20 août 1848: *Die Polendebatte in Frankfurt* (également in MEW5, p.332): „*Die Grenze zwischen Deutschland und Polen kann erst bestimmt werden, wenn Polen wieder existiert.*“

⁶²⁵ NGR, n°73 du 12 août 1848: *Die Polendebatte in Frankfurt* (également in MEW5, p.331): „*...die Habgier der preußischen Regierung.*“

⁶²⁶ Ibid: *Die Polendebatte in Frankfurt* (également in MEW5, p.326): „*Nur solle man nicht die Leute nach dem Belieben der preußischen Beamten deutsch oder polnisch machen, sondern nach ihrem eigenen Willen.*“

⁶²⁷ Le traitement des données a été effectué à l'aide d'une base de données sous ACCESS. Le traitement sous forme de graphes a été réalisé à l'aide d'EXCEL. La plupart du temps, la NGR paraît 6 jours par semaine, de mardi à dimanche. La

Ce procédé pêche par son approche purement statistique. Il ne prend pas en compte la nature des articles - s'il s'agit d'un grand article de fond ou d'un tout petit entrefilet sur un fait secondaire. Notre répertoire ne distingue pas non plus les articles des correspondants des articles qui ont été repris d'autres journaux. Cette méthode n'est donc pas entièrement fiable et ne peut en aucun cas suffire pour démontrer l'évolution du journal. C'est l'analyse du *contenu* des articles qui doit apporter les informations essentielles. Nous pensons néanmoins que cette statistique peut être un moyen pour mettre en lumière les rythmes, les temps forts et les centres de gravité du journalisme de la *Nouvelle gazette rhénane*.

Afin de rendre les résultats plus lisibles, nous avons regroupé certains Etats d'une ou plusieurs zones géographiques ou compté certaines régions à part. La Rhénanie d'un côté et le Schleswig et le Holstein d'un autre côté se distinguent comme centre d'intérêts du journal. Nous avons donc compté la Rhénanie (province rhénane) à part du reste de la Prusse et également compté le Schleswig et le Holstein dans une catégorie.

L'Autriche représente un autre centre d'intérêt et donc une catégorie en soi.

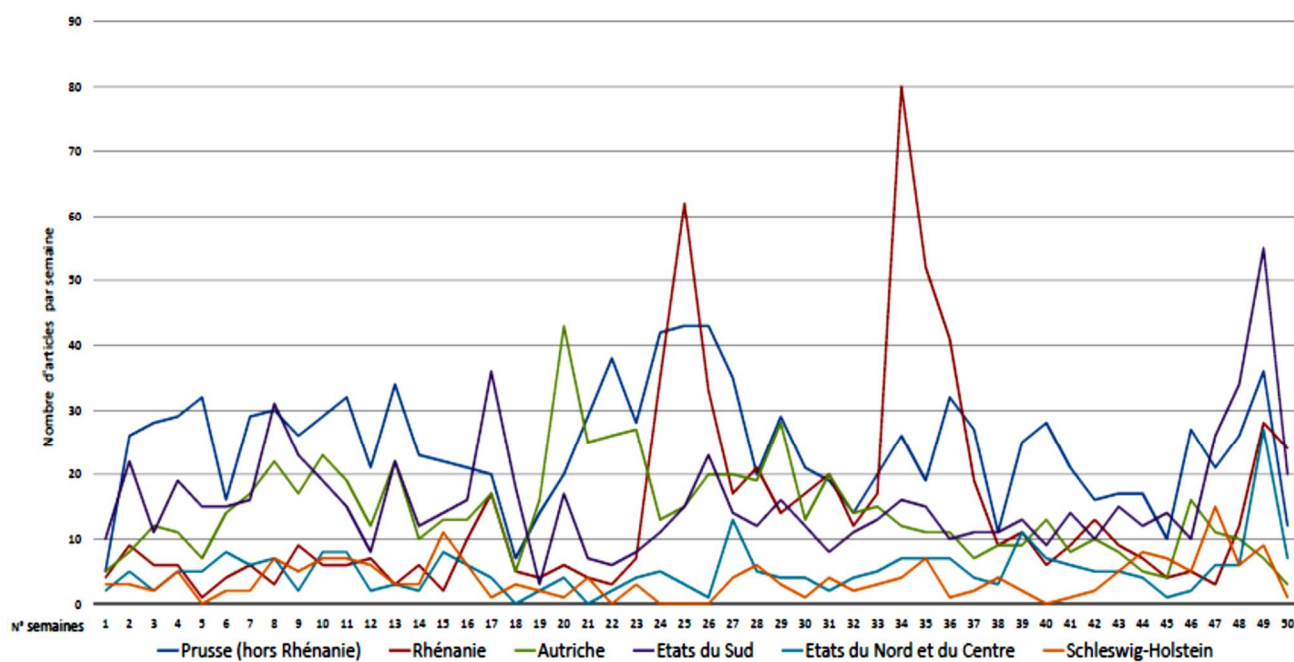
Nous avons ensuite regroupé les Etats du Sud de l'Allemagne : le grand-duché de Bade, le royaume de Bavière, le grand-duché de Hesse, le duché Electorale de Hesse Hohenzollern-Sigmaringen, la ville libre de Francfort, le duché de Nassau et le royaume de Wurtemberg.

Les autres lieux de provenance des articles qui figurent dans la *Nouvelle gazette rhénane* ne se distinguent pas particulièrement par leur quantité ou leur fréquence. Nous avons donc regroupé les Etats respectifs dans une dernière catégorie. Il s'agit des Etats du Nord (la ville hanséatique de Brème, le duché de Braunschweig, le royaume de Hanovre, les villes hanséatique de Hambourg et de Lübeck, le duché de Mecklenburg-Schwerin) et les Etats du Centre et de l'Est (les duchés de Anhalt-Bernburg, Anhalt-Cöthen, Anhalt-Dessau, le duché de Limburg, le comté de Lippe, le duché de Saxe-Altenburg, le duché de Saxe-Coburg-Gotha, le duché de Saxe-Meiningen, le duché de Saxe-Weimar-Eisenach, le royaume de Saxe et la principauté de Reuss).

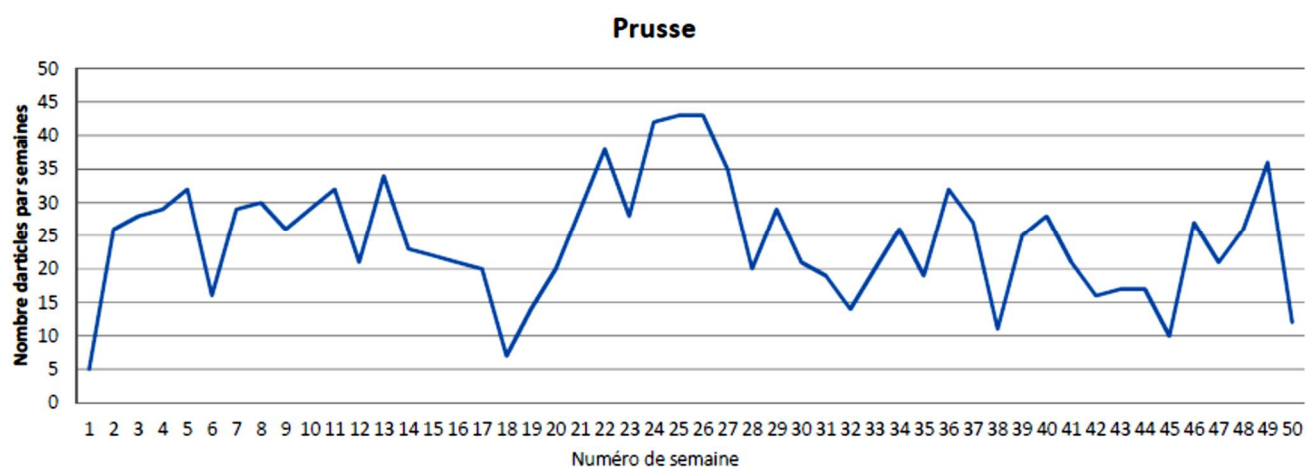
répartition par semaine retenue par nous correspond à une semaine de lundi à dimanche, en prenant en compte que la plupart des lundis le journal n'apparaît pas.

	Nombre de lieux	Nombre d'articles
Prusse (hors Rhénanie)	99	1216
Rhénanie	142	714
Autriche	45	715
Etats du Sud	65	793
Etats du Nord et du Centre	50	256
Schleswig-Holstein	18	188
Origine non déterminée	2	14

Bilan par région des articles sur l'Allemagne



- La Prusse (hors la province rhénane)



Le bilan de l'ensemble des articles sur l'Allemagne nous montre que la *Nouvelle gazette rhénane* est d'abord un journal prussien. Parmi les zones géographiques que nous avons établies comme les centres du journalisme de la *Nouvelle gazette rhénane*, la Prusse hors la Rhénanie concentre le plus grand nombre d'articles (1216). La Prusse se trouve donc au centre de l'intérêt du journal. Ce fait s'explique pour une partie par le grand nombre de contributions venant de Berlin. Les 704 articles des correspondants de Berlin démontrent l'importance que la *Nouvelle gazette rhénane* accorde à la capitale de la Prusse et au parlement de Berlin ; sauf dans la toute première semaine, les articles sont déjà nombreux et le resteront jusqu'à la fin. Mais avec ses 99 lieux de provenance différents, le réseau de correspondants du journal ne se limite pas à Berlin. Les correspondants rapportent régulièrement de Breslau d'où viennent 155 articles, ceux de Posen envoient 61 articles, ceux de Erfurt et de Königsberg respectivement 25 et de Stettin 23 articles.

La courbe du graphique nous montre le nombre des articles par semaine. Globalement le nombre d'articles reste toujours important pendant toute la période de vie de la *Nouvelle gazette rhénane*. Deux périodes sont pourtant particulièrement riches en articles.

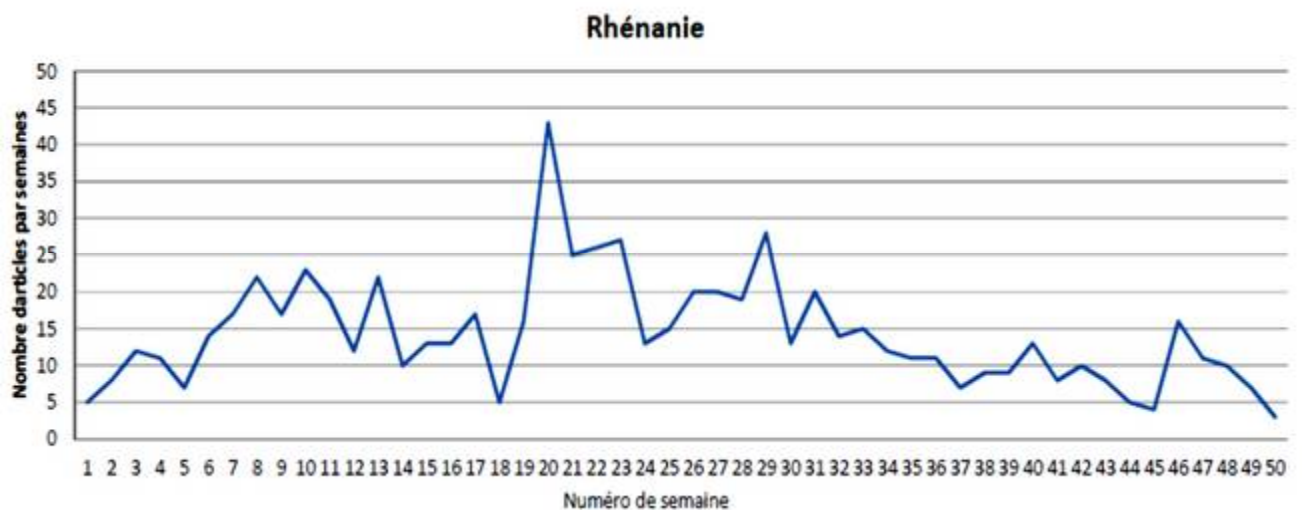
Même s'il y a une fluctuation hebdomadaire, on note une première période de la naissance du journal jusqu'à fin août 1848, où le nombre d'articles oscille entre 25 et 30 (par exemple semaines 8 : 17 au 23 juillet 1848 = 28 articles / semaine 13 : 21 au 27 août 1848 = 34 articles).

Il est étonnant qu'aux mois de septembre et octobre la moyenne d'articles tombe à environ une vingtaine par semaine⁶²⁸. La période de fin septembre au début d'octobre correspond à la crise de septembre et on aurait pu s'attendre au contraire à un regain de la correspondance.

Ce regain se produit en revanche du mois de novembre à mi-décembre 1848 (semaine 22 = du 31 octobre au 5 novembre 1848 = 38 articles / semaine 24 : du 14 novembre au 19 novembre 1848 = 42 articles / semaine 25 : du 21 au 26 novembre 1848 = 43 articles / semaine 26 : du 28 novembre au 3 décembre 1848 = 43 articles). Ce grand nombre d'articles au mois de novembre peut signifier qu'il y avait bien une mobilisation en Prusse pendant la crise de novembre en Prusse qui n'était pas uniquement limitée à la seule Rhénanie.

Par la suite le nombre d'articles baisse et retrouve sa moyenne d'une vingtaine par semaine avec deux sursauts ; un premier en février et mars 1849 avec une trentaine d'articles hebdomadairement - ce qui correspond à l'époque des élections en Prusse - et un dernier début mai 1849 à la même hauteur, époque qui correspond au début de la *campagne pour la constitution du Reich*.

- La Rhénanie (province rhénane)



⁶²⁸ Les chiffres pour les semaines 18 et 19 ne sont pas significatifs et s'expliquent par le fait que ce ne sont pas des semaines complètes, du fait de l'interdiction, puis de la fermeture provisoire du journal du 28 septembre au 11 octobre 1848.

La province rhénane concentre sur elle 714 articles, donc plus de la moitié des articles concernant le reste de la Prusse. De plus, les articles sont envoyés de 141 endroits différents. Ainsi la Rhénanie représente la plus grande densité du réseau de correspondants de toutes les zones géographiques indiquées. Nous constatons un grand nombre de petites villes, qui envoient chacune peu d'articles, souvent seulement un ou deux. Il s'agit de très petites villes, souvent éloignées des grands centres politiques, par exemple Geilenkirchen près de Aachen, Andernach et Mayen dans le sud de la Eifel, le «Bergisches Land», Solingen et Neuss à côté de Düsseldorf ou Kochem et Bernkastel au bord de la Moselle.

Les villes de Cologne - il ne s'agit pas d'éditoriaux⁶²⁹- (110 contributions) et Düsseldorf, 95 articles - représentent les centres de gravité de l'activité journalistique de la Rhénanie. A part ces deux villes nous notons également un grand nombre de villes moyennes (Aachen (13), Barmen (11), Bonn (12), Clèves (18), Dortmund (24), Elberfeld (29), Krefeld (11), Münster (54), Paderborn (10), Trèves (22), Coblenche (30 articles)

Contrairement au reste de la Prusse, la courbe graphique de la Rhénanie indique des pics importants qui désignent beaucoup plus clairement la crise de novembre, et ensuite une activité journalistique particulièrement riche de la fin janvier à mi-février 1849, au moment de la campagne pour les élections en Prusse.

La crise de septembre s'accompagne d'un petit sursaut du nombre d'articles (semaine 17 = 19 août – 24 août 1848 = 16 articles). Le pic du mois de novembre est en revanche particulièrement marqué (semaine 24 : du 14 novembre au 19 novembre 1848 = 35 articles / semaine 25 : du 21 novembre au 26 novembre 1848 = 62 articles / semaine 26 : du 28 novembre au 3 décembre 1848 = 33 articles). L'augmentation spectaculaire du nombre d'articles est principalement due à la densité des correspondances des petites villes.

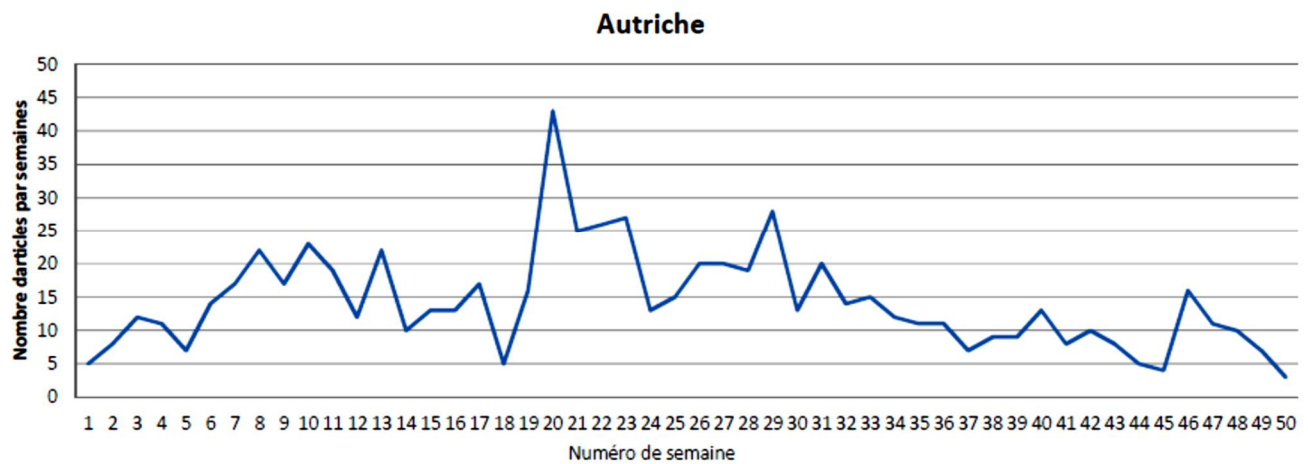
Ce flux d'articles reste sur un niveau d'une vingtaine d'articles hebdomadaire au début de l'année 1849 avec un pic spectaculaire fin janvier 1849 pour baisser ensuite lentement début février (semaine 34 : du 22 janvier au 28 janvier 1849 = 80 articles : semaine 35 : du 30 janvier au 4 février

⁶²⁹ Nous rappelons que les éditoriaux sont désignés par une ou plusieurs étoiles et se trouvent sur la première page. Ils sont donc détectables en tant qu'éditoriaux. Pour cette raison ils n'ont pas été pris en compte dans le répertoire des articles des correspondants.

1849 = 52 articles / semaine 36 : du 6 février au 11 février 1849 = 41 articles). Pendant cette période les contributions des petites villes sont de nouveau particulièrement nombreuses.

Il y a ensuite un ultime sursaut du nombre d'articles pendant les deux dernières semaines du journal.

- L'Autriche



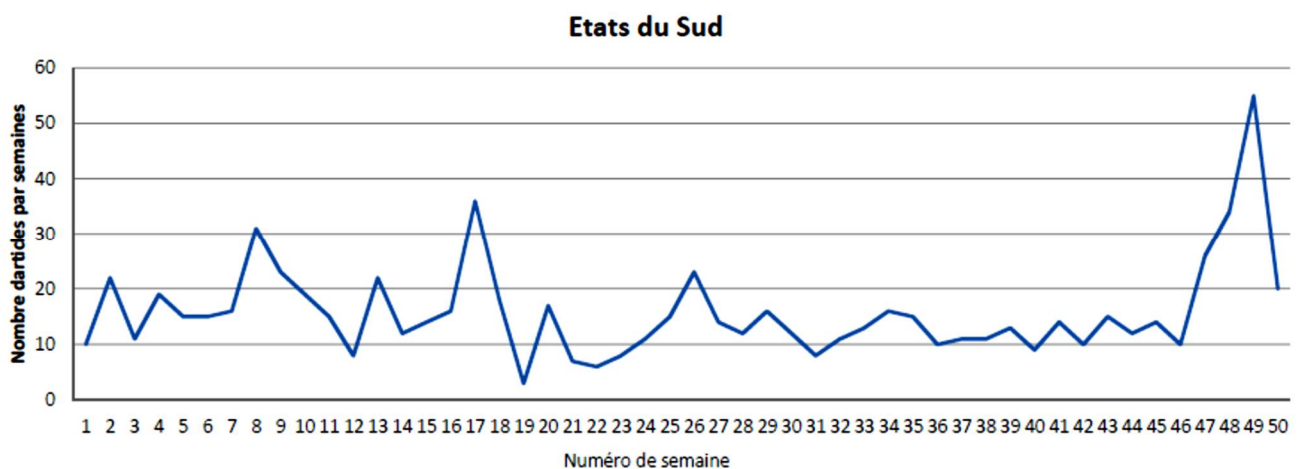
La deuxième grande puissance en Allemagne, l'Autriche, est bien suivie par la *Nouvelle gazette rhénane*. Les 715 contributions envoyées depuis l'Autriche n'égalent toutefois pas celles de la Prusse. Le réseau des correspondants n'est pas très étendu (45 lieux de provenance différents). La plus grande partie des articles est envoyée de Vienne (467) et ensuite de Prague (95).

Les articles sur l'Autriche arrivent régulièrement, ils augmentent encore à partir de mi-juillet, pour marquer le plus grand pic au mois d'octobre 1848, un pic qui correspond à l'époque de l'insurrection de Vienne. Le nombre de contribution baisse ensuite, mais reste sur un niveau relativement haut. La baisse est ensuite plus sensible pour l'année 1849 (semaine 7 : du 10 juillet au 16 juillet 1848 = 17 articles /semaine 13 : du 21 août au 27 août 1848 = 22 articles / semaine 20 : du 17 octobre au 22 octobre 1848 = 43 articles)

Le profil de la courbe de la fréquence des articles pour l'Autriche est très différent de celui de la Prusse et de la Rhénanie. Nous voyons bien que les époques des grandes crises ne correspondent pas dans ces deux parties d'Allemagne.

Le plus grand pic d'articles par semaine est bien moindre que celui en Rhénanie. Cela ne veut pas forcément dire que l'Autriche est considérée comme moins important par la *Nouvelle gazette rhénane* ; probablement ce fait est dû au nombre bien moins important des correspondants que celui en Rhénanie. Il y a seulement trois villes qui contribuent au plus grand pic de mi-octobre.

- Les Etats du Sud



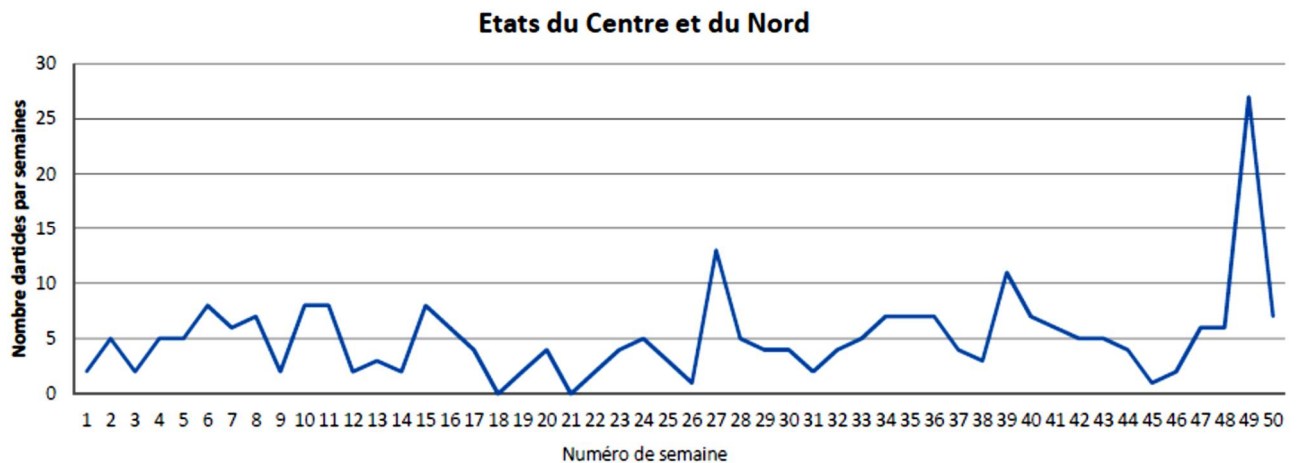
Le plus grand nombre d'articles - après la Prusse - est envoyé de l'Allemagne du Sud, avec 793 articles au total, dépassant ainsi les chiffres pour l'Autriche et la Rhénanie. Avec 64 lieux de provenance différents, le réseau des correspondants est également plus dense que celui d'Autriche, sans pourtant arriver à la hauteur de la Prusse. Une partie de ce grand nombre d'articles s'explique par les articles de Francfort (403). A côté de Francfort, le centre d'intérêt de journal semble être la Bade. Une autre partie importante d'articles concerne effectivement le grand-duché. Ces articles sont envoyés de 16 lieux différents, dont 4 villes regroupent la majorité. Il s'agit de Freiburg (20), Heidelberg (20), Karlsruhe (16) et Mannheim (33).

Les correspondants des villes d'autres Etats envoient assez régulièrement des articles : de Darmstadt (24) dans le grand-duché de Hesse, de Kassel (29) de la Hesse- Electorale, de Stuttgart (45) du royaume de Wurtemberg ou de Munich (45) du royaume de Bavière.

L'intérêt de la *Nouvelle gazette rhénane* pour la situation dans le Sud est constant. Pendant toute l'existence du journal, le nombre d'articles reste sur un haut niveau. Nous constatons un premier pic

de la courbe fin juillet 1848 (semaine 8 : 17 juillet au 23 juillet 1848 = 31 articles) et fin septembre (semaine 17 : du 19 septembre au 24 septembre = 36 articles). Le phénomène le plus spectaculaire de la courbe est le pic très prononcé à partir de la fin du mois d'avril 1849 qui cumule mi-mai, ce qui correspond au début de la troisième insurrection de Bade et au début de la *campagne pour la constitution du Reich* (semaine 48 : du 1^{er} au 5 mai = 34 articles /semaine 49 : du 8 au 13 mai = 55 articles).

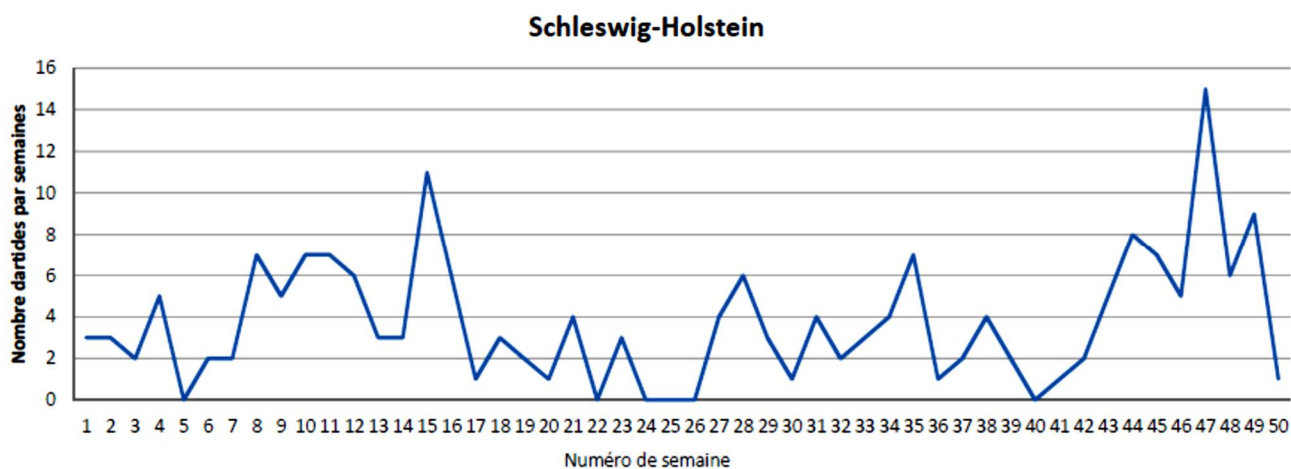
- Les Etats du Nord et du Centre



Le nombre plus faible d'articles envoyé de ces Etats rend l'interprétation de la courbe plus hasardeuse.

Les contributions concernant les Etats du Nord (à l'exception du Schleswig et du Holstein), sont peu nombreux (101) et sont envoyés de plus assez irrégulièrement. Nous pouvons constater qu'un certain nombre d'articles a été envoyé de Hambourg (37) et de la ville de Hanovre (13). Relativement peu d'articles sont également envoyés des Etats du Centre (57). L'exception est le royaume de Saxe (100 articles), surtout la ville de Dresde dont le correspondant envoie tout de même 61 contributions, ce qui correspond au seul grand pic du graphique au mois de mai 1849 au début de la *campagne pour la constitution du Reich*. C'est le même pic que celui qu'on avait trouvé pour les Etats du Sud.

- Le Schleswig et le Holstein



Le Schleswig et le Holstein qui aspirent à l'été 1848 à être réunis et ensuite intégrés dans un futur Etat allemand, sont les seuls endroits qui attirent véritablement l'attention de la *Nouvelle gazette rhénane* dans le Nord de l'Allemagne. Nous notons au total 188 contributions envoyées à partir de ces deux duchés ; c'est presque le double que le reste des autres Etats du Nord ensemble. Les articles sont envoyés de 18 endroits différents, surtout d'Altona (20) et Rendsburg (26) au Holstein et d'Apenrade (13) et Flensburg (16) au Schleswig. De nouveau, le nombre relativement faible des articles rend l'interprétation de la courbe difficile. Nous constatons toutefois deux pics marqués, un premier début septembre 1848 qui correspond aux événements de la région pendant la crise de septembre et un deuxième fin avril 1849, période dans laquelle les hostilités avec le Danemark recommencent.

II-3-2-f- Bilan de la répartition géographique

Notre analyse de la répartition géographique des articles concernant l'Allemagne montre que la *Nouvelle gazette rhénane* est d'abord un journal prussien avec une forte implantation en Rhénanie. Au niveau de la Prusse, c'est plus particulièrement Berlin qui est au centre de l'attention du journal, un fait qui indique la haute importance que la *Nouvelle gazette rhénane* accorde au parlement de la Prusse. Le grand nombre d'articles sur Berlin par rapport à un nombre certes élevé, mais bien moindre sur Francfort démontre que pour le journal c'est Berlin qui est le centre névralgique de la

révolution, bien avant Francfort. Ce trait caractéristique distingue la *Nouvelle gazette rhénane* par exemple de la *Gazette du soir de Mannheim* qui est beaucoup plus orientée sur Francfort.

Le grand nombre d'articles sur la Rhénanie venant des endroits les plus divers révèle que la *Nouvelle gazette rhénane* possède une forte implantation régionale qui ne se limite pas aux grandes villes. La fréquence des contributions pendant les crises diverses évoque une région fortement politisée. Cette sensibilité s'exprime - au niveau de la fréquence des articles - particulièrement pendant la crise de novembre 1848 et en janvier et février 1849. Ces deux périodes se révèlent - d'un point de vue journalistique - comme les phases les plus intenses du travail de la *Nouvelle gazette rhénane*.

La concentration sur la Prusse ne veut pourtant pas dire exclusivité. La *Nouvelle gazette rhénane* est manifestement présente dans presque tous les Etats allemands, mais surtout dans les régions à conflits. Les nombreux articles concernant l'Allemagne du Sud et l'Autriche démontrent que le journal rapporte régulièrement des endroits éloignés de son site de production.

Dans le cas de l'Autriche la concentration de cette activité sur Vienne est évidente. Une grande partie des autres articles qui sont envoyés d'autres endroits en Autriche traitent quand même toujours le conflit à Vienne ; il s'agit souvent des lieux de repli du journaliste.

Vienne est dès le départ considérée comme le deuxième centre de pouvoir en Allemagne, à côté de Berlin. Malgré cela, le grand nombre d'articles sur l'Autriche n'est pas forcément une évidence à cause de la distance importante pour l'époque et les fréquents problèmes de courrier. La grande crise d'octobre à Vienne - avec un nombre d'articles élevé - est un autre temps fort de la *Nouvelle gazette rhénane*.

En ce qui concerne l'Allemagne du Sud, l'intérêt du journal se porte certes pour une grande partie sur Francfort. Mais cela n'explique pas le grand nombre d'articles restant. La *Nouvelle gazette rhénane* dispose apparemment d'un certain nombre de points de chute dans le Sud et particulièrement en Bade: les correspondants de Karlsruhe, Heidelberg, Mannheim envoient

régulièrement des articles. Ces articles parlent des incidents survenus sur place⁶³⁰. Mais malgré ces informations détaillées et assez régulières, il n'est pas sûr que la rédaction de la *Nouvelle gazette rhénane* ait vraiment pris conscience de la dynamique révolutionnaire en Bade - sauf dans les toutes dernières semaines début mai 1849. Les quelques éditoriaux et la plus grande partie des autres articles sur les événements en Bade ne traitent que les mesures répressives contre les clubs ou contre la presse du printemps et été 1848. Ces articles ont un caractère plutôt défensif et leurs auteurs prônent plus la préservation des organisations démocrates que la mobilisation insurrectionnelle. Non entièrement à tort, ils jugeaient la maturité et la solidité de cette mobilisation comme trop faible pour forcer le cours des événements.

De plus, il n'y avait pas le temps d'évoquer et de discuter la deuxième insurrection de Bade qui survint du 21 au 24 septembre 1848 ; c'est l'époque de la proclamation de l'état de siège à Cologne à la fin de la crise de septembre et de l'interdiction provisoire de la *Nouvelle gazette rhénane* le 28 septembre. Cette insurrection de Bade n'arrive pas «au bon moment» pour le journal. Après la reprise de la parution du journal c'est l'évolution à Vienne qui est au centre de son intérêt, une évolution qui semble bien plus décisive que celle du petit pays de Bade.

II-3-3- Les articles concernant l'étranger

II-3-3-a- La présentation des articles concernant l'étranger

A l'instar des articles sur l'Allemagne, ceux qui arrivent de l'étranger ne sont pas signés et uniquement précédés du signe du correspondant et du lieu d'origine. Les articles ne sont titrés que dans l'aperçu tout au début de la première page. En revanche, il n'y a pas de rubrique «étranger»,

⁶³⁰ Par exemple NGR, n°50 du 20 juillet 1848 : Cet article de Heidelberg donne l'information que le club des étudiants de Heidelberg a été interdit. Elle fait partie d'une grande vague de restriction du droit d'association en Bade et au Wurtemberg où les autorités avaient interdit les clubs démocratiques. Cette interdiction fait le sujet d'un éditorial dans le même numéro⁶³⁰. Trois jours plus tard, le numéro 53 du 23 juillet 1848 publie deux articles - un de Mannheim, un autre de Karlsruhe⁶³⁰ - qui informent sur toutes les manifestations de protestation contre ces mesures qui sont le 28 juillet (NGR, n°58 du 28 juillet 1848) de nouveau traitées dans l'éditorial⁶³⁰.

contrairement à la rubrique «Allemagne». Chaque pays est indiqué séparément sous son nom. Il s'agit surtout des pays d'Europe et d'une mesure bien moindre des pays d'Amérique, d'Asie et d'Afrique du Nord. Les articles sont soit envoyés par des collaborateurs sur place, soit la rédaction de Cologne les a tirés des journaux du pays en question. La *Nouvelle gazette rhénane* reçoit un nombre assez important de journaux étrangers, comme par exemple «*Le National*», «*la Réforme*» et le «*Charivari*» pour la France, le «*Times*» et le «*Economist*» pour la Grande-Bretagne et l'«*Alba*» et la «*Concordia*» pour l'Italie⁶³¹. Ces journaux sont comme les autres journaux allemands régulièrement étudiés par la rédaction. Si les articles ne sont pas originaires d'autres journaux, ils ont été écrits par des correspondants sur place. La rédaction de Cologne peut en revanche s'appuyer sur ces informations pour les éditoriaux. Mais dans ce cas l'article est toujours désigné avec le signe de l'éditorial, c'est-à-dire, qu'il est précédé du mot *Cologne* avec une ou plusieurs étoiles. C'est par exemple le cas pour l'éditorial de Friedrich Engels sur «le combat magyar»⁶³².

Comme pour les articles sur l'Allemagne, les sources sont dans ce cas indiquées, une pratique qui ne s'est pas encore généralisée, mais qui est revendiquée par la *Nouvelle gazette rhénane*

Comme la presse d'Allemagne, la presse des autres pays suscite l'attention du journal. La presse de France, d'Angleterre, mais aussi d'Italie est régulièrement analysée, soit par les correspondants sur place, soit par la rédaction de Cologne. Certains articles peuvent être discutés en détail, les articles de la journée ou de la semaine de plusieurs journaux peuvent être résumés, d'autres articles donnent parfois l'occasion de polémiques dans des éditoriaux. La presse en tant que telle - et donc aussi celle des autres pays - est considérée comme un acteur à part entière, comme un vecteur important des débats du moment.

La place importante qui est réservée aux informations venant de l'étranger saute immédiatement aux yeux. Ce sont des articles qui traitent l'actualité du pays respectif. La plupart du temps, la moitié

⁶³¹ Voir François Melis : *Neue Rheinische Zeitung. Organ der Demokratie. Ein Redaktionsalltag – oder mehr?* Köln, 14. November 1848, op. cit. p.92.

⁶³² NGR, n°194 du 13 janvier 1849. François Melis mentionne dans son étude (*Die Rezeption der ungarischen Revolution von 1848/49 durch die „Neue Rheinische Zeitung“. Die Artikel von Friedrich Engels über den Befreiungskampf in Ungarn im Frühjahr 1849*, (Phil.Diss.) Berlin 1987), qu'Engels avait écrit lui-même 110 articles sur la Hongrie pendant une période de seulement 4 mois.

du journal, c'est-à-dire deux pages entières contiennent ces articles. Si les actualités d'Allemagne sont trop brûlantes, nécessitant plus de place qu'habituellement, les informations sur les autres pays sont rattrapées dans les suppléments, qui consistent parfois uniquement en des informations venant de l'étranger.

Mais parfois la donne peut aussi être inversée. Exceptionnellement, comme pendant *l'insurrection de juin à Paris*, les articles qui concernent l'étranger peuvent prévaloir. L'édition du 28 juin 1848 par exemple⁶³³ a dédié son éditorial aux événements de Paris qui remplissent de plus les pages suivantes. Pour les informations d'Allemagne ne restent qu'à peine un peu plus qu'une colonne, suit donc un supplément spécial, de nouveau entièrement consacré à la France.

II-3-3-b- Le réseau de correspondants et la collecte des informations

La *Nouvelle gazette rhénane* est particulièrement fière de ses contacts dans les autres pays ; du 19 décembre 1848⁶³⁴ au 14 janvier 1849, elle publie une note sur la première page expliquant que :

*« A travers ses contacts personnels avec les chefs démocratiques en Angleterre, France, Italie, Belgique et Amérique du Nord, la rédaction est en mesure d'expliquer à ses lecteurs les mouvements politiques et sociaux de l'étranger mieux que toute autre feuille. En ce sens, la Nouvelle gazette rhénane est non seulement l'organe de la démocratie allemande, mais aussi de la démocratie européenne. »*⁶³⁵

Cette déclaration sur laquelle nous reviendrons ultérieurement concorde avec une vision européenne de la révolution, ce qui explique l'importance que la *Nouvelle gazette rhénane* accorde aux informations venant de l'Europe. Globalement les pays indiqués dans cette note correspondent bien aux centres d'intérêt du journal, à l'exception de la Hongrie qui n'est pas mentionnée ici. Dans l'énumération des pays d'Europe avec lesquels la *Nouvelle gazette rhénane* aurait tant de contacts,

⁶³³ NGR, n°28 du 28 juin 1848.

⁶³⁴ NGR, n°172 du 19 décembre 1848.

⁶³⁵ Ibid.: „Die bisherigen Monatsgänge der „Neuen Rheinischen Zeitung“ sind ihr Programm. Durch ihre persönlichen Verbindungen mit den Chefs der demokratischen Partei in England, Frankreich, Italien, Belgien und Nordamerika ist die Redaktion in Stand gesetzt, ihren Lesern die politisch-soziale Bewegung des Auslandes richtiger und klarer abzuspiegeln, als irgendein anderes Blatt. Die „N.Rh.Ztg.“ ist in dieser Beziehung nicht bloß das Organ der deutschen, sondern der europäischen Demokratie. Die Gerantur der „Neuen Rheinischen Zeitung.“

figure bizarrement aussi l'Amérique du Nord. Ce paradoxe s'explique peut-être par le fait que les contacts en question sont dans la plupart des cas d'origine européenne et qu'ils voient le nouveau continent avec des yeux d'Européens.

Les collaborateurs du journal réunissent plus encore que ceux d'Allemagne des qualités et caractéristiques communes ou semblables. Certains entre eux appartiennent à la fois à la *Ligue des communistes* et sont fortement engagés dans le mouvement démocrate du pays respectif. Ils sont soit rédacteur responsable d'un journal ou du moins ils écrivent des articles pour des journaux depuis nombre d'années. Parfois, comme pour l'Italie ou la Belgique, il n'y a pas de collaborateur sur place. Le journal essaie dans ce cas d'établir un contact constant avec un journal «ami» et d'échanger les informations. Sur la base de ces informations, la rédaction à Cologne écrit les articles. Comme pour l'Allemagne, une collaboration n'est pas forcément durable. Un collaborateur peut très bien écrire des articles pendant quelques mois, mais changer d'activité ensuite, parce qu'il change de ville ou de région ou/et parce que la situation sur place devient dangereuse. Ce dernier cas est arrivé pour certains correspondants de Hongrie⁶³⁶.

Les contacts avec l'Angleterre sont assurés par les leaders chartistes George Julian Harney et Ernest Charles Jones qui avaient initiés les «*démocrates fraternels*» et qui sont en même temps membres de la *Ligue des communistes*. Ce sont des amis personnels d'Engels. Engels est particulièrement en contact avec Harney qui est également rédacteur en chef du journal chartiste le plus important, le *Northern Star*. Avant 1848, en tant que collaborateur de la *Gazette allemande de Bruxelles*, Engels avait entretenu une sorte de « cartel journalistique » et assuré les contacts entre la *Gazette allemande de Bruxelles*, le journal démocrate français la *Réforme* de Ferdinand Flocon et le *Northern Star*. Le *Northern Star* est un des contacts préférés de la *Nouvelle gazette rhénane*. S'il n'est pas un modèle direct, il a tout de même probablement inspiré la *Nouvelle gazette rhénane*, surtout en ce qui concerne le lien qu'il établit entre le mouvement ouvrier et démocrate.

⁶³⁶ Voir François Melis: *Die Rezeption der ungarischen Revolution...*op.cit. p.23. Melis mentionne plusieurs correspondants de Pest pour la NGR – dont nous ne connaissons pas le nom - qui rapportent à partir du n°40 du 10 juillet 1848. Leur activité était mise en cause après l'occupation de Pest par l'armée autrichienne du 5 janvier au 28 avril 1849.

Concernant la partie du journal sur l'étranger, c'est surtout la France qui est au centre de l'intérêt de la *Nouvelle gazette rhénane*. Les contacts avec la France sont particulièrement forts. Ferdinand Wolff qui est responsable pour la rubrique «France» a vécu lui-même dix ans sur place et connaît personnellement les correspondants locaux, tout comme Marx et Engels.

Il s'agit d'abord de Hermann Ewerbeck qui nous avons déjà évoqué. Ewerbeck, un ancien dirigeant de la *Ligue des justes* qui s'est définitivement installé à Paris, est une vieille connaissance de Marx depuis 1844⁶³⁷. Il a joué un rôle important dans la transformation de la Ligue des justes en *Ligue des communistes* et il a été contacté très tôt par Marx pour collaborer avec la *Nouvelle gazette rhénane*. C'est lui qui écrit les articles d'actualité, c'est lui aussi qui analyse régulièrement la presse parisienne en inventant une rubrique dans la rubrique, une «chronique des journaux français» (*französische Journalschau*). Ewerbeck assure également le contact avec la *Réforme*⁶³⁸, du moins jusqu'à l'été 1848. Les contacts cessent ensuite, puisque Marx est très déçu de l'attitude ambiguë de Flocon pendant l'insurrection de juin.

Ewerbeck est secondé par Sebastian Seiler, également une vieille connaissance. Seiler avait jadis - avant 1848 - initié à Bruxelles le *bureau de correspondance communiste*. Depuis le début de la révolution, il est sténographe à l'Assemblée nationale de Paris d'où il peut fournir les informations les plus actuelles si la rédaction de Cologne n'utilise pas les protocoles du «*Moniteur*».

Entre l'automne 1848 et janvier 1849, c'est également Ernst Dronke qui écrit un nombre d'articles importants sur la France. Dronke s'est réfugié à Paris après la crise de septembre à Cologne, où il a joué un rôle, afin d'échapper à la poursuite de la police prussienne. Il envoie notamment des articles sur les élections présidentielles en décembre 1848 et il analyse la situation en France après la victoire de Louis Napoléon.

⁶³⁷ Walter Schmidt : *Neue Rheinische Zeitung. Frankreich 1848/49. Artikel. Korrespondenzen. Berichte über die französische Revolution 1848/49*, Verlag Philipp Reclam jun. Leipzig, 1986, p.11.

⁶³⁸ Voir également MEGA III/2 p.452/53: *August Hermann Ewerbeck an Karl Marx in Köln, Paris 21. Mai 1848: „...schreibe mir auch über die deutschen Verhältnisse, damit ich damit zu Flocon und zu La Réforme gehen kann und nicht die Zeitungslumpenhunde dort einnisteten.“*

Concernant l'Italie, Marx cherche en juin 1848 à entrer en contact avec le journal de Florence *l'Alba*⁶³⁹, qu'il considère comme le seul journal véritablement démocrate. Le rédacteur Léopoldo Alinari lui répond favorablement fin juin⁶⁴⁰.

Les informations sur la Belgique arrivent également par un journal, c'est «*Le Débat social*» de Lucien Léopold Jottrand qui avait travaillé déjà avec Marx dans l'association démocratique de Bruxelles. Ce contact s'établit fin mai 1848⁶⁴¹.

En août et septembre 1848, Max Cohnheim⁶⁴² écrit des articles de Zurich, de la Suisse⁶⁴³. Durant hiver 1848. Beaucoup d'articles sont envoyés d'Engels qui est comme Dronke en fuite, mais qui n'est pas resté à Paris, mais a poursuivi son chemin jusqu'en Suisse.

Revenu à Cologne, Engels écrit en 1849 également la plupart des articles sur la guerre autrichienne en Italie et en Hongrie. Engels s'appuie pour ses articles concernant la Hongrie sur les informations de plusieurs correspondants de Pest, dont nous ne connaissons pas les noms, des articles d'un démocrate allemand vivant en Hongrie à Klausenburg en Transsilvanie Paul Dorn⁶⁴⁴, du correspondant viennois Müller-Telling⁶⁴⁵ et du officier allemand combattant dans l'armée hongroise Adolf Thunis⁶⁴⁶. Un article de ce dernier figure comme éditorial le 28 janvier 1849⁶⁴⁷.

⁶³⁹ *L'Alba*, un journal démocratique et anti-autrichien, est fondé le 2 novembre 1847 à Florence par Guiseppe la Farina et interdit en 1849.

⁶⁴⁰ MEGA III/2, p.462 : L. Alinari an die Redaktion der „Neuen Rheinischen Zeitung“ in Köln, Florenz, 20.Juni 1848.

⁶⁴¹ MEGA III/2, p. 450/51 : Lucien-Léopold Jottrand an Karl Marx in Köln; Brüssel, 19. Mai 1848:

«J'apprends avec un grand plaisir par votre ami Weerth que vous allez faire paraître à Cologne une nouvelle Gazette rhénane dont il m'a remis le prospectus...(..) M.Weerth me dit qu'il va vous joindre à Cologne pour contribuer à l'entreprise de la nouvelle gazette Rhénane ; et il me promet en votre nom l'envoi de cette feuille en échange du débat Social que je vous enverrai de mon côté.»

⁶⁴² S.Z. Leviova, op. cit. p.69, voir aussi :

⁶⁴³ MEGA III/2, p. 474: Max Cohnheim an die Redaktion der „Neuen Rheinischen Zeitung“ in Köln; Zürich, 20.September 1848: „Beiliegend die dritte Correspondenz. Ich hoffe, daß Sie die beiden ersten bereits abgedruckt und mir recht bald schreiben werden, ob Ihnen meine Correspondenzen recht sind.“

⁶⁴⁴ François Melis : *Rezeption der ungarischen Revolution...*op.cit. p.25.

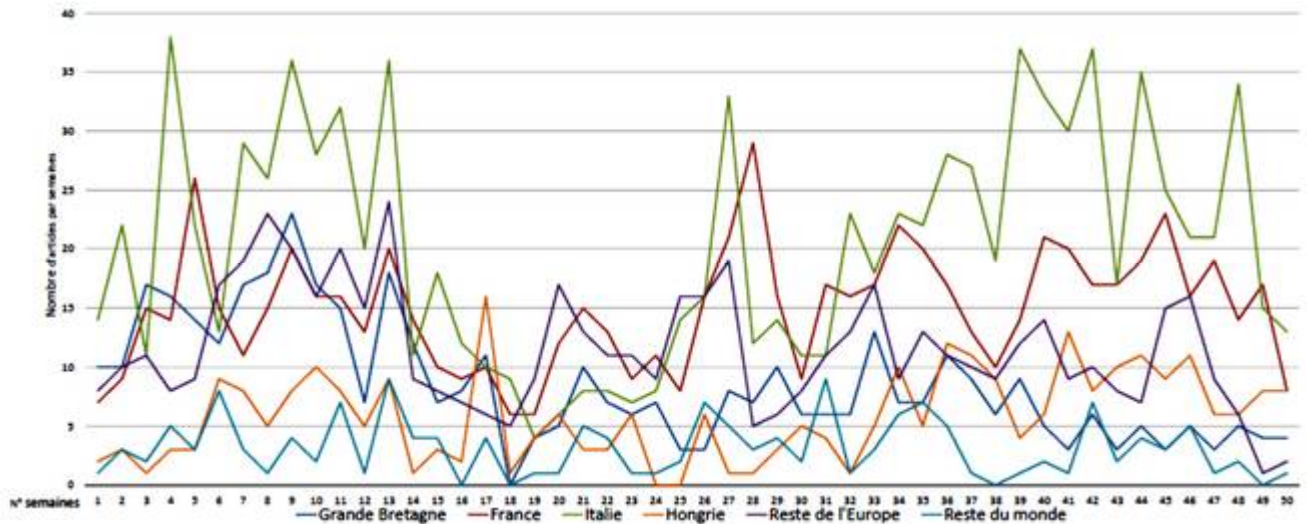
⁶⁴⁵ Ibid. p.27.

⁶⁴⁶ Ibid.p.50.

⁶⁴⁷ NGR, n°207 du 28 janvier 1849.

II-3-3-c- La répartition géographique des articles concernant l'étranger

Les courbes ci-dessous montrent les variations du nombre d'articles par semaines pour chaque pays étudié.



La fréquence des articles sur l'étranger montre que l'Europe se trouve effectivement au centre de la partie du journal sur l'étranger. Il s'agit plus précisément de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Hongrie et de la Suisse. Les autres pays européens - nous avons inclut les articles sur la Russie et la Turquie - n'apparaissent qu'à la marge. Cela est le cas également pour la Russie. Les articles qui concernent la Russie sont rares et courts (30 articles au total dont 15 de St. Petersburg) et traitent surtout des faits divers, comme l'éclatement du choléra à St. Pétersbourg⁶⁴⁸. La *Nouvelle gazette rhénane* s'intéresse certes beaucoup à la politique de la Russie mais les articles de correspondants russes sont très rares.

Cela est vrai aussi pour le reste du monde ne réunit que 158 articles concernant essentiellement Amérique, et dans une mesure moindre l'Asie et l'Afrique du Nord. Les articles envoyés des autres continents ne font jamais l'objet d'un éditorial ; ce ne sont pas des analyses de fond non plus.

Les articles d'Amérique regroupent souvent plusieurs pays et parlent au sein d'un seul article des Etats-Unis et de plusieurs pays d'Amérique Centrale et d'Amérique du Sud (108 articles du continent

⁶⁴⁸ Par exemple NGR, n°36 du 6 juillet 1848 ou NGR n°44 du 14 juillet 1848, supplément.

américain). Les articles sur l'Asie concernent essentiellement les colonies ou les zones d'influence anglaises et françaises comme la Jamaïque, l'Inde, la Chine, Haïti, la Martinique. La plupart des nouvelles d'Afrique se limitent à l'Afrique du Nord, surtout à l'Égypte (10 articles de l'Égypte, 16 articles au total). Ces articles sont normalement assez courts et ils parlent des actualités d'un ou de plusieurs pays d'une forme très résumée. Le nombre restreints d'articles, ainsi que leur forme succincte s'explique sans doute par les difficultés de courrier, dues aux grandes distances.

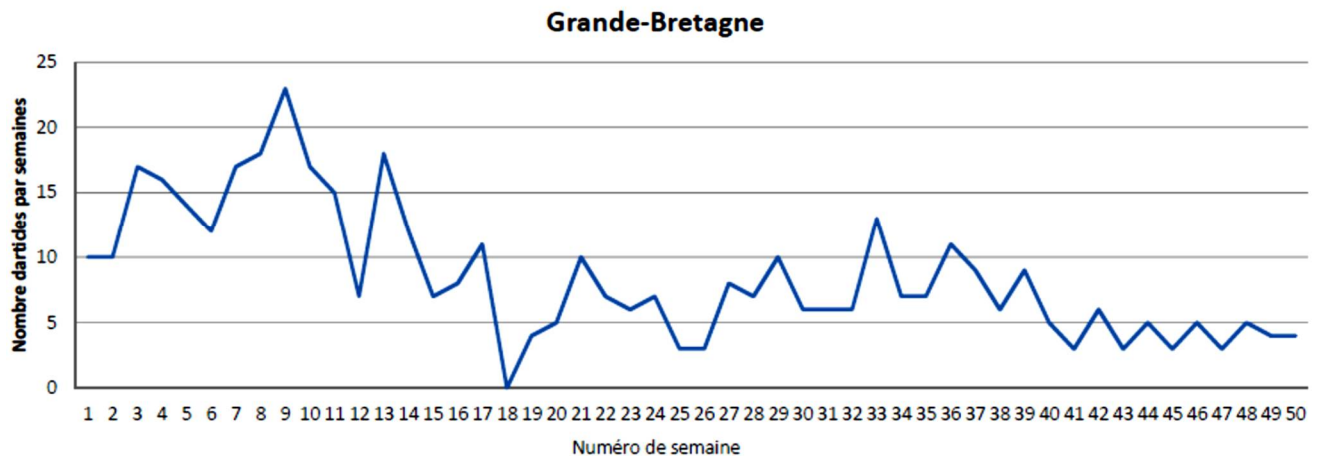
La majeure partie des articles qui concernent d'autres continents que l'Europe arrivent de l'Amérique du Nord. Une grande partie de ces nouvelles arrivent par les capitaines des bateaux à vapeur des grandes lignes maritimes qui accostent à Liverpool. Ces bateaux sont régulièrement mentionnés par la *Nouvelle gazette rhénane*⁶⁴⁹.

Ils rapportent des actualités comme la guerre entre les États-Unis et le Mexique, les élections présidentielles, la question de l'esclavage et le début de la ruée sur l'or. De plus, ces articles informent régulièrement sur l'évolution des moyens de communication, comme la construction de canaux ou des chemins de fer.

La très grande majorité des articles de l'étranger concernent les pays d'Europe que nous avons déjà mentionnés, pour chacun une problématique spécifique est particulièrement mise en lumière: les articles de la Grande-Bretagne s'occupent surtout du mouvement ouvrier et des débats de la chambre basse du parlement, tout autant que ceux de la France évoquent le mouvement révolutionnaire et les débats de l'Assemblée nationale. Les articles d'Italie et de Hongrie mettent en évidence la guerre contre l'armée autrichienne pour l'indépendance du pays respectif, ceux de la Belgique et de la Suisse informent sur le mouvement ouvrier et démocrate, mais dénoncent aussi la réputation de ces deux pays en Allemagne en temps qu'«Etat modèle» et insistent sur les abus sociaux.

⁶⁴⁹ Par exemple NGR, n°43 du 13 juillet 1848. Dans ce numéro il est question du bateau «America» qui desservit la ligne New York - Liverpool, ou le bateau «Chambria» dans le même numéro qui desservit la ligne Liverpool - Boston.

- La Grande-Bretagne



Comme on pouvait s’y attendre, la *Nouvelle gazette rhénane* informe beaucoup sur les événements en Grande-Bretagne, au moins dans les premiers mois de son existence. 428 articles abordent l’actualité la Grande-Bretagne de 13 endroits différents. La concentration des articles envoyés de la capitale Londres est évidente (302) mais les événements en Irlande sont également bien suivis ; 86 articles sont envoyés de Dublin.

La presse britannique est une source importante pour la *Nouvelle gazette rhénane* qui cite à maintes reprises le *Times* ou l’*Economist* ou le *Telegraph*. Ces articles sont fréquemment repris ou cités dans la rubrique «Grande-Bretagne», mais aussi régulièrement utilisé par Engels dans ses éditoriaux⁶⁵⁰. Engels apprécie la presse britannique «bourgeoise» pour son franc-parler et sa clairvoyance, des qualités qui la distinguent favorablement - selon Engels - de la presse allemande de la même couleur.

La *Nouvelle gazette rhénane* se réfère également beaucoup à la presse chartiste et particulièrement à son journal phare, le *Northern Star*⁶⁵¹.

Les mois de juin et de juillet 1848 correspondent à une phase d’activité intense du mouvement chartiste avec des émeutes parfois violentes et des manifestations et rassemblements contre la

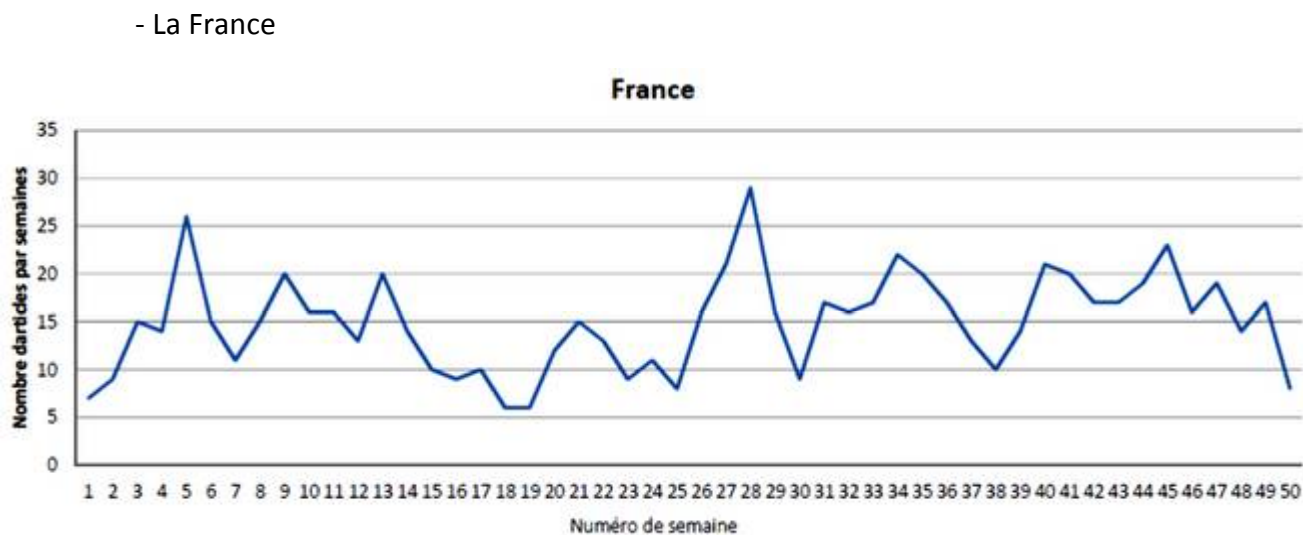
⁶⁵⁰ Voir par exemple NGR, n°31 du 1^{er} juillet 1848: *Die „Kölnische Zeitung“ über die Junirevolution.*

⁶⁵¹ Voir aussi l’article: *Der „Northern Star“ über die „Neue Rheinische Zeitung“.*

misère⁶⁵². Pendant cette époque le nombre des articles concernant la Grande – Bretagne arrive à leur apogée (semaine 9 : du 24 juillet au 30 juillet : 23 articles).

Dans le numéro du 5 juillet 1848⁶⁵³ le rédacteur en chef du *Northern Star* Julian Harney, un ami personnel d’Engels, publie dans la *Nouvelle gazette rhénane* un long article de fond sur l’histoire anglaise des derniers 60 à 80 années. C’est un article que Harney avait expressément écrit pour le public du journal. La *Nouvelle gazette rhénane* reprend de plus tous les grands discours et les lettres que les dirigeants chartistes adressent aux ouvriers de la Grande-Bretagne et l’Irlande⁶⁵⁴. Accablé par des procès contre leurs dirigeants, le mouvement chartiste n’arrive pourtant plus à retrouver sa force de mobilisation qui avait amené aux grandes manifestations du mois d’avril 1848. Depuis l’été 1848, le mouvement s’essouffle et le déclin du chartisme se reflète aussi dans les pages de la *Nouvelle gazette rhénane*. Elle rapporte beaucoup moins sur les événements en Angleterre. La courbe de notre graphique montre encore un pic moyen en janvier 1849 (semaine 33 : du 8 janvier au 14 janvier 1849 : 13 articles).

Le nombre d’articles baisse ensuite continuellement pour arriver dans les dernières semaines du journal à une moyenne de 4-5 articles par semaine. A cette époque la Grande-Bretagne semble avoir perdu presque tout intérêt pour le journal.



⁶⁵² Voir par exemple NGR n°7 du 7 juin: *Das Ministerium und die Chartisten*.

⁶⁵³ NGR, n°35 du 5 juillet 1848: *Harney über die Chartistenbewegung*.

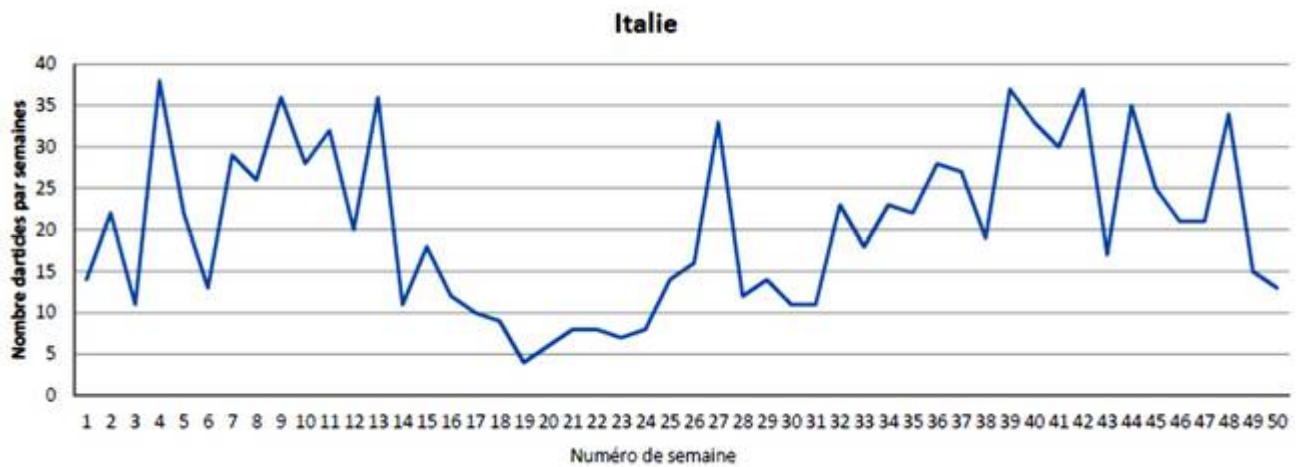
⁶⁵⁴ Par exemple NGR, n°41 du 11 juillet 1848 : *Brief von Ernest Jones an die Chartisten* ou NGR, n°48 du 18 juillet 1848: *Feergus O'Connor an seine Landsleute*.

La courbe des articles qui concernent la France a un profil très différent. Dans toute la partie de la *Nouvelle gazette rhénane* qui est consacrée à l'étranger, la France occupe une place privilégiée avec un grand nombre d'articles pendant presque toutes les périodes (748 articles au total, dont 693 venant de Paris). Même les creux du graphique indiquent encore environ 10 articles par semaine avec une seule exception en octobre 1848 (semaine 19 : du 12 au 15 octobre 1848= 6 articles). Sinon, des pics de 20 articles ou plus ne sont pas rares. Les pics le plus hauts se trouvent au mois de juin 1848, à l'époque des journées de juin à Paris (semaine 5 : du 19 juin au 25 juin 1848 : 26 articles) et au mois de décembre, une période qui correspond aux élections présidentielles et au regain des tensions sociales en France (semaine 28 : du 19 décembre au 24 décembre 1848= 29 articles). A partir de cette époque jusqu'à la fin du journal, la courbe reste sur un niveau d'environ 20 articles par semaine. La France, toujours nommée «République Française», comme c'est l'habitude dans la presse démocrate, peut remplir des pages entières du journal. Presque chaque numéro de la *Nouvelle gazette rhénane* contient un article sur la France.

Malgré cela, les articles qui sont envoyés de la France ne se caractérisent pas uniquement par leur fréquence, mais surtout par leur valeur informative. Souvent ce sont de longs articles de fond qui restent pourtant au plus proche de l'actualité. La «*Journalschau*» d'Ewerbeck donne de plus un aperçu régulier sur la presse parisienne.

Les contributions arrivent des villes peu nombreuses, comparé avec d'autres pays (10 au total) ; la concentration sur Paris (693 articles) est particulièrement prononcée. En mars et avril 1849, 24 articles viennent tout de même de Bourges, tous regroupés du 8 mars au 7 avril 1849. A Bourges se déroule le procès contre les insurgés de mai 1849, entre autre contre Auguste Blanqui, et Martin Albert. 12 articles viennent de Strasbourg, où des réfugiés allemands (de la deuxième insurrection de Bade) se sont réunis ; la presse démocrate essaye de les secourir.

- L'Italie

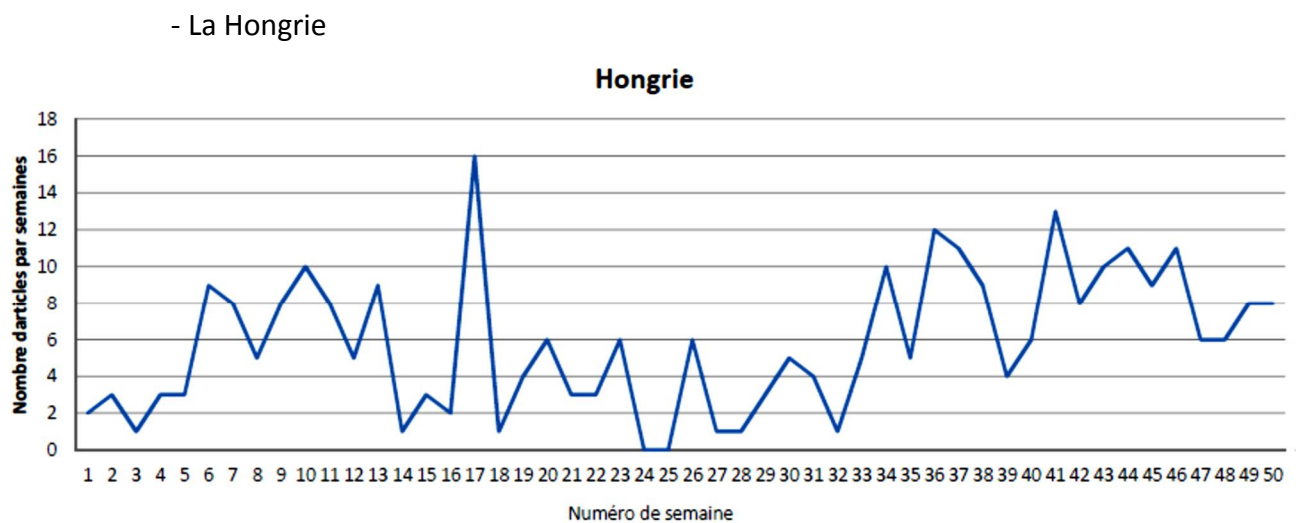


Le nombre d'articles sur l'Italie (1017) est impressionnant. Mais il s'agit pour la plupart du temps de tout petits articles des lieux les plus variés (68 articles au total⁶⁵⁵) ce qui s'explique par le fait que la guerre en Italie est géographiquement extrêmement «dispersée». Apparemment la *Nouvelle gazette rhénane* n'avait pas de correspondant sur place qui rapportait régulièrement du pays. Comme déjà mentionné, l'actualité sur l'Italie venait surtout de journaux italiens, surtout de journal *Alba* de Florence. C'est sans doute pour cette raison que les articles dans la partie sur l'étranger se limitent dans la plupart du temps à de petites notes informatives. Les événements en Italie sont par contre le sujet de plusieurs éditoriaux.

La courbe graphique montre un pic important en juin 1848 (semaine 4 : du 19 juin au 25 juin 1848 = 38 articles). Suit une longue période du 10 juillet jusqu'à fin août 1848 où le nombre d'articles est particulièrement élevé, entre 20 et 36 articles (par exemple semaine 9 : du 24 juillet au 30 juillet 1848 = 36 articles). Cette période comprend la défaite des Piémontais à Custoza le 25 juillet 1848, elle continue jusqu'à fin août 1848 avec beaucoup de petits articles venant des endroits les plus divers. Les pics début décembre (semaine 27 : du 5 décembre au 10 décembre 1848= 33 articles) concordent

⁶⁵⁵ De ces 68 lieux différents, figurent en revanche deux articles venant d'Innsbruck, un article de Francfort et un autre de Toulon.

avec la reprise de la guerre et les faits divers en décembre, par exemple la fuite du pape de Rome⁶⁵⁶, le pillage de la Lombardie par le général autrichien Joseph Wenzel von Radetzky⁶⁵⁷. En février et mars 1849, les événements se précipitent de nouveau en Italie avec la proclamation de la république de Toscane, la nouvelle déclaration de guerre de Piémont-Sardaigne contre l’Autriche et la proclamation de la république à Rome. A la fin du mois de février 1849 nous constatons donc une nouvelle période particulièrement riche en articles avec plus de 30 article par semaine (par exemple semaine 39 : du 27 février au 4 mars 1849= 37 articles).



La courbe du graphique sur la Hongrie dessine fidèlement le déroulement de la révolution dans ce pays (292 articles au total). La Hongrie suscite d’abord peu d’intérêt ; la courbe monte en juillet pour connaître un premier pic fin septembre (semaine 17 : du 19 au 24 septembre 1848) à l’époque du soulèvement contre le général Jelacic. Mais en général, les articles sur la Hongrie se concentrent sur le printemps de l’année 1849, à partir de janvier 1849, la *Nouvelle gazette rhénane* publie en moyenne autour de 10 articles par semaines jusqu’à sa suppression du journal fin mai. Cette époque correspond à l’assaut de l’armée autrichienne sur Buda et Pest et la reprise des deux villes par les troupes révolutionnaires hongroises et ensuite à la déclaration de l’indépendance de la Hongrie le 14 avril 1849 et la proclamation de la république, événements très applaudis par la *Nouvelle gazette*

⁶⁵⁶ Par exemple en NGR, n°160 du 5 décembre 1848. Le courrier semble être beaucoup en retard, car la nouvelle est datée du 23 novembre 1848.

⁶⁵⁷ NGR, n°172 du 7 décembre 1848. Il s’agit cette fois-ci d’un assez long article sur la situation à Milan et en Lombardie en général.

rhénane, avant que l'armée russe intervient et aide l'armée autrichienne à réprimer la révolution hongroise.

Les articles de la *Nouvelle gazette rhénane* concernant l'étranger reflètent la grande importance que le journal accorde aux informations venant d'ailleurs. Les efforts de rapporter des nouvelles se concentrent en premier lieu sur les zones de conflit, sur des pays qui vivent des insurrections et de guerres, comme c'est le cas en Italie ou en Hongrie. Ces articles mettent aussi en lumière la situation des pays sur lesquels se porte l'espoir de la *Nouvelle gazette rhénane* d'une avancée de la révolution. C'est le cas notamment de la France ; tandis que la courbe déclinante des articles concernant l'Angleterre exprime clairement le déclin du mouvement chartiste. Le journalisme de la *Nouvelle gazette rhénane* exprime la vision politique d'une évolution révolutionnaire européenne dont l'Allemagne fait partie. C'est la conviction que les événements dans les autres pays (européens) ont des conséquences directes sur la situation de l'Allemagne qui mènent à cette profusion d'articles. Selon les critères de l'époque la *Nouvelle gazette rhénane* dispose d'un réseau de correspondants dense dans un certain nombre de pays. Mais c'est surtout la qualité des informations qui fait la différence par rapport à d'autres journaux. Les correspondants à l'étranger sont souvent des contacts politiques – si ce ne sont pas directement des membres de la *Ligue des communistes* – qui ne sont pas seulement en mesure d'envoyer des informations actuelles, mais qui savent surtout les analyser.

Beilage zu Nr. 24 der Neuen Rheinischen Zeitung, Samstag, 24. Juni.

Verfassungsentwurf für die französische Republik. Art. 36. Die Mitglieder der Nationalversammlung, welche öffentliche Art. 66. Der Präsident, die Minister, die Agenten und Insaber der

Titre du supplément de n°24 du 24 juin 1848 de la *Nouvelle gazette rhénane* correspondant à la présentation habituelle des suppléments. Le supplément en question traite les événements de juin en France.

Außerordentliche Beilage zu Nr. 140 der Neuen Rheinischen Zeitung.

Samstag 11. November 1848.

<p>Deutschland. Berlin, 9. November. Das Attentat des Ministers Brandenburg auf die Nationalversammlung. Die Nationalversammlung geht nicht nach Brandenburg und wird sich permanent erklären.</p>	<p>horen überfällt. Die Versammlung ziemlich vollständig. Um 9 1/2 Uhr wird die Sitzung eröffnet. Während Verlesung des Protokolls wird zuerst das Schreiben des Kaisers vorgelesen, worin demselben das sog. Gesetz mit der Ermahnung des neuen Ministers mittheilt. Darauf wird ein zweites Schreiben mit einer sog. Beschl. vorgelesen, welche lautet: Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden, König von Preußen u. s. w. Nachdem schon früher zu wiederholten Malen einzelne Mitglieder der zur Vereinbarung der Verfassung berufenen Versammlung wegen ihrer Abstinenz thätlich gemißhandelt worden sind, so ist es nunmehr</p>	<p>sei, die Zurücknahme der in der öffentl. Beschl. enthaltenen Erklärung wegen Verlegung des Eigens der Versammlung sogleich zu ermitteln. (Wird verworfen). Salved, Robberran, Gierke, Bachmann (die vereinigte Opposition) stellen folgenden Antrag: Die hohe Versammlung möge beschließen: 1) daß sie für jetzt keine Verantwortung habe, den Sitz ihrer Beratungen zu ändern, sondern ihre Beratungen in Berlin fortsetzen wolle; 2) daß sie der Krone nicht das Recht zugestehen wolle, die Versammlung wider deren Willen zu verlegen, zu vertagen oder aufzulösen;</p>
---	--	--

Présentation du supplément exceptionnel de n°140 du 11 novembre 1848. L'importance de l'événement – le gouvernement prussien essaie de faire déplacer de parlement de Berlin à Brandenburg - est soulignée par le positionnement du mot «exceptionnel» en première ligne.

La liste des suppléments, deuxièmes éditions et suppléments spéciaux⁶⁵⁸ de la *Nouvelle gazette rhénane* est un autre critère pour mettre en évidence les temps forts du journal.

Après une première semaine sans aucun supplément, la longue série des suppléments débute le 7 juin. Elle ne connaît qu'une grande interruption. A part cela, il y a peu de jours où il n'y a pas de supplément, supplément exceptionnelle, édition spéciale ou deuxième édition, parfois plusieurs de ces compléments le même jour. Il se révèle très tôt que le format habituel de quatre pages en grand format folio ne suffit pas à recevoir tous les articles qui arrivent à la rédaction.

⁶⁵⁸ Nous nous référons par la suite à la chronologie des suppléments, tracts etc. établie par François Melis: *Neue Rheinische Zeitung, Organ der Demokratie, Edition unbekannter Nummern, Flugblätter, Druckvarianten und Separatdrucke*. Dortmunder Beiträge zur Zeitungsforschung 57, Herausgegeben von Hans Bohrmann und Gabriele Toepser-Ziegert, Institut für Zeitungsforschung der Stadt Dortmund, K.G. Saur, München, 2000, pp.275-288.

Extra-Blatt

zu Nr. 143 der Neuen Rheinischen Zeitung.

Mittwoch, den 15. November.

Das Ministerium ist in Anklagezustand versetzt.

Die Stadt Brandenburg will nichts wissen von dem Ministerium Brandenburg und schickt eine Dank-Adresse an die Nationalversammlung.

Das ganze Land erkennt in seinen Adressen nur die Regierung der Nationalversammlung an.

Das Ministerium begeht neuen Hochverrath, indem es im Gegensatz zu dem Habeas-Corpus-Act ohne Genehmigung der Nationalversammlung den Belagerungszustand ausgesprochen und die Nationalversammlung selbst mit Bajonetten aus dem Schützenhause vertrieben hat.

Die Nationalversammlung hat ihren Sitz im Volke, nicht in dem Umkreis dieser oder jener Steinhausen. Vertreibt man sie aus Berlin, so wird sie in einem andern Orte tagen, in Breslau, Köln oder wo es ihr gutdünkt. Sie hat in ihrer Sitzung vom 13. diesen Beschluß gefaßt.

Die Berliner moquieren sich über den Belagerungszustand und lassen sich in keiner Weise durch denselben einschränken. Niemand liefert die Waffen ab.

Von verschiedenen Gegenden sind Bewaffnete der National-Versammlung zur Hilfe geeilt.

Die Garden verweigern den Gehorsam. Die Soldaten fraternisiren immer mehr mit dem Volke.

Schlesien und Thüringen sind in vollem Aufstande.

Wir aber, Bürger, rufen euch zu: Schickt Geld dem demokratischen Centralausschusse nach Berlin. Zahlt dagegen keine Steuern an die contrerrevolutionäre Regierung. Die National-Versammlung hat erklärt, daß die Steuerverweigerung rechtlich begründet sei. Sie hat sie noch nicht beschloßen aus Rücksicht für die Beamten. Die Hungertur wird diese Beamte die Macht des Bürgers kennen lehren, und sie selbst zu guten Bürgern machen.

Hungert den Feind aus und verweigert die Steuern! Nichts thörichter als einer hochocratischen Regierung Mittel zum Kampfe gegen die Nation zu bieten und das Mittel aller Mittel ist — Geld.

Das Vaterland in Gefahr.

Heute Mittwoch den 15. November Mittags halb 1 Uhr

Versammlung

der Landwehrmänner und Reservisten aller Waffengattungen einschließend deren Offiziere im Eiser'schen Saale.

Der Generl: Kerff.

Druck J. B. Diez, unter Gutmacher 11.

L'édition spéciale n°143 du 15 novembre 1848, à l'apogée de la crise de novembre. Ces éditions spéciales ont été fréquemment utilisées en tant qu'affiches.

Dans la chronologie des suppléments le fléchissement relatif du 29 août au 27 septembre 1848 est frappant. Cette période correspond exactement à la crise de septembre. On aurait pu penser que cette période fût intense en publications. Les éditions « normales » contiennent effectivement un nombre d'éditoriaux importants. En revanche, pendant cette période relativement longue, nous ne

trouvons que 5 suppléments et 1 supplément spécial⁶⁵⁹. A cette époque, les rédacteurs de la *Nouvelle gazette rhénane* sont très investis dans les mobilisations de l'époque. En dehors de leur travail dans la rédaction, ils sont très actifs dans l'*association ouvrière de Cologne* et dans le *comité de sûreté*. Le grand rassemblement à Worringen le 18 septembre 1848 est, par exemple, essentiellement le résultat de leur travail ; ils n'avaient donc tout simplement pas le temps de travailler davantage dans la rédaction.

Après la proclamation de l'état de siège, le 28 septembre le journal ne peut communiquer qu'à travers des tracts pour annoncer qu'il ne peut plus paraître⁶⁶⁰, et le 30 septembre⁶⁶¹ pour annoncer que la *Nouvelle gazette rhénane* paraîtra à nouveau le 5 octobre.

Comme nous le savons, cela ne fut possible que le 14 octobre. Deux autres tracts⁶⁶² invitent «*les amis et les abonnés de la Nouvelle gazette rhénane*» à une réunion extraordinaire pour organiser le soutien au journal. Le 9 octobre, un dernier tract annonce la parution pour le 11 octobre, sinon le journal serait obligé de s'arrêter définitivement⁶⁶³.

Pendant le mois d'octobre 1848, quand Marx est presque seul à la rédaction, les suppléments ne manquent pas. A partir du 14 octobre, date de la reparution, et jusqu'au 22 octobre 12 compléments paraissent, essentiellement des suppléments. La dernière semaine d'octobre, les suppléments se raréfient un peu (entre le 24 octobre et le 2 novembre il n'y a «que» deux suppléments et une deuxième édition).

Nous pouvons constater que du point de vue journalistique, le journal fonctionne très différemment pendant la crise de septembre et la crise de novembre. Toute la période jusqu'à début

⁶⁵⁹ NGR, n°93 du 3 septembre 1848, supplément/ NGR, n°98 du 9 septembre 1848, supplément spécial / NGR, n°99 du 10 septembre 1848, supplément / NGR, n°106 du 19 septembre 1848, supplément / NGR, n°107 du 20 septembre 1848, supplément / NGR, n°112 du 26 septembre 1848, supplément.

⁶⁶⁰ Tract du 28 septembre : *An unsere geehrten Abonnenten*, annonçant l'interdiction du journal, la « plume » serait « soumis au sabre. » (*Durch den für Köln eingetretenen Belagerungszustand, wo die Feder dem Säbel untergeordnet sein muß, ...*).

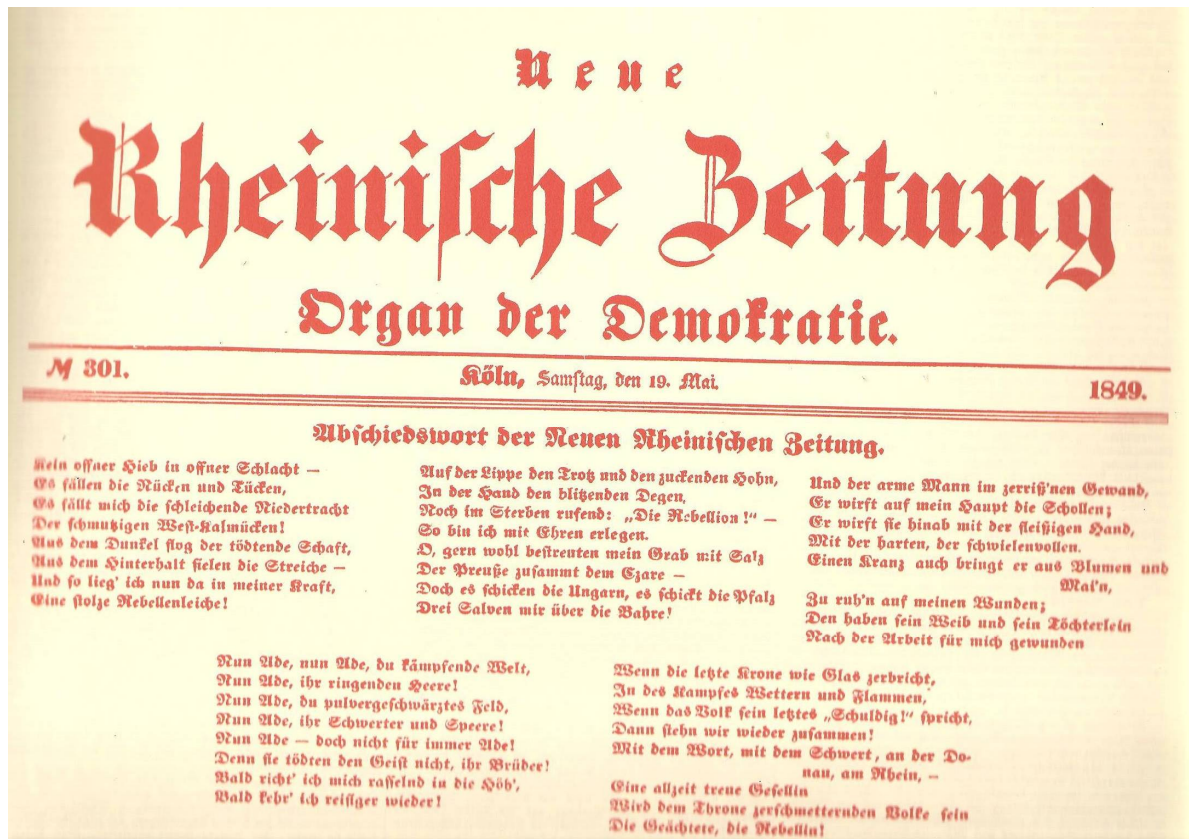
⁶⁶¹ Tract du 30 septembre: *An unsere geehrten Abonnenten*, annonçant la fin de l'état de siège pour le 4 octobre et la réapparition du journal pour le 5 octobre.

⁶⁶² François Melis: *Neue Rheinische Zeitung, Organ der Demokratie, Edition unbekannter Nummern*, op. cit. pp. 83/84: document n°10, tract du 3. octobre 1948: *Einladung zum Abonnement auf die Neue rheinische Zeitung, Organ der Demokratie* – et document n° 11, Flugblatt vom 7. Oktober 1848: *Dringende Einladung an alle Freunde und Abonnenten der „Neuen Rheinischen Zeitung“*.

⁶⁶³ Ibid. p.85: document n° 12, tract du 9 octobre: *Die Neue Rheinische Zeitung... soll am Mittwoch den 11. Oktober wieder ausgegeben werden....*

janvier 1849 est particulièrement riche en compléments. La crise de novembre est – avec les 5 dernières semaines du journal – la période la plus intense de la *Nouvelle gazette rhénane*. Pendant cette période, le journal en tant que tel est un outil de combat.

Les dernières semaines du journal représentent la deuxième période particulièrement riche en suppléments. Elle arrive à son paroxysme entre le 26 avril et le 19 mai 1849, jour où le journal cesse de paraître. Le grand nombre de suppléments spéciaux saute particulièrement aux yeux.



Dernier numéro de la *Nouvelle gazette rhénane* du 19 mai 1849, imprimé en rouge.

Le 19 mai 1849 paraît finalement le dernier numéro du journal. Ce n'est pas un supplément, mais quand même un numéro «extraordinaire» dans plusieurs sens du terme : il est d'abord imprimé entièrement en rouge, expression on ne peut plus explicite de la colère de la rédaction. C'est aussi une des premières apparitions de la couleur dans un quotidien et dans le monde de la communication en Allemagne en général. Malgré le fait que les autorités empêchent l'envoi normal

par la poste⁶⁶⁴, il en est vendu autour de 20.000 exemplaires⁶⁶⁵, ce qui n'a jamais été vu dans la vie du journal.

La demande était si forte qu'à Berlin ce numéro a été vendu pour un *silbergroschen*, voire même à un thaler⁶⁶⁶. Cette demande incite Hermann Becker à faire imprimer deux séries de reprints, également imprimées en rouge.

II-3-5- Le feuilleton de la *Nouvelle gazette rhénane*

II-3-5-a- L'évolution du feuilleton

Le feuilleton a la réputation d'être d'origine française, comme le dit déjà son nom⁶⁶⁷. Le terme revoie à Julien Louis qui avait désigné sa rubrique de critique théâtrale dans le «*Journal des Débats*» comme «feuilleton». Sa place sur le dernier tiers de la page «sous le trait»⁶⁶⁸ facilitait le travail des collectionneurs de ces critiques comme ceux du roman feuilleton, car on pouvait les découper plus facilement.

Tout ce qui concerne la critique littéraire ou théâtrale, ou la culture en général fait partie du feuilleton. Pour cette raison, c'est la forme préférée du public avide de critiques de théâtre à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle. Mais le feuilleton peut aussi bien effleurer la politique, les

⁶⁶⁴ Ibid.: p.37.

⁶⁶⁵ Ibid.

⁶⁶⁶ MEGA III/3, p. 359: *Adolf von Griesheim an Friedrich Engels in Kaiserslautern, Engelkirchen, zwischen 4. und 18. Juni 1849: „...Daß die letzte Rheinische roth erschien war ein ganz guter Witz, ich habe mein Exemplar verschenkt, hätte ich jedoch gewußt, daß gefühlvolle Seelen das Stück mit Einem Thaler bezahlt haben, so hätte ich sie verkauft. Ich kann mir übrigens vorstellen, wie hochschwebende Gemüther, als der Baumeister und Barrikadenkunktator Heyder, einen geheimnißvollen Schauer wie Gespensterfurcht vor Eurer rothen Lösung empfunden haben.“*

⁶⁶⁷ Voir Rudolf Stöber, op.cit. chapitre : 2.2.3. : *Das Feuilleton*, pp.183-190.

⁶⁶⁸ A l'époque de la *Nouvelle gazette rhénane*, l'espace «sous le trait» est réservé pour les notes ou les articles qui ne font pas partie de la partie rédactionnelle. Cela veut dire que la rédaction ne les signe pas et qu'elle ne porte pas de responsabilité pour leur contenu ou leur forme.

événements locaux, les aspects de la vie quotidienne. Il peut inclure des lettres des lecteurs ou même les petites annonces. Le contenu précis du feuilleton est donc difficile à définir.

Le feuilleton permet au journaliste de s'exprimer d'une manière personnelle, subjective ou même polémique et il invite au raisonnement critique. Il a également un côté «suspect», car il peut cacher des insinuations politiques derrière des articles à première vue anodins. Pendant le *Vormärz*, l'ancienne *Gazette rhénane* par exemple utilisait le feuilleton pour exprimer ses points de vue pour un public avisé qui savait parfaitement lire entre les lignes⁶⁶⁹. Malgré la censure, le feuilleton de la *Gazette rhénane* avait un caractère particulièrement politique⁶⁷⁰.

A l'instar de l'éditorial, le feuilleton ne s'est pas encore imposé généralement en Allemagne au milieu du XIX^e siècle, même après l'abolition de la censure. Il a en partie encore la réputation d'être une forme journalistique non sérieuse. Pour cette raison, un journal comme la *Gazette allemande* renonce très consciemment à cette rubrique par crainte que le contenu politique n'en souffre⁶⁷¹. Ce calcul s'est avéré faux, car d'autres grands journaux comme la *Gazette de Cologne* avaient justement séduit un public instruit par un feuilleton d'un haut niveau⁶⁷².

II-3-5-b- La présentation du feuilleton de la *Nouvelle gazette rhénane*

Contrairement à la *Gazette allemande*, la *Nouvelle gazette rhénane* laisse une place assez importante à cette rubrique peu définie, et cela malgré le fait que seulement à peu près un tiers des numéros contient un feuilleton⁶⁷³. Or cette rareté n'est pas la conséquence d'un manque de

⁶⁶⁹ Wilhelm Klutentreter : *Die Rheinische Zeitung von 1842/43 in der politischen und geistigen Bewegung des Vormärz*, Dortmunder Beiträge zur Zeitungsforschung 10. Band, 1. Teil, Wilhelm Ruhfus Verlag, Dortmund, 1966.

⁶⁷⁰ Ibid. p.110-119.

⁶⁷¹ Rudolf Stöber, op.cit. p.166: Stöber pense que cette décision avait nui à l'évolution économique de la *Gazette allemande*.

⁶⁷² Georg Potschka: *Kölnische Zeitung, Köln/Lüdenscheid (1802 – 1945)* in : Heinz-Dietrich Fischer: *Deutsche Zeitungen des 17. bis 20. Jahrhunderts*, Verlag Dokumentation Saur KG, Pullach bei München, 1972, p.145-158.

⁶⁷³ Florian Vaßen, op.cit.p.155, annotation 90 : Ainsi, il n'y a pas de feuilleton pendant l'insurrection de juin ; pendant la crise de septembre, ils sont rares, tout autant pour tous le printemps 1849. Au mois d'octobre 1848, il n'y en a

considération, mais la cause d'un manque de place. Au moment des grandes crises, le journal privilégie systématiquement les articles les plus urgents. Pendant des phases assez longues, par exemple pendant la crise de novembre, il n'y a pratiquement pas de feuilleton. Cette évolution est encore plus prononcée au début de l'année 1849. Malgré cela, la rédaction est probablement consciente de la valeur de ce feuilleton. Engels affirme plus tard, en 1883 : «*Je doute que jamais un autre journal n'ait eu un feuilleton aussi drôle, avec autant de mordant.*»⁶⁷⁴

Le feuilleton de la *Nouvelle gazette rhénane* paraît sur la première page, sur le dernier tiers et se poursuit souvent jusqu'à la deuxième, voire troisième page. Il constitue une première rubrique «sous le trait», mais il est clairement séparé des petites annonces qui constituent une deuxième rubrique «sous le trait». Les petites annonces sont normalement placées sur la dernière page. A travers cette distinction, le journal met en valeur son feuilleton et le caractérise comme une rubrique à part entière.

II-3-5-c- Un feuilleton politique

La *Nouvelle gazette rhénane* fait le choix de concevoir un feuilleton politique, mais sous une forme littéraire. Elle donne ainsi un aspect journalistique à une sorte de littérature et poésie engagée qui existe en Allemagne depuis le *Vormärz*⁶⁷⁵. Des auteurs de la «*Jeune Allemagne*» avaient en effet lancé une activité journalistique dans des quotidiens, une symbiose entre engagement poétique et politique, dont les grands modèles furent Heinrich Heine et Ludwig Börne. L'ancienne *Gazette rhénane* par exemple comptait parmi ses collaborateurs des poètes connus, comme Georg Herwegh, Robert Prutz, Franz Dingelstedt et Hoffmann von Fallersleben. Elle avait publié la joute politico-littéraire qui se déroula en 1841/42 entre Ferdinand Freiligrath qui prônait à cette époque encore

pratiquement pas, à quelques très rares exceptions près. Parmi les 301 numéros du journal, inclusivement les nombreux suppléments et deuxième éditions, il n'y a que 115 numéros avec feuilleton.

⁶⁷⁴ Friedrich Engels, „Georg Weerth”, MEW21, cité d'après Wolfgang Büttner: Georg Weerth – *Feuilletonchef der Neuen Rheinischen Zeitung* 1848/49, in: Michael Vogt (Hrsg.): *Georg Weerth (1822 – 1856)* Aisthesis Verlag, Bielefeld, 1993, pp.129 – 147, p.143.

⁶⁷⁵ Wilhelm Klutentreter, op.cit. p.114.

une place pour la poésie «*plus haute que les créneaux du parti*»⁶⁷⁶ et Georg Herwegh qui lui répond que même pour le poète la seule question valable serait d' «*être esclave ou libre*».⁶⁷⁷

Mais ici s'arrête le parallèle avec le feuilleton du *Vormärz* de la *Gazette rhénane*. Le contenu des poèmes de la *Gazette rhénane* et de la *Nouvelle gazette rhénane* est assez différent. Dans les poèmes de la *Nouvelle gazette rhénane* ne se trouvent pas de considérations générales sur l'oppression et la liberté. Ils se réfèrent presque toujours à une occasion très concrète et incluent souvent aussi une revendication concrète⁶⁷⁸. Tandis que la *Gazette rhénane* est pleine de critique littéraire et théâtrale - dans laquelle on glisse un message politique - ce genre «classique» est presque absent du feuilleton de la *Nouvelle gazette rhénane*. Les très rares critiques littéraires⁶⁷⁹ sont très courtes et on a l'impression qu'on les avait publiées à ce moment, parce qu'il y avait juste un peu de place libre. De même, il n'y a pas beaucoup de productions autres que celles des deux rédacteurs du journal⁶⁸⁰.

La plupart des feuilletons sont directement calqués sur l'actualité politique et les grands éditoriaux du journal. Weerth ouvre son feuilleton dans le premier numéro avec sa série : «*Esquisses de la vie commerciale allemande*» (*Skizzen aus dem deutschen Handelsleben*) qui est poursuivi pendant deux

⁶⁷⁶ Ibid. p. 116.

Der Dichter steht auf einer höhern Warte

Als auf den Zinnen der Partei

p.156, annotation 251 : Ce poème sur la mort de Diego Leon paraît d'abord en 1841 dans le n° 186 du *Feuille du matin* (*Morgenblatt*), supplément de la *Gazette générale d'Augsbourg*.

⁶⁷⁷ Wilhelm Klutentreter, op.cit, p. 116: la deuxième strophe du poème :

„ *Wie kann ein Dichter solch ein Wort verfehlen*

Ein Wort, das alles Herrliche gebar?

Nur offen wie ein Mann. Für oder wider

Und die Parole. Sklave oder frei,

Selbst Götter stiegen vom Olymp hernieder

Und kämpften auf der Zinne der Partei.“

Ce poème fut publié d'abord dans les « *Sächsische Vaterlandsblätter* » et ensuite dans la *Gazette rhénane* du 27 février 1842

⁶⁷⁸ Nous en donnons quelques exemples un peu plus tard.

⁶⁷⁹ Par exemple dans la NGR, n°170 du 16 décembre 1848 : *Theater in Köln*.

⁶⁸⁰ Weerth publie par exemple les délibérations du Convent National sur le sort de Louis Capet - repris du « *Moniteur* » du janvier 1793 - juste quelques jours après les débats de l'*Assemblée nationale de Berlin* sur la reconnaissance de la révolution de mars ; il veut montrer ainsi comment on devrait en finir avec une monarchie, in :

NGR, n°19 du 19 juin 1849 : *Die Verhandlungen des National-Convents über Louis Capet, Ex-König von Frankreich*, ainsi que :

NGR, n°21 du 21 juin 1848.

NGR, n°22 du 22 juin 1848.

NGR, n°26 du 26 juin 1848.

NGR, n°98 du 9 septembre 1848.

semaines. Le personnage de *Herr Preiss* est le prototype du grand commerçant rhénan⁶⁸¹ qui a déjà au printemps 1848 peur de la «populace». Weerth commence à publier son roman feuilleton « *La vie et les Hauts faits du chevalier célèbre Schnapphanski* » dans la *Nouvelle gazette rhénane*⁶⁸² à l'été 1848, juste au moment où la monarchie reprend des forces et où des conflits violents opposent la population et les forces de l'ordre à Berlin et à Francfort. Le héros du roman, *Schnapphanski*, est la caricature du Duc de Lichnowski⁶⁸³, député conservateur à Berlin, dont les aventures sont largement connues de ses contemporains⁶⁸⁴. Il représente l'opportunisme, le cynisme et la cupidité de la noblesse. Il paraît d'août 1848 jusqu'au 21 janvier 1849 et accompagne toutes les phases de radicalisation du journal.

Les poèmes les plus connus de Freiligrath sont publiés également à des moments stratégiques ; son poème «*Malgré tout*» (*Trotz alledem*) paraît le 6 juin⁶⁸⁵ et décrit l'embourbement de la dynamique révolutionnaire et de la déception des promesses non tenues. Déjà à cette époque, la *Nouvelle gazette rhénane* émet un avertissement après l'autre en proclamant sans cesse que «la Bastille n'est pas encore prise». A ce moment, Freiligrath ne fait pas encore partie de la rédaction, mais les points communs avec la ligne rédactionnelle sont frappants. Au début du mois de novembre 1848 se concrétise la fin de l'insurrection populaire de Vienne, qui avait suscité beaucoup d'espoir

⁶⁸¹ Wolfgang Büttner: Georg Weerth – *Feuilletonchef der Neuen Rheinischen Zeitung 1848/49*, in: Michael Vogt (Hg) : *Georg Weerth (1822-1856), Referate des I. Internationalen Georg-Weerth- Colloquiums 1992*, Aisthesis Verlag, Bielefeld 1993, pp.129 – 144, p.130. Nous étudierons le personnage de Herr Preiß plus en détail dans le sous-chapitre suivant.

⁶⁸² Georg Weerth : *Leben und Taten des berühmten Ritters Schapphanski*:

NGR, n°69 du 8 août 1848 / NGR, n° 70 du 9 août 1848 / NGR, n° 71 du 10 août 1848 / NGR, n°72 du 11 août 1848 / NGR, n°74 du 13 août 1848 / NGR, n°92 du 2 septembre 1848 / NGR, n°95 du 6 septembre 1848 / NGR, n°103 du 15 septembre 1848 / NGR, n° 104 du 16 septembre 1848 / NGR, n°105 du 17 septembre 1848 / NGR, n°106 du 19 septembre 1848 / NGR, n°107 du 20 septembre 1848 / NGR, n° 167 du 13 décembre 1848 / NGR, n° 169 du 15 décembre 1848 / NGR, n°171 du 17 décembre 1848 / NGR, n°172 du 19 décembre 1848 / NGR, n° 176 du 23 décembre 1848 / NGR, n°178 du 25 décembre 1848 / NGR, n°185 du 3 janvier 1849 / NGR, n° 188 du 6 janvier 1849 / NGR, n°201 du 21 janvier 1849.

⁶⁸³ Weerth indique lui-même dans son roman que c'est Heinrich Heine qui avait inventé le personnage dans « *Atta Troll* » :

Georg Weerth: Leben und Taten des berühmten Ritters Schnapphanski, Eulenspiegel Verlag, Berlin 1982 (2.Auflage), p.14: „ *Meine Leser müssen nicht zürnen, daß ich von den Griechen plötzlich auf die Bären komme – die Hauptsache ist aber, daß Atta Troll in genauem Zusammenhang mit dem Ritter Schnapphanski steht. In zauberisch- poetischen Nebel gehüllt, sehen wir nämlich in Heines klingendem Gedichte den Ritter Schnapphanski zum ersten Male über die Bühne schreiten.*“

⁶⁸⁴ Weerth affirme dans son roman que « tout est vrai », qu'il n'a rien inventé. Cette affirmation est en effet confirmée par l'étude de Bernd Füllner:“*Die Tatsachen sind alle wahr.*“ *Roman und Prozeß. Georg Weerths Adelsatire. Leben und Thaten des berühmten Ritters Schnapphanski*, in Michael Vogt (Hrsg.) *Georg Weerth (1822 – 1856)*, op.cit. pp.240 – 273. Selon Füllner (p.2444), Weerth avait décrit des duels et des scandales amoureux de sa vie entre 1837 et 1842 qui étaient connus au grand public et avait ensuite caricaturé sa carrière en tant que député de la Diète réunie de 1847 et plus tard en tant que député de l'Assemblée nationale de Francfort.

⁶⁸⁵ NGR, n°6 du 6 juin 1848.

chez Marx. Le poème «*Vienne*» (*Wien*) se trouve dans le numéro du 5 novembre⁶⁸⁶ et le 18 novembre arrive la nouvelle de l'exécution de Robert Blum à Vienne par l'armée du général Windischgrätz ; le poème «*Blum*»⁶⁸⁷ est alors entouré d'un bord noir.⁶⁸⁸

Cette homogénéité dans les sujets entre les éditoriaux du journal et le feuilleton peut paraître secondaire au premier abord, mais elle démontre une nouvelle fois que tous les moyens journalistiques sont mis en œuvre pour suivre une stratégie à un moment précis ; le feuilleton n'est qu'un moyen parmi d'autres. La cohésion dans les cibles d'attaque reste un signe distinctif très fort de la *Nouvelle gazette rhénane*.

II-3-5-d- Les auteurs du feuilleton et leur production

Comme déjà mentionné, le rédacteur responsable du feuilleton est Georg Weerth ; Ferdinand Freiligrath rejoint la rédaction en octobre 1848. Ernst Dronke, le troisième écrivain de la *Nouvelle gazette rhénane* écrit en revanche dans d'autres rubriques du journal. Ferdinand Wolff publie une seule fois dans le feuilleton⁶⁸⁹.

Les deux rédacteurs «feuilletonistes» se partagent les domaines. Les textes satiriques et quelques poèmes pour le responsable de la rubrique Georg Weerth et les poèmes plus solennels pour Ferdinand Freiligrath. Une spécificité du feuilleton de la *Nouvelle gazette rhénane* est que les deux feuilletonistes signent systématiquement leurs poèmes, tandis que la prose de Weerth reste normalement sans signature.

Freiligrath est à l'époque de la *Nouvelle gazette rhénane* déjà un auteur très connu. Ses poèmes ne sont pas destinés à la lecture de la sphère privée. Dans leur forme incantatoire, parfois pathétique, ils s'adressent à un grand auditoire. Les poèmes de Freiligrath sont souvent déclamés ou même

⁶⁸⁶ NGR, n° 135 du 5 novembre 1848.

⁶⁸⁷ NGR, n° 164 du 18 novembre 1848.

⁶⁸⁸ Voir aussi le poème sur le soulèvement à Vienne, p.400.

⁶⁸⁹ NGR, n°23 du 23 juin 1848 : *Bürgerliches (quelque chose de bourgeois)*. Il est explicité que cette contribution a été écrite avant la révolution de mars.

chantés devant un grand public lors des réunions et des manifestations politiques, par exemple pendant les manifestations de la crise de septembre ou pendant la campagne électorale en janvier 1849. Ils font également partie de la vie sociale des associations ouvrières.

Georg Weerth a sans doute marqué cette rubrique de la *Nouvelle gazette rhénane* dont il était responsable. Il connaît dans l'année de sa collaboration avec la *Nouvelle gazette rhénane* sa période artistique la plus fructueuse ; ses chefs-d'œuvre, les « *Esquisses de la vie commerciale allemande* » et « *La vie et les Hauts faits du chevalier célèbre Schnapphanski* », s'adressent avec leurs nombreuses citations et allusions littéraires et historiques au public instruit de l'espace public bourgeois.

Dans les « *Esquisses de la vie commerciale allemande* », Weerth décrit le monde d'un grand commerçant qui s'appelle «Preiß». Ce nom est déjà une allusion au monde du commerce⁶⁹⁰. Weerth ridiculise la peur du commerçant face à la révolution en décrivant les moyens dérisoires de sa «défense» - deux pistolets turcs qui sont plutôt des antiquités que des armes. La peur grandissant du commerçant à l'arrivée de la nuit est exprimée en forme de pourcentage, comme les résultats de la bourse. Cette peur est accentuée par le contraste avec la quiétude du pot de chambre.

« Après cette nouvelle renversante de la révolution de Berlin, Monsieur Preiß avait passé une journée minable. Arriva la nuit noire et sa peur augmenta de vingt pourcents. La nuit n'est l'ami de personne, pensa Monsieur Preiß et chercha dans son pupitre deux vieux pistolets turcs que son grand-oncle maternel lui avait jadis ramenés d'un voyage de découverte en Orient.[..]

Vers 11heures cet homme digne monta à pas de loup dans sa chambre, bravant la mort. Silence profond. De toute façon, je regarderai sous mon lit ! pensa Monsieur Preiß – l'un des pistolets turcs dans la main, il se baissa difficilement et se convainc frissonnant de joie qu'il n'y avait pas de brigand⁶⁹¹ et que l'innocent pot de chambre blanc se trouva là, calme et serein dans l'opulence de ses formes harmonieuses.»⁶⁹²

⁶⁹⁰ «Preiß» ou «Preis» veut dire «prix» en français.

⁶⁹¹ Le texte allemand évoque à cet endroit le « Schinderhannes». Schinderhannes (Johannes Bückler) est un des plus célèbres brigands allemands. Il fut exécuté le 21 novembre 1803 à Mayence et devint une sorte de «Robin Hood» allemand. Il fut immortalisé par Carl Zuckmayer et en France par Guillaume Apollinaire.

⁶⁹² NGR, n°3 du 3 juin 1848: „ Herr Preiß in Nöthen: Nach jener welterschütternden Nachricht der Berliner Revolution hatte Herr Preiß einen kläglichen Tag verlebt. Da kam die schwarze Nacht und seine Angst stieg um zwanzig Prozent. Die Nacht ist keines Menschen Freund, dachte der Herr Preiß und suchte in seinem Pult nach zwei alten türkischen Pistolen, die ihm einst sein Großonkel mütterlicher Seite von einer Entdeckungsreise in den Orient mitgebracht hatte....Gegen 11Uhr schlich

M. Preiß passe quand même une mauvaise nuit car il rêve d'une révolte des chiffres contre le chiffre zéro ; le chiffre zéro qui se croit supérieur aux autres chiffres croit de pouvoir commander les autres. Dans la description de Weerth, il a une ressemblance saisissante avec le roi de Prusse, tandis que les autres chiffres représentent le peuple.

L'urgence de la révolution exige des formes courtes, avec une chute dans chaque épisode. C'est le cas dans les «*Esquisses de la vie commerciale allemande*», comme dans le «*Schnapphanski*». Dans ces «petites formes», Weerth est particulièrement créatif. Il invente selon un de ses biographes Florian Vaßen avec son «*Schnapphanski*» le premier roman-feuilleton en Allemagne.

Le rire chez Georg Weerth se distingue un peu de l'agressivité, de la hargne et du mépris des autres rédacteurs. C'est un rire plus «espiègle», d'une drôlerie irrésistible qui rayonne d'un optimisme et d'une joie de vivre débordante. Rien ni personne n'est en sécurité face à ses plaisanteries. Il décrit son propre rôle et de sa fonction «d'accompagner» les éditoriaux dans la satire ainsi dans : *Fragment d'un avertissement contre la Nouvelle gazette rhénane*⁶⁹³ :

*« Oui, le feuilleton ! Cet abominable rez-de-chaussée de la « Nouvelle rhénane » dans lequel on cherche à accabler tout ce qui est grand et magnifique par de mauvaises blagues. D'une insolence réellement révoltante, l'auteur s'efforce de soutenir ses collègues dans leurs tendances destructrices, c'est horrible, il ne peut laisser en paix aucun homme honnête... »*⁶⁹⁴

der würdige Mann mit todesverächtlicher Miene die Treppe hinauf in sein Schlafgemach. Tiefe Stille. Jedenfalls siehst du einmal unter dein Bett! dachte Herr Preiß – die eine türkische Pistole in der Hand bückte er sich mühsam und voller schauerlicher Freude überzeugte er sich davon, daß alles in Ordnung, daß kein Schinderhannes zugegen und daß der weiße unschuldige Nachtopf ruhig und gelassen da stand in der Fülle seiner harmonischen Formen.“

⁶⁹³ Ce fragment ne fut pas publié à l'époque de Weerth. Il a été écrit au début du mois de septembre 1848 et publié une première fois en Georg Weerth : *Sämtliche Werke in fünf Bänden*, Band 4, Aufbau-Verlag, Berlin 1956/57, pp.91-109.

⁶⁹⁴ Georg Weerth : *Fragment einer Warnung vor der „Neuen rheinischen Zeitung“* Band 4 , p.105, cité selon Florian Vaßen, op. cit. p.31:

„Ja, dem Feuilleton! Diesem abscheulichen Rezde-chaussée der „Neuen Rheinischen“, in dem man alles Große und Herrliche mit schlechten Witzen zu überschütten strebt. Mit wahrhaft empörender Frechheit sucht der Verfasser seine Kollegen in ihren destruktiven Tendenzen zu unterstützen; es ist entsetzlich, er kann keinen ehrlichen Mann mehr zufrieden lassen...“

Sur les journalistes politiques en général, il écrit qu'ils...

«... calomnient tout avec leur langue de vipère et qu'ils font volontiers au moins une révolution par semaine, juste pour pouvoir rédiger une édition spéciale de leur journal.»⁶⁹⁵

C'est le rôle de «*Punch, Arlequin et Henneschen*»⁶⁹⁶, le rôle des personnages du théâtre populaire, qu'il revendique, du bouffon sage, issu du peuple qui se permet de dire la vérité. Le caractère «scandaleux» du feuilleton que Weerth revendique lui-même, n'est d'ailleurs pas tout à fait exagéré. La provocation et aussi la sensualité de ses contributions transgressent joyeusement tous les règles de bienséance – une autre manière d'attaquer la bourgeoisie, son mode de vie et ses valeurs morales ; peut-être aussi un clin d'œil à l'existence des rédacteurs non seulement politiquement mais aussi socialement à la marge de la société.

A l'occasion des arrestations arbitraires de Gottschalk et d'Anneke, début juillet 1848 à Cologne, Weerth écrit son poème : *Je voudrais être ministre de la police*

*Je voudrais être ministre de la police
Je ferais arrêter tout le monde et
Je ferais en sorte qu'on m'amène
Les plus belles femmes en prison⁶⁹⁷*

⁶⁹⁵ Ibid, p.121.

⁶⁹⁶ NGR, n°182 du 30 décembre 1848 : *Punch, Harlequin und Henneschen* (feuilleton). «Punch» est un personnage de marionnette anglais, mais ce nom se réfère aussi au journal satirique de Londres «Punch or the London Charivari», fondé en 1841 par Henry Mayhew. «Harlequin» est le personnage de la commedia dell'arte qui représente un servant comique et «Hänneschen» est le héros du théâtre de marionnettes de Cologne «Hänneschen-Theater» qui ressemble un peu au «Guignol» de Lyon.

⁶⁹⁷ *Nouvelle gazette rhénane* N°39 du 9 juillet 1848: *Ich wollt, ich wär Polizeiminister.*

*Ich wollt, ich wär Polizeiminister
Da ließ ich alle Leute arretiren
Da ließ ich die schönsten Frauen schier
Mir all ins Gefängnis führen.*

Le poème finit par la strophe:

*Ja staatsgefährlicher als Rebell'n
Ist – O, ins Gefängnis schickt sie!-
Eine einzige kleine Frau
Mit ihrem süßen Corpus delicti*

Sur ce même ton, Weerth thématise le rôle de la *Nouvelle gazette rhénane* comme épouvantail de la bonne société. Dans son poème «*Ce matin, j'allais à Düsseldorf*»⁶⁹⁸, il se met en scène lui-même, accompagné d'un haut fonctionnaire ministériel (*Regierungsrat*) qui ne sait pas qui il est et qui lui raconte toute sorte d'horreurs sur la *Nouvelle gazette rhénane* et ses idées socialistes. Le «*Regierungsrat*» en question évoque trois points essentiels de la critique sociale des communistes qui figurent aussi dans le *manifeste communiste*. La critique de l'économie et la revendication d'égalité, la critique de la famille et la critique de la religion. Mais en simplifiant et pervertissant cette critique, il se désavoue et se ridiculise. Le «*Regierungsrat*» reproche aux hommes de la *Nouvelle gazette rhénane* de vouloir partager la richesse en divisant le monde entier en de milliers de petites parcelles et les meilleurs morceaux seraient évidemment pour les rédacteurs de la *Nouvelle gazette rhénane*.

*Le monde entier sera divisé
En de milliers de millions de parcelles
En tant de terre, tant de sable
Et tant de vagues de mer.*⁶⁹⁹

La critique de la famille est ensuite interprétée comme promiscuité «*Weibergemeinschaft*», réduisant la critique de la famille en revendication d'une débauche généralisée. Weerth «répond» à cette déformation en créant pendant deux strophes les couples les plus invraisemblables :

*Tartares et mongoles avec des femmes grecques,
Chérusques avec de jaunes chinoises,
Ours blancs avec des rossignoles suédois,
Femmes turques avec des iroquois.*⁷⁰⁰

Weerth effectue la même tournure à l'absurde pour le troisième reproche, selon lequel les rédacteurs de la *Nouvelle gazette rhénane* voulaient supprimer la religion. Weerth ridiculise ce

⁶⁹⁸ NGR, n°44 du 14 juillet 1848 : *Heute morgen fuhr ich nach Düsseldorf* (feuilleton)

⁶⁹⁹ Ibid.:

*Die ganze Welt wird eingeteilt
In tausend Millionen Parzellen
In so viel Land; in so viel Sand
Und in so viel Meereswellen.*

⁷⁰⁰ *Tartar und Mongole mit Griechenfrau,
Cherusker mit gelben Chinesen,
Eisbären mit schwedischen Nachtigalln'
Türkinnen mit Irokesen.*

reproche en énumérant toute sorte de religion imaginable et concluant que la *Nouvelle gazette rhénane* resterait «le seul *Dallai Lama*». ⁷⁰¹ Le poème se termine par un hommage à cet «homme intelligent» qui mérite qu'on écrit sur lui. (*Vous êtes en tant que homme et «Regierungsrat» d'une intelligence illimitée.*) ⁷⁰² Pas n'importe quel simplet aurait l'honneur de recevoir un coup de pied de la part des rédacteurs du journal.

En octobre 1848, lorsque le journal paraît de nouveau après l'interruption survenue par la proclamation de l'état de siège à Cologne, Weerth décrit dans un long poème à travers trois numéros du journal ⁷⁰³ sa version des événements, inclusivement la hargne contre la *Gazette de Cologne*, le seul journal autorisé à paraître pendant l'état de siège. C'est peut-être la période la plus difficile et douloureuse pour le journal et pour les collaborateurs du journal. Weerth écrit alors ce poème avec le titre qui pourrait être désigné - comme déjà constaté dans la recherche ⁷⁰⁴ - la devise de Weerth, mais aussi de la *Nouvelle gazette rhénane* tout court :

*Il n'y a rien de plus beau sur ce monde
Que de mordre ses ennemis*

Weerth interrompt parfois ses séries pour intercaler d'autres contributions satiriques, comme à l'occasion de la fête de la cathédrale de Cologne le 15 août 1848.

Cette fête devrait représenter - par la présence du roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV et le *Reichsverweser* (Régent) Jean - l'unité allemande et la réconciliation entre la monarchie prussienne protestante et le clergé catholique rhénan.

La *Nouvelle gazette rhénane* trouve cet événement tellement ridicule qu'elle l'ignore presque entièrement ⁷⁰⁵. Cette manifestation est reléguée au feuilleton, ce qui est aussi une sorte de message politique. Il n'y a donc que Weerth qui se délecte à sa manière habituelle et qui décrit des scènes

⁷⁰¹ Ibid.: *Die neue Rheinische Zeitung bleibt der einzige Dalai Lama.*

⁷⁰² Ibid.: *Sie sind als Mensch und Regierungsrat von unbeschränkten Verstande.*

⁷⁰³ NGR, n°114 du 12 octobre 1848 : (feuilleton)

Kein Schöner Ding ist auf der Welt

Als seine Feinde zu beißen

Ainsi que:

NGR, n°115 du 13 octobre 1848 (*Fortsetzung statt Schluß*), et/ NGR, n° 116 du 14 octobre 1848 (*Schluß*).

⁷⁰⁴ Florian Vaßen, op.cit. p.92.

⁷⁰⁵ Il n'y aura qu'un tout petit article dans le numéro double de NGR, n°77/78 du 17 août 1848, qui parle surtout des toasts divers dans la halle des fêtes du «Gürzenich».

burlesques et carnavalesques dans cinq numéros du journal⁷⁰⁶ : la foule immense sous une pluie battante en attente de voir le roi et le *Reichsverweser*, les deux Princes qui s'embrassent, la carte du menu au *Gürzenich*. Ces articles sont réutilisés plus tard par Weerth pour un chapitre ultérieur de son *Schapphanski* :

« C'est un spectacle émouvant quand le Vésuve jette ses blocs de feu rouges dans la mer bleue profonde ; c'est une scène majestueuse quand l'avalanche se précipite des Alpes dans la vallée et cela doit être magnifique quand le Niagara écume envers son lit - mais c'est encore beaucoup plus émouvant, majestueux et magnifique quand dans la salle du *Gürzenich* de la Sainte Ville de Cologne deux cents invités affamés se jettent à l'occasion de la fête de la cathédrale sur une salade de hareng. Jamais dans ma vie, je n'ai vu une chose plus imposante». ⁷⁰⁷

Le même sort attend l'adresse du roi Frédéric-Guillaume IV «A mon armée de guerre magnifique» (*An mein herrliches Kriegsheer*), publiée intégralement dans la *Nouvelle gazette rhénane* - dans le feuilleton⁷⁰⁸, introduite par la phrase laconique venant probablement du rédacteur en chef⁷⁰⁹ : « Nous venons juste de recevoir par le «*Preußischer Staatsanzeiger*» [le journal officiel] la contribution suivante précieuse pour notre feuilleton. »⁷¹⁰

Un dernier exemple est la «couverture journalistique» de l'élection de l'empereur début avril 1849 par la *Nouvelle gazette rhénane*. Dans ce cas aussi le journal se prive de tout commentaire direct. Les faits sont certes évoqués dans un article de Francfort⁷¹¹, qui ne valent apparemment pas un éditorial. Tout autre traitement de la question est relégué au feuilleton, ce qui exprime une nouvelle fois la haute considération de la *Nouvelle gazette rhénane* pour cet événement. Weerth se charge alors du sujet dans une dernière série de contributions satiriques⁷¹² en inventant un vieux

⁷⁰⁶ NGR, n°79 du 18 août 1848 : *Das Domfest von 1848* / NGR, n°80 du 19 août 1848/ NGR, n°81 du 20 août 1848 / NGR, n°82 du 22 août 1848 / NGR, n°83 du 23 août 1848.

⁷⁰⁷ Georg Weerth: *Leben und Taten des berühmten Ritters Schnapphanski*, op. cit. p.209, chapitre XXII, *Der Gürzenich*: „Es ist ein ergreifendes Schauspiel, wenn der Vesuv seine roten Feuerblöcke in die tiefblaue See wirft; es ist ein erhabener Anblick, wenn die Lawine von den Alpen hinab in das Tal rollt, und es muß großartig aussehen, wenn der Niagara seinem Bette entgegenschäumt – aber noch viel ergreifender, erhabener und großartiger ist es, wenn auf dem Gürzenich-Saal der heiligen Stadt Köln zwölfhundert hungrige Gäste zur Feier des Dombaues über einen Heringsalat herfallen. Ich habe in meinem Leben nichts Imposanteres gesehen.“

⁷⁰⁸ NGR, n°187 du 5 janvier 1849 (feuilleton).

⁷⁰⁹ Wolfgang Büttner, op.cit. pp. 140/141.

⁷¹⁰ NGR, n°187 du 5 janvier 1849 (feuilleton): „Wir erhalten so eben durch den „Pr.St. Anz.“ den folgenden werthvollen Beitrag für unser Feuilleton.“

⁷¹¹ NGR, n° 260 du 31 mars 1849.

³¹³ NGR, n°265 du 6 avril 1849: I. *Welche Römische Keyser und Königen in Aach im Gotteshaus gekrönt seyen.*

document d'Aix-en-Chapelle qui aurait prôné qu'une élection d'empereur devrait se dérouler à Cologne. L'auteur propose aux lecteurs de «plonger» avec lui dans les «marais» des temps les plus reculés de l'histoire allemande le tout dans un allemand fictif du Moyen Age et c'est essentiellement ce langage inventé qui produit l'effet de la satire. Weerth fait apparaître dans cette satire les hommes politiques de 1849, les hommes célèbres du parlement de Francfort, comme Bassermann, Beckerath, Dahlmann, Mevissen, Fink, Jordan, Raveaux, Radowitz, Rösler, dans les habits de grands dignitaires pendant le couronnement, imbus de leur importance et sans aucune conscience du fait qu'ils sont effectivement déjà éclipsés du pouvoir.

Cette façon spécifique de Weerth de rire de ses ennemis politiques contribue certainement aussi à l'attractivité de la *Nouvelle gazette rhénane* qui utilise ainsi tous les registres pour se présenter comme un journal prenant parti.

II-3-6- Les petites annonces de la *Nouvelle gazette rhénane*

La rubrique des petites annonces est - dans un tout autre sens encore que le feuilleton - une partie à part, «sous le trait», mais contrairement au feuilleton, tout à fait à la fin, sur la dernière page du journal. Cet espace est consacré à la communication et la publicité ; il n'engage donc pas la rédaction. Le rythme et le contenu des annonces reflètent néanmoins également l'évolution et parfois aussi la ligne du journal et surtout l'ambiance de l'époque.

A première vue, cette partie semble être un grand «fourre-tout». Nous y retrouvons la correspondance des lecteurs et les réponses de la rédaction, les annonces des associations diverses,

NGR, n°266 du 7 avril 1849: II. *Keyzers Caroli V Krönung (Kapitel ii der Aachener Krönung)* / NGR, n°267 du 8 avril 1849 : III. *Die Güldne Bull von 1356 und das teutsche Reichsgründergesetz auffgericht Anno 1848/49. Freundlich zu lesen.* / NGR, n°269 du 11 avril 1849: IV. *Warumb und aus welch besonder Ursachen der fromme König Friedericus Wilhelmus der virt nirgend wo als in der hilligen Statt Cölln zum Keyser der Teutschen gekrönt werden muß.* / NGR, n° 271 du 13 avril 1849: V. *Wie und in welch manier der fromme König Friedericus Wilhelmus der viert in der hilligen Statt von Cöllen empfangen und zum Keyser gekrönt werden müßt.*

les publicités de toute sorte - politiques et commerciales, les informations officielles de la ville, les horaires des trains et des bateaux à vapeur, la météo, l'annonce des manifestations diverses et des événements politiques et culturelles.

La *Nouvelle gazette rhénane* peut utiliser cet espace également afin de communiquer sur ses propres affaires, par exemple pour annoncer une réunion des actionnaires ou pour rappeler aux actionnaires qu'il est temps de payer la prochaine traite.

Les petites annonces prennent une place très variable : tantôt sur une demi-page, tantôt sur une page entière ou plus. En général, l'espace des petites annonces est plus important en 1849 que pendant l'année 1848. Mais pendant les dix premiers jours, les annonces se limitent à une demi-page et à une publicité surtout politique et culturelle, il s'y trouve aussi beaucoup de communications du journal même.

Petit à petit, à peu près à partir du numéro 20, l'espace s'agrandit (le plus souvent à une page entière), mais surtout les annonces se diversifient et deviennent une sorte de vitrine de la ville : les artisans et commerçants de la ville s'y invitent et vantent leur produits. Il s'y ajoute les informations de la ville de Cologne et les annonces des bateaux à vapeur Brème, mer du Nord. Parfois les commerçants «s'adaptent» au journal et un M. Schlechter, apparemment commerçant en pipes, invente une sorte de publicité commerciale politique en vantant ses «*têtes de pipe démocratiques*»⁷¹³. Un certain M.Keil, sans doute commerçant en spiritueux, propose au club radical la bière pour tous les partis pour se rafraîchir de la «*chaleur révolutionnaire*», «*du rhum et du digestif contre les discours indigestes de toutes les assemblées constituantes*»⁷¹⁴. D'autres journaux comme *le peuple* ou la *Gazette du soir de Mannheim* commencent à publier leur publicité dans la *Nouvelle gazette rhénane*. La publicité des journaux reste un trait caractéristique du journal ; un nombre de plus en plus important de journaux fait de la publicité dans ses petites annonces.

⁷¹³ NGR, n°12/13 du 13 juin 1848, petites annonces: *Demokratische Pfeifenköpfe zu haben bei H.R.Brocke, Schildergasse 47.*

⁷¹⁴ Ibid.: „*Im radikalen Klub heute Abend Berathung über revolutionäre schwüle Hitze, Lagerbier für alle Parteien zur Abkühlung. Rum, echter Nordhäuser und Magenbitter für unverdauliche Reden sämtlicher konstituierenden Versammlungen, bei C.Keil, Große Sandkaul, Nr.32.*»

A partir de fin juin et début juillet 1848 on peut dire que la *Nouvelle gazette rhénane* s'est implantée dans les milieux de la ville. Cet aspect de vitrine de la ville s'intensifie encore pendant le mois de juillet et persistera jusqu'à la fin du journal. Les associations se multiplient qui annoncent la date de leur réunion, leurs résolutions ou leurs adresses de protestation ; la Garde civile de Cologne annonce régulièrement ses réunions et ses appels dans le journal⁷¹⁵. Nous notons même un nombre relativement important d'annonces des milieux catholiques (Piusverein à partir de n°57, «missels colonais» et d'autres publication de la maison d'édition «Rosenkranz»). L'état civil de la ville de Cologne s'installe dans cet espace du journal ; des annonces privées, parfois dans le dialecte de la ville : «*Vitat Annchen en der Stänegaaß*»⁷¹⁶, «*An dä kölsche Kikero*»⁷¹⁷ ou l'expression de mécontentement : «*M. Peters, votre déclaration obscure de hier ne donne toujours pas d'explication quant au pourquoi vous n'avez pas participé au cortège de la fête....*»⁷¹⁸.

Les annonces commerciales se diversifient également. A partir de juillet 1848, nous trouvons systématiquement la publicité pour les tartes aux cerises (1 *silbergroschen* la pièce) pour les huitres et le caviar.

Ce qui est également typique pour la phase jusqu'au mois de septembre 1848, ce sont des notes d'humeur des citoyens de la ville qui expriment ce qui leur passe par la tête. Le plus souvent, cela concerne l'actualité politique :

«*Comment faire la révolution à Cologne ? On donne une sérénade, on fait sonner la marche générale pour faire venir les prolétariens*»⁷¹⁹, mais il y a aussi des contributions beaucoup plus précises, par exemples une lettre de lecteur qui plaisante sur le procès contre Gottschalk et Anneke⁷²⁰. Le lecteur ironise en écrivant que «*tous les citoyens 'bienpensants' de Cologne savent que les accusés sont coupables, tous ceux qui tiennent au maintien de l'ordre et à la tranquillité.*»⁷²¹

⁷¹⁵ NGR, n°31 du 1^{er} juillet consacre deux pages aux résultats des élections de la garde Civile de Cologne.

⁷¹⁶ NGR, n°56 du 26 juillet 1848.

⁷¹⁷ NGR, n°50 du 20 juillet 1848.

⁷¹⁸ NGR, n°56 du 26 juillet 1848: „*Herr J. Peters, Ihre gestrige dunkle Erklärung gibt immer noch keine Aufklärung darüber, weshalb Sie bei dem Festzuge nicht mitgewirkt haben...*“

⁷¹⁹ NGR, n°31 du 1^{er} juillet 1848, supplément, petites annonces : „*Revolution in Köln !!! Wie macht man in Köln Revolution? Man bringt Ständchen, läßt Generalmarsch schlagen, damit die Proletarier herankommen.*“

⁷²⁰ NGR, n°119 du 18 octobre 1848, petites annonces.

⁷²¹ Ibid.: „*Daß die Angeklagten schuldig sind, wissen alle ‚gutgesinnten‘ Bürger Kölns, alle denen die Erhaltung von Ordnung und Ruhe am Herzen liegt.*“

Dans l'ensemble, le journal ne semble jamais être en manque d'annonces, jusqu' à son dernier numéro qui en contient encore une page entière. Il y a juste un petit fléchissement au mois d'août 1848 sur deux ou trois jours lors du changement d'imprimeur, mais cela est sans doute dû à des problèmes d'organisation. Pendant les époques de crise, le volume des petites annonces change peu et oscille toujours entre une demie page et une page entière ; parfois la place manque à cause de l'actualité politique. Dans ce cas, les annonces sont toujours rattrapées dans une deuxième édition ou dans un supplément. Vers le printemps 1849, il arrive qu'un supplément ne contienne que des annonces⁷²².

Une implantation forte dans les villes et régions est relativement caractéristique pour les journaux démocratiques, elle est aussi particulièrement marquante pour la *Nouvelle gazette rhénane*. Cela n'est pas seulement un vecteur pour le rayonnement du journal, mais constitue également un facteur économique. Dans la recherche sur la *Gazette allemande* par exemple, un manque relatif de petites annonces a été détecté comme un facteur de fragilité économique⁷²³. La *Nouvelle gazette rhénane* en revanche gagne le pari de réussir en même temps une distribution « nationale » et un enracinement dans sa ville d'origine.

C'est à partir du mois d'août 1848 que nous remarquons une extension géographique des annonces, au-delà de la Rhénanie. Les avocats allemands annoncent par exemple leur rassemblement « national » à Dresde le 5 août⁷²⁴, cette expansion concerne particulièrement la Belgique. Un professeur privé de Liège souhaite par exemple trouver des élèves pour les prendre en pension⁷²⁵. A partir du mois d'août, il y a également des annonces de journaux belges, de la part

⁷²² NGR, n°261 du 1^{er} avril 1848, supplément.

⁷²³ Ulrike von Hirschhausen, op. cit. p.320 (Zusammenfassung).

⁷²⁴ NGR, n°66 du 5 août 1848, petites annonces.

⁷²⁵ NGR, n°97 du 8 septembre 1848: *Herr Rolinger, Lehrer in Lüttich, rue de la régence, wünscht einige junge Leute in Kost und Unterricht zu nehmen.*

de l'«*Union Constitutionnelle, journal de l'arrondissement de Verviers*»⁷²⁶, mais aussi de «*The Brussel's Herald and British and Continental Gazette*»⁷²⁷.

En même temps, les annonces se politisent encore plus. Il devient évident que la place pour les informations ne suffit plus, même en ajoutant des suppléments qui paraissent de plus en plus fréquemment. Les résultats des élections pour la Garde civile prennent deux pages «sous le trait» du supplément du 1^{er} juillet 1848⁷²⁸. Fin juillet⁷²⁹, c'est dans cet espace que le «*projet constitutionnel pour l'Etat de Prusse*» est publié intégralement. Il prend toute la dernière page et de plus la première page du supplément qui suit. Au mois d'août 1848, le procès contre Ferdinand Lassalle prend une place considérable dans les petites annonces des suppléments⁷³⁰ pendant plusieurs semaines.

A partir du mois de septembre 1848, Freiligrath commence à faire de la publicité pour ses poèmes⁷³¹, dorénavant on retrouvera régulièrement ses annonces dans le journal, ainsi que la publicité de Friedrich Anneke pour son journal⁷³² et pour son livre⁷³³. Nous y trouvons les annonces de toutes les grandes manifestations populaires à Cologne et surtout à Worringen⁷³⁴, ainsi que l'annonce du deuxième congrès des démocrates rhénans⁷³⁵. Les adresses et résolutions politiques multiples sont tantôt publiées dans la partie centrale du journal, tantôt dans les petites annonces, visiblement selon la place disponible du moment. La publicité commerciale ne diminue pas durant cette époque.

⁷²⁶ A partir de : NGR, n°64 du 3 août 1848.

⁷²⁷ A partir de : NGR, n° 65 du 4 août 1848.

⁷²⁸ NGR, n°31 du 1^{er} juillet 1848, supplément.

⁷²⁹ NGR, n°57 du 27 juillet 1848.

⁷³⁰ NGR, n°67 du 6 août 1848, supplément: *Kriminalprozedur gegen Ferdinand Lassalle wegen Verleitung zum Diebstahl. Anklageschrift* / NGR, n°69 du 8 août 1848, supplément: *Kriminalprozedur gegen Ferdinand Lassalle wegen Verleitung zum Diebstahl. Fortsetzung* / NGR, n°71 du 10 août 1848, supplément: *Kriminalprozedur gegen Ferdinand Lassalle wegen Verleitung zum Diebstahl, Fortsetzung* / NGR, n°73 du 12 août 1848, supplément: *Kriminalprozedur gegen Ferdinand Lassalle wegen Verleitung zum Diebstahl. Anklageschrift, Fortsetzung* / NGR, n°79 du 18 août 1848, supplément: *Kriminalprozedur gegen Ferdinand Lassalle wegen Verleitung zum Diebstahl. Fortsetzung* / NGR, n°83 du 23 août 1848, supplément: *Kriminalprozedur gegen Ferdinand Lassalle wegen Verleitung zum Diebstahl. Fortsetzung* / NGR, n°84 du 24 août 1848, supplément: *Kriminalprozedur gegen Ferdinand Lassalle wegen Verleitung zum Diebstahl. Fortsetzung* / NGR, n°93 du 3 septembre 1848, supplément: *Kriminalprozedur gegen Ferdinand Lassalle wegen Verleitung zum Cassetten- Diebstahl.*

⁷³¹ NGR, n°103 du 15 septembre 1848.

⁷³² NGR, n°97 du 8 septembre 1848.

⁷³³ NGR, n°93: *Wie's jetzt im preußischen Heere aussieht.*

⁷³⁴ NGR, n°104 du 16 septembre 1848, et NGR, n°105 du 17 septembre 1848.

⁷³⁵ Ibid.

A la fin du mois, les annonces de toutes sortes sont particulièrement nombreuses, non seulement les annonces politiques et commerciales. Les citoyens de la ville continuent à s'exprimer et ce ne sont pas uniquement ceux de la démocratie radicale. Le 23 septembre⁷³⁶, une personne qui se nomme lui-même «*un homme du centre*» s'adresse sous forme d'une très grande annonce imprimée en gras, à ses «concitoyens de Cologne», il est très inquiet de l'avenir et il appelle les hommes d'extrême droite et d'extrême gauche à faire des compromis.

On aurait pu penser que l'interruption du journal pendant l'état de siège, fin septembre 1848, aurait diminué au moins provisoirement l'afflux des annonces, mais le premier numéro du mois d'octobre⁷³⁷ contient de nouveau une page entière de petites annonces. A partir de cette époque, nous remarquons un nombre impressionnant de journaux, allemands et européens qui mettent leur publicité dans les petites annonces de la *Nouvelle gazette rhénane*.

A partir de la dissolution de l'assemblée de Berlin le 5 décembre 1848, l'aspect des annonces dans la *Nouvelle gazette rhénane* change considérablement. L'état de siège à Berlin et les problèmes de courrier se font durement sentir. Avant, l'échange avec le comité central des démocrates fut très suivi, toutes les notes pour les associations démocrates, tous les communiqués étaient publiés dans le journal ; les annonces commerciales venant de Berlin étaient également nombreuses. Après la proclamation de l'état de siège, il n'y a plus d'adresses politiques, et peu d'annonces commerciales venant de Berlin. Dans la partie des petites annonces, le monde du journal se rétrécit essentiellement sur Cologne et sur la Rhénanie en ce qui concerne l'Allemagne. A Cologne et en Rhénanie en revanche, la vie associative s'intensifie. Tandis que les «notes d'humeur» des citoyens individuels diminuent, le nombre des associations les plus diverses augmente avec une rapidité fulgurante. C'est un véritable bouillon de culture.

Cette vie associative riche s'en donne à cœur joie en janvier et février 1849, l'époque qui précède et l'époque à laquelle se déroule le carnaval. Le carnaval peut prendre une forme très politique à

⁷³⁶ NGR, n°110 du 23 septembre 1848.

⁷³⁷ NGR, n°114 du 12 octobre 1848.

Cologne et cela était particulièrement le cas début 1849, car les élections pour les deux chambres de Prusse sur la base de la constitution octroyée tombent justement à cette époque, ainsi que l'anniversaire des révolutions de février et de mars 1848. Les annonces des manifestations du carnaval ont presque toutes un contenu politique. A cette occasion, l'aspect des annonces change et nous montre pour des présentations figuratives qui accompagnent les annonces de manière régulière : les jokers, les fous qui peuvent dire la vérité, qui se moquent de la puissance de la Prusse, tandis que partout ailleurs la révolution s'écroule.



Publicité illustrée invitant à une séance de carnaval dans les petites annonces, NGR, n°224 (supplément) du 17 février 1849.

Les lettres des lecteurs arrivent assez régulièrement, mais la rédaction n'en publie pas plus de deux ou trois à la fois et cela pas forcément dans tous les numéros. Elles se trouvent normalement en première place des petites annonces, tout de suite en-dessous du trait. Elles contiennent soit des informations que les lecteurs souhaitent donner à la rédaction ou des demandes de rectification auxquelles la rédaction répond parfois⁷³⁸. Les plaintes sur d'autres journaux, surtout sur la *Gazette de Cologne* sont fréquentes, elle est souvent accusée de ne pas publier les demandes de rectification⁷³⁹.

⁷³⁸ Par exemple en NGR, n°237 du 4 mars 1849, petites annonces / NGR, n°280 du 24 avril 1849, petites annonces.

⁷³⁹ Par exemple en NGR, n°285 du 29 avril, supplément, petites annonces. Dans ce cas précis c'est le député Gladbach qui proteste contre la *Gazette de Cologne*.

La *Nouvelle gazette rhénane* imprime de plus toutes les plaintes des lecteurs sur les irrégularités de la poste : *La Nouvelle gazette rhénane* ne serait pas livrée ou très en retard⁷⁴⁰. Souvent, le journal répond aussitôt à ses plaintes en soulignant que le journal a été correctement expédié et que c'est la poste qui exerce une sorte de censure⁷⁴¹.

La *Nouvelle gazette rhénane* va même jusqu'à publier certaines lettres d'insulte, sans doute avec la pensée que les auteurs se discréditent eux-mêmes et que tout commentaire serait superflu. Dans le numéro 88/89⁷⁴² par exemple se trouvent des insultes assez primaires contre Freiliggrath qui est désigné comme « *salopard* », ... « *Bandit maudit....si tu ne cesses pas tes discours républicains, j'arrive avec le tout Iserlohn pour te rosser....* »⁷⁴³

La perle de ce genre de lettre de lecteurs est publiée en février 1849⁷⁴⁴ :

« Au Dr. Karl Marx, ne jubilez pas trop tôt. Vous, rebut de tous les méchants notre bon roi finira par renvoyer un jour les vauriens. Contre Vous, menteur, notre roi de droit divin témoignera au jour du dernier jugement. Vous, méchant qui vous gaussez de la grâce de Dieu. Horrible. Ne vous fiez pas à la majorité des démocrates. Sinon, vous vous trompez beaucoup. Car note devise est et restera. Avec Dieu pour le roi et la patrie. Un vrai prussien. »

On s'imagine l'hilarité de la rédaction en lisant sa petite note en-dessous cette lettre : *«Le manuscrit se trouve dans l'expédition pour égayer le public ; le 'vrai' prussien était suffisamment prudent pour ne pas signer.»*⁷⁴⁵

⁷⁴⁰ Par exemple en NGR, n°121 du 20 octobre 1848, supplément, petites annonces.

⁷⁴¹ Ibid. ou : NGR, n°122 du 21 octobre 1848, petites annonces.

⁷⁴² NGR, n°90 du 31 août, petites annonces.

⁷⁴³ Ibid. : Cette lettre est signée d'un certain J.Duncker. Voici mot à mot le début de cette lettre :

„An den undankbaren Schweinehund Freiliggrath in Düsseldorf, Du elender Lappes von Grünschnabel, verfluchter Bandit und Räuberhauptmann, wenn du Esel deine republikanischen Reden nicht aufgibst, dann komme ich mit ganz Iserlohn, um dich ganz derbe durchzubläuen.“

⁷⁴⁴ NGR, n°233 du 28 février 1848, supplément, petites annonces: *„An den Dr. Karl Marx, Jubeln sie nicht zu früh. Sie abschaum aller Bösewichte unser guter König wird die Taugenichse auch noch einmal nach Hause schicken. Sie Lügner am jüngsten Tag wird der von Gott begnadete König gegen Sie zeugen. Sie Bösewicht der mit der Gnade Gottes spottet schrecklich. Glauben Sie nur nicht die Mehrzahl der Demokraten. Denn dann teuschen Sie sich sehr unser Losungswort ist und bleibt. Mit Gott für König und Vaterland. Ein ächter Preuße.“*

⁷⁴⁵ Ibid.: *„Das Manuscript liegt in der Expedition zur Erheiterung des Publikums vor. Der ‚ächte‘ Preuße war so vorsichtig, sich nicht zu nennen.“*

Il s'agissait sans doute d'un des derniers moments joyeux pour la rédaction.

II-4- Conclusion

Notre étude du fonctionnement de la *Nouvelle gazette rhénane* met en évidence deux traits caractéristiques du journal. Le cadre matériel, le fonctionnement de la rédaction, et l'organisation des rubriques, caractérise la *Nouvelle gazette rhénane* comme un produit journalistique de qualité. Mais c'est aussi un journal qui veille d'une manière déterminée à son indépendance politique et économique. Le professionnalisme est la condition préalable afin d'obtenir une place prépondérante dans l'espace public bourgeois, le militantisme est indispensable pour réaliser le journal comme projet politique ; il compense également les faiblesses matérielles.

La *Nouvelle gazette rhénane* est certes un projet politique, mais elle est aussi et avant tout un journal qui se veut un journal de référence. Pour cette raison, elle doit faire preuve d'un professionnalisme à tous les niveaux. La *Nouvelle gazette rhénane* fait en sorte de correspondre à toutes les normes de qualité des grands journaux de l'époque, parfois elle les dépasse. Le format, le volume, la périodicité, la qualité de la typographie et de l'impression, la rapidité de la distribution correspondent à ceux des grands quotidiens. Le rédacteur en chef tient à ce que les imprimeries du journal disposent des presses rapides, la machine la plus moderne de l'époque et la seule capable d'assurer l'impression d'un quotidien à grand tirage. La qualité du papier et de la typographie est certes moindre que celle de la *Gazette allemande*⁷⁴⁶, mais c'est un compromis indispensable pour pouvoir proposer un prix acceptable pour les classes moyennes et pour les associations.

Le professionnalisme de la *Nouvelle gazette rhénane* tient beaucoup au travail de la rédaction et du rédacteur en chef. Le rédacteur en chef garantit la qualité et la cohérence des articles. Les rédacteurs sont triés sur le volet ; ils sont responsables pour la qualité de leur rubrique.

⁷⁴⁶ C'est notre constat lors d'une consultation des micro-films de la *Gazette allemande* à la «Friedrich Ebert-Stiftung», Bonn.

L'éditorial, installé comme forme journalistique pérenne, présente les grandes analyses du jour. Les articles de la rubrique «Allemagne» et sur l'étranger, qui s'appuient sur un réseau de correspondants étendu, sont également coordonnés et supervisés par le rédacteur en chef. Dans la mesure du possible, le rédacteur en chef vérifie ces informations en les croisant avec d'autres sources. Le journal s'adapte aux rythmes de la révolution en publiant un grand nombre de suppléments et d'éditions spéciales.

L'autre face de la *Nouvelle gazette rhénane* est celle d'un journal militant. Il insiste à sa liberté de critique dans toutes circonstances et refuse toute ingérence dans la ligne politiques ou dans ses choix économiques. La décision de réaliser un grand journal ne prend de sens qu'au moment où ce journal représente une voix indépendante.

Le militantisme s'exprime aussi bien dans le montage financier que dans l'engagement considérable de tous ses collaborateurs. C'est surtout l'équipe rédactionnelle qui porte le projet *Nouvelle gazette rhénane* et qui travaille même dans les circonstances matérielles, économiques et politiques les plus difficiles. Les choix rédactionnels sont toujours des choix politiques, par exemple le choix de se concentrer sur la Prusse en Allemagne, ou la grande importance que le journal porte sur la France pour les articles sur l'étranger. Tous ces choix dépendent de la ligne politique de la rédaction. Cet engagement permet au journal de passer outre les faiblesses économiques du journal, le fond financier précaire et l'absence de réserves. Il aide aussi à dépasser les crises financières qui sont la conséquence de la conjoncture politique, comme après l'état de siège de Cologne, octobre 1848.

Néanmoins les difficultés économiques restent bien présentes et elles représentent un risque permanent pour la survie du journal. De plus, ces difficultés mettent en lumière le fait que le groupe Marx était peu nombreux. Par ce fait, il avait un choix à faire dans ses engagements qui n'était pas seulement d'ordre politique, mais aussi tout simplement d'ordre «pratique».

En général il nous paraît important de noter que le fonctionnement du journal n'est pas établi une fois pour toute mais qu'il est soumis aux évolutions de la révolution. C'est le cas également pour la ligne politique que nous étudierons dans la partie suivante.

Université Lumière-Lyon II

Ecole doctorale Lettres, Langues, Linguistique et Arts (« 3LA »)

Centre de recherche en Langues et Cultures Européennes (« LCE »)

Gudrun Mattes

Journalisme et pouvoir politique pendant la révolution de 1848 – l'exemple de la *Nouvelle gazette rhénane*



Tome 2

Thèse de doctorat en Etudes germaniques

Dirigée par Mme Anne-Marie SAINT- GILLE

Présentée et soutenue publiquement le 2 mars 2015

Devant un jury composé de :

Jean- Paul CAHN, Professeur émérite à l'université Paris-Sorbonne-Paris IV
Anne-Marie SAINT-GILLE, Professeur émérite à l'université Lumière - Lyon II
Friedrich TAUBERT, Professeur à l'université de Bourgogne
Ralf ZSCHACHLITZ, Professeur à l'université Lumière - Lyon II

III- LA NOUVELLE GAZETTE RHENANE FACE AUX MODIFICATIONS DE L'ESPACE PUBLIC

Les quelques 12 mois de vie de la *Nouvelle gazette rhénane* sont ponctués par les grandes crises révolutionnaires qui sont l'expression d'une situation de double-pouvoir. Le pouvoir est partagé entre un régime monarchiste, ébranlé mais pas renversé par la révolution de mars 1848 et un nouveau régime qui n'existe qu'en forme de germe, parlementaire et constitutionnel. Cette situation de double-pouvoir est forcément fragile et instable. Les rapports de force devaient pencher inévitablement d'un côté ou de l'autre. Le pivot dans cette situation d'instabilité est la révolution même. C'est elle qui a fait naître ce système parlementaire qui est en train de s'installer et non les efforts pourtant considérables de la bourgeoisie dans l'année 1847.

Pour la *Nouvelle gazette rhénane* la révolution n'a pas seulement créé de nouveaux rapports de force, mais aussi une nouvelle situation de droit et de légitimité. Deux légitimités contradictoires se confrontent alors. Pour le journal il s'agit de défendre la légitimité créée par la révolution. Il utilisera tous les moyens de propagande dans l'espace public afin que cette légitimité s'impose et que celle de la monarchie soit supprimée.

Dans cette troisième partie, nous mettons l'accent sur l'évolution des positions de la *Nouvelle gazette rhénane* face aux modifications de l'espace public. Nous suivons dans l'ensemble la chronologie des événements afin de mettre en évidence le caractère évolutif des positions du journal. La question de la guerre avec la Russie constitue l'exception dans cette démarche, nous la résumons dans un chapitre à part.

Cette chronologie commence au début du mois de juin 1848, une époque qui correspond aux débuts des travaux du parlement de Francfort et du parlement de Berlin. Elle suit les premières modifications de l'espace public après *l'insurrection de juin à Paris* et les débats sur la Pologne. Les grandes crises révolutionnaires de septembre et de novembre 1848 ainsi que l'insurrection de Vienne en octobre 1848 sont des époques clé de la révolution entraînant des modifications considérables de l'espace public. Nous étudierons le comportement de la *Nouvelle gazette rhénane* pendant cette phase importante de la révolution et nous termineront par les conséquences que le journal essaie de tirer pour l'avenir.

III-1- L'installation dans l'espace public bourgeois - les premières semaines

Dans son premier numéro du premier juin 1848, la *Nouvelle gazette rhénane* fait savoir dans une note rédactionnelle que sa parution était d'abord prévue pour le premier juillet et que le travail de ses correspondants avait été fixé à cette date. Cependant, le renforcement de la contre-révolution laissant craindre des *lois de septembre*⁷⁴⁷ comme en France, la parution a été avancée. Le journal s'excuse pour une certaine improvisation dans les premiers numéros⁷⁴⁸.

Dans cette annonce, la grande constante, valable pour toute la vie de la *Nouvelle gazette rhénane* est déjà visible, c'est la défense de la révolution face à l'urgence de la situation et la gravité des menaces. L'urgence s'explique par le fait que ceux qui devraient défendre les acquis de mars - les forces politiques de la bourgeoisie - tardent à s'engager dans ce sens et préfèrent le compromis avec les Couronnes. La *Nouvelle gazette rhénane* appelle dorénavant les débats de Berlin «les débats d'entente» (*Vereinbarungsdebatten*). Etant donné que les monarchies, et particulièrement celle de Prusse, guettent les failles du nouveau système qui n'est même pas encore en place, la révolution est déjà menacée avant même qu'elle ne porte ses fruits. De cette analyse vient la priorité des éditoriaux des premières semaines. Ces éditoriaux traitent presque exclusivement les débats des parlements de Berlin et de Francfort. Cette première phase de la vie de la *Nouvelle gazette rhénane* dure selon notre analyse jusqu'à la fin du mois de juin 1848, jusqu'à la chute du ministère Camphausen le 20 juin 1848 et jusqu'à *l'insurrection de juin à Paris*.

⁷⁴⁷ Voir Vincent Adoumié : *De la monarchie à la république 1815-1879*, Hachette supérieur, carré historique, Histoire de la France, Paris, 2004, chapitre 2, p.45 : *L'échec de la monarchie bourgeoise : après l'attentat de Fieschi sur Louis Philippe en 1835, la «chambre adopte une série de lois répressives (dites «lois de septembre») dont la plus importante concerne la presse, soumise désormais à un contrôle très strict, tranchant avec la relative liberté dont elle avait bénéficié jusque-là. La censure et l'autorisation préalable pour les dessins et les caricatures sont rétablies : L'article 7 punit d'une peine de prison et d'une amende pouvant aller jusqu'à 50.000 francs toute personne «prenant la qualification de républicain.»*

⁷⁴⁸ NGR, n°1 du 1^{er} juin 1848: „Das Erscheinen der „Neuen Rheinischen Zeitung“ war ursprünglich auf den ersten Juli festgesetzt. Die Arrangements mit den Korrespondenten etc. waren auf diesen Termin getroffen. Da jedoch bei dem erneuten frechen Auftreten der Reaktion deutsche Septembergesetze in naher Aussicht stehen, so haben wir jeden freien Tag benutzen wollen und erscheinen schon mit dem ersten Juni. Unsere Leser werden es uns also nachsehen müssen, wenn wir in den ersten Tagen an Nachrichten und mannigfaltigen Korrespondenzen noch nicht das reichhaltige Material liefern, wozu unsere ausgedehnten Verbindungen uns befähigen. In wenig Tagen werden wir auch hierin allen Anforderungen genügen können.“

Ces commentaires sur les débats des parlements de Francfort et de Berlin, contiennent quatre axes d'argumentation : la discussion sur la véritable fonction des parlements, les avertissements contre le rétablissement des forces de la monarchie absolue, la critique de la politique des démocrates à Berlin et à Francfort, et la solidarité avec d'autres peuples d'Europe, les peuples qui se battent pour leur indépendance.

Dans chacun des axes, partout et tout le temps, la priorité absolue de la *Nouvelle gazette rhénane* est que le mouvement démocrate rompe avec les conditions qui existaient avant la révolution, et que la révolution elle-même devienne son seul et unique point de départ. La plupart des articles finissent pour cette raison par des appels aux démocrates à modifier et rectifier leur politique et leur attitude envers la majorité parlementaire.

Le sujet principal de cette première phase est la discussion sur la véritable fonction des parlements. En étroite liaison avec ce sujet figurent les appels aux démocrates des deux parlements à former une véritable opposition, digne de ce nom. Les éditoriaux de la *Nouvelle gazette rhénane* répètent et insistent sur la nécessité pour les démocrates aux parlements de réagir comme de «vrais représentants du peuple».

Deux autres aspects apparaissent dans les éditoriaux de la première phase, chaque fois aussi en forme d'appels ou d'avertissements en direction des démocrates. Ces deux aspects joueront un grand rôle plus tard, pour le cours ultérieur de la révolution.

Les avertissements contre la nouvelle consolidation des monarchies est pour la *Nouvelle gazette rhénane* justement le résultat du fait que les parlements ne visent pas réellement un changement de régime, mais cherche la conciliation avec les couronnes au sein de l'ancien régime.

La défense de la révolution allemande implique également la prise de position en faveur des peuples qui sont, comme les Allemands, à la recherche de leur indépendance, tels les Tchèques, les Italiens et les Polonais. Pour la *Nouvelle gazette rhénane* c'est non seulement une question de justice - accorder aux autres ce à quoi on aspire soi-même - mais aussi une question de survie pour la révolution allemande qui ne doit pas rester isolée.

Pendant ces semaines jusqu'à fin juin 1848, on peut constater dans la *Nouvelle gazette rhénane* un décalage frappant entre les éditoriaux qui critiquent longuement «l'idylle» des parlements et ses problèmes d'ordre du jour et d'un autre côté les articles sur l'Allemagne qui regorgent de nouvelles sur les tumultes, les échauffourées, les accrochages violents entre le peuple et les militaires, les premières grèves, les ouvriers en quête de travail campant devant le site du parlement de Berlin (*Singhalle*) et molestant parfois des députés. Pendant que les parlements de Francfort et de Berlin discutent, ce n'est pas le calme qui règne dans le pays. La *Nouvelle gazette rhénane* relate tous ces incidents, mais sa priorité est sensiblement ailleurs et la plupart de ces incidents n'apparaissent pas dans les éditoriaux.

Le journal s'adresse à un public qui est au courant des enjeux parlementaires et qui veut encore être informé davantage sur ce qui se passe à Francfort et à Berlin. C'est pourquoi ces éditoriaux sont longs et pleins de détails tandis que les articles sur l'Allemagne et sur tout ce qui est «mouvement social» sont courts, factuels et la plupart du temps sans commentaire. C'est comme s'il y avait deux mondes, l'un à côté de l'autre, qui n'entrent pas en contact. Le primat de s'adresser à l'espace public bourgeois est particulièrement visible dans ces premiers numéros du journal, où des sphères à l'intérieur et à l'extérieur des parlements ne se côtoient pas ou à peine dans les éditoriaux du journal.

Après les élections presque simultanées pour l'*Assemblée nationale allemande de Francfort* et l'*Assemblée nationale de Prusse*, les deux assemblées s'installent le 18 et le 22 mai 1848. Elles jouissent d'une énorme renommée au sein de la population, mais les attentes à leur égard sont aussi considérables : attente d'avancer vers l'unité allemande, attente d'intervenir dans la question du Schleswig, attente de résoudre la question polonaise, et également attente de résoudre la question sociale. Les nouvelles autour des deux parlements dominent l'ensemble de l'espace public dans les mois mai et juin 1848. En traitant dans ses éditoriaux presque exclusivement les débats parlementaires, la *Nouvelle gazette rhénane* prend en compte cette constellation de l'espace public.

III-1-1- La nature des parlements de Francfort et de Berlin aux yeux de la *Nouvelle gazette rhénane*

Pour la rédaction du journal, il est urgent que les parlements déclarent publiquement la souveraineté du peuple et se proclament elles-mêmes constituantes. Le parlement de Francfort devrait constituer une véritable assemblée exécutive centrale, sans chercher l'accord des monarchies. Engels prône dans son premier éditorial du premier juin :

«Le peuple allemand a conquis sa souveraineté dans les rues de presque toutes les grandes et petites villes du pays, et particulièrement sur les barricades de Vienne et de Berlin. Il a exercé cette souveraineté pendant les élections pour l'Assemblée nationale. La première action de l'Assemblée nationale devait être de proclamer cette souveraineté forte et publiquement. Sa deuxième action devait être de rédiger la constitution allemande sur la base de la souveraineté du peuple et de supprimer tout ce qui, dans les conditions existantes de l'Allemagne, contredit au principe de la souveraineté du peuple.»⁷⁴⁹

Au lieu de cela, constate Engels, l'assemblée n'a rien fait du tout et s'est embourbée dans des questions d'ordre du jour et de règlement. L'ironie mordante du reste de l'article qui décrit en détail les procédures du débat mène, comme nous l'avons déjà mentionné, à ce qu'une partie des actionnaires quittent le journal.

Malgré des critiques sévères, la position de la *Nouvelle gazette rhénane* n'est pas «antiparlementaire», du moins pas dans cette phase de la révolution. Au contraire, elle appelle à ce que les deux parlements assument pleinement leur mission, c'est-à-dire à ce qu'ils représentent la souveraineté du peuple, au lieu de se perdre dans les formalités ou d'être une simple chambre d'enregistrement d'un gouvernement. Selon l'avis du journal *l'Assemblée nationale de Francfort*, surtout, perd un temps précieux pour s'installer en tant qu'autorité incontournable :

⁷⁴⁹ NGR, n°1 du 1^{er} juin 1848: *Die Frankfurter Versammlung* (également in MEW5 p.14): „Das deutsche Volk hatte sich in den Straßen fast aller großen und kleinen Städten des Landes und speziell auf den Barrikaden von Wien und Berlin seine Souveränität erobert. Der erste Akt der Nationalversammlung mußte sein, diese Souveränität des deutschen Volkes laut und öffentlich zu proklamieren. Ihr zweiter Akt mußte sein, die deutsche Verfassung auf Grundlage der Volkssouveränität auszuarbeiten und aus dem faktisch bestehenden Zustände Deutschlands alles zu entfernen, was dem Prinzip der Volkssouveränität widersprach.“

«Admettons que ce savant concile réussisse, après très mûre réflexion, à élaborer le meilleur ordre du jour et la meilleure constitution. A quoi bon le meilleur ordre du jour et la meilleure constitution si, entre-temps, les gouvernements ont mis les baïonnettes à l'ordre du jour ?»⁷⁵⁰

La critique du journal n'exclut pas encore des changements, malgré les polémiques. Elle appelle surtout à ce qu'on fasse les choses autrement :

«Une assemblée nationale doit être avant tout une assemblée active, une assemblée active-révolutionnaire. L'assemblée de Francfort fait des exercices scolaires parlementaires et laisse les gouvernements agir.»⁷⁵¹

«Pour conquérir dans l'opinion du peuple un pouvoir qui aurait fait voler en éclats toutes les baïonnettes et toutes les crosses de fusils, il lui aurait suffi de s'opposer partout par les mesures dictatoriales aux empiétements réactionnaires des gouvernements surannés. Au contraire [...] elle ennuie le peuple allemand au lieu de l'entraîner avec elle ou de se laisser entraîner par lui.»⁷⁵²

Dans les semaines qui suivent, les éditoriaux se concentrent bien plus sur les débats de Berlin que sur ceux de Francfort. Le journal dénonce la politique du Premier ministre Camphausen, qui avait imposé la politique «d'entente» avec la Couronne, mais pense possible que cette politique puisse encore être combattue par le parlement. A Berlin, l'assemblée est directement confrontée à un gouvernement et à un roi. Les démocrates y sont plus forts, surtout leur aile gauche qui est encore en train de se former. Le parlement de Berlin serait en conséquence plus combatif que *l'Assemblée nationale de Francfort* qui planerait dans les nuages. Pendant des semaines, la *Nouvelle gazette*

⁷⁵⁰ NGR, n°7 du 7 juin 1848 : *Programme der radikal-demokratischen Partei und der Linken zu Frankfurt* (également in MEW5, p.39-43) :

„Gesetzt, es gelänge diesem gelehrten Konzil nach allerreifster Überlegung, die beste Tagesordnung und die beste Verfassung auszuklängeln, was nutzt die beste Tagesordnung und die beste Verfassung, wenn die Regierungen unterdes die Bajonette auf die Tagesordnung gesetzt?“

⁷⁵¹ Ibid.: *„Eine konstituierende Nationalversammlung muß vor allem eine aktive, revolutionär-aktive Versammlung sein. Die Versammlung in Frankfurt macht parlamentarische Schulübungen und läßt die Regierungen handeln.“*

⁷⁵² Ibid.: *„Sie brauchte nur überall den reaktionären Übergriffen überlebter Regierungen diktatorisch entgegenzutreten, und sie eroberte sich eine Macht in der Volksmeinung, an der alle Bajonette und Kolben zersplittert wären; [...] Sie langweilt das deutsche Volk, statt es mit sich fortzureißen oder von ihm fortgerissen zu werden.“*

rhénane suit alors les débats autour de l'amendement du député Julius Berends, qui revendique que la révolution soit officiellement reconnue par l'assemblée.

III-1-2- critique du mouvement démocrate

La *Nouvelle gazette rhénane* s'adresse particulièrement au parti démocrate de Francfort et de Berlin, avec l'objectif non seulement de rassembler et de centraliser ce public, mais aussi de les convaincre d'agir, de devenir plus actifs, de ne pas constamment éviter la confrontation. Le mouvement démocrate est un mouvement jeune et forcément peu expérimenté. Il est peu structuré et divisé en plusieurs tendances qui se contredisent parfois. Certains se contenteraient d'une monarchie constitutionnelle et se distinguent à peine du camp libéral. Seule la tendance radicale prône ouvertement une république, qui devrait être fédérale avec toutes les ambiguïtés que cela comporte. La *Nouvelle gazette rhénane*, avec sa conception d'une république une et indivisible, se place alors à l'extrême gauche de l'échiquier politique. Entre ces positions, toutes les nuances intermédiaires sont représentées, y compris toutes les nuances du *socialisme vrai*. C'est un véritable conglomérat de positions, de groupes autour de personnalités, de tendances locales ou régionales. Même lorsque les fractions se forment au sein des parlements, on ne peut pas encore parler d'un «parti» au sens moderne du terme. Cet état du mouvement démocrate est un sujet d'inquiétude, mais aussi d'espoir, car une évolution semble possible.

A l'occasion des débats sur la reconnaissance de la révolution au parlement de Berlin, le journal souligne :

«La gauche également ne s'est pas particulièrement distinguée dans ce débat. La plupart de ses orateurs se répètent. Personne n'ose attaquer la question clairement et intervenir d'une manière ouvertement révolutionnaire. Ils craignent partout d'offusquer, de blesser de choquer. Si les combattants du 18 mars n'avaient pas montré plus d'énergie et de passion dans la lutte que les messieurs de la gauche dans le débat, l'Allemagne serait dans de sales draps.»⁷⁵³

⁷⁵³ NGR, n°14 du 14 juin 1848 : *Die Berliner Debatte über die Revolution* (également in MEW5, p.66) :

A ce stade de l'évolution, les appels incantatoires et constants de la *Nouvelle gazette rhénane* visent moins l'adoption de l'une ou l'autre position, mais préconisent surtout d'adopter un certain mode de fonctionnement efficace qui permette d'agir politiquement. Parfois, les éditoriaux laissent entrevoir une certaine lassitude devant un «parti» démocrate, souvent considéré comme naïf, qui se laisse impressionner ou duper par des politiciens libéraux, beaucoup plus habitués qu'eux aux méandres de la vie parlementaire.

Dans l'ensemble, la critique qui s'adresse à la gauche est sévère, mais pas dévastatrice⁷⁵⁴. Il s'agit d'articles encore assez «pédagogiques» qui veulent convaincre et qui ne rompent pas les ponts. Dans l'éditorial sur *les programmes du parti démocrate radical et de la gauche de Francfort* par exemple⁷⁵⁵, on peut lire de longues explications sur pourquoi la conception d'une Allemagne fédérale, constituée de «*monarchies constitutionnelles, de petits duchés et de républiques minuscules*» est non seulement inapplicable, mais aussi contre-productive. L'auteur de l'article argumente que les Etats-Unis s'étendent à une telle surface que seule une Europe unie serait une analogie comparable. Afin de s'associer à une Europe fédérale en revanche, l'Allemagne devrait elle-même déjà s'unifier. Tandis que les grandes monarchies de l'Europe avaient dans le passé favorisé le développement économique et l'urbanisation de leur pays, Allemagne aurait pris à la même époque le chemin inverse. Seul un développement sous la houlette de la bourgeoisie pourrait rattraper ce retard.

La *Nouvelle gazette rhénane* conçoit qu'il ne sert à rien de revendiquer, s'il n'y a pas les porteurs d'une revendication. Les revendications ne pourraient être que le résultat d'un processus d'apprentissage. Nous retrouvons ici le primat de la pratique qui est déjà formulé dans le *manifeste communiste* :

„Auch die Linke hat sich in dieser Debatte nicht besonders ausgezeichnet; Die meisten ihrer Redner wiederholen einander; keiner wagt es, der Frage entschieden auf den Leib zu rücken und offen revolutionär aufzutreten. Sie fürchten überall anzustoßen, zu verletzen, zurückzuschrecken. Hätten die Kämpfer des 18. März nicht mehr Energie und Leidenschaft im Kampfe bewiesen als die Herren von der Linken in der Debatte, es stände schlimm um Deutschland.“

⁷⁵⁴ L'exception est l'analyse de la prise de l'arsenal de Berlin. A l'occasion de cet événement les députés de la gauche de Berlin sont attaqués directement et sous une forme nominative.

⁷⁵⁵ NGR, n°7 du 7 juin 1848 (également in MEW5, p.41).

«Nous ne demandons pas, ce qui serait utopique, qu'une république allemande une et indivisible soit proclamée a priori, mais nous demandons au parti dit radical-démocrate de ne pas confondre le point de départ de la lutte et du mouvement révolutionnaire avec son point d'arrivée. L'unité allemande, ainsi que la constitution allemande, ne peuvent être que le résultat d'un mouvement où conflits intérieurs et guerres avec l'Est pousseront à prendre une décision. L'organisation définitive ne peut pas être décrétée ; elle va de pair avec le mouvement que nous avons à accomplir. Il ne s'agit pas de réaliser telle ou telle opinion, telle ou telle idée politique, il s'agit de bien comprendre l'évolution des événements. L'Assemblée nationale a comme unique tâche de faire dans l'immédiat les pas pratiquement possibles.»⁷⁵⁶

Les «illusions des démocrates» seront un sujet récurrent de la *Nouvelle gazette rhénane* aussi dans les mois qui suivent. Tandis que d'autres journaux comme la *Halle des journaux de Berlin* se rallient étroitement au parti démocrate, la *Nouvelle gazette rhénane* prend au contraire ses distances. Dès le départ, déjà dans son éditorial du 2 juin, elle explique :

«On exige d'ordinaire de tout nouvel organe de l'opinion publique qu'il s'enthousiasme pour le parti dont il professe les principes, qu'il ait une confiance absolue en sa force, qu'il soit toujours prêt à couvrir le principe avec une puissance effective, soit à enjoliver la faiblesse avec l'éclat du principe. Nous ne répondrons pas à ce désir. Nous ne chercherons pas à parer d'or des illusions trompeuses les défaites subies.»⁷⁵⁷

Ces défaites seront effectivement largement commentées. L'article poursuit :

«Le parti démocratique a subi des défaites ; les principes qu'il a proclamés au moment de son triomphe sont mis en question ; le terrain qu'il a réellement conquis lui est disputé pied à pied ; il a déjà beaucoup perdu, et la question se posera bientôt de savoir ce qui lui reste.»⁷⁵⁸

⁷⁵⁶ Ibid.: „Wir stellen nicht das utopische Verlangen, daß a priori eine einige unteilbare deutsche Republik proklamiert werde, aber wir verlangen von der sogenannten radikal-demokratischen Partei den Ausgangspunkt des Kampfes nicht mit ihrem Zielpunkt zu verwechseln. Die deutsche Einheit, wie die deutsche Verfassung können nur als Resultat einer Bewegung hervorgehen, worin ebensowohl die inneren Konflikte als der Krieg mit dem Osten zur Entscheidung treiben werden. Die definitive Konstituierung kann nicht dekretiert werden; sie fällt zusammen mit der Bewegung, die wir zu durchlaufen haben. Es handelt sich daher auch nicht um die Verwirklichung dieser oder jener Meinung, dieser oder jener politischen Idee; es handelt sich um die Einsicht in den Gang der Entwicklung. Die Nationalversammlung hat nur die zunächst praktisch möglichen Schritte zu tun.“

⁷⁵⁷ NGR, n°2 du 2 juin 1848: Die demokratische Partei (également in MEW5, pp.22 – 24): „Es ist eine gewöhnliche Anforderung an jedes neue Organ der öffentlichen Meinung. Begeisterung für die Partei, deren Grundsätze es bekennt, unbedingte Zuversicht zu ihrer Kraft, stete Bereitschaft, sei es mit der faktischen Macht, sei es mit dem Glanz des Prinzips die faktische Schwäche zu beschönigen. Diesem verlangen werden wir nicht entsprechen. Wir werden erlittene Niederlagen nicht mit täuschenden Illusionen zu vergolden suchen.“

⁷⁵⁸ Ibid.: „Die demokratische Partei hat Niederlagen erlitten; die Grundsätze, die sie im Augenblicke ihres Triumphes proklamiert hat, sind in Frage gestellt, das Terrain, das sie wirklich gewonnen, wird ihr Fuß für Fuß streitig gemacht; schon hat sie viel verloren, und bald wird sich die Frage bieten, was ihr noch übriggeblieben sei.“

La *Nouvelle gazette rhénane* proclame ainsi son indépendance totale vis-à-vis de toute institution et toute formation politique, y compris du parti dont elle se sent proche et même partie prenante. Cette position - un pied dedans, un pied dehors - restera sa position envers le mouvement démocrate jusqu'au printemps 1849.

III-1-3- Avertissements contre les provocations militaires

Déjà début juin, les signes inquiétants d'une reprise de confiance du pouvoir dans une solution militaire ne manquent pas. On discute déjà à Berlin du retour du Prince de Prusse, qui est connu comme le défenseur d'une ligne dure contre la révolution⁷⁵⁹. De plus, on remarque des mouvements de troupes qui encerclent la Rhénanie. La *Nouvelle gazette rhénane* consacre plusieurs éditoriaux à ce sujet.

Après des provocations, le général Hüser réussit à Mayence à désarmer la Garde civile, forte de 1200 hommes. Sous prétexte d'une menace d'une éventuelle intervention française et en s'appuyant sur l'ancienne juridiction des villes forteresses, ce général proclame l'état de siège et fait interdire l'association démocratique de Mayence. Ce procédé est un coup d'essai qui laisse prévoir que la camarilla du roi songe à la possibilité d'une «solution militaire». D'autres nouvelles, comme l'arrestation du député Valdenaire de Trèves, en dépit de l'immunité parlementaire, soulignent la crédibilité de cette hypothèse.

Déjà dans le premier numéro du journal, un article rédactionnel (probablement écrit par Marx) dénonce les événements de Mayence et insiste sur le plan qui se cache derrière cette intervention :

⁷⁵⁹ Le Prince de Prusse, le futur empereur Guillaume I, était le frère du roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV. Il avait la réputation d'être proche de l'armée et était considéré par l'opinion publique comme le véritable investigateur de l'intervention militaire lors du 18 mars, voir Rüdiger Hachtmann : *Berlin 1848, Eine Politik- und Gesellschaftsgeschichte der Revolution*, Verlag J.H.W. Dietz Nachfolger, Bonn, 1997, partie III/7 : *Die Rückkehr des Prinzen von Preußen*, pp.322-344.

«Le projet de Monsieur Hüser n'est qu'une partie du grand plan de la réaction berlinoise qui aspire à désarmer toutes les gardes civiles, aussi vite que possible et notamment celles de Rhénanie, à anéantir petit à petit tout l'armement du peuple qui est juste en train de naître pour nous livrer, impuissants, aux mains d'une armée constituée essentiellement d'étrangers, qu'il est facile d'exciter contre nous ou qui est déjà excitée.»⁷⁶⁰

Ce schéma - provoquer des incidents pour pouvoir intervenir militairement - semble se répéter à Cologne. Dans l'article *«Cologne en danger»* du 11 juin, le rédacteur avertit explicitement contre les dangers d'une concentration de troupes inouïe dans la ville :

«Nous le répétons : Après ces mesures sinon tout à fait incompréhensibles, après les concentrations des troupes autour de Berlin et Breslau, qui nous ont été confirmées par des lettres, après l'inondation de la province rhénane, si détestée des réactionnaires, par des soldats, nous ne pouvons pas douter que la réaction prépare un grand coup général.»⁷⁶¹

Et l'article conclut : *«Si nous donnons un prétexte à la réaction pour nous attaquer, nous sommes perdus, nous subirons le même sort que les citoyens de Mayence.»⁷⁶²*

Nous voyons donc qu'alors que les parlements sont à peine installés, la situation dans le pays est très tendue. Pour la *Nouvelle gazette rhénane*, la seule réponse valable à cette situation est d'inciter les parlements à réagir.

⁷⁶⁰ NGR, n°1 du 1^{er} juin 1848, (également in MEW5, p.18): Hüser: „Das Projekt des Herrn Hüser ist nur ein Teil des großen Plans der Berliner Reaktion, die danach strebt, so rasch wie möglich alle Bürgergarden, namentlich am Rhein, zu entwaffnen, allmählich die ganze, erst im Entstehen begriffene Volksbewaffnung zu vernichten und uns wehrlos der meist aus Fremden bestehenden und gegen uns leicht aufzubringenden oder schon aufgebrauchten Armee in die Hände zu liefern.“

⁷⁶¹ NGR, n°11 du 11 juin 1848 : *Köln in Gefahr* (également in MEW5, p.59-62) : „Wir wiederholen: Nach diesen sonst ganz unbegreiflichen Maßnahmen, nach den Truppenzusammenziehungen um Berlin und Breslau, die uns durch Briefe bestätigt sind, nach der Überschwemmung der den Reaktionären so verhaßten Rheinprovinz mit Soldaten, können wir nicht daran zweifeln, dass die Reaktion einen allgemeinen großen Coup vorbereitet.“

⁷⁶² Ibid.: „Geben wir der Reaktion Vorwand, uns anzugreifen, sind wir verloren, so geht es uns wie den Mainzern.“

III-1-4- Engagements pour la liberté des autres peuples d'Europe

Tandis que l'Allemagne cherche sa forme d'unité, d'autres peuples revendiquent le droit à un Etat national. En Italie, les insurrections contre le régime de Habsbourg ont commencé même avant la révolution de février en France. Au parlement de Francfort se pose la question d'une indépendance éventuelle (c'est à dire d'une séparation de l'Autriche) de la Lombardie, de la Vénétie et de la partie italophone du Tyrol.

En Posnanie, le général de l'armée de Prusse Pfuel fait tracer par trois fois une ligne pour séparer la population allemande et polonaise (le 26 avril, le 12 mai et le 4 juin 1848), chaque fois plus à l'avantage de la population allemande. A Prague, le mouvement national tchèque organise un «congrès slave», revendiquant l'abolition des charges féodales et l'égalité entre Tchèques et Allemands. L'ambiance tendue dans la ville dégénère rapidement en tumultes qui sont aussitôt réprimés violemment par le général autrichien Windischgrätz qui bombarde Prague⁷⁶³. Dans les trois cas, les peuples qui demandent leur indépendance trouvent le soutien de quelques députés démocrates, qui sont en revanche largement minoritaires. Au sein de *l'Assemblée nationale de Francfort*, certaines tonalités chauvines voire expansionnistes se font entendre, par exemple sur les prétendus «bienfaits de la colonisation allemande.»⁷⁶⁴

La *Nouvelle gazette rhénane* commente :

«La soldatesque autrichienne a étouffé dans le sang tchèque la possibilité pour la Bohème et l'Allemagne d'une coexistence pacifique. (...) L'Allemagne qui a fait sa révolution, devait, dans ses rapports avec des peuples voisins notamment, se dégager de tout son passé. Elle devait proclamer, en même temps que sa propre liberté, celle des peuples qu'elle a opprimés jusque-là. Et qu'a fait l'Allemagne après sa révolution ? Elle a pleinement ratifié l'ancienne oppression que la soldatesque allemande a fait peser sur l'Italie, la Pologne et fait peser maintenant sur la Bohème.»⁷⁶⁵

⁷⁶³ Plus de détails sur cette question : Jacques Droz : *Les révolutions allemandes de 1848*, Presses Universitaires de France, Paris, 1957, chapitre : *La politique extérieure du parlement de Francfort*, pp.291-300 et le chapitre : *Nature et limites du nationalisme du Parlement de Francfort* pp.300-303.

⁷⁶⁴ Ibid.: p.293.

⁷⁶⁵ NGR, n°18 du 18 juin 1848 (également in MEW5, pp.80-82) *Der Prager Aufstand: „Die österreichische Soldateska hat die Möglichkeit eines friedlichen Zusammenbleibens von Böhmen und Deutschland im tschechischen Blut erstickt. (...) Das revolutionierte Deutschland mußte sich, namentlich in Beziehung auf die Nachbarvölker, von seiner ganzen Vergangenheit lossagen. Es mußte zugleich mit seiner eigenen Freiheit die Freiheit der Völker proklamieren, die es bisher unterdrückt*

L'argumentation est en fait toujours la même. La révolution a créé des conditions tout à fait nouvelles, c'est elle qui devrait être la base pour l'attitude envers les autres peuples. L'Allemagne devrait faire table rase de sa politique extérieure, comme de sa politique intérieure. En tant que rédacteur en chef du journal, Karl Marx envoie fin mai une lettre à la rédaction du journal démocratique «*l'Alba*» de Florence qui la publie le 29 juin :

« Nous défendons la cause de l'indépendance italienne, nous lutterons à mort contre le despotisme autrichien en Italie, comme en Allemagne et en Pologne. Nous tendons une main fraternelle au peuple italien et nous voulons lui prouver que la nation allemande réproouve, sous tous ses aspects, la politique d'oppression que mènent, chez vous, les mêmes hommes qui chez nous, ont toujours combattu la liberté. Nous voulons faire tout notre possible pour préparer l'union et la bonne entente entre nos deux grandes et libres nations qu'un système de gouvernement scélérat a persuadé jusqu'ici de leur inimitié réciproque. Nous demandons donc que la brutale soldatesque autrichienne soit retirée sans délai d'Italie et que le peuple italien soit en mesure d'exprimer sa volonté souveraine quant à la forme de gouvernement choisie par lui. »⁷⁶⁶

La *Nouvelle gazette rhénane* pose ici les bases pour une vision européenne de la révolution. C'est un aspect qui est encore peu visible pendant les premières semaines de son existence, mais qui s'intensifiera dans les mois après *l'insurrection de juin de Paris*. Cette ligne d'argumentation jouera en été 1848, lorsque le journal prendra la défense du peuple polonais. Le journal réclame à partir de décembre 1848 non seulement le titre «organe de la démocratie allemande, mais également «organe de la révolution européenne» à cause des articles publiés, mais aussi à cause de ses contacts privilégiés dans les autres pays⁷⁶⁷.

hatte. Und was hat das revolutionierte Deutschland getan? Es hat die alte Unterdrückung Italiens, Polens, und nun auch Böhmens durch die deutsche Soldateska ratifiziert.»

⁷⁶⁶ MEGAIII/2 : Karl Marx an die Redaktion der Zeitung *l'Alba* in Florenz, Köln , Ende Mai 1848, p.157 : « Difenderemo la causa dell'indipendenza italiana, combatteremo a morte il dispotismo austriaco in Italia come in Germania ed in Polonia. Tendiamo fraternamente la mano al popolo italiano e vogliamo provargli che la nazione Alemanna ripudia ogni parte dell'oppressione praticata anche da voi per gli stessi uomini che da noi hanno sempre combattuto la libertà. Vogliamo fare tutto il possibile per preparare l'unione e la buona intelligenza di due grandi e libere nazioni che un nefario sistema di governo ha fatto credersi finora nemiche l'una dell'altra. Domanderemo dunque, che la brutale soldatesca autriaca sia senza ritardo ritirata dall'Italia, e che il popolo italiano sia messo nella posizione di poter pronunziare la sua volontà sovrana rispettando la forma di governo che vuole scegliere. »

⁷⁶⁷ NGR, n° 172 du 19 décembre 1848.

III-2- Premiers enjeux décisifs et premières modifications de l'espace public

Pendant la même époque, du début juin jusqu'à la chute du gouvernement Camphausen, se développent des signes d'une modification de l'espace public qui se reflètent dans les éditoriaux de la *Nouvelle gazette rhénane*. Pour l'instant, ce ne sont que des signes avant-coureurs qui prendront en revanche une importance primordiale dans les mois d'été et à l'automne 1848. Il s'agit d'abord d'une modification à peine perceptible.

III-2-1- Premiers signes d'une modification de l'espace public bourgeois

Sur beaucoup d'aspects, la *Nouvelle gazette rhénane* ne se distingue pas encore dans les premières semaines d'autres journaux démocrates, quelques articles laissent en revanche déjà prévoir une capacité d'analyse et d'observation de l'espace public qui sera propre au journal. Ce sont des articles qui perçoivent déjà au mois de juin les premiers signes d'une recomposition de l'espace public bourgeois qui s'accroîtra en automne 1848. C'est l'époque où les politiciens libéraux se retirent de plus en plus de l'espace public, dans la mesure où ils entrent aux gouvernements.

Un de ces éditoriaux traite un événement, qui semble à première vue sans grande importance. Il s'agit d'une élection complémentaire à Cologne pour un siège au parlement de Berlin⁷⁶⁸. Trois candidats s'affrontent, un candidat démocrate, un candidat libéral (dit aussi constitutionnel) et un candidat conservateur-catholique. Pendant le premier et le deuxième tour, le candidat démocrate est clairement devant les deux autres. Lors du troisième tour, le candidat libéral n'a plus du tout de voix, et le candidat conservateur obtient la majorité. Le candidat libéral s'est donc retiré en faveur du candidat conservateur. La *Nouvelle gazette rhénane* résume la situation sèchement :

⁷⁶⁸ NGR, n°18 du 18 juin 1848: *Stellung der Parteien in Köln* (également in MEW5, p.78).

«Ces votes démontrent à quel point l'ambiance publique a changé ici. Pendant les élections principales, les démocrates étaient partout en minorité. Dans cette élection complémentaire, le parti démocrate était de loin le plus fort des trois partis concurrents et ne pouvait être vaincu que par une coalition contre nature des deux autres partis. Nous n'en voulons pas au parti catholique d'avoir accepté cette coalition. Nous soulignons seulement le fait que les constitutionnels ont disparu.»⁷⁶⁹

Déjà deux semaines avant, le 7 juin, la *Nouvelle gazette rhénane*, en commentant les débats de Berlin, attire l'attention sur un fait économique, à priori également un fait mineur, mais qui va dans la même direction⁷⁷⁰. A la suite d'une question d'un député, il se révèle que le gouvernement, précisément le ministre de l'économie David Hansemann, avait favorisé une institution économique de la monarchie, le «*commerce maritime*» (*Seehandlung*), c'est-à-dire qu'il avait favorisé les producteurs de laine par rapport aux commerçants de laine. Comme l'auteur le souligne, les producteurs de laine sont presque exclusivement des grands propriétaires terriens et les commerçants de laine pour la plupart de grands capitalistes.

«Quant aux prix de la laine, il ne s'agit pas d'intérêts généraux, mais des intérêts de classe, il s'agit de la question de savoir si la haute noblesse terrienne devait primer sur la grande bourgeoisie, ou la grande bourgeoisie sur la haute noblesse terrienne. Monsieur Hansemann, envoyé à Berlin comme représentant de la grande bourgeoisie, le parti dominant actuellement, l'a trahi en faveur de la noblesse terrienne, le parti perdant.»⁷⁷¹

Et le journal conclut malicieusement :

⁷⁶⁹ Ibid.: „Diese Abstimmungen beweisen, wie sehr sich hier die öffentliche Stimmung geändert hat. In den Hauptwahlen waren die Demokraten überall in der Minorität. In dieser Nachwahl war von den drei kämpfenden Parteien die demokratische bei weitem die stärkste und konnte nur durch eine widernatürliche Koalition der beiden anderen Parteien besiegt werden. Wir verdenken der katholischen Partei nicht, daß sie diese Koalition annahm. Wir heben nur die Tatsache hervor, daß die Konstitutionellen verschwunden sind.“

⁷⁷⁰ NGR, n°7 du 7 juin 1848: *Berliner Vereinarungsdebatten*, (également in MEW5, p.44).

⁷⁷¹ Ibid.: „Es handelt sich bei den Wollpreisen nicht um allgemeine Interessen, sondern um Klasseninteressen, um die Frage, ob der hohe Grundadel die hohe Bourgeoisie, oder ob die hohe Bourgeoisie den hohen Grundadel schneiden soll. Herr Hansemann, nach Berlin geschickt als Repräsentant der hohen Bourgeoisie, der jetzt herrschenden Partei, verrät sie an den Grundadel, an die besiegte Partei.“

« Pour nous, les démocrates, la chose n'est intéressante que dans le sens où Monsieur Hansemann se positionne du côté du parti perdant, qu'il ne soutient pas seulement la classe conservatrice, mais la classe réactionnaire. Nous l'admettons, nous n'attendions pas cela de la part du bourgeois Hansemann. »⁷⁷²

Une autre remarque sur l'avenir du libéralisme se trouve dans une polémique avec la *Gazette allemande* à la fin du mois de juin⁷⁷³, plus développée et sous forme d'une véritable analyse. La polémique de la *Nouvelle gazette rhénane* se dirige contre la tentative de jouer avec la prétendue menace d'une intervention militaire française. Dans la réponse de la *Nouvelle gazette rhénane* se dessine alors une stratégie pour le déroulement ultérieur de la révolution ce qui implique, selon le journal, la disparition du libéralisme.

« Nous voulons l'unité de l'Allemagne, mais les éléments de cette unité ne peuvent se constituer que par la désintégration des grandes monarchies allemandes. Ils ne peuvent être rassemblés que dans la tempête révolutionnaire et la guerre. Le constitutionnalisme cependant disparaîtra par lui-même, dès que la devise des événements sera : autocratie ou république. » (...) ⁷⁷⁴

II-2-2- L'assaut de l'arsenal de Berlin

L'événement le plus important de la mi-juin survint à Berlin. Pour la première fois, le parlement de Berlin se trouve en opposition avec le peuple. Pour la première fois aussi, la *Nouvelle gazette rhénane* transforme sa distance jusqu'alors plutôt bienveillante envers la gauche parlementaire de Berlin en une critique virulente et impitoyable. C'est un événement annonciateur de la situation de la fin de l'été : une rupture définitive entre démocrates et libéraux, et l'apparition d'un espace public autre que bourgeois. Pour la *Nouvelle gazette rhénane* c'est l'occasion de présenter pour la première

⁷⁷² Ibid.: „Für uns Demokraten hat die Sache nur das Interesse, daß Herr Hansemann auf Seite der besiegten Partei tritt, daß er nicht bloß die konservative, sondern die reaktionäre Klasse unterstützt. Wir gestehen, von dem Bourgeois Hansemann hätten wir dies nicht erwartet.“

⁷⁷³ NGR, n°25 du 25 juin 1848: *Drohung der Gervinus-Zeitung* (également in MEW5, p.104).

⁷⁷⁴ Ibid. „ Wir wollen Deutschlands Einheit, aber nur aus der Zersplitterung der großen deutschen Monarchien können sich die Elemente zu dieser Einheit ausscheiden. Nur im Kriegs - und Revolutionssturm werden sie zusammengeschmiedet werden. Der Konstitutionalismus aber verschwindet von selbst, sobald die Parole der Ereignisse lautet. „Autokratie oder Republik.“

fois en détail, non seulement une explication de la révolution, mais aussi les raisons de la nécessité de la poursuivre.

Plusieurs événements et plusieurs évolutions à des niveaux différents se conjuguent alors, se radicalisent mutuellement pour former ensemble une véritable situation révolutionnaire.

Il s'agit d'abord d'un débat au sein du parlement de Berlin. Le député démocrate Julius Berends avait pris de court la majorité parlementaire en demandant officiellement que l'assemblée reconnaisse que les combattants du 18 mars et 19 mars ont servi la patrie. Ces combattants auraient été insultés déjà à plusieurs reprises et la révolution rabaissée au rang d'émeute. Le roi aurait fait certes des promesses, mais n'aurait donné aucune garantie. Le député insiste ensuite sur le fait que sans les combats sur les barricades, *l'Assemblée nationale de Berlin* n'existerait pas. Sa motion avait pour objectif que les députés reconnaissent aussi officiellement que le peuple leur avait donné les droits émanant de sa souveraineté.

Cet amendement vise en premier lieu à contrecarrer la ligne du Premier ministre Camphausen. Camphausen avait affirmé que le gouvernement n'était pas le résultat de la révolution de mars, mais un processus légal, issu de la légalité antérieure à la révolution, et sans rupture de continuité.

Après plusieurs jours de discussions pénibles, la majorité libérale réussit à s'imposer de nouveau. La motion est rejetée à une courte majorité (196 voix contre 177 voix) avec la justification que la tâche de l'assemblée ne serait pas de porter des jugements, mais d'élaborer une constitution, en accord avec le roi. Les débats sur l'amendement de Berends sont le sujet de cinq éditoriaux, du 14 au 18 juin⁷⁷⁵. Si le journal soutient l'amendement en général, il critique vivement la façon dont il a été posé et l'esprit qu'il incarne :

⁷⁷⁵ NGR, n°14 du 14 juin 1848 / NGR, n°15 du 15 juin 1848 / NGR, n°16 du 16 juin 1848 / NGR, n°17 du 17 juin 1848 / NGR, n°18 du 18 juin 1848 (également in MEW5, pp.64-77 et p.79).

«Ils [les orateurs de la gauche] ont succombé à l'illusion de pouvoir persuader l'Assemblée de faire un pas révolutionnaire. Pour cette raison, ils ont fait des compromis, ils se sont attendris, ils ont parlé de réconciliation et ont nié ainsi eux-mêmes la révolution.»⁷⁷⁶

«Une assemblée sur la base de la révolution ne se met pas d'accord [avec le roi], elle décrète.»⁷⁷⁷

Le journal explique que l'assemblée serait d'un côté certes une émanation de la révolution du 18 mars, mais ayant accepté la théorie de l'entente avec la Couronne, elle se serait déjà désavouée⁷⁷⁸ et serait donc d'un autre côté réactionnaire.

Le journal commence à se distinguer des autres journaux démocratiques en donnant plus précisément son analyse de la révolution passée et de la révolution à venir :

«La révolution a renversé tous les pouvoirs de la monarchie absolue, la noblesse, les bureaucrates, l'armée et la calotte. Elle a porté au pouvoir la bourgeoisie exclusivement. Elle a donné au peuple cette arme qui est la liberté de la presse sans caution, le droit d'association, et du moins partiellement aussi l'arme matérielle, le mousqueton. Mais ce n'est pas encore le résultat principal. Le peuple qui a combattu et qui a été victorieux sur les barricades est un tout autre peuple que celui qui s'est rassemblé le 18 mars devant le château, pour être édifié, par des charges de dragons, sur les significations des concessions obtenues ; Il est capable de toute autre chose, il a une attitude toute différente vis-à-vis du gouvernement. La plus importante conquête de la révolution, c'est la révolution elle-même.»

Le journal ajoute que reconnaître la révolution dans les circonstances précises, cela voudrait dire en ce moment reconnaître la nature inaccomplie de la révolution. La révolution serait inaccomplie, car le peuple avait certes acquis sa liberté, mais avait donné le pouvoir immédiat à la haute bourgeoisie. Bref, cela signifierait reconnaître un statut quo tout à fait insatisfaisant.

⁷⁷⁶ NGR, n°14 du 14 juin 1848 (également in MEW5, pp.67/68): „Sie gaben sich der Illusion hin, die Versammlung zu einem revolutionären Schritt überreden zu können. Sie haben daher Zugeständnisse gemacht, sie haben gemildert, sie haben von Versöhnung gesprochen und damit selbst die Revolution verleugnet.“

⁷⁷⁷ NGR, n°14 du 14 juin 1848 (également in MEW5, p.67): „Eine „auf dem Boden der Revolution“ stehende Versammlung vereinbart nicht, sie dekretiert.“

⁷⁷⁸ Un amendement des étudiants de Berlin, demandant que l'assemblée participe à cette manifestation, a été discuté le 3 juin et refusé avec la majorité des voix.

«En un mot, la révolution n'était pas accomplie.»⁷⁷⁹

L'analyse que la révolution n'a été faite qu'à moitié est à l'époque encore loin de la conscience politique des démocrates et même sa fraction de gauche n'a pas cette conception politique, qu'il faudrait la continuer et l'achever. Pour l'instant, même pour les députés démocrates radicaux, la révolution n'est qu'un événement ponctuel, se limitant grosso modo au 18 mars - et elle serait maintenant terminée. C'est en fait cette conception de la révolution que la *Nouvelle gazette rhénane* attaque dans ses éditoriaux, ainsi que le refus de comprendre pourquoi cette révolution a été faite. A l'aide des événements qui suivent, le journal expliquera pour la première fois en détail sa vision de la révolution, qui serait un processus, loin d'être terminé.

Les événements semblent lui donner raison, car les jours suivants, l'affaire de l'amendement Berends dépassera largement la sphère du parlement, et la révolution retournera là où elle avait commencé - dans la rue. Lorsque la motion de Berends est rejetée, des émeutes éclatent à Berlin.

Ces émeutes ne viennent pas uniquement de l'insatisfaction née du vote du parlement⁷⁸⁰. Ils sont également l'expression d'un changement de l'espace public, des changements encore balbutiants, mais qui deviennent ce 14 juin très visibles. La situation sociale s'est nettement aggravée depuis le mois de mars. L'augmentation du chômage, la hausse des prix due à la spéculation sur le blé ont aggravé les conditions de vie de la population. Ces phénomènes touchent en première ligne les couches sociales démunies, qui se trouvent déjà dans une situation précaire. Le comportement d'attente vis-à-vis du parlement de Berlin se transforme alors en un comportement beaucoup plus vindicatif, et cela déjà quelques semaines avant le 14 juin.

Plusieurs incidents sont relatés, où des députés, et même le ministre Adolf Heinrich von Arnim, sont pris à partie par des masses qui campent devant le parlement et leur demandent des

⁷⁷⁹ NGR, n°14 du 14 juin 1848 (également in MEW5, p.65): „Mit einem Wort, die Revolution war nicht vollendet.“

⁷⁸⁰ Une explication détaillée des conditions préalables et du déroulement du «Zeughaussturm» se trouve dans : Rüdiger Hachtmann : *Berlin 1848. Eine Politik- und Gesellschaftsgeschichte der Revolution*, Dietz Verlag, Bonn 1997, Teil VII : *Die Berliner Revolution am Wendepunkt : Der Zeughaussturm vom 14. Juni 1848*, pp.555-586

comptes⁷⁸¹. Berlin déborde de rumeurs sur des interventions éventuelles de l'armée. La grande discussion, très largement répandue dans la population, est alors la revendication de l'armement général du peuple, qui ne devrait pas se limiter à quelques Gardes civiles, constituées de bourgeois. Déjà le 4 juin, une manifestation en l'honneur des morts du 18 mars avait échauffé l'esprit des masses.

Cette manifestation représente un tournant pour l'histoire sociale de la révolution, car tout en ayant été organisée par les étudiants de Berlin, et malgré la présence massive du *club démocratique*, c'est d'abord une manifestation ouvrière. C'est une mobilisation énorme, estimée entre 100.000 et 250.00 personnes⁷⁸², constituée en grande partie des chômeurs et des «*Rehberger*», des ouvriers de terrassement⁷⁸³. C'est ensuite une mobilisation plus grande que celle qui suit le 18 mars, à la différence qu'aucun notable (et qu'aucune représentation officielle du parlement) n'y participent. En effet, le parlement avait obligé ses députés à participer en tant que personne privée⁷⁸⁴. Tandis qu'après le 18 mars, le symbole partout présent, est le drapeau tricolore : noir, rouge, or, la couleur dominante est maintenant le rouge. Le clivage politique est dorénavant un clivage social et cela se joue également dans l'imaginaire et le symbolique. Dans l'opinion publique la révolution devient l'affaire exclusive des classes inférieures.

Cette ambiance déjà effervescente, dégénère en émeute, quand la nouvelle se répand que l'arsenal de Berlin, jusque-là surveillé par la Garde civile, devait être rendu à l'armée. Les rumeurs, selon lesquelles l'armée prendrait les armes pour désarmer le peuple et pour les diriger contre le peuple, parcourent de nouveau Berlin. Ces rumeurs ne sont pas complètement sans fondements. Plusieurs incidents autour des transports d'armes et des accrochages entre soldats et population renforcent dans la population l'idée qu'un coup militaire serait proche.

Le 14 juin enfin, une grande masse se rassemble devant l'arsenal, et lorsque après des heures de discussions avec les autorités aucun résultat ne se dessine à l'horizon, toute la déception accumulée des dernières semaines déborde. Or, la situation reste tranquille, jusqu'à ce que des tirs venus d'on ne sait où tuent quelques manifestants. A ce moment là, l'arsenal est pris et la foule s'empare des armes. Quelques barricades ont même été construites, toujours surmontées de drapeaux rouges.

⁷⁸¹ NGR, n°14 du 14 juin 1848: *Stimmung in Berlin*.

⁷⁸² Rüdiger Hachtmann, op. cit. p.558.

⁷⁸³ Plus d'informations sur ces ‚Rehberger‘ in: Rüdiger Hachtmann, op. cit. partie IV/5, pp.437-459 : *Die Rehberger : „Verzogenene Kinder des Magistrats?“*

⁷⁸⁴ Ibid. p.557 : entre 130 et 150 députés de la gauche et du centre avaient été présent.

Dans la confusion qui suit, les militaires en revanche n'interviennent pas, la Garde civile réussit au cours de la nuit à reprendre la plupart des armes.

Cet «incident» qui est sans suite spectaculaire directe, est cependant lourd de conséquences. Il ressemble d'abord étrangement au déroulement du 18 mars : même constellation, même émotion. Un correspondant de Berlin de la *Nouvelle gazette rhénane* affirme en effet :

*«Il n'aurait suffi que d'une résistance physique de la part du gouvernement, et nous aurions vécu une deuxième révolution.»*⁷⁸⁵

La prise de l'arsenal de Berlin est décrite en détail par deux correspondants, dont les analyses sont partiellement reprises dans l'éditorial qui traite cette soirée. Nous commenterons un peu plus loin ces deux articles, ainsi que la conclusion de l'éditorial.

Il est frappant de voir ici pour la première fois depuis la naissance du journal, que l'éditorial de la journée s'appuie directement sur des articles des correspondants et qu'ici l'impression du décalage entre éditoriaux et correspondants s'amenuise. Les deux articles sur Berlin dans les pages intérieures ne donnent pourtant pas la même analyse de la situation. Le premier article est assez sceptique sur le résultat final. Il insiste beaucoup sur le fait que les ouvriers⁷⁸⁶ qui protestaient ont été abandonnés et ont agi dans la confusion. Pour lui, il s'agit d'une défaite. Il souligne le fait qu'aucun représentant du peuple ne soit présent : *«Il [le peuple] était abandonné et en conséquence désespéré.»*⁷⁸⁷

⁷⁸⁵ NGR, n°17 du 17 juin 1848, édition spéciale (Extraausgabe), „++ Berlin“: „Es hätte nur eines thätlichen Widerstandes von Seiten der Regierung bedurft, und wir hatten eine zweite Revolution.“

⁷⁸⁶ Rüdiger Hachtmann, op. cit.p.582 (note21) : Des personnes arrêtées à la suite de la prise de l'arsenal, on a retenu trente désignations professionnelles : 27 entre eux étaient des compagnons ou apprentis : six menuisiers, trois tailleurs et quatre mécaniciens. Parmi les trois restants, deux étaient serveurs et le dernier maître drapier.

⁷⁸⁷ NGR, n°17 du 17 juin 1848, correspondant «X Berlin».

Le deuxième article analyse l'incident en amont et insiste sur le caractère révolutionnaire de la situation⁷⁸⁸. Son analyse est que «le peuple souverain de Berlin avait donné un véritable souvenir de sa première révolution.» Il fait ensuite le lien avec les défaites de Camphausen sur sa loi sur la constitution et prédit la chute du ministère.

L'éditorial en question ne considère pas les deux analyses comme contradictoires. Au contraire, il pratique une sorte de synthèse entre les deux. Dans l'éditorial se trouve d'un côté l'analyse, selon laquelle il s'agissait en effet d'une situation révolutionnaire non exploitée : «*la tempête de l'arsenal, un événement sans résultats immédiats, une révolution qui s'est arrêtée à mi-chemin.*»⁷⁸⁹ L'éditorial souligne également le lien direct entre les événements et l'échec de Camphausen au parlement, la démission de plusieurs ministres, et l'annonce d'une démission proche du cabinet. Mais à partir de cette analyse, le journal tire également - comme le premier correspondant - la conclusion que les manifestants ont été laissés seuls et que forcément ils restent sur un sentiment de défaite.

Dans ce contexte, le journal s'adresse directement aux députés démocrates de Berlin, dont il met en exergue la responsabilité. Le rédacteur laisse éclater toute sa déception, quand il leur reproche d'avoir justement raté le moment. Avec leur aide cette deuxième révolution aurait, selon lui, été possible. Cette critique prend alors une forme d'une rare virulence, jusqu'alors inconnue :

*« La gauche de Berlin a, en général, une attitude des plus lâche de plus en plus équivoque. Ces messieurs, qui, lors des élections, se sont servis du peuple, qui par simple perplexité, laissèrent très vite échapper les avantages conquis, alors qu'il manquait seulement un chef pour parfaire la victoire. Où étaient les Messieurs Berends, Jung, Elsner, Stein, Reichenbach ? Ils restèrent chez eux ou firent aux ministres d'anodines représentations. Et ce n'est pas tout. Ils n'osent même pas défendre le peuple contre les calomnies et les outrages de l'attache gouvernementale. Aucun orateur ne monte à la tribune. Aucun entre eux ne veut être responsable de l'action du peuple qui leur a procuré la première victoire. Tous ce qu'ils osent, c'est siffler ! Quel héroïsme ! »*⁷⁹⁰

⁷⁸⁸ Ce deuxième correspondant est Stephan Born qui écrit à cette époque pour la *Nouvelle gazette rhénane*, voir : Gerhard Becker : *Stephan Born als Korrespondent der Neuen Rheinischen Zeitung*, in : *Bund der Kommunisten 1836 –1852*, herausgegeben von Martin Hundt, Akademie Verlag , Berlin, 1988, pp.209-27. Voir également Stephan Born: *Erinnerungen eines Achtundvierzigers*, herausgegeben und eingeleitet von Hans J. Schütz, Dietz Verlag, Nachfolger, Berlin Bonn, 1978, chapitre XII: *Die Arbeiterpartei. Der Zeughaussturm*, pp. 70- 85.

⁷⁸⁹ NGR, n°17 du 17 juin 1848, éditorial.

⁷⁹⁰ NGR, n°20 du 20 juin 1848 : *Die Vereinbarungssitzung vom 17. Juni* (également in MEW5, p.85-89) :

Cette critique très dure de la gauche parlementaire de Berlin reste encore un cas isolé. Les efforts de la gauche qui met notamment plus tard le cabinet Hansemann en difficulté sur la question de la loyauté de l'armée sont suivis et applaudis par la *Nouvelle gazette rhénane*. Néanmoins, le ton plutôt rude qu'on réserve normalement à l'ennemi politique est déjà une première indication des futures ruptures.

En ce qui concerne son analyse de la prise de l'arsenal, la *Nouvelle gazette rhénane* reste assez isolée parmi les journaux⁷⁹¹. La ressemblance avec la constellation du 18 mars n'était apparemment pas évidente pour les contemporains. La *Nouvelle gazette rhénane* est également seule à prédire après les événements de Berlin la chute prochaine du gouvernement Camphausen - une prédiction qui s'est pourtant bientôt révélée juste.

Même des journaux démocrates comme la *Halle de journaux de Berlin* désignent l'incident de l'arsenal comme une «bêtise» qui s'expliquerait seulement par le fait qu'on avait refusé l'armement du peuple⁷⁹². Le journal libéral, «*Gazette nationale*» (*Nationalzeitung*) considère la prise de l'arsenal même comme «une honte pour Berlin»⁷⁹³, après avoir hésité pendant une journée sur comment il devait caractériser l'événement.

„ Die Berliner Linke benimmt sich überhaupt immer feiger, immer zweideutiger. Diese Herren, die bei den Wahlen das Volk exploitiert haben, wo waren sie in der Nacht vom 14. Juni, als das Volk aus bloßer Ratlosigkeit die gewonnenen Vorteile bald wieder fahren ließ, als nur ein Führer fehlte, um nur den Sieg vollständig zu machen? Wo waren die Herren Berends, Jung, Elsner, Stein, Reichenbach? Sie blieben zu Hause oder machten ungefährliche Vorstellungen bei den Ministern. Und damit nicht genug. Sie wagen es nicht einmal, das Volk gegen die Verleumdungen und Schmähungen des Regierungskommissars zu verteidigen. Kein einziger Redner tritt auf. Kein einziger will verantwortlich sein für den Akt des Volks, der ihnen den ersten Sieg verschafft hat. Sie wagen nichts als zu – zischen! Welcher Heldenmut!“

⁷⁹¹ Une exception est le journal de Stephan Born «le peuple» (*das Volk*), *Organ des Central-Komitees für Arbeiter. Eine sozialpolitische Zeitschrift, herausgegeben von Stephan Born, Berlin Nr.1 bis Nr.33, vom 1. Juni 1848 bis 29. August 1848, eingeleitet durch die Monographie von Wilhelm Friedensburg/ Stephan Born und die Organisationsbestrebungen der Berliner Arbeiterschaft bis zum Berliner Arbeiter-Kongress (1840 - September 1848)* Leipzig, 1923, Verlag Detlev Auermann KG. Glashütten im Taunus, 1973.

Born s'appuie dans ses articles sur Paris sur la ligne de la *Nouvelle gazette rhénane*, par exemple n° 17 du 11 juillet 1848, n°18 du 13 juillet 1848, n°20 du 18 juillet 1848, en reprenant parfois directement les articles de la *Nouvelle gazette rhénane*, par exemple en n°20 du 18 juillet 1848.

⁷⁹² Rüdiger Hachtmann, op. cit.p.584: „Wäre die Volksbewaffnung in geregelter Weise rechtzeitig bewilligt worden, so würde dieser Unfug vermieden worden sein: man hätte an Denen, die jetzt diese Waffenlage plünderten, Beschützer gehabt.“ (*Berliner Zeitungshalle* vom 16. Juni 1848).

⁷⁹³ Ibid. p.584 (annotation 28).

La prise de l'arsenal comme premier tournant dans la révolution n'est reconnue sur le moment par aucun commentateur de l'époque. La *Nouvelle gazette rhénane* avait certes relaté que le peuple qui avait fait le 18 mars n'était plus le même peuple maintenant, mais la prise de l'arsenal le 14 juin comme point marquant de la déception des masses populaires vis-à-vis du roi, mais également vis-à-vis du parlement de Berlin n'est pas prise en compte immédiatement. Pour cela, il fallait probablement d'abord une certaine distance, tout autant pour reconnaître que cet événement constituait un prétexte idéal pour les autorités d'intervenir contre les institutions et symboles de la révolution, comme les clubs, la Garde civile, les journaux ou les affichages dans la rue.

III-2-3- Les réactions à *l'insurrection de juin* à Paris

Les troubles de la *prise de l'arsenal de Berlin* à peine calmés, c'est un événement à Paris qui tient en haleine le public allemand. Après la fermeture des ateliers nationaux le 21 juin 1848 comme dernière provocation envers les ouvriers parisiens, une insurrection des couches inférieures éclate à Paris, insurrection de caractère en même temps social et politique⁷⁹⁴.

A partir de *l'insurrection de juin*, le visage de la *Nouvelle gazette rhénane* sera considérablement modifié. Jusqu'alors, le journal s'est distingué d'autres grands journaux démocratiques essentiellement par son langage, beaucoup plus agressif qu'il est d'usage en Allemagne. Il s'est également «contenté» de rapporter et de commenter les événements, sans se perdre dans de longs raisonnements. Mais dans l'ensemble, le journal suit jusqu'alors les normes de la présentation des grands quotidiens de l'époque ; en intégrant chaque fois les éléments «modernes», comme l'éditorial systématique ou le feuilleton politique.

⁷⁹⁴ Plus d'informations sur l'insurrection de juin in : Mauricio Gribaudi / Michèle Riot-Sarcey : *1848 la révolution oubliée*. Editions La Découverte, Paris, 2009, pp. 187 – 263 / Louis Ménard : *Prologue d'une révolution. Février-juin 1848*, présentation de Filippo Benfante et Mauricio Gribaudi. Editions la fabrique, Paris, 2007, pp. 215 à la fin / Pierre Dominique : *Les journées de juin*, Editions Berger-Levrault, Paris, 1966 / Victor Marouck : *Juin 1848*, Editions Spartacus, Paris, 1998 / François Pardigon : *Episodes des journées de juin 1848*, présentation d'Alix Héricord, Editions la fabrique, Paris, 2008.

Jusqu'alors, l'éditorial traite, comme c'est l'usage, chaque jour un événement, un fait, une information en Allemagne, concernant la plupart du temps les débats parlementaires. Cet ordre des choses est complètement bouleversé, lorsque les nouvelles d'un soulèvement des ouvriers de Paris arrivent.

Tandis que les articles sur la France se multiplient les dernières journées de juin, le 27 juin 1848, un supplément spécial est presque uniquement consacré aux événements en France. Mercredi 28 juin, la partie rédactionnelle du journal commence avec la rubrique : *République française*. Les nouvelles sur la France prennent deux pages et demi sur quatre. Suit un autre supplément spécial, consacré du début jusqu'à la fin aux événements en France. Jeudi 29 juin, le journal présente de nouveau sur sa première page : *République française*, et informe sur la France sur presque la totalité du numéro ; tous les articles sur l'Allemagne et presque tous les articles sur les autres pays sont relégués dans un supplément. Le vendredi 30 juin également, la première page commence avec la rubrique : *République Française* et poursuit ses informations sur la France dans la plus grande partie du journal. Dans ce numéro, ce n'est pas un article de la rédaction, mais celui d'un correspondant de Paris, qui prend la première place.

Le primat des articles d'un autre pays sur plusieurs jours et sur la plupart ou même toutes les pages du journal, est quelque chose de très rare. Cela témoigne du fait que la *Nouvelle gazette rhénane* accorde aux nouvelles de la France à ce moment une place prioritaire qui dépasse même l'importance des détails sur la démission du ministre Camphausen. A partir du 30 juin, les rubriques «normales» reprennent leur place, même si les articles sur la France continuent à occuper encore entre une et deux pages du journal.

Nous constatons que de nouveau, mais d'une façon beaucoup plus nette que pour la *prise de l'arsenal de Berlin*, les éditoriaux s'appuient sur les articles envoyés de l'étranger. Editoriaux et autres articles se complètent et font de nouveau bloc. La *Nouvelle gazette rhénane* joue ici pleinement de son avantage de disposer de contacts directs, de correspondants qui sont tout à fait familiers de la

vie politique française. Cela veut dire que les informations sont plus précises et en quelque sorte «pré-analysées», ce qui permet aux éditoriaux de donner rapidement des analyses claires, sur lesquelles la rédaction n'a aucun doute.

Cette configuration tranche nettement avec la situation d'autres journaux allemands, même les plus réputés, qui après que la poste sera rétablie, ne s'y retrouvent pas dans le désordre des informations ou qui ne savent tout simplement pas les interpréter. La plupart des grands journaux, après des hésitations, condamnent vivement les ouvriers comme «ayant exagéré», s'ils ne les considèrent pas directement comme des «voleurs et des bandits»⁷⁹⁵. Avec son soutien inconditionnel à l'insurrection et son analyse du conflit comme une lutte de classe, comme une insurrection des ouvriers, la *Nouvelle gazette rhénane* se singularise particulièrement dans le paysage journalistique allemand. En prenant position pour des ouvriers et leurs «intérêts de classe», le journal met ici pour la première fois un pas en dehors de l'espace public bourgeois.

Les journaux démocrates expriment en général leur compassion pour les morts, les déportés et les atrocités commises, mais ne donnent pas d'analyse de la situation⁷⁹⁶. L'historien Rüdiger Hachtmann explique la réaction à Berlin ainsi :

*« La défaite des révolutionnaires parisiens eut un effet dégrisant et du moins temporairement démoralisant sur les démocrates de Berlin. Il est en revanche étonnant que les événements de Paris n'aient pas suscité pas de discussions plus intenses dans les clubs, tout au moins pas dans les clubs d'une certaine importance dont les rapports sont disponibles. Les démocrates de Berlin ne comprenaient que petit à petit la dimension politique de la défaite des insurgés de Paris. »*⁷⁹⁷

⁷⁹⁵ Une partie de ses réactions se trouvent dans: Helmut Neef: *Vier Tage rote Fahnen in den Straßen von Paris, Die Kämpfe des Pariser Proletariats 1848 im Spiegel deutschsprachiger Presse*, Dietz Verlag Berlin, 1883.

⁷⁹⁶ Des détails sur ces réactions in Rüdiger Hachtmann, op. cit. pp.652-655, chapitre: «„Geist der Verneinung“ oder „Befreiung aus den Fesseln der Geldherrschaft“ - die Stellungnahmen zum Pariser Juniaufstand.

⁷⁹⁷ Ibid. p.65: „Auf die Berliner Demokraten dagegen wirkte die Niederlage der Pariser Revolutionäre ernüchternd und zumindest vorübergehend demoralisierend. Erstaunlich ist freilich, daß es in den Klubs, jedenfalls in den größeren, über die Berichte vorliegen, nicht zu intensiveren Diskussionen über die Pariser Ereignisse kam. Erst allmählich begannen Berlins Demokraten die politische Dimension der Niederlage der Pariser Aufständischen zu erfassen.“

Marx donne une analyse des journées parisiennes dès le 29 juin 1848. Cette analyse de la situation en France contient également les prémices de ce qui pourrait arriver en Allemagne :

«La fraternité⁷⁹⁸, la fraternité des classes antagonistes, dont une exploite l'autre, cette fraternité, proclamée en février, écrite en grandes lettres sur le front de Paris, sur chaque prison, sur chaque caserne – son expression véritable, authentique, son expression prosaïque, c'est - la guerre civile, la guerre civile dans sa forme la plus terrible, la guerre entre travail et capital. Cette fraternité s'enflamma devant toutes les fenêtres de Paris la soirée du 25 juin quand le Paris de la bourgeoisie s'illumina, tandis que le Paris du prolétariat brûla, mourut exsangue, expira. (...)

« La révolution de février, avait été la belle révolution, la révolution de la sympathie générale, parce que les antagonismes unis dans la lutte contre la royauté sommeillaient embryonnaires côte à côte, parce que la lutte sociale qui en constituait l'arrière-plan, n'était qu'au stade de la phraséologie. La révolution de juin a été la révolution laide, répugnante, parce qu'à la phrase a succédé la réalité, parce que la république a mis à nu la tête du monstre, en abattant la couronne qui le dissimulait.»⁷⁹⁹

« L'abîme profond qui s'est ouvert devant nous, devrait-il tromper les démocrates, devrait-il nous faire croire que les luttes pour la forme d'Etat seraient sans sens, illusoire, nulles ? Seules des âmes faibles et lâches peuvent poser cette question : Les collisions qui émergent des conditions de la société bourgeoise elle-même, elles doivent être traversées dans le combat, elles ne peuvent pas être niées.»⁸⁰⁰

Ce sont des propos qui valent aussi bien pour la situation en France que pour celle en Allemagne. En ce qui concerne l'Allemagne, cet éditorial se veut une sorte de miroir. La situation en France - la

⁷⁹⁸ Le mot est écrit en français.

⁷⁹⁹ NGR, n°29 du 29 juin 1848 : *Die Junirevolution* (également in MEW5, pp.133-137) :

„Die Fraternité, die Brüderlichkeit der entgegengesetzten Klassen, von denen die eine die andere ausbeutet, diese Fraternité, im Februar proklamiert, mit großen Buchstaben auf die Stirne von Paris geschrieben, auf jedes Gefängnis, auf jede Kaserne - ihr wahrer, unverfälschter, ihr prosaischer Ausdruck, das ist - der Bürgerkrieg, der Bürgerkrieg in seiner fürchterlichsten Gestalt, der Krieg der Arbeit und des Kapitals. Diese Brüderlichkeit flammte vor allen Fenstern von Paris am Abend des 25. Juni, als das Paris der Bourgeoisie illuminierte, während das Paris des Proletariats verbrannte, verblutete, verächtete.“ (..)

Die Februarrevolution war die schöne Revolution, die Revolution der allgemeinen Sympathie, weil die Gegensätze, die in ihr gegen das Königtum eklatierten, unterentwickelt, einträchtig nebeneinander schlummerten, weil der soziale Kampf, der ihren Hintergrund bildete, nur eine luftige Existenz gewonnen hatte, die Existenz der Phrase, des Worts. Die Junirevolution ist die häßliche Revolution, die abstoßende Revolution, weil an Stelle der Phrase die Sache getreten ist, weil die Republik das Haupt des Ungeheuers selbst entblößte, indem sie ihm die schirmende und versteckte Krone abschlug.

⁸⁰⁰ Ibid.: *„Der tiefe Abgrund, der sich vor uns eröffnet hat, darf er die Demokraten irren, darf er uns wännen lassen, die Kämpfe um die Staatsform seien inhaltslos, illusorisch, null? Nur schwache, feige Gemüter können die Frage aufwerfen. Die Kollisionen, welche aus den Bedingungen der bürgerlichen Gesellschaft selbst hervorgehen, sie müssen durchkämpft, sie können nicht wegphantasiiert werden.“*

confrontation directe entre prolétariat et bourgeoisie - pourrait devenir la situation en Allemagne. C'est pour cette raison, analyse le journal, que la presse bien-pensante se déchaîne contre les ouvriers parisiens.

Cette dernière citation et son appel à ne pas se laisser décourager laisse entrevoir en même temps le pressentiment que la défaite des ouvriers de Paris puisse avoir des conséquences néfastes non seulement pour la France, mais aussi pour le cours de la révolution européenne.

Après un mois d'existence, la *Nouvelle gazette rhénane* commence à se distinguer dans sa ligne politique d'autres organes de presse démocratiques. Cette évolution est mise en lumière par les articles sur les deux événements phares du mois de juin. La prise de l'arsenal de Berlin et *l'insurrection de juin de Paris*. Pendant ce dernier événement, le journal profite de son avantage en informations fiables, tandis que la presse allemande en générale peine par son manque d'informations et ne se prononce clairement qu'après avoir lu la presse étrangère, surtout anglaise.

Dans les deux cas, la *Nouvelle gazette rhénane* livre assez vite une analyse de la situation et prend la défense des insurgés, tandis que les autres organes de la presse démocrate restent hésitants sur la position à prendre, soit parce qu'ils sont débordés par les événements, soit toujours par manque d'informations. Tandis que dans sa toute première phase, la *Nouvelle gazette rhénane* manque encore de cohérence entre ses rubriques diverses, cette situation change vers la fin juin, et elle commence à développer sa marque de fabrique, une analyse à base d'informations «propres», récoltées pas uniquement dans les autres journaux locaux. Son avantage en information permet aussi des analyses plus fines et plus fiables, qui peuvent intéresser les contemporains, même ceux, qui ne sont pas toujours d'accord avec la ligne politique du journal. Cela ne veut pas dire que les autres journaux n'ont pas d'informations ou d'analyses, mais la *Nouvelle gazette rhénane* commence à profiter du fait qu'elle les livre ensemble, ce qui rend l'analyse plus lisible et qu'elle les livre souvent plus rapidement. C'est par cette avance que la *Nouvelle gazette rhénane* assure son influence sur le mouvement démocrate.

III-2-4- La *Nouvelle gazette rhénane* après un mois d'existence

De toute façon, le journal a eu l'occasion de s'établir pendant ses premières semaines à l'extrême gauche du mouvement démocrate au risque même de s'aliéner le mouvement par une critique qui ne prend pas de gants. Le pari par rapport à son public est d'affirmer qu'il y a un lien direct entre ses analyses et son indépendance inconditionnelle. Sans cette indépendance, pas d'analyses fiables. Ce pari est risqué, mais il semble réussir.

Malgré la critique parfois rude et malgré des positions pas toujours comprises par les démocrates, les tirages du journal augmentent et pendant le premier congrès des démocrates mi-juin 1848⁸⁰¹, la *Nouvelle gazette rhénane* est déclarée organe officiel du mouvement. Cela est un succès considérable, car cette décision confirme que les positions du journal ont trouvé place officiellement au sein du mouvement démocrate. La voix de la *Nouvelle gazette rhénane* n'est ainsi pas seulement officiellement partie intégrante du mouvement, mais elle est aussi une voix incontournable. La *Nouvelle gazette rhénane* est devenue le journal démocrate le plus important. Les deux autres journaux, qui ont été déclarés avec elle organe officiel, la *Halle de journaux de Berlin* et la *Gazette du soir de Mannheim*, ne sont pas, à cause de leur tirage moindre et leur implantation surtout locale et régionale, une «concurrence» sur la même échelle.

Malgré cela il est étonnant de voir, que le journal s'explique peu sur ces faits. Le congrès des démocrates est traité dans les pages intérieures, mais pas dans les éditoriaux. Ce premier congrès national est peu commenté, aussi peu que le choix du congrès de déclarer la *Nouvelle gazette rhénane* organe officiel du mouvement démocrate. Les véritables enjeux semblent être ailleurs pour le journal.

⁸⁰¹ Le premier congrès „national“ des démocrates a eu lieu du 14 au 17 juin 1848.

III-3- Radicalisation et diversification des sujets - l'été 1848

Au cours de l'été 1848, le cours de la révolution change en Allemagne comme en Europe. L'écrasement de *l'insurrection de juin* a eu pour effet de conforter et de stabiliser les forces monarchistes. En Autriche, une grande confrontation se prépare. Il se dessine déjà que la Prusse mène sa propre politique dans la question du Schleswig, indépendante et peu respectueuse des instructions du parlement de Francfort. Une confrontation entre la Prusse et le parlement de Francfort s'annonce, c'est-à-dire une confrontation entre une monarchie absolue et un parlement élu du peuple. En Prusse, le roi et ses conseillers commencent à envisager une contre-offensive et durcissent le ton face au parlement.

Impressionné par les événements de juin et par peur des couches sociales inférieures, le camp libéral ne s'y oppose pas. L'espace public bourgeois se divise définitivement entre démocrates et libéraux, dont les positions deviennent inconciliables. En même temps, les premiers germes d'un espace public prolétarien apparaissent sous la forme d'un premier congrès ouvrier⁸⁰².

Sous l'influence de ces évolutions, les éditoriaux de la *Nouvelle gazette rhénane* se diversifient et ne portent plus uniquement sur les débats des parlements de Berlin et de Francfort. Cependant, tout comme le congrès démocrate, le congrès des associations ouvrières n'est pas un sujet majeur pour le journal. La *Nouvelle gazette rhénane* se contente de publier le programme du congrès et ses revendications sans autre commentaire⁸⁰³. Ces informations ne se trouvent pas dans un éditorial.

Il y a en revanche un foisonnement d'autres sujets et de conflits qui surgissent au cours de l'été : les attaques de plus en plus systématiques contre les acquis de mars, les polémiques contre d'autres organes de presse, l'abolition des charges féodales et les débats du parlement de Francfort sur la Pologne.

⁸⁰² Ce congrès a eu lieu le 23 août 1848 à Berlin, plus d'informations dans Max Quarck: *Die erste deutsche Arbeiterbewegung, Geschichte der Arbeiterverbrüderung 1848/49*, Verlag von C.L. Hirschfeld, Leipzig, 1924, chapitre XII: *Der Berliner Buchdruckerstreik und der Arbeiterkongress*, pp.149-177.

⁸⁰³ NGR, n°31 du 1^{er} juillet 1848.

Le sujet clé du début de l'été est la politique de confrontation du gouvernement prussien contre les institutions qui sont nées ou qui se sont épanouies dans la révolution : les associations démocratiques, les associations ouvrières, les Gardes civiles, et la presse démocratique. La presse en tant que telle - ses devoirs et son importance - mais aussi la presse comme champ de débats, occupe de plus en plus l'attention du journal. La «découverte» de l'été 1848 est la question paysanne qui est discutée en juillet et août, pour la première fois dans les articles de la *Nouvelle gazette rhénane*. Mais sur cette période ce sont les débats de l'*Assemblée nationale de Francfort* sur la Pologne qui sont le sujet le plus étudié. Ces débats font l'objet d'une série importante d'éditoriaux.

Pour ces sujets, le constat de la *Nouvelle gazette rhénane* est toujours le même : le décalage entre les «promesses de mars» et la réalité est grand et cette politique menée par le gouvernement prussien est cautionnée par les débats et les décisions des parlements de Berlin et de Francfort. A la fin de l'été, la position du journal envers les «représentants du peuple» aura considérablement évolué.

III-3-1- Attaques contre les *acquis de mars*

Un des sujets majeurs des mois de juillet et d'août, est la multiplication des attaques contre les associations et la presse démocratique, c'est-à-dire des fermetures de clubs et la mise en examen de journaux. Selon les éditoriaux de la *Nouvelle gazette rhénane*, il ne s'agit plus d'attaques isolées, mais d'une politique systématique contre les acquis de la révolution. Ces attaques sont prises très au sérieux par le journal et deviennent le sujet de nombre d'articles. Cette répression est d'autant plus traitée dans les premières pages que la *Nouvelle gazette rhénane* elle-même devient à partir de ce moment précis la cible de procédures judiciaires. Le journal décrit son propre cas comme un exemple. Il se défend contre une évolution de la politique qu'il considère comme liberticide. La défense de la révolution commence à se cristalliser sous la forme de la défense de la liberté de la presse.

Vers la fin du mois de juillet se dessine alors un tournant décisif dans les articles. Le journal commence à généraliser le rôle de la presse face à la «défaillance des parlements» qui n'arrive pas ou trop peu - selon l'avis de la *Nouvelle gazette rhénane* - à faire face à la politique des gouvernements, une politique qui est décrit par le journal comme sapant la révolution.

Les attaques diverses contre la presse et les associations ont comme résultat une première diversification géographique des éditoriaux. Jusqu'alors, le journal avait traité presque exclusivement les événements de Berlin ou de Francfort, si ce n'étaient pas ceux de Paris. Au mois de juillet, ce sont également les incidents au Wurtemberg, en Bade et en Rhénanie qui figurent dans les articles. A plusieurs endroits et en même temps, les dirigeants des associations démocratiques ou ouvrières sont arrêtés ou cités devant les tribunaux, chaque fois pour outrage, et chaque fois sur la base des anciennes lois, dont la réforme ou l'abolition pure et simple est justement le sujet des débats de *l'Assemblée nationale de Francfort*. Lorsque la *Nouvelle gazette rhénane* s'en mêle et écrit sur les arrestations à Cologne, elle est également mise en accusation. Dans le même temps, *l'Assemblée nationale de Francfort* proclame qu'aucune censure n'aura lieu⁸⁰⁴. Cette contradiction flagrante est **vivement dénoncée par la *Nouvelle gazette rhénane* qui commence à considérer les débats parlementaires comme de pures manœuvres de diversion.**

III-3-1-a- Arrestations à Cologne

Le 3 juillet 1848, au petit matin, les dirigeants de *l'association ouvrière de Cologne* Andreas Gottschalk et Friedrich Anneke sont arrêtés par les gendarmes et leurs maisons perquisitionnées. On leur reproche d'avoir «revendiqué la république».⁸⁰⁵

Ces arrestations se dirigent non seulement contre eux comme personnes, mais surtout contre les dirigeants de la plus grande association ouvrière d'Allemagne. En lui «coupant la tête», on voudrait réduire à néant le fonctionnement de l'association entière. Ce procédé a déjà été employé avec succès à Francfort où l'association ouvrière a été affaiblie considérablement après les poursuites contre ses dirigeants Christian Esselen et Eduard Pelz⁸⁰⁶.

⁸⁰⁴ Sur les débats des droits fondamentaux: Veit Valentin: *Geschichte der deutschen Revolution 1848-1849*, Zweiter Band: *Bis zum Ende der Volksbewegung von 1849*, Büchergilde Gutenberg, Frankfurt am Main, Wien, Zürich, 1977, mit Genehmigung des Verlages Kiepenheuer & Witsch, Köln, pp.131/132.

⁸⁰⁵ Voir Dieter Dowe : *Aktion und Organisation. Arbeiterbewegung, sozialistische und kommunistische Bewegung in der preußischen Rheinprovinz 1820-1852*, Forschungsinstitut der Friedrich-Ebertstiftung, Verlag für Literatur und Zeitgeschehen, Hannover, 1970 pp.175-177.

⁸⁰⁶ Plus de d'informations sur ces deux dirigeants ouvriers in : Marx Quarck : *Die erste deutsche Arbeiterbewegung*, op. cit. pp.97-123.

Gottschalk et Anneke étaient déjà en première ligne lors des événements du 3 mars à Cologne, la première insurrection de la révolution en Prusse. Le charismatique Gottschalk a été remarqué également au premier congrès démocrate. Anneke, comme ancien officier de l'armée prussienne a gardé des contacts multiples avec d'autres officiers. Il est suspect pour cette raison et représente une cible privilégiée.

Dès le début, la *Nouvelle gazette rhénane* fait le lien entre ces arrestations et la politique du cabinet Hansemann. La nouvelle des arrestations de Gottschalk et Anneke est d'abord donnée par une petite correspondance locale dans le numéro du 4 juillet⁸⁰⁷. L'article saisit juste l'occasion pour désigner le ministère Hansemann comme «ministère policier» et finit par un appel aux ouvriers. Ils ne devraient pas se laisser provoquer. Le lendemain, dans le numéro 35, les arrestations deviennent le sujet d'un éditorial⁸⁰⁸. Cet éditorial se concentre sur la personne de Friedrich Anneke, et décrit d'une manière détaillée le déroulement de l'arrestation. Il met en avant à plusieurs reprises les témoignages de l'épouse, Franziska Mathilde Anneke, elle-même présente au moment de l'arrestation. L'article souligne la brutalité des gendarmes, surtout envers Mme Anneke qui était enceinte. De surcroît, les gendarmes n'ont pas pu montrer un ordre officiel, ce qui est illégal, selon la *Nouvelle gazette rhénane*. Le journal relate ensuite la rumeur suivante :

«M. le procureur supérieur Zweifel aurait dit qu'il voulait en finir au bout de huit jours avec le 19 mars, les clubs et la liberté de la presse, ainsi que d'autres excès de la méchante année 1848 à Cologne sur le Rhin.»⁸⁰⁹

Le journal en déduit que *«M. Zweifel ne fait pas partie des gens qui doutent.»^{810/811}*

Il pose ensuite la question de savoir si Zweifel ne lie pas le pouvoir exécutif, en tant que procureur, avec le pouvoir législatif, en tant que député. L'article se conclut par un nouvel appel à la gauche de Berlin et en répétant sa prévision de la chute du cabinet Hansemann. La gauche devrait

⁸⁰⁷ NGR, n°34 du 4 juillet 1848.

⁸⁰⁸ NGR, n°35 du 5 juillet 1848.

⁸⁰⁹ Ibid.: „Herr Oberprokurator Zweifel soll außerdem erklärt haben, daß er binnen 8 Tagen mit dem 19. März, mit den Klubs und der Preßfreiheit und andren Ausartungen des bösen Jahres 1848 zu Köln am Rhein ein Ende machen werde.“

⁸¹⁰ Ibid.: „Herr Zweifel gehört nicht zu den Skeptikern.“

⁸¹¹ «Zweifel» veut dire «doute» en allemand.

enfin se rendre compte de la contradiction entre le contenu des débats parlementaires et la réalité tout à fait autre dans le pays et reconnaître le danger qui en résulte :

«Dès que M.Hansemann aura rempli sa mission transitoire, on le licenciera.

La gauche de Berlin en revanche, doit comprendre que le vieux pouvoir peut se permettre tranquillement de lui accorder de petites victoires parlementaires et de grandes conceptions de Constitution, si seulement il peut s'emparer de toutes les positions vraiment décisives. Il peut sans crainte reconnaître la révolution du 19 mars dans le parlement, si seulement la même révolution était désarmée en dehors du parlement.

La gauche pourrait se rendre compte un beau matin, que sa victoire parlementaire et sa défaite réelle coïncide. L'évolution allemande a peut-être besoin de tels contrastes. Le ministère de l'action reconnaît la révolution en principe, pour effectuer dans la pratique la contre-révolution.»⁸¹²

Pour une énième fois, la *Nouvelle gazette rhénane* rappelle à la fraction démocrate sa responsabilité de défendre la révolution par les moyens parlementaires, en jouant clairement le rôle d'une opposition (révolutionnaire), dont la ligne soit lisible. En même temps, nous constatons un premier changement de sa position envers le parlement de Berlin. Pour la première fois, ce qui se passe au dehors du parlement est considéré comme plus important que les débats eux-mêmes. Les débats pourraient même avoir la fonction de tromper sur la situation réelle. Les doutes du journal envers les «représentants du peuple» seront un peu plus tard considérés par les autorités comme «insultes contre des fonctionnaires».

A chaque incident et chaque mise en cause de la révolution, le même scénario se répéterait, affirme la *Nouvelle gazette rhénane* : Régulièrement, le journal voit que ses analyses sur l'évolution du gouvernement se confirment et régulièrement, il constate un décalage dangereux entre la gravité des menaces de la «droite» d'un côté et l'insouciance de la «gauche» de l'autre côté ; la gauche ne semble pas comprendre les enjeux réels :

«D'ailleurs, le public a pu se convaincre par notre supplément spécial d'aujourd'hui, à quel

⁸¹² NGR, n°35 du 5 juillet 1848: *Verhaftungen*:

„Sobald Herr Hansemann seinen transitorischen Beruf erfüllt hat, wird man ihn entlassen. Die Linke zu Berlin aber muß einsehn, daß die alte Macht kleine parlamentarische Siege und große Konstitutionsentwürfe ihr getrost überlassen kann, wenn sie nur unterdessen sich aller wirklichen Positionen bemächtigt. Getrost kann sie die Revolution des 19. März anerkennen, wenn dieselbe nur außerhalb der Kammer entwaffnet wird.

Die Linke könnte an einem schönen Morgen finden, daß ihr parlamentarischer Sieg und ihre wirkliche Niederlage zusammenfallen. Die deutsche Entwicklung bedarf vielleicht solcher Kontraste. Das Ministerium der Tat erkennt die Revolution im Prinzip an, um in der Praxis die Konterrevolution zu vollziehen.“

point nous avons jugé correctement le cours des événements. (...) Le ministère du centre gauche s'est transformé après quelques jours en un ministère de la Vieille Prusse, clairement réactionnaire. La droite a osé un coup d'Etat et la gauche s'est retiré d'un air menaçant.»⁸¹³

Ainsi, le journal a pris comme point de départ d'un éditorial les informations très concrètes sur une arrestation et exprimé ses doutes sur sa légitimité pour terminer par des accusations contre le gouvernement Hansemann de Berlin et la politique de la gauche qu'il trouve velléitaire.

III-3-1-b- Mise en accusation de la Nouvelle gazette rhénane

L'article en question devient le prétexte pour toute une série de convocations judiciaires. Les poursuites judiciaires et les procès deviennent dorénavant monnaie courante pour la *Nouvelle gazette rhénane*. Toutefois, les autorités prussiennes se rendent compte très vite qu'un journal est plus difficile à poursuivre que des individus. La *Nouvelle gazette rhénane* a exactement compris son rôle dans l'espace public. Chaque poursuite judiciaire, chaque accusation lui sert dorénavant comme «boomerang» contre le gouvernement prussien en utilisant la sphère judiciaire comme scène publique. De plus, le journal dispose dans la personne de Marx - qui a lui-même une formation juridique⁸¹⁴ - d'un connaisseur du droit rhéan, un droit qui est toujours mal connu des autorités prussiennes. Marx écrira lui-même tous les articles qui concernent directement la *Nouvelle gazette rhénane* et se fait visiblement plaisir à démonter chaque contradiction, chaque faille et chaque incompétence dans les accusations. La *Nouvelle gazette rhénane* devient à partir de cet article son propre sujet et entre en confrontation directe avec les autorités de la ville.

Le parquet dans la personne du procureur supérieur Hecker réagit vivement aux accusations de la *Nouvelle gazette rhénane*, à savoir que le procédé des gendarmes et du procureur supérieur était

⁸¹³ Ibid.: „Übrigens hat sich das Publikum durch unsere Extrabeilage von heute morgen überzeugt, wie richtig wir den Gang der Ereignisse beurteilt. (...) Das Ministerium des linken Zentrums hat sich nach einigen Tagen in ein entschieden altpreußisch-reaktionäres Ministerium verwandelt. Die Rechte hat einen Staatsstreich gewagt, die Linke hat sich drohend zurückgezogen.“

⁸¹⁴ Ce sujet a été étudié dans les nombreuses biographies de Marx, par exemple par Franz Mehring : «*Karl Marx, Histoire de sa vie*, traduction, avant-propos, chronologie et bibliographie de Jean Mortier, Bartillat, Paris 1983, sur les enjeux du droit rhéan, voir Pierre Ayçoberry : *Cologne entre Napoléon et Bismarck, la croissance d'une ville rhénane*, Aubier collection historique, Paris, 1982, chapitre III/1 : *Alliés et partenaire dans le jeu social : Les juristes et les hauts fonctionnaires*, pp.56- 60.

illégal. L'éditorial du 6 juillet informe d'une mise en examen de la *Nouvelle gazette rhénane* pour «insultes et diffamation». Elle reproduit également la réplique du procureur Zweifel qui nie les termes que le journal lui avait prêtés. Non sans rappeler les vieilles polémiques de l'ancienne *Gazette rhénane*, Marx réplique :

«Nos chers lecteurs concluent par les déclarations ci-jointes, que la «nouvelle gazette rhénane» a obtenu un nouveau collaborateur prometteur : le parquet.»⁸¹⁵

«Nous nous sommes trompés sur un point juridique. Lors d'une arrestation, ce n'est pas la présence des 'fonctionnaires de la police judiciaire' qui est obligatoire, mais seulement d'un 'agent des pouvoirs publics'. Avec quelles garanties soucieuses le Code entoure la sécurité personnelle ! ; Par ailleurs il reste toujours illégal, que messieurs les gendarmes n'aient pas montré leur ordre d'arrestation. Il reste illégal qu'ils aient – comme on nous l'a assuré postérieurement – examiné des correspondances déjà avant l'arrivée de M. Hecker et de son accompagnateur. Mais surtout ce sont les brutalités, regrettées par M. Hecker, qui restent illégales. Nous sommes étonnés qu'une mise en examen ait été dirigée non contre les gendarmes, mais contre le journal qui a dénoncé le mauvais comportement de messieurs les gendarmes.»⁸¹⁶

Avec un semblant d'argutie juridique, le journal discute l'accusation d'«insulte». Cette accusation ne peut concerner la remarque du journal, qu'un des gendarmes aurait déjà «*chancelé de bonne heure pour des raisons plus ou moins spirituelles*»⁸¹⁷, mais serait en vérité la seule circonstance atténuante des brutalités commises, et le parquet aurait transformé cela en insulte !

La discussion autour du reproche de diffamation se transforme ensuite en explication de la mission de la presse. Pour la première fois, la *Nouvelle gazette rhénane* expose ici comment elle voit son propre rôle comme organe de presse :

«La presse, elle n'a pas seulement le droit ; mais aussi le devoir de surveiller messieurs les représentants du peuple de la manière la plus scrupuleuse. Nous avons déjà insinué que les activités parlementaires de M. Zweifel ne laissent pas paraître invraisemblables les propos

⁸¹⁵ NGR, n°37 du 7 juillet 1848: *Gerichtliche Untersuchung gegen die „Neue Rheinische Zeitung“: „Unsere werten Leser ersehnen aus dem Vorstehenden, daß die Neue Rheinische Zeitung einen neuen vielversprechenden Mitarbeiter gewonnen hat - das Parquet.“*

⁸¹⁶ Ibid.: *„Wir haben uns geirrt in einem juristischen Punkt. Bei der Verhaftung bedarf es keines ‚Beamten der gerichtlichen Polizei‘, sondern nur eines ‚Agenten der öffentlichen Gewalt‘. Mit welcher sorglichen Garantien der Code die persönliche Sicherheit umgibt! Es bleibt übrigens nach wie vor ungesetzlich, daß die Herrn Gendarmen ihren Verhaftungsbefehl nicht vorgezeigt haben. Es bleibt ungesetzlich, daß sie, wie uns nachträglich versichert wird, schon vor dem Erscheinen des Herrn Hecker und seines Herrn Begleiters Briefschaften durchmustert haben. Vor allem aber bleiben die Brutalitäten ungesetzlich, die Herr Hecker bedauert hat. Wir sind erstaunt, eine gerichtliche Untersuchung nicht gegen die Herrn Gendarmen, sondern gegen die Zeitung verhängt zu sehn, welche die Ungebühr der Herrn Gendarmen denunziert.“*

⁸¹⁷ Ibid.: *„Er habe zu guter Stunde „gewankt“, aus mehr oder minder spirituellen Gründen.“*

contre le peuple qui lui ont été attribués – et maintenant on veut couper à la presse le droit de juger les activités parlementaires d'un représentant du peuple ? Alors à quoi bon la presse ?

La presse, n'a-t-elle pas le droit de voir dans la personne du représentant du peuple Zweifel un trop de procureur supérieur ou dans le procureur supérieur un trop de représentant du peuple ? A quoi bon alors les débats sur les incompatibilités en Belgique, en France etc. ?»⁸¹⁸

La presse occupe selon ces propos un rôle charnière entre les représentants du peuple et le peuple lui-même, la surveillance des pouvoirs dans l'intérêt du peuple. Le droit, ou comme le dit la *Nouvelle gazette rhénane*, le devoir de surveillance met en évidence le pouvoir de la presse comme instance de contrôle. Selon cette conception, le fait de s'attaquer au devoir de la presse implique forcément l'aveu de l'intérêt à ce que les dysfonctionnements ne soient pas découverts, cela serait donc la reconnaissance que le régime est en vérité autocratique.

Le conflit s'aggrave encore, lorsque le 9 juillet 1848, les typographes et l'imprimeur de la *Nouvelle gazette rhénane*, M. Clouth, sont convoqués devant le juge d'instruction qui tient à enquêter sur l'auteur de l'article du 7 juillet. Cet article était, comme nous l'avons mentionné, probablement écrit par Marx, tout autant que l'éditorial du 11 juillet. Mais étant donné que les articles de l'époque ne sont que très rarement signés, son nom ne figure pas comme auteur.

Dans l'éditorial du 11 juillet 1848 l'auteur fait allusion à l'époque de la *Gazette rhénane* et compare la répression contre la presse à l'époque où la monarchie absolue régnait en maître et l'époque qui suit la révolution. La révolution aurait dû installer la liberté de la presse, mais en vérité la presse est presque encore plus menacée qu'avant.

«Il n'y avait ni de perquisition, ni interrogatoire des typographes et du propriétaire de l'imprimerie ; en revanche depuis cette époque, on a vécu une révolution, qui a eu le malheur

⁸¹⁸ Ibid.: „Die Presse aber, sie hat nicht nur das Recht, sie hat die Pflicht, die Herren Volksrepräsentanten aufs genaueste zu überwachen. Wir haben zugleich angedeutet, daß die bisherige parlamentarische Wirksamkeit des Herrn Zweifel jene ihm zugeschriebenen volksfeindlichen Äußerungen nicht unwahrscheinlich macht – und will man der Presse das Recht abschneiden, die parlamentarische Wirksamkeit eines Volksrepräsentanten zu beurteilen? Wozu dann die Presse ? Oder hat die Presse nicht das Recht, in dem Volksrepräsentanten Zweifel zuviel von dem Oberprokurator und in dem Oberprokurator zuviel von dem Volksrepräsentanten zu finden? Wozu dann in Belgien, in Frankreich u.s.w. die Debatten über die Inkompatibilitäten ?“

d'avoir été reconnu par Monsieur Hansemann.»⁸¹⁹

L'auteur revient ensuite sur l'aberration de vouloir appliquer un certain paragraphe du Code pénal à la presse. Ce paragraphe décrète qu'il s'agit de diffamation, lorsqu'on accuse des autorités à l'aide des faits, sauf dans le cas où ces faits étaient déjà avérés par un jugement officiel. (§367/ §368 / §370). Donc un fait est seulement avéré s'il est accompagné d'un document officiel. Outre le fait que, selon le journal, ces paragraphes seraient contraires à tout bon sens, ils constituent, utilisés contre la presse, une mise en cause de toute liberté d'expression :

«Une bureaucratie, a-t-elle jamais construit une telle muraille de Chine entre elle et l'espace public ? Couvert par le bouclier de ce paragraphe, les fonctionnaires et les députés sont inviolables comme des rois constitutionnels. (..)

« Qu'est-ce qu'un club sans liberté d'expression ? Qu'est-ce que la liberté d'expression avec les paragraphes 367 ? ; 368 et 370 ? Et qu'est-ce que le 19 mars sans les clubs et la liberté d'expression ? (...)»⁸²⁰

« Cette application de l'article de diffamation sur les représentants du peuple ; quel moyen formidable pour soustraire ces messieurs à la critique et la presse au jury ?»⁸²¹

Ce qui paraît dans ces deux articles au premier regard comme la défense d'un journal dans une mise en cause locale, constitue effectivement une analyse qui va beaucoup plus loin. La *Nouvelle gazette rhénane* constate qu'il s'est produit un amalgame de pouvoir et d'intention à plusieurs niveaux entre le vieux pouvoir et le nouveau pouvoir en faveur de la monarchie et au détriment de la révolution - la révolution qui a pourtant fait émerger le nouveau pouvoir. Ce qui est nouveau dans les lignes du journal, c'est que le nouveau pouvoir n'est plus seulement représenté par le gouvernement. La dénonciation d'abus de pouvoir concerne aussi les députés, car cette fois-ci ce sont des «représentants du peuple» comme le député Zweifel qui s'attaquent aux *acquis de mars*. Ce qui se prépare dans ces deux articles, c'est la mise en cause du parlement - ici le parlement de Berlin - comme représentation du peuple.

⁸¹⁹ NGR, n°41 du 11 juillet 1848 : *Gerichtliche Untersuchung gegen die Neue Rheinische Zeitung* :

⁸²⁰ Ibid.: „Was ist ein Klub ohne Redefreiheit? Und was ist die Redefreiheit mit §§367, 368, 370 des Strafgesetzbuchs? Und was ist der 19. März ohne Klubs und Redefreiheit? (..)“

⁸²¹ Ibid.: „Diese Anwendung des Kalomnieartikels bei Angriffen auf Volksrepräsentanten, welch prächtiges Mittel, die Herren der Kritik und die Presse der Jury zu entziehen?“

III-3-1-c- La suppression des associations démocratiques de Stuttgart et de Heidelberg

A la fin du mois de juillet La *Nouvelle gazette rhénane* considère le comportement de l'*Assemblée de Francfort* comme inadmissible face aux mises en cause des libertés acquises en mars. Le journal réagit vivement dans un éditorial, à l'occasion de l'interdiction des associations démocratiques de Stuttgart et de Heidelberg⁸²².

« Et cela, brave Allemand est de nouveau devenu ton destin. Tu croyais avoir fait une révolution ? Erreur ! Tu croyais en avoir fini avec l'Etat policier ? Erreur ! Tu croyais posséder le droit de l'association, la liberté de la presse, l'armement du peuple et d'autres jolies paroles qu'on a acclamé à travers les barricades de mars : erreur et rien qu'erreur !

Affecté par les soi-disant assemblées nationales, élues indirectement, affecté par de nouvelles expulsions de citoyens allemands des villes allemandes, affecté par la tyrannie du sabre à Mayence, Trèves, Aix-la-Chapelle, Mannheim, Ulm, Prague, affecté des arrestations et des procès politiques à Berlin, Cologne, Düsseldorf, Breslau etc. (...)»

« Mais une chose t'es resté, brave Allemand – les clubs (..). Mais c'est fini aussi maintenant. Les clubs sont incompatibles avec l'existence de l'ordre. »⁸²³

Ce que le journal reproche au parlement de Francfort est d'accepter sans ciller que l'ancien droit - celui de la monarchie absolue - prenne systématiquement le dessus sur la nouvelle donne qui est celle de la révolution. L'association démocratique de Stuttgart a été interdite par le gouvernement wurtembergeois sur ordonnance du roi du Wurtemberg, sans procès contre les dirigeants du club de Stuttgart, sans consultation des chambres du parlement de Wurtemberg, sur la base d'un article de loi qui rappelle les procédés de l'état de siège.

De même à Heidelberg, où l'association des étudiants a été interdite sur la base d'un vieux paragraphe de la *Confédération germanique*, paragraphe aboli depuis longtemps. L'auteur de

⁸²² NGR, n°50 du 20 juillet 1848: *Die Unterdrückung der Klubs in Stuttgart und Heidelberg*.

⁸²³ Ibid.: „Und dies, biederer Deutscher, ist in der Tat abermals dein Schicksal gewesen. Du glaubst, eine Revolution gemacht zu haben? Täuschung ! – Du glaubst, mit dem Polizeistaat fertig geworden zu sein? Täuschung ! – Du glaubst, das Recht der freien Vereinigung zu besitzen, Preßfreiheit, Volksbewaffnung und andre schöne Worte, die man die über die Märzbarrikaden hinüberrief? Täuschung, nichts als Täuschung ! (..) Betroffen über deine indirekt gewählten sog. Nationalversammlungen, betroffen über die erneuerten Ausweisungen deutscher Bürger aus deutschen Städten, betroffen über die Säbeltyrannei in Mainz, Trier, Aachen, Mannheim, Ulm, Prag, betroffen über die Verhaftungen und politischen Prozesse in Berlin, Köln, Düsseldorf, Breslau usw. Aber eins blieb dir, biederer Deutscher – die Klubs (..) Jetzt aber hat auch das ein Ende. Die Klubs sind unvereinbar mit dem Bestehen der Ordnung.“

l'article attend des suppressions d'associations dorénavant aussi ailleurs.

Pour la première fois, la *Nouvelle gazette rhénane* met directement en cause l'*Assemblée nationale de Francfort* comme institution. Pour la première fois ce n'est pas seulement l'incompétence qui est dénoncée, mais la légitimité de l'assemblée. Le parlement se ferait par son inertie complice de la suppression des libertés acquises pendant la révolution.

*«Afin que les gouvernements puissent prendre ces mesures en toute tranquillité sans être molestés par l'opinion publique - pour cette tâche, nous avons l'Assemblée nationale de Francfort.»*⁸²⁴

L'auteur exige ensuite :

*«Non pour imposer quelque chose dans l'assemblée, mais seulement pour forcer la majorité de l'assemblée à réitérer son alliance avec la réaction devant l'Allemagne entière, nous demandons à la gauche extrême de Francfort d'exiger que les instigateurs de ces mesures, et nominalement les Messieurs Harpprecht, Duvernoy, Maucler et Mathy soient mis en accusation au motif de «violation des droits fondamentaux du peuple allemand.»*⁸²⁵

Ces dernières lignes représentent une rupture claire avec la ligne prônée jusqu'alors. Ici se confirme définitivement pour la *Nouvelle gazette rhénane* que la majorité de l'*Assemblée nationale de Francfort* fait cause commune avec la monarchie en acceptant les suppressions successives des acquis de mars. En fait, il s'agit d'une mise en cause du parlement de Francfort en tant que tel, et non seulement de la fraction de la majorité. Quand on met la majorité d'une institution en accusation devant le peuple, on exprime par cela, que des mécanismes parlementaires ne fonctionnent pas et que l'institution en soi n'a plus de légitimité.

⁸²⁴ Ibid.: „Damit die Regierungen aber dergleichen Maßregeln mit vollständiger Sicherheit treffen können, ohne der öffentlichen Meinung gehässig zu werden – dazu haben wir eine Nationalversammlung in Frankfurt.“

⁸²⁵ Ibid.: „Also nicht um irgend etwas bei der Versammlung durchzusetzen, sondern bloß um die Majorität der Versammlung noch einmal zu zwingen, ihren Bund mit der Reaktion vor ganz Deutschland zu proklamieren – deswegen fordern wir die Deputierten der äußersten Linken in Frankfurt auf, zu beantragen :
Daß die Urheber dieser Maßregeln, und namentlich die Herren Harpprecht, Duvernoy, Maucler und Mathy wegen Verletzung der „Grundrechte des deutschen Volkes“ in Anklagezustand gesetzt werden.“

III-3-1-d- Les projets de loi concernant la Garde civile

Le point culminant de la mise en question des acquis de mars, est atteint - selon le journal - avec les projets de loi qui veulent «encadrer» la Garde civile et la presse :

La Garde civile représente depuis longtemps une entrave à la politique du roi de Prusse. Même si elle est constituée par endroits par des bourgeois qui ne veulent rien d'autre que garder «la tranquillité et l'ordre», elle est en soi un élément qui conteste le pouvoir absolu de la monarchie. Elle n'est pas soumise au règlement militaire, son existence est associée dans l'opinion publique à la souveraineté du peuple et pour cette raison elle reste un élément imprévisible. De plus, elle est quelquefois «infiltrée» par des démocrates radicaux, comme par exemple à Cologne. Dans une ville comme Cologne, qui est une «ville forteresse» et qui connaît une des plus grandes concentrations de militaires prussiens, la question de «l'armement du peuple» est vitale. L'association démocratique de Cologne - dont font partie les rédacteurs de la *Nouvelle gazette rhénane* Engels, Dronke - est fortement impliquée dans certaines compagnies⁸²⁶.

Le nouveau projet de loi réduit la Garde civile a des tâches uniquement policières, avec un règlement qui la soumet au ministre de l'intérieur. Dans les paragraphes 57 et 59, le règlement prévoit de plus que les participants fournissent eux-mêmes leur uniforme et l'équipement, une condition qui exclut forcément les couches sociales inférieures.

La *Nouvelle gazette rhénane* commente :

«Donc tous ceux qui ne peuvent pas s'équiper militairement de pied en cap - et cela est le cas de la grande majorité de la population prussienne, c'est la totalité des ouvriers, c'est une grande partie des couches moyennes - tous ceux-là sont désarmés par la loi «sauf en temps de service», tandis que la bourgeoisie de la Garde civile reste toujours en possession d'armes et d'habits de service.»⁸²⁷

⁸²⁶ Voir Marcel Seyppel: *Die Demokratische Gesellschaft in Köln 1848/49. Städtische Gesellschaft und Parteientstehung während der bürgerlichen Revolution*, dme-Verlag Köln, Kölner Schriften zu Geschichte und Kultur, Janus Verlagsgesellschaft, Köln, 1991, chapitre 7.4: *Die Bürgerwehr und das Ringen um lokalen Einfluss*, pp.187-195.

⁸²⁷ NGR, n°51 du 21 juillet 1848 : *Der Bürgerwehrgesetzentwurf* (également in MEW 5, pp.243-252):

„ Alle also, die sich nicht von Kopf bis Fuß militärisch ausrüsten können - und es ist dies die große Mehrheit der preußischen Bevölkerung, es ist die Gesamtheit der Arbeiter und es ist dies ein großer Teil des Mittelstandes - diese alle sind gesetzlich

Par le fait d'être intégrée à l'appareil d'Etat et par le serment à prêter «au roi, à la constitution et aux lois de l'Etat», la Garde civile perd selon le journal tout caractère «d'élément libre» et de souveraineté du peuple.

«Pauvre constitution ! Comme elle se présente restreinte, honteuse, bourgeoisement modeste, avec quelle attitude subalterne elle se présente au milieu du roi et des lois. D'abord vient le serment royaliste, le serment des chers fidèles, et ensuite vient le serment constitutionnel, et à la fin vient un serment qui n'a pas du tout de sens, à moins que cela soit le sens légitimiste, que - à part des lois qui émanent de la constitution - il y en aurait d'autres qui viennent de la puissance absolue du roi.»⁸²⁸

La *Nouvelle gazette rhénane* en conclut que le sens de la Garde civile a été complètement détourné. Elle considère qu'il s'agit d'une méthode systématique :

« Vous avez demandé une Garde civile ? Que vous receviez un règlement de service ! Qu'on vous mette à la disposition des autorités, que vous vous soyez exercés militairement et entraînés à l'obéissance passive, jusqu'à ce que les yeux vous débordent ! La perspicacité prussienne a flairé que chaque nouvelle institution constitutionnelle représente une occasion intéressante pour de nouvelles lois pénales, de nouveaux règlements, de nouveaux rappels à l'ordre, d'une nouvelle surveillance, de nouvelles chicanes et d'une nouvelle bureaucratie.»⁸²⁹

III-3-1-e- Les projets de loi sur la presse

Cette dernière appréciation - de détourner chaque droit en chicanes - concerne également le projet de loi sur la presse. La *Nouvelle gazette rhénane* considère que ce projet est en contradiction flagrante avec la liberté de presse, déclarée après la révolution de mars. Sans fonctionner de la même

entwaffnet „außer der Zeit des Dienstgebrauchs“ während die Bourgeoisie der Bürgerwehr zu jeder Zeit in Besitz von Waffen und Dienstkleidung bleibt.“

⁸²⁸ Ibid.: *„Die arme Verfassung! Wie eingeengt, wie verschämt, wie bürgerlich bescheiden, mit welcher subalterner Haltung sie dasteht, mitten zwischen dem König und den Gesetzen. Erst kommt der royalistische Eid, der Eid der lieben Getreuen, und dann kommt der konstitutionelle Eid, und zum Schluß kommt ein Eid, der gar keinen Sinn hat, es sei denn den legitimistischen, daß neben den Gesetzen, die aus der Verfassung hervorgehen, noch andre Gesetze bestehen, die aus königlicher Machtvollkommenheit entspringen.“*

⁸²⁹ Ibid.: *„Ihr habt Volkswehr verlangt? Ihr sollt ein Dienstreglement erhalten. Ihr sollt zur Disposition der Behörden gestellt, ihr sollt militärisch einexerziert und im passivem Gehorsam geschult werden, daß euch die Augen übergehen. Der preußische Scharfsinn hat ausgewittert, daß jede neue konstitutionelle Institution den interessantesten Anlaß bietet zu neuen Strafgesetzen, zu neuen Reglements, zu neuer Maßreglung, zu neuer Überwachung, zu neuen Schikanen und zu einer neuen Bürokratie.“*

manière que la censure, ce projet de loi serait encore beaucoup plus efficace que la censure pour museler la presse. La colère du journal se dirige particulièrement contre le §10 du projet de loi. Ce paragraphe peut être interprété en sorte que chaque mise en cause d'un fonctionnaire d'Etat pourrait être considérée comme insulte.

Le procédé, mis en œuvre déjà dans l'accusation contre la *Nouvelle gazette rhénane*, est maintenant élargi contre la presse en général. Il s'agit de détourner certains paragraphes du *Code pénal*, sanctionnant les insultes contre fonctionnaires, et de les utiliser contre la presse. Le projet de loi en question élargi et aggrave encore les sanctions prévues

Cet article de la *Nouvelle gazette rhénane* est, comme presque tous les autres articles qui concernent directement la presse, écrit par Karl Marx, qui exprime ici encore une fois, à quel point il considère la restriction de la presse comme décisive :

«A partir du jour où cette loi entre en vigueur, les fonctionnaires prussiens peuvent dormir tranquilles. Si M. Pfuel brûle les mains et les oreilles des Polonais avec Höllenstein, et que la presse le publie - entre quatre mois et demi et quatre années et demi de prison. Si des citoyens sont jetés à la prison par mégarde, bien qu'on sache que ce ne sont pas les bons, et que la presse le communique - quatre mois et demi à quatre années et demi de prison. Si des préfets se font commis voyageurs et récoltent des signatures pour des adresses royalistes et que la presse dénonce ces messieurs - quatre mois et demi à quatre années et demi de prison.

A partir du jour où cette loi entre en vigueur, les fonctionnaires peuvent commettre toute sorte d'actes arbitraires, toute tyrannie, toute illégalité. Ils peuvent tranquillement frapper et faire frapper, arrêter et emprisonner sans interrogatoire ; le seul contrôle efficace, la presse, est rendu inopérante. Le jour où cette loi entre en vigueur, la bureaucratie célébrera une fête de joie : elle sera plus puissante, moins entravée, plus forte qu'elle ne l'était avant mars.»⁸³⁰

Cet article ne se limite pas à dénoncer un projet de loi qui menace gravement la liberté de la

⁸³⁰ NGR, n°50 du 20 juillet 1848: *Der preußische Preßgesetzentwurf* (également in MEW5, pp.240-242):

„Von dem Tage an, wo dies Gesetz in Kraft tritt, können die preußischen Beamten ruhig schlafen. Brennt Herr Pfuel den Polen die Hände und Ohren mit Höllenstein, und die Presse veröffentlicht das – viereinhalb Monat bis viereinhalb Jahr Gefängnis! Werden Bürger aus Versehen ins Gefängnis geworfen, obwohl man weiß, daß es nicht die rechten sind, und die Presse teilt das mit – viereinhalb Monat bis viereinhalb Jahr Gefängnis! Machen sich Landräte zu reaktionären Kommis-Voyageurs und Unterschriftensammlern für royalistische Adressen, und die Presse enthüllt die Herren - viereinhalb Monat bis viereinhalb Jahr Gefängnis! Von dem Tag an, wo dies Gesetz in Kraft tritt, können die Beamten ungestraft jede Ungesetzlichkeit begehen, sie können ruhig prügeln und prügeln lassen, verhaften, ohne Verhör festhalten; die einzig wirksame Kontrolle, die Presse, ist unwirksam gemacht. An dem Tag, wo dies Gesetz in Kraft tritt, kann die Bürokratie ein Freudenfest feiern: sie wird mächtiger, ungehinderter, stärker als sie es vor dem März war.“

presse. Cette menace est d'autant plus grave aux yeux de Marx que la presse est à ce stade de la révolution - quatre mois après son éclatement - le seul contrôle de l'exécutif. Cet exécutif est, toujours selon cet article, largement sous l'influence de la «bureaucratie», c'est-à-dire de l'entourage du roi. La presse serait donc la seule défense efficace de la révolution.

Nous retenons que c'est la restriction et la mise en cause des libertés de mars, et particulièrement de la liberté de la presse au cours de l'été 1848, qui mène le journal à douter d'abord de la fonction du parlement de Berlin, et plus encore à contester ensuite la légitimité de l'*Assemblée nationale de Francfort*. Ce point de vue n'est pourtant pas la position initiale du journal, même si dès le départ, la critique envers les parlements est vive. C'est une position qui émerge au cours du mois de juillet pour s'accroître à la fin du mois. A ce moment le journal commence à être convaincu que les parlements, du moins celui de Francfort, ont quitté le consensus commun créé par la révolution : installer un régime parlementaire et rompre, même si c'est d'une manière très incomplète, avec la ou les monarchies absolues en Allemagne. C'est une ligne de rupture qui sera également une ligne de radicalisation. Dans cette question, la *Nouvelle gazette rhénane* est directement concernée et mène le combat en première ligne. A partir de cette époque, le ton du journal se durcit encore.

III-3-2- La presse comme champ de débats

Dès la deuxième semaine de son existence, plus exactement à partir du numéro 9 du 9 juin 1848⁸³¹, la *Nouvelle gazette rhénane* rapporte sur les conditions de la presse. Les articles respectifs peuvent prendre des formes très différentes : un article sur la tentative d'exclure des journalistes «suspects»⁸³² aux yeux des autorités des séances du parlement de Francfort, des aperçus sur les reportages de la presse britannique⁸³³, des articles sur les nouveaux journaux en France⁸³⁴, un autre

⁸³¹ NGR, n°9 du 9 juin 1848: *Die Plätze der Journalisten*.

⁸³² Ibid.

⁸³³ NGR, n°10 du 10 juin 1848: *Die Times über die preußische Nationalversammlung; Die Times und der Northern Star* / NGR, n°27 du 27 juin 1848: *Der Northern Star über die Neue Rheinische Zeitung; Hume's Motion und der Northern Star* / NGR, n°29 du 29 juin 1848: *Das Journal Mitchell's*.

⁸³⁴ NGR, n°15 du 15 juin 1848 et n°16 du 16 juin 1848: *Die neuen Journale*, ou: NGR, n°20 du 20 juin 1848: *Kaution für die Presse projiziert; Die «République rouge» der «Faction des travailleurs», die «Bourgeoisgarde», die «Tribune du peuple», der «Volcan»* / NGR, n°27 du 27 juin 1848: *Die «Vrai République» über die Junirevolution*.

sur les attaques contre la presse, également en France⁸³⁵ et de temps en temps quelques polémiques contre certains journaux allemands⁸³⁶. Pendant les premières semaines, ces articles prennent seulement de temps en temps la forme d'un éditorial. La plupart du temps ils se trouvent sous la rubrique «Allemagne» ou sous la rubrique des pays étrangers respectifs. Les articles qui discutent ou critiquent les points de vue de la presse étrangère deviennent systématiques pendant l'été 1848. Il s'agit surtout de la presse française, anglaise et italienne, mais aussi américaine et danoise (en ce qui concerne la crise du Schleswig). Un aperçu sur la presse française est même donné dans une sorte de rubrique à part (*Journalschau*).

La presse allemande fait à partir de cette époque également l'objet de plus d'attention. Surtout à partir du moment où la *Nouvelle gazette rhénane* elle-même commence à être dans la ligne de mire de l'administration prussienne, les polémiques contre d'autres journaux prennent plus de place et apparaissent plus souvent dans les éditoriaux. Le journal prend de plus en plus appui sur sa place dans l'espace public et joue à fond les possibilités propres à l'espace public, c'est-à-dire les débats dans la presse. En s'engageant dans les débats de presse, la *Nouvelle gazette rhénane* affirme un rôle de leadership pour la presse démocrate. Le journal joue à tel point la carte de la polémique avec le reste de la presse, que celle-ci devient à partir de l'été 1848 presque un «genre en soi»⁸³⁷.

Comme nous l'avons vu, le journal considère la presse de plus en plus comme «*la seule instance de contrôle efficace*». Dans la mesure où la fonction et la légitimité des parlements sont de plus en plus contestées, la *Nouvelle gazette rhénane* affirme l'importance de la presse libre. Plus la presse est considérée comme importante, plus les polémiques contre les journaux «serviles» ou adverses occupent de la place.

A partir de la fin de l'été, la *Nouvelle gazette rhénane* tire à boulets rouges sur la *Nouvelle gazette*

⁸³⁵ NGR, n°14 du 14 juin 1848: *Angriff auf die Presse*.

⁸³⁶ Ibid.: *Neue Preußische Zeitung* / NGR, n°24 du 24 juin 1848: *Die «Neue Berlinische Zeitung» über die Chartisten* / NGR, n°25 du 25 juin 1848: *Die Drohung der Gervinus-Zeitung* (ces deux derniers articles sont des éditoriaux).

⁸³⁷ Ces polémiques des mois juillet et août sont - selon les indications de MEW5 - toutes écrites par Engels, sauf l'article du n°65 du 4 août sur l'emprunt obligatoire, qui est sans indication d'auteur. Nous avons déjà mentionné que - selon des études récentes - cette exclusivité peut être mise en doute. En ce qui concerne le reportage sur l'affaire « Risquons-Tout » (également in MEW5, pp.378-381 : *Die Antwerpener Todesurteile*), François Melis a notamment démontré que l'auteur n'est pas Engels, mais Georg Weerth. (François Melis: *Georg Weerth und die „Neue Rheinische Zeitung“; Neue Tatsachen und Erkenntnisse*, in: *Bürgerliche Revolution und revolutionäre Linke, Beiträge eines wissenschaftlichen Kolloquiums anlässlich des 70. Geburtstages von Helmut Bock*, herausgegeben von Walter Schmidt, Trafo Verlag Berlin, 2000).

de Prusse, l'organe principal de la monarchie prussienne⁸³⁸, tandis que pendant les mois de juillet et d'août, ces polémiques ont comme cible surtout la *Gazette de Cologne*. De toute la presse libérale, c'est ce journal qui est le plus attaqué, tandis que la *Gazette allemande* n'est pratiquement plus prise en compte par la *Nouvelle gazette rhénane* à partir de l'été 1848.

III-3-2-a- Polémiques contre la Gazette de Cologne

Les griefs contre la *Gazette de Cologne* remontent à loin, à l'époque du *Vormärz*. En juin 1842, son rédacteur en chef, Karl Heinrich Hermes, avait fait appel à la censure à l'encontre de la *Gazette rhénane*⁸³⁹. Depuis l'interdiction de la *Gazette rhénane*, la *Gazette de Cologne* s'était convertie d'une feuille catholique en un journal d'un libéralisme modéré. Sous l'égide un ancien collaborateur de la *Gazette rhénane*, Karl Heinz Brüggemann, le journal s'était transformé en un des plus grands journaux d'Allemagne, concurrençant largement dans la partie nord de l'Allemagne la *Gazette générale d'Augsbourg*.

La *Gazette de Cologne* défend en été 1848 la ligne du gouvernement de Berlin et de la majorité parlementaire, et cela dans la ville même de la *Nouvelle gazette rhénane*, à Cologne. La confrontation se déroule donc pour ainsi dire sur place. De plus, les querelles d'antan ne sont pas oubliées. On peut lire à la fin de la première polémique contre la *Gazette de Cologne* : «*Ils nous ont dénoncés auprès de la police bourgeoise*»⁸⁴⁰. Mais le reproche principal se trouve ailleurs.

La *Nouvelle gazette rhénane* attaque la «*feuille voisine*» comme elle désigne ironiquement la *Gazette de Cologne*, sur un point qui est hautement sensible pour un journal qui se veut sérieux, la compétence. La compétence comme signe distinctif de l'espace public bourgeois est en même temps la marque des grands journaux de qualité. Seuls les plus grands journaux peuvent se permettre un réseau de correspondants important, surtout dans les pays étrangers. C'est la compétence des collaborateurs et la fiabilité des informations qui assurent à ces journaux un lectorat, dépassant leur ville ou région d'origine.

⁸³⁸ Par exemple : NGR, n°299 du 16 mai 1849 : *Die Kreuzzeitung*.

⁸³⁹ Auguste Cornu : *Karl Marx et Friedrich Engels. Leur vie et leur œuvre*, Tome II : *Du libéralisme démocratique au communisme. La Gazette rhénane*, les «*Annales franco-allemandes*», 1842-1843, Presses Universitaires de France, Paris, 1958, p.24.

⁸⁴⁰ NGR, n°31 du 1^{er} juillet 1848 (également in MEW5, pp.138–144): *Die Kölnische Zeitung über die Junirevolution: „ Uns haben sie der bürgerlichen Polizei denunziert.“* (également in MEW5, p.144)

Dans plusieurs éditoriaux, la *Nouvelle gazette rhénane* dénonce la *Gazette de Cologne* pour ne pas avoir fait des recherches sérieuses. Elle réfute point par point ses affirmations, met en relief ses propres sources d'informations en ridiculisant la ligne du journal adverse. L'accusation d'un journalisme non sérieux est à peu près le pire des reproches possibles contre un journal de l'envergure de la *Gazette de Cologne*. Ainsi la *Nouvelle gazette rhénane* conteste la bonne réputation du journal et affirme indirectement que son rayonnement n'a pas de raison d'être. En insistant sur ses propres informations, elle met en évidence sa propre compétence et réclame en quelque sorte la place dans l'espace public qu'elle conteste pour l'autre journal. Pendant le mois d'août, la *Nouvelle gazette rhénane* ne publie pas moins de quatre grandes polémiques contre la *Gazette de Cologne* qui sont tout autre chose que des «joutes amicales.»⁸⁴¹

Les plus significatives portent sur un article de la *Gazette de Cologne* sur *l'insurrection de juin* à Paris, ainsi qu'une autre sur un article sur la situation en Grande Bretagne. La France et l'Angleterre sont les deux pays qui sont particulièrement familiers aux rédacteurs du journal. Les articles de la *Nouvelle gazette rhénane* mettent en lumière leurs connaissances personnelles des pays, leur connaissance de la presse de ces pays et la qualité des informations venant de ses correspondants sur place.

En citant par exemple des colonnes entières d'un article du *London Telegraph* du n°122, analysant *l'insurrection de juin* et en les comparant avec les affirmations de la *Gazette de Cologne*, les propos de la *Gazette de Cologne* (n° 181)⁸⁴², sont largement décrédibilisés.

Dans le cas de l'article sur l'Angleterre, c'est Engels qui ne laisse pas passer cette occasion pour contester toute compétence à la *Gazette de Cologne* sur les questions de la situation politique en Angleterre, mais plus encore sur les sujets économiques⁸⁴³. Engels ironise surtout sur les louanges de la *Gazette de Cologne* sur les bourgeois anglais, qui - selon ce journal - ne connaîtraient pas de privilèges, ne seraient pas haïs par les autres classes. Engels décrit lui-même la situation sociale en Angleterre, les grèves et les confrontations sanglantes pour ridiculiser ensuite le journal adverse.

⁸⁴¹ NGR, n°31 du 1^{er} juillet 1848 (également in MEW5, pp.138–144): *Die „Kölnische Zeitung“ über die Junirevolution* / NGR, n°62 du 1^{er} août 1848 (également in MEW5, pp.284–288): *Die Kölnische Zeitung über englische Verhältnisse* / NGR, n°65 du 4 août 1848 (également in MEW5, pp.303/304): *Die Kölnische Zeitung über die Zwangsanleihe*.
NGR, n°87 du 27 août 1848 (également in MEW5, pp.369-372): *Die Kölnische Zeitung über Italien*.

⁸⁴² Ibid.

⁸⁴³ NGR, n°62 du 1^{er} août 1848: *Die « Kölnische Zeitung » Über englische Verhältnisse* (également in MEW5, pp. 284-288).

Engels donne une leçon sur l'évolution du monopole, aboutissant à l'explication que la concurrence libre en favorisant la concentration des grands capitaux, crée un monopole du grand capitale, condition pour que l'Angleterre domine les pays voisins à l'aide de son industrie. Le coup de grâce est la remarque que «*tout cela ne seraient que des trivialités qu'on ne peut de nos jours plus expliquer à personne sans les insulter - sauf les Messieurs savants de la Gazette de Cologne.*»⁸⁴⁴

Le même procédé - la contestation de toute compétence économique - caractérise la polémique contre la *Gazette de Cologne* concernant la question de l'emprunt d'Etat obligatoire qui est encouragé par la *Gazette de Cologne*⁸⁴⁵. De même, lorsque Marx écrit son éditorial sur «*l'Etat modèle, la Belgique*»⁸⁴⁶ en exploitant les statistiques économiques qui prouvent le contraire de ce titre, c'est-à-dire la fragilité de l'économie belge et la misère d'une grande partie de la population, cela ne se fait pas sans un autre coup de griffe contre la *Gazette de Cologne* qui aurait montré une grande admiration envers l'Etat voisin.

III-3-2-b- Réponse à un article de la Halle des journaux de Berlin

La réponse à un article de la *Halle des journaux de Berlin* est d'une nature beaucoup plus conciliante⁸⁴⁷. Il s'agit moins d'une polémique directe que d'une occasion de préciser les positions de la *Nouvelle gazette rhénane*.

Le journal prend en compte que la *Halle des journaux* est un journal démocratique, très lié au parti démocratique du parlement de Berlin et à l'*association démocratique de Berlin*. Contrairement à la *Nouvelle gazette rhénane*, qui a toujours souligné son indépendance, la *Halle des journaux* devient un véritable journal de parti. C'est ce dernier fait qui est le véritable sujet de la critique. Néanmoins, le ton de la réponse de la *Nouvelle gazette rhénane*, n'est pas hostile. A plusieurs reprises, la *Nouvelle gazette rhénane* assure se réjouir des prises de conscience de la *Halle des journaux* - du moins de

⁸⁴⁴ Ibid.: „*Das sind Trivialitäten, die man heutzutage niemanden mehr auseinandersetzen darf, ohne zu beleidigen – ausgenommen die gelehrten Herren der „Kölnischen Zeitung“.*“

⁸⁴⁵ NGR, n°65 du 4 août 1848: *Die Kölnische Zeitung über die Zwangsanleihe* (également in MEW5, pp.303-304).

⁸⁴⁶ NGR, n°68 du 7 août 1848: *Der „Musterstaat“ Belgien* (également in MEW5, pp.315- 318).

⁸⁴⁷ NGR, n°87 du 27 août 1848: *Die „Zeitungshalle“ über die Rheinprovinz* (également in MEW 5, pp.372-375).

certaines - si ce n'est pas pour sur-interpréter volontairement quelques remarques dans la direction voulue et de se moquer un peu de ce journal.

L'article en question de la *Halle des journaux de Berlin* analyse la situation des grands Etats allemands. Ces grands Etats, l'Autriche et la Prusse, sont selon l'avis de la *Halle des journaux* en train de se «disloquer». Leurs provinces diverses seraient de moins en moins disposées à supporter un régime autoritaire. La *Halle des journaux* donne comme exemple la Silésie, la Saxe et surtout la Rhénanie. Seules des institutions vraiment libres pourraient encore lier ces provinces entre elles.

L'éditorial de la *Nouvelle gazette rhénane* se greffe sur cette dernière assertion, pour mettre en évidence sa propre position sur l'unité allemande, sur le rôle de la Prusse et le rôle de la ville de Berlin comme centre de la Prusse.

«Berlin ne joue pas le rôle de Paris, ni pour l'Allemagne, ni pour la Rhénanie. Berlin commence à comprendre qu'elle ne peut pas nous gouverner, qu'elle ne peut pas se procurer l'autorité qui convient à une ville centrale. Berlin a assez montré son incompetence dans la révolution de mars, à moitié achevée, dans la prise de l'arsenal, dans la dernière émeute⁸⁴⁸. A l'indécision du peuple de Berlin se rajoute un manque total de compétence de tous les partis. Dans tout le mouvement depuis le mois de février, personne à Berlin ne s'est levé qui aurait été capable de diriger son parti.»

On aurait «compris enfin à Berlin», conclut la *Nouvelle gazette rhénane* ironiquement, que Berlin ne serait pas un véritable centre et une véritable capitale. L'unité allemande ne pourrait justement se produire qu'à travers une dislocation des anciennes grandes puissances d'Allemagne.

Le journal met certes en évidence une faiblesse de la révolution en Allemagne, qui n'a pas de véritable centre et qui disperse ses forces. Mais à part cela, l'absence de compétence que la *Nouvelle gazette rhénane* attribue à la capitale de la Prusse, vise à la fois le parlement de Berlin, et sa fraction démocrate. Nous voyons ici de nouveau la position du journal, selon laquelle rien ne serait à attendre ni du parlement, ni de cette fraction qui appartient quand même à la même sensibilité que la *Nouvelle gazette rhénane*. Cette défiance contre Berlin dans toutes ses expressions politiques,

⁸⁴⁸ En août 1848, des membres de l'association démocratique ont été molestés à Charlottenburg, près de Berlin. Lors d'une manifestation de protestation contre cet événement le 21 août, les manifestants exigeaient la démission du gouvernement Auerswald/Hanse mann et jetaient des pierres sur la maison dans laquelle se trouvaient le chef du gouvernement Auerswald et quelques ministres. Cet incident a été pris comme prétexte pour interdire des manifestations sans permission de la police et pour autoriser de les disperser par les armes.

trouvera un écho dans un recentrage sur la Rhénanie et l'espoir d'une nouvelle dynamique de la révolution qui naîtrait de l'évolution en Autriche.

Néanmoins il convient de considérer cet énoncé apparemment si définitif et absolu avec une certaine prudence. Tandis qu'Engels, l'auteur de cet article, se déchaîne contre les incompétences et insuffisances de Berlin, Marx est en voyage, en direction de Vienne, mais aussi justement de Berlin. Selon toute évidence, ce voyage n'a pas uniquement comme but de collecter des fonds pour le journal, qui se trouve à ce moment dans une situation financière très difficile. Ce voyage a également comme objectif de nouer des contacts. A Berlin, Marx prend contact avec les rédacteurs de la *Halle des journaux*, les mêmes que Engels vient de reléguer si gentiment au deuxième rang. Il rencontre également quelques membres importants de la fraction démocratique, comme Karl d'Ester, Georg Jung et Gustav Julius⁸⁴⁹. Si Marx a insisté pour les rencontrer, c'est qu'ils ne sont pas si insignifiants que cela. Et si effectivement la Rhénanie commence à jouer un plus grand rôle pour la *Nouvelle gazette rhénane*, les événements de septembre montreront que la question de savoir si Berlin réagit ou non reste quand même une question décisive.

III-3-3 Les débats sur la Pologne

Vers la fin août - Marx est déjà en route vers Berlin et Vienne - l'attention de la *Nouvelle gazette rhénane* se concentre de nouveau sur les débats de l'*Assemblée nationale de Francfort*. Le parlement de Francfort est censé se prononcer sur les mesures de la politique prussienne à l'encontre du grand-duché de Posnanie.

Pendant le *Vormärz*, la sympathie pour le mouvement national polonais avait fait partie intégrante

⁸⁴⁹ MEW5, p.571: *Karl Marx und Friedrich Engels, Daten aus ihrem Leben und ihrer Tätigkeit.*

de l'arsenal politique du libéralisme et était «synonyme de progrès politique»⁸⁵⁰. Le *Vorparlament* avait déclaré à l'époque :

«L'Assemblée déclare que la division de la Pologne est une injustice honteuse. Elle reconnaît le devoir sacré du peuple allemand de participer à la reconstitution de la Pologne.»⁸⁵¹

Peu de temps après la révolution de mars, l'occasion se présente de vérifier la portée de ces propos. Une insurrection populaire éclate en Posnanie pour demander l'indépendance du grand-duché. Cette insurrection concerne d'abord la Prusse qui semble au début effectivement conciliante. Encore le 24 mars 1848, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV avait publié un décret qui déclare, que : «une réorganisation nationale du grand-duché de la Posnanie serait à mettre en œuvre.»⁸⁵²

La réorganisation en question aurait dû impliquer l'égalité des langues polonaise et allemande, la création d'une armée polonaise et une participation des Polonais à l'administration. Le «*comité national polonais*» qui existait depuis le 20 mars 1848 devait être assisté par deux commissaires, installés par le roi⁸⁵³.

Ces mesures, loin de calmer la situation, mènent au contraire à des tumultes opposant les populations allemande et polonaise, ce qui provoque l'implication des troupes militaires prussiennes, d'abord contre la population polonaise, ensuite contre les troupes polonaises, mal équipées et en nombre inférieur aux troupes prussiennes. Le *comité national polonais* se dissout le 30 avril et les troupes polonaises capitulent le 9 mai 1848.

Ces troubles servent de prétexte au gouvernement prussien pour mandater le général v. Pfuël à tracer une ligne de démarcation entre les populations allemande et polonaise de la Posnanie, une ligne qui avance trois fois et chaque fois plus en faveur de la population allemande. A la fin elle correspond à l'annexion de plus des deux tiers de la Posnanie⁸⁵⁴.

⁸⁵⁰ Wolfram Siemann: *Die deutsche Revolution von 1848/49*, Neue Historische Bibliothek, Edition Suhrkamp, Frankfurt am Main, (Erstausgabe), 1985, p.149: *Die Posensche Frage*.

⁸⁵¹ Ibid. „Die Versammlung erklärt die Teilung Polens für ein schmachvolles Unrecht. Es erkennt die heilige Pflicht des deutschen Volkes an, zur Wiederherstellung Polens mitzuwirken.“ (selon Huber Hg. Dokumente, Band 1, p.334).

⁸⁵² Rüdiger Hachtmann, op. cit, p.663-666 : *Nationale Selbstbestimmung, nationale Minderheiten* : „...daß eine nationale Reorganisation des Großherzogtums Posen anzubahnen sei.“ p.663

⁸⁵³ Ibid. pp.663/664.

⁸⁵⁴ Veit Valentin: *Geschichte der Deutschen Revolution 1848 – 1849, Zweiter Band: Bis zum Ende der Volksbewegung von 1849*, Lizenzausgabe Büchergilde Gutenberg, Frankfurt am Main, Wien, Zürich, Verlag Kiepenheuer und Witsch, Köln, 1977, p.124.

Le conflit ne tarde pas à prendre une dimension internationale. La République française proteste officiellement contre ce «quatrième démembrement de la Pologne» qui représenterait une violation des décisions du *Congrès de Vienne*. Selon Veit Valentin⁸⁵⁵, le gouvernement français, lui-même assez embarrassé par les réfugiés polonais sur son sol, et notamment à Paris, leur avait coupé les aides financières. Ce fait est aussitôt exploité par la diplomatie russe qui compte profiter du nouveau sentiment anti-allemand en Pologne et qui prend contact avec le milieu d'émigration polonaise de Paris.

Toutes ces évolutions forment l'arrière-plan d'une flambée de nationalisme en Allemagne, qui s'exprime notamment dans la presse berlinoise⁸⁵⁶. Non seulement dans la presse conservatrice, mais aussi dans la presse libérale qui fantasme sur la «supériorité de l'être allemand» et les avantages de la colonisation allemande pour les Polonais⁸⁵⁷. De toute façon, il n'est pas question de rendre aux Polonais leur terre. Seuls les démocrates défendent les anciens idéaux.

Entre le 24 et 27 juillet, l'affaire est débattue au parlement de Francfort, où une grande majorité d'orateurs défend avec acharnement la prise de possession de la Posnanie par la Prusse. Valentin désigne ce débat comme : *«un des plus importants apogées et changements de cap dans l'histoire de l'Assemblée nationale.»*⁸⁵⁸

Valentin précise que ce changement de cap représente une rupture :

*«Car cette majorité donnait raison au droit du plus fort, aux dynasties, à l'égoïsme des Etats et des peuples, au droit historique, contrairement à cette justice à laquelle le mouvement populaire de la révolution de mars avait cru. (...) La majorité de l'Assemblée nationale avait fini par considérer la Prusse et l'Autriche plus important que le peuple allemand en gestation. (...) L'issue du débat sur la Pologne, devait favoriser toutes ces tendances qui voulaient faire avancer et accomplir la révolution au dehors de ce parlement de Francfort.»*⁸⁵⁹

⁸⁵⁵ Ibid. p.125.

⁸⁵⁶ Rüdiger Hachtmann, op. cit. pp.665/666, voir également Jacques Droz : *Les Révolutions Allemandes de 1848*, Presses Universitaires de France, Paris 1957 : *Nature et limites du nationalisme du Parlement de Francfort*, pp.300 – 303.

⁸⁵⁷ Ibid.: Hachtmann cite notamment la «Spencersche Zeitung», la «Vossische Zeitung». La libérale «Nationalzeitung» aurait été si véhémente que même l'ultraconservatrice «Kreuzzeitung» n'aurait plus rien à rajouter. Seulement les journaux démocrates auraient défendu la chose polonaise.

⁸⁵⁸ Veit Valentin, op. cit. p.125: „...einer der wichtigsten Höhe – und Wendepunkte in der Geschichte der Nationalversammlung.“

⁸⁵⁹ Ibid.: „Denn diese Mehrheit bekannte sich zum Recht des Stärkeren, zu den Dynastien, zum Staats- und Volksegoismus, zum historischen Rechte gegenüber jener Gerechtigkeit, an die die Volksbewegung der Märzrevolution geglaubt hatte.(...)“

La *Nouvelle gazette rhénane* avait publié plusieurs éditoriaux pendant le mois de juin sur la question de la Posnanie⁸⁶⁰, où elle défend déjà avec véhémence la cause du mouvement national polonais, sans rien demander d'ailleurs pour la sécurité des «frères allemands», comme le fait le *Club démocratique de Berlin*⁸⁶¹. Dans ces articles se trouvent déjà la plupart des arguments qui vont réapparaître à l'occasion des débats de Francfort, mais pas encore sous une forme explicite et détaillée. A cette époque, le journal suit également de très près les débats à Berlin sur les échauffourées de l'armée prussienne en Silésie - une affaire qui avait fait beaucoup de bruit. Pour une fois, Engels avait applaudi vivement le député démocrate Gladbach qui arrivait à «coincer» et à mettre dans un vrai embarras les ministres concernés.

Les débats de Francfort sont suivis avec beaucoup d'attention par le journal et donnent l'occasion d'une série de neuf articles, à partir de début août jusqu'au début septembre 1848⁸⁶². Il s'agit de la plus importante série d'articles, écrite sur un seul sujet, publiée jusqu'alors par la *Nouvelle gazette rhénane*. Les articles suivent chronologiquement les débats qu'ils décortiquent minutieusement par moment, pour les résumer à d'autres moments. Les débats d'une seule journée donnent chaque fois sujet à plusieurs articles.

L'auteur (probablement Engels) ne semble même pas être surpris de la tournure des débats, visiblement il n'avait pas attendu autre chose. Il les commente avec un sarcasme éloquent :

« ...Ici, il n'y avait pas de médiation possible, elle [l'Assemblée nationale de Francfort] devait sauver l'honneur de l'Allemagne ou le salir de nouveau. L'Assemblée a répondu à nos attentes ; elle a cautionné les sept divisions de la Pologne⁸⁶³, elle a fait retomber la honte de 1772, 1774 et de 1815 des épaules des princes allemands sur ses propres épaules. Pire encore. L'Assemblée de Francfort a déclaré les sept divisions de la Pologne comme autant de

Die Mehrheit der Nationalversammlung fand Preußen und Österreich doch wichtiger als das werdende deutsche Volk. (...) Der Ausgang der Polendebatte mußte alle diejenigen Tendenzen befördern, die außerhalb dieses Frankfurter Parlaments die Revolution vorwärtsbringen und vollenden wollten.“

⁸⁶⁰ NGR n°9 du 9 juin 1848: *Neue Teilung Polens* (également in MEW5, pp.55 – 56)

NGR, n°21 du 21 juin 1848: *Neue Politik in Posen* (également in MEW5 pp.94/95)

NGR, n°39 du 9 juillet 1848: *Vereinbarungsdebatte* (également in MEW5 pp. 85 –188).

⁸⁶¹ Rüdiger Hachtmann, op.cit. p.667.

⁸⁶² NGR, n°70 du 9 août 1849 / NGR, n°73 du 12 août 1848 / NGR, n°81 du 20 août 1848 / NGR, n°82 du 21 août 1848 / NGR, n°86 du 26 août 1848 / NGR, n°90 du 31 août 1848 / NGR, n°91 du 1^{er} septembre 1848 / NGR, n°96 du 7 septembre 1848.

Ces articles sont désignés dans l'aperçu par : *Die Polendebatte in Frankfurt*.

⁸⁶³ L'auteur parle des trois divisions des années 1772, 1792/93 et 1792/93, la création du grand-duché de Varsovie par Napoléon en 1807, ensuite les décisions du *Congrès de Vienne* 1814/15, l'annexion de l'Etat libre de Cracovie par l'Autriche et finalement l'annexion de la plus grande partie du grand-duché de la Posnanie par la Prusse (MEW5, p.514, annotation 54).

bienfaits accordés aux Polonais [...] Si on ne vous avait pas divisé, vous-même auriez dû demander la grâce auprès l'Assemblée de Francfort d'être divisés.»⁸⁶⁴

L'article décortique ensuite les propos du «spécialiste» de l'assemblée, l'historien Gustav Adolf Harald Stenzl. Le rapport de Stenzl justifie largement non seulement l'annexion actuelle de la Posnanie, mais aussi les divisions antérieures et souligne les apports de la population allemande pour la population polonaise.

Ces «apports» sont tout à fait relatifs, répond le rédacteur de la *Nouvelle gazette rhénane* dans le premier article de la série. Il donne un aperçu sur la nature de cette population allemande qui avait afflué dans les pays slaves depuis le Moyen Age. Il s'agit d'une population petite bourgeoise qui est constituée de petits commerçants et d'artisans, le même genre de population émigrée qui se trouve presque partout dans le monde. Il y a des quartiers entiers à Copenhague, à Moscou, à New York où on ne parle qu'allemand. Ce n'est pas pour autant que ces gens se sentent allemands. Ils ont depuis longtemps coupé le lien avec leur pays d'origine. Ce fait serait particulièrement vrai en Pologne.

Quant à la culture, la science et le commerce qu'ils auraient apporté à la Pologne, l'auteur de l'article pense que c'est le contraire qui est arrivé, car ils auraient retardé par leur langue, leur culture différente, et la situation de droit très différente dans chaque ville, la formation d'une bourgeoisie polonaise et par cela retardé la centralisation «*le moyen politique, le plus puissant pour l'évolution d'un pays.*»⁸⁶⁵

L'article, comme les quatre articles suivants, décrit ensuite en détail la dépossession des Polonais de leur terre, le fait qu'à Berlin des sociétés par action aient été fondées afin de spéculer sur des possessions en Pologne. Un de ces articles s'arrête ensuite longuement à décrire de quelle manière l'Etat prussien a profité des anciennes possessions de l'Eglise qu'il avait «incorporées». L'article conclut que la politique polonaise de l'Etat prussien se réduit à du vol.

Les articles suivent ensuite le déroulement des débats. L'auteur n'est pas impressionné par le député Wilhelm Jordan qui plaide pour les acquis de la civilisation allemande en Pologne. Pour lui,

⁸⁶⁴ NGR, n°70 du 9 août 1848: *Die Polendebatte in Frankfurt: "...hier war keine Vermittlung möglich; sie mußte Deutschlands Ehre retten oder sie abermals beflecken. Die Versammlung hat unseren Erwartungen entsprochen, sie hat die sieben Teilungen Polens sanktioniert, sie hat die Schmach von 1727, 1794 und 1815 von den Schultern der deutschen Fürsten auf ihre eigenen Schultern gewälzt. Noch mehr! Die Frankfurter Versammlung hat die sieben Teilungen Polens für ebenso viele an die Polen verschwendete Wohltaten erklärt. (...) Hätte man euch nicht geteilt, ihr selbst müßtet bei der Frankfurter Versammlung um die Gnade nachsuchen, geteilt zu werden!"*

⁸⁶⁵ Ibid. : ..., *das gewaltigste politische Mittel zur raschen Entwicklung eines Landes.*"

Jordan, dont il décrit le passé politique en détail, est plutôt un personnage ridicule qui emploie une phraséologie pompeuse, mais peu sérieuse, une sorte de «guignol parlementaire», et se moque de la plupart de ses affirmations comme par exemple «*un peu de pompe littéraire usée*» et «*une ignorance indescriptible des faits historiques les plus ordinaires.*»

L'article prend comme exemple le propos de Jordan selon lequel une grande partie des villes polonaises seraient depuis des «temps immémoriaux» allemandes, vu leurs noms allemands, ainsi la ville de Birnbaum. Il appelle cela «le point de vue de l'histoire mondiale» (*der weltgeschichtliche Standpunkt*). L'article de la *Nouvelle gazette rhénane*⁸⁶⁶ répond :

*«Et le canton Miedzychod, M. Jordan, était, comme vous pouvez voir déjà par son nom, depuis «des temps immémoriaux» polonais pour la plus grande partie de sa population, n'est-ce pas, M. Jordan ? Le canton Miedzychod n'est rien d'autre que le canton Birnbaum. La ville s'appelle Miedzychod en polonais.»*⁸⁶⁷

Et que dirait, poursuit l'article, le point de vue de l'histoire mondiale si les Français proclamaient bientôt Cologne, Coblenze, Mayence et Francfort comme pays français depuis des temps immémoriaux ?

Le discours du très conservateur Duc Lichnowski⁸⁶⁸ est ridiculisé encore plus, juste en citant le protocole et l'hilarité de l'assemblée à propos de son allemand : («*Das historische Recht hat keinen Datum nicht.*»)

Les protagonistes les plus impressionnants sont selon la *Nouvelle gazette rhénane*, le Duc Radowitz, comme personnage côté ennemi : un personnage avec des contours clairs et nets et un «*ennemi qui nous vaut*»⁸⁶⁹. Côté polonais, c'est M. Janiszewski qui force le respect, dont le discours est qualifié comme «le *premier exemple d'une vraie éloquence parlementaire*» et qui déclare publiquement : «*Vous avez englouti les Polonais, mais vous n'allez pas les digérer.*»⁸⁷⁰

⁸⁶⁶ NGR, n°86 du 26 août 1848.

⁸⁶⁷ Ibid.: „Und der Kreis Miedzychod, Herr Jordan, war „seit urdenklicher Zeit“ wie Sie schon aus dem Namen entnehmen können, in der überwiegenden Mehrzahl seiner Bewohner „polnisch“, nicht wahr, Herr Jordan? Der Kreis Miedzychod ist aber kein anderer als der Kreis Birnbaum. Die Stadt heißt auf polnisch Miedzychod.“

⁸⁶⁸ NGR, n° 91 du 1^{er} septembre 1848.

⁸⁶⁹ NGR, n°90 du 31 août 1848.

⁸⁷⁰ Ibid.: *Ihr habt die Polen verschluckt, verdauen werdet Ihr sie bei Gott nicht!*

Quant à la gauche du parlement de Francfort, elle devient de nouveau l'objet d'une critique sévère⁸⁷¹. On admet la bonne volonté de Robert Blum, mais on considère ses propos comme complètement décalés. Dans cette question, on ne pourrait pas rester impartial et se fier au rapport de la commission parlementaire, comme Blum le fait⁸⁷². A Arnold Ruge, on reproche de n'avoir aucune analyse de la nature réelle de l'oppression de la Pologne, et qu'il ne comprendrait rien à la nature du combat des polonais⁸⁷³.

De nouveau, le reproche principal est celui de l'incompétence. De nouveau, ce facteur décisif de l'espace public bourgeois est mis en avant pour contester d'emblée la légitimité d'une position :

«En général, dans la question de la Pologne, presque toute la gauche se répand comme toujours en déclarations ou en emballements délirants sans examiner, ne serait-ce que de très loin, les faits réels et le contenu pratique de la question. Et pourtant, justement ici, le matériel est si riche, les faits si évidents. Il faudrait en revanche, qu'on étudie la question et de cela on peut évidemment s'en priver, une fois qu'on a passé le purgatoire des élections et qu'on n'est plus responsable devant personne.»⁸⁷⁴

Pour la *Nouvelle gazette rhénane*, la question polonaise n'est pas uniquement une question de justice et de solidarité. Il s'agit également de la survie de la révolution allemande. Tout comme pour *l'insurrection de juin de Paris*, la *Nouvelle gazette rhénane* insiste sur la dimension européenne des événements et des rapports de force. La division de la Pologne constitue pour elle le liant entre les grandes puissances du continent qui conservent le pouvoir du féodalisme. En restituant la Pologne, ce lien éclaterait :

«La question de la Posnanie est en soi sans aucun sens, sans aucune possibilité de solution. Elle est un fragment de la question polonaise, et ne peut être résolue que dans et avec cette

⁸⁷¹ NGR, n°82 du 22 août 1848 / NGR, n°93 du 3 septembre 1848 / NGR, n°96 du 7 septembre 1848.

⁸⁷² NGR, n°82 du 22 août 1848.

⁸⁷³ NGR, n°93 du 3 septembre 1848 / NGR, n°96 du 7 septembre 1848.

⁸⁷⁴ NGR, n°82 du 22 août 1848: „Überhaupt ergeht sich in der Polenfrage, wie immer, fast die ganze Linke in Deklamationen oder gar in phantastischen Schwärmereien, ohne auf das tatsächliche Material, ohne auf den praktischen Inhalt der Frage auch nur im entferntesten einzugehen. Und doch war gerade hier das Material so reichhaltig, die Tatsachen so schlagend. Dazu gehört freilich, daß man die Frage studiert, und das kann man sich natürlich sparen, wenn man einmal durch das Fegefeuer der Wahl passiert und keinem Menschen weiter verantwortlich ist.“

question. La frontière entre l'Allemagne et la Pologne ne peut être déterminée, que quand la Pologne existera de nouveau.»⁸⁷⁵

«L'existence nationale de la Pologne n'est pour personne plus indispensable que justement pour nous, Allemands. Sur quoi s'appuie d'abord la puissance de la réaction en Europe depuis 1815, et même en partie, depuis la première révolution française ? Sur la Sainte-Alliance russo-prusso-autrichienne. Et qu'est-ce qui maintient cette Sainte Alliance ? Le partage de la Pologne ; dont les trois alliés tirent profit. La déchirure, que les trois puissances ont accomplie à travers la Pologne, est le lien qui les enchaîne l'une à l'autre ; le vol commun les a rendus solidaires les uns des autres.»⁸⁷⁶

La question de la Pologne devient encore plus emblématique pour la *Nouvelle gazette rhénane*, par le fait que les Polonais se sont défendus d'une manière révolutionnaire, en posant la question agraire, qu'ils mettaient à l'ordre du jour la libération des paysans de leurs corvées féodales. Le journal considère ce fait comme un parallèle avec la *Révolution française*.

«.. De plus, dès les premières tentatives d'oppression des alliés, les Polonais ne se sont pas seulement battus de manière insurrectionnelle pour leur indépendance, mais se sont comportés de manière révolutionnaire concernant leur propre situation sociale intérieure.»⁸⁷⁷
«Les grands pays agraires entre la mer baltique et la mer noire ne peuvent échapper à la barbarie patriarco-féodale que par une révolution agraire ; qui transforme les serfs et les paysans corvéables en propriétaires libres, une révolution qui ressemble tout à fait à celle de la révolution française de 1789 au pays plat. La nation polonaise a le mérite d'avoir proclamé cela comme première parmi tous leurs voisins agraires.»⁸⁷⁸

Ainsi, la libération de la Pologne ouvre la voie et devient un exemple pour d'autres pays agraires. Le débat de Francfort sur la Pologne devient aussi un des facteurs qui fait découvrir à la *Nouvelle gazette rhénane* la question agraire, également pour l'Allemagne. Ce conflit est pour le journal une

⁸⁷⁵ NGR, n°81 du 20 août 1848 (également in MEW5, pp.331-335, p.332): „Die Posener Frage ist, für sich betrachtet, ohne allen Sinn, ohne Möglichkeit der Lösung. Sie ist ein Fragment der polnischen Frage, und nur in und mit dieser kann sie gelöst werden. Die Grenze zwischen Deutschland und Polen kann erst bestimmt werden, wenn Polen wieder existiert.“

⁸⁷⁶ Ibid.: (également in MEW5, p.332) „Die nationale Existenz Polens ist aber für niemanden notwendiger als gerade für uns Deutsche. Worauf stützt sich zunächst die Macht der Reaktion in Europa seit 1815, ja teilweise seit der ersten französischen Revolution? Auf die russisch-preußisch-österreichische Heilige Allianz. Und was hält diese Heilige Allianz zusammen? Die Teilung Polens, von der alle drei Alliierten Nutzen zogen. Der Riß, den die drei Mächte durch Polen zogen, ist das Band, das sie aneinanderkettet; der gemeinsame Raub hat sie einer für den anderen solidarisch gemacht.“

⁸⁷⁷ Ibid.: (également in MEW5, p.333) : „Dazu kam, daß von dem ersten Unterdrückungsversuch der Alliierten an die Polen nicht nur insurrectionell für ihre Unabhängigkeit kämpften, daß sie zugleich revolutionär gegen ihre eigenen inneren gesellschaftlichen Zustände auftraten.“

⁸⁷⁸ Ibid. : „Die großen ackerbauenden Länder zwischen der Ostsee und dem Schwarzen Meere können sich aus der patriarchalisch-feudalen Barbarei retten nur durch eine agrarische Revolution, die die leibeigenen oder fronpflichtigen Bauern in freie Grundbesitzer verwandelt, eine Revolution, die ganz dieselbe ist wie die französische von 1789 auf dem platten Lande. Die polnische Nation hat das Verdienst, unter allen ihren ackerbauenden Nachbarvölkern dies zuerst proklamiert zu haben.“

confirmation de la dimension européenne de la révolution, d'un autre côté, la question de la libération des paysans se glisse dans le débat. C'est par ce double biais - la fonction de lien de la Pologne pour la *Sainte Alliance* et la fonction de la Pologne comme exemple de la révolution agraire - que la libération de la Pologne devient pour la *Nouvelle gazette rhénane* une pièce maîtresse pour la révolution allemande, tout autant que pour la révolution européenne.

« Donc, tant que nous aiderons à opprimer la Pologne, tant que nous enchaînerons une partie de la Pologne à l'Allemagne, tant que nous resterons enchaînés à la Russie et à la politique russe, nous ne pourrons pas briser radicalement chez nous l'absolutisme patriarco-féodal. L'instauration d'une Pologne démocratique est la condition première de l'instauration d'une Allemagne démocratique. »⁸⁷⁹

Lorsque le parlement termine les débats sur la Pologne le 27 juin 1848, la fraction démocrate lance une dernière tentative pour influencer la fin des débats. Elle fait voter une deuxième fois le texte polonais du *Vorparlament*. Cette fois le texte est refusé avec une majorité claire de 331 voix contre 101⁸⁸⁰. Ainsi le parlement a renié en quelque sorte ses propres origines. Le même jour, la fraction «Donnersberg», la fraction de «l'extrême gauche» publie une «*protestation publique*»⁸⁸¹ pour dénoncer la décision du parlement :

«Peuple allemand, l'incroyable s'est passé ! La majorité de tes représentants a renié la révolution (...).»⁸⁸²
Nous ne pouvons redresser la réaction terrible de la masse de la nation que par la puissance de l'opinion publique.»⁸⁸³

⁸⁷⁹ Ibid. : „Solange wir also Polen unterdrücken helfen, solange wir einen Teil von Polen an Deutschland schmieden, solange bleiben wir an Russland und an die russische Politik geschmiedet, solange können wir den patriarchalisch-feudalen Absolutismus bei uns selbst nicht gründlich brechen. Die Herstellung eines demokratischen Polens ist die erste Bedingung eines demokratischen Deutschland.“

⁸⁸⁰ Wolfram Siemann, op. cit. p.150.

⁸⁸¹ Walter Grab : *Die Revolution von 1848/49. Eine Dokumentation*, Reclam, Stuttgart 1998, p.106 – 110 : *Öffentlicher Protest der radikal-demokratischen Fraktion Donnersberg gegen den antipolnischen Beschluß der Mehrheit der Frankfurter Nationalversammlung*, 27. Juli 1848.

⁸⁸² Ibid.: p.106: „Deutsches Volk, das Unglaubliche ist geschehen! Die Mehrheit Deiner Vertreter hat die Revolution verleugnet (...).“

⁸⁸³ Ibid.: p.109: „ Wir können jetzt nur noch mit der Macht der öffentlichen Meinung der ganzen Masse der Nation die furchtbare Reaktion zurückdrängen (...). “

III-3-4- La suppression des charges féodales

Comme dernier volet des sujets de l'été 1848 se présente celui de l'abolition des charges féodales. Bien que la *Nouvelle gazette rhénane* ne publie pas beaucoup d'articles sur la question paysanne en 1848 - les articles majeurs paraîtront au printemps 1849 - le sujet nous semble important car la suppression des charges féodales était au cœur des 17 revendications⁸⁸⁴. Elles représentent le symbole même de la féodalité, dont la suppression totale est l'objectif principal de la *Nouvelle gazette rhénane*. Les quelques articles de l'année 1848 sont plutôt une préparation à la question, qu'un véritable centre d'intérêt. En 1849 en revanche, le sujet occupera beaucoup la *Nouvelle gazette rhénane*.

Comme nous l'avons vu, le sujet s'installe entre autre dans l'actualité au cours des débats de Francfort sur la Pologne. C'était la première fois que la *Nouvelle gazette rhénane* avait cité le rôle des paysans pendant la Révolution française pour la Pologne et expliqué qu'une révolution dans un pays agraire dépendrait de la transformation des paysans dépendants en propriétaires de terre libre. Or l'Allemagne est en 1848 également encore majoritairement un pays agraire. Dans plusieurs régions d'Allemagne, les paysans eux-mêmes s'étaient occupés de la question juste après la révolution et avaient eux-mêmes supprimé nombre de ces charges. Il s'agit maintenant pour la nouvelle législation de trouver un nouveau statut pour les paysans.

La *Nouvelle gazette rhénane* abordait le sujet pour la première fois à la fin du mois de juin⁸⁸⁵. Juste avant la démission du cabinet Camphausen, le ministre de l'économie de l'époque Patow présenta un mémoire à l'*Assemblée nationale de Berlin* au sujet des charges. La *Nouvelle gazette rhénane* affirmait que le véritable objectif du gouvernement n'était pas de conforter les paysans, mais de faire payer aux paysans des indemnités aux seigneurs terriens.

«La révolution à Berlin avait rendu impossible toutes ces conditions féodales pour tous les temps. Les paysans les avaient abolies, comme si c'était tout naturel dans la pratique. Le gouvernement n'avait plus rien d'autre à faire que donner une forme légale à l'abolition des charges féodales qui existait déjà dans les faits par la volonté du peuple. (..) Le gouvernement, ici même représenté par un aristocrate, s'est prononcé pour l'aristocratie ; il présente à l'assemblée un mémoire, dans lequel les «ententistes» sont appelés à trahir

⁸⁸⁴ Les revendications 6, 7, 8, et 9 sont entièrement consacrées à l'abolition des charges féodales et à la restriction des charges des paysans pauvres.

⁸⁸⁵ NGR, n°25 du 25 juin 1848: *Patows Ablösungsdenschrift* (également in MEW5, pp.106/107).

également la révolution paysanne qui avait éclaté en mars partout en Allemagne, pour l'aristocratie.»⁸⁸⁶

Deux autres articles suivent en juillet⁸⁸⁷ et en août⁸⁸⁸. Le premier article dénonce de nouveau le procédé du gouvernement. Ce procédé consisterait à dresser toute une liste pompeuse de charges insignifiantes, qu'on veut bien abolir pour rétablir les droits essentiels des seigneurs, ces droits que les paysans avaient eux-mêmes abolis depuis longtemps. Le droit des serfs d'acheter les terres serait un droit illusoire. Les paysans devraient payer en quelque sorte deux fois, une fois par leur travail et une fois par l'argent. Contrairement à la Révolution française, conclut l'article, où la bourgeoisie suivait de près la paysannerie, leur allié naturel et indispensable, la bourgeoisie allemande de 1848 trahit sans autre forme de procès leur allié sans lequel elle est impuissante face à l'aristocratie.

Le deuxième article analyse sous forme de véritables calculs⁸⁸⁹ et d'une manière détaillée les pertes pour les paysans. La compétence en questions d'économie est de nouveau mise en avant. L'auteur de l'article calcule non seulement la valeur de la terre, mais aussi le travail des ouvriers non payés jusqu'alors par les seigneurs, ainsi que les intérêts. La conclusion est que ce ne seraient pas les paysans qui devraient indemniser les seigneurs, mais qu'au contraire, les seigneurs auraient des dettes envers les paysans. L'article décrit ensuite l'objectif du gouvernement de transformer la propriété féodale en propriété bourgeoise :

«C'est cela, la théorie du rachat. Elle confirme tout à fait ce qui s'est passé dans tous les pays où la féodalité était peu à peu abolie, notamment en Angleterre et en Ecosse : la transformation de la propriété féodale en propriété bourgeoise, de la suzeraineté en capital, constitue chaque fois un nouveau et criant préjudice subi par le serf au profit du seigneur féodal. Le serf doit chaque fois acheter sa liberté et l'acheter cher. L'Etat bourgeois procède suivant le principe : seule la mort est gratuite.»⁸⁹⁰

⁸⁸⁶ Ibid.: „Die Berliner Revolution hatte alle diese Feudalverhältnisse für alle Zukunft unmöglich gemacht. Die Bauern hatten sie, wie ganz natürlich, sofort in der Praxis abgeschafft. Die Regierung hatte weiter nichts zu tun, als die tatsächlich schon bestehende Aufhebung aller Feudallasten durch den Volkswillen in gesetzliche Form zu bringen. (...) Die Regierung, hier selbst durch einen Aristokraten vertreten, hat sich für die Aristokratie erklärt, sie legt der Versammlung eine Denkschrift vor, in der die Vereinbaren aufgefordert werden, jetzt ebenfalls die Bauernrevolution, die in ganz Deutschland im März ausbrach, an die Aristokratie zu verraten.“

⁸⁸⁷ NGR, n°60 du 30 juillet 1848: *Der Gesetzentwurf über die Aufhebung der Feudallasten*, (également in MEW5, pp.278 - 283).

⁸⁸⁸ NGR, n°67 du 6 août 1848: *Debatte über die bisherige Ablösungsgesetzgebung*, (également in MEW5, pp.309-314).

⁸⁸⁹ Ibid.

⁸⁹⁰ NGR, n°67 du 6 août 1848: „Das ist die Theorie der Ablösung. Sie bestätigt vollkommen, was in allen anderen Ländern, wo die Feudalität allmählich aufgehoben wurde, was namentlich in England und in Schottland der Fall war: die Verwandlung des feudalen Eigentums in bürgerliches, der Lehnherrlichkeit in Kapital ist jedesmal eine neue, grelle Übervorteilung des Unfreien zugunsten des Feudalherrn. Der Unfreie muß seine Freiheit jedesmal erkaufen, teuer erkaufen. Der bürgerliche Staat verfährt nach dem Grundsatz: Umsonst ist der Tod.“

Le projet de loi sur l'abolition des charges féodales est un nouvel exemple pour la *Nouvelle gazette rhénane* qui prouve que le gouvernement préfère céder à la pression de l'aristocratie plutôt que de suivre ses propres intérêts. Le gouvernement, et la bourgeoisie qu'il représente, minent ainsi, selon le journal, chaque fois plus sa propre influence et affaiblissent sa position dans les rapports de forces avec la Couronne. La *Nouvelle gazette rhénane* en déduit que la révolution allemande de 1848 ne serait que la parodie de la *Révolution française* de 1789.

III-3-5- Bilan de l'été 1848

A la fin de l'été 1848, la *Nouvelle gazette rhénane* affirme donc sa place dans le paysage journalistique de l'Allemagne. Si on prend en compte ses tirages - autour de 5000 - c'est une voix écoutée. Aucun autre journal démocrate n'a une pareille audience. A cette époque, les tirages de la *Gazette allemande*, la voix du libéralisme, commencent à baisser⁸⁹¹. La *Nouvelle gazette rhénane* est dans la position unique d'être un journal important au niveau des tirages, de se trouver sur l'extrême gauche de l'échiquier politique des démocrates, n'hésitant pas à critiquer d'une manière très véhémement son propre camp.

Mais il semble également que ses idées commencent à rentrer dans l'espace public. L'idée de la nécessité d'une deuxième révolution, encore inconcevable pour la plupart des démocrates, commence apparemment à faire son chemin.

L'exemple le plus frappant de ce changement est le poème de Ferdinand Freiligrath « *Les morts parlent au vivants* »⁸⁹². Ce poème, imprimé à 9000 exemplaires, est un des plus grands succès de publication de l'époque⁸⁹³. Distribué sous forme de tracts à peu près partout en Allemagne, il est recopié, récité dans d'innombrables réunions et rassemblements. Le poète parle avec les voix de

⁸⁹¹ Ulrike von Hirschhausen : *Liberalismus und Nation. Die Deutsche Zeitung 1847-1850*, op. cit. p.44. Début juillet le rédacteur en chef de la *Gazette Allemande*, l'historien Gervinus démissionne de son poste. Le premier août, le journal est vendu ; il change également son lieu d'édition et part à Francfort.

⁸⁹² Ferdinand Freiligrath : „ *Die Toten an die Lebenden* “, publié dans : Walter Grab : *Die Revolution von 1848/49, eine Dokumentation*, op. cit. p.110 – 114.

⁸⁹³ Manfred Häckel : *Freiligraths Briefwechsel mit Marx und Engels Teil 1 : Einleitung und Text*, Akademie Verlag, Berlin, 1976, p.58.

ceux qui moururent lors des combats de mars, ceux qui avaient imposé la révolution. En retraçant pas à pas les événements des derniers mois, les morts reprochent aux vivants de se laisser voler les fruits de la révolution. «*Avant que nous pûmes pourrir, votre liberté est déjà pourrie.*»⁸⁹⁴ Il fait appel à la «*colère rouge*» (*der rothe Grimm*), qui doit transformer la révolution faite à moitié en une révolution entière (*Die halbe Revolution zur ganzen wird er machen*)⁸⁹⁵. C'est sans doute cette proximité d'idées qui incite la *Nouvelle gazette rhénane* à défendre d'une manière très suivie Freiligrath lorsqu'il est arrêté et accusé pour «*incitation à renverser la constitution de l'Etat*»⁸⁹⁶. Après son acquittement par un tribunal de jurés, il entre au mois d'octobre comme rédacteur à la *Nouvelle gazette rhénane*.

La critique de la *Nouvelle gazette rhénane* envers les parlements de Berlin et de Francfort prend à la fin de l'été la forme d'une rupture. Cette rupture a lieu avant même que la crise du Schleswig ne se concrétise et arrive progressivement. Elle se retrouve dans tous les sujets de cet été 1848, qui se diversifient nettement. Les marqueurs de cette rupture sont les attaques incessantes contre les associations et la presse démocratique et les débats de l'*Assemblée nationale de Francfort* sur la Pologne. D'autres sujets, comme le projet de loi concernant les charges féodales, ne font que confirmer une position déjà affirmée.

Le journal considère à cette époque que non seulement les gouvernements, mais aussi les parlements ont abandonné la base de la révolution qui était constituée par les *acquis de mars*, c'est-à-dire essentiellement par la défense de la liberté d'expression et de réunion.

Etant donné que la *Nouvelle gazette rhénane* considère les associations et la presse démocratique comme les expressions vivantes des *acquis de mars*, leur suppression ou intimidation sur la base des lois pré-révolutionnaires (partiellement renforcées par la nouvelle juridiction), est une mise en cause de la révolution elle-même. Par le fait que les majorités des parlements cautionnent, ou du moins ne mettent pas en doute ces accusations, ils participent à la responsabilité de l'abandon de la base d'un consensus minimal.

Quant aux démocrates, la *Nouvelle gazette rhénane* réaffirme son indépendance totale. Le journal critique non seulement l'inefficacité des groupes parlementaires comme une insuffisance déplorable, mais pour le journal leur présence aux parlements n'a plus aucun sens.

⁸⁹⁴ „Eh' wir verfaulen konnten, ist eure Freiheit schon verfault.“

⁸⁹⁵ Ibid : Manfred Häckel démontre dans son étude le parallélisme frappant entre ce poème et les articles de la *Nouvelle gazette rhénane*. Déjà le poème 'Trotz alledem' (malgré tout), qui était publié dans le n°6 du 6 juin 1848 montre cette similitude. Dans ce poème, Freiligrath parle de la connivence de la bourgeoisie avec le trône.

⁸⁹⁶ Ibid.p.58 : „Aufreizung zum Sturz der Staatsverfassung'."

Dans cette situation, la presse gagne une importance particulière pour la *Nouvelle gazette rhénane*. Elle reste «le seul contrôle efficace» du nouveau pouvoir, elle a dans ce rôle la légitimité qui manque aux parlements.

La rupture avec les parlements se trouve dans le cadre d'une nouvelle configuration des rapports de force qui penche vers les forces de la contre-révolution.

La division de l'espace public bourgeois est en cet été 1848 définitivement consommée. Les libéraux contrôlent la plupart des gouvernements de mars. Ils ont la majorité dans les parlements de Francfort et Berlin. Mais dans la mesure où ils fusionnent avec les autorités, ils se retirent de l'espace public et abandonnent un fonctionnement d'accessibilité et de transparence. Le fonctionnement des parlements est verrouillé, des commissions importantes, comme celle des «affaires économiques»⁸⁹⁷ ne sont pas accessibles au public. Le 1^{er} août, le libéral Friedrich Bassermann vend son journal emblématique, la *Gazette allemande*. Par la suite, ce journal perdra progressivement la plus grande partie de son lectorat. Nous allons vers une sorte d'autodestruction d'une partie de l'espace public bourgeois.

Contrairement aux libéraux, la prise des démocrates sur «leur part» de l'espace public n'a jamais été aussi importante⁸⁹⁸. L'été et l'automne 1848 sont la grande époque des associations et de la presse démocrate. Mais les démocrates n'arrivent pas à traduire leur puissance en organisation en pouvoir politique. L'énorme mobilisation des associations et l'essor de la presse démocrate coïncident avec une impuissance croissante de leurs fractions parlementaires. Le travail des démocrates reste fractionné à cause du manque de consensus dans l'analyse, mais surtout dans l'action politique et d'un manque étonnant de stratégie. Lorsque le comité central des démocrates lance à l'occasion des débats sur la Pologne son appel à l'opinion publique, il ne donne aucun mot d'ordre, aucune piste, aucune proposition de stratégie.

En même temps, «l'espace public de la rue» se prolétarise. Les notables et les députés se retirent de plus en plus des manifestations, des réunions publiques et des fêtes politiques et les conflits sociaux deviennent plus violents au fur et à mesure qu'ils ne sont pas pris en compte par les parlements. Même les démocrates - bien qu'ils fassent de plus en plus appel «au peuple» - n'ont

⁸⁹⁷ Plus d'information sur cette commission in : Jacques Droz : Les révolutions allemandes de 1848, op. cit. p. 446.

⁸⁹⁸ Joachim Paschen : *Demokratische Vereine und preußischer Staat. Entwicklung und Unterdrückung der demokratischen Bewegung während der Revolution von 1848/49*, Studien zur modernen Geschichte 22, R. Oldenbourg Verlag, München, p.91 : Paschen estime le nombre des associations démocratiques en octobre 1849 en Prusse à 200. Jacques Droz op.cit. p.551 relate pour fin mars 1849, 950 associations démocratiques allemandes qui furent membre du 'Zentralmärzverein', avec près d'un demi-million d'adhérents.

bien souvent que des contacts aléatoires et superficiels avec ce milieu qui est dans ces formes d'expression mi prolétarien, mi plébéien. La *Nouvelle gazette rhénane* ne fait pas vraiment exception à la règle.

Les conflits ouvriers sont certes plus souvent qu'au début du journal sujet des articles, mais seulement dans les pages intérieures et non dans les éditoriaux. La grève des imprimeurs et typographes figure ainsi comme un sujet assez important dans plusieurs articles de la rubrique «Allemagne»⁸⁹⁹ (il s'agit tout de même de la première grève nationale en Allemagne). Un article sur les rapports entre ouvriers et propriétaires de fabrique à Krefeld occupe fin juillet 1848 même deux tiers d'une page. Malgré cela et malgré le changement d'attitude envers les parlements, le journal n'a pas changé de centre de gravité. Le rapport de force dans les parlements et les questions politiques qui préoccupent les démocrates restent ses sujets principaux.

III-4- La crise de septembre – de la propagande à l'action

Au «long été 1848»⁹⁰⁰ succède un temps d'accélération des événements. Les débats de Francfort sur la Pologne se terminent à la fin de la première semaine de septembre. Leur issue seule aurait pu mener à une crise de confiance entre *l'Assemblée nationale de Francfort* et du moins les cercles démocrates, voire une partie de la population. Mais de plus, deux autres conflits, plus substantiels encore, se greffent directement après sur cette ambiance déjà existante, teintée de méfiance, d'instabilité et d'incertitudes. Ces deux conflits avaient couvé pendant des semaines, avant d'éclater maintenant ouvertement et simultanément.

Il s'agit d'abord de la première confrontation directe et ouverte entre la majorité du parlement de Berlin et le gouvernement de Prusse. Le sujet de ce conflit est la question de l'armée, qui reste entièrement sous l'ordre du roi, sans aucune restriction.

Les événements de l'été avaient démontré à quel point cette prérogative représentait un

⁸⁹⁹ Par exemple dans NGR, n°51 du 21 juillet 1848.

⁹⁰⁰ Manfred Gailus : *Straße und Brot. Sozialer Protest in den deutschen Staaten unter besonderer Berücksichtigung Preußens, 1847-1849*, Vandenhoecke & Ruprecht, Göttingen, 1990, p.191.

danger pour la révolution. L'armement du peuple a été une des revendications de mars et allait justement à l'encontre du pouvoir du roi. Cette question avait déjà mené à des conflits antérieurs, comme la *prise de l'arsenal de Berlin*. La volonté de participer à la Garde civile à de nombreux endroits, témoigne de la conscience que les milieux démocrates avaient de ce danger.

Un incident qui s'était déroulé fin juillet à Schweidnitz, en Silésie, avait notamment suscité des débats virulents au parlement de Berlin⁹⁰¹. Les excès des soldats prussiens avaient coûté la vie à 14 civils et fait de nombreux blessés. Par la suite, l'assemblée avait approuvé la motion du député démocrate Stein, qui réclamait aux officiers de l'armée prussienne de se mettre du côté du nouveau pouvoir, de s'abstenir de toute manœuvre contre la révolution et d'éviter tout conflit avec la population. Une très courte majorité approuve même la demande que les officiers qui ne se conformeraient pas à ce dispositif, devraient démissionner. Pour la gauche des démocrates, il s'agit d'une grave crise de confiance qui perdurerait tant que tous les fonctionnaires, civils comme militaires, ne seraient pas des serviteurs fiables du nouveau régime. La «motion *Stein*» vise évidemment le centre du pouvoir monarchique. Le député démocrate Waldeck exige même la suppression des tribunaux militaires et une réorganisation totale de l'armée.⁹⁰²

Début septembre, le gouvernement prussien déclare qu'il n'a pas l'intention d'appliquer la motion. En réaction à ce refus, l'assemblée de Berlin vote le 7 septembre une deuxième motion qui exige l'application immédiate de la première. La situation du gouvernement devient intenable et il démissionne.

Mais la véritable épreuve de force se joue entre le parlement et le roi. A partir du moment où le parlement s'apprête pour la première fois à limiter les prérogatives du roi, la Couronne projette pour la première fois concrètement d'éclipser le parlement et prépare en secret sa dissolution. Le roi et ses conseillers prévoient dans une note secrète⁹⁰³ l'annulation de la décision de l'assemblée du 7 septembre, le déplacement de l'assemblée de Berlin à Brandebourg, et le renoncement à la constitution. Mais si l'issue de *l'insurrection de juin* à Paris avait conforté les cercles monarchistes, le

⁹⁰¹ Voir Veit Valentin, op.cit. pp.238/239.

⁹⁰² Ibid. p.239.

⁹⁰³ Frank Enghausen : *Die Revolution von 1848/49, Seminarbuch Geschichte*, Schönigh UTB, Paderborn, München, Wien, Zürich, 2007, pp.134/135.

roi et sa camarilla ne sont pas encore entièrement rassurés et ils hésitent à mettre en œuvre leurs projets.

Le deuxième conflit - le conflit autour du grand-duché de Schleswig - concerne l'Allemagne entière et sera décisif pour le déroulement futur de la révolution. Il s'agit en quelque sorte de la première crise « nationale » en Allemagne qui se présente comme une crise à la fois intérieure et extérieure.

Avant 1848, les deux duchés, le Schleswig et le Holstein, qui se considéraient comme inséparables, avaient été gouvernés par le roi de Danemark⁹⁰⁴. Le Holstein faisait partie de la *Confédération germanique*, le Schleswig non. La population du Holstein était entièrement allemande, celle du Schleswig majoritairement, mais avec une minorité danoise importante. Cette constellation ambiguë fut déjà, pendant le *Vormärz*, sujet de conflit entre le Danemark et la Prusse, qui en réclamaient tous les deux la gouvernance⁹⁰⁵. Au début de l'année 1848, un mouvement populaire allemand s'empare du pouvoir, forme un gouvernement des deux duchés à Kiel et demande l'unification des deux duchés et leur intégration dans la *Confédération germanique*.

Après la révolution de mars, le conflit change de nature car la *Confédération germanique* est dissoute. *L'Assemblée nationale de Francfort* accorde une représentation aux deux duchés. Le pouvoir provisoire de Kiel organise par la suite des élections, qui sont - à la différence des autres Etats allemands - directes. Les députés élus du Schleswig et du Holstein siègent à Francfort. A partir de ce moment, ils représentent pour le public allemand en même temps l'intérêt national et la souveraineté du peuple. Pour cette raison, ils trouvent à Francfort un large soutien, de la fraction démocrate jusqu'à une grande partie des libéraux. Parmi eux se trouvaient ceux qui avaient refusé le droit de souveraineté aux Polonais.

⁹⁰⁴ Plus d'information sur le statut du Schleswig et Holstein dans : Jacques Droz : *Les Révolutions Allemandes de 1848*, op.cit. pp.250- 259, chapitre : *La question du Slesvig-Holstein*, sur le Schleswig et la crise de septembre, pp.303 –317, chapitre : *La guerre des duchés et la crise de septembre 1848*.

Voir également Veit Valentin, op.cit. pp.134-182 : *die Septemberkrise*, ou Frank Engehausen: *Die Revolution von 1848/49*, op. cit. pp.106 – 112.

⁹⁰⁵ L'ambiguïté concernait aussi la succession (la lignée féminine au Danemark, en revanche masculine dans les deux duchés). Pour cette raison, le conflit se présente aussi comme un conflit dynastique.

Incapable de pouvoir répondre seul aux menaces d'intervention de l'armée danoise, le gouvernement de Kiel appelle la Prusse à l'aide. L'armée prussienne intervient effectivement, occupe le Schleswig et perce jusqu'au Jutland. Sous la pression anglaise la Prusse doit se retirer du Jutland et du nord du Schleswig et signe un premier armistice le 19 mai 1848. En revanche, la question de la représentation des deux duchés dans un futur Etat national allemand reste entièrement ouverte.

En fait, la Prusse a peu intérêt à provoquer un conflit ni avec l'Angleterre ni avec la Russie qui mettent en garde toutes deux contre un changement de l'équilibre des forces en Europe. Le 28 août, la Prusse signe un deuxième armistice à Malmö qui décrète le repli des troupes prussiennes et danoises des deux duchés. Le gouvernement révolutionnaire est suspendu et un nouveau gouvernement installé, nommé à part égal par le roi danois et le roi prussien. Le statut des duchés n'est toujours pas défini.

Cet armistice suscitera une énorme émotion dans le pays entier, comme à *l'Assemblée nationale de Francfort*. Elle est contestée au parlement de Francfort, non seulement par les démocrates, mais aussi par le centre droit et même par une partie de la droite. La légitimité de l'armistice est mise en cause à plusieurs niveaux. Pour les uns il s'agit d'un abus de pouvoir de la Prusse par rapport au parlement de Francfort car l'affaire concerne les intérêts de l'Allemagne en général⁹⁰⁶. Pour les autres, il s'agit d'abord d'un gouvernement élu par le peuple qui a été sacrifié en faveur d'un gouvernement monarchiste, sans aucune légitimité.

L'assemblée de Francfort refuse une première fois de signer l'accord, à la fois pour imposer sa propre autorité par rapport à la Prusse, et pour répondre à la pression de la rue. Le gouvernement de Francfort démissionne, plusieurs tentatives d'en créer un autre, échouent. Sous la menace d'une guerre européenne et dans la crainte d'un armement du peuple, exigé par des démocrates, plusieurs députés se rétractent et l'armistice est finalement ratifié.

⁹⁰⁶ Selon la loi sur l'installation du pouvoir central provisoire, c'était le *Reichsverweser* (le Régent) qui – en entente avec l'Assemblée nationale - avait le pouvoir de ratifier les traités avec des puissances étrangers (Frank Engehausen, op. cit. p.109).

Cet accord suscite une vague insurrectionnelle qui se déchaîne dans plusieurs endroits de l'Allemagne⁹⁰⁷. Cette nouvelle crise révolutionnaire a trois traits caractéristiques :

Contrairement à la révolution de mars, cette nouvelle crise révolutionnaire ne se dirige pas uniquement contre les trônes, mais aussi contre le parlement de Francfort qui est accusé de trahison.

Elle met en mouvement des masses de population jamais vues jusqu'alors, dépassant de loin les mobilisations de mars.

En revanche, à la grande différence des mouvements de mars, les insurrections de septembre restent limitées à la ville ou la région où elles éclatent, prennent des formes très différentes et n'arrivent pas à centraliser leurs forces.

III-4-1- La situation de la *Nouvelle gazette rhénane* au mois de septembre 1848

Revenons à la situation de la *Nouvelle gazette rhénane* au début du mois de septembre 1848. La situation du journal s'est aggravée, car déjà au mois d'août, le ministre des Affaires intérieures de Prusse, Kühlwetter, avait refusé la demande officielle de Marx de reprendre sa nationalité prussienne. La situation de Marx - qui est ainsi considéré comme étranger - devient délicate, car en tant qu'étranger, il peut être expulsé à tout moment. C'est ce qui était arrivé peu de temps avant à Karl Schapper⁹⁰⁸, le correcteur de la *Nouvelle gazette rhénane* qui était aussi un des dirigeants de l'*association ouvrière de Cologne*. Après l'arrestation d'Andreas Gottschalk, qui restera six mois en prison avant d'être acquitté, les anciens dirigeants de la *Ligue des communistes* Karl Schapper et Joseph Moll avaient pris une influence décisive sur l'*association ouvrière* et l'avaient entièrement

⁹⁰⁷ Sur les insurrections de septembre 1848 : Franz Enghausen, op. cit. pp.200-2003.

⁹⁰⁸ NGR, n°73 du 12 août 1848: *Das deutsche Reichsbürgerrecht und die preußische Polizei*. (également in MEW5, pp.364/365). Schapper a été expulsé en tant que citoyen de Nassau, bien que les «droits fondamentaux» (*Grundrechte*) de la Constitution à élaborer décrétaient que chaque Allemand pouvait se référer aux *droits des citoyens allemands* (*Reichsbürgerrecht*) Article1 §132 et que chaque Allemand pouvait s'établir partout en Allemagne, Article 1, §133 in : Udo Sautter : *Deutsche Geschichte seit 1815 : Daten, Fakten, Dokumente, Band II : Verfassungen*, p.68 : *Verfassung des Deutschen Reichs 1849, Abschnitt IV : Die Grundrechte des deutschen Volkes*.

réorganisée⁹⁰⁹. Début septembre, la rédaction décide de publier la correspondance entre Marx et le ministère. L'idée est sans doute que cette publication constitue encore sa meilleure défense. Le journal peut encore jouer sur sa position de force dans l'espace public. Jusqu'alors les intimidations et les mesures juridiques contre le journal se sont multipliées, mais les autorités n'osent pas attaquer le journal en tant que tel. L'argumentation de Marx se base sur les décisions du *Vorparlament* qui avait accordé le droit de vote actif et passif même pour les réfugiés politiques. Si Marx pouvait voter et était éligible pour la plus haute autorité en Allemagne, *l'Assemblée nationale de Francfort*, on ne pouvait lui refuser la nationalité prussienne. Marx essaie ici de jouer une autorité contre l'autre, Francfort contre la Prusse.

Début septembre, la situation financière du journal est toujours catastrophique et Marx se trouve toujours à Vienne, où il collecte de l'argent pour le journal, mais noue également des contacts. Marx attend beaucoup de l'essor de la révolution en Autriche. En même temps, les autres membres de la rédaction ne se limitent pas à continuer la *Nouvelle gazette rhénane*. La confrontation avec les autorités prussiennes est à son comble et l'attente d'un coup d'Etat pousse les rédacteurs vers d'autres activités que nous analyserons plus tard.

III-4-2- Les éditoriaux du mois de septembre 1848

A cause de l'absence de Marx début septembre 1848, les éditoriaux sur le Schleswig sont écrits par Engels, tandis que Marx prend la suite à partir du 12 septembre avec une série d'articles analysant la crise de Berlin et ses conséquences. Le cycle des articles de la crise de septembre finit par une série d'articles sur l'insurrection à Francfort, peu avant que l'état de siège ne soit décrété sur Cologne.

La *Nouvelle gazette rhénane* avait déjà en juin et en juillet publié deux éditoriaux sur le conflit du Schleswig, chaque fois en dénonçant la politique de la Prusse, qui ne faisait, selon le journal, que

⁹⁰⁹ Dieter Dowe : *Aktion und Organisation*, op. cit. pp.177-181.

semblant de mener une guerre⁹¹⁰. En septembre suit une série de trois articles sur le nouvel armistice et la réaction de Francfort. Mais le véritable sujet des articles, comme de tous les autres éditoriaux du mois de septembre, est la crise politique profonde qui parcourt la Prusse et l'Allemagne à cause des conflits superposés. Les éditoriaux du mois ne traitent donc au fond que de ce sujet, avec ses aspects différents. Ils finissent avec l'insurrection de Francfort et la proclamation de l'état de siège à Cologne qui signifie l'interdiction provisoire du journal. Pour cette raison la deuxième insurrection de Bade n'est pas traitée par le journal.

III-4-2-a- Les éditoriaux de la *Nouvelle gazette rhénane* sur l'armistice de Malmö

Le conflit du Schleswig est pour la *Nouvelle gazette rhénane* une des expressions de la crise profonde du régime qui est en train de se mettre en place. La logique de la «politique d'entente» avec les monarchies, est à son avis arrivée à son terme. Par conséquent, le journal attend la grande confrontation avec la (ou les) Couronne(s). Déjà au début de l'été, il avait prédit que les gouvernements libéraux n'auraient plus aucune utilité pour les monarchies, s'ils se retiraient entièrement des causes populaires⁹¹¹. La *Nouvelle gazette rhénane* avait déjà analysé dans ce sens la dynamique de la politique du gouvernement Auerswald/Hanseemann. Maintenant elle parle ouvertement de l'imminence d'un coup d'Etat.

Dans la question du Schleswig, le journal soutient le gouvernement provisoire et sa tendance républicaine⁹¹². N'attendant plus rien de Francfort, elle ne croit pas au maintien du refus de l'armistice. Dans le premier article de la série, elle reconnaît certes le refus comme acte courageux, mais l'assemblée serait prise en tenaille entre deux options, l'une «pire» que l'autre :

⁹¹⁰ NGR, n°5 du 5 juin 1848 : *Die Kriegskomödie* (également in MEW5, pp.34/35) et

NGR, n° 51 du 21 juillet 1848: *Das „Fädreland“ über den Waffenstillstand mit Dänemark* (également in MEW5, pp.253-255).

⁹¹¹ Voir NGR, n° 24 du 24 juin 1848 : *Das Kabinett Hanseemann* (également in MEW5, pp.100/102), et

NGR, n°25 du 25 juin 1848 : *Drohung der Gervinus-Zeitung* (également in MEW5, pp.104/105), et surtout :

NGR, n°35 du 5 juillet 1848 : *Verhaftungen* (également in MEW5, pp.166- 168).

⁹¹² NGR, n°97 du 8 septembre 1848: *Der dänische Waffenstillstand* (également in MEW5, pp.386-389).

«Si l'assemblée décide de maintenir l'armistice, nous aurons la proclamation de la république et la guerre civile en Schleswig-Holstein, l'assujettissement du pouvoir central à la Prusse, le mépris général de l'Europe entière contre le pouvoir central et l'Assemblée.... »

...Si elle décide de laisser tomber l'armistice, nous aurons une guerre européenne, la rupture entre la Prusse et l'Allemagne, de nouvelles révolutions et la véritable unité de l'Allemagne.»⁹¹³

Cette citation éclaire les raisons pour lesquelles la *Nouvelle gazette rhénane* s'intéresse au conflit du Schleswig. Dans le «meilleur des cas», que le journal ne considère certes pas comme réaliste, l'armistice serait refusé et ce refus signifierait une confrontation entre la Prusse et l'Allemagne. Apparemment l'auteur pense que la Prusse ne pourra pas gagner la confrontation dans ce cas de figure. La conséquence serait le déclin et la décomposition de la Prusse, et par la suite la «véritable unité de l'Allemagne». La «véritable unité de l'Allemagne» est pour la *Nouvelle gazette rhénane* la république une et indivisible. Elle n'est pas nommée directement dans cet article, mais il est assez clair que le journal parle de cela. La Prusse est le véritable obstacle pour la république. Sa décomposition est donc d'un intérêt vital. En revanche, cette issue dépend pour une bonne part de l'Assemblée nationale de Francfort et - Engels le répète - il ne croit pas au courage de ce parlement : «L'honneur de l'Allemagne est dans de mauvaises mains.»⁹¹⁴

L'autre option, considérée comme la plus vraisemblable par le journal, est le cas inverse. Si l'armistice est accepté, cela serait le triomphe de la Prusse sur l'Allemagne et une consolidation de son pouvoir.

Dans cette analyse assez réaliste sur les rapports de force entre la Prusse et l'Allemagne, manque en revanche un facteur, l'avenir de la révolution en tant que telle. L'écrasement total de la révolution

⁹¹³ Ibid. „ Beschließt die Versammlung, den Waffenstillstand aufrechtzuerhalten, so haben wir die Proklamation der Republik und den Bürgerkrieg in Schleswig-Holstein, Unterjochung der Zentralgewalt unter Preußen, allgemeine Verachtung von ganz Europa gegen die Zentralgewalt und die Versammlung.....Beschließt sie, den Waffenstillstand fallenzulassen, so haben wir einen europäischen Krieg, Bruch zwischen Preußen und Deutschland, neue Revolutionen, den Zerfall Preußens und die wirkliche Einheit Deutschlands.“

⁹¹⁴ NGR, n°99 du 10 septembre 1848: *Der dänisch-preußische Waffenstillstand* (également in MEW5, pp.393 – 397): „Die Ehre Deutschlands ist in schlechten Händen.“

par la Prusse n'est apparemment pas envisageable. Engels ne parle pas non plus d'une possible fin définitive de *l'Assemblée nationale de Francfort*. Il prédit que l'assemblée sera ridiculisée, qu'elle sera encore plus impuissante qu'auparavant, mais il n'envisage pas une dissolution par la force à la fin du conflit. Bien qu'Engels désigne ici clairement la Prusse comme le facteur le plus dangereux pour la révolution, sa véritable puissance est sous-estimée.

Les deux autres articles⁹¹⁵ traitent essentiellement de la dimension européenne du conflit. Cette dimension européenne donne, selon Engels, l'issue pour la révolution en Allemagne. Engels analyse d'abord les raisons pour lesquelles cette guerre est populaire en Allemagne, contrairement à tous les autres conflits militaires, survenus depuis mars 1848. La guerre avec le Danemark serait la première guerre révolutionnaire de la nouvelle Allemagne. Tandis que tous les autres conflits étaient menés pour supprimer la révolution, ce conflit sert à soutenir la révolution. Tandis que la tendance du conflit était avant mars 1848 une tendance «autonomiste», la séparation des deux duchés du Danemark et l'établissement d'un petit Etat à part, la révolution en Allemagne avait changé entièrement la donne et le régime de Kiel serait actuellement le plus démocrate de toute l'Allemagne car le seul issu d'élections directes⁹¹⁶. Le fait que justement «les puissances les plus contre-révolutionnaires» aient soutenu le Danemark dès le début - la Russie, l'Angleterre et le gouvernement prussien - pousse le gouvernement de Kiel vers la démocratie et vers la république. Engels répète à cette occasion la stratégie nécessaire pour une issue à ce conflit, une issue d'ordre européen : l'alliance avec la Pologne, la libération de l'Italie et la dissolution de la Prusse en Allemagne. Un grand espoir se porte de nouveau sur l'évolution en France, l'espoir que la défaite de juin ne serait que passagère et qu'une nouvelle dynamique révolutionnaire pourrait de nouveau venir en aide au mouvement bloqué et enlisé en Allemagne.

Lorsque le parlement de Francfort cède finalement à la pression et reconnaît l'armistice de Malmö, Engels le condamne dans le dernier article de la série, mais sans être surpris. *L'Assemblée*

⁹¹⁵ Ibid.

NGR, n°107 du 20 septembre 1848 : *Die Ratifikation des Waffenstillstandes* (également in MEW5, pp.408/409).

⁹¹⁶ Dans le deuxième article sur l'armistice (NGR, n°99 du 10 septembre 1848), Engels se perd dans une polémique très étrange contre le 'scandinavisme', expression selon lui de la barbarie, tandis que l'avancement allemand représenterait le progrès. La généralisation de ses affirmations laisse bizarrement penser à ses condamnations des libéraux allemands dans la question polonaise.

nationale aurait déclaré son propre arrêt de mort, dit-il. Engels prévoit donc sa fin, mais sans préciser la nature de son déclin. Il fustige notamment l'indécision de toutes les fractions du parlement de Francfort. La fraction démocrate, l'opposition la plus humiliée et méprisée, n'aurait certainement pas le courage de quitter l'assemblée, ce qui serait pourtant, selon Engels, la seule réaction possible. Mais la contre-révolution aussi hésiterait à faire le pas décisif. Cette indécision aggraverait la confrontation à venir et la déplacerait sur un plan régional. La centralisation du conflit serait en revanche inévitable ; plus longtemps on l'éviterait, plus brutale elle serait à la fin.

De nouveau donc, Engels prévoit une confrontation très dure, mais n'envisage pas une fin brutale de la révolution.

III-4-2-b- «La crise et la contre-révolution»

Les articles que Marx écrit sous le titre «*La crise et la contre-révolution*», ou tout simplement «*La crise*»⁹¹⁷, sont sans doute les contributions majeures de ce mois de septembre dans la *Nouvelle gazette rhénane*. Il s'agit d'une succession de quatre articles, parfois très courts, publiés entre le 12 septembre et le 16 septembre 1848⁹¹⁸, donc quelques jours avant la ratification de l'armistice de Malmö et quelques jours après le vote du 7 septembre à Berlin confirmant *la motion Stein*.

Ces articles donnent une impression précise de la profondeur de la crise. Ils se concentrent sur la situation à Berlin, sans complètement oublier celle à Francfort, en analysant surtout la nature de cette crise à Berlin comme une confrontation entre la Couronne et le parlement. Marx prédit une intervention de la Couronne et il argumente minutieusement en quoi il s'agirait dans ce cas d'un coup d'Etat, c'est-à-dire pourquoi la Couronne se trouverait en pleine illégalité.

⁹¹⁷ Le premier article de la série porte le titre : *La crise et la contre-révolution (Die Krisis und die Konterrevolution)*, les articles suivants juste : *la crise (Die Krisis)*.

⁹¹⁸ NGR, n°100 du 12 septembre 1848 (également in MEW5, pp.398/399) / NGR, n°101 du 13 septembre 1848 (également in MEW5, pp.399 – 401) / NGR, n°102 du 14 septembre 1848 (également in MEW5, pp.401 – 404) / NGR, n°104 du 16 septembre 1848 (également in MEW5, pp.404).

Après la démission du gouvernement de Berlin, Marx pronostique la formation d'un gouvernement réactionnaire, un gouvernement qui n'aurait pas la confiance du parlement, une sorte de gouvernement de transition qui faciliterait les préparatifs d'une intervention militaire. Pour cette raison, il prévoit que «*nous allons vers un combat décisif.*»⁹¹⁹

Du fait de la coïncidence des crises à Berlin et à Francfort, la monarchie prussienne est doublement mise en cause. Pour s'imposer, elle peut très bien être contrainte d'intervenir contre les deux assemblées nationales en même temps, dans un mépris total des principes constitutionnels et à l'aide des canons. Si cette situation se réalise effectivement, écrit Marx,

«*Si on provoque ainsi la guerre civile entre la Prusse et l'Allemagne, les démocrates sauront ce qu'ils ont à faire.*»⁹²⁰

Cette dernière phrase de l'article est imprimée en gras et avec des lettres plus grandes pour souligner l'importance de ces mots. C'est un moyen rare de présentation, qui jusqu'alors était surtout utilisé pour les suppléments spéciaux.⁹²¹

Le début de la phrase reprend l'analyse d'une confrontation possible entre la Prusse et le reste d'Allemagne, mais la deuxième moitié de la phrase reste «sibylline» si on ne la confronte pas avec les actions qui se déroulent en même temps à Cologne. Evènements dans lesquelles la rédaction de la *Nouvelle gazette rhénane* est fortement impliquée. Nous reviendrons sur ces actions et sur la signification de cette phrase.

Comme Engels pour la crise de Schleswig, Marx dessine deux options possibles à issue du conflit de Berlin. Ses deux options sont : soit la reconnaissance de la souveraineté du peuple et un renforcement de l'*Assemblée nationale de Francfort*, soit la dissolution de l'assemblée de Berlin et un semblant de constitutionnalisme en Prusse, ou même une sorte de *Diète réunie* comme en 1847. Ces

⁹¹⁹ NGR, n°100 du 12 septembre 1848: „*Wir gehen einem entscheidenden Kampf entgegen.*”

⁹²⁰ Ibid.: „*...proviziert man so den Bürgerkrieg zwischen Preußen und Deutschland, so wissen die Demokraten, was sie zu tun haben.*”

⁹²¹ La dernière fois, les lettres en gras ont été utilisées dans le supplément spécial n°99 du 9 septembre qui annonçait la chute du «*ministère de l'action*» Auerswald/Hanseemann.

deux options s'expliquent par la nature de la crise de Berlin. Ce qui caractérise cette crise est à l'évidence la confrontation entre le parlement et le roi.

« Le conflit qui a éclaté à Berlin, n'est pas un conflit entre les partisans de la politique de l'entente et les ministres, c'est un conflit entre l'assemblée qui se présente pour la première fois comme constitutionnelle, et la Couronne. Tout dépend de savoir si on a le courage de dissoudre l'assemblée ou non. »⁹²²

En d'autres mots, la question est de savoir si le roi ose l'épreuve de force directe avec le parlement. Cette confrontation est si nette aussi pour une autre raison. Selon Marx, le vote du 7 septembre est essentiel parce c'est un vote qui représente :

«un acte de souveraineté, elle [l'assemblée] s'est présentée pour un moment comme une assemblée constituante et non comme une assemblée de l'entente.»

Pour Marx, elle en avait, en tant qu'assemblée souveraine de Prusse, parfaitement le droit. Dans des monarchies constitutionnelles, le roi peut dissoudre les chambres législatives et proclamer de nouvelles élections. Cette assemblée en revanche, n'est pas l'œuvre du roi, mais celle de la révolution. Elle n'a pas reçu de mandat du roi, mais uniquement de ses électeurs. Elle est par conséquent *«l'expression légitime de la révolution»*. Une assemblée souveraine cependant, ne peut être dissoute par personne.

Cette argumentation est destinée aux plus radicaux des démocrates qui devraient agir maintenant pour que cette vision du parlement s'impose - l'assemblée comme expression de la souveraineté du peuple.

Mais Marx s'adresse aussi aux autres qui se sentent liés au principe d'un parlement cherchant l'accord avec la monarchie, le fameux «principe de l'entente». Marx développe en détail l'argumentation qui affirme l'illégitimité de toute dissolution. Selon les auteurs de la théorie de l'entente, la Couronne et le parlement ont les mêmes droits (*gleichberechtigt*), aucun des deux ne

⁹²² NGR, n°101 du 13 septembre 1848: „ Der Konflikt, der in Berlin ausgebrochen ist, ist ein Konflikt nicht zwischen den Vereinbarern und den Ministern, es ist ein Konflikt zwischen der Versammlung, die zum erstenmal sich als konstituierende hinstellt, und der Krone. Es dreht sich alles darum, ob man den Mut hat, die Versammlung aufzulösen oder nicht.“

prime sur l'autre. Si c'est ainsi, argumente Marx, le roi ne peut pas dissoudre l'assemblée, sinon l'assemblée aurait également le droit de destituer le roi. La conclusion est : «*la dissolution de l'assemblée serait donc un coup d'Etat*».

Cette conclusion est l'essentielle, car un coup d'Etat ne mettrait pas l'un ou l'autre droit en cause, mais l'ensemble des *acquis de mars* et même l'existence du parlement. En même temps, Marx met en garde contre des illusions. Même si l'assemblée de Berlin s'impose, cela ne signifierait que la fin de l'entente entre le roi et le parlement, «*le retour au 19 mars*». En revanche, si c'est la Couronne qui s'impose :

«*L'Assemblée sera dissoute, le droit d'association supprimé, la presse muselée, un droit de vote censitaire décrété et peut-être même [...] la Diète réunie rétablie - tout cela sous la protection de la dictature militaire, des canons et des baïonnettes.*»⁹²³

A la fin de ce deuxième article, Marx s'adresse de nouveau aux démocrates. La décision entre ces deux options dépendrait du peuple, et particulièrement de l'attitude des démocrates. Selon Marx, les démocrates ont leur destin en main et décident du sort de la révolution. L'alternative est décrite d'une manière sombre, plus que dans les articles d'Engels, peut-être parce qu'il donne plus de détails. De nouveau, Marx ne dit pas clairement ce qu'il attend exactement des démocrates. Tout en revanche indique qu'il n'attend pas d'eux un rôle de simples spectateurs.

Cette hypothèse est renforcée dans un troisième article, qui expose des principes politiques. Marx décrit les conséquences du partage du pouvoir entre le roi et le parlement. Dans une constellation telle qu'elle a été imposée par Camphausen, les affrontements sont inévitables et cela serait exactement la situation actuelle. Ce conflit est une confrontation entre la Couronne et le parlement. Il critique ensuite sévèrement ceux qui insistent sur le «principe constitutionnel». Selon lui, le «*principe constitutionnel*» ne sert à rien car il n'est pas encore réalité, il n'est encore que provisoire. Dans une situation de transition entre deux régimes, il faut déjà imposer le nouveau régime, et cela

⁹²³ Ibid. : „... so wird die Versammlung aufgelöst, das Assoziationsrecht unterdrückt, die Presse geknebelt, ein Wahlgesetz mit Zensus dekretiert, vielleicht sogar [...] der Vereinigte Landtag nochmals heraufbeschworen – alles unter dem Schutze der Militärdiktatur ; der Kanonen und der Bajonette.“

avec la plus grande détermination. *Chaque Etat provisoire après une révolution exige une dictature, et une dictature énergique.*»⁹²⁴ Sinon, les restes de l'ancien Etat persistent dans le nouvel Etat, exactement comme cela s'est passé en Prusse.

Dans chaque Etat provisoire après une révolution, ce n'est pas l'un ou l'autre principe qui est décisif, mais uniquement le «*salut public*». Ce mot est écrit en français, avant d'être répété en allemand (*das öffentliche Wohl*). Le gouvernement aurait dû défendre le *salut public*, même au risque d'une confrontation avec la Couronne. Or, des mesures dictatoriales ont été utilisées, mais seulement *contre* la démocratie. Avec la décision du 9 août, l'acceptation de la première *motion Stein*, l'assemblée était contrainte de décréter elle-même des mesures de *salut public*. Cette motion détruit la séparation des pouvoirs, mais dans l'intérêt de la liberté, car elle transforme une assemblée «*d'entente*» en assemblée nationale.

Pour Marx la *motion Stein*, représente effectivement un nouvel acte fondateur. Même s'il a du mal à imaginer l'assemblée de Berlin comme *Convention* - pour l'instant ce n'est qu'une «*parodie de constituante*» - elle pourrait le devenir, ne serait-ce que par pur réflexe de survie, pas seulement en Prusse, mais dans toute l'Allemagne. Cet affrontement inévitable entre deux pouvoirs égaux serait peut-être violent. Marx finit avec la phrase : «*Celui qui aura le plus de courage et de détermination vaincra.*»⁹²⁵ Cela est presque le dernier mot sur l'affaire dans la *Nouvelle gazette rhénane*. Suit juste un très court et dernier article⁹²⁶ sur un nouvel aspect de la crise, une révolte de soldats stationnés à Potsdam. Des soldats avaient formulé une adresse à l'assemblée de Berlin afin de les remercier pour la *motion Stein*. Cette adresse a été confisquée par les officiers, ce qui provoqua le 13 septembre des tumultes et la construction de barricades. Marx a l'impression, à tort, que l'armée en général est en train d'échapper au roi. En fait, seuls quelques régiments sont concernés et cette révolte est vite réprimée. En revanche, il s'agit d'un fait assez inouï en Allemagne et surtout en Prusse, où l'armée avait la réputation d'être particulièrement disciplinée.

⁹²⁴ NGR, n°102 du 14 septembre: „Jeder provisorische Staatszustand nach einer Revolution erfordert eine Diktatur, und zwar eine energische Diktatur.“

⁹²⁵ Ibid. „Der am meisten Mut und Konsequenz hat, wird siegen.“

⁹²⁶ NGR, n°104 du 16 septembre 1848.

III-4-2-c- Bilan des éditoriaux de septembre 1848

Les deux séries d'articles, sur la crise de Schleswig et la crise de Berlin, décrivent la situation qui règne en Allemagne comme un cap. La situation est arrivée à un point où il faut se décider, soit faire avancer la révolution, soit risquer de perdre la moindre liberté acquise au printemps 1848. L'urgence que ces articles reflète fait penser à notion de la «*deuxième révolution*» que la rédaction de la *Nouvelle gazette rhénane* évoque depuis la mi-juin. Cette deuxième révolution qui devrait arrêter la longue descente de la dynamique révolutionnaire depuis le mois de mars et devrait donner une nouvelle impulsion à la révolution pour qu'elle achève sa mission. Toute l'argumentation de Marx et Engels va dans le sens de dire que les contradictions d'intérêts, longtemps déguisées, sont maintenant à nu et qu'un affrontement frontal est inévitable. Tous les deux tirent la conclusion que la confrontation sera décisive et qu'elle sera probablement violente, car le roi de Prusse aura abattu toutes ses cartes. Il ne lui resterait alors que l'intervention militaire.

Cette épreuve de force est d'ailleurs généralement attendue, de la part de tous les acteurs ; de la part des démocrates qui s'attendent à un coup d'Etat en Prusse⁹²⁷, de la part de plusieurs Etats d'Allemagne, notamment la Bavière, qui poussent à une interdiction générale des organisations démocrates, car même dans sa forme modérée la démocratie ne serait pas compatible avec la monarchie constitutionnelle. Elle est attendue aussi dans les milieux libéraux, où on se prépare à un conflit dur et violent. Gustav Mevissen, qui se trouve début septembre à Francfort, écrit le 6 septembre à G. Mallinckrodt à Cologne : «*Si on perd la tête à Berlin, comme ici l'Assemblée nationale, nous allons à pas de géants vers la révolution.*»⁹²⁸ Et fin septembre, juste avant la déclaration de l'état de siège à Berlin, il écrit à sa famille : «*Je vois dans mon esprit qu'une longue guerre civile avec toutes ses horreurs s'approche de nous.*»⁹²⁹

⁹²⁷ Jonathan Sperber op. cit. p.266.

⁹²⁸ G. Mevissen an G. Mallinckrodt, Frankfurt, 1848 September 6, in : Joseph Hansen : *Gustav von Mevissen. Ein rheinisches Lebensbild*, Zweiter Band, Abhandlungen, Denkschriften, Reden und Briefe, Georg Reimer Verlag, Berlin, 1906, p.429: „*Verliert man in Berlin den Kopf, wie die Nationalversammlung hier, so gehen wir mit Riesenschritten der Revolution entgegen.*“

⁹²⁹ Ibid. p.431: „*Ich sehe im Geiste eine lange dauernden Bürgerkrieg mit all seinen Schrecknissen uns nahen.*“

Il est frappant de voir apparaître un langage dans les éditoriaux de la *Nouvelle gazette rhénane* qui semble être directement emprunté à la *Révolution française*. Lorsque Marx parle des «*mesures dictatoriales d'une assemblée nationale*», il fait évidemment allusion à la *Convention*, la prise de pouvoir par les Jacobins et l'installation de la république en France en 1793. La *Révolution française* n'a à l'époque que soixante ans et reste l'exemple même d'un changement de système. La signification des allusions de Marx est pour cette raison parfaitement compréhensible pour les contemporains, et particulièrement pour les Rhénans. Il n'a pas besoin d'être plus explicite. Il ne peut pas l'être d'ailleurs car la moindre allusion à la république serait susceptible de provoquer des mesures contre le journal.

Mais Marx suit aussi dans son analyse et ses revendications le modèle de la Grande Révolution⁹³⁰. Visiblement pour lui, les démocrates devraient jouer le rôle des Jacobins, assurant la transition entre la monarchie et la république. Même si Marx garde de sérieux doutes sur la détermination des démocrates, il attend néanmoins d'eux qu'ils jouent un rôle décisif. Il dit clairement que le sort de la révolution dépend d'eux. Soit la révolution prend un nouvel essor, soit elle est écrasée par l'intervention militaire de l'armée prussienne. Si Marx évoque avec une telle insistance l'image de la *Révolution française* - jusque dans le choix des mots - il n'attend rien de moins des démocrates qu'ils prennent le pouvoir, qu'ils s'emparent des deux assemblées nationales et forment un gouvernement révolutionnaire. De nouveau, tout cela n'est pas formulé explicitement, mais c'est la seule lecture possible dans les circonstances existantes, c'est ce que «*les démocrates auront à faire.*»

Ce qui pourrait se lire d'abord comme un exposé abstrait sur la légitimité des Etats en changement, devient dans le contexte de cette situation en bascule, un appel non seulement au droit, mais à la nécessité et même à l'obligation de se baser uniquement sur la légitimité de la révolution comme seule légitimité possible. Dans ce sens, Marx essaie de démasquer tous les appels de la majorité libérale à rester sur le «*sol du droit*» (*Rechtsboden*) comme une forme déguisée de sauvegarder les intérêts bien particuliers de leur «*caste*»⁹³¹ comme il appellera la bourgeoisie

⁹³⁰ Voir sur ce sujet : François Furet : *Marx et la Révolution française. Textes de Marx présentés, réunis, traduits par Lucien Calvié*, Flammarion, Nouvelle Bibliothèque scientifique.

⁹³¹ Marx utilise cette expression dans son article : *Die Bourgeoisie und die Konterrevolution* en décembre 1848,

allemande à partir de décembre 1848. Cette seule légitimité de la révolution rappelle fatalement Robespierre qui défend certaines «actions illégales», dans l'intérêt de la révolution :

«Est-ce donc le code criminel à la main qu'il faut apprécier les précautions salutaires qu'exige le salut public, dans les temps de crise amenés par l'impuissance même des lois ? ...Citoyens, voulez-vous une révolution sans révolution ? Qui peut, après coup, marquer le point où devaient se briser les flots de l'insurrection populaire ? A ce prix, quel peuple pourrait jamais secouer le joug du despotisme ?»⁹³²

Marx se sert de la même argumentation. Selon lui, on est arrivé à un tel niveau de confrontation entre la légitimité de la révolution et la légitimité de l'ancien régime, qu'on ne peut plus faire autrement que de se décider clairement entre les deux. Notamment le troisième article de la série du 14 septembre est un appel à l'action en cas de coup d'Etat.

III-4-3- Les événements en Rhénanie

Pendant l'été 1848, l'organisation régionale des associations démocrates et ouvrières avait fait beaucoup de progrès. Autant le premier congrès démocrate national à Francfort avait suscité certes l'intérêt du journal, mais pas d'engagement personnel de ses rédacteurs, autant la situation est tout à fait différente quant à l'organisation locale et régionale. Fin juillet 1848 trois associations de Cologne. La *société démocrate*, l'*association ouvrière* et l'*association pour les ouvriers et entrepreneurs (Verein der Arbeiter und Arbeitgeber)*, créent un comité local (*Demokratischer Zentralausschuss*) qui se compose de deux membres dirigeants de chaque association et qui devraient coordonner le travail de toutes les associations démocrates et ouvrières de Rhénanie et

NGR, n°165 du 10 décembre 1848 / NGR, n°169 du 15 décembre 1848 / NGR, n°170 du 16 décembre 1848 / NGR, n°183 du 31 décembre 1848 (également in MEW6, pp.102-124).

⁹³² Cité d'après : R. Korngold : *Robespierre*, édition Payot, Paris, 1936, p.190. Robespierre défend dans cet exemple la Commune qui après la chute de la monarchie avait pris des mesures, estimées arbitraires et illégales par la Gironde, comme certaines arrestations et la suppression de la presse royale. Robespierre défend ces mesures et argumente, qu'elles seraient aussi 'illégales' comme l'était la prise de la Bastille.

Westphalie (*Rheinischer Zentralausschuss*)⁹³³. Marx est élu directement membre de ce comité comme délégué de la *société démocrate*, tandis que Bürgers et Wolff sont suppléants. La rédaction de la *Nouvelle gazette rhénane* occupe donc une place forte dans cette coordination.

Le premier congrès démocrate régional n'eut lieu que les 13 et 14 août, à cause des arrestations de Gottschalk et Anneke qui étaient pressentis pour être les délégués de *l'association ouvrière*. Ce congrès réunissait 17 associations et il décida un échange des informations, articles et adresses grâce à la presse démocrate, notamment par la *Nouvelle gazette rhénane*⁹³⁴ et une extension du travail associatif dans les campagnes.

Bien que cette coordination reste d'abord sans résultats spectaculaires, elle est essentielle pour élargir l'influence du groupe de Marx. L'arrestation de Gottschalk et Anneke avait facilité de plus la prise d'influence du groupe sur *l'association ouvrière de Cologne* qui était pris en charge par les anciens membres dirigeants de la *Ligue des communistes* Karl Schapper et Joseph Moll et qui a été entièrement réorganisée et dorénavant politisée⁹³⁵. Le groupe des rédacteurs de la *Nouvelle gazette rhénane* possède ainsi un rôle clé dans le mouvement démocrate rhénan, un rôle qui révèle sa portée pendant la crise de septembre.

Vers la mi-septembre, les incidents entre des soldats et des citoyens de la ville se multiplient et prennent parfois la forme de tumultes. Des soldats de la 27^{ème} compagnie avaient attaqué des citoyens, le sabre au clair sur le Neumarkt⁹³⁶. Des «scènes chaotiques» rappellent d'autres incidents à Cologne, survenus les années précédentes et qui avaient marqué le vécu de la population. Cet

⁹³³ Voir Dieter Dove : *Aktion und Organisation...*, op. cit. chapitre : *Diskussion in den Kölner Vereinen und Bildung des Demokratischen Zentralausschusses*, pp.171-175, ainsi que :

Marcel Seyppel: *Die Demokratische Gesellschaft in Köln 1848/49. Städtische Gesellschaft und Parteientstehung während der bürgerlichen Revolution 1848/49*, dme-Verlag, Janus-Verlagsgesellschaft, Köln, 1991, chapitre: 7.6: *Parteibildung? Köln als Zentrum der rheinischen Demokratie*, pp.206-214 et :

Gerhard Becker : *Karl Marx und Friedrich Engels in Köln 1848 – 1849, Zur Geschichte des Kölner Arbeitervereins*, Rütten & Loening, Berlin, 1963, pp.75-78.

⁹³⁴ Marcel Seyppel, op. cit. p.212 et

Dieter Dove, op. cit. p.184.

⁹³⁵ Dieter Dove, op. cit. chapitre : *Umprägung des Kölner Arbeitervereins durch Anhänger Marx'*, pp.177-181.

⁹³⁶ Le «Neumarkt» est une place centrale dans la ville de Cologne.

incident est largement relaté par un article de la *Nouvelle gazette rhénane*⁹³⁷, en deuxième place, directement derrière l'éditorial de Marx sur la crise de Berlin.

Là-dessus se greffe un conflit avec le chef de la Garde civile, Wittgenstein, qui était en même temps président de gouvernance (*Regierungspräsident*) et qui est censé rétablir l'ordre. Wittgenstein est soupçonné par une partie de la Garde civile de ne pas agir dans l'intérêt de la population. Mis en cause par plusieurs compagnies qui votent l'incompatibilité de ses deux fonctions, Wittgenstein démissionne le 16 septembre 1848 de son poste de chef de la Garde civile⁹³⁸. Dans ce conflit, il ne s'agit pas uniquement de la personne très discutée de Wittgenstein. Le véritable enjeu est la question de savoir qui a l'influence décisive sur la Garde civile : les autorités qui essaient de rétablir leur monopole de force de l'ordre⁹³⁹ ou les démocrates qui s'étaient beaucoup engagés dans certaines compagnies. Toujours est-il que selon la *Nouvelle gazette rhénane*, 17 compagnies de la Garde civile s'expriment contre Wittgenstein⁹⁴⁰. La *Nouvelle gazette rhénane* informe régulièrement ses lecteurs sur cette affaire.⁹⁴¹

La situation à Cologne est alors marquée par l'enchevêtrement des tensions locales et la colère de la population à cause de l'évolution à Berlin et de l'épreuve de force à Francfort. Une vague d'indignation s'exprime dans une marée de pétitions à l'adresse de l'*Assemblée nationale de Francfort* l'enjoignant de tenir bon et une réunion de plusieurs milliers de personnes a lieu le 7 septembre⁹⁴².

Il semble que les rédacteurs de la *Nouvelle gazette rhénane* commencent à ce moment à faire de la propagande ouvertement en tant que rédacteurs du journal. Marx qui était rentré en urgence de Vienne à Cologne se trouve depuis le 11 septembre de nouveau dans la ville⁹⁴³. Selon Gerhard Becker, Engels et Dronke paraissent pour la première fois le soir du même jour à une réunion de

⁹³⁷ NGR, n°101 du 13 septembre 1848: *Neue Heldenthaten der preußischen Soldateska*.

⁹³⁸ Ibid. p.187.

⁹³⁹ Dans cette perspective a été créée la nouvelle loi sur la Garde civile.

⁹⁴⁰ NGR, n°104 du 16 septembre 1848 : *Nachtrag*.

⁹⁴¹ Outre l'article du 13 septembre, un article dans la NGR, n°102 du 14 septembre et un autre article dans NGR, n° 104 du 16 septembre sur le même sujet sur la première page.

⁹⁴² Les estimations du nombre des participants varient entre 3000 et 8000 personnes, voire : Pierre Ayçoberry : *Cologne entre Napoléon et Bismarck, la croissance d'une ville rhénane*, Aubier, collection historique, Paris, 1981, p.245.

⁹⁴³ Gerhard Becker, op. cit. p.118.

l'association ouvrière⁹⁴⁴. Dronke avertit que le parlement de Berlin serait certainement dissout par la force et que «*le combat entre la monarchie et le peuple est inévitable.*»⁹⁴⁵

Dans ce contexte de tension, le 12 septembre surgit dans les rangs de la Garde civile la revendication d'installer un «*comité de sûreté*», élu et mandaté directement par la population. Cette proposition est reprise par une réunion commune des directions de la *société démocrate* et de l'association ouvrière qui siègent ce même jour et qui préparent aussitôt l'élection de ce comité et décident d'un rassemblement dans le centre de Cologne. *La Nouvelle gazette rhénane* annonce l'élection d'un *comité de sûreté* pour le lendemain, à midi sur le Frankenplatz⁹⁴⁶. Le lendemain, le 15 septembre 1848, à midi, se déroule effectivement un rassemblement qui réunit plusieurs milliers de personnes (entre 5000 et 7000⁹⁴⁷).

La recherche est unanime sur la question du déroulement de cette réunion qui est en grande partie guidé par les rédacteurs de la *Nouvelle gazette rhénane*⁹⁴⁸. Un comité de 30 personnes est élu et acclamé par la foule, dont les rédacteurs de la *Nouvelle gazette rhénane* Marx, Engels, Dronke, Wilhelm Wolff et Bürgers, les membres de l'association ouvrière Moll, Schapper, Nothjung, Blum, Kurth et Seelhoff à côté des membres de la *société démocrate*, leur président Carl Cramer, Schneider II⁹⁴⁹, Hermann Becker et Lambert Hagen. Parmi les membres de la *société démocrate* plusieurs, à posteriori, refusent leur élection, comme Cramer et Schneider.

La réunion est introduite par Wolff et dirigée par Bürgers. Engels propose une adresse à l'assemblée de Berlin qui enjoint les députés de.. «*faire leur devoir en cas de tentative de dissolution et défendre leur place même face au pouvoir des baïonnettes.*»⁹⁵⁰

⁹⁴⁴ Ibid. p.119, (également Dieter Dowe, op. cit. p.188)

⁹⁴⁵ Ibid.

⁹⁴⁶ NGR, n°102 du 14 septembre.

⁹⁴⁷ Les estimations le plus basses viennent de Wittgenstein qui n'accorde que quelques centaines, au plus 1000 personnes pour cette réunion, la *Nouvelle gazette rhénane* donne le 16 septembre le chiffre de 6000, et la *Gazette de Trier (Trier'sche Zeitung)* parle dans son édition du 16 septembre même de 8000-10.000 participants (selon Dieter Dowe, op. cit. p. 187, annotation 486).

⁹⁴⁸ Par exemple: Dieter Dowe, op. cit. pp.187/188 ou Marcel Seyppel, pp. 222/223 ou Heinrich Billstein/ Karl Obermann : *Marx in Köln*, Pahl Rugenstein Verlag, Köln, 1983, p.171, ou Jonathan Sperber, op. cit. p.318, ou Jürgen Herres : 1848/49, *Revolution in Köln*, Janus-Verlag, Köln, 1998, p.82.

⁹⁴⁹ Il s'agit de l'avocat Karl Schneider, membre dirigeant de la société démocrate, appelé dans la presse «Schneider II».

⁹⁵⁰ NGR, n° 103 du 15 septembre 1848 (également in MEW5, p.493): „*bei einem Versuch zur Auflösung der Versammlung ihre Pflicht zu tun, und ihre Plätze selbst der Gewalt der Bajonette gegenüber zu behaupten.*“ Cité également par Marcel Seyppel, op. cit. p.222.

Le comité définit le but de son existence dans une forme assez habile en direction du président gouverneur, une forme qui exclut des mesures disciplinaires, mais qui revendiquent quand même des compétences considérables :

« L'objectif du comité est de s'engager si possible pour le maintien du calme et de l'ordre dans la ville de Cologne en accord avec les autorités installées par la loi, en même temps de veiller par tous les moyens autorisés par la loi, comme seul comité issu des élections directes et directement responsable devant le peuple, à ce que les acquis de la révolution, droits acquis par le sang du peuple, ne soient pas bradés. »⁹⁵¹

Marcel Seyppel mentionne dans son étude sur la *société démocrate de Cologne*⁹⁵² qu'à travers la référence à la loi, une poursuite juridique a été évitée, mais que plusieurs interprétations de ce texte sont possibles, que *« pour les communistes qui ne pensaient et n'agissaient jamais dans les catégories locales le point de vue central était la mobilisation préventive contre un coup d'Etat à Berlin, tandis que les démocrates avaient en vue avant tout la protection des citoyens contre les excès de la garnison. »*⁹⁵³

La constitution de ce *comité de sûreté*, dont le nom évoque évidemment la Révolution française, crée un grand malaise auprès des démocrates modérés qui se retirent suite à une critique virulente de la part de la libérale *association des citoyens (Bürgerverein)* contre la création du *comité de sûreté*.

L'*association des citoyens* avait effectivement perçu la création du *comité de sûreté* comme *« le premier pas vers la révolution »*⁹⁵⁴ et avait protesté ouvertement par des affiches en annonçant que *« le danger venant du militaire qu'on a fait miroiter, était terminé et le véritable danger est provoqué par la création du comité de sûreté. »*⁹⁵⁵

⁹⁵¹ Cité d'après Marcel Seyppel, op. cit. p.222/ ou Rheinische Briefe Akten und II,2, p. 402/403 :

„Der Zweck des Ausschusses ist, wo möglich im Einvernehmen mit den gesetzlich konstituierten Behörden zur Aufrechterhaltung der Ruhe und Ordnung der Stadt Köln (...) zu wirken, zugleich aber als einziges aus direkter Wahl hervorgegangenes und direkt dem Volk verantwortliches Komitee mit allen gesetzlichen Mitteln darüber zu wachen, daß die Eroberungen der Revolution, die mit dem Blute des Volkes erkämpften Rechte, nicht geschmälert werden.“

⁹⁵² Marcel Seyppel, op. cit.

⁹⁵³ Ibid.: *„Für die Kommunisten, die nie in lokalen Kategorien dachten und operierten, war die präventive Mobilisierung gegen einen Staatsstreich in Berlin der zentrale Gesichtspunkt, während die Demokraten zunächst nur vor allem den Schutz der Bürgerschaft gegen Übergriffe der Garnison im Auge hatten.“*

⁹⁵⁴ Joseph Hansen: *Rheinische Briefe und Akten* II/2 op. cit. p.403: *„ Die Bildung des Sicherheitsausschusses ist der erste Schritt zur Revolution.“*

⁹⁵⁵ Ibid.: p.404: *„ Die vorgespiegelte Gefahr von Seiten des Militärs ist beseitigt, und die wirkliche Gefahr wird durch die Bildung des Sicherheitsausschusses herbeigeführt.“*

Cette protestation de *l'association des citoyens* est même publiée par la *Nouvelle gazette rhénane*⁹⁵⁶, à la fin d'un article sur le rassemblement du Frankenplatz et l'élection du *comité de sûreté*. Notamment la phrase dénonçant la création du comité comme le premier pas vers la révolution semble beaucoup l'amuser⁹⁵⁷.

Il est effectivement à peine concevable que ce nom évocateur «*comité de sûreté*» ait été choisi par hasard et qu'il s'agisse d'un simple comité de surveillance. La suite montre qu'il était également conçu comme un comité d'action. Hermann Becker, élu comme président du comité⁹⁵⁸ aurait déjà dit pendant le rassemblement du Frankenplatz que le *comité de sûreté* serait nécessaire : «*pour l'avenir (peut-être très proche)*» pour que, «*si une deuxième révolution s'avérait nécessaire, les événements de celle-ci ne filent pas de nouveau comme de l'eau.*»⁹⁵⁹

Mais même le déroulement du rassemblement en soi pouvait faire reculer les démocrates les plus modérés. Il s'agit d'une réunion à ciel ouvert, ce qui était exceptionnel à Cologne. Tandis que les grandes mobilisations de Berlin ou de Francfort se passaient plutôt aux abords de la ville pour garder un caractère festif et pour faciliter la dissolution de la foule à la fin, cette réunion se déroulait au Frankenplatz, en plein centre-ville, à côté de la cathédrale.

C'était en quelque sorte une démonstration de force pour montrer aux autorités que le mouvement populaire existait et qu'il avait l'intention de peser sur les événements futurs. Même s'il est vrai que c'était une habitude des démocrates rhénans d'évoquer les souvenirs de la Révolution française⁹⁶⁰, il est compréhensible que dans cette situation précise, les libéraux y voient plus que l'emploi de formules rhétoriques⁹⁶¹. Tandis que la *société démocrate* est divisée sur la question du

⁹⁵⁶ NGR, n°103 du 15 septembre 1848.

⁹⁵⁷ Ibid. L'article parle d'une protestation joyeuse (heiterer Protest).

⁹⁵⁸ Jürgen Herres, op. cit. p.82.

⁹⁵⁹ Ibid.: ...daß der Ausschuß auch „für die (vielleicht sehr nahe) Zukunft“ nötig sei „damit, wenn eine zweite Revolution nötig werde, die Ereignisse derselben nicht wieder zu Wasser würden.“

⁹⁶⁰ Voir Joanathan Sperber, op. cit. pp.289-292 : *The Jacobin héritage : Rhenish democrats and the French Revolution*.

⁹⁶¹ Le Frankenplatz n'existe plus de nos jours (il a été remplacé par les « Domplatten») Il se trouvait à proximité immédiate de la cathédrale de Cologne.

comité de sûreté, la partie radicale se révèle comme la plus dynamique et entraîne avec elle *l'association ouvrière*. Cette union d'action sera déterminante aussi pour la suite des événements.

Dieter Dowe tient pour plausible⁹⁶² que le nouveau *comité de sûreté* envisage même l'armement général du peuple, ce qui aurait signifié que le comité ait eu - en cas de coup d'Etat - aussi la fonction d'un comité d'action militaire. Des propos de Schapper du 14 septembre lors d'une réunion de *l'association ouvrière de Cologne* vont dans ce sens. Schapper avait fait voter *l'association ouvrière* sur l'acceptation ou non du *comité de sûreté* contre le reproche que le vote du Frankenplatz aurait été hasardeux. A l'occasion de cette réunion, Schapper déclare que le parti aurait prouvé par la création du *comité de sûreté* : «...non seulement que nous existons encore, mais que nous savons aussi unanimement, quand il est temps d'agir, et ce que nous avons à faire.»⁹⁶³ Cette dernière partie de la phrase correspond littéralement à la fin de l'article de Marx du 11 septembre.

En attendant la décision du parlement de Francfort, les mobilisations partout en Allemagne grandissent. A Cologne, le rassemblement du Frankenplatz avait égalé la mobilisation du 3 mars 1848⁹⁶⁴ (qui avait marqué le début de la révolution en Prusse), même si on se base sur les estimations les plus prudentes.

L'apogée de cette évolution consiste en un nouveau rassemblement populaire, toujours en perspective d'exercer une pression sur les deux parlements. Cette fois-ci, il se déroule dans les environs de Cologne, sur la «Fühlinger Heide», près de Worringen. C'est un endroit en pleine campagne. L'objectif est cette fois-ci justement de politiser la population de la campagne et de mobiliser la population de Cologne vers la campagne.

⁹⁶²Dieter Dowe, op.cit.p.188 : „...läßt auch durchaus den Schluß zu, daß der neugebildete Sicherheitsausschuß, wie die Trier'sche Zeitung schrieb, um eine effektive Vretretung der Interessen des Volkes zu erzielen, auf eine allgemeine Volksbewaffnung hinarbeitete, wie sie sowohl von den Kommunisten, als auch entschiedenen Demokraten immer wieder verlangt worden war. Der Sicherheitsausschuß wäre dann, da man ja mit einem Staatsstreich rechnete, nicht nur ein Agitations- sondern ein miliärisches Aktionskomitee geworden.

⁹⁶³ Dieter Dowe, op. cit. p.189, annotation 495.

⁹⁶⁴ Ibid. p.133, annotation 8 : Dowe estime la foule du 3 mars à environ 5000 personnes.

Comme nous l'avons mentionné, le premier congrès démocrate rhénan avait pris mi-août 1848 la décision d'intensifier la propagande dans les campagnes pour sensibiliser la population rurale. Ce qui ne voulait pas dire s'occuper de la seule question paysanne, l'abolition des charges féodales par exemples. A cause de la vie changeante des ouvriers de l'époque⁹⁶⁵, beaucoup d'ouvriers de fabrique n'habitent pas en ville, mais à la campagne. Pour cette raison, c'est notamment *l'association ouvrière de Cologne* qui avait pris en charge l'envoi des émissaires dans les environs de Cologne afin d'y créer d'autres associations ouvrières. Des associations ont été fondées par exemple à Worringen, à Weßlingen ou à Niederkassel. A cette occasion, les invendus du journal de l'association ont été distribués gratuitement⁹⁶⁶. La *Nouvelle gazette rhénane* rapporte un incident au village de Weßlingen⁹⁶⁷, où un émissaire de Cologne qui devait fonder une association ouvrière, et a été arrêté par le maire, qui visiblement ne savait pas comment se débarrasser autrement de cet «*agitateur*» (*Wühler*).

Dans le même temps apparaissent des plaintes des maires et des villages sur la distribution des tracts contenant les *17 revendications des communistes*⁹⁶⁸. Schapper rapporte à la réunion du 14 septembre⁹⁶⁹ que notamment le maire de Worringen s'est plaint qu'«*un papier avec 17 revendications communistes a été distribué*» et qu' «*un communisme affreux a été prêché.*»⁹⁷⁰ Selon Gerhard Becker, ces tracts ont été produits en quantité pour l'agitation à la campagne ; ils auraient déjà été distribués pendant le rassemblement du Frankenplatz⁹⁷¹.

Il est significatif que le groupe autour de Marx pense que la situation est suffisamment avancée pour publier et distribuer massivement les *17 revendications*, non seulement dans la ville, mais aussi

⁹⁶⁵ Nous avons traité cette question déjà dans la première partie de notre travail dans le chapitre sur la naissance d'un espace public prolétarien en Allemagne.

⁹⁶⁶ Dieter Dowe, op. cit. p.189, annotation 499.

⁹⁶⁷ NGR, n°100 du 12 septembre 1848. Le village en question s'appelle aujourd'hui Wesseling.

⁹⁶⁸ Dieter Dowe, op. cit. p.189.

⁹⁶⁹ Gerhard Becker, op. cit. p.130, annotation 249.

⁹⁷⁰ Ibid. : ein "Zettel mit 17 kommunistischen Forderungen verbreitet" und „greulicher Kommunismus gepredigt“ worden sei.

⁹⁷¹ Ibid.: p.130, annotation 249.

à la campagne - alors qu'Engels avait écrit encore au mois de mai qu'ils seraient lynchés si seulement un exemplaire des revendications avait été publié⁹⁷².

Le moment où ces revendications apparaissent pour la première fois massivement dans l'espace public n'a certainement pas été choisi par hasard. Les *17 revendications* formulent les conditions pour un changement de système politique et pour la mise en œuvre de la fin du pouvoir politique et économique de la monarchie. Au moment où les articles de Marx et Engels annoncent le combat décisif entre la monarchie et le peuple, la conclusion ne peut être que le groupe autour de Marx pense que le temps est venu de propager ouvertement la revendication de la fin de la monarchie. Dans la situation du moment, revendiquer la fin de la monarchie ne pouvait pas représenter un objectif abstrait de principe, mais constitue forcément une réponse concrète et réclame une réalisation immédiate.

En ce qui concerne le rassemblement de Worringen le transport des habitants de Cologne et des villages des environs, qui se trouvent à une certaine distance de Worringen, nécessitait une certaine logistique. Pour cette raison, des péniches entières ont été louées pour transporter les manifestants. La *Nouvelle gazette rhénane* publie pendant deux jours avant le rassemblement de grandes annonces pour faire la publicité, pour annoncer les moyens de transports, l'heure de départ des péniches, etc.⁹⁷³. Malgré de nombreuses obligations administratives pour empêcher les participants de partir ou d'arriver à l'heure, le nombre indiqué varie entre 6.000 et 10.000 personnes, ce qui représente une des mobilisations les plus importantes jusqu'alors en Rhénanie. Plus significatif encore que les chiffres absolus est le nombre des délégations et leurs origines, témoignant de la portée de l'agitation faite en amont. Il s'agit des délégations de Düsseldorf, Neuß, Krefeld, Hittdorf, Frechen et Rheindorf. Le nom des orateurs montre que «les *communistes avaient le rassemblement vraiment en main.*»⁹⁷⁴ Parmi les membres du *comité de sûreté* parlent surtout les rédacteurs de la *Nouvelle*

⁹⁷² MEGA III/2, p.152: *Friedrich Engels an Karl Marx in Köln, Barmen, 25. April 1848*: „Wenn ein einziges Exemplar unserer 17 Punkte hier verbreitet würde, so wär hier Alles verloren für uns.“

⁹⁷³ NGR, n°104 du 16 septembre, (petites annonces) et NGR, n°105 du 17 septembre 1848.

⁹⁷⁴ Dieter Dowe, op. cit. p.190: „Die Kommunisten hatten die Versammlung wirklich in der Hand.“

*gazette rhénane*⁹⁷⁵. Parmi les orateurs des délégations extérieures, c'est surtout Ferdinand Lassalle qui se fait remarquer. C'est en effet sa première apparition en public après son acquittement devant les assises en août 1848.

Schapper est élu président du rassemblement et Engels secrétaire. Sur la proposition de Schapper, et avec une seule voix contre, la foule se prononce pour la «*république rouge, sociale et démocratique*». Sur la proposition de Joseph Moll, l'adresse à l'assemblée de Berlin, déjà votée sur le Frankenplatz - l'appel à ne pas céder même devant les baïonnettes - est également unanimement accepté, ainsi qu'une autre proposition de Moll, demandant que la fonction du *comité de sûreté* soit publiquement reconnue. Une dernière motion vient de la part d'Engels qui demande de voter à l'adresse de *l'Assemblée nationale de Francfort*, que, dans un conflit entre La Prusse et l'Allemagne, le rassemblement de Worringen s'engagerait en faveur de l'Allemagne.

A la fin, le rassemblement décide de boycotter la *Gazette de Cologne*, car elle ne représenterait pas les intérêts de la province rhénane ; au lieu de cela il faudrait recommander la *Nouvelle gazette rhénane*. Les habitants des environs de Cologne assurent finalement leur soutien aux Colonais dans le cas où la 27^{ème} garnison entrerait dans Cologne. C'est la compagnie qui avait provoqué tant de dégâts. Le déroulement du rassemblement est relaté en détail par la *Nouvelle gazette rhénane* dans un long éditorial, à la première place de la première page⁹⁷⁶.

Pour le *comité de sûreté*, le résultat du rassemblement est un succès non seulement quant à la participation, mais aussi en vue d'un élargissement du champ d'action et d'un renforcement de sa légitimité. Nous notons que le *comité de sûreté* concentre sur lui fin septembre l'autorité pour engager des actions pour la défense de la révolution. La *société démocrate* seule, ou *l'association ouvrière* seule n'arrivent pas ou n'essaient pas de développer de semblables activités. Tandis que

⁹⁷⁵ Ibid.: annotation 508: Les orateurs étaient : Schapper, Engels, Dronke, Moll, W. Wolff, Weyll, Wachter, Becker et Reichhelm de Cologne, Lassalle de Düsseldorf, Esser de Neuß, Imandt de Krefeld, Wallraf de Frechen, Loen de Rheindorf, Müller de l'association ouvrière de Worringen et Henry Brisbane du journal démocrate-socialiste *New York Tribune*.

⁹⁷⁶ NGR, n°106 du 17 septembre 1848: *Volksversammlung in Worringen*.

l'association ouvrière semble soutenir sans contestation la création et les actions du comité, la *société démocrate* reste divisée sur la question.

Visiblement, la partie modérée des démocrates ne veut pas être identifiée avec des actions qui pourraient s'avérer insurrectionnelles. En revanche, contre la dynamique de la défense de la révolution très active et offensive du *comité de sûreté*, la partie modérée des démocrates n'a pas d'alternative à offrir. Ils ne s'y opposent pas d'une manière très énergique non plus. Ils semblent vouloir éviter à tout prix ce que Marx leur demande dans ses articles : se décider.

III-4-4- La *Nouvelle gazette rhénane* pendant les mobilisations de septembre 1848

Quant à la *Nouvelle gazette rhénane*, elle accompagne les actions du *comité de sûreté* et devient en quelque sorte sa vitrine. Elle rend compte des mobilisations, publie les adresses et les pétitions, elle est mise en avant comme moyen préféré d'information du *comité de sûreté*. A côté de sa fonction journalistique «classique», elle devient outil de mobilisation et élargit considérablement, par sa place dans l'espace public, le rayonnement du *comité de sûreté*. Etant donné que de toute façon - pour la *Nouvelle gazette rhénane* et le *comité de sûreté* - il s'agit en gros des mêmes personnes, elle agrandit son propre rayonnement.

Dans la présentation du journal, nous notons une diminution des grands éditoriaux, même si les deux séries d'articles de Marx et Engels sont des éditoriaux très importants. Pendant ses premiers mois, le centre de gravité de la *Nouvelle gazette rhénane* était des grands éditoriaux. Au mois de septembre 1848 en revanche, les éditoriaux sont percutants, mais parfois très courts et on ressent vraiment l'urgence de la situation, où on attend d'un moment à l'autre un retournement décisif.

Ces éditoriaux sont accompagnés d'une foule d'autres articles des différents endroits d'Allemagne. Ils viennent surtout des centres de conflits, comme du Schleswig, de Francfort, de Berlin, de Bade. C'est ce foisonnement d'articles de plusieurs dizaines de lieux différents qui rendent compte de la situation révolutionnaire au jour le jour.

Ce sont des articles qui ont des sujets et des formes très différentes : toujours des résumés et commentaires sur les débats des assemblées de Francfort et de Berlin, panachés avec des articles sur des actions des associations, des mobilisations populaires, des excès des soldats, des charivaris, des mouvements de troupes - des articles surtout informatifs, de temps en temps parsemés d'éléments d'analyses. Pendant ces semaines apparaît plus fréquemment la forme du témoignage direct, où un correspondant raconte à la première personne. Tous ces articles témoignent de l'étendue et de la variété du mouvement démocrate et populaire de l'époque. Ils mettent en lumière que ce n'est plus le temps des débats, mais que c'est l'action qui est à l'ordre du jour.

Un correspondant de Düsseldorf relate par exemple le 13 septembre un grand rassemblement populaire à Neuß⁹⁷⁷, initié par les associations démocratiques des environs: de Neuß, Krefeld, Gladbach, Weveningshoven et d'autres villages encore. On proteste contre l'armistice de Malmö et exige «*l'acceptation des revendications de la démocratie*». Un autre rassemblement important a lieu dans les environs de Francfort⁹⁷⁸, où les représentants des associations ouvrières et démocratiques de Francfort et d'autres endroits ont pris la parole, avec la participation de Friedrich Hecker et de Germain Metternich de Mayence. Un correspondant de Breslau relate même le 11 septembre⁹⁷⁹, six rassemblements dans six petites villes différentes. On exige que les droits du peuple soient respectés. Le même jour, on rapporte de Schweidnitz⁹⁸⁰ que le député de la région qui avait contrairement à ses promesses voté systématiquement pour la droite, a été contraint de démissionner et qu'on avait élu un autre député. Toujours le même jour, nous apprenons de Hambourg⁹⁸¹ que les soldats prussiens du régiment de la garde qui avaient été arrêtés pour avoir insulté le tsar Alexandre, ont été libérés

⁹⁷⁷ NGR, n°101 du 13 septembre 1848.

⁹⁷⁸ NGR, n°102 du 14 septembre 1848.

⁹⁷⁹ NGR, n°104 du 16 septembre 1848.

⁹⁸⁰ Ibid.

⁹⁸¹ Ibid.

par le peuple. Le lendemain un correspondant de Chemnitz⁹⁸² décrit une révolte des mécaniciens : ils auraient construit des barricades dans la ville tandis que nous apprenons par une petite notice du 20 septembre⁹⁸³ que la maison du député Franz Adams de Coblenche qui avait voté pour l'armistice de Malmö a été détruite par une foule en colère. Jusque dans la partie des petites annonces, on rapporte des incidents plus ou moins importants, par exemple le 20 septembre⁹⁸⁴. Les officiers de Deutz avaient cru à la rumeur, selon laquelle pour participer au rassemblement de Worringen, Ferdinand Lassalle voulait venir en train, décoré d'un drapeau rouge pour proclamer la république ; tous les soldats de Deutz avaient été mobilisés.

En même temps, et cela peut sembler paradoxal, l'espace public s'est déjà réduit. Les articles de Marx en parlent par allusions, même si ce sont des allusions très compréhensibles par les contemporains. Mais faire passer des messages par allusion était justement une pratique de la presse du *Vormärz*, où il fallait contourner la censure. Nous avons déjà mentionné que plusieurs rédacteurs du journal sont menacés d'expulsion. De plus, les journaux eux-mêmes sont menacés d'interdiction et la loi sur la presse est un moyen puissant contre la liberté de la presse, car le terme de «calomnie» peut être interprété d'une manière très vaste et imprévisible.

Toutefois le journalisme un peu «hâtif» de la *Nouvelle gazette rhénane* pendant le mois de septembre ne s'explique pas uniquement par l'urgence et la prudence, mais aussi par la très grande charge de travail de ses rédacteurs. Ils semblent être partout et semblent tout faire en même temps. Ils écrivent le journal, travaillent dans la *société démocrate* et parlent dans les réunions de *l'association ouvrière*, organisent sans doute les rassemblements populaires et veillent à leur déroulement pour écrire de nouveau des articles.

⁹⁸² NGR, n°105 du 17 septembre 1848.

⁹⁸³ NGR, n°108 du 22 septembre 1848.

⁹⁸⁴ NGR, n°106 du 20 septembre 1848 (petites annonces).

III-4-5- L'insurrection de Francfort du 18 septembre 1848

Après que le revirement du parlement de Francfort est devenu public, c'est à Francfort même, qu'éclate une insurrection contre cette décision. Contrairement à la Rhénanie, il n'y a pas de dispositif organisé dans la ville suffisamment fort, pour pouvoir donner à la colère une direction précise.

Cette insurrection porte tous les traits d'un espace public plébéien : elle est exclusivement portée par les couches sociales inférieures, essentiellement des ouvriers et compagnons-artisans, mais aussi des femmes⁹⁸⁵. Elle est entièrement spontanée et non organisée, même si quelques militants sur place comme Germain Metternich, un «ancien» de la *Ligue des communistes* de Mayence, essaient de prendre de l'influence⁹⁸⁶. Malgré quelques tentatives d'élargir le conflit géographiquement, il reste circonscrit à la ville de Francfort et ne s'étend pas. La confrontation est très violente. Contrairement à des dizaines de conflits survenus auparavant, où seuls les citoyens avaient été victimes des soldats surexcités, la violence vient cette fois-ci aussi de la part des manifestants.

Le conflit avait commencé comme une manifestation de masse à la marge de la ville, sur les «Pfungstweiden», il s'échauffe rapidement, car la ville est remplie de troupes «nationales» (*Reichstruppen*), des Prussiens et des Autrichiens venant de la forteresse de Mayence. Après la publication du vote, la foule s'engouffre dans la vieille ville qui est aussitôt bloquée par les barricades. Les insurgés se battent avec des armes de fortune. Malgré cela, les combats durent

⁹⁸⁵ Fritz Neuland : *Proletarier und Bürger, Arbeiterbewegung und radikale Demokratie 1848/49, 150 Jahre Paulskirchenparlament*, DGB, Landesbezirk Hessen und Kreis Frankfurt a.M , Frankfurt a.M., 1998, p.123 : Pendant le combat qui dura 12 heures succombèrent 33 hommes **et femmes** et 62 soldats.

⁹⁸⁶ Les informations sur cette «prise d'influence » sont très contradictoires chez Veit Valentin, op. cit. p.161 : il affirme que Metternich et autres avait essayé de calmer la foule, qu'il a été en revanche vite débordé par la foule en colère. Une page après, il affirme que Metternich, Esselen, Adler et le maître bourrelier Reutlinger dirigèrent la construction des barricades, le plan de la ville en main. Cette dernière assertion est considérée comme non crédible par Fritz Neuland : op. cit. pp.117-126.

Neuland démontre que tous les paramètres indiquent au contraire que l'insurrection n'était pas prévue et qu'elle avait éclaté d'une manière spontanée. (p.121) notamment les troupes auraient dû être encerclées dans le cas inverse. Esselen qui avait de grandes compétences militaires, n'aurait pas commis une telle erreur. Un autre facteur est que les villes des environs n'étaient pas au courant ; lorsqu'elles envoyaient des renforts pour les insurrectionnels, il était déjà trop tard. Cela concerne particulièrement Hanau. Là-dessus se trompe également la *Nouvelle gazette rhénane*, qui parle le 20 septembre des renforts de Hanau. (Ibid. p.126)

plusieurs jours, jusqu'à ce que les troupes arrivent à mater l'insurrection. Ces combats sont d'une violence inouïe. Deux députés de la droite, qui étaient parti comme «éclaireurs» des troupes, sans nécessité apparente, le Duc de Lichnowski et le général von Auerswald, sont reconnus par la foule et lynchés.

Ce sont les premières scènes de guerre civile dans cette révolution depuis les journées de mars, après les événements de Prague. Mais Francfort est le centre de la nouvelle Allemagne, le symbole de l'unité allemande. Dans cette ville, le parlement qui avait représenté cette unité venait de voter contre cette unité. La colère populaire se déchaîne particulièrement contre la Prusse, car pour la foule ce sont ces mêmes soldats qui refusent de se battre pour l'Allemagne au Schleswig. La colère populaire se tourne également contre les députés qui ont voté pour l'armistice. Ces députés sont déclarés par la foule «*traîtres au peuple*». Cela concerne particulièrement les députés de la gauche modérée, qui n'ont pas tenu bon face à la pression. Leur local, la «Neuwestendhalle» est démoli.⁹⁸⁷

La foule avait essayé également de prendre d'assaut la *Paulskirche*, le site du parlement. C'est en quelque sorte de la part de ces masses le refus de toute légitimité à cette institution, qui a été quand même la leur. Ils réclament maintenant la «*république rouge*». Comme dans les autres manifestations depuis l'été, le drapeau rouge est omniprésent. Le drapeau de l'unité allemande : noir-rouge-or a quasiment disparu et a fait place au drapeau rouge, qui symbolise la contestation et la république sociale.

Dans cette situation, l'attitude des députés démocrates est étonnamment passive. Seuls 20 députés sont prêts à quitter le parlement après le vote. Lorsque l'insurrection éclate, un groupe de députés démocrates essaie de convaincre le *Reichsverweser* de retirer les troupes pour calmer le jeu, mais en vain. Pendant les combats, les députés restent atones, après ils condamnent toutes les violences. Personne ne défend les insurgés.

⁹⁸⁷ Ibid. p.118.

L'insurrection de Francfort démontre une division totale de l'espace public, où aucune communication n'est plus possible. Veit Valentin résume l'issue des événements du 18 septembre comme suit :

«C'était cela le sens profond du 18 septembre : le drapeau rouge se battait contre le drapeau noir-rouge-or, la république des révolutionnaires sociaux contre l'évolution promise par le pouvoir central dynastique et l'Assemblée nationale. L'empire de la Paulskirche, lui-même produit du mouvement populaire de mars, a été victorieux sur l'insatisfaction patriotique, démocratique et sociale d'un mouvement populaire qui avait voulu aller plus loin.»⁹⁸⁸

Le symbole le plus fort de cette division est sans doute la dominance dans l'espace public du drapeau rouge. Le drapeau noir-rouge-or n'est plus défendu que par les libéraux, tandis que les conservateurs de Prusse s'en tiennent au noir-blanc, les couleurs dynastiques des Hohenzollern. La couleur rouge qui commence à apparaître en Allemagne en juin, est en septembre omniprésent sous forme de drapeaux ou de cocardes. En 1848, c'est le signe de la république sociale. Comme les notables se sont entièrement retirés de la rue, la contestation est à partir de l'été 1848 portée par les ouvriers et les artisans. Ce sont eux qui s'emparent du drapeau rouge qui apparaît pendant la prise de l'arsenal de Berlin et pendant tous les conflits qui suivent.

Marx avait mentionné le drapeau rouge comme enseigne de la résistance populaire dans ses articles sur la crise de Berlin, le drapeau rouge est partout à Francfort pendant les combats des barricades. Le drapeau rouge était aussi omniprésent pendant les mobilisations à Cologne et en Rhénanie. Il réapparaît dans les deux éditoriaux qui restent à la *Nouvelle gazette rhénane* à publier sur l'insurrection de Francfort⁹⁸⁹ avant que l'état de siège ne soit proclamé à Cologne.

⁹⁸⁸ Veit Valentin, op. cit. pp.165/166: „ Das war der tiefere Sinn des September. Die rote Fahne kämpfte gegen die schwarz- rot-goldene, die Republik der Sozialrevolutionäre gegen die Evolution, die durch die dynastische Zentralgewalt und die Nationalversammlung versprochen war. Das Reich der Paulskirche, selbst Produkt der Volksbewegung vom März, hatte über die patriotische, demokratische und soziale Unzufriedenheit einer Volksbewegung gesiegt, die weiter gehen wollte.“

⁹⁸⁹ NGR, n°107 du 20 septembre 1848 et NGR, n°108 du 21 septembre 1848.

III-4-6- Les articles de la *Nouvelle gazette rhénane* sur l'insurrection de Francfort

Ces deux articles sont en premier lieu factuels et décrivent le déroulement des événements à Francfort. Ce qui est significatif, c'est la comparaison entre *l'insurrection de juin à Paris* et cette insurrection de Francfort. Les articles décrivent que les combats sont entièrement menés par les ouvriers et les paysans et rapportent des envois d'aide de la part des paysans de la Hesse Electorale (Kurhessen), de Nassau et du Odenwald⁹⁹⁰.

Le parlement de Francfort, jadis au centre de l'intérêt, n'est plus mentionné qu'à la marge. Il est également comparé à *l'Assemblée nationale de Paris* pendant les journées de juin :

«Les messieurs de la Paulskirche sont donc maintenant les égaux de leurs collègues de Paris. Ils peuvent maintenant en toute tranquillité et sous le règne de l'état de siège, réduire les droits fondamentaux du peuple allemand à un « minimum.»⁹⁹¹

Malgré la grande mobilisation des paysans, le ton est plutôt pessimiste. Les troupes du Reich seraient trop importantes et la ville de Francfort trop petite pour pouvoir résister longtemps. Le dernier article porte tous ses espoirs sur l'évolution en France, comme déjà dans les articles sur le Schleswig. Seule la reprise de la révolution en France, *«le cri du coq gaulois»*, pourrait sauver la situation en Allemagne. Cet article confirme une conscience «internationaliste» :

«Y a-t-il encore un centre révolutionnaire dans le monde, où n'a pas flotté au-dessus des barricades des derniers cinq mois le drapeau rouge, le signe du combat du prolétariat européen fraternisé ? A Francfort aussi, le parlement des Junker et bourgeois réuni a été combattu sous le drapeau rouge.»⁹⁹²

⁹⁹⁰ Comme nous avons déjà mentionné, la *Nouvelle gazette rhénane* parle dans son édition n°107 du 20 septembre (supplément) également du renfort de Hanau, ce qui était une information erronée. Voir Fritz Neuland, op. cit. p.126.

⁹⁹¹ NGR, n°108 du 21 septembre 1848: „Die Herren in der Paulskirche sind jetzt also ihren Kollegen in Paris ebenbürtig; sie können in aller Ruhe und unter der Herrschaft des Belagerungszustandes die Grundrechte des deutschen Volkes auf ein «Minimum» reduzieren.”

⁹⁹² Ibid.: „Gibt es noch ein revolutionäres Zentrum in der Welt, wo nicht von den Barrikaden der letzten fünf Monate die rote Fahne, das Kampfeszeichen des verbrüdernten europäischen Proletariats geweht hat? Auch in Frankfurt ist das Parlament der vereinigten Junker und Bourgeois unter der roten Fahne bekämpft worden.“

III-4-7- La fin de la crise de septembre à Cologne

Après l'écrasement de l'insurrection de Francfort, les événements se précipitent à Cologne, où les tensions s'aggravent encore. Le *comité de sûreté* de Cologne organise une autre réunion populaire, où il fait voter une adresse à l'assemblée de Francfort. L'acceptation de l'armistice de Malmö est considérée comme «*trahison du peuple allemand et des armes allemandes*»⁹⁹³. Suivent deux autres points qui s'opposent frontalement à l'attitude des députés démocrates. Les membres de l'assemblée de Francfort, à l'exception de ceux qui s'étaient déclarés prêts à quitter l'assemblée, seraient considérés comme «*traîtres au peuple*». La déclaration parle dans ce contexte de la «*soi-disant assemblée nationale*».⁹⁹⁴ Les combattants des barricades de Francfort en revanche auraient gagné le mérite de la patrie⁹⁹⁵. Cette déclaration est publiée par la *Nouvelle gazette rhénane*, et par affiches. La *Nouvelle gazette rhénane* se propose d'ailleurs d'organiser une aide financière aux insurgés et à leurs familles.

C'est notamment cette déclaration et sa publication dans la *Nouvelle gazette rhénane* qui suscitent la colère des autorités. Elle est effectivement, dans les circonstances du moment, extrêmement provocatrice. De plus, c'est le feuilleton de Georg Weerth qui est dans la ligne de mire. Georg Weerth avait publié depuis quelques semaines une série d'articles, justement une parodie sur le duc de Lichnowski : «*La vie et les hauts faits du célèbre chevalier Schnapphanski*». Weerth avait trouvé en Lichnowski un personnage haut en couleurs qui se prêtait en même temps à la parodie, comme à l'attaque contre la noblesse et la monarchie en général. Ce feuilleton, sert maintenant de prétexte, pour engager des poursuites contre le journal. Le ministère von Mohl donne des instructions dans ce sens au procureur général de Cologne :

« Parmi les organes de la mauvaise presse, se distingue la 'Nouvelle gazette rhénane' qui paraît à Cologne et qui n'a pas peu contribué, entre autre par leurs articles infâmes contre le Duc Lichnowski, à la haine d'un certain parti contre ce membre du parlement, et ainsi peut-

⁹⁹³ NGR, n°110 du 23 septembre 1848 (également in MEW5, pp.497/498): *Verrath an dem deutschen Volk*.

⁹⁹⁴ Cette dénomination est devenue systématique depuis Malmö. Le journal se contente même d'écrire : die s.g. Nationalversammlung, par exemple dans NGR, n°109 du 22 septembre, article : *das Ministerium der Conterrevolution*.

⁹⁹⁵ Ibid.: *Art.1: Die Mitglieder der Frankfurter, sogenannten Nationalversammlung, mit Ausnahme derjenigen, welche sich dem Volke bereit erklärt haben auszutreten, sind Volksverräter.*

Art.2: Die Frankfurter Barrikadenkämpfer haben sich um das Vaterland wohl verdient gemacht.

être indirectement à son assassinat. Il ne serait certainement pas difficile de justifier une instruction contre la rédaction de ce journal.... (..)

Le pire de ce qui est pensable, est la 'décision du rassemblement populaire' ci-joint, publiée par la Nouvelle gazette rhénane (..) Si nous ne procédons pas contre des choses semblables, la patrie est perdue. Le ministère de la justice vous invite donc d'urgence, à engager immédiatement une instruction criminelle contre le comité de sûreté de cette ville, contre l'association démocratique et l'association ouvrière, contre l'expédition de la Nouvelle gazette rhénane et contre l'imprimerie Langen.»⁹⁹⁶

Ce texte montre que les autorités avaient bien compris le lien entre le *comité de sûreté*, ses composantes diverses, et d'un autre côté le rôle de la *Nouvelle gazette rhénane* comme vitrine du *comité de sûreté*. Comme Marx l'avait prévu dans ses articles sur la «loi de la presse», l'instruction criminelle sera justifiée par l'accusation de «diffamation des députés».⁹⁹⁷

Fin septembre il semble évident que la *Nouvelle gazette rhénane* et le *comité de sûreté* constituent un sujet de grande irritation pour les autorités. L'incertitude à Berlin avant l'installation du cabinet Pful, la nervosité à cause de la *deuxième insurrection de Bade*, qui est encore en cours, amènent les autorités à vouloir réagir vite. Au petit matin du 25 septembre, des forces de polices conséquentes font irruption chez Joseph Moll, Karl Schapper, Herrmann Becker, Carl Wachter, Wilhelm Wolff, Ernst Dronke et Friedrich Engels, pour les arrêter. Il s'agit des membres les plus actifs du *comité de sûreté*.

⁹⁹⁶ Joseph Hansen : *Rheinische Briefe und Akten...II/2*, pp.435/436 : Erlaß des Reichsministers v. Mohl an den Generalprokurator in Köln, Nicolovius, Frankfurt, September 25, GStA Berlin, Rep. 84a Nr. 8209.- Abschrift.„ Unter den Organen der schlechten Presse ragt die zu Köln erscheinende ‚Neue Rheinische Zeitung‘ hervor, die unter anderem durch ihre Schandartikel gegen den Fürsten Lichnowski nicht wenig zu dem Haß einer gewissen Partei gegen dieses Parlamentsmitglied und dadurch vielleicht mittelbar zu dessen Ermordung beigetragen hat. Es wird gewiß nicht schwerfallen, eine Untersuchung gegen die Redaktion dieser Zeitung zu begründen,... Das Ärgste aber, was gedacht werden kann, bietet der einliegende, mit der ‚Neuen Rheinische Zeitung‘ ausgegebene ‚Beschuß der Volksversammlung‘ dar. Wenn gegen dergleichen nicht eingeschritten wird, ist es um unser Vaterland geschehen. Das Reichsministerium ersucht Sie daher auf das dringlichste, doch sofort gegen den dortigen Sicherheitsausschuß, den demokratischen und den Arbeiterverein darselbst, die Expedition der Neuen Rheinischen Zeitung und die Langensche Buchdruckerei die Kriminaluntersuchung einzuleiten.“

⁹⁹⁷ Ibid. p.436, annotation 4 :

Selon la correspondance entre le procureur général de Cologne et le ministre de la justice, tous les articles du journal qui critiquaient l'*Assemblée nationale de Francfort* et le feuilleton de Weerth étaient objet de l'instruction. Ceci a été modifié par une première décision juridique, qui ne voulait maintenir que l'accusation contre Weerth. Le tribunal d'appel en revanche reprenait de nouveau l'accusation contre les autres articles. Le 29 mai 1849, Marx, Dronke, Weerth et Becker ont été acquittés.

Des tumultes éclatent aussitôt dans les rues étroites de la ville. La population empêche les forces de l'ordre de progresser. Moll qui est déjà arrêté, est libéré. Finalement la police ne peut arrêter que Schapper et Becker, tandis que les autres arrivent à fuir. Des jeunes commencent aussitôt à construire des barricades dans le centre de Cologne. Malgré la mise en alerte de l'armée, celle-ci n'intervient pas, ce qui évite un bain de sang.

En revanche, le 26 septembre, l'état de siège est proclamé à Cologne, ce qui suspend tous les droits constitutionnels : la presse démocratique est interdite, soit la *Nouvelle gazette rhénane*, le journal de l'association ouvrière, la *Nouvelle gazette de Cologne* et le journal de la *société démocrate*. La Garde civile est dissoute, toutes sortes d'associations suspendues, tout rassemblement interdit (rassemblement de plus de 20 personnes le jour, 10 personnes la nuit⁹⁹⁸). Par ces mesures, l'armée contrôle entièrement la ville.

Pour la *Nouvelle gazette rhénane* commence alors une période très dure. L'état de siège n'est que provisoire et ne dure que jusqu'au 3 octobre, mais cela ne suspend pas les poursuites contre les rédacteurs du journal qui sont toujours recherchés par la police. Les problèmes financiers deviennent à nouveau pressants, car, à cause de l'état de siège, les revenus des ventes et des abonnements sont bloqués. Pour cette raison, le journal ne peut réapparaître que le 11 octobre.

Comme déjà mentionné, Marx rédige et organise le journal seul avec Weerth et Freiligrath qui a rejoint la rédaction après son acquittement⁹⁹⁹. Engels et Dronke ont pu fuir en France, Engels poursuit ensuite sa route vers la Suisse. Les deux restent plusieurs mois absents. Wolff et Bürgers se cachent et restent des semaines dans la clandestinité.

Mais la *Nouvelle gazette rhénane* a subi d'autres pertes. Le *comité de sûreté* est définitivement anéanti. Par l'arrestation de Schapper et la fuite de Moll, le lien étroit avec l'association ouvrière est

⁹⁹⁸ Voir Dieter Dowe, op. cit. p.194, et Marcel Seyppel, op. cit. p.231.

⁹⁹⁹ Freiligrath a été mis en accusation à cause de son poème : '*Die Toten an die Lebenden*' (*Les morts s'adressent aux vivants*).

fragilisé. Après la levée de l'état de siège, Marx est mis en cause dans la *société démocrate* à cause de sa politique pour le *comité de sûreté*, même si ce n'est pas fait d'une manière très agressive.

III-4-8- Bilan des événements de septembre 1848 en Rhénanie

Cette crise de septembre laisse quelques questions ouvertes sur les véritables intentions du *comité de sûreté* qui sont - du fait de la participation des mêmes personnes - également celles de la *Nouvelle gazette rhénane*.

Le 25 septembre était également la date prévue pour un deuxième congrès des démocrates rhénans. La *Nouvelle gazette rhénane* avait régulièrement donné des nouvelles de ce congrès à venir, sous forme d'articles et aussi d'annonces. En dehors de cela, nous n'avons que très peu d'éléments sur le déroulement de ce congrès, qui de toute façon a été interrompu à cause des événements du même jour et qui n'apparaît pour cette raison, qu'à la marge dans la recherche¹⁰⁰⁰. Seul Jacques Droz affirme que : «*la réunion d'un second Congrès des Associations démocratiques à Cologne, le 25 septembre, devait être le signal d'une insurrection armée.*»¹⁰⁰¹ Droz ne donne pas plus de détails ; son assertion n'est pas non plus confirmée par d'autres recherches. Vu les divergences profondes entre les tendances diverses, il paraît improbable que les démocrates réunis préparaient à l'époque une insurrection ouverte.

Cette question nous semble en revanche justifiée pour la partie radicale des démocrates, pour le *comité de sûreté* et la *Nouvelle gazette rhénane*. Si on réunit tous les éléments que nous avons présentés précédemment : les éditoriaux de la *Nouvelle gazette rhénane* sur les crises de Schleswig et de Berlin, la constitution du *comité de sûreté* comme institution à peine déguisée d'un double

¹⁰⁰⁰ Selon Dieter Dowe, op. cit. p.192, le congrès contenait 30 délégations qui devraient s'occuper d'un lien plus intense entre les associations de Rhénanie et Westphalie avec le comité central des démocrates de Berlin. Dowe confirme qu'il y a peu d'informations sur le déroulement du congrès.

¹⁰⁰¹ Jacques Droz, op.cit. p.537.

pouvoir, le caractère des mobilisations pour la «république rouge», cela indique pour nous assez clairement que le groupe Marx ne se trouve plus dans la logique du système parlementaire existant. Viser la république dans le contexte de l'époque - la menace du coup d'Etat - ne peut signifier à notre avis rien d'autre que la disposition à participer à l'insurrection contre la monarchie.

En revanche, même si le *comité de sûreté* et la *Nouvelle gazette rhénane* ont au mois de septembre une tendance insurrectionnelle, on peut supposer que pour le groupe autour de Marx, la situation n'était pas encore favorable. Visiblement on ne s'attendait pas à la déclaration de l'état de siège à Cologne, du moins pas à ce moment. Les arrestations - ou du moins la tentative d'arrêter les rédacteurs - survenaient à la surprise générale. Marx attendait en revanche un coup d'Etat à Berlin et n'excluait pas non plus une intervention militaire prussienne contre *l'Assemblée nationale de Francfort*. Il attendait - ou espérait - dans ce cas une réponse vigoureuse de la part des démocrates de Berlin. Il n'avait certainement pas contacté pour rien le milieu autour de la *Halle des journaux de Berlin* pendant son séjour à Berlin.

Bien qu'Engels ait insisté plusieurs fois dans ses articles sur le potentiel de la Rhénanie, on peut fortement douter qu'une révolte isolée en Rhénanie ait jamais été à l'ordre du jour. Marx avait toujours condamné les tentatives de putsch, soit de Weitling, soit de Bornstedt et Herwegh, soit de Hecker et Struwe, comme aventures dangereuses et inefficaces. Contrairement à Gustav Struwe, qui avait précipitamment déclenché la *deuxième insurrection de Bade* après avoir eu connaissance de l'insurrection de Francfort, les rédacteurs de la *Nouvelle gazette rhénane* n'avaient aucune d'illusion sur l'issue de cette insurrection.

Si jamais la Rhénanie devait se révolter, c'était prévu comme une pièce dans une mosaïque révolutionnaire, mais pas comme l'action d'une région seule. Comme Marcel Seyppel l'avait décrit, les communistes ne pensaient jamais en catégories locales ou régionales. Toute action locale ou régionale était toujours considérée comme exemple pour un plan d'action national. La Rhénanie aurait pu jouer un rôle fort comme moteur, mais n'aurait jamais pu agir de manière isolée. Tout simplement la forte concentration de troupes de l'armée prussienne - qui était bien connue des rédacteurs - rendait un tel projet illusoire. Pour que l'armée prussienne soit devenue inopérante,

Berlin aurait dû se révolter. Mais Berlin n'a pas bougé et n'avait pas de raison particulière de le faire, car l'assemblée de Berlin n'était pas encore en ligne de mire.

La grande attaque contre les deux assemblées, prévue par Marx, n'a pas eu lieu à ce moment. Finalement la tactique des monarchies allemandes d'écraser un foyer révolutionnaire après l'autre a été beaucoup plus efficace. Elles n'avaient pas risqué un grand embrasement populaire national et avaient réussi quand même à briser l'énergie révolutionnaire accumulée lors des deux crises en Allemagne.

III-5- Le soulèvement d'octobre à Vienne et les enjeux pour la révolution européenne

Tandis que la parution de la *Nouvelle gazette rhénane* est provisoirement interrompue entre le 28 septembre et le 11 octobre 1848, le 6 octobre survient le soulèvement de la population de Vienne, un événement qui occupera le journal dès sa réapparition au mois d'octobre et le début de novembre 1848. Ce conflit s'était annoncé sur plusieurs mois et avait déjà donné lieu à plusieurs confrontations plus ou moins violentes pendant l'été 1848.

III-5-1- Les rapports de forces en Autriche entre printemps et été 1848

L'Empire autrichien fut un Etat presque «coupé du monde» par la politique de restauration pendant le *Vormärz*. La censure était particulièrement sévère et le transit des idées beaucoup plus difficile qu'en Bade ou en Rhénanie. Même des journaux prussiens, tolérés en Prusse, comme la *Gazette allemande*, n'étaient pas autorisés en Autriche. Pour cette raison, les intellectuels comme la

population étaient particulièrement inexpérimentés dans le débat politique. L'Autriche - qui ne faisait pas partie de l'*Union douanière* - s'était singularisée aussi économiquement du reste de l'Allemagne.

Malgré cela, Vienne fut après la *révolution de février* à Paris, le premier très grand centre révolutionnaire en Allemagne. Vienne insurgée avait chassé le chancelier Metternich et donné le signal pour le soulèvement en Prusse. Mais en Autriche le cours de la révolution ne s'était pas déroulé de la même façon qu'en Prusse ou dans d'autres Etats allemands, où la situation s'était rapidement calmée après les insurrections de mars, du moins provisoirement, grâce aux concessions accordées aux mouvements populaires.

La Couronne et le gouvernement impérial d'Autriche avait tenté cependant de contourner aussitôt les promesses données et notamment avait essayé d'imposer une constitution avec un scrutin qui ne correspondait en rien aux attentes du mouvement populaire. Cette manœuvre, ainsi que d'autres tentatives de restreindre les libertés accordées, échouèrent totalement. En revanche, ces confrontations avaient mené à un degré de radicalisation, inconnu dans la plupart des Etats allemands.

De l'époque entre le printemps et l'été 1848 date une alliance étroite entre le mouvement démocrate, la jeune association ouvrière de Vienne et l'organisation des étudiants, appelée «*Aula*». La spécificité de l'*Aula* est qu'elle dispose d'un bras armé, la «*Légion académique*». Les représentants de ces organisations, ainsi que ceux de la Garde civile se réunissent dans un *comité de sûreté* qui se saisit du pouvoir effectif à Vienne. Ce comité s'appuie nécessairement sur les masses populaires urbaines, car il n'y a pas de parlement jusqu'à la fin du mois de juillet 1848. Même après l'installation du parlement, le 22 juillet, ce comité garde une grande force de mobilisation et maintient son caractère «extraparlémentaire».

La désagrégation du pouvoir traditionnel dans la capitale au cours du printemps 1848 provoque la fuite de la famille impériale à Innsbruck, tandis que le *comité de sûreté* impose non seulement un changement du gouvernement, mais aussi un mode de scrutin, certes indirect, mais beaucoup plus large que prévu par la version octroyée, un scrutin qui correspondait à peu près à celui de Francfort ou de Berlin.

Le parlement de Vienne, le «*Reichstag*» est élu finalement le 6 et le 9 juillet 1848 et inauguré le 22 juillet par l'Archiduc Jean représentant l'Empereur Ferdinand qui est toujours à Innsbruck. Ce parlement est issu des élections dans les pays héréditaires de la monarchie, ce qui a comme conséquence que la moitié des 383 députés est constituée par des Slaves et des minorités ethniques qui se situent plutôt à droite de l'échiquier politique¹⁰⁰², et qui restent en grande partie fidèle à la dynastie des Habsbourg. Il s'agit des Tchèques, des Slovaques, Slovènes, Croates, Serbes et Ukrainiens (Ruthènes). Les députés allemands sont minoritaires. Les régions italiennes d'Autriche et la Hongrie ne sont pas représentées¹⁰⁰³.

Politiquement, cette assemblée se situe beaucoup plus à droite que l'assemblée de Berlin et même que celle de Francfort, sociologiquement elle diffère des autres assemblées nationales allemandes par la présence importante des députés paysans (15%) et de propriétaires terriens (également 15%)¹⁰⁰⁴. Les démocrates de toutes tendances sont majoritairement Allemands et représentent à peu près un quart de l'assemblée¹⁰⁰⁵. Leur aile radicale ne constitue qu'une petite minorité, néanmoins avec un appui extraparlamentaire.

Dans l'Assemblée de Vienne tous les conflits futurs sont déjà prévisibles à travers sa composition¹⁰⁰⁶. Il s'agit moins d'une Assemblée nationale que d'une assemblée des nationalités. Même le choix de la langue de débat fut controversé. La langue allemande s'impose finalement comme langue officielle¹⁰⁰⁷. La haute représentativité des peuples très minoritaires qui ont des intérêts très différents, qui se trouvent souvent en conflit les uns avec les autres, entravera toute aspiration de centralisation «nationale». C'est une assemblée qui a peu de compréhension pour la volonté d'indépendance des Italiens et encore moins de sympathies pour les Hongrois qui sont accusés d'opprimer leurs propres minorités. Autrement dit, beaucoup de représentants des minorités

¹⁰⁰² Frank Engehausen: *Die Revolution von 1848/49*, Seminarbuch Geschichte, Schönigh UTB, Paderborn/München/Wien/Zürich, 2007, p.14.

¹⁰⁰³ Voir Veit Valentin, op.cit. Bd. II, p.194.

¹⁰⁰⁴ Frank Engehausen, op. cit. p.149.

¹⁰⁰⁵ Ibid.

¹⁰⁰⁶ Jacques Droz : *Les révolutions allemandes de 1848*, op.cit. p.328 : Droz décrit le parlement de Vienne de la façon suivante : «*Si on pouvait comparer l'Assemblée de Francfort à une académie, celle de Berlin à un club, l'on devait se représenter celle de Vienne sous la forme d'un marché, pittoresque et bariolé, mais où il était difficile de se faire entendre : quelques députés ne savaient pas lire, beaucoup ignoraient l'allemand*».

¹⁰⁰⁷ Frank Engehausen, op. cit. p.149: voir aussi Roman Rosdolsky: *Zur nationalen Frage. Friedrich Engels und das Problem der „geschichtslosen Völker“*, Verlag Olle und Wolter, Berlin, 1979, p.29.

siégeant au parlement voient leur avenir national mieux représentés par la vieille monarchie des Habsbourg que dans une grande Allemagne réunie.

Cette assemblée représente en grande partie la ruralité du pays. L'Autriche est relativement peu industrialisée, à part la capitale Vienne et la Bohême. Pour cette raison, la population de ses minorités est aussi essentiellement paysanne. La problématique de l'Autriche en tant qu'Etat multi-ethnique se mélange alors avec une déclinaison très spécifique de la question paysanne. Conscients de ce défi, les démocrates lancent dans la première réunion du *Reichstag*, le 26 juillet 1848, un projet de loi emblématique qui vise la libération des paysans de leurs charges féodales immédiatement, sans indemnisation, à l'instar de l'*Assemblée nationale française* de 1789. Très inexpérimentée en débats parlementaires, la fraction démocrate ne réussit que partiellement¹⁰⁰⁸. De plus, le gouvernement impose que toute loi soit contresignée par l'Empereur. Ainsi les paysans attribuent la nouvelle loi plutôt à l'Empereur. Ils se désintéressent rapidement des affaires du parlement et ne se rapprochent pas de la fraction démocrate.

Un autre problème de cette assemblée est son décalage avec la situation économique et sociale de la capitale. Vienne, un des rares centres industriels du pays, connaît une crise économique grave à cause du déclin de son industrie textile. Le chômage est important. La précarité sociale touche non seulement les couches inférieures, mais aussi une bonne partie des classes moyennes, notamment les étudiants, dont beaucoup vivent dans des conditions misérables. Chez les étudiants de Vienne, les tendances démocrates et républicaines sont les plus fortes. Pour le gouvernement, Vienne est un foyer «de désordre et d'anarchie», une «anarchie» qui ne trouve cependant qu'un écho faible dans le reste du pays. Les autres villes, bien moins importantes que Vienne, et peu industrialisées, gardent beaucoup plus de liens avec leur arrière-pays rural et leurs problèmes respectifs. Dans l'autre centre industriel de l'Autriche, en Bohême, une bourgeoisie «nationale» tchèque aspire certes à plus de liberté, mais se trouve aussi dans une situation de concurrence avec la bourgeoisie austro-allemande. Sociologiquement et politiquement la ville de Vienne n'est que peu représentée au *Reichstag* et de plus isolée de son arrière-pays.

¹⁰⁰⁸ L'autorité féodale est abolie sans dédommagement, mais non les charges et services qui doivent être compensés.

Malgré l'effritement du pouvoir impérial à Vienne, la Couronne autrichienne possède encore un atout décisif dans lequel elle met tout son espoir, c'est l'armée. Au sein de l'armée, le culte de l'Empereur est entier ; l'armée n'est d'ailleurs aucunement redevable au parlement. Cette fidélité à la monarchie absolue fonctionne d'autant plus, que la famille impériale s'est «préservée» en se retirant de Vienne. La fuite de la capitale représente un moyen pour refaire ses forces. La contre-offensive de la monarchie autrichienne à l'aide de l'armée se produit d'abord à la périphérie (Prague, Italie et la Hongrie) pour avancer ensuite vers le centre (Vienne).

Après sa désorganisation en mars 1848, l'armée autrichienne conquiert un succès après l'autre en écrasant d'abord la révolte de Prague (du 12 au 16 juin 1848) et en refoulant le mouvement d'indépendance italien par la victoire du général Radetzky à Custozza en Italie (le 25 juillet 1848). Tout en jouant la carte de l'armée pour des endroits et régions ciblés, la Couronne mise également sur une ancienne constante de la politique habsbourgeoise, jouer une nationalité contre l'autre, par exemple la minorité croate de Hongrie contre la majorité hongroise. A Vienne, le mouvement démocrate est très conscient de ce lien entre la soumission des régions périphériques et l'avenir des libertés acquises au printemps 1848. C'est la mobilisation de quelques garnisons de Vienne contre l'ordre de marcher sur la Hongrie en plein soulèvement, qui donnera le signal de l'insurrection à Vienne.

III-5-2- Les tumultes ouvriers du mois d'août 1848

A la fin de l'été, des frictions, puis des divisions se produisent au sein de cette alliance qui forme le *comité de sûreté* et qui jouait jusque-là un si grand rôle dans la défense de la révolution. Comme à Paris après la révolution de février, le gouvernement avait, en avril 1848, installé un programme de travaux publics, pour combattre les conséquences du chômage grandissant et pour limiter les troubles sociaux permanents. En mai 1848, un ministère est nommé pour s'occuper de ces travaux¹⁰⁰⁹. Comme à Paris, ces mesures, loin de résoudre les problèmes, n'avaient au contraire que mis en lumière la dimension du paupérisme en attirant de plus en plus de masses sans travail dans la

¹⁰⁰⁹ Voir sur ce sujet : Frank Engehausen, op.cit. pp. 151/152.

capitale. Lorsque le gouvernement décide de baisser radicalement les salaires des femmes et des enfants employés, des troubles éclatent dans la ville. L'apogée de la tension survient le 23 août 1848, quand une manifestation (interdite) des ouvriers, est bloquée par la Garde nationale. Pendant l'échauffourée qui suit, une vingtaine d'ouvriers sont tués et un grand nombre blessés. Ce conflit laisse une grande amertume parmi des ouvriers, qui ne sont défendus ni par le *comité de sûreté*, ni par la *Légion académique*¹⁰¹⁰. La conséquence immédiate du conflit est la dissolution du *comité de sûreté* qui s'est révélé divisé. L'association démocratique essaie certes de panser les blessures et appelle à l'unité, mais le conflit a laissé des cicatrices. Une certaine méfiance du très jeune mouvement ouvrier d'un côté et une peur grandissante de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie devant la radicalisation des ouvriers et le «désordre» généralisé.

La manifestation du 23 août dans le centre de Vienne, qui est aussi appelée la «*bataille du Prater*» (*Wiener Praterschlacht*)¹⁰¹¹, se déroule presque en même temps que l'armistice de Malmö qui est signé le 26 août 1848 et qui mène à la crise de septembre à Francfort et en Prusse. Pour la situation à Vienne, c'est le signe avant-coureur d'une radicalisation des couches inférieures, des couches inférieures qui sont visiblement insuffisamment intégrées dans les fonctionnements et la communication au sein du mouvement démocrate.

Les études sur l'incident en question indiquent en effet que le mouvement ouvrier de Vienne, qui ne commence à se structurer que depuis quelques mois, porte encore beaucoup de traits d'un espace public plébéien. Selon Manfred Gailus par exemple, les charivaris de Vienne sont la forme de protestation la plus populaire dans la ville¹⁰¹². Tandis qu'une presse ouvrière commence juste à se créer, les affrontements sont souvent non verbaux, violents, et sans direction ou organisation apparente. Déjà la révolution du printemps 1848 était beaucoup plus que dans le reste de l'Allemagne accompagnée des destructions de machines et de pillages des magasins.

En ce qui concerne la manifestation du 23 août 1848, les études¹⁰¹³ soulignent la forte présence des femmes, dont certaines attaquent même physiquement les hommes de la Garde nationale. La

¹⁰¹⁰ L'incident en question est décrit en détail par Jacques Droz, op. cit. pp.326/327.

¹⁰¹¹ Les combats entre les ouvriers et la Garde nationale se sont déroulés entre la Gare du nord et le quartier du Prater).

¹⁰¹² Manfred Gailus : *Straße und Brot ; Sozialer Protest in den deutschen Staaten unter besonderer Berücksichtigung Preußens 1847-1849*, Vandenhoeck & Ruprecht Göttingen, 1990, p.147 ; Gailus se réfère à W.Häusler: *Soziale Protestbewegungen in der bürgerlich-demokratischen Revolution der Habsburgermonarchie 1848*, in : Reinalter (Hg.) *Protestbewegungen*, pp.327-359, p.342.

¹⁰¹³ Gerlinde Humme -Haas: *Schwester zerreißt eure Ketten. Zeugnisse zur Geschichte der Frauen in der Revolution von 1848/49*, dtv- Verlag, München, 1982, pp. 182/184.

baisse des salaires, prévue par le gouvernement, concernait d'ailleurs uniquement le travail des femmes et des enfants, tandis que les salaires des hommes restaient inchangés. Avant de dégénérer, la manifestation avait pris des formes carnavalesques, la manifestation étant déguisée comme cortège funèbre du ministre du travail¹⁰¹⁴. Tous ces traits, typiques de l'espace public plébéen, maintenus par un espace public prolétarien naissant, expliquent aussi en partie les difficultés de l'intelligentsia démocrate à prendre en compte et à comprendre tout simplement ces formes de protestation.

L'insurrection du 6 octobre 1848, en général beaucoup plus organisée et structurée par l'association démocratique, voit néanmoins réapparaître certains de ces traits spécifiques de protestation, typiquement «plébéiens».

III-5-3- La bataille de Vienne

Pendant le mois de septembre 1848, la crise en Hongrie s'aggrave. A deux reprises, le *Reichstag*, appelé à jouer le médiateur entre le mouvement d'indépendance hongroise et la minorité croate de Hongrie, refuse d'accueillir une délégation hongroise². Lorsque le général croate Jelacic, fidèle à la monarchie, est imposé par l'Empereur comme nouvel administrateur de la Hongrie, ce pays se révolte. Le 3 octobre l'état de siège est déclaré sur la Hongrie. Des troubles éclatent le 6 octobre à Vienne, lorsque plusieurs bataillons de l'armée, stationnés dans la capitale, sont mobilisés pour renforcer l'armée de Jelacic. Très vite, ces troubles se transforment en insurrection ouverte. Contrairement aux insurrections précédentes de la révolution de 1848 (celle de Paris en juin 1848 et celle de Francfort le 18 septembre), les insurrectionnels - autour de l'association démocrate, de l'association ouvrière et des étudiants - disposent de structures armées, des parties de la Garde nationale et de la *Légion académique*.

A la fin de la journée du 6 octobre, un quartier après l'autre tombe entre les mains des insurrectionnels et l'armée doit se retirer entièrement du centre de la ville. Les structures armées des

¹⁰¹⁴ Nous avons déjà décrit cette scène dans un chapitre antérieur (I-3-2- Entre espace public plébéen et espace public prolétarien) Elle est également décrite par Veit Valentin, op. cit. p.193.

insurgés n'agissent pas seules ; elles sont entourées des masses considérables de la population de Vienne. C'est la foule en colère qui s'empare toujours le 6 octobre de l'arsenal et de ses 30 000 fusils¹⁰¹⁵. C'est aussi cette foule qui prend le siège du palais du ministère de la guerre, Le ministre de la guerre, Latour, un des personnages les plus haïs de la population de Vienne, est reconnu par la foule, lynché et pendu à une lanterne. Au plus tard après ce virage très «plébéien», la direction politique de l'insurrection n'est plus uniquement aux mains du mouvement démocrate. Vienne a connu son «cas de Duc de Lichnowski», lynché également trois semaines auparavant par la foule en colère de Francfort.

La famille impériale, ainsi que le gouvernement et une partie des députés du *Reichstag*, fuit de nouveau la ville. Ainsi ce qui reste du *Reichstag* n'atteint pas le quorum. Par le fait de rester dans la ville, les députés sont pourtant contraints de soutenir l'insurrection. En revanche, la gauche ne réussit pas son projet de transformer le parlement en un véritable gouvernement de l'insurrection en lui donnant des pouvoirs exécutifs¹⁰¹⁶. Sa politique restera jusqu'à la fin très contradictoire. Le véritable pouvoir se déplace vers le nouveau Conseil municipal, institué le 7 octobre.¹⁰¹⁷ En toute hâte, la défense de la ville est organisée. Un *comité permanent* est mis en place, puis un *comité de défense* sous le commandement de Wenzel Messenhauser. Une *Garde mobile* est fondée le 12 octobre, recrutée parmi les chômeurs et des soldats, qui avaient rejoint les rangs de la révolution. Ces «prolétaires en armes» jouent un rôle décisif dans la défense de la ville. Mais les troupes de la révolution restent toujours, malgré les 30 000 à 40 000 hommes¹⁰¹⁸, insuffisantes et surtout leur armement est insuffisant.

Un des autres grands problèmes pour les insurrectionnels, reste le fait que Vienne n'est pas défendue par son arrière-pays, qui ne se mobilise pas, ou du moins pas d'une manière suffisante. Le *Reichstag* se refuse à mobiliser les soldats de réserve à la campagne, le «*Landsturm*»¹⁰¹⁹. Les troupes de trois armées, celles de Jelacic, celles du général Windischgrätz et celles du général Auersperg avancent librement et réussissent à encercler la ville¹⁰²⁰. Ni le *comité permanent*, ni le *conseil*

¹⁰¹⁵ Jacques Droz, op. cit. p.334.

¹⁰¹⁶ Frank Engehausen, op. cit. p.153.

¹⁰¹⁷ Veit Valentin, op.cit. p.198.

¹⁰¹⁸ Jacques Droz, op.cit. p.336.

¹⁰¹⁹ Veit Valentin, op. cit. p.198.

¹⁰²⁰ Ibid. p.338 : L'armée régulière disposait de 70.000 hommes et de 200 canons.

municipal n'avaient pu se résoudre à faire appel à l'armée hongroise, qui avait demandé un mandant officiel d'une institution représentative de la ville. Une majorité des deux institutions tient encore à garder la légitimité d'avant l'insurrection, une légitimité pourtant qui ne joue depuis longtemps aucun rôle pour l'armée impériale. Quand l'armée hongroise se mobilise enfin, il est déjà trop tard ; elle est battue par Jelacic à Schwerat.

Vienne est alors exposée aux troupes du général Windischgrätz qui a reçu les pleins pouvoirs de la part de l'Empereur et qui déclare le 20 octobre l'état de siège sur la ville. Le 23 octobre, il pose un ultimatum à la ville de se rendre, un ultimatum qui est refusé par les insurrectionnels. La prise de la ville est lancée le 28 octobre et les combats durent trois jours. Après l'écrasement du soulèvement, un grand nombre d'insurgés sont exécutés, comme le président de l'association démocrate Alfred Julius Becher ou le commandant militaire de l'insurrection Wenzel Messenhauser.

Parmi les prisonniers de l'armée autrichienne se trouvent aussi deux députés de l'*Assemblée nationale de Francfort*, Julius Fröbel et Robert Blum. Ils sont les envoyés de la fraction démocrate et se sont, une fois arrivé à Vienne, joints aux insurgés.

Quant à la majorité de l'assemblée de Francfort elle avait refusé de se prononcer contre le gouvernement autrichien¹⁰²¹. Le *Reichsverweser* s'était contenté d'envoyer deux autres députés comme médiateurs, Carl Theodor Welcker et Ludwig Mosle. Ces deux députés étaient reçus le 21 octobre 1848 par le général Windischgrätz devant Vienne, sans qu'ils puissent rentrer dans la ville, ensuite envoyés à Olmütz, le siège provisoire de la Cour et du gouvernement, où ils sont reçus également, mais interdits de poursuivre leur mission par le chef du gouvernement Wessenberg. L'intervention du parlement de Francfort se limite à cette action.

Les deux députés démocrates prennent clairement position pour les insurgés. Or, notamment Robert Blum, un des personnages les plus populaires de la révolution de 1848 en Allemagne, était jusque-là un dirigeant démocrate de la fraction modérée. A Vienne cependant, il comprend que la situation est tout à fait décisive, non seulement pour l'Autriche, mais pour l'Allemagne en général,

¹⁰²¹ Engehausen, op. cit. p.155.

voire pour l'Europe¹⁰²².

Blum participe donc activement aux combats. Il est fait prisonnier après la chute de la ville. Le 8 novembre, il est exécuté, malgré son statut de député de *l'Assemblée nationale de Francfort*. Le ministre de la justice de Francfort envoie par la suite plusieurs notes de protestations, qui ne reçoivent aucune réponse. Dans toute l'Allemagne l'émotion est considérable et mène partout à des manifestations de masse en son souvenir et pour soutenir sa famille. La passivité de l'assemblée de Francfort et son manque d'efficacité est partout mis en exergue. L'exécution de Blum mène, notamment en Prusse à une radicalisation des démocrates, même de ceux qui étaient jusqu'alors plutôt modérés. D'un autre côté, la chute de Vienne encourage le roi Frédéric-Guillaume IV de Prusse à en finir définitivement avec le parlement de Berlin.

III-5-4- La situation de la *Nouvelle gazette rhénane* après l'état de siège de Cologne

Après la levée de l'état de siège, la situation politique reste très tendue en Rhénanie ; le conflit se poursuit dans d'autres villes¹⁰²³. Marx se retrouve presque seul dans la rédaction du journal. La plupart des rédacteurs sont recherchés par la police et ont dû s'enfuir pour se mettre en sécurité. Sur Marx lui-même plane toujours la menace d'une expulsion, ce qui aurait signifié la fin définitive du journal. La *Nouvelle gazette rhénane* est maintenant attaquée directement. Plusieurs procès sont engagés contre elle. Ces procès mobiliseront une partie de l'énergie du journal jusqu'à sa fin.

La situation financière de la *Nouvelle gazette rhénane* n'a jamais été aussi catastrophique. Elle ne peut paraître de nouveau que le 11 octobre 1848 (daté du 12 octobre). Jusqu'à la fin de l'année,

¹⁰²² „Für Freiheit und Fortschritt gab ich alles hin.“ Robert Blum 1807 – 1848 Visionär; Demokrat; Revolutionär; herausgegeben vom Bundesarchiv, bearbeitet von Martina Jesse und Wolfgang Michalka, Unter der Schirmherrschaft von Wolfgang Thierse, Vizepräsident des Deutschen Bundestages, Verlag für Berlin-Brandenburg, Berlin, 2006, p.258: „...in Wien entscheidet sich das Schicksal Deutschlands, vielleicht Europas. Siegt die Revolution hier, dann beginnt sie von neuem ihren Kreislauf; erliegt sie, dann ist wenigstens für eine Zeitlang Kirchhofsruhe in Deutschland...“ Le 20 octobre, il écrit à sa femme : « A Vienne se décide le destin de l'Allemagne, peut-être de l'Europe. Si la révolution vainc ici, elle recommencera de nouveau ses cycles, si elle est vaincu, il y aura du moins pour un certain temps un silence de cimetière en Allemagne. »

¹⁰²³ Si les associations démocratiques et ouvrières de Cologne ont été éclipsées pour quelques semaines, celles de Düsseldorf restent particulièrement actives et organisent un nombre de manifestations de masse à l'image de celle de Worringen pendant tout le mois d'octobre 1848, avec les mêmes revendications, notamment celle d'établir la «république rouge», voir Dieter Dowe op.cit. pp.195 – 198, chapitre : *Die Krise in Düsseldorf*.

Marx n'est pas sûr de pouvoir sauver le journal. Le 5 décembre 1848, il écrit encore à son correspondant à Vienne Eduard von Müller-Telling :

«Notre journal est en ce moment sans le sou. (...) je ne peux pas vous décrire à quel point j'ai dû sacrifier de l'argent et de la patience pour maintenir le journal.»¹⁰²⁴

Bien que la rédaction reste nominalement inchangée - la co-option de Freiligrath¹⁰²⁵ mise à part - la rédaction n'est jamais complète pendant tout le reste de l'année 1848. Pendant quelques semaines, seuls Georg Weerth et Ferdinand Freiligrath travaillent réellement pour le journal à Cologne. Les deux poètes sont pleinement investis dans le travail rédactionnel, et ne se limitent pas au feuilleton¹⁰²⁶. Freiligrath débute pourtant en tant que journaliste d'un quotidien.

Wilhelm Wolff rejoint clandestinement l'équipe au mois de novembre, mais il doit toujours se cacher. A la fin du mois de novembre Ferdinand Wolff revient de Paris¹⁰²⁷. Heinrich Bürgers avait déjà en septembre 1848 déménagé à Düsseldorf, où il était très actif dans le mouvement démocrate pendant la crise de septembre. Par ce biais, il reste en contact avec Marx, mais il est probable qu'il ne joue plus un rôle actif dans le journal. Ernst Dronke, toujours sous la menace de poursuites judiciaires, attend à Paris, dans des conditions matérielles très précaires, de pouvoir rentrer à Cologne. Engels de son côté s'est rendu en Suisse, où il attend également le feu vert de Marx pour revenir. Dronke et Engels continuent d'écrire des articles sur la situation de leur pays d'exil respectif. Mais cela ne remplace pas leur travail dans la rédaction à Cologne. Notamment les longs articles d'Engels sur la Suisse, pays calme et paisible, sont dans un décalage étrange avec le bouillonnement

¹⁰²⁴ MEW27, p.485, *Marx an Eduard von Müller-Telling in Wien* :

„Unsere Zeitung ist momentan sans sou. (...) Ich kann Ihnen gar nicht schildern, welche Opfer an Geld und Geduld ich bringen mußte, um die Zeitung zu erhalten.“

¹⁰²⁵ Une note rédactionnelle du numéro 114 du 12 octobre 1848, le premier après l'interruption de la parution en septembre, précise :

«Par l'intérêt qui s'est montré particulièrement à Cologne pour le maintien de la « Nouvelle gazette rhénane », nous avons réussi à surmonter les difficultés financières provoquées par l'état de siège, et la faire réapparaître. Le comité de rédaction reste le même. Ferdinand Freiligrath y est entré comme nouveau membre. Karl Marx, rédacteur en chef de la «Nouvelle gazette rhénane».

(Durch die Teilnahme, die sich namentlich in Köln für die Aufrechterhaltung der „Neuen Rheinischen Zeitung gezeigt, ist es gelungen, die von dem Belagerungszustande herbeigeführten finanziellen Schwierigkeiten zu überwinden und sie wiedererscheinen zu lassen. Das Redaktionskomitee bleibt dasselbe. Ferdinand Freiligrath ist neu eingetreten. Karl Marx, Redakteur en Chef der „Neuen Rheinischen Zeitung“.

¹⁰²⁶ Weerth ne peut pas s'empêcher de «fêter» la réapparition du journal avec un poème qui s'intitule : *«Il n'y a rien de plus beau sur ce monde que de mordre ses ennemis» (Kein schöner Ding auf dieser Welt als seine Feinde zu beißen).*

¹⁰²⁷ Voir Walter Schmidt : *Ferdinand Wolff. Mitstreiter von Marx und Engels in der Redaktion der „Neuen Rheinischen Zeitung“*, in: *Männer der Revolution 2*, Akademie-Verlag, Berlin, 1987, pp.9-59, p.22.

qui caractérise les articles sur l'Allemagne. C'est une époque où Marx écrit lui-même une grande partie des éditoriaux. Le journal est donc plus que jamais au centre de ses occupations.

III-5-5- L'insurrection de Vienne et sa présentation dans la *Nouvelle gazette rhénane*

Les articles sur l'insurrection de Vienne sont publiés juste au moment où la *Nouvelle gazette rhénane* paraît de nouveau le 12 octobre 1848. Le journal ne peut que rapporter rétrospectivement des informations sur les premiers jours du soulèvement.

La Rhénanie et la Prusse sortent juste d'une crise grave, avant de plonger de nouveau dans une autre, encore plus grave, le putsch de la Couronne de Berlin. En même temps, Marx attend - déjà depuis le mois de septembre - un regain de la dynamique révolutionnaire en France. Dès le premier numéro après l'état de siège, la *Nouvelle gazette rhénane* décrit en détail l'évolution de la situation en France. Dans l'ordre de l'importance, la France se trouve même en première place. La crise à Vienne est certes très importante, mais elle n'est pas le seul «cheval de bataille» de la *Nouvelle gazette rhénane*.

L'insurrection de Vienne remplit néanmoins des pages entières du journal et se trouve au centre de l'intérêt jusqu'à la fin d'octobre. La phase décisive des articles sur Vienne se situe les deux dernières semaines d'octobre. Après, les problèmes de courrier se multiplient et entravent les informations sur Vienne. La défaite de l'insurrection coïncide avec le début de la crise de novembre en Prusse. Après la campagne pour le boycott des impôts (qui commence le 14 novembre) les articles sur l'Autriche deviennent nettement moins fréquents et moins bien placés.

A l'instar de l'époque de *l'insurrection de juin à Paris*, le journal adapte sa présentation. Les articles du correspondant prennent souvent la place de l'éditorial. A plusieurs reprises les articles sur Vienne se suivent sur des pages entières. Contrairement à l'époque de *l'insurrection de juin* en revanche, les articles des correspondants écrits sur place ne sont pas accompagnés de longs éditoriaux. Cette situation s'explique d'un côté par les temps plus mouvementés qu'en juin et la multitude de sujets pressants, et d'un autre côté par les circonstances matérielles difficiles du

journal. Le manque de rédacteurs importants dans la rédaction à Cologne ne permet que difficilement de suivre et analyser tous les événements.

Pour cette raison, Marx s'appuie au cours de ces semaines essentiellement sur son correspondant en titre sur place, Eduard von Müller-Telling, et cela pour les informations de tous les jours, comme pour les analyses. Les articles de Telling influencent de manière importante l'appréciation de Marx sur la situation en octobre 1848 telle qu'elle apparaît dans ses éditoriaux, ou dans les analyses ultérieures que Marx et Engels porteront sur la révolution autrichienne¹⁰²⁸.

Dans le premier numéro du mois d'octobre un éditorial court précède les articles sur Vienne. Les articles sur l'insurrection de Vienne - avec signet du correspondant Müller- Telling - suivent sur trois pages. De même, dans le deuxième numéro. Deux pages sur Vienne (dont une avec les déclarations officielles diverses) sont précédées d'un court éditorial. Dans les deux semaines qui suivent, jusqu'au 1^{er} novembre, les articles sur Vienne se trouvent 10 fois à la première place sur la première page¹⁰²⁹ plus un numéro exceptionnel, entièrement sur Vienne - chaque fois sur plusieurs pages - dont sept fois avec le signe explicite de Telling¹⁰³⁰.

III-5-5-a- Les articles sur le 6 octobre 1848 et la défense de la ville

Le 6 octobre 1848, le correspondant décrit le début de l'insurrection, le refus des troupes de marcher sur la Hongrie et la fraternisation avec la population. Il suit les combats, quartier par quartier ; les combats au centre de la ville mettent en lumière la division de la Garde nationale et des troupes régulières. Une partie de ces deux structures se dirige contre les insurgés, tandis qu'une autre s'unit avec la *Légion académique*. Cette division était déjà pressentie lors des événements du 28 août. Les pertes, y compris au sein de la population, sont considérables. Le correspondant décrit

¹⁰²⁸ Pour cette raison, nous étudierons un peu plus tard particulièrement le personnage de ce correspondant.

¹⁰²⁹ NGR, n°117 du 15 octobre 1848 / NGR, n°118 du 17 octobre 1848 / NGR, n°118 du 17 octobre 1848, supplément spécial / NGR, n°120 du 19 octobre 1848 / NGR, n°121 du 20 octobre 1848 / NGR, n°122 du 21 octobre 1848 / NGR, n°124 du 24 octobre 1848 / NGR, n°125 du 25 octobre 1848 / NGR, n°126 du 26 octobre 1848 / NGR, n° 127 du 27 octobre 1848 / NGR, n° 128 du 28 octobre 1848.

¹⁰³⁰ NGR, n° 117 du 15 octobre 1848 / NGR, n°118 du 17 octobre 1848 / NGR, n°122 du 21 octobre 1848 / NGR, n°126 du 26 octobre 1848 / NGR, n°127 du 27 octobre 1848 / NGR, n°128 du 28 octobre 1848.

avec insistance à quel point les maisons sont pleines de morts et de blessés, même la cathédrale autour de laquelle les combats s'étaient déchaînés. La population est tantôt pure victime, tantôt elle prend parti à côté des troupes des insurgés, tantôt elle mène ses propres combats - à sa façon. A partir de la fin de l'après-midi, c'est - selon les articles de Telling - plutôt la population qui prend l'initiative et ce sont les autres structures armées des insurgés qui suivent, ainsi pendant la mise à mort du ministre Latour et la prise de l'arsenal. Le lynchage de Latour - dont Telling n'était pas témoin direct - est décrit d'une façon neutre, sans enthousiasme, mais sans pitié non plus, comme un acte de la population «souveraine» en colère, comme un fait de guerre. Vienne se trouve alors dans une sorte d'ivresse de victoire.

III-5-5-b- Les articles sur Vienne jusqu'à fin octobre 1848

Cette situation perdure le 7 octobre. A partir de cette date en revanche, c'est le Conseil municipal qui s'impose, un fait que Telling dénoncera à plusieurs reprises pendant les semaines suivantes.

Le correspondant fulmine également maintes fois contre le *Reichstag*, dont il rapporte les débats en détail. Le *Reichstag* s'est mis dans les faits sur une base révolutionnaire, mais en même temps, il envoie des adresses à l'Empereur et à son gouvernement. Telling est excédé par une telle naïveté.

La ville se remplit de rumeurs les plus contradictoires, toutes soigneusement transmises par Telling. Le 7 octobre, Jelacic ne serait - selon ces rumeurs - pas très loin de Vienne¹⁰³¹, un jour plus tard il serait pendu par les Hongrois¹⁰³².

Le 8 octobre, Telling est plein d'optimisme. Il croit à l'affaiblissement durable de la camarilla et à l'institution d'un nouveau gouvernement bourgeois. Il semble croire des rumeurs, selon lesquelles des paysans se seraient insurgés contre l'Empereur.

Il est plein d'éloges sur les formes populaires de la presse ; les affichages nombreux, qui selon le correspondant «viennent tous du véritable peuple et qui ont l'air assez sociaux-démocrates»¹⁰³³.

Entre le 9 et le 19 octobre, Telling suit les mesures de défense de la ville et il applaudit la *Légion académique*. Les nouvelles deviennent de plus en plus confuses sur l'avancement de Jelacic,

¹⁰³¹ NGR, n°115 du 13 octobre 1848 (*Wien, 7 Oktober, abends*).

¹⁰³² NGR, n°116 du 14 octobre 1848 (*Wien, 8. Oktober*).

¹⁰³³ NGR, n°116 du 14 octobre 1848 (*Wien, 8. Oktober*): „Der 6. Oktober hat heute eine Legion von Maueranschlägen geboren, die alle aus dem eigentlichen Volke kommen und ziemlich sozial-demokratisch aussehen.“

Windischgrätz et de l'armée hongroise. Telling doute par moment que Vienne soit vraiment attaquée par les troupes régulières. A ce propos, il est complètement contradictoire¹⁰³⁴. Le même jour il affirme que Messenhauser a mis la ville dans un bon état de défense et il serait «*ridicule de croire que Jelacic et Auersperg entreraient par la force dans la ville, où chaque maison est une forteresse et chaque pavé une arme et leur perte serait donc certaine.*»¹⁰³⁵ A la fin du même article, il tempête contre les députés du *Reichstag* qui croient à la parole des généraux affirmant qu'ils n'attaqueraient pas la ville. «*On doit devenir fou. Je le vois, Vienne succombera et avec ce bastion, la liberté d'Allemagne sera anéantie.*»¹⁰³⁶

Le correspondant exprime son énervement en observant ces tentatives infructueuses de négocier alors que dans le même temps plusieurs armées avancent sur Vienne. Sa critique amère inclut également la fraction démocrate et aussi la presse démocrate. A ces occasions, Telling ne se prive pas de ses amalgames habituels avec les juifs¹⁰³⁷.

III-5-5-c- La chute de Vienne

Après le 19 octobre 1848, le courrier devient incertain. La *Nouvelle gazette rhénane* fait savoir plusieurs fois que les envois par la poste de Vienne ne sont pas arrivés.

Le 21 octobre¹⁰³⁸, Telling rapporte que Vienne est encerclée par trois armées, que les «*ânes de députés du Reichstag*» commencent à comprendre leur erreur ; ils auraient dû laisser agir le peuple le 7 octobre. Les articles se transforment de plus en plus en reportages de guerre.

¹⁰³⁴ Cet article contradictoire a été aussi remarqué par Ernst Hanisch, op. cit. p.133.

¹⁰³⁵ NGR, n°122 du 21 octobre 1848 (*Wien, 16. Oktober*) :

„...obwohl es lächerlich ist anzunehmen, Jellachich und Auersperg würden es wagen, mit Gewalt in die Stadt zu dringen, wo jedes Haus eine Festung, jeder Pflasterstein eine Waffe, ihr Untergang also gewiss ist.“

¹⁰³⁶ Ibid.: „Es ist zum wahnsinnig werden. Ich sehe es, Wien unterliegt und mit diesem Bollwerk versinkt die Freiheit Deutschlands.“

¹⁰³⁷ Par exemple : NGR, n°117 du 15 octobre 1848 : „Entrüstet über die verräterische Feigheit dieser erbärmlichen und niedergeschlagen wegen des hirnlos und feigen Benehmens des demokratischen Judengesindels, welches das Steuer führt, verließ ich die Versammlung;

ou : NGR, n°125 du 25 octobre: *Wien, 18. Oktober*...*Die Presse ist fast noch feiger als die Kammer; am allerfeigsten und erbärmlichsten benehmen sich aber die demokratischen Judenvereine; man hört fast nichts mehr von ihnen. Der „Radikale“ enthält jetzt nur noch Hegelsche Philosophie mit der Unterschrift Jelinek. Nur ein Blatt, die „Nationalzeitung“ wagt es, dem Reichstag den Tert zu lesen; vielleicht ist es übrigens kein Wagnis mehr.“*

¹⁰³⁸ NGR, n°127 du 27 octobre (*Wien, 21 Oktober*: „Reichstageses.“)

Le numéro 129 publie, dans sa deuxième édition, la déclaration de l'état de siège. Selon Telling, les armées devant la ville seraient bestiales. Même les bêtes dans le désert seraient des anges humanistes, comparés avec ces «*bourreaux impériaux de guerre k.u.k. qui dépassent tous les arts du banditisme*»¹⁰³⁹. Il décrit des meurtres, des pillages et des destructions devant la ville. En même temps, il compte encore sur le mécontentement des troupes régulières et a l'espoir que l'armée hongroise arrive à temps. Il est impressionné par l'audace et l'abnégation du peuple qui ne se décourage pas.

Après cette date, la poste est complètement bloquée et la *Nouvelle gazette rhénane* doit se contenter des informations des autres journaux, des informations qui sont contradictoires. Pendant plusieurs jours, Marx se méfie des nouvelles sur la chute de la ville, particulièrement de celles rapportées par la *Gazette de Cologne*. Le supplément exceptionnel de la *Nouvelle gazette rhénane* du 4 novembre¹⁰⁴⁰ dément la chute de Vienne. Il contient quelques informations brèves sur Vienne, Berlin et Paris, pour ainsi dire un concentré de la révolution européenne. Après les nouvelles de la bourse, la rédaction a fait imprimer la phrase : «*La vie des peuples est la mort de la bourse.*»¹⁰⁴¹

Dans le numéro du 5 novembre¹⁰⁴², Freiligrath publie sur la première page son poème «Vienne» : «*Si nous pouvions encore nous agenouiller, nous tomberions à genoux. Si nous pouvions encore prier, nous prierions pour Vienne.*»¹⁰⁴³

Encore une fois, Freiligrath exprime dans son poème la ligne de la rédaction, qui prône la défaite de la réaction chez soi (à Berlin), comme le seul moyen pour aider efficacement Vienne :

*« Un coup audacieux dans le Nord est un coup aussi dans le Sud
Fais tomber notre Olmütz, et Olmütz s'effondra ensuite ! »*¹⁰⁴⁴

Le 6 novembre 1848, Marx confirme finalement la chute de Vienne dans un éditorial flamboyant, avec une rage sourde.

¹⁰³⁹ NGR, n°129, du 29 octobre 1848, deuxième édition (Wien, 22 Oktober):

„Die Bestien in der Wüste sind humane Engel im Vergleich zu diesen alle Banditenkünste überbietende k.u.k. Kriegshenkern.“

¹⁰⁴⁰ NGR, n°134 du 4 novembre 1848, supplément exceptionnel.

¹⁰⁴¹ Ibid.: *Das Leben der Völker ist der Tod der Börse.*

¹⁰⁴² NGR, n°135 du 5 novembre 1848.

¹⁰⁴³ Ibid.: *Wenn wir noch knien könnten, wir lägen auf den Knien
Wenn wir noch beten könnten, wir beteten für Wien;*

¹⁰⁴⁴ Ibid.: *Ein dreister Schlag im Norden ist auch im Süd ein Schlag
Mach' fallen unser Olmütz, und Olmütz rasselt nach!*

Dans la deuxième édition du 14 novembre¹⁰⁴⁵- la *Nouvelle gazette rhénane* est alors en pleine crise de novembre - le journal publie la nouvelle de l'exécution de Robert Blum.

Visiblement, des informations précises manquent car l'article ne contient que la déclaration du commandement de la ville, reprise de la *Gazette de Vienne (Wiener Zeitung)* et un court article de la *Gazette générale de l'Oder (Allgemeine Oder-Zeitung)* qui décrit la scène de l'exécution. Le tout est précédé par une courte introduction, avec le signe «Breslau», où le courrier en retard est apparemment arrivé. Suit en gras et en grosses lettres : «*Le chien meurtrier Windischgrätz a fait passer par les armes le député de L'Assemblée nationale Robert Blum.*»¹⁰⁴⁶ L'ensemble est entouré d'un cadre noir.

Depuis début novembre déjà, le journal est sensiblement dans une nouvelle phase, ce qui s'exprime aussi à travers la présentation, des titres en grosses lettres, des phrases imprimées en gras. Jusqu'à maintenant, c'étaient des formes de présentation réservées aux éditions exceptionnelles. Le fait qu'elles s'installent également dans les éditions «normales» indique l'escalade de l'urgence et de la radicalisation. Le cadre noir reste néanmoins un moyen tout à fait exceptionnel. Il est repris quatre jours plus tard¹⁰⁴⁷ et entoure le poème de Ferdinand Freiligrath «*Blum*», un poème qui exprime le deuil et la douleur. Il fait parler la «*ville révolutionnaire de Cologne*» qui invoque la vengeance par la révolution rouge, la révolution «*qui doit se déclarer permanente*»¹⁰⁴⁸. Puis le 21 novembre, la nouvelle de l'exécution de Messenhauser, arrive, lui aussi honoré par un article succinct, entouré d'un cadre noir.

¹⁰⁴⁵ NGR, n°142 du 14 novembre, deuxième édition.

¹⁰⁴⁶ Ibid.: „*Der Mordhund Windischgrätz hat den deutschen Reichstagsdeputirten Robert Blum standrechtlich erschießen lassen.*“

¹⁰⁴⁷ NGR, n°146 du 18 novembre 1848.

¹⁰⁴⁸ Ibid. : *Ein Requiem ist Rache nicht*

Ein Requiem nicht Sühne

Bald aber steht die Rächerin auf schwarzbehängter Bühne!

*Die dunkelrothe Rächerin ! Mit Blut bespritzt und Zähnen,
Wird sie und soll und muß sie sich in Permanenz erklären!*

III-5-5-d- Quelques remarques sur le correspondant de la *Nouvelle gazette rhénane* à Vienne : Eduard von Müller-Telling

Parmi tous les collaborateurs de la *Nouvelle gazette rhénane*, Eduard von Müller-Telling est sans doute le personnage le plus controversé. Dans la recherche, Müller-Telling est mis en cause pour plusieurs raisons: premièrement à cause de son mépris et de ses insultes contre les peuples slaves d'Autriche. Son estime inconditionnelle pour les Hongrois - il n'admet aucune critique contre la politique hongroise envers ses propres minorités ethniques - se trouve en contraste avec la dénonciation de ces petites nations qui se croient plus protégées par la dynastie des Habsbourg que par la révolution allemande. Les Croates, Slovènes, Slovaques, Ruthènes, Tchèques seraient, pas seulement à cette époque, mais intrinsèquement, des nations contre-révolutionnaires¹⁰⁴⁹. Telling les insulte copieusement.

La deuxième raison - sans doute le trait le plus ambigu du personnage - concerne son antisémitisme agressif¹⁰⁵⁰. Telling ne répète pas seulement les préjugés de l'époque, mais son langage dégénère souvent en véritables tirades de haine. Sa «marque personnelle» est qu'il confond systématiquement sa critique envers la politique des démocrates viennois et ses préjugés antisémites. Tous les démocrates seraient des juifs et pour cette raison des crapules. Telling va ensuite jusqu'à reprocher aux juifs d'avoir lancé l'insurrection de Vienne, juste pour la mener à la catastrophe.

L'antisémitisme agressif de Telling a été étudié à plusieurs reprises, par exemple par Roman Rosdolsky¹⁰⁵¹. Rosdolsky désigne dans son étude sur «*Engels et les peuples sans histoire*»¹⁰⁵² cette attitude comme «*un anticapitalisme bête et naïf*» et il dénonce la proximité de cet esprit avec les idées strictement contre-révolutionnaires. Comme preuve Rosdolsky cite plusieurs pamphlets contre-révolutionnaires, qui disent à peu près la même chose que Telling¹⁰⁵³.

¹⁰⁴⁹ Nous reviendrons plus tard sur le fait que d'autres prises de position de la *Nouvelle gazette rhénane* peuvent être interprétées dans le même sens, et qu'il ne s'agit pas exclusivement des positions de Müller-Telling ; notamment Engels écrit au printemps 1849 des articles avec des reproches semblables. Pour l'instant, nous restons à Müller-Telling.

¹⁰⁵⁰ Voir : Roman Rosdolsky : *Zur nationalen Frage. Engels und das Problem der „geschichtslosen Völker“*, Verlag Olle und Wolter, Berlin, 1979, Anhang I: *Die Neue Rheinische Zeitung und die Juden*, pp. 181 – 207, p.184.

¹⁰⁵¹ Ibid. Ou Ernst Hanisch, op. cit. chapitre II.2: *Der Wiener Korrespondent der „Neuen Rheinischen Zeitung“: Eduard von Müller-Telling*.

Ou: Hal Draper & E. Haberkern : *Karl Marx Theory of Revolution*, volume V : War & Revolution, Monthly Review Press, Center of Socialist History, New York, 2005, Special Note A : Rosdolsky Vd. Rosdolsky.

¹⁰⁵² Roman Rosdolsky, op. cit.

¹⁰⁵³ Roman Rosdolsky, op. cit. p.185, selon Max. Bach : *Geschichte der Wiener Revolution im Jahre 1848*, p.416

Rosdolsky reproche ensuite à la rédaction de la *Nouvelle gazette rhénane*, donc surtout à Marx, d'avoir laissé passer ces remarques, même s'il lui accorde les contraintes d'un quotidien de l'époque. Rosdolsky se défend de qualifier Marx et Engels d'«antisémites», mais il met en relief quelques remarques ambiguës d'Engels - dans les débats sur la Pologne par exemple - où Engels aussi identifie capitalistes et juifs, en utilisant également de façon non critique les stéréotypes de l'époque. Ces confusions sont, selon Rosdolsky, une «maladie d'enfance» du mouvement ouvrier. Le jeune mouvement ouvrier n'aurait vu que le côté «anticapitaliste», mais non le côté réactionnaire du stéréotype.

Telling, certes un démocrate radical convaincu, n'aurait pas toujours analysé les faits, mais répété souvent d'une manière émotive les préjugés et stéréotypes anti-slaves et antisémites de son époque. L'historien Ernst Hanisch exprime la même idée. Il démontre que Telling s'est parfois «fait avoir» en répétant des rumeurs et «légendes» sans faire de vérifications - en affirmant par exemple que la langue officielle du congrès slave à Prague aurait été l'allemand. Le problème était que la *Nouvelle gazette rhénane* ait repris ces légendes.

Il est significatif pour le personnage que plus tard, en exil à Londres, il se brouille également avec Marx comme avec Engels. Telling est - après avoir été expulsé de Vienne début janvier 1849¹⁰⁵⁴- encore pendant quelques mois le correspondant principal de la *Nouvelle gazette rhénane* pour la Saxe. Après la suppression du journal, il se rend à Londres chez Marx et Engels¹⁰⁵⁵.

Müller-Telling n'est alors plus considéré comme un journaliste renommé, mais comme un réfugié, comme beaucoup d'autres. Visiblement Müller-Telling ne supporte pas cette perte de statut. Peu de temps après, Müller-Telling émigre aux Etats Unis, d'où il écrit une brochure, pleine

« Des créatures misérables, qui n'ont rien à perdre, qui veulent construire leur bonheur sur la ruine du citoyen, ces créatures ont engendré par leurs griffonnages hostiles l'anarchie ; ils ont mené l'Autriche, l'Autriche sage, au bord de l'abîme : qui est donc cet excrément de l'humanité, C'est le juif Häfner, le juif Mahler et consorts. (...) O juifs, le gain est votre devise. Un juif ne peut être et ne sera jamais un vrai patriote. »

(Elende Kreaturen, die nichts zu verlieren haben, die auf den Ruin des Bürgers ihr Glück bauen wollen, diese Kreaturen brachten durch ihre feindseligen Schreibereien die Anarchie hervor, sie brachten Österreich, das brave Österreich, an den Abgrund. Wer ist denn diese Ausgeburt, der Auswurf der Menschheit? Es ist der Jude Häfner, der Jude Mahler und Konsorten...(..) O Juden ! Gewinn ist eure Losung! Ein Jude kann und wird nie ein wahrer Patriot sein.)

¹⁰⁵⁴ Ernst Hanisch : *Der kranke Mann an der Donau. Marx und Engels über Österreich*. Mit einem Vorwort von Eduard März, Europaverlag, Wien. München, Zürich, 1978, chapitre II.2: *Der Wiener Korrespondent der „Neuen Rheinischen Zeitung“*. Eduard von Müller-Telling, pp.76-85, p.78.

En ce qui concerne la personne de Müller-Telling, nous nous appuyons essentiellement sur les informations de ce chapitre.

¹⁰⁵⁵ Ibid.pp.81-85.

d'insultes antisémites contre Marx, le désignant comme «*juif indigne*» et «*grand-rabbin*»¹⁰⁵⁶ et l'accusant de s'être enrichi pendant la révolution. Ernst Hanisch, qui a dédié plusieurs chapitres de son étude au personnage, le qualifie de «*rôleur désagréable*» (*unangenehmer Querulant*)¹⁰⁵⁷ et la brochure contre Marx et Engels d'«*un mélange d'arrogance, d'agressivité et de pitié de soi pleurnicheuse.*»¹⁰⁵⁸

Il y a de quoi se demander pourquoi Marx a pu accepter un tel personnage comme correspondant de la *Nouvelle gazette rhénane*. Pourtant durant le temps où Müller-Telling fut correspondant de la *Nouvelle gazette rhénane*, Marx semble avoir apprécié son travail. Dans une lettre du 5 décembre 1848, il lui écrit :

*«Vos articles sont sans doute les meilleurs que nous recevons et correspondent tout à fait à notre tendance. Et étant donné qu'ils ont été repris, à partir de notre journal, par des journaux français, italiens et anglais, vous avez fait beaucoup pour l'instruction du public européen.»*¹⁰⁵⁹

Engels a, trente ans plus tard, une vue plus critique du personnage :

*«Notre correspondant à Vienne était un certain Müller-Telling, originaire de Coblenz, fanatique comme tous les gens de Coblenz et un chahuteur de première classe...dans ses rapports sur Vienne, jusqu'à la prise de la ville par Windischgrätz, il était d'une violence révolutionnaire exagérée, ce qui nous convenait aux vues de la réaction qui devenait partout plus puissante ; ce qu'il disait en revanche sur les personnalités, de loin, nous ne pouvions pas le juger à l'époque, mais c'était certainement beaucoup influencé par ses tendances personnelles. Nous étions obligés de laisser beaucoup de responsabilités à nos correspondants dans ces temps mouvementés et aussi beaucoup de liberté.»*¹⁰⁶⁰

¹⁰⁵⁶ Ibid.

¹⁰⁵⁷ Ibid. p.197 „Nichtswürdiger Jude.“, „Oberrabbi.“

¹⁰⁵⁸ Ibid. : p.197 : „ (...) eine Mischung aus Arroganz, Aggressivität und weinerlichem Selbstmitleid.“

¹⁰⁵⁹ MEGA III/2, p.172 : Karl Marx an Eduard von Müller-Telling in Wien, Köln, den 5. Dezember 1848 :

„Ihre Korrespondenzen sind unstreitig die besten, die wir erhalten, ganz unserer Tendenz gemäß und da sie aus unserer Zeitung in französische, italienische und englische Journale übergegangen, haben Sie viel zur Aufklärung des europäischen Publikums beigetragen.“

¹⁰⁶⁰ Friedrich Engels an Victor Adler, MEW39, p.372, cité d'après Ernst Hanisch, op. cit. p.78:

„ Unser Wiener Korrespondent war ein gewisser Müller-Telling aus Koblenz, fanatisch wie alle Koblenzer[...] und ein Krakeeler erster Klasse.....Seine Wiener Berichte bis zum Einzug von Windischgrätz waren übertrieben gewaltrevolutionär, was gegenüber der überall mächtiger auftretenden Reaktion uns ganz recht war; was er aber über Persönlichkeiten sagte, konnten wir damals aus der Ferne nicht beurteilen, war aber sicher stark durch persönliche Strömungen beeinflusst. Wir

Malgré ces réserves, Engels critique en premier lieu le personnage, beaucoup moins ses positions. En faisant cela, il relativise la responsabilité de la *Nouvelle gazette rhénane* qui avait publié ses articles souvent à la place de l'éditorial. Le jugement d'Ernst Hanisch est plus sévère et met en cause également Marx et Engels :

«En ce qui concerne Müller-Telling comme correspondant, Marx et Engels ont certainement fait un mauvais choix. Un personnage aussi pathologique que Müller-Telling était loin de prendre suffisamment en compte tous les faits et facteurs. Il sélectionnait d'une manière émotionnelle et partielle - car prendre parti ne veut pas dire être partielle - et ainsi l'analyse de Marx et Engels était également souvent influencée par cette partialité.»¹⁰⁶¹

Cette forme de journalisme partial, négligeant les vérifications des faits rapportés, est effectivement complètement contraire aux principes déclarés de la *Nouvelle gazette rhénane*. Le choix de ce correspondant est d'autant plus incompréhensible que nous savons que Marx était un rédacteur en chef particulièrement pointilleux qui n'hésitait pas à corriger des articles de ses correspondants et qui publiait des rectificatifs en prenant publiquement ses distances, si les sources se révélaient comme peu fiables. Il est donc peu probable que Marx ait pu ignorer les passages douteux des articles de Telling. Comment Marx a-t-il pu passer outre, les supporter ou du moins les tolérer?

Nous n'avons pas trouvé de réponse entièrement satisfaisante à cette question, ni dans les écrits de Marx, ni dans la recherche - mais en regardant la *Nouvelle gazette rhénane* de près, nous supposons que du moins une partie de la réponse se trouve dans les articles de Telling eux-mêmes. Malgré son émotivité - ou justement à cause de cela - Telling était un journaliste doué dans le sens où il savait écrire. Pour illustrer cette hypothèse, nous étudierons ci-dessous des extraits de ses articles du 6 octobre, significatifs de son journalisme.

mußten für derlei in so bewegter Zeit eben unseren Korrespondenten viel Verantwortung und im Verhältnis auch viel Freiheit lassen.“

¹⁰⁶¹ Ernst Hanisch, *op. cit.* p.82: „In der Wahl von Müller-Telling als Korrespondent hatten Marx und Engels sicherlich danebengegriffen. Eine so pathologische Person wie Müller-Telling war weit davon entfernt, alle relevanten Tatsachen und Faktoren gebührend zu berücksichtigen.: er wählte emotional und einseitig aus - Parteinahme heißt ja nicht Einseitigkeit – und so war auch die Analyse von Marx und Engels oftmals von dieser Einseitigkeit beeinflusst.“

III-5-5-e- Le journalisme de Müller-Telling dans ses articles du 6 octobre

D'abord Telling est un correspondant très prolifique ; il écrit beaucoup et apparemment très vite sur ses prises de notes immédiates. Ainsi, il accumule nombre d'articles pendant une journée. Il est très mobile. Plusieurs fois par jour, il se rend au *Reichstag* et semble se trouver au centre de tous les combats.

Il écrit comme témoin oculaire, c'est-à-dire qu'il décrit tout ce qu'il voit avec un sens de l'observation particulier pour les mouvements de masses et les émotions exprimées par la population, tout en soulignant l'essentiel de la situation. A ce moment précis, sa propre émotivité semble plutôt aider à comprendre ce qui se passe.

Son écriture tranche nettement avec le style alambiqué et pompeux utilisé encore par beaucoup de journaux de l'époque. Il utilise souvent la première personne, les phrases sont courtes, parfois il manque même le verbe, il change constamment du prétérit au présent - bref c'est un style quasiment sténographique, on dirait presque «radiophonique», étonnamment «moderne», qui reflète entièrement l'ambiance du moment : la tension, la confusion, l'urgence, la violence, le courage, la colère, la joie. Il est capable de rendre l'ambiance des journées très dense et donne au lecteur - même au lecteur d'aujourd'hui - l'impression de se trouver avec lui sur place¹⁰⁶².

Nous donnons comme illustration quelques extraits. Le journaliste décrit en détail l'excitation qui règne à Vienne, tout en insérant ses propres déplacements incessants. De cette façon, il se fait « accompagner » par le lecteur. Les indications de temps rendent l'impression de la précipitation des événements. Telling rapporte ce qui se passe à 1h, puis à 1 ½ h, ensuite à 3h et il fait ainsi augmenter la tension:

Vienne, 6 octobre

«J'entends juste qu'il y aurait des scènes terrifiantes à la Nordbahn ; on ferme les volets ; on nettoie tous les marchés. Nous aurons probablement l'état de siège et la loi martiale avant qu'une heure ne se passe ; le tambour de la mobilisation générale résonne atrocement ; même les cloches sonnent. Je me précipite dans la Leopoldstadt pour avoir des informations plus précises. (..)»¹⁰⁶³

¹⁰⁶³ NGR, n°114 du 12 octobre 1848:

3 heures; Je reviens d'un troisième tour. Les Gardes nationales du quartier de Wimmer et de la Kärntnerstraße avaient essayé de chasser les troupes d'assaut du Stephansplatz et avaient tiré sur la Garde nationale de Wieden. Un combat survint dans lequel beaucoup tombèrent, jusqu'à ce la Garde de Wieden mit en fuite le quartier de Wimmer et la Kärntnerstraße. (..)»¹⁰⁶⁴

La tension augmente encore, car le lecteur comprend que - en suivant les insurgés - le journaliste s'est mis en danger. Mais malgré cela, il pense aux lecteurs et au courrier :

« Quand je suis descendu dans la Dorotheenstraße, tout d'un coup des soldats-chasseurs de Schönbrunn nous assaillirent et nous tirèrent dessus. Je me suis enfui, car je n'étais pas armé, dans une maison pas loin du Graben. (..) Subitement, tous les soldats s'enfuient, les canons suivent, en détruisant des maisons dans leur fuite, la Légion académique et la Garde nationale derrière. Ainsi j'ai été sauvé. Les soldats ont été pourchassés jusqu'au Kohlmarkt pour y être en partie désarmés.»¹⁰⁶⁵

(..) « A ce moment, le peuple a définitivement le dessus dans la ville. Malheureusement, le courrier ne part pas et vous ne recevrez cette lettre que plus tard. (..) Je dois sortir de nouveau.»¹⁰⁶⁶

« 4 heures : Il y a des barricades partout, Dans la cour devant le palais du ministère de la guerre, sur le Graben et le Kohlmarkt, on peut à peine se déplacer à cause des éclats de verre, toutes les fenêtres sont fermées ; partout dans les maisons des blessés et des morts.»¹⁰⁶⁷

On arrive à la «chute», la prise de la ville, accompagnée du lynchage du ministre de la guerre :

« 5 heures et demie : Le Duc Baillet de Latour, notre ministre de la guerre est pendu à un poteau de réverbère. On a trouvé ce monsieur, caché dans le grenier du ministère de la guerre. On le fit descendre doucement des escaliers, dans la cour. Ici un ouvrier furieux le frappa - sans autre forme de procès avec un marteau au visage. (..) Maintenant, on a saisi le cadavre et on l'a pendu dans la cour du bâtiment, et c'est seulement quand il tomba de là, qu'il a été amené sur la place publique et de nouveau pendu à un réverbère. La place était noire du monde ; la Garde nationale a fait tirer des salves de joie en l'air.

„Eben höre ich, daß es an der Nordbahn furchtbar hergehen soll. Die Läden werden geschlossen, alle Märkte werden gesäubert. Wahrscheinlich haben wir ehe eine Stunde vergeht Belagerungszustand und Standrecht; die Generalmarschtrummel erschallt fürchterlicher wieder, selbst die Glocken ertönen. Ich eile, um näheres zu erfahren, in die Leopoldstadt.“

¹⁰⁶⁴ Ibid.: 3 Uhr. Ich komme von einer dritten Umschau, Die Nationalgarden des Wimmer Viertels und der Kärntnerstraße suchten die Sturmleuten vom Stephansplatz zu entfernen und schossen in die Nationalgarde de Wieden. Es entstand ein Kampf, in welchem viele fielen, bis die Garden der Wieden das Wimmer Viertel und die Kärntnerstraße in die Flucht trieben. (..)“

¹⁰⁶⁵ Ibid.: „Als ich von dort in die Dorotheenstraße hinabstieg, drangen aus einer Seitenstraße plötzlich Schönbrunner Jäger hervor und schossen auf uns ein. Ich flüchtete, da ich unbewaffnet war, in ein Haus unweit des Grabens (..) Auf einmal flüchtet alles Militär. Die Kanonen folgen, im entfliehen Häuser zertrümmernd, die akademische Legion und Nationalgarde hinterher. So ward ich gerettet. Das Militär wurde bis auf den Kohlmarkt verfolgt und dort zum Theil entwaffnet.“

¹⁰⁶⁶ Ibid.:“ In diesem Augenblick hat das Volk vollends die Oberhand in der Stadt. Leider geht keine Post ab und sie werden diesen Brief erst später erhalten (...), ich muß wieder hinaus.“

¹⁰⁶⁷ Ibid.: 4 Uhr. Überall sind Barrikaden. Auf dem Hofe vor dem Kriegsgebäude, auf dem Graben und Kohlmarkt kann man vor Glasscherben kaum gehen (..) Überall in den Häusern Verwundete und Tote.“

Là-dessus l'arsenal fut pris, toutes les armes sorties et distribuées au peuple ; Tous les ouvriers sont armés. Les grenadiers traversent la vile en jubilant. Tout le monde leur serre la main. Les philistins et les bourgeois se sont cachés comme des grenouilles dans leurs trous.»¹⁰⁶⁸

D'un point de vue purement journalistique, ces articles sont remarquables. C'est cela qui a dû impressionner Marx qui justement avait décrété pour la *Nouvelle gazette rhénane* le primat de l'information fraîche. Nous supposons que c'est cela que Marx sous-entend, lorsqu'il parle des articles qui «*correspondent à notre tendance*». De plus, Telling ne travaille pas uniquement avec les émotions. Quant aux informations objectives, il avait réussi à dénicher presque toutes les très nombreuses déclarations officielles - du camp des insurgés, comme du camp adverse. Même Ernst Hanisch, très critique envers Telling, admet que cela a donné à la *Nouvelle gazette rhénane* une «*haute valeur informative*»¹⁰⁶⁹. Ce «côté objectif» du bilan a pu éventuellement supplanter et masquer les affirmations non vérifiées et non critiques.

Les articles de Telling correspondent à ce qu'on entend aujourd'hui encore par le genre journalistique du «reportage». Une analyse actuelle du reportage d'un dictionnaire de la communication de masse¹⁰⁷⁰ précise que le reportage est le genre journalistique qui approche le mieux le journaliste du lecteur. Le reportage est certes inspiré par les faits, mais transmet le vécu personnel du journaliste avec une grande vivacité en changeant constamment les rythmes et les temps utilisés, en alternant les moyens formels, entre récit et documentation par exemple, ou en changeant les perspectives¹⁰⁷¹.

¹⁰⁶⁸ *Ibid.*: 5 ½ Uhr. Graf Baillet de la Tour, unser Kriegsminister hängt auf dem Hof am Laternenpfahl. Man fand diesen Herrn auf dem Boden des Kriegsministeriums versteckt, führte ihn sachte die Stiege hinab in den Hof. Hier versetzte ihm ein wütender Arbeiter ohne weiteres mit einem Hammer einen Schlag ins Gesicht. (..) Nun ergriff man die Leiche und knüpfte sie im Hof des Gebäudes auf und erst als sie von dort herabfiel wurde sie von dem wüthenden Volk auf den öffentlichen Platz gebracht und am Reverber von neuem aufgeknüpft. Der Platz war gedrückt von Menschen, die Nationalgarde ließ Freudensalven in die Luft ertönen. Hierauf ward das Zeughaus gestürmt, alle Waffen herausgenommen und unter das Volk vertheilt. Alle Arbeiter sind bewaffnet. Die Grenadiere durchziehen freudejauchzend die Straßen. Alle Welt drückt ihnen die Hände. Spießbürger und Bourgeois haben sich wie die Frösche in ihre Löcher verkrochen.“

¹⁰⁶⁹ Ernst Hanisch op. cit. : „Überhaupt: fast alle revolutionären und gegenrevolutionären Manifeste – und im Oktober waren es wahrlich nicht wenige – wurden in der Zeitung wörtlich wiedergegeben. Ein Indiz immerhin für den hohen Informationswert der Neuen Rheinischen Zeitung.“

¹⁰⁷⁰ Elisabeth Noelle-Neumann, Winfried Schulz, Jürgen Wilke (Hg.) *Fischer Lexikon : Publizistik, Massenkommunikation*, aktualisierte, vollständig überarbeitete Neuauflage (Erstausgabe 1989) Fischer Taschenbuch-Verlag, Frankfurt am Main, 1994, pp.102- 104 : „Reportage“.

¹⁰⁷¹ *Ibid.*: p.102. *Reportage / lateinisch reportare = überbringen) ist ein tatsachenbetonter, aber persönlich gefärbter Erlebnisbericht. „Sie bezieht sich auf Ereignisse und vermittelt sie als Erlebnisse“ (Haller 1990): (..) Reportage ist „ stellvertretende Wahrnehmung der Außenwelt für die Leser, ist nachdenklicher, wacher Augenzeugenbericht.“ (Gerhard*

Beaucoup de ces critères désignés comme typiques du reportage correspondent en effet aux articles de Telling : la recherche de proximité entre auteur et lecteur, les changements de perspectives, de temps, des moyens formels, c'est tout à fait le journalisme de Telling. Il n'est pas impossible que - à l'époque de la *Nouvelle gazette rhénane* - Marx ait été impressionné (peut-être trop) par ce côté du journalisme de son correspondant viennois. Mais encore une fois, à la lumière de nos connaissances actuelles, toute réponse reste hypothétique.

III-5-6- Les éditoriaux de Marx sur l'insurrection de Vienne

Entre le 11 octobre et le 6 novembre 1848, Marx écrit une série de six éditoriaux qui traitent directement¹⁰⁷² des événements à Vienne¹⁰⁷³. Ce sont pour la plupart des articles assez courts, à part le dernier éditorial de la série du 6 novembre 1848. Ces éditoriaux essaient surtout de donner un sens à des informations parfois contradictoires. Certains aspects reflètent clairement l'influence de Telling, comme la critique des démocrates viennois. D'autres aspects correspondent à la ligne déjà existante de la *Nouvelle gazette rhénane*, des aspects qui deviennent plus nets maintenant, comme la dimension européenne de la révolution et une prise de distance plus prononcée à l'encontre des démocrates.

1993, 151) (...) *Die Lebhaftigkeit der Reportage resultiert aus dem Wechsel zum Beispiel der Perspektive: konkrete Einzelheit (Ereignis) und Allgemeines (Zustände, Prozesse); Wechsel im Tempus und im Tempo: Perfekt und Imperfekt (historischer Hintergrund, der Gegenwärtiges verdeutlicht, Entwicklungen, die das Warum erklären), Präsens (tempsteigernder Erlebnisbericht; Darstellung von Handlungen) und Futur (das Andeuten kommender Ereignisse); Wechsel in der Aktualität. Primäre Aktualität (...) und sekundäre (...) Aktualität; Wechsel in den formalen Mitteln: Erlebnisbericht, Stimmungsschilderung, Zitat, Dokumentation) (...) Für Zeitungen ist die Reportage das Genre, das den Abstand zwischen Kommunikator und Rezipient am leichtesten verringert.*

¹⁰⁷² Il suit bien plus tard, le 28 novembre (NGR, n°154 du 28 novembre 1848) un éditorial sur la mission officielle des délégués de l'Assemblée nationale de Francfort Mosle et Welcker. Marx a à cette époque le rapport officiel sous les yeux et ridiculise à fond la naïveté et l'inefficacité de l'action. Cet éditorial, écrit plusieurs semaines après la chute de Vienne, n'est pas écrit sous l'emprise directe des événements ; il est donc un peu à part et ne fait pour nous, pas partie de la série.

¹⁰⁷³ NGR, n°114 du 12 octobre 1848: *Revolution in Wien*, (également in MEW 5, pp.417/418) / NGR, n°120 du 19 octobre 1848: *Die „Frankfurter Oberpostamts-Zeitung“ und die Wiener Revolution*, (également in MEW5, pp.428/429) / NGR, n°133 du 3 novembre 1848: *Aufruf des demokratischen Kongresses an das deutsche Volk* (également in MEW5, pp.445 – 447) / NGR, n°133 du 3 novembre 1848: deuxième supplément: *Die Wiener Revolution und die Kölnische Zeitung*, (également in MEW5, pp.451/452) / NGR, n°133 du 5 novembre 1848: *Die neuesten Nachrichten aus Wien, Berlin und Paris*, (également in MEW5, pp.453/454) / NGR, n°133 du 6 novembre 1848: *Sieg der Konterrevolution zu Wien*, (également in MEW5, pp.455 – 457).

III-5-6-a- L'axe européen de la révolution

Le premier éditorial très court se veut juste l'introduction aux articles de Telling :

«Les rapports détaillés sur les événements de Vienne nous contraignent à laisser de côté aujourd'hui tous les articles raisonnants. Pour cette raison, seulement quelques mots et cela sur la révolution viennoise.»¹⁰⁷⁴

Ces quelques mots indiquent que pour l'instant, les informations directes sont plus précieuses qu'une réflexion générale. Marx a retenu de ces articles du 6 et du 7 octobre la méfiance grandissant de la bourgeoisie viennoise à l'encontre des actions qui la dépassent, c'est-à-dire les actions de la rue, les actions du «peuple».

«Nos lecteurs concluent des reportages du correspondant viennois que cette révolution menace, si ce n'est pas d'échouer, du moins d'être bloquée dans son évolution par la méfiance de la bourgeoisie contre la classe ouvrière.»¹⁰⁷⁵

Malgré ces réserves, l'éditorial exprime de grands espoirs dans le déroulement de l'insurrection, car la fuite de l'Empereur aurait contraint la partie de la bourgeoisie restée sur place à poursuivre le combat. L'outil de l'état de siège qui venait juste de mettre un coup de frein sérieux au mouvement révolutionnaire en Rhénanie se serait discrédité à Vienne, et pour cette raison dorénavant aussi à Berlin. La corrélation entre la situation à Vienne et à Berlin semble être une évidence pour Marx: *«L'état de siège a, comme la révolution, fait le tour du monde»¹⁰⁷⁶*, mais *«l'état de siège est compromis pour toujours.»¹⁰⁷⁷* Cet optimisme, qui paraît exagéré rétrospectivement, a été exprimé juste au moment où l'information de l'insurrection arrive. Marx est donc sous l'influence immédiate de la nouvelle.

Le lien Vienne-Berlin s'élargit dans l'éditorial suivant - une polémique contre un journal de Francfort - à un véritable «axe» Vienne-Berlin-Paris. Plus encore, l'insurrection de Vienne devient un

¹⁰⁷⁴ NGR, n°114 du 12 octobre 1848: *Revolution in Wien: „Die ausführlichen Berichte über die Wiener Ereignisse zwingen uns, alle rasonierenden Artikel heute wegzulassen. Darum nur wenige Worte, und zwar über die Wiener Revolution.“*

¹⁰⁷⁵ Ibid. „ *Unsere Leser ersehen aus den Berichten des Wiener Korrespondenten, daß diese Revolution an dem Mißtrauen der Bourgeoisie gegen die Arbeiterklasse wenn nicht zu scheitern, doch wenigstens in ihrer Entwicklung gelähmt zu werden droht.“*

¹⁰⁷⁶ Ibid.: „ *Der Belagerungszustand machte wie die Revolution die Tour um die Welt.“*

¹⁰⁷⁷ Ibid.: „ *Der Belagerungszustand ist für immer kompromittiert.“*

signal pour le regain de la révolution européenne face aux succès apparemment incontestés de la contre-révolution européenne :

«A Paris , le parti de Thiers a le dessus, à Berlin, le ministère Pfuel avec des Wrangel dans toutes les provinces, à Francfort une gendarmerie centrale ; dans l'Allemagne entière, un état de siège plus ou moins caché ; l'Italie pacifiée par le doux Ferdinand et Radetzky ; Jelacic commandant de Hongrie, proclamant à Vienne, ensemble avec Windischgrätz, la «liberté et l'ordre croate» après l'écrasement des Magyares ; à Bucarest, la révolution étouffée dans la sang ; les Duchés du Danube honorés par les bienfaits du régime russe, en Angleterre, tous les dirigeants des Chartistes arrêtés et déportés ; l'Irlande trop affamée pour pouvoir réagir – dis, qu'est-ce que tu veux de plus ?»¹⁰⁷⁸

Marx met en relief l'étendu (européenne) de la contre-révolution - en finissant par cette citation modifiée de Heinrich Heine - pour encore accentuer l'importance de l'événement de Vienne. Vienne pourrait devenir un point de non-retour et cristallise donc pour le moment tous les espoirs:

«La révolution de Vienne n'a pas encore gagnée. Mais son premier éclair a suffi pour mettre en évidence toutes les positions de la contre-révolution en Europe et ainsi rendre un combat universel de vie et de mort inévitable.»¹⁰⁷⁹

Visiblement Marx compte toujours sur une confrontation globale, comme à l'occasion de l'armistice de Malmö, à une échelle européenne. Cette confrontation globale avec des positions évidentes pour tous aurait l'effet de mobiliser toutes les forces révolutionnaires, toujours à l'instar de la deuxième vague de la Révolution française en 1791.

Tandis que tous les autres sujets de la *Nouvelle gazette rhénane* d'octobre 1848 traitent des combats défensifs, la révolution qui avance en Autriche signifie un grand pas en avant pour l'évolution en Italie, mais également en Europe de l'Est, en Hongrie et en Pologne. L'insurrection de Vienne est un grand espoir pour le rétablissement de la Pologne. La *Nouvelle gazette rhénane* n'est d'ailleurs pas la seule à compter sur l'importance européenne de cette insurrection. Une expression

¹⁰⁷⁸ NGR, n°120 du 19 octobre 1848: „ Zu Paris die Thierspartei oben auf, zu Berlin das Ministerium Pfuel mit Wrangels in allen Provinzen, zu Frankfurt eine Zentral-Gendarmerie, in ganz Deutschland mehr oder minder versteckter Belagerungszustand, Italien von dem milden Ferdinand und Radetzky pazifiziert, Jellachich Kommandant von Ungarn, nach Vernichtung der Magyaren gemeinsam mit Windischgrätz zu Wien „ kroatische Freiheit und Ordnung“ proklamierend, zu Bukarest die Revolution im Blut erstickt, die Donaufürstentümer mit den Wohltaten des russischen Regimes beglückt, in England alle Führer der Chartisten verhaftet und deportiert, Irland zu ausgehungert, um sich bewegen zu können – sage, was willst du mehr?“

¹⁰⁷⁹ Ibid.: „ Die Wiener Revolution hat noch nicht gesiegt. Ihr erstes Wetterleuchten aber genügte, um alle Positionen der Konterrevolution vor Europa klarzulegen und so einen universellen Kampf auf Leben und Tod unvermeidlich zu machen.“

de cette prise en compte est le fait qu'un corps de soutien armé italien et polonais vient à l'aide de la révolution viennoise.

III-5-6-b- La guerre avec la Russie et les peuples «sans histoire» de l'Europe de l'Est

La véritable signification de l'insurrection de Vienne réside en revanche dans le fait que l'Autriche représente une pierre angulaire de la *Sainte Alliance*. Le véritable bâtisseur et maître de la *Sainte Alliance* est pour la *Nouvelle gazette rhénane* la Russie. La Russie, à peine industrialisée, n'est pas affectée par la montée d'une bourgeoisie, et encore moins par celle d'une classe ouvrière. La Russie a non seulement la volonté, mais aussi la puissance de garder l'Europe dans un équilibre de pouvoir entre les monarchies absolues. Elle est pour le journal une monarchie de type «despotisme oriental», un régime autoritaire, ennemi de tout progrès social et politique. Elle représente pour la *Nouvelle gazette rhénane* la «barbarie», venant de l'Est, tandis que la «civilisation», c'est-à-dire toute possibilité d'évolution sociale se situe à Ouest, surtout en France.

Pour cette raison, les peuples slaves, qui font appel à une «solidarité slave» évoquée par exemple à l'occasion du congrès slave en avril 1848 à Prague, sont regardés avec une extrême méfiance par la *Nouvelle gazette rhénane*, car ils pourraient se retrouver très vite alliés de ce régime le plus autoritaire d'Europe. Tout changement de l'équilibre des forces en Europe, surtout en Europe de l'Est et en Europe Centrale, est susceptible d'attirer l'attention de la politique russe avec l'objectif de s'opposer à tout processus allant à l'encontre de leurs propres intérêts.

Une révolution en Autriche, en Pologne, ou en Hongrie signifierait donc inévitablement à plus ou moins brève échéance une intervention armée de la Russie et un conflit violent avec les forces révolutionnaire. Si la *Nouvelle gazette rhénane* souhaite justement cette guerre, c'est pour rendre les constellations de pouvoir plus visibles et de permettre les même soubresauts que ceux de la Révolution française à l'encontre de ses envahisseurs.

III-5-6-c- Polémiques contre la *Gazette de Cologne* et première mise en cause stratégique

Au moment où l'échange des informations devient compliqué, le journal reste extrêmement prudent sur ses prévisions. Pendant que plus aucune nouvelle ne sort de la ville, les pages intérieures du journal sont pleines d'informations contradictoires sur l'un ou l'autre mouvement des troupes et la résistance armée de la population. L'attention des éditoriaux se concentre sur d'autres participants de l'espace public en Prusse sur la question de Vienne - le deuxième congrès des démocrates, qui se déroule à Berlin et les articles d'autres journaux sur les événements de Vienne, notamment les articles de la *Gazette de Cologne*.

La Nouvelle gazette rhénane vise de nouveau particulièrement la *Gazette de Cologne*¹⁰⁸⁰ et s'étonne que ce journal donne l'information que Vienne se serait rendue. Marx se pose la question dans l'éditorial du supplément, pourquoi l'éditeur de la *Gazette de Cologne* pourrait être en possession d'informations qui n'étaient pas accessibles à la «mauvaise presse». Etant donné que les premiers télégraphes étaient la propriété de l'Etat, DuMont était-il de connivence avec le gouvernement prussien ? Notamment depuis l'interdiction de la presse pendant l'état de siège - qui avait épargné la *Gazette de Cologne* - la *Nouvelle gazette rhénane* accuse sa concurrente de faire cause commune avec le gouvernement et de mener une politique d'information intéressée. Malgré ce soupçon, Marx ne veut pas exclure que les informations de la *Gazette de Cologne* soient justes. Il répète plusieurs fois d'une manière appuyée que la défaite de Vienne serait possible. Une défaite de Vienne confirmerait la position que le journal avait déjà exprimée auparavant sur l'attitude de la bourgeoisie. Marx répète littéralement la même phrase que dans l'éditorial du numéro 114 : « *Cette révolution menace, si ce n'est pas d'échouer, du moins d'être bloquée dans son évolution par la méfiance de la bourgeoisie contre la classe ouvrière.* »

L'éditorial continue sur un ton insistant, formulé à la première personne du pluriel :

«Nous ne serions donc pas surpris d'une défaite de Vienne ; nous serions seulement amenés à rompre chaque médiation avec la bourgeoisie, qui ne mesure la liberté qu'à la liberté du maquignonnage et à confronter sans réconciliation et sans médiation cette misérable classe moyenne allemande qui ne voit pas d'inconvénient de renoncer à son propre règne, à la condition de pouvoir continuer le maquignonnage sans se battre. La bourgeoisie anglaise et

¹⁰⁸⁰ NGR, n°133 du 3 novembre 1848: *Die Wiener Revolution und die „Kölnische Zeitung“*.

française est ambitieuse ; l'infamie de la bourgeoisie allemande se confirmerait par la défaite de Vienne.»¹⁰⁸¹

Ce sujet - les représentants de la bourgeoisie refusent de mener leur propre combat - qui se trouve depuis des mois dans les articles de la *Nouvelle gazette rhénane*, est accentué dans les phrases citées. Le ton devient de plus en plus acerbe et reprend parfois le langage du correspondant viennois – *maquignonnage* (sans toutefois adopter l'aspect antisémite). L'affirmation que le journal serait ici sous l'influence de son correspondant est en revanche discutable. Depuis ses débuts, depuis les articles contre la politique d'entente avec la Couronne de Berlin, il s'agit d'un sujet récurrent de la *Nouvelle gazette rhénane*. Le fait que son correspondant le partage n'a rien d'étonnant.

Le «nous» incantatoire répété dans l'article ne veut pas uniquement dire : nous, la rédaction de la *Nouvelle gazette rhénane*. Il s'agit également d'un appel, mais encore en termes très vagues au «peuple».

«Nous ne nous sommes pas portés garants pour la victoire des Viennois. Leur défaite ne nous surprendrait pas. Elle nous convaincrat seulement qu'aucune paix n'est possible avec la bourgeoisie, même pas pour une époque transitoire ; que le peuple doit rester indifférent par rapport aux luttes de la bourgeoisie avec le gouvernement et doit attendre leurs victoires ou leur défaites pour les exploiter.»¹⁰⁸²

Ce passage exprime explicitement un changement de position. Il n'est plus question de vouloir forcer la bourgeoisie à mener ses propres combats, car la bourgeoisie allemande serait prête à renoncer au pouvoir, à condition de ne pas être dérangée dans ses affaires. La conception du *manifeste communiste* de la bourgeoisie comme seule classe révolutionnaire en Allemagne, est ainsi mise en cause. Cette mise en cause laisse également prévoir une autre - une modification de la stratégie de la *Nouvelle gazette rhénane*. La stratégie de s'appuyer sur le mouvement démocrate

¹⁰⁸¹ Ibid. : „Wir wären daher nicht überrascht von einer Niederlage Wiens ; wir würden uns nur dazu bestimmt finden, jede Vermittlung mit der Bourgeoisie, die die Freiheit an der Freiheit des Schachers mißt, abzubrechen und versöhnungslos, vermittlungslos der elenden deutschen Mittelklasse gegenüberzutreten, die auf ihre eigene Herrschaft gern Verzicht leistet, unter der Bedingung, daß sie kampflos weiter schachern darf. Die englische und die französische Bourgeoisie ist ehrgeizig; die Ehrlosigkeit der deutschen Bourgeoisie würde sich bestätigen durch Wiens Niederlage.“

¹⁰⁸² Ibid.: „ Wir haben keinen Augenblick den Sieg der Wiener verbürgt. Ihre Niederlage würde uns nicht überraschen. Sie würde uns nur überzeugen, daß kein Friede, selbst nicht für Übergangszeit, möglich ist mit der Bourgeoisie, daß das Volk sich gleichgültig verhalten muß in den Kämpfen der Bourgeoisie mit der Regierung und ihre Siege oder Niederlagen abwarten muß, um sie zu exploizieren.“

comme aile la plus progressiste de la bourgeoisie se fragilise de plus en plus. L'appel au peuple, faisant partie de ce passage, annonce un changement de définition de sujet révolutionnaire.

III-5-6-d- Polémique contre la déclaration du deuxième congrès des démocrates à propos de Vienne

Le deuxième grand acteur de l'espace public, en dehors de la presse, est à cette époque le deuxième congrès national des démocrates, qui commence le 26 octobre 1848 à Berlin. Tandis que le premier congrès avait plutôt la fonction de rassemblement des forces démocratiques, ce deuxième congrès peut se baser entre-temps sur un travail intense des comités régionaux et locaux qui ont été fondés. Une véritable structure de parti s'est développée et un grand débat sur des principes politiques et des revendications communes est à l'ordre du jour¹⁰⁸³. Le congrès finira le 30 octobre sur des notes discordantes, car il ne peut pas se mettre d'accord dans sa totalité sur la liste des revendications. Une partie des modérés, comme Gottfried Kinkel de Bonn, quitte le congrès avant la fin, sans que pour autant ces divergences mènent à une division définitive et organisationnelle.

Contrairement au premier congrès, qui n'est traité qu'à la marge par la *Nouvelle gazette rhénane*, ce deuxième congrès trouve beaucoup d'attention¹⁰⁸⁴. Marx qui a entre-temps retrouvé son influence sur *l'association ouvrière de Cologne*¹⁰⁸⁵ a fait en sorte que le deuxième rédacteur de la *Nouvelle gazette de Cologne (Neue Kölnische Zeitung)* Friedrich Beust, à cette époque un proche de Marx, soit envoyé comme délégué pour *l'association ouvrière*. C'est Beust qui devrait proposer un programme de revendications, inspiré largement du *manifeste communiste* et les *17 revendications des communistes*¹⁰⁸⁶. Ce projet de programme démontre l'influence réelle que la ligne de Marx a

¹⁰⁸³ Sur le deuxième congrès démocrate voir : Joachim Paschen, op. cit. chapitre 5, pp.96 – 113, Dieter Dowe, op. cit. pp.201/202/ Jacques Droz, op. cit. pp.548 -550.

¹⁰⁸⁴ NGR, n°133 du 3 novembre 1848, supplément 1.

¹⁰⁸⁵ Voir sur ce sujet Dieter Dowe, op. cit, chapitre XIII: *Die Wiederbelebung des Kölner Arbeitervereins und die Präsidentschaft Marx*, pp.199-205.

¹⁰⁸⁶ Ibid.: p.202 : Le programme contenait 4 principes généraux (résumé par Dowe) : 1. terre et terrain sont propriétés communes ; 2. Les conditions de propriété sont en tant que rapports sociaux soumis à un changement dans l'histoire, selon le niveau des luttes de classes ; 3 : Tous les hommes ont les mêmes droits pour satisfaire leurs besoins physiques et psychiques et pour développer leurs talents ; 4. Tous les hommes sont obligés de travailler

gagnée à cette époque sur une partie importante du milieu démocrate. En revanche, malgré cette influence grandissante des communistes, Marx est très déçu du congrès, car il démontre à son avis une incapacité affligeante des démocrates à trouver des formes d'actions communes. La radicalisation de la ligne politique, reste par rapport à l'incapacité à trouver une stratégie commune d'action, le grand paradoxe de ce congrès ; et cela d'autant plus que le mouvement se trouve à ce moment à quelques jours du coup d'Etat en Prusse. Cette incapacité s'exprime particulièrement dans la déclaration du congrès sur la situation à Vienne, une déclaration qui est adoptée juste au moment où le siège de la ville entre dans sa phase décisive. L'éditorial de l'édition «normale» du numéro 133 du 3 novembre est consacré à cette déclaration.

Marx publie un éditorial très critique - c'est l'éditorial d'un supplément - qui laisse soupçonner les lignes d'une rupture future. La déclaration est d'abord reproduite intégralement et décortiquée ensuite. L'appréciation générale est accablante :

«Cet appel remplace le manque d'énergie révolutionnaire par des sermons d'un pathos pleurnicheur, derrière lequel se cache une pauvreté prononcée d'idées et de passion.»¹⁰⁸⁷

(1. *Grund und Boden sind Gemeineigentum, 2. Die Eigentumsverhältnisse als gesellschaftliche Verhältnisse sind in der Geschichte je nach dem Stand des Klassenkampfes einem Wechsel unterworfen. (...)Alle Menschen haben die gleichen Rechte zur Befriedigung ihrer physischen und psychischen Bedürfnisse und Ausbildung aller Anlagen; 4. Alle Menschen sind zur Arbeit verpflichtet.*)

Après ces principes généraux, suivent 12 mesures concrètes, qui seraient directement inspirées des 17 revendications. Ce programme a été accepté par l'association ouvrière de Cologne, ce qui démontre selon Dowe à quel point les communistes avaient gagné de l'influence. Sur ces mesures, Dowe explique:

«Après ces principes généraux, qui exprimaient partiellement l'esprit du manifeste communiste; mais qui étaient partiellement aussi plus vagues, suivirent douze mesures pratiques, à appliquer immédiatement par la république démocratique: tandis que Beust, comme il notait lui-même, ne pouvait pas se décider sur le plan organisationnel „de se mettre entièrement sous le commando de Marx, tant que j'ai dû reconnaître sa capacité critique“ il suivait quant à la formulation de ces 12 points, le plus souvent littéralement les „revendications du parti communiste en Allemagne“. Ils ne manquèrent que les trois premières revendications qui se référaient à l'installation de la république, car dans le projet de Beust, celle-là était déjà considérée comme existante. (...) On peut considérer comme avéré que ce (...) document-programme communiste a été discuté avec Marx et les autres communiste avant le départ de Beust de Cologne.»

(Nach diesen allgemeinen Grundsätzen, die z.T. den Geist des kommunistischen Manifests verrieten, z.T. aber auch unbestimmter waren, folgten zwölf von der demokratischen Republik als erste zu ergreifende praktische praktische Maßnahmen. Während Beust, wie er selbst notierte, sich auf organisatorischem Gebiete nicht entschließen konnte, sich „so ganz unter das Kommando von Marx zu stellen, so sehr ich seine kritische Schärfe anerkennen mußte“ folgte er bei der Formulierung dieser zwölf Punkte doch meist wörtlich den Forderungen der kommunistischen Partei in Deutschland“. Es fehlten nur die ersten drei Forderungen, da sie sich auf die Einführung der Republik bezogen, der Entwurf Beusts diese jedoch schon als gegeben voraussetzte;

(..) Man kann als gewiß annehmen, daß dieses (...) kommunistische Programm-Dokument vor Beusts Abreise in Köln mit Marx und den übrigen Kommunisten beraten worden ist.

¹⁰⁸⁷ NGR, n°133 du 3 novembre 1848 (édition normale): „Dieser Aufruf ersetzt den Mangel an revolutionärer Energie durch ein predigerartiges Heulerpathos, hinter dem sich die entschiedene Armut an Gedanken und an Leidenschaft verbirgt.“

Marx dénonce sévèrement des revendications floues, pathétiques, non réalisables qui n'engagent à rien. L'appel répété des démocrates à aider Vienne, car ainsi on aiderait la liberté d'Allemagne, serait lancé sans lui donner de la subsistance. Marx parle de phraséologie, de «*pathos factice*» (*unwahres Pathos*) et de «*rhétorique bâclée*» (*stümperhafte Rhetorik*). «*Et de quelle façon nous devrions faire cela ?*»¹⁰⁸⁸ Il est scandalisé de voir que le congrès lance un appel aux gouvernements allemands de venir à l'aide de la ville encerclée. «*C'est incroyable !*» s'exclame Marx

*«Le gouvernement prussien devrait-il envoyer Wrangel ou Colomb ou le Prince de Prusse contre Auersperg, Jelacic et Windischgrätz ? Le congrès 'démocratique', avait-il pendant un seul instant le droit d'exprimer une position si infantile et conservatrice ? [...] Les gouvernements souriront joyeusement sur cette exaltation virginale.»*¹⁰⁸⁹

De plus, demander au peuple d'organiser de grandes manifestations pour faire de la pression sur leurs gouvernements, serait entièrement absurde. On n'aurait qu'une deuxième version de «l'amendement Stein», c'est-à-dire une déclaration de bonne volonté sans aucune possibilité de la mettre en œuvre. C'est ce manque de stratégie et de réalisme qui agace particulièrement Marx.

*«Mais le peuple exige du congrès démocrate des revendications concrètes. Qui exige tout, n'exige rien et ne reçoit rien.»*¹⁰⁹⁰

Marx se gausse ensuite de l'appel pathétique mais imprécis comme quoi il faudrait se mobiliser pour la liberté partout, dans tous les pays. La *Nouvelle gazette rhénane* ne doute pas que cet appel serait entendu même en Laponie. Ensuite elle décrit la déclaration du congrès comme «*impardonnable*» (*unverzeihlich*). Le journal finit l'article par son propre appel. Il faudrait se mobiliser «*en Allemagne, où sinon?*»¹⁰⁹¹. Le seul soutien possible à ce moment serait de «*remporter la victoire sur la contre-révolution chez soi.*»¹⁰⁹²

¹⁰⁸⁸ Ibid. : „Und wie sollen wir das anfangen?“

¹⁰⁸⁹ Ibid.: „Die preußische Regierung, soll sie Wrangel oder Colomb oder den Prinzen von Preußen gehen Auersperg, Jellachich und Windischgrätz senden? Durfte der ‚demokratische‘ Kongreß sich einen Augenblick diese kindische und konservative Stellung zu den deutschen Regierungen geben? (..) Die Regierungen werden selbstvergnügt lächeln über diese jungfräuliche Schwärmerei.“

¹⁰⁹⁰ Ibid.: „Aber das „Volk erwartet vom demokratischen Kongresse bestimmte Forderungen. Wer alles verlangt, verlangt nichts und erhält nichts.“

¹⁰⁹¹ Ibid.: „In Deutschland, wo sonst ?“

¹⁰⁹² Ibid.: „die Besiegung der Konterrevolution im eigenen Hause.“

La critique de Marx à l'adresse du deuxième congrès national des démocrates, a été quelques fois analysée dans la recherche¹⁰⁹³. Ernst Hanisch par exemple, considère la critique de Marx comme justifiée, mais il pense aussi que Marx n'avait pas de solution plus convaincante à proposer.

«Cette critique était justifiée et la revendication de Marx à vaincre la réaction dans les pays allemands tout à fait raisonnable, seulement il est premièrement un peu bizarre que Marx s'occupe à ce moment des questions de style littéraire et il est deuxièmement contestable que l'appel de vaincre la propre contre-révolution soit beaucoup plus concret que l'appel à venir en aide à Vienne.»¹⁰⁹⁴

La conclusion de Marx - il faut surtout combattre sa «propre» contre-révolution pour aider Vienne - est évidemment inspirée de l'instant même où elle est formulée. Il est à ce moment même trop tard pour trouver une autre solution, une solution qui serait forcément militaire, car Vienne est encerclée par trois armées professionnelles. Une aide par une défense militaire des troupes volontaires, et envoyée en toute hâte à Vienne, serait insuffisante. La devise - combattre la contre-révolution chez soi - renvoie surtout au lien qui existe entre les événements à Vienne et à Berlin.

La polémique de Marx vise surtout à dénoncer les illusions dans les gouvernements allemands, mais non une aide concrète pour Vienne. Il ne considérait pas comme contradictoire de vaincre sa propre contre-révolution et d'envoyer de l'aide à Vienne. Marx avait au contraire soutenu l'appel d'un «comité provisoire» à former des troupes armées volontaires¹⁰⁹⁵ et mis la *Nouvelle gazette rhénane* à disposition pour publier cet appel¹⁰⁹⁶. Le journal s'est proposé également pour s'occuper des dons d'argent pour les Viennois.

Déjà dans le numéro du 22 octobre, Telling avait demandé à la *Nouvelle gazette rhénane* d'ouvrir une souscription publique. Marx ne répond qu'une semaine plus tard publiquement à cette demande¹⁰⁹⁷ dans le numéro du 1^{er} novembre. Nous ne savons pas si ce fait est l'expression d'un doute quant à l'efficacité d'une telle mesure, où s'il y a d'autres raisons qui expliquent ce retard.

¹⁰⁹³ Voir aussi Ernst Hanisch, op. cit. p.138.

¹⁰⁹⁴ Ernst Hanisch, op. cit. p. 138: „Diese Kritik war berechtigt und die Marxsche Forderung nach der Besiegung der Reaktion in den deutschen Ländern durchaus vernünftig. Nur: 1. es wirkt doch etwas seltsam, dass Marx sich in dieser Stunde mit literarischen Stilfragen auseinandersetzt, und 2. , ob der Aufruf, die eigene Konterrevolution zu besiegen, sehr viel konkreter ist als der Aufruf, Wien zu Hilfe zu eilen, ist doch recht fraglich.“

¹⁰⁹⁵ NGR, n°131 du 1^{er} novembre 1848, sous le trait.

¹⁰⁹⁶ Dieter Dowe op. cit. pp.204/205 : selon les informations de Dove, au moins un officier de l'armée prussienne était impliqué dans cet appel, un certain Adamsly du 25^{ème} régiment. August Willich et Johann Jansen qui se trouvent à l'époque à Besançon, auraient de plus conjuré l'association ouvrière de Cologne d'agir et de venir en aide. L'Association ouvrière n'aurait pas collaboré aux projets des troupes armées, mais aurait bien collectionné de l'argent pour Vienne.

¹⁰⁹⁷ Voir Ernst Hanisch, op. cit. p.114.

L'insuffisance d'une aide militaire est à la base aussi l'idée du congrès démocrate. Seulement le congrès démocrate compte sur la possibilité de faire pression sur les gouvernements allemands, qui sont pourtant selon Marx de connivence avec le gouvernement et la camarilla autrichienne, occupés à ce moment même à mater l'insurrection de Vienne. C'est pour cette raison que Marx dénonce l'idée du congrès comme absurde. Elle reviendrait à demander que les gouvernements allemands se combattent eux-mêmes. Marx n'avait d'ailleurs pas l'illusion de pouvoir faire une proposition concrète. Personne n'en était en mesure fin octobre 1848. Ce que Marx déplorait, c'était le manque de clairvoyance du congrès pour les rapports de force du moment.

Ce manque de vision claire des rapports de force est également évoquée par l'historien Joachim Paschen¹⁰⁹⁸ qui constate que :

«L'appel aux 'concitoyens allemands' d'exiger de la part de leurs gouvernements une intervention en faveur des démocrates de Vienne méconnaissait complètement les rapports de force réels en Allemagne.»¹⁰⁹⁹

L'agacement de Marx s'explique de plus par le fait que selon lui les démocrates avaient bien eu l'occasion de faire pression sur les gouvernements, pas au mois d'octobre, mais au mois de septembre, lorsqu'il s'agissait de ne pas accepter l'accord de Malmö. A cette époque, une action unie des démocrates aurait pu effectivement inverser les rapports de force existants. Cette occasion n'a pas été saisie. Un mois après, il était trop tard pour vouloir rattraper l'occasion manquée. Les rapports de force étaient en train de pencher vers la contre-révolution et les démocrates ne comprenaient pas cette évolution. Sur cet arrière-plan, l'appel du congrès démocrate est aux yeux de Marx l'expression d'une cécité politique totale.

La critique de Harnisch - le soutien de Marx serait aussi peu concret et aussi exclusivement verbal que celui du congrès démocrate¹¹⁰⁰ - ne prend ensuite pas en compte la situation catastrophique du journal fin octobre 1848. Tout simplement pour des raisons matérielles, Marx ne pouvait rien faire

¹⁰⁹⁸ Joachim Paschen, op. cit. p.108.

¹⁰⁹⁹ Ibid.: „Auch der Aufruf an die ‚deutschen Mitbürger‘ von ihren Regierungen die Intervention zugunsten der Wiener Demokraten zu verlangen, verkannte völlig die realen Machtverhältnisse in Deutschland.“

¹¹⁰⁰ Ibid. p.134: „Ich halte fest: auch Marx beschränkte sich auf eine verbale Unterstützung. Erst am 1. November erging ein Aufruf zur Bildung einer Freischar, die dem bedrängten Wien zu Hilfe eilen sollte: p.138: „Ob der Aufruf, die eigene Konterrevolution zu besiegen, sehr viel konkreter ist als der Aufruf, Wien zu Hilfe zu eilen, ist doch recht fraglich.“

d'autre à cette époque qu'écrire dans la *Nouvelle gazette rhénane* et même cela n'était pas forcément évident.

Quant à l'argument que ce n'était pas le moment pour faire une critique du «style littéraire», c'était bien le journalisme de Marx depuis l'époque de la *Gazette rhénane* de décortiquer un document phrase par phrase pour prouver le non-fondé d'une l'argumentation. Marx dépendait du public démocrate. Pour désavouer une position majoritaire des démocrates, il pouvait soit la condamner globalement - avec peu d'espoir de convaincre - ou expliquer l'inefficacité ou le non-sens de chaque formulation. La seule façon de gagner le public démocrate, c'était par l'argumentation. Ce que pour Harnisch est le «style littéraire», était pour Marx une façon de faire de la politique. Pour lui, le fonctionnement du mouvement démocrate était le centre du problème. Le manque «d'énergie révolutionnaire» était au printemps 1849 bel et bien la raison pour laquelle Marx quittera les démocrates.

Le 5 novembre¹¹⁰¹, Marx dénonce la nouvelle de la chute de Vienne comme fausse ; il se méfie à ce moment des fausses nouvelles, ou des nouvelles expressément incomplètes servant de propagande. La capitulation se limiterait selon lui à une déclaration hautement traîtresse du Conseil municipal de Vienne et un écho hypocrite et perfide de la «bonne presse» ; seulement quelques faubourgs se seraient rendus. Dans l'ensemble ce sont des annonces qui reflètent encore de l'espoir.

L'armée hongroise avancerait et même les Tchèques se seraient rendu compte d'avoir été trompés. Le manifeste de Windischgrätz, c'est-à-dire l'ultimatum qui exige la capitulation de la ville, aurait donné partout le signal de l'insurrection. L'Empereur n'est plus nommé autrement que «*l'idiot couronné*».

Il n'est pas impossible que cet optimisme relatif soit effectivement basé sur les informations de Telling qui lui aussi avait bien remarqué les premières hésitations des Tchèques ainsi que quelques réactions auprès des paysans qu'il surestimait en revanche¹¹⁰².

¹¹⁰¹ NGR, n°135 du 5 novembre 1848: *Die neuesten Nachrichten aus Wien, Berlin und Paris*.

¹¹⁰² Voir Ernst Hanisch, op. cit. p.141.

III-5-6-e- La chute de Vienne

L'éditorial du 7 novembre 1848¹¹⁰³ (écrit le 6 novembre) annonce finalement la «*victoire de la contre-révolution de Vienne*». C'est un des rares articles dans lequel l'aspect émotionnel est si fort qu'il risque de prévaloir sur l'analyse. Tout en essayant de tirer les leçons des événements passés et de leur donner une perspective pour l'avenir, cet article donne l'impression d'un cri de rage.

L'article commence par l'évocation des images de la violence qui suit la chute de la ville : Vienne en proie aux armées victorieuses. Les premières phrases expriment sans équivoque que le lynchage de Latour était un fait divers par rapport aux événements qui suivent la chute de Vienne.

«La liberté et l'ordre croate ont gagné et ont fêté leur victoire, commettant incendies, viol, pillage, des crimes anonymes, infâmes. Vienne est dans les mains de Windischgrätz, Jelacic et Auersperg : des hécatombes des sacrifices humaines suivront catapultés dans la tombe du traître vieillard Latour.»¹¹⁰⁴

Une grande partie de l'article est composée par un jeu de questions et de réponses et s'articule autour du sujet de la trahison, la trahison de la bourgeoisie. Une trahison sur tous les fronts aurait préparé la chute de la ville et chaque fois, la bourgeoisie est désignée comme le facteur décisif.

L'histoire entière du Reichstag et du Conseil municipal depuis le 6 octobre serait une histoire de trahison. «*Qui donc était représenté au Reichstag et au Conseil municipal ? La bourgeoisie !*»¹¹⁰⁵ Une partie de la Garde nationale s'est désolidarisée de la *Légion académique* et de la *Garde mobile* et a combattu aux côtés de la contre-révolution. «*A qui appartiennent ces fractions de la Garde nationale ? A la bourgeoisie !*»¹¹⁰⁶ En Allemagne, la bourgeoisie prête allégeance à la monarchie absolue et au féodalisme, tandis qu'en France elle avait vaincu pour humilier le peuple. Marx insiste une nouvelle fois sur la logique commune à *l'insurrection de juin à Paris*, à la chute de Vienne et à l'avenir de Berlin : la bourgeoisie joue chaque fois ses intérêts contre le peuple au prix d'un bain de

¹¹⁰³ NGR, n°136 du 7 novembre 1848: *Sieg der Konterrevolution zu Wien*.

¹¹⁰⁴ Ibid.: „*Die kroatische Freiheit und Ordnung hat gesiegt und mit Mordbrand, Schändung, Plünderung, mit namenlos-verruchten Untaten ihren Sieg gefeiert. Wien ist in den Händen von Windischgrätz, Jellachich und Auersperg. Hekatomben von Menschenopfern werden dem greisen Verräter Latour in sein Grab nachgeschleudert.*“

¹¹⁰⁵ Ibid.: „*Wer war repräsentiert im Reichstag und Gemeinderat? Die Bourgeoisie.*“

¹¹⁰⁶ Ibid.: „*Wem gehören diese Fraktionen der Nationalgarde an? Der Bourgeoisie.*“

sang ; mais elle le fait d'une façon différente en France et en Allemagne. Paris et Vienne démontrent néanmoins clairement à quel avenir est voué Berlin :

«A Vienne, on vient de représenter le deuxième acte du drame, dont on a joué le premier à Paris sous le titre : Les journées de juin (..) A Berlin, on vivra bientôt le troisième acte.»¹¹⁰⁷

Marx accuse la «république honnête», la République française sous Lamartine qui avait écrasé *l'insurrection de juin*, d'avoir préparé la chute de Vienne.

Les mêmes accusations vont à l'encontre de *l'Assemblée nationale de Francfort* et les spéculations de la bourse contre l'insurrection de Vienne. *«Qui parle dans la langue runique de la bourse ? La bourgeoisie !»¹¹⁰⁸*

Marx met en relief ensuite deux éléments qu'il avait déjà mentionnés : un début de scission entre les nationalistes tchèques et la camarilla autrichienne d'un côté et un début de révolte des paysans allemands d'Autriche d'un autre côté, deux éléments qui se sont effectivement produits, dont Marx surestime cependant la dimension¹¹⁰⁹. Il exprime l'espoir que la confrontation en Autriche redevienne une confrontation entre les « oppresseurs et les opprimés », que notamment le mouvement paysan dépasserait la question nationale et le «*charivari autrichien des peuples*»¹¹¹⁰ pour que la ligne de clivage redevienne sociale.

L'espoir principal vise toutefois la France. En France se trouve maintenant, après la chute de Vienne, la seule clé pour redresser la situation et renouveler la révolution et la mener au bout cette fois-ci. Cette révolution, à partir de Paris, sera de nouveau européenne. Elle dépassera les frontières et pour vaincre les armées, elle sera menée avec tous les moyens qu'un peuple possède pour se battre, ce que Marx appelle «le terrorisme révolutionnaire».

*«A Paris, la riposte décisive de la révolution de juin sera lancée. Avec la victoire de la 'république rouge' de Paris, les armées seront crachées des intérieurs des pays, au bord et au-delà des frontières et le véritable pouvoir des partis combattants se dessinera clairement. Puis nous nous souviendrons de juin, d'octobre et nous aussi nous exclamerons : **vae victis !***

¹¹⁰⁷ Ibid.: „In Wien ist soeben der zweite Akt des Dramas aufgeführt worden, dessen ersten Akt man zu Paris spielte unter dem Titel: die Junitage. (..) Zu Berlin werden wir bald den dritten Akt erleben.“

¹¹⁰⁸ Ibid.: „Wer spricht die Runensprache der Börsenkurse? Die Bourgeoisie.“

¹¹⁰⁹ Ernst Hanisch, op. cit. p.139.

¹¹¹⁰ NGR, n°136 du 7 novembre 1848: *Sieg der Konterrevolution zu Wien*: „Seinerseits ist das deutsche Landvolk von Österreich noch nicht pazifiziert. Seine Stimme wird durch die österreichische Völkerkatzenmusik grellend durchdrungen.“

Les carnages sans résultats depuis les journées de juin et d'octobre, la fête de sacrifice interminable depuis février et mars, le cannibalisme de la contre-révolution elle-même convaincront les peuples qu'il n'y a qu'un seul moyen d'abrégé les convulsions de mort assassines de l'ancienne société, les contractions sanguinaires de la société nouvelle, de les simplifier, de les concentrer, un seul moyen – le terrorisme révolutionnaire.»¹¹¹¹

Cet article, qui a la forme d'un manifeste ou de l'accusation publique d'une tragédie grecque, est d'une force suggestive rare ; en même temps éloquent, incantatoire, poétique et violent. Il ne ressemble pas au pathos du congrès démocrate. Il ne s'agit plus du tout d'un journalisme qui commente et analyse car l'émotion est palpable dans chaque phrase. C'est également une mise en scène du pouvoir des paroles. Ces phrases veulent toucher et même bouleverser les lecteurs.

Ecrit directement sous l'emprise des nouvelles sur les atrocités qui se passent à Vienne, l'article exprime la rage et le désespoir après une défaite terrible, qui n'était pas forcément inscrite dans les faits. Les circonstances et les rapports des forces auraient pu très bien à certaines conditions mener vers d'autres issues plus heureuses. Contrairement à l'insurrection de Francfort du 18 septembre 1848, où la *Nouvelle gazette rhénane* avait exprimé très tôt ses doutes quant au dénouement de la révolte, le cas de Vienne est bien différent. Il s'agit de l'événement le plus puissant, le plus avancé dans un sens révolutionnaire depuis *l'insurrection de juin à Paris*.

L'insurrection de Vienne est un cas de figure jusqu'alors inconnu en Allemagne : elle réunit l'importance stratégique de Vienne dans le cadre de la *Sainte Alliance*, avec une radicalisation inouïe de la classe ouvrière comme l'élément le plus actif dans la défense de la ville, n'acceptant aucun compromis avec l'adversaire. De surcroît, pour la première fois en Allemagne, la révolution avait pris en mains sa défense militaire. L'armement du prolétariat de Vienne en forme de la *Garde mobile* est à côté de la *Légion académique*, l'élément décisif dans la défense de la ville. Il s'ajoute un autre phénomène inédit: la création d'une véritable armée révolutionnaire chez les Hongrois.

¹¹¹¹ Ibid.: „In Paris wird der vernichtende Gegenschlag der Junirevolution geschlagen werden. Mit dem Siege der ‚roten Republik‘ zu Paris werden die Armeen aus dem Innern der Länder an und über die Grenzen ausgespien werden und die wirkliche Macht der ringenden Parteien Parteien wird sich rein herausstellen. Dann werden wir uns erinnern an den Juni, an den Oktober, und auch wir werden rufen **Vae victis!**

Die resultatlosen Metzereien seit den Juni- und und Oktobertagen, das langweilige Opferfest seit Februar und März, der Kannibalismus der Konterrevolution selbst wird die Völker überzeugen, daß es nur ein Mittel gibt, die mörderischen Todeswehen der alten Gesellschaft, die blutigen Geburtswehen der neuen Gesellschaft abzukürzen, zu vereinfachen, zu konzentrieren, nur ein Mittel – den revolutionären Terrorismus.“

Cet ensemble de facteurs fait en sorte que l'insurrection de Vienne avait laissé naître des espoirs fondés qu'une nouvelle, une «deuxième révolution» puisse être victorieuse et qu'elle puisse - bien au-delà de la situation en Autriche et en Allemagne - déboucher sur un regain de la révolution européenne, et cela à un niveau bien plus développé qu'en mars 1848.

La déception est d'autant plus rude et conduit forcément à la question du pourquoi. Dans cette recherche de réponses, l'éditorial sur la chute de Vienne débouche sur trois sujets complexes qui resteront bien au-delà de la révolution de 1848, des grandes questions de la social-démocratie et du mouvement ouvrier : le sujet de la «trahison de la bourgeoisie», la conception de la révolution comme un processus européen global et la question de la défense armée de la révolution. Ces sujets seront discutés par la suite d'une manière récurrente dans les articles de la *Nouvelle gazette rhénane* jusqu'à sa fin.

Le premier sujet ne sera qu'esquissé ici, car Marx lui consacra une série importante d'éditoriaux après la crise de novembre. Nous le commenterons donc en détail à cette occasion¹¹¹². Il joue néanmoins déjà un rôle, comme dans les editoriaux précédents, parce qu'il prépare un changement de stratégie de la *Nouvelle gazette rhénane*.

Dans tous les aspects que Marx détecte comme raisons de la défaite de l'insurrection, il désigne la bourgeoisie comme la force déterminante. Les hésitations dans les décisions politiques, une recherche fatale du compromis avec le gouvernement et la Cour, une peur grandissante devant le prolétariat en armes, tout cela mène à une attitude d'indécision qui devient politique, une politique du laisser-faire vis-à-vis de l'armée impériale. Cette attitude est pour Marx de la trahison.

Or, comme nous le démontrerons ultérieurement, Marx n'a aucune illusion dans les intentions de la bourgeoisie de défendre la révolution. Ce n'est pas une «mission historique» quelconque que la bourgeoisie trahirait, mais il s'agit d'une trahison du mandat du peuple, une trahison de la révolution comme base de légitimité, à qui la bourgeoisie doit tout son accès au pouvoir.

Le thème de la trahison est un thème récurrent dans les pages de la *Nouvelle gazette rhénane* depuis son début et elle se radicalise au cours de la révolution. Nous rappelons que le terme

¹¹¹² Voir chapitre : III-8- la bourgeoisie et la contre-révolution, p.488.

«trahison» est également largement utilisé par tout le mouvement démocrate pendant les manifestations populaires et dans les déclarations démocrates à l'occasion de l'armistice de Malmö.

Le changement de stratégie esquissé dans les éditoriaux précédents semble maintenant irrévocable, même si cette conclusion n'est pas formulée ici en tant que telle. Si on n'attend que le pire de la bourgeoisie, pourquoi faire pression sur son aile progressiste, le mouvement démocrate ?

Ces réflexions se font dans le cadre d'un bilan, mais elles sont en quelque sorte aussi pré-insurrectionnelles et concernent l'avenir. Après avoir clos le deuxième acte - la défaite de Vienne - le troisième acte est imminent : l'avancée de la contre-révolution à Berlin, qui pourtant n'a pas encore entièrement gagné. De plus, même en Autriche, la «pièce» n'est pas encore tout à fait jouée, puisque la guerre s'embrase de nouveau en Italie et en Hongrie. La dimension européenne de la révolution - les cycles et les rythmes de ses victoires et de ses défaites sur un niveau continental - se concrétise pour Marx à l'aide de son analyse de la chute de Vienne. C'est une prise de conscience très rare à l'époque émergeant juste chez certains démocrates, comme Robert Blum, qui écrit quelques jours avant sa mort :

«A Vienne se décide le destin de l'Allemagne, peut-être de l'Europe. Si la révolution vainc ici, elle recommencera de nouveau ses cycles, si elle est vaincu, il y aura du moins pour un certain temps un silence de cimetière en Allemagne.»¹¹¹³

Les événements de Vienne - comme la crise de septembre et *l'insurrection de juin* à Paris - mettent à l'ordre du jour le problème de la défense armée de la révolution, et la question de la violence en général. Dans les articles de Marx sur Vienne, comme dans les articles après *l'insurrection de juin*, la conviction commence à percer selon laquelle toute révolution - même si elle est soutenue par toute la population - serait invariablement menacée par les forces armées du système en place, qui ne serait en aucun cas prêt à céder le pouvoir. Il reculerait devant un certain rapport de force désavantageux, mais ne respecterait jamais définitivement aucune légitimité populaire et riposterait à l'aide de ses forces armées aussitôt que l'occasion s'y prête afin de rétablir son propre pouvoir.

¹¹¹³ „Für Freiheit und Fortschritt gab ich alles hin.“ Robert Blum 1807-1848, Visionär; Demokrat; Revolutionär; herausgegeben vom Bundesarchiv, bearbeitet von Martina Jesse und Wolfgang Michalka, Unter der Schirmherrschaft von Wolfgang Thierse, Vizepräsident des Deutschen Bundestages, Verlag für Berlin-Brandenburg, Berlin, 2006, p.258: „...in Wien entscheidet sich das Schicksal Deutschlands, vielleicht Europas. Siegt die Revolution hier, dann beginnt sie von neuem ihren Kreislauf; erliegt sie, dann ist wenigstens für eine Zeitlang Kirchhofsruhe in Deutschland...“

Ces réflexions amènent Engels quelques mois après la chute de Vienne¹¹¹⁴ - il est entre-temps de retour à Cologne - à se demander si une armée révolutionnaire devrait se battre comme une armée traditionnelle, armée contre armée. Dans une analyse de la défaite des Piémontais contre l'armée autrichienne à Novara au printemps 1849, Engels commence à développer le point de vue qu'une armée de guérilla serait le seul moyen efficace d'une population en arme contre une armée professionnelle, bien mieux armée et entraînée.

L'idée que Engels développe dans cet article ultérieur, n'est rien d'autre qu'une concrétisation de ce que Marx désigne à la fin de son article sur la chute de Vienne «terrorisme révolutionnaire» - c'est-à-dire défendre une révolution par tous les moyens.

III-6- La révolution européenne et la guerre contre la Russie dans les *articles de la Nouvelle gazette rhénane*

La prévision d'une guerre entre l'Allemagne révolutionnaire et la Russie est une des constantes de la *Nouvelle gazette rhénane*. Ce sujet résulte de l'analyse des constellations politiques après le *Congrès de Vienne* et de la position de la Russie comme pilier de la *Sainte Alliance*. L'analyse qui prévoit une guerre inévitable avec la Russie est un des axes du journal, essentiel dans sa conception de la révolution européenne.

Etant donné que le spectre d'une intervention russe est omniprésent pendant la crise de Vienne, nous traitons ce sujet à la suite de l'insurrection de Vienne. Il se présente à ce moment d'une manière sous-jacente dans les réflexions sur les peuples slaves d'Autriche, mais apparaît déjà pendant l'insurrection de Prague en juin 1848. Il constitue l'arrière-plan des débats sur la Pologne pendant l'été 1848 et sera une nouvelle fois explicité dans les articles d'Engels sur les «combats magyars» au printemps 1849. Ce sujet réapparaîtra ensuite dans les réflexions générales après la défaite de la révolution dans les études d'Engels «*Révolution et contre-révolution en Allemagne*».

¹¹¹⁴ NGR, n°261 du 1^{er} avril 1849 (également in MEW6, pp.384-392).

Au début de la révolution, la Russie est au côté de l'Angleterre, le seul grand pays d'Europe qui n'est pas touché par la révolution. C'est un grand Etat territorial, à peine industrialisé, donc pas encore concerné par les conséquences sociales de l'industrialisation. Contrairement à l'Angleterre qui connaît régulièrement des troubles sociaux importants, la Russie maîtrise à cette époque entièrement sa politique intérieure. Le tsar règne en autocrate, son pouvoir n'est restreint par aucune forme de parlementarisme. Il considère nécessairement chaque restriction du pouvoir monarchique ailleurs en Europe comme une menace potentielle de ses propres intérêts. Les changements, en Prusse et en Autriche en particulier, sont observés avec beaucoup de méfiance.

Les réflexions sur une future confrontation militaire avec la Russie émergent avec la révolution de 1848. Pendant le *Vormärz* l'image de la Russie n'est pas pour autant positive dans la presse oppositionnelle allemande. L'ancienne *Gazette rhénane* de 1842/43 avait déjà largement dénoncé le rôle de la Russie comme centre d'impulsion de la *Sainte Alliance* ainsi que l'influence russe sur la politique de la Prusse, notamment sa politique en matière de presse¹¹¹⁵. Nous soulignons dans ce contexte qu'à travers la *Sainte Alliance* la Russie est considérée dans l'espace public allemand comme une puissance européenne, appartenant politiquement à l'Europe.

Après le début de la révolution, l'image de la Russie comme «ennemie de la liberté» est encore davantage un thème d'actualité dans la presse allemande. Cela concerne aussi bien la presse démocrate que la presse libérale¹¹¹⁶. Nous retrouvons par exemple dans la *Gazette allemande* et dans la *Nouvelle gazette rhénane* la même comparaison entre la Russie et Europe de l'Ouest comme opposition entre la «barbarie» et la «civilisation». Le libéralisme allemand revendique certes une politique extérieure qui essaie «de lier la neutralité envers les quatre grandes puissances avec la solidarité envers les plus petits Etats européens»¹¹¹⁷, mais il flirte toutefois de temps en temps avec l'idée d'une grande guerre, pour faire avancer en Allemagne l'idée nationale¹¹¹⁸.

¹¹¹⁵ Voir sur ce sujet: Götz Langkau, Hans Pelger: *Studien zur Rheinischen Zeitung und zu ihrer Forderung nach Handelsfreiheit und Grundrechten im Deutschen Bund, mit einem Brief von Karl Marx an Hermann Müller-Strübing (1843)*, Schriften aus dem Karl-Marx Haus, Trier 51, 2003, chapitre V: *Die Rheinische Zeitung wehrt sich gegen den russischen Einfluß auf die preußische Pressepolitik*, pp.240-286.

¹¹¹⁶ Voir sur ce sujet : Ulrike von Hirschhausen, op. cit. pp.268-270.

¹¹¹⁷ Ibid.: p.260: *Angebracht scheint es in Zukunft von einer außenpolitischen Doppelrolle zu sprechen, die Neutralität gegenüber den vier Großmächten mit Solidarität gegenüber den kleineren Staaten Europas zu verbinden suchte.*"

¹¹¹⁸ Ibid.

En revanche, les deux journaux discutent cette idée d'une guerre avec la Russie dans des contextes complètement différents : pour la *Gazette allemande*, cette idée émerge dans le cadre d'un nationalisme naissant¹¹¹⁹, pour la *Nouvelle gazette rhénane* dans le cadre d'une révolution européenne. Quant à la *Nouvelle gazette rhénane*, l'idée nationale l'intéresse uniquement dans la perspective où cette idée fait avancer la révolution, comme dans la question du Schleswig.

Pour la *Nouvelle gazette rhénane*, la Russie est apparemment dès le début comprise comme la menace principale contre la révolution à l'échelle européenne. Du moins c'est ce que Friedrich Engels explique sur ce sujet dans son article «*Marx et la Nouvelle gazette rhénane*»¹¹²⁰. Selon Engels, le programme politique de la *Nouvelle gazette rhénane* consistait en deux points essentiels : «*une république démocratique allemande une et indivisible et une guerre avec la Russie ce qui inclut la restitution de la Pologne.*»¹¹²¹ Comment évolue le sujet de cette guerre dans les articles de la *Nouvelle gazette rhénane* ?

Pendant les premières semaines, la Russie n'est traitée qu'à la marge¹¹²². La *Nouvelle gazette rhénane* attire l'attention sur la concentration des troupes en Russie et sa position hostile envers la révolution en Prusse. L'idée que la menace d'une intervention militaire russe donnerait à la révolution allemande l'élan nécessaire pour qu'elle soit menée jusqu'au bout, est déjà formulée assez tôt : «*Le tsar est à nos portes* » (..) et c'est lui qui sauverait la révolution allemande, en la centralisant contre lui. Déjà à cette époque, l'idée de la guerre révolutionnaire selon le modèle français se trouve en germe à l'arrière-plan, idée qui devient explicite pendant la crise de septembre, comme nous l'avons montré.

¹¹¹⁹ Ibid.: „Historiker haben ja schon früher mit guten Gründen darauf hingewiesen, daß deutsche Liberale in einem großen europäischen Krieg oft das geeignete Mittel sahen, einen deutschen Nationalstaat in Deutschland durchzusetzen, und nicht zuletzt ließ auch die Rhetorik in der Paulskirche solche Einschätzungen durchaus plausibel erscheinen, wenn dort behauptet wurde: Die Sprecher und Schreiber konnten uns die deutsche Einheit nicht schaffen, vielleicht bringt sie uns jetzt der Soldat vom Schlachtfeld heim.“ En ce qui concerne la dernière citation, Ulrike von Hirschhausen se réfère à: G. Wollstein, *Mitteleuropa*, 1983, p.257 (Ulrike von Hirschhausen, p.260, annotation 46).

¹¹²⁰ Friedrich Engels: *Marx und die « Neue Rheinische Zeitung »* 1848-1849, op. cit. pp. 144-152, p.150/151.

¹¹²¹ Ibid.: p.147: „Das politische Programm der „Neuen Rheinischen Zeitung bestand aus zwei Hauptpunkten: Einige, unteilbare deutsche Republik und Krieg mit Rußland, der Wiederherstellung Polens einschloß.“

¹¹²² La Russie apparaît dans deux éditoriaux : NGR, n°7 du 7 juin 1848 : *Berliner Vereinbarungsdebatten* : l'auteur commente un accord entre la Prusse et la Russie sur l'extradition mutuelle des déserteurs de l'armée respective et s'étonne de l'expression « *accord entre Etats amis* » - et NGR, n°18 du 18 juin 1848: *Die Vereinbarungsversammlung vom 15. Juni*: un éditorial qui mentionne le rôle du tsar pour la révolution allemande.

A la fin du mois de juin 1848, se déroule l'insurrection de Prague et la première intervention du général Windischgrätz, qui la réprime dans le sang. Dans un éditorial de la *Nouvelle gazette rhénane* que nous avons déjà commenté¹¹²³, l'auteur écrit sur la situation des Tchèques, qui sont selon lui, coincés inévitablement entre les Allemands et les Russes. Tout en exprimant de la sympathie pour l'insurrection dont il souligne le caractère démocratique, l'auteur dénonce la responsabilité de la politique allemande. Par la faute des Allemands, les Tchèques se détourneraient de la révolution (allemande) en se rapprochant du «despotisme russe».

*«Dans le grand combat entre l'Ouest et l'Est de l'Europe, qui se produira dans peu de temps, peut-être dans quelques semaines – une destinée malheureuse pousse les Tchèques du côté des Russes, du côté du despotisme contre la révolution. La révolution vaincra et les Tchèques seront les premiers qui seront écrasés par elle. Les Allemands porteront de nouveau la faute de ce naufrage des Tchèques. Ce sont les Allemands qui les ont livrés à la Russie.»*¹¹²⁴

La grande confrontation au niveau continental entre l'Ouest et l'Est de l'Europe est ici mentionnée pour la première fois, une confrontation qui devient plus tard celle entre la «civilisation et la barbarie». Mais cette idée reste toujours incompréhensible sans son imbrication avec le caractère européen de la révolution de 1848.

La *Nouvelle gazette rhénane* ne craint pas seulement la force militaire de la Russie, mais aussi l'habileté de sa diplomatie. Plus la Russie réussit à attirer d'autres peuples d'Europe de l'Est de son côté, plus la révolution européenne est en danger. L'auteur affirme - et regrette - que les Tchèques dans leur volonté d'indépendance n'aient pas le choix. Soit ils sont happés par les Allemands, soit ils se dressent contre les Allemands - et donc contre la révolution et se jettent dans les bras du despotisme russe. La méfiance de la *Nouvelle gazette rhénane* envers les peuples slaves de l'Est de l'Europe s'explique par la crainte qu'ils puissent multiplier les troupes auxiliaires de la Russie, qui serait ainsi en mesure, en coalition avec l'Autriche et la Prusse, de bloquer la révolution au niveau européen.

¹¹²³ NGR, n°18 du 18 juin 1848: *Der Prager Aufstand*, voir aussi p.294.

¹¹²⁴ *Ibid.*: *Der Prager Aufstand* : „In dem großen Kampfe zwischen dem Westen und dem Osten Europas, der in sehr kurzer Zeit - vielleicht in einigen Wochen - hereinrechen wird, stellt ein unglückliches Verhängnis die Tschechen auf die Seite der Russen, auf die Seite des Despotismus gegen die Revolution; Die Revolution wird siegen und die Tschechen werden die Ersten sein, die von ihr erdrückt werden.

Die Schuld für diesen Untergang der Tschechen tragen wieder die Deutschen. Es sind die Deutschen, die sie an Russland verraten haben.“

La même crainte apparaît d'ailleurs aussi quant à une éventuelle alliance russo-polonaise contre l'Allemagne¹¹²⁵, toujours à cause d'une politique irresponsable des Allemands, cette fois à l'encontre des Polonais. Dans les deux cas, le journal prône qu'une nation qui veut être libre ne peut pas continuer à en opprimer une autre. C'est une phrase qui sera répétée plusieurs fois dans la *Nouvelle gazette rhénane* et la responsabilité de la politique allemande dans l'oppression de peuples est ainsi soulignée à plusieurs reprises.¹¹²⁶

Le journal dénonce particulièrement la manœuvre de détournement à l'occasion de l'écrasement de l'insurrection de Prague. L'énergie révolutionnaire serait canalisée et déformée en «*hurlement patriotique*» (*patriotisches Geheul*) qu'on entendrait dans presque toute la presse allemande. Cette manœuvre servirait en même temps à «*forger l'arme de l'oppression intérieure*». La *Nouvelle gazette rhénane* en revanche

«*.. a pris position dès le premier moment en Posnanie pour les Polonais, en Italie pour les Italiens, en Bohème pour les Tchèques.*» (..) ¹¹²⁷

«*Au moment même, où les Allemands se battent, contre leurs gouvernements, pour la liberté intérieure ils laissent entreprendre sous le commandement des mêmes gouvernements une croisade contre la liberté de la Pologne, de la Bohème, de l'Italie. Quelle profondeur de la combinaison ! Quel paradoxe historique !*» ¹¹²⁸

Après cette affirmation de solidarité, le regard se dirige de nouveau vers le «véritable ennemi de la révolution», la Russie :

«*Seule la guerre contre la Russie, est une guerre de l'Allemagne révolutionnaire (..) où elle se libérerait à l'intérieur en libérant à l'extérieur.*» ¹¹²⁹

Nous voyons déjà dans cet article du mois de juin 1848 à quel point les termes «patriotisme» et «nation» diffèrent de sens selon la tendance politique. Pour la *Nouvelle gazette rhénane*, le patriotisme va forcément de pair avec le combat pour les acquis de la révolution, une politique

¹¹²⁵ NGR, n°21 du 21 juin 1848 : *Neue Politik in Posen*, et NGR, n°23 du 23 juin : *Sturz des Ministeriums Camphausen*.

¹¹²⁶ Par exemple en NGR, n°42 du 12 juillet 1848.

¹¹²⁷ NGR, n°42 du 12 juin 1848: *Die auswärtige deutsche Politik und die letzten Ereignisse zu Prag: „...hat die „Neue Rheinische Zeitung“ vom ersten Augenblick an in Posen für die Polen, in Italien für die Italiener, in Böhmen für die Tschechen Partei ergriffen.“*

¹¹²⁸ Ibid. : „*In demselben Augenblick, wo die Deutschen um die innere Freiheit mit ihren Regierungen ringen, sie unter dem Kommando derselben Regierungen einen Kreuzzug gegen die Freiheit Polens, Böhmens, Italiens unternehmen lassen, welche Tiefe der Kombination! Welch geschichtliches Paradoxon!*“

¹¹²⁹ Ibid.: „*Nur der Krieg mit Rußland ist ein Krieg des revolutionären Deutschlands (..) und sich nach innen frei macht, indem es nach außen befreit.*“

contre la liberté des peuples est un «hurlement patriotique», un nationalisme qui prétend seulement s'engager pour l'Allemagne, une attitude pour cacher les intentions réelles de domination.

La conception qu'a le journal de la révolution européenne est clairement exposée fin juin 1848, dans une polémique contre la *Gazette allemande* (une polémique que nous avons déjà mentionnée). Ce journal avait dépeint le spectre d'une intervention française en Allemagne et particulièrement en Rhénanie. Il avait affirmé dans ce contexte que la Prusse ne craindrait pas une perte provisoire de la Rhénanie. Marx répond sur-le-champ :

«Si la Prusse ne craint pas la 'perte momentanée' de la province rhénane, la province rhénane craint encore moins une perte 'permanente' de la domination prussienne. Si la Prusse s'allie avec les Russes, les Allemands s'allieront avec les Français et mèneront ensemble avec eux la guerre de l'Ouest contre l'Est, la guerre de la civilisation contre la barbarie, de la république contre l'autocratie.»¹¹³⁰

Fin juin 1848, le journal ressent clairement la pression russe derrière les actions de l'armée autrichienne d'un côté et apparemment aussi derrière la Prusse, car le journal identifie les Prussiens avec les Russes. Les Allemands en revanche seraient en cas de conflit au côté des Français.

Les termes «civilisation» et barbarie» ne sont d'ailleurs utilisés par la *Nouvelle gazette rhénane* ni dans un sens ethnique ni dans le sens d'un certain degré d'instruction. Il s'agit de la capacité d'évoluer dans un sens progressiste. La France qui est selon le journal le pays le plus avancé politiquement est donc aussi le pays le plus «civilisé». La Russie, le pays le plus autocrate, est en revanche le pays le plus «barbare». Il s'agit d'un schéma qui sera à partir de ce moment utilisé systématiquement.

Plus l'été 1848 avance, plus la *Nouvelle gazette rhénane* dénonce l'influence de la diplomatie russe. Dans un article polémique¹¹³¹, le journal se dresse contre une note du ministre des affaires extérieures russe Karl Robert von Nesselrode qui se plaint de la presse allemande. Celle-ci méconnaîtrait entièrement «*les intentions paisibles*» de l'Empereur russe. La note russe dénonce particulièrement la «*fièvre de changement*» (*Veränderungsfieber*) qui régnerait en Allemagne. La

¹¹³⁰ NGR, n°25 du 25 juin 1848: *Drohung der Gervinus-Zeitung: „Wenn sich Preußen nicht vor ‚einem momentanen Verlust der Rheinprovinz‘ scheut, scheut sich die Rheinprovinz noch weniger vor einem ‚permanenten‘ Verlust preußischer Herrschaft. Wenn die Preußen mit den Russen, werden die Deutschen sich mit den Franzosen alliiieren und mit ihnen vereint den Krieg des Westens gegen den Osten, der Zivilisation gegen die Barbarei, der Republik gegen die Autokratie führen.“*

¹¹³¹ NGR, n°64 du 3 août 1848 (également in MEW5, pp.293 – 299).

Nouvelle gazette rhénane conclut que la Russie serait paisible tant que rien ne change en Allemagne depuis les «*journées méchantes de mars*» (*seit den bösen Märztagen*) par rapport au «*temps heureux avant 1848.*» (*..in der glücklichen Zeit vor 1848*). L'article entier est un avertissement face aux prétentions de la politique russe à dominer la situation intérieure en Allemagne.

Le nœud du problème de la Russie est discuté dans les «*débats de Francfort sur la Pologne*». C'est un débat que nous avons présenté déjà d'une manière détaillée. Le centre du débat se trouve dans le numéro 81 du 20 août¹¹³². Engels explique dans son éditorial que l'oppression de la Pologne est le lien qui ligote les puissances de la *Sainte Alliance* entre eux, car ce sont la Russie, l'Autriche et la Prusse qui s'étaient partagé la Pologne.

*« A partir du moment où le premier vol a été commis contre la Pologne, l'Allemagne se trouva dépendante de la Russie. La Russie ordonna à la Prusse et à l'Autriche de rester des monarchies absolues et la Prusse et l'Autriche furent obligées d'obéir. »*¹¹³³

Le partage de la Pologne est pour ainsi dire le cœur de la *Sainte Alliance*, la restitution de la Pologne serait le coup fatal contre sa raison d'être et cela d'autant plus que les Polonais avait réagi dès la première agression contre elle «*d'une manière révolutionnaire*» en propageant la libération des paysans, la réforme agraire, la «*démocratie agraire*».

Il est significatif qu'Engels désigne ce combat de la «*démocratie agraire*» comme le seul combat possible en Europe de l'Est contre l'absolutisme. Nous soulignons ce fait, car on a souvent reproché à Engels d'avoir sous-estimé la question paysanne¹¹³⁴ ; nous aurons l'occasion de revenir sur cette question.

La réforme agraire globale va de pair, d'une façon indissociable, avec la renaissance de la Pologne comme Etat indépendant. La renaissance de la Pologne serait la première condition pour

¹¹³² NGR, n°81 du 20 août 1848 (également in MEW5, pp.331 – 335).

¹¹³³ Ibid. : „Von dem Augenblick an, wo der erste Raub an Polen begangen wurde, war Deutschland in die Abhängigkeit Rußlands geraten. Rußland befahl Preußen und Österreich, absolute Monarchien zu bleiben, und Preußen und Österreich mußten gehorchen.“

¹¹³⁴ Voir Roman Rosdolsky, op. cit. Cet aspect est étudié dans les chapitres 5 (*Der andere Aspekt des Problems*), pp.128-138 et 6 (*Noch ein kritischer Gesichtspunkt*), pp.139-144.

l'installation d'une Allemagne démocratique. Mais la renaissance de la Pologne ne serait possible qu'après une guerre contre la Russie.

Le fait que les parlements d'Allemagne n'aient pas osé décider la guerre contre la Russie auparavant aurait mené à un nouveau renforcement de la «*soldatesque de la réaction à Berlin*». La guerre contre la Russie serait en revanche «*la rupture entière, ouverte et réelle avec tout notre passé honteux, (...) la véritable libération et unification d'Allemagne (...)*»¹¹³⁵

Il y a donc une ligne d'argumentation directe dans les articles de la *Nouvelle gazette rhénane*, entre le caractère européen de la révolution, la guerre contre la Russie, la libération de l'Europe de l'Est par la démocratie agraire et l'installation d'une Allemagne démocratique. Il s'agit d'une sorte de circuit en mouvement perpétuel. Le renforcement de la révolution à certains endroits peut ainsi dynamiser le circuit entier. En contrepartie les défaites de la révolution peuvent ralentir ou bloquer le circuit entier. La menace que représente la Russie, est donc pour la *Nouvelle gazette rhénane* indissolublement liée à sa conception de la révolution européenne.

L'aspect frappant dans toutes ces déclarations est le caractère inévitable de la guerre à venir. Le journal ne se pose pas la question de savoir, si une telle guerre est souhaitable ou non ; selon lui on ne peut pas la contourner. La possibilité de perdre cette guerre et les conséquences d'une telle défaite ne sont jamais envisagées. Il n'y a tout simplement pas le choix. Comme nous venons de le mentionner, Engels voit une sorte de «vase communicant» entre le fait que les Allemands n'aient pas inquiété la Russie sur la question de la Pologne et le renforcement de la réaction en Prusse et en Allemagne en général. C'est cette constellation de faits qui explique pour Engels la raison pour laquelle la Russie n'est pas directement intervenue en Allemagne en 1848/49. Elle n'en avait pas besoin. Ses intérêts étaient largement défendus par la «réaction» en Prusse et en Autriche. La Russie s'est trouvée obligée d'intervenir militairement seulement à la marge, à la fin de la guerre de Hongrie.

En 1884, Engels revient à son argumentation de 1848 et la confirme entièrement :

«La politique extérieure [de la Nouvelle gazette rhénane] était simple : Engagement pour chaque peuple révolutionnaire, appel à la guerre général de l'Europe révolutionnaire contre le grand soutien de la réaction européenne - la Russie. A partir du 24 février, il était clair pour

¹¹³⁵NGR, n°81 du 20 août 1848:„...der vollständige, offene und wirkliche Bruch mit unsrer ganzen schmachvollen Vergangenheit (...) die wirkliche Befreiung und Vereinigung Deutschlands (...).“

nous, que la révolution n'avait qu'un seul ennemi terrible, la Russie, et que cet ennemi était contraint d'entrer dans le combat, au fur et à mesure que le mouvement prendra une dimension européenne. Les événements de Vienne, Milan, Berlin ont pu ralentir l'attaque russe, mais plus la révolution s'approchait de la Russie, plus il devenait évident qu'elle arriverait. Si en revanche L'Allemagne avait pu être contrainte à mener une guerre contre la Russie, il en aurait été fini des Habsbourg et des Hohenzollern et la révolution aurait gagné sur toute la ligne.

Cette politique traverse chaque numéro du journal jusqu'au moment où les Russes interviennent effectivement en Hongrie, ce qui confirma entièrement notre prévision et décida de la défaite de la révolution.»¹¹³⁶

Selon notre analyse, cet article ultérieur de 1884 raccourcit un peu l'argumentation de 1848/49. Les articles de la *Nouvelle gazette rhénane* expriment plutôt l'attente que l'armée russe intervienne plus tôt et *directement* dans le centre de l'Allemagne, contre la révolution en Prusse par exemple, ou contre la révolution à Vienne. Toute la construction stratégique d'une guerre contre la Russie part du fait que l'Allemagne était un pays révolutionnaire et qu'une Allemagne révolutionnaire devrait être une offense insupportable pour la Russie. Mais en fait elle était bien moins révolutionnaire - surtout dans sa politique extérieure - que le journal ne l'espérait. Une Prusse et une Autriche où les monarchies absolues étaient en train de regagner du terrain suscitaient beaucoup moins de souci pour l'Empereur russe. Or, la *Nouvelle gazette rhénane* comptait sur cette intervention russe pour mobiliser les masses des peuples européens «civilisés» contre les monarchies absolues - russe et allemande. L'intervention russe qui s'était réellement produite en 1849 s'est déroulée sur l'arrière-plan d'une révolution allemande presque vaincue et elle ne s'est pas produite en Allemagne même (du moins pas dans sa partie germanophone). Elle ne pouvait en aucun cas susciter les effets espérés par la *Nouvelle gazette rhénane* en 1848 et début 1849.

Un autre espoir déçu concerne d'ailleurs le gouvernement français de 1849. L'Italie insurgée avait fait appel à la France de Lamartine ; mais la France ne bougea pas et l'Italie resta isolée dans son

¹¹³⁶ Friedrich Engels: *Marx und die « Neue Rheinische Zeitung » 1848-1849*, op. cit. pp. 144-152, p. 150/151 : „Die auswärtige Politik war einfach: eintreten für jedes revolutionäres Volk, Aufruf zum allgemeinen Krieg des revolutionären Europas gegen den großen Rückhalt der europäischen Reaktion – Russland. Vom 24. Februar an war uns klar, daß die Revolution nur einen wirklich furchtbaren Feind habe, Russland, und daß dieser Feind um so mehr gezwungen sei, in den Kampf einzutreten, je mehr die Bewegung europäische Dimension annahm. Die Ereignisse von Wien, Mailand, Berlin mußten den russischen Angriff verzögern, aber sein endliches Kommen wurde um so gewisser, je näher die Revolution Russland auf den Leib rückte. Geling es aber, Deutschland zum Krieg gegen Russland zu bringen, so war es aus mit Habsburg und Hohenzollern, und die Revolution siegte auf der ganzen Linie. Diese Politik geht durch jede Nummer der Zeitung bis zum Moment des wirklichen Einrückens der Russen in Ungarn, das unsere Voraussicht vollauf bestätigte und die Niederlage der Revolution entschied.“

insurrection. La *Nouvelle gazette rhénane* multiplie à ce moment ses polémiques incendiaires contre Lamartine¹¹³⁷. Début 1849, il n'y a que la guerre de Hongrie, qui détourne l'attention de l'armée impériale d'Autriche. Tout l'espoir du journal se concentre donc en 1849 sur l'élan révolutionnaire des Hongrois et, comme depuis longtemps, sur un regain de la révolution en France. Mais il semble déjà évident que la révolution européenne est sur sa «ligne descendante».

III-6-1- la révolution européenne et les «peuples sans histoire»

L'histoire de la guerre contre la Russie pendant la révolution de 1848 trouve son dernier chapitre dans les éditoriaux d'Engels sur la guerre en Hongrie entre janvier et avril 1849. La conception de la révolution européenne, avec toujours à l'arrière-plan la guerre avec la Russie, se mélange alors à une conception spécifique de l'histoire des peuples slaves d'Autriche et une critique du «panslavisme démocratique». Afin d'analyser cette question, nous devons donc interrompre le déroulement chronologique de la révolution et diriger notre regard vers la fin de la révolution au printemps 1849.

Ce qui attire l'attention est qu'au moins le premier des sujets mentionnés - la perception du rôle des peuples slaves d'Autriche - est clairement en décalage avec l'habituelle conception journalistique, historique et politique de la *Nouvelle gazette rhénane*. Ce constat est aujourd'hui généralement consensuel dans la recherche, même s'il est plus ou moins exposé et mis en avant¹¹³⁸.

L'accord est également assez unanime sur le constat qu'aucun indice connu ne pourrait démontrer jusqu'alors que Marx n'était pas en accord avec les assertions d'Engels¹¹³⁹ et qu'il est en partie aussi responsable en tant que rédacteur en chef de la *Nouvelle gazette rhénane*¹¹⁴⁰, même si c'est Engels qui a écrit les articles en question.

¹¹³⁷ Voir: NGR, n°123 du 22 octobre 1848: *Die englisch-französische Vermittlung in Italien*.

¹¹³⁸ Voir par exemple : Hal Draper & E. Haberkern : *Karl Marx's theory of revolution*, Volume V : *War & Revolution*, Monthly Review Press, Center of Socialist History, New York, 2005, chapitre 2 : «*Non-historic*» people, pp. 51 – 79.

¹¹³⁹ Marx reprend d'ailleurs la vision d'Engels par exemple dans son article du nouvel an (NGR, n° 184 du 1^{er} janvier 1849 en disant: „*In Wien erwürgten Kroaten, Panduren, Tschechen, Sereschaner und ähnliches Lumpengesindel die germanische Freiheit und in diesem Augenblicke ist der Zar allgegenwärtig in Europa.*” («A Vienne, des Croates, Pandures, Tchèques, Séréchanes et une canaille semblable égorgea la liberté germanique et en ce moment le tsar est omniprésent en Europe.»)

¹¹⁴⁰ Voir par exemple: François Melis: *Die Rezeption der ungarischen Révolution*, op. cit. p.127.

En revanche, les avis divergent sur les implications exactes de ces articles. Il est impossible, dans le cadre de ce travail de décrire toutes les facettes et tous les arguments qui ont été échangés. Il s'agit d'un débat très riche qui dépasse de loin le cadre de la *Nouvelle gazette rhénane* et le cadre de la révolution de 1848. Mais étant donné que ce débat trouve son origine dans les articles de la *Nouvelle gazette rhénane*, nous esquissons quand même les points les plus contestés, sans viser à l'exhaustivité. Nous expliquerons d'abord le contexte de ces éditoriaux pour présenter et discuter ensuite brièvement la position de Engels (et de Marx) sur le rôle des peuples slaves d'Autriche à l'aide de deux éditoriaux¹¹⁴¹ «*Le combat magyar*» du 13 janvier 1849¹¹⁴², et «*Le panslavisme démocratique*» du 15 février 1849¹¹⁴³.

Les éditoriaux en question sont écrits dans un contexte de guerre. Au printemps 1849, la Hongrie vit effectivement une insurrection populaire, une guerre révolutionnaire contre l'armée autrichienne qui a une supériorité éclatante en hommes et en armement. C'est une guerre qui se déroule exactement selon le schéma de la Révolution française, comme la *Nouvelle gazette rhénane* l'avait prédit ... pour l'Allemagne. Une grande partie des articles d'Engels sur la Hongrie foisonnent de détails sur l'analyse des positions géographiques des armées ou des spéculations sur le sens des mouvements des troupes. Ce sont de véritables reportages de guerre qui se poursuivent jusqu'au dernier numéro du journal. Dans cette situation de guerre, la *Nouvelle gazette rhénane* montre peu de tolérance envers ces petites nations qui préfèrent se battre au côté des armées de la monarchie de Habsbourg.

La position du journal envers les peuples slaves d'Autriche est de plus profondément marquée par leur rôle contre l'insurrection de Vienne et leur participation aux guerres qui se déroulent à cet instant précis en Hongrie et en Italie. C'est évidemment l'armée impériale qui a pris Vienne et qui mène la guerre sur les deux fronts, mais les troupes en question sont essentiellement composées des minorités slaves qui avaient déjà dominé le *Reichstag* à Vienne, notamment des Croates sous le Ban Jelacic. Engels ne cache rien de la rage qu'il ressent envers ces peuples. Les troupes croates dans Vienne, en Italie et en Hongrie, deviennent une sorte de cauchemar dans les articles de la *Nouvelle gazette rhénane*.

¹¹⁴¹Ibid.: p.62. : Selon E. Haberkern, Engels aurait écrit 76 articles sur la Hongrie entre 1848 et 1849 ; dans la plupart de ces articles, la problématique des peuples slaves d'Autriche est présente.

¹¹⁴² NGR, n°194 du 13 janvier 1849: *Der magyarische Kampf* (également in MEW6, pp.165-176).

¹¹⁴³ NGR, n°222 du 15 février 1849: *Der demokratische Panslawismus* (également in MEW6, pp.270-286).

Nous sommes donc dans une des dernières phases de la révolution, après la crise de septembre, après la chute de Vienne, après le putsch de Berlin, début novembre 1848, après la campagne la plus importante de la *Nouvelle gazette rhénane*, la campagne pour le boycott des impôts du mois de novembre 1848. La déception envers le mouvement démocrate est au printemps 1849 à son paroxysme. A cette époque, le journal n'attend plus grand chose de lui. La critique du panslavisme démocratique fait partie de la critique du mouvement démocratique en tant que tel. A la fin de la révolution, qui est déjà perceptible, cette critique devient acerbe.

III-6-2- «Le combat magyar»

Dans la forme et sur le fond, l'introduction de cet article correspond aux autres articles sur la révolution européenne. Cette «guerre d'oppression» a des ramifications européennes. La guerre contre les Hongrois et la guerre contre les Italiens correspondent à des cycles de la révolution qui se rejoignent dans un circuit :

«Le nouveau mouvement italien est le prologue du mouvement de 1849, la guerre contre les Magyars l'épilogue du mouvement de 1848.»¹¹⁴⁴

Sans doute un nouveau «drame» serait-il en train de se préparer. Cet épilogue serait héroïque comme les autres scènes de la «tragédie révolutionnaire», les chutes de Paris et de Vienne. De nouveau nous retrouvons aussi une terminologie de théâtre pour caractériser le déroulement des cycles révolutionnaires et la transition d'un cycle à l'autre. Le dernier acte de la tragédie précédente rejoint le premier acte du drame à venir.

Selon Engels, cet épilogue peut se transformer en prologue, car il découvre dans le «combat magyar» une nouvelle qualité révolutionnaire :

«Pour la première fois dans le mouvement révolutionnaire de 1848, pour la première fois depuis 1793, une nation, encerclée par des forces contre-révolutionnaires en supériorité, ose

¹¹⁴⁴ NGR, n°194 du 13 janvier 1849: *Der magyarische Kampf: „Die neue italienische Bewegung ist das Vorspiel der Bewegung von 1849, der Krieg gegen die Magyaren das Nachspiel der Bewegung von 1848.“*

opposer à la lâche rage contre-révolutionnaire, la passion révolutionnaire, opposer la terreur rouge à la terreur blanche.»¹¹⁴⁵

Marx avait terminé ces articles sur Vienne par la conclusion de la nécessité imminente du «terrorisme rouge». Il se réalise en Hongrie, affirme Engels, malgré la «supériorité terrible» des troupes autrichiennes, on n’y trouverait tous les éléments historiques de la Révolution française pour «révolutionner la révolution» :

«La levée en masse, la fabrication nationale des armes, les assignats, le fait de ne pas prendre des gants avec ceux qui entravent le mouvement révolutionnaire, la révolution en permanence, bref tous les traits caractéristiques importants de l’année glorieuse 1793, nous les retrouvons dans la Hongrie, armée, organisée et enthousiasmée par Kossuth. Cette organisation révolutionnaire, qui doit se réaliser pour ainsi dire en 24 heures sous peine de débâcle, elle manquait à Vienne, sinon Windischgrätz n’y serait jamais entré. Nous verrons s’il entre en Hongrie, malgré cette organisation révolutionnaire.»¹¹⁴⁶

Après cette introduction qui souligne l’importance décisive du «combat magyar», Engels se consacre aux participants du conflit. Il donne un aperçu de l’histoire de l’Empire autrichien et expose l’histoire des peuples qui y figurent. C’est dans cet aperçu que nous trouvons à côté des éléments connus comme la menace de la Russie, une conception pour le moins étrange de l’histoire des peuples slaves d’Autriche.

Dès le départ, Engels interprète la naissance de l’Autriche allemande comme le résultat d’une confrontation permanente avec les peuples slaves, avec l’appui d’une petite bourgeoisie commerçante, la maison Habsbourg aurait mené une politique de germanisation de ces peuples. L’évolution de la Hongrie s’est déroulée d’une manière semblable. Le génie de Metternich tenait dans son art de jouer la haute noblesse contre la bourgeoisie et les paysans ; à jouer la noblesse d’un peuple contre la peur de la bourgeoisie et des paysans d’un autre peuple. L’année 1848 a apporté la

¹¹⁴⁵ Ibid.: „ Zum ersten Mal in der revolutionären Bewegung von 1848, zu, ersten Mal seit 1793, wagt es eine von der konterrevolutionären Übermacht umzingelte Nation, der feigen konterrevolutionären Wut die revolutionäre Leidenschaft, der terreur blanche die terreur rouge entgegenzustellen.“

(Les mots «terreur blanche» et «terreur rouge» sont dans l’original en français)

¹¹⁴⁶ Ibid. : „ Der Aufstand in Masse, die nationale Waffenfabrikation, die Assignaten, der kurze Prozess mit jedem, der die revolutionäre Bewegung hemmt, die Revolution in Permanenz, kurz alle Hauptzüge des glorreichen Jahres 1793 finden wir wieder in dem von Kossuth bewaffneten, organisierten, enthusiasmierten Ungarn. Diese revolutionäre Organisation, die sozusagen binnen 24 Stunden fertig sein muß bei Strafe des Untergangs, sie fehlte in Wien, sonst wäre Windischgrätz nie hereingekommen. Wir werden sehen, ob er nach Ungarn hineinkommt, trotz dieser revolutionären Organisation.“

«*plus grande confusion*», car dans tous les peuples ont émergé des conflits de classe, tandis qu'en même temps, les peuples se combattaient entre eux.

Après la première «clarification de la situation» seuls trois peuples se seraient montrés révolutionnaires : les Allemands, les Polonais et les Hongrois, tous les autres se seraient rangés au côté de la contre-révolution.

Après cette première schématisation, Engels conclut que le fait d'être «contre-révolutionnaire» était dû à l'histoire de ces peuples et que cette histoire serait également prédominante pour leur futur. Emiettés géographiquement, disparates dans leur langue et leur culture, ils ne furent jamais capables et ils ne seraient jamais capables, de constituer une nation et un Etat viable. Les Croates, Serbes, Slovènes, Slovaques, Ruthènes et même les Tchèques ne pourraient être porteurs du progrès ou de la «civilisation».

« Où existe-t-il un seul de ces peuples, les Tchèques et les Serbes inclus, qui possède une tradition historique nationale vivante auprès du peuple, qui dépasse les petites luttes locales ? »¹¹⁴⁷

Rongés de tous les côtés par l'élément allemand ou hongrois, ils ne seraient pas capables de développer une bourgeoisie nationale, de s'industrialiser et évidemment non plus de développer un prolétariat. Très différents dans leur culture, leur langue, mais surtout dans leurs intérêts, ces peuples seraient dans un conflit éternel entre eux sans pouvoir développer un lien commun. Engels résume :

« En Autriche - la Pologne et l'Italie mises à part - ce sont les Allemands et les Magyars qui ont pris l'initiative historique, en 1848 comme depuis mille ans. Ils représentent la révolution. Les Slaves du sud, depuis mille ans pris en remorque par les Allemands et les Magyars, se sont soulevés en 1848 pour leur indépendance nationale, seulement pour opprimer en même temps la révolution germano-magyare. Ils représentent la contre-révolution. »¹¹⁴⁸

De tous les peuples slaves, Engels n'admet que pour les Polonais un comportement révolutionnaire. Il renvoie à ses articles lors des débats de l'Assemblée de Francfort sur la Pologne. Les autres peuples auraient en revanche montré leur comportement contre-révolutionnaire lors de

¹¹⁴⁷ Ibid.: „Wo ist ein einziger dieser Stämme, die Tschechen und Serben nicht ausgenommen, der eine nationale geschichtliche Tradition besitzt, die im Volke lebt und über die kleinsten Lokalkämpfe hinausgeht?“

¹¹⁴⁸ Ibid. : „ In Österreich, abgesehen von Polen und Italien, haben die Deutschen und die Magyaren im Jahre 1848, wie seit tausend Jahren schon, die geschichtliche Initiative übernommen. Sie vertreten die Revolution.“

Die Südslawen, seit tausend Jahren von Deutschen und Magyaren ins Schlepptau genommen, haben sich 1848 nur darum zur Herstellung ihrer nationalen Selbständigkeit erhoben, um dadurch zugleich die deutsch-magyarische Revolution zu unterdrücken. Sie vertreten die Konterrevolution.“

l'insurrection de Vienne et par rapport à la «réaction autrichienne» en général. Ils auraient décidé de la chute de l'Italie révolutionnaire, ils auraient pris Vienne et ce seraient encore eux qui combattraient les Hongrois.

Le mouvement slave, le panslavisme, serait foncièrement dirigé contre la révolution allemande et hongroise. La menace russe est de nouveau omniprésente, l'empire slave imaginé serait forcément sous l'influence russe : « *L'unité panslaviste est donc soit pur fantasme, soit sous le joug russe.* »¹¹⁴⁹

Cet article a été vivement critiqué dans la recherche. Les faits en tant que tels ne sont pas contestés. Les petites nations slaves se sont effectivement dirigées contre la révolution. Aucun auteur ne met non plus en cause une certaine compréhension pour la rage et l'outrance ressentie par Engels au moment où les foyers révolutionnaires avaient été écrasés. La critique se concentre sur trois points :

Premièrement Engels généralise le comportement contre-révolutionnaire des peuples slaves pendant la révolution de 1848 en le prolongeant dans le passé et dans le futur. Le comportement d'un peuple dans une situation précise, forcément le résultat de circonstances précises, devient une sorte de nature invariable. Ce déterminisme «condamne» à jamais ces peuples à une certaine attitude. Ils n'ont pas d'autre choix que d'être contre-révolutionnaires. Ces peuples n'auraient jamais la force d'établir un Etat, pas seulement à ce moment précis. Ils seraient des peuples sans «histoire». Et c'est pour cette raison qu'ils seraient contre la révolution.

A plusieurs reprises l'origine de cette position a été détectée chez Hegel¹¹⁵⁰. La théorie de l'histoire de Hegel, largement réfutée par les auteurs du *manifeste communiste*, aurait ainsi fait sa réapparition d'une manière subliminale.

Selon cette théorie de Hegel, les peuples qui n'ont pas réussi à créer leur propre Etat ne seraient pas porteurs du progrès et arrêteraient à un moment donné d'être un peuple¹¹⁵¹. Les peuples qui avaient le malheur de ne pas pouvoir créer un Etat ou de le perdre seraient devenus des peuples

¹¹⁴⁹ Ibid.: „Die panslavistische Einheit ist also entweder eine reine Schwärmerei oder aber – die russische Knute.“

¹¹⁵⁰ Roman Rosdolsky, op. cit. pp. 122/123, ou Hal Draper & E. Haberkern, op. cit. p.55.

¹¹⁵¹ Ibid. : p.122, annotation 27 : Rosdolsky se réfère à : G.W.F. Hegel : *Enzyklopädie der philosophischen Wissenschaften*, 1870, p.451 : „In dem Dasein eines Volkes ist der substantielle Zweck, ein Staat zu sein und als solcher sich zu erhalten ; ein Volk ohne Staatsbildung...hat eigentlich keine Geschichte, wie die Völker vor ihrer Staatsbildung existierten und andere noch jetzt als wilde Nationen existieren . (Ibid. p.453).

«sans histoire». Leur destin était de disparaître ou d'être assimilé par d'autres peuples «avec histoire».

Or ce premier essai idéaliste de voir l'histoire des peuples ne correspondait plus aux bases idéologiques de Engels en 1849. Le reproche principal contre Engels est alors de ne pas avoir utilisé sa propre méthode critique.

Tandis que le point de vue d'Engels dans la question des peuples «sans histoire» n'est plus défendu par personne, la portée de ce «décalage idéologique» est toujours contestée. Si certains auteurs, comme François Melis parle d'un «égarement momentané» d'Engels, explicable par sa nature passionnée - et aussi par l'urgence dans laquelle travaille un quotidien, source éternelle d'erreurs - d'autres auteurs soulignent le fait qu'Engels n'a jamais changé sa position, au contraire, il l'a répété plusieurs fois.

Le deuxième reproche - et selon Rosdolsky l'erreur fondamentale des articles de Engels dans la *Nouvelle gazette rhénane* - est de ne pas avoir cherché la véritable raison du comportement «contre-révolutionnaire» des peuples slaves, un comportement qui s'est effectivement produit, mais qui n'était évidemment pas éternel ni définitif. En tant que peuples essentiellement agraires, ils auraient vu dans les porte-parole de la révolution allemande et hongroise les dirigeants de leur propre oppression. La bourgeoisie allemande et la partie de la noblesse hongroise qui soutenaient la révolution, n'avaient aucun intérêt à ce que les Tchèques, Serbes, Croates etc. deviennent indépendants. De leur côté, ces peuples, en tant que paysans, ne voyaient aucun avantage dans la tendance centralisatrice de la révolution allemande qui les aurait marginalisés encore davantage. Le nationalisme slave aurait donc été plutôt une sorte «d'échappatoire idéologique» pour la défense des paysans. Selon Rosdolsky, Engels aurait donc nié le caractère du conflit en tant que conflit de classe et surtout il aurait sous-estimé d'une manière dramatique la question paysanne. Cette dernière conclusion est un des points centraux dans l'étude de Rosdolsky¹¹⁵².

¹¹⁵² Rosdolsky traite ces problèmes dans deux chapitres : Roman Rosdolsky, op. cit. chapitre 5 (*Der andere Aspekt des Problems*), pp.128-138 et chapitre 6 (*Noch ein kritischer Gesichtspunkt*), pp.139-145, la question réapparaît de nouveau dans ces « conclusions », pp.170-181.

Elle est reprise et confirmée par Ernst Hanisch¹¹⁵³. Hanisch critique notamment la définition de «civilisation» comme «industrialisation, capitalisme et culture bourgeoise », comme une perspective «du haut», entièrement marquée par les critères de la civilisation (bourgeoise) de l'Europe de l'Ouest. Engels n'aurait rien compris ni à la fonction du nationalisme autrichien, ni à la question des paysans en Autriche.

Cette dernière conclusion est vivement contestée par Hal Draper, qui lui aussi parle de «désastre» lorsqu'il décrit la conception d'Engels sur les «peuples sans histoire», mais qui attire l'attention sur tous les passages et articles de la *Nouvelle gazette rhénane* soulignant la question paysanne comme essentielle, en commençant par les articles sur les débats de Francfort sur la Pologne et surtout les articles phares de Wilhelm Wolff sur le «*milliard silésien*»¹¹⁵⁴. Marx et Engels n'auraient tout simplement pas eu de réponse au phénomène des peuples opprimés qui soutenaient les monarchies absolues (leurs oppresseurs) au lieu de rejoindre la révolution.

Nous complétons cet avis par la remarque que la série d'éditoriaux de Wilhelm Wolff sur le «*Milliard silésien*» est publiée quasiment en parallèle avec la série d'article de Marx sur «*Travail salarié et capital*». Cette série implique une réorientation du journal quant à son public. Il se rapproche de l'organisation des associations ouvrières, la *fraternité ouvrière*. Le fait que ces deux séries importantes soient publiées en même temps, signifie à notre avis non seulement que l'importance de la question paysanne a été prise en compte, mais qu'elle a été de plus intégrée dans la vision de la question sociale de la *Nouvelle gazette rhénane*. Le «*Milliard silésien*» a été d'ailleurs non seulement reproduit dans nombre de journaux démocrates¹¹⁵⁵, mais aussi par le journal de la *fraternité ouvrière* et par le journal de *l'association ouvrière de Cologne*¹¹⁵⁶.

¹¹⁵³ Ernst Hanisch, op. cit. p. 180: „Zu Recht hat daher Roman Rosdolsky an mehreren Stellen darauf hingewiesen, daß Engels falsche Einschätzung der nationalen Problematik der Habsburgermonarchie auf eine Unterschätzung der Bauernfrage beruhte.“

¹¹⁵⁴ NGR n°248 du 17 mars 1849 : *Die preußische Milliarde* / NGR, n°252 du 22 mars 1849 : *Auch eine Milliarde* / NGR, n°255 du 25 mars 1849, deuxième édition: *Die schlesische Milliarde* / NGR, n°256 du 27 mars 1849 : *Die schlesische Milliarde* / NGR, n°258 du 29 mars : *Zur schlesischen Milliarde* / NGR, n°263 du 4 avril 1849: *Die schlesischen Rezessen* /NGR, n°264 du 5 avril 1849: *Zur schlesischen Milliarde (Die „Rezesse“)* / NGR, n°270 du 12 avril 1849: *Zur schlesischen Milliarde (Das Schutzgeld)* / NGR, n°271 du 13 avril 1849: *Zur schlesischen Milliarde (Das Schutzgeld/ Schluß)* /NGR, n°272 du 14 avril 1849 : *Zur schlesischen Milliarde – das raubritterliche Jagdrecht* / NGR, n°281 du 25 avril 1849: *Zur schlesischen Milliarde – Oberschlesien*.

¹¹⁵⁵Walter Schmidt : *Wilhelm Wolf, Kampfgefährte und Freund von Marx und Engels 1846 – 1864* ; Dietz Verlag, Berlin, 1979, p.206 : Selon Schmidt, les articles ont été intégralement reproduits dans : *Die Oberschlesische Lokomotive* (Ratibor) ; *Schlesische Dorfzeitung*, l'organe du «*Rustikalverein*» de Silésie ; les articles ont été de plus distribués gratuitement à la campagne silésienne à 10.000 exemplaires.

¹¹⁵⁶ Ibid.

Il reste à ajouter qu'aucun des auteurs mentionnés n'accuse Engels d'être raciste ou nationaliste¹¹⁵⁷. Engels n'a rien contre les Slaves en tant que Slaves, mais en tant que peuples minoritaires, prétendant à être une nation. Il met d'ailleurs dans le même panier les Basques, les Bretons ou les Gaéliques¹¹⁵⁸. Engels n'est pas chauvin non plus, dit Ernst Hanisch : « *Il n'y a pas de peuple européen que Engels n'ait critiqué si violemment et passionnément que les Allemands.* »¹¹⁵⁹

III-6-3- «Le panslavisme démocratique» ¹¹⁶⁰

Dans cet article, Engels continue certes à exposer sa théorie sur les «peuples sans histoire», mais nous nous intéressons ici à l'autre dimension de l'article, la critique très détaillée de la version démocratique du panslavisme. Engels approfondit sa théorie, selon laquelle le panslavisme en général serait soit par naïveté, soit par calcul un outil pour intensifier le «joug russe». A son avis, le panslavisme dans sa version démocratique pêche plutôt par naïveté.

Le panslavisme, un mouvement d'abord littéraire, est basé sur un présumé sentiment d'appartenance commune de tous les peuples slaves. Dans sa version politique, le panslavisme prône que la ressemblance des cultures et des langues destinerait les peuples slaves à former un Etat qui les regrouperait tous. Cette idée a été défendue surtout par des intellectuels des peuples respectifs et discutée dans plusieurs congrès, dont le dernier s'était déroulé à Prague en juin 1848. Des

¹¹⁵⁷ Voir par exemple Ernst Hanisch op. cit. p.171.

¹¹⁵⁸ NGR, n°194 du 13 janvier 1849 : *Der magyarische Kampf* (également in MEW6 p.172) :

« *Il n'y a pas de pays en Europe, qui ne posséderait pas dans un coin quelconque une ou plusieurs ruines de peuple, les restes d'une population antérieure, repoussée et opprimée par la nation qui est devenue plus tard porteuse de l'évolution historique. Ces restes d'une nation, impitoyablement écrasée, comme dit Hegel, ces déchets de peuples, deviennent chaque fois et restent jusqu'à leur disparition totale ou de leur dénationalisation, les porteurs fanatiques de la contre-révolution, comme leur existence entière est déjà une protestation contre une grande révolution historique. Ainsi en Ecosse les Gaéliques (..), ainsi en France les Bretons (..), ainsi en Espagne les Basques. »*

„*Es ist kein Land in Europa, das nicht in irgendeinem Winkel eine oder mehrere Völkerruinen besitzt, Überbleibsel einer früheren Bewohnerschaft, zurückgedrängt und unterjocht von der Nation, welche später Trägerin der geschichtlichen Entwicklung wurde. Diese Reste einer von dem Gang der Geschichte, wie Hegel sagt, unbarmherzig zertretenen Nation, diese Völkerabfälle, werden jedesmal und bleiben bis zu ihrer gänzlichen Vertilgung oder Entnationalisierung die fanatischen Träger der Konterrevolution, wie ihre ganze Existenz überhaupt schon ein Protest gegen eine große geschichtliche Revolution ist; So in Schottland die Gälen (..): So in Frankreich die Bretonen (..). So in Spanien die Basken...“*

¹¹⁵⁹ Ernst Hanisch, op. cit. p.178: „*Es gibt kein europäisches Volk, das Engels so heftig und leidenschaftlich kritisiert hatte, wie die Deutschen.*“

¹¹⁶⁰ NGR, n°222 du 15 février 1849 : *Der demokratische Panslavismus*, et NGR, n°233 du 16 février 1849.

manifestations autour de ce congrès avaient mené à l'insurrection de Prague. A cette époque, la *Nouvelle gazette rhénane* avait défendu le caractère démocratique de l'insurrection. Elle avait moins défendu le congrès en tant que tel qu'elle ne s'était prononcée clairement contre les accusations de la presse allemande, à savoir que ce congrès aurait eu une tendance anti-allemande.

En février 1849, le contexte général a bien changé et le vécu de l'insurrection de Vienne pèse lourd; Engels voit surtout derrière la conception à priori paisible du panslavisme l'occasion pour l'Empire russe de pouvoir s'emparer de ce mouvement et de le manipuler à sa guise. La base de sa critique est un appel du Russe Michaël Bakounin qui plaide lors du congrès de Prague pour un panslavisme démocratique et la fraternisation des peuples. Les documents du congrès étaient dans un premier temps peu connus en Allemagne - très peu d'intellectuels parlaient le russe ou une autre langue slave - et la traduction ne fut publiée que six mois après ; d'où la discussion tardive de cet appel¹¹⁶¹. Bakounin n'est à l'époque pas encore le père de l'anarchisme, mais il est connu en tant que démocrate radical. Engels le désigne comme «un ami», ce qui en revanche ne l'empêche pas de soumettre son texte à une étude critique. La brochure de Bakounin est traitée de la façon «classique» de la *Nouvelle gazette rhénane* : en citant abondamment le texte et en le décortiquant argument par argument.

La trame de l'article affirme que le mouvement démocrate serait en pleine débâcle. Il se serait complètement discrédité dans la plupart des pays européens. Seuls quelques idéalistes irréductibles seraient prêts en Europe de l'Est à commettre les mêmes erreurs fatales que les démocrates allemands ou français juste au début de la révolution. Les peuples révolutionnaires auraient payé cher leur naïveté. Partout les promesses de mars ont été trahies. Le résultat était au lieu d'une fraternisation des peuples, le renouvellement de la *Sainte Alliance*, sous une forme élargie, c'est-à-dire sous le patronat de l'Angleterre et de la Russie. Engels retrouve chez Bakounin la même «phraséologie» et les mêmes «fantasmes» qui selon lui n'ont rien à voir avec la réalité.

Le panslavisme en général est pour Engels une idée pour donner aux peuples slaves dispersés et émiétés un point de repère. A cause de l'impossibilité de réaliser effectivement l'Etat commun des Slaves - des situations géographiques trop dispersées, trop de différences de cultures et de langues -

¹¹⁶¹ Hal Draper & E. Haberkern, op. cit. p.64.

les Slaves devraient finalement se rabattre sur le vieil Empire de Habsbourg. Et en fin de compte ils feraient le jeu de la Russie.

«Les panslavistes autrichiens devraient comprendre que tous leurs souhaits, tant qu'ils sont de toute façon réalisables, sont remplis par la construction de la «monarchie universelle autrichienne», sous la protection russe. Si l'Autriche se disloque, ils seront confrontés au terrorisme révolutionnaire des Allemands et des Magyars, mais en aucun cas, comme ils l'imaginent, à la libération de toutes les nations, opprimées par le sceptre d'Autriche. Ils doivent donc souhaiter que l'Autriche reste indemne, que même la Galice reste autrichienne, pour que les Slaves gardent la majorité dans l'Etat.»¹¹⁶²

Selon Engels, le panslavisme démocratique a surgi par le souhait d'un groupe d'intellectuels, influencés à l'étranger par des idées démocrates, de concilier leur conviction démocrate avec leur sentiment national émergent - ce qui en soi serait compréhensible. Le problème est qu'en réalité, argumente Engels, il n'y aurait pas de liens concrets entre ces deux aspirations. Il s'agirait d'un rêve et d'un fantasme.

A ce moment, Engels réitère son idée que des «peuples sans histoire» ne seraient jamais capables de former un Etat. Mais il met en avant des arguments qui sont certes toujours sous l'emprise de sa conception générale, mais pas uniquement guidés par des préjugés.

Engels examine d'une manière détaillée la situation géographique de tous ces peuples et constate qu'en quelque sorte la géographie serait contre eux. Les Tchèques par exemple ne seraient pas seulement encerclés par des territoires allemands, mais dans leurs villes fortement mélangés à une population allemande. A quoi bon un Etat slave - demande Engels - si c'est quand même la bourgeoisie allemande qui règne dans les villes ?

Par rapport à sa position concernant l'histoire des peuples slaves, Engels rajoute un argument nouveau. La moindre tendance ou le moindre mouvement révolutionnaire de ces peuples aurait démontré leur viabilité, mais cela n'a jamais été le cas.

¹¹⁶² Ibid. : „Die österreichischen Panslavisten sollten einsehen, daß alle ihre Wünsche, soweit sie überhaupt erfüllbar, in der Herstellung der „österreichischen Gesamtmonarchie“ unter russischem Schutz erfüllbar sind: Zerfällt Österreich, so steht ihnen der revolutionäre Terrorismus der Deutschen und Magyaren bevor, keineswegs aber, wie sie sich einbilden, die Befreiung sämtlicher unter Östreichs Zepter geknechteter Nationen. Sie müssen daher wünschen, daß Östreich zusammenbleibe, ja daß Galizien bei Östreich bleibe, damit die Slaven die Majorität im Staat behalten.“

«Si les Slaves avaient montré à une époque quelconque pendant leur oppression une nouvelle histoire révolutionnaire, ils auraient prouvé rien que par cela leur viabilité. La révolution aurait eu à partir de ce moment un intérêt à leur libération et l'intérêt particulier des Allemands et des Magyars aurait disparu devant l'intérêt supérieur de la révolution européenne.»¹¹⁶³

Ces phrases indiquent qu'il existe du moins théoriquement une possibilité d'évolution de l'histoire pour ces peuples. Engels ne développe pas davantage son idée, car à son avis, des mouvements révolutionnaires slaves n'ont pas eu lieu. Néanmoins c'est un passage qui se trouve en contradiction avec le reste de ces assertions qui «condamnent» les peuples slaves à une histoire éternellement contre-révolutionnaire.

Engels continue à argumenter qu'une «Autriche slave» ne serait pas possible pour une autre raison. Sans les centres Vienne et Budapest, l'Autriche imploserait. Dans toutes les variantes imaginables, il ne resterait en fin de compte que la suprématie russe. Finalement les panslavistes ouvertement réactionnaires seraient bien plus réalistes que les panslavistes démocrates.

Selon Engels, il n'y a pas de solution pour des panslavistes démocrates «sincères». Il est d'ailleurs convaincu que, mis devant l'alternative, les panslavistes choisiraient de toute façon toujours la nationalité et ils combattraient la révolution, comme dans le cas de l'insurrection de Vienne.

Avec une amertume extrême, Engels se demande si Bakounin prend vraiment au sérieux un passage de son appel dans lequel il prône la défense jusqu'au sang de «la terre slave» et de la «slavité» jusqu'à la mort. Il se pose la question, où se trouve dans cette «fantaisiste nationalité slave» la révolution. De sa part, il répondrait également par un combat «pour la vie et la mort », pas pour l'Allemagne, mais pour la révolution.

Quant à Michaël Bakounin, ses positions restent très controversées. Roman Rosdolsky par exemple admet certes que le fond de son panslavisme était plutôt sentimental, romantique et idéaliste, mais il le défend quand même contre les accusations d'Engels d'être purement russophile¹¹⁶⁴. Dans la

¹¹⁶³ Ibid.: „Hätten die Slawen zu irgendeiner Epoche ihrer Unterdrückung eine neue revolutionäre Geschichte begonnen so bewiesen sie schon dadurch ihre Lebensfähigkeit. Die Revolution hatte von diesem Augenblick an ein Interesse an ihrer Befreiung, und das besondere Interesse der Deutschen und Magyaren verschwand vor dem größeren Interesse der europäischen Revolution.“

¹¹⁶⁴ Roman Rosdolsky, op. cit. chapitre II.7 : Der „demokratische Panslavismus“ (Engels gegen Bakounin) pp.145 -169.

question de l'Ukraine par exemple, Bakunin en aurait trouvé l'origine dans la question sociale, la libération des paysans et de la terre. Bakunin aurait considéré les masses paysannes comme «peuple», il n'aurait certes en rien vu la naissance de la classe ouvrière, mais son utopie idéaliste aurait été en fin de compte plus prémonitoire que le matérialisme d'Engels.¹¹⁶⁵

Hal Draper en revanche insiste pour considérer le panslavisme de Bakunin comme essentiellement ethnique et justement non basé sur une analyse de classes. Ce point de vue aurait même mené à certaines dérives. Dans ses «confessions» écrites en prison en 1862, Bakunin aurait effectivement appelé le tsar à se mettre à la tête du mouvement slave¹¹⁶⁶.

III-6-4- Bilan des articles d'Engels sur les peuples slaves du Sud

Les polémiques d'Engels contre les peuples slaves d'Autriche du Sud passent inaperçues à l'époque de la *Nouvelle gazette rhénane*. Encore quelques années après la révolution, c'est plutôt le point de vue hongrois et le déroulement de la guerre qui est au centre de l'intérêt. Engels est très fier que ses articles aient été cités par pratiquement chaque ouvrage contemporain sur la Hongrie¹¹⁶⁷. C'est beaucoup plus tard lorsque les peuples slaves décriés commencent à se battre d'une manière bien plus durable pour leur autodétermination que les articles d'Engels ont fait véritablement scandale. C'est peut-être pour cette raison qu'Engels n'a jamais mis en cause ses articles sur les peuples slaves d'Autriche de l'année 1849. En revanche, sa position évoluera bien plus tard, lorsqu'il

¹¹⁶⁵ Ibid. pp.167- 169.

¹¹⁶⁶ Hal Draper & E. Haberkern, op. cit. p.6: « There is further evidence of what Bakunin's race politics meant in practice. After his deportation to Russia and imprisonment Bakunin wrote his notorious 'Confession' addressed to the Tsar. In this remarkable document he proposes that the Tsar place himself at the head of the democratic pan-Slavist movement ; there is no evidence that Bakunin was induced by threat or bribe to write this manifesto.»

Draper se réfère à l'ouvrage suivant : E.H. Carr Michaël Bakunin, New York, Vintage Books, 1961.

¹¹⁶⁷ Friedrich Engels : *Révolution et contre-révolution en Allemagne*, Editions sociales internationales, Paris, 1935, p.95 : « Nous ne nourrissons pas, on le sait, des sentiments inamicaux à l'égard de la Hongrie. Nous l'avons soutenue pendant qu'elle luttait : qu'il nous soit permis de dire que notre journal la *Neue Rheinische Zeitung* a fait que tout autre journal pour rendre la cause hongroise populaire en Allemagne par une série d'articles où nous expliquions la nature de la lutte entre les races magyare et slave et où nous suivîmes la guerre hongroise, articles auxquels on a fait le compliment de les plagier dans presque chaque livre publié depuis sur ce sujet, sans excepter les ouvrages de Hongrois de naissance et de «témoins oculaires.»

commente en 1890 «la politique extérieure du tsarisme russe». C'est quand le peuple russe se soulèverait contre le tsar, affirme Engels à cette époque, que :

*« Magyars, Roumains, Serbes, Bulgares, Arnauts, Grecques et Turcs seront enfin en mesure de régler leurs disputes mutuelles sans ingérence d'une puissance extérieure, de limiter entre eux leurs territoires nationaux respectifs et de régler leurs affaires intérieures selon leur propre gré. »*¹¹⁶⁸

Notre conclusion est qu'Engels et avec lui la *Nouvelle gazette rhénane* ont été aveuglés par la puissance des événements du moment. Malgré tout effort d'une analyse universelle, le regard des individus était limité. Engels suit des préjugés de l'époque sur les peuples slaves d'Autriche et succombe à sa rage suite aux insurrections écrasées. Le résultat est que la cohérence de son analyse est entravée. Engels surestime et sous-estime en même temps le rôle des peuples slaves d'Autriche. Il les surestime en les accusant d'être les premiers responsables de l'écrasement de l'insurrection de Vienne. Or, Marx dans son éditorial sur la chute de Vienne avait clairement accusé la bourgeoisie allemande, mais cette contradiction n'est jamais relevée par le journal. Ensuite Engels sous-estime la dynamique du sentiment national de ses peuples, un sentiment qui s'est développé malgré ses prévisions négatives. En revanche, son point de vue évolue, 40 ans plus tard, au moment où la situation en Russie change et avec elle le «nœud» du fonctionnement politique de 1848.

Il reste malgré tout que l'idée de la révolution qui évolue selon des mécanismes européens fut une singularité dans le paysage de la presse allemande. L'arrière-plan de l'organisation internationale de la *Ligue des communistes*, l'orientation internationale du *manifeste communiste* et le «vécu international» des rédacteurs du journal représentait un point fort, voire une avancée dans la conception de l'histoire par rapport à d'autres tendances politiques.

¹¹⁶⁸ Friedrich Engels : *Die auswärtige Politik des russischen Zarentums*, MEW22, p.22 :

Magyaren, Rumänen, Bulgaren, Arnauten, Griechen und Türken werden dann endlich in die Lage kommen, ohne Einmischung fremder Gewalt, ihre gegenseitigen Streitpunkte zu erledigen, ihre einzelnen nationalen Gebiete untereinander abzugrenzen, ihre inneren Angelegenheiten nach eignem Ermessen zu ordnen.“

III-7- La crise de novembre et la campagne pour le boycott des impôts

III-7-1- Le coup d'Etat à Berlin

Quelques jours seulement après l'écrasement de l'insurrection de Vienne, la situation se crispe à Berlin. La voie est ouverte pour la camarilla de Berlin, qui veut en finir de son côté avec *l'Assemblée nationale de Prusse*. Le 2 novembre 1848, le roi révoque le gouvernement Pfuel et instaure le gouvernement du duc de Brandenburg, un de ses parents proches. C'est un gouvernement qui n'a pas la confiance du parlement. Le 9 novembre 1848, le nouveau chef du gouvernement proclame, au nom du roi, le déplacement du parlement vers la ville de Brandenburg et la suspension des délibérations du parlement jusqu'au 27 novembre. Le 10 novembre, les troupes du général von Wrangel occupent Berlin. Le lendemain, le roi dissout la Garde civile. Le 14 novembre l'état de siège est proclamé à Berlin.

Dans cette situation, tout dépend de la réactivité et de la détermination du parlement de Berlin. Mais la dissolution de la Garde civile se fait sans incident majeur et la mise en place de l'état de siège¹¹⁶⁹ ne rencontre pas de résistance à Berlin. La population reste calme et des troubles n'auront pas lieu¹¹⁷⁰.

Le mouvement démocrate de la capitale est apparemment surpris de la déclaration de l'état de siège et n'a rien préparé en riposte¹¹⁷¹. Les soldats réussissent sans grand bruit à empêcher leurs réunions. Il n'y a aucune tentative de la part des démocrates de mobiliser la population de Berlin et malgré leurs contacts privilégiés avec le mouvement ouvrier organisé, aucune initiative n'est prise pour faire appel à eux. Le milieu démocrate est sous le choc et semble comme paralysé. La *fraternité* de son côté, déçue du peu d'échos de leur cause auprès des démocrates, est essentiellement

¹¹⁶⁹ Rüdiger Hachtmann, op.cit. p.754 : subordination des instances de ville sous la préfecture de police, fermeture de clubs et associations, interdiction des journaux et d'autres produits de la presse sans autorisation de la préfecture de police, expulsion des étrangers qui ne sont pas en mesure de justifier leur présence.

¹¹⁷⁰ Jacques Droz, op. cit. p.890 : «*Il n'est pas douteux en effet qu'une fraction considérable de la population berlinoise se plia sans difficultés aux mesures ordonnées par le gouvernement : la proclamation de l'état de siège ne s'était heurtée à aucune résistance.*»

¹¹⁷¹ Rüdiger Hachtmann, op. cit. p.754/755, ainsi que p.762.

occupée à sauvegarder ses propres structures, malgré l'état de siège et ne défend le parlement de Berlin, dans un premier temps, que verbalement¹¹⁷². Il y a quand même quelques actes de résistance chez les ouvriers, mais d'une manière non coordonnée :

«Les ouvriers des fabriques de machines et les associations de compagnons sont décidées à opposer une résistance farouche » notait le 16 novembre la «Deutsche Zeitung» d'après une correspondance de Potsdam. L'agitation était particulièrement vive parmi les ouvriers imprimeurs : c'est à la grande satisfaction de leur organe, le 'Gutenberg', que le personnel de l'«Ostseezeitung» de Stettin avait refusé d'imprimer les ordonnances du gouvernement prussien. De nombreux bataillons de la 'Bürgerwehr' ont refusé à Berlin de restituer leurs armes.»¹¹⁷³

L'Assemblée nationale de Prusse reste indécise. Parmi les députés, 250 se réunissent certes encore pendant quelques jours - ils sont chassés d'un endroit à l'autre - mais leur comportement est plus attentiste que combatif. Ils n'arrivent qu'à se mettre d'accord sur quelques déclarations de principe. Ils déclarent quand même l'illégalité des décisions du roi et du gouvernement. Mais ces déclarations cachent mal le manque de stratégie et de perspective. Le soir du 15 novembre 1848, les 227 derniers députés, qui avaient persévéré jusqu'alors, doivent quitter les lieux sous la pression des militaires. Au dernier moment, ils décident un appel pour le refus des impôts afin d'organiser la résistance passive contre les mesures arbitraires du gouvernement avant de se retrouver dans la rue. Une fois sortis, ils se retrouvent seuls, «abandonnés» de la foule qui les avait acclamés encore quelques mois auparavant.

Dans ces conditions, aucune véritable résistance ne peut s'organiser. D'une part il n'existe plus aucun centre d'action opérationnel, mais la raison décisive est la rupture entre le parlement et les couches populaires. La population de Berlin ne se sent guère concernée par la dissolution d'une institution qui n'a pas défendu ses intérêts. Pour cette raison, il n'y aura pas de campagne pour le boycott des impôts à Berlin. Rüdiger Hachtmann résume les rapports entre le parlement et la population de la capitale ainsi:

¹¹⁷² Ibid.: p.752.

¹¹⁷³ Jacques Droz, op. cit. p.390 voir sur ce sujet également : Max Quarck : *Die erste deutsche Arbeiterbewegung. Geschichte der Arbeiterverbrüderung 1848/49*, Verlag von C.L. Hirschfeld, Leipzig, 1924, p. 209.

Le comité central de Leipzig de la fraternité réagit finalement le 22 novembre 1848 sur un niveau national avec un appel aux armes qui est reproduit dans : Karl Obermann : *Eine Flugblattsammlung zur Geschichte der Revolution von 1848/49 in Deutschland*, VEB Deutscher Verlag der Wissenschaften, Berlin, 1970, pp.352/353.

«La majorité des députés ne considéraient pas les classes inférieures comme capables de faire de la politique. Pour cette raison, le parlement prussien ne fit aucun effort pour «traduire» la controverse politico- constitutionnelle d'une façon populaire. Les deux côtés ne développèrent aucune compréhension l'un pour l'autre. D'un autre côté le 'peuple' de la capitale réagit aux essais de résistances parlementaires par un désintérêt ostentatoire et par l'humour typique berlinois : Dans le langage populaire, la 'résistance passive' se transforma en 'lâcheté active'.¹¹⁷⁴

La «campagne» pour le boycott des impôts se termine à Berlin avant même d'avoir commencé et se limite à ce dernier appel d'une assemblée moribonde. L'argument de certains historiens selon lequel l'appel se serait de toute façon adressé à un public de nantis qui ne voulaient pas défendre la révolution est pour cette raison secondaire. A Berlin, l'appel au boycott des impôts était un appel «dans le vide».

Les autorités profitent de cette situation de «paralysie» de l'opposition, pour supprimer une fois pour toute la presse démocrate¹¹⁷⁵. Elles ne s'arrêtent pas à l'interdiction des journaux, mais détruisent de plus les machines d'imprimerie des journaux mal vus. Les colporteurs des tracts et brochures, très répandus à Berlin, sont également systématiquement arrêtés.

Vers la fin du mois de novembre 1848, la vie politique à Berlin, comme elle a pu exister après la révolution de mars, est éliminée. La vague d'arrestations qui survient en décembre ne fait que confirmer cette situation. Fin novembre, la révolution de 1848 est quasiment morte à Berlin. Les quelques centres d'impulsion de la révolution qui continuent à exister, se trouvent dorénavant clairement ailleurs, entre autre en Rhénanie, où la campagne pour le boycott des impôts prend des allures radicalement différentes qu'à Berlin.

Quant à *l'Assemblée nationale de Prusse*, elle ne peut pas se décider à une démarche unitaire ; et cela d'autant plus que *l'Assemblée nationale de Francfort* désavoue fin novembre le boycott des impôts et déclare illégale cette décision du parlement de Berlin. L'intérêt de Francfort est alors de

¹¹⁷⁴ Rüdiger Hachtmann, op. cit. p.765: „Die Mehrheit der Abgeordneten hielt die Unterschichten nicht für ‚politikfähig‘. Das preußische Parlament unternahm infolgedessen keinerlei Anstrengungen, die verfassungspolitische Kontroverse volkstümlich zu ‚übersetzen‘. Beide Seiten entwickelten für die jeweils andere kein Verständnis. Umgekehrt reagierte nämlich auch das ‚Volk‘ der Hauptstadt auf die parlamentarischen Widerstandsversuche mit ostentativem Desinteresse und dem typischen Berliner Witz: Im Volksmund wurde aus dem ‚passiven Widerstand‘ die ‚aktive Feigheit‘.“

¹¹⁷⁵ Veit Valentin, op. cit. pp.272/275/ Rüdiger Hachtmann, op. cit. pp.755/756.

sauver les derniers vestiges de la «politique de l'entente» au risque de laisser tomber le parlement de Berlin¹¹⁷⁶.

Le 27 novembre, date des délibérations à Brandenburg, le parlement n'atteint d'abord pas le quorum, car la gauche et le centre gauche ne se présentent pas dans un premier temps¹¹⁷⁷. Ce front du refus s'émiette en revanche dès que les rumeurs courent selon lesquelles les députés absents devraient être remplacés et de plus en plus de députés se rendent à Brandenburg, au point que le 1^{er} décembre 1848 le quorum est atteint pour la première fois. L'opposition demande sans succès de reporter la séance et quitte la salle «pour la journée». Le restant des 172 députés - qui n'ont pas le quorum - décident alors le remplacement des députés absents, un procédé illégal, car les députés en question n'avaient pas démissionné. Cette décision est portée par 72 députés, parmi eux 20 juristes¹¹⁷⁸.

Veit Valentin décrit la fin de *l'Assemblée nationale de Prusse* :

*«Ainsi, le déclin intérieur et extérieur de l'Assemblée nationale fut sans appel. La minorité de droite expulsée la majorité de gauche ; des hommes de cette minorité demandèrent ensuite eux-mêmes la dissolution par le gouvernement. Le triste spectacle arriva à sa fin. Le 5 décembre, l'Assemblée nationale de Prusse pour l'élaboration d'une constitution fut dissoute et la constitution de la Prusse octroyée.»*¹¹⁷⁹

III-7-2- Nouvelles attaques contre la *Nouvelle gazette rhénane*

En Rhénanie, la situation est restée tendue après la levée de l'état de siège début octobre 1848. Une ville de la province après l'autre avait connu le même sort que Cologne. Les autorités

¹¹⁷⁶ Il s'agit d'une assertion de Veit Valentin qui décrit en détail non seulement les intentions du président du parlement de Francfort Heinrich von Gagern et ses interventions auprès du roi de Prusse. Voir: Veit Valentin, op. cit: chapitre V. *Der preußische Staatsstreich: Heinrich von Gagerns Berliner Aufenthalt*, p.283/284 et: *Gagerns Unterredungen mit Friedrich Wilhelm IV.* p.285-287.

¹¹⁷⁷ Ibid. p.288.

¹¹⁷⁸ Ibid.: Selon Veit Valentin, 82 autres députés se sont abstenus.

¹¹⁷⁹ Ibid.: „Der innere und äußere Zerfall der Nationalversammlung war damit entschieden. Die rechtsstehende Minderheit stieß die linksstehende Mehrheit aus; Männer dieser Minderheit baten nun selbst das Ministerium um die Auflösung. Das traurige Schauspiel war zu Ende. Am 5. Dezember wurde die ‚preußische Nationalversammlung zur Vereinbarung einer Verfassung‘ aufgelöst; und die Verfassung für Preußen wurde oktroyiert.“

prussiennes ont compté reconquérir le terrain petit à petit, en «pacifiant» une ville après l'autre, chaque fois avec l'aide des militaires et chaque fois en déclarant l'état de siège. La Garde civile reste dissoute à Cologne. Les associations politiques sont affaiblies, mais leurs structures restent, pour l'essentiel, intactes.

Quant à la *Nouvelle gazette rhénane*, ses problèmes ne se limitent pas au maintien du fonctionnement du journal et aux soucis des rédacteurs en fuite. Marx reste toujours sous la menace d'une expulsion. Une situation de menace permanente s'établit et se traduit par la préparation de plusieurs procès contre le journal. Le dernier en date concerne la publication de l'adresse d'adieu au peuple allemand de Friedrich Hecker¹¹⁸⁰, qui s'apprête à quitter l'Europe pour les Etats-Unis après l'écrasement de la deuxième insurrection de Bade. L'arbitraire de la mise en accusation de la *Nouvelle gazette rhénane* semble évident, car elle seule est accablée et non les autres journaux - entre autres la *Gazette de Cologne* - qui avaient cependant publié cette adresse avant elle. La *Nouvelle gazette rhénane* avait de plus publié ce mot d'adieu «sous le trait», c'est-à-dire dans la partie pour laquelle la rédaction ne s'estime pas responsable.

Apparemment le procureur d'Etat s'acharne contre Marx personnellement, car il entreprend plusieurs tentatives pour le jeter en prison pour «Haute trahison». Une instance juridique de la Rhénanie après l'autre le refuse, mais le procureur persiste. La situation ne manque pas de piquant, car le procureur s'appelle également Hecker et Marx ne peut pas s'empêcher d'ironiser à ce propos¹¹⁸¹.

Visiblement la *Nouvelle gazette rhénane* est entrée définitivement dans la ligne de mire des autorités régionales et «nationales» de la Prusse et elles cherchent le moindre prétexte pour réduire le journal au silence. De ce côté, la situation ressemble étrangement à celle de 1843, juste avant que les autorités prussiennes ne mettent fin à l'ancienne *Gazette rhénane*. Cinq années plus tôt déjà, chaque article, critiquant les conditions existantes, pouvait servir de prétexte à l'interdiction et le verdict pouvait tomber à n'importe quel moment. En 1848, la censure est officiellement abolie, mais le gouvernement s'est créé avec ses lois sur la presse un arsenal juridique suffisant pour intervenir

¹¹⁸⁰ Cette adresse se trouve dans le numéro 116 du 14 octobre 1848, sous le trait (unter dem Strich).

¹¹⁸¹ La mise en accusation du journal, voire celle contre Marx est discutée en détail dans l'éditorial du numéro 129 du 29 octobre 1848 (également in MEW5, pp.440 – 444) : *Der Staatsprokurator „Hecker“ und die „Neue Rheinische Zeitung“*.

contre tout journaliste ou rédacteur prétextant des faits de calomnie, une évolution que Marx avait prédite dans ses articles contre le projet de loi sur la presse au mois de juillet 1848.

III-7-3- Consolidation de l'influence sur l'*association ouvrière de Cologne*

Tandis que Marx essaie difficilement de redresser la situation du journal, il est en même temps sollicité par une délégation de l'*association ouvrière* de Cologne qui souhaite qu'il prenne sa direction. Cette direction est vacante après la fuite de Joseph Moll à Londres et l'arrestation de Karl Schapper. Marx accepte, après hésitations, de prendre cette fonction seulement à titre provisoire jusqu'au procès de Gottschalk, en attendant sa libération, en argumentant que la situation de la *Nouvelle gazette rhénane* lui laisse peu de temps.

Outre le fait que le manque de disponibilité est un obstacle réel et que Marx travaille effectivement pour le journal jusqu'à l'épuisement, le problème se pose de ne pas brusquer la base de l'*association ouvrière*, toujours très attachée à Gottschalk. Le titre provisoire de cette fonction met en évidence l'effort d'éviter à tout prix de personnaliser un conflit - l'animosité entre les deux hommes est connue - et d'attendre le moment propice de le résoudre par la discussion politique. Marx accepte donc la fonction mais, à cause de la surcharge de travail, s'appuie beaucoup sur ses adjoints, Gerhard Röser et Karl Schapper. Schapper tout juste sorti de prison occupe avec Röser à partir de mi-novembre le poste du vice-président de l'*association ouvrière*.

D'un autre côté, la présidence de l'*association ouvrière* pèse dans la *coordination des associations démocratiques* de la ville. Marx réussit à rétablir son influence, d'autant plus que ses collaborateurs Ross et Röser y sont élus représentants de l'*association ouvrière* et l'ancien officier Friedrich Beust ainsi que le frère de Joseph Moll, Christian Moll sont membres de son comité dirigeant¹¹⁸². Le groupe Marx a donc de nouveau une base confortable dans le mouvement démocrate de la ville et il a

¹¹⁸² Dieter Dove, op. cit. p.196.

consolidé son influence dans *l'association ouvrière* de Cologne. C'est à cette époque que les 17 revendications des communistes sont largement discutées dans *l'association ouvrière* et que l'influence des communistes se fait sentir pendant le deuxième congrès des démocrates à Berlin.

Ces évolutions se déroulent en même temps que l'insurrection de Vienne et précèdent de peu la proclamation de l'état de siège à Berlin. Comme nous l'avons déjà mentionné, la *Nouvelle gazette rhénane* avait prédit depuis un certain temps le lien direct entre les évolutions à Vienne et à Berlin

III-7-4- La présentation de la *Nouvelle gazette rhénane* dans la campagne du boycott des impôts

Dès le départ La *Nouvelle gazette rhénane* considère la campagne pour le boycott des impôts comme sienne. Plus encore que pendant la crise de septembre, le journal devient un moyen d'intervention. Dès le début et d'une manière de plus en plus ouverte, le journal comprend les initiatives locales comme un moyen de pression «nationale» et dans ce sens il appelle à l'action.

Depuis le 11 novembre¹¹⁸³, les nouvelles de Berlin prennent la première place. Les articles des correspondants de Berlin et les déclarations de l'assemblée ou des députés de la gauche se succèdent sur des pages entières. Les nouvelles du coup d'Etat éclipsent rapidement toutes les autres informations, y compris les nouvelles fraîches de Vienne, même si la mort de Blum est annoncée par des moyens de présentation jamais utilisés jusqu'alors. Par la suite, ces moyens de présentation, emprunts des éditions spéciales qui servent également comme affiche, se généralisent pour les articles de première actualité. Des phrases imprimées en grandes lettres et en gras qui prennent ainsi la forme d'une devise ou d'un appel.

¹¹⁸³ NGR, n°140 du 11 novembre 1848, supplément spécial (außerordentliche Beilage).

A l'apogée de la campagne, la *Nouvelle gazette rhénane* adopte un nouveau titre en haut de la première page : **plus d'impôts !!!** (*Keine Steuern mehr !!!*) Cet appel est écrit en grosses lettres et en gras, à l'instar du sous-titre du journal «*organe de la démocratie*» et suivi de trois signes d'exclamation. Par sa position, ce titre fait figure d'introduction à tous les articles qui suivent. C'est une présentation jusqu'alors inédite qui dépasse de loin celle de *l'insurrection de juin à Paris* ou de *l'insurrection de Vienne*. Elle est maintenue pendant toute la campagne, du 19 novembre jusqu'au 17 décembre 1848. Cette présentation est d'une force suggestive rare, qui impressionne encore aujourd'hui, plus de 150 ans après les faits.

A la fin de l'année 1848, la *Nouvelle gazette rhénane* se distingue par une extraordinaire richesse d'articles, d'éditoriaux comme d'articles de correspondants, et cela malgré des problèmes multiples : problèmes financiers, problèmes de surcharge de travail et problèmes liés à l'absence de rédacteurs responsables. Certes Wilhelm Wolff travaille de nouveau depuis novembre pour la rédaction et il représente certainement une aide précieuse. Néanmoins la rédaction n'est toujours pas au complet. Nous avons mentionné à quel point la rédaction (complète) du mois de septembre avait du mal à combiner l'édition du journal et la direction d'une campagne et que Marx au mois d'octobre croule presque sous le travail.

Ces problèmes semblent moins prévaloir à la fin de l'année 1848. Contrairement à la situation de septembre et d'octobre, la *Nouvelle gazette rhénane* publie en novembre et décembre pratiquement tous les jours un éditorial d'envergure et de multiples articles de correspondants. Pendant la période du 11 novembre jusqu'au 20 décembre, il y a seulement deux numéros qui n'ont pas de supplément, de deuxième édition ou d'édition spéciale¹¹⁸⁴. De plus, les appels et déclarations des associations se succèdent jusqu'aux petites annonces et prennent parfois toute la place.

Le nombre d'articles des correspondants de Berlin est également surprenant. Visiblement la *Nouvelle gazette rhénane* a trouvé un moyen de contourner les problèmes d'envoi par la poste et du

¹¹⁸⁴ Il s'agit de : NGR, n°152 du 25 novembre et NGR, n°164 du 9 décembre 1848.

manque d'informations créés par la suppression de la presse démocrate berlinoise¹¹⁸⁵. Il devient ainsi palpable que Marx n'est plus seul comme au mois d'octobre, mais qu'il y a un réseau derrière lui en dehors de la rédaction du journal, un réseau qui lui permet de remplir plusieurs fonctions à la fois, celle de président de *l'association ouvrière*, de président du *comité régional des démocrates rhénans* et celle du rédacteur en chef de la *Nouvelle gazette rhénane*.

III-7-5- Les prémices de la campagne dans la *Nouvelle gazette rhénane*

Pendant toute la campagne pour le boycott des impôts, la ligne politique générale de la *Nouvelle gazette rhénane* reste toujours la même (la défense de la révolution par tous les moyens), mais la concrétisation de cette ligne évolue selon les rapports de forces du moment. Vers la fin de la campagne, lorsque les conditions deviennent moins favorables, Marx s'adapte et appelle à la prudence pour éviter des sacrifices «inutiles». Au début en revanche, les conditions semblent encore assez bonnes.

Dans l'éditorial du 9 novembre¹¹⁸⁶, Marx explique les rapports de force entre l'assemblée de Berlin et la monarchie. Marx développe déjà l'argumentation principale de la campagne future. A ce jour, l'état de siège n'est pas encore proclamé et l'assemblée n'a pas encore décidé d'appeler au boycott des impôts. Dans cet article Marx décrit la situation comme «simple». Elle s'expliquerait par les rapports de force et uniquement par les rapports de force. Deux souverains s'affrontent, le roi et le peuple. Tous les deux proclament la légitimité de leur pouvoir. Mais la légitimité de l'un exclut celle de l'autre.

Le roi - n'ayant pas encore accepté de constitution - n'était jusqu'alors pas un roi constitutionnel. Il reste toujours un roi absolu. L'assemblée de son côté n'est pas une assemblée constitutionnelle mais une assemblée constituante. Tous les deux ont «péché» contre le principe constitutionnel, car le

¹¹⁸⁵ Ibid. : Selon la *Nouvelle gazette rhénane*, seule la presse servile est encore envoyée hors Berlin. Il s'agit de : *Preußischer Staatsanzeiger*, *Vossische Zeitung* et *Neue Preußische Zeitung (Kreuzzeitung)*.

¹¹⁸⁶ NGR, n°138 du 9 novembre 1848: *Die Berliner Krisis* (également in MEW6, pp.5/6).

roi, en destituant le cabinet Pfuel et en imposant le cabinet Brandenburg, se comporte comme un roi absolu. L'assemblée qui déclare le gouvernement Brandenburg comme illégitime, se comporte comme une assemblée «absolue».

Marx conclut que les deux se sont retirés sur leurs positions d'origine, d'avant la «politique de l'entente» ; le roi d'une manière consciente, l'assemblée d'une manière inconsciente. Dans cette situation, il n'existe pas de droit établi. C'est celui qui est le plus fort qui a le droit de son côté, le droit est le droit du vainqueur.

« L'avantage est du côté du roi. Le droit est du côté du pouvoir. La phraséologie du droit est du côté de l'impuissance. »¹¹⁸⁷

A Cologne, un rassemblement populaire envoie le 11 novembre 1848 une déclaration qui promet à l'assemblée de Berlin de «faire respecter ses décisions par tous ses moyens propres.»¹¹⁸⁸ L'association des citoyens se rallie à l'adresse et même le Conseil municipal la signe. Toutes les associations politiques de la ville soutiennent donc à ce moment l'assemblée de Berlin contre le gouvernement. Ce «front unique» constitue une différence importante avec la situation de septembre. L'unité des associations de Cologne est très explicitement applaudie par la *Nouvelle gazette rhénane* qui se félicite que :

«il n'y a plus qu'un parti, auquel appartient toute la ville, uniquement un parti qui, plein d'indignation sur l'attentat de la contre-révolution, est fermement décidé à s'y opposer, main dans la main avec l'assemblée nationale.»¹¹⁸⁹

Dans le même temps, le parlement de Berlin n'avance pas et hésite à agir. La *Nouvelle gazette rhénane* s'inquiète de la faiblesse politique de la bourgeoisie et de la frilosité de l'assemblée de Berlin. «La bourgeoisie aurait adoré transformer à l'amiable la monarchie féodale en une monarchie

¹¹⁸⁷ Ibid.: „ Der Vorteil ist auf seiten des Königs. Das Recht ist auf der Seite der Macht. Die Rechtsphrase ist auf der Seite der Ohnmacht.“

¹¹⁸⁸ Dieter Dowe, op. cit. pp.205 : durch alle ihnen zu Gebote stehenden Mittel.

¹¹⁸⁹ NGR, n°142 du 14 novembre 1848 : „Es gibt nur noch **eine** Partei, der die ganze Stadt angehört, nur **eine** Partei, die voller Entrüstung über das Attentat der Conterrevolution, fest entschlossen ist, ihr Hand in Hand mit der Nationalversammlung, auf's entschiedenste entgegenzutreten.“

bourgeoise»,¹¹⁹⁰ affirme-t-elle le 12 novembre. Mais la monarchie ne lui a pas fait cette faveur : «*Elle répondait à leur demi-révolution par une contre-révolution entière.*»¹¹⁹¹ La seule réponse valable aurait dû être de :

«*... faire arrêter les ministres comme coupables de haute trahison contre la souveraineté du peuple. Elle devait mettre au ban tout fonctionnaire, obéissant à d'autres ordres que les siens, les déclarer hors la loi.*»¹¹⁹²

Déjà le journal doute qu'un large front de résistance puisse se créer à Berlin et l'idée émerge que la véritable réponse à la « contre-révolution » pourrait se former plutôt en province : «*En revanche, il serait possible que la faiblesse politique que l'assemblée nationale présente à Berlin se transforme en sa force bourgeoise dans les provinces.*»¹¹⁹³

Le 13 novembre le rassemblement populaire se déclare permanent¹¹⁹⁴. Il est très fréquenté par des soldats¹¹⁹⁵ et il élit un *comité populaire* pour la réalisation des décisions du parlement de Berlin. En même temps, il lance un appel aux soldats à ne pas supprimer la liberté et à soutenir le peuple et exige explicitement la reconstruction de la Garde civile de Cologne.

La base de ce comité est large ; toutes les associations sont représentées. Des dix membres des démocrates, six appartiennent à *l'association ouvrière* (dont au moins cinq sont des proches de Marx : Beust, Funck, C. Moll, Nothung, Röser) A cause de son hétérogénéité, ce comité n'a en revanche qu'une fonction de conseil. Le véritable centre d'impulsion devient assez rapidement le *comité régional des démocrates rhénans (Rheinischer Kreisausschuss)*.

¹¹⁹⁰ NGR, n°141 du 12 novembre 1848: „Die Bourgeoisie hätte so gern das feudale Königtum in ein bürgerliches Königtum verwandelt.“

¹¹⁹¹ Ibid.: „Es antwortete ihrer halben Revolution mit einer ganzen Conterrevolution.“

¹¹⁹² Ibid.: „(Vor allem) mußte sie ihre Minister als Hochverräter verhaften lassen gegen die Volkssouveränität. Sie mußte jeden Beamten der andren Befehlen als ihren gehorcht, in die Acht erklären, als vogelfrei.“

¹¹⁹³ Ibid.: „Indeß wäre es möglich, daß die politische Schwäche, womit die Nationalversammlung zu Berlin auftritt, wird zu ihrer bürgerlichen Kraft in den Provinzen.“

¹¹⁹⁴ Dieter Dove, op. cit. p.206.

¹¹⁹⁵ Marcel Seyppel, op.cit. p.241.

III-7-6- La Nouvelle gazette rhénane, le comité populaire de Cologne et les appels du comité régional des démocrates rhénans

Le 12 novembre, dans la deuxième édition de la *Nouvelle gazette rhénane*¹¹⁹⁶, Marx appelle pour la première fois au boycott des impôts. La chronologie des publications montre qu'il s'agit du premier appel publié, en Rhénanie et en Allemagne, à boycotter les impôts. Sa justification est que l'argent de l'Etat reste le dernier moyen de défense.

Ce premier appel survient trois jours avant l'appel de *l'Assemblée nationale de Prusse* et deux jours avant l'appel du *comité régional des démocrates rhénans*, qui devance déjà celui du parlement de Berlin. A la question rhétorique : «*et que faisons-nous à ces moments?*», le journal donne la réponse (imprimée en gras) : «***nous refusons les impôts***» (...).¹¹⁹⁷

*«La monarchie ne défie pas seulement les peuples – elle défie la bourgeoisie.
Vainquez-la donc d'une manière bourgeoise.
Et comment vainc-t-on la monarchie d'une manière bourgeoise ?
En la réduisant par la famine
Et comment la réduit-on par la famine ?
En refusant les impôts.*

*Pensez-y bien ! Aucun prince de Prusse, aucun des Brandenburg et Wrangel ne produisent de pain de munitions. C'est vous, vous-même qui produisez le pain de munitions.»*¹¹⁹⁸

¹¹⁹⁶ NGR, n°141 du 12 novembre 1848, deuxième édition: *Die Konterrevolution in Berlin*

¹¹⁹⁷ NGR, n°141 du 12 novembre 1848, deuxième édition (également in MEW6, pp.9-12) :
„Und was machen wir in diesen Augenblicken? Wir verweigern die Steuern“

¹¹⁹⁸ Ibid.:

„Das Königtum trotz nicht nur den Völker – es trotz dem Bürgertum,
Besiegt es also auf bürgerliche Weise.

Und wie besiegt man das Königtum auf bürgerliche Weise?
Indem man es aushungert.

Und wie hungert man es aus?

Indem man die Steuern verweigert.

Bedenkt es wohl! Alle Prinzen von Preußen, alle Brandenburgs und Wrangels produzieren – kein Kommißbrot. Ihr, ihr selbst produziert selbst das Kommißbrot.“

Le lendemain¹¹⁹⁹ le journal insiste sur le fait que l'assemblée de Berlin avait déclaré le gouvernement et ses ministres coupables de haute trahison. Sa conclusion est que :

«... l'obligation de payer des impôts finit automatiquement. A un gouvernement coupable de haute trahison, on ne doit pas d'impôts.»¹²⁰⁰

L'article finit par un appel explicite à prendre les armes¹²⁰¹:

«Le combat semble donc inévitable et il est le devoir de la province rhénane de venir en aide à l'Assemblée nationale de Berlin avec des hommes et des armes.»¹²⁰²

Dès le départ, il ne s'agit donc, pour la *Nouvelle gazette rhénane*, pas uniquement de refuser les impôts, mais d'accompagner ce refus par d'autres mesures, notamment par une défense armée. En même temps, il ne fallait pas risquer de s'isoler des structures démocrates plus modérées. En conséquence, il fallait passer par plusieurs voies en même temps.

Deux jours après la *Nouvelle gazette rhénane*, le 15 novembre, le comité régional des démocrates publie dans la *Nouvelle gazette rhénane* un appel officiel au boycott des impôts¹²⁰³. Il appelle toutes les associations de la province rhénane à organiser des rassemblements populaires afin d'inciter la population à refuser le paiement des impôts. Le refus des impôts est considéré «comme le moyen le plus adapté pour s'opposer aux violences exercées par le gouvernement contre l'assemblée des représentants prussiens du peuple.»¹²⁰⁴ Cependant le comité déconseille une résistance violente directe, mais appelle à ne pas enchérir lors des ventes aux enchères forcées. Comme au mois de septembre, le comité appelle à un congrès régional et cela pour le 23 novembre. L'appel est signé par Marx et par Schneider II, au nom du comité régional à la date du 14 novembre¹²⁰⁵.

¹¹⁹⁹ NGR, n°142 du 14 novembre 1848 (également in MEW6, pp.11/12).

¹²⁰⁰ Ibid.: „Indem die Nationalversammlung Brandenburg zum Hochverräter erklärt, hört die Steuerverpflichtung von selbst auf. Einer hochverräterischen Regierung schuldet man keine Steuern.“

¹²⁰¹ NGR, n°142 du 14 novembre 1848.

¹²⁰² Ibid.: *Die Konterrevolution in Berlin: „Der Kampf scheint also unvermeidlich, und es ist die Pflicht der Rheinprovinz, mit Männern und Waffen der Berliner Nationalversammlung zu Hilfe zu eilen.“*

¹²⁰³ NGR, n°143 du 15 novembre 1848 (également in MEW6, p.20).

¹²⁰⁴ Ibid.: „...um die gesamte Bevölkerung der Rheinprovinz zur Steuerverweigerung aufzumuntern, als dem zweckmäßigsten Mittel, den an der Versammlung der preußischen Volksvertreter verübten Gewalthandlungen entgegenzutreten.“

¹²⁰⁵ Ibid.

Cet appel a quelque fois été interprété dans la recherche comme un appel à la résistance passive¹²⁰⁶, à l'instar de l'appel de l'assemblée de Berlin. Les formulations prudentes ont certainement dû convenir aux citoyens plus modérés du *comité populaire*. Pour cette raison, cet appel semble être en contradiction avec l'appel aux armes de la *Nouvelle gazette rhénane* deux jours auparavant. Les sources montrent en revanche que l'appel assez prudent n'est qu'une des faces de la politique du *comité régional*.

Déjà le 13 novembre, c'est-à-dire avant la publication de l'appel du *comité régional*, Marx prône l'établissement de structures armées et appelle à une résistance tout à fait active au nom du *comité régional*. Il écrit à Lassalle à Düsseldorf :

«*Décidez dans votre club démocratique-monarchiste :*

1. *de propager le boycott général des impôts - spécialement à la campagne,*
2. *d'envoyer des corps francs à Berlin*
3. *d'envoyer de l'argent au comité central démocrate à Berlin*

*Au nom du comité régional des démocrates rhénans, K.Marx.»*¹²⁰⁷

Cette lettre, écrite au nom du *comité régional*, met en lumière les objectifs de la campagne : premièrement la mobilisation de la population rurale et deuxièmement son caractère armé. Il devient également perceptible, que Marx compte encore sur une réaction vigoureuse du parlement de Berlin et on peut supposer, que Marx avait persuadé le *comité régional* dès le début de mener une campagne beaucoup plus offensive que cela a été formulé dans l'appel du 15 novembre.

¹²⁰⁶ Dieter Dove op. cit. p.206: „*Die Steuerverweigerung sollte sich jedoch auf rein passiven Widerstand beschränken.*“

¹²⁰⁷ MEGA III/2, p.186 : Karl Marx an Ferdinand Lassalle in Düsseldorf, Köln, den 13. November 1848 :

„*Beschließt in eurem demokratisch-monarchischen Club:*

1. *Allgemeine Steuerverweigerung- speziell auf dem Lande zu propagieren;*
2. *Freischaaren nach Berlin*
3. *Geldsendungen an den demokratischen Centralausschuß in Berlin.*

Im Auftrag des rheinischen demokratischen Provinzialausschusses K.Marx.“

Le ton du journal devient de plus en plus offensif. L'édition du 14 novembre¹²⁰⁸ réunit une foule d'informations : que l'assemblée de Berlin frappe d'illégalité des mesures du gouvernement et refuse le déplacement à Brandenburg, que le rassemblement populaire à Cologne siège en permanence, et que Karl Marx est convoqué une nouvelle fois devant la justice. Dans la deuxième édition du même jour¹²⁰⁹ paraît la nouvelle de l'exécution de Blum à Vienne, ainsi qu'un long article sur le boycott des impôts en Angleterre en 1832, en établissant une analogie entre la situation en Angleterre de 1832 et celle en Allemagne en 1848.

Le 15 novembre la *Nouvelle gazette rhénane* publie une édition spéciale¹²¹⁰ sous la forme d'un tract ou d'une affiche. Elle porte le titre «*le gouvernement mis en accusation*». Le gouvernement aurait commis un deuxième acte de Haute trahison, en déclarant sans l'accord du parlement l'état de siège et en chassant l'assemblée de sa dernière demeure à Berlin. Le parlement devrait absolument poursuivre ses efforts, son siège serait le peuple et non un «*tas de pierres*» quelconque.

A ce moment, les nouvelles de Berlin semblent encore très positives. L'article rapporte que les Berlinoises ne se laissent pas intimider et que personne ne rend les armes. La Garde civile refuserait d'obéir. La Thuringe et la Saxe seraient en pleine insurrection. Le journal appelle maintenant ouvertement à envoyer l'argent aux démocrates de Berlin, mais surtout à ne pas payer les impôts.

A l'adresse des hésitants, le journal explique que c'est l'assemblée nationale qui aurait appelé au boycott des impôts. Elle aurait déclaré que ce boycott serait «*justifié juridiquement*» (*rechtlich begründet*). La devise est «*affamez l'ennemi et refusez les impôts !*»¹²¹¹ Sous le trait de cette édition spéciale et sous l'exclamation «*La patrie est en danger*», se trouve un appel à un rassemblement des hommes de la «*Landwehr*» (les soldats de réserve) de toutes catégories d'armes, inclusivement leurs officiers.

Même avant la nouvelle que l'assemblée de Berlin a déclaré le boycott des impôts, l'accent de la campagne est maintenant explicitement transféré de Berlin à la province et notamment à la province

¹²⁰⁸ Ibid.

¹²⁰⁹ NGR, n°142 du 14 novembre 1848, deuxième édition.

¹²¹⁰ NGR, n°143 du 15 novembre 1848, édition spéciale (Extra-Blatt).

¹²¹¹ Ibid.: „Hungert den Feind aus und verweigert die Steuern!“

rhénane. Or, les attentes sont encore vives à ce que le parlement résiste et également que la dissolution de la Garde civile soit au moins entravée. La *Nouvelle gazette rhénane* s'appuie bel et bien sur la résistance du parlement, mais l'appel à l'action et à la défense active n'est plus adressé à la population de Berlin, mais plutôt aux «Prussiens de fortune», comme les Rhénans.

En réaction, le journal accentue encore la politique de rassemblement du *comité populaire*. En expliquant que toutes les libertés seraient supprimées, y compris les libertés religieuses, la *Nouvelle gazette rhénane* appelle les protestants dissidents, les juifs et surtout les catholiques de la Rhénanie à soutenir l'assemblée de Berlin¹²¹². Aux juifs, le journal affirme que «*la contre-révolution n'avait pas attendu la victoire pour les propulser dans leur ghetto.*»¹²¹³ Cet appel prend en compte une vraie frustration des minorités religieuses en Prusse et notamment des catholiques de Rhénanie, qui représentent traditionnellement une force politique significative. De nombreux catholiques soutiennent effectivement la campagne et même la très catholique *Gazette du Rhin et de la Moselle* (*Rhein und Moselzeitung*) de Coblenz appelle au boycott des impôts¹²¹⁴.

Quand la décision de l'assemblée sur le boycott des impôts est publiée le 17 novembre,¹²¹⁵ l'article en question est titré : *plus d'impôts !!!* (avec les trois signes d'exclamation), qui précède ainsi le titre en haut de la première page à partir du 19 novembre. Cet article paraît de nouveau dans un supplément spécial en forme d'affiche ou de tract. Le titre et la conclusion sont imprimés en lettres géantes. Le boycott des impôts est dorénavant traité comme un fait accompli et une exigence incontournable :

« *A partir d'aujourd'hui les impôts sont donc abolis. Le paiement des impôts est de la haute trahison ; le boycott des impôts est le premier devoir civique!* »¹²¹⁶

Le même jour (le 17 novembre 1848) le *président supérieur de la province rhénane*, Franz August Eichmann voit obligé d'intervenir et de publier un arrêté contre le boycott des impôts. Apparemment l'ampleur de la campagne inquiète les autorités, car il ne s'adresse pas uniquement à la population, mais aussi à ses propres autorités provinciales et locales. Pour Eichmann, le refus des impôts signifie

¹²¹² NGR, n°145 du 17 novembre 1848 (également in MEW6 pp.24-28).

¹²¹³ Ibid.: „*Man hat den Sieg nicht abgewartet, um sie in ihr Ghetto zurückzuschleudern.*“

¹²¹⁴ Jacques Droz, op. cit. p.391.

¹²¹⁵ NGR, n°145 du 17 novembre 1848, supplément spéciale (également in MEW6, p.30) : *Keine Steuern mehr!!!*

¹²¹⁶ Ibid.: „*Von dem heutigen Tage an sind also die Steuern aufgehoben!!! Die Steuereinzahlung ist Hochverrat, die Steuerverweigerung erste Pflicht des Bürgers.*“

une «attaque contre les lois existantes» qui serait à combattre par tous les moyens. Entre les lignes d'un texte d'un ton conciliant, la menace de l'état de siège apparaît assez clairement.

L'arrêté du président supérieur est entièrement reproduit dans la *Nouvelle gazette rhénane*¹²¹⁷. Selon le journal, Eichmann a accepté les lois d'un gouvernement illégal. Il s'est donc ouvertement déclaré comme un ennemi de l'*Assemblée nationale de Prusse* et a donc cessé d'être président supérieur. Eichmann s'est destitué lui-même.

Le journal appelle ensuite les citoyens qui veulent aller au-delà des belles paroles, à exiger de toutes les autorités de tous les niveaux de déclarer publiquement leur soutien ou non à l'assemblée de Berlin. La réponse ne pourrait être que **oui ou non**¹²¹⁸.

En cas de refus ou même d'agissements à l'encontre de ces décisions, ces fonctionnaires sont à déclarer 1- comme destitués, 2- Coupables de Haute trahison et à leur place des comités de sûreté provisoire sont à proclamer dont les ordres sont uniquement et exclusivement à considérer comme valides ; Là, ou des autorités contre-révolutionnaires entravent par la force la création et la prise de fonction de ces comités de sûreté, toute sorte de violence est à opposer à la violence. La résistance passive doit avoir comme fond la résistance active ; Sinon, elle ressemble au refus du veau contre son boucher.»¹²¹⁹

La réaction des autorités a visiblement contribué à radicaliser le conflit. La réponse de la *Nouvelle gazette rhénane* n'est rien d'autre qu'un mode opératoire pour une prise de pouvoir et un renversement total du système qui, de son côté est en train de mettre en place son coup d'Etat. L'appel «à opposer toute sorte de violence à la violence» inclut assez explicitement la lutte armée et ressemble beaucoup au «terrorisme rouge» évoqué par Marx après la chute de Vienne. Apparemment le journal se sent suffisamment en position de force pour lancer un tel défi.

Le 19 novembre, le *comité régional des démocrates* publie effectivement un appel nettement plus radical que le premier¹²²⁰. Ce deuxième appel apparaît comme la version plus travaillée de l'article

¹²¹⁷ NGR, n°147 du 19 novembre 1848: *Ein Erlaß Eichmanns*.

¹²¹⁸ Ibid. : «**oui ou non**», formulé en français et imprimé en gras.

¹²¹⁹ Ibid.

¹²²⁰ NGR, n°147 du 19 novembre 1848.

de la *Nouvelle gazette rhénane* de la veille. Cet appel est signé par Karl Marx, Karl Schapper¹²²¹, Schneider II. Le comité régional appelle à mettre en œuvre trois mesures :

«1. Après que l'assemblée nationale de Prusse a elle-même décidé le boycott des impôts, leur recouvrement par la force est à refuser par toute forme de résistance.

2. Le «Landsturm» est à organiser partout pour la défense contre l'ennemi. Pour ceux qui n'ont pas les moyens, des armes et des munitions sont à procurer par la contribution des communes ou des contributions des volontaires.

3. Partout les autorités sont appelées à s'expliquer publiquement sur leur intention d'accepter et d'exécuter les décisions de l'Assemblée nationale. En cas de refus, des comités de sûreté sont à nommer, si possible en accord avec les conseillers municipaux. Les conseillers municipaux qui s'opposent à l'assemblée législative, sont à remplacer par vote populaire général.»

En lançant de son côté l'appel à la prise du pouvoir et en reprenant presque les mêmes formulations, le comité régional fait preuve d'une convergence sans ambiguïté avec la position de la *Nouvelle gazette rhénane*. Pour la *Nouvelle gazette rhénane* cela signifie que pour la première fois la stratégie du journal de réunir démocrates, ouvriers et masses populaires semble aboutir sur une grande échelle. Face à la confrontation entre le roi et le parlement, renforcée par la nouvelle de l'exécution de Blum qui arrive le 14 novembre les analyses de la *Nouvelle gazette rhénane*, gagnent une crédibilité bien au-delà du cercle restreint des démocrates radicaux. Et nous avons vu que les articles prennent très consciemment en compte les arguments et la mentalité des démocrates modérés. Face au volontarisme et la stratégie d'une défense du parlement par tous les moyens - sans cesse martelée dans la *Nouvelle gazette rhénane* - face aussi au désespoir de la situation, ceux-ci n'ont plus aucune autre ligne à opposer. Vers la mi-novembre, le journal est donc un moteur essentiel de la campagne.

III-7-7- La campagne pour le boycott des impôts dans le monde paysan

La campagne pour le boycott des impôts ne se limite pas aux grandes villes elle est en train de se répandre à la campagne et y gagne une ampleur jamais atteinte auparavant.

¹²²¹ Depuis le 16 novembre 1848, Karl Schapper est de nouveau en liberté.

La politisation de la population rurale est un objectif cher à l'association ouvrière de Cologne depuis l'été 1848¹²²². Cette politique figure également comme objectif du deuxième congrès des démocrates rhénans¹²²³. Les contacts qui avaient déjà joué pendant la crise de septembre, rentrent de nouveau en jeu. Pendant la deuxième quinzaine de novembre, de nombreux émissaires de l'association ouvrière parcourent la campagne afin d'inciter au refus des impôts¹²²⁴, suivis par d'autres associations ouvrières et démocrates de la région. Pendant les mois novembre et décembre 1848, les pages intérieures de la *Nouvelle gazette rhénane* sont remplies des articles sur les événements divers dans les campagnes, des événements qui seront ici seulement résumés. Le journal sert ainsi également comme indispensable source à la recherche pour les études du mouvement de la population rurale, à la fin de l'année 1848¹²²⁵.

La politisation de masse de la population rurale en Rhénanie est une grande nouveauté de cette phase de la révolution. Elle traduit une extension significative de l'influence des forces radicales - sur un plan social, comme géographique. Souvent, cette politisation est accompagnée d'une mobilisation de la Garde civile ou de la «Landwehr» ce qui mène à la fin du mois de novembre à une multitude de situations insurrectionnelles. Ce qui est tout à fait nouveau est que ce phénomène ne concerne pas seulement les plus grandes villes, mais nombre de petites villes comme Münster, Andernach ou Bernkastel¹²²⁶.

¹²²² Dieter Dove, op.cit. p.204 : „Parallel zu diesen Debatten nahm der Kölner Arbeiterverein wieder seine Propagandatätigkeit auf dem Lande auf, wobei sich wiederum Blum hervortat. Schon am 6. November kündigte er eine Reise zu einem neugegründeten Verein in Niederkassel an. In der nächsten Sitzung wurde dann beschlossen, regelmäßig jeden Sonntag zur Agitation aufs Land zu ziehen. Diese Notwendigkeit, die auch vom demokratischen Kreiskongreß der Rheinlande und Westfalens am 23. November anerkannt wurde, fand seitens der Kommunisten immer wieder Beachtung. Die Kölner scheinen mit ihrer Propaganda sehr erfolgreich gewesen zu sein und weite Kreise der Bauern für die soziale Republik begeistert zu haben. Bis zum 4. Dezember hatten sie schon die Gründung von Vereinen in Rheidt, Niederkassel, Weßlingen, Sürth und Godorf veranlaßt.“

(«En parallèle à ces débats [sur les 17 revendications des communistes] l'association ouvrière de Cologne reprenait de nouveau ses activités de propagande à la campagne, où de nouveau Blum s'est distingué particulièrement. Déjà le 6 novembre, il annonça une visite d'une association à Niederkassel, fondée tout récemment. A la séance suivante, il fut décidé de se rendre régulièrement chaque dimanche à la campagne. Cette nécessité qui fut également confirmée par le congrès régional de la Rhénanie et Westphalie le 23 novembre, trouva chaque fois de nouveau l'attention des communistes ; Les Colonais semblaient avoir eu beaucoup de succès avec leur propagande et avoir enthousiasmé des cercles larges de paysans pour la république sociale. Jusqu'au 4 décembre, ils avaient déjà mis en route la fondation d'association à Rheidt, Niederkassel, Wesslingen, Sürth et Godorf.»)

¹²²³ Ibid.

¹²²⁴ Gerhard Becker : *Karl Marx und Friedrich Engels in Köln 1848 – 1849, Zur Geschichte des Kölner Arbeitervereins*, Rütten&Loenig, Berlin, 1963, p.158.

¹²²⁵ Voir particulièrement Jonathan Sperber, op. cit. *The November Crisis*, pp.322- 336.

¹²²⁶ Voir NGR, n° 156 du 30 novembre 1848.

Des *comités populaires*, *comités de sûreté* ou *comités citoyens* ne sont pas uniquement fondés à Cologne, mais aussi à Coblenche, Trèves, Bernkastel, Cochem, Saarlouis et Bitburg.¹²²⁷ Des rassemblements de masse sont organisés dans les villages autour de Düsseldorf jusque dans les montagnes de l'Eifel, par exemple dans la très radicale petite ville d'Adenau¹²²⁸. L'agitation gagne le Bas Rhin (Niederrhein) près de Geldern, autour de Jülich, atteignant particulièrement les paysans de Mülheim et la région de la Sieg¹²²⁹.

Les diverses catégories de paysans en Rhénanie - les céréaliers, les paysans de montagne et les vigneron - ne réagissent pas de la même façon et leur degré de mobilisation est variable. Néanmoins, aucune des trois catégories ne reste insensible aux arguments des démocrates.

Les céréaliers de la plaine du Rhin sont la couche la plus riche des paysans rhénans, mais ils sont affectés par la politique d'Etat à l'encontre des terres communales et par une administration défavorable des domaines forestiers. Malgré la situation plutôt privilégiée de cette couche de paysans, une minorité d'entre eux peut être associée dans la campagne, ce qui signifie déjà un succès notable.

Le succès le plus remarquable est la mobilisation des paysans des parties «montagneuses» de l'Eifel et du Hunsrück, les paysans les plus pauvres, mais aussi les plus conservateurs et les moins politisés en temps normal.

Les vigneron - la troisième catégorie de paysans - constituent sans doute la partie la plus révoltée et la plus mobilisée des paysans et cela surtout dans toute la vallée de la Moselle. La paupérisation des vigneron et la passivité des autorités prussiennes devant ce phénomène, étaient déjà un sujet de clivage pendant le *Vormärz*.

La revendication du boycott des impôts a le plus d'effets dans les régions viticoles. Partout dans les vallées du Rhin, de la Nahe, de l'Ahr et de la Moselle, se succèdent les manifestations. Dans les tavernes des villages, des affiches et des tracts appellent aux boycotts, des pétitions confirment le soutien ferme à l'assemblée de Berlin. Ils se déroulent des charivaris contre des députés de Berlin qui avaient voté pour le déplacement de l'assemblée à Brandenburg, des appels à s'emparer des armes

¹²²⁷ Jonathan Sperber, op. cit. p.325 et NGR, n°145 du 17 novembre 1848.

¹²²⁸ Jonathan Sperber, op. cit. p.326.

¹²²⁹ Ibid.

de l'arsenal de Andernach et de marcher sur Berlin sont lancés. Dans la vallée de la Moselle, l'ambiance est encore bien plus révoltée. Jonathan Sperber décrit la situation comme suit :

«Des comités citoyens à chaque extrémité de la vallée, à Coblenze, à Trièbe, aussi bien qu'au milieu, à Cochem et Bernkastel combinèrent des rassemblements de masse, des agitations dans les tavernes, et des organisations secrètes afin de créer une situation insurrectionnelle parmi les viticulteurs. Les fonctionnaires prussiens n'eurent aucune illusion quant à la loyauté de la population envers le régime ou la volonté des habitants d'obéir aux autorités. Ils admirent que la vallée de la Moselle, ne puisse être réprimée que par la force armée. ...La menace de l'insurrection plana sur l'ensemble de la province rhénane prussienne pendant toute la deuxième moitié de novembre 1848.»¹²³⁰

III-7-8- Les tentatives pour armer le mouvement

A Cologne, la propagande en direction des soldats avait déjà commencé bien avant le mois de novembre. Des rassemblements de soldats avaient eu lieu dès le mois d'octobre, durant lesquels les anciens officiers du mouvement démocrate prirent la parole, notamment Beust, Funck et Adamski et le gérant de la *Nouvelle gazette rhénane* Korff¹²³¹. Le 13 novembre, des affiches furent collées à Cologne, appelant tous les soldats à la résistance contre les «despotes»¹²³².

Dans la deuxième moitié de novembre, se créent de multiples initiatives partout dans la région pour rétablir la Garde civile, former des corps francs des gymnastes et surtout mobiliser le *Landsturm*, les réservistes, qui sont forcément des hommes de la région, contrairement aux troupes prussiennes régulières. En Rhénanie, l'idée que la campagne pour le boycott des impôts doit s'accompagner d'un «bras armé» naît très tôt.

¹²³⁰ Ibid.: « *Citizens' committees at either end of the valley, in Koblenz and Trier, as well as in the middle, in Cochem and Bernkastel, combined mass rallies, tavern agitation, and secret organization to create an insurrectionary situation among the vintners : Prussian officials had no illusions about popular loyalty to the regime or about the inhabitants' willingness to obey the authorities : The Moselle Valley, they admitted, could be held down only by armed force.... The threat of insurrection hung over the entire Prussian Rhine Province throughout the second half of November 1848.* »

¹²³¹ Marcel Seyppel, op. cit. p.244.

¹²³² Ibid. (La *Nouvelle gazette rhénane* rapporte indignée que deux affiches, une édition spéciale du journal déclarant le gouvernement Brandenburg coupable de haute trahison et cette affiche adressée aux soldats, ont été déchirées par les gendarmes, selon : Marcel Seyppel, op.cit. p.241 (Seyppel se réfère au journal de la société démocrate de Cologne, « *Wächter am Rhein* » n°45 du 19 novembre 1848).

En dépit des menaces de sanctions, beaucoup de soldats participent quand même aux meetings des démocrates et s'organisent dans le mouvement. L'assemblée populaire du 14 novembre à Cologne est par exemple très fréquentée par les soldats, mais les choses ne vont pas plus loin. Les commandants de l'armée poursuivent très prudemment leur tactique habituelle, d'éloigner les compagnies de soldats originaires de la région et de garder aux endroits les plus mobilisés les compagnies de la Prusse orientale, dont la loyauté au roi est assurée¹²³³. Il n'y aura pas de vague de désertion en Rhénanie.

A Cologne, le rétablissement de la Garde civile, dissoute à l'occasion de l'état de siège, reste un objectif des démocrates de Cologne ; à Düsseldorf la Garde civile existe encore et sympathise en partie avec le mouvement populaire. D'autres initiatives visent les gymnastes qui créent une structure armée ainsi que l'association ouvrière qui appelle également à former un corps franc.

La tentative la plus sérieuse d'armer le mouvement, est de convaincre la *Landwehr* et le «*Landsturm*». A l'origine, cette idée vient de la gauche de Berlin. D'Ester, Stein et Jakoby avaient l'intention de former - à la suite de la décision du boycott des impôts - un comité révolutionnaire afin de s'adresser aux réservistes¹²³⁴. Ces idées n'avaient pas eu de suite à Berlin, mais ailleurs elles trouvent un écho.

Cette idée est reprise par le *comité régional des démocrates rhénans*. Dans cette initiative également, Beust joue un rôle décisif. Le 15 novembre, 1300 des 11.000 hommes de la *Landwehr* déclarent effectivement par écrit leur fidélité au parlement de Berlin¹²³⁵ et se mettent à son entière disposition. Ils proclament le gouvernement Brandenburg illégal et en conséquence aussi les autorités militaires, dont ils se séparent. Ils appellent ensuite *la Landwehr* de la Prusse entière à

¹²³³ Ce procédé se montre par exemple en : Joseph Hansen : *Rheinische Briefe und Akten zur Geschichte der politischen Bewegung 1830 – 1850*, Zweiter Band, zweite Hälfte, op. cit.p.516 : *Der Kommandeur der 14. Division Generalleutnant v. Drigalski, an den Zweiten Kommandant der Festung Köln, Oberst Engels, Düsseldorf, 1848, November 14.,, ersuche ich ergebest, mir gefälligst umgehend eine bestimmte Erklärung zukommen zu lassen, ob ich im Falle der Not auf ein Bataillon von Köln auf etwa zwei bis drei Tage rechnen kann; doch würde ich bitten, zu dieser Entsendung nicht das 2. Bataillon 17. Infanterieregiments zu bestimmen, da dessen Leute zum Teil hier ihre Heimat haben.“*

¹²³⁴ Veit Valentin, op. cit. p.273, mentionné également par Marcel Seyppel, op. cit. p.245, annotation 235.

¹²³⁵ Dieter Dove, op. cit. p.207.

suivre leur exemple¹²³⁶. Le 18 novembre, la *Landwehr* de Trèves se joint à la déclaration de Cologne¹²³⁷.

En Silésie, c'est le comité central de la Garde civile et des associations politiques réunies de Breslau qui appelle à prendre les armes et à se battre *pour la liberté et pour notre droit.*»¹²³⁸

Le 19 novembre, le *comité populaire* de Cologne appelle à donner de l'argent pour l'achat des armes¹²³⁹. (La *Nouvelle gazette rhénane* se déclare prête à accueillir et à transmettre l'argent récolté.) Le 23 novembre Beust appelle par des affiches la *Landwehr* ; un corps armé des gymnastes et un autre de l'association ouvrière à un rassemblement publique¹²⁴⁰. Le même jour paraît un appel dans la *Nouvelle gazette rhénane* à tous ceux qui n'appartiennent pas à une de ces structures, à former un corps franc¹²⁴¹.

Le rassemblement annoncé est en revanche empêché par les militaires qui ont également l'ordre d'arrêter Beust, comme instigateur principal du mouvement. Celui-ci réussit à s'échapper. L'ambiance est extrêmement tendue. Tous les comités et associations attendent un signe de l'assemblée de Berlin pour engager les combats. Ce signe ne vient pas et le mouvement se disperse.

L'état de siège n'est pas déclaré à Cologne, mais à Düsseldorf, un autre grand foyer de la campagne. Selon les instructions de Marx, Lassalle avait incité à Düsseldorf, à l'occasion d'une réunion du «*club populaire*», à la formation des corps francs, ainsi qu'à récolter de l'argent pour se procurer des armes et des munitions¹²⁴². Il organise également un grand rassemblement populaire à Hamm afin de mobiliser la population rurale.

Comme à Cologne, les démocrates de Düsseldorf tiennent à la plus grande unité et poussent à intégrer les autres associations dans le mouvement. A partir d'un rassemblement unitaire le 17 novembre, le parlement de Berlin est appelé à mettre en place des mesures concrètes pour mettre en œuvre le boycott des impôts. La campagne est alors à son apogée à Düsseldorf et dans sa région.

¹²³⁶ La déclaration est intégralement publiée dans : Karl Obermann : *Flugblätter der Revolution. Eine Flugblattsammlung zur Geschichte der Revolution von 1848/49 in Deutschland*, VEB Deutscher Verlag der Wissenschaften, Berlin, 1970, p.351.

¹²³⁷ Ibid. pp.350/351.

¹²³⁸ Ibid. pp.346/347 : ... *für die Freiheit und für unser Recht.*

¹²³⁹ NGR, n°148 du 21 novembre 1848, deuxième édition.

¹²⁴⁰ Dieter Dowe, op. cit. p.207.

¹²⁴¹ NGR, n°151 du 24 novembre 1848.

¹²⁴² Dieter Dove, op. cit. *Die Ereignisse in Düsseldorf*, pp.209-212.

Les meetings et rassemblements gagnent de plus en plus en importance et la pression sur les autorités à ne pas lever les impôts, est réelle.

Après une manifestation de masse de plusieurs milliers d'hommes de la Garde civile, les autorités jugent ne plus pouvoir endiguer le mouvement que par la déclaration de l'état de siège. Le rassemblement de la Garde civile avait demandé publiquement à l'assemblée de Berlin de lancer un appel aux armes. Ils avaient de plus commencé à contrôler les bureaux de poste pour être sûr que les impôts ne seraient effectivement pas envoyés à Berlin¹²⁴³.

A la suite de cette évolution de la campagne, l'état de siège est proclamé le 22 novembre 1848 sur Düsseldorf. L'état de siège entraîne les mesures habituelles, comme la dissolution des associations et de la Garde civile, la censure de la presse et une restriction importante du droit de rassemblement. A Bernkastel, la Garde civile est dissoute et les armes confisquées La ville de Cochem est occupée et des troupes envoyées pour protéger les arsenaux de Neuss et d'Andernach¹²⁴⁴.

A Düsseldorf, l'état de siège est maintenu jusqu'au 20 janvier 1849 ce qui entrave sérieusement non seulement la vie politique à Düsseldorf, mais aussi la poursuite de la campagne en Rhénanie. Lassalle et d'autres leaders des démocrates sont arrêtés, certains réussissent à s'enfuir (comme Wulf et Rockmann).

Comme à Cologne et à Düsseldorf, les démocrates menacés d'arrestation sont souvent défendus par la population et peuvent parfois s'enfuir.

A Bernkastel, les démocrates sont défendus par une émeute de six à sept cents paysans des villages des alentours, armés avec les moyens du bord, qui réussissent à chasser les soldats de la ville¹²⁴⁵. Il faut finalement la mobilisation de la cavalerie et de l'artillerie mobile pour pouvoir maîtriser ces paysans mal armés.

¹²⁴³ Ibid. pp.210/211.

¹²⁴⁴ Ibid.

¹²⁴⁵ Jonathan Sperber, op. cit. p.336.

III-7-9- L'enlissement de la campagne

A Cologne, il se révèle que le consensus dans le *comité populaire* est fragile. Après la mise en œuvre ou seulement la menace des répressions, des doutes sur une ligne offensive s'installent de nouveau, surtout au Conseil municipal, mais également chez certains démocrates.

Face aux arrestations et aux mesures de l'état de siège dans de nombreuses villes, «l'unité d'action» entre les associations diverses se fissure. Notamment la revendication de dissoudre les institutions fidèles au gouvernement Brandenburg se révèle irréalisable. A Cologne par exemple, les plus modérés ne peuvent se résoudre à demander la dissolution du Conseil municipal qui s'est prudemment déclaré incompétent sur la question des impôts.

Les articles de la *Nouvelle gazette rhénane* reflètent à partir du 21 novembre toutes les tentatives d'intimidation ou de division du front du boycott, qui sont dénoncées une à une : qu'il s'agisse des essais du Conseil municipal d'échapper à une prise de position¹²⁴⁶ ou de la mise en accusation du *comité régional* pour rébellion¹²⁴⁷ ou encore de la proclamation du gouvernement d'accorder un délai à ceux qui ne peuvent pas payer les impôts, mais d'encaisser par la force les impôts de ceux qui ne veulent pas payer¹²⁴⁸. Le ton de ces articles est à chaque fois très violent, mais démontre toutefois que l'unité d'action s'effrite.

Les failles de l'argumentation des autorités sont particulièrement mises en exergue, lorsque le procureur supérieur Zweifel, qui était déjà à plusieurs reprises objet des éditoriaux de la *Nouvelle gazette rhénane*, met le journal en accusation. Zweifel est également député de Berlin. Le journal renvoie une nouvelle fois à la légitimité du boycott des impôts, une décision légale, prise par l'assemblée législative. Il serait maintenant question de qui est mis en accusation, la *Nouvelle gazette rhénane* qui a défendu une décision légale ou le procureur supérieur qui a agi à l'encontre de l'institution à laquelle il appartient lui-même. La question serait de plus qui il devrait arrêter «ses vieux collègues, les députés de Berlin ou bien ses anciens collaborateurs, les rédacteurs de la *Nouvelle gazette rhénane*, ou le préfet, M. Eichmann ?»

¹²⁴⁶ NGR, n°148 du 21 novembre 1848 (également in MEW6, p.37).

¹²⁴⁷ NGR, n°148 du 21 novembre 1848, deuxième édition : appel aux démocrates de la province rhénane (également in MEW6, p.38).

¹²⁴⁸ NGR, n°149 du 22 novembre 1848 (également in MEW6, p.39).

L'ambiguïté des positions des procureurs de Berlin et de Cologne se résume pour le journal de nouveau à des rapports de force : «*Celui qui a la force, a le droit - les représentants du droit se situent partout à côté de la force.*»¹²⁴⁹

La «force» s'exprime à Cologne par une mise en accusation du *comité régional des démocrates*. Le 21 novembre¹²⁵⁰, la *Nouvelle gazette rhénane* publie un troisième appel du *comité régional des démocrates rhénans* - signé par Marx, Schapper et Schneider II - qui parle du risque d'une interdiction du congrès régional des démocrates par la proclamation de l'état de siège à Cologne. Le comité appelle à ne pas se laisser provoquer et à rester calme, mais le congrès aurait lieu quel que soient les conditions et ne se laisserait pas intimider. Néanmoins ce troisième appel montre, que le mouvement est dorénavant sur la défensive.

Pendant que les pages du journal se remplissent des adresses de solidarité de toute la Prusse, le journal scrute les réactions du parlement de Berlin. La rumeur court que le gouvernement Brandenburg/ Manteuffel serait destitué et qu'un nouveau gouvernement serait formé sous Camphausen, Beckerath et Unruh. Leur première revendication serait le maintien du parlement à Berlin¹²⁵¹.

Dans le même numéro en revanche, le correspondant berlinois parle d'une vague d'arrestation. Les prisons seraient remplies et un soldat aurait été exécuté parce qu'il avait participé en vêtements civils à un meeting populaire. De tout le pays viendraient des déclarations demandant des ordres pour lancer l'attaque, ce qui serait - selon le correspondant - illusoire, «*c'est le pays qui doit agir.*»¹²⁵²

Les députés restants renvoient effectivement la balle en publiant une déclaration, toujours dans le même numéro de la *Nouvelle gazette rhénane*, dans laquelle ils affirment avoir épuisé avec le refus des impôts le dernier moyen parlementaire de résistance pour conclure : «*c'est au peuple d'exécuter nos décisions.*»¹²⁵³

¹²⁴⁹ NGR, n°149 du 22 novembre 1848: *Die Staatsanwaltschaft in Berlin und in Köln* (également in MEW6, p.42).

¹²⁵⁰ NGR, n°148 du 21 novembre 1848, deuxième édition.

¹²⁵¹ NGR, n°148 du 21 novembre 1848, deuxième édition.

¹²⁵² Ibid.: „*Das Land muß handeln.*“

¹²⁵³ Ibid.: „*An dem Volke ist es, unsere Beschlüsse auszuführen.*“

Le «peuple» de son côté attend un appel clair de l'assemblée. Dans cette attente, la nouvelle de la décision du parlement de Francfort arrive comme un coup de massue. La *Nouvelle gazette rhénane* rapporte laconiquement que le parlement de Francfort a déclaré illégale et non valable la décision de l'assemblée de Berlin concernant le boycott des impôts. En faisant cela, le parlement de Francfort se serait déclaré pour Brandenburg et Wrangel, c'est-à-dire pour un gouvernement illégal et traître. Les rôles sont inversés, affirme le journal. Le parlement allemand (celui de Francfort) est devenu un parlement prussien, le parlement de Berlin est maintenant celui qui a la légitimité d'un parlement allemand.

L'article rappelle le rôle peu glorieux du parlement de Francfort pendant l'insurrection de Vienne. *«Ils ont laissé passer le bombardement de la ville, l'assassinat de Robert Blum et la barbarie de Windischgrätz»* tandis que les «professeurs de Francfort», si occupés par l'histoire culturelle, auraient laissé faire par Jelacic la politique concrète.

La *Nouvelle gazette rhénane* exige que les démocrates quittent le parlement de Francfort, pour que son quorum ne soit pas atteint et que la fonction du parlement allemand soit reprise par l'assemblée de Berlin qui elle aurait son quorum.

«La décision d'avant-hier a anéanti le parlement de Francfort. Elle l'a jeté dans les bras de Brandenburg, qui est coupable de Haute trahison. Le parlement de Francfort s'est rendu coupable de haute-trahison et doit être jugé. Si tout un peuple se lève pour protester contre un acte arbitraire royal, si cette protestation survient d'une manière tout à fait légale par le refus des impôts et une assemblée de professeurs, sans aucune compétence, déclare ce refus des impôts, ce soulèvement de tout un peuple comme illégale, cette assemblée est hors la loi, elle est coupable de haute trahison.»¹²⁵⁴

De toute façon, affirme le journal, plus personne ne parle du parlement de Francfort. En le déclarant coupable de haute trahison, on lui accorde une importance qu'il n'a plus :

¹²⁵⁴ NGR, n°150 du 23 novembre 1848: „Der Beschluß von vorgestern hat das Frankfurter Parlament vernichtet. Er hat es in die Arme des Hochverrätters Brandenburg geworfen. Das Frankfurter Parlament hat sich des Hochverrats schuldig gemacht und muß gerichtet werden. Wenn ein ganzes Volk sich erhebt, um gegen einen Akt königlicher Willkür zu protestieren, wenn dieser Protest auf ganz gesetzmäßigem Wege, durch die Weigerung der Steuern, geschieht und eine Versammlung von Professoren - ohne alle Befugnis - diese Weigerung der Steuern, diese Erhebung des ganzen Volkes für eine gesetzwidrige erklärt, so ist diese Versammlung außer allem Gesetz, sie ist eine hochverräterische.“

«Le jugement le plus sévère est déjà porté sur lui – le non-respect de ses décisions et – l’oubli.»¹²⁵⁵

III-7-10- Bilan de la campagne pour le boycott des impôts en Rhénanie

Comme nous l’avons montré, la Rhénanie se trouve en novembre 1848 au bord d’une insurrection généralisée. De très larges fractions de la population - citadines comme rurales - sont sur le point de rompre avec le gouvernement, par le fait que le gouvernement est en train de supprimer le parlement.

Or, le parlement de Berlin n’a certainement pas œuvré plus pour la population modeste et pauvre de la Rhénanie que pour la population pauvre de Berlin. Néanmoins la différence de réaction au coup d’Etat entre la population de Berlin et celle de la Rhénanie est manifeste. La réaction vive en Rhénanie indique un certain degré de conscience politique, à savoir que l’existence d’un parlement, issu d’une révolution, est primordiale pour maintenir les acquis de cette révolution, quels que soient les défauts du parlement. Cette conscience politique a probablement manqué à Berlin.

Le fait qu’une telle politisation fut possible, est pour une bonne partie dû aux centres d’impulsion, tels que la *Nouvelle gazette rhénane* et le *comité régional des démocrates rhénans*. Ces centres d’impulsions ont fonctionné en Rhénanie, mais non à Berlin. Ceux de la Rhénanie ont visiblement réussi à traduire les dangers de la situation, que la suppression du parlement n’était pas seulement un pas en arrière, mais la rechute dans la monarchie absolue sans aucune liberté garantie. De plus, le boycott des impôts a pu donner au mouvement une ligne d’attaque et une centralisation des efforts.

Rapidement la campagne a connu un élargissement social et géographique. Visant tout au début encore un public bourgeois, («*Il faut vaincre la monarchie à la manière bourgeoise*»¹²⁵⁶) très vite, la véritable dynamique est transférée à la campagne, où l’agitation trouve une résonance considérable.

¹²⁵⁵ *Ibid.*: „ Das strengste Urteil ist bereits über ihm ergangen – die Nichtbeachtung seiner Beschlüsse und die – Vergessenheit.“

¹²⁵⁶ NGR, n°141 du 12 novembre 1848, deuxième édition, citation du premier appel au boycott des impôts de la *Nouvelle gazette rhénane*.

Les paysans de Rhénanie se sentent visiblement concernés par la question des impôts, et leur boycott a souvent des implications politiques anti-monarchistes. L'arrière-plan de la campagne des démocrates radicaux et communistes en Rhénanie est la revendication de la république sociale.

Au vu de l'ampleur et de la radicalité de la campagne pour le boycott des impôts, il est étonnant de constater qu'elle a peu attiré l'attention de la recherche, à l'exception des auteurs qui ont travaillé explicitement sur la Rhénanie¹²⁵⁷. Veit Valentin se limite à quelques phrases sur des protestations en Westphalie¹²⁵⁸ qui sont également mentionnées par Jacques Droz. Droz se contente de parler du rôle mobilisateur de la *Nouvelle gazette rhénane*. Elle aurait envisagé la grève générale et la séparation politique de la province rhénane¹²⁵⁹. Rüdiger Hachtmann évoque la campagne hors Berlin encore plus succinctement¹²⁶⁰ tout autant que Wolfram Siemann qui ne parle que de quelques actions de résistance (*Landwehr*, Garde civile, proclamations) dans certaines provinces. Le très documenté Jonathan Sperber souligne en revanche - en contraste avec les autres chercheurs - l'importance de la campagne pour le boycott des impôts en Rhénanie. Il se singularise par sa conclusion que la révolution avait échoué à Berlin, mais non en Rhénanie et affirme que la dynamique révolutionnaire en Rhénanie n'a été brisée que par l'intervention militaire, même s'il admet que la politique d'un pays n'est pas déterminée par une province.

Sperber met en évidence le fait¹²⁶¹ que le mouvement de boycott des impôts avait montré le manque d'ancrage populaire de la monarchie en Rhénanie et que ce mouvement avait poussé à une montée sans précédent des démocrates dans la province. Selon lui, le mouvement pour le boycott des impôts aurait même pu pour un certain temps mettre en danger la domination prussienne sur la Rhénanie¹²⁶².

¹²⁵⁷ Dieter Dowe, op. cit. : XIV : *Die Steuerverweigerung*, pp.205-212,

Jürgen Herres: 1848/49 *Revolution in Köln*, Janus-Verlag, Köln 1998, chapitre: *Steuerverweigerung im November 1848: Revolution aus der Defensive*, pp.90-94.

Marcel Seyppel op. cit. : *Die Steuerverweigerungskampagne* pp.238- 249, et surtout :

Jonathan Sperber, op. cit. : *The November Crisis*, pp.322-336.

¹²⁵⁸ Veit Valentin, op. cit. p.276.

¹²⁵⁹ Jacques Droz, p. 391. Nous revenons sous peu à ces réflexions d'une séparation de la Rhénanie.

¹²⁶⁰ Rüdiger Hachtmann, op. cit. p.765.

¹²⁶¹ Jonathan Sperber, op. cit. pp.476: *A failed revolution ?*

¹²⁶² Ibid.: « *For the first time in revolution, the democrats emerged as the main spokesmen for opposition to Berlin's rule in the Rhineland. Organizing a determined resistance to it, they came close to bringing it to an end.*»

III-7-10- a- La *Nouvelle gazette rhénane* dans la campagne pour le boycott des impôts - bilan

La *Nouvelle gazette rhénane* est certainement au mois de novembre 1848 à l'apogée de son influence. Le *comité régional des démocrates*, qui est de toute façon constitué en partie par des proches de Marx et de Marx lui-même, adopte successivement ses positions et il est suivi de son côté par le *comité populaire*. Le *comité régional* fait ensuite en sorte que, les déclarations publiées ne restent pas uniquement paroles, mais soient mises en pratique.

La *Nouvelle gazette rhénane* coordonne les informations des multiples endroits où les actions ont lieu. Elle sert de plate-forme, où les informations entre *l'association ouvrière*, la *société démocrate*, le *comité populaire* et le *comité régional des démocrates rhénans* se croisent et s'échangent. Elle n'est pas seulement le lieu de publication pour les appels du comité régional. Elle publie toute sorte de déclarations : des déclarations de solidarité avec le parlement de Berlin qui arrivent de tout le pays jusqu'à la proclamation de l'état de siège de Berlin ou le décret du président supérieur de la province rhénane. Elle publie les comptes rendus des séances du Conseil municipal de Cologne en précisant des votes de chacun. Elle collecte l'argent de solidarité pour le *comité central des démocrates* à Berlin, en précisant à chaque numéro les sommes et les donateurs.

Par le fait que les prévisions et les analyses de la *Nouvelle gazette rhénane* se sont révélées justes - l'effet immédiat de la défaite de Vienne sur la situation à Berlin, la confrontation inévitable entre le roi et le parlement - le journal a considérablement gagné en crédibilité. Il développe ainsi une dynamique que les démocrates plus hésitants ne peuvent ignorer.

L'influence de la *Nouvelle gazette rhénane* sur les démocrates rhénans est donc réelle, soit en convainquant, soit en éclipsant politiquement des rivaux. Franz Raveaux par exemple, un des démocrates (modéré) le plus connu de la ville, qui n'était jamais sur la ligne de Marx, ne l'est pas plus en novembre. En revanche, il n'a pas d'alternative à proposer et doit se limiter tout au plus à atténuer la radicalité des démarches¹²⁶³. Mais il ne peut contourner la dynamique de la campagne. Le

19 novembre, la *Nouvelle gazette rhénane* rapporte avec satisfaction la nouvelle que Franz Raveaux avait démissionné de son poste de député de Francfort en déclarant que son honneur ne lui permettait plus d'être représentant à l'Assemblée nationale¹²⁶⁴.

L'influence de la *Nouvelle gazette rhénane* se montre aussi dans un rayonnement géographique plus large. A plusieurs reprises, les articles sont reproduits et servent en forme de tract ou affiche comme base de propagande. A Trèves par exemple, le *comité citoyen* placarde partout dans la ville l'édition spéciale qui dénonce ceux qui payent les impôts comme traîtres et une deuxième qui appelle à la résistance armée¹²⁶⁵.

La *Gazette allemande* écrit le 23 novembre :

*«Le parti démocrate est toutes voiles dehors. Un rassemblement populaire suit l'autre, il pleut des affiches et des affichages. La 'Nouvelle gazette rhénane' qui porte chaque jour sur son front : 'plus d'impôts !' fait tout son possible, et le 'comité populaire' a encore aujourd'hui revendiqué publiquement de ne surtout payer aucune sorte d'impôts.»*¹²⁶⁶

Le 29 novembre, Marx écrit à Engels :

*«Notre feuille est toujours au niveau de l'émeute, mais elle contourne malgré tous les mandats de comparution le Code pénal. Elle est maintenant très en vogue. Nous publions aussi quotidiennement des affiches. La révolution marche.»*¹²⁶⁷

¹²⁶³ Un objectif cher à Franz Raveaux était la restitution de la Garde civile à Cologne, mais afin de réaliser cet objectif, il ciblait surtout le Conseil municipal. Il est resté donc dans sa démarche dans le cadre des institutions «légales».

¹²⁶⁴ NGR, n°147 du 19 novembre.

¹²⁶⁵ Jonathan Sperber, op. cit. p.331: « *Two days later, the committee posted all over Trier a placard citing the Neue Rheinische Zeitung's denunciation of taxpayers as traiters; it also issued a second, much stronger appeal, calling not just for a tax boycott but for the formation of revolutionary militias, and declaring that czarist troops were about to intervene on behalf of the king of Prussia.* »

Sperber parle probablement de l'édition spéciale (Extrablatt) du n° 141 du 12 novembre 1848 et du n° 147 du 19 novembre 1848.

¹²⁶⁶ *Gazette allemande* du 23 novembre 1848, cité par Gerhard Becker : *Karl Marx und Friedrich Engels in Köln, 1848/49* Rütten & Loening, Berlin 1963, pp.158/159 :

„Die demokratische Partei hat alle Segel aufgespannt. Volksversammlung folgt auf Volksversammlung, es regnet Plakate und Maueranschläge. Die ‚Neue Rheinische Zeitung‘, die jeden Tag an der Spitze trägt ‚keine Steuern mehr‘ tut ihr äußerstes und das ‚Volkskomitee‘ forderte heute nochmals öffentlich auf, vor allen Dingen keine Steuern irgendeiner Art zu entrichten.“

¹²⁶⁷ MEGA III/2, p.171 : Karl Marx an Friedrich Engels in Bern, Köln, den 29. November 1848 :

III-7-10-b- Le rôle de la Rhénanie pour la *Nouvelle gazette rhénane* en novembre 1848

L'énergie et le volontarisme qui sont développés dans la *Nouvelle gazette rhénane* et dans le *comité régional* se heurtent forcément à la passivité et la confusion qui règnent chez des députés de Berlin, et chez de nombreux démocrates de cette ville. Les hésitations sur la réaction après les décisions du gouvernement du transfert du parlement, l'incapacité de réagir après la proclamation de l'état de siège, les doutes sur le refus de se rendre à Brandenburg dans les derniers jours de novembre 1848, démontrent que les députés de Berlin ne savaient pas établir des rapports de force favorables, qu'ils ne pensaient même pas dans ces catégories, mais qu'ils attendaient seulement que les choses arrivent.

Vers la fin novembre, il devient évident qu'il n'y a plus aucune opposition à attendre de Berlin. La campagne pour le boycott des impôts continue néanmoins en Rhénanie jusqu'à la mi-décembre¹²⁶⁸. Le 19 novembre déjà, la *Nouvelle gazette rhénane* n'attend plus rien de Berlin et affirme que seule la mobilisation des paysans pourrait sauver la révolution :

« Berlin ne peut être sauvé que par l'énergie révolutionnaire des provinces ; les plus grandes villes et notamment les capitales des provinces ne peuvent être sauvées que par l'énergie révolutionnaire du plat pays. Le boycott des impôts (des impôts directs comme indirects) donne l'occasion au plat pays de bien mériter de la révolution. »¹²⁶⁹

En novembre 1848, il n'y a pas plus de perspective pour une insurrection isolée qu'en septembre. Le souvenir de l'état de siège à Cologne est d'ailleurs encore très présent. Après la proclamation de l'état de siège à Düsseldorf, le risque est réel que Cologne connaisse le même sort. Comme nous l'avons déjà mentionné, les rumeurs sur un état de siège proche sont relatées dans la *Nouvelle gazette rhénane*¹²⁷⁰. Dans cette situation, le journal appelle à ne pas se laisser provoquer et à rester calme. L'arrière-plan de cet appel est une véritable tendance au sein de *l'association ouvrière* de Cologne à en découdre. Les proches de Marx Ross, Röser et Schapper se donnent alors beaucoup de

„(..) Unser Blatt bewegt sich immer auf dem Stand der Emeute, umschiffet aber trotz allen Erscheinungsbefehlen den code pénal. Es ist jetzt sehr en vogue; Wir erlassen auch täglich Plakate. La révolution marche.“ (..)

¹²⁶⁸ Le gros titre : «Plus d'impôts» est maintenu dans la *Nouvelle gazette rhénane* jusqu'au 17 décembre 1848.

¹²⁶⁹ NGR, n°147 du 19 novembre 1848 :

„ Berlin kann nur durch die revolutionäre Energie der Provinzen, die größeren Provinzialstädte und namentlich die Provinzialhauptstädte können nur durch die revolutionäre Energie des flachen Landes sichergestellt werden; Die Steuerverweigerung (sei es der direkten, sei es der indirekten Steuern), gibt dem flachen Lande Gelegenheit, sich um die Revolution verdient zu machen.“

¹²⁷⁰ NGR, n°148 du 21 novembre 1848, deuxième édition.

mal à combattre les illusions d'une victoire armée rapide et empêchent toute action isolée¹²⁷¹. Comme Engels l'explique plus tard en 1885,¹²⁷² la finalité de la campagne n'était pas une insurrection isolée, mais de donner un signal au reste de l'Allemagne.

« Le fait que le combat contre le coup d'Etat, lancé victorieusement à Berlin, ne puisse pas être mené avec succès en Rhénanie, là-dessus le comité ne se trompait pas : La province rhénane avait cinq forteresses ; en son sein, en Westphalie, à Mayence, Francfort et au Luxembourg seul, se trouvait à peu près un tiers de toute l'armée prussienne, dont de nombreux régiments des provinces orientales. La Garde civile de Cologne et d'autres villes de la province était déjà dissoute et désarmée. Mais il ne s'agissait pas non plus de la victoire imminente à Cologne qui était juste libérée de l'état de siège quelques semaines auparavant. Il s'agissait de donner un exemple pour les autres provinces et de sauver par cela l'honneur révolutionnaire de la province rhénane. »¹²⁷³

«L'honneur révolutionnaire de la province rhénane» était apparemment très cher à la rédaction de la *Nouvelle gazette rhénane*. Engels cite ici le dernier article de Marx de la dernière édition du journal du 19 mai 1849. Du moins, avait-on essayé ce qui était possible de faire et l'intention de «donner un exemple aux autres provinces» n'était probablement pas un objectif à priori irréaliste. D'autres provinces, comme la Silésie, la Thuringe et partiellement la Saxe avaient connu également des troubles importants. Même à Berlin, une autre option que la passivité totale de l'assemblée était au départ tout à fait envisageable. Dans ce cas, un signal fort d'une province aussi importante que la province rhénane aurait pu jouer un rôle significatif.

Néanmoins, Marx et le *comité régional* avaient plusieurs fois appelé à prendre les armes. S'il ne s'agissait pas de s'aventurer dans une insurrection isolée, une insurrection concertée (avec d'autres

¹²⁷¹ Dieter Dove, op. cit. p.208.

¹²⁷² Friedrich Engels: Vorwort zu „Karl Marx vor den Kölner Geschworenen“ (Préface pour: *Karl Marx devant les jurés de Cologne*).

¹²⁷³ Ibid.: „Daß der Kampf gegen den in Berlin siegreich durchgeführten Staatsstreich am Rhein nicht mit Erfolg aufzunehmen war, darüber täuschte sich der Ausschuss nicht. Die Rheinprovinz hatte fünf Festungen, in ihr selbst, in Westfalen, Mainz, Frankfurt und Luxemburg lag allein ungefähr ein Drittel der ganzen preußischen Armee. Darunter zahlreiche Regimenter aus den östlichen Provinzen. Die Bürgerwehr war in Köln und anderen Städten bereits aufgelöst und entwaffnet. Aber es handelte sich auch nicht um den unmittelbaren Sieg in Köln, das selbst erst vor wenigen Wochen vom Belagerungszustand befreit war. Es handelte sich darum, ein Beispiel zu geben für die übrigen Provinzen und dadurch die revolutionäre Ehre der Rheinprovinz zu retten.“

provinces et éventuellement certaines forces à Berlin) était tout à fait souhaitée et la rédaction de la *Nouvelle gazette rhénane* faisait tout pour pousser les acteurs politiques rhénans dans ce sens. De toute façon, la leçon politique de la chute de Vienne était pour Marx «*d’opposer toute sorte de violence à la violence*»¹²⁷⁴ et cela voulait dire que la prise de pouvoir ne pouvait se passer d’une manière paisible.

Un autre sujet qui était alors d’actualité n’est pas mentionné par Engels. C’est la question de savoir si la Rhénanie devait rester sous la domination prussienne. La campagne pour le boycott des impôts avait apparemment ravivé d’anciennes tendances séparatistes, et cela dans des cercles assez larges de la population, notamment dans des cercles catholiques. Jacques Droz rapporte que «*la catholique Rheinische Volkshalle, de Cologne, envisageait à cette époque, en présence des troubles persistants, la séparation administrative des provinces occidentales du royaume.*»¹²⁷⁵ En général cependant, les associations catholiques participèrent certes parfois aux actions de la campagne, mais essayèrent plutôt de tempérer les ardeurs¹²⁷⁶. Néanmoins, dans les couches populaires, les ressentiments anti-prussiens étaient encore très forts et cela surtout dans les villes avec une forte présence militaire, où les échauffourées entre citoyens et soldats étaient monnaie courante.

La question n’est qu’effleurée par La *Nouvelle gazette rhénane* pendant la campagne, Dans l’édition du 26 novembre 1848, Marx commente le refus du ministre prussien Manteuffel de la médiation de Francfort dans la confrontation entre le roi et le parlement de Berlin. Manteuffel avait déclaré le conflit comme une «*affaire intérieure*». Marx conclut son article par la phrase :

*«Il serait en revanche possible que le gouvernement Brandenburg-Manteuffel aide à transformer la province rhénane en une affaire extérieure pour la Prusse.»*¹²⁷⁷

Pour les Rhénans, ce langage était suffisamment clair. Il était certainement intéressant pour le journal de jouer avec ces sentiments anti-prussiens qui ne pouvaient que renforcer ses propres

¹²⁷⁴ NGR, n°147 du 19 novembre 1848.

¹²⁷⁵ Jacques Droz, op. cit. p.391.

¹²⁷⁶ Plus de détails dans : Jonathan Sperber, op. cit. pp.329-331.

¹²⁷⁷ NGR, n°153 du 26 novembre 1848: *Manteuffel und die Zentralgewalt* (également in MEW6, p.55).

objectifs. Nous nous rappelons que et Marx et Engels avaient déjà plusieurs fois agité le spectre d'une scission rhénane et que c'était ce même spectre, invoqué par Camphausen et d'autres membres de la grande bourgeoisie rhénane qui en mars 1848 avait fait fléchir le roi¹²⁷⁸.

En revanche, pendant la crise de novembre, nous ne savons pas si une sécession de la Rhénanie n'a jamais été envisagée sérieusement par la rédaction, ou s'il s'agit d'une expression de colère ou de menace sans réelle conséquence.

III-7-10-c- La *Nouvelle gazette rhénane* et les démocrates à la fin de l'année 1848

La crise de novembre propulse les démocrates rhénans au premier plan. Cette position se confirmera lors des élections primaires qui suivent l'octroi de la constitution par le roi où la gauche de la province rhénane obtiendra le 22 janvier 1849 une majorité éclatante des voix¹²⁷⁹.

Le rôle que jouent les démocrates à Berlin est en revanche décevant pour la *Nouvelle gazette rhénane*. Nous avons déjà mentionné que les associations berlinoises n'étaient en rien préparées au coup d'Etat qui était pourtant prévisible. Nombre de députés de démocrates partageaient l'attitude passive du parlement. Eux non plus ne pouvaient se décider à mener une démarche offensive contre le coup d'Etat. L'extrême gauche autour d'Ester était isolée. Quant aux députés démocrates à Francfort, ils sont inaudibles quand le parlement de Francfort désavoue celui de Berlin en déclarant la décision de boycotter les impôts illégitime.

Il se révèle que même à Cologne, l'unité entre les démocrates devient fragile. Au début de l'année 1849, certains démocrates importants (entre autre Schneider II) qui n'avaient pas seulement soutenu mais aussi mené activement la campagne pour le boycott des impôts, mènent des négociations non publiques avec les membres de la conservatrice association des citoyens¹²⁸⁰. Leur objectif est de ne pas s'opposer à l'octroi de la constitution, mais seulement de la modifier. La controverse entre ceux qui refusent par principe cette constitution et ceux qui veulent la modifier se poursuit après le

¹²⁷⁸ Voir aussi sur ce sujet : Jacques Droz, op. cit. pp.216/217.

¹²⁷⁹ Marcel Seyppel, op. cit. p.257.

¹²⁸⁰ Ibid. p.255.

premier tour des élections¹²⁸¹. Cette controverse pèse aussi sur *l'association ouvrière* à cause de la composition du *comité régional*, où *l'association ouvrière* est également représentée.

A la suite de la crise de novembre, les démocrates deviennent pour Marx, comme pendant la crise de septembre et l'insurrection de Vienne, de moins en moins fiables, même s'il n'y a toujours pas de signes de rupture officielle.

Dans ce contexte il est significatif que la *Nouvelle gazette rhénane* s'adresse pendant la campagne pour le boycott des impôts pour la première fois à un public non bourgeois ou petit bourgeois, mais explicitement populaire. Comme nous l'avons vu, la mobilisation des paysans a été considérée comme un élément primordial dont dépendait pour le journal la survie de la révolution. Cette mobilisation allait bien au-delà de l'agitation du mois de septembre et des rassemblements de masse, comme à Wörringen. Le journal est bien conscient du fait que c'était le haut degré de politisation et de radicalité de la population rurale qui avait créé cette «énergie révolutionnaire» évoquée par Marx dans son article du 19 novembre¹²⁸². Pour la première fois, il ne s'agit pas seulement pour la *Nouvelle gazette rhénane* de convaincre le milieu démocrate. Les instances du mouvement démocrate, comme le *comité régional* deviennent plutôt un outil pour mettre en route (par les émissaires, les rassemblements populaires, les affichages, la fondation de nouvelles associations à la campagne) cette mobilisation beaucoup plus large et socialement différente que jusqu'alors.

III-8- «La bourgeoisie et la contre-révolution»

Tandis que la monarchie prussienne chasse les derniers vestiges du parlement de Berlin et impose sa constitution, Marx retrace dans la *Nouvelle gazette rhénane*, dans une série de quatre articles¹²⁸³,

¹²⁸¹ Ibid. pp.257/258.

¹²⁸² NGR, n°147 du 19 novembre 1848.

¹²⁸³ NGR, n°165 du 10 décembre 1848 (également in MEW5, pp.102-105) /NGR, n°169 du 15 décembre 1848 (également in MEW6, pp.106-109) / NGR, n°170 du 16 décembre 1848 (également in MEW6, pp.109- 113) /NGR, n°183 du 31 décembre 1848 (également in MEW6, pp.113-124).

l'histoire de la révolution en Prusse et en Allemagne en général. Quand Marx commence son analyse, la campagne pour le boycott des impôts est encore en cours, mais sa fin est déjà prévisible, (trois des quatre numéros du journal ont encore le grand titre « plus d'impôts !!! »), une ville rhénane après l'autre tombe sous l'état de siège. La nouvelle de la dissolution de l'*Assemblée nationale de Prusse* vient d'arriver¹²⁸⁴. La révolution est, selon Marx, arrivée à sa fin (provisoire) et il est temps de dresser un bilan. Le dernier article de la série paraît dans le dernier numéro du mois de décembre¹²⁸⁵. Il clôt pour ainsi dire l'année 1848.

C'est une analyse des forces politiques et sociales de la Prusse du début de la révolution jusqu'à sa fin ; mais elle vaut aussi pour l'Allemagne en général. C'est donc une confirmation du rôle primordial que Marx accorde à la Prusse. Pour la *Nouvelle gazette rhénane*, c'est la première étude purement théorique (mais non abstraite) qui reprend les amorces d'analyses des précédents articles d'actualité, d'une manière concentrée et synthétisée, et les développent dans une analyse globale. C'est une véritable rupture avec la conception journalistique du journal, qui misait jusqu'alors expressément sur l'actualité et refusait les longues considérations théoriques.

Le journal avait mené pendant plus de trois mois une politique insurrectionnelle - en novembre et décembre encore plus qu'en septembre - sans pour autant pouvoir sauver la révolution. Un bilan de la révolution est donc forcément aussi un bilan de la propre politique de la *Nouvelle gazette rhénane*. Comme nous l'avons déjà constaté, le public du journal a été dans les derniers mois un public hautement politisé. Si Marx s'adresse à ce public, il veut évidemment que celui-ci partage non seulement ses analyses, mais surtout aussi ses conclusions, des conclusions qui impliquent des changements imminents de la pratique politique. Dans ce sens, «*La bourgeoisie et la contre-révolution*» représente aussi une étape importante dans la pratique de la *Nouvelle gazette rhénane*.

Le premier article de la série est une analyse de l'état d'esprit de la bourgeoisie prussienne et de son représentant Camphausen au début de la révolution. Le deuxième replace la révolution allemande dans un cadre européen, en perspective avec les révolutions françaises (1789 et 1848) anglaise (de 1648). Le troisième article traite des premières confrontations entre la bourgeoisie et le

¹²⁸⁴ La nouvelle de la dissolution de l'*Assemblée nationale de Prusse* arrive le 7 décembre à Cologne et est traitée dans l'édition du 8 décembre (NGR, n°163 du 8 décembre 1848 (également in MEW6, p.101) : *Der Staatsstreich der Konterrevolution*.)

¹²⁸⁵ NGR, n°183 du 31 décembre 1848.

peuple et développe le principe de la révolution comme base juridique. Le quatrième, l'article le plus long de la série, analyse la politique de la bourgeoisie à partir de l'installation du cabinet Hansemann pour déboucher sur une conclusion concrète.

Dans chaque article, c'est le rôle de la bourgeoisie qui est le centre d'intérêt. Cette analyse a évidemment l'ambition de tirer les leçons de ce qui s'était passé durant l'année 1848. Etant donné que Marx et Engels avaient affirmé dès 1847 que la bourgeoisie était la seule classe qui aurait la force de refaçonner la société allemande¹²⁸⁶, cette analyse représente également un bilan de la théorie politique de Marx des trois dernières années.

III-8-1- La bourgeoisie prussienne au début de la révolution

L'article débute par un véritable feu d'artifice polémique contre Camphausen, dont la responsabilité dans l'affaiblissement significative de la révolution est soulignée.

Après avoir constaté que la «politique d'entente» de Camphausen avait complètement et définitivement échoué, Marx l'accuse d'être responsable du mode de scrutin indirect, d'être l'instigateur du retour du Prince de Prusse, le chef de la contre-révolution, d'avoir maintenu le vieux système juridique, tout autant que l'ancienne bureaucratie et l'ancienne armée. Marx rend Camphausen responsable du désastre de Malmö. C'est Camphausen finalement qui aurait laissé la camarilla mener la guerre en Posnanie. Cette guerre était plus qu'une guerre contre la révolution prussienne, car elle avait tracé de plus le chemin pour la chute de Vienne, la chute de l'Italie et la défaite de l'insurrection de juin.

Le gouvernement Hansemann aurait ensuite complété la politique de Camphausen en menant la guerre de la bourgeoisie contre le peuple et le gouvernement Brandenburg n'aurait fait que parachever la victoire de la réaction.

¹²⁸⁶ Voir Friedrich Engels : *Gazette allemande de Bruxelles (Deutsche-Brüsseler Zeitung)*, n°7 du 23 janvier 1848 : *Die Bewegungen von 1847*.

Ces rappels des épisodes passés de la révolution ne se concluent cependant pas sur le reproche moral que la révolution aurait été trahie par les représentants de la bourgeoisie.

«On a reproché à ces messieurs de l'opposition libérale d'avoir renié leur principes après la révolution de mars. Cela est une erreur.»¹²⁸⁷

Nous rappelons que le reproche de la trahison était à l'époque monnaie courante dans le milieu démocrate. Marx aussi avait joué sur ce registre dans un autre contexte, dans son article très émotionnel sur la chute de Vienne¹²⁸⁸.

Un mois après la chute de Vienne, dans cet article d'analyse de fond, il explique et nuance ce reproche de trahison pour le contexte de la Prusse. Pour lui les anciens chefs de gouvernement Camphausen et Hansemann n'ont pas une grande importance en tant que personnes. Ils n'étaient en fait que des instruments de leur classe, propulsés au premier plan pendant un moment donné pour disparaître du devant de la scène aussitôt qu'ils avaient rempli leur fonction. Ces hommes politiques n'avaient rien fait d'autre que de défendre à tout moment les intérêts de leur classe. En conséquence, il ne fallait pas s'attaquer aux personnes, mais justement aux intérêts de la classe qu'ils représentaient.

Selon l'analyse de Marx, la bourgeoisie s'était enrichie par le développement de l'industrie et du commerce juste avant la révolution de 1848. Cet enrichissement était arrivé à un tel point que le cadre de leur activité, les règlements des corporations (*Ständeordnung*) se révélaient désuets. La bourgeoisie était la classe qui montait et qui imposait son fonctionnement. Son influence grandissante se montrait aussi par les changements de vie de la noblesse qui s'embourgeoisait, car une partie de la noblesse se lançait dorénavant dans une agriculture à grande échelle et dans le commerce de la laine.

A partir du moment où le fonctionnement de la bourgeoisie se généralisait, l'ancienne bureaucratie d'Etat n'était plus capable de s'adapter aux nouveaux besoins. L'Etat dans sa forme «démodée» devenait un obstacle au développement de la bourgeoisie qui se sentait obligé de prendre les choses en main afin de «moderniser» l'Etat, de le modifier dans le sens de ses propres

¹²⁸⁷ NGR du 10 décembre 1848: „Man hat den Herrn dieser liberalen Opposition vorgeworfen, ihren Prinzipien nach der Märzrevolution untreu geworden zu sein. Es ist dies ein Irrtum.“

¹²⁸⁸ NGR, n°136 du 7 novembre 1848.

intérêts, ne serait-ce que pour sa propre survie. L'opposition libérale de la *Diète réunie* n'était donc au fond qu'une opposition contre une forme de gouvernement inadaptée à son propre épanouissement. La quête des libertés individuelles et universelles n'était au fond qu'un écran idéologique pour habiller les intérêts d'une seule classe.

«Elle [la bourgeoisie] devait pour atteindre son objectif, débattre librement de ses propres intérêts et avis, et les actions du gouvernement ; ils appelaient cela, 'la liberté de la presse'. Ils devaient pouvoir s'associer sans être gênés ; ils appelaient cela, 'le droit de l'association libre' ; La liberté de la religion et autres libertés devaient également être exigées (..) comme conséquence nécessaire de la libre concurrence. Et la bourgeoisie prussienne était bel et bien sur la bonne voie de voir ses souhaits se réaliser.»¹²⁸⁹

La bourgeoisie avait réussi très habilement à donner à ses demandes intéressées l'apparence de revendications d'intérêt général. Elle semblait à cette époque jouer le rôle d'une représentante de la liberté universelle et se battre par conséquent aussi pour les intérêts du peuple. Parfois ils s'y croisaient vraiment.

Mais le véritable enjeu pour les politiciens de la bourgeoisie était de faire pression sur la Cour en donnant l'impression d'être soutenus par les masses populaires, sans en revanche céder en rien aux demandes du peuple. L'objectif n'était pas de contester la Couronne, mais uniquement d'obtenir d'elle des concessions. L'article de la *Nouvelle gazette rhénane* affirme donc que pendant la révolution de 1848, la bourgeoisie voulait se contenter d'un simple échange des modalités de fonctionnement étatique sans que le pouvoir en soi fût mis en cause¹²⁹⁰. En aucun cas, elle n'aurait souhaité la révolution.

Etant donné que la bourgeoisie n'avait pas l'intention d'aller plus loin que d'imposer ses propres règles de fonctionnement et que la monarchie avait de grands besoins d'argent, la Couronne aurait

¹²⁸⁹ NGR, n°165 du 10 décembre 1848: „Sie mußte, um ihren Zweck zu erreichen, ihre eigenen Interessen, Ansichten, und die Handlungen der Regierung frei debattieren können. Das nannte sie ‚das Recht der Preßfreiheit‘. Sie mußte sich ungeniert assoziieren können. Das nannte sie ‚das Recht der freien Assoziation‘; Religionsfreiheit und dergl. mußte ebenfalls als notwendige Folge der freien Konkurrenz von ihr verlangt werden. Und die preußische Bourgeoisie war vor dem März 1848 auf dem besten Wege, alle ihre Wünsche sich verwirklichen zu sehen.“

¹²⁹⁰ Nous reviendrons à cette conclusion à la fin de notre étude sur cette série d'articles.

certainement cédé avec le temps devant ces revendications limitées. Mais la révolution avait interrompu ses efforts et contrarié ses projets.

La bourgeoisie prussienne se trouvait après le mois de mars 1848 dans la situation inconfortable d'être à la tête d'une révolution qu'elle n'avait pas voulue. Ce dilemme est le sujet du deuxième article de Marx.

III-8-2- La nature de la révolution allemande

Le deuxième article de la série¹²⁹¹ met en évidence les traits caractéristiques de la révolution allemande pour définir ensuite les intérêts de la bourgeoisie prussienne après le début de la révolution :

Après le «*déluge de mars*»¹²⁹², les représentants de l'ancienne opposition libérale de la *Diète réunie* occupaient la plupart des ministères. Ces ministres étaient essentiellement issus des provinces industrialisées, de la Silésie et de la Rhénanie. Dans la mesure où cette influence diminuait au cours de la révolution, ces ministres de l'ancienne opposition libérale étaient de plus en plus écartés en faveur d'autres ministres, issus des régions de la Prusse profonde. Selon la *Nouvelle gazette rhénane*, c'est cela la différence essentielle entre mars et décembre 1848 pour la situation de la bourgeoisie.

Sa position générale n'avait pas changé. Elle avait toujours la tâche ingrate de gérer une révolution qu'elle n'avait pas voulue. En mars 1848, la bourgeoisie était certes au sommet de l'Etat, mais :

*«.. non comme elle l'avait souhaité par une transaction pacifique avec la Couronne, mais par une révolution. Elle ne devait pas représenter ses propres intérêts, mais les intérêts du peuple contre la Couronne, c'est-à-dire contre elle-même, car c'était un mouvement populaire qui lui avait ouvert la voie.»*¹²⁹³

La bourgeoisie prussienne se trouvait donc dans une situation délicate. Elle-même n'avait rien fait pour l'essor de cette révolution, elle avait juste permis au peuple de se battre pour elle. Le peuple,

¹²⁹¹ NGR, n°169 du 15 décembre 1848.

¹²⁹² Ibid.: Marx utilise un jeu de mot intraduisible „Märzsündflut“.

¹²⁹³ Ibid.: „...aber nicht, wie sie es sich gewünscht hatte, durch eine friedliche Transaktion mit der Krone, sondern durch eine Revolution. Nicht ihre eigenen Interessen, sondern die Volksinteressen sollte sie gegen die Krone, d.h. gegen sich selbst vertreten, denn eine Volksbewegung hatte ihr die Wege bereitet.“

auparavant quantité négligeable, s'était transformé cependant en acteur politique et la bourgeoisie lui devait sa position à la tête du gouvernement.

De cette situation résulte le problème fondamental de la légitimité du pouvoir de la bourgeoisie. Selon l'article en question, la bourgeoisie n'était en mars 1848 pas maître de son propre pouvoir, car elle n'avait pas conquis le pouvoir elle-même. Sa légitimité dépendait d'un mouvement révolutionnaire, elle seule n'avait aucune légitimité. Pour cette raison elle n'était que l'administratrice du pouvoir du peuple, elle avait «*le pouvoir d'un comité de sûreté à qui le peuple victorieux a confié la défense de ses propres intérêts.*»¹²⁹⁴

C'était une mission contre nature, car en vérité les intérêts de la bourgeoisie étaient liés au destin de la Couronne. C'est uniquement la Couronne qui pouvait garantir la stabilité et l'ordre, indispensable pour les affaires de la bourgeoisie. Tout en étant satisfaite de sa position au gouvernail de l'Etat, la bourgeoisie n'avait donc aucunement l'intention de remplir sa mission comme gérante du pouvoir du peuple.

Après cette mise au point, Marx explique longuement les caractéristiques de la révolution allemande en comparaison avec les révolutions historiques d'Europe : celle de 1789 en France et celle de 1648 en Angleterre, en affirmant que la révolution allemande de mars 1848 ne ressemble en rien à ces deux modèles. En conséquence, la bourgeoisie allemande n'est pas en mesure de remplir le même rôle que celui que la bourgeoisie anglaise et française avait rempli dans le passé.

La révolution anglaise et la révolution française avaient comme base une alliance de classe sous la direction de la bourgeoisie. En 1648, la bourgeoisie anglaise s'était alliée avec la fraction moderne de la noblesse contre la monarchie, l'aristocratie féodale et l'Eglise. En 1789, la bourgeoisie française s'était alliée avec le peuple contre la monarchie, la noblesse et l'Eglise. Dans les deux cas, c'est la bourgeoisie qui était la force décisive, la classe la plus dynamique. Les deux révolutions étaient non seulement un modèle pour leur époque respective, mais au-delà de cela, un modèle en avance sur leur époque, en avance d'un siècle. Les deux révolutions étaient bien plus que des révolutions nationales, anglaises ou françaises. Elles étaient des révolutions européennes.

¹²⁹⁴ Ibid.: „..... Die Herrschaft eines Sicherheitsausschusses, dem das siegreiche Volk die Wahrung seiner Interessen anvertraut.“

Dans les deux cas finalement, la lutte de la bourgeoisie avait une portée universelle. Cette lutte exprimait aussi les besoins des autres classes, alliées avec elle. Elle était donc l'incarnation d'un nouvel ordre social.

D'autres classes potentiellement antagonistes, comme le prolétariat, n'existaient pas encore ou n'étaient pas encore séparées de la bourgeoisie. Si jamais elles s'étaient opposées à la bourgeoisie, c'était pour se battre pour les intérêts de la bourgeoisie, à leur manière et non à manière bourgeoise. Même la *Terreur* en France n'aurait été autre chose qu'une «*manière plébéienne*» (*eine plebejische Manier*) d'en finir avec les ennemis de la bourgeoisie.

Au niveau des époques, de l'espace et de la portée sociale, les revendications de la bourgeoisie avaient donc un caractère universel. «*Ces révolutions exprimaient encore plus les besoins du monde de l'époque que ceux des parties du monde, dans lequel elles ont eu lieu.*»¹²⁹⁵

«*Rien de tout cela dans la révolution prussienne*»¹²⁹⁶ continue Marx. Il dessine alors une image de la révolution en Prusse comme un écho lointain et déformé de la révolution de février, l'écho d'une révolution européenne dans un pays retardé. Au lieu de donner un modèle en avance sur son temps, la révolution en Prusse était en retard de plus d'un demi-siècle. Tandis qu'à Paris, la monarchie constitutionnelle fut supprimée et le règne de la bourgeoisie installé, la bourgeoisie prussienne courait derrière l'idée de la monarchie constitutionnelle, et était fière de créer un anachronisme. La révolution prussienne fut de surcroît condamnée à être secondaire.

La bourgeoisie allemande en général avait raté le moment d'être avant-gardiste et universelle. Au moment où elle s'opposa enfin à la monarchie, elle fut déjà prise en tenaille, car entre-temps le prolétariat s'opposa à elle. La bourgeoisie est loin d'être la représentante d'une société, elle n'a même pas la vitalité d'une classe - conclut l'article - elle a dégénéré en une sorte de caste.

¹²⁹⁵ Ibid.: „Diese Revolutionen drückten mehr noch die Bedürfnisse der damaligen Welt als der Weltausschnitte aus, in denen sie vorfielen.“

¹²⁹⁶ Ibid.: „In der preußischen Märzrevolution nichts von alledem.“

La fin de l'article est constituée d'une philippique d'un niveau littéraire contre la bourgeoisie prussienne, écrit d'un seul trait, quasiment dans une seule phrase, intégrant tous ses traits caractéristiques contradictoires :

« ... sans foi en elle-même, sans foi dans le peuple, montrant les dents à ceux d'en haut, tremblant devant ceux d'en bas, égoïste envers les deux côtés, consciente de son propre égoïsme, révolutionnaire contre les conservateurs, conservatrice contre les révolutionnaires, se défiant de ses propres devises, des phrases au lieu des idées, intimidée par la tempête mondiale, mais exploitant la tempête mondiale, sans énergie en aucun sens [..], sans initiative, [..], sans vocation historique, un vieillard maudit, qui s'est vu condamné à diriger et à détourner les premiers mouvements de jeunesse d'un peuple robuste dans son propre intérêt sénile, sans yeux, sans oreilles, sans dents, sans rien – c'est ainsi que la bourgeoisie prussienne se trouva après la révolution de mars au gouvernail de l'Etat prussien. »¹²⁹⁷

Cette tirade flamboyante contient le point final d'un changement de cap. Elle ne contient rien de moins qu'une modification du *manifeste communiste* qui voyait encore dans la bourgeoisie prussienne - et dans la bourgeoisie allemande en général - la seule classe capable de mener à terme la révolution contre la monarchie. De cette capacité ne reste plus rien. L'article dans son intégralité met en lumière le fait que non seulement la bourgeoisie allemande n'avait, dès le départ, aucun intérêt à la révolution, mais qu'elle n'avait de toute façon aucun moyen de la faire à cause de son manque de «consistance».

Comparée aux bourgeoisies anglaises et françaises et mise dans le cadre historique d'une évolution européenne, la bourgeoisie prussienne paraît comme une sorte d'avorton qui ne peut faire autrement que de s'accrocher à la monarchie.

En tant que bon «apprenti sorcier», elle avait fait appel au peuple pour faire pression contre la monarchie, parce qu'elle-même n'était pas capable de le faire toute seule. Mais une fois cette pression exercée, elle n'est plus capable non plus de contenir la force du peuple qui la dépasse et contredit ainsi ses propres intérêts. L'énergie qui lui reste se dirige donc contre le peuple.

¹²⁹⁷ Ibid.: „ ... ohne Glauben an sich selbst, ohne Glauben an das Volk; knurrend gegen oben, zitternd gegen unten, egoistisch nach beiden Seiten und sich ihres Egoismus bewußt, revolutionär gegen die Konservativen, konservativ gegen die Revolutionäre, ihren eigenen Stichworten mißtrauend, Phrasen statt Ideen, eingeschüchtert vom Weltsturm, den Weltsturm exploitierend – Energie nach keiner Richtung [..], ohne Initiative [..], ohne weltgeschichtlichen Beruf – ein vermaledeiter Greis, der sich dazu verdammt sah, die ersten Jugendströmungen eines robusten Volks in seinem eigenen altersschwachen Interesse zu leiten und abzuleiten – ohn' Aug! Ohn' Ohr! Ohn' Zahn, ohn' alles – so fand sich die preußische Bourgeoisie nach der Märzrevolution am Ruder des preußischen Staates.“

III-8-3- La révolution comme base juridique du peuple

Le troisième article¹²⁹⁸ a son importance par le fait que Marx y explique en détail le rôle de la révolution comme base de droit. De la question de la reconnaissance ou non de la révolution en tant que base de droit dépend, selon lui, toute légitimité politique. La révolution ne peut pas se contenter de changer les gouvernements. Elle a son sens seulement dans la rupture avec la légitimité d'avant.

La maxime de la révolution comme base de droit est également la base de l'interprétation de la théorie «d'entente» par la *Nouvelle gazette rhénane*. C'est aussi la perspective dans laquelle Marx analyse les mois entre les gouvernements Camphausen et Hansemann, la période qui suit l'état de grâce après la révolution et qui voit surgir les premières confrontations entre la bourgeoisie et le peuple.

La révolution de mars n'avait pas mené au triomphe de la souveraineté du peuple ; elle avait seulement contraint la Couronne à s'entendre avec la bourgeoisie. Ce «marché» concluait que la Couronne sacrifie la noblesse et que la bourgeoisie sacrifie le peuple. Ainsi les deux puissances dépendaient l'une de l'autre et se servaient mutuellement de paratonnerre contre la révolution. «L'entente» est donc un projet tout à fait réel avec cette base commune pour la bourgeoisie et pour la monarchie de se «protéger» contre la révolution.

Tandis que la bourgeoisie, maintenant à la tête du gouvernement, pensait être réellement au pouvoir, la Couronne faisait contre mauvaise fortune bon cœur et attendait tranquillement que la situation change en sa faveur pour reprendre les rênes. Marx décrit avec délectation les efforts de la bourgeoisie pour faire sa place auprès de la monarchie, et en fait se faire duper par les compliments de la Couronne, tout en restant aveugle devant son impuissance réelle. La bourgeoisie pensait être réellement au pouvoir, mais elle n'était effectivement qu'un jouet dans les mains de la monarchie.

¹²⁹⁸ NGR, n°170 du 16 décembre 1848.

Les seuls efforts que fit la bourgeoisie à cette époque, furent - selon Marx - les interventions de la Garde civile à l'encontre du prolétariat non armé, interventions évidemment applaudies par la Couronne. D'où la crédulité de la bourgeoisie que l'ancienne armée, l'ancienne bureaucratie et même la noblesse seraient à sa botte. Aux yeux de la bourgeoisie la Couronne fut donc conquise. Il ne lui restait qu'à rétablir «l'ordre et le calme» et à retirer les acquis de la révolution au peuple - comme le droit de s'associer et la liberté de la presse - des droits dont le peuple abuse de toute façon.

«Il n'y avait de toute évidence, elle en fut convaincu, qu'un seul obstacle contre l'entente de la bourgeoisie avec la Couronne, du marché de la bourgeoisie avec l'ancien Etat résigné à son destin : 'le peuple – puer et robustus sed malitiosus' [ce garçon robuste et malin], comme Hobbes l'exprime. Le peuple et la révolution.»¹²⁹⁹

Pour le peuple en revanche, la révolution est la seule garantie, son titre de droit pour justifier ses revendications.

«La révolution – cela voulait dire dans la bouche du peuple : vous êtes le Comité du salut public¹³⁰⁰ à qui nous avons donné en main le pouvoir, non afin que vous vous entendiez avec la Couronne sur vos intérêts, mais afin que vous imposiez nos intérêts, les intérêts du peuple contre la Couronne.»¹³⁰¹

La bourgeoisie se dressait selon cette analyse, nécessairement contre le peuple car elle avait un besoin vital d'agir comme si la révolution n'avait pas eu lieu afin de pouvoir prétendre à une continuité de droit entre l'ancien Etat d'avant mars 1848 et le nouvel Etat d'après mars 1848 et justement ignorer la nouvelle base de droit. Imposer une vision de continuité de droit avant et après la révolution était essentielle pour son alliance avec la Couronne.

¹²⁹⁹ Ibid.: „Der Vereinbarung der Bourgeoisie mit der Krone, davon war sie überzeugt, dem Markten der Bourgeoisie mit dem alten, in sein Schicksal ergebenen Staate, stand offenbar nur noch ein einziges Hindernis im Wege; das Volk –, puer robustus sed malitiosus', wie Hobbes sagt. Das Volk und die Revolution.“

¹³⁰⁰ Ibid. : comité du salut public – dans l'original, le mot est en français et ensuite répété en allemand.

¹³⁰¹ Ibid.: „Die Revolution – das bedeutete im Munde des Volkes: Ihr Bourgeois; ihr seid das Comité du salut public, der Wohlfahrtausschuss, dem wir die Herrschaft in die Hand gegeben, nicht damit ihr euch über eure Interessen mit der Krone vereinbart, sondern damit ihr gegen die Krone unsere Interessen, die Interessen des Volkes durchsetzt. Die Revolution war der Protest des Volkes gegen die Vereinbarung der Bourgeoisie mit der Krone.“

Si la bourgeoisie se basait sur l'ancien droit et reniait ainsi la révolution, *a fortiori* elle ne reconnaissait pas non plus le «contrat social» avec le peuple. Pour elle, les revendications du peuple sont illégitimes car elles mettent en cause son propre pouvoir (ou ce qu'elle croit être son pouvoir).

La seule différence entre Camphausen et Hansemann, poursuit ensuite l'article, consiste dans la manière avec laquelle la révolution était reniée. Camphausen, qui était encore conscient de sa position inconfortable entre la monarchie et le peuple, le fit d'une manière passive. Camphausen avait le malheur d'être le premier chef de gouvernement après la révolution, la seule raison pour laquelle il avait dû partir. Hansemann en revanche se lançait sans gêne dans l'oppression active du peuple. Son seul «mystère» était d'être le deuxième chef de gouvernement après la révolution.

Arrivé à cette conclusion, Marx polémique vivement contre la presse libérale, qui vend, selon lui les illusions de la bourgeoisie, comme réalité. Il attaque notamment la *Gazette de Cologne*, un journal qu'il considère de plus en plus comme le représentant le plus efficace de la bourgeoisie. C'est à elle que Marx reproche essentiellement d'avoir entrepris un travail de mystification pour travestir la véritable signification de la «base de droit», à savoir que la révolution ne fut pas reconnue comme la base de l'organisation de l'Etat mais seulement considérée comme une sorte d'impulsion afin d'accélérer le projet libéral, déjà entamé avant la révolution. Ce travail de mystification semble être pour Marx encore plus dangereux que la propagande de la *Nouvelle gazette de Prusse*, souvent ridiculisé par Marx comme «trop» ouverte et transparente.

III-8-4- La mise «hors-jeu» de la bourgeoisie

Le dernier article¹³⁰² est consacré à la politique du gouvernement Auerswald/Hansemann qui coïncide avec un premier rétablissement des forces de la monarchie. Il analyse la manière par laquelle la bourgeoisie fut éclipsée par la couronne.

¹³⁰² NGR, n°183 du 31 décembre 1848.

A l'été 1848, l'arrière-plan des événements n'était plus la révolution de février, mais la répression de *l'insurrection de juin à Paris*, un événement qui inspirait à la bourgeoisie une nouvelle confiance. La devise de Hansemann «*Messieurs ! En question d'argent toute bonhomie cesse*»¹³⁰³, est aussi le leitmotiv de l'article. Ce leitmotiv est répété six fois, chaque fois comme le point final d'une analyse.

L'article explique clairement que derrière l'objectif affiché de Hansemann «*le rétablissement de la confiance détruite*», se cache tout simplement le premier objectif de la bourgeoisie, faire des affaires. Selon la terminologie de la *Nouvelle gazette rhénane*, il s'agit de «*la confiance bourgeoise, la confiance dans le commerce, dans les intérêts produits par le capital, dans la solvabilité des correspondants ; il s'agit de la confiance commerciale, non de foi, d'amour et d'espérance, mais de crédit.*»¹³⁰⁴

Tout mouvement du prolétariat en revanche, aussi sage soit-il, serait directement dirigé contre cette sorte de confiance. Ce crédit dépend donc des conditions d'exploitation du prolétariat qui ne doivent pas être entravées par une activité politique quelconque des ouvriers.

Du fait de l'enchevêtrement des intérêts de la bourgeoisie et de ceux de la monarchie, l'article conclut que «*la monarchie était devenu en Prusse 'une question d'argent'* »¹³⁰⁵ Les seules mesures du gouvernement, qui d'ailleurs ont été efficaces, étaient celles de type financier, mais qui attiraient par malchance les foudres du parti féodal. Le programme de Hansemann fut finalement un programme sincère, commente Marx, un programme qui disait ouvertement ce qu'il voulait.

Mais pendant toute cette époque, explique l'article, la bourgeoisie allemande se prend pour la bourgeoisie française. Or, la bourgeoisie prussienne n'avait pas renversé de trône et n'avait pas supprimé une société féodale et encore moins construit une autre société. Pendant toutes ses activités contre le peuple, la bourgeoisie avait fait en vérité les besognes de la monarchie et s'était

¹³⁰³ Ibid.: „*Meine Herren! In Geldfragen hört die Gemütlichkeit auf!*“

¹³⁰⁴ Ibid.: „*...um das bürgerliche Vertrauen, das Vertrauen in den Handel und Wandel, in die Verzinsung des Kapitals, in die Zahlungsfähigkeit der Geschäftsfreunde, um das kommerzielle Vertrauen; nicht um Glaube, Liebe, Hoffnung, sondern um den Kredit.*“

¹³⁰⁵ Ibid.: „*Die Monarchie war in Preußen zu einer 'Geldfrage' geworden.*“

affaiblie elle-même. Mais Hansemann insista : «*Messieurs ! En question d'argent toute bonhomie cesse !*»

Le gouvernement avait même réussi, juge la *Nouvelle gazette rhénane* à s'aliéner la classe des paysans par le «*projet de loi von Patow*». Par le fait de retarder à outrance ou de ne pas engager du tout l'abolition des charges féodales, la bourgeoisie s'était isolée définitivement. Une nouvelle fois, la comparaison avec la bourgeoisie française s'impose pour la *Nouvelle gazette rhénane* pour démontrer de nouveau l'impuissance de la bourgeoisie prussienne. La bourgeoisie française avait commencé avec la libération des paysans, tout ce que la bourgeoisie prussienne avait réussi c'était de transformer leur allié le plus naturel en un «*outil de la contre - révolution féodale*». Mais Hansemann n'en doutait pas : «*Messieurs ! En question d'argent toute bonhomie cesse !*»

La critique de la politique de Hansemann, amène directement à la critique du parlement de Berlin qui - en soutenant la politique de Hansemann - est considéré comme aussi lamentable que Hansemann lui-même. Par le fait d'avoir laissé les mains libres à la camarilla et à l'armée, l'assemblée avait perdu toute marge de manœuvre. Après les événements de Schweidnitz, leur seul moyen de pression fut d'appeler à l'honneur des officiers. Quant à Hansemann, il avait préféré démissionner au lieu de mettre en œuvre les décisions du parlement d'aligner l'armée sur le nouvel Etat.

Hansemann, explique l'article, a été dupé par la Couronne. On lui fit croire qu'il était soutenu par la monarchie, on l'a laissé se précipiter dans le piège en attendant qu'il se perde.

Le contexte de l'offensive sur Vienne nécessita d'ailleurs un général comme chef de gouvernement, mais on se trompa avec Pfuel, c'est Brandenburg qui devrait finir le travail et chasser l'assemblée, et cela dans l'indifférence du peuple. La constitution octroyée ne fut que le comble du camouflet et de l'humiliation. L'article arrive à sa conclusion, qui représente en fait la conclusion des quatre articles :

« L'histoire de la bourgeoisie prussienne de mars à décembre, comme en général l'histoire de la bourgeoisie allemande, prouve qu'en Allemagne une révolution purement bourgeoise et l'instauration de la domination bourgeoise sous la forme de la monarchie constitutionnelle,

est impossible ; seules sont possibles la contre-révolution féodale absolutiste ou la révolution républicaine et sociale.»¹³⁰⁶

Cette conclusion amène le groupe Marx à revoir sa politique et, comme nous le verrons ci-dessous, à se détourner définitivement des fractions parlementaires des démocrates.

III-8-5- Analyse et conclusion

Cette série d'articles représente un changement de cap de la *Nouvelle gazette rhénane* quant au rôle que joue la bourgeoisie allemande dans la révolution de 1848. Un autre axe de ces articles est la conception de la révolution comme base juridique, qui exprime ici clairement un axe essentiel de la politique du journal. Mais en fait, cet axe est déjà présent depuis la crise de septembre.

III-8-5-a- Modification de l'analyse du rôle de la bourgeoisie pendant la révolution de 1848

Dans son dernier numéro, la fameuse édition rouge¹³⁰⁷, le journal contredit furieusement ses adversaires qui avaient apparemment prétendu qu'il y avait eu un changement de ligne de la *Nouvelle gazette rhénane* au cours de son existence. Le journal répond à cela en affirmant avec véhémence la continuité de sa ligne en tous points notamment en ce qui concerne la dénonciation de la politique d'entente, le rôle que devrait jouer les parlements et particulièrement celui des démocrates.

Il est vrai que la *Nouvelle gazette rhénane* avait dénoncé énergiquement, dès le départ, la «politique d'entente», mais sa critique n'avait pas les mêmes implications en juin et en décembre

¹³⁰⁶ Ibid.: „Die Geschichte der preußischen Bürgertums, wie überhaupt des deutschen Bürgertums von März bis Dezember, beweist, daß in Deutschland eine rein bürgerliche Revolution und die Gründung der Bourgeoischerrschaft unter der Form der konstitutionellen Monarchie unmöglich, daß nur die feudale absolutistische Konterrevolution möglich ist oder die sozial-republikanische Revolution.“

¹³⁰⁷ NGR, n°301 du 19 mai 1849.

1848. Au départ sa critique était une critique du gouvernement Camphausen et de sa doctrine ; elle a ensuite critiqué les parlements dans la mesure où ceux-ci ont suivi cette politique et se sont ralliés à sa ligne. Il ne s'agit à ce moment pas encore d'une mise en cause des parlements en tant que tels, ni d'une attaque contre la bourgeoisie dans son ensemble.

A de multiples reprises, *La Nouvelle gazette rhénane* dénonce dans la politique du gouvernement prussien le risque d'une perte de terrain de la bourgeoisie et les germes d'un affaiblissement fatal, mais elle le fait dans l'espoir que la bourgeoisie soit encore capable de corriger ses erreurs. Pendant la crise de Malmö notamment, elle pense encore qu'une grande offensive de la monarchie pousserait la bourgeoisie dans ses retranchements et qu'elle ne pourrait faire autrement que contre-attaquer, ne serait-ce que pour garantir sa propre survie. En quelque sorte, elle souhaite même cette grande confrontation qui obligerait la bourgeoisie à faire appel de nouveau au peuple. Un peuple en revanche plus politisé et plus déterminé qu'en mars 1848, un peuple qui prendrait plus facilement le dessus en fin de compte. Cette position est encore celle exprimée dans le *manifeste communiste* et encore beaucoup plus explicitement dans un article de 1847 d'Engels dans la *Gazette allemande de Bruxelles* qui retrace l'année 1847.

Dans «*La bourgeoisie et la contre-révolution*» il n'est plus question de cela. La bourgeoisie ne serait même plus capable d'un soutien limité et occasionnel à la révolution. Etant donné qu'elle n'a pas les forces pour imposer ses règles du jeu, elle s'accroche au plus fort - la monarchie - prête à agir dans le sens de la monarchie contre le peuple, dans l'espoir de recevoir en retour un cadre étatique approprié pour pouvoir développer ses affaires. La désignation de la bourgeoisie comme «*caste*» est dans ce contexte assez éloquente. Cette classe, ou «*caste*», est dans la description de Marx, à cause de son retard historique, trop immature et trop sénile en même temps. Selon son analyse, le comportement de la bourgeoisie pendant la révolution a quelque chose de suicidaire, tandis qu'elle-même est convaincue d'avoir tous les pouvoirs de décision.

L'analyse de Marx de la bourgeoisie prussienne et allemande décrit ici un cercle. Déjà en 1843, Marx avait fortement mis en cause les capacités de la bourgeoisie allemande à façonner la société.

Déjà à l'époque, il l'avait trouvé insignifiante par rapport à la bourgeoisie française de 1789, et souligné un retard fatal. Marx avait vécu de tout près un exemple de la pusillanimité de la bourgeoisie allemande, lorsque la grande bourgeoisie rhénane avait rechigné à défendre son propre produit, la *Gazette rhénane*. La terminologie de l'époque n'est pas encore celle de 1848, mais le contenu est déjà le même :

« (...) Même la conscience morale de la classe moyenne allemande est basée sur la conscience d'être la représentante de la médiocrité philistine de toutes les autres classes. Ce sont, pour cette raison, non seulement les rois allemands qui arrivent mal à propos au trône, c'est aussi chaque sphère de la société bourgeoise, qui vit sa défaite avant d'avoir fêté sa victoire, qui développe ses propres barrières avant d'avoir franchi la barrière s'opposant à elle, qui fait valoir son être borné avant d'avoir faire valoir son être généreux, ainsi même l'occasion de jouer un grand rôle est déjà passé avant qu'elle s'est présentée, ainsi chaque classe, dès qu'elle commence la lutte avec la classe au-dessus d'elle, est mêlée dans la lutte avec la classe en-dessous d'elle. »¹³⁰⁸

En 1847, lorsque la *Diète* refuse les crédits à la Couronne, Marx et Engels pensent que la bourgeoisie avait gagné en vigueur et qu'elle est peut-être en train de s'affranchir. L'éclatement de la révolution semble confirmer cet espoir, d'où l'orientation de la *Nouvelle gazette rhénane* vers le mouvement démocrate pour influencer la partie la plus décidée et la plus active de la bourgeoisie, d'où aussi un journal qui reprend clairement les critères de l'espace public bourgeois de culture et d'instruction, à l'époque indispensable pour un grand journal.

Il fallut certaines expériences au cours de la révolution, à commencer par la politique répressive contre les associations, la presse et la Garde civile, la politique répressive en Italie, à Prague et en Posnanie, la prise de l'arsenal de Berlin, mais plus encore la crise de septembre et la répression de l'insurrection de Vienne et finalement la crise de novembre pour déclencher et alimenter un processus de réflexion sur le «véritable» rôle de la bourgeoisie. En décembre 1848, Marx (Engels est toujours en Suisse) revient à sa position de 1843, mais dans le contexte du vécu de la révolution de

¹³⁰⁸ Karl Marx: *Zur Kritik der Hegelschen Rechtsphilosophie: Einleitung*, MEW1, pp.378-391: p.389:

„Sogar das moralische Selbstgefühl der deutschen Mittelklasse beruht nur auf dem Bewusstsein, die allgemeine Repräsentantin von der philisterhaften Mittelmäßigkeit aller übrigen Klassen zu sein. Es sind daher nicht nur die deutschen Könige, die mal-à-propos auf den Thron gelangen, es ist jede Sphäre der bürgerlichen Gesellschaft, die ihre Niederlage erlebt, bevor sie ihren Sieg gefeiert, ihre eigene Schranke entwickelt, bevor sie die ihr gegenüberstehende Schranke überwunden, ihr engherziges Wesen geltend macht, bevor sie ihr großmütiges Wesen geltend machen konnte, so daß selbst die Gelegenheit einer großen Rolle immer vorüber ist, bevor sie vorhanden war, so daß jede Klasse, sobald sie den Kampf mit der über ihr stehenden Klasse beginnt, in den Kampf mit der unter ihr stehenden verwickelt ist.“

1848. Il tire la conclusion finale qu'en Allemagne de l'année 1848, la bourgeoisie est inévitablement liée à la contre-révolution.

L'article se termine par cette conclusion. Il ne traite pas la question de savoir quelle autre classe pourrait se développer en une force révolutionnaire. En décembre 1848, ce n'est pas une question abstraite comme à l'été 1843. La ligne de la *Nouvelle gazette rhénane* en dépend et la révolution n'est pas encore arrivée à son terme.

En 1843, Marx était arrivé à la conclusion que seul le prolétariat était la classe, capable d'imposer une libération universelle. Il avait également prédit que l'Allemagne aurait besoin d'un mouvement révolutionnaire en France. La révolution en Allemagne serait annoncée par «*le cri du coq gaulois*»¹³⁰⁹. En 1848, une nouvelle fois Marx attend que le changement de cap décisif vienne de France.

III-8-5-b- La révolution comme base de légitimité

Dans les articles «*La bourgeoisie et la contre-révolution*», Marx voit dans la révolution un devoir de rupture définitive avec l'ancien régime. La bourgeoisie n'avait pas fait cette révolution ; elle n'a donc pas le droit de décision. Elle a seulement reçu un mandat, de la même manière qu'un avocat ou un notaire reçoit une mission en tutelle. La mission est de faire aboutir la révolution dans l'intérêt du peuple et d'installer un régime post-révolutionnaire.

Toute institution mise en place après la révolution est étudiée dans cette perspective. C'est une nouvelle légitimité qui tranche avec la légitimité de l'ancien régime. Toute action politique doit mener vers une souveraineté grandissante du peuple, qui est en droit de réclamer une «bonne gestion» (dans l'intérêt du peuple), parce que c'était lui qui a fait la révolution. Or les intérêts du peuple sont forcément opposés à ceux de la monarchie. Le critère de jugement de chaque institution

¹³⁰⁹ Ibid.: *Wenn alle Bedingungen erfüllt sind, wird der deutsche Auferstehungstag verkündet werden durch das Schmettern des gallischen Hahns. (Quand toutes les conditions seront remplies, le jour de la résurrection allemande sera annoncé par le cri du coq gaulois.)*

(gouvernement/ parlement/parti) est alors de savoir avec quelle détermination cette institution se dresse ou non contre la monarchie.

La bourgeoisie, qui avait reçu un mandat du peuple ne le remplit pas, mais poursuit ses propres intérêts. Ces intérêts la mène inévitablement vers une politique de connivence avec la Couronne, contre le peuple. La bourgeoisie se trouve à ce moment dans la situation anachronique de mener une politique contre ceux qui l'avaient hissée à la tête de l'Etat. La «trahison de la bourgeoisie» est en fait une rupture de mandat. Les gouvernements, issus de la révolution, mais agissant contre la révolution, perdent par conséquent toute légitimité. De la même façon que les gouvernements, les parlements perdent aussi toute légitimité en entérinant les projets de loi et les décisions de ces gouvernements. A partir de ce moment, les représentants du peuple ne représentent plus personne, sauf eux-mêmes.

Ainsi s'expliquent les accusations de haute trahison, lancées à de multiples reprises par la *Nouvelle gazette rhénane* à partir de l'été 1848 à l'encontre de hauts dignitaires, car ceux-ci avaient selon le point de vue du journal abusé de leur mandat et rompu avec la légitimité de la révolution. La théorie de la «politique d'entente» qui n'accepte pas la révolution dans sa fonction de rupture avec l'ancien Etat et renoue avec le droit de l'ancien régime comme si la révolution n'avait pas eu lieu, est vouée à détruire la révolution. Elle est donc dénoncée comme «trahison».

Pour la *Nouvelle gazette rhénane* cette théorie n'est pas uniquement une théorie, mais l'expression d'un rapport de force et donc les accusations de Haute trahison ne sont pas purement polémiques. Les accusations de Haute trahison exigent une action politique concrète à l'encontre de ceux qui sont coupables de ces faits. Quelqu'un doit exécuter cette action politique.

Nous revenons alors au même point. Même la partie la plus décidée, la plus radicale, la plus active de la bourgeoisie, en pleine contradiction avec la grande bourgeoisie - les démocrates - se révèlent de moins en moins capables de mener cette action.

Pour l'instant, en décembre 1848, la *Nouvelle gazette rhénane* ne donne pas d'explications plus précises. En revanche, nous allons voir par la suite comment à partir de cette période, prélude d'une époque chargée en procès politiques et procès contre la presse indépendante, l'idée de la révolution comme base juridique s'exprime concrètement dans la conception de la presse de la *Nouvelle gazette rhénane*.

Comme déjà mentionné, «*La bourgeoisie et la contre-révolution*» représente la première étude globale de la révolution allemande de 1848 dans la *Nouvelle gazette rhénane*. La révolution n'est pas encore arrivée à sa fin définitive, mais la dissolution du parlement de Berlin est évidemment un symbole très fort. La fin de la révolution est déjà programmée. Marx et Engels ont toujours considéré ce qui suit (*La campagne pour la constitution du Reich* et la troisième insurrection en Bade) comme des combats d'arrière-garde. L'histoire du parlement de Berlin en revanche, de ses débuts jusqu'à sa fin, représente à leurs yeux en quelque sorte le destin de la révolution en tant que tel.

Quelque temps après la fin définitive de la révolution suivra une autre série d'articles sur la révolution allemande, cette fois-ci écrits par Engels - «*Révolution et contre-révolution en Allemagne*» - et publiés dans la *New York Tribune*. Mais cette étude n'apporte pas de nouvelle analyse. Elle se base pour toutes ses conclusions sur les articles de la *Nouvelle gazette rhénane*. De plus, elle s'adresse à un public non européen, et cela dans un journal qui est certes un «journal ami», mais qui n'a pas la conception de la *Nouvelle gazette rhénane* et Engels doit forcément s'adapter à ses exigences.

III-9- Le journalisme en permanence - la conception de presse de la Nouvelle gazette rhénane au début de l'année 1849

Après le coup d'Etat de Berlin, la vie politique se rétrécit en Allemagne et se replie de plus en plus sur les Etats particuliers, voire les provinces, presque comme à l'époque du *Vormärz*. A Berlin, l'espace public disparaît quasiment. Les associations sont interdites, tout comme la presse

démocratique¹³¹⁰. Les grands journaux commerciaux de la ville, qui auparavant avaient montré une certaine sympathie pour le libéralisme ou même le mouvement démocrate, comme la *Gazette de Voss* (*Vossische Zeitung*) ou la *Gazette nationale* (*Nationalzeitung*), rentrent dans le rang sous la menace de l'interdiction et exercent une autocensure¹³¹¹. Sous la protection de cette «sélection» autoritaire, une presse monarchiste agressive fleurit, avant tout la *Nouvelle gazette de Prusse* qui est plus que jamais considérée par la *Nouvelle gazette rhénane* comme «l'organe officieux» de la camarilla¹³¹².

Il règne un calme trompeur en Prusse, où les partis et associations politiques préparent les élections pour une nouvelle Assemblée nationale sur la base de la constitution octroyée. Ce calme est trompeur, car les autorités commencent à régler leurs comptes avec tous ceux qui avaient joué un rôle pendant la campagne pour le boycott des impôts ; les députés démocrates qui avaient forcé le vote pour le refus des impôts à l'assemblée de Berlin, les avocats, juges, professeurs et étudiants qui s'étaient engagés au côté des démocrates et surtout la presse démocrate qui avait joué un rôle essentiel dans les dernières campagnes politiques¹³¹³.

En Rhénanie, cette campagne est certes présente, mais elle ne joue pas encore sur le même registre que dans la capitale. Les autorités tâtonnent encore et craignent de toute évidence de nouvelles flambées de colère populaire. La *Nouvelle gazette rhénane* est néanmoins menacée par plusieurs procès (entre décembre 1848 et février 1849)¹³¹⁴, sans parler des multiples convocations devant la justice et des enquêtes judiciaires à partir de juillet 1848.

¹³¹⁰ Voir Veit Valentin, op.cit. p.275. Même au début de l'année 1849, la presse démocrate reste interdite, la presse libérale et conservatrice peut en revanche paraître.

¹³¹¹ Voir Rüdiger Hachtmann, op. cit. p.756, ou Jörg Requate: *Journalismus als Beruf*, op. cit. p.249, ou Kurt Koszyk : *Deutsche Presse im 19. Jahrhundert*, op. cit.p.125.

¹³¹² NGR, n°249 du 18 mars, deuxième édition: *Die „Neue Preußische Zeitung“ über den 18. März*, (également in MEW6 p.363). Dans ce petit article, par exemple, le journal qualifie la *Nouvelle gazette de Prusse* comme « l'organe de Frédéric Guillaume IV. (. . das Organ Friedrich Wilhelm des Vierten).

¹³¹³ *La Nouvelle gazette rhénane* dénonce dans son numéro 177 du 24 décembre (article: *die preußische Konterrevolution und der preußische Richterstand*) la connivence des tribunaux avec le gouvernement qui voulait empêcher la réintégration des députés Waldeck, Esser, Gierke, Kirchmann et Temme dans leur poste de juge.

Voir également Rüdiger Hachtmann, op. cit.pp. 804-819, chapitre: *Die Einführung des Drei-Klassen-Wahlrechts und die Zurücknahme weiterer Freiheiten.*

¹³¹⁴ Voir: NGR, n° 37 du 7 juillet 1848: *Gerichtliche Untersuchung gegen die 'Neue Rheinische Zeitung.'*

NGR, n°38 du 8 juillet 1848: *Gerichtliche Untersuchung gegen die 'Neue Rheinische Zeitung.'*

III-9-1- Affichage du rôle de la presse

C'est à cette époque que la *Nouvelle gazette rhénane* affiche d'une manière beaucoup plus ostentatoire qu'avant, ses ambitions et ses idées sur la mission de la presse. Cette mise en avant du rôle de la presse en général, et du rôle de la *Nouvelle gazette rhénane* en particulier, ne tombe certainement pas par hasard à une époque, où les marges de manœuvre des autres acteurs de l'espace public ont été partiellement supprimées ou du moins sérieusement limitées.

A partir de la fin de l'année 1848, le journal part du fait que les parlements se sont désavoués et que le peuple aurait largement reconnu leur inefficacité. Les articles de fin décembre 1848, qui tirent le bilan de l'année, sont pleins de remarques sur la perte d'illusions des révolutions de février et de mars. Dans «*La bourgeoisie et la contre-révolution*», Marx met en évidence l'indifférence du peuple face à la suppression du parlement de Berlin¹³¹⁵.

Dans un autre article, Marx affirme amèrement que la perte d'illusions serait le résultat principal des mouvements révolutionnaires de l'année 1848¹³¹⁶. La rédaction du journal inclut dans ce bilan peu optimiste les partis politiques, surtout leurs fractions parlementaires, y compris les démocrates sans oublier leur aile gauche, qui n'avaient pas su se mettre à la tête d'un mouvement populaire¹³¹⁷.

NGR, n°53 du 23 juillet 1848: *Gerichtliche Untersuchung gegen die 'Neue Rheinische Zeitung* /NGR, n°149 du 22 novembre 1848: *Die Oberprokurator und die 'Neue Rheinische Zeitung'* / NGR, n°153 du 26 novembre 1848: *Drei Staatsprozesse gegen die 'Neue Rheinische Zeitung* / NGR, n°161 du 6 novembre 1848: *Prozesse der 'Neuen Rheinischen Zeitung'* / NGR, n° 174 du 21 décembre 1848: *Ein Presseprozeß gegen die'Neue Rheinische Zeitung.'*

NGR, n°175 du 22 décembre 1848: *Drigalskis Prozeß gegen die 'Neue Rheinische Zeitung* / 'NGR, n°217 du 9 février 1849: *Freisprechung der 'Neuen Rheinischen Zeitung.* '

¹³¹⁵ NGR, n°183 du 31 décembre 1848 (MEW6, pp.113-124, p.123): „...und das Volk blieb gleichgültig im entscheidenden Augenblicke.“

¹³¹⁶ NGR, n°177 du 24 décembre 1848 (également in MEW6, p.138-144, p.138): *Die preußische Konterrevolution und der preußische Richterstand: „Die Hauptfrucht der revolutionären Bewegung von 1848 ist nicht das, was die Völker gewonnen, sondern das, was sie verloren haben – der Verlust ihrer Illusionen.“*

¹³¹⁷ Voir par exemple Rüdiger Hachtmann, op.cit. p.776 Hachtmann indique un article de la *Gazette d'Augsbourg* du 16 novembre 1848 qui rapporte que «*les dirigeants bourgeois des démocrates se seraient isolés de leur base sociale* « lorsqu'ils ont prôné d'éviter toute résistance ouverte. Une vengeance juste et lourde pèse sur ces messieurs. Le 'peuple', leur peuple, au nom duquel ils voulaient donner des lois au monde, les insulte maintenant. » (..)« On leur jette des injures au visage, on les ridiculise, on les bafoue comme des lâches.»

(*die bürgerlichen* « Führer der Demokraten » hätten sich von ihrer sozialen Basis isoliert, als sie « darauf hinwir[k]ten, jeden offenen Widerstand zu verhindern. Die Herren trifft eine schwere und gerechte Rache. Das ‚Volk‘, ihr Volk, in dessen Namen sie der Welt Gesetze geben wollten, beschimpft sie jetzt.“ (..)“ man wirft ihnen Schimpfwörter ins Gesicht, verlacht, verhöhnt sie als feige.“

Le journal avait certes mis en garde depuis longtemps contre les illusions démocrates quant aux victoires uniquement parlementaires, pendant que le mouvement perdait du terrain partout ailleurs¹³¹⁸. Ce qui est nouveau à cette époque, est le fait que pour la rédaction du journal, une ligne de clivage traverse maintenant le camp démocrate. Dorénavant il est de plus en plus question des «démocrates rouges» et des démocrates «pâles»¹³¹⁹. Concrètement (par exemple pendant les élections de février 1849), cette ligne de clivage sépare ceux qui refusent de ceux qui acceptent la constitution octroyée. Le refus de la constitution octroyée comme ligne de partage est choisi d'une manière très pragmatique. Il est loin d'exclure d'autres divergences importantes, mais semble être la base minimale pour des actions communes. Ce sont les articles et la politique du groupe Marx à Cologne au printemps 1849 qui mettront en évidence cette nouvelle devise politique.

Visiblement, le journal mise sur une recomposition du mouvement démocrate et il espère en gagner une partie significative au moins au refus de la constitution octroyée, sinon à une ligne sans illusions contre les attaques de la camarilla. Dans cette conquête, il s'appuie sur le rôle de la presse afin de peser sur cette recomposition. La liberté de la presse, bien que réduite et menacée, reste un des rares acquis de mars encore existant. Pour la *Nouvelle gazette rhénane*, la presse indépendante jouit alors d'une légitimité encore plus importante qu'au début de la révolution. Elle est bien décidée à exploiter cette légitimité et son rayonnement face à la perte de légitimité des autres acteurs de l'espace public.

Cette affirmation de l'image de soi de la *Nouvelle gazette rhénane* joue à deux niveaux. Le journal met directement en avant le rôle de la presse révolutionnaire pendant les procès qui le menacent. Il souligne ensuite de plus en plus l'imminence d'un renouveau de la révolution européenne et précise son identité européenne.

¹³¹⁸ Cette opinion a été exprimée notamment dans NGR, n°35 du 5 juillet 1848 (également in MEW5, pp.166-168), l'article qui a été déjà cité auparavant. Il traite des arrestations de Gottschalk et Anneke à Cologne ; ce même article est justement à la base des poursuites judiciaires.

¹³¹⁹ Voir par exemple les prises de position de Röser, un proche de Marx dans *l'association ouvrière de Cologne : protocole de la séance du comité de l'association ouvrière de Cologne du 29 janvier 1849*, in : *Der Bund der Kommunisten. Dokumente und Materialien I, 1836-1849*, Dietz Verlag Berlin, 1970, pp.902-904.

III-9-2- L'époque des procès

Après la campagne pour le boycott des impôts, deux procès sont en préparation. Un procès se dirige directement contre la *Nouvelle gazette rhénane*, concrètement contre le rédacteur en chef Marx, son suppléant Engels et le gérant Hermann Korff - toujours à cause du même article du 5 juillet¹³²⁰, écrit à l'occasion de l'arrestation de Gottschalk et Anneke. Le journal est accusé d'avoir injurié un gendarme et le procureur supérieur Zweiffel.

Le deuxième procès concerne les membres du *comité régional des démocrates* qui sont accusés d'avoir incité à la rébellion et à la résistance armée par leur appel au refus des impôts. Il se déroule au lendemain du premier et se termine - comme le premier - par un acquittement. Suite à des demandes des lecteurs n'habitant pas Cologne¹³²¹, le journal publie également les séances de ce procès dans une série d'articles¹³²². Les articles sur les deux procès sont ensuite publiés dans une brochure sous le titre : *Deux procès politiques, jugés devant les assises de Cologne de février: I. le premier procès de presse de la «Nouvelle gazette rhénane», II. Le procès contre le «comité régional des démocrates.»*

Contrairement à juin 1848, au moment de la fondation de la *Nouvelle gazette rhénane* quand la conception et le programme furent d'une importance secondaire, essentiellement tactique pour faire accepter le journal par le mouvement démocrate, la publicité des joutes judiciaires de février 1849 est d'une importance vitale. Le public auquel s'adresse le journal, et particulièrement celui de la Rhénanie, est considéré comme beaucoup plus politisé et mature qu'au début de la révolution et apte à porter les points de vue du journal.

¹³²⁰ NGR, n°35 du 5 juillet 1848: *Verhaftungen*.

¹³²¹ NGR, n°232 du 18 février 1849.

¹³²² NGR, n°226 du 19 février 1848.

III-9-3- La conception de la presse de la *Nouvelle gazette rhénane* en 1849 et son premier procès

Le procès que la *Nouvelle gazette rhénane* appellera «*le premier procès de presse contre la Nouvelle gazette rhénane*» se déroule le 7 février 1849¹³²³. Ce procès donne une occasion unique au journal d'utiliser sa défense comme tribune et de profiter ainsi de l'attention que le procès suscite parmi la population de Cologne, comme dans le reste de la presse. A l'occasion de ce procès, il ne s'agit plus seulement du public habituel du journal, mais d'un public encore plus large, car la *Nouvelle gazette rhénane* profite du fait que nombre d'autres journaux rapportent le procès dans leurs colonnes.

Or, la *Nouvelle gazette rhénane* est réellement menacée¹³²⁴ et l'issue du procès est décisive pour sa survie. Il s'agit en effet d'un enjeu double, défendre l'existence du journal et en même temps mettre en avant ses analyses. Marx joue en quelque sorte son va-tout. Il a pris en charge sa propre défense en tant que rédacteur en chef¹³²⁵ ce qui veut dire qu'il ne s'agit pas uniquement d'une défense.

La tactique de Marx consiste à jouer dans un premier temps entièrement sur ses compétences en droit rhénan et à convaincre les jurés par une argumentation purement juridique. Dans un deuxième temps, il met en perspective le droit avec les évolutions de la société et glisse dans sa démonstration ses analyses politiques et sa conception de la presse. Le procès est pour Marx bel et bien une attaque contre la liberté de la presse, Marx répond en affirmant le pouvoir de la presse. Cette démarche est risquée.

¹³²³ D'abord fixée au 20 décembre¹³²³, la date a été repoussée une première fois.

Depuis juillet 1848, la *Nouvelle gazette rhénane* avait subi une série ininterrompue d'interventions des autorités : les locaux de la rédaction ont été perquisitionnés, Marx et le gérant Hermann Korff ont été convoqués devant le juge d'instruction. Le 14 novembre, Marx doit paraître une autre fois devant le juge d'instruction, sans qu'il puisse être inculqué. Le 21 novembre se répète la même chose avec les membres dirigeants du *comité régional des démocrates* : Karl Marx, Karl Schapper et Karl Schneider II. Après la campagne pour le boycott des impôts, les autorités se sentent suffisamment fortes pour intervenir d'une façon décisive contre le journal.

¹³²⁵ Bien que les accusés disposent d'un défenseur officiel (Schneider II), ils tiennent à se défendre eux-mêmes.

Comme souvent par le passé Marx se place du point de vue de ses adversaires¹³²⁶ afin de démontrer l'incohérence des chefs d'accusation. Pendant une longue démonstration, il décortique les paragraphes, cité par le parquet (le §222 pour injures et §367 pour calomnie) afin d'invalider l'accusation. En ce qui concerne le § 222, il démontre que l'accusation s'est servie d'une mauvaise interprétation de ce paragraphe, due à une mauvaise traduction. Cette traduction avantage le parquet, mais elle n'est pas conforme au texte.

Marx développe ensuite longuement l'idée que le paragraphe contre les calomnies, le §367, n'est pas approprié non plus dans le cas de la *Nouvelle gazette rhénane*. La *Nouvelle gazette rhénane* n'aurait fait que remplir son devoir d'information en révélant des faits. Tous ces faits auraient été confirmés par des témoignages. «*La Nouvelle gazette rhénane, sans aucune intention d'injurier ou de calomnier, avait seulement rempli son devoir de dénonciation quand elle attaqua le Parquet d'ici et les gendarmes*»¹³²⁷. En aucun cas, il ne s'agirait de calomnie.

A partir de ce moment, Marx s'adresse aux jurés non seulement en tant que public, mais aussi en tant que représentants de l'époque après-mars, en tant qu'acteurs de l'époque post-révolutionnaire. Les jurés «profitent» à cette occasion de l'explication de Marx sur la relation entre droit et société. Cette explication représente la transition entre une argumentation purement juridique qui ne dépasse pas l'interprétation des lois existantes, et une argumentation qui décrit le rôle que les lois *devraient* jouer dans une société. Le plaidoyer prend alors une tournure explicitement politique, car Marx essaiera de convaincre les jurés que dans la situation présente, dans une société qui est issue de la révolution, les lois devraient servir à protéger la liberté de la presse contre les attaques du gouvernement.

Marx demande aux jurés de ne pas interpréter une loi qui a été créée à l'époque de Napoléon - à un moment où il n'y avait pas de liberté de la presse - selon la logique de cette époque révolue, mais selon les règles de la société moderne qui, elle, défend la liberté de la presse. Les lois devraient être l'expression d'une société. Etant donné que la société après-mars garantit la liberté d'expression et la

¹³²⁶ Voir par exemple Karl Marx: *Gazette rhénane (Rheinische Zeitung)* n° 125 du 5 mai 1842: *Die Verhandlungen des 6. rheinischen Landtags. Von einem Rheinländer. Erster Artikel. Debatten über Pressefreiheit und Publikation der Landständischen Verhandlungen.*

¹³²⁷ Ibid. : „...daß die „Neue Rheinische Zeitung“, weit entfernt von jeder Absicht der Beleidigung und der Verleumdung, nur ihre Pflicht des Denunzierens erfüllte, als sie das hiesige Parquet und die Gendarmen angriff.“

liberté de la presse, ses lois ne peuvent servir à bâillonner la presse. Cependant l'interprétation du gouvernement du paragraphe 367 revient exactement à cela.

«Si les lois existantes se trouvent en contradiction ouverte avec un niveau de l'évolution sociale, nouvellement acquis, à ce moment, Messieurs les jurés, c'est justement à vous d'arbitrer entre les exigences de la loi morte et les revendications vivantes de la société. C'est alors à vous d'avancer la législation jusqu'à ce que celle-ci soit capable de satisfaire les besoins sociaux. C'est cela l'attribution la plus noble des tribunaux de jurés.»¹³²⁸

En mettant le doigt sur l'incohérence d'une société post-révolutionnaire qui juge selon les lois de l'ancien régime, Marx rompt à sa manière avec la «continuité de droit» prônée par Camphausen en installant sa «politique de l'entente». Si on veut que les lois aient un sens - affirme Marx - il faut faire en sorte qu'elles correspondent à la société. Dans le cas présent, la loi qui correspond à la société concorde avec liberté de la presse. La presse joue un rôle primordial dans la société nouvelle, car l'essence même de la presse, sa vocation véritable serait de surveiller et de contrôler le pouvoir et d'exprimer justement les besoins de la société.

«Elle [la presse] est selon sa vocation le surveillant public, le dénonciateur infatigable des puissants, l'œil omniprésent, la bouche omniprésente de l'esprit du peuple, qui surveille jalousement sa liberté.»¹³²⁹

C'est un rôle puissant que Marx accorde à la presse. Cette conception de presse dépasse de loin l'idée de la presse comme simple «miroir» des soucis du peuple. Elle suppose une interaction entre opinion publique et presse, considérant l'opinion publique comme une sorte de «tribunal»¹³³⁰ qui

¹³²⁸ NGR, n°221 du 14 février 1849 : „.....

„(..) Wenn vorhandene Gesetze in offenen Widerspruch mit einer neuerrungenen Stufe der gesellschaftlichen Entwicklung geraten, dann, meine Herren Geschworenen, dann ist es gerade an Ihnen, zwischen die abgestorbenen Gebote des Gesetzes und der lebendigen Forderungen der Gesellschaft zu treten. Dann ist es an Ihnen, der Gesetzgebung voranzueilen, bis diese es versteht, den gesellschaftlichen Bedürfnissen vorzueilen. Es ist dies das edelste Attribut der Geschwornengerichte.“

¹³²⁹ Ibid.: „Sie [die Presse] ist ihrem Berufe nach der öffentliche Wächter, der unermüdliche Denunziant der Machthaber, das allgegenwärtige Auge, der allgegenwärtige Mund des eifersüchtig seine Freiheit bewachenden Volksgesistes.“

¹³³⁰ Joseph Görres: Rübezahl, 2ème trimestre, p.197, cité selon Franz Schneider: *Pressefreiheit und politische Öffentlichkeit: Studien zur politischen Geschichte Deutschlands bis 1848*, Luchterhand-Verlag, Neuwied am Rhein und Berlin, 1966, p.92.

serait préparé et orienté par les investigations de la presse. La presse aide en l'occurrence le peuple à être souverain.

Marx accuse ensuite le gouvernement d'avoir agi contre l'esprit des lois, contrairement à la *Nouvelle gazette rhénane* qui elle, aurait justement rempli son rôle comme «dénonciatrice» du pouvoir. Ce sont donc les gouvernements de Berlin qui agissent contre la logique de la nouvelle société après-mars. Ils sont hors la base de droit de cette société et c'est à cause de leur manque de légitimité qu'ils s'abritent derrière la force et les menaces.

Marx retrace notamment la politique du gouvernement Hansemann en démontrant - pas à pas - comment cette politique avait réduit à néant les acquis de mars.

Ce sont ces conditions générales qui auraient amené la *Nouvelle gazette rhénane* à surveiller le moindre mouvement du gouvernement, mais aussi du parquet de Cologne qui se serait révélé complice en tant que «outil de la contre-révolution».

Ce passage du plaidoyer est une sorte de «condensé» de «*La bourgeoisie et la contre-révolution*» et finit par la même conclusion selon laquelle la bourgeoisie, comme le gouvernement, ne serait pas en mesure de faire une autre politique qu'anéantir tous les acquis de la révolution. L'enjeu est moins de donner des informations - les faits sont connus depuis assez longtemps - que d'expliquer et de donner un sens à ces faits. Instruire le public était déjà l'objectif de «*La bourgeoisie et la contre-révolution*». Cet objectif se retrouve de la même manière dans ce plaidoyer. La différence est qu'il s'agit d'une instruction en quelque sorte «en direct». Elle finit et se conclut par une grande diatribe en faveur de la liberté de la presse.

La presse libre - et particulièrement la *Nouvelle gazette rhénane* - est considérée comme une barrière contre la politique du gouvernement et en même temps décrite comme une sorte «d'accompagnatrice du peuple» afin de reprendre et d'accomplir la révolution. Si la presse veut remplir cette mission, elle a le devoir de s'occuper des abus d'une manière concrète et ne pas se contenter des généralités. Ici nous voyons réapparaître le primat du concret, un des principes fondateurs du journalisme de Marx. Le pouvoir est représenté devant le peuple par ses hommes de main, qui en soi n'ont aucune importance. Mais sur place, ce sont eux qui incarnent le pouvoir. Il faut

donc s'occuper d'eux. Marx lui-même le considère comme un sacrifice de se battre avec des autorités locales comme des gendarmes ou le parquet de Cologne,

« mais premièrement il est du devoir de la presse de s'engager pour les opprimés de son environnement le plus proche. Et ensuite, Messieurs, l'édifice de la servitude a son soutien véritable dans les pouvoirs politiques et sociaux subordonnés, qui sont confrontés directement à la vie privée des personnes, à l'individu vivant. Il ne suffit pas de combattre les conditions générales et la tête suprême. La presse doit se décider à s'engouffrer dans la brèche contre ce gendarme précis, ce procureur, ce sous-préfet. Pourquoi la révolution de mars a-t-elle échoué ? Elle ne réforma que la tête politique la plus haute, elle laissa intactes toutes les bases de cette tête, la vieille bureaucratie, la vieille armée, les vieux parquets, les vieux juges, nés, formés et blanchis sous le harnais de l'absolutisme. Or, le premier devoir de la presse est de saper toutes les bases de la situation politique existante. »¹³³¹

Marx évoque dans ce passage un des problèmes majeurs de l'époque, à savoir qu'aucun nouveau régime ne puisse s'installer en laissant les anciennes structures et hiérarchies en place, non seulement les hiérarchies supérieures, mais aussi intermédiaires et inférieures. Depuis le printemps 1848, c'est l'inertie des structures intermédiaires et inférieures de la bureaucratie et de la justice qui est le meilleur rempart contre la révolution. S'attaquer à ces structures pose problème même à une partie non négligeable des démocrates, car eux aussi peuvent se sentir - à l'instar des libéraux - menacés par « l'anarchie ». S'attaquer à ces structures est aux yeux de Marx exactement la mission de la presse. « Saper toutes les bases de la situation politique existante » veut justement dire ne plus laisser aucun terrain où l'ancien régime puisse se maintenir.

Le plaidoyer de Marx se conclut par cette mise en évidence du rôle de la presse. Suit le plaidoyer d'Engels qui s'appuie sur celui de Marx et qui détaille et complète son argumentation. Tous les accusés sont acquittés. Ils sont ovationnés par la foule qui les attend dehors.

¹³³¹ Ibid.: „Aber einmal ist es die Pflicht der Presse, für die unterdrückten in ihrer nächsten Umgebung aufzutreten. Und dann, meine Herren, das Gebäude der Knechtschaft hat seine eigentlichste Stütze in den untergeordneten politischen und sozialen Gewalten, dem unmittelbar dem Privatleben der Person, dem lebendigen Individuum entgegenstehn. Es reicht nicht hin, die allgemeinen Verhältnisse und die obersten Gewalten zu bekämpfen. Die Presse muß sich entschließen, gegen diesen Gendarm, diesen Prokurator, diesen Landrat in die Schranken zu treten. Woran ist die Märzrevolution gescheitert? Sie reformierte nur die höchste politische Spitze, sie ließ alle Unterlagen dieser Spitze unangetastet, die alte Bürokratie, die alte Armee, die alten Parquets, die alten, im Dienste des Absolutismus gebornen, herangebildeten und ergrauten Richter. Die erste Pflicht der Presse ist nun, alle Grundlagen des bestehenden politischen Zustandes zu unterwühlen.“

Dans le deuxième procès, il ne s'agit pas de la presse, en revanche Marx va encore plus loin dans ses explications sur la loi. Il expliquera que la légitimité de certaines actions historiques ne peut pas être l'affaire de la législation, mais uniquement de l'Histoire. Le refus des impôts était au début de la révolution anglaise et l'indépendance américaine. Qui sait comment le refus des impôts en Prusse sera considéré par le futur. Il s'agit d'un pur rapport de force.

Apparemment, les jurés acceptent aussi cette argumentation. En effet, le *comité régional des démocrates*, qui est en partie identique à la rédaction de la *Nouvelle gazette rhénane*, est également acquitté.

Les acquittements dans les deux procès représentent une grande victoire pour la *Nouvelle gazette rhénane* ; non seulement parce qu'ils ont préservé la liberté des accusés et l'existence de la *Nouvelle gazette rhénane*, ce qui en soi représente déjà un succès indéniable. Mais au-delà de cet exploit, le journal a pu imposer sa vision de la situation, selon laquelle il s'agit de la confrontation de deux sortes de légitimités, une qui représente la révolution et les *acquis de mars* et une autre qui représente la monarchie qui est en train de détruire ces acquis.

En suivant l'argumentation de Marx, les juges se sont indirectement prononcés pour la légitimité de la révolution, et pour le rôle que Marx avait attribué à la presse. En dressant une ligne argumentative directe entre le Code civil, le sens profond des lois après-mars et la liberté de la presse, Marx a su mettre en évidence le rôle de son propre journal comme «défenseur infatigable» du peuple.

L'issue des procès démontre également qu'au début de l'année 1849, il n'est pas encore possible de se prononcer ouvertement contre la légitimité de la révolution. Pour cette raison, ni les acteurs de la campagne pour le boycott des impôts, ni la *Nouvelle gazette rhénane* ne sont condamnés. D'ailleurs même après la défaite définitive de la révolution en 1850, les procès accusant les acteurs de la campagne pour le boycott des impôts finissent systématiquement par des acquittements. En Rhénanie, les autorités renoncent définitivement aux démarches juridiques «classiques» contre la *Nouvelle gazette rhénane* par crainte d'échouer de nouveau et de renforcer au contraire l'influence

du journal. Elles choisiront par la suite d'avancer indirectement en s'attaquant aux rédacteurs individuellement.

III-9-4- Analyse de la conception de la presse du printemps 1849

La conception de la presse, présentée par Marx lors du premier procès, est la notion la plus explicite sur la fonction de la *Nouvelle gazette rhénane* jamais formulée par son rédacteur en chef ou par autre rédacteur. Or, l'idée de la presse comme organe de surveillance, de contrôle et d'expression des revendications sociales n'est pas tout à fait nouvelle, même si Marx la développe d'une manière particulièrement radicale.

Cette idée est également présente en Allemagne pendant le *Vormärz*. Le *Volks-und Vaterlandsverein*, (l'association pour la presse et la patrie) l'association qui organisa la *fête de Hambach*, considérait déjà la presse comme une sorte de représentante du peuple¹³³².

Marx lui-même avait considéré la presse - pendant ses débuts journalistiques, en tant que rédacteur en chef de l'ancienne *Gazette rhénane* - comme une sorte d'instance supérieure et indépendante qui pourrait avoir une fonction d'intermédiaire entre l'Etat et le peuple.

L'idée que la presse aurait la capacité de juger toute question sociale et politique, renvoie en revanche par-dessus tout à la Révolution française¹³³³ et c'est là aussi où nous voyons les sources d'inspiration principales de la *Nouvelle gazette rhénane*.

En France, les représentants de 1789 considéraient la presse comme une véritable institution politique qui possédait la même légitimité que les représentants élus¹³³⁴. Les journalistes

¹³³² Voir sur ce sujet: Cornelia Foerster: *Der Preß-und Vaterlandsverein von 1832/33: Sozialstruktur und Organisationsformen der bürgerlichen Bewegung in der Zeit des Hambacher Festes*, Trierer historische Forschungen, Bd.3, Trier, 1982, ou

Edda Ziegler: *Literarische Zensur in Deutschland, 1819-1848. Materialien, Kommentare*, Carl Hanser Verlag, München, Wien, 1983.

¹³³³ Ibid.

¹³³⁴ Voir Pierre Rosanvallon: *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*. Editions du Seuil, Paris 2006, chapitre 4 : *Le conflit des légitimités*, pp.107-121.

concurrentiaient déjà les institutions élus en exprimant sans cesse les attentes de la société et en exerçant une pression considérable¹³³⁵. C'est Marat qui lança l'idée de la presse comme «œil du peuple», formulation mentionnée aussi par Marx. L'idée que la presse surveille en permanence les institutions de l'Etat, était exprimée par Marat en défiant la représentation élue et en mettant la presse au-dessus d'elle. Marat lança aux représentants de la Commune de Paris : «*Je suis l'œil du peuple, vous en êtes tout au plus son petit doigt.*»¹³³⁶

La défense inconditionnelle de la révolution, la dénonciation systématique des demi-mesures et des reculades incessantes, est également le nerf politique de la *Nouvelle gazette rhénane*. Engels constate lui-même plus tard dans son article sur «*Marx et la Nouvelle gazette rhénane*» qu'à l'époque la rédaction n'avait pas de modèle direct, mais qu'ils avaient inconsciemment imité le modèle de «*L'ami du peuple*».

*«Quand j'ai lu plus tard le livre de Bougeart sur Marat, j'ai trouvé que nous avons de plus d'une façon imité inconsciemment le grand modèle du réel «ami du peuple» (pas celui falsifié par les royalistes) et que tout le cri de colère et toute la falsification de l'histoire, grâce à laquelle on a connu pendant presque un siècle qu'un Marat complètement faussé, n'ont qu'une seule raison : que Marat avait impitoyablement soulevé le voile des faux dieux du moment Lafayette, Bailly et les autres et les avait démasqués comme traîtres déjà accomplis à la révolution ; et qu'il avait voulu comme nous que la révolution ne soit pas déclarée terminée, mais en permanence.»*¹³³⁷

La formulation : «... avait impitoyablement soulevé le voile des faux dieux du moment» caractérise en effet exactement la politique de la *Nouvelle gazette rhénane* dès ses débuts. Dès les premiers articles, elle mettait en garde de ne pas se tromper d'enjeux dans les rapports de force et de faire avancer la révolution, de la rendre permanente au lieu de faire constamment des compromis. Enseigner à son public, lui faire comprendre que de grands succès parlementaires pouvaient être en vérité des défaites catastrophiques, des pertes de terrain dans le progrès de la révolution, était une grande constante des articles du journal.

¹³³⁵ Ibid.: p.109.

¹³³⁶ Ibid.: Rosanvallon se réfère à : C.Labrosse et P.Rétat : *Naissance du journal révolutionnaire*, Presses universitaires de Lyon, Lyon 1989, p.197.

¹³³⁷ Friedrich Engels: *Marx und die Neue Rheinische Zeitung 1848/1849*, op. cit. p.150:

„Als ich später Bougearts Buch über Marat las, fand ich, daß wir in mehr als einer Beziehung nur das große Vorbild des echten (nicht des von den Royalisten gefälschten) „Ami du peuple“ unbewußt nachgeahmt hatten und daß der ganze Wutschrei und die ganze Geschichtsfälschung, kraft deren man fast ein Jahrhundert hindurch nur einen gänzlich entstellten Marat gekannt, nur diese Ursache haben: daß Marat den Augenblicksgötzen Lafayette, Bailly und andre unbarmherzig den Schleier anzog und sie als schon fertige Verräter an der Revolution enthüllte; und daß er, wie wir, die Revolution nicht für abgeschlossen, sondern in Permanenz erklärt wissen wollte.“

Si la *Nouvelle gazette rhénane* n'avait jamais parlé auparavant de son rôle et de sa conception, c'est parce qu'elle considérait cela comme une construction abstraite, en opposition à son primat du concret. Encore en décembre 1848 et janvier 1849, le journal avait affirmé dans sa note de rédaction : «*Les éditions de tous les mois précédents de la Nouvelle gazette rhénane sont son programme.*»¹³³⁸

C'est donc dans les articles mêmes, qui commentent et discutent les événements concrets et qui donnent les réponses au jour le jour, que l'on trouverait à priori la conception du journal. Cette affirmation est publiée juste avant la série d'articles sur le premier procès contre la *Nouvelle gazette rhénane*, où paraît la définition de Marx beaucoup plus générale du rôle de la presse. C'est la menace sur la presse en général et sur son propre journal qui amène Marx à publier sa définition du rôle de la presse.

En ce début d'année 1849, la presse allemande en général ne se trouve pas dans une situation de force, malgré le succès de la *Nouvelle gazette rhénane*. La mission que Marx avait décrite pour la presse représente plutôt une sorte «d'impératif moral» pour la presse et non la réalité de l'année 1849. La presse en tant que telle ne veille plus sur la liberté du peuple, mais s'adapte de nouveau aux puissants.

Dans un article ultérieur du 15 mars 1849¹³³⁹, Marx attaquera furieusement la presse allemande en l'appelant «*l'institution la plus mollassonne, la plus somnolente et la plus lâche existant sous le soleil*»¹³⁴⁰. Cet article paraît certes en mars 1849, mais Marx avait déjà mentionné ces exemples de censure dans «*la bourgeoisie et la contre-révolution*», c'est-à-dire à peu près au moment où se déroulaient les procès. Marx fustige une tentative de réinstaller la censure à Düsseldorf, qui échoue certes à cause de «*la tempête de l'opinion publique*»¹³⁴¹ mais réussit dans les «vieilles provinces de Prusse» à Rosenberg (Silésie) et à Erfurt. Il est scandalisé par le fait que les journaux des districts concernés, comme les autres journaux des environs se contentent de publier les décrets officiels,

¹³³⁸ Par exemple NGR, n°172 du 19 décembre 1848. Il s'agit de l'introduction de la même note qui affiche la «compétence européenne» de la *Nouvelle gazette rhénane* qui est publiée dans les numéros du 19 décembre 1848 au 14 janvier 1849, une note que nous étudierons dans le sous-chapitre suivant.

¹³³⁹ NGR, n°446 du 15 mars 1849: *Zensur*.

¹³⁴⁰ Ibid.: „...das schlaffste, schläfrigste und feigste Institut, das unter der Sonne besteht!“

¹³⁴¹ Ibid.: „...der Sturm der öffentlichen Meinung.“

sans en rien prendre position, comme si la situation de censure allait de soi. Cette attitude opportuniste se trouve évidemment en contradiction flagrante avec la mission que Marx avait définie pour la presse. La presse est au moment des procès donc déjà en plein déclin, du moins selon la définition de Marx.

Dans la situation de février 1849, les idées sur la presse, lancées aux jurés et au public, ne sont donc pas la description d'une réalité, mais constituent un défi, une manifestation de la *Nouvelle gazette* rhénane en faveur de de ses propres valeurs.

La menace sur la presse se concrétisera à Berlin, à peine quelques semaines après les procès, en mars 1849, sous forme de la nouvelle loi sur la presse¹³⁴². La *Nouvelle gazette rhénane* dénoncera cette loi non seulement comme une réinstallation généralisée de la censure, elle la qualifie de plus comme une modernisation, un perfectionnement des mesures de la censure qui dépassent de loin celles du *Vormärz*.

III-9-5- Nouvelle accentuation sur l'idée de la révolution européenne

En contradiction avec la tendance générale, la vision européenne de la *Nouvelle gazette rhénane* s'affine au moment où la révolution allemande décline. Il paraît plus évident que jamais pour le journal, que la révolution en Allemagne ne peut être sauvée que sur un plan européen. Au moment où le particularisme se redresse de nouveau en Allemagne et où une grande partie des acteurs politiques ont du mal à penser sur une échelle nationale allemande, la *Nouvelle gazette rhénane* constitue certainement une exception en pensant à une échelle continentale. C'est le moment où la rédaction porte ses espoirs sur le regain de la révolution en Italie, en Hongrie et surtout en France. Un «concentré» de l'analyse de la révolution européenne se trouve dans le premier éditorial de l'année 1849¹³⁴³.

¹³⁴² NGR, n° 252 du 22 mars 1849 et NGR, n°253 du 23 mars 1849 : *Der Hohenzollersche Pressegesetzentwurf*.

¹³⁴³ NGR, n°184 du 1^{er} janvier 1849: *Die revolutionäre Bewegung* (également in MEW6, pp.148 –150).

Dans cette édition du 1^{er} janvier 1849 - dans un éditorial que nous avons déjà cité - Marx retrace les mouvements révolutionnaires de l'année passée, les illusions perdues des mois de février et mars, les révolutions faites à moitié et le renforcement des monarchies absolues, une évolution qui se dirige pourtant objectivement contre une grande partie de la bourgeoisie industrielle et des classes moyennes.

Marx attend toujours le changement de cap décisif de la révolution européenne par un regain des luttes de la classe ouvrière française et contrairement à l'Allemagne, ce n'est pas la chute d'une monarchie qui est au programme, mais la chute de la bourgeoisie :

«La chute de la bourgeoisie en France, le triomphe de la classe ouvrière française, l'émancipation de la classe ouvrière en général est donc le mot de passe de la libération européenne.»¹³⁴⁴

La *Sainte Alliance* et surtout la Russie sont toujours au premier plan de l'avancement des forces monarchiques en Europe - à ce moment le tsar est omniprésent en Europe¹³⁴⁵- mais pour la première fois c'est l'Angleterre qui est désignée comme la puissance principale, une puissance qui n'accepterait jamais une révolution prolétarienne en France, condition préalable pour la libération de l'Europe.

«La libération de l'Europe, le combat des nationalités opprimées pour l'indépendance aussi bien que la chute de l'absolutisme féodal, nécessite la victoire de la classe ouvrière française. Mais la bourgeoisie anglaise provoque inévitablement l'échec de toute révolution sociale française, du fait de la domination mondiale de l'industrie et du commerce anglais.»¹³⁴⁶

La conséquence d'une révolution française serait une guerre européenne. Dans la mesure où la bourgeoisie anglaise n'accepterait jamais une révolution prolétarienne en France, le conflit prendrait

¹³⁴⁴ Ibid.: „Der Sturz der Bourgeoisie in Frankreich, der Triumph der französischen Arbeiterklasse überhaupt ist also das Losungswort der europäischen Befreiung.“

¹³⁴⁵ Ibid.: „..... in diesem Augenblicke ist der Zar allgegenwärtig in Europa.“

¹³⁴⁶ Ibid.: „Die Befreiung Europas, sei es die Erhebung der unterdrückten Nationalitäten, sei es der Sturz des feudalen Absolutismus, sind also bedingt durch die siegreiche Erhebung der französischen Arbeiterklasse. Aber jede französisch-soziale Umwälzung scheidet notwendig an der englischen Bourgeoisie, an der industriellen und kommerziellen Weltherrschaft Großbritanniens.“

une dimension mondiale à cause du statut de l'Angleterre comme puissance mondiale. Chaque guerre en Europe dans laquelle l'Angleterre sera impliquée mènerait inéluctablement à une guerre mondiale et seule la classe ouvrière anglaise, et notamment les chartistes, serait en mesure de faire front face à une telle puissance.

Marx met en évidence l'interdépendance des rapports de force en Europe qui donne aux conflits entre deux pays une échelle continentale, voire mondiale. En l'occurrence il ne s'agirait non seulement d'une guerre entre les grandes puissances, mais aussi entre les classes. L'Angleterre pourrait à un moment donné s'affaiblir par la guerre et ensuite être vaincue par sa propre classe ouvrière.

Comme à l'époque de Napoléon, c'est l'Angleterre qui sera certes à la tête des armées contre-révolutionnaires, mais «*par la guerre même elle sera propulsée à la tête du mouvement révolutionnaire*». C'est donc la guerre qui décomposerait la puissance de l'Angleterre. Marx conclut ses vœux du nouvel an avec les mots :

«Soulèvement révolutionnaire de la classe ouvrière française, guerre mondiale, - c'est cela le programme de l'année 1849.»¹³⁴⁷

Le journal ne se prononce pas explicitement sur une issue possible de cette «guerre mondiale», mais de toute évidence il y puise un certain optimisme concernant un changement des conditions en Allemagne. Nous y retrouvons la vieille conception de la *Nouvelle gazette rhénane* sur le renforcement de la révolution dû à la clarification des fronts. La révolution grandirait confrontée à une guerre contre elle, à l'instar de la *Révolution française*, car il n'y aurait pas d'autre issue possible que la défense par tous les moyens. Cette conception que nous avons étudiée lors de la crise de septembre, de l'insurrection de Vienne et de la guerre hongroise, comprenait toujours des points de vue européens. Dans l'article en question la perspective européenne est clairement au premier plan.

¹³⁴⁷ Ibid.: „*Revolutionäre Erhebung der französischen Arbeiterklasse, Weltkrieg – das ist die Inhaltsanzeige des Jahres 1849.*“

Sur la base de cette analyse de la révolution européenne, la *Nouvelle gazette rhénane* publie ses articles sur l'étranger à partir de décembre 1848. Le journal conclut de sa vision de la situation européenne que son réseau international et la fiabilité de ses articles sur l'étranger sont d'une importance centrale. C'est à ce moment qu'il affirme son identité et son autorité par ses contacts et ses informations européennes.

A partir de l'édition du 19 décembre 1848¹³⁴⁸ jusqu'au 14 janvier 1849, la *Nouvelle gazette rhénane* porte sur la première page en dessous de son titre, dans les remarques éditoriales, les phrases suivantes :

«Les éditions de tous les mois précédents de la « Nouvelle gazette rhénane », sont son programme. Grâce à ses relations personnelles avec les chefs des partis démocratiques en Angleterre, France, Italie, Belgique et l'Amérique du Nord, la rédaction est en mesure de restituer pour ses lecteurs les mouvements politiques et sociaux de l'étranger d'une manière plus correcte et plus claire que toute autre feuille. La « Nouvelle gazette rhénane » est dans ce sens non seulement l'organe de la démocratie allemande, mais de la démocratie européenne.»¹³⁴⁹

Cette affirmation de «compétence européenne» se trouve sur la première page pendant 26 jours, pour toutes les éditions, y compris les deuxièmes éditions. En parallèle la *Nouvelle gazette rhénane* publie d'importants articles sur l'Italie, la Hongrie, ainsi que la série d'articles « *La bourgeoisie et la contre-révolution* ». Cet affichage de sa compétence européenne suit en quelque sorte la campagne pour le boycott des impôts. Le gros titre «*Plus d'impôts ! ! !*», se trouvait pour la dernière fois dans le numéro 171, le 17 décembre 1848, (suit une deuxième édition du même jour sans ce titre). La mise en avant de la *Nouvelle gazette rhénane* comme «organe de la démocratie européenne» commence à partir du numéro suivant. (le 19 décembre 1848)

¹³⁴⁸ NGR, n°172 du 19 décembre 1848.

¹³⁴⁹ Ibid.: „Die bisherigen Monatsgänge der „Neuen Rheinischen Zeitung“ sind ihr Programm. Durch ihre persönlichen Verbindungen mit den Chefs der demokratischen Partei in England, Frankreich, Italien, Belgien und Nordamerika ist die Redaktion in Stand gesetzt, ihren Lesern die politisch-soziale Bewegung des Auslandes richtiger und klarer abzuspiegeln als irgend ein anderes Blatt. Die „NRZtg.“ Ist in dieser Beziehung nicht blos das Organ der deutschen Demokratie, sondern der europäischen Demokratie.“

Etant donné que les espoirs pour la révolution ne se trouvent plus en Allemagne, mais ailleurs en Europe, la *Nouvelle gazette rhénane* revendique sa compétence sur les questions européennes. Si elle connaît, comme elle dit, «*mieux que toute autre feuille*» les situations politiques et sociales d'Europe, elle prétend ainsi également - mieux que toute autre feuille - indiquer la bonne direction pour le mouvement démocrate allemand. Tandis que le mouvement démocrate en Allemagne et ses journaux ont des difficultés à penser à un niveau « national » allemand, la *Nouvelle gazette rhénane* affiche son exigence de leadership par le fait que ses idées, mais également sa conception de la presse, est clairement européenne. La *Nouvelle gazette rhénane* affirme ainsi qu'elle ne joue pas seulement un rôle en Allemagne, mais qu'elle s'implique déjà et s'impliquera encore davantage dans les événements internationaux futurs.

L'affichage ostentatoire de son propre rôle n'est à notre avis pas compréhensible sans cette attente constante que la révolution européenne pourrait raviver la dynamique révolutionnaire en Allemagne. La *Nouvelle gazette rhénane* essaie en quelque sorte de combler le vide en attendant que le mouvement européen rattrape celui d'Allemagne. La révolution européenne reste le seul repère encore valable et le journal est désespérément à la recherche du croisement entre la courbe déclinante de la révolution en Allemagne et une courbe montante de la révolution européenne. Entre-temps elle essaie de préparer le terrain en propageant haut et fort les leçons qui sont, selon elle, à tirer de la révolution de l'année 1848.

En revanche, le changement de la situation en France se fait attendre. C'est peut-être aussi un peu l'attente du désespoir. Marx a besoin de plusieurs années (jusqu'en 1852) pour comprendre et admettre que le vote pour Louis Napoléon aux élections des 10 et 11 décembre 1848¹³⁵⁰ met fin à la révolution de 1848 en France. Entre la fin de l'année 1848 et le début de l'année 1849 en revanche cette fin ne semble pas encore évidente et l'Italie et la Hongrie se trouvent encore en pleine guerre.

¹³⁵⁰ Voir Maurizio Gribaudi/ Michèle Riot-Sarcey : *1848 la révolution oubliée*, la Découverte Poche, Paris, 2009, p. 266.

III-9-6- A la recherche de nouvelles perspectives

Depuis automne 1848, la *Nouvelle gazette rhénane* avait sauté un pas en appelant elle-même à des campagnes politiques et des mobilisations de masse en septembre et en novembre 1848. Dans ce processus, la *Nouvelle gazette rhénane* a pu peser sur les événements, mais son influence directe s'est limitée à la Rhénanie. Ailleurs, elle reste une voix très écoutée, mais pas davantage.

Pour les raisons que nous avons déjà discutées, la dynamique de ces mobilisations avaient des enjeux tout à fait «nationaux», mais cette dynamique a été bloquée. En septembre elle a été brisée par la déclaration de l'état de siège à Cologne et la campagne pour le boycott des impôts a été bloquée par le coup d'Etat de Berlin, début décembre 1848.

Dans ce sens, la *Nouvelle gazette rhénane* avait échoué dans ses objectifs dans la mesure où les mobilisations elles-mêmes avaient échoué. Entre la fin de l'année 1848 et le début 1849, la situation semble complètement bloquée. L'échec de ces deux grandes mobilisations signifie un coup arrêt irréversible à la révolution en Allemagne.

Dans «*La bourgeoisie et la contre-révolution*», Marx constate effectivement la fin de la révolution. Une page a été définitivement tournée. Il est le temps de faire le bilan. Pour cette raison, le journal explique à quoi il a servi et il discute ce qui reste encore à faire.

En conséquence, la démarche du journal change et pour la première fois, des articles apparaissent qui analysent les mois passés globalement et qui invitent à la réflexion. Pour la première fois, les réponses immédiates à une situation concrète semblent moins importantes pour le journal. Dorénavant il devient essentiel pour la *Nouvelle gazette rhénane* de comprendre ce qui s'est passé et de poser les bonnes questions qui puissent ouvrir de nouvelles perspectives.

Le journal a toujours l'ambition de peser sur les événements, mais il annonce déjà qu'il faut adopter une autre perspective, sans doute une perspective à long terme. Les articles, insistent sur les leçons à tirer, car les nouvelles perspectives ne doivent pas se baser sur les mêmes erreurs que par le passé.

Néanmoins, la *Nouvelle gazette rhénane* se considère toujours comme une partie du mouvement démocrate. Des discussions sur ce sujet se déroulent sans doute au sein de la rédaction, mais elles n'apparaissent pas directement dans les articles du journal. La *Nouvelle gazette rhénane* dans l'ensemble donne à cette époque l'impression qu'elle se questionne, qu'elle n'a - en dépit de ses analyses puissantes sur les mois passés - pas de réponse sur la question de sur qui on peut encore peser en Allemagne.

Ces tâtonnements s'expriment par exemple dans l'utilisation répétée du mot «peuple», ou même «esprit du peuple». Cette expression n'est pas définie davantage et paraît au début de l'année 1849 bizarrement décalée et désuète. Ce terme, qui date plutôt de l'époque du *Vormärz* ne correspond à priori plus au niveau des analyses du journal.

Sa signification a connu une fluctuation constante au cours de la révolution. «Le peuple» était au début de la révolution composé de la classe ouvrière et de la partie progressiste de la bourgeoisie ; «le peuple» signifie à l'automne 1848 plutôt la classe ouvrière et la petite bourgeoisie. Au début de l'année 1849 une partie de la petite bourgeoisie redécouvre en revanche sa fidélité au roi. Cette coalition devient à cette époque également discutabile. Il reste une partie de la petite bourgeoisie, la classe ouvrière, en combinaison avec une partie de la paysannerie qui devient un sujet de plus en plus important au printemps 1849.

Un changement est en revanche perceptible dans les pages du journal, c'est l'augmentation des articles sur la question ouvrière qui est traitée, depuis le début de l'année 1849, d'une manière plus soutenue et plus visible¹³⁵¹. De plus, la *Nouvelle gazette rhénane* publie des articles sur tous les

¹³⁵¹ NGR, n°186 du 4 janvier 1849 : *Wien. Das Proletariat* / NGR, n°187 du 5 janvier 1849 : *Wien. Verfahren gegen das Proletariat* / NGR, n°188 du 6 janvier : *Französische Republik. Arbeiterassoziationen* / NGR, n°193 du 12 janvier 1849 : *Französische Republik. Die Arbeiterassoziationen und das offizielle Frankreich* / NGR, n°198 du 18 janvier 1849 : *Großbritannien. Aus Harney's Wochenbrief an Englands Arbeiter; O'Connor an die arbeitenden Klassen Englands. Manchester. Meeting der Fabrikarbeiter wegen des Zehnstundengesetzes* / NGR, n°199 du 19 janvier 1849 : *Großbritannien. London. Harney an die Arbeiter* / NGR, n°201 du 21 janvier 1849. *Köln. Montesquieu LVI* / NGR, n°202 du 22 janvier 1849 : *Köln. Montesquieu LVI; Berlin : Kriminalprozess wegen der Arbeitseinstellung von Setzern und Druckern im vorigen Sommer; Breslau: Die Hartkowsche Arbeiterliebe* / NGR, n°203 du 24 janvier 1849: *Berlin. Verurteilung des Schriftsetzer und Drucker-Comitees* / NGR, n°206 du 27 janvier 1849: *Berlin. Das Salair der Maschinenbauer* / NGR, n°213 du 4 février 1849 : *Berlin. Die Kanalarbeiter / Heidelberg. Arbeiterkongreß* / NGR, n°215 du 7 février 1849 : *Aus dem Kreise Lennep. Die Fabrikpaschas und ihre Arbeiter* / NGR, n°216 du 7 février 1849 : *Französische Republik. Letztes Avis an die Arbeiter* / NGR, n°218 du 10 février 1849 : *Bochum. Kohlenbergbau. Eisenbahnprojekt* / NGR, n°226 du 19 février 1849 : *Berlin. Das Landproletariat in Schlesien; Hamburg. Arbeiterkongreß* / NGR, n°232 du 27 février 1849 : *Altenburg. Der*

congrès régionaux des associations ouvrières qui se déroulent à cette époque, toutefois sans commentaires.

La *Nouvelle gazette rhénane* s'approche à cette époque prudemment - à petits pas - de la «fraternité ouvrière» de Stephan Born. L'organisation de Stephan Born s'était politisée au cours de l'automne et hiver 1848. En novembre, elle avait appelé à prendre les armes, à l'instar de la *Nouvelle gazette rhénane*. Depuis, l'organisation ne s'est pas seulement répandue encore davantage, mais elle s'est engagée dans nombre de congrès des associations ouvrières. Notamment Born s'impose lors d'un congrès en combattant la ligne corporatiste¹³⁵². Cette évolution récente semble avoir convaincu Marx de rechercher de nouveau le contact avec Born, qui passe à Cologne en janvier 1849. Mais il ne s'agit pas encore d'autre chose que de « sonder le terrain».

III-10- Les changements de l'espace public à la fin de la révolution

L'époque de la fin de la révolution montre - plus encore qu'à ses débuts - une extraordinaire complexité des événements. Entre la fin de l'automne 1848 et le printemps 1849, la *Nouvelle gazette rhénane* se bat sur plusieurs fronts en même temps. L'analyse du groupe de Marx selon laquelle la révolution en Allemagne est vaincue - du moins pour un certain temps - engendre en son sein des conclusions divergentes et contradictoires en ce qui concerne l'état de la liberté de la presse et des marges de manœuvre encore existantes.

Au début de l'année 1849, deux évolutions se croisent. Le rapport conflictuel entre le groupe de Marx et les démocrates arrive à un degré de rupture, en même temps l'organisation ouvrière de

thüringische Arbeiterkongreß; Französische Republik. Die Pariser Bäcker Gesellen / NGR, n°234 du février 1849 : München. Arbeiterbankett zur Feier des 24. Februars / NGR, n°241 du 9 mars 1849 : Berlin. Die Arbeiter / NGR, n°246 (supplément) du 15 mars 1849 : Die Rehberger / NGR, n°257 du 28 mars 1849 : Aus Mecklenburg. Die Tagelöhner; Aus Schlesien. Die Forderungen der Landarbeiter / NGR, n°264 du 5 avril 1849: Köln. Lohnarbeit und Kapital; Barmen. Die Lage der Fabrikarbeiter / NGR, n°265 du 6 avril 1849: Köln. Lohnarbeit und Kapital / NGR, n°266 du 7 avril 1849: Köln. Lohnarbeit und Kapital / Nürnberg. Der Kongreß bayrischer Arbeiter / NGR, n°267 du 8 avril 1849: Köln. Lohnarbeit und Kapital / NGR, n°269 du 11 avril 1849: Köln. Arbeitslohn und Kapital / NGR, n°270 du 12 avril 1849 : Falkenburg. Eine Petition des Arbeitervereins / NGR, n°276 du 19 avril 1849: Schweiz, Genf. Die deutschen Arbeiter / NGR, n°277 du 20 avril 1849 Aus Franken. Arbeiterkongreß / NGR, n°278 du 21 avril 1849: Berlin. Arbeiterbankett / NGR, n°279 du 22 avril 1849: Eine Rede auf dem Arbeiterbankett / NGR, n°287 du 2 mai 1849: Die Drucker.

¹³⁵² Il s'agit du congrès des associations ouvrières qui se déroula le 28 et 29 janvier 1849 à Heidelberg. Nous revenons à ces congrès régionaux des associations ouvrières dans le chapitre suivant.

Leipzig, la «*fraternité ouvrière*», se développe d'une manière fulgurante. Cette évolution croisée a des conséquences décisives pour le travail du groupe de Marx dans les associations ouvrières et pour l'orientation future de la *Nouvelle gazette rhénane*.

III-10-1- Discussion interne sur une réorganisation de la *Ligue des communistes* à Cologne

Au début de l'année 1849, Joseph Moll, ancien dirigeant de l'*Association ouvrière de Cologne*, entreprend un tour d'Allemagne afin de recruter des adhérents pour une nouvelle version de la *Ligue de communistes* qu'il avait refondée en octobre avec Heinrich Bauer et Georg Eccarius¹³⁵³ à Londres. Moll est également en contact avec Ewerbeck et Hess à Paris¹³⁵⁴. Il passe à Cologne entre fin 1848 et début 1849 pour s'entretenir d'abord avec Schapper - qu'il réussit à convaincre - et ensuite avec Marx et Engels. Selon les assertions de Peter Röser, qui appartient également au comité dirigeant de l'association ouvrière, la plupart des rédacteurs de la *Nouvelle gazette rhénane* présents à Cologne et une grande partie des dirigeants de l'association ouvrière participent¹³⁵⁵ à la réunion qui se déroule dans les locaux de la *Nouvelle gazette rhénane*. Les points de débats portent sur la réorganisation de la Ligue en tant que société secrète et deuxièmement sur ses nouveaux statuts¹³⁵⁶.

Pendant cette réunion Schapper et Moll insistent sur la nécessité de faire revivre la Ligue, ce qui est contesté par Marx, Engels et Wolff. Pour Marx, les statuts sont apparemment un retour aux erreurs du passé. D'un côté, ils indiquent comme objectif principal de la Ligue «la république une et indivisible» au lieu du renversement de la bourgeoisie et l'installation de la domination du

¹³⁵³ Voir sur ce sujet: Fernando Claudin: *Marx, Engels et la révolution de 1848*, François Maspéro, Paris, 1980, p. 278, ou : Gerhard Becker : *Karl Marx und Friedrich Engels in Köln*, op. cit. p.236.

¹³⁵⁴ Fernando Claudin, op. cit. p.278.

¹³⁵⁵ *Der Bund der Kommunisten, Dokumente und Materialien*, op. cit.: *Aus den Aussagen von Peter Gerhard Röser von 1853/1854 über den Bund der Kommunisten während der Revolution von 1848*, pp.967-971, p.970: selon Röser, les participants de cette réunion étaient: Karl Schapper, Friedrich Engels, Wilhelm Wolff, Karl Marx, Nothung, Müller, Reiff, Bedorf, Haude, Esser, Moll et Röser lui-même.

¹³⁵⁶ Ibid.: Ces nouveaux statuts sont reproduits pp.876-881.

prolétariat, comme dans les statuts du deuxième congrès¹³⁵⁷. D'un autre côté, certaines mesures - comme la peine de mort en cas de trahison - rappellent le fonctionnement des groupes sectaires et putschistes.

Cette discussion nous intéresse dans le sens où elle démontre à quel point la présence dans l'espace public a pris de l'importance pour Marx pendant l'année 1848. Marx aurait déclaré que de toute façon la Ligue serait superflue, tant que la liberté de la presse existe encore¹³⁵⁸.

Or, tous les articles de Marx de cette époque révèlent qu'il considère la révolution allemande en soi comme déjà perdue. Sur ce point, Schapper et Marx ont à peu près la même analyse. En revanche, ils tirent à partir de cette même analyse, des conclusions opposées. Tandis que pour Moll et Schapper, la situation de février 1849 n'a apparemment plus d'autre issue que le retour à la clandestinité, Marx et les autres rédacteurs pensent que cela vaut la peine de se battre encore pour la liberté de la presse. Marx épie de plus chaque changement de la situation en France qu'il considère comme préévolutionnaire. Il est toujours dans l'attente d'un nouveau cycle de la révolution européenne qui donnerait à la révolution allemande un nouvel élan.

La proposition de Moll et Schapper signifie donc pour Marx et les autres rédacteurs : rendre les armes et quitter la scène publique, avant que cela soit nécessaire, avant que les dernières batailles soient menées.

Marx, Engels et Wolff sont dans la perspective de défendre jusqu'au bout la liberté de la presse, un combat qui devient de plus en plus synonyme du combat pour ce qui reste de la révolution. En fait, la véritable question du débat n'est pas le renouvellement de la Ligue, mais son renouvellement en tant que société secrète. Tous les efforts de Marx et Engels en 1847/1848 avaient eu comme but de transformer l'ancienne *Ligue des justes* en organisation de propagande, capable d'effectuer une propagande de masse. Vu les moyens très limités et le peu de maturité des ouvriers de l'époque, ils avaient «gelé» le projet et s'étaient concentré sur la *Nouvelle gazette rhénane* et l'espace public bourgeois. Le pragmatisme les avait amené à cette solution. Le fond politique en revanche était toujours de faire une propagande ouverte, publique, visant les masses les plus larges possibles.

¹³⁵⁷ Ibid.: *Statuten des Bundes der Kommunisten, 8. Dezember 1847*, pp.626-630, p.626:

„Art.1. der Zweck des Bundes ist der Sturz der Bourgeoisie, die Herrschaft des Proletariats, die Aufhebung der alten, auf Klassengegensätzen beruhenden bürgerlichen Gesellschaft und die Gründung einer neuen Gesellschaft ohne Klassen und ohne Privateigentum.“

¹³⁵⁸ Ibid.

Le retour à la société secrète aurait signifié forcément le renoncement à la *Nouvelle gazette rhénane* et les rédacteurs du journal n'étaient visiblement pas prêts à l'accepter.

Nous avons vu, au cours du procès contre le journal, que Marx et Engels s'étaient non seulement battus pour la *Nouvelle gazette rhénane* mais pour l'existence de la liberté de presse en général. Ils continuent à considérer que l'existence même du journal en est le garant. Les lecteurs de la *Nouvelle gazette rhénane* restent pour la rédaction les interlocuteurs principaux, et le journal reste le moyen le plus efficace de faire connaître les analyses du moment. Le retour à la clandestinité aurait signifié un renoncement à leur public, la seule forme d'influence réelle qu'ils avaient, et cela est inconcevable à leurs yeux.

Moll a peu de succès à Cologne. Il poursuit sa campagne à Berlin, où il réussit à fonder un groupe ; un groupe qui est en revanche aussitôt démantelé par la police (en mars 1849). Les «trouvailles» lors des perquisitions serviront comme matériel dans le «procès contre les communistes» en 1852¹³⁵⁹.

III-10-2- Débats et conflits dans *l'association ouvrière de Cologne*

A la même époque, en février 1849, *l'Association ouvrière de Cologne* connaît des débats importants et poursuit sa réorganisation entreprise depuis l'arrestation de Gottschalk en juin 1848. Les conflits qui surgissent ne concernent pas directement les divergences apparues au même moment entre les rédacteurs de la *Nouvelle gazette rhénane* et Karl Schapper.

Un clivage se dessine d'abord entre la direction de *l'association ouvrière de Cologne* et Andreas Gottschalk et ses partisans et par la suite entre Marx et Schapper d'un côté et une opposition au sein de l'association ouvrière, conflit sur l'opportunité de présenter des candidats aux élections de la deuxième chambre en Prusse¹³⁶⁰.

¹³⁵⁹ Voir Max Quarck, op. cit. p.267/268.

¹³⁶⁰ Le 22 janvier 1849 se déroula l'élection des délégués qui ont élu le 5 février les députés de la deuxième chambre. Les deux tours de l'élection de la première chambre ont eu lieu le 29 janvier et le 12 février. L'installation des deux chambres survint le 26 février 1849.

Après l'acquiescement de Gottschalk, Anneke et Esser¹³⁶¹, Andreas Gottschalk essaie de retrouver sa place et son influence dans *l'association ouvrière de Cologne*, dont il fut le fondateur. Ce projet est compréhensible, car Marx n'avait pris la direction qu'à titre provisoire. En revanche, la réorganisation de l'association depuis l'été 1848 (la création des filiales par quartier) avait rendu l'organisation plus efficace et plus démocratique. De plus, le comité dirigeant est au printemps 1849 presque entièrement constitué par des proches de Marx¹³⁶². Gottschalk se retire bientôt de Cologne et voyage à Bonn, puis à Bruxelles et Paris. Il finit par se brouiller avec une grande partie de *l'association ouvrière* suite à un communiqué¹³⁶³ où il met en doute son propre acquiescement¹³⁶⁴.

Sur le fond de ce débat, le gérant du journal de *l'association ouvrière* Prinz – un partisan de Gottschalk – n'accepte pas la ligne de l'unité d'action avec les démocrates et refuse de soumettre ses articles au comité rédactionnel du journal. En conséquence, *l'association ouvrière* finit par fonder un nouveau journal sous l'ancien titre : «*liberté, fraternité, travail*» (essentiellement parce que c'est Prinz qui a les liens avec l'imprimeur) Prinz publie encore dans l'ancien journal «*liberté, fraternité*» plusieurs polémiques contre l'association ouvrière ou contre Karl Marx personnellement¹³⁶⁵, mais Gottschalk et ses partisans perdent par la suite toute influence¹³⁶⁶.

La polémique sur l'opportunité de présenter des candidats aux élections en Prusse est aussi un élément de discorde dans l'association ouvrière. Mais il s'agit d'un véritable débat politique¹³⁶⁷ et le fond et la forme des disputes ne sont pas ceux du conflit avec Gottschalk.

¹³⁶¹ Le procès a eu lieu du 21 au 23 décembre 1848.

¹³⁶² Dieter Dowe, op. cit. p.213.

¹³⁶³ *Liberté, travail*, n° 2 (*Freiheit, Arbeit*) du 18 janvier 1849.

¹³⁶⁴ Dieter Dove, op. cit. p.214.

¹³⁶⁵ *Liberté, travail*, n°9 du 11 février 1849 : *An die Redaktionskommission des Arbeitervereins ; die Herren Schapper, Röser und Reiff* (L'article, qui se trouve en première place du journal, est en grande partie une polémique contre la *Nouvelle gazette rhénane*), ou :

Liberté, travail, n°13 du 25 février 1849 : *An Herrn Karl Marx, Redakteur der Neuen Rheinischen Zeitung* (L'article est une polémique très émotionnelle qui reproche à Marx de ne pas être révolutionnaire et de ne pas s'occuper des ouvriers.)

¹³⁶⁶ Voir sur ce sujet aussi Hans Stein : *Der Kölner Arbeiterverein (1848-1849)*, Gilsbach & Co, Köln a. Rh., 1921, une étude qui défend le point de vue de Andreas Gottschalk, et Gerhard Becker : *Karl Marx und Friedrich Engels in Köln 1848-1849, Zur Geschichte des Kölner Arbeitervereins*, Rütten & Loening, Berlin, 1963, qui défend le point de vue du marxisme orthodoxe.

¹³⁶⁷ Voir sur ce sujet: Gerhard Becker: *Karl Marx und Friedrich Engels in Köln 1848-1849*, op. cit. chapitre: *Das neue Statut und die Reorganisation des Kölner Arbeitervereins*, pp.224-233, et:

Dieter Dove, op. cit. chapitre: *Reorganisation und Agitation*, pp.217-221.

D'une manière très pragmatique, Marx et Schapper défendent une politique d'alliance avec les démocrates pour barrer la route aux candidats conservateurs et argumentent contre une candidature séparée de l'association ouvrière. Ils ont le plus grand mal à expliquer qu'il ne s'agit pas d'une alliance de principe, mais uniquement tactique. Car c'est seulement avec un fort pourcentage de députés démocrates, qu'il existe une chance de s'opposer à la constitution octroyée.

Cependant, une partie de l'association ouvrière est apparemment difficile à convaincre et ne voit pas pourquoi s'engager pour les démocrates qui de leur côté ne se sont pas engagés pour les ouvriers. Même Friedrich Anneke, qui est à cette époque toujours un proche de Marx, n'admet que difficilement la ligne Schapper/Marx, bien qu'il s'y rallie finalement.

Ces débats révèlent néanmoins un gain en autonomie et en assurance des membres de l'*Association ouvrière de Cologne*, qui n'acceptent plus si facilement une ligne proposée, même par ses propres dirigeants. C'est justement un des résultats de la restructuration de l'association ouvrière, entreprise en été 1848 par Moll et Schapper¹³⁶⁸, qui avaient décentralisé et démocratisé l'association en créant les filiales par quartier, ce qui avait permis une participation de chaque membre à la discussion sur des questions sociales et politiques¹³⁶⁹.

Cette restructuration se prolonge justement en février 1849. Après le départ de Gottschalk et après les élections de fin février 1849, l'association se donne de nouveaux statuts qui accentuent le rôle des filiales qui devraient être augmentées également en nombre¹³⁷⁰. Les structures filiales avaient jusque-là existé plutôt à côté de l'assemblée générale, elles doivent maintenant la constituer ; dans une organisation qui se structure du bas vers le haut et qui inclut le contrôle de la direction.

Car les nouveaux statuts prévoient également l'élection du comité dirigeant tous les trois mois, afin d'éviter des tendances autoritaires ; de toute façon il peut être révoqué à tout moment, s'il y a des plaintes¹³⁷¹.

¹³⁶⁸ Voir Dieter Dove, op. cit, chapitre X: *Umprägung des Kölner Arbeitervereins durch Anhänger Marx'*, pp.177-181.

¹³⁶⁹ Ibid. pp.179/180.

¹³⁷⁰ *Der Bund der Kommunisten, Dokumente*, op. cit. pp.902-906, *Protokoll der Komiteesitzung des Kölner Arbeitervereins, 4. Februar 1849* p.906.

¹³⁷¹ Ibid.: pp.217/218.

Les statuts insistent de plus sur la nécessité de la formation des membres de l'association. Cette formation devrait être assurée par Marx et Engels, en alternance avec Schapper. Il s'agit concrètement de cours sur les problèmes sociaux.

Les discussions et formations des structures filiales et de l'assemblée générale de l'époque sont apparemment basées sur les éditoriaux du moment de la *Nouvelle gazette rhénane*¹³⁷²: Les débats sur la question sociale du 11 avril s'appuient explicitement sur la série d'articles de Marx «*Travail salarié et capital*», publiée à partir du 5 avril dans la *Nouvelle gazette rhénane*¹³⁷³. Cette série d'articles est également envoyée par l'association ouvrière de Cologne à d'autres associations ouvrières avec la proposition d'en discuter¹³⁷⁴.

Les nouveaux statuts permettent de structurer et d'organiser le réseau de l'Association ouvrière de Cologne et aussi ceux de Rhénanie. Ce qui se passe à Cologne trouvera tout son sens quelques semaines plus tard dans un cadre élargi, lorsque l'Association ouvrière de Cologne qui s'est trouvée jusqu'alors dans une organisation commune avec la société démocrate, le comité régional des démocrates rhénans, quitte cette structure, afin de s'organiser indépendamment des démocrates.

Les débats autour des statuts mettent également en lumière l'utilisation de plus en plus systématique de la *Nouvelle gazette rhénane* comme base de discussion. L'association ouvrière discute également sur les projets de loi de Manteuffel contre la liberté de la presse sur la base des éditoriaux respectifs de la *Nouvelle gazette rhénane*¹³⁷⁵.

Les mêmes articles se trouvent d'ailleurs à l'ordre du jour de la deuxième réunion du comité des délégués électeurs (Urwähler), (*Urwählerversammlung*) du 16 mars 1849 (il s'agit de la dernière des

¹³⁷² Gerhard Becker: *Karl Marx und Friedrich Engels in Köln 1848-1849*, op.cit. p.207 : Gerhard Becker suppose que déjà l'exposé de Schapper du 11 janvier 1849 sur les ouvriers des autres pays européens se base – en ce qui concerne la France – sur les articles de la *Nouvelle gazette rhénane* du mois de janvier :

NGR, n°188 du 6 janvier 1849 : *Arbeiterassoziationen* / NGR, n°189 du 7 janvier 1849 : *Die allgemeinen Assoziationen zur Propaganda sozialistischer Ideen* / NGR, n°193 du 12 janvier 1849 : *die Arbeiterassoziationen und das offizielle Frankreich*. Becker s'appuie sur le protocole de la séance de l'association ouvrière du 11 janvier, publié dans „*Liberté, travail*“ du 8 février.

¹³⁷³ *Der Bund der Kommunisten, Dokumente..* op. cit. p.218.

¹³⁷⁴ Ibid.

¹³⁷⁵ NGR, n°244 du 13 mars 1849, supplément spécial: *Drei neue Gesetzentwürfe* (également in MEW6, pp. 339 – 343) / NGR, n° 246 du 15 mars 1849 : *der Hohenzollernsche Gesamtreformplan* (également in MEW6, pp. 346 – 350) / NGR, n° 246 du 15 mars 1849 : *Zensur* (également in MEW6, pp. 351/352). Le sujet sera poursuivi le 22 et 23 mars 1849: NGR, n°252 du 22 mars 1849 et NGR, n° 253 du 23 mars 1849 : *Der Hohenzollernsche Preßgesetzentwurf* (également in MEW6, pp.364-371).

structures démocrates dans laquelle Marx et ses proches s'engagent ¹³⁷⁶ avec comme but d'intensifier le contact avec les députés à la deuxième Chambre¹³⁷⁷, mais aussi de traiter les questions de la ville). Le rôle formateur de la *Nouvelle gazette rhénane* se consolide.

III-10-3- Les banquets politiques et les rédacteurs de la *Nouvelle gazette rhénane*

Alors que l'état de siège sévit à Berlin et ailleurs en Prusse, la vie publique foisonne en Rhénanie. La vie associative est extraordinairement riche à Cologne, jusqu'à quelques curiosités locales : pas moins de trois associations pour l'achèvement de la cathédrale¹³⁷⁸. La campagne électorale est très suivie par la population ; elle se mélange avec le carnaval qui se déroule en même temps, événement incontournable à Cologne¹³⁷⁹.

Toujours à la même époque, en février et mars 1849, la province rhénane fait connaissance avec un tout autre type de propagande de masse, les banquets politiques¹³⁸⁰. Cette forme de mobilisation très suivie en France, déjà en amont de la révolution de février¹³⁸¹, n'a pas été pratiquée depuis le début de la révolution en Rhénanie. En février et mars 1849, les banquets deviennent populaires à l'occasion des commémorations des révolutions de février et de mars de l'année précédente. Organisés par les associations ouvrières et démocratiques, ils sont très appréciés de la population qui s'y rue en masse, car les toasts politiques alternent avec des prestations de musique, chant, récitation, poème, etc.

¹³⁷⁶ Dieter Dowe, op. cit. p.220.

¹³⁷⁷ Dieter Dowe, op.cit. p.220. Selon Dowe, le comité est constitué de: Marx, Wolff, Anneke, Nothung, Weyll, Wachter, H.Becker, Klein et Böcker et avait donc une majorité communiste, ou du moins socialiste.

¹³⁷⁸ NGR, n °285 du 29 avril 1849 : annonces des divers «Dombauvereine».

¹³⁷⁹ Freiligrath raconte dans une lettre à Jakob Schabelitz à Bâle que Schapper, qui a repris son travail comme correcteur à la *Nouvelle gazette rhénane* s'est déguisé en jacobin pendant le carnaval. (*Der Bund der Kommunisten, Dokumente.. : Brief von Ferdinand Freiligrath in Köln an Jakob Schabelitz in Basel, 8. März 1849*, p.917/918.

¹³⁸⁰ Dieter Dowe, op. cit. p.219.

¹³⁸¹ Voir sur ce sujet : Maurizio Gribaudi/Michèle Riot-Sarcey : *1848 la révolution oubliée*, édition la Découverte, Paris, 2009 : chapitre : *Les banquets de la contestation*, pp.18-22.

La *Nouvelle gazette rhénane* s'applique à être présente dans cette nouvelle expression d'un espace public qui manifeste son attachement à la révolution, non seulement en publiant des articles, mais également en encourageant et en initiant certaines de ces réunions, et enfin par une participation active. A chacune de ces manifestations, au moins une partie des rédacteurs est présente et porte des toasts.

Le premier de ces «banquets démocratiques» se déroule à Mülheim, près de Cologne¹³⁸² le 11 février, organisé par l'association ouvrière de la ville. Un article de la *Nouvelle gazette rhénane*¹³⁸³ résume d'une manière assez détaillée les toasts politiques, à commencer par celui d'un certain M. Lucas, qui honore «*les hommes, qui comme le présent rédacteur en chef de la «Nouvelle gazette rhénane», Karl Marx, s'étaient engagés longtemps avant la révolution de février pour les droits de la classe ouvrière en paroles et en actes.*»¹³⁸⁴ Outre Marx, Engels et Schapper portent également des toasts.

Ce premier banquet a probablement inspiré Engels pour proposer une manifestation semblable à la société démocrate pour la ville de Cologne. Ce banquet se déroule le 24 février ; il reçoit un accueil enthousiaste. Selon l'article de la *Nouvelle gazette rhénane*¹³⁸⁵ entre 2000 et 3000 hommes et femmes y sont présents. Marx, élu par acclamation, avait dû refuser la présidence, il croule sous le travail rédactionnel. C'est donc Schapper qui préside. Engels et Ferdinand Wolff s'y trouvent également en tant que rédacteurs de la *Nouvelle gazette rhénane* et portent des toasts. L'article qui rapporte le banquet souligne le fait que pendant la fête, des troupes de soldats avaient patrouillé devant la salle.

Entre-temps le modèle des banquets pour la commémoration de la révolution de février fait des émules et d'autres fêtes se préparent pour la commémoration de la révolution du 18 mars 1848. Les

¹³⁸² Mülheim est aujourd'hui un quartier de Cologne.

¹³⁸³ NGR, n°225 du 18 février 1849 (également in MEW6, p. 581 et *Der Bund der Kommunisten, Dokumente*, op.cit. p.907).

¹³⁸⁴ Ibid. : „... speziell auf die Männer, die wie der anwesende Redakteur en chef der „Neuen Rheinischen Zeitung“, K. Marx, lange vor der Februarrevolution die Rechte der Arbeiterklasse in Tat und Wort behauptet hätten.“

¹³⁸⁵ NGR, n°233 du 28 février 1849 (également in MEW6, pp.581/582, ainsi que/ *Der Bund der Kommunisten, Dokumente*, op. cit. pp.912/913).

rédacteurs se voient contraints de refuser certaines invitations¹³⁸⁶, car la date du 18 mars est évidemment prise.

Le succès manifeste des banquets avait fini par inquiéter également la mairie de Cologne et l'administration militaire. Ils redoutent l'affluence en masse de la population, prévisible à cette occasion, ainsi que le caractère explicitement politique de cette sorte de manifestation. Afin de bloquer la commémoration de la révolution de mars, ils retiennent la plus grande salle publique de la ville, le «Gürzenich» pour un concert. En réaction, la fête se déroule le 19 mars.

L'article de la *Nouvelle gazette rhénane*¹³⁸⁷ rapporte triomphalement que, malgré les 5000 à 6000 personnes présentes, la salle n'avait pas même pu accueillir la moitié de la foule qui se pressait. C'est de nouveau Schapper qui préside. Parmi les participants qui portent un toast, se trouve Wilhelm Wolff (en honneur des républiques italiennes), Friedrich Engels (pour les insurrectionnels de juin 1848 à Paris), Ferdinand Wolff (pour les accusés de Bourges), Heinrich Bürgers (pour la chute de l'empire d'Autriche) et Ernst Dronke qui est enfin rentré à Cologne (pour la révolution prolétarienne). Parmi les prestations artistiques se trouve la chanson «Reveille» spécialement composé par Freiligrath pour l'occasion.

Ce qui attire l'attention des journaux libéraux, c'est la présence massive des femmes, dont on rapporte que certaines étaient entièrement vêtues de rouge. Apparemment, la politisation des femmes est également en marche. Le démocrate Cramer leurs porte un toast particulier.

La *Nouvelle gazette rhénane* conclut malicieusement que jamais avant, une fête n'avait réuni à Cologne un public si nombreux et en même temps si plein de tact et cela «*sous les auspices du drapeau rouge*».

¹³⁸⁶ *Der Bund der Kommunisten, Dokumente*, op. cit. p.919 : *Einladung des demokratischen Vereins in Solingen an Marx, Freiligrath, Engels, Schapper*.

¹³⁸⁷ NGR, n°251 du 21 mars 1849 (également en MEW6, p.583 et *Der Bund der Kommunisten, Dokumente*, op.cit. pp. 921/922).

III-10-4- Le départ du groupe de Marx du *comité régional des démocrates rhénans* et l'adhésion à la *fraternité ouvrière* de Leipzig

III-10-4-a- Désaccords grandissants avec les démocrates

Depuis fin 1848, la déception envers les fractions parlementaires démocrates de Berlin et de Francfort, se transforme en exaspération dans les articles de la *Nouvelle gazette rhénane*. Le journal leur reproche non seulement de ne pas avoir tiré les leçons de l'année 1848, mais de travailler en toute naïveté pour les intérêts de la contre-révolution. Des commentaires de plus en plus acerbes démontrent que l'attente vis-à-vis des parlementaires démocrates fait progressivement place à une dénonciation de leur ligne politique.

La première cible de la critique est le «*Zentralmärzverein*», fondé en novembre 1848¹³⁸⁸ et dirigé justement par des parlementaires démocrates¹³⁸⁹, qui essaie de réunir de nombreuses associations démocratiques afin de sauver les acquis de mars - mais en maintenant une politique indécise par rapport à la monarchie prussienne et à la ligne dure de la camarilla.

Comme c'est devenu l'habitude, les polémiques de la *Nouvelle gazette rhénane* se dirigent également contre un journal qui est considéré comme porte-parole de la ligne contestée. Dans le cas présent, il s'agit de la «*Gazette nationale*» (*Nationalzeitung*) que le journal considère depuis l'application de l'état de siège sur Berlin et l'interdiction de la *Halle des journaux de Berlin* (*Berliner Zeitungshalle*) comme l'organe de la démocratie parlementaire de Berlin.

Dans les deux cas - polémique contre le *Zentralmärzverein* et polémique contre la *Gazette nationale* - il devient bien clair dans les articles, en quoi la *Nouvelle gazette rhénane* considère dorénavant une partie significative du mouvement démocrate comme faisant partie de l'autre camp, à l'opposé des défenseurs de la révolution :

¹³⁸⁸ Voir par exemple : Christoph Klessmann : *Zur Sozialgeschichte der Reichsverfassungskampagne von 1849*, in: *Historische Zeitschrift*, Band 218, Heft 2, R. Oldenbourg Verlag München, 1974, pp.283 – 337, p.284, ou: Rudolf Stadelmann: *Soziale und politische Geschichte der Revolution von 1848*, König Verlag, München 1973, erste Ausgabe 1948, p.181: selon Stadelmann, le *Zentralmärzverein* regroupa presque un millier d'associations avec un demi million de membres. Le *Zentralmärzverein* ne se prononce pas sur la nécessité d'une république ou d'une monarchie constitutionnelle.

¹³⁸⁹ Il s'agit des députés du «*Donnersberg*», la fraction gauche des démocrates du parlement de Francfort.

La *Nouvelle gazette rhénane* rapporte déjà le 29 décembre¹³⁹⁰, donc juste après la campagne pour le boycott des impôts, sur une réunion du *Märzverein* à Heidelberg. Cette réunion se finit par la publication d'un manifeste, qui déclare que, face aux menaces contre les acquis de mars, le *Märzverein* s'appuie sur la «résistance légale». La colère de la *Nouvelle gazette rhénane* sur cette prise de position est à peine retenue :

«Donc encore une fois la «résistance légale», l'expression préférée de tous ceux qui croient pouvoir contourner une révolution par de belles phraséologies et une opposition de chambre. Si seulement pour une fois, un de ces messieurs, qui n'arrêtent pas de nous rabâcher la «résistance légale» jusqu'à satiété, avait indiqué «la loi» sur laquelle il veut baser sa résistance. Or il semble bien qu'ils se gardent bien de le faire. Ils n'osent pas parler d'une loi, parce qu'il n'y en a aucune - parce que toute leur phraséologie n'est rien qu'un masque pour leur inconséquence, leur indécision et leur bavardage.»¹³⁹¹

Les «messieurs du *Märzverein*» demanderaient en vain les libertés une par une, sans réclamer la condition préalable, c'est-à-dire la liberté tout court. En amont il faudrait déjà en finir avec la monarchie. Le journal pose avec ironie la question de savoir si le *Märzverein* voulait poursuivre les illusions du *Vormärz* : établir un régime constitutionnel avec les lois de l'absolutisme et fonder une république avec les lois d'une monarchie constitutionnelle. Il s'agit, selon la *Nouvelle gazette rhénane*, des mêmes erreurs qui avaient provoqué justement l'échec de la révolution.

Le 26 janvier - le premier tour des élections pour la deuxième chambre a juste eu lieu et le journal est plein de résultats partiels - la *Nouvelle gazette rhénane* tire de nouveau un bilan caustique du parlementarisme démocrate et exige un comportement clair des nouveaux députés:

«L'année 1848 nous a donné une leçon douloureuse. Pourquoi le parti de la Cour, de la noblesse et des fonctionnaires s'est-il relevé de nouveau avec son règne de canon et de sabre ? Pourquoi la camarilla de Potsdam a-t-elle gagné du temps afin de préparer en toute tranquillité et sécurité la contre-révolution ? Pourquoi enfin l'Assemblée nationale a été

¹³⁹⁰ NGR, n°181 du 29 décembre 1848.

¹³⁹¹ Ibid., „Also wieder einmal der „gesetzliche Widerstand“, die beliebte Phrase aller derer, welche mit schönen Redensarten und Kammeroppositionen eine Revolution zu umgehen können glauben. Wenn nur einer dieser Herren, welche den „gesetzlichen Widerstand“ bis zum Überdruß im Munde führen, einmal das Gesetz angegeben hätte, auf welches er seinen Widerstand stützen will. Sie scheinen aber dies wohlweislich zu vermeiden. Sie wagen nicht von einem Gesetz zu sprechen, weil keins vorhanden ist – weil ihre ganze Redensart nichts als ein Deckmantel für ihre Halbheit, Unentschlossenheit und Redseligkeit ist.“

*dispersée, presque un tiers du pays mis en état de siège formellement, et le reste tacitement ?
[..]*

Cela est arrivé, parce que nous avons envoyé en mai dernier une grande partie de gens comme représentants à Berlin - à part les ennemis et les traîtres au peuple notoires - qui n'étaient ni froids ni chauds, ni lard ni cochon, mais de misérables poules mouillées et qui n'ont commencé à clairement voir que par leur manque de courage et d'énergie nécessaire, par leur propre faute, ils avaient laissé les ennemis du peuple reprendre des forces, en un mot, lorsque c'était trop tard.»

[..] Que personne n'est apte à être député qui ne se joint pas à la protestation contre la constitution du 5 décembre, imposée par les canons et les baïonnettes et s'engage à ne l'accepter sous aucune condition, parce qu'elle est le résultat de la ruse et de la violence et que son but est la ruine du peuple, cela va de soi, c'est la moindre chose qui doit être exigée par un représentant du peuple.»¹³⁹²

Nous constatons que la *Nouvelle gazette rhénane* combine ici deux stratégies. D'un côté le journal dénonce très vivement la politique de l'année précédente des démocrates parlementaires. Selon l'explication de l'article, les démocrates se plaignent de la situation politique difficile, or ils en portent la pleine responsabilité. D'un autre côté le journal propose l'issue en forme d'un front unique, à partir du refus de la constitution octroyée comme consensus minimal. Vu l'ampleur et la profondeur de la critique, cette proposition semble s'adresser à des individus ou des groupes au sein des démocrates, plutôt qu'au démocrates dans leur totalité.

La première polémique de ce numéro du journal¹³⁹³, de la même tonalité, se dirige contre un article de la *Gazette nationale* à l'occasion du premier tour des élections en Prusse¹³⁹⁴. L'article reproche à la *Gazette nationale* de ne pas vouloir voir la différence entre la situation de mai 1848 et

¹³⁹² NGR, n°205 du 26 janvier 1849 (cet article n'est pas reproduit en MEW6) :

„... Das Jahr 1848 hat uns eine schmerzliche Lehre gegeben. Weshalb ist die Hof-Adels und Beamtenpartei mit ihrer Kanonen und Säbelherrschaft wieder emporgekommen? Weshalb hat die Camarilla in Potsdam Zeit gewonnen um die Contre-revolution in aller Muße und Sicherheit vorzubereiten? Weshalb ist endlich die Nationalversammlung auseinandergesprengt, fast ein Drittel des Landes förmlich, der übrige Teil stillschweigend in Belagerungszustand versetzt....?

[..] Es geschah, weil wir im vorigen Mai eine Masse Leute als Vertreter nach Berlin schickten - von den offenen Volksfeinden und Volksverräthern abgesehen - die weder kalt noch warm, weder Fisch noch Fleisch, sondern erbärmliche Buttermilchseelen waren, denen erst dann ein kleines Licht aufging und einiger Muth und einige Energie nötig schien, als sie durch ihre eigene Schuld die Feinde des Volkes hatten Kräfte sammeln lassen, mit einem Wort, als es zu spät war.

[..] Daß niemand zum Deputierten tauglich ist, der sich nicht dem Protest gegen die mit Kanonen und Bajonetten aufgezwungene Verfassung vom 5. Dezember einschließt und sich verpflichtet, sie unter keiner Bedingung zu genehmigen, weil sie das Werk der List und Gewalt und ihr Zweck des Volkes verderben ist, das versteht sich von selber, das ist das mindeste, was von einem Volksvertreter verlangt werden muß. “

¹³⁹³ NGR, n°205 du 26 janvier 1849 et NGR, n°207 du 28 janvier 1849: *Die Berliner ‚Nationalzeitung‘ an die Urwähler*, (également in MEW6, pp. 199 – 208).

¹³⁹⁴ L'élection des grands électeurs a eu lieu le 22 janvier, le deuxième tour le 5 février 1849.

celle de janvier 1849 et de banaliser ainsi la contre-révolution et ses conséquences. «L'état de siège, mes messieurs de la 'Gazette nationale', s'émeut Marx qui écrit comme presque toujours les articles polémiques contre les autres journaux, «n'est pas une excuse pour le manque de réflexion et la confusion.»¹³⁹⁵

«Le seul 'acquis' qui nous est resté – et ce n'est pas un acquis spécifiquement prussien, ce n'est pas un 'acquis de mars', mais le résultat de la révolution européenne de 1848 – c'est la contre-révolution la plus généralisée, la plus décidée, la plus sanguinaire, la plus violente, qui elle-même, n'est pourtant qu'une phase de la révolution européenne et qui est donc seulement la créatrice d'une nouvelle et victorieuse contre-attaque révolutionnaire.»¹³⁹⁶

Ces lignes démontrent une énième fois à quel point Marx focalise tous ses espoirs sur une nouvelle poussée de la révolution européenne et à quel point la situation en Allemagne, vu d'une façon isolée, lui semble inextricable. Les démocrates, jadis considérés comme l'extrême gauche de la bourgeoisie, ne semblent se différencier que peu des libéraux. L'article de la *Nouvelle gazette rhénane* s'attaque particulièrement à une phrase de la *Gazette nationale* qui dit:

«Nous ne voulons pas une continuation de la révolution. Nous sommes les ennemis de toute anarchie, de toute violence et de toute action arbitraire ; nous voulons la loi, le calme et l'ordre.»¹³⁹⁷

Face à une telle déclaration, la *Nouvelle gazette rhénane* réagit avec une grande sévérité. Si la *Gazette nationale* pense vraiment ce qu'elle a écrit, c'est une phrase qui établit le clivage entre révolutionnaires et non-révolutionnaires, entre deux camps opposés :

«L'état de siège, Messieurs, vous force tout au plus à vous taire, jamais à parler. Cette dernière phrase, citée ci-joint, nous en prenons acte pour cette raison. Si c'est vous qui la prononcez, tant mieux, si c'est l'état de siège qui s'exprime à travers elle, vous n'avez pas besoin de vous abaisser à être son porte-parole. Soit vous êtes révolutionnaires, soit vous ne

¹³⁹⁵ NGR, n°205 du 26 janvier 1849: „Der Belagerungszustand, meine Herren von der ‚Nationalzeitung‘ ist keine Entschuldigung für Gedankenlosigkeit und Konfusion.“

¹³⁹⁶ Ibid : „ Die einzige ‚Errungenschaft‘, die uns geblieben ist – und das ist keine spezifisch-preußische, keine ‚März‘-Errungenschaft, sondern das Resultat der europäischen Revolution von 1848 – ist die allgemeinste, entschiedenste, blutigste, gewaltsamste Konterrevolution, die aber selbst nur eine Phase der europäischen Revolution und daher die Erzeugerin eines neuen, allgemeinen und siegreichen revolutionären Gegenschlages ist.“

¹³⁹⁷ NGR, n°207 du 28 janvier 1849: „Wir wollen nicht eine Fortdauer der Revolution; wir sind Feinde aller Anarchie, jeder Gewalttat und Willkür, wie wollen Gesetz, Ruhe und Ordnung.“

*l'êtes pas. Si vous ne l'êtes pas, nous sommes de toute façon des ennemis, si vous l'êtes, vous auriez dû vous taire.»*¹³⁹⁸

Un peu plus loin, le journal tranche et répond à ce qui pour un moment était encore en suspens :

*«Aucun révolutionnaire n'est si dénué de tact, si enfantin, si lâche qu'il renie la révolution juste au moment où la contre-révolution fête ses triomphes les plus brillants.»*¹³⁹⁹

Ces lignes montrent que la déception sur l'inconséquence et le manque de clairvoyance des démocrates est arrivée à un point de saturation. Les éternels essais de pédagogie de la *Nouvelle gazette rhénane* semblent arriver à leur fin.

III-10-4-b- Bilan intermédiaire: la position de la *Nouvelle gazette rhénane* envers les démocrates au début de l'année 1849

Il est révélateur pour ces polémiques de décembre 1848 et de janvier 1849 que les reproches à l'encontre des parlementaires démocrates de Berlin et de Francfort ressemblent étrangement aux reproches de la *Nouvelle gazette rhénane* à l'encontre des majorités libérales des parlements à partir de la crise de septembre. Dans les deux cas, le journal met l'accent sur l'anachronisme à vouloir les acquis de la révolution sans vouloir la révolution et ensuite à vouloir défendre les acquis de la révolution, tout en restant dans la légalité d'un régime, qui veut justement supprimer ces acquis. Selon la *Nouvelle gazette rhénane*, il s'agit chaque fois d'une incompréhension du fonctionnement de la politique et des rapports de forces. Dans les deux cas, cette ligne est vouée à l'échec.

Le reproche d'«hétérogénéité» que Marx et la plupart des membres du comité régional mettront en avant pour quitter leurs fonctions, vise clairement le *Märzverein* et sa ligne de conciliation avec les

¹³⁹⁸ Ibid.: „Der Belagerungszustand, meine Herren, zwingt Sie höchstens zum Schweigen, nie zum Reden. Diesen letztzierten Satz nehmen wir daher zu Protokoll: Sprechen **Sie** aus ihm; um so besser; spricht der Belagerungszustand aus ihm, so brauchen Sie sich nicht zu seinem Organ herzugeben. Entweder sind Sie revolutionär, oder Sie sind es nicht. Sind Sie es nicht, so sind wir von vornherein Gegner; sind Sie es, so mußten Sie schweigen.“

¹³⁹⁹ Ibid.: „Kein Revolutionär ist so taktlos, so verkindet, so feig, daß er die Revolution gerade dann verleugnet, wenn die Konterrevolution ihre glänzendsten Triumphe feiert.“

constitutionnels¹⁴⁰⁰. Cette ligne est pour la *Nouvelle gazette rhénane* incompatible avec les principes de la démocratie, comme elle l'entend.

Le mouvement démocrate se caractérise certes dès le début de la révolution par une grande hétérogénéité, mais au printemps 1849 ces différences sont de toute évidence devenues insurmontables. Ce qui a pu paraître comme un avantage en mai 1848, devient pour le groupe Marx à la fin de la révolution un handicap : la coexistence des courants différents qui peuvent se contredire sur des questions essentielles ; la recherche du seul consensus minimal qui empêche constamment la discussion de fond ; le fait qu'une décision fixant la ligne politique n'est pas forcément comprise comme une contrainte.

Le plus grand handicap consiste au printemps 1849 dans le fait que face à la paralysie des parlements, il n'y a plus aucun courant des démocrates qui en tire les conséquences et qui propose une réponse adéquate. Le clivage entre les diverses positions démocrates autour de la constitution octroyée n'est que la goutte qui fait déborder le vase. Face à l'incapacité du mouvement démocrate de trouver une ligne politique qui réponde à la situation, le maintien du travail dans les structures démocrates n'a plus aucun sens.

Cette conclusion est certainement tirée déjà fin 1848 ou tout au début de l'année 1849, mais les activités multiples autour des élections en Prusse et les discussions dans l'association ouvrière ont probablement retardé une prise de décision définitive. C'est seulement à la mi-avril qu'elle sera rendue publique.

En même temps se pose la question d'une alternative pour la *Nouvelle gazette rhénane* qui s'était greffée sur l'espace public bourgeois dans l'attente de pouvoir mobiliser les démocrates sur une ligne révolutionnaire. Or, la dynamique politique s'était au printemps 1849 déplacée vers un autre espace public, non bourgeois. Le jeune mouvement ouvrier avait progressé d'une manière spectaculaire depuis la fin de l'année 1848 ; une évolution que nous étudierons sous peu. Le défi pour la *Nouvelle*

¹⁴⁰⁰ Voir Marcel Seyppel, op. cit. chapitre 9.2.: *Wahlkoalitionen, Centralmärzverein und der Abgang Raveaux*, p. 262 – 266. En ce qui concerne la situation à Cologne, Seyppel rapporte (p.262) : « Les démocrates qui prônaient des alliances avec les libéraux, avaient réussi clairement à se mettre au premier plan. » (*Die um Bündnisse mit den Liberalen bemühten Demokraten waren deutlich in den Vordergrund getreten.*)

gazette rhénane est à ce moment de prendre en compte cette nouvelle situation et d'adapter sa ligne éditoriale.

III-10-5- L'évolution de la *fraternité ouvrière*

En parallèle à la campagne pour le boycott des impôts et à la dissolution du parlement de Berlin, au procès contre la *Nouvelle gazette rhénane* et aux élections pour le nouveau parlement de Berlin selon la constitution octroyée, émerge pour la première fois dans l'histoire allemande un réseau organisationnel du mouvement ouvrier. Cette évolution se produit autour des associations ouvrières. Jacques Droz considère que «*l'un des traits les plus remarquables de la révolution de 1848 a été la multiplication des associations ouvrières, qui sous des dénominations variées, n'existaient jusqu'alors qu'à l'état dispersé.*»¹⁴⁰¹ La centralisation de ces associations se produit sous les auspices d'une organisation qui s'appelle *fraternité ouvrière (Arbeiterverbrüderung)* et de son dirigeant, le typographe Stephan Born qui joue un rôle déterminant dans ce processus.

Born était un ancien proche d'Engels à l'époque parisienne¹⁴⁰². Engels l'avait recruté à la *Ligue des communistes*. En tant qu'émissaire de la Ligue il se rend en octobre 1847 en Suisse. A la fin de l'année, il fait la connaissance de Marx et de sa famille à Bruxelles et il les suit à Paris¹⁴⁰³. Après le retour de la *Ligue des communistes* en Allemagne, Born s'installe à Berlin, ville qu'il connaît bien, car il y avait fait son apprentissage.

En avril 1848, Born fonde «*le comité central des associations ouvrières de Berlin*» (*Berliner Zentralkomitee*)¹⁴⁰⁴, une organisation locale berlinoise qui rassemble les associations ouvrières de la

¹⁴⁰¹ Jacques Droz, op.cit. p.519.

¹⁴⁰² Max Quarck: *Die erste deutsche Arbeiterbewegung, Geschichte der Arbeiterverbrüderung 1848/49*, op. cit. p. 39, et Stephan Born: *Erinnerungen eines Achtundvierzigers*, Hrsg. Und eingel. Von Hans J. Schütz, Verlag J.H.W. Dietz Nachf. GmbH, Berlin, Bonn, 1978: chapitre V. : *Friedrich Engels. Der Kommunistenbund. Heinrich Heine*, pp. 26 – 31.

¹⁴⁰³ Ibid. chapitre VIII. 1848: *Die Februarrevolution in Paris. Aufstandsversuche in Brüssel. Frau Marx. Reise nach Paris.* (C'est Born qui accompagne Mme Marx de Bruxelles à Paris, après l'arrestation de Marx à Bruxelles.)

¹⁴⁰⁴ Max Quarck, op. cit. chapitre V : *Das Berliner Zentralkomitee*, pp.54-65.

ville. L'organe de cette organisation est le journal «*le peuple*» (*Das Volk*)¹⁴⁰⁵, qui est entièrement rédigé par Born.

Au printemps 1848, Wilhelm Wolff, en voyage à Berlin en tant qu'émissaire de la *Ligue des communistes* formulait dans une lettre une remarque ironique contre Born. Wolff avait l'impression que Born voulait surtout promouvoir sa propre «carrière personnelle»¹⁴⁰⁶. Cette première critique a pu laisser des traces, elle n'empêche pas Marx de proposer à Born de devenir correspondant pour la *Nouvelle gazette rhénane*¹⁴⁰⁷. Notamment en juin 1848, pendant l'assaut de l'arsenal de Berlin, il écrit des articles pour le journal. A la même époque, son propre journal *le peuple* reproduit de nombreux articles de la *Nouvelle gazette rhénane*, surtout les articles sur l'étranger¹⁴⁰⁸.

Le travail de correspondant se relativise dans la mesure où l'engagement dans les associations ouvrières devient plus prenant. Pendant l'été, les liens entre Born et le groupe autour de Marx se relâchent. Born s'engage dans un travail essentiellement syndical, sans que le groupe Marx ou la *Nouvelle gazette rhénane* s'intéresse particulièrement à lui.

A l'été 1848, le journal reste à l'écart des efforts de Born pour fonder et développer une organisation centrale des associations ouvrières pour l'Allemagne. Cette organisation s'appelle dorénavant «*fraternité ouvrière*» (*Arbeiterverbrüderung*). Un nouveau journal, nommé «*fraternité*» (*Verbrüderung*) remplace l'ancien journal berlinois. Ce journal paraît deux fois par semaine et est essentiellement dédié à la question sociale.

Le premier congrès ouvrier le 23 août 1848 ne trouve que peu d'attention auprès de la *Nouvelle gazette rhénane*. La rédaction regarde peut-être surtout le programme du congrès qui prône la fondation de coopératives ouvrières, un vieux sujet de discorde entre Marx et Proudhon. Or la véritable nouveauté est le fait que le comité central de Berlin se transforme en comité central des

¹⁴⁰⁵ *Das Volk. Organ des Central-Komitees für Arbeiter. Eine sozialpolitische Zeitschrift. Herausgegeben von Stephan Born*, Berlin, Nr.1 bis Nr. 33, vom 1.Juni 1848 bis 29. August 1848, Verlag Detlev Auvermann KG. Glashütten im Taunus, 1973.

¹⁴⁰⁶ MEGA III/2 *Wilhelm Wolff an die Zentralbehörde des Bundes der Kommunisten in Mainz, Breslau, 18. April 1848*, p.422. Wolff écrit à propos de Born: „Born, bereits in den Anfängen zu einem Berliner provisorischen citoyen Albert begriffen und Präsident des Arbeiter-Vereins im Maas'schen Lokale (Sebastianstraße), war der erste, den ich aufsuchte.“

¹⁴⁰⁷ Dans une lettre à Marx, Born confirme explicitement qu'il est d'accord d'écrire des articles pour la *Nouvelle gazette rhénane* : MEGA III/2 : *Stephan Born an Karl Marx in Köln, Berlin, 11.Mai 1848*, p.444-445.

¹⁴⁰⁸ Par exemple dans n°20 du 18 juillet 1848, ou n°23 du 25 juillet 1848 et n°27 du 7 août 1848, n°31 du 22 août 1848, etc.

associations ouvrières de l'Allemagne entière. Les intérêts principaux de la *Nouvelle gazette rhénane* en revanche sont à cette époque la question polonaise et les prémices de la crise de septembre.

Le comité central de la *fraternité* se retire en septembre de Berlin et à l'écart de la politique prussienne, pour déménager à Leipzig en Saxe. La *fraternité ouvrière* ne rentre pas activement dans le mouvement de masse de septembre, mais les événements mènent néanmoins à une politisation considérable. Cette politisation devient visible vers la fin de l'année 1848, et elle change la donne dans l'appréciation des «Colonais».

Pendant le deuxième congrès des démocrates le 26 octobre 1848, Born fait la proposition que les associations ouvrières intègrent les structures démocrates et que les démocrates prennent en compte la question sociale. Il projette ainsi d'établir un lien définitif entre les deux mouvements. Le *comité central des associations ouvrières* qui était jusque-là très prudent dans la critique vis-à-vis du mouvement démocrate, attend beaucoup de ce congrès. Mais la proposition ne suscite que peu d'écho chez les démocrates. Ils considèrent au contraire que « *les prolétaires n'avaient pas une compréhension correcte de la situation et qu'on ne pouvait pas se fier à eux* »¹⁴⁰⁹. La proposition de la *fraternité* n'est donc pas suivie de mesures significatives. Ce manque de considération laisse une vive amertume dans les associations ouvrières. Max Quarck donne l'analyse suivante du déroulement du processus :

*« Ainsi ce dernier contact organisationnel entre le mouvement démocrate et ouvrier de l'année 1848 s'était achevé d'une façon décisive ; chacun des deux courants combattait à partir de cette époque essentiellement seul, jusqu'à ce que la catastrophe de 1849 les unit dans la défaite. »*¹⁴¹⁰

La *fraternité* tire les conséquences en mettant l'accent dorénavant sur ses propres forces. En faisant cela, elle devient aux yeux de Marx plus compatible avec les positions exprimées par le *manifeste communiste* qui avait affirmé que « *les communistes n'établissent pas de principes*

¹⁴⁰⁹ Max Quarck, op. cit. pp.186/187 Cette appréciation apparaît dans le rapport de Kriege, qui en tant que secrétaire donne une analyse de la situation.

¹⁴¹⁰ Ibid. p.187: „Damit war diese letzte organisatorische Berührung der demokratischen und der Arbeiterbewegung des Jahres 1848 entscheidend erledigt. Jede der beiden Strömungen kämpfte nunmehr in der Hauptsache allein, bis sie die Katastrophe von 1849 in der Niederlage vereinigte.“

spécifiques, selon lesquels ils veulent modeler le mouvement prolétaire»¹⁴¹¹, et leur objectif serait «la formation du prolétariat en tant que classe»¹⁴¹².

Un reflet de ces pensées se trouve bien dans les articles de la *fraternité* en automne 1848 dans son premier numéro du 3 octobre¹⁴¹³. L'article exprime un fond de pensée beaucoup plus radicale que celle du mouvement démocrate¹⁴¹⁴:

«Un Etat dans lequel il devient, malgré tout effort, impossible pour l'ouvrier d'exister de manière humaine, va nécessairement vers une réorganisation, quand ses membres les plus puissants, les ouvriers, auront seulement acquis la conscience de leur situation, quand ils auront compris la vanité de leur supplice, à l'heure de la dernière triste prise de conscience qu'il doivent mettre en jeu leur vie afin de la gagner.»¹⁴¹⁵

«Nous, les ouvriers, nous devons nous aider nous-mêmes.»¹⁴¹⁶

Ce processus de politisation connaît une première apogée pendant la crise de novembre, lorsque Born appelle publiquement à prendre les armes et à marcher sur Berlin¹⁴¹⁷.

A la même époque, vers la fin de l'année 1848, survient en quelques mois un développement fulgurant de la *fraternité*. Elle s'impose dans toute une série de congrès ouvriers locaux comme la force directrice. Du 27 au 29 décembre 1848, un congrès régional s'était déjà déroulé à Leipzig¹⁴¹⁸, qui avait regroupé les associations des provinces saxonnes prussiennes et celle des duchés saxons.

¹⁴¹¹ Theo Stammen/ Alexander Classen (Hg.): *Karl Marx: Das Manifest der kommunistischen Partei*, op. cit. p.78: „Sie [die Kommunisten] stellen keine besonderen Prinzipien auf, wonach sie die proletarische Bewegung modeln wollen.“

¹⁴¹² Ibid.: „Der nächste Zweck der Kommunisten ist (...): Bildung des Proletariats zur Klasse.“

¹⁴¹³ Max Quarck, op. cit. p.369 (reproduction intégrale du n°1 de la *fraternité*) *Die Verbrüderung n°1.2. herausgegeben vom Centralkomitee für die deutschen Arbeiter, Correspondenzblatt aller deutschen Arbeiter: Rundschreiben des Centralkomitees für die deutschen Arbeiter an sämtliche Arbeiter und Arbeitervereine Deutschlands.*

¹⁴¹⁴ Voir aussi l'avis de Quarck, op.cit. p.197.

¹⁴¹⁵ Ibid.: „Ein Staat, in dem es dem Arbeiter unmöglich geworden, bei allem Fleiße menschlich zu existieren, muss notwendig einer Umgestaltung entgegengehen, wenn seinen mächtigsten Gliedern, den Arbeitern erste das Bewusstsein ihrer Stellung klar geworden, wenn sie ihres Schaffens fruchtlose Qual eingesehen, wenn sie zur letzten traurigen Erkenntnis gekommen, dass sie das Leben einsetzen müssen, um das Leben zu gewinnen.“

¹⁴¹⁶ Ibid.: „Wir Arbeiter müssen uns selbst helfen.“

¹⁴¹⁷ Max Quarck, op. cit. p.208 : „Brüder! An alle Bezirks- und Lokalkomitees der Arbeiterverbrüderung erlassen wie hiermit die dringende Aufforderung, alle ihre Kräfte und Mittel zur Bewaffnung der Arbeiter anzubieten.“ (..)

¹⁴¹⁸ Voir sur ce sujet Quarck, op.cit.: chapitre XI : *Die ersten Kongresse und die Episode Winkelblech*, pp. 123-149 et : chapitre XVII : *Die Ausbreitung der Arbeiterverbrüderung und die lokalen Arbeiterkongresse*, pp. 219-241.

Ibid. pp.219-225.

Un peu plus tard se tient un congrès régional pour l'Allemagne du Sud à Heidelberg, où Born s'impose contre la ligne du docteur Winkelblech, une ligne qui prône le retour au système des corporations qui devrait être garanti par l'Etat¹⁴¹⁹. C'est la ligne claire de Born contre la nostalgie des corporations, faisant nettement la différence entre maîtres et compagnons, qui a dû attirer l'attention de Marx.

Par la suite, un congrès des associations de l'Allemagne du Nord est prévu à Hambourg pour le 10 février 1849¹⁴²⁰, pour le 4 mars 1849 un congrès des associations du Wurtemberg¹⁴²¹, pour le 2 - 4 avril, c'est le tour des associations de Bavière¹⁴²². Chaque fois, les congrès se concluent par une adhésion à la *fraternité ouvrière* qui engendre une véritable dynamique.

Il manque à la *fraternité* uniquement le bastion fort de la Rhénanie et de la Westphalie, une région industrielle décisive et entièrement sous influence de *l'association ouvrière de Cologne*. L'intégration de *l'association ouvrière de Cologne* est justement l'apport possible de Marx et en même temps le moyen pour s'impliquer dans le processus d'émergence de cette organisation future.

III-10-5-a- Le projet d'un deuxième congrès national des associations ouvrières

La perspective du deuxième congrès de la *fraternité* change entièrement la donne pour la constellation de l'espace public en Allemagne. Il est destiné à créer une organisation nationale des ouvriers et compagnons sans les maîtres, indépendante des partis politiques -inclusivement des démocrates - une organisation qui s'occupe certes beaucoup des institutions d'entraide, mais qui n'est probablement plus entièrement syndicale, mais assez politisée. L'organisation issue de ce congrès peut éventuellement déclencher d'autres processus, des grèves nationales par exemple, qui devraient pouvoir modifier les rapports de force et même influencer le sort de la révolution.

Cela du moins semble être la réflexion de Marx lorsqu'il quitte en avril 1849 ses fonctions dirigeantes dans le mouvement démocrate pour prôner l'adhésion à la *fraternité*. Tandis que Marx et

¹⁴¹⁹ Ibid. pp.226-229.

¹⁴²⁰ Ibid. pp. 234-237.

¹⁴²¹ Ibid. pp. 227-238.

¹⁴²² Ibid. pp. 238-239.

la *Nouvelle gazette rhénane* avait prêté peu d'attention à cette organisation jusqu'à l'automne 1848, l'évolution depuis octobre montre bien que la *fraternité* représente le seul secteur de la société qui bouge. Face au «déclin» des démocrates et aux grandes menaces sur la révolution, s'ouvre une possibilité d'un travail de masse. Il s'agit en même temps d'une alternative concrète par rapport à Moll et Schapper et leur projet de retour à la clandestinité.

De plus, les ressemblances avec le projet de la *Ligue des communistes* de mai 1848 sautent aux yeux. A cette époque la Ligue avait essayé en vain de construire une organisation nationale des associations ouvrières, un projet sans doute prématuré. Marx y avait renoncé en estimant qu'on ne pouvait pas forcer le cours des événements et que le mouvement ouvrier n'était pas encore suffisamment mûr pour créer une organisation nationale. Il devrait d'abord faire ses propres expériences, inclusivement des erreurs et en tirer les conséquences. Au printemps 1849, ce processus semble avoir fait un bond en avant.

Or, malgré son importance, nous ne savons que très peu de choses sur la préparation de ce congrès. Il n'a pas pu avoir lieu à cause des événements de mai 1849. De même nous n'avons que quelques indices sur les relations entre Born et Marx en 1849.

Born, de retour de Heidelberg et de Mayence, fait fin janvier 1848 un détour par Cologne, afin de, comme il le dit dans ses mémoires¹⁴²³, *revoir les hommes de la «Nouvelle gazette rhénane», Marx, Engels, Wolff et tutti quanti.* Il souligne qu'à ce moment - contrairement aux paroles « haineuses » d'Engels quarante années plus tard - personne ne lui a témoigné le moindre mécontentement. Au contraire, Marx insiste pour l'héberger chez lui comme hôte de la famille et le lendemain, quand il se rend à la rédaction de la *Nouvelle gazette rhénane*, il est aimablement accueilli par Engels¹⁴²⁴.

Nous ne savons rien de plus sur ce séjour de Born à Cologne. Lui-même ne fait aucune allusion à une discussion quelconque sur d'éventuels projets entre «*les hommes de la Nouvelle gazette rhénane*» et la *fraternité*. Nous ne savons rien non plus de la part de Marx, d'Engels ou d'un autre rédacteur du journal, ni sur la visite de Born, ni sur les projets concernant le deuxième congrès national des associations ouvrières.

¹⁴²³ Stephan Born : *Erinnerungen..* op. cit. chapitre XVII: *Reise nach Heidelberg und Köln*, pp.99 -104, pp.104-104

¹⁴²⁴ Ibid.

Pour Max Quarck, il y a une évidence que cette visite signifie une prise de contact politique en lien avec le projet du deuxième congrès national des associations ouvrières : «*Marx, Engels, Wolff et autres auraient été probablement envoyés à ce congrès comme délégués de Cologne à travers la Rhénanie. Pour le mouvement ouvrier allemand, cette coopération aurait pu engendrer des conséquences à peine évaluables.*»¹⁴²⁵

III-10-5-b- Le départ du groupe de Marx du comité *régional des démocrates rhénans*

A partir de la mi-mars 1849, quelques signes avant-coureurs apparaissent qui laissent entrevoir l'objectif d'une réorganisation des alliances. D'abord la *Nouvelle gazette rhénane* demande à partir du 14 mars dans 11 numéros de suite, jusqu'au 25 mars, les adresses des associations démocrates de la région. Ces adresses sont à transmettre à la *Nouvelle gazette rhénane* ou à la *Nouvelle gazette de Cologne*¹⁴²⁶. Nous rappelons qu'Anneke est le rédacteur en chef de la *Nouvelle gazette de Cologne*. Il siège avec Marx à l'*association ouvrière de Cologne*, comme au *comité régional des démocrates rhénans*. On peut donc supposer une concertation entre les deux journaux.

Le 11 avril, la direction de l'*association ouvrière de Cologne* décide de demander les adresses de toutes les associations ouvrières de la région¹⁴²⁷. Il s'agit de la même réunion, où la discussion

¹⁴²⁵ Max Quarck, op. cit. p.296: „*Marx, Engels, Wolff u.a. wären wahrscheinlich von Köln aus auf diesen Kongreß delegiert worden. Für die deutsche Arbeiterbewegung hätten sich kaum übersehbare Folgen aus dieser Zusammenarbeit ergeben können.*“

A part le livre de Quarck, il n'y a que peu d'études sur le sujet. Wolfgang Schieder affirme que la déclaration de l'association ouvrière de Cologne de s'associer à la *fraternité* était uniquement un projet de Schapper qu'il avait entrepris sans le savoir et sans la connaissance de Marx (Wolfgang Schieder, *Karl Marx als Politiker*, op.cit. pp. 52/53). Un peu dans le même sens, mais moins formel, Frolinde Balsler insiste sur le manque de sources sur des projets de Marx et pense que le départ du comité régional des démocrates rhénans et le départ de l'association ouvrière de Cologne ne seraient pas liés. (Frolinde Balsler : *Sozial-Demokratie 1848/49-1863. Die erste deutsche Arbeiterorganisation "Allgemeine deutsche Arbeiterverbrüderung" nach der Revolution* Textband, Ernst Klett Verlag Stuttgart 1961, pp.207/208).

¹⁴²⁶ Il s'agit des numéros, à partir du 14 mars, et non à partir du 11 mars comme l'affirme Gerhard Becker :

NGR, n° 245 du 14 mars 1849 / NGR, n° 246 du 15 mars 1849, supplément / NGR, n°247 du 16 mars 1849 / NGR, n° 248 du 17 mars 1849 /NGR, n° 249 du 18 mars 1849 / NGR, n° 249 du 20 mars 1849 (faute d'impression, il s'agit bien du n°250) / NGR, n° 251 du 14 mars 1849 / NGR, n° 252 du 14 mars 1849 / NGR n°253 du 14 mars 1849 /NGR, n° 254 du 14 mars 1849 / NGR, n° 255 du 14 mars 1849.

¹⁴²⁷ *Freiheit, Brüderlichkeit Arbeit* du 12 avril 1849, cité par Dieter Dowe, op. cit. p.221, annotation 799.

sur «*Travail salarié et capital*» a été mise à l'ordre du jour pour toutes les filiales. La décision de demander les adresses est publiée le lendemain par la *Nouvelle gazette de Cologne*^{1428/1429}.

C'est finalement le 14 avril que Marx, Karl Schapper, Friedrich Anneke et Wilhelm Wolff organisent une réunion du *comité régional des démocrates rhénans*. Le comité n'avait plus siégé depuis le mois de novembre¹⁴³⁰. Sa convocation a comme but unique sa dissolution.

Ces quatre membres du comité déclarent qu'ils quittent leurs fonctions dans le comité régional. La *Nouvelle gazette rhénane* du lendemain publie une courte déclaration¹⁴³¹ :

«*Les citoyens Marx, Schapper, Anneke et Wolff déclarent unanimement :*

Nous considérons que l'organisation actuelle des associations démocratiques inclut trop d'éléments hétérogènes pour qu'une activité utile à la cause puisse être possible.

Nous sommes plutôt de l'avis qu'une collaboration plus étroite avec les associations ouvrières est préférable, car celles-ci sont constituées d'éléments homogènes et nous quittons pour cette raison et à partir d'aujourd'hui le comité régional des associations démocratiques rhénanes.»¹⁴³²

Ce communiqué n'est pas commenté dans le journal, ni dans cette édition du journal, ni par la suite. Il a été publié «sous le trait», ce qui montre qu'il ne s'agit pas d'une communication de la rédaction, mais d'une déclaration des personnes signataires. Etant donné que Marx est le rédacteur en chef de la *Nouvelle gazette rhénane*, la question du lien de cette décision avec le journal se pose évidemment, même si la *Nouvelle gazette rhénane* avait souligné à plusieurs reprises son indépendance et déclaré qu'elle n'était pas un journal de parti. De toute façon, il n'y aura pas de changement de programme ou de sous-titre. La *Nouvelle gazette rhénane* reste «l'organe de la

¹⁴²⁸ *Nouvelle gazette de Cologne* du 12 avril 1849, cité par Dieter Dowe, op.cit.p.221, annotation 800.

¹⁴²⁹ Wolfgang Schieder en conclut que la réunion de l'*association ouvrière de Cologne* s'est déroulée sans la connaissance de Marx et que sa décision de quitter les fonctions dans la société des démocrates et le comité régional des démocrates rhénans se serait fait uniquement par la pression des dirigeants ouvriers impatients.

Wolfgang Schieder: *Karl Marx als Politiker*, Piper Verlag, München, Zürich, 1991, p.52; cette hypothèse n'est pas confirmée par Dove ou Seyppel.

¹⁴³⁰ Hermann Becker est également présent lors de cette réunion. Il ne tire pourtant pas les mêmes conclusions que les autres membres du comité et ne signe pas le communiqué.

¹⁴³¹ NGR, n°273 du 15 avril 1849 (deuxième édition) :

„*Wir erachten, daß die jetzige Organisation der demokratischen Vereine zu viele heterogene Elemente in sich schließt, als daß eine dem Zweck der Sache gedeihliche Tätigkeit möglich wäre.*

Wir sind vielmehr der Ansicht, daß eine engere Verbindung der Arbeitervereine, da dieselben aus gleichen Elementen bestehen, vorzuziehen ist, und treten deshalb von heute an und hiermit aus dem rheinischen Kreisausschusse der demokratischen Vereine aus.“

démocratie» tout en affichant sa propre version de démocratie - le combat conséquent contre la monarchie - et tout en critiquant d'une manière virulente le mouvement démocrate.

Comme déjà mentionné, le journal avait signalé en décembre 1848 que tous les articles précédents constituaient le programme du journal. Dans plusieurs articles, le journal avait fait allusion à la maturité politique de son public. Pour cette raison, la rédaction a peut-être considéré que les articles des derniers mois étaient suffisamment explicites et que des explications plus précises étaient superflues.

Cette idée n'est apparemment pas partagée par le mouvement démocrate de Cologne qui est plutôt consterné. Malgré des désaccords grandissants, connus de tous, la déclaration de départ du groupe Marx provoque une large incompréhension dans la *société démocrate*.¹⁴³³ L'historien Marcel Seyppel explique que le journal de la société démocrate [*Der "Wächter am Rhein"*, le «gardien au bord du Rhin»] ne comprend pas pourquoi «... les différences politiques auraient comme conséquence la rupture avec l'organisation.»

Il explique ensuite que « *tandis que le «gardien» salue la séparation de l'association ouvrière, preuve du fait que le «parti Marx» avait été la véritable agrafe des deux organisations, le retrait de Marx lui reste incompréhensible.* »¹⁴³⁴

Cette citation démontre également que le lien entre la *société démocrate* et *l'association ouvrière de Cologne* était devenu artificiel et qu'une seule structure - *le comité régional des démocrates rhénans* - ne pouvait plus représenter les deux à la fois. De toute façon l'association ouvrière semble avoir une compréhension différente de celle des démocrates des enjeux et elle quitte aussi le comité régional.

¹⁴³³ Marcel Seyppel, op. cit. p.270 : Seyppel se réfère entre autre au journal de la société démocrate : «*Der Wächter am Rhein*» N°40 du 20 avril 1849.

¹⁴³⁴ Marcel Seyppel, op; cit. p.271 :...(*Den Demokraten wollte jedoch nicht so recht einleuchten) wieso aus den politischen Differenzen der Bruch mit der Organisation abzuleiten sei. Während der „Wächter“ die Trennung vom Arbeiterverein begrüßte, ein Beleg dafür, daß die „Partei Marx“ die wahre Klammer beider Organisationen gewesen war, blieb ihm der Rückzug von Marx unverständlich.*“

Cette incompréhension est d'ailleurs partagé par une partie de la recherche, voir: *Veit Valentin, op.cit. p.452:*

III-10-5-c- Le départ de *l'Association ouvrière de Cologne* de l'organisation démocrate et l'orientation vers la *fraternité ouvrière* de Leipzig

Deux jours après la dissolution du *comité régional des démocrates rhénans*, le 16 avril, l'assemblée générale de *l'association ouvrière de Cologne* décide également de quitter l'organisation des associations démocratiques afin d'intégrer l'organisation des associations ouvrières, la «*fraternité ouvrière*»¹⁴³⁵. L'assemblée générale décide en même temps d'appeler à un congrès régional des associations ouvrières de Rhénanie et de Westphalie pour le 6 mai, afin «*d'établir une cohésion plus étroite du parti uniquement social*»¹⁴³⁶ et troisièmement de participer au congrès national des associations ouvrières, prévu pour le mois de juin 1849 à Leipzig.

La stratégie prévue est de toute évidence d'organiser et de centraliser les associations ouvrières d'abord sur une échelle régionale rhénane et westphalienne - et cela indépendamment des démocrates - afin de constituer un contingent conséquent qui prendrait part dans un deuxième temps à une organisation nationale des associations ouvrières.

Le lendemain, le comité directeur de *l'association ouvrière* décide de former un *comité régional des associations ouvrières* afin de préparer le congrès régional, qui lui-même devrait préparer le congrès national. Ce comité régional est composé de Marx et de proches de Marx : W. Wolff, Anneke, Schapper, Esser et Otto¹⁴³⁷. Cette décision sera confirmée par l'assemblée générale du 23 avril¹⁴³⁸. L'organisation du processus d'intégration de *l'association ouvrière de Cologne* dans la confédération de Leipzig est ainsi aux mains du groupe Marx.

Par ce fait, il devient visible que les démissions du groupe de Marx et celle de *l'association ouvrière* sont concertées et que l'objectif d'intégrer la *fraternité* de Leipzig est également un objectif commun. A peu près à la même époque, *l'association ouvrière de Cologne* discute, comme déjà mentionné, les

¹⁴³⁵ *Der Bund der Kommunisten, Dokumente und Materialien Band I*, op. cit.: *Beschlüsse der Generalversammlung des Kölner Arbeitervereins*, p.930 : *Beschlüsse der Generalversammlung des Arbeiter[vereins] vom 16.April 1849: Freiheit, Brüderlichkeit, Arbeit*, n°22 du 22 avril 1849, voir aussi:

Dieter Dowe, op. cit. p.222.

¹⁴³⁶ *Der Bund der Kommunisten, Dokumente und Materialien Band I*, op. cit.: *Beschlüsse der Generalversammlung des Kölner Arbeitervereins*, p.930: *Beschlüsse der Generalversammlung des Arbeiter[vereins] vom 16.April 1849: Freiheit, Brüderlichkeit, Arbeit n°22 du 22 avril 1849: „...zum Zwecke der engern Verbindung der rein sozialen Partei.“*

¹⁴³⁷ Ibid. : *Aus den Beschlüssen des Kölner Arbeitervereins*, 17. April 1849.

¹⁴³⁸ MEW6, p.587: *Freiheit, Brüderlichkeit, Arbeit* N°24 du 29 avril 1849: *Beschlüsse der Generalversammlung vom 23. April 1849.*

articles de la *Nouvelle gazette rhénane* «*Travail salarié et capital*», une discussion qui devrait préparer les congrès futurs.

La *Nouvelle gazette rhénane* publie les jours suivants¹⁴³⁹ une déclaration du *comité régional des associations ouvrières*, nouvellement installé, destinée à toutes les associations ouvrières de la région, ainsi qu'à «*toutes les associations qui, sans porter jusqu'à maintenant ce nom, adhèrent toute de même avec détermination aux principes de la démocratie sociale*»¹⁴⁴⁰ d'envoyer des délégations au futur congrès régional des associations ouvrières. Les associations devraient s'adresser au président de *l'association ouvrière de Cologne*, Karl Schapper. L'adresse indiquée est celle de la *Nouvelle gazette rhénane* (Unter Hutmacher Nr.17).

La distinction entre associations ouvrières et associations démocratiques n'était jusqu'alors pas très nette partout. La définition pour la future organisation ouvrière, comme elle est publiée dans la *Nouvelle gazette rhénane* est significative : «*Ceux qui adhèrent avec détermination aux principes de la démocratie sociale*». Cette définition laisse apparaître en filigrane les exigences du *manifeste communiste* et des *17 revendications des communistes* qui revendiquent justement que la future démocratie devrait largement prendre en compte la question sociale, et cela avec détermination ; une détermination qui apparemment fait défaut aux démocrates. Nous rappelons que *l'association ouvrière de Cologne* avait déjà en septembre 1848 discuté les *17 revendications des communistes*¹⁴⁴¹.

III-10-5-d- Conclusion - l'orientation du groupe de Marx vers la *fraternité ouvrière*

Dans une critique ultérieure, datant de l'année 1885, Engels a des mots très durs sur Born¹⁴⁴². Il le décrit comme «*un jeune homme plein de talent*», mais lui reproche d'être «*trop pressé de se*

¹⁴³⁹ NGR, n°282 du 26 avril 1849, supplément (sous le trait) et NGR, n°285 du 29 avril 1849, deuxième édition (sous le trait) (également en MEW6, pp.587/588).

¹⁴⁴⁰ Ibid. : *Mitteilung über die Einberufung des Kongresses der Arbeitervereine*: „... und alle andern Vereine, die, ohne bisher diesen Namen zu führen, doch den Grundsätzen der sozialen Demokratie mit Entschiedenheit anhängen.“

¹⁴⁴¹ Dieter Dove, op. cit. p.189.

¹⁴⁴² Friedrich Engels: *Zur Geschichte des Bundes der Kommunisten*, 8. Oktober 1885, introduction à: Karl Marx: *Enthüllungen über den Kommunistenprozess zu Köln*, Dietz-Verlag, Berlin 1974, 1. Auflage 1952, pp.5-27, pp. 20/21.

transformer en un grand personnage politique». Il mentionne ensuite le peu de clarté de son orientation politique et sa priorité pour un travail purement syndical.¹⁴⁴³

Mais tandis que pour l'Engels de 1885 la *fraternité ouvrière* est plutôt considérée comme un épiphénomène, cette même appréciation n'apparaît pas dans la *Nouvelle gazette rhénane* de 1848/49. Du moins pendant la révolution, Born n'est nulle part critiqué ou désavoué publiquement par le groupe Marx¹⁴⁴⁴. Max Quarck, le biographe de Stephan Born insiste également sur le fait que «*les Coloniais étaient à l'époque loin de porter un jugement dur sur Born.*»¹⁴⁴⁵

Mais qu'importe les animosités personnelles qui sont apparues sans doute après la révolution, en 1849 la rupture du groupe Marx et de *l'association ouvrière* avec le mouvement démocrate et leur adhésion à la *fraternité* ont été des mesures fortes qui ont dû avoir un certain retentissement. Ces décisions ne sont pas uniquement explicables par la déception envers les démocrates. Après l'enlèvement de la politique des démocrates, la *fraternité* représente le seul courant «vivant» de la société. Au printemps 1849, on ne pouvait plus ignorer la dynamique, déclenchée par la *fraternité*. Selon notre hypothèse, le rapprochement avec la *fraternité* est un projet réfléchi et mûri et n'arrive certainement pas sur un «coup de tête» ou une influence personnelle quelconque.

En revanche pour Marx, cette décision est surtout liée à la révolution et a toute son importance dans le contexte de la révolution. Après l'écrasement de la révolution, la *fraternité* n'a plus du tout la

¹⁴⁴³ Ibid.: « Dans les publications officielles de l'association, s'entremêlent pêle-mêle les avis formulés par le « manifeste communiste » avec des souvenirs et des souhaits de corporations, des déchets de Louis Blanc et de Proudhon, des taux de protection etc., bref on voulait être tout pour tout le monde. »

(„In den amtlichen Veröffentlichungen des Vereins laufen daher auch die im „Kommunistischen Manifest vertretenen Ansichten kunterbunt durcheinander mit Zunftinnerungen und Zunftwünschen, Abfällen von Louis Blanc und Proudhon, Schutzzöllnerei usw., kurz, man wollte allen alles sein.“)

¹⁴⁴⁴ Le jugement très dur d'Engels n'est pas non plus partagé par d'autres théoriciens du mouvement ouvrier. Franz Mehring par exemple, pense que les remarques d'Engels nécessiteraient du moins d'être complétées (Franz Mehring : *Geschichte der deutschen Sozialdemokratie, Erster Teil, Von der Julirevolution bis zum preußischen Verfassungskampfe 1830 bis 1863*, Dietz Verlag 1976, pp.433/434) Mehring mentionne ensuite le peu d'expérience et le peu de maturité de la classe ouvrière allemande et insiste sur le travail infatigable de Born ; il aurait fait ce qu'il pouvait.

Marx Quarck, (*Die erste deutsche Arbeiterbewegung, Geschichte der Arbeiterverbrüderung 1848/49, Ein Beitrag zur Theorie und Praxis des Marxismus*, Verlag von C.L.Hirschfeld, Leipzig 1924, p.296 considère le jugement d'Engels comme „une disqualification de l'unique création ouvrière de 1848, qui se désavoue elle-même.“ („eine Disqualifizierung der einzigen Arbeiterschöpfung von 1848, die sich selber richtet“).

¹⁴⁴⁵ Marx Quarck, op. cit. p.296: „...daß die Kölner damals weit davon entfernt waren, ein hartes Urteil über Born zu sprechen.“

même importance. En exil à Londres, Marx et Engels reprennent leurs activités dans la *Ligue des communistes*. Dans la circulaire de mars 1850¹⁴⁴⁶ il est question d'une réorganisation des ouvriers, mais la *fraternité* n'est plus mentionnée nulle part ; or elle est encore vivante pendant deux ans.¹⁴⁴⁷

Malgré l'évolution fulgurante de la *fraternité* au début de l'année 1849, Marx ne pense toujours pas que le prolétariat allemand soit suffisamment fort pour mener seul une révolution. Lorsqu'il parle de la future «révolution prolétarienne», il ne pense pas au seul prolétariat allemand, mais au prolétariat français. C'est en France que se décidera pour lui le sort de la révolution européenne. L'organisation accélérée des ouvriers allemands ne peut être qu'un atout de plus afin de redresser justement cette révolution européenne. Cet atout de plus, est pourtant activement recherché et s'exprime à notre avis également dans certains articles de la *Nouvelle gazette rhénane*.

III-11- L'adaptation de la *Nouvelle gazette rhénane* aux modifications de l'espace public

Depuis le début de l'année 1849, il est perceptible que la *Nouvelle gazette rhénane* cherche à élargir son public. Elle s'adresse plus qu'avant directement au milieu des associations ouvrières ainsi qu'aux paysans - sans pour autant devenir un journal ouvrier (ou paysan), car l'évolution politique reste encore le centre de gravité du journal. En revanche, la *Nouvelle gazette rhénane* veut visiblement démontrer qu'elle s'intéresse à ces problèmes et qu'elle les traite à sa façon, soit en les analysant dans le contexte de l'actualité politique, soit sous forme d'articles de formation.

Les articles phares de la dernière période de la *Nouvelle gazette rhénane* sont sans doute les séries : «*Travail salarié et capital*» de Marx et «*Le Milliard silésien*» du rédacteur Wilhelm Wolff. Toutefois il y a aussi d'autres articles précurseurs qui expriment déjà bien le but recherché : toucher un autre public.

¹⁴⁴⁶ MEW7: Karl Marx/Friedrich Engels : *Ansprache der Zentralbehörde an den Bund vom März 1850*, pp.244- 245.

¹⁴⁴⁷ Frolinde Balsler : *Sozial-Demokratie ...op. cit.*

III-11-1- «Un document de la bourgeoisie»

Le premier de ces articles s'appelle «*Un document de la bourgeoisie*»¹⁴⁴⁸ et paraît le 5 janvier 1849. Il traite un sujet tout à fait local, le contrat de travail des ouvriers municipaux de Cologne. Ce contrat (*Arbeiterkarte*) est d'ailleurs reproduit intégralement. C'est la première fois qu'un sujet semblable paraît en forme d'éditorial, sur la première page, presque à la première place¹⁴⁴⁹. Mais sinon, le sujet est traité de la façon qui est typique pour la *Nouvelle gazette rhénane*. La base de l'article est un sujet tout à fait concret, qui est ensuite analysé dans un contexte beaucoup plus vaste.

Le point de départ est les «workhouses» en Angleterre et la «bienfaisance cruelle» de la bourgeoisie anglaise. Ces institutions de bienfaisance n'auraient comme but que d'amortir le paupérisme afin de créer une armée de réserve d'ouvriers en cas de développement industriel et d'un besoin accru de main d'œuvre. La dimension européenne est donc tout de suite introduite. Les rapports de la bourgeoisie anglaise avec les classes inférieures servent ensuite comme point de comparaison avec la bourgeoisie prussienne. C'est un sujet que Marx avait déjà longuement exposé dans «*La bourgeoisie et la contre-révolution*» et qui apparaît ici de nouveau dans le contexte d'un sujet qui n'est finalement pas uniquement local et colonial.

Après avoir décrit le caractère retardé de la bourgeoisie prussienne par rapport à la bourgeoisie anglaise, Marx arrive à la conclusion que la bourgeoisie prussienne se rapproche tout de même dans un seul point de son idéal anglais, c'est dans son comportement brutal envers les ouvriers qu'elle dépasserait encore la bourgeoisie anglaise.

S'en suit une réflexion sur «l'intériorisation» et la considération de la domination par les opprimés selon l'importance et la carrure des oppresseurs :

¹⁴⁴⁸ NGR, n°187 du 5 janvier 1849 : *Ein Bourgeoisaktenstück* (également in MEW6, pp.151-159).

¹⁴⁴⁹ A cet article précède juste une petite note de quelques lignes sur un important envoi d'argent venant de Londres, en direction de Berlin ; la *Nouvelle gazette rhénane* se pose la question si c'est une partie du trésor d'Etat qui a fait des études de constitutionalisme.

«Pourquoi les peuple se languissaient de Napoléon, bien qu'ils venaient de les river à un rocher solitaire dans la méditerranée ? C'est parce que le despotisme d'un génie est plus supportable que le despotisme d'un idiot. Ainsi l'ouvrier anglais peut encore compter sur sa fierté nationale par rapport à l'ouvrier allemand, car le maître qui le bâillonne, bâillonne le monde entier, tandis que le maître de l'ouvrier allemand, le bourgeois allemand, est un valet de tout le monde, et il n'existe rien de plus fatal et d'humiliant qu'être le valet d'un valet.»

C'est une des rares remarques de l'époque sur la nature de la domination qui ne se limite pas uniquement à un seul rapport de force, mais qui a aussi un effet psychologique sur les individus. Le passage cité reflète l'idée que la solidité d'un pouvoir peut aussi être mesurée à travers le degré d'intériorisation de ce pouvoir par les opprimés. Plus le pouvoir est intériorisé, plus il paraît légitime. Il est significatif que Marx caractérise cette intériorisation comme la «fierté nationale» des ouvriers anglais par rapport aux ouvriers allemands. Cette idée concorde à notre avis avec la méfiance que la *Nouvelle gazette rhénane* exprime habituellement, envers les expressions de nationalisme, une méfiance qui est complètement en contradiction avec l'esprit du temps.

III-11-2- «Travail salarié et capital»

La série d'articles «*Travail salarié et capital*» de la *Nouvelle gazette rhénane*¹⁴⁵⁰ se fonde sur des conférences que Marx avait données pour l'association ouvrière de Bruxelles en 1847¹⁴⁵¹. Elle se distingue nettement du habituel primat de l'actualité du journal. Déjà la série «*La bourgeoisie et la contre-révolution*», a été une analyse globale et donc une première «rupture programmatique». Mais cette série du décembre 1848, analysait le cours de la révolution de l'année 1848, des événements tout récents donc, qui étaient encore dans la mémoire des contemporains. Avec «*Travail salarié et capital*» en revanche, il s'agit d'une sorte de résumé des principes de base de l'économie capitaliste, un sujet qui n'a au premier regard rien à voir avec l'actualité récente.

¹⁴⁵⁰ NGR, n°264 du 5 avril 1849 / NGR n°265 du 6 avril 1849 / NGR, n°266 du 7 avril 1849 / NGR, n°267 du 8 avril 1849 / NGR, n°269 du 11 avril 1849.

¹⁴⁵¹ MEW6 : Friedrich Engels: *Einleitung [zu Karl Marx'] „Lohnarbeit und Kapital“*, pp.593 – 599.

Dans son introduction, Marx trouve effectivement nécessaire d'expliquer pourquoi la *Nouvelle gazette rhénane* n'avait jusqu'alors rien écrit sur : «*les conditions économiques [...] qui constituent la base matérielle des luttes de classes et des luttes nationales actuelles*»¹⁴⁵² , en soulignant que la *Nouvelle gazette rhénane* s'était limitée jusqu'alors à avoir «*traité systématiquement ces conditions seulement là où elles s'étaient imposées dans les collisions politiques.*»¹⁴⁵³

Il confirme que les préoccupations de la *Nouvelle gazette rhénane* étaient jusqu'à cette époque *avant tout de suivre la lutte de classe dans l'histoire de tous les jours*¹⁴⁵⁴ et de retracer le cours de la révolution européenne d'une façon empirique.

Mais selon Marx la situation a changé et on doit dorénavant publier aussi d'une autre façon. Une nouvelle fois, Marx fait allusion à la maturité accrue du public de la *Nouvelle gazette rhénane* et confirme ici les modifications de l'espace public. L'argumentation principale a été comprise à son avis, maintenant on peut aller plus loin :

*«Maintenant que nos lecteurs ont vu se développer la lutte de classe en 1848 sous des formes politiques colossales, il est temps d'approfondir l'analyse des conditions politiques elles-mêmes sur lesquelles se fondent l'existence de la bourgeoisie et sa domination de classe ainsi que l'esclavage des ouvriers.»*¹⁴⁵⁵

Marx annonce une grande étude, divisée en trois chapitres :

*« 1) Les rapports entre le travail salarié et le capital, l'esclavage de l'ouvrier, la domination du capitaliste ; 2) la disparition inévitable des classes moyennes bourgeoises et de la paysannerie dans le système actuel ; 3) l'assujettissement commercial et l'exploitation des classes bourgeoises des diverses nations de l'Europe par le despote du marché mondial : l'Angleterre.»*¹⁴⁵⁶

¹⁴⁵² NGR, n°264 du 5 avril 1849: „...wir nicht die ökonomischen Verhältnisse dargestellt haben, welche die materielle Grundlage der jetzigen Klassenkämpfe und Nationalkämpfe bilden..“

¹⁴⁵³ Ibid.: „Wir haben planmäßig diese Verhältnisse nur da berührt, wo sie sich in politischen Kollisionen unmittelbar aufdrangen.“

¹⁴⁵⁴ Ibid.: „Es galt vor allem den Klassenkampf in der Tagesgeschichte zu verfolgen [...]“

¹⁴⁵⁵ Ibid.: „Jetzt, nachdem unsere Leser den Klassenkampf im Jahre 1848 in kolossalen politischen Formen sich entwickeln sahen, ist es an der Zeit, näher einzugehen auf die ökonomischen Verhältnisse selbst, worauf die Existenz der Bourgeoisie und ihre Klassenherrschaft sich gründet wie die Sklaverei der Arbeiter.“

¹⁴⁵⁶ Ibid.: „Wir werden in drei großen Abteilungen darstellen. 1. das Verhältnis der Lohnarbeit zum Kapital, die Sklaverei des Arbeiters, die Herrschaft des Kapitalisten 2. Den unvermeidlichen Untergang der mittleren Bürgerklassen und des

Engels indique dans l'introduction de l'édition de 1891 de «*Travail salarié et capital*»¹⁴⁵⁷ que le «à suivre» du numéro 269 a dû rester sans suite. Les événements futurs ne permettront pas d'achever ces trois chapitres. Marx n'en publiera que le premier et même celui-ci ne sera pas tout à fait complet.

Ce qui est significatif dans cette introduction est la désignation du public. Marx affirme vouloir présenter son sujet d'une manière facile et populaire et sans présumer de la connaissance des notions des plus élémentaires en économie. La phrase la plus évocatrice est : «*Nous voulons que les ouvriers nous comprennent*»¹⁴⁵⁸. Jusqu'alors cela n'a pas été le souci principal du journal. Les multiples allusions à la littérature et à l'histoire européenne, pour ne pas parler des citations en langue étrangère ont du même avoir l'effet contraire. Cette phrase en revanche met bien en évidence le souhait d'élargissement du public. Il vise directement les ouvriers politisés qui sont déjà organisés dans les associations ouvrières. Cette affirmation confirme le caractère utilitaire et politique de cette série d'articles.

Un autre indice pour cette destination peut être l'insistance sur le rôle et la fonction du capital. Quarck relate dans son étude le peu de clarté dans les notions économiques du journal de la *fraternité*¹⁴⁵⁹ qui se concentre sur l'accumulation du capital et sa fonction de moyen de production (ce qui serait quelque chose de «non naturel») en ignorant d'autres côtés du capital, comme par exemple la production de la plus-value ou le caractère de marchandise de la force de travail. On peut supposer que Marx qui est toujours très informé sur les publications du moment, est au courant de cette faiblesse. Dans son introduction, il fait une remarque sur l'ignorance en économie en Allemagne¹⁴⁶⁰. Comblen cette faiblesse est en l'occurrence un de ses objectifs.

Bauernstandes unter dem jetzigen Systeme, 3. Die kommerzielle Unterjochung und Ausbeutung der Bourgeoisclassen der verschiedenen europäischen Nationen durch den Despoten des Weltmarkts - England.“

¹⁴⁵⁷ MEW6 : Friedrich Engels: *Einleitung [zu Karl Marx' „Lohnarbeit und Kapital“*, pp.593 – 599.

¹⁴⁵⁸ NGR, n°264 du 5 avril 1849: „*Wir wollen den Arbeitern verständlich sein.*“

¹⁴⁵⁹ Max Quarck, op. cit. p.196.

¹⁴⁶⁰ NGR, n°264 du 5 avril 1849: „*Und zudem herrscht in Deutschland die merkwürdigste Unwissenheit und Begriffsverwirrung über die einfachsten ökonomischen Verhältnisse, von den patentierten Verteidigern der bestehenden Zustände bis hinab zu den sozialistischen Wunderschäfern und den verkannten politischen Genies, an denen das zersplitterte Deutschland noch reicher ist als an Landesvätern.*“

La réalisation des articles laisse paraître effectivement des efforts de pédagogie, mentionnés dans l'introduction. La structure est très claire, chaque article se limite à un seul sujet et se finit par un résumé ou une conclusion. Le langage est effectivement plus simple que dans beaucoup d'autres articles de la *Nouvelle gazette rhénane*, chaque notion est d'abord expliquée avant être utilisée par la suite. Les citations sont entièrement absentes et l'auteur s'efforce de travailler avec beaucoup d'exemples. Le sujet reste néanmoins compliqué et il n'est peut-être pas accessible à tous les ouvriers. D'où certainement l'idée d'utiliser ces articles comme support de discussion permettant ainsi des explications complémentaires.

III-11-3- «Le milliard silésien»

L'autre grande série d'articles de la *Nouvelle gazette rhénane* au printemps 1849 s'appelle «*Le milliard silésien*». Le premier article de la série est publié le 22 mars 1849¹⁴⁶¹ comme éditorial à la première place de la première page. Les articles suivants de la série paraissent pendant la fin de mars et tout le mois d'avril¹⁴⁶², interrompue par «*Travail salarié et capital*», les informations les plus fraîches de Hongrie, les séances de la deuxième chambre de Prusse et le procès contre Lassalle.

Ce qui est frappant dans cette série c'est d'abord son sujet. Elle s'occupe entièrement des problèmes des paysans et de leur conflit avec la féodalité ancienne et nouvelle. Elle se concentre sur la région agricole qui bouge le plus en ce printemps 1849, mais l'auteur, Wilhelm Wolff, insiste sur l'exemplarité de ses analyses. On retrouverait les mêmes conditions qu'en Silésie plus ou moins partout ailleurs en Allemagne, à l'exception de la Rhénanie.

Il est intéressant de noter que ces articles sont rédigés par le rédacteur Wilhelm Wolff qui est lui-même originaire de cette région, la connaît parfaitement, et cela d'autant plus qu'il y était actif en tant que journaliste avant la révolution de 1848. Même si tous les rédacteurs ont écrit des

¹⁴⁶¹ NGR, n°252 du 22 mars 1849 : *Auch eine Milliarde*.

¹⁴⁶² NGR, n°255 du 25 mars 1849, deuxième édition : *Die schlesische Milliarde* / NGR, n°256 du 27 mars 1849: *Die schlesische Milliarde* / NGR, n°258 du 29 mars 1849: *Zur schlesischen Milliarde*/ NGR, n°263 du 4 avril 1849 : *Die schlesischen Rezessen* / NGR, n°270 du 12 avril 1849: *Zur schlesischen Milliarde - Das Schutzgeld* / NGR, n°271 du 13 avril 1849: *Zur schlesischen Milliarde. Das Schutzgeld. Schluß* / NGR, n°272 du 14 avril 1849: *Zur schlesischen Milliarde – Das raubritterliche Jagdrecht* / NGR, n°281 du 25 avril 1849: *Zur schlesischen Milliarde – Oberschlesien*.

éditoriaux, «*Le milliard silésien*» est quand même la seule série de cette importance, écrite par un autre rédacteur que Marx ou Engels.

Le troisième point significatif est qu'il s'agit d'une sorte de «transmission interculturelle», c'est-à-dire des expériences faites en France transposées à la situation en Allemagne. Le point de départ est un article du journal¹⁴⁶³ qui décrit une campagne des démocrates français en direction des paysans. L'article retrace l'histoire de l'exploitation des paysans français, à partir de la restauration en 1835 et de la restitution des biens à l'aristocratie jusqu'aux impôts du gouvernement provisoire de 1848. On aurait volé un milliard aux paysans français et il faudrait leur restituer. L'agitation pour la restitution se serait répandue dans la France entière. «*Le milliard est la première mesure révolutionnaire qui catapulte les paysans dans la révolution*»¹⁴⁶⁴ conclut la *Nouvelle gazette rhénane*. Le succès extraordinaire de cette campagne pousse la *Nouvelle gazette rhénane* à traiter le même sujet pour l'Allemagne. Une nouvelle fois, le journal veut montrer qu'il est un «organe de la démocratie européenne». Mais surtout la *Nouvelle gazette rhénane* espère déclencher une réaction semblable à celle qui s'est produite en France, étant donné que le mécontentement des paysans se manifeste de nouveau après s'être estompé à l'été 1848.

Dans ses articles, Wolff marie deux exigences du journal, le primat du concret - vieille exigence de la *Nouvelle gazette rhénane* - et la recherche d'un contact direct avec son public, une exigence de cette dernière phase du journal. Wolff travaille avec une multitude d'exemples. Ce grand nombre d'exemples est présenté dans un langage simple et populaire, ce qui rend ces articles très compréhensibles. Chaque article se termine systématiquement soit par un résumé, soit par une revendication. Wolff parle parfois de ce qu'il a vu lui-même, mais même sans cela, il est évident que celui qui parle est quelqu'un qui connaît personnellement la vie rurale et ses conditions. Pourtant, dans son «tableau rural» l'auteur ne se lamente pas, mais décrit avec clarté la misère et la situation de non-droit de cette population.

¹⁴⁶³ NGR, n°247 du 16 mars 1848 : *Die Milliarde*.

¹⁴⁶⁴ Ibid.: „*Die Milliarde ist die erste revolutionäre Maßregel, welche die Bauern in die Revolution schleudert.*“

Un premier article «précurseur», «*Le milliard prussien*»¹⁴⁶⁵, s'appuie sur l'exemple français et présente un calcul de l'augmentation des impôts pour la population rurale, particulièrement en Rhénanie. Il appelle à ne pas payer ces impôts.

Dans la série silésienne, Wolff va encore plus au fond des choses, en analysant en détail la situation des paysans en 1849, en retraçant les processus historiques et en esquissant un tableau vivant de la société rurale. L'intérêt est visiblement d'établir un pont entre les intérêts de la population citadine et ouvrière d'un côté et les petits paysans, les fermiers dépendants et les ouvriers agricoles d'un autre côté. La revendication centrale sur laquelle débouche cette série, la restitution de l'argent «volé», vise à unir toutes les strates de la population rurale derrière une revendication qui les concerne tous.

Le premier article¹⁴⁶⁶ montre de quelle manière dans la Silésie de 1848, la paysannerie et la noblesse sont opposées. Juste après la révolution de mars, la noblesse fait quelques concessions et signe des documents renonçant à des charges dont elle profitait jusqu'alors. Mais l'assemblée de Berlin hésite à généraliser et à légaliser cette suppression des charges féodales et encourage ainsi la noblesse à revenir en arrière. Or, il ne s'agit pas seulement des charges de 1848, mais des escroqueries des 30 dernières années à l'encontre de ceux des paysans qui se sont déjà rachetés. Wolff calcule que les paysans qui avaient déjà payé leur rachat ont été escroqué de plus de 80 thalers, partiellement sous forme de terrain, partiellement sous forme de capital et de rentes. Si on y ajoute les charges et prestations de servitude des paysans qui ne se sont pas encore rachetés, la somme monte à 240 millions de thalers.

Il s'agit là des impôts directs qui ne prennent pas en compte les impôts indirects, sujet du deuxième article, ces impôts indirects qui sont appuyés par une juridiction, entièrement aux mains de la noblesse. Wolff retrace l'histoire de l'impôt foncier à partir de l'époque de Frédéric II, de l'ère napoléonienne jusqu'à 1849 et démontre que ces impôts ont augmenté pour la population rurale, tandis une grande partie des grands propriétaires ne les paye pas. Wolff arrive à une somme de 40 millions de thaler que «ces messieurs» n'auraient pas payée en impôt foncier, ce qui augmente la somme escroquée à 280 millions de thalers.

¹⁴⁶⁵ NGR, n°248 du 17 mars 1849 : *Die preußische Milliarde*.

¹⁴⁶⁶ NGR, n°252 du 22 mars 1849 : *Auch eine Milliarde*.

Plus scandaleux encore est pour Wolff l'exemple de l'impôt de classe (*Klassensteuer*) en calculant exactement ces impôts pour un paysan modeste et dans un autre exemple pour une servante, Wolff calcule que le paysan avait payé huit fois plus d'impôts qu'un noble de la région et député de la deuxième Chambre, le Duc Renard. Ce Duc aurait économisé dans les vingt dernières années 237120 thalers. «*Par la mesure avec laquelle vous voulez mesurer, nous voulons vous mesurer aussi*» est la conclusion de l'article.

Dans son troisième article, Wolff examine les pratiques déjà existantes du rachat et il décrit une justice arbitraire. Le commissaire royal mesure tous les champs systématiquement au désavantage des paysans, qui contrairement aux nobles n'ont aucune possibilité de recours. Le paysan doit de plus payer une note salée pour ces documents, nommé «Rezesse». Les instances supérieures, les «commissions supérieures» sont entièrement tenues par les grands propriétaires et ont manqué jusqu'alors de publier le moindre de leurs comptes et affaires. Ici aussi, Wolff travaille avec une multitude d'exemples concernant les sommes astronomiques que de tout petits villages avaient à payer ou la manière dont les nobles ruinent les moulins villageois, car leurs propres moulins ne payent pas d'impôts. Wolff revendique la restitution de la somme qui dépasse maintenant un milliard.

Ce calcul se poursuit pour les plus pauvres de la population rurale, ceux qui ne sont même pas paysan dépendant ou commis, mais ceux qui ont juste loué «un trou» auprès d'un paysan ou d'un jardinier. Ces pauvres des pauvres doivent payer une certaine somme comme «protection» (*Schutzgeld*) des nobles, car ils seraient censés tomber facilement dans la criminalité. A l'aide de nombreux d'exemples, Wolff décrit le cynisme de ces mesures et les sommes exorbitantes avec lesquelles s'enrichit la noblesse locale en dévalisant encore les plus pauvres.

Une autre cible de Wolff est le privilège de chasse. Wolff décrit comment la population rurale a été maltraité, que le gibier a été mieux considéré par les nobles que les êtres humains. Wolff a été témoin lui-même dans sa jeunesse, d'un grand propriétaire battant et estropiant une femme qui n'avait pas remarqué un nid de faisan et dérangé la poule. Tous les dommages des champs et de la forêt provoqués par le gibier, se calculent selon Wolff à au moins 20 millions de thalers.

La fin de cette série d'articles constitue une fresque dantesque de la situation en Silésie supérieure (*Oberschlesien*), où tous les éléments d'exploitation de la population rurale sont encore accrus. La partie polonaise de la Silésie subit encore plus le règne des grands propriétaires terriens que Wolff appelle les «chevaliers pillards». C'est là, où la noblesse se serait particulièrement embourgeoisée. En imitant les méthodes des fabricants, les punitions pécuniaires, les licenciements des ouvriers malades ou âgés ce qui permet de rogner sur un salaire, déjà misérable. Wolff peint l'image de la population, décimée par la faim, le typhus et la peste. La maladie de la pomme de terre a anéanti la base alimentaire, ce qui pousse la population vers l'alcoolisme, le prix de l'eau de vie a été aussitôt augmenté par des spéculateurs affairés.

C'est cette dernière partie qui démontre cruellement comment les méthodes de domination changent, qu'elles glissent des conditions féodales à des méthodes bourgeoises. Mais l'exploitation et la faim restent et augmentent encore.

Ce n'est certainement pas sous le gouvernement Brandenburg/Manteuffel que cette situation changera, conclut Wolff, mais uniquement par une «cure radicale», par un changement complet de régime.

Les articles du «*Milliard silésien*» ne s'adressent pas (ou pas seulement) aux députés démocrates et «éclairés», comme c'était encore le cas pour l'article de Marx sur le projet de loi concernant les charges féodales. Visiblement, Wolff s'adresse à la population rurale directement. Ses descriptions sont tellement bouleversantes que la conclusion, répétée dans chaque article - la restitution de l'argent volé - suit tout naturellement. Wolff réussit à faire en sorte qu'une situation est considérée comme inadmissible juste en la décrivant telle qu'elle est. Marx avait écrit en 1843 :

«Il s'agit de ne pas accorder aux Allemands le moindre moment de résignation et d'illusion sur eux-mêmes. Il faut rendre l'oppression réelle encore plus oppressante en lui rajoutant la conscience de l'oppression, la honte encore plus honteuse en la publiant, il faut décrire chaque sphère de la société allemande comme la «partie honteuse» de la société allemande, il faut forcer ces conditions pétrifiées à danser en leur chantant leur propre mélodie.»¹⁴⁶⁷

¹⁴⁶⁷ Karl Marx : *Zur Kritik der Hegelschen Rechtsphilosophie. Einleitung*, MEW1, pp.378 – 391, p.381:

„Es handelt sich darum den Deutschen keinen Augenblick der Selbsttäuschung und Resignation zu gönnen. Man muss den wirklichen Druck noch drückender machen, indem man ihm das Bewußtsein des Drucks hinzufügt, die Schmach noch

Si jamais un article de la *Nouvelle gazette rhénane* a rempli cette fonction, c'est sans doute cette série d'articles de Wilhelm Wolff. Ensemble avec «*Travail salarié et capital*», elle représente cette dernière phase du journal, juste avant qu'éclatent les luttes autour de *la constitution du Reich*.

Lorsque Friedrich Engels honore 30 ans plus tard Wilhelm Wolff¹⁴⁶⁸, il mentionne «*Le milliard silésien*» en premier lieu. Il souligne que

«parmi les articles enflammés de la Nouvelle gazette rhénane, peu avaient un tel effet que ces huit, paru entre le 22 mars et le 25 avril ; les commandes du journal, venant de Silésie et les autres provinces de l'est augmentèrent de manière spectaculaire, on demanda de racheter des numéros et on avait finalement l'idée – étant donné que la liberté de la presse exceptionnelle de la Rhénanie manquait aux autres provinces et qu'une reprise des articles sous le sublime droit prussien (Landrecht) était hors question - de reproduire clandestinement en Silésie les huit numéros en entier et d'une façon aussi semblable que possible à l'original et de les distribuer dans des milliers d'exemplaires - une procédure contre laquelle bien entendu personne n'avait moins à s'opposer que la rédaction.»¹⁴⁶⁹

Dans son article, Engels considère «*Le milliard silésien*» comme une étude exemplaire, même trente ans plus tard. Il cite les articles abondamment et il regrette qu'à cette époque les socialistes s'occupent à son avis si peu de la situation en Silésie.

schmachvoller indem man sie publiziert, man muß diese versteinerten Verhältnisse zum Tanzen zwingen, indem man ihnen ihre eigene Melodie vorspielt...(..)“

¹⁴⁶⁸Publié en forme d'une série d'article dans: «*Die Neue Welt*» entre début juillet et fin novembre 1876 :

n°27 du 1er juillet 1876 / n°28 du 8 juillet 1876 / n°30 du 22 juillet 1876 / n°31 du 29 juillet 1876 / n°40 du 30 septembre 1876 / n°41 du 7 octobre 1876 / n°42 du 14 octobre 1876 / n°43 du 21 octobre 1876 / n°44 du 28 octobre 1876 / n°45 du 4 novembre 1876 / n°47 du 25 novembre 1876.

(Publié également in MEW19, Dietz Verlag Berlin, 4. Auflage, unveränderter Nachdruck, Berlin, 1962,pp. 55-88).

¹⁴⁶⁹ Ibid.: Article IV: „*Die Neue Welt*“, n°31 du 29 juillet 1876: „*Wenige der vielen zündenden Artikel der „Neuen Rheinischen Zeitung“ hatten eine solche Wirkung wie diese acht, in der Zeit vom 22. März bis 25. April erschienenen. Die Bestellungen auf die Zeitung aus Schlesien und den anderen Ostprovinzen nahmen reißend zu; man verlangte die einzelnen Nummern nach, und endlich, da die ausnahmsweise Pressefreiheit, die uns das rheinische Gesetz zusicherte, in den übrigen Provinzen fehlte und an einen Wiederabdruck unter dem edlen Landrecht nicht zu denken war, kam man auf den Einfall, diese acht ganze Nummern, dem Original in äußerer Ausstattung so ähnlich wie möglich, in Schlesien heimlich nachzudrucken und in tausenden von Exemplaren zu verbreiten – ein Verfahren, wogegen natürlich niemand weniger etwas einzuwenden hatte als die Redaktion.“*

Il est significatif que, outre les reproductions et tracts en Silésie¹⁴⁷⁰, les articles soient repris par *l'association ouvrière de Cologne* et quelques articles également par la *fraternité*¹⁴⁷¹. Max Quarck fait également allusion à la reproduction du « milliard » dans la *fraternité* du 10 avril¹⁴⁷².

Selon Quarck, la *fraternité* s'applique également en avril 1849 à faire une agitation renforcée en direction des paysans. La *fraternité* se concentre sur le Mecklenburg, où les conditions sont tout à fait semblables à celles de Silésie et elle prône l'alliance des forces des paysans et des ouvriers. La *fraternité* comme le *Rustikalverein* reprennent la revendication de la restitution de l'argent des rachats.

Cela est un autre indice d'une communication directe ou indirecte entre la Nouvelle gazette rhénane et la *fraternité*. Mais nous nous trouvons juste avant les derniers combats de la révolution et ce lien non plus n'a pas pu être poursuivi.

III-11-4- «Le débat sur la loi concernant les affiches»

Fin avril 1849, la *Nouvelle gazette rhénane* s'occupe une nouvelle fois des tentatives du gouvernement de Berlin de supprimer la liberté de la presse. Parmi les articles d'Engels sur les débats de l'Assemblée de Berlin du 13 avril 1849, celui sur le projet de loi qui prévoit d'interdire l'affichage dans les rues¹⁴⁷³ est particulièrement significatif. Engels explique qu'il s'agit d'empêcher les ouvriers d'avoir accès aux informations et aux débats. Il accable une nouvelle fois la gauche parlementaire de

¹⁴⁷⁰ Selon Walter Schmidt : *Wilhelm Wolff. Kampfgefährte und Freund von Marx und Engels 1846 -1864*, Dietz Verlag Berlin 1979, p. 206 et p.379, annotations 77 et 78) les reproductions dont parle Engels concernent apparemment la „*Oberschlesische Lokomotive*“ (*Oberschlesische Lokomotive*, 30 mars 1849, 8 avril 1849, 11 avril 1849, 13 avril 1849, 15 avril 1849, 20 avril 1849, 22 avril 1849, 27 avril 1849, 1^{er} mai 1849, 4 mai 1849, 6 mai 1849, 8 mai 1849) et la „*Schlesische Dorfzeitung*“, l'organe du „*Rustikalverein*“ l'association démocrate de Silésie qui publia également les articles de Wolff en forme de tract. En ce qui concerne la *Schlesische Dorfzeitung*, Schmidt cite K. Reis: *Schlesische Agrarbewegungen*, p.137 et H.Bleiber: *Rustikalverein in Schlesien*, in: *Die bürgerlichen Parteien in Deutschland* Bd. II, p.647. Ce journal ne serait plus trouvable aujourd'hui.

¹⁴⁷¹ Ibid. p.379, annotation 76 : *fraternité* du 10 avril 1849 : *Schlesien*, et 1^{er} et 5 mai 1849 : *Oberschlesische Zustände*.

¹⁴⁷² Max Quarck, op. cit. p.270.

¹⁴⁷³ NGR, n°279 du 22 avril 1849 et NGR, n°283 du 27 avril 1849: *Die Debatte über das Plakatgesetz* (également in MEW6, pp.434-443).

chercher des excuses pour l'affichage dans les rues au lieu de le revendiquer ouvertement comme un droit. Nous trouvons dans cet article une description performante du fonctionnement d'un espace public prolétarien ou plébéen :

«Et qu'est-ce qui contribue le plus à maintenir vivant la passion révolutionnaire parmi les ouvriers, si ce n'est justement les affiches qui transforment chaque coin de rue en un grand journal où les ouvriers qui passent trouvent les événements du jour consignés et glosés, les différents points de vue exposés et débattus, où ils rencontrent en même temps réunis toute sorte de gens de toutes les classes et toutes les opinions, avec lesquels ils peuvent discuter des affiches, bref où ils ont à la fois un journal et un club et tout cela sans que cela leur coûte un sou. Mais voilà justement ce que ces messieurs de la droite ne veulent pas, et ils ont raison. C'est le prolétariat qui représente la plus grande et même la seule menace pour eux. (..)»¹⁴⁷⁴

Un peu plus loin, Engels analyse explicitement la fonction de la liberté de la presse pour le prolétariat :

«La liberté de la presse, la concurrence libre des opinions, signifie laisser libre cours à la lutte de classe dans le domaine de la presse et l'ordre tant désiré, c'est justement l'étouffement de la lutte des classes, le bâillonnement des classes opprimées. C'est pourquoi le parti du calme et de l'ordre doit abolir la libre concurrence des opinions dans la presse ; il doit s'assurer par les lois sur la presse, les interdictions etc. le monopole du marché et il doit supprimer si possible immédiatement notamment la littérature gratuite des affiches et des tracts non-payants. (..)»¹⁴⁷⁵

Ces passages cités sont certes un peu noyés dans les diatribes d'Engels contre les parlementaires qui, à son avis, ne se sont toujours pas posé les bonnes questions. L'article en question - contrairement aux deux séries d'articles précédentes - ne s'adresse donc pas directement à un public autre que celui de l'espace public bourgeois. Il essaie toujours à faire aux démocrates la démonstration de leurs erreurs. Néanmoins, cet article met en évidence à quel point, la *Nouvelle gazette rhénane* compte déjà sur un autre public. Engels désigne ici clairement le prolétariat comme

¹⁴⁷⁴ NGR, n°283 du 27 avril 1849 : „Und was hilft mehr dazu, die revolutionäre Leidenschaft unter den Arbeitern lebendig zu erhalten, als gerade die Plakate, die jede Straßenecke in eine große Zeitung verwandeln, in der die vorbeikommenden Arbeiter die Tagesereignisse verzeichnet und glossiert, die verschiedenen Ansichten dargelegt und debattiert finden, wo sie zur gleichen Zeit Leute aller Klassen und Meinungen versammelt antreffen, mit denen sie die Plakate diskutieren können, kurz, wo sie ein Journal und einen Klub in einem haben, und alles das, ohne daß es sie einen Heller kostet.“

¹⁴⁷⁵ Ibid.: „Die Freiheit der Presse, die freie Konkurrenz der Meinungen, das ist die Freilassung des Klassenkampfes auf dem Gebiete der Presse. Und die vielersehnte Ordnung, das ist eben die Erstickung des Klassenkampfes, die Knebelung der unterdrückten Klassen; daher muß die Partei der Ruhe und Ordnung die freie Konkurrenz der Meinungen in der Presse aufheben, sie muß sich durch Preßgesetze, Verbote usw. das Monopol des Marktes möglichst sichern, sie muß namentlich die Gratis-Literatur der Plakate und unbezahlte Flugschriften womöglich direkt unterdrücken.“

seul porteur d'espoir qui reste en Allemagne. La *Nouvelle gazette rhénane* exprime ainsi son changement de centre de gravité.

III-11-5- Bilan

Au printemps 1849, le groupe Marx conclut sa longue histoire conflictuelle avec les démocrates par une rupture organisationnelle. Cela ne l'empêche pas de continuer un travail en commun là où cela semble prometteur. Nous avons déjà mentionné le cas des élections en Prusse en janvier et février 1849. Quelques groupes et associations comme le *Rustikalverein* en Silésie reste des partenaires appréciés.

L'évolution de cette rupture se reflète dans les articles de la *Nouvelle gazette rhénane*. Le journal sert également à mobiliser les associations ouvrières de Rhénanie et Westphalie, et au-delà toute association qui se dirige clairement contre la monarchie, afin de se réunir dans une nouvelle confédération des associations ouvrières. La *Nouvelle gazette rhénane* appelle à plusieurs reprises à s'inscrire pour ce congrès du 6 mai. Mais nous sommes à cette date 12 jours avant que le journal ne cesse de paraître.

Nous savons juste que ce congrès a eu lieu, mais le journal ne publie pas d'articles sur son déroulement ou son contenu. Ce congrès régional aurait dû servir de «tremplin» pour le futur congrès national des associations ouvrières, prévu pour le mois de juin - un projet évidemment aussi compromis par la suite des événements.

Dans le grand travail de réorientation et d'adaptation à un espace public non bourgeois, les grands articles formateurs du journal n'ont pas eu le temps de montrer toute leur efficacité potentielle. Le premier de la série est certainement déjà «*La bourgeoisie et la contre-révolution*» car il prépare le terrain. Les autres grands articles phares «*Travail salarié et capital*» et «*Le milliard silésien*» s'adressent déjà plus clairement à ce nouveau public. Ce manque de temps ne permet pas non plus d'émettre des hypothèses sur le succès possible ou non de la nouvelle ligne éditoriale de la *Nouvelle gazette rhénane* qui fut tout juste entamée.

Un autre aspect de cette ligne éditoriale, un aspect qui n'avait pas changé, est toutefois plus facile à évaluer. Nous avons déjà mentionné que le grand axe de l'analyse de la rédaction est l'attente d'un regain de la révolution européenne. Pendant les dernières semaines du journal, l'Italie insurrectionnelle perd une bataille après l'autre. La révolution en Hongrie n'est en revanche pas encore vaincue. Encore dans le dernier numéro de la *Nouvelle gazette rhénane*, Engels écrit un article enflammé sur l'avance de l'armée révolutionnaire hongroise.

Or le cœur de l'analyse de Marx et Engels à la fin de la révolution, est leur quasi-certitude que le prolétariat français se soulèverait et inspirerait une nouvelle vague révolutionnaire en Europe, à l'instar de la révolution de février 1848. Les articles sur la France se multiplient ; des articles qui révèlent effectivement une augmentation des tensions sociales qui semblent mener à une nouvelle explosion insurrectionnelle.

L'erreur la plus importante fut de surestimer la maturité et la détermination de ce prolétariat et de sous-estimer également la résignation, le fatalisme et la déception causée par la politique du gouvernement provisoire. L'apprentissage des combats de juin n'a pas pu survenir aussi rapidement que notamment Marx le pensait. Le court-circuit de la révolution en France a fait retomber tout le cycle des révolutions européennes. Marx passe, après la révolution, des années à comprendre ce qui s'était passé exactement en France, comment un «parvenu» comme Louis-Napoléon a pu s'imposer sur les cendres de la révolution. S'appuyant sur les articles de la *Nouvelle gazette rhénane*, il publie d'abord «*Les luttes de classe en France*» et ensuite «*Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon*». Comprendre la défaite de la révolution en France fut vital, car elle expliqua aussi la défaite de la révolution ailleurs, surtout en Allemagne.

III-12- La fin de la Nouvelle gazette rhénane

Le sort de la *Nouvelle gazette rhénane* se décide finalement dans le contexte d'une insurrection qui devrait sauver les derniers vestiges de la révolution, la Constitution du Reich. Depuis fin mars 1849, la monarchie prussienne se sent en position de force et joue ouvertement la confrontation. Dans cette dernière confrontation disparaîtra également la *Nouvelle gazette rhénane*.

Le 27 mars 1849, l'Assemblée nationale de Francfort adopte après de longs débats la constitution qui devrait être la base d'un futur Etat allemand unitaire¹⁴⁷⁶. L'Autriche ne fait toutefois plus partie de ce projet ; la conception multiethnique de l'empire autrichien pose un problème insoluble. De toute façon l'Empereur autrichien avait déjà le 7 mars 1849 annulé la charge des députés autrichiens à Francfort. L'assemblée de Francfort se contente donc d'un «petit Reich» (*kleindeutsche Lösung*), un Etat allemand sans l'Autriche. Le lendemain, le 28 mars, l'assemblée désigne le roi Frédéric-Guillaume IV de Prusse empereur de l'empire allemand, avec une courte majorité (267 voix contre 263. 248 députés s'abstiennent, presque tous des démocrates¹⁴⁷⁷). Au grand désarroi de l'assemblée, Frédéric-Guillaume IV refuse la couronne de l'empire. Il lui est impossible d'accepter une couronne proposée par un parlement qui est lui-même issu d'une révolution. Contrairement à 28 petits et moyens Etats d'Allemagne, le roi de Prusse refuse également de signer la constitution. Il bloque ainsi toute perspective d'un régime constitutionnel en Allemagne.

La *Nouvelle gazette rhénane* qualifie cet acte comme «coup de pied prussien aux Francfortois»¹⁴⁷⁸, comme le dernier avertissement avant la dissolution forcée. Si auparavant «ces messieurs» s'étaient montrés plus courageux et énergiques, ils seraient maintenant en mesure d'arrêter «ce Hohenzollern ivre de son audace»¹⁴⁷⁹ pour avoir insulté l'Assemblée nationale. Le peuple serait peut-être encore prêt à se battre pour le moindre petit pas contre les princes, mais dans ce cas «ces messieurs» devraient déclarer la guerre civile et cela n'est pas probable.

Confrontés aux ruines de leurs efforts, les députés de Francfort, restent effectivement impuissants et incapables de s'adresser au peuple. Le parlement de Berlin en revanche, le même qui a été élu sur la base de la constitution octroyée, se décide à un dernier soubresaut et reconnaît pour sa part la Constitution du Reich. Frédéric-Guillaume répond en dissolvant l'assemblée de Berlin le 27 avril 1849.

¹⁴⁷⁶ Cette constitution représente un compromis entre la fraction libérale et démocrate ; elle prévoit une grande autonomie pour les Etats particuliers, qui gardent leur gouvernement et leur parlement et elle accorde à l'Empereur, dont la charge est héréditaire, des pouvoirs importants : il est notamment chef du gouvernement qu'il nomme et il est chef de l'armée. La deuxième chambre du parlement, en revanche, est élue selon le droit de vote universel. Cette constitution paraît plutôt modeste, en comparaison avec les promesses de liberté de mai 1848, mais à cause du droit de vote universel, elle incarne en mars 1848 les derniers vestiges de la révolution de 1848.

¹⁴⁷⁷ Frank Engehausen, op. cit. p.219.

¹⁴⁷⁸ NGR, n°287 du 2 mai 1849 : *Der preußische Fußtritt für die Frankfurter*.

¹⁴⁷⁹ Ibid. : „...diesen übermutberauschten Hohenzollern“....

Dans cette situation le peuple réagit seul et se soulève à plusieurs endroits en Allemagne. Ainsi débute la dernière vague insurrectionnelle de la révolution de 1848/49 en Allemagne, la *campagne pour la Constitution du Reich*¹⁴⁸⁰.

Les premières insurrections éclatent à Dresde, capitale du royaume de Saxe, suivie de Breslau en Silésie et du Palatinat. A Dresde le 3 mai 1849, un gouvernement provisoire est proclamé. Pendant des journées entières, la population se défend farouchement contre l'armée saxonne et l'armée prussienne qui est appelée à l'aide par l'ancien gouvernement. Tandis que la tendance générale de la *Nouvelle gazette rhénane* a été plutôt pessimiste les dernières semaines, le journal reprend espoir. Notamment Engels, qui retrouve son optimisme habituel, proclame que «*la contre-révolution marche certes vite, mais la révolution marche encore plus vite.*»¹⁴⁸¹ Engels est de plus toujours convaincu que la victoire de la révolution magyare est imminente et que le peuple français renouvellera la révolution européenne en très peu de temps¹⁴⁸².

Le début de l'insurrection à Dresde surprend Marx qui est en voyage dans le Nord de l'Allemagne, en train de récolter des fonds pour la *Nouvelle gazette rhénane*. Il est de retour vers le 10 mai¹⁴⁸³, juste à temps pour croiser Engels qui est en route vers Elberfeld pour proposer son aide, car l'insurrection s'étend vers la Rhénanie, d'abord vers la très industrialisée vallée de la Wupper, à Elberfeld et Iserlohn, pour atteindre finalement Düsseldorf. Engels qui se soumet à l'autorité du *comité de sûreté* local se fait confier les travaux de fortification de la ville d'Elberfeld et ensuite le commandement de l'artillerie. Engels rapporte la suite des événements dans un article de la *Nouvelle gazette rhénane*¹⁴⁸⁴. Selon cet article, Engels se met aussitôt au travail, secondé par les corps francs et les ouvriers de la ville. Mais le *comité de sûreté*, intimidé par les protestations des bourgeois d'Elberfeld - qui voient en lui un élément dangereux - lui demande de quitter la ville, bien qu'il n'y ait

¹⁴⁸⁰ Plus d'information sur la *campagne pour la Constitution du Reich* in: Jacques Droz : *Les révolutions allemandes de 1848*, op cit. chapitre VI: *La campagne pour la Constitution du Reich. La répression finale*, pp.583-623/ Nobert Deuchert: *Vom Hambacher Fest zur badischen Revolution*, op. cit. chapitre: *Revolutionäre Demokratie, Reichsverfassungskampagne und badisch-pfälzischer Aufstand 1849*, pp.282-294 / Wolfgang von Hippel: *Revolution im deutschen Südwesten. Das Großherzogtum Baden 1848/49*, Landeszentrale für politische Bildung Baden-Württemberg, W. Kohlhammer, Stuttgart, 1998, chapitre 4: *Die badische Revolution, Teil II „Mairevolution“, „Reichsverfassungskampagne“ und das bittere Ende*, pp. 291-374 / Christoph Klessmann: *Zur Sozialgeschichte der Reichsverfassungskampagne von 1849*, in: *Historische Zeitschrift*, Band 218, Heft2, R. Oldenbourg Verlag München, 1974, pp. 283-337 : Veit Valentin: *Geschichte der deutschen Revolution 1848- 1849*, op. cit., Achter Abschnitt: *Der Bürgerkrieg um die Reichsverfassung*, pp. 449-545.

¹⁴⁸¹ NGR, n°297 du 13 mai 1849 : *Die neue preußische Verfassung*.

¹⁴⁸² Ibid.

¹⁴⁸³ Un éditorial du 10 mai 1849 dans le N°294 de la NGR est attribué à Marx dans MEW6: „*Die Taten des Hauses Hohenzollern*“, MEW6, p.477-480.

¹⁴⁸⁴ NGR, n°300 du 17 mai 1849: *Elberfeld*, (également in MEW6, pp.500-502).

aucune plainte contre son comportement concret. Toujours selon l'article de la *Nouvelle gazette rhénane*, les ouvriers de la ville, excédés par cette démarche, aurait proposé de le défendre, si nécessaire militairement. Engels cependant préfère calmer le jeu, car il ne voit pas de sens à une telle confrontation. Néanmoins il se fait signer un papier par le commandant militaire de la révolte Otto Mirbach certifiant qu'il part sur la demande du *comité de sûreté*. La *Nouvelle gazette rhénane* voit dans cet incident une dernière preuve que la bourgeoisie craint plus la «république rouge» que la répression de l'armée prussienne. Cette dernière ne se fait pas attendre. Les garnisons importantes de l'armée prussienne, stationnées en Rhénanie, maîtrisent bientôt la situation.

C'est finalement en Bade et au Palatinat bavarois où les foyers insurrectionnels gagnent le plus d'importance. Des représentants des associations démocrates du Palatinat proclament le 1^{er} mai 1849 une république. Un gouvernement révolutionnaire commence à faire prêter serment tous les fonctionnaires sur la Constitution du Reich et s'apprête à organiser l'armement de la population. Mais dans le Palatinat, les troupes improvisées ne réussissent pas non plus à résister aux troupes prussiennes qui interviennent rapidement afin d'empêcher une liaison des insurgés du Palatinat avec ceux de la Rhénanie. Les troupes prussiennes interviennent au début sans appel à l'aide du roi de Bavière, cet appel à l'aide n'arrive que le 4 juin¹⁴⁸⁵ lorsque les troupes prussiennes sont déjà sur le territoire palatin.

En Bade, un rassemblement révolutionnaire demande le 13 mai 1849 l'imposition de la Constitution du Reich contre les princes, si nécessaire par la force. Les associations démocrates prennent le pouvoir en destituant le gouvernement en place. L'insurrection en Bade prend des dimensions inouïes, car une grande partie des troupes régulières refuse d'intervenir contre la population et rejoint les rangs des insurgés. Des insurgés des autres foyers révolutionnaires de la Prusse et de la Saxe viennent en aide ; de même d'anciens réfugiés arrivants de la Suisse ou de la France. Pourtant devant la menace des troupes prussiennes qui s'approchent, le gouvernement révolutionnaire de Lorenz Brentano hésite à prendre des mesures radicales, surtout à faire franchir aux troupes révolutionnaires la frontière vers le Wurtemberg. La ligne de Brentano est contestée par le ministre des finances Armand Goegg et aussi par Gustav Struwe qui est juste sorti de prison.

Tandis que les troupes de l'armée prussienne interviennent à plusieurs endroits en Allemagne contre les insurgés, le temps semble venu d'en finir également avec la *Nouvelle gazette rhénane*.

¹⁴⁸⁵ Frank Engehausen, op. cit. p. 240

Mais malgré le fait que les circonstances sont résolument favorables pour les autorités, elles n'osent toujours pas interdire formellement le journal, craignant toujours des tumultes dans la ville et dans la région. Les autorités ont donc recours à des poursuites individuelles contre les rédacteurs. Marx, Dronke et Weerth qui n'ont pas la nationalité prussienne sont expulsés de Prusse. Engels est poursuivi pour son intervention à Elberfeld, Ferdinand Wolff parce qu'il n'avait pas fait son service militaire et Wilhelm Wolff pour des agissements antérieurs dans d'autres provinces¹⁴⁸⁶. La plupart des rédacteurs doivent rapidement quitter la ville. Selon un rapport ultérieur d'Engels sur la *campagne pour la Constitution du Reich*¹⁴⁸⁷, tous les rédacteurs se rendent dans les diverses régions en insurrection ; une partie des typographes partent pour le Palatinat afin d'entrer dans l'armée révolutionnaire.

C'est donc la fin de la *Nouvelle gazette rhénane* qui paraît la dernière fois le 19 mai 1849. Ce dernier numéro est entièrement imprimé en rouge. Le journal avertit les ouvriers de Cologne et leur recommande de ne pas se laisser provoquer. Cela serait justement le projet de l'armée prussienne. Le journal fait ses adieux à son public et assure que sa devise a été et restera toujours : émancipation de la classe laborieuse !

Marx dénonce dans un éditorial flamboyant (*La suppression de la Nouvelle gazette rhénane selon la loi martiale*¹⁴⁸⁸) la justification des autorités prussiennes comme hypocrite, la *Nouvelle gazette rhénane* aurait appelé à l'insurrection et à l'installation de la «république sociale». Tout cela était connu depuis longtemps, déclare Marx. Il met en évidence que le journal avait mis en garde dès son premier numéro contre une solution militaire prussienne. Il avait proclamé publiquement pendant un procès que la mission de la presse était de «*saper toutes les conditions existantes* ». Il avait conclu à la nécessité du terrorisme révolutionnaire contre la barbarie pendant la suppression de l'insurrection de Vienne. Et il avait prononcé clairement que la seule alternative en Allemagne était la victoire de la barbarie ou la république sociale.

Après la suppression de la *Nouvelle gazette rhénane*, Marx et Engels se rendent en Bade, à Mannheim et Karlsruhe pour convaincre le gouvernement provisoire de faire marcher les troupes sur

¹⁴⁸⁶ *Gazette allemande* du 22 mai 1849 : „Die Redakteure de Neuen Rheinischen Zeitung.“ (également in MEW6, p. 588 (Aufzeichnungen und Dokumente).

¹⁴⁸⁷ Friedrich Engels: *Die deutsche Reichsverfassungskampagne*, in: *Neue Rheinische Zeitung: Politisch-ökonomische Revue*, Hamburg 1850, in: MEW7, pp.111-197, p. 132.

¹⁴⁸⁸ NGR, n°301 du 19 mai 1849 : „Die standrechtliche Beseitigung der Neuen Rheinischen Zeitung.“

Francfort, seul moyen à leurs yeux d'étendre et de centraliser le conflit, mais en vain. Le chef de gouvernement Brentano hésite encore à voir cette insurrection comme autre chose qu'un conflit concernant uniquement la Bade. Engels lui fera porter plus tard la responsabilité personnelle pour la fin catastrophique du soulèvement.

Une nouvelle fois, les démocrates se divisent en une partie radicale et une partie plus modérée. Cette dernière doute presque jusqu'à la fin d'une véritable intervention militaire de l'armée prussienne et de la répression de l'insurrection dans le sang. C'est pourtant ce qui aura lieu. Les combats entre les révolutionnaires et les troupes prussiennes qui sont secondés par des contingents de la Hesse, de Naussau et du Wurtemberg sont particulièrement violents. Le 15 juin, Mannheim est occupé et le 23 juin 1849 tombe la forteresse de Rastatt, où 6000 révolutionnaires s'étaient retranchés.

Quant à Marx, après quelques péripéties, il se rend à Paris avec un mandat du comité national des démocrates, dont nous ne connaissons pas le contenu précis. Marx attend toujours le soulèvement prochain du prolétariat français et veut sans doute sensibiliser les démocrates français à la situation en Allemagne. Il doit constater bientôt que la situation en France ne correspond pas à ses espoirs. L'intérêt des démocrates français pour l'Allemagne est également modeste.

Engels retourne en Bade pour se battre en tant que soldat. Il y constate une confusion totale. Il refuse de hautes responsabilités et préfère intégrer un bataillon sous le commandement de Willich, comme second. Engels suit la campagne jusqu'à la fin. Tout au long de sa vie il fut fier d'avoir sauvé ensemble avec Willich l'essentiel de son bataillon et d'avoir réussi à franchir la frontière Suisse avec ses soldats. Après la défaite de la révolution, commence pour la plus grande partie des anciens rédacteurs le long chemin de l'exil.

III-13- Conclusion

Nous avons constaté dans notre étude que la politique de la *Nouvelle gazette rhénane* évolue pendant toute son existence en fonction des changements de l'espace public, des changements qui se sont produits au cours la révolution. Elle s'adapte pour pouvoir chaque fois peser d'une manière efficace sur son public.

Au printemps 1848, la presse et les parlements, les deux formes majeures d'expression d'un espace public bourgeois, sont au premier plan. En mai et juin 1848, ce sont surtout les parlements de Francfort et de Berlin qui sont les véritables centres de gravité de l'espace public. Ils sont issus d'un scrutin populaire et représentent par leur simple existence la rupture avec l'ancien régime. La presse joue un rôle d'envergure, ne serait-ce que parce que la revendication de la liberté de la presse avait été un élément déclencheur de la révolution. L'abolition de la censure est la première (et la seule) des revendications de mars véritablement réalisée. Pour cette raison, la presse représente en quelque sorte la révolution même. Mais dans un premier temps la presse, y compris la *Nouvelle gazette rhénane*, gravite surtout autour des questions débattues dans les parlements. Les débats de presse se comprennent comme une préparation ou une prolongation des débats parlementaires.

Les débuts d'un espace public prolétarien surgissent, mais au départ surtout à une échelle locale. De plus, beaucoup d'associations ouvrières s'appuient sur le mouvement démocrate et n'apparaissent au début pas toujours en tant que telles.

Cette constellation de l'espace public évolue dans une situation politique fragile, car les monarchies sont ébranlées, mais pas abolies. Les parlements comme porteurs d'un nouveau système agissent à côté des anciennes institutions, comme la justice et l'armée qui ne sont pas remises en cause. Dans cette situation de double-pouvoir qui est forcément instable, le moindre incident peut faire pencher la balance.

Devant l'arrière-plan de ce rapport de force incertain, la *Nouvelle gazette rhénane* scrute ce qui pourrait être facteur d'un changement, quelle force politique ou sociale pourrait faire bouger les choses. Elle analyse les rapports de force en fonction des marges de manœuvre possibles et elle s'adresse systématiquement aux institutions, mouvements ou groupes sociaux qui pourraient influencer le cours des événements.

Ainsi elle s'adresse dans les premières semaines de son existence clairement aux parlements, ayant analysé les parlements comme le centre de l'attente populaire. Pour la *Nouvelle gazette rhénane*, les parlements doivent être la courroie de transmission de la pression populaire, sinon ils perdront tout pouvoir réel. La critique acerbe du journal ne se dirige pas encore contre les parlements en tant qu'institution, mais contre la «politique d'entente» de la majorité libérale qui à son avis entrave justement le pouvoir et la légitimité des parlements. Si elle critique déjà les démocrates, c'est dans l'objectif de les mettre en garde contre le rétablissement des monarchies.

De multiples conflits sociaux et politiques persistent ou naissent justement à cette époque qui sont l'expression de cet équilibre précaire: les premières grèves, les conflits autour de la Garde civile, conflits entre les soldats et la population, les premiers essais de museler les associations démocrates ouvrières comme à l'occasion de la suppression des clubs démocratiques de Mayence, de Stuttgart et de Heidelberg. Même la presse n'est pas vraiment libre ; la moindre allusion à la république est aussitôt réprimée et les auteurs poursuivis par la justice, ce qui arrive au jeune Schlöffel. Toutes ces mesures judiciaires se basent sur l'ancien droit, bien qu'elles se déroulent après la révolution et bien que l'établissement des tribunaux de jurés ait été une des plus importantes revendications de mars. Cette situation crée un clivage entre les débats parlementaires et la réalité dans le pays, où l'ancienne et la nouvelle légitimité se heurtent. Même avant la crise de septembre, les parlements commencent à perdre leur crédibilité et la révolution retourne dans la rue. La prise de l'arsenal de Berlin par exemple, exprime la méfiance de la population qui redoute le monopole des armes par l'Etat et qui insiste sur le droit à l'armement du peuple, une des revendications de mars.

Nous avons vu qu'au cours des années 1848/49, les rapports de force évoluent de plus en plus en faveur des monarchies, surtout en faveur de la monarchie prussienne, qui regagnent du terrain aussi sur le plan de l'espace public. Or au début de la révolution, les forces monarchistes n'y sont guère visibles. Dans les deux parlements, les députés, défenseurs d'une monarchie absolue, ne sont qu'une poignée, tandis que le rôle de la droite est essentiellement tenu par des libéraux qui aspirent à une monarchie constitutionnelle. Tout au début de la révolution, il n'y a pas non plus de presse, ni d'associations monarchistes. Mais déjà à la fin de l'été, au plus tard à l'automne 1848, la monarchie absolue a repris des forces en Prusse. Une sorte de parti se constitue autour de la *Nouvelle gazette de Prusse* qui est la voix très efficace de la camarilla. La monarchie convainc de nouveau des cercles conservateurs et même une partie de la paysannerie qu'elle attire avec une propagande anti-bourgeoise. Plus les libéraux fusionnent avec les autorités en place, plus les monarchistes gagnent en visibilité. Dans les parlements, les véritables débats décisifs se transfèrent vers des sphères non accessibles au public, les commissions et les fractions. Le projet phare de la presse libérale, la *Gazette allemande*, commence à péricliter. Le débat public et la communication cède de plus en plus au rapport de force.

Dans la mesure où les parlements entérinent les mesures et les projets de lois à l'encontre des acquis de mars (loi sur la presse, la Garde civile, la loi sur la charge des paysans, sur la fiscalité), la *Nouvelle gazette rhénane* estime que le rôle des parlements est perverti et transformé en outil

contre la révolution. Pour cette raison la *Nouvelle gazette rhénane* s'adresse à partir de septembre 1848, au cours d'une radicalisation croissante, de plus en plus à un espace public de la rue qui n'est plus uniquement bourgeois et à un public divers, composé de démocrates, des couches urbaines pauvres et de paysans.

En septembre 1848, une partie des espoirs de la *Nouvelle gazette rhénane* reposent encore sur les démocrates. Devant le danger d'un coup d'Etat monarchiste, le journal appelle les démocrates à redresser la barre en se mettant à la tête d'un mouvement populaire. La politique de la *Nouvelle gazette rhénane* devient insurrectionnelle, mais elle ne se dirige pas contre, mais en faveur d'un régime, celui qui est né avec la révolution, mais que la révolution n'a pu accomplir. Ce nouveau régime qui est en train de naître est, à ses yeux, le seul qui est légitime, tandis que les politiciens libéraux des gouvernements défendent un régime illégitime. La *Nouvelle gazette rhénane* déclare donc combattre un régime putschiste et illégitime et défendre un régime légitime. Cette ligne insurrectionnelle était une réaction à l'effritement de l'espace public bourgeois qui se rétrécit de plus en plus suite au renforcement de la monarchie prussienne.

L'insurrection populaire a bien eu lieu en septembre 1848, mais sans que les démocrates essaient d'en prendre la tête ni de s'emparer du pouvoir, contrairement aux jacobins pendant la *Révolution française*. La déception vis-à-vis des démocrates est immense. La *Nouvelle gazette rhénane* ne croit plus en la clairvoyance des *démocrates de Francfort*. En revanche elle tient encore à ce moment aux démocrates de Berlin, car elle les considère comme plus réactifs que ceux de Francfort. Dans un premier temps, la recherche d'un public non - ou pas uniquement - bourgeois ne met pas en cause la nature du journal comme «organe de la démocratie».

Mais il est évident que la *Nouvelle gazette rhénane* ne considère plus les démocrates en tant que tels comme «sujet révolutionnaire». En octobre 1848, lors de l'insurrection de Vienne, ils montrent selon le journal qu'ils n'ont pas compris leur propre situation de faiblesse et qu'ils ne comprennent pas non plus que la défaite de Vienne n'est qu'un prélude de leur propre défaite à Berlin. La cécité politique des démocrates est pour la *Nouvelle gazette rhénane* d'autant plus accablante que l'exécution de Robert Blum prouve que la confrontation à venir est une question de vie ou de mort. Le journal n'est donc pas étonné que les démocrates soient complètement démunis lors des manœuvres de la Couronne contre le parlement de Berlin et la déclaration de l'état de siège en novembre 1848.

La réaction de la *Nouvelle gazette rhénane* face aux menaces contre le parlement de Berlin est une campagne incluant le public le plus large et s'adresse encore plus que pendant la crise de septembre à la population paysanne de la Rhénanie. En même temps, la pression sur les démocrates s'est encore renforcée. Le camp des démocrates s'est sensiblement fissuré sous cette pression. Une grande partie des démocrates rhénans ont été entraînés dans la campagne. La *Nouvelle gazette rhénane* a réussi en même temps à mobiliser les paysans dans une vaste partie de la province. L'appel au boycott des impôts prend en compte les problèmes économiques de grandes parties de la population ; en même temps il permet de démontrer l'illégitimité du coup d'Etat. Le journal s'implique de plus en plus dans une communication de rue en utilisant des pages entières comme affiches, encore plus que pendant les mobilisations de septembre. Mais bien que la campagne se radicalise vite, qu'elle gagne en profondeur et en rayonnement social par rapport à septembre, elle se limite à une province de la Prusse. Très consciente de cette faiblesse, la *Nouvelle gazette rhénane* avait envisagé l'insurrection en Rhénanie comme un exemple pour faire bouger Berlin. Mais ni le parlement de Berlin, ni même la fraction démocrate n'a pu se décider à lancer un tel appel. Confinée à une région, la campagne n'avait plus de perspectives.

Dans cette situation, où les marges de manœuvres sont déjà extrêmement réduites, le seul acteur de la révolution qui peut encore déclencher une dynamique sociale, est la *fraternité ouvrière* qui réussit en quelques mois seulement à agréger la majeure partie des associations ouvrières. En avril 1849, Marx, Wilhelm Wolff et avec eux la plus grande partie de la direction du comité régional des démocrates rhénans quittent leurs fonctions et déclarent adhérer à la *fraternité ouvrière*. Cette adhésion ne se fait pas au nom de la *Nouvelle gazette rhénane*, mais il est évident que le journal est destiné à jouer un rôle. La *fraternité* est en train de mettre sur pied une organisation nationale des ouvriers, sur laquelle le groupe de Marx voulait peser grâce au journal. Les discussions du congrès national de juin 1849 sont envisagées sur la base de la série d'articles «*Travail salarié et capital*».

Nous avons mis en évidence que le journal publie depuis l'hiver 1848/49 beaucoup plus d'articles sur la question sociale qu'avant, mais n'a pas encore changé de conception. Il est peu probable que l'adhésion à la fraternité du groupe Marx et la fondation d'une organisation ouvrière nationale soit resté sans conséquences sur la nature du journal.

Notre hypothèse est que la *Nouvelle gazette rhénane* était au printemps 1849 en train de s'orienter vers un espace public prolétarien dans un sens large, car à cette époque non seulement

elle s'orientait plus vers les problèmes des ouvriers, mais elle intensifie également dans le même temps ses publications autour de la question paysanne. Nous voyons dans le fait que la *fraternité* commence au même moment à s'occuper des paysans de Mecklenburg un autre élément de concordance.

Les changements de la ligne politique de la *Nouvelle gazette rhénane* ne se font certainement pas sans hésitation et conflits. Visiblement le journal hésite et attend longtemps avant de prendre ses distances avec le mouvement démocrate. Le souci de rassembler et de créer des fronts unitaires face à la menace de la monarchie a certainement longtemps retardé cette décision. Mais finalement le souci d'efficacité prévaut à un moment où le journal ne croit plus du tout dans la capacité des démocrates à prendre des initiatives.

IV. CONCLUSION GENERALE

La base de notre étude était la question suivante: est-ce que la *Nouvelle gazette rhénane* a pu peser sur les événements de la révolution de 1848 et si oui, comment ? A la fin de notre travail, nous faisons le constat que la *Nouvelle gazette rhénane* était un produit journalistique à la pointe de son époque qui a réussi à s'imposer comme journal démocrate le plus important pendant la révolution. Elle a pu imposer au mouvement démocrate une grande partie de ses analyses et problématiques et partiellement aussi sa stratégie d'action. Elle n'a en revanche pas réussi à contraindre le mouvement démocrate à un positionnement de confrontation sans ambiguïté avec les monarchies en se mettant à la tête d'un mouvement populaire.

Afin de comprendre les objectifs des fondateurs du journal, nous avons étudié l'émergence d'un espace public bourgeois et les débuts d'un espace public prolétarien en Allemagne au début de la révolution. Nous avons suivi la naissance de deux projets jumeaux, destinés à peser l'un (la *Nouvelle gazette rhénane*) sur l'espace public bourgeois, et l'autre (la *Ligue des communistes*) sur l'espace public prolétarien. Nous considérons la politique du groupe de Marx à l'époque de la révolution de 1848 comme une politique qui était entièrement orientée vers l'espace public, qui a essayé d'utiliser les marges de manœuvres de l'espace public bourgeois comme celles de l'espace public prolétarien. L'intention était de profiter des réseaux de communication pour prôner les objectifs du groupe dans

un vaste travail de propagande. Il s'agissait d'une sorte de division de travail. Les deux projets avaient le même but, faire avancer la révolution, mais pour un public différent. Le groupe se prononçait contre une politique clandestine à l'échelle d'une secte aux structures autoritaires qui excluait une prise de décision démocratique. C'était le but de la transformation de la *Ligue des justes* en *Ligue des communistes* et même au début de l'année 1849, quand la fin de la révolution était déjà prévisible, le groupe tenait au maintien de la *Nouvelle gazette rhénane* et rejetait la création de structures clandestines. Le groupe écartait toute forme de politique putschiste qui aurait substitué une petite élite à la grande masse de la population. De même, le groupe dénonçait la série de mesures et de projets de loi des gouvernements et des parlements qui voulaient de nouveau exclure la population de la vie publique. La politique que le *manifeste communiste*, le programme de la *Ligue des communistes*, prévoyait pour l'Allemagne visait au contraire à élargir les marges de manœuvre de l'espace public.

Dans ce programme la chute définitive de la monarchie absolue en Allemagne et l'établissement d'un régime parlementaire qui garantissent les libertés individuelles furent déclarés comme les objectifs de la révolution, comme son accomplissement. Ce régime envisagé fut défini comme une phase de transition, permettant à la classe ouvrière de se constituer comme classe, de prendre conscience de son pouvoir et de réussir finalement sa propre domination en établissant un autre système social et économique. Ces objectifs ont été formulés dans le *manifeste communiste*, en précisant que l'Allemagne se trouvait à la veille d'une révolution bourgeoise et que les communistes devraient s'allier avec l'aile la plus progressiste de la bourgeoisie, le mouvement démocrate. Au moment où la révolution éclata, l'objectif immédiat fut en conséquence de peser sur le mouvement démocrate, tandis que prendre l'influence sur l'évolution de la classe ouvrière fut un objectif à moyen, voire long terme, même s'il fallait le mettre sur les rails immédiatement.

Nous avons constaté que pour plusieurs raisons, la mission de la *Ligue des communistes* de centraliser des premières associations ouvrières a échoué ; nous avons mentionné le décalage du groupe avec la situation en Allemagne et la surestimation de la conscience réelle de la population et de ses propres forces. La raison majeure de cet échec fut pourtant la grande fragilité de l'espace public prolétarien dans les premiers mois de la révolution. Au bout de quelques semaines d'efforts soutenus, le groupe avait compris que le manque d'expérience et le manque de structuration du jeune mouvement ouvrier ne pouvaient pas être compensés par une approche uniquement volontariste. En s'adaptant à la réalité trouvée sur place, la Ligue fut mise en veille et les forces du

groupe concentré sur le projet de la *Nouvelle gazette rhénane*. Le journal fut déclaré «organe de la démocratie». Cela ne voulait pas dire accepter le stade d'évolution de la démocratie de l'époque, mais le faire évoluer.

Nous avons montré que les fondateurs du journal avaient dès le début de la révolution conscience des possibilités de la communication dans la nouvelle constellation de l'espace public bourgeois. Avec ses moyens de multiplication et de distribution, la presse fut l'outil privilégié pour se faire entendre. Tout en restant une expression typique de l'espace public bourgeois, la presse constitua un lien important entre les intellectuels et leurs conceptions de changement de la société et les grandes masses de la population qui avaient, pour la première fois dans l'histoire, fait l'intrusion dans la vie publique de l'Allemagne. Par le fait que la liberté de la presse fut le premier et le seul véritable acquis de la révolution, la défense de la presse et la défense de la révolution se superposèrent.

La *Nouvelle gazette rhénane* a réussi à s'implanter dans le mouvement démocrate en relevant les défis et en respectant les normes de l'espace public bourgeois. Grâce à son professionnalisme et grâce aux compétences journalistiques de sa rédaction, elle a réussi à trouver une écoute considérable en s'établissant comme le plus grand journal démocrate pendant la révolution. Dans tous les aspects de sa réalisation elle fut à la hauteur, parfois en avance sur son époque : dans son organisation technique et financière, dans l'organisation de sa distribution, dans sa conception rédactionnelle et dans l'établissement de son réseaux de correspondants. La *Nouvelle gazette rhénane* s'est singularisée dans le paysage journalistique allemand par la qualité de ses informations, et particulièrement par celles venant de l'étranger.

Tout en restant le plus important journal démocrate, la *Nouvelle gazette rhénane* n'est pas devenue un journal de parti, mais elle s'est efforcée de rester un journal indépendant et de se préserver un droit de critique. C'est probablement même à cause de sa critique pertinente qu'elle est devenue au bout de quelques semaines une voix incontournable au sein du mouvement et qu'elle fut déclarée son organe officiel (ensemble avec deux autres journaux démocrates). Elle a tissé un réseau de relations avec d'autres journaux démocrates et avec des membres des associations démocrates et ouvrières. A Cologne, elle a contribué d'une manière décisive à joindre l'association démocrate et l'association ouvrière, y compris sur un niveau régional. La création du *comité régional des démocrates rhénans*, qui a joué un certain rôle pour la révolution en Rhénanie, est pour une bonne partie l'œuvre de ses rédacteurs. Le journal avait aussi ses «antennes» et ses «courroies de

transmission» à *l'association ouvrière de Cologne* dans la personne des anciens membres de la Ligue, qui avaient entrepris à restructurer entièrement l'association ouvrière selon les principes du *manifeste communiste*. Les articles de la *Nouvelle gazette rhénane* ont servi comme base de discussion aussi bien pour l'association ouvrière, que pour les démocrates.

Comme nous l'avons mis en évidence, le journal a pu maintenir et étendre son influence en s'adaptant aux évolutions de l'espace public. Dans une première phase, la *Nouvelle gazette rhénane* s'est adressée surtout aux parlements de Francfort et de Berlin et elle a mis l'accent sur l'analyse des débats parlementaires. Elle revendiquait l'indépendance des parlements par rapports aux monarchies et leur établissement comme véritables organes de la souveraineté du peuple. Après avoir vu ses espoirs déçus, la *Nouvelle gazette rhénane* misa beaucoup plus sur l'espace extra-parlementaire, toujours dans l'optique de faire pression sur les parlements, mais par des moyens différents. C'est surtout à partir de cette époque, que ses réseaux ont pu être activés. A ce moment, la *Nouvelle gazette rhénane* ne s'est pas limitée à l'information et à la propagande, mais a mené une politique à tendance insurrectionnelle. C'est pendant ses grandes campagnes que l'influence de la *Nouvelle gazette rhénane* sur le mouvement démocrate est devenue la plus évidente.

Dans ce contexte, nous revenons brièvement à la remarque de l'historien Shlomo Na'anam (que nous avons déjà citée)¹⁴⁸⁹, selon laquelle les rédacteurs de la *Nouvelle gazette rhénane* auraient été les seuls acteurs politiques en Allemagne qui pendant la révolution avaient vraiment compris le *manifeste communiste* et qui savaient l'appliquer aux événements concrets de cette époque. Pour notre part, nous tirons à la fin de notre étude une conclusion légèrement différente. Pour nous, le rôle de la *Nouvelle gazette rhénane* ne s'est pas limité à traduire le *manifeste communiste* en réponses pour la vie quotidienne de la révolution. Cela était sans doute son rôle pendant les premières semaines de son existence, mais ce rôle a évolué au cours de la révolution. Selon nous, la *Nouvelle gazette rhénane* a eu pendant certaines phases de la révolution (crise de septembre, crise de novembre, élections en Prusse en janvier 1849) la fonction d'un outil d'action. Pendant ces périodes, sa démarche était celle du rassemblement. Cette stratégie de rassemblement prévalait, à condition que cela se fasse dans l'action.

¹⁴⁸⁹ Shlomo Na'anam: *Lassalle*, Verlag für Literatur und Zeitgeschichte, Veröffentlichungen des Instituts für Sozialgeschichte Braunschweig, Hannover, 1970, p.127 : „ Es gab nur einen kleinen Kreis von Menschen, die im täglichen Umgang mit Marx selber lernten, wie das Programm der Kommunisten in die politische Aktion überzuführen sei: Das waren die Redakteure der 'Neuen Rheinischen Zeitung'.“

Dans ses campagnes politiques, la *Nouvelle gazette rhénane* faisait en effet preuve d'un pragmatisme étonnant. Elle proposa alors une politique de front unique sur la base du plus petit dénominateur commun entre toutes sortes d'associations démocrates et ouvrières, visant les masses populaires les plus larges. Le trait caractéristique de ces campagnes était de lier des revendications et des intérêts immédiats avec des objectifs plus ambitieux. Le plus petit dénominateur n'était que le point de départ; l'essentiel était de rassembler autour de lui. Le journal comptait sur une dynamique dans l'action, qui se déclencherait une fois que ces masses populaires s'étaient mises en mouvement, dépassant de loin la revendication de départ.

Au moment de la crise de septembre, elle a incité à la création du *comité de sûreté* de Cologne qui était le fruit d'un travail de rassemblement entre la *Nouvelle gazette rhénane*, la Garde civile, la *société démocrate* et *l'association ouvrière de Cologne*. Le *comité de sûreté* fut d'abord fondé dans le souci de protéger les citoyens face aux abus des soldats à Cologne ; mais il servit aussi à la campagne contre l'armistice de Malmö. A Cologne et en Rhénanie, le journal a pu intégrer une grande partie des démocrates rhénans dans les mobilisations.

C'est pendant la crise de novembre que l'influence de la *Nouvelle gazette rhénane* fut à son apogée; le journal a pu utiliser toutes les structures régionales des démocrates pour propager sa politique. C'est à ce moment que la *Nouvelle gazette rhénane* a le mieux rempli la fonction d'un outil d'intervention, avec une cohérence totale entre présentation, contenu et action. Pendant la crise de novembre, l'appel au boycott des impôts prenait en compte les intérêts des paysans, mais était destiné aussi à défendre le parlement de Berlin. Il s'est développé par la suite une dynamique de confrontation avec le gouvernement et la monarchie.

Bien que le groupe autour de Marx n'ait jamais eu une majorité absolue et incontestée dans la *société démocrate de Cologne*, il gagna une influence considérable pendant les actions concrètes à Cologne et en Rhénanie. Ailleurs en Allemagne, la *Nouvelle gazette rhénane* propageait sa politique par ses articles. Ces articles ont contribué à structurer les débats des démocrates et ils ont participé à clarifier les positions. Le journal n'a pas toujours réussi à imposer ses réponses, mais il a souvent réussi à imposer ses sujets et ses questionnements.

La *Nouvelle gazette rhénane* s'est toutefois trompée dans son analyse du mouvement démocrate, car elle a surestimé sa maturité et sa détermination. Pour nous, il s'agit de son erreur principale. La plupart des démocrates croyaient déjà avoir vaincu la Couronne en mars 1848 et n'avaient pas

conscience de la fragilité de leur position. Les avertissements innombrables de la *Nouvelle gazette rhénane* n'y ont rien changé. Les démocrates ne voyaient pas non plus à quel point les forces monarchistes s'étaient rétablies à partir de l'été 1848 ; pour cette raison, les démocrates n'étaient pas prêts à prendre le pouvoir; cette idée était même loin de leur conception politique. Selon la *Nouvelle gazette rhénane* ils auraient dû se mettre à la tête d'un mouvement populaire et quitter la voie uniquement parlementaire. Mais à l'instar des libéraux, les démocrates également, au fond, craignaient l'imprévisibilité des masses et avaient peu de compréhension réelle pour leurs intérêts. Même les contacts avec le jeune mouvement ouvrier, qui semblaient si évident au printemps 1848, devenaient compliqués et se sont distendus.

Ces constats, la *Nouvelle gazette rhénane* les a toutefois tirés définitivement seulement au printemps 1849. Au début de la révolution, ces évolutions n'étaient pas forcément prévisibles et à cette époque, il n'y avait pas d'autre mouvement politique sur lequel la *Nouvelle gazette rhénane* aurait pu compter. L'erreur ne fut donc à notre avis pas tellement de miser sur le mouvement démocrate que de surestimer ses marges de manœuvres.

A partir du moment où la *Nouvelle gazette rhénane* a tiré les conséquences de ses expériences avec les démocrates, toute sa politique se trouvait sans assise. L'orientation vers la *fraternité ouvrière* semblait être la seule voie encore ouverte pour peser sur les événements. Nous avons essayé de saisir dans notre étude l'impact de la décision de quitter le mouvement démocrate. A notre avis, la *Nouvelle gazette rhénane* était au printemps 1849 en train de changer de nature et s'orientait vers l'espace public prolétarien. L'espace public bourgeois semblait bloqué et se disloquait même partiellement à cause de la répression croissante à l'encontre de la presse et des associations.

Une grande difficulté pour notre étude a été de ne pas pouvoir apprécier précisément les implications prévues de la réorientation vers la *fraternité ouvrière*. D'un côté, les accords possibles n'ont pas été forcément écrits, d'un autre côté les dix années de répression après la révolution ont certainement amené à ce que les anciens acteurs de la révolution détruisent des documents, pour des raisons de sécurité. Pour cette raison, il nous a fallu baser nos hypothèses uniquement sur des déductions. Nous avons déduit de la fréquence et du contenu des articles que la rédaction du journal s'intéressait réellement à la *fraternité* à la fin de l'année 1848 et début 1849, mais qu'elle misa tout de même beaucoup plus sur l'évolution européenne, surtout sur l'évolution du prolétariat français.

Mais la *Nouvelle gazette rhénane* surestimait également les possibilités d'action du prolétariat français. Les informations venant des correspondants ont sans doute paru encourageantes en comparaison avec la situation en Allemagne, ce qui a amené la rédaction à les surestimer. Il y avait peut-être aussi tout simplement la volonté de garder l'espoir.

Nous pensons que la conception européenne échappait de toute façon à une grande partie de son public - au moins à ceux qui n'avaient jamais habité dans un autre pays - et que les événements en France, Italie, ou Hongrie étaient assez loin de leurs propres préoccupations.

Sur un point qui concerne la révolution européenne, la *Nouvelle gazette rhénane* se comporta à l'encontre de ses propres principes ; c'est sur la question de la Russie. La *Nouvelle gazette rhénane* voyait dans la Russie l'instigatrice principale d'un renouvellement de la *Sainte Alliance* et la menace principale à l'encontre de la révolution européenne. Le journal avait sans doute raison de redouter ses intentions, mais sa manière de se focaliser dans ses articles sur la Russie était en décalage avec les événements réels et à l'encontre de son principe du concret. La Russie n'était pas intervenue en Allemagne et le journal est resté entièrement abstrait et purement idéologique. C'est exactement ce que le journal n'arrêtait pas de reprocher aux autres journaux et aux autres courants politiques.

Néanmoins le fait de considérer la révolution comme un phénomène européen fut une grande exception dans le milieu politique de 1848, dû certainement en grande partie au vécu international et au programme internationaliste de la *Ligue des communistes*. Les rédacteurs du journal ne se limitaient pas à réserver une grande place aux informations et analyses venant des autres pays et sur ces pays, ils ne se limitaient pas non plus à prendre conscience des retombées des événements des autres pays sur l'Allemagne. Au-delà de cela, ils considéraient la révolution dans les différents pays comme un seul processus, dont les manifestations diverses constituait un cercle, un processus avec ses propres rythmes de lignes ascendantes et descendantes et sa propre spatialité continentale. Pour cette raison, la solidarité avec la Pologne ou avec les insurgés de juin à Paris, de Hongrie ou d'Italie, ne fut pas uniquement un «devoir fraternel», mais il s'agissait pour eux surtout de la survie de leur propre révolution. La survie de la révolution était justement l'objectif principal de la *Nouvelle gazette*

rhénane, comme elle l'avait déjà affirmé dans son premier numéro. Pour cette raison, la défense de la révolution devait être à l'image de cette révolution, c'est-à-dire européenne.

Dans la défense de la révolution, l'argument central des articles de la *Nouvelle gazette rhénane* a été celui de la légitimité de la révolution. Selon elle, la révolution constituait une nouvelle base de droit. Les gouvernements ne pouvaient pas lancer des mesures sur la base de l'ancien droit, sans contredire et sans trahir la révolution. Elle considérait en effet la politique des gouvernements comme trahison, comme une politique de coup d'Etat car ces gouvernements étaient issus de la révolution, mais leur politique se dirigeait contre elle. Il s'agissait donc d'une rupture de légitimité.

Cette rupture de légitimité était liée aux modifications de l'espace public. A partir de la fin de l'année 1848/49, l'espace public bourgeois était de plus en plus réduit et même mutilé. Une partie des associations et de la presse démocrate furent interdites, la presse en général fut menacée par un projet de loi qui rendait impossible toute investigation indépendante, le parlement de Berlin fut dissout, puis reconstitué sur la base d'une constitution imposée. Le parlement de Francfort avait montré son impuissance dans le conflit de Malmö et pendant l'insurrection de Vienne. Pendant la crise de novembre, il avait même désavoué le parlement de Berlin en déclarant illégale la campagne pour le boycott des impôts. Les libéraux s'étaient déjà retiré de l'espace public (au plus tard en été 1848) en fusionnant avec le pouvoir. L'espace public bourgeois de la fin de l'année 1848 et du début de l'année 1849 fonctionna déjà souvent selon les règles de la monarchie prussienne et avait en conséquence perdu en grande partie ses qualités d'espace public. Dans cet espace public restreint, le mouvement ouvrier a pu toutefois faire ses premiers pas, mais il restait aussi encore une partie de la presse. Dans le contexte d'un espace public très fragilisé, la *Nouvelle gazette rhénane* concrétisa sa conception de la presse qu'elle considéra alors comme la représentante du peuple, «l'œil» et «la bouche du peuple», capable de «saper toutes les conditions existantes» et veiller sur la souveraineté du peuple. Dans cette conception, la presse est l'incarnation de la révolution même.

A la fin de la révolution la rédaction de la *Nouvelle gazette rhénane* faisait le constat amer que tous les *acquis de mars* ont pu être supprimés sans autre formes de procès par la force des armes. Déjà après l'insurrection de Vienne, les articles du journal laissaient entrevoir l'avis que jamais un régime en place n'accepterait de céder aux mouvements populaires, aussi légitimes fussent-ils, sauf par un pur rapport de force, voire par la violence physique. Marx avait parlé après la chute de Vienne

et encore dans le dernier numéro de la *Nouvelle gazette rhénane* de la nécessité d'une guerre avec tous les moyens, d'un terrorisme révolutionnaire; Engels avait évoqué lors de la défaite des Piémontais une guerre de guérilla.

Or, les révolutionnaires de 1848 étaient très conscients de la menace potentielle qu'exerçait l'armée, et cela d'autant plus que les conflits violents entre citoyens et armée n'avaient jamais cessé tout au long de la révolution. La propagande envers les soldats fut intense, nombre de tracts, de réunions et de meetings leurs furent dédiés. Les soldats de réserve étaient particulièrement visés. Mais les forces révolutionnaires n'étaient pas suffisamment structurées pour former un réel contre-pouvoir et n'ont jamais pu intégrer les soldats qui doutaient - sauf dans le Sud-Ouest pendant la troisième insurrection de Bade. Même les débuts de réflexion de Marx et Engels paraissaient insuffisants. La question de savoir comment réussir une révolution face au monopole d'Etat de la violence a longtemps occupé le mouvement ouvrier. C'est une question que nous aurions souhaité étudier d'une manière plus détaillée, mais nous avons dû considérer que cette démarche aurait dépassé le cadre de notre étude.

Nous faisons le même constat pour un autre aspect que nous n'avons pas pu étudier. Nous avons mentionné dans notre étude de l'espace public bourgeois l'exclusion des femmes de la vie publique. Il est en effet troublant de voir à quel point le monde de la presse de 1848 est un monde presque exclusivement masculin et la *Nouvelle gazette rhénane* n'y fait pas l'exception. Il n'y avait en effet ni rédacteur féminin, ni réflexion sur le statut social de la femme. Mais nous avons pensé trouver dans les articles au moins des traces sur les quelques femmes qui avaient bravé les normes et qui avaient fait leur apparition dans la vie publique. Il s'est révélé qu'il y a très peu de matière : un article sur une pétition des femmes au Reichstag de Vienne¹⁴⁹⁰ et deux petits articles sur Louise Ashton¹⁴⁹¹; d'autres femmes importantes sont mentionnées encore plus à la marge, dans le cadre d'articles où elles apparaissent plus ou moins comme figurantes. Franziska Anneke est mentionnée à l'occasion de l'arrestation de son mari et la comtesse de Hatzfeld dans le contexte de l'arrestation de son avocat Ferdinand Lassalle. Chaque fois, les femmes apparaissent comme victimes, mais pas comme personnes indépendantes. La *Nouvelle gazette rhénane* a tout du moins pris leur défense, ce qui n'était pas forcément évident à l'époque. Un seul rédacteur du journal a au moins effleuré le sujet,

¹⁴⁹⁰ NGR, n°125 du 25 octobre 1848 : *Wien-Frauenadresse*.

¹⁴⁹¹ NGR, n°180 du 28 décembre 1848 : *Madame Ashton* et NGR, n°181 du 29 décembre 1848 : *Louise Ashton*.

c'est Georg Weerth dans la dernière satire de son dernier feuilleton. Il a déclaré que les hommes n'avaient fait rien de valable pendant cette révolution, que les femmes auraient dû prendre les choses en main et qu'elles seraient de toute façon plus compétentes.

Nous avons conclu avoir trop peu de matière pour exposer le sujet dans le cadre d'une étude sur la *Nouvelle gazette rhénane*. De plus, une problématisation de cette absence, pourtant fortement révélateur pour l'époque, nous aurait amené bien au-delà de la presse et de la révolution de 1848.

La *Nouvelle gazette rhénane* est à nos yeux un exemple particulièrement parlant, pour montrer comment, par les moyens de l'espace public, transformer des inconvénients en avantages. Le journal a permis à un groupe minoritaire d'optimiser ses compétences. Sans ce journal, le groupe n'aurait jamais trouvé l'écoute qui fut la sienne pendant la révolution. Les compétences journalistiques ont pu s'adjoindre aux compétences politiques. Inversement, des points forts du groupe, comme la connaissance des pays étrangers et les contacts avec ses milieux démocrates, ont pu faire évoluer le journal. Ce journal n'a pas pu décider du destin de la révolution, mais il a pesé sur les événements. Ses analyses et ses questionnements ont de plus préparé des débats futurs. Nombre de ses questionnements reste d'actualité.

La fonction du journal ne se limitait pas à véhiculer les idées de Marx et Engels. A notre avis, c'est au contraire le travail journalistique - le primat du concret, le travail rédactionnel en groupe, la communication avec des lecteurs - qui a beaucoup influencé la pensée stratégique de sa rédaction, où d'autres rédacteurs que Marx et Engels ont également joué un rôle. Selon nous, la *Nouvelle gazette rhénane* a été en tant que produit journalistique surtout une œuvre collective.

Nous pensons que l'émergence des espaces publics est resté un phénomène récurrent des époques de bouleversements politiques et sociaux et que la presse et les moyens de communication en général continuent à jouer un rôle essentiel ; nous considérons que les médias jouent même un rôle avant-coureur pour l'évolution d'un espace public - pour lancer, structurer faire rayonner des débats, comme le montre récemment encore l'exemple du rôle que les réseaux sociaux ont joué pendant le *printemps arabe* de 2011. L'émergence des réseaux de communication semble être en général la première conquête des révolutions et précéder la formation d'autres institutions de l'espace public, comme les partis politiques. D'un autre côté, les restrictions de la liberté de la presse restent des indicateurs fiables pour déceler toute restriction de la liberté.

BIBLIOGRAPHIE

CORPUS:

Neue Rheinische Zeitung, Organ der Demokratie,

Band 1 (Nummer 1 bis Nummer 183), Köln 1. Juni 1848 bis 31. Dezember 1848
Verlag Detlev Auermann KG, Glashütten im Taunus, 1973.

Neue Rheinische Zeitung, Organ der Demokratie,

Band 2 (Nummer 184 bis Nummer 301)
Köln, 1. Januar 1849 bis 19. Mai 1849
Verlag Detlev Auermann KG., Glashütten im Taunus, 1973.

(Reproduktionsvorlage diese Neudrucks war das Redaktionsexemplar der „Neuen Rheinischen Zeitung“ im Besitz des Internationalen Instituts für Sozialgeschichte Amsterdam, sowie die in den anderen Bibliotheken ermittelten Ergänzungen, darunter die beschlagnahmte und nicht ausgelieferte Nr. 113 vom 26. September 1848 und verschiedene Extra-Blätter und Beilagen.)

Sources publiés:

*Die Allgemeine deutsche Arbeiterverbrüderung 1848-1850,
Dokumente des Zentralkomitees für die deutschen Arbeiter in Leipzig,
bearbeitet und eingeleitet von Horst Schlechte, Hermann Böhlhaus Nachfolger, Weimar, 1979.*

*Die Allgemeine Frankfurter Arbeiter-Zeitung von 1848,
Mit einer Einführung von Max Quarck, unveränderter Neudruck (Heft 1-5, soweit erschienen)
Verlag Sauer & Auermann, Frankfurt am Main, 1968.*

*Das Volk, herausgegeben von Stephan Born,
Berlin Nr. 1 bis Nr. 33, vom 1. Juni 1848 bis 29. August 1848, eingeleitet durch die Monographie von Wilhelm Freidensburg: *Stephan Born und die Organisationsbestrebungen der Berliner Arbeiterschaft bis zum Berliner Arbeiter-Kongress (1840 – September 1848)*, Leipzig 1923, unveränderter Neudruck der Ausgabe Berlin, 1848 und Leipzig, 1923, Verlag Detlev Auermann KG, Glashütten im Taunus, 1973.
(Als Vorlage für diesen Nachdruck diente das Original des Internationalen Instituts für Sozialgeschichte in Amsterdam.)*

*Zeitung des Arbeiter-Vereins zu Köln, Nr. 1- 40, Köln 23. April - 22. Oktober 1848,
Verlag Detlev Auermann KG, Glashütten im Taunus, 1976.*

Berliner Zeitungs-Halle

Alles für das Volk, alles durch das Volk

1846-1848 (12 décembre)

Éditeur: Draeger / rédacteur responsable: Gustav Julius (Bibliothek der Friedrich Ebert Stiftung, Mikrofilm MF2461).

Deutsche Zeitung,

1847 (1er juillet)- 1850 (30 décembre)

Rédacteur responsable (jusqu'au 23 mai 1848): Georg Gottfried Gervinus, (Bibliothek der Friedrich Ebert Stiftung, Mikrofilm MF74).

Kölnische Zeitung,

1802-1945

Editeur (1848): Joseph DuMont / rédacteur responsable (1848): K.H. Brüggemann, Bibliothek der Friedrich Ebert Stiftung, Mikrofilm, MF1606).

Mannheimer Abendzeitung,

1841-1849 (28 juin)

Editeur: Hähner / rédacteur responsable J.P. Grohe, Bibliothek der Friedrich Ebert Stiftung, Mikrofilm, MF2514)

Neue Kölnische Zeitung,

Für Bürger, Bauern und Soldaten,

n° du 26 novembre 1848 (Bibliothek der Friedrich Ebert Stiftung, Mikrofilm MF2544).

Documents et matériaux

Abendroth ,Wolfgang /Flechtheim, Ossip/ Fetscher, Iring (Hg.) : *Karl Marx und Friedrich Engels : Pressefreiheit und Zensur*, Europäische Verlagsanstalt Frankfurt/Europa Verlag Wien, 1969.

Conze, Werner : „*Arbeiter*“ : *Wörterbuch der historischen Grundbegriffe*, Klett-Cotta Verlag, Stuttgart, 1972-1992, Tome 1, p.228.

Forsberg, Eduard : *Die neuesten Ereignisse Berlins, der Kampf für Freiheit und Recht der denkwürdigen Tage des 18. Und 19. März 1848 und der daraus hervorgegangenen Wiedergeburt Deutschlands, nebst sämtlichen Proklamationen, Bekanntmachungen, Erlassen, Aufforderungen, Berichten, Bedeutung der Farben Schwarz, Roth, Gold, Namensverzeichnis, Begräbnisfeier der Gefallenen, Freiheits- und Begräbnis-Lieder, aus authentischen Quellen ausführlich zusammengesetzt und dargestellt von Eduard Forsberg*, im Selbstverlage, Antiquariatspresse Berlin-Schöneberg, Reprint Nr.155, Berlin, 1848.

Furet François: *Marx et la Revolution Française. Textes de Marx, présentés, réunis, traduits par Lucien Calvié*, Flammarion, Nouvelle Bibliothèque Scientifique, Paris, 1984.

Grab, Walter (Hg.): *Die Revolution von 1848/49. Eine Dokumentation*, Philipp Reclam jun. Stuttgart, 1998.

Häckel, Manfred: *Freiligraths Briefwechsel mit Marx und Engels Teil1/2*, Akademie Verlag Berlin, 1970.

Hansen, Joseph: *Rheinische Briefe und Akten zur Geschichte der politischen Bewegung 1830-1850*, Gesammelt und herausgegeben von Joseph Hansen, Zweiter Band 1846-1850, erste Hälfte (Januar 1846 – April 1848), Peter Hanstein Verlagsbuchhandlung, Bonn, 1942.

Hansen, Joseph / Boberach Heinz: *Rheinische Briefe und Akten zur Geschichte der politischen Bewegung 1830-1850*, Gesammelt und herausgegeben von Joseph Hansen, Zweiter Band, zweite Hälfte (April – Dezember 1848)

Unter Benutzung der Vorarbeiten von Joseph Hansen, bearbeitet von Heinz Boberach, Peter Hanstein Verlag, Köln-Bonn, 1976.

Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED: *Der Bund der Kommunisten. Dokumente und Materialien. Band I, 1836-1849*, Dietz Verlag, Berlin, 1970.

Jesse Martina/ Michalka Wolfgang: *Für Freiheit und Fortschritt gab ich alles hin, Robert Blum (1807-1848) Visionär, Demokrat, Revolutionär*, herausgegeben vom Bundesarchiv, bearbeitet von Martina Jesse und Wolfgang Michalka, unter der Schirmherrschaft von Wolfgang Thierse, Vizepräsident des Deutschen Bundestages, Verlag für Berlin-Brandenburg, 2006.

François, Melis: *Neue Rheinische Zeitung, Organ der Demokratie, Edition unbekannter Nummern, Flugblätter, Druckvarianten und Separatdrucke*, Dortmunder Beiträge zur Zeitungsforschung Band 57, herausgegeben von Hans Bohrmann und Gabriele Toepser-Ziegert, Institut für Zeitungsforschung der Stadt Dortmund, K.G.Saur München, 2000.

Marx-Engels III Studienausgabe, Geschichte und Politik1, Fischer Taschenbuch Verlag, Frankfurt am Main, 1966.

Müller, Rainer A. (Hg.): *Vom Deutschen Bund zum Kaiserreich 1815-1871, Deutsche Geschichte in Quellen und Darstellung Band 7*, herausgegeben von Wolfgang Hardtwig und Helmut Hinze, Philipp Reclam jun. Stuttgart, 2003.

Neef, Helmut: *Vier Tage rote Fahnen in den Straßen von Paris. Die Kämpfe des Pariser Proletariats 1848 im Spiegel deutschsprachiger Presse*, Dietz Verlag, Berlin, 198.

Karl, Obermann : *Flugblätter der Revolution. Eine Flugblattsammlung zur Geschichte der Revolution von 1848/49 in Deutschland*“, VEB Deutscher Verlag der Wissenschaften, Berlin, 1970.

Sautter, Udo: *Deutsche Geschichte seit 1815: Daten, Fakten, Dokumente, Band II Verfassungen*, A. Franke- Verlag, UTB, Tübingen und Basel, 2004.

Schloesser, Rolf (Hg.): *Deutsches Bürgerbuch für 1845*, eingeleitet von Hans Pelger, mit einem Vorwort von Walter Dirks, Informationspresse, C.W. Leske, Köln, 1975.

Schmidt, Walter: *Neue Rheinische Zeitung. Artikel, Korrespondenzen, Berichte über die französische Revolution 1848/49*, Verlag Philipp Reclam jun. Leipzig, 1986.

Vaßen, Florian (Hg. : *Vormärz*, Philipp Reclam jun. Stuttgart, 1975.

Ziegler, Edda: *Literarische Zensur im Vormärz 1818-1848. Materialien Kommentare*, Hanser Literatur Kommentare Wien, 1983.

Marx/Engels œuvres :

Karl Marx/ Friedrich Engels Werke 1, (MEW1), 1842-Juli 1844(Marx), 1838-März 1844 (Engels), Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED, Dietz Verlag, Berlin, 1988.

Karl Marx / Friedrich Engels Werke 4, (MEW 4), Mai 1846-März 1848, Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED, Dietz Verlag, Berlin, 1977.

Karl Marx / Friedrich Engels Werke 5, (MEW 5), März 1848-November 1848, Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED, Dietz Verlag, Berlin, 1971.

Karl Marx / Friedrich Engels Werke 6, (MEW 6), November 1848- Juli 1848, Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED, Dietz Verlag, Berlin, 1959.

Karl Marx / Friedrich Engels Werke 7, (MEW 7), August 1849- Juni 1851, Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED, Dietz Verlag, Berlin, 1964.

Karl Marx / Friedrich Engels Werke 27, (MEW 27), Briefwechsel 1846-1851, Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED, Dietz Verlag, Berlin, 1973.

Marx/Engels Gesamtausgabe (MEGA III/2), dritte Abteilung, Band 2: Karl Marx/ Friedrich Engels Briefwechsel, Mai 1846 bis Dezember 1848, herausgegeben vom Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der Kommunistischen Partei der Sowjetunion und vom Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED, Dietz Verlag, Berlin, 1979.

Marx/Engels Gesamtausgabe (MEGA III/3), dritte Abteilung, Band 3 : Karl Marx/ Friedrich Engels Briefwechsel, Januar 1849 bis Dezember 1850, herausgegeben vom Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der Kommunistischen Partei der Sowjetunion und vom Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED, Dietz Verlag, Berlin, 1981.

Bibliographies:

Dowe, Dieter: *Bibliographie der deutschen Arbeiterbewegung, sozialistischen und kommunistischen Bewegung von den Anfängen bis 1863, unter Berücksichtigung der politischen, wirtschaftlichen und sozialen Rahmenbedingungen*, Verlag Neue Gesellschaft, Bonn-Bad Godesberg, 1976.

Henkel, Martin/ Taubert, Rolf : *Die deutsche Presse 1848 - 1850, Eine Bibliographie*, K.G.Saur, München.London. New York.Oxford.Paris, 1986.

Henri Alexandre, Wallon : *La presse de 1848, Ou Revue Critique des Journaux Publiés à Paris Depuis la révolution de Février Jusqu'à la Fin de Décembre*, Chez Pillet Fils ainé, Editeur, Paris 1849, Reprints from the collection of the University of Michigan Library, digital collections : <http://www.lib.umich.edu>.

Etudes sur la Nouvelle gazette rhénane:

Leviova, Irina: *Die Redaktionsarbeit der »Neuen Rheinischen Zeitung , in : Jahrbuch für Geschichte*, Band 8, Akademie Verlag Berlin, 1973.

Komek, Cornelia : *Marx Exzerpte zur Neuen Rheinischen Zeitung vom Frühjahr 1860* (Dissertation), Martin-Luther Universität, Halle- Wittenberg, 1990.

Kümhof, Hermann: *Karl Marx und die Neue Rheinische Zeitung in ihrem Verhältnis zur demokratischen Bewegung der Revolutionsjahre 1848/49*, Inaugural-Dissertation zur Erlangung des Grades eines Doktors der Philosophie der philosophischen Fakultät der Freien Universität Berlin, Berlin, 1961.

Melis, François: *Die Rezeption der ungarischen Revolution von 1848/49 durch die „Neue Rheinische Zeitung“*. Die Artikel von Friedrich Engels über den Befreiungskampf in Ungarn im Frühjahr 1849, (Phil. Diss) Berlin, 1987.

Melis, François: *Neue Forschungsergebnisse zu den Artikeln von Friedrich Engels in der „Neuen Rheinischen Zeitung“ über die ungarische Revolution*, Marx-Engels-Jahrbuch 11, Dietz Verlag, Berlin, 1989.

Melis, François: *Die Drucker der Neuen Rheinischen Zeitung 1848/49*, in: *Geschichte in Köln*, Zeitschrift für Stadt-und Regionalgeschichte Bd.43, Janus- Verlagsgesellschaft, Köln, 1998.

Melis, François: *Zur Gründungsgeschichte der „Neuen Rheinischen Zeitung“*, Mega-Studien, herausgegeben von der Internationalen Marx-Engels-Stiftung Amsterdam, 1998/1999, 1, pp. 3-63.

Melis, François: *Neue Rheinische Zeitung. Organ der Demokratie. Ein Redaktionsalltag – oder mehr? Köln, 14. November 1848*, in: *Jahrbuch für Forschungen zur Geschichte der Arbeiterbewegung*, Heft 2, 2002.

Obermann, Karl : *Origines de la Neue Rheinische Zeitung* (annexes), in : *Le Mouvement social N° 77*, les Editions ouvrières, Paris, 1971, p.74 : *Appel pour la fondation de la Neue Rheinische Zeitung*.

Obermann, Karl und Becker Gerhard: *Zur Genesis der „Neuen Rheinischen Zeitung - Der Prospekt und das Statut*, in: *Beiträge zur Geschichte der Arbeiterbewegung* 4, herausgegeben vom Institut für Marxismus-Leninismus beim Zentralkomitee der Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands, 12. Jahrgang Berlin, 1970.

Obermann, Karl: *Karl Marx und die Neue Rheinische Zeitung*: in: Fritz Bilz/Klaus Schmidt (HG.): *Das war 'ne heiße Märzenszeit. Revolution im Rheinland 1848 /49*, Pappy Rossa Verlag Köln, 1998.

Van Thao, Trinh : *Marx, Engels et le journalisme révolutionnaire*, Deuxième volume : *Analyse de la conjoncture politique dans la Nouvelle gazette rhénane*, Editions Anthropos, Paris, 1979.

von Treskow, Sieglinde : *Die Behandlung der Schleswig-Holstein-Frage in der „Neuen Rheinischen Zeitung“ 1848/49*, Phil.Diss. Berlin, 1989.

Vollgraf, Carl-Erich/ Sperl Richard /Hecker Rolf (Herausgeber und Redaktion):: *Die Journalisten Marx und Engels. Das Beispiel Neue Rheinische Zeitung*, in: *Beiträge zur Marx-Engels- Forschung*, Neue Folge 2005, Argument Verlag Berlin/Hamburg, 2005.

Rosdolsky Roman: *Zur nationalen Frage. Engels und das Problem der „geschichtslosen“ Völker*, Verlag Olle & Wolter, Berlin, 1979.

Etudes sur d'autres organes de presse :

Blumenauer, Elke : *Journalismus zwischen Pressefreiheit und Zensur. Die „Allgemeine Zeitung“ im Karlsbader System 1818 –1848*, Fischer Taschenbuch Verlag, Frankfurt am Main, 1994.

von Hirschhausen, Ulrike: *Liberalismus und Nation. Die Deutsche Zeitung 1847-1850*, Droste Verlag Düsseldorf, 1998.

König, Hermann: *Die Rheinische Zeitung von 1842/43 in ihrer Einstellung zur Kulturpolitik des preußischen Staates*, Münstersche Beiträge zur Geschichtsforschung, Verlag der Universitäts-Buchhandlung Franz Coppenrath, Münster, 1927.

Klutentreter, Wilhelm: *Die Rheinische Zeitung von 1842/43 in der politischen und geistigen Bewegung des Vormärz“* *Dortmunder Beiträge zur Zeitungsforschung*, Fr. Wilh. Ruhfus, Dortmund, 1966.

Langkau, Götz/ Pelger, Hans: *Studien zur Rheinischen Zeitung und zu ihrer Forderung nach Handelsfreiheit und Grundrechten im Deutschen Bund, mit einem Brief von Karl Marx an Hermann Müller-Strübing (1843)*, Schriften aus dem Karl Marx-Haus, Trier, 2003.

Etudes sur le journalisme, la presse et la communication

Baumert, Dieter Paul: *Die Entstehung des deutschen Journalismus. Eine sozialgeschichtliche Studie*, Verlag Duncker und Humblot, München und Leipzig, 1928.

Becker, Gerhard : *Journaux de l'union ouvrière de Cologne* in : *La presse ouvrière 1819 – 1850. Angleterre. Etats Unis. France. Belgique. Italie. Allemagne. Tchécoslovaquie. Hongrie*. Etudes présentées par Jacques Godechot, Bibliothèque de la révolution de 1848, tome XXIII, Paris, 1966.

Bösch, Frank(Hg.) : *Politischer Journalismus - Öffentlichkeiten - Medien im 19. Und 20. Jahrhundert*, Kultur und Mediengeschichte der Universität des Saarlandes, Siebenpfeiffer-Stiftung Homburg/Saar, Rastatt, 2004.

Deuchert, Norbert : *Vom Hambacher Fest zur badischen Revolution. Politische Presse und Anfänge deutscher Demokratie 1832- 1848/49 "*, Konrad Theiss Verlag Stuttgart, 1983(en grande partie sur la « Mannheimer Abendzeitung »).

Foerster, Cornelia: *Der Preß – und Vaterlandsverein von 1832/33. Sozialstruktur und Organisationsformen der bürgerlichen Bewegung in der Zeit des Hambacher Festes*, Trierer Historische Forschungen, Band 3, Trier, 1982.

Geiger, Ruth Esther: *Der Teufel soll die Wählerpresse holen. Zeitschriften oppositioneller Öffentlichkeit von den Jakobinern bis zur Berliner Märzrevolution 1848*, Dissertation zur Erlangung des Doktors der Philosophie der Universität Hamburg, Verlag Klaus Guhl, Hamburg, 1977.

Grampp, Sven/ Kirchmann, Kay/ Sandl, Marcus/ Schlögl, Rudolf/ Wiebel Eva (Hg.): *Revolutionsmedien – Medienrevolutionen*, UVK Verlagsgesellschaft mbH, Konstanz, 2008.

Hartwig, Helmut / Riha, Karl : *Politische Ästhetik und Öffentlichkeit. 1848 im Spaltungsprozeß des historischen Bewußtseins*, Anabas Verlag, Fernwald, Steinbach und Wißmar, 1974.

Heinrich-Jost, Ingrid : *Die Presse in der Märzrevolution von 1848 in Deutschland*. Eine Ausstellung des Instituts für Zeitungsforschung der Stadt Dortmund und des Internationalen Zeitungsmuseums der Stadt Aachen unter Förderung durch das Sekretariat für gemeinsame Kulturarbeit Wuppertal, Dortmund, 1981.

Koszyk, Kurt: *Deutsche Presse im 19. Jahrhundert, Geschichte der deutschen Presse, Teil II*, Colloquium Verlag Berlin, 1966.

Mitton, Fernand: *La presse française. Des origines à la révolution*, Guy Le Prat, Paris, 1943.

Neulle-Neumann, Elisabeth / Schulz, Winfried / Wilke, Jürgen (HG.) : *Fischer Lexikon Publizistik Massenkommunikation*, Fischer Taschenbuch Verlag, Frankfurt am Main, 1994.

Nolte, Paul : *Parteien und Propaganda im Vormärz. Die schwierigen Anfänge staatlicher Meinungslenkung in einer politisierten Gesellschaft*, in: Ute Daniel und Wolfram Siemann (Hg.): *Propaganda, Meinungskampf, Verführung und politische Sinnstiftung 1789-1989*, Fischer Taschenbuch Verlag Frankfurt am Main, 1994.

Horst, Pöttker: *Beschleunigung und Verlangsamung als Faktoren historischer Wahrnehmung. Die Publizistik der Märzrevolution aus den Perspektiven von 1968 und 1998*, in : *Zeitschrift für Literaturwissenschaft und Linguistik Band 123 „Beschleunigung“*, Herausgeber Ralf Schnell, Verlag J.B. Metzler, Stuttgart.Weimar, 2001.

Requate, Jörg : *Journalismus als Beruf. Entstehung und Entwicklung des Journalistenberufs im 19.Jahrhundert*. Deutschland im internationalen Vergleich, Vandenboeck&Ruprecht, Göttingen, 1995.

Scharfe, Martin: *Revolution als Kommunikationsprozess : 1848/49*, in : Hermann Bausinger/ Elfriede Moser-Rath (Hg.) : *Direkte Kommunikation und Massenkommunikation. Referate und Diskussionsprotokolle des 20. Deutschen Volkskunde-Kongresses in Weingarten*, im Auftrag der Gesellschaft für Volkskunde, Tübinger Vereinigung für Volkskunde E.V. Schloss,Tübingen, 1976.

Schröter, Jens/ Schwering, Gregor /Strähli, Urs (Hg.): *Media Marx. Ein Handbuch*, Masse und Medium 4, Transcript Verlag, Bielefeld, 2006.

Stöber, Rudolf: *Deutsche Pressegeschichte. Einführung, Systematik, Glossar*, UVK Medien, Konstanz, 2000.

Wilke, Jürgen: *Auf dem Weg zur Großmacht: die Presse im 19. Jahrhundert*, in: *Das 19. Jahrhundert, Sprachgeschichtliche Wurzeln des heutigen Deutsch*, herausgegeben von Rainer Wimmer, De Gruyter Berlin/New York, 1991.

Wilke, Jürgen: *Presse und Zensur. Anfänge, Entwicklung und Abbau obrigkeitlicher Kontrollmaßnahmen*, in: Klaus Beyer/Martin Dallmeier (Hg.): *Als die Post noch Zeitung machte. Eine Pressegeschichte*, Anabus Verlag Giessen, 1994.

Wilke, Jürgen (Hg.) : *Unter Druck gesetzt. Vier Kapitel deutscher Pressegeschichte*, Medien in Geschichte und Gegenwart, Böhlau Verlag, Köln, Weimar, Wien, 2002.

Etudes sur l'espace public

Böning, Holger: *Französische Revolution und deutsche Öffentlichkeit. Wandlungen in Presse und Alltagskultur am Ende des 18. Jahrhunderts*, K.G.Saur, München, London, New York, Paris, 1992.

Crosley, Nick / Roberts John, Michael: *After Habermas : New Perspectives on the Public Sphere*, Blackwell Publishing/ the Sociological Review, Oxford, 2004.

Dacheux, Eric: *L'Espace public : un concept clef de la démocratie*, in : *L'Espace public*, Les Essentiels d'Hermès, CNRS Editions, Paris, 2008.

Eley, George : *Nations, Publics, and Political Cultures*, in : Craig Calhoun : *Habermas and the Public Sphere*, The MIT Press, Cambridge, Massachusetts, and London, England, 1992.

Frazer, Nancy : *Rethinking the Public Sphere : A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy*, in : Craig Calhoun : *Habermas and the Public Sphere*, The MIT Press, Cambridge, Massachusetts, and London, England, 1992.

Gailus, Manfred : *Straße und Brot; sozialer Protest in den deutschen Staaten unter besonderer Berücksichtigung Preußens, 1847-1849*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen, 1990.

Habermas, Jürgen : *Strukturwandel der Öffentlichkeit. Untersuchungen zu einer Kategorie der bürgerlichen Gesellschaft*, Luchterhand, Neuwied am Rhein/Berlin, erste Auflage, 1962.

Habermas, Jürgen: *L'espace public. Avec une préface inédite de l'auteur, Traduction de Marc B. de Launey*, Payot-rivage, Paris, 1997.

Habermas, Jürgen : *Faktizität und Geltung: Beiträge zur Diskurstheorie des Rechts und des demokratischen Rechtsstaats*. Suhrkamp Verlag, Frankfurt am Main, 1992.

Habermas, Jürgen: *Further Reflexions on the Public Sphere*, in: Craig Calhoun: *Habermas and the Public Sphere*, The MIT Press, Cambridge, Massachusetts, and London, England, 1992.

Hohendahl, Peter Uwe: *Die Entstehung der modernen Öffentlichkeit im Zusammenhang mit der Entstehung des modernen Publikums*, in: Peter Uwe Hohendahl: *Öffentlichkeit. Geschichte eines kritischen Begriffs*, Verlag J.B.Metzler, Stuttgart, Weimar, 2000.

Liesegang, Torsten : *Öffentlichkeit und öffentliche Meinung. Theorien von Kant bis Marx (1780 – 1850)*, Königshausen und Neumann, Würzburg, 2004.

Medick, Hans: *Plebejische Kultur, plebejische Öffentlichkeit, plebejische Ökonomie. Über Erfahrungen und Verhaltensweisen Besitzarmer und Besitzloser in der Übergangsphase zum Kapitalismus*, in : Berdahl/ Lüdtke/ Medick / Poni / Reddy/ Rosaldo/ Sabeau/ Schindler/ Sider : *Klassen und Kultur. Sozialantropologische*

Perspektiven in der Geschichtsschreibung, Syndikat Autoren und Verlagsgesellschaft, Frankfurt am Main, 1982.

Negt Oskar / Kluge, Alexander : *Öffentlichkeit und Erfahrung. Zur Organisationsanalyse von bürgerlicher und proletarischer Öffentlichkeit*, Suhrkamp Verlag, Frankfurt am Main erste Auflage, 1972.

Overesch, Manfred : *Presse zwischen Lenkung und Freiheit, Preußen und seine offiziöse Zeitung von der Revolution bis zur Reichsgründung (1848 bis 1871/72)*, Dortmunder Beiträge zur Zeitungsforschung 19, Verlag Dokumentation, Pullach bei München, 1974.

Schneider, Franz : *Pressefreiheit und politische Öffentlichkeit, Studien zur politischen Geschichte Deutschlands bis 1848*, Luchterhand, Neuwied am Rhein, Berlin, 1966.

Weigl, Sigrid : *Flugschriftenliteratur 1848 in Berlin. Geschichte und Öffentlichkeit einer volkstümlichen Gattung*, Metzlerische Verlagsbuchhandlung, Stuttgart, 1979.

Würgler, Andreas : *Unruhen und Öffentlichkeit. Städtische und ländliche Protestbewegungen im 18. Jahrhundert*, Bibliotheca Academica, Tübingen, 1995.

Œuvres concernant l'arrière-plan philosophique de l'espace public et de la révolution

Ahrendt, Hannah : *Über die Revolution*, R.Piper Verlag, München, 1965.

Ho-Won, Joung: *Volkssouveränität, Repräsentation und Republik. Eine Studie zur politischen Philosophie Immanuel Kants*, Königshausen&Neumann, Würzburg, 2006.

Etudes biographiques sur les rédacteurs de la Nouvelle gazette rhénane

Frost, Alphonso A: *Ernst Dronke. His life and his Works*. North american studies in nineteenth-century German Literature, Peter Lang, New York, Bern, Frankfurt am Main, Paris, 1988.

Hundt, Irina : *An der Seite von Marx und Engels. Ernst Dronke*, in : *Beiträge zur Geschichte der Arbeiterbewegung 3*, Institut für Marxismus Leninismus der SED'', Dietz Verlag Berlin, 1988.

Hundt, Irina: *Ernst Dronke. Schriftsteller und Kommunist*, in: *Männer der Revolution 2*, herausgegeben von Helmut Bleiber, Walter Schmidt und Rolf Weber. Akademie Verlag, Berlin, 1987.

Liebknecht, Wilhelm: *Erinnerungen eines Soldaten der Revolution*, Dietz Verlag, Berlin, 1976.

Liebknecht, Wilhelm : *Mohr und General, Erinnerungen an Marx und Engels*, Dietz Verlag, Berlin, 1970.

Menschenfreund, David: *Ferdinand Freiligrath. Ein politischer Dichter des 19. Jahrhunderts*, Thèse pour le doctorat d'université, soutenu devant la Faculté des Lettres de l'Université de Dijon. Dijon, 1935.

Schmidt, Walter: *Wilhelm Wolff. Kampfgefährte und Freund von Marx und Engels 1846-1864*, Dietz Verlag, 1979.

Schmidt, Walter : *Ferdinand Wolff. Mitstreiter von Marx und Engels in der Redaktion der « Neuen Rheinischen Zeitung »*, in: *Männer der Revolution 2*, herausgegeben von Helmut Bleiber, Walter Schmidt und Rolf Weber. Akademie Verlag, Berlin, 1987.

Vaßen, Forian: Georg Weerth: *Ein politischer Dichter des Vormärz und der Revolution von 1848/49*, J.B. Metzlersche Verlagsbuchhandlung Stuttgart, 1971.

Etudes sur la vie et l'œuvre de Karl Marx et de Friedrich Engels

Abensour, Miguel : *La démocratie contre l'Etat. Marx et le moment machiavélien*, Paris, Editions du Félin 2000.

Bensaïd, Daniel : *Politiques de Marx. Des luttes de classes à la guerre civile en France*, in : *Karl Marx/Friedrich Engels : Inventer l'inconnu*, textes et correspondances autour de la Commune, précédé de *Politiques de Marx* par Daniel Bensaïd, la fabrique éditions, Paris, 2008, pp. 13-103.

Bensaïd, Daniel : *Les dépossédés. Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres*, Editions la fabrique, Paris, 2007.

Block, Helmut: *Freiheit, Gleichheit und kein Ende. Streit um Menschenrechte*, Philosophische Gespräche 3'', Helle Panke e.V. Berlin, 2001.

Claudin, Fernando : *Marx, Engels et la révolution de 1848*, François Maspéro, Paris, 1980

Cornu, Auguste : *Karl Marx et Friedrich Engels, Leur vie et leur œuvre*, tome second : *Du libéralisme démocratique au communisme, la «gazette rhénane», les «Annales franco-allemandes» 1842-1844*, Presses universitaires de France, Paris, 1958.

Draper, Hal : *Karl Marx' theory of Revolution*, volume 1 : *State and Bureaucracy*, Monthly Review Press, New York and London, 1977.

Draper, Hal & Haberkern E.: *Karl Marx' theory of Revolution*, Volume 5: *War and Revolution*, Center of Socialist History, Monthly Review Press, New York, 2005.

Förder, Herwig: *Marx und Engels am Vorabend der Revolution*, Akademie-Verlag, Berlin, 1960.

Garo, Isabelle: *Marx, une critique de la philosophie*, Editions du Seuil, Paris, 2000.

Hammen, Oscar : *Die Roten 48er*, Akademische Verlagsgesellschaft, Athenaion, Frankfurt am Main, 1972.

Hanisch, Ernst: *Der kranke Mann an der Donau, Marx und Engels über Österreich*, Europa-Verlag, Wien, 1978.

Henri, Michel : *Marx*, Editions Gallimard, Paris, 1976.

Hobsbawn, Eric J. : *Marx et l'histoire*, Editions Demopolis, Paris, 2008.

Lacascade, Jean-Louis: *Les métamorphoses du jeune Marx*, Actuel Marx confrontation, PUF, Paris, 2002.

Mehring, Franz : *Karl Marx. Histoire de sa vie*, Première édition : Editions sociales, 1983, Bartillat, 2009.

Mehring, Franz : *Geschichte der deutschen Sozialdemokratie, Erster Teil. Von der Julirevolution bis zum preußischen Verfassungstreite 1830-1863*, Gesammelte Schriften, Band1, Dietz Verlag, Berlin, 1976.

Nicolaevsky B. / Maenchen-Helfen O.: *Karl Marx. Eine Biographie*, Fischer Taschenbuch Verlag, Frankfurt am Main, 1982 (écrit en 1935/36).

Offerlé, Michel : *L'expérience révolutionnaire des années 1848 –1852 dans l'œuvre de Karl Marx (1848 - 1852)*, Mémoire pour le diplôme d'études supérieures de Science politique, université de paris, Faculté de Droit et de Sciences Economiques, Paris, 1970.

Schieder, Wolfgang: *Karl Marx als Politiker*, Piper, München, 1991.

Etudes sur l'histoire du mouvement ouvrier

Balse,r Frolinde : *Sozial–Demokratie 1848-1863. Die erste deutsche Arbeiterorganisation „Allgemeine deutsche Arbeiterverbrüderung“ nach der Revolution*, Textband, Ernst Klett Verlag Stuttgart, 1962.

Becker, Gerhard : *Karl Marx und Friedrich Engels in Köln 1848 - 1849. Zur Geschichte des Kölner Arbeitervereins*, Rütten & Loening, Berlin, 1963.

Dowe, Dieter : *Aktion und Organisation, Arbeiterbewegung, sozialistische und kommunistische Bewegung in der preußischen Rheinprovinz 1820-1852*, Verlag für Literatur und Zeitgeschehen, Hannover, 1970.

Grandjunc, Jacques : *Ideologische Auseinandersetzungen im „Bund der Gerechten“* in : *Die frühsozialistischen Bünde in der Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, Ein Tagungsbericht. Colloquium Verlag Berlin, 1975.

Grandjunc, Jacques: *Demographische Grundlagenforschung*, pp. 83-84 in : *Transferts : les relations interculturelles dans l'espace franco-allemand*, Editions Recherche sur les civilisations, Paris, 1988.

Hundt, Martin (Hg.) : *Bund der Kommunisten 1836-1852*, Akademie-Verlag, Berlin, 1988.

Langewiesche, Dieter : *Arbeiter in Deutschland. Studien zur Lebensweise der Arbeiterschaft im Zeitalter der Industrialisierung*, herausgegeben von Dieter Langewiesche und Klaus Schönhoven, Ferdinand Schöningh, Paderborn, 1981.

Kocka, Jürgen : *Arbeitsverhältnisse und Arbeiterexistenzen. Grundlagen der Klassenbildung im 19. Jahrhundert*, Verlag J.H.W. Dietz Nachf., Bonn, 1990.

Kocka, Jürgen : *Arbeiterbewegung in der Bürgergesellschaft, Überlegungen zum deutschen Fall*, in : *Geschichte und Gesellschaft, Zeitschrift für Historische Sozialwissenschaft*, 20. Jahrgang/Heft 4, *Arbeiterbewegung im Vergleich*. Oktober-Dezember, 1994.

Na'anam, Shlomo: *Gibt es einen wissenschaftlichen Sozialismus? Marx, Engels und das Verhältnis zwischen sozialistischen Intellektuellen und den Lernprozessen der Arbeiterbewegung*, herausgegeben und eingeleitet von Michael Vester, SOAK Verlag Hannover, 1979.

Na'aman, Shlomo: *Lassalle*, Verlag für Literatur und Zeitgeschehen, Veröffentlichungen des Instituts für Sozialgeschichte Braunschweig, Hannover, 1970.

Mehring, Franz: *Geschichte der deutschen Sozialdemokratie, Erster Teil. Von der Julirevolution bis zum preußischen Verfassungstreite, 1830 – 1863*, Dietz-Verlag, Berlin, 1976.

Quarck, Max: *Die erste deutsche Arbeiterbewegung. Geschichte der Arbeiterverbrüderung 1848/49*, Verlag C.L. Hirschfeld, Leipzig, 1924.

Schieder, Wolfgang : *Anfänge der deutschen Arbeiterbewegung. Die Auslandsvereine im Jahrzehnt nach der Julirevolution von 1830*, Ernst Klett Verlag Stuttgart, 1963.

Schikorsky, Isa : *Zwischen Privatheit und Öffentlichkeit. Autobiographische Texte von Handwerkern in: Das 19. Jahrhundert. Sprachgeschichtliche Wurzeln des heutigen Deutsch*, Hg. Rainer Wimmer, Verlag Walter de Gruyter, Berlin, New York, 1991.

Vester, Michael: *Die Entstehung des Proletariats als Lernprozeß. Die Entstehung antikapitalistischer Theorie und Praxis in England 1792-1848*, 2. unveränderte Auflage 1972 , Europäische Verlagsanstalt, Frankfurt am Main (1. Auflage 1970).

Etudes sur la révolution de 1848 et ses courants politiques:

Becker, Gerhard: *Das Protokoll des ersten Demokratenkongresses vom Juni 1848*, in: *Jahrbuch für Geschichte* Band 8, Akademie Verlag, Berlin, 1973.

Berstein, Serge / Winock, Michel: *L'invention de la démocratie 1789-1914*, Editions du Seuil, Paris, 2002.

Born, Stephan : *Einnerungen eines Achtundvierzigers*, Verlag JHW. Dietz Nachf. GMBH, Berlin,Bonn, 1978.

Droz, Jacques: *Les révolutions allemandes de 1848*, Presses Universitaires de France, Paris, 1957.

Gall, Lothar: *Liberalismus und bürgerliche Gesellschaft. Zu Charakter und Entwicklung der liberalen Bewegung in Deutschland*, in: *Historische Zeitschrift*, herausgegeben von Theodor Schoieder und Lothar Gall, unter Mitwirkung von Egon Boshof, R. Oldenbourg Verlag München, 1975.

Gall,Lothar : *Bürgertum in Deutschland*, Siedler-Verlag, Berlin, 1989.

Engehausen, Frank : *Die Revolution von 1848/49*, Seminarbuch Geschichte, Schöningh UTB Paderborn, München, Wien, Zürich, 2007.

Godechot, Jacques: *Les révolutions de 1848*, Editions Albin Michel, Paris, 1971.

Hachtmann, Rüdiger: *Berlin 1848. Eine Politik-und Gesellschaftsgeschichte der Revolution*, Verlag J.H.W.Dietz Nachfolger, Bonn, 1997.

Hardtwig, Wolfgang: *Vormärz. Der monarchistische Staat und das Bürgertum*, Deutscher Taschenbuchverlag, München, 1985.

Hein, Dieter: *Die Revolution von 1848-49*, C.H.Beck,4.Auflage, 2007.

v. Hippel, Wolfgang : *Revolution im deutschen Südwesten. Das Großherzogtum Baden 1848/49*, Landeszentrale für politische Bildung Baden-Württemberg, Stuttgart, Berlin, Köln, 1998;

Hobsbawn, Eric J.: *L'ère des révolutions 1789-1848*, Fayard, Paris, 1969.

Klessmann, Christoph: *Zur Sozialgeschichte der Reichsverfassungskampagne von 1849*, in : *Historische Zeitschrift*, herausgegeben von Theodor Schiefer, unter Mitwirkung von Lothar Gall, Band 218, Heft 2, R. Oldenbourg Verlag, München, 1974.

Langewiesche, Dieter (Hg.) : *Demokratiebewegung und Revolution 1847 bis 1849. Internationale Aspekte und europäische Verbindungen*, G.Braun, Karlsruhe, 1998.

Langewiesche, Dieter : *Die Revolutionen von 1848 in der europäischen Geschichte. Ergebnisse und Nachwirkungen. Beiträge des Symposions in der Paulskirche vom 21. bis 23.Juni 1998*”, in : *Historische Zeitschrift* Band 29, R.Oldenbourg Verlag München, 2000.

Obermann, Karl : *Gustav Adolph Schlöffel*, in: *Männer der Revolution von 1848*, Akademie-Verlag Berlin, 1970.

Pasche, Joachim: *Demokratische Vereine und preußische Staat. Entwicklung und Unterdrückung der demokratischen Bewegung während der Revolution von 1848/49*, R. Oldenbourg Verlag, München, Wien, 1977.

Rosenberg, Arthur: *Demokratie und Sozialismus*, Athenäum Verlag, Frankfurt am Main, 1988.

Schmidt, Walter (Hg.): *Demokratie, Agrarfrage und Nation in der bürgerlichen Umwälzung*, in Deutschland. Beiträge des Ehrenkolloquiums zum 70. Geburtstag von Helmut Bleiber am 28. November 1998, Trafo Verlag Dr. Wolfgang Weist, Berlin, 2000.

Schmidt, Walter (Hg.) : *Demokratie, Liberalismus und Konterrevolution. Studien zur deutschen Revolution von 1848/49*, Fides Verlag, Berlin, 1998.

Siemann, Wolfram: *Vom Staatenbund zum Nationalstaat, Deutschland 1806-1871*, Verlag C.H.Beck, München 1995.

Siemann Wolfram: *Die deutsche Revolution von 1848/49*, Edition Suhrkamp, Frankfurt am Main, 1985.

Stadelmann, Rudolf : *Soziale und politische Geschichte der Revolution von 1848*, König Verlag München, 1973 (première édition 1948).

Valentin, Veit : *Geschichte der deutschen Revolution 1848-49*, Erster Band, *Bis zum Zusammentritt des Frankfurter Parlaments*, Neudruck der Ausgabe Berlin 1930, Scientia Verlag, Aalen, 1968.

Valentin, Veit : *Geschichte der deutschen Revolution 1848-1849*, Zweiter Band, *Bis zum Ende der Volksbewegung von 1849*, Büchergilde Gutenberg, Frankfurt am Main, Wien, Zürich, 1977.

Etudes et documents concernant les femmes dans la révolution de 1848

Gebhardt, Manfred: *Mathilde Franziska Anneke, Madame, Soldat und Suffragatte*, Verlag neues Leben, Berlin, 1988.

Hummel-Haasis, Gerlinde (Hg): *Schwester zerreißt eure Ketten. Zeugnisse zur Geschichte der Frauen in der Revolution von 1848/49“ dtv Dokumente, 1982.*

Gerhardt, Ute/ Hannover-Drück, Elisabeth/ Schmitter, Romina: „*Dem Reich der Freiheit werb' ich Bürgerinnen“*, *Die Frauen-Zeitung von Louise Otto*, Syndikat-Verlag, Frankfurt am Main, 1979.

Lipp, Carola: *Schimpfende Weiber und patriotische Jungfrauen. Frauen im Vormärz und in der Revolution 1848/49*, herausgegeben von Carola Lipp, Elster Verlag, Brühl-Moos, 1986.

Etudes sur l'histoire de Cologne et la Rhénanie

Ayçoberry, Pierre : *Cologne entre Napoléon et Bismarck, la croissance d'une ville rhénane*, Editions Aubier-Montaigne, Paris, 1981.

Droz, Jacques: *La presse socialiste en Rhénanie pendant la révolution de 1848*, in: *Annalen des historischen Vereins für den Niederrhein*, Heft 155/156, Verlag L.Schwann Düsseldorf, 1954.

Herres, Jürgen: *Das preußische Rheinland in der Revolution von 1848/49*, in: Stephan Lennarz und Georg Mölich (Hg.), *Revolution im Rheinland. Veränderungen der politischen Kultur 1848/49* Schriftenreihe der Thomas Morus-Akademie Bensberg 29.

Herres, Jürgen : *1848/49 Revolution in Köln*, Janus Verlag, Köln 1998.

Julku, Kyösti: *Die revolutionäre Bewegung im Rheinland am Ende des 18. Jahrhunderts*, Band 2: *Die Revolution während der Franzosenherrschaft*, Suomalaisen Tiedeakatemian, Annales Academics scientiarum fennica, Helsinki 1969.

Rheinischer Verein für Denkmalpflege und Landschaftsschutz (Hg.): *Vom Rhein zur Weser. Mit der Köln-Mindener Eisenbahn von Deutz nach Minden*, Klartext-Verlag Essen 1997.

Repken, Konrad : *Märzbewegung und Maiwahlen des Revolutionsjahres 1848 im Rheinland*, Ludwig Röhrscheid Verlag, Bonn, 1955.

Seyppel, Marcel: *Die Demokratische Gesellschaft in Köln 1848/49. Städtische Gesellschaft und Parteientstehung während der bürgerlichen Revolution*, Dme-Verlag Köln, Janus-Verlagsgesellschaft, Köln, 1991.

Sperber, Jonathan: *Rhineland Radicals, The democratic movement and the revolution of 1848-1849*, Princeton University Press, Princeton, New Jersey, 1991.

La révolution de février et l'insurrection de juin en France, l'histoire de la France :

Adoumé, Vincent : *De la monarchie à la république 1815-1879*, Hachette, Paris, 2004.

Blanqui Auguste : *Maintenant il faut des armes, Textes choisis et présentés par Dominique Le Nuz*, La fabrique, Paris, 2006.

Dominique, Pierre : *Les journées de juin*, Editions Berger - Levrault, Paris, 1966.

Fahrmeir, Andreas: *Revolutionen und Reformen, Europa 1789-1850*, C.H.Beck, Geschichte Europas, München, 2010.

Gribaudo, Maurizio : *1848: la révolution oubliée*, La Découverte, Paris, 2009.

Menard, Louis : *Prologue d'une révolution. Février-juin 1848*, Présentation de Filippo Bonfante et Maurizio Gribaudo, Editions La fabrique, Paris 2007.

Marouck, Victor. : *Juin 1848*, Les amis de Spartacus Paris, 1998.

Pardigon, François: *Episodes des journées de juin 1848*, présentation d'Alix Héricord, Editions La fabrique, 2008.

Etudes sur l'histoire de l'Angleterre

Allen Joan, Ashton Owen R.: *Papers for the people, a study oft he chartist press*, The Merlin Press, London, 2005.

Cottret, Bernard : *La Glorieuse Révolution d'Angleterre 1688*, Folio histoire, Editions Gallimard, Paris, 2013 (première édition 1988).

Royle, Edward: *Chartism*, third edition, Seminar studies in History, Longman, London and New York, 1996 (first published 1980).

Etudes sur la théorie de la révolution :

von Beyne, Klaus (Hg.): *Empirische Revolutionsforschung* herausgegeben und eingeleitet von Klaus Beyne, Westdeutscher Verlag, Opladen, 1973.

Gautheret, Jérôme/ Wieder, Thomas (selon les propos de Sylvie Aprile, Pierre Hassner et Henry Laurens) : *1848, 1989, 2011. Il était une fois la révolution*, Le Monde, lundi 21 février 2011.

Johnson, Chalmers: *Revolutionstheorie*, Kiepenheuer&Witsch, Köln, Berlin, 1971.

Klare, Michael T. : *Comment naissent les révolutions*, Le Monde Diplomatique, Mai 2009.

Koselleck, Reinhard : *Revolution – Geschichtliche Grundbegriffe*, Band 5, Klett-Cotta, Stuttgart, 1984.

Kossok, Manfred/ Markow, Walter : *Zur Methodologie der vergleichenden Revolutionsgeschichte der Neuzeit*. In : „ *Theorie und Methode II. Bürgerliche Revolutionen. Probleme des Übergangs vom Feudalismus zum Kapitalismus*, herausgegeben vom Institut für Marxistische Studien und Forschungen (IMSF), Frankfurt am Main, 1979.

Loewy, Michael: *La théorie de la révolution chez le jeune Marx*, François Maspéro, Paris, 1970.

Texier, Jacques : *Révolution et démocratie chez Marx et Engels*, Actuel Marx Confrontation, PUF, Paris, 1998.

Etudes sur l'histoire la démocratie :

Berstein, Serge/ Winock Michel : *L'Invention de la démocratie 1789-1914*, histoire de la France politique, Edition du Seuil, Paris, 2002.

Schmidt, Manfred G: *Demokratiethorien. Eine Einführung*, überarbeitete und erweiterte Auflage, Verlag für Sozialwissenschaften/ GWV Fachverlage GmbH Wiesbaden, 2006.

Rosanvallon, Pierre : *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Editions du Seuil, Paris, 2006.

Rosanvallon, Pierre : *La légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité*, Editions du Seuil, Paris, 2008.

Université Lumière-Lyon II

Ecole doctorale Lettres, Langues, Linguistique et Arts (« 3LA »)
Centre de recherche en Langues et Cultures Européennes (« LCE »)

Gudrun Mattes

Journalisme et pouvoir politique pendant la révolution de 1848 – l'exemple de la *Nouvelle gazette rhénane*



ANNEXES

Thèse de doctorat en Etudes germaniques

Dirigée par Mme Anne-Marie SAINT- GILLE

Présentée et soutenue publiquement le 2 mars 2015

Devant un jury composé de :

Jean- Paul CAHN, Professeur émérite à l'université Paris-Sorbonne-Paris IV
Anne-Marie SAINT-GILLE, Professeur émérite à l'université Lumière - Lyon II
Friedrich TAUBERT, Professeur à l'université de Bourgogne
Ralf ZSCHACHLITZ, Professeur à l'université Lumière - Lyon II

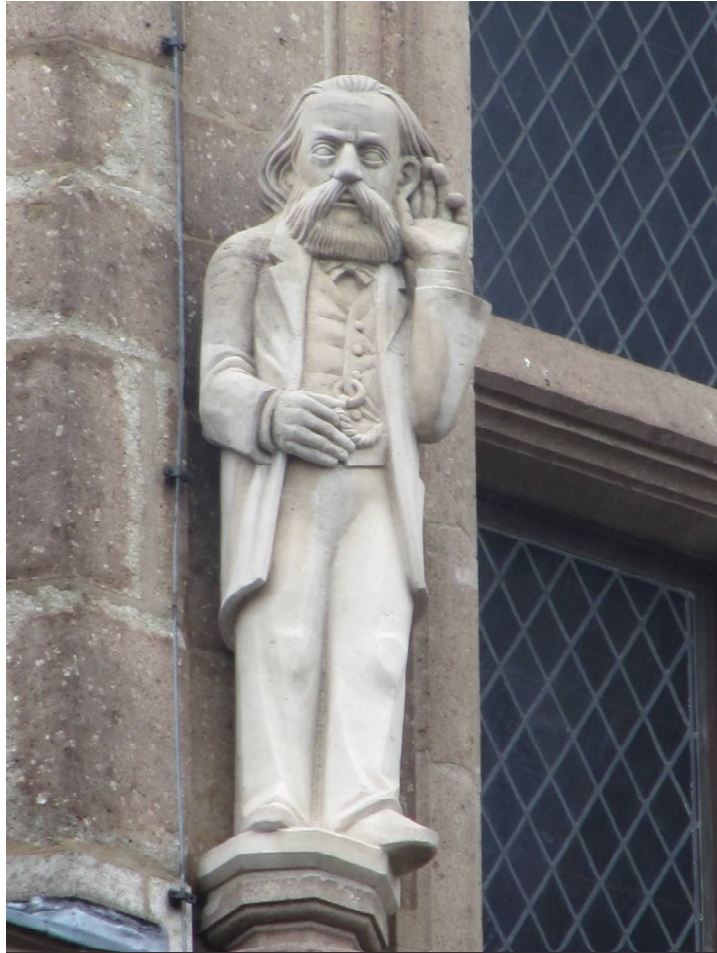
ANNEXES



Plaque commémorative à l'endroit où se trouvait en 1848/49 les locaux de la rédaction de la *Nouvelle gazette rhénane*, «Unter Hutmacher 17 ». Cette ruelle n'existe plus aujourd'hui. La plaque se trouve directement au Heumarkt, n°65.



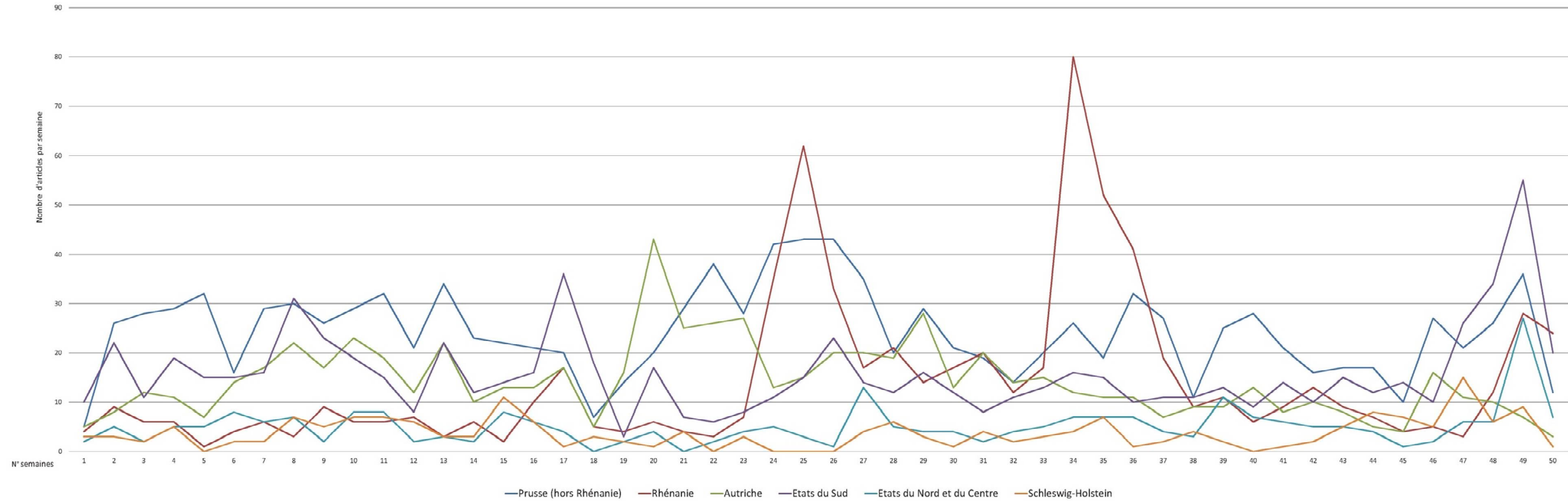
Photo du Heumarkt. La plaque commémorative se trouve en face.



Statue de Karl Marx sur la tour de l'Ancienne Mairie de Cologne (Alter Markt)

NGR décompte des articles répertoriés par région et par semaine

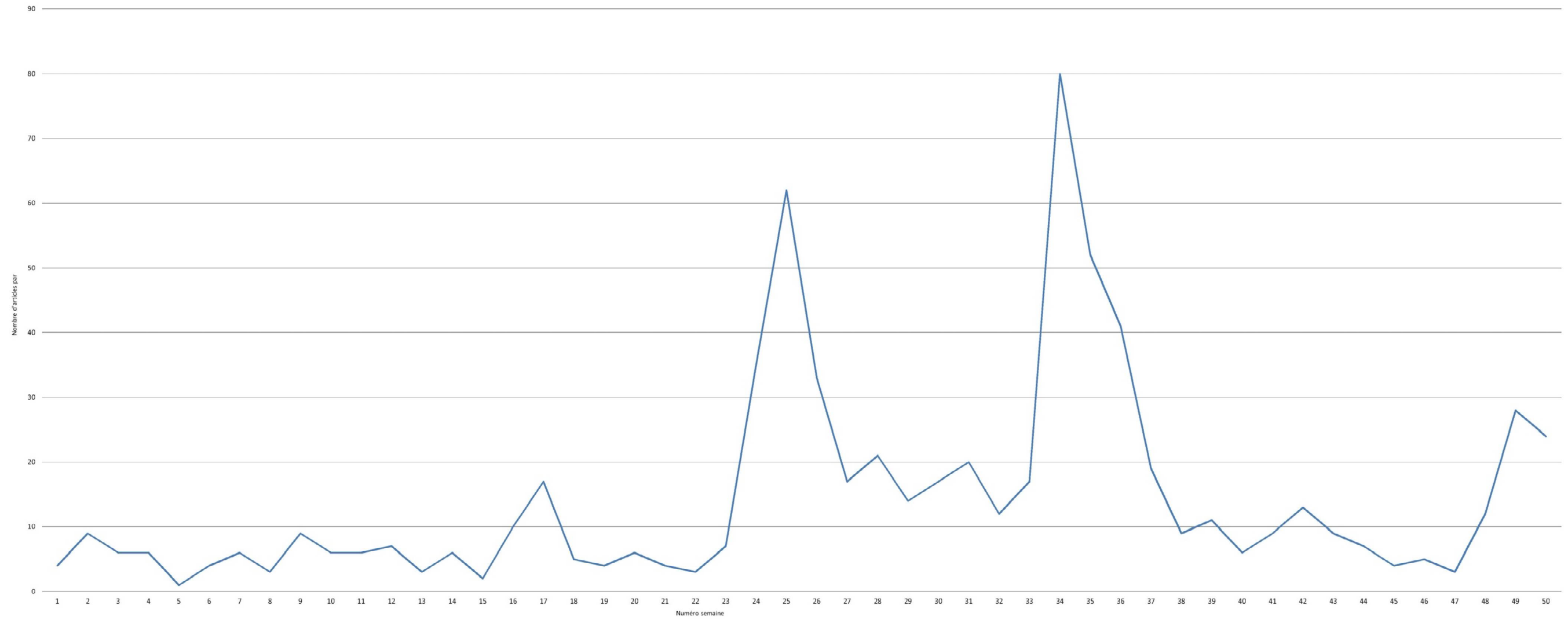
Régions	Semaines	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50
	Totaux	4-juin	11-juin	18-juin	25-juin	2-juil	9-juil	16-juil	23-juil	30-juil	6-août	13-août	20-août	27-août	3-sept	10-sept	17-sept	24-sept	31-sept	7-oct	14-oct	21-oct	28-oct	4-nov	11-nov	18-nov	25-nov	2-déc	9-déc	16-déc	23-déc	31-déc	7-janv	14-janv	21-janv	28-janv	4-fev	11-fev	18-fev	25-fev	4-mars	11-mars	18-mars	25-mars	1-avr	8-avr	15-avr	22-avr	29-avr	6-mai	13-mai
Prusse (hors Rhénanie)	1216	5	26	28	29	32	16	29	30	26	29	22	21	34	23	22	21	20	7	14	20	29	38	28	42	43	43	35	20	29	21	19	14	20	26	19	32	27	11	25	28	21	16	17	17	10	27	21	26	36	12
Rhénanie	714	4	9	6	6	1	4	6	3	9	6	6	7	3	6	2	10	17	5	4	6	4	3	7	35	62	33	17	21	14	17	20	12	17	80	52	41	19	9	11	6	9	13	9	7	4	5	3	12	28	24
Autriche	715	5	8	12	11	7	14	17	22	17	23	19	12	22	10	13	13	17	5	16	43	25	26	27	13	15	20	20	19	28	13	20	14	15	12	11	11	7	9	9	13	8	10	8	5	4	16	11	10	7	3
Etats du Sud	793	10	22	11	19	15	15	16	31	23	19	15	8	22	12	14	16	36	18	3	17	7	6	8	11	15	23	14	12	16	12	8	11	13	16	15	10	11	11	13	9	14	10	15	12	14	10	26	34	55	20
Etats du Nord et du Centre	256	2	5	2	5	5	8	6	7	2	8	8	2	3	2	8	6	4	0	2	4	0	2	4	5	3	1	13	5	4	4	2	4	5	7	7	7	4	3	11	7	6	5	5	4	1	2	6	6	27	7
Schleswig-Holstein	188	3	3	2	5	0	2	2	7	5	7	7	6	3	3	11	6	1	3	2	1	4	0	3	0	0	0	4	6	3	1	4	2	3	4	7	1	2	4	2	0	1	2	5	8	7	5	15	6	9	1
Origine non déterminée	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	1	0	0	0	0	0	0	0	2	3	1	2	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



NGR décompte des articles concernant la Rhénanie par semaine

Semaines	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	
	1er juin	5 juin	12/13 juin	19 juin	26 juin	3 juillet	10 juillet	17 juillet	24 juillet	31 juillet	7 août	14 août	21 août	30 août	6 sept	12 sept	19 sept	26 sept	3 oct	10 oct	17 oct	24 oct	31 oct	7 nov	14 nov	21 nov	28 nov	5 dec	12 dec	19 dec	25 dec	1 janv	8 janv	15 janv	22 janv	30 janv	6 fev	13 fev	19 fev	27 fev	6 mars	13 mars	20 mars	27 mars	3 avr	9 avr	17 avr	24 avr	1 mai	8 mai	15 mai
Totaux	4	9	6	6	1	4	6	3	9	6	6	7	3	6	2	10	17	5	4	6	4	3	7	35	62	33	17	21	14	17	20	12	17	80	52	41	19	9	11	6	9	13	9	7	4	5	3	12	28	24	

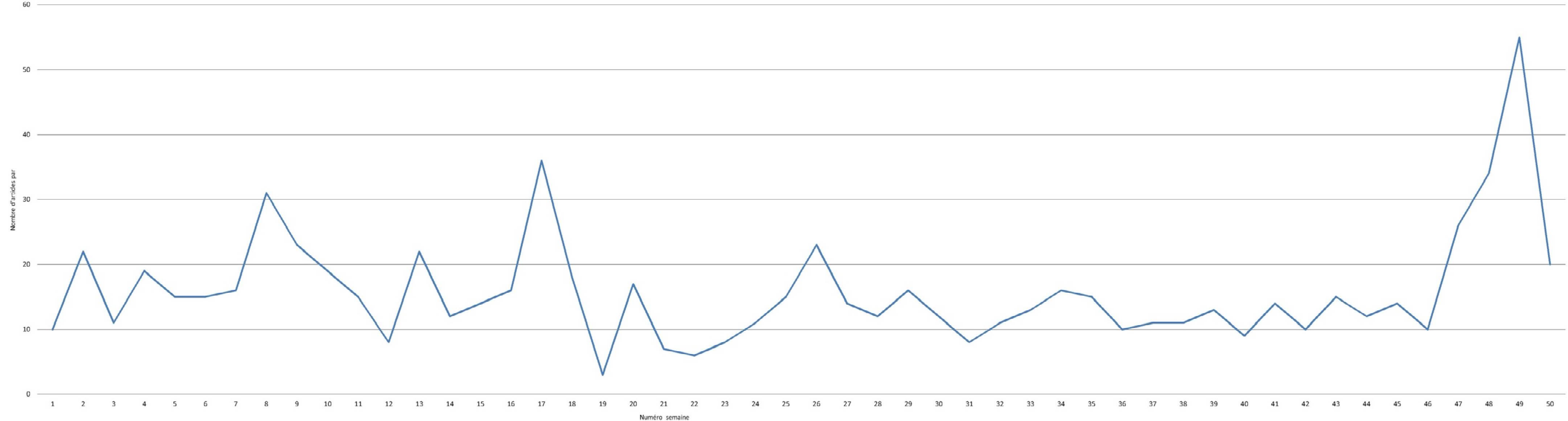
Rhénanie



NGR décompte des articles concernant les Etats du Sud par semaine

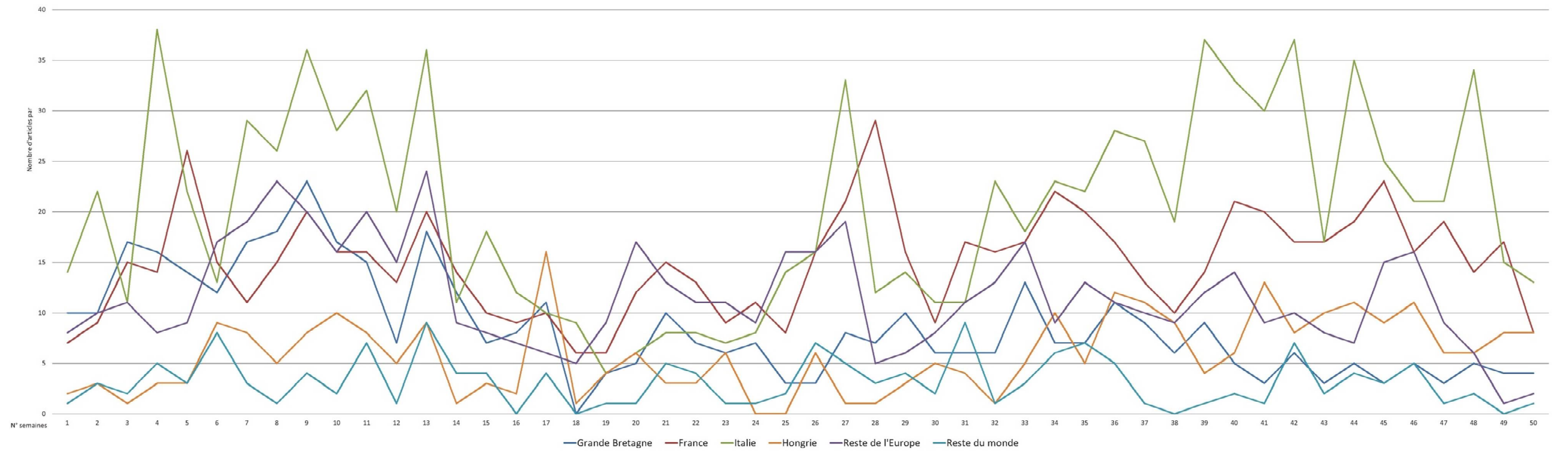
Semaines	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	
	1er juin	5 juin	12/13 juin	19 juin	26 juin	3 juillet	10 juillet	17 juillet	24 juillet	31 juillet	7 août	14 août	21 août	30 août	4 sept	12 sept	19 sept	26 sept	3 oct	10 oct	17 oct	24 oct	31 oct	7 nov	14 nov	21 nov	28 nov	5 dec	12 dec	19 dec	25 dec	1 janv	8 janv	15 janv	22 janv	30 janv	6 fev	13 fev	19 fev	27 fevr	6 mars	13 mars	20 mars	27 mars	3 avr	9 avr	17 avr	24 avr	1 mai	8 mai	15 mai
Totaux	10	22	11	19	15	15	16	31	23	19	15	8	22	12	14	16	36	18	3	17	7	6	8	11	15	23	14	12	16	12	8	11	13	16	15	10	11	11	13	9	14	10	15	12	14	10	26	34	55	20	

Etats du Sud



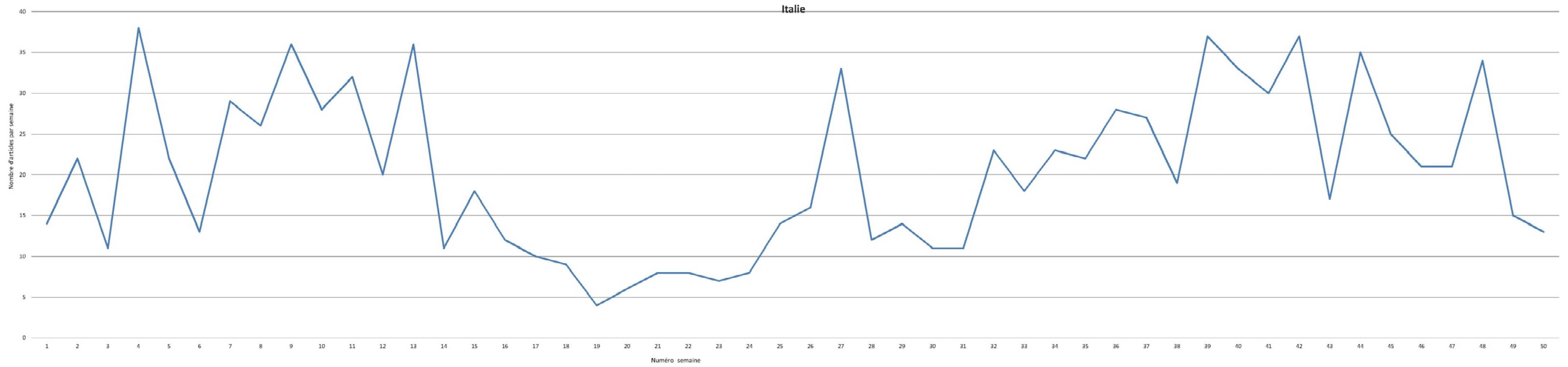
NGR décompte des articles concernant l'étranger répertoriés par pays et par semaine

Régions	Semaines	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50		
		1er juin	5 juin	12/13 juin	19 juin	26 juin	3 juillet	10 juillet	17 juillet	24 juillet	31 juillet	7 août	14 août	21 août	28 août	3 septembre	10 septembre	17 septembre	24 septembre	1 octobre	7 octobre	14 octobre	21 octobre	28 octobre	4 novembre	11 novembre	18 novembre	25 novembre	2 décembre	9 décembre	16 décembre	23 décembre	31 décembre	7 janvier	14 janvier	21 janvier	28 janvier	4 février	11 février	18 février	25 février	4 mars	11 mars	18 mars	25 mars	1 avril	8 avril	15 avril	22 avril	29 avril	6 mai	13 mai	19 mai
		Totaux	4 juin	11 juin	18 juin	25 juin	2 juillet	9 juillet	16 juillet	23 juillet	30 juillet	6 août	13 août	20 août	27 août	3 septembre	10 septembre	17 septembre	24 septembre	1 octobre	7 octobre	14 octobre	21 octobre	28 octobre	4 novembre	11 novembre	18 novembre	25 novembre	2 décembre	9 décembre	16 décembre	23 décembre	31 décembre	7 janvier	14 janvier	21 janvier	28 janvier	4 février	11 février	18 février	25 février	4 mars	11 mars	18 mars	25 mars	1 avril	8 avril	15 avril	22 avril	29 avril	6 mai	13 mai	19 mai
Grande Bretagne	3220	42	57	57	84	77	74	87	88	111	89	98	61	116	51	50	38	57	21	28	47	54	46	40	36	43	64	87	57	53	41	58	60	73	77	74	84	71	53	77	81	76	85	57	81	78	74	59	67	45	36		
France	428	10	10	17	16	14	12	17	18	23	17	15	7	18	12	7	8	11	0	4	5	10	7	6	7	3	3	8	7	10	6	6	6	13	7	7	11	9	6	9	5	3	6	3	5	3	5	3	5	4	4		
Italie	748	7	9	15	14	26	15	11	15	20	16	16	13	20	14	10	9	10	6	6	12	15	13	9	11	8	16	21	29	16	9	17	16	17	22	20	17	13	10	14	21	20	17	17	19	23	16	19	14	17	8		
Reste de l'Europe	1017	14	22	11	38	22	13	29	26	36	28	32	20	36	11	18	12	10	9	4	6	8	8	7	8	14	16	33	12	14	11	11	23	18	23	22	28	27	19	37	33	30	37	17	35	25	21	21	34	15	13		
Hongrie	292	2	3	1	3	3	9	8	5	8	10	8	5	9	1	3	2	16	1	4	6	3	3	6	0	0	6	1	1	3	5	4	1	5	10	5	12	11	9	4	6	13	8	10	11	9	11	6	8	8			
Reste de l'Europe	577	8	10	11	8	9	17	19	23	20	16	20	15	24	9	8	7	6	5	9	17	13	11	11	9	16	16	19	5	6	8	11	13	17	9	13	11	10	9	12	14	9	10	8	7	15	16	9	6	1	2		
Reste du monde	158	1	3	2	5	3	8	3	1	4	2	7	1	9	4	4	0	4	0	1	1	5	4	1	1	2	7	5	3	4	2	9	1	3	6	7	5	1	0	1	2	1	7	2	4	3	5	1	2	0	1		



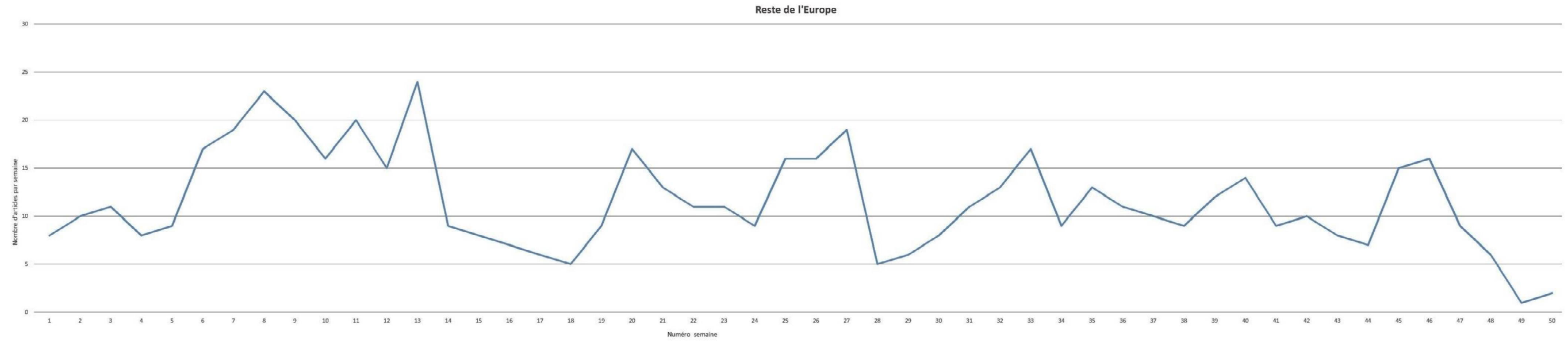
NGR décompte des articles concernant l'Italie par semaine

Total	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50
	1er jun	5-jun	12/13-jun	19-jun	26-jun	3-jul	10-jul	17-jul	24-jul	31-jul	7-août	14-août	21-août	30-août	4-sept	12-sept	19-sept	26-sept	12-oct	17-oct	24-oct	31-oct	7-nov	14-nov	21-nov	28-nov	5-déc	12-déc	19-déc	25-déc	1-janv	8-janv	15-janv	22-janv	30-janv	6-fev	13-fev	19-fev	27-fevr	6-mars	13-mars	20-mars	27-mars	3-avr	9-avr	17-avr	24-avr	1-mai	8-mai	15-mai
1017	14	22	11	38	22	13	29	26	36	28	32	20	36	11	18	12	10	9	4	6	8	8	7	8	14	16	33	12	14	11	11	23	18	23	22	28	27	19	37	33	30	37	17	35	25	21	21	34	15	13



NGR décompte des articles concernant le reste de l'Europe par semaine

Total	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	
	1er juin	5 juin	12/13 juin	19 juin	26 juin	3 juillet	10 juillet	17 juillet	24 juillet	31 juillet	7 août	14 août	21 août	30 août	4 sept	12 sept	19 sept	26 sept	12 oct	17 oct	24 oct	31 oct	7 nov	14 nov	21 nov	28 nov	5 dec	12 dec	19 dec	25 dec	1 janv	8 janv	15 janv	22 janv	30 janv	6 fev	13 fev	19 fev	27 fev	6 mars	13 mars	20 mars	27 mars	3 avr	9 avr	17 avr	24 avr	1 mai	6 mai	13 mai	19 mai
577	8	10	11	8	9	17	19	23	20	16	20	15	24	9	8	7	6	5	9	17	13	11	11	9	16	16	19	5	6	8	11	13	17	9	13	11	10	9	12	14	9	10	8	7	15	16	9	6	1	2	



Index des personnes

- Adams, Franz, 366
- Adamski, 460
- Adler, Victor, 186, 367, 395
- Albert, Martin, 245
- Alexandre, Tsar, 365
- Alinari, Leopoldo, 240
- Anneke, Franziska Mathilde, 307
- Anneke Friedrich, (Fritz) 127, 129, 269, 182, 306, 520, 538,
- Arnim, (Arnim- Boitzenburg), Adolf Heinrich, Graf von, 293
- Auerswald, Hans Adolf, Graf von, 368
- Auerswald, Rudolf Graf von, 323, 344, 348, 486
- Babeuf, François-Noël, 78
- Bakunin, Mikhail Alexandrowitsch, 435, 437, 438
- Bassermann, Friedrich Daniel, 119, 219, 220, 265, 337
- Bauer, Bruno, 163
- Bauer, Edgar, 163
- Bauer, Heinrich, 83, 516
- Becher, Alfred Julius, 384
- Becker, Hermann, 253, 357, 359, 538
- Beckerath, Hermann von, 35, 132, 149, 265, 465
- Berends, Julius, 281, 291, 293, 296, 297
- Beust, Friedrich, 406, 407, 445, 450, 460, 461, 462
- Blanqui, Auguste, 59, 72, 81, 84, 91, 193, 245, 589
- Blum, Robert, 258, 330, 357, 384, 385, 392, 416, 446, 454, 457, 458, 466, 565, 579
- Bonaparte, Napoléon, Empereur des Français, 43, 130, 133, 165, 239, 309, 327, 356, 500, 510, 512, 545, 557, 588
- Bohnstedt, Eduard, 153
- Born, Stephan, 39, 46, 53, 65, 67, 98, 111, 185, 186, 202, 213, 215, 217, 296, 297, 515, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 541, 542, 577, 587
- Börne, Ludwig, 70, 255
- Bornstedt, Adalbert von, 121, 153, 375,
- Brandenburg, Friedrich Wilhelm Graf von, 440
- Brentano, Lorenz, 560, 561
- Brüggemann, Karl Heinrich, 320, 578
- Bürgers, Heinrich, 98, 113, 121, 123, 124, 125, 126, 128, 136, 137, 138, 139, 140, 153, 187, 194, 196, 204, 210, 355, 357, 373, 386, 394, 455, 524
- Camphausen, Ludolf, 130, 132, 202
- Camphausen, Otto, 132, 149
- Clouth, Wilhelm, 159, 160, 161, 311
- Cluß, Adolph, 95
- Cohnheim, Max, 240
- Cramer, Carl, 357, 524
- Dahlmann, Friedrich Christoph, 265

Daniels, Roland, 98, 111, 113, 121, 123, 124, 125
 Dieterici, Carl Friedrich, 58
 Dingelstedt, Franz, 255
 Dorn, Paul, 240
 Dronke, Ernst, 97, 99, 100, 101, 107, 111, 114, 120, 125, 146, 150, 154, 156, 163, 173, 187, 189, 191, 192, 195, 198, 202, 203, 209, 213, 239, 240, 258, 315, 356, 357, 363, 372, 373, 386, 524, 561, 584
 DuMont, Joseph, 221, 578
 Dyrenfurth, D.M., 215
 Eichmann, Franz August, 40, 455, 456, 464
 Elsner, Moritz, 296, 297
 Engels, Friedrich, 3, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 16, 35, 38, 75, 76, 77, 78, 80, 81, 82, 83, 84, 87, 90, 91, 92, 95, 96, 97, 99, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 113, 114, 115, 116, 117, 120, 121, 122, 124, 125, 126, 127, 129, 131, 132, 133, 134, 136, 138, 143, 146, 149, 150, 154, 155, 161, 164, 170, 178, 181, 183, 184, 185, 186, 187, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 199, 200, 201, 202, 203, 209, 223, 236, 238, 239, 240, 243, 244, 253, 255, 279, 315, 319, 320, 321, 324, 327, 335, 343, 345, 346, 347, 348, 350, 352, 355, 356, 357, 362, 363, 364, 372, 373, 375, 378, 386, 388, 393, 394, 395, 396, 417, 419, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 458, 461, 470, 472, 473, 474, 477, 490, 491, 494, 498, 503, 506, 516, 517, 518, 519, 521, 523, 524, 531, 536, 537, 541, 542, 543, 545, 547, 549, 553, 554, 555, 557, 559, 561, 562, 575, 576, 578, 579, 580, 581, 584, 585, 586, 590
 Esselen, Christian, 46, 119, 306, 367
 Esser, Christian, 111, 363, 495, 516, 519, 540
 Ester, (d') Karl, 98, 113, 217, 153, 215, 324
 Ewerbeck, Hermann, 76, 106, 111, 193, 239, 245, 516
 Fallersleben, August Heinrich Hoffmann von, 255
 Ferdinand I, Kaiser von Österreich, 378
 Fernbach, Emmanuel, 215
 Feuerbach, Ludwig, 77, 82
 Flocon, Ferdinand, 90, 92, 238, 239
 Fourier, François-Marie-Charles, 87
 Frédéric II, (Friedrich II), König von Preußen, 550
 Frédéric-Guillaume IV, (Friedrich-Wilhelm IV) König von Preußen, 31, 132, 263, 284, 325, 385, 558
 Freiligrath, Ferdinand, 16, 111, 164, 187, 194, 200, 208, 255, 257, 258, 272, 335, 336, 373, 386, 391, 392, 522, 524, 584
 Funck, A., 450, 460
 Gervinus, Georg Gottfried, 178, 202, 578
 Goegg, Amand 560
 Görres, Joseph, 175, 206, 501
 Gottschalk, Andreas, 96, 98, 112, 124, 151, 153, 182, 306, 342, 518, 519
 Gottschalk, Salomon, 153

Grohe, Johann Peter, 171, 177, 578
 Grün, Karl, 84, 109, 174
 Hagen, Lambert, 357
 Hansemann, David, 36, 130, 132, 149, 164,
 289, 290, 297, 307, 308, 309, 312, 323, 344,
 348, 477, 478, 484, 486, 487, 488, 502
 Hardenberg, Karl August Fürst von, 36, 131
 Harney, George Julian, 83, 238, 244, 514
 Hätzel, K., 98
 Hecker, Karl, 153
 Hecker, Friedrich, 121, 365, 444
 Hegel, Georg Wilhelm Friedrich, 431, 434
 Heilbutt, B., 216
 Heine, Heinrich, 70, 177, 192, 201, 255, 257,
 402, 531
 Hermes, Karl Heinrich, 320
 Herrmann Becker, 372
 Herwegh, Georg, 121, 194, 255, 375
 Hess, Moses, 71, 76, 84, 91, 110, 120, 121,
 124, 125, 126, 127, 128, 129, 191, 196, 516
 Hühnerbein, Friedrich Wilhelm, 153
 Humann (-) , 216
 Hüser, (-) 284, 285
 Janiszewski, Jan Chrysostom, 329
 Jean, (Johann) Erzherzog von Österreich, 378
 Jelacic, Josip Ban, 247, 382, 383, 389, 402,
 408, 412, 427, 466
 Jones, Ernest, 238, 244
 Jordan, Carl Friedrich Wilhelm, 265, 328, 329
 Julius, Gustav, 174, 177, 324, 578
 Jung, Georg, 111, 139, 296, 297, 324
 Kapp, Christian, 214
 Kapp, Friedrich, 156, 214
 Keil, M., 266
 Kinkel, Gottfried, 406
 König, Friedrich Gottlob, 158
 Köppen, Karl Friedrich, 215
 Korff, Hermann, 153, 155, 156, 178, 460, 498,
 499
 Kothes, Johann Domenicus, 153
 Krause, (-) 216
 Kriege, Hermann Rudolph, 108, 533
 Kühlwetter, Friedrich Christian Hubert von,
 342
 Kurth (-), 357
 Lamartine, Alphonse-Marie-Louis de, 118,
 413, 425
 Lammenais, Hugo Félicité Robert de, 78
 Lassalle, Ferdinand, 91, 131, 203, 269, 363,
 366, 453, 462, 463, 548, 570, 575, 586
 Latour de Baille, Theodor Graf von, 383, 389,
 398, 412
 Lehfeld, Albert, 214
 Lichnowski, Felix Maria Vincenz Andreas Fürst
 von, 193, 220, 257, 329, 368, 371, 372, 383
 List, Friedrich, 34, 35
 Lorek, Leo, 216
 Louis Julien, 253
 Louis-Philippe I^{er} (d'Orléans) Roi des Français,
 72
 Lünig, Otto, 126
 Mallinckrodt, Gustav, 352

Manteuffel, Otto Theodor von, 465, 473, 521, 552

Marat, Jean-Paul, 506

Marette, K. 216

Marx, Karl, 4, 7, 9, 10, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 14, 16, 31, 35, 60, 71, 74, 77, 78, 79, 80, 81, 83, 84, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 110, 111, 113, 114, 115, 117, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 131, 132, 133, 134, 136, 137, 138, 139, 140, 142, 143, 144, 146, 148, 149, 150, 152, 153, 154, 155, 156, 159, 160, 162, 163, 164, 168, 170, 173, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 198, 199, 200, 201, 202, 204, 209, 213, 214, 215, 216, 224, 239, 240, 251, 258, 272, 274, 284, 287, 301, 306, 309, 311, 317, 318, 320, 322, 324, 335, 342, 343, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 360, 361, 362, 364, 366, 369, 372, 373, 374, 375, 376, 385, 386, 387, 388, 391, 393, 394, 395, 396, 399, 400, 401, 402, 404, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 415, 416, 417, 418, 419, 422, 425, 426, 427, 429, 433, 439, 444, 445, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 456, 457, 458, 462, 465, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 480, 481, 482, 484, 485, 486, 487, 489, 490, 491, 492, 494, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 509, 510, 512, 513, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 549, 552, 554, 556, 557, 559, 561, 562, 566, 567, 571, 575, 576, 578, 579, 580, 581, 583, 584, 585, 586, 590, 593

Matäi, Rudolph, 215

Mathy, Karl, 202, 219, 220, 314

Mäurer, German, 76

Mentzel, Friedrich, 76

Metternich, Germain, 365, 367

Mevissen, Gustav von, 130, 136, 137, 149, 265, 352

Meyer, Friedrich, 216

Mirbach, Otto, 560

Mohl, Robert von, 371, 372

Moll, Christian, 445

Moll, Joseph, 83, 91, 101, 111, 114, 202, 342, 355, 357, 363, 372, 373, 445, 450, 516, 517, 518, 520, 536

Mosle, Ludwig, 384, 400

Müller-Telling, Eduard von, 7, 216, 240, 386, 388, 393, 394, 395, 396, 397

Naut, Stephan Adolf, 153

Nesselrode, Karl Graf von, 422

Nolte, (-) 216, 582

Nothung, Peter, 111, 113, 357, 450, 516, 522

Ohly, Karl, 216

Oppenheim, Daniel, 139, 180, 181

Owen, Robert, 87

Patow, Robert von, 333, 488

Pelz, Eduard, 46, 119, 306
 Pfuel, Ernst von, 286, 317, 325, 372, 402, 440,
 449, 488
 Plasmann (-), 154
 Proudhon, Pierre-Joseph, 79, 80, 91, 532, 542
 Prutz, Robert Eduard, 255
 Püttmann, Hermann, 215
 Radetzky, Joseph Wenzel Graf von Radetz,
 247, 380, 402
 Radowitz, Joseph Maria Ernst Christian
 Wilhelm von, 265, 329
 Raveaux, Franz, 265, 469, 530
 Reichenbach, Oskar Heinrich Carl Grraf von,
 296, 297
 Renard, Andreas Maria Graf von, 551
 Rockmann, Friedrich Wilhelm, 463
 Röser, Peter Gerhard, 111, 445, 450, 471, 497,
 516, 519
 Rösler, Gustav Adolph, 265
 Ross, Johann, 445, 471
 Ruge, Arnold, 129, 134, 181, 196, 202, 330
 Schapper, Karl, 68, 77, 81, 83, 91, 97, 99, 100,
 101, 102, 106, 107, 108, 111, 114, 202, 342,
 355, 357, 360, 361, 363, 372, 373, 445, 457,
 465, 471, 499, 516, 517, 518, 519, 520, 521,
 522, 523, 524, 536, 537, 538, 540, 541
 Schlöffel, Gustav Adolph, 119, 214, 588
 Schlöffel, Friedrich Wilhelm, 214
 Schneider, Karl (II) 30, 206, 357, 452, 457,
 465, 474, 499, 501, 584
 Schmidt, Franz, 214
 Schubart, Christian Friedrich, 30, 33
 Schulz (-), 153
 Schuster, Theodor, 73, 75
 Seelhoff, (-) 357
 Seiler, Sebastian, 111, 239
 Schifft, (-) 216
 Stahling, W.H., 215
 Stein, Heinrich Friedrich Karl Reichsfreiherr
 vom und zum, 36, 131, 296, 297, 339, 347,
 351, 408, 461
 Stierlin, Ludwig, 215
 Stiller, (-) 215
 Struwe, Gustav, 147, 171, 375, 560
 Thunis, Adolph, 240
 Unruh, Hans Victor von, 465
 Valdenaire, Victor, 284
 Venedy, Jakob, 73, 75, 77
 Wachter, Carl, 153, 363, 372, 522
 Wallau, Karl, 95, 96, 98, 99, 111
 Weber, A., 215
 Wedemeyer, Joseph, 150, 177, 213
 Weerth, Georg, 68, 111, 123, 153, 157, 164,
 184, 187, 192, 193, 194, 198, 200, 201, 202,
 209, 240, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261,
 262, 263, 264, 265, 319, 371, 372, 373, 386,
 561, 576, 585
 Weitling, Wilhelm, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84,
 91, 196, 375
 Welcker, Carl Theodor, 219, 220, 384, 400
 Weller, Emil Ottokar, 216
 Wiesner, Alfred, 214, 217

Willich, August, 111, 112, 124, 409, 562
Windischgrätz, Alfred Candidus Ferdinand
Prinz zu, 258, 286, 383, 384, 390, 392, 395,
402, 408, 411, 412, 420, 429, 466
Winkelblech, Karl Georg, 60, 534, 535
Wittgenstein, Heinrich von, 356, 357
Wolff, Ferdinand, 107, 114, 187, 193, 194,
213, 239, 258, 386, 523, 524, 561, 584
Wolff, Wilhelm, 96, 97, 98, 99, 101, 106, 107,
108, 114, 120, 121, 163, 182, 187, 190, 191,
193, 198, 213, 357, 372, 386, 433, 447, 516,
524, 532, 538, 543, 548, 553, 554, 561, 566,
584
Wrangel, Friedrich Heinrich Ernst Freiherr
von, 402, 408, 440, 451, 466
Wulf, Julius, 463
Zulauff, Heinrich, 126, 153
Zweifel (-), 307, 310, 311, 312, 464, 498